

Documents

Articles de presse de 2011

JANVIER

FÉVRIER

MARS

AVRIL

MAI

JUIN

JUILLET

AOUT

SEPTEMBRE

OCTOBRE

NOVEMBRE

DÉCEMBRE

Document

Articles de presse de janvier 2011

Table des matières

France

Economie

- Microfinance ou comment s'enrichir sur la misère du monde. (titre du site). (01.01)
- 40 milliards d'euros de dividendes pour les entreprises du CAC 40 (08.01)

Social

- Le coup d'envoi de la contre-réforme de la dépendance est lancé. (titre du site) (05.01)
- 133.000 sans domicile en France et 2,9 millions de mal logés. (07.01)
- INSEE: 65 millions d'habitants en France. (19.01)
- 120 médecins lancent un manifeste pour défendre l'accès aux soins. (19.01)
- Le Medef veut un débat sur la durée et le coût du travail. (20.01)
- A propos du coût du travail (titre du site). (25.01)

Syndicat

- Les clubs très privés des partenaires sociaux. (12.01)

Politique

- Le parquet s'oppose à une enquête pour corruption sur Karachi. (11.01)
- Mediator - Ce rapport qui accable le laboratoire Servier. (07.01)
- Deux conseillers de Bertrand liés au laboratoire Servier en 2006. (12.01)
- Etat d'âme et déballage d'Éric Woerth. (20.01)

International

Economie

- L'Inde va consacrer 1000 milliards de dollars entre 2012 et 2017 à ses infrastructures. (titre du site). (04.01)
- Les émergents vont bousculer l'ordre économique, selon une étude. (11.01)
- Comment on achète de la dette publique. (13.01)
- Un parlementaire chinois évoque une dette massive "cachée". (15.01)

Social

- Italie. Fiat : Mirafiori accepte de travailler plus dur(16.01)
- Chine. Un regard sur l'évolution de la situation de la classe ouvrière en Chine. (titre du site) (23.01)
- Espagne : accord clé pour la retraite à 67 ans. (28.01)

Politique

- La Bolivie ébranlée par les hausses des prix du carburant. (01.01)
- Alger secouée par de violentes émeutes. (07.01)
- Tunisie. Plusieurs articles sur la situation en Tunisie. (12.01)
- Tunisie. La carotte et les balles. (titre du site) (13.01)
- Tunisie : la journée qui a fait tomber Ben Ali. (15.01)
- Tunisie. Les événements d'hier. (titre du site) (16.01)
- Tunisie, la révolution trahie. (18.01)

- Tunisie: «Vu comment sont traités les manifestants, la dictature est encore là»(19.01)
- Tunisie. Résumé de la journée d'hier (21.01)
- Alger : Une "*fédération nationale des forces du changement*" appelle à une marche le 9 février. (22.01)
- Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (23.01)
- Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (24.01)
- Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (25.01)
- L'Inde vit sous un régime policier. (titre du site) (26.01)
- Égypte. Mobilisation en Egypte contre Moubarak. (titre du site) (26.01)
- Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (26.01)
- Égypte. Deuxième journée de fortes manifestations en Egypte. (27.01)
- Égypte. Troisième journée de mobilisation contre le régime en Egypte. (titre du site) (28.01)
- Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (28.01)
- Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (29.01)
- Égypte. La journée de mobilisation d'hier. (titre du site) (29.01)
- Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (30.01)
- Égypte. La journée de mobilisation d'hier. (titre du site) (30.01)
- Égypte et Tunisie : «*Facebook ne crée pas la flamme*». (31.01)

Un article d'AP du 30 décembre :

La Bolivie ébranlée par les hausses des prix du carburant. (01.01)

La vague de protestations contre la hausse des prix du carburant s'intensifie en Bolivie. Elle a pris une tournure violente jeudi alors que des milliers de manifestants exhortaient le gouvernement du président Evo Morales à revenir sur cette décision, certains l'appelant même à démissionner et criant à la trahison.

L'arrêt des subventions au secteur pétrolier, annoncé dimanche, s'est traduit par une hausse des prix du carburant, de 73% pour l'essence et de 83% pour le diesel. Les prix des transports publics et de l'alimentation ont suivi, provoquant des mouvements de panique dans ce pays andin où la majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Un coup dur que les Boliviens ont baptisé "gasolinazo" (de "gasolina", essence en espagnol).

Les prix du carburant étaient gelés depuis six ans, mais le gouvernement a annoncé dimanche qu'il ne pouvait plus subventionner à perte un secteur pétrolier qui selon lui pratique la contrebande frontalière. Selon La Paz, d'importantes quantités de carburant sont détournées vers les pays voisins et vendus au prix fort au Brésil, en Argentine, au Chili et au Pérou.

Depuis, les manifestations se sont emparées des principales villes boliviennes, en réaction à ce qui est la décision la plus impopulaire prise depuis l'arrivée au pouvoir de l'ancien chef de file des "cocaleros" Evo Morales il y a cinq ans.

Jeudi, la grève des chauffeurs de taxi a quasi-totalement paralysé La Paz, la capitale, et des manifestations ont également eu lieu à Cochabamba, Santa Cruz, Potosi et Oruro.

Les conducteurs de bus ont eux aussi manifesté sporadiquement, jugeant que la hausse de 60 à 80% des tarifs dans les transports publics, annoncée par le gouvernement, n'était pas suffisante pour répercuter la hausse des prix du carburant.

Dans la foulée, les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 15% sur les marchés subventionnés, mais de beaucoup plus dans les magasins privés.

A La Paz, des affrontements ont opposé manifestants et forces de l'ordre lorsque la foule a tenté d'entrer sur la place centrale de la ville où se trouvent les bâtiments gouvernementaux. La police a dispersé à coups de gaz lacrymogènes les manifestants qui caillaient les édifices publics.

A El Alto, l'immense cité-dortoir surplombant la capitale où s'entassent des millions de Boliviens parmi les plus pauvres, les manifestants ont incendié une voiture et des cabines de péage.

Selon le ministre de l'Intérieur Sacha Llorenti au moins 15 policiers ont été blessés dans tout le pays, dont deux grièvement.

En réponse à la colère populaire le gouvernement a annoncé des mesures pour tenter d'atténuer les répercussions de cette hausse. Mercredi, Morales a pris un décret augmentant de 20% les salaires dans le secteur public (armée, police, éducation et santé) et annoncé qu'il demanderait aux entreprises privées de passer des accords salariaux également. De nouvelles aides vont être octroyées aux producteurs de céréales pour qu'ils augmentent leur production et baissent les prix.

Commentaire : Voilà la vérité sur le "*socialisme du XXIe siècle*" qui sent comme un parfum de capitalisme ! Morales soigne les fonctionnaires pour mieux diviser le prolétariat, il a raison, en France c'est ce qui a permis notamment à la Ve République de tenir le coup pendant 52 ans !

D'un côté, Morales refuse de satisfaire les besoins sociaux de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre, de l'autre il est incapable de lutter contre la contrebande, il faut donc en déduire qu'il ne détient pas réellement le pouvoir.

Un article du Figaro.fr du 29 décembre :

Microfinance ou comment s'enrichir sur la misère du monde. (titre du site). (01.01)

(Titre du Figaro.fr : *L'économie sociale se renouvelle*, une vieille idée réactionnaire en fait ! Plus cynique : impossible !)

Combattre la pauvreté autrement que par le don, le microcrédit s'y attelle depuis plus de trente ans. Les institutions de microfinance (IMF) accordent des services financiers, principalement des prêts de taille réduite mais également l'épargne ou l'assurance, aux exclus du système bancaire formel. Les microentrepreneurs ont ainsi les moyens de créer leur propre entreprise, d'améliorer leurs conditions de vie et peut-être de créer des emplois. Mais l'année qui vient de s'écouler a été celle de toutes les difficultés pour ce modèle dont bénéficient 150 millions de microentrepreneurs dans le monde.

En 2010, le secteur de la microfinance a, en effet, été affecté, à retardement, par la crise économique mondiale. Jacques Attali, président de PlaNet Finance, première institution de microfinance en Europe, et Maria Nowak, fondatrice et présidente de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE), association créée en 1989 et pionnière du microcrédit en France, soulignent que la crise a entraîné une baisse du pouvoir d'achat, dont les microentrepreneurs ont pâti. Avec l'augmentation du surendettement, les taux de remboursement ont baissé et l'Adie a enregistré une baisse du nombre de prêts pour la première fois de son existence.

La crise n'a pas été la seule en cause dans les récentes difficultés du secteur. 2010 a également été l'année où les dysfonctionnements de la microfinance ont éclaté au grand jour. Depuis l'été, le secteur traverse une crise sans précédent sur son marché le plus dynamique, l'Inde. Dans ce pays qui compterait 70 à 80 millions de microentrepreneurs, le secteur fait figure de nouvelle manne financière. Certaines IMF se sont transformées en fonds d'investissement à but très lucratif. Désireuses d'améliorer leur rentabilité pour attirer de nouveaux capitaux, elles ont multiplié les prêts à des emprunteurs insolvables puis exigé avec agressivité leurs remboursements. Contrairement à son principe fondamental, le microcrédit a ainsi fait office de crédit à la consommation ou a même servi... à rembourser de précédents prêts ! La spirale infernale amorcée, les suicides d'emprunteurs surendettés et harcelés par les IMF ont malheureusement fait les gros titres des journaux indiens.

Symbole de cette dérive vers la recherche du profit, SKS Microfinance, leader des IMF, s'est introduit en Bourse le 28 juillet 2010 pour lever quelque 350 millions de dollars (268 millions d'euros). Pour Muhammad Yunus, le père du microcrédit et prix Nobel de la paix 2006, cette introduction en Bourse «*a été une erreur fondamentale et un mauvais signal. Le microcrédit ne doit pas être présenté comme une opportunité pour gagner de l'argent. Il doit d'abord servir à créer de l'activité, à permettre aux plus démunis d'avoir un métier*».

L'Etat indien de l'Andhra Pradesh, qui a recensé à lui seul 85 suicides d'emprunteurs, a d'ores et déjà adopté un projet de loi visant à empêcher ces dérives et à limiter les forts taux d'intérêts.

La régulation est justement la clé selon Jacques Attali, qui reste confiant sur l'avenir du secteur en 2011.

En France, le secteur devrait par ailleurs connaître un renouveau. Une modification récente de la législation autorise en effet le microprêt entre particuliers, d'où un essor de sites de «peer-to-peer lending» comme Babyloan.org.

Mais l'économie sociale n'est plus l'apanage de ces seules institutions ou de l'Etat. Les grandes entreprises privées, qui cherchent à maximiser leurs profits, s'emparent à leur tour du sujet et se lancent, en partenariat avec d'autres acteurs, dans le «*social business*».

Comme le microcrédit, l'objectif est de lutter contre la pauvreté. Mais cette fois, on voit les choses en grand : les multinationales sont invitées à mettre à profit leur compétences et leur trésorerie pour mener à bien un projet précis. Premier exemple : en 2006, associé à la Grameen Bank de Muhammad Yunus, Danone a produit des yaourts vendus autour de 6 centimes d'euros dans des villages du Bangladesh. Depuis, le social business a investi d'autres secteurs: Grameen Phone, né d'une alliance avec le norvégien Telenor, est ainsi devenu le premier opérateur téléphonique du Bangladesh. De son côté, Veolia Environnement a noué un

partenariat avec la Grameen Bank dans le domaine de l'eau et Adidas s'est engagé à fabriquer des chaussures à bas prix pour les Bengalais.

Virginie Seghers, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, explique que le social business repose sur la connaissance de terrain. Elle souligne l'intérêt des multinationales à améliorer leur image et à se positionner sur des marchés qui représentent 4 milliards de futurs consommateurs.

La France a mis ce principe en application depuis peu. Pour Martin Hirsch, le secteur a connu un réel essor en France en 2010. L'ancien Haut-commissaire aux solidarités actives, qui co-préside la chaire « *Social Business / Entreprise et Pauvreté* » de HEC insiste sur la puissance et la responsabilité de ces grandes entreprises pour les convaincre de se lancer dans ces projets.

Martin Hirsch préside aujourd'hui avec Emmanuel Faber, numéro deux de Danone, un partenariat auquel s'est associé Schneider Electric et destiné à mener à bien des actions de social business en France.

Pour 2011, plusieurs projets seront expérimentés : la création de bons de réduction pour les produits d'alimentation infantiles tels que les petits pots et le lait maternisé, un partenariat avec Essilor pour diminuer le coût des lunettes et un autre avec SFR pour réduire le prix des petites consommations téléphoniques. Dans un an, Martin Hirsch espère mener une dizaine de projets.

Commentaires de deux internautes.

Le Social business c'est la courroie de transmission qui enchaîne et emprisonne les nouveaux esclaves, ceux de la pauvreté ! La pauvreté est un nouveau marché, un marché inépuisable, celui du rêve à s'en sortir ! et qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour s'en sortir ! Ne les écoutez pas ces propagandistes qui s'en mettent plein les poches sur la misère du Monde ... Réveillez vous : Bientôt ce sera vous !

Tandis que Mr Attali se déplace pour organiser des conférences et rencontrer des grand banquiers Hindous fortunés qui prospèrent sur le marché "inépuisable" de la pauvreté [pour reprendre le terme exact d'un directeur de Banque - reportage vu cette année] le nombre d'orphelins est à la hausse en Inde depuis que des parents écrasés par des micro-crédits mettent fin à leurs jours... Bel esprit de solidarité Bonne continuation Mr Attali, je vois que tout va bien pour vous !

Commentaire : Business ou social : il faut choisir ! Business social, un oxymore qui pue l'arnaque à plein nez.

Un article du Figaro.fr du 3 janvier :

L'Inde va consacrer 1000 milliards de dollars entre 2012 et 2017 à ses infrastructures. (titre du site). (04.01)

(Titre du Figaro : *Un manque d'infrastructures freine la croissance indienne*)

Plus convoitée que jamais, avec une croissance du PIB estimée entre 8,4 % et 9,1 % cette année, l'Inde doit faire face à deux problèmes. L'inflation, d'abord, galope à plus de 8,9 %, soit deux fois plus que ce que la Banque centrale avait prévu, et ce malgré six relèvements des taux d'intérêt au cours de 2010. Les prix des denrées alimentaires, en particulier, explosent, en hausse de près de 20 %.

Le niveau des infrastructures, ensuite, ne correspond pas du tout à la croissance du pays. Les autorités, qui prévoyaient d'y investir 500 milliards de dollars dans le cadre du XI^e plan quinquennal (2007-2012) veulent passer à 1 000 milliards de dollars pour les cinq années suivantes. Or il va falloir les financer.

Les banques indiennes n'y suffisent pas. Les sociétés de capital-risque non plus. Le pays a besoin des grands bailleurs de fonds internationaux. Entre septembre 2009 et août 2010, la Banque asiatique de développement a octroyé à l'Inde 1,1 milliard d'euros pour des projets dans les secteurs de l'énergie, des routes et de l'eau. Et dans le même temps la Banque mondiale a débloqué pas moins de 3,5 milliards d'euros.

Échanges avec la Chine

En décembre 2010, cette dernière vient encore de lui accorder un prêt de 1,5 milliard de dollars pour son réseau routier dans les zones rurales. Ce qui n'empêche pas les Nations unies d'estimer que ce pays reste « parmi les cinq destinations les plus attractives pour les investisseurs internationaux ». Dans un entretien au Figaro, le ministre des Transports, Kamal Nath, en appelle aux investissements et au savoir-faire français.

Pour l'Inde, dont la production industrielle a encore bondi de 10,8 % en octobre, les infrastructures sont la clé du développement et des investissements étrangers. La Chine veut faire passer ses échanges commerciaux de 60 milliards de dollars cette année à 100 milliards en 2015. Son autre grand voisin, la Russie, lorgne le marché de la défense pour lequel l'Inde devrait dépenser 112 milliards de dollars d'ici à 2016. Moscou s'intéresse aussi au nucléaire, pour lequel New Delhi vise une capacité de production de 63 000 mégawatts en 2032. Industrie dans laquelle la France pousse également ses pions. Areva doit signer cette année la construction de deux réacteurs EPR pour une valeur de 7 milliards d'euros.

Commentaire.

Quand on vit sur place depuis près de 20 ans, le plus frappant et le plus insupportable ce sont les conséquences sur la qualité de vie et les rapports au sein de la population consiste qu'a entraîné le développement économique fulgurant et anarchique des deux dernières décennies, car il ne s'est pas accompagné d'une élévation du niveau de connaissances et de conscience de la population.

Au point d'envisager sérieusement de quitter ce pays, si c'était si facile je l'aurais déjà fait depuis longtemps, car tous les matins en me levant j'ai envie de prendre mes jambes à mon cou et de m'enfuir de ce pays !

Hier encore, c'était les formidables inégalités et l'extrême pauvreté qui rendaient ce pays invivables, aujourd'hui c'est paradoxalement l'élévation du niveau de vie et donc de la consommation d'une grande partie de la population qui le rend encore plus invivable, je ne sais pas si je me fais bien comprendre ici. Je vais prendre deux exemples pour illustrer mon propos.

Au début des années 90, quand vous alliez faire vos courses vous deviez emmener votre sac à provision, on emballait vos marchandises dans du papier journal biodégradable, il n'était pas nécessaire d'attendre les premières pluies pour qu'il disparaisse puisqu'il servait à allumer le feu de bois qui servait à la cuisson des aliments. Depuis le feu de bois a largement été remplacé par le kérozène ou le gaz pour faire la cuisine et le sac plastique a remplacé la feuille de journal. Sauf que le sac plastique ne disparaît pas tout seul du jour au lendemain. Hier pour grignoter on achetait des cacahouètes ou des lentilles grillées enveloppées dans du

papier journal, aujourd'hui on achète des chips dans des emballages en plastique, idem pour le lait qui était livré à domicile et versé dans un récipient, aujourd'hui il figure sous forme de sachet en plastique d'un demi-litre, sur le bord de la route on buvait le thé dans des verres qui étaient plus ou moins bien rincés, aujourd'hui on vous sert le thé dans des gobelets en plastique que l'on jette ensuite, etc.

Et où finit tout ce plastique, ces centaines de milliards de sacs et emballages plastiques de toutes sortes, il faut leur ajouter les emballages en carton ou en verre ? Devinez, dans la rue, à chaque coin de rue, sur le bord des routes, à l'entrée des villages, sur les plages, dans les arbres, dans les jardins, dans l'estomac des vaches, absolument partout. Mieux, dans ce pays il n'existe pas de poubelles ou c'est rare, dans mon village ils sont tellement arriérés qu'ils ont refusé l'installation de poubelles publiques, même dans une ville comme Pondichéry la municipalité s'est résignée à retirer (rue Nehru) les rares poubelles qu'elles avaient commencé à installer parce que les miséreux les vidaient sur les trottoirs ou parce qu'elles n'étaient pas très esthétiques, ce qui faisait enrager les boutiquiers, résultat : c'est le trottoir et la chaussée qui servent de poubelle, apparemment c'est préférable ! Du coup, c'est le pays tout entier qui ressemble à une gigantesque poubelle, pour ne pas dire une décharge.

Les modes de consommation changent très rapidement, mais les consciences n'évoluent pas et l'écart entre les deux ne cesse de croître au point de rendre la vie insupportable dans ce pays.

La plupart des Indiens ont abandonné le vélo pour la mobylette ou la moto (100 ou 150cm³). En 1990 dans le village où j'habitais j'étais pratiquement le seul à avoir une moto, aujourd'hui 90% ou plus sont motorisés. Quand il n'y avait que des vélos sur les routes, vous tendiez votre bras au moment de tourner et vous coupiez la route sans même jeter un coup d'oeil devant, derrière, à droite ou à gauche, vous risquiez tout au plus de vous retrouver face à un char à boeuf qu'il était facile d'éviter, et bien en moto les Indiens se comportent de la même manière, avec la même insouciance, rendant la conduite extrêmement périlleuse et dangereuse, on ne compte plus les centaines de milliers de morts sur les routes tous les ans en Inde.

Pour conclure, pour échapper à la vue d'un sac plastique ou d'une décharge il faut diriger son regard vers le ciel, on évite de sortir aux heures d'affluence car là c'est quasiment infernal, le code de la route n'existe pas évidemment, quand il faut bien sortir pour faire des courses ou régler des formalités administratives, toute la famille prie pour qu'il ne vous arrive rien en chemin, je n'exagère rien, le reste du temps on évite tout déplacement inutile, on reste terré chez soi.

On évoque souvent la barbarie qui accompagne l'évolution du capitalisme sur le plan social, sur le plan du mode de vie et des rapports au sein de la population cette évolution est synonyme de dégénérescence aggravée, elle prend une forme hideuse, monstrueuse, inhumaine, dont les conséquences seront dans bien des cas irrémédiables, il n'est pas exagéré d'affirmer que c'est bien la survie de la civilisation humaine que le capitalisme hypothèque ou remet en cause à plus ou moins brève échéance maintenant, car c'est un cycle infernal qui va en s'accéléralant. Liquider le capitalisme est une nécessité urgente.

Un article de 20minutes.fr du 4 janvier :

Le coup d'envoi de la contre-réforme de la dépendance est lancé. (titre du site) (05.01)

La réforme de la dépendance est l'un des grands chantiers de Nicolas Sarkozy pour 2011. Le gouvernement a annoncé mardi l'installation de groupes de travail chargés de plancher sur la prise en charge des personnes âgées.

«*J'ai commencé un certain nombre de consultations. Aujourd'hui je vais installer les quatre groupes de travail qui ont été décidés par le Premier ministre*», a annoncé mardi la ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale, Roselyne Bachelot.

Le premier «*va étudier le financement*» et sera présidé par Bertrand Fragonard, le président délégué du Haut conseil de la famille, a-t-elle précisé sur France 2. Un autre devra évaluer les enjeux à plus long terme de la dépendance, sous la houlette de Jean-Michel Charpin, l'ex-directeur de l'Insee.

Deux autres seront consacrés à «*l'accueil et l'accompagnement des personnes âgées*» et aux conséquences du «*vieillissement*» de la société.

Conclusions avant l'été

La composition des groupes n'a pas encore été actée. Ils devront réunir régulièrement «*une quarantaine de membres*» chacun, comptant notamment des élus, des experts, des partenaires sociaux, ou encore des représentants associatifs, a précisé le ministère à l'AFP.

A l'ouvrage «*dès ce mois-ci*», ils devront finir «*avant l'été*» leurs travaux, qui serviront de base pour les mesures que décidera le gouvernement.

Des mesures seront inscrites dans le budget de la Sécurité sociale pour 2012, adopté à l'automne 2011, a déjà affirmé Nicolas Sarkozy.

Réforme en plusieurs temps

Mais si le chef de l'Etat a encore une fois souligné lors de ses vœux l'importance à ses yeux du dernier grand chantier social de son quinquennat, le gouvernement a aussi clairement suggéré que la réforme pourrait se faire en plusieurs temps.

«*La dépendance sera certainement un sujet de l'élection de présidentielle*», avait ainsi estimé Roselyne Bachelot, mi-décembre.

«*Si on décidait de créer une cinquième branche de la Sécurité sociale - je ne dis pas qu'on va le faire, c'est une possibilité - il faut une loi organique, c'est-à-dire un texte d'organisation des pouvoirs publics et ça, effectivement, ça viendrait après*» 2011, avait-elle alors expliqué.

S'il n'y a pas plus de précisions pour l'instant, le gouvernement a toutefois listé deux priorités: régler la situation de certains départements dépassés financièrement par les dépenses qu'ils consacrent à la dépendance et celle des classes moyennes qui doivent faire face à des dépenses insoutenables.

22 milliards d'euros

Actuellement, on estime à 22 milliards d'euros par an les dépenses consacrées à la dépendance. Sous l'effet du vieillissement, des projections tablent sur un besoin accru de 10 milliards par an dans quinze ans.

Ces dépenses, concentrées sur les plus de 85 ans, sont surtout réparties entre l'assurance maladie (60%) et les départements (20%, via l'Allocation personnalisée à l'autonomie, APA). Les ménages, sous le poids principalement des frais d'hébergement, dépensent au moins 7 milliards d'euros par an.

Pour alléger ce fardeau, plusieurs solutions sont sur la table: la question de la création d'une nouvelle branche de la Sécurité sociale est notamment posée, de même que celle d'un recours aux assurances privées.

Certains lorgnent sur la fiscalité, avec par exemple la piste d'une hausse de la CSG des retraités ou d'une hausse des prélèvements sur les successions. «*Aucune solution n'est préemptée*», répète Roselyne Bachelot dans ses interventions publiques.

Commentaire.

Le scénario habituel se met en place pour faire passer une contre-réforme : mise en place de "*quatre groupes de travail*", participation notamment des "*partenaires sociaux*" histoire de les légitimer, sachant que "*leurs travaux, (...) serviront de base pour les mesures que décidera le gouvernement*", et le tour est joué.

Si on comprend bien, le seul fait de vieillir, de rester en vie au-delà d'un certain âge est devenu incompatible avec le capitalisme. Alors doit-on se sacrifier ou sacrifier le capitalisme ? Le plein emploi est incompatible avec le capitalisme, alors qu'est-ce qu'on fait, on se sacrifie et on accepte le chômage et la précarité ou on sacrifie le capitalisme ? Etc., etc., etc...

Au fait, pourquoi aucun parti, aucun groupe de militants syndicaux n'engage la bataille pour exiger que les syndicats ne participent pas à cette farce macabre ? Vont-ils encore se contenter de protestations séniles, pardon, stériles ou les deux à la fois ?

Aujourd'hui (comme hier d'ailleurs), il n'y pas une question, une revendication qui ne s'oppose pas directement à la survie du capitalisme, qui ne met pas en relief qu'une réponse satisfaisante ou sa satisfaction est incompatible avec l'existence du capitalisme. Oui mais voilà, le problème c'est que pour avancer dans cette voie, il faut se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, il faut impérativement partir de ses besoins et cela ils n'y arrivent pas. Mais pourquoi diable en sont-ils incapables ? Pardi, parce qu'eux-mêmes n'ont pas rompu avec le capitalisme ! Comment expliquer autrement leur comportement servile ?

Un article du Point.fr du 6 janvier :

Mediator - Ce rapport qui accable le laboratoire Servier. (07.01)

Un rapport commandé par le laboratoire Servier, qui fabriquait le Mediator, a établi en octobre 2009 un lien entre le médicament et l'apparition de valvulopathies, une maladie cardiaque grave pouvant entraîner la mort, écrit, mercredi, le quotidien Le Figaro sur son site internet. Le Mediator, un antidiabétique souvent prescrit comme coupe-faim, a été interdit en France quelques semaines plus tard, en novembre 2009, longtemps après son retrait dans d'autres pays occidentaux.

Ce médicament a été utilisé par environ cinq millions de patients en France. Il serait responsable de 500 à 2.000 décès, selon les études. Le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, a parlé en décembre de "*graves défaillances*" dans le système sanitaire, l'Agence du médicament, devenue Afssaps, ayant alerté sur les dangers de ce médicament. Un rapport demandé à l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) doit être rendu le 15 janvier.

Suspension non demandée

Le Figaro écrit s'être procuré un rapport commandé par Servier en juillet 2009 à un cardiologue, le professeur Bernard Lung, de l'hôpital Bichat à Paris. "*Cela fait partie des études qui ont permis de retirer le médicament du marché*", a confirmé Fabienne Bartoli, directrice adjointe de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps), sur Canal+. "*Le 5 octobre 2009, (le professeur lung) remet ses conclusions au laboratoire*", écrit Le Figaro. "*Elles sont sans appel et concluent qu'il existe bien un lien de cause à effet entre la prise de Mediator et les atteintes valvulaires.*" "*Or, une fois reçues ces conclusions, le laboratoire ne demande pas la suspension de la commercialisation de son médicament comme il en a pourtant la possibilité*", poursuit l'article.

"*Je suis vraiment effaré que le laboratoire n'ait pas demandé le retrait*", a réagi, à la publication de cet article, Me Charles-Joseph Oudin, qui défend de nombreux patients ayant utilisé du Mediator. "*On apprend que sur les cas qui sont observés, le cardiologue consulté conclut que deux tiers des cas sont imputables au Mediator*", a-t-il dit sur i>Télé.

Servier minimise

Le professeur Lung a étudié 45 cas de valvulopathies chez des patients traités par benfluorex, la molécule du Mediator, qui lui ont été transmis par le laboratoire Servier. "*Sur les 17 cas de valvulopathies opérées, le professeur lung conclut que 12 sont évocateurs d'une valvulopathie médicamenteuse liée au benfluorex*", souligne le quotidien. Servier a demandé au cardiologue de s'exprimer devant l'Afssaps le 23 octobre 2009. Devant la commission d'autorisation de mise sur le marché, il a simplement défendu les propositions de modification du Mediator "*pour prendre en compte ce risque de valvulopathie*", selon Le Figaro. Faute de quorum, la commission ne peut pas se prononcer, mais vote trois semaines plus tard le retrait du Mediator.

Selon Libération, Jacques Servier, patron et fondateur du laboratoire qui porte son nom, a vivement contesté mardi, lors de ses vœux au personnel, l'ampleur des décès attribués par les autorités sanitaires à son coupe-faim. "*Cinq cents est un très beau chiffre marketing, mais il ne s'agit que de trois morts. Les autres avaient déjà des valvulopathies*", a-t-il assuré, selon le quotidien, lors de ses vœux présentés mardi à ses équipes. "*Les médecins sont derrière nous, tous les cardiologues nous soutiennent*", a-t-il ajouté. "*Un médicament mineur, mais qui rendait de grands services aux patients*", a-t-il poursuivi, toujours selon Libération.

"Scandalisé" (avocat de patients)

"*Je suis scandalisé*", a déclaré Me Charles Joseph-Oudin, avocat de patients se plaignant des méfaits de ce médicament. Dans sa seule sortie médiatique depuis le début de l'affaire du Mediator, une interview au Monde accordée mi-novembre, Jacques Servier s'était dit "*sidéré et stupéfait*" par les chiffres de décès évoqués dans les études. Mais le laboratoire n'avait jamais avancé un chiffre.

Le discret Jacques Servier, sous le feu de l'actualité avec la mise en cause du Mediator, préside toujours, à 88 ans, les destinées du groupe pharmaceutique qu'il a bâti depuis 1954. Avec un chiffre d'affaires revendiqué de 3,6 milliards d'euros, Servier est le deuxième laboratoire pharmaceutique français en termes de ventes, derrière le mastodonte Sanofi-Aventis, mais devant d'autres groupes parfois plus connus comme Pierre Fabre ou bioMérieux.

Un article de Reuters du 6 janvier :

133.000 sans domicile en France et 2,9 millions de mal logés. (07.01)

La France comptait 250.000 personnes sans domicile ou en hébergement précaire et 2,9 millions habitant des logements sans confort à la fin des années 2000, selon une étude de l'Insee publiée jeudi.

Ces chiffres confirment l'impact persistant et largement diffusé de la crise du logement dans le pays, dénoncé régulièrement par des organisations non-gouvernementales, au premier rang desquelles la Fondation Abbé Pierre.

Cette dernière recensait au début de l'an dernier 3,5 millions de "mal-logés", en se fondant sur des critères différents de ceux retenus par l'Insee.

Tout en soulignant que les situations de grande difficulté - de l'absence de logement à la privation de confort - ne peuvent être qu'approchées du point de vue statistique, l'institut évalue à 33.000 le nombre de personnes sans abri ou hébergées en centres d'urgence en France métropolitaine.

Cette population, fortement masculine, est pour près de la moitié localisée en Ile-de-France, précise-t-il.

S'y ajoutent 66.000 personnes (dont 30% de mineurs et 40% de femmes) hébergées pour des durées plus longues par des établissements sociaux, comme les centres de réinsertion sociale ou les établissements d'accueil mère-enfant, et 34.000 vivant dans des logements relevant de l'aide au logement temporaire

A côté de ces 133.000 personnes sans domicile, l'Insee en dénombre 38.000 autres vivant à l'hôtel à leurs frais et 79.000 hébergées par un parent ou un ami faute de moyens financiers suffisants pour disposer d'un logement indépendant.

L'étude précise que ces situations "touchent plus particulièrement des hommes, des Franciliens et des jeunes" et qu'elles concernent à 43% des personnes qui ont un travail, le plus souvent des ouvriers et employés.

A ce "noyau dur", l'Insee ajoute 282.000 jeunes adultes (chiffre 2002) contraints d'habiter chez leurs parents ou grands-parents.

"Pour ces personnes, plus encore que pour les hébergés du 'noyau dur', être hébergé et occuper un emploi, y compris de niveau cadre, peuvent aller de pair", note l'étude.

1,1 MILLION DE MÉNAGES MAL LOGÉS

Deuxième grande catégorie identifiée par l'Insee: les victimes de mauvaises conditions de logements, qu'elles habitent dans des logements insalubres, peu ou mal chauffés, privés de sanitaires ou surpeuplés. Leur nombre est estimé à 2,9 millions (1,1 million de ménages).

Cette population regroupe les personnes vivant dans des habitations "de fortune" (constructions provisoires ou caravanes pour l'essentiel), estimées à 85.000 en 2006, celles occupant des logements considérés comme "privés de confort" au regard des critères de la loi de 2007 sur le droit au logement opposable (Dalo), qui seraient 2,1 millions, et les occupants de logements surpeuplés, estimés à 800.000 personnes.

L'étude de l'Insee, qui se fonde sur des données recueillies pour la plupart entre 2002 et 2008 précise qu'un million de ménages à faibles ressources déclaraient en 2006 avoir des difficultés à payer leurs dépenses de logement ou être en situation d'impayés.

Selon une enquête de l'Ifop pour Seloger.com publiée le mois dernier, plus d'un Français sur cinq se sent menacé par le mal-logement et 7% d'entre eux se considèrent mal logés.

Un article du Figaro.fr du 6 janvier :

Alger secouée par de violentes émeutes. (07.01)

Cet accès de violence des jeunes algériens a été déclenché par une hausse brutale des prix de produits de base, notamment l'huile et le sucre.

Alger retient son souffle! Mercredi soir, Bab el-Oued, quartier populaire au cœur de la capitale, a été secoué par de violentes émeutes. Des groupes de jeunes armés de cailloux et de cocktails Molotov ont dressé des barricades, barré la rue principale avec des pneus enflammés, avant de s'attaquer au commissariat du quartier. Pour repousser l'assaut, les policiers ont riposté par des grenades lacrymogènes et des tirs de sommation.

Les mêmes scènes opposant des jeunes chauffés à blanc aux forces de l'ordre ont secoué Kouba, Chéraga et Aïn Benian, quartiers périphériques d'Alger, mais aussi Oran, dans l'ouest algérien, et Tipaza. Cet accès de fièvre a été déclenché par une hausse brutale des prix de produits de base, notamment l'huile et le sucre. Même si le gouvernement continue de subventionner le pain et le lait, éléments essentiels dans l'alimentation des familles à faibles revenus, cette hausse s'est répercutée, comme lors une réaction en chaîne, sur d'autres produits de large consommation.

Dans un pays qui peine à panser les blessures de la guerre civile des années 1990, la nouvelle crise qui s'annonce révèle tragiquement le paradoxe algérien. Grâce au pétrole, le pays, qui a engrangé 155 milliards de dollars de réserves de change, aurait pu réussir son décollage économique, et colmater les brèches qui menacent la paix sociale, notamment le déficit chronique en logements et le chômage des jeunes. Les grands projets, comme l'autoroute est-ouest ou la promotion de l'agriculture saharienne, ou encore Sonatrach, la florissante compagnie des hydrocarbures, sont éclaboussés par des scandales récurrents. De hauts responsables, y compris dans l'entourage proche du président Bouteflika, sont cités dans de sordides affaires de corruption, mais ils continuent de jouir d'une troublante impunité.

Malgré l'embellie financière et une incontestable amélioration du front sécuritaire, les pratiques autoritaires et clientélistes du régime ont mené le pays vers une nouvelle impasse. Pour les jeunes laissés sur le carreau et qui tentent, au péril de leur vie, de rejoindre l'eldorado européen à bord d'embarcations de fortune, cette justice à deux vitesses alimente la révolte. L'état d'urgence, qui a plombé les libertés depuis février 1992, et la neutralisation de tous les canaux de médiation ont fait le reste pour imposer la violence et l'émeute comme ultime moyen d'expression du mécontentement.

Sur fond de rumeurs alarmantes, Alger était plongée ce jeudi dans une atmosphère étrange, mélange d'interrogations et d'inquiétude. Le scénario évoque la révolte d'octobre 1988 qui avait embrasé tout le pays avant d'être réprimée dans le sang. En prévision de troubles à venir, les familles stockaient des produits alimentaires. Dans les rues, la présence des forces de l'ordre était exceptionnellement discrète. Dès 17 heures, les commerçants baissaient les rideaux. La révolte partie d'Alger commençait à se propager dans plusieurs localités de province. Avec la grande prière du vendredi, il faut s'attendre à l'entrée en scène des islamistes pour tenter d'en prendre le contrôle.

Un article de 20minutes.fr du 7 janvier :

40 milliards d'euros de dividendes pour les entreprises du CAC 40 (08.01)

Les actionnaires des entreprises du CAC 40 commencent bien l'année. Ils devraient recevoir 40 milliards d'euros de dividendes, selon le consensus des analystes FactSet, cité vendredi par le journal Les Echos. Un chiffre record en hausse de 13%.

Et ce montant devrait encore augmenter l'année prochaine pour atteindre 43 milliards d'euros.

Malgré la crise et le recul des bénéfices en 2009, ces sociétés avaient déjà continué à verser de généreux dividendes pour préserver leurs actionnaires, touchés par le recul boursier.

«Alors que les entreprises ont reconstitué leurs cash» en 2010, «les politiques de distribution plus généreuses ont repris. En même temps, le contexte relativement morose et les incertitudes macroéconomiques incitent bon nombre d'entre elles à retourner de l'argent à leurs actionnaires (sous forme de dividendes ou de rachats d'actions) plutôt que d'investir massivement», précisent Les Echos.

Les actionnaires les plus gâtés cette année seront ceux de France Télécom. Le rapport entre le dividende et le cours de l'action sera de 9%. Vivendi (+ 6,7 %) arrive à la deuxième place tandis que Total (5,98 %) et GDF Suez (5,98 %) complètent ce trio de tête.

Au final, 22 sociétés du CAC 40 vont augmenter leur dividende cette année et une seule le diminuer. Quatre entreprises devraient même *«repandre un versement: Natixis, EADS, ainsi que Renault et PSA»*, souligne Dionisio Luiz, analyste chez Markit, cité par le quotidien.

Un article de Reuters du 10 janvier :

Le parquet s'oppose à une enquête pour corruption sur Karachi. (11.01)

Le parquet général de Paris s'est opposé lundi à une enquête sur une affaire de corruption présumée lors de la présidentielle de 1995, qui serait la cause indirecte de la mort de 11 Français dans l'attentat à Karachi.

Lors de la première audience publique sur ce dossier où le nom de Nicolas Sarkozy est cité, les deux avocats des familles de victimes de cet attentat de 2002 ont exhorté la chambre de l'instruction à prendre une décision contraire.

La chambre a mis son arrêt en délibéré au 31 janvier, après avoir décidé, fait rare dans ces audiences techniques, d'ouvrir ses portes au public, notamment aux familles des victimes.

Le parquet, lié en France au pouvoir exécutif, a provoqué ce litige en faisant appel d'une décision rendue en octobre par le juge d'instruction indépendant Renaud Van Ruymbeke.

Statuant sur une plainte des victimes de l'attentat, ce dernier a jugé possible juridiquement d'enquêter pour corruption et abus de biens sociaux car il existe un soupçon de lien entre l'attentat et des malversations en France.

Le représentant du parquet général, Louis Wallon, a demandé que cette décision soit annulée. Il soutient que les faits de corruption sont prescrits et que, de toute manière, les victimes ne peuvent provoquer l'enquête.

"Pour les deux infractions, le ministère public considère que les parties civiles sont irrecevables dans leur démarche, car elles n'ont pas subi de préjudice personnel et direct du fait de la corruption et des abus de biens sociaux", a-t-il dit.

Me Olivier Morice, avocat des familles de victimes, lui a répliqué en estimant qu'il maquillait sous un argumentaire juridique une volonté de cacher les soupçons de corruption portés à la connaissance du parquet, a-t-il rappelé, dès 2007.

"C'est un dévoiement de la recherche de la vérité. Vous ne souhaitez pas que les parties civiles soient à vos côtés, car depuis le début, vous êtes dans la dissimulation", a-t-il dit.

Seul jusque là sur ce dossier, Me Morice est désormais épaulé par un autre avocat, Me Thibault de Montbrial, qui représente des blessés de l'attentat.

Ce dernier a dit aussi penser que l'affaire dérangeait le pouvoir. *"De nombreuses institutions tentent de limiter la progression de cette affaire dans certaines directions", a-t-il dit dans sa plaidoirie.*

Si la chambre de l'instruction refuse l'enquête, les victimes peuvent se pourvoir en cassation et le juge Van Ruymbeke pourra continuer son travail sur des faits périphériques et plus limités d'entrave à la justice.

Par ailleurs, il pourra aussi enquêter dans le cadre d'une autre procédure ouverte en décembre sur un autre marché d'armement en Arabie Saoudite conclu aussi sous le gouvernement Balladur, où il est question de 200 millions d'euros de commissions douteuses.

Un article de Reuters du 10 janvier :

Les émergents vont bousculer l'ordre économique, selon une étude. (11.01)

Le dynamisme des économies émergentes se traduira d'ici 2050 par un bouleversement de la hiérarchie mondiale qui devrait voir la Chine doubler les Etats-Unis, l'Inde dépasser le Japon et le Mexique devancer la France, selon une étude publiée par PricewaterhouseCoopers.

De grands pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie seront sans surprise les grands gagnants de ce basculement du pouvoir économique, mais celui-ci devrait aussi bénéficier à des pays qui n'ont pas encore l'habitude de faire la une de la presse économique, comme le Vietnam ou le Nigeria.

"La crise s'est traduite par un coup d'arrêt au développement des pays développés et a mis en évidence le potentiel des pays émergents, qui ont beaucoup moins subi la crise et qui restent sur la même courbe de tendance", explique Bernard Gainnier, associé responsable du développement du cabinet de conseil qui publie cette étude lundi.

En prenant comme référence le PIB à parité de pouvoir d'achat, un critère qui permet d'exclure les effets des variations des devises, l'étude prévoit que les sept principaux pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Russie, Mexique, Indonésie et Turquie) dépasseront le G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Canada) avant 2020.

Et même en se référant au PIB aux taux de change du marché, cette inversion de la hiérarchie, bien que plus lente, semble inexorable, puisque l'"E7" passera devant le G7 en 2032.

Cette même année 2032 devrait voir la Chine ravir aux Etats-Unis le titre de première économie mondiale, toujours sur la base du PIB aux taux de change du marché. Et sur la base du PIB à parité de pouvoir d'achat, ce changement de numéro un mondial s'effectuerait dès 2017, précise PwC. La Chine a annoncé l'été dernier s'être hissée au rang de deuxième économie mondiale, devant le Japon.

En 2050, le PIB de ces sept pays aujourd'hui émergents serait supérieur des deux tiers à celui du G7.

Parmi les autres échéances symboliques mises en avant par l'étude, aux taux de change du marché, l'Inde dépasserait le Japon en 2028, la Turquie doublerait le Canada en 2035, la Russie devancerait l'Allemagne en 2042 et le Mexique pèserait plus lourd que la France à partir de 2046.

L'économie française perdrait au final trois places au classement mondial d'ici 2050 et se verrait rétrogradée de la huitième à la onzième place. Notamment parce que sa croissance au cours des 40 ans à venir ne devrait pas dépasser 1,7% par an en moyenne, estime PwC, contre 5,9% pour la Chine, 8,1% pour l'Inde ou 8,8% pour le Vietnam.

L'Australie et l'Argentine pourraient se voir exclues du "Top 20" des économies mondiales d'ici 40 ans tandis que le Vietnam et le Nigeria, qui ne font pas partie du G20 aujourd'hui, peuvent espérer intégrer cette élite.

Les prévisions en matière de niveaux de PIB par habitant à parité de pouvoir d'achat montrent aussi un resserrement des écarts entre pays développés, et le maintien d'un retard important pour les grands pays émergents en dépit d'une forte croissance.

La richesse d'un Chinois représenterait ainsi 45% de celle d'un Américain en 2050, contre 14% en 2009, et celle d'un Indien 28% contre 7%. Mais ce sont les Russes qui se rapprocheraient le plus des Américains, avec un rapport qui passerait de 42% à 74%.

Une évolution dont les pays peuvent profiter, souligne Bernard Gainnier.

"La France peut en profiter grâce ses capacités à délivrer de la technologie, du nucléaire ou des infrastructures, mais aussi en vendant des biens de plus grande qualité à ces pays où se développe une classe moyenne."

Complément du Journal des Finances du 10 janvier.

A la source des mutations à venir ces quarante prochaines années: une démographie bouillonnante, alliée à une meilleure éducation et à une démocratisation des principaux pays émergents, énumèrent les économistes de HSBC.

Guerres militaires ou commerciales, retour du protectionnisme, épidémies...Les auteurs des études, chez HSBC et chez PwC, reconnaissent que leurs prédictions sont entourées d'incertitudes. Le plus grand défi ? L'équilibre écologique et l'exploitation de ressources de plus en plus rares. Dans ce contexte, *«l'économie du climat devrait jouer un rôle aussi important que celle du savoir durant le siècle passé»*, estiment les analystes de HSBC.

«En 2050, le séisme économique n'en sera qu'à son commencement», avertissent également ces derniers. *«Bien qu'ayant été multiplié par sept en 40 ans, le niveau de vie d'un Chinois ne représentera que 32% de celui d'un Américain.»* Le potentiel de croissance restera encore substantiel.

Un article de L'express.fr, AFP, AP et Reuters du 11 janvier :

Plusieurs articles sur la situation en Tunisie. (12.01)

L'express.fr: Tunisie: les émeutes auraient fait 50 morts

Le chaos règne dans la ville de Kasserine, dans le centre de la Tunisie. L'agitation gagne les villes côtières. Les écoles sont provisoirement fermées.

Le bilan continue de s'alourdir en Tunisie. Alors que la présidente de la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH), Souhayr Belhassen, dénombrait au moins 35 morts dans les émeutes, un responsable syndical indique 50 tués en 3 jours dans le centre du pays, selon un responsable syndical qui a évoqué une situation de "chaos" mardi à Kasserine, chef lieu du centre-ouest.

"C'est le chaos à Kasserine après une nuit de violences, de tirs de snipers, pillages et vols de commerces et de domiciles par des effectifs de police en civil qui se sont ensuite retirés", a indiqué Sadok Mahmoudi, membre de l'union régionale de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT, centrale syndicale). Cette version des faits a été corroborée par d'autres témoins.

"Le nombre de tués a dépassé les 50", a-t-il indiqué, citant un bilan recueilli auprès du personnel médical de l'hôpital régional de Kasserine où ont été transportés les corps.

A Paris, la présidente de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), la Tunisienne Souhayr Belhassen, avait auparavant déclaré qu'au moins 35 personnes identifiées avaient été tuées ce week-end dans trois villes du centre: Regueb, Thala et Kasserine.

Amnesty International a déclaré qu'au moins 23 personnes avaient été tuées ce week-end par les forces de sécurité qui ont ouvert le feu "dans un déferlement de violence inouïe contre des gens venus protester contre leurs conditions de vie, le chômage et la corruption".

L'hôpital débraye pour protester

Un fonctionnaire local ayant requis l'anonymat a aussi décrit "une situation de chaos" dans cette ville à 290 km au sud de Tunis, confirmant des tirs de snipers postés sur les toits et des forces de police tirant sur des cortèges funèbres.

Le personnel médical de l'hôpital de Kasserine a débrayé durant une heure pour protester contre le nombre élevé de victimes et la gravité des blessures, a ajouté ce fonctionnaire, décrivant des "cadavres éventrés, à la cervelle éclatée".

Amnesty International a déclaré qu'au moins 23 personnes avaient été tuées ce week-end par les forces de sécurité qui ont ouvert le feu "dans un déferlement de violence inouïe contre des gens venus protester contre leurs conditions de vie, le chômage et la corruption".

L'agitation s'étend aux villes côtières

Les écoles et universités ont été fermées lundi soir jusqu'à nouvel ordre dans tout le pays. Cette décision a été prise après la dispersion d'une manifestation de jeunes lycéens et étudiants par les unités anti-émeutes dans le centre de Tunis. Il s'agissait de la première manifestation dans la capitale depuis le début du mouvement de protestation. Selon Souhayr Belhassen de la FIDH, l'agitation s'est étendue à d'autres villes côtières, au cœur de la Tunisie touristique.

Reuters : Les violences gagnent Tunis.

La capitale tunisienne a été le théâtre, mardi soir, de violences, les premières signalées à Tunis.

Les forces de l'ordre ont tiré en l'air en guise de sommation pour disperser une foule qui mettait à sac des bâtiments dans le faubourg ouvrier d'Ettadamen.

Selon un journaliste de Reuters présent sur les lieux, des centaines de jeunes gens ont lancé des pierres sur la police avant de saccager des magasins et de mettre le feu à une banque.

Il a raconté que la foule avait barré les axes routiers à l'aide de pneus enflammés, incendié un autobus et deux voitures et également mis le feu à un local de l'administration locale.

Les policiers ont effectué des tirs de sommation en l'air et également fait usage de grenades lacrymogènes pour tenter de faire refluer les gens de l'intérieur du bâtiment, a-t-il dit.

"Nous n'avons pas peur, nous n'avons pas peur, nous n'avons peur que de Dieu", scandait la foule, dont le gros s'est par la suite dispersé, la police pourchassant des groupuscules dans les ruelles avoisinantes.

Ce nouvel accès de violence a éclaté peu après la publication d'un nouveau bilan officiel des morts depuis le début du mouvement comportant trois nouvelles victimes. Le gouvernement a, en revanche, rejeté les estimations plus élevées émanant d'organisations de défense des droits de l'homme.

Jusqu'à mardi soir, on ne rapportait aucune nouvelle violence majeure, l'armée ayant été déployée dans les villes les plus turbulentes et les universités et les établissements scolaires fermés jusqu'à nouvel ordre. Dans une agglomération au moins, la police avait ordonné à la population de ne pas se rassembler dans les rues.

Les participants aux émeutes affirment vouloir protester contre la cherté de la vie et la pénurie d'emplois en Tunisie.

Les autorités dénoncent l'instrumentalisation de ces manifestations par une minorité d'extrémistes violents. D'après le pouvoir, les victimes ont été tuées par des policiers exerçant leur droit de légitime défense.

Lors d'une conférence de presse, le ministre des Communications, Samir Labidi, a chiffré à 21 le nombre de personnes tuées lors des heurts de ces derniers jours, soit trois victimes de plus que le précédent bilan officiel.

Deux personnes supplémentaires ont trouvé la mort au début du mouvement d'agitation et deux autres se sont données la mort.

Evoquant les griefs de certains des participants, Samir Labidi a dit: *"Notre réponse aux revendications de la jeunesse consiste en des réformes économiques et sociales et en une plus grande ouverture vers la liberté"*.

Associated Press : Tunisie: des journalistes appellent à "libérer la presse".

Une centaine de journalistes ont appelé mardi à "libérer la presse" lors d'un sit-in observé dans les locaux de leur syndicat à Tunis.

"Nous avons été empêchés par la police de sortir dans une manifestation pacifique pour apporter notre soutien à nos compatriotes en proie à la répression", a déclaré à l'Associated Press Néji Bghouri, président déchu du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT). Il avait été évincé en 2009 par l'arrivée de proches du pouvoir à la tête de l'organisation, à l'issue d'un congrès extraordinaire qualifié de "putsch" par la direction sortante.

Cantonnés dans le siège du SNJT, les journalistes ont scandé des slogans revendiquant la liberté de la presse et plaidé pour l'ouverture d'une *"enquête indépendante pour déterminer les responsabilités des violences qui ont causé un grand nombre de morts dans le pays, et la libération des personnes arrêtées"*.

Dans un communiqué, ils ont appelé à la levée du *"blocus policier"* auquel sont soumises plusieurs villes, à l'ouverture d'un dialogue national sur les problèmes qui se posent et ont demandé que la presse puisse jouer le rôle que lui incombe en *"bannissant la langue de bois"*.

Associated Press : Une manifestation d'artistes "réprimée brutalement" par la police à Tunis.

Une manifestation d'artistes venus exprimer leur soutien au mouvement de contestation sociale qui secoue la Tunisie depuis plus de trois semaines a été "*réprimée brutalement*" mardi devant le théâtre municipal de Tunis, situé sur l'avenue Habib Bourguiba, principale artère de la capitale, a-t-on appris auprès de plusieurs manifestants.

"*Nous étions environ une centaine d'artistes, des hommes et femmes de théâtre, du cinéma, des musiciens, peintres et autres intellectuels qui voulaient protester pacifiquement contre ce qui se passe dans le pays et contre la répression qui a fait une trentaine de morts*", a déclaré à l'Associated Press l'homme de théâtre Fadhel Jaïbi.

Selon lui, le rassemblement a été "*dispersé violemment par un nombre impressionnant de policiers en civil et en tenue*", estimé à plusieurs centaines d'agents.

"*On se croirait au Chili ou dans une République bananière*", a-t-il déploré.

La comédienne Jalila Baccar a quant à elle dénoncé "*la sauvagerie*" dont ont fait l'objet plusieurs de ses collègues, notamment Raja Ben Ammar qui, a-t-elle témoigné, "*a été insultée, copieusement frappée, traînée par terre et tirée par les cheveux sur plusieurs centaines de mètres*".

Jointe par téléphone, celle-ci, qui dit souffrir d'un problème cardiaque, a déclaré avoir été frappée à coups de poing et de pied, des coups qui lui ont causé des traumatismes.

Un article de Reuters du 11 janvier :

Deux conseillers de Bertrand liés au laboratoire Servier en 2006. (12.01)

Deux médecins travaillant pour le laboratoire Servier, le fabricant du Mediator, étaient aussi conseillers au cabinet du ministre de la Santé Xavier Bertrand quand il a prorogé le remboursement du médicament en 2006, écrit *Le Canard enchaîné* qui paraît mercredi.

Ce médicament antidiabétique, prescrit souvent comme coupe-faim, n'a finalement été interdit qu'en 2009. Il aurait fait de 500 à 2.000 morts depuis sa mise sur le marché en 1976.

Xavier Bertrand, redevenu ministre de la Santé en 2010 après un passage à la tête de l'UMP, explique dans un communiqué qu'il n'avait pas connaissance de ces liens entre ces deux collaborateurs et le laboratoire.

Selon lui, ils n'étaient pas chargés de la politique du médicament mais des personnes âgées et de la recherche. A l'Assemblée nationale, le ministre a néanmoins annoncé son intention de réformer les conflits d'intérêt, notamment pour obliger les conseillers ministériels à faire une déclaration.

En mars 2006, la Haute autorité de santé, instance d'expertise sollicitée pour se prononcer sur l'efficacité du Mediator, avait conclu qu'il ne présentait "*aucun intérêt de santé publique*" mais le ministre, écrit *Le Canard*, avait décidé de maintenir son remboursement par la Sécurité sociale.

"Le ministre rappelle que la proposition de dérembourser le Médiateur ne lui a pas été soumise par la commission de la transparence de la Haute Autorité de Santé, instance compétente sur le sujet", réplique Xavier Bertrand dans son communiqué.

A cette époque, travaillaient dans son équipe ministérielle deux médecins ayant des liens financiers avec Servier, le professeur Gérard Bréart et le professeur Françoise Forette, par ailleurs élue UMP, ajoute le journal.

Respectivement spécialiste de santé publique et professeur de gériatrie, ils ont tous deux rédigé des études pour Servier, souligne l'hebdomadaire. Le premier a d'ailleurs déclaré ses liens d'intérêt avec le laboratoire.

La seconde a publié deux études financées par Servier et a perçu des honoraires comme conférencière. Elle remet par ailleurs un prix décerné par le laboratoire à de jeunes chercheurs depuis 19 ans.

Les deux professeurs travaillent aussi pour une fondation sur la maladie d'Alzheimer créée en 1985 par trois laboratoires, dont Servier.

Commentaire.

La collusion criminelle entre le parti de l'ordre et l'organisation mafieuse qui préside les trusts pharmaceutiques, dont Servier, est ainsi établie. Que va-t-on encore apprendre demain ? Question aux crédules ou aux faibles d'esprit, aux lâches comme ils disent en Tunisie : faudrait-il ménager le pouvoir en place ?

Un article de Gestion sociale du 30 décembre 2010 :

Les clubs très privés des partenaires sociaux. (12.01)

La première boussole permettant de se repérer dans le labyrinthe des instances de dialogue social vient de paraître, à l'initiative de Réalités du dialogue social (RDS).

Baptisé Diem (dictionnaire des instances d'exercice de mandats), il recense pas moins de 292 associations, conseils, comités ou fonds dans lesquels syndicats et organisations patronales délèguent des représentants. Un maquis où les partenaires sociaux eux-mêmes s'égareront.

Diem ne représente que le premier volet d'une initiative qui se prolongera en 2011 par des réflexions sur la gestion de ces mandatés, sous les aspects compétences, turnover, et reconversion.

Si l'association, chaperonnée par Jean-Paul Guillot, ancien président du Bipe, est crédible dans ce rôle, c'est parce qu'elle fait phosphorer les acteurs des deux camps dans un cadre non institutionnel.

Bien que ses ressources financières proviennent d'une quarantaine d'entreprises, ténors du Cac 40 et stars de l'économie sociale, son bureau se veut œcuménique.

Bernard Van Craeynest (CFE-CGC), Guillaume Sarkozy (Malakoff Médéric) et Bernard Chambon (Rhodia Chimie) s'y côtoient.

Aux think tanks monoculturels où l'on reste entre gens de bonne compagnie se substituent des clubs non moins sélects, mais plus ouverts à la confrontation constructive.

L'association Dialogues, think tank fondé par Jean Peyrelevade, ancien patron du Crédit Lyonnais, en est. Soutenue par plus de 60 entreprises, dont la moitié du Cac 40, qui versent chacune 10 000 € par an, elle bénéficie aussi de l'appui de la CFDT, de la CGT et de FO.

Ses dîners-débats, réunissant une centaine de happy few, ne désemplissent pas. Au nombre des convives que l'on y croise, Bernard Thibault, patron de la CGT, Laurence Parisot, présidente du Medef, François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, Jean-Denis Combrexelle, directeur général du Travail.

C'est de cette alcôve qu'ont été lancées les premières idées qui aboutiront à la loi d'août 2008 sur la représentativité syndicale.

Autre conclave créé sur le même modèle, avec la volonté partagée de favoriser le dialogue social sans œillères : la Fondation Croissance responsable, qui a tenu son premier forum le 9 décembre dernier.

Plus large, ce cercle créé par les entrepreneurs Christian Poyau et Denis Payre ainsi que l'avocat Christian Nouel rassemble dirigeants de grandes et petites entreprises, syndicalistes, figures du monde associatif et intellectuels, pour « *faire bouger les lignes* ».

Au nombre de ses donateurs : Microsoft, Boston Consulting Group, Société générale et Total. Signe de diversité, la fondation, hébergée par l'Institut de France, fait plancher aussi bien Franck Mougin, DRH de Vinci, que Jean-Christophe Le Duigou, monsieur économie de la CGT, ou encore le sociologue Julien Damon sur le thème de l'ascenseur social.

Commentaire.

Voilà une association de malfaiteurs qui financièrement "*bénéficie aussi de l'appui de la CFDT, de la CGT et de FO*", vous avez bien lu camarades.

Le temps des regrets sifflera comme des balles...

Un jour viendra, quand il sera trop tard sans doute, où l'on se dira que décidément ces syndicats (et tous ceux qui n'ont pas été cités ici) étaient pourris jusqu'à l'os et qu'on aurait dû en créer un autre depuis longtemps, mais qu'on n'en avait pas eu le courage ni la volonté en se camouflant derrière des arguments théoriques obsolètes. Personne ne pourra dire alors qu'il ne savait pas, pas plus hier, qu'aujourd'hui.

Ce qui s'oppose à la création d'un nouveau syndicat ouvrier réunissant l'ensemble des militants des différents syndicats combattant sur une base de classe, ce ne sont pas des arguments ou des désaccords théoriques, au départ notre devoir est bien de militer dans les organisations de masse, mais des intérêts minables d'appareils mis en avant par les dirigeants des partis ouvriers et des différents groupes de syndicalistes et qui s'opposent de fait aux intérêts collectifs de la classe dont finalement ils n'ont rien à foutre.

C'est en tout cas ce qui ressort de leur comportement, car lorsqu'on a la volonté de faire quelque chose, on trouve toujours les moyens pour y parvenir ou alors cela signifie que nos réelles intentions ne coïncident pas vraiment avec nos actes.

Un article de Slate.fr du 12 janvier :

Comment on achète de la dette publique. (13.01)

La dette, ça se fabrique, ça se vend et ça s'achète.

Mis sous pression par une dette et un déficit importants, le Portugal doit émettre, mercredi 11 janvier, pour 750 millions à 1,25 milliard d'euros de dette d'Etat. La semaine dernière, le quotidien espagnol *El País* révélait lui que la Chine se serait engagée à acheter pour 6 milliards d'euros de dette espagnole, alors que d'après *La Tribune*, elle détiendrait déjà plus de 7% des dettes publiques de la zone euro. Mais par quels circuits concrets circule cette dette? Comment l'achète-t-on, comment la vend-on, comment sait-on qui la détient? Eclairage à partir du cas hexagonal.

Qui «fabrique» la dette française pour la vendre?

Chaque année, l'Etat français crée de la dette pour couvrir le déficit budgétaire et assurer le «*service de la dette*», c'est-à-dire le paiement des intérêts et le remboursement du principal arrivant à échéance. La gestion de cette dette d'Etat (à laquelle vient s'ajouter celle des collectivités locales, de la Sécurité sociale et de divers organismes pour former la dette publique) est assurée par un organisme d'une quarantaine d'agents, l'Agence France Trésor, rattachée à Bercy. En 2011, elle est chargée par le gouvernement d'émettre 184 milliards d'euros de dette afin de couvrir le déficit budgétaire annoncé (un peu moins de 92 milliards d'euros) et les remboursements de dettes.

Pour cela, elle va procéder six à sept fois par mois, selon un calendrier fixé à l'avance, à des émissions de titres (de la dette «*neuve*») à échéances variables, allant de moins d'un an à cinquante ans. Par exemple, lors de sa dernière émission de dette, le 6 janvier, elle a placé pour 4,5 milliards de dette à dix ans, 3,4 milliards à quinze ans et 1,1 milliard à dix-huit ans.

Comment achète-t-on cette dette?

L'Agence France Trésor ne vend pas directement la dette aux clients «*finaux*» intéressés, qui seraient trop nombreux, mais à des «*grossistes*» en dette au sein des grandes banques d'investissement, les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT). On en compte vingt, dont bien sûr les grandes banques françaises mais aussi des grandes banques européennes et, de plus en plus, internationales, afin de toucher les clients étrangers: ces deux dernières années ont été intégrées au système les banques canadiennes Scotiabank et Royal Bank of Canada et la japonaise Nomura. Le même mécanisme existe dans d'autres pays, comme en Grèce, où BNP Paribas, la Société Générale ou la célèbre Goldman Sachs font office d'intermédiaires pour «*placer*» la dette.

Les SVT choisis par l'Agence France Trésor sont chargés de répercuter les demandes qu'ils reçoivent ou anticipent de leurs clients (assureurs, fonds communs de placement, investisseurs étrangers...). Une fois que l'AFT a annoncé vouloir placer un certain montant de dette, chaque SVT propose d'acheter un certain nombre d'obligations à un certain prix, et l'agence «*sert*» en priorité les offres les plus avantageuses pour elle —elle reçoit généralement plus de demandes (1,5 à 3 fois plus) que de dette à placer. Les SVT peuvent ensuite placer cette dette auprès de leurs clients.

Comment la revend-on?

S'il est possible d'acheter de la dette «*neuve*» lors de son émission, il est possible aussi d'acheter de la dette «*d'occasion*» ou de revendre celle qu'on détient sans attendre qu'elle arrive à échéance (la fin du prêt souscrit par la France). A la fin novembre 2010, 1.343 des 1.575 milliards d'euros de la dette publique française étaient ainsi dits «*négociables*», c'est-à-dire pouvant se racheter ou se revendre sur les marchés financiers.

Par exemple, sur Nyse Euronext, la plateforme boursière qui englobe notamment la Bourse de Paris, il est possible —y compris pour un particulier, en passant par une banque ou une société de Bourse agréée, même si dans les faits leur détention directe d'obligations est marginale— de racheter des titres de dette française (mais aussi italienne, portugaise, néerlandaise...) comme on achèterait des actions. Leur prix

fluctue au jour le jour en fonction de la situation du marché de la dette: ainsi, pour racheter une obligation émise en 1992 et arrivant à échéance en 2023, rapportant 8,5% par an (taux bien plus élevé que ceux pratiqués aujourd'hui), il faut la payer environ 50% plus cher que sa valeur réelle (si l'obligation valait 100 en 1992 et en vaudra 100 en 2023, vous la paierez aujourd'hui 150, mais elle rapportera toujours 8,5% par an).

Selon l'AFT, des dizaines de milliards d'euros de titres de dette française changent de mains tous les jours sur ce «*marché secondaire*». Le jeu quotidien d'offre et de demande autour de la dette négociable permet de calculer des taux «*actualisés*» des différentes obligations, ce qui sert à évaluer les tensions sur le marché de la dette d'Etat (notamment avec le taux des obligations à dix ans, souvent cité par les médias).

Entre achats et reventes, qui possède cette dette française au final?

Selon les chiffres les plus récents de l'AFT, à la fin 2010, la dette d'Etat française était à environ 30% aux mains d'investisseurs français et à 70% aux mains d'investisseurs étrangers (les «non-résidents»), contre moins de 20% il y a quinze ans. Une situation qui n'inquiète pas officiellement l'agence, qui estime que cela permet de diversifier les acheteurs potentiels de dette (des économistes, eux, craignent que ces investisseurs étrangers ne soient les premiers à revendre leurs titres si la note de dette de la France est dégradée).

Au sein des «non-résidents», l'organisme distingue par ailleurs entre ceux de la zone euro (qui investissent dans la même monnaie que les Français, et avec des règles proches) et les extérieurs. «*En réalité, la dette française est détenue pour un tiers par des Français, pour un tiers par des investisseurs de la zone euro et pour un tiers par des investisseurs extérieurs à cette zone*», estimait fin septembre lors d'une audition à l'Assemblée nationale son directeur général, Philippe Mills, selon qui, par exemple, ces dernières années, les banques centrales asiatiques «*ont accru leur présence sur les titres d'État*». Ces «non-résidents» hors zone euro, l'AFT tente d'ailleurs régulièrement de les séduire lors de voyages de promotion de la dette française: en 2008 et 2009, des délégations se sont rendues à Abou Dhabi, en Arabie saoudite, au Qatar, en Chine, au Japon, à Taiwan...

En revanche, on ne sait pas précisément quel montant chaque pays détient de la dette française, situation qui inquiète des parlementaires de la majorité, qui ont demandé mi-2010 à François Baroin «*de bien vouloir [...] indiquer, année par année depuis 2000, qui sont les créanciers de la France, pour quel montant chacun et à quels taux*». Bercy a répondu en novembre que la législation ne permettait pas de connaître précisément ces montants, qui ne peuvent donc faire l'objet que d'estimations: en mars dernier, des analystes de la banque Natixis estimaient ainsi que, à la fin 2008, la dette publique française était détenue à 2,4% par des investisseurs américains, 4,1% par des japonais, 5,9% par des allemands, 4% par des britanniques...

Un article du Monde.fr avec AFP et Reuters du 12 janvier :

Tunisie. La carotte et les balles. (titre du site) (13.01)

Geste d'apaisement d'un côté, répression de l'autre... Alors qu'il ordonnait la libération des manifestants arrêtés ces dernières semaines, le régime faisait emprisonner Hamma Hammami, le chef du Parti communiste des ouvriers de Tunisie (PCOT). Le ministère de l'intérieur a décrété un couvre-feu nocturne dans la capitale et sa banlieue, qu'il justifie par des troubles dans "*certaines quartiers*".

Hamma Hammami a été interpellé mercredi 12 janvier à son domicile, près de Tunis, a annoncé son épouse, Radia Nasraoui. Il est le premier dirigeant politique à être interpellé depuis le début des émeutes.

Recherché par la police, il vivait dans la clandestinité jusqu'à récemment. Ces derniers jours, il est intervenu plusieurs fois sur des télévisions étrangères pour dénoncer le régime du président Ben Ali à la suite des troubles que connaît la Tunisie depuis quatre semaines.

Le gouvernement tunisien avait pourtant tenté le même jour d'éteindre l'incendie. Le premier ministre, Mohamed Ghannouchi, a annoncé le limogeage du ministre de l'intérieur, Rafik Haj Kacem, ainsi que la libération de toutes les personnes arrêtées depuis le début des émeutes sociales qui secouent le pays. Un universitaire et ancien membre de gouvernement, Ahmed Friaâ, a été nommé pour remplacer M. Kacem, avec une prise de fonctions immédiate. Il a également annoncé, au cours d'une conférence de presse, la formation d'une commission d'enquête sur des actes de corruption présumée concernant des responsables publics, que dénoncent opposition et ONG.

Des sources au sein de l'opposition ont par ailleurs fait état du limogeage du chef d'état-major de l'armée de terre, le général Rachid Ammar. Celui-ci aurait refusé de donner l'ordre aux soldats de réprimer les émeutes et exprimé des réserves sur un usage excessif de la force. Un usage "disproportionné" de la force condamné mercredi par la porte-parole de Catherine Ashton, chef de la diplomatie européenne.

A Thala, dans le centre du pays, un manifestant aurait été tué par balle et deux autres blessés, selon un témoin cité par l'AFP. A Douz, dans le Sud, quatre autres personnes ont trouvé la mort lors d'affrontements avec la police, rapportent des témoins interrogés par Reuters. Selon un syndicaliste enseignant, l'une de ces victimes, Hatem Bettahar, serait un professeur d'informatique de l'Université de technologie de Compiègne, en région parisienne. Stéphane Tassel, secrétaire général du Snesup-FSU, a précisé que M. Bettahar, 38 ans, était depuis plus de dix ans enseignant-chercheur à Compiègne. Un cousin de M. Tassel a confirmé cette information. Les violences, sur fond de mécontentement social, ont fait en un mois entre 21 morts (bilan officiel) et plus de 50 tués (source syndicale).

Pour la première fois depuis le déclenchement des affrontements que connaît la Tunisie depuis quatre semaines, l'armée s'est déployée à Tunis. La tension est montée dans la capitale au lendemain d'affrontements entre la police et des manifestants qui ont éclaté dans la nuit dans la banlieue ouest, populaire. Un événement inédit dans la chronologie de la contestation, l'épicentre du mouvement se situant jusqu'à présent dans le centre du pays. Mercredi, les autorités ont décrété un couvre-feu nocturne dans la capitale et sa banlieue. Cette décision se justifie par "*le souci de protéger les citoyens*", a expliqué le ministère, qui a précisé que la couvre-feu serait appliqué dans la capitale et ses environs, le Grand Tunis. Un responsable gouvernemental a précisé que le couvre-feu s'appliquera de 20 heures, heure locale, à 5 h 30 pour une durée de temps "*indéterminée*".

Dans Tunis, outre des renforts importants de police et unités d'intervention spéciales, deux véhicules de l'armée et des soldats en armes montaient la garde sur la place reliant les avenues de France et Habib-Bourguiba, face à l'ambassade de France et à la grande cathédrale de Tunis. Cette place avait été la veille le théâtre de manifestations étouffées par la police. Des renforts militaires étaient également visibles autour de la maison de la radio-télévision, dans le quartier La Fayette.

L'armée avait aussi pris position au centre et à l'entrée de la cité populaire d'Ettadhamen où des jeunes et des policiers se sont affrontés la veille au soir. Les stations de radio nationales et privées diffusaient leurs programmes normalement, la radio gouvernementale revenant largement sur les mesures prises par le président, Zine El-Abidine Ben Ali.

Un article de Reuters du 14 janvier :

Un parlementaire chinois évoque une dette massive "cachée". (15.01)

Des milliards d'euros de dette souscrits par les autorités locales chinoises pour des investissements pourraient ne pas être remboursés alors que ces projets s'approchent de leur terme, a déclaré cette semaine un influent parlementaire chinois.

Dans une interview à Reuters Insider, Yin Zhongqing a dit que les pouvoirs locaux avaient contracté au moins 10.000 milliards de yuan (1.134 milliards d'euros) de dette "cachée", dissimulée en créant des milliers de véhicules d'investissement pour emprunter.

Selon lui, on ne peut encore prédire quels prêts ne seront pas remboursés, car le paiement ne débute que lorsque le programme d'investissement correspondant prend fin.

"L'important montant de dette contractée par les gouvernements locaux depuis fin 2008 pour faire face aux conséquences de la crise financière mondiale va devenir un lourd fardeau pour notre développement économique à l'avenir", a déclaré Yin, membre de la commission des Affaires économiques et financières du parlement chinois.

Il a souligné le fort risque de défaut au niveau des gouvernements des comtés, qui disposent selon lui de peu de ressources financières.

"Soixante-dix pour cent des prêts liés à ces plates-formes d'investissement et de financement en 2009 et 2010 ont été générés au niveau des comtés, dont les gouvernements n'ont que peu de ressources, certains ne pouvant même pas payer leurs employés", a-t-il dit.

"Les créances accumulées par ces plates-formes, même avec les garanties financières du gouvernement, ne pourront simplement pas être remboursées. En d'autres termes, lorsqu'ils ont emprunté de l'argent, les gouvernements locaux ne prévoyaient pas de le rembourser."

La loi interdit aux autorités locales chinoises d'emprunter directement des fonds. Pour financer leurs ambitieux projets de développement urbain, elles ont mis en place des véhicules d'investissement pour recevoir des prêts bancaires, adossés à des actifs - généralement, des terrains - ou à une garantie publique implicite.

Ces dettes n'apparaissent donc pas dans les chiffres nationaux de la dette publique. Mais à terme, Yin estime qu'il faudra que ces créances soient considérées comme perdues par les banques chinoises et Pékin.

"Les problèmes de dette des gouvernements locaux vont se faire jour en 2011", prévoit le parlementaire.

Les autorités de régulation du secteur bancaire chinoises ont estimé l'an dernier que les autorités locales avaient contracté 7.660 milliards de yuans (869 milliards d'euros) de créances à fin juin 2010, dont une part (26%) semble vouée à ne jamais être remboursée.

Mais le régulateur a ajouté que les risques de défaut étaient sous contrôle, affirmant que la majorité des prêts pourraient être payés grâce aux revenus tirés des programmes d'investissements, et que les banques avaient passé les provisions adéquates pour se prémunir contre ces créances douteuses.

Un article du Monde.fr et Lefigaro.fr du 14 janvier :

Tunisie : la journée qui a fait tomber Ben Ali. (15.01)

Un mois de manifestations ont fini par faire vaciller vingt-trois ans d'un règne sans partage. Au terme d'une ultime journée d'émeutes particulièrement violentes à Tunis, le président tunisien Zine El-Abidine Ben Ali a fini par quitter le pays, vendredi 14 janvier. La radio privée tunisienne Nessma a annoncé dans la soirée l'arrestation de son gendre et d'autres membres de sa famille. (Revivez le déroulement de la journée heure par heure).

La destination de Ben Ali était toujours incertaine, vers 21 heures. Selon des informations du "Monde", un avion en provenance de Tunisie s'est posé au Bourget vers 19 h 30, transportant une fille et une petite-fille de M. Ben Ali accompagnées d'une gouvernante. Un second avion arrivant à vide a été invité à ne pas atterrir sur le sol national. Un troisième avion était également en route pour Paris. Au plus haut niveau de l'Etat français, on indique ne pas souhaiter la venue de M. Ben Ali en France.

Le ministère des affaires étrangères a assuré *"n'avoir reçu aucune demande d'accueil"* du président tunisien en fuite et examinerait toute éventuelle requête *"en accord avec les autorités constitutionnelles tunisiennes"*.

Selon i-Télé, Nicolas Sarkozy aurait refusé au président tunisien l'accès au sol français. Selon la chaîne de télévision Al Jazira, l'avion présidentiel, refoulé de la France, se dirigeait vers un pays du Golfe. La chaîne Al-Arabiya le donne en partance vers le Qatar.

Le premier ministre, Mohamed Ghannouchi, assure depuis vendredi l'intérim de la présidence avec le soutien de l'armée. *"Conformément à l'article 56 de la Constitution, j'assume provisoirement à partir de cet instant la charge de président par intérim"*, a annoncé M. Ghannouchi à la télévision. Il s'est également engagé à respecter la Constitution et a appelé *"les Tunisiens toutes sensibilités politiques et régionales confondues à faire preuve de patriotisme et d'unité"*.

L'agence officielle précisé, plus tard dans la soirée, qu'un décret signé par Zine El Abidine Ben Ali avant son départ le désigne président. Le recours à l'article 56 est contesté par des juristes qui relèvent qu'il se réfère à *"un empêchement provisoire du président de la République"*, ce qui pourrait laisser supposer que M. Ben Ali n'a pas renoncé définitivement au pouvoir.

Le nouveau président a également annoncé qu'il *"rencontrera [samedi] les représentants des partis politiques afin de former un gouvernement qui, je l'espère, répondra aux attentes."*

Acculé par la pression de la rue, Ben Ali avait fini par promettre, jeudi soir à l'occasion de son troisième discours depuis le début des troubles, de quitter le pouvoir à l'issue de son mandat, en 2014. Insuffisant, pour ses opposants. Les manifestations hostiles au pouvoir ont pris de l'ampleur et ont dégénéré vendredi dans le centre de Tunis et dans plusieurs villes de province.

Alors que des blindés étaient déployés devant le ministère de l'intérieur, de violents heurts ont opposé des manifestants et des policiers anti-émeutes.

L'envoyée spéciale du Monde a décrit des *"scènes inimaginables il y a encore quelques jours"*. Les manifestations – qui ont rassemblé plusieurs milliers de personnes – se sont également déroulées à Sidi Bouzid, Regueb, Kairouan et Gafsa.

Le bilan des affrontements est incertain, mais plusieurs témoins, dont l'envoyée spéciale du Guardian, ont entendu des coups de feu dans les rues de la capitale et ont raconté avoir vu des policiers poursuivre des civils jusque sur le toit des immeubles. La situation semblait relativement calme à Tunis dans la soirée, mais des tirs d'armes automatiques ont été entendus. Jeudi soir, treize civils auraient été tués par des tirs des forces de l'ordre, à Tunis et dans sa banlieue, selon des sources médicales.

Plusieurs centaines d'émeutiers se sont également attaqués aux domiciles de la famille Trabelsi, du nom de Leïla Trabelsi, la femme du chef de l'Etat tunisien.

Le gouvernement a annoncé avoir décrété l'état d'urgence dans l'ensemble du pays avec un couvre-feu s'étirant de 17 heures à 7 heures du matin, l'interdiction des rassemblements sur la voie publique et l'autorisation donnée à l'armée et à la police de tirer sur tout "suspect" refusant d'obéir aux ordres.

Dans l'après-midi, Ben Ali avait annoncé le limogeage de son gouvernement et l'organisation d'élections législatives anticipées dans six mois, "*dans le cadre de mesures [d'apaisement] annoncées jeudi*".

L'armée a pris, en fin d'après-midi, le contrôle de l'aéroport international de Tunis-Carthage, et l'espace aérien a été officiellement fermé alors des milliers de touristes européens étaient rapatriés.

Aux alentours de 16 h 30, un important convoi officiel, composé d'une dizaine de véhicules aux vitres teintées, avait quitté en trombe le palais de Carthage, dans la banlieue nord de Tunis, en direction de l'aéroport international. Un peu plus tôt dans l'après-midi, deux avions Falcon blancs s'étaient envolés de ce même aéroport de Tunis-Carthage.

Refusant de "*cautionner l'évolution de la situation*", l'ambassadeur tunisien à l'Unesco, Mezri Haddad, a annoncé vendredi en début d'après-midi sa démission sur le plateau de BFMTV. Le Monde reproduit la lettre de démission qu'il a envoyée au président Ben Ali.

Complément du Monde.fr d'hier.

Mohamed Ghannouchi, un fidèle de Ben Ali

Mohamed Ghannouchi, 69 ans, devenu vendredi 14 janvier président par intérim de la Tunisie, après le départ du président Zine El-Abidine Ben Ali, est un économiste, considéré comme mesuré et bon négociateur, qui a fait toute sa carrière politique dans l'ombre de l'ancien président.

Premier ministre de façon ininterrompue depuis le 17 novembre 1999, M. Ghannouchi, qui aura 70 ans cet été, assumera cette charge jusqu'à la tenue d'élections anticipées. Il est généralement perçu comme le porte-parole fidèle de M. Ben Ali pour annoncer d'importantes mesures ou les remaniements ministériels.

Ces dernières semaines, alors que le mouvement de contestation prenait de l'ampleur, sa présence s'est accrue. C'est lui qui a annoncé cette semaine le limogeage du ministère de l'intérieur. Il a également accordé des interviews aux médias internationaux pour défendre la gestion de la crise par les autorités.

Né le 18 août 1941 à Sousse, une ville côtière située à une centaine de kilomètres au sud de Tunis, la capitale du pays, il étudie l'économie à l'université puis est affecté en stage au ministère des finances français dans le cadre d'accord de coopération avec l'ancienne puissance coloniale.

En octobre 1987, Ghannouchi fait partie de l'équipe qui arrive au pouvoir lorsque Ben Ali est nommé premier ministre par le président Habib Bourguiba. Six semaines plus tard, lorsque M. Ben Ali dépose le fondateur de la Tunisie moderne et prend la présidence, M. Ghannouchi est nommé à la tête du ministère des finances puis à la coopération internationale et aux investissements. Commence alors son ascension comme économiste de renom. Le 17 novembre 1999, Ben Ali en fait son premier ministre.

M. Ghannouchi est connu dans les milieux internationaux pour avoir participé à de nombreuses négociations avec des institutions financières internationales, notamment le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne.

Complément du Figaro.fr d'hier

Tunisie : l'armée, acteur clé du changement en cours

L'armée tunisienne a tenu à apparaître comme l'ultime rempart face à la violence, qui ensanglante la Tunisie depuis un mois.

Depuis le début des émeutes, les militaires avaient pris soin de ne pas trop se mêler à la répression des manifestants. Dans certaines villes, des chars s'étaient même opposés aux policiers, qui entendaient mater dans le sang la révolte.

Vendredi soir, l'état-major de l'armée n'est pas apparu aux côtés du premier ministre, Mohammed Ghannouchi, Mais nul doute qu'en coulisses, ce sont les militaires tunisiens, qui ont joué un rôle déterminant dans cette transition. L'armée a non seulement réussi à pousser Ben Ali vers la sortie. Elle aurait également neutralisé les membres de l'appareil sécuritaire, qui pouvaient être tentés par un durcissement face à la rue.

Historiquement, l'armée tunisienne s'est toujours tenue à l'écart des affaires. *«Les généraux ne détiennent pas des entreprises, ils ne sont pas mêlés à l'affairisme contrairement à certains responsables du ministère de l'Intérieur»*, ajoute Vincent Geisser. Elle compte 35 000 hommes, dont 27 000 dans l'armée de terre.

Au pire, l'armée pouvait servir Ben Ali pour le maintien de l'ordre, mais elle n'a pas voulu. Elle pouvait également faire une sorte de «révolution des œilletons», en remettant le pouvoir le plus vite possible aux civils. Les militaires n'ont pas eu besoin de recourir à un coup d'État. Finalement, l'armée a convaincu le président et son entourage honni par une large partie du peuple tunisien de quitter la scène, avant qu'il ne soit trop tard.

Même l'opposition tunisienne ne critique guère «la grande muette», moins mêlée aux basses besognes du régime que les sbires du ministère de l'Intérieur ou des services de renseignements, qui contrôlaient les faits et gestes de tout opposant potentiel. Contrairement à l'Algérie, l'armée tunisienne n'est pas politisée. Elle est restée loyale à l'ex-président Ben Ali, jusqu'au moment où la situation lui a échappé. Sa ligne rouge était d'éviter un carnage, car hier encore, des tirs ont visé des manifestants. C'était un désaveu clair du président Ben Ali, qui avait appelé la veille à l'arrêt des tirs contre les protestataires. Dans ces conditions, la hiérarchie militaire a dû considérer que les engagements de l'ex-numéro un du pays n'avaient pas été tenus. Elle devait passer à l'action.

À court terme, il faudra voir quelle sera sa capacité à maîtriser les débordements des ultras de l'appareil sécuritaire. Car il n'est pas dit que les manifestations s'arrêtent, même si la rue a arraché le départ du président Ben Ali. Dans l'immédiat, l'armée devrait se déployer autour des bâtiments publics, afin de rassurer la population et éviter tout débordement.

Un article du Monde.fr, AP et Reuters du 15 janvier :

Tunisie. Les événements d'hier. (titre du site) (16.01)

Tunisie : le président de la chambre des députés est chef de l'Etat par intérim. (Lemonde.fr)

Le président de la chambre des députés tunisien, Foued Mebazaa, a été proclamé samedi président par intérim par le Conseil constitutionnel écartant ainsi la possibilité d'un retour à la tête de l'Etat de Zine El Abidine Ben Ali qui a fui en Arabie saoudite.

Vendredi, après la fuite de M. Ben Ali, son premier ministre Mohamed Ghannouchi, 69 ans, était intervenu à la télévision nationale pour revendiquer la présidence par intérim de la Tunisie. Il devait d'ailleurs rencontrer samedi plusieurs figures de l'opposition.

Mais sa nomination en vertu de l'article 56 laissait la porte ouverte à un retour au pouvoir de M. Ben Ali et avait été contestée à la fois par des juristes, une partie de l'opposition et la rue. Cet article ne prévoit pas d'élections et ne donne pas le droit au président par intérim de briguer la présidence.

De fait, Mohammed Ghannouchi n'avait pas mentionné d'élections après sa nomination, s'engageant seulement à "*mettre en oeuvre des décisions*" prises par M. Ben Ali, notamment la tenue de législatives anticipées dans un délai de six mois.

Le Conseil constitutionnel tunisien a donc estimé qu'en vertu de l'article 57 de la loi fondamentale tunisienne, le président de la chambre des députés était le chef d'Etat intérimaire, et non pas le premier ministre. Il a indiqué par ailleurs qu'une nouvelle élection présidentielle devait se tenir dans les 60 jours.

Samedi, M. Mebazaa a confié à M. Ghannouchi la tâche de former un gouvernement de coalition. "*J'ai demandé à Mohamed Ghannouchi de former un nouveau gouvernement d'unité nationale*", a annoncé à la télévision le président du Parlement, qui venait de prêter serment en tant que président par intérim.

Ce nouveau rebondissement s'est produit au moment où des manifestations et des marches ont commencé dans des villes de province pour réclamer le départ de Mohammed Ghannouchi dont la présence à la tête de l'Etat n'aura duré que moins de 24 heures.

Ces marches se déroulaient en dépit de l'état d'urgence qui interdit tout rassemblement sur la voie publique et donne aux forces de l'ordre la possibilité de tirer sur ceux violant ces dispositions.

Foued Mebazaa, apparatchik devenu le nouvel homme fort de la Tunisie. (Lemonde.fr)

C'est un homme âgé 78ans , qui a collectionné les portefeuilles ministériels et les responsabilités politiques à l'époque d'Habib Bourguiba, le '*père de l'indépendance*', puis durant les années Ben Ali, qui se retrouve à la tête de la Tunisie. Un homme aussi qui a servi fidèlement le président déchu.

Dans un mémorandum de mai 2009 obtenu par Wikileaks et révélé par *Le Monde*, celui qui, par la grâce de la constitution, est le nouveau chef de l'Etat était présenté comme un septuagénaire sans ambition, '*un homme loyal vis-à-vis de Ben Ali et qui ne représente pas un danger pour lui*'.

Se pencher sur la carrière de Foued Mebazaa [ou Fouad M'bazza] c'est effectivement découvrir un homme au parcours linéaire, d'abord maire de Tunis (1969-1973), ensuite ministre de la jeunesse et des sports sous Bourguiba (en 1973) son premier poste ministériel , avant de se retrouver à la santé publique puis à l'information. Ben Ali au pouvoir, en novembre 1987, M. Mebazaa demeure au gouvernement où il se voit confier le portefeuille de la jeunesse et des sports avant de devenir le maire de Carthage (1995-1998), la banlieue chic de Tunis.

L'homme, on l'a dit, n'a pas l'âme d'un résistant. Il appartient au bureau politique du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir. Et il sait s'accommoder du régime policier mis en place par Ben Ali. C'est donc sans état d'âme qu'il accepte de présider la chambre des députés (depuis octobre 1997) où l'opposition est quasi-absente.

Cette fonction en fait le deuxième personnage de l'Etat dans l'ordre protocolaire. Et c'est à ce titre qu'il se retrouve aujourd'hui chef de l'Etat. Sans doute n'avait-il jamais rêvé d'une telle fin de carrière.

Craintes de certains régimes de soulèvements "à la tunisienne". (Reuters)

Le quasi-silence observé par les régimes arabes face au succès de la révolution tunisienne qui a contraint Zine ben Ali à la fuite est très éloquent, reflétant leur propre peur de soulèvements populaires.

La rue arabe a au contraire été captivée par les quatre semaines de soulèvement qui ont conduit à la chute d'un pouvoir qui, sous couvert de sa réussite économique, avait réussi à faire taire les critiques de ses partenaires étrangers sur ses atteintes aux libertés publiques.

La "*Révolution du jasmin*", comme l'a baptisée la jeunesse tunisienne qui en a été le moteur, est en effet un spectacle inhabituel dans le monde arabe, où les autocrates ont plutôt tendance à mourir au pouvoir, à être assassinés ou à être délogés par des coups d'Etat.

Si les pays occidentaux souhaitent désormais ouvertement la démocratisation de la Tunisie, les capitales arabes restent discrètes, ce qui les inquiète étant, selon un analyste, le caractère spontanée et inorganisé du mouvement ayant mis fin aux 23 ans de régime policier de Ben Ali.

"Les événements de Tunisie illustrent les risques de l'effet cocotte-minute: quand on a un système ultrarépressif et qu'on ne s'attaque pas aux causes du mécontentement, une fissure apparaît dans le système qui peut mener à l'explosion", ajoute cet analyste, Henry Wilkinson.

L'extrême réticence des pays arabes à commenter l'histoire qui se précipite à Tunis, voire le silence assourdissant des autres pays du Maghreb traduit, selon l'analyste nord-africain Camille Taouil, leur crainte d'une contagion sur leur propre territoire d'une révolution spontanée "*à la tunisienne*".

Ben Ali a bien, lui aussi, abondamment invoqué ce prétexte d'un danger islamiste, mais les Tunisiens, dont la révolte n'a revêtu aucun caractère religieux, "*ont vu clair dans son jeu*", souligne l'analyste et juriste politique algérien Saad Djebbar.

Pour le commentateur libanais Rami Khouri, "*le message de l'insurrection tunisienne est clair: il marque la fin de la soumission et de la docilité des masses arabes après des décennies de complaisance devant l'essor des Etats arabes sécuritaires fondés sur la police et l'armée et soutenus par l'Occident*".

Pour lui, les griefs des émeutiers tunisiens sont partagés largement par la rue arabe, sauf peut-être dans les petites pétromonarchies du Golfe.

"La révolte en Tunisie montre que des nations peuvent renverser des régimes oppressifs. Elle aura des répercussions à travers la région arabe", renchérit Abdelrahman Mansour, un jeune opposant politique égyptien.

D'autant que des centaines de millions d'Arabes ont pu suivre et encourager en temps réel le déroulement de la révolution tunisienne grâce aux chaînes satellitaires, comme Al Djazira, ou des réseaux sociaux d'internet, tels Facebook et Twitter.

Parmi les pays susceptibles d'être affectés par cette onde de choc, certains spécialistes citent l'Egypte, la Jordanie, la Syrie et les voisins maghrébins de la Tunisie.

Manifestations de solidarité avec la Tunisie en France. (AP)

Plusieurs milliers de personnes ont défilé samedi en France en solidarité avec le peuple tunisien, au lendemain de la chute de Zine El Abidine Ben Ali.

A Paris, environ 8.000 personnes, selon la préfecture de police, se sont rassemblées place de la République, avant de prendre la direction de celle du Châtelet, dans le centre de la capitale.

La manifestation était organisée à l'appel du collectif de solidarité de Sidi Bouzid-Tunisie. Les manifestants, essentiellement des Tunisiens et des Franco-Tunisiens, ainsi que des représentants des partis de gauche français, s'étaient rassemblés place de la République dans le centre de Paris.

Plusieurs milliers de personnes ont également manifesté dans les rues de Marseille (2 100 selon la police), Nice (1 000 selon la police) Toulouse, Bordeaux ou Lyon pour fêter le départ du président Ben Ali, criant notamment "Ben Ali assassin" et entonnant l'hymne du pays.

La manifestation était organisée par la Fédération internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) et une vingtaine d'associations, syndicats ou partis de gauche étaient largement représentés.

Quelque 600 000 ressortissants tunisiens vivent en France, en majorité hostiles au président déchu.

Un article du Figaro.fr du 15 janvier :

Fiat : Mirafiori accepte de travailler plus dur(16.01)

Les salariés ont approuvé timidement l'accord qui durcit leurs conditions de travail et dont dépendait la survie de l'usine située à Turin, le berceau du groupe.

Le oui l'a emporté avec 54,05% des voix, selon le résultat définitif annoncé samedi matin à l'issue d'une nuit de dépouillement. Les salariés de l'usine historique Mirafiori de Fiat à Turin (nord) ont approuvé l'accord durcissant leurs conditions de travail et dont dépendait la survie du site.

La signature de cet accord est considéré comme un tournant dans l'histoire sociale du pays. Il prévoit un contrat spécifique pour les ouvriers de Mirafiori qui ne dépendront plus de la convention collective de la métallurgie. L'usine pourra désormais tourner 24 heures sur 24 et jusqu'à six jours par semaine. Les pauses seront réduites, et le nombre d'heures supplémentaires triplé pour atteindre 120 par an. Des sanctions sont également prévues en cas d'absentéisme «*anormal*» ou de grève contre l'accord. Mais les salaires augmenteront jusqu'à 3.700 euros bruts par an grâce au travail de nuit et aux heures supplémentaires, ont fait valoir les syndicats signataires.

En échange de la signature de l'accord, Fiat s'est engagé à investir plus d'un milliard d'euros avec son partenaire américain Chrysler pour produire à Mirafiori jusqu'à 280.000 Jeep et Alfa Romeo par an. Si le non l'avait emporté, le groupe aurait produit ces véhicules aux Etats-Unis ou au Canada, et faute de nouveaux modèles, l'usine turinoise serait allée vers une fermeture assurée.

Adhésion moins large que prévue

La quasi totalité des salariés de l'usine Fiat - 5.119 sur les 5.431 soit 94,2% - ont participé au vote. Les employés auront joué un rôle décisif dans la victoire du oui alors que les ouvriers de la chaîne de montage ont eux plutôt voté non. Pour Fiat, qui n'a pas encore réagi à ce résultat, l'adhésion est donc moins large que lors du référendum sur un accord similaire organisé en juin à l'usine de Pomigliano (sud) où le oui avait totalisé 62% des voix. A l'exception de la Fiom - branche métallurgie de la CGIL (gauche), premier syndicat du pays -, qui dénonçait un «*chantage*», tous les syndicats avaient signé cet accord le 23 décembre et appelé à voter oui. Giovanni Centrella du syndicat UGL a salué le «*sens des responsabilités*» des salariés de Mirafiori qui a «*sauvé des dizaines de milliers d'emplois*» tandis que Giorgio Airaud de la Fiom a en revanche rendu hommage au «*grand courage*» des ouvriers ayant dit non. Point très controversé de l'accord, la Fiom ne pourra d'ailleurs plus avoir de délégués dans l'usine, ayant refusé de signer.

Soutenu par le gouvernement, le patronat et une partie de la gauche, l'accord de Mirafiori a fortement divisé la péninsule. Signe de tension, des étoiles rouges, symbole des Brigades rouges, sont apparues ces derniers jours sur les murs de plusieurs villes du pays. Le vote a suscité d'autant plus de passions que cette usine située à Turin est le coeur industriel de Fiat dans la ville où le groupe est né.

Le chef du gouvernement Silvio Berlusconi s'était engagé personnellement en faveur du oui, estimant qu'en cas de victoire du non, les entreprises «*auraient de bonnes raisons d'aller dans d'autres pays*». Pour le patron de Fiat, Sergio Marchionne, qui veut faire de l'alliance Fiat-Chrysler un géant mondial de l'automobile, ce type d'accord est indispensable pour que les usines italiennes soient plus productives et arrêtent de perdre de l'argent. Il en a fait une condition sine qua non à l'investissement de 20 milliards d'euros au total d'ici 2014 en Italie pour y doubler la production.

Un article de Slate.fr du 17 janvier :

Tunisie, la révolution trahie. (18.01)

Pour l'écrivain Taoufik Ben Brik, les hommes changent, mais le système reste.

Une révolution ne l'est —n'est une révolution— que si elle fait table rase du passé. On ne tourne pas la page, on la déchire. Il est vrai qu'on s'est débarrassé de Ben Ali mais son legs est toujours resplendissant. On a coupé la tête mais le canard court toujours, vif. Le système bâti minutieusement par le général des services de Renseignements, Ben Ali, perdure à travers ses PPP. Père, Parti, Police. Son régime de Renseignements, unique au monde, fondé sur l'auto-délation, garde toujours sa capacité de nuisance. Sa police, la gardienne du temple du «benalisme», défend toujours ses «bastillons».

Le RCD, le parti-Etat, l'ancre de tous les maux (régionalisme, clientélisme, élection truquée, dictature de proximité), affiche avec superbe son hégémonie. Le parlement unicolore-non-élu légifère. La justice et ses juges corrompus hantent toujours les dédales du Palais de l'injustice. La classe affairiste alliée à Ben Ali est rassurée. La constitution, ce parchemin hétéroclite confectionné sur mesure pour «El Presidente», n'est pas caduque. L'administration reste aux mains des orphelins du benalisme: gouverneurs, sous-préfets, ambassadeurs, consuls, PDG et directeurs généraux.

Le pouvoir exécutif est exercé par ses lieutenants; Foued M'bazaâ, président, Mohamed Ghannouchi, premier ministre, des ministres qui doivent toute leur carrière et qui ont parié jusqu'au bout sur lui. Avec, en prime, la course effrénée des nouveaux «collabos»: Néjib Chebbi, Mustapha Ben Jaafar, Ahmed Ibrahim; des inconnus au bataillon, sans ancrage populaire, sans charisme, des «sans» en puissance... qui ont toujours rêvé d'être «vizirs» sous Ben Ali. Un dream à la con.

Ils se disent représentatifs. De qui? De Mohamed Bouazizi, l'immolé, ce guerrier du trottoir? Représentatifs des Frechich, des Hmama, des Mejers, des M'thalith de Kasserine, de Tala, de Sidi Bouzid et de Jendouba, mes cousins, ces «apaches» de l'Atlas? Des mineurs de Jerissa, de Rdyed ou de Oum Leklii? Des chômeurs diplômés ou bidoun [«ceux qui n'ont rien»] des quartiers poudrières de Tunis, Sfax, Sousse et Bizerte? Des marins-pêcheurs de Zarzis ou de Kelibia? Des petites bonnes de Kroumirie? Des paysans du Kef, le far-west tunisien? Représentatifs des syndicalistes qui ont gardé le brasier de la colère intact? Des jeunes qui ont déferlé dans la rue? Des internautes, ces magnifiques «cyberguerilleros»? Des villes —ces cités grecques; l'Agora, la Polis— qui ont repris leurs mots à dire? Permettez-moi d'en douter, visages pâles. Vous nous avez leurré, arnaqué, volé un quart de siècle durant et vous vous apprêtez, ici et maintenant, à voler le rêve de la Tunisie vaillante. Vous ne cherchez pas à confisquer la révolution, plutôt vous complotez pour l'achever. Révolutionnaires de mon pays, réveillez-vous et brandissez l'étendard du refus face à l'ignominie.

«NO PASARAN!»

Complément sur la situation en Tunisie : "Révolution du jasmin" : une expression qui ne fait pas l'unanimité. (Lemonde.fr 17.01)

Quel nom donner aux émeutes qui secouent la Tunisie depuis le 17 décembre et qui ont abouti à la chute du président Ben Ali ? Depuis la semaine dernière, le nom de "révolution du jasmin" s'est imposé dans les médias. La paternité de cette expression a été revendiquée, lundi 17 janvier, par le journaliste et blogueur tunisien Zied El-Heni, très critique envers l'ancien régime, même s'il travaille pour le quotidien Essahafa qui appartient au groupe gouvernemental La Presse.

Malgré tout, le terme ne suscite pas le consensus parmi le peuple tunisien. "Ici, on n'aime pas trop le terme 'jasmin' pour qualifier cette révolution, on préfère dire 'révolution tunisienne' tout simplement", revendique un lecteur du Monde.fr, qui a participé aux manifestations du 14 janvier devant le ministère de l'intérieur à Tunis.

De la même façon, sur le site de micro-blogging Twitter, les internautes, s'ils soutiennent entièrement le mouvement, n'en valident pas la dénomination, qu'ils trouvent trop limitée. "Pourquoi le 'jasmin' ? Pourquoi pas révolution populaire ?", s'interroge @ahmedhamza87. "Non à l'appellation réductrice et carte-

postalistique simpliste de 'révolution du jasmin'", confirme @Uyulaya. "*Le jasmin est un mot arabe formé de 'yas', qui signifie 'désespoir' et 'min', 'mensonge'*", note de son côté @munstermunster.

Surtout, le symbole du jasmin apparaît aux yeux de nombreux Tunisiens comme inapproprié, tant la douceur et la pureté qu'il évoque détonnent avec les morts, exactions ou encore pillages que connaît le pays depuis un mois. Sans oublier que c'est M. Ben Ali lui-même qui avait employé ce terme en 1987, lors de sa prise de pouvoir. Une expression qui apparaît donc comme peu adaptée pour qualifier son renversement.

Commentaire.

Le titre est incorrect car ceux qui tentent de confisquer la révolution au peuple tunisien et parmi eux ceux qui figurent dans le nouveau gouvernement, n'y ont pas participé, contrairement à la révolution russe de 1917, en référence à l'ouvrage de Trotsky *La révolution trahie*, toutefois en émettant une réserve sur la participation de Staline et ceux qui deviendront les liquidateurs du parti bolchevik et de la révolution elle-même.

Un article d'AP du 18 janvier :

INSEE: 65 millions d'habitants en France. (19.01)

La France comptait pour la première fois 65 millions d'habitants au 1er janvier 2011, contre 60 millions en 1999, selon le bilan démographique 2010 publié mardi par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

L'an dernier, 828.000 bébés sont nés en France et la fécondité a atteint 2,01 enfants par femme, soit son taux le plus haut depuis la fin du baby-boom en 1973. Cette progression est imputable aux trentenaires, surtout à celles qui ont 35 ans ou plus. L'âge moyen à l'accouchement atteint pour la première fois la barre symbolique des 30 ans.

Le nombre de PaCS se rapproche de celui des mariages. Il y a deux ans, on comptait un PaCS conclu pour deux mariages célébrés. En 2010, le ratio est de trois PaCS pour quatre mariages. L'an dernier, 195.000 PaCS ont été signés (+13% par rapport à 2009) tandis que 249.000 mariages étaient célébrés (-1%). Le nombre de PaCS continue d'augmenter mais moins vite que les années précédentes (+40% en 2008, +20% en 2009). Le nombre de mariages continue de baisser mais moins fortement que les années antérieures.

Les femmes ont en moyenne 29,8 ans lorsqu'elles passent pour la première fois devant monsieur le maire, les hommes 31,7 ans, des âges qui ont reculé de presque deux ans en une décennie.

La part des naissances hors mariage continue d'augmenter: 54,8% en 2010, contre 53,7% en 2009 et 43,6% il y a dix ans.

L'espérance de vie a par ailleurs poursuivi sa progression (+4 mois), pour atteindre 78,1 ans pour les hommes et 84,8 ans pour les femmes. La France poursuit son vieillissement avec un âge moyen de 40 ans.

L'an dernier, 545.000 personnes sont mortes, chiffre inférieur à celui de 2009 -année marquée par une forte épidémie de grippe- mais qui se situe dans la moyenne des dernières années.

Entre le 1er janvier 2010 et le 1er janvier 2011, la population française a crû de 358.000 âmes (+0,55%), au même rythme que les trois années précédentes. Le solde naturel (excédent des naissances sur les décès) y a contribué à hauteur de 283.000 personnes. C'est trois à quatre fois plus que la contribution du solde migratoire (excédent de l'immigration sur l'émigration): +75.000 personnes.

Ces données de l'INSEE sont basées notamment sur le recensement de la population et les statistiques d'état civil.

Commentaire.

Le taux de fécondité le plus élevé depuis 1973, manifestement l'homme n'a pas encore commencé à faire consciemment sa propre histoire.

Pire, les autorités chinoises sont en train de réfléchir sérieusement à la remise en cause de la politique de l'enfant unique qui a limité la population dans ce pays à 1,5 milliard d'habitants, imaginez un instant qu'ils en aient fait autant qu'en Inde entre 2 et 6 par couple et il y aurait au moins 3 ou 4 milliards de Chinois aujourd'hui, ce n'est pas que ce soient des Chinois le problème, mais l'augmentation de la population mondiale qui mettra à terme en péril la civilisation humaine et la planète...

Un article de Libération.fr du 18 janvier :

Tunisie: «Vu comment sont traités les manifestants, la dictature est encore là»(19.01)

Témoignages Poète, diplômé chômeur, syndicaliste, cadre: quatre Tunisiens, acteurs de la «révolution de Jasmin», racontent les premiers jours de l'après Ben Ali.

Samir Taamallah, poète, écrivain, dans les manifestations ce mardi à Tunis:

«Sous Ben Ali, je publiais articles et poésies dans la presse, mais sous un pseudonyme. A partir de 1994, mes livres ont connu la censure. Avec des amis, on les imprimait clandestinement et les distribuait sous le manteau.

«A cette époque, j'ai été condamné plusieurs fois pour ma participation à des manifestations politiques. J'ai passé plus de huit années dans la clandestinité, avec sur le dos une condamnation à neuf ans et trois mois de prison pour mon appartenance au Parti communiste des ouvriers de Tunisie [PCOT, non reconnu jusqu'à aujourd'hui]. C'est le sujet de mon prochain roman: la vie dans la clandestinité, la souffrance du peuple tunisien et son sursaut démocratique. Ces dernières semaines pas question de me retrancher dans l'écriture, j'ai préféré vivre la poésie en actes dans les rues.

«Ce mardi, je fais partie des manifestants, rassemblés depuis 9 heures ce matin avenue Bourguiba dans la capitale. Ici, comme dans de nombreuses villes du pays, le peuple est toujours dans la rue, exigeant la dissolution du RCD [le parti du président déchu Ben Ali, ndlr]. Nous protestons contre ce nouveau gouvernement dit "d'union nationale" qui n'est rien d'autre que la continuité du régime de Ben Ali! La dictature est encore là.

«A voir comment sont traités les citoyens qui manifestent pacifiquement, dispersés à coups de matraque et de gaz lacrymogènes, on se croirait toujours sous l'ancien régime! Mais le peuple tunisien est en train de mettre la pression partout dans le pays. Ce qui me rend optimiste, c'est cette obstination des mouvements citoyens, de tous ses Tunisiens qui n'ont pas fini d'écrire l'histoire de leur pays.

«Je vis dans un des plus grands quartiers populaires de Tunis, au nord-ouest de la capitale. Depuis l'annonce du nouveau gouvernement, les troubles perpétrés par les sbires de l'ancien président se sont un peu calmés. Mais dans mon quartier, plusieurs comités de civils continuent à sécuriser les lieux. Un des objectifs des milices de l'ancien régime, c'était de tenir les jeunes opposants éveillés toute la nuit, de façon à les éreinter. Lorsque l'on ne ferme pas l'œil de la nuit, on est moins à même de manifester dans la journée, c'est tout du moins ce que se disaient les milices pro Ben Ali. Mais leur plan a échoué, la détermination de la population est plus forte.»

Selim Sithom, promoteur de produits pharmaceutiques à Tunis, membre d'un comité de quartier:

«J'ai repris le boulot tout doucement depuis hier, mais je suis crevé. Je ne dors pas de la nuit. Je fais partie d'un comité de quartier qui s'est monté spontanément, là où j'habite au sud de Tunis à Ez-Zahra. Toute la nuit avec une quinzaine d'habitants nous nous relayons pour assurer la protection de la population face aux bandes armées du clan Ben Ali.

«Jusqu'ici, ces gardes présidentiels semaient le trouble au volant de voitures de location ou de 4x4 sans plaque d'immatriculation. Mais depuis quelques jours, ils se sont mis à voler des voitures, des véhicules utilitaires ou des ambulances.

«C'est surtout le soir après le couvre-feu que ces hommes en armes sévissent. Leur but était jusqu'ici de créer le chaos et la terreur pour favoriser le retour de Ben Ali. Mais après que Foued Mebazaa [le président par intérim, ndlr] a pris la tête du pouvoir samedi, les gardes présidentiels de Ben Ali ont compris que le retour du président déchu n'était plus envisageable. Désormais, les exactions qu'ils commettent sont avant tout une sorte de sursaut désespéré, une ultime vengeance face au peuple tunisien. On sent pourtant que malgré l'arrestation de leur chef dimanche, le général Ali Sériati, ça reste des groupes très coordonnés.

«Mais dans chaque endroit de la ville, comme à Ez-Zahra, les comités de civils se sont organisés. Nous avons érigé des barrages à l'entrée des quartiers. Nous tenons la garde, armés de batons, de couteaux et de pioches, avec toujours à proximité une brouette remplie de pierres et d'autres projectiles. On oblige les véhicules suspects, ceux qui circulent pendant le couvre-feu, à s'arrêter. Si jamais on rencontre une difficulté, on appelle les barrages voisins en renfort. On a été jusqu'à une centaine à tenir tête aux gardes présidentiels. L'idée c'est de les neutraliser, avant d'appeler les militaires pour qu'ils procèdent à leur arrestation.

«Parmi "les civils" qui défendent les quartiers, il y en a qui jouent un peu aux héros. D'un barrage à l'autre, c'est à celui qui aura arrêté le plus de miliciens. Dans mon quartier, il y a carrément des habitants qui se cachent dans les champs d'oliviers pour cueillir les bandes armées. Globalement ça reste un élan de solidarité formidable, pacifique et complètement spontané.»

Jilani Hammami, un des leaders syndicaux de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), dans les manifestations hier à Tunis:

«Voilà formé un pseudo-gouvernement d'union nationale, un gouvernement "mort-né" selon moi. Alors qu'hier, les manifestants exigeaient avant tout la dissolution du RCD. Personne ici ne voulait du parti de Ben Ali au sein d'un nouveau gouvernement. La réaction du peuple tunisien est très virulente à leur égard. Et hier, les Tunisiens ne manifestaient pas seulement à Tunis, mais aussi dans le centre du pays, à Sfax, à Gabès et dans le bassin minier.

«Moi, j'étais dans la manifestation à Tunis, avenue Bourguiba. Le ciel était blanc à cause de la fumée des gaz lacrymogènes que tirait la police pour disperser les manifestants. Depuis le matin, une foule de centaines de personnes avait commencé à se rassembler. L'après-midi, les gens continuaient d'affluer aux cris de "La Tunisie libre, le RCD dehors!" et de "A bas le RCD! A bas les tortionnaires!" Le ministère de l'Intérieur était toujours défendu par des militaires en faction.

Dans les rues de la capitale, même si certaines entreprises, certains commerces et cafés ont commencé à rouvrir tout doucement, l'ambiance reste très tendue.»

Belgacem Ben Abdellah, membre d'une association de diplômé chômeur:

«J'ai 32 ans, un jour j'espère bien exercer mon métier: celui d'enseignant. Je vis dans un quartier populaire de Tunis, j'ai une maîtrise de sciences naturelles depuis 2006, et pas de travail. Alors pour vivre je fait des petits boulots dans tout et n'importe quoi, sur les chantiers par exemple.

«Depuis trois ans, je fais partie d'une association de diplômés chômeurs. C'était une façon de s'organiser pour faire valoir certaines revendications auprès de l'ancien régime de Ben Ali. On demandait notamment une prise en charge de la santé et des transports en commun. Bien sûr, ça n'a mené nulle part. Au contraire, plusieurs fois on s'est fait passer à tabac par la police. J'ai été arrêté à plusieurs reprises.

«Pour s'être opposés au régime, j'ai des amis qui moisissent toujours en prison. On nous annonce la libération des prisonniers politiques. Il ne faut pas se tromper ce n'est pas grâce à Ghannouchi, c'est la pression du mouvement de contestation... C'est grâce à l'obstination et à la volonté du peuple.

«Et maintenant Ghannouchi forme un nouveau gouvernement d'union nationale avec des anciens du régime de Ben Ali. Mais lui et ses ministres sont des complices de l'ancien dictateur. C'est pour cela que j'ai manifesté lundi au milieu des fumigènes avenue de Bourguiba à Tunis, pour la fin du RCD et l'instauration d'une nouvelle constitution. On ne peut pas perdre cette révolution maintenant. Non on ne peut pas.»

Un article du Monde.fr et AFP du 18 janvier :

120 médecins lancent un manifeste pour défendre l'accès aux soins. (19.01)

Cent-vingt médecins "solidaires" ont lancé un manifeste pour dénoncer "*les consignes de restriction*" de l'accès aux soins remboursés et "la privatisation" de la Sécurité sociale, mardi 18 janvier à l'Assemblée nationale.

Le mouvement a pour origine le soutien à un praticien "*désobéissant*", le docteur Didier Poupardin, de Vitry-sur-Seine, dans le Val-de-Marne, qui est en conflit judiciaire depuis plusieurs mois avec l'assurance maladie de ce département, parce qu'il fait bénéficier systématiquement ses patients en longue maladie de remboursements à 100 %.

Au cours d'une conférence de presse, en présence de députés ou représentants de partis politiques de gauche et de syndicats, le Dr Poupardin a dénoncé le "*matraquage idéologique*" sur la maîtrise des dépenses de santé et la responsabilisation des patients pour limiter le déficit de la Sécurité sociale qui, affirme-t-il, est en premier lieu un "*déficit de ressources*".

Le Dr Didier Menard, vice-président du Syndicat de la médecine générale (SMG), praticien à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), a déclaré que la poursuite en justice du Dr Poupardin "*a réveillé la conscience de beaucoup de médecins*". Il a expliqué que le sens du manifeste était d'organiser une "*indignation active mais collective*" parmi le plus grand nombre possible de médecins.

"UN SYSTÈME QUI EXCLUT DE PLUS EN PLUS LES COUCHES POPULAIRES"

Selon lui, il faut "*sortir du bricolage (...) pour aider les patients à avoir un meilleur accès aux soins et le faire de façon plus politique et poser cette question sur la place publique*". "*Nous sommes dans un système qui exclut de plus en plus les couches populaires*", a-t-il affirmé.

Selon le manifeste, la fondation de la Sécurité sociale, contenue dans le programme du Conseil national de la résistance, "*reposait sur un principe majeur de solidarité et d'équité : chacun cotise selon ses moyens et chacun reçoit selon ses besoins*". Mais "*ce principe recule et tend à s'inverser : chacun doit payer selon ses besoins (si vous êtes très malade vous devez payer beaucoup) et chacun reçoit selon ses moyens (si vous êtes très riche, vous êtes bien soigné)*". Les médecins seront invités à signer le manifeste sous la phrase suivante : "*Nous déclarons vouloir résister aux consignes de restriction de l'accessibilité aux soins*".

Un article du Point.fr du 19 janvier :

Etat d'âme et déballage d'Éric Woerth. (20.01)

(Titre du Point : *Les confidences agressives d'Éric Woerth*)

"*Ce n'est pas facile de se défendre quand vous êtes... tout seul*". Éric Woerth enlève ses lunettes et se frotte les yeux. "*Je m'attendais à plus d'appuis de la part de François Fillon et de François Baroin. Je pensais que l'État assumerait sa politique immobilière*".

Entre la poire et le fromage, l'ancien ministre nous confie son désarroi, le 12 janvier, veille de l'annonce par la Cour de justice de la République (CJR) de l'ouverture d'une enquête sur son rôle dans la vente de l'hippodrome de Compiègne. Il n'aura connaissance de cette décision que le lendemain, mais déjà il anticipe "*une mauvaise nouvelle*". "*De toute façon, je n'ai que de mauvaises nouvelles, ces temps-ci...*" Soupir. Il commande du pain perdu. En le dévorant, il s'avoue "profondément déçu par l'attitude de Matignon".

Woerth a assuré au Figaro du 5 janvier qu'un débat s'était tenu entre administrations et que Matignon avait tranché. Au lieu de confirmer cet arbitrage, les services du Premier ministre ont indiqué : "*Il y a eu une réunion informelle à Matignon, au niveau des conseillers, à la demande du ministère de l'Agriculture. Lors de cette réunion, les deux ministères de l'Agriculture et du Budget sont tombés d'accord*". Grimace de Woerth. "*J'ai trouvé très moyen cette réaction ambiguë et peu claire. Pourquoi Fillon se tait ? Pourquoi monsieur Baroin, qui est le responsable des ventes immobilières de l'État, ne dit rien ? J'ai eu une discussion un peu vive avec lui avant Noël. Je ne ferais pas comme ça, à sa place...*"

Et il y fut, à ladite place, au temps - récent - où il était encore l'un des chouchous du président, présenté par tous - et d'abord par Sarkozy - comme le possible successeur de Fillon. C'était hier ; c'était une autre époque. L'affaire Bettencourt est passée par là. "*Regardez ce qu'on lui a fait, compatit un ministre : on l'a confirmé pour qu'il porte la croix jusqu'en haut du Golgotha, puis on l'a crucifié. C'est horrible ! Jamais on ne dira la réforme des retraites de Woerth*".

Sans compter les rumeurs sur sa vie privée. "*J'étais un comptable, une sorte de saint, et soudain, je suis devenu un escroc qui trompe sa femme et qui est le père de l'enfant de l'une de ses collaboratrices. Ça m'a fait rire, ces bêtises. Pas mon épouse, qui m'en veut de ne pas avoir porté plainte*". Cette féministe, qui, le 21 juin, a enduré l'humiliation d'entendre son mari annoncer sa démission à elle, n'a toujours pas retrouvé de travail, même si elle a conservé son poste d'administratrice de Hermès International. "*Florence a monté sa boîte de conseil financier, mais les clients ne se bousculent pas. L'affaire Bettencourt a tétanisé l'ensemble de la République*".

Incroyable sang-froid

Il entend se prémunir contre l'aigreur : "*Moi, le petit gars né à Creil, j'aurais pu être Premier ministre de mon pays, c'est déjà bien. Je ne l'ai pas été, mais peut-être que je le serai un jour. De toute façon, ça se terminera bien. C'est un problème de déla*". Où puise-t-il cette confiance ? Dans la religion ? "*Je vais à la messe régulièrement. J'essaye d'avoir la foi*". Pause. "*Je ne me réfugie pas là-dedans. Je ne cherche aucun refuge, d'ailleurs. J'affronte*".

Derrière l'incroyable sang-froid, l'orgueil est tapi. On ne peut rien comprendre de Woerth si l'on ne mesure pas à quel point il a fait de sa résistance un motif, puissant et apaisant, de fierté. Ce qui lui permet de ne pas craquer, c'est l'orgueil de se prouver, ainsi qu'au monde entier, qu'il est capable de tenir. Hors du commun dans l'épreuve. Ainsi se veut-il, ainsi se vit-il. Y compris en vacances au Cambodge.

Fin décembre, en arrivant au Sofitel de Siem Reap, à 8 heures du matin, après avoir vu le soleil se lever sur un temple, alors qu'il marchait sous les arches bienveillantes de l'hôtel, en bordure d'un lac suave, afin de retrouver sa femme dans la salle de petit-déjeuner, le voilà qui tombe sur... un éminent journaliste politique parisien peu connu pour son indulgence vis-à-vis de l'État Sarkozy ! Et Woerth qui espérait s'être, quelques jours durant, retiré de ce monde-là. "*Il a eu la force de me sourire et de me consacrer quelques minutes*", témoigne ce confrère.

La maîtrise de soi, encore et toujours. Woerth tient à préciser qu'il n'a pas "*pété les plombs*", à l'Assemblée, mi-septembre, lorsqu'il a traité une députée PS de "*collabo*". "*Il était presque 7 heures du matin, je siégeais depuis quatre heures de l'après-midi la veille. Elle disait que le mensonge était ma seconde nature, voire la première. J'ai cherché froidement ce que j'allais lui répondre. Je n'ai pas disjoncté*". À ses yeux, la précision est d'importance.

La rébellion du bon petit soldat

Quand il apprend que la CJR va s'occuper de son cas, le 13 janvier, il tombe le masque du flegme : "*C'est un truc de fous, je suis dans un monde de fous !*" Il se reprend : "*Je ne devrais pas dire ça à propos de la justice, mais c'est tellement dingue. Il n'y aurait pas eu Compiègne s'il n'y avait pas eu Bettencourt. C'est vraiment parce qu'on veut me chercher*". Quand il a vu Sarkozy, quelques jours après son interview au Figaro, le président lui a assuré avoir sommé Baroin de sortir du mutisme. Sans effet. "*On est dans le vide absolu, déplore Woerth. Fillon ne m'a pas appelé depuis longtemps*".

Le 12 janvier, Woerth nous confie avoir, trois jours plus tôt, téléphoné à Jean-Paul Faugère, directeur de cabinet de Fillon, "*pour lui rentrer dans le chou*", selon ses mots. Se serait-il enfin résolu à sortir du rôle de bon petit soldat ? "*Je ne comprends pas leur silence, répète-t-il. Baroin ne fait que de la com. Fillon ne veut pas se mouiller. Ce sont des édretons*". Lui demande-t-on s'il a des amis, dans le milieu politique, qu'il biaise : "*À droite, je n'ai pas d'adversaires, ce qui est déjà un exploit*". Ce n'était pas notre question. "*Je n'ai pas décidé de faire de la politique en groupe. Je trouve ça factice*".

Lors des vœux de Sarkozy aux parlementaires, le 12 janvier, il s'assoit à l'avant-dernier rang. Mais, parce qu'il met un point d'honneur à "*se montrer*", il ne se sauve pas sitôt le discours présidentiel achevé. Il s'approche de Fillon : "*J'aimerais vous entendre, toi, Baroin et compagnie. J'ai besoin que ceux qui sont responsables de la politique immobilière de l'État aient le courage de s'exprimer pour rappeler qu'elle consiste à vendre ce qui n'est pas stratégique*".

Le Premier ministre lui promet un rendez-vous rapide. Woerth serre de nombreuses mains apitoyées. "*Il est fermé comme une huître et, en même temps, il a besoin de se justifier, témoigne un élu UMP. Il est indéchiffrable. Ni jovial ni sincère*". À l'Élysée, ce soir-là, flottait sur les lèvres de Woerth un sourire incertain. Jusqu'alors, il n'était pas mécontent que Fillon loue sa placidité : "*Heureusement que c'est toi*". Sous-entendu : un autre aurait craqué. À présent, il aimerait que la peur de le voir flancher oblige l'exécutif à le soutenir. Il songe à écrire un livre. Très vite.

Un article de Reuters du 19 janvier :

Le Medef veut un débat sur la durée et le coût du travail. (20.01)

Un débat sur la durée et le coût du travail doit avoir lieu pendant la campagne pour l'élection présidentielle de 2012 avec pour objectif de réduire le désavantage compétitif des entreprises françaises, a déclaré mardi la présidente du Medef, Laurence Parisot.

La dirigeante patronale a présenté à la presse une série d'indicateurs signalant des écarts croissant de coût et durée du travail entre la France et l'Allemagne, au bénéfice des entreprises allemandes.

Selon des statistiques Eurostat, le coût horaire de la main-d'oeuvre en France serait ainsi de 37,2 euros contre 30,2 en Allemagne, soit un écart de 23%, avec un taux de charges patronales de 50,3% en France contre 28% en Allemagne, a-t-elle déclaré.

Toujours selon Eurostat, la durée moyenne hebdomadaire de travail des salariés allemands était supérieure de 1 heure et 12 minutes à celle des français en 2009 et la productivité horaire a diminué en France ces dernières années, a ajouté Laurence Parisot en citant la direction du Trésor.

"Ne pas voir que la question de la durée du travail a eu un effet sur la compétitivité de notre pays et a toujours un effet sur la compétitivité de notre pays, c'est vraiment refuser de voir une réalité en face", a dit Laurence Parisot.

Mais selon les statistiques de l'OCDE, un Français travaillait en 2009 davantage qu'un Allemand, que ce soit en moyenne hebdomadaire (38,0 heures par semaine contre 35,7 heures) ou annuelle (1.554 heures en 2009 contre 1.390).

Le débat sur l'opportunité de revoir une nouvelle fois la loi sur les 35 heures est revenu sur le devant de la scène après des critiques du député socialiste Manuel Valls, relayées par des parlementaires de la majorité.

"Oui, il faut qu'il y ait un débat sur la durée du travail. Oui, il faut revenir sur ces différents mécanismes, et nous espérons que le débat présidentiel s'en préoccupe en tout premier lieu", a ajouté Laurence Parisot.

La présidente du Medef a estimé qu'il fallait passer d'une durée légale du travail à une durée conventionnelle et d'une référence à une durée hebdomadaire à une durée mensuelle, trimestrielle ou annuelle.

L'objectif est de parvenir à un système compréhensible et pérenne alors qu'*"aujourd'hui, nous avons affaire à une folie réglementaire et législative"*, a-t-elle déclaré.

"Arriver à la simplicité, c'est le vrai défi aujourd'hui", a-t-elle ajouté, souhaitant un débat approfondi et non de simples modifications.

"Soit on se donne du temps de réflexion pour repenser quelque chose de maniable, utile, stable, respectueux de la qualité au travail et qui soit global, soit on arrête", a-t-elle déclaré. "Je ne souhaite pas qu'on reprenne chacun des éléments du dispositif invraisemblable que nous devons utiliser et qu'on recorrige encore tel (ou tel) élément."

Un article de 20minutes.fr, Lemonde.fr, AP et Reuters du 20 janvier :

Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (21.01)

Le gouvernement tunisien d'union nationale a décidé de reconnaître l'ensemble des mouvements politiques interdits et de décréter une amnistie pour tous les prisonniers politiques, ont annoncé ce jeudi des membres du nouveau cabinet à l'issue du premier Conseil des ministres. *«Il s'agit d'une réunion historique. Nous sommes tous en complet accord»*, a déclaré un ministre.

Face à la pression de la rue, les autorités ont annoncé la dissolution du comité central et du bureau politique du RCD et un ministre accusé d'être étroitement lié à l'ancien pouvoir, Zouheir M'Dhaffar, ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Fonction publique, a présenté sa démission.

La télévision a également rapporté que les ministres RCD avaient renoncé à leurs fonctions au sein du parti, comme l'avaient déjà fait mardi le président par intérim, Fouad Mebazaa, et le Premier ministre, Mohamed Ghannouchi, mais qu'ils conservaient leurs portefeuilles ministériels.

Cette annonce n'a pas suffi à apaiser les exigences de la population.

Quelques heures auparavant, plusieurs centaines de manifestants s'étaient rassemblés devant le siège du Rassemblement constitutionnel démocratique, jadis tout-puissant, dans le centre de Tunis. Retranchée derrière des barrières métalliques, la police a tiré en l'air pour tenter de les disperser, sans succès. Les protestataires réclamaient que les ministres appartenant au RCD quittent le gouvernement transitoire.

Cette annonce n'a pas suffi à apaiser les exigences de la population et des ouvriers ont arraché la grande plaque du RCD apposée sur le siège du parti à Tunis.

Trois à quatre mille manifestants se sont également rassemblés à Gafsa, 350 km au sud de la capitale. Une autre manifestation a été signalée à Kef, à 180 km au sud-ouest de Tunis.

Le gouvernement a par ailleurs décrété un deuil national de trois jours, à partir de vendredi, *"en mémoire des victimes des récents événements"*, a annoncé le porte-parole du gouvernement, Taieb Baccouche. Plus de cent personnes ont été tuées lors des violences en Tunisie au cours des cinq dernières semaines, selon des informations compilées par l'ONU sur place.

Complément : interview du journal Le Point de Mohamed Ghariani, secrétaire général du RDC et numéro trois du régime jusqu'au départ de Ben Ali.

"Le RCD est le successeur du Néo-Destour fondé en 1934 par Habib Bourguiba, explique Mohamed Ghariani. Il compte 2,2 millions d'adhérents. Il a été, depuis l'indépendance, l'instrument de l'État pour faire passer les changements dans la société. Il a modernisé la Tunisie. Mais il est resté un parti unique, car le pouvoir a dû faire face, dans les années 1990, à la montée de l'islamisme."

Le patron du RCD se défend des accusations de corruption dont son parti est aujourd'hui l'objet. *"De nombreux hommes d'affaires nous ont financés par conviction et parce qu'ils voyaient en nous les défenseurs de la stabilité. Nous avons bénéficié de financements publics, car ces fonds étaient attribués en fonction de la représentativité au Parlement. Le RCD n'était pas la propriété de Ben Ali, et encore moins des Trabelsi. Au cours des derniers mois, Ben Ali semblait être devenu l'otage de sa famille. Il n'écoutait plus ses conseillers. Il y a peut-être eu des cas de corruption, mais ce sont des épisodes individuels."*

Le secrétaire général reconnaît toutefois que, pour une grande partie de la population tunisienne, le RCD est encore lié à l'ancien régime et perçu comme un obstacle à la démocratie. *"Le parti va se transformer. Il va changer de nom et se séparer de l'appareil de l'État, devenir une formation politique comme les autres. Mais la Tunisie ne peut pas écartier d'un coup de baguette magique deux millions de citoyens parce qu'ils ont une carte du RCD, cela conduirait à l'anarchie."*

Mohamed Ghariani ne pourra pas poursuivre l'entretien. De l'avenue Mohamed V, arrivent, pour la première fois depuis le début de la crise tunisienne, les clameurs des manifestants. Par la grande baie vitrée de son bureau, le secrétaire général assiste, médusé, à la tentative d'assaut de l'immeuble.

La troupe tire plusieurs rafales d'armes automatiques en l'air. Pourtant, davantage que la démonstration de force des militaires, c'est la rumeur de la démission du gouvernement - démentie un peu plus tard - qui permet la dissolution pacifique du cortège. Mais une heure après, le bureau politique du RCD se dissout, indiquant que Mohamed Ghariani gère désormais les affaires courantes.

Commentaire.

Beaucoup d'inexactitudes dans ces dépêches et articles de presse, j'en ai relevées deux.

La première, il n'y avait pas "*des centaines*" de manifestants devant le siège du RCD, mais plusieurs milliers, entre 2 à 4.000 selon une source. En réalité, cette manifestation a duré toute la journée et les travailleurs tunisiens se sont relayés pour faire le siège du RCD protégé par l'armée.

La deuxième, lors des infos hier soir sur TV5Monde Asie, ils ont dit et ils ont montré que c'était des militaires, qui plantés sur la terrasse du siège du RCD, ont arraché le sigle de ce parti pour le jeter à terre, les manifestants n'ayant pas pu accéder à l'immeuble.

Un article du journal Le Matin Dz du 21 janvier :

Alger : Une "fédération nationale des forces du changement" appelle à une marche le 9 février. (22.01)

Des syndicats, des associations et des partis politiques algériens se constituent en fédération nationale des forces du changement et appellent à une marche le 9 février prochain à Alger pour exiger la levée de l'état d'urgence.

La décision a été prise à l'issue d'une rencontre tenue, ce vendredi 21 janvier, à la Maison des syndicats à Alger, rencontre organisée sous l'impulsion de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (Laddh, aile de Bouchachi) et de deux puissants syndicats des fonctionnaires (le Snapap et le Satef), le syndicat des enseignants de lycées (CLA), et la Coordination sections CNES (enseignants de l'enseignement supérieur). S'y sont joints de nombreuses organisations de la société civile (le Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA), le Rassemblement action jeunesse (RAJ), le Comité des étudiants de l'université de Tizi Ouzou, le Comité des chômeurs du Sud, le Collectif Algérie pacifique...) ainsi que des partis de l'opposition (Front des Forces Socialistes (FFS), Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD), le Mouvement Démocratique et Social (MDS).

Bien évidemment, la chute du régime Ben Ali en Tunisie était au centre ses débats. Les intervenants ont tous insisté sur le nécessité de s'en inspirer même si certains ont tenu à rappeler que le contexte algérien est différent de celui de la Tunisie. Il est temps de dépasser les divergences qui peuvent exister entre les forces de la résistance et adopter une démarche collective.

L'état d'urgence a été sévèrement dénoncé. « *On nous interdit de faire des marches, des rassemblements, des sit-in... Sans liberté, on ne peut défendre les droits des travailleurs (pacifiquement)* », a soutenu Rachid Malaoui du Snapap. Me Ali Yahia Abdenour, président d'honneur de la Laddh, a vertement conspué ce stratagème utilisé par le pouvoir pour étouffer les libertés publiques : « *Il faut que l'état d'urgence soit levé. Cela permettra la libération du champ politique et médiatique, l'exercice des libertés individuelles et collectives, la liberté de la presse et l'indépendance de la justice* », a-t-il insisté.

(<http://www.lematindz.net/news/3645-alger-une-federation-nationale-des-forces-du-changement-appelle-a-une-march.html>)

Complément de DNA (Dernières nouvelles d'Algérie) du 21 janvier.

Les participants ont décidé de créer une coalition commune appelée provisoirement « Coordination nationale » qui aura pour mission principale à court terme d'organiser une marche populaire le 9 février prochain à Alger. Le choix de cette date n'est pas fortuit. Il coïncide avec le 19^e anniversaire de l'instauration de l'état d'urgences en Algérie, le 09 février 1992.

D'ailleurs, le principal mot d'ordre de cette marche sera l'appel à la levée de l'état d'urgences ainsi qu'à l'ouverture des champs médiatique et politique, presque totalement verrouillés depuis une dizaine d'années.

Par ailleurs, l'opportunité de soutenir la marche à laquelle a appelé le RCD pour le samedi 22 janvier a été abordée sans qu'un consensus ne soit trouvé. En effet, les militants du FFS ainsi que les représentants de la LADDH et à un degré moindre ceux de l'association RAJ ont préféré éluder cette question. De leur côté, la majorité des syndicats se sont prononcés pour le soutien de la manifestation du parti de Saïd Sadi. Un débat animé s'en est suivi pour qu'en fin de compte, les participants se prononcent pour un « *soutien à titre individuel* » à cette initiative.

Les marches et les manifestations populaires sont interdites dans la capitale algérienne depuis juin 2001

(<http://dna-algerie.com/politique/42-interieure/1193-une-marche-le-9-fevrier-a-alger-contre-letat-durgence-et-pour-louverture-des-champs-mediatique-et-politique-.html>)

Complément d'algerie360.com du 19 janvier

Le RCD (Rassemblement pour la culture et la démocratie) de Saïd Sadi accuse le RND (Rassemblement démocratique national) du Premier ministre Ahmed Ouyahia de « fomenter des provocations » contre la marche populaire prévue samedi 22 janvier à Alger.

Le RCD a décidé d'organiser une marche dans la capitale algérienne samedi prochain pour notamment exiger levée de l'état d'urgence, la dissolution de toutes les institutions « élues », l'ouverture du champ politique et médiatique et la restauration de toutes les libertés individuelles et collectives garanties par la constitution.

Dans un communiqué rendu public le 18 janvier, Le RCD dénonce nommément le RND, parti du Premier ministre Ahmed Ouyahia, de préparer des actions pour saboter la marche prévue samedi prochain à Alger. « Le bureau du RND d'Alger s'est réuni le 17 janvier au soir pour envisager les possibilités de lancer des provocations contre la marche populaire prévue pour le samedi 22 janvier à 11h à la place du 1er mai », affirme le document émanant du bureau d'Alger du RCD.

Le communiqué fustige cette tentative de faire capoter la manifestation et s'en prend à la formation dont le Premier ministre est le secrétaire général. « Conçu dans des officines, imposé par la fraude, agissant dans l'opacité et par la rapine, le parti du Premier ministre exécute les « sales besognes » qui sont sa raison d'être », ajoute le communiqué.

Le RCD lance un défi à RND : « bienvenue dans la rue Algérienne. » et le taquine : « les assemblées que vous avez squattées par la fraude seront dissoutes ». Le parti de Sadi qui a décidé de maintenir la marche en dépit de son interdiction par le ministère de l'Intérieur réitère son appel partis politiques, aux associations et aux personnalités afin de se joindre à cette manifestation.

(<http://www.algerie360.com/algerie/marche-du-22-janvier-a-alger-le-rnd-accuse-le-rnd-de-%C2%AB-fomenter-des-provocations-%C2%BB/>)

Complément de DNA-Algérie du 19 janvier.

Le comité étudiant de l'université de Tizi Ouzou se joint à la marche à laquelle a appelé le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) pour samedi 22 janvier à 11 h à Alger.

Pour rappel, Ahmed Benbitour, ancien chef de gouvernement, ainsi que le PLJ (Parti pour la laïcité et la justice), un parti de gauche non encore agréé, ont apporté leur soutien à la marche du samedi prochain. Même réaction de la part du collectif des clients spoliés par la banque Al Khalifa.

(<http://actualutte.info/?p=686>)

Un article de Rue89 du 22 janvier :

Un regard sur l'évolution de la situation de la classe ouvrière en Chine. (titre du site) (23.01)

(Titre de Rue89 : *Tensions sociales en Chine du Sud : vers une grève générale ?*)

L'ère des ouvriers chinois obéissants et mal payés touche à sa fin. Une étude du CNRS dans le Sud de la Chine montre une combativité nouvelle qui pourrait déboucher sur une grève générale.

Si le Sud de la Chine – particulièrement la province du Guangdong – est devenu l'atelier du monde, cela est dû à plusieurs raisons ; mais la plus mentionnée est celle de l'existence d'une main d'œuvre travailleuse, obéissante, et acceptant sans rechigner bas salaires et mauvaises conditions de travail.

Ces vingt dernières années, la croissance a été ininterrompue et les salaires ont peu bougé. Les statistiques officielles chinoises montrent même que ces salaires auraient plutôt diminué en proportion du produit industriel brut.

Un printemps ouvrier en Chine du Sud ?

Depuis un an, on voit se multiplier les conflits du travail. De ce fait, les salaires montent. Les journaux ont même fait état de plusieurs conflits, dans des entreprises taïwanaises ou japonaises, lesquels se sont soldés par de très conséquentes hausses de salaires. Le mouvement est tellement fort que de plus en plus d'observateurs parlent de la possibilité d'une grève générale en Chine du Sud.

Sans pouvoir prédire ce qui relève de l'imprévisible, il nous semble que les conditions sont réunies pour un printemps ouvrier en Chine du sud, explosif ou rampant, mouvement qui a déjà commencé ; tout porte à penser qu'il va se développer dans les mois qui viennent.

Le Centre franco-chinois de recherches sur les organisations, de l'université Sun Yatsen à Canton, a mené des observations de terrain et des discussions avec les entreprises, les syndicats, les activistes et les pouvoirs politiques dont nous voudrions rendre compte dans cet article et qui permettent de se faire une idée de ce à quoi il faut attendre.

Pourquoi fait-on grève ?

Mancur Olson est un économiste américain célèbre pour une théorisation de l'action collective publiée en 1965. D'après lui, la grève est d'abord le résultat d'un calcul : les ouvriers regardent ce qu'ils risquent de perdre (heures non-payées, répression) et ce qu'ils risquent de gagner (augmentation de salaires).

Cette idée de recherche de l'intérêt correspond bien à l'état d'esprit de nombreux ouvriers chinois. D'après Olson, il n'y a pas de grève sans contrainte, car on a toujours intérêt individuellement à ce que les autres fassent grève pour avoir une augmentation, mais pas à faire soi-même grève pour ne pas perdre de salaire.

La contrainte demande un minimum d'organisation, et cela explique pourquoi les grèves étaient si difficiles à organiser jusqu'ici en Chine, car on sait à quel point l'Etat chinois écrase violemment tout début d'organisation concurrente du Parti.

Les ouvriers d'aujourd'hui ne ressemblent guère à ceux d'hier. Dans la Chine des trente premières années du régime communiste, être ouvrier voulait dire avoir un certain niveau d'instruction et le privilège de travailler pour l'Etat. C'était une fonction enviable.

Les réformes ont réduit considérablement l'importance numérique des ouvriers d'entreprises d'Etat au profit d'entreprises privées. Celles-ci ont massivement embauché des jeunes sans instruction venus des campagnes pauvres. Une nouvelle génération d'ouvriers

Trente ans après le décollage industriel, nous sommes maintenant à la deuxième génération d'ouvriers d'origine rurale. Cette deuxième génération est plus instruite que ne l'était la première. Elle a l'expérience de la première génération, et surtout elle n'a connu que la croissance.

La première génération d'ouvriers d'origine rurale avait connu la guerre civile et des périodes de famine. La génération actuelle sait ce qu'est la misère, mais elle a rarement été confrontée à la famine, et très exceptionnellement à la répression. C'est une génération qui croit en son avenir.

Ces ouvriers ont quitté des villages que les jeunes fuient et où sévit un chômage endémique. Le revenu moyen des paysans chinois tourne aujourd'hui autour de 100 euros par an, celui des ouvriers est dix fois supérieur. Les ouvriers d'origine rurale ont donc expérimenté une véritable promotion sociale.

Vingt ans d'observation des usines chinoises m'ont montré des évolutions dans les mentalités de ces ouvriers, évolutions que nous lions à l'expérience concrète vécue par ces derniers. Il est impossible de décrire la variété des opinions des ouvriers chinois, mais on peut tenter de sortir certaines constantes de discours lorsque ces derniers renvoient à des situations observées.

La presse insiste beaucoup sur les conditions de travail qui ne sont souvent pas meilleures que dans les autres pays du tiers-monde. Ces conditions du travail sont naturellement mal vécues, mais elles sont aussi perçues comme une fatalité, et, globalement, ne se dégradent pas.

Par contre, l'intensité au travail monte. Il y a vingt ans, la plupart des usines que j'observais n'avaient pas des conditions de travail enviables, mais le rythme de travail était rarement soutenu.

Il y avait de nombreuses raisons à cela : d'une part, les salaires étaient si bas qu'il n'était pas nécessaire d'exiger une forte quantité de travail. Peut-être la raison principale est qu'il n'est pas simple de faire travailler des ouvriers.

Si on travaille trop, on finit par s'user, même si on est Chinois

Taylor a bien montré qu'il faut mobiliser beaucoup de travail intellectuel pour parvenir à augmenter l'intensité au travail, et les usines chinoises manquent d'organiseurs. C'est donc très progressivement que les rythmes de travail y ont augmenté. Les horaires se sont allongés du fait d'une demande croissante de travail.

Les employés et les cadres ont aussi connu une croissance de l'intensité de leur travail. Les salariés chinois ne rechignaient pas à travailler longtemps, mais l'intensité de leur travail et l'amélioration de leur qualité de vie justifiaient cela.

Dans les dernières années du XXe siècle, les ouvriers réclamaient plus d'heures de travail car ils voulaient augmenter leur revenu, le travailler plus pour gagner plus était très à la mode à l'époque. Cette boulimie de travail a nourri une forme de nationalisme triomphant.

Au cours des années 2004-2006, nous entendions des amis chinois qui se gaussaient de la supposée paresse des Occidentaux, lesquels, selon eux, étaient plus soucieux de multiplier les jours de repos que de développer leur économie nationale. Ils nous disaient que l'économie chinoise allait devenir la plus puissante car les Chinois, eux, ne craignent pas le travail, et acceptaient de travailler beaucoup pour des salaires limités.

Ces discours s'entendent moins aujourd'hui. Il faut dire que les rythmes de travail se sont accrus. Il faut dire aussi que l'on peut travailler intensément pendant plusieurs années, mais pas indéfiniment. Si on travaille trop, on finit par s'user, même si on est Chinois.

Travailler moins et gagner plus

Aujourd'hui, nous entendons nombre de Chinois dire qu'ils veulent moins travailler. Les ouvriers mettent plus souvent l'investissement dans le travail en relation avec les gains qui en résultent. Ils émettent souvent des constats désabusés :

« On a travaillé de plus en plus dur pendant des années, et regardez qui s'est enrichi – pas nous ! »

Si ces ouvriers gagnent plus que leurs parents, ils se trouvent aussi dans un monde plus compliqué. Les salaires des ouvriers chinois n'ont pas augmenté au rythme de la croissance économique chinoise. Ils restent des salaires de pays du tiers-monde dans une région qui arrive au PIB par habitant des pays européens les moins aisés.

Faire sa vie comme ouvrier devient un casse-tête. Les prix du logement se sont envolés. Alors que la majorité des urbains possèdent leur logement, les ouvriers se rendent compte qu'ils n'y arriveront pas. Se marier implique de trouver un logement en dehors des dortoirs bon marché. Elever un enfant en ville s'avère souvent hors de portée financière pour un ouvrier. Le choix est souvent fait de laisser l'enfant aux grands-parents à la campagne, ou de repousser indéfiniment la naissance. Et depuis peu, les coûts de la nourriture s'envolent.

Il y a quelques années, les ouvriers auraient pris leur sort avec fatalité, car ils ne voyaient pas de moyen d'amélioration. Mais aujourd'hui, ils ont entendu parler des salaires obtenus dans d'autres usines à la suite de grèves, et ils trouvent qu'ils sont mal payés. Ils n'ont pas connu de répression, sont habitués à changer d'entreprise facilement et ils ne craignent pas le chômage ; dès lors, ils n'ont pas peur de faire grève.

Il faut dire qu'à la différence de leurs parents, ces ouvriers sont généralement des enfants uniques, c'est-à-dire qu'ils ont été habitués à des adultes qui leur cèdent tout : ils supportent d'autant plus mal les frustrations.

S'ils ne se mettent pas plus souvent en grève, c'est que la plupart d'entre eux ne savent pas comment s'y prendre.

Les employeurs désemparés face aux tensions

Face à ces changements d'attitude des ouvriers, les employeurs privés semblent souvent désemparés. Les employeurs chinois privés étaient habitués à des ouvriers dociles, mais peu fidèles. Ils s'accommodaient d'un fort turn-over d'autant qu'ils n'avaient aucune difficulté à recruter. Le turn-over apparaissait comme le meilleur moyen de gérer les tensions. Lorsque le recrutement de nouveaux salariés se faisait plus difficile, il leur suffisait d'augmenter un peu les salaires, ou d'améliorer les conditions de logement.

Dans les interviews de patrons que nous pratiquons en profondeur, le personnel ouvrier n'apparaissait que très rarement comme une préoccupation importante.

Maintenant, ces mêmes patrons se retrouvent face à des gens qui discutent ouvertement des salaires et cela est nouveau pour eux. Ils en appellent à l'autorité, aux vertus confucéennes de l'obéissance et font preuve de rudesse dans les rapports avec les ouvriers.

Ces employeurs sont d'autant plus démunis devant ces changements qu'ils ont peu d'occasions d'en discuter en profondeur avec des collègues. Rappelons que les employeurs chinois n'ont pas plus de droits pour s'organiser que les salariés chinois.

Le pouvoir communiste connaît suffisamment la pensée de Karl Marx pour comprendre que si la Chine devient capitaliste, les capitalistes devraient un jour ou l'autre prendre le pouvoir. Le pouvoir fait donc tout ce qu'il peut pour retarder le moment où cette prophétie marxiste va se réaliser.

De ce fait, les patrons chinois n'ont guère de lieux pour réfléchir ensemble à des stratégies communes, et pas vraiment de moyens de s'exprimer collectivement. Il y a bien des organisations patronales officielles, mais elles sont entièrement dirigées par des fonctionnaires. Les seuls à pouvoir parler pour les patrons sont les organisations patronales de Hong-Kong ou les chambres de commerce étrangères.

Les dirigeants d'entreprises occidentales sont également pris de court par ces changements d'attitude des ouvriers. A la différence de la plupart de leurs homologues chinois, ils ont généralement mis en place un minimum de gestion du personnel, et ils essaient d'avoir de bonnes relations avec leurs salariés. De ce fait, ils connaissent mieux le personnel et savent généralement qui est susceptible de déclencher des troubles.

Augmenter les salaires ne suffit plus

Mais ils avaient l'impression de pouvoir maintenir la paix sociale en anticipant les revendications. Leur personnel semblait satisfait de la situation et ne se plaignait pratiquement jamais ni du salaire, ni des conditions de travail.

Or voici, que depuis quelques mois, ils se rendent compte que les augmentations de salaires, ou les avantages concédés, ne suffisent plus à calmer les discussions dans les ateliers. Ils ont l'impression de faire des cadeaux à des gens qui leur disent, qu'en fait ils devraient leur donner plus. Cette situation est nouvelle pour eux en Chine.

Bien sûr, ils s'attendaient à devoir augmenter les salaires. Ils avaient été plutôt étonnés de ne pas avoir à le faire plus tôt. Cela dit, en matière de salaires, les employeurs occidentaux ont des visions différentes selon que leur activité est tournée vers le marché chinois ou non. S'ils sont en Chine pour tirer profit des bas coûts et des facilités industrielles, ils sont rétifs aux augmentations de salaire et ils ont tendance à prendre le salaire minimum comme salaire de base.

S'ils visent le marché chinois, le fait qu'une partie plus grande de la richesse nationale soit redistribuée leur fait entrevoir cette croissance du marché chinois qui devrait rendre profitable leur activité et que souvent ils attendent depuis des années.

Ceux qui visent le marché chinois, ont généralement des politiques plus à long terme et plus favorables à leur main d'œuvre. D'ailleurs, ce sont dans ces sociétés étrangères tournées vers le marché chinois que les salariés chinois souhaitent le plus travailler.

Face à des ouvriers qui n'ont pas peur des conflits, on a un pouvoir beaucoup plus divisé sur la question du risque social. Le pouvoir politique chinois n'est pas un modèle de démocratie. Les modes de désignation ignorent les élections et se font par désignation de haut en bas.

Un pouvoir moins monolithique qu'on le pense

Ce pouvoir est cependant beaucoup moins monolithique que ne l'étaient ceux de l'Europe de l'Est lorsque cette dernière était socialiste. Les visions, stratégies et situations du pouvoir central sont très différentes de celles des pouvoirs municipaux, ou des pouvoirs provinciaux.

La personnalité des cadres du Parti compte aussi beaucoup. Entrer au Parti est une opportunité qui n'est pas offerte à tout le monde et demande souvent beaucoup d'efforts. Mais les motivations des entrants sont très variées : certains souhaitent défendre des options idéologiques ou morales, quand d'autres visent plutôt leur enrichissement personnel.

Le monde des pouvoirs chinois est traversé par des débats très vifs sur les politiques à mettre en œuvre. Cela est particulièrement visible en matière de gestion des conflits du travail.

Le pouvoir central intervient assez peu sur ces conflits. S'il le fait, c'est toujours en désaveu des autorités locales et souvent de manière brutale. Son principal souci est son maintien au pouvoir, et c'est à cette aune qu'il jugera ou non d'intervenir. Il s'est toujours opposé violemment à la création d'organisations militantes autonomes, quitte à nuire au développement économique.

La Chine est une « *cryptocratie* »

Le pouvoir ne nie pas la croissance du nombre de conflits sociaux. Certes, les statistiques des conflits sont données au compte-goutte et ne sont pas toujours très fiables, mais depuis deux ans, le pouvoir note une augmentation constante du nombre de conflits et annonce s'attendre à d'autres conflits plus grands. Une manière de dire qu'il est prêt à toute éventualité.

Cela dit, nous savons très peu de choses sur ce pouvoir central. La Chine reste pour l'essentiel une « *cryptocratie* ». Les principaux dirigeants vivent dans l'ombre et ne laissent filtrer que très peu d'informations sur les conflits qui les animent. Bien souvent, on a au sommet deux dirigeants, dont l'un semble incarner

l'ouverture, quand l'autre joue la carte de la continuité, un peu comme deux marionnettes dont on ne saurait pas qui tire les ficelles.

La Chine dispose d'une forme de pouvoir qui a peu d'équivalent ailleurs ou dans le passé. Il s'agit non pas d'un pouvoir personnel mais d'une oligarchie ou gouvernement d'un petit nombre. C'est un petit groupe de dirigeants, constitué initialement de rescapés de la longue marche, qui a pris le pouvoir en 1949.

Ce petit groupe forme une petite société fermée qui se reproduit en son sein et conserve depuis soixante ans les rênes du pouvoir. Les observateurs étrangers s'entendent en général pour dire que les décisions essentielles sont prises par un collectif.

Une oligarchie à la longévité exceptionnelle

Ce collectif tient fermement les rênes d'un Parti communiste de plusieurs centaines de milliers de personnes. L'oligarchie permet de résoudre le problème de la transmission du pouvoir d'une génération à l'autre. Les mêmes personnes qui sont responsables des erreurs de la planification initiale, puis des crimes de la Révolution culturelle, sont aujourd'hui ceux qui dirigent la politique dite de socialisme de marché ou d'ouverture. Cela explique la longévité du régime.

On mesure mieux le pouvoir de cette oligarchie quand on constate que 98% des milliardaires chinois sont apparentés à des personnes qui tiennent ou ont tenu des fonctions ministérielles. L'avantage du groupe sur la personne, c'est que lorsque les erreurs du dirigeant sont visibles, il se trouve généralement dans le groupe des gens qui ont déjà un plan pour corriger les effets des erreurs et proposer des solutions alternatives.

Les dirigeants chinois ne sont pas plus intelligents que les dirigeants des autres pays, mais leur système est plus « *pardonnant* », c'est-à-dire qu'il corrige au fur et à mesure les erreurs des dirigeants. Et la durée du collectif est potentiellement infinie.

Le pouvoir central ne travaille pas pour la postérité, comme le ferait un potentat qui sait qu'il va mourir ; il ne travaille pas non plus pour aligner des résultats à la date des élections suivantes, puisqu'il n'y a pas vraiment d'élections.

Il a la possibilité et l'intérêt de se projeter et de projeter son pays dans le long terme. Du fait de la grande opacité de ce pouvoir central, il est donc très difficile de prévoir comment il réagirait à une crise sociale majeure.

Généralement, ce sont les autorités municipales qui ont à charge d'intervenir sur les conflits du travail. Ce sont elles qui gèrent la vie quotidienne des Chinois. Elles gèrent notamment les droits sociaux qui varient considérablement d'une ville à l'autre. Le salaire minimum est généralement fixé ville par ville. Le syndicat apparaît dans les faits comme une autorité municipale.

Les autorités municipales sont en première ligne en cas de troubles. Bien sûr, elles sont sensibles à la pression du pouvoir central, mais leur action vise plutôt à montrer qu'elles contrôlent la situation. Il est arrivé que des municipalités prennent à leur charge les derniers salaires des salariés en cas de faillite de leur entrepreneur. Comme toutes les villes, elles souhaitent accueillir plus d'entreprises et recevoir plus de taxes.

Cela veut dire que dans les conflits, elles seront plutôt sensibles aux arguments des employeurs plutôt qu'à ceux des ouvriers. Ainsi, les villes peuvent envoyer la police, ou mobiliser le syndicat pour terminer un conflit.

Le Guangdong, laboratoire de l'expérimentation sociale

La province du Guangdong joue une partition un peu différente. Elle a la mission et l'ambition de se trouver en pointe du développement économique et de l'ouverture politique.

C'est une feuille de route déjà ancienne, mais réactualisée récemment. Dans son programme, la province veut prendre la forme d'un pays développé et abandonner les attributs du tiers-monde. Elle veut s'orienter

vers les technologies de pointe, les industries à haute valeur ajoutée, les activités économiques de création. Elle est d'ailleurs la province qui fait le plus de recherche et développement, qui dépose le plus de brevets, qui reçoit le plus d'investissements étrangers.

Le numéro un de la province, le secrétaire du Parti, prend régulièrement des positions avant-gardistes. Il a poussé à des lois sociales plus contraignantes que nulle part ailleurs et, surtout, il entend les faire appliquer. Cela devrait mettre en difficulté celles des industries dont la stratégie repose principalement sur l'exploitation des bas coûts de main d'œuvre.

De son côté, le numéro deux, le gouverneur de la province, apparaît plus soucieux d'harmonie sociale, c'est-à-dire qu'il voudrait éviter les tensions qui ne manqueront pas de surgir si un nouveau modèle de production met trop de monde de côté. Cette opposition entre deux têtes est une situation assez classique, nous l'avons dit. Mais, elle peut donner l'impression d'un pouvoir hésitant, ce qui ne facilite pas la tâche de ceux qui ont à gérer des conflits. La province a pris des positions de pointe en matière de représentation des salariés.

Les salariés n'ont actuellement aucun véritable mode de représentation du fait de la répression violente de toute organisation visant à représenter les salariés. Cette situation rend particulièrement difficile la gestion des conflits, les directions devant deviner pourquoi il y a conflit sans pouvoir rencontrer de représentants des personnes en conflit.

Or, en 2010, le secrétaire du Parti de la province a plusieurs fois insisté sur la nécessité d'élire directement des représentants des salariés. Il a même proposé une loi en ce sens, mais a décidé de temporiser du fait de l'opposition d'une association patronale de Hong-Kong.

L'hésitation du pouvoir est particulièrement visible lorsque l'on regarde de près les dirigeants syndicaux. Les responsables syndicaux du Guangdong sont très divisés sur le rôle des syndicats et la stratégie à mener dans les conflits. Dans la constitution chinoise, le syndicat est d'abord un organe de propagande du Parti tourné vers les salariés. Une grande partie de l'action syndicale consiste en diverses campagnes d'éducation sociale. Le syndicat ne représente pas les salariés, il les défend en cherchant ce qui peut améliorer la situation ouvrière.

Le syndicat cherche à réduire les tensions sociales

Depuis un an, le syndicat se voit assigner une nouvelle mission par le pouvoir central : il s'agit d'aider à réduire les tensions sociales. La première conséquence est d'augmenter la présence du syndicat dans les entreprises. En fait, le syndicat est surtout présent dans les entreprises d'Etat et dans les Joint-Ventures.

Actuellement, il cherche à entrer dans les entreprises 100% étrangères. Ces dernières n'y sont en général pas très favorables dans la mesure où elles perçoivent le syndicat comme une instance bureaucratique qui alourdit le fonctionnement de l'entreprise, augmente les coûts sociaux, sans vraiment faire baisser les tensions dans les entreprises. Le syndicat est pratiquement absent des entreprises privées chinoises. Le syndicat peut même devenir une nuisance en cas de conflit.

En effet, en cas de grève, le syndicat n'hésite pas à prendre l'initiative pour renvoyer des salariés grévistes, ou embaucher des non-grévistes. Cela peut désorganiser les ateliers, tout en créant un ressentiment contre l'entreprise. Il n'est pas rare que le syndicat envoie des milices pour taper sur les grévistes.

Parfois, le syndicat se range du côté des travailleurs

Cela dit, le syndicat est parcouru de débats. Nous avons personnellement participé à des séances d'échanges entre syndicalistes chinois et français, où les premiers demandaient aux seconds des conseils en matière de compréhension des salariés.

Nous avons également pu constater que dans le Guangdong, le débat interne peut aller plus loin. On pourrait parler d'une tendance centriste qui considère qu'en cas de conflit du travail, le rôle du syndicat est de se situer à mi-chemin entre les patrons et les salariés, afin de trouver au plus vite la solution au conflit.

Il y a enfin des syndicalistes cantonnais qui estiment qu'ils doivent se placer résolument du côté des travailleurs contre les patrons. Cette position est plus facile à tenir quand le patron est étranger.

Ainsi, dans le Guangdong, nous avons vu un syndicat intervenir dans une usine en grève pour faire élire par la base des délégués d'ateliers, lesquels ont été chargés de négocier la sortie du conflit. Ce conflit s'est soldé par une augmentation importante et rapide des salaires.

Tous les conflits ne se résolvent pas aussi bien pour les ouvriers. Il arrive, surtout dans le cas de patrons privés chinois, que les ouvriers n'obtiennent rien.

Les activistes, acteurs non contrôlé de la lutte sociale

Nous ne saurions terminer ce tour d'horizon des acteurs des conflits sans parler des activistes. Il y a des militants de la condition ouvrière qui échappent au syndicat et se battent pour l'amélioration du sort des ouvriers. Certains agissent dans le cadre d'ONG de formation ou de conseil. Ce sont souvent des étudiants qui décident de passer un peu de leur temps à aider les ouvriers à s'en sortir.

Leur action consiste essentiellement à les informer de leurs droits et des institutions qui peuvent prendre leur défense en cas d'abus. Ces personnes sont courageuses en ce sens que leurs ONG peuvent constituer les embryons d'une organisation ouvrière ; ils courent donc de vrais risques.

En même temps, les autorités reconnaissent parfois l'utilité de leur action qui se maintient généralement dans un cadre légal. Ainsi, le syndicat peut exiger qu'un employeur les paie pour donner à leurs salariés une formation sur leurs droits. On pourrait dire que le principal ressort de ces militants est la compassion.

Il existe d'autres activistes plus décidés à défendre les droits des travailleurs, y compris par des grèves. Ces activistes sont plus difficiles à rencontrer car ils sont pourchassés par les autorités. Ils n'en sont pas moins actifs. Ainsi, on a entendu des personnes se vanter de s'être fait embaucher dans de grosses entreprises pour déclencher une grève. Une fois la grève terminée, ces activistes ont tendance à disparaître dans la nature.

Leur action n'est pas très difficile car ils tiennent un discours assez proche des opinions d'une grande partie des ouvriers. En gros, ils expliquent aux autres ouvriers qu'ils sont exploités et que leur situation peut s'améliorer par la lutte. Et surtout, ils donnent le départ du conflit. Ce fut le cas d'une multinationale où les activistes avaient réussi à persuader de nombreux ouvriers de se mettre en grève. Une date et une heure avait même été fixée.

Au moment venu, personne n'osait déclencher la grève. Un activiste a alors coupé le courant de son atelier. Les ouvriers ont lerté par SMS leurs collègues des autres ateliers, et la grève a démarré ainsi. Elle a fait tâche d'huile sur d'autres usines de la même entreprise, ou d'entreprises sous-traitantes de cette dernière. Elle a duré plusieurs semaines et s'est terminée par de fortes augmentations de salaires mais aussi des licenciements et le départ de tous les militants et de certains grévistes. Nous n'avons pas atteint le pic des conflits

Personne ne peut dire la forme que prendront les conflits à venir. Ce panorama des acteurs, la détermination et l'absence de peur des ouvriers d'un côté, le désarroi patronal et l'indécision des autorités de l'autre, tout cela laisse penser que ces conflits vont se multiplier. Certains militants ou intellectuels imaginent même qu'ils pourront prendre la forme d'une grève générale à partir de conflits localisés faisant tâche d'huile.

La seule chose qui semble assurée est que nous n'avons pas atteint le pic des conflits. Il y a encore de la marge pour les augmentations de salaires. Tous ces éléments font prévoir que les salaires vont monter rapidement dans le Sud de la Chine.

Comme nous l'avons vu, cela n'affectera guère la présence des entreprises étrangères. Certes, il deviendra moins intéressant de s'installer en Chine pour chercher des bas salaires, mais ceux qui y sont déjà réfléchiront avant de partir ailleurs, alors qu'un pouvoir d'achat nouveau est en train d'apparaître.

Le printemps des ouvriers du Sud de la Chine a donc commencé...

Un article de Lexpress.fr, Slate.fr, Lemonde.fr, AP et Reuters du 22 janvier :

Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (23.01)

1- La poursuite des manifestations.

Encouragés par la fuite il y a une semaine du président Zine Ben Ali, des milliers de Tunisiens sont à nouveau descendus dans les rues samedi pour exiger le départ de ses anciens collaborateurs membres du gouvernement d'union nationale.

"*Pas de place pour les hommes du tyran dans un gouvernement d'union nationale*", pouvait-on lire sur une banderole.

"*Nous voulons rappeler à M. Ghannouchi la définition du mot 'révolution' - cela signifie un changement radical et non le maintien du même Premier ministre*", déclarait un manifestant.

Portant des brassards rouges, fait sans précédent, les policiers ont manifesté devant le ministère de l'Intérieur, au coeur de la capitale, revendiquant un syndicat pour le corps de la sécurité et l'amélioration de leur situation matérielle. Des policiers qui manifestaient en civil et en uniforme devant le siège du gouvernement ont bloqué un moment l'accès du bâtiment à la voiture du président tunisien de transition, Foued Mebazaa, avant d'être écartés en douceur par d'autres policiers en service.

Plus loin de là, devant le palais du gouvernement, place la Kasbah, des centaines de manifestants se sont rassemblés pour réclamer "*un gouvernement national et non un gouvernement RCD*" -le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le sigle du parti de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali- et "*un conseil constitutionnel représentatif du peuple*".

Entourés d'un dispositif de sécurité qui se gardait d'intervenir, les manifestants portaient des pancartes sur lesquelles étaient inscrit "*gouvernement out*" et "*front du 14 janvier*", date de la chute du régime de l'ex-président Ben Ali qui a fui ce jour-là en Arabie Saoudite.

Sur les murs alentour, on pouvait lire: "*enfin libres*", "*mort à la dictature*", "*révolution viva*" et "*Zinohet devant le tribunal*", en référence à l'appellation satirique de l'ancien homme fort de Tunis, qui a régné d'une main de fer pendant 23 ans.

D'autres corporations professionnelles se sont jointes aux manifestations tels les huissiers et notaires devant le palais de justice, les employés de la mairie de Tunis, en tenue verte, en charge de la propreté de la ville, et les chauffeurs de taxi. Aucun incident n'était signalé.

Ils relayaient les mêmes slogans et réclamaient eux aussi l'amélioration de leurs conditions matérielles.

A Sidi Bouzid, ville du centre-ouest tunisien d'où est partie l'étincelle des troubles sociaux il y a plus d'un mois, avec l'immolation du vendeur ambulancier Mohamed Bouazizi, des policiers ont également manifesté en se disant eux aussi victimes du clan des Trabelsi, la famille de l'épouse de l'ex-président, Leïla Trabelsi.

A Menzel Bouzayane, une localité proche de Sidi Bouzid, où est tombée la première victime des balles -le jeune Mohamed Amri, 18 ans-, des centaines de manifestants ont pris le départ, la plupart à pied, pour une marche qui doit les conduire à Tunis, à 260 km, en passant par plusieurs villes.

"*Nous allons en direction du palais du gouvernement pour réclamer la disparition de toutes les séquelles de l'ancien régime*", a déclaré à l'Associated Press le syndicaliste Mohamed Fadhel.

Cependant, la circulation était assez dense dans les rues et artères de la capitale, signe d'un retour progressif à la normale, en attendant une évolution politique.

Les administrations, les banques et les moyens de transport fonctionnaient presque normalement dans la capitale en ce deuxième jour de deuil national à la mémoire des "martyrs" tombés pendant la "révolution du jasmin". (Reuters, AP et Lemonde.fr 22.01)

2- Rôle des avocats.

Cela n'est pas un hasard si les avocats ont été les premiers à organiser à Tunis, dès le 27 décembre, une manifestation de soutien aux jeunes émeutiers de Sidi Bouzid : le barreau, dans la Tunisie de Ben Ali, faisait un peu figure de village d'Astérix. Un bastion de résistance à la mainmise du pouvoir sur l'ensemble des corps constitués, politiques ou professionnels. "*Nous sommes les seuls élus de Tunisie !*" dit fièrement le bâtonnier Abderrazak Kilani, patron du Conseil de l'ordre. Forte de 10 000 membres, dans un pays de 10 millions d'habitants, la profession avait en effet réussi à préserver, contre vents et marées, le droit de choisir ses représentants. Toutes les tendances sont d'ailleurs représentées au Conseil de l'Ordre: laïcs et islamistes, membres du parti au pouvoir et opposants de toujours. "*L'Ordre n'a plié ni devant Bourguiba, ni devant Ben Ali, il a été un front du refus contre l'asservissement de la justice*" dit Me Alya Cherif Chammari, avocate et petite-fille d'avocat.

Les avocats d'aujourd'hui sont les héritiers d'une longue tradition. "*Le mouvement indépendantiste tunisien, rappelle Me Kilani, a été créé et dirigé par des avocats. Par la suite, en défendant les opprimés face à un ordre répressif, la profession n'a jamais cessé de se battre pour les libertés et les droits de l'homme.*" Pas un procès politique en effet, ces dernières années, dans lequel les avocats n'aient dénoncé avec force l'asservissement de la justice. Il faut dire que la formation et l'entrée dans la profession se faisaient jusqu'à une date récente sans que le pouvoir y mette directement son nez: un cursus universitaire couronné par le Certificat d'aptitude à la profession d'avocat. La réforme introduite il y a deux ans par le gouvernement - création un institut spécialisé dont il était facile d'exclure les candidats jugés trop contestataires.- n'aura pas eu le temps de prendre effet.

Fidèle à sa culture contestataire, le Conseil de l'Ordre fait aujourd'hui partie de ceux qui exigent le départ des ministres issus du Rassemblement constitutionnel démocratique (le parti au pouvoir) du gouvernement de transition. Il a publié un communiqué en ce sens au début de la semaine. "*Même si de bonnes mesures sont prises par ce gouvernement, il n'a pas de légitimité*" souligne Me Kilani. Convié à la passation de pouvoir entre le nouveau ministre de la justice et l'ancien, le bâtonnier a décliné l'invitation. (Lexpress.fr 22.01)

3- Avertissement du gouvernement : ne touchez pas à la propriété privée des moyens de production.

Le porte-parole du gouvernement transitoire tunisien Taïeb Baccouche a mis en garde samedi contre "*les dangers*" auxquels pourrait se heurter la "*révolution populaire*" qui a conduit en un mois à la chute du régime du président Ben Ali

Il faisait notamment allusion aux manifestations qui se sont produites dans plusieurs entreprises réclamant le départ de leurs dirigeants accusés par les employés de "*malversations*".

Sans les nommer, Taïeb Baccouche a fait part de sa crainte de voir "*certaines parties d'extrême gauche ou d'extrême droite qui n'ont pas de base populaire exploiter l'événement pour prendre le pouvoir de manière illégitime*".

"*Il n'est pas dans l'intérêt du peuple tunisien et de sa révolution de voir l'anarchie s'installer, ce qui pourrait amener l'armée à prendre le pouvoir*", a-t-il mis en garde. (AP 22.01)

4- Les agences de notation soutiennent les dictatures.

L'agence de notation Moody's a décidé mercredi 19 janvier d'abaisser la notation financière de la Tunisie de Baa2 à Baa3. Elle justifie cette action par «*le changement de régime et l'instabilité politique qui pourrait en découler*».

Nous pouvons rappeler aux agences qu'elles ont été virulentes vis-à-vis du Brésil lors de l'accession du Président Lula au pouvoir en 2003. Nous pouvons aussi leur rappeler que la plus part des produits dit

toxiques (titrisation) avaient une notation AAA [meilleure notation financière] et présentaient, semble-t-il, aucun risque relativement à l'investissement dans la dette de certains pays ou de certaines entreprises.

Nous pouvons aussi rappeler que ces agences de notation n'ont anticipé ni la crise Argentine ni la crise Russe. Elles félicitent aujourd'hui l'exceptionnelle croissance des BRIC [Brésil, Russie, Inde, et Chine] lorsqu'une dizaine d'années plus tôt ces pays étaient considérés comme dangereux et présentaient des risques importants pour les investisseurs. (Slate.fr 21.01)

Un article de Libération.fr, AFP, AP, Reuters et Lemonde.fr du 23 janvier :

Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (24.01)

1- Poursuite des manifestations.

La pression de la rue à Tunis pour exiger la démission du gouvernement de transition et des ministres issus du régime Ben Ali a pris dimanche une nouvelle dimension, avec le siège du palais du Premier ministre, initié par un millier de jeunes déshérités venus du centre du pays.

La poursuite des manifestations tout au long du week-end à Tunis a relancé les spéculations sur la capacité du gouvernement provisoire à résister à la pression populaire, alors qu'un appel à la grève illimitée des enseignants du primaire a été lancé pour lundi, date théorique de reprise des cours.

Syndicalistes, opposants de gauche, islamistes, citoyens ordinaires, avec femmes et enfants: des milliers de manifestants - 3000 selon un policier - ont fait le siège tout la journée du palais de la Kasbah où travaille le Premier ministre Mohammed Ghannouchi au centre de Tunis.

"Le peuple vient faire tomber le gouvernement", scandaient dès l'aube les participants à la *"Caravane de la libération"*, partis la veille du centre-ouest pauvre et rural du pays, dans les rues encore désertes de la capitale.

Rejoint par un flot continu de manifestants de Tunis, ils ont été les premiers à faire le siège de la Primature, débordant des cordons de policiers et de militaires.

"Ils ont volé nos richesses, ils ne voleront pas notre révolution", *"on ne va pas vendre le sang des martyrs"*, proclamaient deux banderoles accrochées aux grilles des fenêtres du bâtiment, témoignant de la défiance de la rue à l'égard du nouveau gouvernement, dominé par les caciques de l'ancien régime.

Les manifestants brandissaient les portraits des victimes de la répression du soulèvement populaire, au cours duquel au moins 100 personnes ont trouvé la mort selon l'Onu.

"Nous sommes venus de Menzel Bouzaiane, de Sidi Bouzid, de Regueb pour faire tomber les derniers restes de la dictature", lance le vieux Mohammed Layani, drapé dans un drapeau tunisien. (Libération.fr avec AFP et Reuters 23.01)

Ces villes sont les principaux foyers de contestation du centre-ouest frondeur et déshérité, en première ligne lors de la révolte populaire et d'abord strictement sociale qui devait provoquer le 14 janvier la chute brutale du président Ben Ali.

2- Grève illimitée dans les écoles.

Ecoliers, collégiens et une partie des lycéens doivent théoriquement reprendre le chemin des classes, fermées depuis le 10 janvier, quatre jours avant la fuite de Ben Ali en Arabie Saoudite, mais le syndicat des enseignants du primaire a appelé à une "grève générale illimitée" dès ce lundi pour exiger un nouveau gouvernement débarrassé de tout cacique de l'ère Ben Ali. (Libération.fr 23.01)

Le ministre tunisien de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Ahmed Ibrahim, M. Brahim, chef du mouvement Ettajdid (Le Renouveau), a appelé dimanche les enseignants du cycle primaire à ne pas suivre le mot d'ordre de leur syndicat appelant à une grève illimitée à partir de lundi. (AP 23.01)

3- Arrestation du propriétaire de la principale chaîne privée de télévision lié à Ben Ali.

Le propriétaire de la chaîne privée "Hannibal TV" Larbi Nasra, et son fils ont été arrêtés pour "haute trahison" et "complot contre la sécurité de l'Etat", a annoncé dimanche l'agence officielle TAP citant "une source autorisée".

Le prévenu, "*lié par une relation d'alliance avec l'épouse de l'ex-président*" Zine E Abidine Ben Ali, Leïla, est accusé de "*s'employer, à travers sa chaîne, à faire échouer la révolution de la jeunesse, à semer le chaos, à inciter à la désobéissance et à diffuser des informations trompeuses pour créer un vide constitutionnel, à instaurer l'instabilité et à engager le pays dans la spirale de la violence dans le but de rétablir la dictature de l'ancien président*".

Le fils de Larbi Nasra, Mohammed, dirigeait avec son père "*Hannibal TV*", première chaîne privée de Tunisie, qui diffuse notamment des talk-shows et des retransmissions sportives.

Aussitôt après la publication de cette information, la retransmission des programmes de la chaîne a été coupée. (AP 23.01)

4- Arrestation de l'ancien ministre de l'intérieur et du ministre-conseiller à la présidence de Ben Ali.

Deux des plus proches collaborateurs du président tunisien déchu Zine El Abidine Ben Ali, ont été placés en résidence surveillée et un troisième est activement recherché, a annoncé dimanche l'agence officielle TAP.

Abdallah Kallel, président du sénat et ancien ministre de l'intérieur et Abdel Aziz Ben Dhia, conseiller de Ben Ali et l'un des architectes de sa politique, ont été arrêtés et placés en résidence surveillée, selon l'Agence officielle de presse. Abdel Wahab Abdallah, autre éminence grise, de Ben Ali, ministre-conseiller à la présidence, qui avait la haute main sur l'information est '*recherché par les services compétents*', ajoute la TAP. (Lemonde.fr 23.01)

Un article de Slate.fr du 24 janvier :

A propos du coût du travail (titre du site). (25.01)

(Titre de Slate.fr : *RTT et coût du travail: la France n'est pas pire que l'Allemagne*)

Le coût du travail deviendrait-il un fantasme pour les hommes politiques? En France, il n'est pas parmi les plus bas d'Europe, loin s'en faut. Mais il n'est pas non plus le plus élevé. En se focalisant sur ce paramètre – à cause du poids des charges– pour expliquer la désindustrialisation du pays, on passe à côté d'autres problèmes. Faudrait-il y voir une sorte de manipulation politique?

Les 35 heures en sont une illustration d'actualité. A droite, le patron de l'UMP Jean-François Copé et son adjoint Hervé Novelli au sein du parti, ont sonné la charge contre les 35 heures accusées de coûter 22 milliards d'euros à l'Etat. Manuel Valls à gauche ayant lui-même porté le fer contre la mesure phare du gouvernement Jospin, on a assisté ainsi à une surenchère politicienne sur le dos de la réduction du temps de travail. On a toutefois remarqué le mutisme des instances patronales, trop inquiètes pour l'avenir de ces allègements de charges au cas où la durée légale du temps de travail serait remise en question. Car finalement, elle ne constitue en rien un butoir infranchissable, de nombreux aménagements ont été apportés, même au titre des heures supplémentaires.

Des allègements de charges qui ne tiennent pas qu'à la RTT

Messieurs Copé et Novelli, dans leur entreprise de démolition de la RTT, prêtent beaucoup aux 35 heures. Toutefois, avant leur introduction en 1998, des allègements de charges avaient déjà été consentis par les gouvernements Balladur et Juppé sur les salaires jusqu'à 1,2 smic. Ensuite, Martine Aubry compensa les réductions de temps de travail par de nouveaux abattements jusqu'à 1,7 smic. Puis, François Fillon dans le gouvernement Raffarin s'affranchit de la réduction du temps de travail sans modifier la durée légale et modifia le dispositif pour élargir les allègements à toutes les entreprises pour les salaires jusqu'à 1,6 smic. Pas simple! Retenons simplement, comme le souligne l'économiste Thomas Piketty dans *Libération*, qu'on aurait tort d'attribuer aux seules 35 heures la note de 22 milliards pour l'Etat au bénéfice des entreprises.

Bertrand Lhommeau et Véronique Rémy, de la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares) au ministère de l'Economie et des Finances, montrent que déjà en 2001, alors que le total portait sur 14 milliards d'euros, les allègements imputables aux 35 heures représentaient 38% de l'enveloppe, et les allègements bas salaires 62%. Certes, en fonction du niveau des rémunérations dans les différents secteurs, la répartition variait:

- 65% / 35% pour l'industrie automobile
- 27% / 73% dans le bâtiment
- 17% / 83% dans les services aux particuliers où les salaires sont relativement plus bas et donc plus concernés par les allègements de charge bas salaires.

Dans tous les cas, imputer aux 35 heures la totalité des allègements de charges est une contre-vérité que les hommes politiques de droite connaissent bien puisque leurs leaders eux-mêmes sont à l'origine de certaines décisions. A commencer par François Fillon qui a mis toutes les entreprises sur un pied d'égalité afin de faire baisser le coût du travail en s'affranchissant des critères de RTT.

Certes, tous les salariés ne sont pas concernés. Mais à 1,6 smic soit 2.148 euros brut jusqu'à la fin de l'année dernière, le salaire médian est largement dépassé. Ainsi, plus d'un salarié sur deux en France est concerné par ces allègements de charges. Les chefs d'entreprises devraient aussi s'en souvenir lorsqu'ils dénoncent le poids excessif des cotisations sociales: elles sont lourdes, mais elles sont loin d'en supporter toute la charge.

Le coût du travail plus élevé en Allemagne

Sur ce point également, les contre-vérités fleurissent. La désindustrialisation du pays serait la conséquence du coût du travail plus élevé que dans tous les autres pays, notamment européens. C'est notamment la thèse de COE-Rexecode, dans son rapport *«pour mettre un terme à la divergence de compétitivité entre la*

France et l'Allemagne». L'institut de conjoncture, qui compte parmi ses 80 adhérents une grande majorité d'entreprises industrielles, des services et de la finance, réclame un «*pacte de compétitivité industrielle*». Les salaires, d'après Rexecode, auraient progressé «*d'un peu moins de 3% entre début 2000 et fin 2007 en France. Sur la même période, ils reculaient de 11% en Allemagne. L'écart ainsi creusé est de 14%. Il suffit à expliquer très largement la divergence de compétitivité*», conclut l'institut.

Devrait-on en déduire que les salaires sont aujourd'hui plus élevés en France qu'en Allemagne? Non. D'après l'institut européen de statistiques Eurostat, le salaire annuel brut moyen dans l'industrie et les services en 2007 était de

- 53.165 euros au Danemark
- 46.050 euros au Royaume-Uni
- 40.200 euros en Allemagne
- 36.871 euros en Suède
- 32.413 euros en France

Les exemples de l'Allemagne et de la Suède, notamment, sont intéressants. On connaît les succès de l'Allemagne à l'exportation, et la Suède qui a été relativement moins touchée par la crise est déjà presque en surchauffe. Les niveaux de salaires ne semblent pas les pénaliser pour autant.

Est-ce, alors, la fiscalité qui disqualifie la France? Toujours selon Eurostat, le poids de la fiscalité sur le coût de la main d'œuvre, de 45,4% en France en 2008, aurait été la même année de 46,6% en Allemagne et 42,5% en Suède. L'Allemagne ferait donc moins bien. A noter que même si le taux de fiscalité au Royaume-Uni n'est que de 29,7% (avant la crise), cet avantage n'a pas été suffisant pour que l'Angleterre conserve ses industries.

Depuis 2008 (indice 100), l'indice du coût de la main d'œuvre a évolué un peu plus vite en France qu'en Allemagne (respectivement à l'indice 104,3 et 102,7 fin 2010).

Indice du coût de la main-d'oeuvre troisième trimestre 2010:

Pas de quoi modifier en profondeur le tableau: «*Le coût du travail français est inférieur au coût du travail allemand, déclarait Mathilde Lemoine, directrice des études économiques de la banque HSBC France au Monde en mars 2010. Si en France les cotisations patronales versées pour une heure de travail sont supérieures à ce qu'elles sont en Allemagne, le salaire y est inférieur. Au total, le coût d'une heure de travail est donc plus bas en France qu'en Allemagne, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et bien entendu au Danemark, en Suède et au Luxembourg.*» Ce que confirment Eurostat et l'OCDE.

Pour terminer, on notera les comparaisons qui figurent dans un rapport de juin 2010 à la Commission des comptes de la Sécurité sociale. On y apprend que le salaire annuel brut moyen en Allemagne est de 34% supérieur à celui de la France. Lorsqu'on introduit les charges sociales et qu'on considère le coût du travail annuel par salarié, l'écart se réduit à 12%, d'après ce document réalisé sur la base de chiffres de l'OCDE. Les charges sont pénalisantes, mais l'avantage reste à la France.

Commentaire : Cet article en ligne uniquement pour les données chiffrées qu'il contient, pour le reste nous n'avons pas à nous placer sur ce terrain.

Un article de Libération.fr, Lefigaro.fr, 30minutes.fr , AFP, AP et Reuters du 24 janvier :

Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (25.01)

1- La poursuite des manifestations et de la mobilisations.

1.1- Pour la seconde nuit d'affilée, plusieurs centaines de manifestants s'apprêtaient à braver lundi soir le couvre-feu, sous les fenêtres du premier ministre Mohammed Ghannouchi. (Lefigaro.fr 24.01)

De quelques centaines à l'aube, ils sont devenus à nouveau des milliers -«*entre 3 et 5.000*» selon un militaire- en début d'après-midi à protester sur l'esplanade de la Kasbah, près du palais où travaille le Premier ministre Mohammed Ghannouchi.

D'autres cortèges, auxquels se sont joints notamment des lycéens, ont défilé avenue Habib Bourguiba, l'artère principale de la capitale.

Ce lundi, ils étaient de nouveau des milliers à exiger sans faiblir la démission du gouvernement de transition, notamment devant le siège du Premier ministre où des heurts limités ont eu lieu avec la police, alors que les instituteurs faisaient grève pour soutenir le mouvement. (Libération.fr 24.01)

Policiers et militaires ont bloqué un demi-millier de manifestants présents à l'intérieur de la Kasbah, qui abrite le siège du gouvernement. Un millier d'autres protestataires se sont répandus dans les rues et sur une grande place adjacentes, dans l'incapacité d'approcher du secteur.

1.2- Grève des instituteurs suivie à plus de 90%.

Après un week-end de mobilisation anti-gouvernementale, lundi devait tester l'évolution du rapport de force entre la rue et le gouvernement, qui table sur un hypothétique essoufflement de la contestation populaire.

Ses efforts pour remettre le pays sur les rails ont d'entrée été plombés par une «*grève illimitée*» des instituteurs réclamant eux aussi le départ des anciens ministres de M. Ben Ali, en ce jour de reprise officielle des cours dans les maternelles, le primaire et pour les lycéens de classe terminale.

«*Selon nos informations, le mouvement est suivi à 90-100% dans tout le pays. Il n'y a que quelques rares cas d'enseignants non-grévistes*», a assuré à l'AFP le secrétaire général du Syndicat national des enseignants du primaire, Hfayed Hfayed. (Libération.fr 24.01)

2- L'impérialisme américain au chevet du gouvernement.

"*Le sous-secrétaire d'Etat Jeff Feltman est arrivé (lundi) en Tunisie pour s'entretenir avec le gouvernement de transition de ses plans en vue des réformes démocratiques et des élections*", a déclaré le porte-parole Philip Crowley sur son compte de messagerie Twitter. Jeffrey Feltman, le plus haut responsable de la diplomatie américaine pour le Proche-Orient

La chef de la diplomatie américaine, Hillary Clinton, s'était entretenue samedi 22 janvier avec le chef du gouvernement de transition, Mohamed Ghannouchi, lui témoignant la "*solidarité*" de Washington avec les Tunisiens après la chute du régime Ben Ali. (AFP 24.01)

3- Comment museler la révolution.

Des négociations sont en cours en Tunisie pour créer un «comité des sages», appelé à remplacer ou à superviser le gouvernement provisoire contesté par la rue et à «*protéger la révolution*», a-t-on appris lundi dans les milieux politiques. Selon Sihem Bensédrine, figure de l'opposition sous le régime Ben Ali de retour à Tunis, cette instance pourrait comprendre des responsables politiques, des représentants de la société civile, des avocats et des responsables syndicaux.

«*L'idée est de créer une sorte de conseil pour la protection de la révolution*», a-t-elle ajouté. Il lui reviendrait la tâche de rédiger un nouveau code électoral et d'organiser l'élection d'une assemblée constituante. «*Ceci apaisera la colère de l'opinion, c'est une solution pour sortir de cette crise et un moyen d'établir la confiance du peuple*», a-t-elle poursuivi. (20minutes.fr 24.01)

4- Remaniement ministériel.

Un remaniement ministériel en Tunisie est imminent, «*peut-être d'ici demain*», a annoncé à l'AFP le porte-parole du gouvernement de transition Taieb Baccouch, sans suggérer que tous les caciques de l'ex-équipe Ben Ali partiraient comme le réclame la rue. (Libération.fr 24.01)

Dans un entretien au Figaro, le chef de la diplomatie, Kamel Morjane, exclut de démissionner. Il dit ne pas vouloir s'accrocher à ses attributions mais mettre ses compétences au bénéfice du pays "*dans une période délicate*". (Reuters 24.01)

5- L'armée garant de la Constitution, le pilier du régime.

Cet après-midi, dans un discours improvisé sur l'esplanade de la Casbah, devant des centaines de manifestants rassemblés près des bureaux du Premier ministre, le général Rachid Ammar, chef d'état-major de l'armée de terre tunisienne, a promis: «*L'armée nationale se porte garante de la Révolution. L'armée a protégé et protège le peuple et le pays*».

«*Nous sommes fidèles à la Constitution du pays. Nous protégeons la Constitution. Nous ne sortirons pas de ce cadre*», a ajouté le général Ammar.

Le chef d'état-major a appelé les manifestants, dont beaucoup de jeunes issus des provinces déshéritées et rebelles du centre du pays, à lever le siège des bureaux du Premier ministre, qu'ils ont entamé dimanche et poursuivi lundi, défiant le couvre-feu.

«*Vos demandes sont légitimes. Mais j'aimerais que cette place se vide, pour que le gouvernement travaille, ce gouvernement ou un autre*», a-t-il poursuivi, évitant d'apporter un soutien trop explicite à l'actuel cabinet. (Libération.fr 24.01)

6- Un instrument utile pour la propagande du gouvernement.

Le patron de la chaîne privée Hannibal TV, Larbi Nasra, arrêté dimanche pour "*haute trahison et complot contre la sûreté intérieure de l'Etat*", a été relaxé lundi, a annoncé sa chaîne.

La diffusion de Hannibal TV avait, du reste, repris dimanche soir peu après son interruption, après des assurances données par le premier ministre. (AP 24.01)

Un article de L'express.fr du 25 janvier :

L'Inde vit sous un régime policier. (titre du site) (26.01)

(Titre de L'express.fr : *Binayak Sen, défenseur indien des droits humains accusé de "sympathie maoïste"*)

Partialité de la justice, persistance de milices anti-maoïstes violentes... L'affaire du docteur indien Binayak Sen montre la difficulté de défendre les droits de l'homme en Inde.

Le 24 décembre dernier, la démocratie indienne a été mise entre parenthèses. Ce jour-là, un jeune juge de l'Etat du Chattisgarh, petit Etat du centre de l'Inde, a condamné à la prison à vie Binayak Sen, médecin de renommée internationale et vice-président du People's Union for Civil Liberties (PUCL), l'une des principales organisations indiennes de défense des Droits de l'Homme.

Motif ? Binayak serait un dangereux ennemi de la nation, sympathisant de la guérilla maoïste qui sévit dans les régions reculées du centre de l'Inde, où il travaillait depuis trente ans auprès des populations tribales...

Concrètement, ce médecin a été reconnu coupable de "*sédition*" pour avoir soi-disant transmis des lettres d'un idéologue maoïste emprisonné à un contact extérieur. Un verdict ahurissant au vu de la faiblesse du dossier d'instruction. De l'avis d'innombrables avocats, les preuves retenues contre lui relèvent en effet de la mauvaise plaisanterie. Et d'un bout à l'autre, l'instruction est parsemée d'erreurs flagrantes, dignes d'un étudiant en première année de droit.

La palme revient au procureur, qui a accusé Binayak Sen et son épouse d'être en contact avec l'ISI, acronyme des services de renseignements pakistanais, alors qu'il s'agissait en réalité de l'Indian Social Institute, un centre de recherche basé à New Delhi...

Des irrégularités de procédure

Certains des documents incriminants sont aussi mystérieusement apparus en cours de route. A commencer par une lettre de la guérilla remerciant Sen pour ses "*services*", soi-disant retrouvée à son domicile, mais qui n'était pas mentionnée dans la liste des documents saisis lors de la perquisition.

Quant aux 97 témoins à charge, 96 ont été jugés non-fiables ou se sont rétractés. Le dernier a cependant suffi à faire condamner le médecin au parcours irréprochable : un passant qui affirme avoir entendu le destinataire des lettres dire aux policiers, lors de son arrestation en pleine rue, qu'elles lui avaient été remises par Binayak Sen.

Des lettres dont l'existence reste, qui plus est, à prouver: elles n'apparaissent pas dans la note sur cette arrestation, et les responsables de la prison où Sen rendait visite au détenu maoïste dans le cadre de ses fonctions à PUCL ont confirmé que les entretiens se déroulaient sous leur étroite surveillance. Autant de faits qui ont été ignorés par la cour. Début janvier, Sen a donc passé son 61ème anniversaire derrière les barreaux, dans une cellule de haute sécurité.

Un acharnement dû à son engagement pour les droits de l'homme

Les déboires de ce médecin qui a consacré sa vie à apporter de l'aide médicale dans les régions tribales oubliées du centre de l'Inde, ont commencé en 2007. Sen avait alors été arrêté et maintenu en détention pendant deux ans - dont les sept premiers mois sans aucune explication. 22 Prix Nobel, des milliers de médecins, d'ONG et d'intellectuels du monde entier avaient fait campagne pour obtenir sa libération.

Il avait finalement été relâché sous caution en mai 2009 sur ordre de la Cour Suprême, faute de preuves. Or ce sont les mêmes "*preuves*" qui lui valent aujourd'hui d'être condamné à la peine maximale.

Comment expliquer cet acharnement contre le "*bon docteur*", décoré de multiples prix tant en Inde qu'à l'étranger ? La réponse est à chercher dans ses fonctions au sein du PUCL, et notamment ses enquêtes sur les nombreuses violations des Droits de l'Homme commises contre les civils par la Salwa Judum, une milice anti-maoïste créée en 2005 par les autorités du Chattisgarh.

De quoi en faire un traître aux yeux du gouvernement local, qui s'est donc attaché à faire de lui "*un exemple*" dissuasif pour tous ceux qui seraient tentés de mettre leur nez dans les agissements de cette milice, coupable de viols, de meurtres et atrocités en tous genres contre les populations tribales. Quant à l'indépendance de la justice, le juge n'a manifestement fait qu'entériner la version policière.

Depuis sa condamnation, des voix s'élèvent dans le monde entier pour dénoncer cette parodie de justice. Amnesty International évoque des accusations "*sans fondement et politiquement motivées*", les pétitions se multiplient, et l'un des plus célèbres avocats du pays, Ram Jethmalani, a menacé de démissionner du BJP (le parti au pouvoir au Chattisgarh) si Sen n'était pas libéré.

L'affaire doit désormais être jugée en appel par la Haute Cour du Chattisgarh. La même qui avait refusé sa libération sous caution à plusieurs reprises lors de sa première incarcération...

Un article du Monde.fr du 25 janvier :

Mobilisation en Egypte contre Moubarak. (titre du site) (26.01)

(Titre du Monde.fr : *L'opposition égyptienne dans la rue contre le pouvoir*)

"Après Ben Ali, à qui le tour ?", ont scandé mardi 25 janvier les manifestants dans toute l'Egypte, en référence au président tunisien chassé mi-janvier par une révolte populaire après vingt-trois ans de pouvoir.

Suivant l'exemple de la Tunisie, plusieurs mouvements militant pour la démocratie avaient appelé la population, au Caire et en province, à manifester pour faire de mardi une *"journée de révolte contre la torture, la pauvreté, la corruption et le chômage"*. *"A bas Moubarak !"* faisait partie des mots d'ordre qui ont un écho dans tout le pays, en référence au président égyptien, âgé de 82 ans et en place depuis vingt-neuf ans, et réclamaient des réformes sociales et politiques.

DES "ZONES DE GUERRE"

Ces rassemblement, qui ont terminé dans le sang à Suez et au Caire avec la mort d'un policier et de plusieurs manifestants, ont été signalés un peu partout dans le pays mardi.

Au Caire, ce sont près de 15 000 personnes qui ont participé à des manifestations pour des réformes politiques et sociales. D'autres villes égyptiennes, notamment à Alexandrie (Nord), la deuxième ville du pays, à Assouan et Assiout (Sud), dans plusieurs villes du delta du Nil, à Ismaïliya (sur le canal de Suez) ou dans le nord du Sinaï, ont été le cadre de manifestations.

A Ismaïliya, sur le canal de Suez, plus d'un millier de personnes se sont rassemblées pour scander *"Après Ben Ali, à qui le tour ?"*. *"Pain ! Paix ! Dignité !"*, lançaient certains, reprenant des slogans des manifestants tunisiens. Au Caire, une mère de trois enfants venue manifester un drapeau égyptien à la main hurlait *"Moubarak dégage ! tu es injuste, tu nous affames, tu nous tortures dans tes commissariats, tu es un agent des Américains !"*.

Dans le nord de la péninsule du Sinaï, des centaines de personnes ont coupé une route entre Al-Arich et Rafah, près de la frontière avec la bande de Gaza, en mettant le feu à des pneus, selon des témoins. Le correspondant du Guardian, lors du suivi en direct des événements par le journal britannique, assurait de son côté que le centre du Caire est une *"zone de guerre"* dans laquelle les manifestants affrontent les policiers en leur envoyant des pierres.

De nombreuses informations sont également remontées par les réseaux sociaux, qui, comme en Tunisie, ont joué mardi le rôle de relais des actions populaires. Le mouvement y avait été fortement relayé, en particulier auprès des jeunes. Sur Facebook, plus de 90 000 personnes s'étaient déclarées prêtes à manifester.

Dans l'après-midi, plusieurs vidéos postées sur YouTube de mardi montrent des dizaines de manifestants scandant dans la rue des slogans contre le pouvoir.

Le service de micro-blogging Twitter, par lequel communiquaient de nombreux Egyptiens et observateurs grâce aux mots-clés #Egypt et #jan25 (en relayant de nombreuses rumeurs impossibles à vérifier mais indiquant un climat tendu et exalté de soulèvement populaire), a été en partie rendu inaccessible dans l'ensemble du pays, selon plusieurs utilisateurs.

L'opérateur Vodafone Egypt a confirmé sur Twitter ce blocage, en niant toute responsabilité. Un porte-parole de Twitter s'est refusé à avancer une raison à la suspension inopinée du service dans ce pays.

DÉPLOIEMENT POLICIER MASSIF

Le ministre de l'intérieur, Habib Al-Adli, avait déclaré au journal gouvernemental Al-Ahram que les organisateurs des manifestations étaient *"inconscients"*, et a assuré que leurs appels n'auraient *"pas*

d'impact. (...) Les forces de l'ordre sont capables de faire face à toute menace contre la sécurité de la population, et nous ne prendrons à la légère aucune atteinte aux biens ni aucune infraction à la loi.

Au Caire, quelque 20 000 à 30 000 policiers avaient été mobilisés dans le centre-ville, et le quartier du ministère de l'intérieur a été bouclé, ont indiqué les services de sécurité.

Le pouvoir a multiplié, ces derniers jours, les déclarations assurant que l'Egypte ne présentait pas de risque de contagion à la tunisienne. Les autorités ont toutefois laissé entendre qu'elles prenaient des dispositions pour éviter toute hausse des prix ou pénurie des produits de base, afin de ne pas aggraver le climat social.

Avec plus de 80 millions d'habitants, l'Egypte est le pays le plus peuplé du monde arabe, et plus de 40 % de sa population vit en dessous d'un seuil de pauvreté de 2 dollars par jour et par personne. Plusieurs immolations par le feu ont eu lieu ces derniers jours en Egypte, rappelant celle d'un jeune vendeur ambulancier tunisien mi-décembre, qui avait déclenché la révolte en Tunisie.

La première réaction internationale est par ailleurs venue des Etats-Unis : *"Notre impression est que le gouvernement égyptien est stable"*, a déclaré mardi en fin de journée à Washington la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton.

Complément de Libération.fr du 25.01.

Au pied du bâtiment blanc de la Ligue arabe, un camion blindé fonce, des grappes de manifestants accrochés au pare-chocs. *«Moubarak, l'Arabie n'est pas loin !»* crie la foule, allusion à l'ancien président tunisien Zine el-Abdine Ben Ali, réfugié à Riyad. Au regard des 18 millions d'habitants qui peuplent la capitale égyptienne, la mobilisation pourrait paraître infime. Elle est pourtant exceptionnelle, la plus importante que le Caire ait connue depuis 2003, et le déclenchement de la guerre en Irak.

«Regardez ces jeunes, ils n'ont pas peur», se réjouit Magdi Hussein, un ingénieur de 57 ans, venu voir *«si les Egyptiens sont aussi courageux que les Tunisiens»*. *«Nous sommes diplômés, et sans emplois. Nous sommes jeunes, et sans avenir. Pas de liberté politique, pas de liberté économique. Alors on fait quoi ? On se met le feu ?»* s'époumone un jeune homme, dans la fumée des gaz irritants.

Ces scènes de foule aux poings brandis sont rarement vues en Egypte, où la loi d'urgence, en vigueur depuis plus de trente ans, a durablement calmé les ardeurs d'une population effrayée par la répression policière. *«Mais si ça a été possible en Tunisie, ça doit l'être ici aussi»*, reprend Fatma, une mère de famille.

Alors que les manifestations sont généralement cantonnées sur des bouts de trottoirs, devant les syndicats ou l'université, les protestataires ont pu hier se déplacer dans Le Caire. *«Ils ont appris la leçon des Tunisiens, ils ont compris qu'il fallait laisser la colère s'exprimer»*, veulent croire plusieurs manifestants.

«L'Etat a peur», assure une jeune fille, en énumérant les gestes symboliques effectués par le gouvernement égyptien cette semaine : baisse des prix de produits de première nécessité, créations d'emplois pour les jeunes diplômés, octroi de primes pour les fonctionnaires.

Observant le chaos et les slogans hurlés par des milliers de voix, Madiha Doss, professeur à l'université du Caire, voudrait y croire : *«J'aimerais que les choses changent, mais je crains que les gens aient encore trop peur pour descendre dans la rue.»* *«Ben Ali est bien parti ! rétorque un jeune homme, le visage enfoui dans un keffieh. Alors, demain, c'est notre tour !»*

Un article d'AP, Reuters et Libération.fr du 25 janvier :

Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (26.01)

Réclamée avec insistance depuis plusieurs jours par les manifestants tunisiens, une nouvelle composition du gouvernement transitoire sera présentée mercredi par son porte-parole officiel Taïeb Baccouche, a annoncé mardi soir l'agence gouvernementale TAP.

Les changements porteront également sur de nouvelles nominations dans le corps des gouverneurs (préfets) et à la tête de certaines ambassades qui seraient occupées par des proches de l'ancien régime.

L'agence TAP fait état de plusieurs mesures visant à apporter des aides urgentes aux familles des victimes ainsi qu'aux commerçants qui ont subi des dégâts lors des troubles qui ont secoué la Tunisie depuis la mi-décembre et provoqué le départ du président Zine el Abidine Ben Ali.

Par ailleurs, le gouvernement transitoire a décidé d'allouer une subvention mensuelle de 150 dinars (environ 80 euros) pour les diplômés chômeurs qui bénéficieront en outre d'une couverture sociale et de tarifs préférentiels dans les transports, selon la TAP.

Le gouvernement a annoncé le versement d'une aide exceptionnelle de 260 millions d'euros, à destination des régions rurales les plus pauvres du pays. (AFP)

Dans l'attente des changements dans la composition du gouvernement transitoire, les manifestations se sont poursuivies mardi à Tunis et dans plusieurs régions de l'intérieur du pays.

Des centaines de participants à "*la caravane de la liberté*" venus du centre-ouest tunisien continuaient de camper sur la place de la Kasbah, devant le palais du gouvernement, pour réclamer le départ des caciques de l'ancien parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD).

Dans l'après-midi, et pour la première fois depuis la mise en place de l'équipe de transition dirigée par le Premier ministre Mohamed Ghannouchi, un grand rassemblement pro-gouvernemental a eu lieu sur l'avenue Bourguiba, face au théâtre municipal de Tunis.

Plus de 2.000 manifestants sont descendus sur l'artère principale de la capitale, s'en prenant en particulier au patron de la centrale syndicale, l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), Abdessalem Jrad, pointé du doigt pour être à l'origine des grèves et des entraves à la reprise de la vie normale.

"*Jrad dégage, Ghannouchi courage*", "*Vive la démocratie, non à l'anarchie*", "*UGTT dégage, laissez-nous étudier et travailler*", pouvait-on lire sur les pancartes brandies par les manifestants. D'autres proclamaient que "*les abus de la liberté tuent la liberté*", ou encore "*Jrad, tu n'échapperas pas à la commission d'enquête sur ton patrimoine*".

"*Abdessalem Jrad était le dernier à avoir rencontré (le président déchu) Ben Ali, aujourd'hui il retourne sa veste*", a accusé Chaïbi Mohamed Anis, fonctionnaire âgé de 33 ans.

Un autre manifestant a cependant vu dans cette manifestation pro-gouvernementale et anti-Jrad "*le début d'une scission*". "*C'est le plus grand danger qui puisse menacer notre glorieuse révolution par des forces occultes intérieures et extérieures*", a-t-il jugé, sous le couvert de l'anonymat.

Le syndicat tunisien des enseignants du primaire a appelé mardi à la fin de sa «*grève illimitée*» visant à obtenir la démission du gouvernement de transition, après deux jours d'un mouvement qu'il a qualifié de «*grand succès*».

A Gafsa, chef-lieu du bassin minier du centre-ouest tunisien, secoué par des troubles sociaux en 2008, il a fallu l'intervention de l'armée, qui a tiré en l'air, pour mettre fin aux accrochages opposant des groupes divergents devant le siège de l'union régionale syndicale.

La grande centrale syndicale UGTT, l'un des fers de lance du mouvement de contestation actuel, a lancé un mot d'ordre de grève générale pour (demain) mercredi à Sfax, la deuxième ville de Tunisie et sa capitale économique.

Parallèlement, un haut responsable américain, en visite en Tunisie, le sous-secrétaire d'Etat pour le Proche-Orient Jeffrey Feltman, a salué "*l'exemple tunisien pour des réformes dans les pays arabes qui répondront aux aspirations légitimes politiques, sociales et économiques des populations, surtout si elles sont revendiquées de manière légale et pacifique*".

Il a plaidé pour la stabilité de la situation en Tunisie qui, selon lui, dépendra des élections attendues dans six à sept mois. "*Ce sont les élections qui détermineront la crédibilité et le caractère démocratique du gouvernement*", a-t-il déclaré à la presse.

Commentaire.

A défaut de toute perspective politique en l'absence du parti, la réaction s'organise et donne de la voix, tandis que l'impérialisme américain coach le gouvernement provisoire une fois l'impérialisme français mis sur la touche.

Un article du Monde.fr du 26 janvier :

Deuxième journée de fortes manifestations en Egypte. (27.01)

Alors que le gouvernement égyptien a tout fait, mercredi 26 janvier, pour bloquer un mouvement de protestation sans précédent depuis l'arrivée au pouvoir d'Hosni Moubarak en 1981, la situation restait confuse mercredi soir concernant l'ampleur des manifestations en cours, moins importants que la veille mais aussi rapportées comme plus violentes.

L'AFP indiquait par ailleurs que des affrontements se sont tenus mercredi soir devant le ministère des affaires étrangères entre des policiers et des dizaines de protestataires, dispersés ensuite par des tirs de gaz lacrymogènes.

Un peu plus tôt, l'agence Reuters rapportait que la police avait tiré des balles en caoutchouc pour disperser plusieurs milliers de manifestants réunis dans le centre-ville. Des policiers en civil continuaient également d'interpeller des personnes parmi la foule et les ont matraquées, tandis que les manifestants criaient : "*Le peuple veut la chute de ce régime*".

Ces nouveaux rassemblements interviennent alors qu'au moins 500 personnes ont été arrêtées dans tout le pays mercredi, selon les services de sécurité. Le ministère de l'intérieur avait prévenu qu'il interdisait toute nouvelle manifestation, mercredi et que tout contrevenant serait déféré devant la justice. L'agence Associated Press rapporte de son côté que 860 personnes ont été interpellées.

Dans la soirée de mercredi, le ministère des affaires étrangères français a mis à jour sa notice sur l'Egypte conseillant à ses ressortissants d'éviter les lieux de rassemblement, où les heurts entre les forces de l'ordre et des manifestants ont fait au moins plusieurs dizaines de blessés mercredi, selon les sources médicales.

SITUATION TENDUE A SUEZ

A Suez, ville portuaire au nord du pays, des opposants au régime ont mis le feu en début de soirée, mercredi, à un bâtiment gouvernemental, et tenté d'incendier les locaux du parti au pouvoir. Des sources proches des services de sécurité et des témoins ont rapporté que les protestataires ont jeté des cocktails Molotov sur les locaux du Parti national démocratique (PND) du président Hosni Moubarak sans réussir à l'incendier.

A Suez, environ 2.000 personnes ont manifesté pour la deuxième journée consécutive. (Libération.fr)

Les policiers ont tiré des gaz lacrymogènes pour repousser les manifestants, et la municipalité a ordonné la fermeture des boutiques après que des pillages eurent été signalés. Dans la journée, près de 70 personnes ont été blessés lors d'affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants, selon des sources médicales. Parmi les blessés, figurent 55 manifestants dont certains touchés par des balles caoutchoutées et 15 policiers atteints par des jets de pierres lancées par les protestataires. Des heurts ont notamment eu lieu devant la morgue entre policiers et des centaines de personnes réclamant les corps des trois manifestants tués la veille.

DES HEURTS VIOLENTS DANS LA CAPITALE

Dans la journée, la place Tahrir (épicerie des manifestations de mardi au Caire) est restée plutôt calme, notamment en raison d'une présence policière massive. Mais des heurts particulièrement violents ont ensuite été signalés dans les rues de la ville, où plusieurs milliers de personnes ont exprimé leur rejet du régime et où des manifestants jouaient au chat et à la souris avec la police.

Des affrontements les ont à nouveau opposés aux policiers en face des locaux du syndicat des journalistes et de ceux du syndicat des avocats. Selon plusieurs journalistes présents, la police a tenté de disperser les manifestants en les frappant avec des bâtons et en utilisant des gaz lacrymogènes. Des heurts particulièrement violents ont ensuite été signalés dans les rues avoisinantes.

Plusieurs internautes du Monde.fr ont cependant tempéré l'ampleur de l'agitation de mercredi connue par la capitale d'Egypte : *"les quartiers résidentiels sont calmes. Les écoles sont ouvertes et la vie continue normalement. Les manifestations d'hier étaient concentrées dans le centre-ville"*, indiquait Myriam, une habitante de la ville. *"Les habitants du quartier continuent comme tous les jours de croiser les habitués policiers dans leur rue, et parfois quelques camions en plus il est vrai, sans s'en soucier ni crier aux armes. A la suite du match Algérie-Egypte en 2009, les manifestations devenues émeutes avaient fait plus de dégâts"*, a témoigné une autre internaute vivant dans la capitale.

Des milliers de protestataires avaient auparavant réussi à se masser devant le palais de justice du Caire, scandant *"le peuple veut la chute du régime"*. Le Mouvement du 6-Avril, un groupe de militants pro-démocratie à l'origine des manifestations de mardi et mercredi, a demandé à ses manifestants de *"faire savoir à tout le monde que nous aurons des manifestations de masse vendredi, après la prière, partout en Egypte"*.

Plusieurs internautes du Monde.fr confirment qu'ils ne peuvent plus de se connecter au réseau social depuis le début d'après-midi.

Mercredi soir, néanmoins, plusieurs utilisateurs de Twitter et de Facebook en Egypte indiquaient un retour de leur connexion sur le site de micro-blogging.

Appel à manifester vendredi, après la prière. Les militants à l'origine des manifestations anti-gouvernementales de mardi et mercredi en Egypte ont appelé à de nouveaux rassemblements vendredi, après la traditionnelle prière musulmane. (Libération.fr)

Un article du Monde.fr, Reuters et 20minutes.fr du 27 janvier :

Troisième journée de mobilisation contre le régime en Egypte. (titre du site) (28.01)

Après avoir réclamé jeudi le départ d'Hosni Moubarak, Mohamed ElBaradeï, l'ancien directeur général de l'AIEA, a déclaré être prêt à diriger l'Egypte à titre intérimaire si son peuple le lui demandait, a rapporté la chaîne de télévision Al Arabia. Dans un bandeau sur son écran, la chaîne écrit, sans plus de précisions : *«ElBaradeï: prêt à assumer le pouvoir pour une période de transition si la rue le lui demande»*.

"Si nous parlons de l'Egypte, il y a tout un éventail de personnalités laïques, libérales, favorables au marché, et si on leur en laisse l'opportunité, elles s'organiseront pour permettre l'élection d'un gouvernement moderne et modéré", a-t-il dit.

Cette déclaration intervient alors que les manifestations en Egypte pour réclamer la démission d'Hosni Moubarak se sont poursuivies ce jeudi, pour la troisième journée consécutive et dans plusieurs villes du pays. Les forces de sécurité ont abattu un manifestant bédouin à Cheikh Zoweid, dans le nord du Sinaï, rapportent des témoins et une source proche des services de sécurité. L'homme, Mohamed Atef, âgé de 22 ans, a été tué d'une balle dans la tête.

Un peu plus tôt dans la journée, alors qu'il s'envolait de Vienne pour Le Caire, Mohamed ElBaradeï avait précisé qu'il participerait aux manifestations de vendredi, indiquant toutefois qu'il n'entendait pas en prendre la tête, mais simplement jouer un rôle en faveur du changement politique dans son pays. *«Hosni Moubarak sert le pays depuis trente ans et il est temps qu'il se retire»*, a déclaré Mohamed ElBaradeï

Pendant ce temps-là, les heurts continuent au Caire et à Suez. Dans le centre de la capitale égyptienne, les manifestants, qui jouent au chat et à la souris avec les forces de l'ordre, ont brûlé des pneus et lancé des pierres en direction des policiers.

"Notre gouvernement est une dictature, une dictature totale", a déclaré Mohamed Fahim, un ouvrier de 29 ans. "C'est notre droit de choisir nous-mêmes notre gouvernement."

Au Caire, où les forces de police quadrillaient le centre de la ville, la situation était relativement calme jeudi. Les autorités s'attendent toutefois à une mobilisation massive, vendredi, à l'appel de plusieurs mouvements de jeunes et partis d'opposition, dont les Frères musulmans. Le Mouvement du 6-Avril, fer de lance de la protestation, a à nouveau appelé à descendre dans la rue, jeudi et vendredi.

Dans le port de Suez, des manifestants ont incendié un poste de police et une caserne de pompiers après avoir lancé des cocktails Molotov sur la police. Les policiers antiémeutes ont eu recours aux gaz lacrymogènes, aux balles en caoutchouc et aux canons à eau pour les disperser. Des centaines de manifestants étaient réunis pour réclamer la libération des personnes arrêtées lors de violentes manifestations mardi et mercredi, environ soixante-quinze selon une source au sein des services de sécurité.

"La police garde un maximum de retenue, mais lorsque se produisent des moyens d'expression illégitimes ou des destructions, elle intervient", a commenté jeudi Magdy Rady, porte-parole du gouvernement, pour justifier la "fermeté" employée à Suez face aux actes de vandalisme.

Le ministre de l'Intérieur, Habib al Adli, dont les manifestants réclament la démission, a minimisé l'importance du mouvement de protestation. *«Le système au pouvoir en Egypte n'est ni mineur, ni fragile. Nous sommes un Etat fort, et le gouvernement jouit du soutien de la population. Ce sont les millions d'habitants qui décideront de l'avenir du pays, et non pas les manifestations, qui rassemblent quelques milliers de personnes»*, a-t-il dit au journal koweïtien Al Rai. *«Notre pays est stable et n'est pas ébranlé par ces mouvements»*, a-t-il ajouté.

Le ministère de l'Intérieur a parlé mercredi de 500 arrestations. Une coalition indépendante d'avocats avance pour sa part le chiffre d'au moins 1.200 interpellations. Le parquet général d'Egypte a inculpé quarante manifestants de tentative de «renversement du régime» après les manifestations de cette semaine dans plusieurs villes du pays, rapporte ce jeudi la chaîne de télévision Al Arabiya.

Les moins de 30 ans représentent environ deux tiers des 80 millions d'Égyptiens et 90% des chômeurs. Environ 40% de la population vit avec moins de deux dollars par jour et un tiers d'entre elle est illettrée.

Un article du Monde.fr du 27 janvier :

Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (28.01)

(Titre du Monde.fr : *Tunisie : les principaux cadres de Ben Ali écartés du nouveau gouvernement*)

Après plusieurs jours d'intenses négociations au sommet de l'Etat, le premier ministre de transition, Mohamed Ghannouchi, a annoncé, dans la soirée du jeudi 27 janvier, le nouveau gouvernement à la tête de la Tunisie de l'après Ben Ali.

Allant à l'encontre des revendications populaires, Mohamed Ghannouchi a également indiqué, lors de son allocution télévisée, qu'il restait à la tête de l'équipe dirigeante, formée selon lui à la suite de "*consultations avec tous les partis politiques et les composantes de la société civile qui ont accepté d'y participer*".

Toutefois, d'importants changements dans l'équipe gouvernementale remaniée témoignent d'une prise de conscience manifeste des attentes du peuple tunisien. Les principaux ministres qui appartenaient à l'ancien régime Ben Ali (intérieur, défense, affaires étrangères, finances) ont ainsi été écartés des postes clés. En tout, ce sont douze ministères qui changent de main au sein de ce nouvel exécutif (dont la liste complète est consultable ci-dessous), chargé d'organiser des élections démocratiques dans les prochains mois.

EXPLOSION DE JOIE

"*La mission [du nouveau gouvernement] sera d'organiser des élections pour que le peuple choisisse en toute liberté*", a ajouté Mohamed Ghannouchi à la télévision, appelant les Tunisiens "*à retourner au travail*", alors que les manifestations appelant à faire table rase du régime Ben Ali ont continué de rythmer la vie du pays depuis le départ, précipité par la rue, de l'ancien dirigeant.

Le "*gouvernement s'engage à ce que les élections soient organisées sous le contrôle d'une commission indépendante, en présence d'observateurs internationaux pour en garantir la transparence*", a par ailleurs précisé le premier ministre.

Son allocution et ses annonces ont été accueillies par une explosion de joie de la part des centaines de Tunisiens dans les rues de la capitale, Tunis, mais l'AFP a indiqué que ces manifestants continuaient à réclamer le départ du premier ministre, qui était un fidèle de Ben Ali.

L'UGTT EN ACCORD AVEC LE MAINTIEN DE GHANNOUCHI

Un peu plus tôt, le ministre des affaires étrangères, Kamel Morjane, déjà en poste sous Ben Ali, avait lui-même annoncé sa démission "*dans l'intérêt de la Tunisie*". Il sera remplacé par Ahmed Abderraouf Ounaïs, diplomate de carrière ayant servi sous les présidences de Habib Bourguiba et du président Ben Ali jusqu'en 1994.

L'Union générale tunisienne du travail (UGTT), principale force d'opposition, avait aussi indiqué qu'elle ne souhaitait pas participer au nouveau gouvernement. Mais le syndicat, qui a joué un rôle majeur dans les manifestations de la révolution tunisienne, avait également exprimé son accord pour voir M. Ghannouchi rester au poste de premier ministre : un facteur de nature à calmer les rues tunisiennes, alors que la journée de jeudi a de nouveau été marquée par une mobilisation importante, notamment menée par l'UGTT.

A Tunis, des milliers de manifestants ont à nouveau fait le siège du bureau du premier ministre, Mohamed Ghannouchi, après avoir campé, pour la quatrième nuit de suite malgré le couvre-feu, sous les fenêtres de son bureau pour réclamer un remaniement du gouvernement qui soit fidèle à l'esprit de la révolution en cours dans le pays.

"DÉGAGEZ LES POURRIS !"

A Sidi Bouzid – le berceau de la révolte, dans le centre-ouest du pays –, des milliers de Tunisiens ont également défilé aux cris de "*Non au vol de la révolution!*" pour exiger la démission du gouvernement de transition. Ils manifestaient à l'appel de l'UGTT.

"*Dégagez les pourris!*", "*Ghannouchi, est-ce que tu ne nous a pas encore compris ?*" scandaient encore les manifestants à l'adresse du premier ministre, dernier chef du gouvernement du président Ben Ali, qu'il a servi pendant onze ans jusqu'à sa fuite en Arabie saoudite, le 14 janvier.

La veille, l'UGTT avait effectué une démonstration de force en organisant une grève générale dans son bastion historique de Sfax, la deuxième ville du pays, où des milliers de manifestants ont exigé la démission du gouvernement.

La liste complète du nouveau gouvernement (source AFP)

Il comprend 22 membres, y compris le premier ministre. Dix sont reconduits du précédent gouvernement de transition formé le 17 janvier, et douze y font leur entrée. La plupart sont des technocrates et des personnalités indépendantes.

- Premier ministre : Mohamed Ghannouchi (reconduit)
- Ministre de la défense nationale : Abdelkarim Zebidi (ex-ministre de la Santé et de la Recherche)
- Ministre des affaires étrangères : Ahmed Ouneies (diplomate de carrière qui a servi sous les présidences de Habib Bourguiba et de Zine El Abidine Ben Ali)
- Ministre de l'intérieur : Farhat Rajhi (ancien procureur de la République)
- Ministre de la justice : Lazhar Karoui Chebbi (indépendant, reconduit)
- Ministre des affaires religieuses : Laroussi Mizouri (indépendant, reconduit)
- Ministre du développement régional et local : Ahmed Néjib Chebbi (dirigeant du Parti démocratique progressiste, ex-opposition à Ben Ali, reconduit)
- Ministre de l'éducation : Taieb Baccouch (syndicaliste indépendant, reconduit)
- Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique : Ahmed Brahim (dirigeant du parti Ettajdid, ex-opposition à Ben Ali, reconduit)
- Ministre de la santé publique : Habiba Zéhi
- Ministre du commerce et du tourisme : Mehdi Houas
- Ministre des affaires sociales : Mohamed Naceur
- Ministre de l'agriculture et de l'environnement : Mokhtar Jalleli
- Ministre de la planification et de la coopération internationale : Mohamed Nouri Jouini (membre du dernier gouvernement Ben Ali, reconduit)
- Ministre de l'industrie et de la technologie : Mohamed Afif Chelbi (membre du dernier gouvernement Ben Ali, reconduit)
- Ministre des finances : Jelloul Ayed
- Ministre de la culture : Ezzedine Bach Chaouech
- Ministre des affaires de la femme : Lilia Laabidi (responsable associative, reconduite)
- Ministre du transport et de l'équipement : Yacine Ibrahim

- Ministre de la formation et de l'emploi : Said Aydi
- Ministre de la jeunesse et des sports : Mohamed Aloulou (indépendant, reconduit)
- Ministre auprès du premier ministre, chargé des réformes économiques et sociales : Elyes Jouini

Un article du Figaro.fr du 27 janvier :

Espagne : accord clé pour la retraite à 67 ans. (28.01)

Les syndicats ont donné leur feu vert au gouvernement pour repousser de deux ans l'âge légal de départ à la retraite.

Après un an d'âpres négociations sur la réforme des retraites, José Luis Rodríguez Zapatero est parvenu à arracher le soutien des syndicats. L'âge légal du départ passera de 65 à 67 ans. Des exceptions sont toutefois prévues, notamment pour les carrières longues et ininterrompues.

Dans la dernière ligne droite des négociations, le président du gouvernement espagnol a improvisé une réunion nocturne avec les représentants des deux principaux syndicats. Sous la pression des marchés financiers, l'exécutif et les syndicats ont établi les grandes lignes de leur accord. Pour bénéficier à 65 ans d'une retraite complète, il faudra désormais cumuler 38,5 annuités de cotisations, contre 35 actuellement. Le reste des salariés devra attendre 67 ans pour recevoir une pension intégrale. Quant aux retraites anticipées, elles seront possibles à partir de 63 ans au lieu de 61 aujourd'hui.

Les Espagnols devront ainsi travailler plus longtemps... pour percevoir des retraites moins élevées. Car selon l'accord, le niveau de la pension ne sera plus calculé en fonction des quinze dernières années de salaire, mais des vingt-cinq dernières. Actuellement, la prestation moyenne reçue par les retraités atteint à peine 900 euros mensuels.

Mise en place progressive de 2013 à 2027

Depuis des mois, Madrid alterne la carotte et le bâton dans ses relations avec Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT). Pour prouver sa détermination, le gouvernement avait fixé une date butoir. Avec ou sans l'accord des centrales, il avait prévu d'entériner vendredi son avant-projet de loi en Conseil des ministres. En outre, les socialistes avaient engrangé en début de semaine l'appui des nationalistes basques et catalans; l'assurance d'un vote sans encombre au Parlement.

Inflexible sur le symbole des 67 ans, l'exécutif a accepté toutefois de nombreux aménagements à la marge. Les stages pourraient ainsi être comptabilisés dans la période de cotisation. De même, les personnes ayant interrompu leur carrière à la naissance d'un enfant pourraient faire valoir jusqu'à deux annuités dans le calcul de leur retraite. Enfin, la pénibilité devrait être prise en compte.

La réforme sera mise en place progressivement. À partir de 2013, l'âge légal sera augmenté chaque année de quelques semaines. À ce rythme, c'est aux alentours de 2027 que la retraite à 67 ans devrait être une réalité.

Critiqué par l'aile gauche du Parlement, qui l'accuse de se plier aux exigences de Bruxelles et des marchés, le gouvernement fait valoir l'impératif démographique. Le taux fécondité en Espagne s'élève à 1,4 enfant par femme, contre 2,01 en France. D'ici 2050, la part des Espagnols de plus de 65 ans devrait ainsi passer de 17% à 31%. Dans le même temps, la population en âge de travailler devrait chuter de 68% à 55%.

L'opposition de droite était jusqu'à présent réticente à appuyer une mesure aussi impopulaire. Après le feu vert des syndicats, il lui est désormais difficile de se montrer plus royaliste que le roi. L'accord favorise enfin la paix sociale jusqu'aux prochaines élections générales, prévues en mars 2012. Un succès politique inespéré pour Zapatero, au record de son impopularité.

Commentaire. L'intersyndicale mondiale jaune.

Un article de Libération.fr et Reuters du 28 janvier :

Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (29.01)

1- Le Premier ministre de Ben Ali, Mohamed Ghannouchi, et des ministres du RCD dans le nouveau gouvernement, avec le soutien de l'UGTT.

Mohamed Ghannouchi a promis que sa nouvelle équipe, composée en concertation avec tous les partis politiques et groupes de la société civile, dont la puissante centrale syndicale UGTT, conduirait le pays à ses premières élections libres sous l'égide d'un "conseil des sages" et en présence d'observateurs internationaux. (Reuters 28.01)

2- La direction de l'UGTT : la police politique du RCD toujours au pouvoir ou la carotte...

Le Premier ministre tunisien de transition, Mohammed Ghannouchi, est prêt à rencontrer les manifestants qui font le siège du gouvernement pour discuter de leurs demandes, a indiqué ce vendredi Abdessalam Jrad, le patron de la puissante centrale syndicale UGTT.

D'après M. Jrad, des concertations ont eu lieu dans la matinée entre des représentants syndicaux et les manifestants qui campent depuis dimanche sous les fenêtres du gouvernement à la Kasbah, siège du Premier ministre. Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) a ajouté avoir parlé avec M. Ghannouchi qui a accepté le principe d'une rencontre avec ces manifestants, sans préciser quand elle interviendra.

«Les manifestants m'ont dit: "nous voulons rentrer, nous voulons des bus". Je leur ai répondu: "Avant de rentrer, dites-moi quels sont vos objectifs et vos revendications régionales, car les nationales nous les connaissons. Désignez-moi cinq ou six d'entre vous et je vous emmènerai chez le Premier ministre, pour que vous lui expliquiez vos demandes"», a-t-il dit.

L'UGTT tente de convaincre les manifestants de rentrer dans leurs provinces, après la formation jeudi soir d'un nouveau gouvernement de transition épuré des principaux caciques de l'ancien régime Ben Ali, auquel la centrale a donné son aval tacite.

Concernant la rencontre, les manifestants «ont salué cette idée», a assuré le secrétaire général de l'UGTT, qui a expliqué avoir ensuite appelé le Premier ministre: «Je lui ai dit: "Si nos frères arrivent vraiment à ce résultat (...) Etes-vous prêts à cela?". Il m'a répondu: "Nous sommes prêts"». (Libération.fr 28.01)

... et le bâton. La direction de l'UGTT fossoyeur de la révolution.

La police a fait évacuer vendredi les manifestants qui campaient depuis six jours devant les bureaux du Premier ministre au centre de Tunis, sur la place de la Kasbah. Les unités anti-émeutes ont tiré des grenades lacrymogènes contre les manifestants rassemblés sous les fenêtres du bureau du Premier ministre Mohammed Ghannouchi, et qui leur lançaient des pierres, a constaté l'AFP.

Au moins cinq personnes ont été blessées au cours de ces affrontements, a indiqué un médecin urgentiste sur place. Des unités de la police anti-émeutes, comptant environ deux cents hommes, ont fait mouvement vers la place de la Kasbah en tirant un grand nombre de grenades lacrymogènes. Sur l'esplanade, survolée par un hélicoptère, des militaires ont démonté les tentes utilisées par les manifestants, qui protestaient depuis le 23 janvier contre M. Ghannouchi, et son gouvernement de transition.

Ils ont placé des barrières autour de la place pour empêcher les manifestants de revenir. Dans les rues adjacentes, de nombreuses personnes refluait en désordre, les yeux rougis et en larmes à cause des tirs de grenades. (Libération.fr 28.01)

Ce sont les premiers affrontements depuis deux jours entre forces de l'ordre et manifestants qui réclament toujours le départ du premier ministre Mohammed Ghannouchi.

Commentaire

Dans sa déclaration du 26 janvier l'UGTT faisait ouvertement allégeance au régime en lançant "*un appel au Président de la République par intérim pour qu'il fasse montre d'une écoute attentive aux revendications des populations et de l'UGTT*", la réponse ne s'est pas fait attendre !

Au lieu de défendre la revendication d'une Assemblée constituante souveraine issue des comités populaires, l'UGTT demande aux manifestants qui soutiennent cette revendication de rentrer chez eux en tenant le même langage que le Premier ministre en somme.

Un article de Lexpress.fr du 28 janvier :

Egypte. La journée de mobilisation d'hier. (titre du site) (29.01)

(titre de Lexpress.fr : *Moubarak annonce la dissolution du gouvernement égyptien*)

9h "Le réseau internet est coupé aujourd'hui en Egypte", a déclaré la réception d'un grand hôtel de la capitale, une information confirmée par d'autres établissements. Plusieurs particuliers contactés par l'AFP à travers le pays ont également confirmé ne pas avoir accès au web. La société Arbor Networks a mis au point un graphique, illustrant la baisse de trafic Internet enregistrée en Egypte ce vendredi.

L'internet a été largement utilisé par les militants appelant aux manifestations hostiles au régime du président Hosni Moubarak qui secouent le pays depuis mardi. De nouveaux appels ont été lancés pour des manifestations vendredi, à l'issue des traditionnelles prières musulmanes qui ont lieu en milieu de journée.

10h Au moins vingt membres des Frères musulmans, première force d'opposition en Egypte, ont été arrêtés dans la nuit de jeudi à vendredi, a annoncé l'avocat de cette formation, Abdelmoneim Abdel Maqoud. Parmi les personnes arrêtées à leur domicile, figurent cinq anciens députés et cinq membres du bureau politique, dont les dirigeants les plus connus sont Essam El-Eriane et Mohammed Moursi.

Les Frères musulmans, principale force de l'opposition, ont annoncé qu'ils participeront aux manifestations "de la colère" prévues ce vendredi. Jusqu'ici ils avaient appuyé du bout des lèvres les manifestations qui ont commencé le 25 janvier, laissant à leurs membres le choix d'y participer.

10h14 Les services de messagerie téléphonique mobile ne fonctionnaient non plus vendredi matin, une information confirmée par des usagers en province, et des internautes sur le groupe Facebook We are all Khaled Said. Les téléphones fixes fonctionnent cependant.

10h20 Un internaute sur Facebook fait le lien entre la coupure d'Internet et la diffusion d'une vidéo par l'Associated Press, montrant des affrontements violents entre la police et des manifestants.

11h05 La liberté d'expression doit être "totalement respectée" en Egypte, a déclaré ce vendredi à Davos (Suisse) le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, interrogé sur le blocage de l'internet dans ce pays. Il a également invité les autorités politiques de la région à considérer cette situation comme une "opportunité à s'engager sur les moyens de répondre aux aspirations légitimes de leurs peuples".

11h23 La prière traditionnelle du vendredi a commencé en Egypte. Selon la chaîne Al Jazeera, des balles de caoutchouc auraient déjà été tirées dans la ville de Suez.

11h26 Selon le journal The Guardian, l'organisme Wikileaks aurait publié ce vendredi matin des câbles compromettants pour le régime de Moubarak: " *La torture et la brutalité policière en Égypte sont endémiques et répandues. La police utilise des méthodes brutales contre la plupart des criminels de droit commun, afin d'obtenir des aveux, mais aussi contre des manifestants, certains prisonniers politiques et des passants malheureux*", aurait donc écrit dans ses notes diplomatiques l'ambassadrice américaine en Egypte Margaret Scobey.

11h30 L'opposant Mohamed El-Baradei a accordé une interview au journal britannique The Guardian. Il y déclare: " *J'envoie un message au monde entier: l'Égypte est un pays isolé par un régime à bout de souffle.*" Il ajoute: " *Il y a bien sûr un risque pour ma sécurité aujourd'hui, mais c'est un risque qui vaut la peine. Je serais dans la rue aujourd'hui avec le peuple.*"

11h39 Selon des internautes sur place, les forces de sécurité égyptiennes bloqueraient la route entre Ismaïlia et Suez. Le métro de la capitale aurait été fermé pour la journée, et la sécurité aurait été aussi déployée dans le quartier Al Haram du Caire.

12h02 Selon le groupe Facebook We are all Khaled Said, des manifestations auraient démarré dans la ville de Kafr el-Dawwar, au nord du Caire. Et d'après la chaîne Al Jazeera, la ville d' Alexandrie serait aussi en proie à de vives protestations.

12h20 Des accrochages ont éclaté en début d'après-midi entre la police et des manifestants devant une mosquée du centre du Caire où l'opposant Mohamed ElBaradei a participé à la prière hebdomadaire. La police a tiré en l'air des balles caoutchoutées et fait usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour disperser la foule sur la place de Guiza. Le correspondant du Guardian présent sur place, Jack Shenker, parle de "zone de guerre". Même manifestation et même dispersion dans le centre d'Alexandrie, rapporte l'AFP.

12h32 Lors de la prière de ce vendredi, plusieurs imams de la capitale auraient prêché des messages invoquant le pacifisme des manifestations qui secouent le pays depuis le début de la semaine.

12h40 La place Tahrir, dans le centre du Caire, serait complètement bloquée par les forces de police. Des manifestants se concentrent dans le quartier Al-Azhar (mosquée et université).

12h47 D'après des internautes sur Facebook, plus de 6000 Egyptiens manifesteraient dans la ville de Mansoura, capitale du gouvernorat de Dakahlia. Ils seraient en route vers la mairie.

12h55 Au Caire, un journaliste d'Al Jazeera a été battu par des policiers en civil, alors qu'il était mêlé à une foule qui empruntait un pont pour fuir les gaz lacrymogènes.

13h00 D'après le quai d'Orsay, quatre journalistes français ont été arrêtés au Caire.

13h15 A Amman en Jordanie, des manifestants défilent en scandant des slogans de soutien aux Egyptiens: "*Ô Egypte, déploie tes hommes et débarrasse-nous de Hosni Moubarak*", "*Hosni Moubarak l'avion t'attend*", "*Salutations au peuple égyptien, toute la nation s'inspire de vous*". Ils protestent contre la vie chère en Jordanie, autre pays vulnérable à la "contagion tunisienne" de la région.

13h45 Selon la BBC en arabe, à Suez, 4000 manifestants font le siège de la préfecture en criant: "Egypte libre, Moubarak dehors". Dans la ville d'Ismaïlia, le siège du parti d'Hosni Moubarak aurait été saccagé.

14h00 D'après l'Associated Press, la police empêche Mohamed El-Baradei de quitter la mosquée dans laquelle il a fait la prière du vendredi. L'ancien chef de l'AIEA peut-il vraiment devenir le leader de l'opposition au président Hosni Moubarak? L'EXPRESS.fr a fait le point.

14h09 Les Etats-Unis ont financé à hauteur de plusieurs dizaines de millions de dollars des organisations de promotion de la démocratie en Egypte au grand dam du président Hosni Moubarak, selon des notes obtenues par WikiLeaks et publiées ce vendredi par le journal norvégien Aftenposten. L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) aurait prévu de consacrer 66,5 millions de dollars en 2008 et 75 millions en 2009 à des programmes égyptiens sur la démocratie et la bonne gouvernance, selon une note de l'ambassade des Etats-Unis au Caire du 6 décembre 2007. "*Le président Moubarak est profondément sceptique à l'égard du rôle des Etats-Unis dans la promotion de la démocratie*", souligne un autre télégramme diplomatique datant du 9 octobre 2007.

14h10 Le journaliste Jack Shenker, correspondant du Guardian, signale qu'au Caire la police semble prendre parti pour les manifestants. Il a vu un officier de police se débarrasser d'une grenade lacrymogène en signe de solidarité.

14h26 Les policiers déployés en force ont tiré des gaz lacrymogènes et des balles caoutchoutées pour disperser des dizaines de milliers de manifestants au Caire.

14h34 Selon The Guardian, une femme manifestant dans le centre du Caire aurait été tuée place Tahrir. Le nombre de morts s'élèverait alors à huit.

14h38 Jack Shenker, correspondant pour le journal The Guardian, et qui suivait intenses les manifestations en Egypte, vient d'être arrêté par la police, avec un autre activiste égyptien nommé Nour. Son père, Ayman Nour, dissident de premier plan, aurait reçu des jets de pierre au cours des manifestations.

14h41 Les quatre journalistes français arrêtés ont été libérés, selon les informations du Figaro.

14h53 "*Le gouvernement ne tombera pas*", selon le président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée, également membre du Parti national démocrate au pouvoir. Dans une interview accordée à Al-Jazira, il a appelé le président égyptien Hosni Moubarak à "*des réformes sans précédent*" pour éviter une "*révolution*" en Egypte. "*Nulle part au monde la sécurité n'est capable de mettre fin à la révolution. L'option sécuritaire seule n'est pas suffisante et le président est le seul à même de faire cesser ces événements*", a dit Mostapha al-Fekki.

15h05 Une cinquantaine de personnes se sont rassemblées vendredi devant l'ambassade d'Egypte à Tunis pour réclamer le départ du président égyptien Hosni Moubarak en signe de solidarité avec les manifestants en Egypte. "*On veut dire que les Tunisiens sont avec les Egyptiens. Ils souffrent comme nous avons souffert, il est temps que ça change*", dit Monia Mechri, une employée venue manifester.

15h17 Le journaliste du Figaro Adrien Jaulmes vient d'être arrêté par la police égyptienne, ainsi qu'un photographe de l'agence Sipa Press, Albert Facelly. Peu de temps après, l'AFP signale qu'un journaliste du Journal du Dimanche et un pigiste travaillant pour l'hebdomadaire Paris-Match, auraient aussi été arrêtés d'après des informations d'une source diplomatique.

15h21 L'agence de notation financière Fitch pourrait abaisser la note souveraine de l'Egypte, qui est actuellement de BB+, si les manifestations contre le pouvoir venaient à "*menacer la performance économique et financière*" du pays, indique-t-elle ce vendredi dans un communiqué.

15h40 La police se dit débordée à Suez. Les images d'Al Jazira montrent un véhicule des forces de l'ordre fendre la foule pendant qu'un autre flambe. Selon l'agence Reuters, la police aurait été contrainte de reculer face aux manifestants, abandonnant leurs véhicules. Un manifestant, appelé Hamada Labib, a été tué dans cette ville, ajoute pour sa part l'AFP.

15h47 Un jour après son retour en Egypte, l'opposant Mohamed El-Baradei est assigné à résidence, selon des sources officiels égyptiennes.

15h55 Le président Hosni Moubarak s'est illustré par son silence depuis le début des manifestations en Egypte. La presse gouvernementale assurait simplement vendredi que le président "*suivait la situation*" et avait téléphoné au gouverneur de Suez, où ont eu lieu de très violents accrochages, sans plus de détails.

Elle faisait aussi état d'un appel téléphonique du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, qui lui a exprimé sa "*confiance dans la stabilité de l'Egypte*". Ce dernier avait apporté son soutien au président déchu de Tunisie, Ben Ali, juste après sa fuite...

16h A Alexandrie, deuxième ville d'Egypte, la police recule, d'après Al Jazira.

16h04 Le siège du PND (parti au pouvoir) à Damiette, port situé à environ 130 kms de la capitale, et à Al Mansoura ont été saccagés par les manifestants, d'après l'Association nationale pour le changement, dirigée par Mohamed El-Baradei.

16h19 L'International Crisis Group a condamné l'assignation à résidence de l'opposant Mohamed El-Baradei. Ce dernier siège au conseil d'administration de ce comité.

16h25 Un camion blindé de l'armée égyptienne a rejoint les manifestants devant les caméras d'Al-Jazira. Il est encore trop tôt pour en déduire un retournement de l'armée en faveur des contestations antigouvernementales.

16h36 Après que l'armée est fait son entrée au Caire, quelques responsables militaires ont déclaré un couvre-feu à 18h dans la capitale, mais aussi à Suez et Alexandrie. Il sera effectif jusqu'à 7h samedi matin.

A Alexandrie par ailleurs, des manifestants ont incendié vendredi le siège du gouvernorat d'Alexandrie, dans le centre de la deuxième ville d'Egypte, a rapporté un journaliste de l'AFP. Au Caire, ce sont deux commissariats qui ont été incendiés.

16h38 Des dizaines de personnes ont été blessées dans le centre-ville du Caire et près de l'Opéra, en cette fin d'après-midi. *"Moi, j'ai été atteint au bas du dos, il y a environ une soixantaine de blessés"*, a déclaré Waël, un manifestant montrant le sang s'écouler de sa blessure. Les ambulanciers évacuaient des blessés dans ce secteur du centre-ville, alors que les rues de la capitale égyptienne ne désemplissaient pas.

16h40 Au Caire, manifestants et forces de l'ordre font une pause le temps de la prière. Les jets de projectiles s'interrompent, les cris cessent, tout le monde s'immobilise et des tapis de prière font leur apparition.

16h55 Confusion dans les bureaux et les studios d'Al Jazira. Les forces de l'ordre *"frappent à la porte"...* et *"n'apprécient pas que nous diffusions des images en direct depuis maintenant cinq heures"*, commentent les journalistes de la chaîne, au Caire, où la nuit tombe.

17h Hosni Moubarak doit s'exprimer dans la soirée ce vendredi, d'après un bandeau diffusé par Al Jazira. La télévision d'Etat, elle, annonce que le président égyptien a demandé à l'armée de faire respecter la sécurité avec la police et appliquer le couvre-feu décrété au Caire, à Alexandrie et Suez.

17h19 Le couvre-feu ne semble pas calmer la situation. Sur le pont du 6 octobre qui traverse le Nil, des manifestants ont mis le feu à un véhicule, voulant ensuite le renverser dans le fleuve.

17h25 Selon la chaîne Al Jazeera, le siège du PND, parti au pouvoir, au Caire, est en feu. Un symbole du régime tombe.

17h57 Dans la capitale, une nouvelle prière se tient non loin du pont du 6 octobre, peut-on constater sur les images de la chaîne Al Jazeera, alors que des tirs de la police visent les manifestants.

18h14 La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton est intervenue ce vendredi soir à la télévision: *"Nous sommes très inquiets au sujet des événements en Egypte. Les droits fondamentaux doivent être respectés, la violence endiguée, et la liberté de communication rétablie."* Elle ajoute: *"Des réformes sont nécessaires pour le bon développement de l'Egypte. Le gouvernement égyptien devrait considérer son peuple comme un partenaire et non comme une menace."*

18h22 Après avoir été interdite aux manifestants, la place Tahrir au Caire est à nouveau assiégée par la foule. Des policiers ont d'ailleurs été vus aux bras et sur les épaules de manifestants, d'après un journaliste de l'Associated Press. Non loin de là, le bâtiment de la télévision et de la radio nationales, gardé par l'armée, est aussi entouré par les manifestants.

Des soldats sortis d'un véhicule blindé sont vus serrant des mains et saluant les manifestants.

18h36 Selon l'Associated Press, des manifestants auraient également pris d'assaut les locaux du ministère des Affaires étrangères égyptien, au Caire.

18h40 D'après un membre de l'entourage de Mohamed El-Baradei, leader de l'opposition égyptienne, près de 80 000 manifestants seraient dans les rues de Port Saïd, en ce vendredi soir. Dans cette ville, selon The Guardian, un jeune de 14 ans aurait été tué.

18h44 La Bourse de New York creusait ses pertes ce vendredi à la mi-journée alors que s'aggravait la crise en Egypte, tandis que les prix du pétrole décollaient: le Dow Jones perdait 1,19% et le Nasdaq 2,39%. *"C'est de l'aversion au risque en raison de l'escalade en Egypte, et des craintes que la situation pourrait s'étendre à d'autres pays de la région"*, a commenté Peter Cardillo, d'Avalon Partners. De leur côté, les prix du pétrole bondissaient de plus de 4% à New York, où le baril gagnait 3,61 dollars à 89,25 dollars.

18h46 Le gouvernement égyptien étend le couvre-feu à tout le pays, alors que les manifestations, au Caire principalement, ne se résorbent pas.

19h03 Des affrontements ont été observés entre la police et l'armée, dans la capitale, laissant présager un retournement de la situation cette nuit. Plus tôt, Hosni Moubarak avait chargé l'armée de se déployer pour aider la police à faire respecter le couvre-feu déclaré dans trois villes (Le Caire, Suez et Alexandrie) puis étendu à l'ensemble du pays.

19h45 Des véhicules blindés circulent dans Le Caire, selon des images de la chaîne Al Jazira. La foule enthousiaste les accueille. Curieux, souligne le Guardian: il s'agirait de la garde présidentielle...

20h05 L'agence officielle annule finalement l'annonce de l'extension du couvre-feu, initialement décrété pour les villes du Caire, d'Alexandrie et de Suez.

20h20 Ce "*vendredi de la colère*" devient le point d'orgue de quatre jours de manifestations. Ni le couvre-feu ni la coupure d'Internet n'a dissuadé les manifestants de descendre dans la rue, notamment au Caire, à Alexandrie et à Suez, pour réclamer le départ du président Hosni Moubarak. L'intervention médiatique de ce dernier, annoncée à partir de 17h, n'a pas encore eu lieu. Concernant le black-out du web égyptien, ce graphique du Huffington Post est édifiant...

22h45 Treize personnes ont trouvé la mort et 75 ont été blessées aujourd'hui au cours d'affrontements entre manifestants et forces de l'ordre à Suez, à l'est du Caire, selon des sources médicales. Au Caire, ce sont au moins cinq personnes qui ont été tuées et des centaines blessées.

Minuit Le président Hosni Moubarak, au terme de ce "*vendredi de la colère*" a décidé de limoger le gouvernement égyptien. Lors d'une allocution télévisée, il a annoncé: "*J'ai demandé au gouvernement de démissionner et demain il y aura un nouveau gouvernement.*" Le président égyptien, 82 ans, a aussi promis "*de nouvelles mesures pour une justice indépendante, la démocratie, pour accorder davantage de liberté aux citoyens, pour combattre le chômage, améliorer le niveau de vie, développer les services et soutenir les pauvres*".

Un article d'AP, Reuters et Infotunisie.com du 29 janvier :

Tunisie. Résumé de la journée d'hier. (30.01)

Les femmes avec la jeunesse en premières lignes de la révolution.

A la veille du retour d'exil du leader mouvement islamiste Ennahdha, Rached Ghannouchi, des milliers de Tunisiennes ont défilé samedi après-midi dans le centre de Tunis à l'appel de l'Association des femmes démocrates (ATFD), dirigée par la juriste Sana Ben Achour.

"Nous sommes venues apporter notre soutien à la révolution parce que la Tunisie change aujourd'hui et nous voulons que la femme puisse jouer pleinement son rôle dans la vie publique, car les pays qui réussissent sont ceux qui accordent leurs droits aux femmes", expliquait Wafa Boudrigua, enseignante.

"Oui, les femmes sont menacées dans leurs droits, pas dans l'immédiat, mais à long terme par les islamistes", estimait une autre enseignante Najiba Haouala. *"Rached Ghannouchi on n'en veut pas",* a renchéri Nassiba A., professeur d'arabe. (AP 29.01)

L'esprit mesquin du boutiquier et du petit-bourgeois.

Impatients de reprendre le travail après des semaines de manifestations qui ont paralysé Tunis, des commerçants armés de bâtons et de couteaux gardaient samedi l'entrée du marché couvert, repoussant un petit groupe de manifestants. (Reuters 29.01)

Le ministre des Affaires étrangères refuse de soutenir le soulèvement populaire en Egypte.

Le nouveau ministre tunisien des Affaires étrangères Ahmed Ounaïes, a jugé samedi que la Tunisie n'avait "pas de leçons à donner au peuple égyptien" qui manifeste contre le régime du président Hosni Moubarak.

"Nous n'exporterons pas cette expérience au-delà de notre propre pays", a-t-il poursuivi.

"Quant à la volonté de prendre le précédent tunisien comme point d'appui pour déstabiliser n'importe quelle société arabe ou autre, nous nions la moindre responsabilité tunisienne dans une telle présomption", a-t-il ajouté.

A la question de savoir si un accord d'extradition existait entre la Tunisie et l'Arabie Saoudite, le chef de la diplomatie tunisienne a tenu d'abord à saluer *"le geste généreux et chevaleresque"* de Ryad qui a donné asile à *"un homme d'Etat tunisien en difficulté"*.

"Nous comprenons très bien que ce pays, dans la juste tradition islamique, l'accueille, l'héberge et lui donne sa protection. Nous réalisons la grandeur de ce geste de la part de l'Arabie Saoudite." (AP 29.01)

Le rôle contre-révolutionnaire de la CSI et de la direction de l'UGTT.

Lors d'une conférence de presse, tenue, vendredi, à Tunis, M. Jaap, secrétaire général adjoint de la Confédération syndicale internationale (CSI), a loué le rôle important qu'a assumé l'Union Tunisienne du Travail (UGTT), dans la réussite de cette révolution qui *"témoigne du rayonnement de la centrale syndicale en Tunisie et de ses efforts constants visant à réaliser la liberté et la démocratie."*

Il a indiqué que la CSI est aujourd'hui rassurée par rapport à l'avenir de la Tunisie qui est entrée dans un nouveau processus prometteur de développement et de progrès.

Le responsable syndical a indiqué, dans ce sens, que l'UGTT est devenue un modèle à suivre par les différentes organisations des travailleurs dans le monde notamment celles qui subissent encore des régimes dictatoriaux et oppressifs.

M. Jaap Wiene a souligné qu'en coopération avec l'Organisation internationale du travail (OIT) relevant des Nations Unies, il sera procédé à la promotion du marché de l'emploi en Tunisie.

Il a, par ailleurs, précisé que les investisseurs étrangers prêtent encore confiance à la Tunisie, vu le climat politique équilibré qui a résulté de la révolution, outre *"les relations excellentes" qui lient le pays à l'Union Européenne et l'ouverture de son peuple qui se distingue par son "niveau intellectuel et scientifique distingué"*.

De son côté, M. Abdesslem Jrad, secrétaire général de l'UGTT et vice président de la CSI, a salué la révolution populaire qui a été menée par les jeunes tunisiens sans la participation d'aucun parti politique ou organisation soulignant le soutien de la centrale syndicale aux décisions du gouvernement provisoire notamment celles concernant la séparation de l'Etat des partis et l'amnistie générale.

M. Jrad a aussi proposé l'instauration d'un système parlementaire en Tunisie pour garantir la démocratie et le pluralisme.

Il a évoqué le rôle de l'Union dans le changement de la composition du gouvernement et l'éloignement des ministres en rapport avec l'ancien régime, appelant à faire participer l'organisation dans les trois commissions nationales constituées, à savoir: la Commission supérieure des réformes politiques, la Commission nationale d'établissement des faits sur les affaires de malversation et de corruption et la Commission nationale d'établissement des faits sur les abus durant la dernière période.

M. Jrad a indiqué que l'Union refuse de faire partie de la composition du gouvernement et qu'elle œuvrera, en revanche, à la défense des victimes de l'ancien régime, le contrôle des travaux des commissions et du gouvernement provisoire soulignant l'engagement des syndicalistes à la participation au rétablissement de l'ordre et de la sécurité dans le pays. (<http://www.infotunisie.com> et TAP 29.01)

Commentaire : ainsi, il confirme que l'UGTT a bien délibérément accepté que le Premier ministre de Ben Ali reste à son poste et forme le nouveau gouvernement contre la volonté du peuple tunisien, donc le légitime. De plus en appelant à *"l'instauration d'un système parlementaire"*, il s'oppose à l'élection d'une Assemblée constituante souveraine issue des comités populaires révolutionnaires, il participe à la confiscation de la révolution pour le compte de la bourgeoisie tunisienne et des différents impérialistes présents en Tunisie.

Info sur les sociétés étrangères présentes en Tunisie.

Avec la présence de 3175 sociétés étrangères, actuellement implantées en Tunisie, les investissements directs étrangers (IDE) – qui revêtent une importance cruciale quant à la croissance économique du pays – offrent 325 mille emplois permanents contribuant à raison de 25% dans la création annuelle d'emplois à l'échelle nationale.

Jusqu'à fin 2010, la valeur des IDE est estimée à 2425 millions de dinars tunisiens (MD). Des investissements qui détiennent entre 5 et 6% du PIB tunisien, selon Mme Mongia Khémiri, directrice générale de l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (FIPA). (<http://www.infotunisie.com/>)

Un article du Monde.fr, Libération.fr, Lexpress.fr et Reuters du 29 janvier :

Egypte. La journée de mobilisation d'hier. (titre du site) (30.01)

Les promesses de Hosni Moubarak n'ont pas convaincu les Egyptiens, qui sont encore descendus dans la rue par dizaines de milliers, samedi 29 janvier, défiant le couvre-feu imposé par le pouvoir. Lors de cette journée de manifestations moins violentes que vendredi, le pouvoir égyptien a annoncé une réorganisation du pouvoir. Dans les grandes villes, les opposants à Moubarak ont maintenu la pression.

L'armée n'a pas pu faire respecter le couvre-feu. Malgré les appels de l'armée qui a exhorté la population à ne pas se rassembler et à respecter le couvre-feu – en vigueur de 15 heures à 8 heures, heures de Paris –, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté au Caire, à Suez, à Alexandrie ou à Ismaïlya. Selon des témoins, les militaires sont omniprésents au Caire, qui est devenu "*méconnaissable*" en raison des pillages et des incendies.

A Alexandrie, des heurts ont éclaté entre policiers et manifestants. Selon des témoins, il y aurait eu des tirs à balle réelle. A Rafah, dans le nord du pays, le siège de la sûreté d'Etat a été attaqué. Il y aurait trois morts parmi les policiers. Suez est un "*vaste champ de bataille*". Une partie des manifestants s'est rassemblée devant la morgue où, selon des sources médicales, ont été amenées les dépouilles d'une douzaine de personnes. Des affrontements ont eu lieu avec la police, aux abords du ministère de l'intérieur, où des manifestants ont essayé d'entrer. Trois manifestants auraient été tués, rapporte Al-Jazira.

En début de journée sur les pelouses de la place, des manifestants se reposaient, fatigués d'une nuit d'affrontement avec la police. Jusque tard dans la nuit, les combats ont continué à proximité de Tahrir. "*On a brûlé au moins 25 voitures de police à Giza (un quartier du Caire, nldr)*", affirme Mohammed, 26 ans, doctorant en psychologie. Certains manifestants arborent des bandages, certains montrent sur leur visage l'impact de ce qu'ils affirment être des plombs. Ahmed lui a des béquilles depuis qu'il a été blessé lors des manifestations mardi. "*Mais je suis de retour, aujourd'hui c'est le début de la révolution*", affirme le jeune médecin.

Les manifestants ont investi très progressivement la place à partir de la fin de la nuit de vendredi à samedi. Les policiers en revanche ont déserté l'endroit. Seule la carcasse brûlée d'une de leurs voitures fume encore, mise à feu par les manifestants. On a vu des militaires distribuer un peu de nourritures aux manifestants, porter rapidement des bannières et des pancartes qui leur étaient tendues, avant de les rendre aux protestataires. Grimpés sur leurs chars, certains les ont serré dans leur bras. Beaucoup se prennent en photo devant les blindés, et les soldats sont souriant. Ils protègent notamment les entrées du musée qui abrite des vestiges de la période des pharaons. Derrière ce bâtiment, l'immeuble du PND, le parti de Moubarak, brûle toujours par endroit et dégage une épaisse fumée noire.

Omar Souleiman (74 ans) , nouveau vice-président. Le gouvernement égyptien a démissionné à la mi-journée, comme l'avait promis le président Moubarak vendredi soit au cours d'une allocution télévisée. Le président a d'ores et déjà nommé le chef du renseignement, Omar Souleiman, au poste de vice-président. La télévision d'Etat égyptienne a diffusé des images de M. Souleiman au moment où il prêtait serment. Le ministre de l'aviation, ancien commandant de l'armée de l'air, Ahmad Chafic, a été nommé premier ministre.

L'armée égyptienne, 468 500 soldats d'active et 479 000 réservistes, selon le "*Military Balance*", publié par l'International Institute for Strategic Studies à Londres, a bénéficié l'an dernier de subventions américaines à hauteur d'1,3 milliard de dollars.

Vendredi, M. Moubarak avait promis des réformes démocratiques : "*Il y aura de nouvelles mesures pour une justice indépendante, la démocratie, pour accorder plus de liberté aux citoyens, pour combattre le chômage, augmenter le niveau de vie, développer les services et soutenir les pauvres*". Mais il a également prévenu que "*ce n'est pas en incendiant et en attaquant des biens publics et privés que nous répondrons aux aspirations de l'Egypte et de ses fils, mais par le dialogue, la conscience et l'effort*".

Selon lui, "*la frontière est mince entre la liberté et le chaos, et je penche pour la liberté des gens à exprimer leurs opinions autant que je tiens à la nécessité de maintenir la sécurité et la stabilité de l'Egypte*". Samedi soir, la composition du gouvernement n'avait pas été annoncée.

Par ailleurs des informations d'Al-Jazira et de la BBC faisaient état de la présence à Londres du fils de Hosni Moubarak, Gamal, et d'autres membres de sa famille. Des affirmations contredites par les médias officiels.

Interrogations sur le rôle de l'armée, pillages dans les grandes villes. Alors que les militaires ont pris position dans les villes touchées par le soulèvement populaire, l'armée n'a pas tiré sur la foule. Les images d'Al-Jazira et de la BBC montrent des militaires qui encadrent les manifestations sans toutefois intervenir directement. La télévision d'Etat a assuré que toute personne qui ne respecterait pas le couvre-feu se mettrait en danger, mais l'armée n'a pas mis cette menace à exécution.

Plusieurs témoignages font état de pillages dans plusieurs villes du pays. Des témoignages cités par CNN évoquent une participation de policiers à ces pillages. Des comités de voisins ont été mis en place dans certains quartiers, explique l'envoyé spécial de Channel 4 sur Twitter. L'armée a demandé aux Egyptiens de rentrer chez eux pendant la nuit pour pouvoir faire face aux violences. Le musée du Caire a également été victime de pillages.

La situation à l'aéroport international du Caire était également confuse samedi soir, rapporte la BBC, qui cite des témoignages de passagers bloqués à l'intérieur de l'aéroport et des annulations de vol.

Le bilan s'alourdit. Le bilan des manifestations de vendredi a été largement revu à la hausse. Les chiffres officiels du ministère de la santé font état de 38 morts. Mais selon un recoupement des sources médicales, il y aurait eu 74 morts pour les journées de vendredi et samedi, et plusieurs milliers blessés. Douze personnes ont également trouvé la mort, samedi, à Beni Soueif, dans des accrochages avec la police. La chaîne Al-Jazira assure pour sa part avoir dénombré une centaine de morts.

Les opposants haussent le ton. L'ancien directeur général de l'AIEA Mohamed ElBaradei, partisan de réformes politiques en Egypte, a réaffirmé que Hosni Moubarak "*doit partir*", dans une déclaration à France 24. "*Hier soir, nous espérions qu'il allait décider de partir, mais à la dernière minute, il est apparu avec un discours vide de sens, qui a été une grosse déception pour les Egyptiens*", a dit le prix Nobel de la paix 2005. "*Il n'a clairement pas compris le message qui émanait du peuple égyptien*", a ajouté M. ElBaradei, pour qui le fait que M. Moubarak se soit contenté d'annoncer un nouveau gouvernement constituait "*presqu'une insulte à l'intelligence du peuple*". "*Il n'a proposé aucune réforme politique ou économique*", a-t-il dénoncé.

Il s'est aussi dit déçu de la position des Etats-Unis: "*Ce qui est aussi extrêmement décevant pour les Egyptiens, c'est le message provenant des Etats-Unis, qui ont déclaré vouloir travailler avec le peuple égyptien et le gouvernement, alors qu'il faut faire un choix*".

De leur côté, les Frères musulmans, principal mouvement d'opposition dans le pays, ont affirmé leur soutien au "*soulèvement pacifique béni*" et appelé à la mise en place d'"un gouvernement de transition sans le Parti national démocrate, qui organise des élections honnêtes et une passation pacifique du pouvoir".

Le plus influent prêcheur du monde arabe, cheikh Youssef Al-Qardaoui, a affirmé que seul le départ du président Hosni Moubarak pouvait régler la crise en Egypte. "*Va-t-en Moubarak, aie pitié pour ce peuple et dégage avant que la destruction ne s'étende en Egypte*", a dit ce théologien qatari d'origine égyptienne à la télévision du Qatar Al-Jazira.

Un haut responsable du parti au pouvoir, Ahmad Ezz, largement perçu comme un pilier d'un régime corrompu, a par ailleurs démissionné du Parti national démocrate, selon la télévision d'Etat. Ahmad Ezz, magnat de l'acier qui joue un rôle important dans le monde politique et des affaires en Egypte, était membre du secrétariat politique de PND et proche du fils du président Hosni Moubarak, Gamal.

Sur le plan diplomatique. Le président français, la chancelière allemande et le premier ministre britannique ont publié samedi une déclaration conjointe dans laquelle ils se disent "*vivement préoccupés par les événements*" en Egypte. "*Nous appelons le président Moubarak à éviter à tout prix l'usage de la violence contre des civils sans armes et appelons les manifestants à exercer leur droit pacifiquement*", dit la déclaration de Nicolas Sarkozy, Angela Merkel et David Cameron. Ils jugent "*essentielle*" la mise en œuvre des "*réformes politiques, économiques et sociales*" promises par Moubarak. Les trois dirigeants soulignent que les "*droits de l'homme et les libertés démocratiques doivent être pleinement respectés, y compris la liberté d'expression et de communication, notamment l'usage du téléphone et de l'Internet, ainsi que le droit*

de réunion et de manifestation pacifique". "Nous appelons le président Moubarak à engager un processus de changement qui se traduise à travers un gouvernement à représentation élargie et des élections libres et justes", conclut la déclaration.

Le président Obama a aussi demandé au président égyptien de respecter ses engagements. Il a insisté sur le fait que les États-Unis resteraient *"toujours un partenaire de l'Égypte"*. L'Union européenne appelle pour sa part à *"l'arrêt des violences pour stopper les effusions de sang"*.

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite et le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, se sont dit solidaires du président Moubarak. Dans plusieurs villes du monde, des manifestations de soutien au soulèvement égyptien ont eu lieu devant les ambassades d'Égypte.

Un article du Figaro.fr du 30 janvier :

Égypte et Tunisie : «Facebook ne crée pas la flamme». (31.01)

En Égypte comme en Tunisie, les observateurs soulignent la place importante des réseaux sociaux sur Internet dans la contestation des pouvoirs en place. Catherine Lacour-Astol, docteure en histoire contemporaine, analyse pour le Figaro.fr leur rôle à la lumière de l'Histoire.

LEFIGARO.FR. - Analysant le rôle des réseaux sociaux dans les événements en Égypte et en Tunisie, certains n'hésitent pas à parler d'une «révolution Facebook». N'est-ce pas tourner un peu vite le dos à l'Histoire que de dire cela ?

Catherine LACOUR-ASTOL. - De toute évidence, il y a eu des mobilisations et des révolutions avant la naissance de Facebook et Twitter ! On ne peut donc pas dire que les réseaux sociaux actuels sont à l'origine de la mobilisation. Ils en sont l'un des vecteurs.

Si l'on compare ce qui se passe en Égypte ou en Tunisie sur Facebook avec des phénomènes pré-Internet, comme celui de la Résistance en France pendant la Seconde Guerre mondiale, une similitude s'impose : le processus de mobilisation suppose la création d'une société contestataire. Sous l'Occupation, les pionniers de la Résistance s'engageaient à partir des cercles de sociabilité traditionnels : amis, famille, milieu professionnel, associatif, militant... Pour évoquer cette diffusion de l'engagement, Germaine Tillion a parlé de «toile d'araignée», un réseau social avant la lettre... Dans les deux cas, on retrouve cette idée de sociabilité.

En-dehors de leur fonction de sociabilité, les réseaux sociaux jouent-ils un rôle spécifique dans le processus même d'engagement ?

Fondamentalement, ils permettent de lever le doute sur l'isolement. Il faut bien comprendre que quand ils se sont engagés en 1940-1941, les pionniers de la Résistance étaient en permanence confrontés au doute. «Suis-je le seul à analyser comme je le fais la situation ? Suis-je le seul à vouloir agir ?» Ce doute ne les a pas empêché d'entreprendre mais a rendu nécessaire la rencontre avec autrui, pour s'assurer de la validité de leur engagement. Internet permet cela, il lève l'hypothèque de l'isolement : «Je ne suis pas seul».

Est-ce que le fait, pour les Tunisiens et les Égyptiens, d'être suivis dans le monde entier importe ?

Il est certain que la divulgation des événements donne une matérialité à la contestation. Ainsi lors du massacre d'Ascq, dans le nord de la France en 1944 : les résistants avaient été très sensibles au fait que cela ait été rapporté sur la BBC. Mais au-delà, je ne pense pas que les Tunisiens aient ressenti le besoin d'une reconnaissance de l'Occident pour mener leur révolution à bien. En revanche, le fait que l'information se diffuse à une si large échelle permet sans doute d'empêcher la négation du phénomène par les gouvernements et l'étouffement d'une volonté de libération. Mais il ne la crée pas.

Avec les réseaux sociaux, l'engagement est-il devenu un acte collectif ?

Non, pour s'engager il faut être intimement lié à la cause que l'on défend. A l'origine de tout engagement, il y a donc un cheminement individuel, une analyse de la situation et de ce qu'il faut faire pour aller contre. Pour la Résistance, c'est ce qu'on a appelé la «flamme» ou «l'esprit de résistance». C'est quelque chose qui est profondément ancré dans l'individu.

Analyser au contraire la mobilisation à l'aune exclusive du nombre de manifestants gomme l'individu, en prêtant à Internet des vertus mobilisatrices qui réduiraient à néant son cheminement intérieur. Donner un tel rôle à Internet peut être dangereux, car cela suppose que l'opinion est aisément mobilisable, donc manipulable à loisir.

Commentaires d'internautes.

1- Je ne suis pas d'accord lorsqu'elle dit que les réseaux sociaux ne créent pas la flamme. C'est croire que ces réseaux sont simplement des lieux de rencontre, alors qu'ils sont de plus en plus des lieux de brassage d'idées, surtout pour les jeunes et j'en fais partie.

2- Sans être un fanboy de Facebook, il faut avouer que ces réseaux sociaux permettant une mobilisation rapide de la population est un contre pouvoir intéressant.

3- Le rôle de Facebook et Twitter il est possible d'affirmer aujourd'hui que ces deux médias sociaux ont été utilisés pour véhiculer un message, souder les idées et planifier des manifestations. Mais à mon simple constat, Facebook et Twitter n'ont pas développé ces manifestations à travers les pays que sont la Tunisie, l'Égypte ou encore l'Algérie et la Syrie. Ces révoltes auraient eu lieu sans Facebook ni Twitter, car c'est la force d'influence des réseaux et leurs coordinations qui ont amené les autres peuples à se révolter. Il n'y aurait pas les médias sociaux les peuples se seraient servis d'autres outils comme les fax, les brochures, le téléphone portable, les SMS et bien d'autres outils connus et utilisés bien avant. Il ne faut pas oublier que Facebook et Twitter ne sont que des médias qui permettent de créer des réseaux d'influence et non des médias de manipulation qui influencent les réseaux. Ils permettent juste un activisme social beaucoup plus rapide et d'une manière plus simple. En revanche je soutiens que par le simple fait que sans Twitter ni Facebook ses révoltes passeraient au second plan comme bien souvent dans les informations nationales.

Commentaire.

Facebook et Twitter sont des "*lieux de brassage d'idées*", certes il ne faut pas le nier, ajoutons, et de vent aussi ou surtout. On peut très bien vivre dans un pays où la liberté d'expression existe, mais où en l'absence d'une conscience de classe développée, c'est finalement la pensée unique qui s'exprime inconsciemment sous différentes nuances agrémentée d'une multitude d'illusions, par exemple, en passant du bon et gentil capitalisme au mauvais ou méchant sans en sortir ou être capable d'imaginer l'avenir au-delà du capitalisme. Comme l'on dit, l'intelligence étant assurément la faculté la moins bien répartie parmi les êtres humains, croire qu'elle s'exprimerait majoritairement sur Facebook ou qu'il ferait exception à la règle est un leurre. Et puis ce n'est pas une addition de vérités individuelles qui contribuent à former une vérité collective, mais une idée individuelle à valeur collective qui finit par être partagée par la majorité ou dont la majorité finit par s'emparer ou encore dans laquelle elle se reconnaît.

Que les échanges d'idées participent à la réflexion et à leur maturation, c'est indéniable, mais il ne faut pas en attendre des miracles non plus. Le développement de la scolarité au cours de la seconde moitié du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle, puis des médias au cours de la seconde moitié du XXe siècle, plus particulièrement au cours des trois dernières décennies, n'ont pas permis à la population d'acquérir automatiquement un niveau de conscience supérieur, en tout cas cela ne se voit pas sur le plan politique, simple constat. On a tendance à oublier que c'est la maturité des conditions objectives qui influe sur les conditions subjectives et concoure ainsi à leur maturation, de la simple résistance au soulèvement révolutionnaire des peuples opprimés.

Il est vrai cependant qu'Internet plus largement permet de briser la loi du silence et de mettre en lumière la complicité des médias aux ordres du régime en place, la manipulation des consciences à laquelle ils se livrent en relayant la propagande du gouvernement ou en se faisant le relais des intérêts des capitalistes et banquiers sans lesquels ils n'existeraient pas. C'est l'un des aspects positifs d'Internet. Ses faiblesses dont dûes en grande partie à l'incapacité des personnes qui utilisent ce moyen d'information de se situer sur un terrain de classe. L'autre défaut majeur d'Internet repose sur les importants moyens matériels et financiers dont disposent certains sites qui sont mieux référencés que les autres, donc plus connus, ils sont mêmes financés par le pouvoir, on retrouve le même défaut que pour la presse papier.

Rectificatif. J'ai été moi-même piégé sur Internet par les agences de presse qui présentaient le blogueur emprisonné, puis rapidement relâché, Slim Amanou, comme un opposant au régime de Ben Ali, j'avais mis sa photo sur le site, alors que j'apprendrai plus tard par le Réseau Voltaire qu'il était à la solde de Washington pour être ensuite "*propulsé par l'ambassade US ministre de la Jeunesse et des Sports du « gouvernement d'union nationale*»". Je l'ai entendu hier soir sur TV5Monde Asie à l'émission Kiosque réalisée à Tunis, il a dit que c'était dommage que le premier gouvernement transitoire ait sauté parce qu'il lui convenait très bien, c'est un sacré réactionnaire en fait. De plus, il a vanté le rôle du groupe Anonymous qui n'est qu'un "*paravent de la CIA*", toujours selon Le Réseau Voltaire.

Document

Articles de presse de février 2011

Table des matières

France

Economie

- Les classes populaires occupent une place périphérique dans notre économie. (08.02)

Social

- Dix millions de personnes touchées par la crise du logement. (01.02)
- Taxe sur le patrimoine des personnes âgées et assurances privées pour financer la dépendance. (02.02)
- Quand la gendarmerie d'Alès se croit en Tunisie. (03.02)
- Les magistrats «révoltés» par les critiques de Sarkozy. (04.02)
- Dictature du capital. Les esclavagistes des temps modernes. (04.02)
- Gard : un manifestant, blessé lors de l'intervention des gendarmes, raconte. (04.02)
- Magistrats et policiers, l'alliance inattendue contre Sarkozy. (05.02)
- L'emploi public reste élevé en France, mais pas anormalement. (09.02)
- Actualité sur le dossier de la dépendance. (09.02)
- De Nantes à Paris, les magistrats mobilisés dans un mouvement sans précédent. (11.02)
- La France a le taux d'encadrement scolaire le plus faible de l'OCDE. (15.02)
- Le régime policier sème la terreur dans les banlieues ouvrières. (24.02)

Politique

- Monarques, prédateurs et courtisans. Suivi de : Altermondialistes. En phase avec l'agenda du G20. (titre su site) (14.02)
- Des diplomates français s'en prennent à la politique de l'Elysée. (23.02)
- Ancien directeur de la DGSE, Claude Silberzahn tire à boulets rouges sur le gouvernement. (23.02)

International

Economie

- Inde : croissance insolente... et vulnérable. (09.02)
- Le G20 plus spectateur qu'acteur. (19.02)
- Ce qui les guette au tournant. (titre du site). (19.02)
- En 2009, les ventes d'armes ont dépassé les 400 milliards de dollars. (22.02)

Politique

- Tunisie. Quelques infos. (titre du site) (02.02)
- L'opposition s'intensifie, Hosni Moubarak reste au pouvoir. (02.02)
- Egypte. Moubarak envoie ses nervis contre les manifestants avec le soutien de l'armée. (titre du site) (03.02)
- Egypte. Moubarak : après moi "le chaos". (04.02)
- Les Egyptiens toujours mobilisés malgré les tensions. (05.02)
- Egypte. Infos sur la journée d'hier. (06.02)
- La fortune des Moubarak dépasserait les 40 milliards. (07.02)
- Egypte: les anti-Moubarak s'unissent dans une coalition. (07.02)
- Tunisie: nouvelle flambée de violences dans plusieurs villes. (07.02)
- Egypte: Infos sur la situation hier. (08.02)
- Egypte: Infos sur la situation hier. (09.02)

- Grèves et nouvel appel à une manifestation monstre en Egypte. (10.02)
- Tunisie. La journée d'hier. (10.02)
- Egypte. Mubarak s'agrippe au pouvoir, la place Tahrir crie à la trahison. (11.02)
- Egypte. Hosni Moubarak capitule. (12.02)
- Egypte. La journée d'hier. (13.02)
- La manifestation de l'opposition réprimée à Alger. (13.02)
- Egypte. Les militaires suspendent la Constitution égyptienne. (14.02)
- Egypte. La journée d'hier. (15.02)
- Nombreuses manifestations pour la démocratie au Proche-Orient. (17.02)
- Yémen. Plus de 30 ans au pouvoir, 40% en dessous du seuil de pauvreté... comme en Egypte. (18.02)
- Plusieurs morts dans la dispersion des manifestants au Bahreïn. (18.02)
- Libye: 14 manifestants tués, selon un militant. (18.02)
- La contestation gagne du terrain dans le monde arabe. (19.02)
- Nouvelle journée de révolte dans le monde arabe. (20.02)
- Les manifestations dans le monde arabe ne faiblissent pas. (21.02)
- Hier, suite des soulèvements révolutionnaires. (titre du site) (22.02)
- Hier, suite des soulèvements révolutionnaires. (titre du site) (23.02)
- Hier, suite du soulèvement révolutionnaire en Lybie. (25.02)
- Hier, suite des soulèvements révolutionnaires. (26.02)
- Hier, suite des soulèvements révolutionnaires. (27.02)

Un article d'AP du 31 janvier :

Dix millions de personnes touchées par la crise du logement. (01.02)

Demands de HLM en attente depuis des années, sans-abri, ménages vivant en situation de surpeuplement, dans des habitats insalubres ou encore menacés d'expulsion, ce sont au total plus de 10 millions de personnes qui seraient touchées par la crise du logement en France, selon le 16e rapport sur le mal-logement que la Fondation Abbé Pierre publie mardi.

La Fondation, qui diffusera ce document à l'occasion d'un colloque, mardi à Paris en présence du secrétaire d'Etat au Logement Benoist Apparu, parle de "*véritable livre noir du logement*", et dénonce dans un communiqué les conséquences "*d'une inertie politique de plusieurs décennies*".

En s'appuyant sur les statistiques les plus récentes, notamment celles de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et du Conseil national de l'information statistique (CNIS), la Fondation dénombre d'abord 3,6 millions de personnes "*non ou très mal-logées*", dont 685.000 privées de domicile personnel.

S'y ajoutent cinq millions de personnes "*en situation de réelle fragilité dans leur logement à court ou moyen terme*". La Fondation fait notamment état de 1.252.000 personnes "*en impayés locatifs en 2006*", chiffre "*basé sur des données antérieures à la crise économique apparue courant 2008 et dont on peut donc craindre qu'il ne soit plus inquiétant encore, aujourd'hui*", selon le rapport.

La Fondation compte également 1,2 million de ménages qui étaient en attente d'un logement social en 2010, près de 91.000 "*occupant un logement sans droit ni titre suite à une décision de justice d'expulsion*", ou encore, selon des chiffres de 2006, 1.305.200 locataires qui "*ont rencontré des difficultés pour s'acquitter du paiement de leur loyer*".

Pour la Fondation Abbé Pierre, "*e sont sans aucun doute plus de 10 millions de personnes qui subissent aujourd'hui les conséquences de la crise du logement (production de logements insuffisante et inaccessible aux plus modestes, flambée des coûts du logement et des charges, blocage de la mobilité résidentielle...)*", note le rapport.

L'organisation attend "*des signes forts en direction des personnes défavorisées et un engagement réel des pouvoirs publics pour offrir des perspectives aux plus modestes et éviter que des ménages fragiles ne viennent à l'avenir grossir les rangs des personnes très mal-logées*".

La Fondation note par exemple qu'alors que "*les besoins en construction de logements sociaux sont considérables (...) l'Etat se dérobe. La subvention qu'il apporte à leur financement est passée, en quelques années, de 7.000 à 8.000 euros par logement à moins de 1.000 aujourd'hui pour un logement social de base*".

Un article de 20minutes.fr du 1er février :

Taxe sur le patrimoine des personnes âgées et assurances privées pour financer la dépendance. (02.02)

Un rapport sénatorial remis ce mardi propose deux pistes pour la financer: puiser dans le patrimoine des bénéficiaires et mettre en place des assurances privées.

Financement mixte

Le rapport du sénateur UMP de l'Oise Alain Vasselle se prononce en faveur «d'un financement mixte de la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées reposant sur un niveau élevé de solidarité nationale complétée par une couverture assurantielle volontaire». Il «*écarte en revanche à ce stade la mise en place d'une assurance obligatoire*».

Cette assurance reposerait «*soit sur la logique de prévoyance, peu onéreuse d'accès, soit sur celle de la capitalisation, plus coûteuse mais génératrice d'épargne*», selon ce rapport qui reprend en large partie les propositions du rapport d'étape de la mission sur la dépendance rendu public en 2008.

Allocation personnalisée d'autonomie

Concernant le financement public, qui passe actuellement essentiellement par l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) versée à partir de 60 ans et modulée selon les ressources et le degré de dépendance, le rapport propose, pour les personnes âgées résidant à domicile, un «*choix à entre une APA à 50% ou une prise de gage de 20.000 euros au maximum*» (les sommes seraient récupérées par les pouvoirs publics à la mort du bénéficiaire) pour les personnes disposant d'un patrimoine situé «*entre 150.000 euros et 200.000 euros.*»

Cela permettrait de gagner «*de l'ordre de 800 millions d'euros en 2012 et de 1,1 milliard d'euros en 2014*».

Deuxième journée de solidarité

Le rapport se dit en revanche contre la suppression de l'APA pour les personnes les moins dépendantes («GIR 4») mais estime qu'il faudrait étudier de manière approfondie l'idée d'une deuxième «*Journée de solidarité*» (jour férié supprimé).

La publication de ce rapport intervient à la veille du lancement, mercredi, des groupes de travail sur la dépendance au ministère de la Cohésion sociale.

Des mesures sont promises dans le budget de la Sécurité sociale pour 2012, voté fin 2011.

Un article du Monde.fr du 1er février :

Tunisie. Quelques infos. (titre du site) (02.02)

Le gouvernement tunisien de transition a approuvé, mardi 1er février, l'adhésion du pays à la convention internationale contre la torture et trois autres protocoles internationaux relatifs aux droits de l'homme, alors que l'ONU a annoncé un bilan de 219 morts durant les dernières semaines.

Le gouvernement du premier ministre Mohamed Ghannouchi "a approuvé l'adhésion de la Tunisie à plusieurs conventions internationales importantes : convention internationale sur la protection des personnes contre les disparitions forcées, statut de Rome portant sur la Cour pénale internationale, protocole non obligatoire annexé à la convention internationale contre la torture, et les protocoles non obligatoires annexés au pacte international relatif aux droits civils et politiques", a précisé le porte-parole du gouvernement et ministre de l'éducation, Taieb Baccouch, à la télévision publique.

De son côté, l'équipe de transition a indiqué qu'elle allait "étudier" des "réserves" émises par la Tunisie du temps du président Ben Ali sur d'autres convention internationales concernant notamment la peine de mort, l'enfance, et l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

L'ANCIEN MINISTRE DE L'INTÉRIEUR ARRÊTÉ

Par ailleurs, le ministre de l'intérieur a évoqué un complot contre la sûreté de l'Etat au sein des forces de l'ordre, après l'attaque la veille des locaux de son ministère par deux mille personnes.

Le ministre a également annoncé l'arrestation de son prédécesseur, qui a supervisé la répression des manifestations ayant entraîné la fuite de l'ex-président Zine El-Abidine Ben Ali.

Plus tôt dans la journée, Bacre Ndiaye, le chef d'une mission du Haut Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU, avait donné un nouveau bilan des violences des cinq semaines qui ont conduit au départ de Ben Ali.

LE COUVRE-FEU N'EST PAS LEVÉ

"Selon les derniers chiffres retenus, il y a eu 147 personnes tuées et 510 blessées. Ces chiffres n'englobent pas les victimes dans les prisons", où "72 personnes" sont mortes, a-t-il déclaré, à l'issue d'une visite de terrain de cinq jours.

Le conseil des ministres, qui a duré plus de cinq heures, a aussi été largement consacré à la situation sécuritaire dans le pays, où des incidents se multiplient. Le couvre-feu, en vigueur depuis le 13 janvier, n'a pas été levé.

Le porte-parole du gouvernement a annoncé des "changements à la tête des services de sécurité", avec la nomination de "nouveaux responsables" au sein de la police.

Selon une source policière contactée, le ministère de l'intérieur a mis en retraite anticipée d'office une trentaine de directeurs généraux et directeurs de la police pour leur comportement sous le régime Ben Ali.

Un article du Monde.fr, AFP et Reuters du 1er février :

L'opposition s'intensifie, Hosni Moubarak reste au pouvoir. (02.02)

Moubarak reste au pouvoir. Ce fut la conclusion de cette importante journée de mobilisation qu'a connue l'Egypte, mardi 1er février : le président égyptien Hosni Moubarak n'a pas l'intention de quitter le pouvoir, comme le lui demande la rue. Dans la soirée, le président s'est exprimé à la télévision publique et, s'il a dit qu'il ne se représenterait pas à l'élection présidentielle de septembre, il a assuré qu'il "*mourra sur le sol égyptien*".

Une manifestation d'"*un million*". Plusieurs centaines de milliers d'Égyptiens étaient toujours rassemblés, mardi au soir, au Caire pour une importante manifestation à l'appel de l'opposition. Cette dernière espérait réunir un million de personnes (chiffre qui a largement été atteint, selon la chaîne de télévision Al-Jazira) et faire plier le président Hosni Moubarak, dont elle réclame le départ depuis une semaine. L'armée égyptienne – l'un des deux piliers, avec la police, du régime autoritaire du président Moubarak – s'est engagée à ne pas faire usage de la force, jugeant les revendications du peuple "*légitimes*".

De grands rassemblements ont eu lieu dans d'autres villes d'Égypte, dont la deuxième ville du pays, Alexandrie, et Suez, haut lieu du mouvement de protestation. Des manifestations étaient signalées aussi à Ismaïlia et dans des villes du delta du Nil comme Tanta, Mansoura et El-Mahalla El-Koubra.

Le mouvement de contestation, du jamais vu depuis l'arrivée au pouvoir de M. Moubarak, en 1981, a commencé le 25 janvier et a fait au moins trois cents morts – selon un bilan non confirmé évoqué mardi par l'ONU – et des milliers de blessés. L'annonce, lundi 31 janvier, d'un nouveau gouvernement renouvelé de moitié et la proposition du vice-président Omar Souleïman de l'ouverture du dialogue avec l'opposition n'ont pas entamé la détermination des manifestants.

Aucune violence signalée. Des hélicoptères ont survolé régulièrement le centre du Caire pendant la journée. L'armée avait fermé dans la matinée les accès à la capitale et à d'autres villes. Le trafic ferroviaire a également été interrompu pour empêcher un déferlement sur la capitale. Les militaires ont assuré qu'ils ne feraient pas usage de la force contre les manifestants, mais ont tout de même bouclé le centre-ville. De nombreuses artères restent inaccessibles. Aucun acte de violence n'a été signalé mardi en marge des grandes manifestations.

L'armée a assuré qu'elle ne ferait pas usage de la force contre les manifestants.

L'opposition refuse de négocier. Les manifestants répondent aux appels d'organisations pro-démocratie issues de la société civile, soutenues par des personnalités comme le Prix Nobel de la paix Mohamed ElBaradei, par une partie de l'opposition laïque et par les Frères musulmans, la force d'opposition la plus influente du pays. M. ElBaradei a déclaré, mardi à la chaîne satellitaire Al-Arabiya, que le président Moubarak devait quitter le pouvoir "*d'ici à vendredi*". Dans une interview au journal britannique The Independent, il a prévenu que, si le président "*[voulait] vraiment sauver sa peau, il ferait mieux de partir*".

Une coalition d'opposants à Hosni Moubarak a prévenu le gouvernement égyptien qu'elle n'engagerait pas de dialogue sur une transition politique avant le départ du président, ont déclaré mardi les Frères musulmans. "*Après cela, un dialogue pourra débiter avec la hiérarchie militaire sur les détails d'un transfert pacifique du pouvoir*", a déclaré Mohamed El-Beltagi, ancien député des Frères musulmans. Cette coalition inclut les Frères musulmans, l'Association nationale pour le changement de Mohamed ElBaradei, divers partis politiques et des personnalités représentant notamment les coptes.

Envisager l'après. Si la situation semble momentanément figée, certains opposants s'emploient à poser des jalons pour l'après-Moubarak. C'est le cas de Mohamed El-Beltagi, qui estime qu'un "*conseil*" devrait assurer l'intérim du pouvoir pendant trois mois, le temps d'organiser des élections législatives dont sortirait un gouvernement chargé de conduire le pays pendant une durée de deux ans. Ce gouvernement aurait pour mission de faire adopter des réformes constitutionnelles, en préalable à la tenue de nouvelles élections législatives.

Quant à Kamel El-Helbaoui, personnalité éminente de l'organisation des Frères musulmans, il estime que le chef d'état-major des armées, le général Sami Enan, serait un candidat possible pour succéder à M. Moubarak, étant donné sa réputation d'homme incorruptible.

L'avenir économique de l'Égypte s'assombrit. Après une semaine de mobilisation sans relâche, les contrecoups économiques de la révolte se faisaient sentir, notamment dans les ports d'Alexandrie et de Damiette, où les navires céréaliers ont de plus en plus de mal à décharger leurs cargaisons en raison d'une pénurie de dockers.

Les touristes, l'une des principales sources de revenus pour l'Égypte, se font également de plus en plus rares. Banques et Bourse sont fermées, le carburant manque et l'appel à la grève générale était toujours en vigueur. Après Moody's lundi, l'agence de notation Standard and Poor's a abaissé d'un cran la note de l'Égypte.

Mardi matin, le Fonds monétaire international s'est dit "*prêt à aider à concevoir le type de politique économique qui pourrait être mise en place*", selon son directeur, Dominique Strauss-Kahn. L'Unesco a, de son côté, lancé un appel à la sauvegarde du patrimoine culturel et archéologique du pays, qui compte sept sites classés au Patrimoine mondial de l'humanité.

Réactions internationales. A l'étranger, la vague de contestation qui a emporté le régime de Zine El-Abidine Ben Ali en Tunisie à la mi-janvier et secoue actuellement l'Égypte semble faire trembler le pouvoir jordanien : le roi Abdallah a limogé mardi son premier ministre, Samir Rifaï, dont des manifestants réclamaient la démission, et l'a remplacé par son ancien conseiller militaire Marouf Bakhit. Par ailleurs, un appel à la manifestation a été lancé pour vendredi à Damas, en Syrie.

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, qui a reporté sine die sa visite prévue dans une semaine en Égypte, a invité Hosni Moubarak à écouter la colère de son peuple. Quant aux États-Unis, ils ont dépêché en Égypte un émissaire, Frank Wisner, ancien ambassadeur au Caire, qui doit rencontrer de hauts dirigeants du régime. L'ambassadrice américaine dans la capitale égyptienne, Margaret Scobey, s'est entretenue au téléphone avec Mohamed ElBaradei, qui a reçu en outre un appel téléphonique de l'ambassadeur britannique.

Craignant pour sa part un possible futur pouvoir en Égypte hostile à son pays, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a appelé la communauté internationale à "*exiger*" le respect du traité de paix égypto-israélien.

Un article du Figaro.fr du 2 février :

Egypte. Moubarak envoie ses nerfs contre les manifestants avec le soutien de l'armée. (titre du site) (03.02)

(Titre du Figaro.fr : *Sanglante bataille au Caire entre pro et anti-Moubarak*)

22h55 : La chaîne d'information France 24 annonce que trois de ses journalistes ont été interpellés en fin de journée et sont détenus par «*les renseignements militaires*». Par ailleurs, Thierry Thuillier, directeur général des rédactions de France-Télévisions, confirme qu'une équipe de France 2 a été prise à partie alors qu'elle revenait d'un reportage à Suez. Les trois journalistes et leur guide «se sont échappés» sous les coups. Deux journalistes souffrent de contusions et d'écorchures, le troisième a reçu un coup au crâne par un objet contondant. Thierry Thuillier n'a pu préciser s'il s'agissait de partisans d'Hosni Moubarak ou de manifestants qui lui sont hostiles, ou encore s'il s'agissait de simple brigandage.

22h42 : Un nouveau bilan officiel fait état de 3 morts, 639 blessés mercredi au Caire.

22h03 : La chef de la diplomatie américaine, Hillary Clinton, réclame au vice-président Omar Souleimane une enquête sur les violences survenues dans les manifestations mercredi au Caire.

22h00 : Les accrochages se poursuivent place Tahrir. Des coups de feu ont été entendus par un journaliste de l'AFP qui a vu une personne blessée par balle.

21h58 : Une centaine de personnes manifestent devant l'ambassade d'Egypte à Paris pour réclamer le départ du président Hosni Moubarak et dénoncer les violences survenues dans la journée au Caire.

21h55 : L'armée égyptienne est intervenue place Tahrir pour exfiltrer de la foule en colère un caméraman de la télévision publique Radio-Canada, sans quoi toute l'équipe «*aurait été battue à mort*», a raconté l'un des journalistes présents. Pour le reporter Jean-François Lépine «*les étrangers, mais surtout les journalistes, sont des cibles absolument directes et on a l'impression qu'il y a même un ordre qui a été donné à ces manifestants violents*».

21h49 : Le ministre des Affaires étrangères britannique William Hague annonce à la BBC que Gamal Moubarak, le fils cadet du président égyptien, se trouve actuellement en Egypte et non à Londres.

21h39 : Sur son compte Twitter, le journaliste Charles Enderlin assure qu'une équipe de France 2 a été attaquée au Caire. Il décompte au moins deux blessés.

21h13 : Reporters sans frontières «condamne sans appel» les violences commises par les partisans du président Moubarak, auxquels se seraient mêlés des policiers en civil, contre plusieurs journalistes de la BBC, d'Al-Jazeera, de CNN, d'Alarabiya et d'ABC News.

20h54 : Le vice-président Omar Souleimane appelle les manifestants à rentrer chez eux et à respecter l'appel des forces armées au respect du couvre-feu. Selon lui, les manifestations doivent cesser avant la mise en place de tout dialogue.

20h47 : Un nouveau bilan établi par la ministère de la Santé fait état d'un mort et de 611 blessés.

19h45 : Condamnant les violences de la journée, Barack Obama fait savoir à son homologue égyptien Hosni Moubarak que «le temps du changement est arrivé», rapporte la Maison-Blanche. Le peuple égyptien ne veut pas des nominations ou des discours, il veut de l'action, a ajouté le porte-parole du président américain. «*Et maintenant, ça veut dire maintenant*», a insisté Robert Gibbs.

19h30 : Michèle Alliot-Marie appelle à l'arrêt des violences «de part et d'autre». La ministre française des Affaires étrangères, interviewée sur Canal+, a souhaité qu'il y ait «*un processus de transition pacifique pour écouter ce que disent les Egyptiens*».

18h40 : Les violences de la journée place Tahrir auraient fait un mort, un appelé de l'armée, et 403 blessés selon la télévision publique égyptienne citant le ministère de la Santé.

17h40: Des gaz lacrymogènes d'origine inconnue ont été tirés contre les manifestants anti-Moubarak à la nuit tombée près de la place Tahrir.

17h30 : Au moins 500 personnes ont été blessées place Tahrir, affirment des sources médicales. Une mosquée, transformée en hôpital de campagne, accueille une partie des victimes. Beaucoup sont touchées à la tête.

17h15 : Deux cocktails Molotov ont atterri dans la cour du Musée égyptien, qui abrite des trésors inestimables de l'Antiquité pharaonique, tout près de la place Tahrir où se déroulent les heurts. L'armée est parvenue à éteindre l'incendie limité qui s'est propagé à un arbre devant le musée.

17h05 : Les Etats-Unis «déplorent et condamnent» la violence contre les manifestants en Égypte, indique la Maison Blanche. De son côté, le premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou a mis en garde contre le risque que le soulèvement populaire en Égypte ne débouche sur une période «*d'instabilité et d'incertitude pendant de nombreuses années*» dans la région.

16h22 : Mohamed ElBaradei a demandé à l'armée d'intervenir «*aujourd'hui et de ne pas rester neutre*» pour protéger des vies après les affrontements entre partisans et adversaires du président Hosni Moubarak sur la place Tahrir.

16h17 : Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, juge «inacceptables toutes attaques contre des manifestants pacifiques» .

15h40 : Le journaliste belge Serge Dumont a été «tabassé» alors qu'il couvrait une manifestation pro-Moubarak au Caire. «*J'ai reçu une volée de coups à la figure. J'ai reçu un verre d'eau, du Nil, m'ont-ils dit, pour que j'attrape la diarrhée. Je suis sous la garde de deux militaires, avec kalachnikovs et baïonnettes. Ils disent que je vais être emmené auprès des services secrets. Ils me reprochent d'être un espion*», a expliqué le journaliste lors d'un bref contact téléphonique avec la rédaction du Soir. Par ailleurs, deux journalistes suédois du quotidien Aftonbladet ont été pris à partie, ainsi que le journaliste vedette de CNN, Anderson Cooper. Les Etats-Unis ont fait état de leur inquiétude suite «*aux arrestations et aux attaques*» contre les médias couvrant la crise égyptienne

15h29 : L'Égypte refuse les appels à une transition immédiate du pouvoir, déclare le porte-parole du ministère égyptien des Affaires étrangères, après les appels répétés en ce sens de la communauté internationale, notamment des Etats-Unis. Ces demandes «*des parties étrangères visent à enflammer la situation intérieure en Égypte*», dénonce le ministère de l'Intérieur égyptien.

15h23 : Selon un correspondant d'al-Jezira, l'armée égyptienne tire en l'air pour disperser des manifestants. Les manifestants ont salué cette intervention par une explosion de joie, certains montant sur les chars au côté des militaires. «*Armée et peuple main dans la main*», scandaient-ils. D'après la chaîne d'information, des centaines de personnes ont dû être évacuées de la place Tahrir. Un garçon de huit ans aurait été gravement blessé.

15h15 : Trois camions militaires, saisis sur les pro-Moubarak, ont été mis en travers de la route pour dresser des barricades contre leurs adversaires. L'armée n'a pas protesté.

14h54 : Le ministère égyptien de l'Intérieur réfute les allégations de manifestants anti-gouvernementaux selon lesquelles des policiers en civil seraient impliqués dans des heurts

14h38 : L'opposant Mohamed ElBaradei accuse le gouvernement d'Hosni Moubarak de recourir à «la tactique de la peur» après les heurts survenus au Caire entre des pro et anti-Moubarak. «*J'ai peur que cela tourne au bain de sang*», a-t-il précisé, en qualifiant de «bande de voyous» les manifestants pro-Moubarak.

De leur côté, les Frères musulmans, principale force d'opposition, refusent que le président Hosni Moubarak reste à la tête de l'État jusqu'à la fin de son mandat en septembre.

14h21 : La chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton appelle le président égyptien Hosni Moubarak à agir «le plus vite possible» pour réaliser la «*transition*» politique demandée par les manifestants.

14h03 : Des partisans du président égyptien ont chargé des manifestants anti-Moubarak dans le centre du Caire à cheval et à dos de chameau, avant d'être encerclés et désarçonnés. Au moins six personnes ont été jetées à bas de leur monture, frappées à coups de bâtons et traînées au sol, alors que leur visage était en sang.

Certains militaires appellent au calme debout sur leur char, sans s'interposer, tandis que d'autres s'abritent des projectiles. Un véhicule militaire a par ailleurs été endommagé.

13h35 : Des dizaines de personnes ont déjà été blessées au cours des violences qui ont éclaté entre pro et anti-Moubarak place Tahrir, au Caire. Les manifestants se battent à coups de poings, de bâtons et de jets de pierres autour des chars de l'armée gardant les entrées de la place.

13h17 : Trois mouvements de la coalition anti-Moubarak affirment que des policiers en civil sont entrés en force place Tahrir, au Caire, où des heurts ont éclaté entre des partisans du président Hosni Moubarak et des manifestants qui réclament son départ.

13h07 : Le premier ministre britannique David Cameron estime que «la transition doit être rapide, crédible, et démarrer maintenant».

13h04 : La Commission européenne se dit prête «à renforcer son assistance» à l'Égypte pour l'aider à effectuer une «transition» politique pacifique et «ordonnée». «*Nous demandons instamment la mise en oeuvre de réformes nécessaires, y compris que des élections libres et équitables soient organisées dans les meilleurs délais*», affirme la Commission sans se prononcer sur une date précise pour des élections et sans nommer le président Moubarak.

13h01 : De violents accrochages ont éclaté place Tahrir, au Caire, entre des milliers de partisans d'Hosni Moubarak et des manifestants réclamant son départ, sans que l'armée présente sur place n'intervienne, selon des journalistes de l'Agence France Presse.

12h54 : Le ministre suédois des Affaires étrangères, Carl Bildt, appelle à la tenue d'«élections libres et équitables» en Égypte, assurant que «l'ère Moubarak est révolue».

12h10 : L'appel à manifester massivement vendredi contre le régime du président Hosni Moubarak est maintenu malgré l'ordre de l'armée intimant aux manifestants de rentrer chez eux, affirme un dirigeant du mouvement de contestation.

11h34 : Les manifestants pro-Moubarak organisent la riposte dans les rues du Caire, en haranguant des manifestants devant la place Tahrir. Des milliers d'autres font l'éloge du président égyptien dans un autre quartier de la capitale, aux cris de «*Oui à Moubarak, oui à la stabilité*».

11h26 : Le Parlement égyptien suspend ses séances jusqu'à la révision des résultats des dernières élections législatives, entachées par des accusations de fraude et de violences, selon l'agence de presse officielle Mena.

«*Le président de l'Assemblée, Fathi Sorour, a chargé le secrétaire général du Parlement, Sami Mahrane, de contacter la haute commission électorale pour obtenir les noms des députés visés par des décisions de justice*», ajoute l'agence. Avant de préciser : «*Le Parlement déclarera nulle l'élection des députés visés par la cour d'appel et annoncera un nouveau scrutin dans les circonscriptions concernées*».

11h16 : La ministre espagnole des Affaires étrangères souhaite que l'Égypte engage de «*vraies réformes, avec des changements en profondeur*». «*Il doit y avoir un gouvernement, qui peut être d'union nationale*», «*qui dirige ce processus jusqu'à la convocation d'élections générales*», souligne la ministre.

11h15 : Le couvre-feu en vigueur depuis vendredi dans la capitale égyptienne du Caire, ainsi qu'à Alexandrie et à Suez, est allégé, selon la télévision d'Etat. Il commencera à 17 heures locales (16 heures à

Paris) au lieu de 15 heures actuellement et se terminera à 7 heures (6 heures à Paris) contre 8 heures jusqu'ici.

11h02 : Après plus de cinq jours de coupure, l'accès à Internet est au moins en partie rétabli en Égypte, selon des journalistes de l'Agence France Presse (AFP). Au Caire, des reporters de l'AFP ont accès au Web en utilisant un serveur égyptien. Des citoyens contactés indiquent également avoir réussi à naviguer sur la toile.

11h01 : La première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, juge *«souhaitable»* que le président égyptien Hosni Moubarak quitte le pouvoir, soulignant que *«c'est à l'évidence ce que le peuple lui demande»*. *«Hosni Moubarak ne permet pas la liberté démocratique, ni les élections libres, ni la liberté de la presse»*, affirme-t-elle.

10h51 : Costa Croisières, leader européen du secteur, annonce l'annulation des escales prévues en Égypte et en Tunisie en raison des troubles dans les deux pays. La compagnie italienne *«confirme le déroulement régulier de ses croisières aux dates prévues, les modifications apportées aux itinéraires étant dues à des cas de force majeure»*.

10h41 : L'armée égyptienne appelle les manifestants à rentrer chez eux, dans un communiqué lu à la télévision d'Etat.

10h14 : Comme son homologue américain Barack Obama, le président français Nicolas Sarkozy souhaite que la transition politique s'engage *«sans tarder»* et *«sans violence»* en Égypte, au lendemain de l'annonce par le président Hosni Moubarak qu'il abandonnerait son fauteuil en septembre. Le chef de l'Etat *«appelle tous les responsables égyptiens à tout faire pour que ce processus crucial se déroule sans violence»*.

«Liée à l'Égypte par une ancienne et profonde amitié, la France renouvelle son appui aux aspirations des Égyptiens pour une société libre, démocratique et diverse. Elle sera aux côtés de tous ceux qui entendent conserver un caractère pacifique et exemplaire à l'expression et à la satisfaction de ces attentes légitimes», conclut Nicolas Sarkozy.

10h01 : Le chef de la diplomatie allemande Guido Westerwelle se félicite qu'Hosni Moubarak *«veille ouvrir la voie à un nouveau politique»*. *«Il va nous falloir maintenant voir quel rôle il veut et il peut jouer lui-même»*, a-t-il expliqué, affirmant qu'il est *«crucial que les annonces soient suivies d'effet, très concrètement»*.

9h47: Quelque 500 partisans du président égyptien sont rassemblés dans le centre du Caire pour clamer leur allégeance à Hosni Moubarak, dont le départ est réclamé depuis plus d'une semaine. Certains manifestants pro-régime ont également exprimé leur intention de marcher sur la place Tahrir, où les opposants au régime de Moubarak sont rassemblés.

8h55 : Au Caire, des milliers de manifestants, dont beaucoup campent depuis des jours sur la place Tahrir, devenue emblématique de la colère des Égyptiens, ont repris dès leur réveil les slogans réclamant le départ du président : *«Allez, allez, Hosni dehors»*.

8h10 : Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, estime insuffisante l'annonce d'Hosni Moubarak de rester au pouvoir jusqu'à la présidentielle de septembre, affirmant qu'un départ immédiat serait la seule option pour satisfaire les revendications de son peuple.

02h24 : La Grande-Bretagne réitère son appel aux autorités égyptiennes à procéder à un *«changement réel, visible et complet»*, après qu'Hosni Moubarak a annoncé qu'il resterait au pouvoir jusqu'à la présidentielle de septembre.

00h47 : Dans une intervention solennelle à la Maison Blanche, le président américain, Barack Obama, indique avoir dit à son homologue égyptien, Hosni Moubarak, qu'une transition politique pacifique et calme devait débiter *«maintenant»* en Égypte, s'abstenant toutefois de lui demander d'écouter les appels exigeant son départ immédiat. Barack Obama s'est entretenu au téléphone pendant 30 minutes mardi soir avec Hosni Moubarak.

Le chef d'État américain félicite également l'armée égyptienne d'avoir permis que des manifestations pacifiques aient lieu, et déclare aux jeunes Egyptiens: «*Nous entendons votre voix*».

Un article du Monde.fr du 2 février :

Quand la gendarmerie d'Alès se croit en Tunisie. (03.02)

(Titre du Monde.fr : *Polémique autour d'une intervention musclée de la gendarmerie contre des manifestants*)

Une vidéo montrant un gradé de la gendarmerie faisant usage de gaz lacrymogène contre des manifestants apparemment inoffensifs à Anduze (Gard) circule sur internet et sème l'émoi dans la gendarmerie, a-t-on appris de plusieurs sources. Mis en ligne le 23 janvier, le document totalise 60 000 vues ce mercredi 2 février et a été cité par le Canard enchaîné.

La direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN) a indiqué mercredi à l'AFP n'avoir "*aucun commentaire à faire pour l'instant*" sur cette vidéo. Elle a précisé "*qu'à ce jour (mercredi) il n'y a pas d'enquête disciplinaire engagée*" contre ce gradé.

Contactée par Le Monde.fr, la gendarmerie d'Anduze renvoie vers l'échelon supérieur, la gendarmerie d'Alès. En déplacement, le commandant de la compagnie, Frédéric Warion, n'était pas joignable mercredi en début d'après-midi.

Joint par Le Monde.fr, Alain Beaud, président de la communauté de communes d'Anduze et maire PS de Saint-Sébastien d'Aigrefeuille, présent en tête de cortège, raconte : "*Notre manifestation était motivée par le fait que le président de l'agglomération voisine - le député-maire UMP d'Alès Max Roustan - souhaitait débiter ses vœux chez nous, en empruntant le train à vapeur des Cévennes, un de nos fleurons. Parce que notre communauté de communes fait l'objet de tentatives de rattachement de sa part, cela a été vécu comme une provocation.*"

Les manifestants ont donc, le 21 janvier dernier en gare d'Anduze, bloqué, par un sit-in sur les voies, ce train touristique régional. "*Nous n'avons pas d'intention d'empêcher le départ du train, simplement de le retarder*", affirme Alain Beaud.

La vidéo montre un (commandant) chef d'escadron aspergeant de gaz lacrymogène des personnes âgées et des élus, apparemment pacifiques. Il semble agir sans sommation, dans le document. Et vise le visage des manifestants. S'ensuivent des contacts avec les manifestants. Certains dénoncent des coups de matraque. L'un d'entre eux montre son tibia, surmonté d'une grosse bosse.

De source proche de la DGGN, on a précisé à l'AFP que cette vidéo était "*sans aucun doute parcellaire*" et que la "*manifestation n'était pas aussi pacifiste qu'on veut bien le dire ou le montrer*".

Joint par Le Monde.fr, Alain Beaud, de la communauté de communes d'Anduze, réplique : "*Il n'y a eu absolument aucune violence ou dégradation de la part des manifestants, avant l'intervention des gendarmes.*" Quant à la vidéo, il affirme : "*Le réalisateur m'a dit qu'il avait déposé les rushes complets chez un huissier, par précaution. Ils sont à la disposition de la justice.*" L'incident a suscité des vives protestations des élus locaux : il s'agit d'une "*violence inouïe*". Sur des blogs et sites de gendarmes — tenus en tant que militaires à un strict devoir de réserve —, qu'elle sème l'émoi parmi les gendarmes.

Son passage sur le forum Gendarmes et citoyens a suscité 120 commentaires, souvent très sévères envers les gendarmes visibles dans la vidéo.

Un article de Libération.fr du 3 février :

Les magistrats «révoltés» par les critiques de Sarkozy. (04.02)

Les syndicats de magistrats se sont dit jeudi "révoltés" par la mise en cause par Nicolas Sarkozy de la police et de la justice dans l'affaire Laetitia et préparent un mouvement national de protestation.

Les propos du président de la République sont scandaleux (...), c'est du populisme de bas étage", a réagi Christophe Régnard, président de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire).

Chez les magistrats, "le mot ras-le-bol est faible, il y a un sentiment d'injustice et de révolte", a également déclaré à l'AFP Matthieu Bonduelle, secrétaire général du Syndicat de la magistrature (SM, gauche).

En solidarité avec les magistrats de Nantes, qui ont décidé jeudi de suspendre les audiences, l'USM comptait appeler dans un premier temps à des assemblées générales dans toutes les juridictions de France, "afin de faire la même chose que les collègues nantais".

Les syndicats étudient par ailleurs les modalités d'une action nationale commune pour la fin de la semaine prochaine, ont indiqué l'USM et le SM.

Lors d'un déplacement à Orléans, Nicolas Sarkozy a promis que les "dysfonctionnements graves" des services de police et de la justice qui ont permis la remise en liberté du principal suspect du meurtre de la jeune Laetitia à Pornic (Loire-Atlantique) seraient sanctionnés.

"Quand on laisse sortir de prison un individu comme le présumé coupable sans s'assurer qu'il sera suivi par un conseiller d'insertion, c'est une faute. Ceux qui ont couvert ou laissé faire cette faute seront sanctionnés, c'est la règle", a ajouté le président de la République. La mise en cause de trop?

"Tout le monde sait que ce n'est pas une faute qui a été commise", a estimé Matthieu Bonduelle. "Des choix ont été faits et validés par la hiérarchie (...), il n'y avait pas les moyens de faire mieux", a-t-il ajouté.

Pour lui, "il est quasi-impossible d'exercer les fonctions de magistrat en sarkozie". La justice réclame plus de moyens depuis des années, et maintenant "on vient nous reprocher d'essayer de faire au mieux avec les moyens qu'on a!", s'est-il indigné.

"Si on est dans la recherche de boucs émissaires, on ne peut plus travailler. La situation nantaise est partout, on ne peut pas suivre l'ensemble des personnes", a renchéri Christophe Régnard, déplorant au passage l'emploi par le chef de l'Etat de l'expression "présumé coupable".

"Le ministère de la Justice vient de reconnaître qu'il y a 100.000 peines non exécutées chaque année", a rappelé le président de l'USM.

Le Snepap-FSU "ne peut admettre une telle mise en cause des professionnels que nous sommes, ainsi qu'une telle méconnaissance de l'activité des services et des règles d'exécution des peines en France", a également réagi le syndicat de travailleurs pénitentiaires.

Le responsable du SM disait ne pas avoir vu un tel sentiment de révolte depuis 2008, à l'époque où Rachida Dati était ministre de la Justice. Un mouvement de protestation avait alors été déclenché par la mise en cause des services judiciaires et pénitentiaires dans le suicide d'un mineur à la prison de Metz.

Un article de Rue89 du 3 février :

Dictature du capital. Les esclavagistes des temps modernes. (04.02)

(titre de Rue89 : *Managers, espionnez vos salariés depuis votre smartphone*)

« 70% des dispositifs de vidéosurveillance que j'installe dans les entreprises sont utilisés pour surveiller les salariés. »

Ce constat de Léo Essuied, professionnel de la « *vidéoprotection* », fait froid dans le dos :

- une simple déclaration auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) suffit pour installer un dispositif de vidéosurveillance, avec enregistrement – sans, aucune démarche administrative n'est nécessaire ;

- on ne connaît pas le nombre de caméras installées dans les lieux privés – celles « autorisées », plus de 400 000 selon le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, le sont dans les lieux ouverts au public : administrations, gare et aéroports, voie publique, etc.

Grâce aux nouveaux systèmes de vidéosurveillance intégrant téléphones portables et webcams, de nombreux chefs d'entreprises se transformeraient en Big Brother. Certains témoignages semblent d'ailleurs tout droit sortis du roman de George Orwell, « 1984 », comme celui de cette employée de pharmacie :

« *Notre responsable regarde les vidéos en direct sur son iPhone ou sur un ordinateur et nous téléphone dès qu'il trouve que nous ne sommes pas assez actives en magasin ou qu'on traîne trop dans l'arrière-boutique.*

C'est un flicage permanent ! Il nous dit qu'il n'écoute pas, mais qu'est-ce qui nous le prouve ? »

Le propriétaire de ladite l'officine dira lui avoir installé sept caméras « pour se conformer à la législation en vigueur ».

De la vidéosurveillance en live sur son smartphone via une webcam

Les téléphones de troisième génération (3G) seraient la nouvelle arme massive de surveillance à distance ; en connectant sa caméra à un enregistreur connecté à Internet, on peut visionner les images capturées depuis son smartphone - compter 1 000 euros pour un système capable d'être connecté à quatre caméras, selon un vendeur.

Le site commerçant Ma vidéo surveillance a schématisé un autre système, plus direct, utilisant la webcam ; et propose de tester le système sur son iPhone ou via le navigateur Safari.

Les dispositifs vendus sont paramétrés afin de ne pas conserver les images plus de 31 jours, comme le veut la loi. Mais, en quelques clics et grâce à un code fourni par le fournisseur, on peut contourner cette limite.

« *Ça n'a aucun intérêt pour lutter contre le vol* »

Selon Léo Essuied, ces nouveaux systèmes de vidéosurveillance ne sont pas dirigés contre le public :

« *Aucun chef d'entreprise ne peut passer ses journées à surveiller les vidéos sur Iphone, c'est du ponctuel, ça n'a donc aucun intérêt pour lutter contre le vol, à moins de tomber pile au moment du délit. C'est donc bien pour surveiller leurs salariés [...].*

Parfois, c'est presque une méthode de management. J'ai vu des responsables évaluer le comportement de leurs employés face aux clients, grâce aux caméras. »

Et, dans certaines entreprises, aucun espace n'échappe à cette surveillance :

« Un client sur deux me demande d'installer des caméras dans des lieux qui ne sont pas accessibles au public [et donc, ne nécessitant pas de déclaration en préfecture, ndlr].

J'ai installé un dispositif de 32 caméras dans un supermarché G20 d'environ 200 m2. Autant vous dire qu'excepté les toilettes, tout est filmé, même les lieux réservés aux temps de pauses ou l'endroit où ils fument leurs cigarettes. »

« On peut toujours trouver quelque chose à reprocher à quelqu'un »

Chez Cars Perrier, entreprise de transports dans les Yvelines, la vidéosurveillance a été installée en 2008 – suite à une demande du comité d'entreprise après la dégradation de la machine à café.

« La direction a sauté sur l'occasion et en a profité pour installer quatre caméras », raconte Pascal Hautot, délégué CGT, syndicat majoritaire de l'entreprise. Personne, à part l'employeur, ne connaît la cible des caméras :

« Pour deviner ce qui est filmé, on s'est placés sous les caméras et on a calculé en fonction de leurs angle. »

Ce qu'il découvre stupéfait le syndicaliste : l'une des caméras filme directement l'escalier qui mène au local de la CGT. Deux autres caméras, dont celle installée en direction de la machine à café, filment des tableaux réservés aux affichages syndicaux et l'accès au vestiaire. La dernière, enfin, est tournée en direction de l'accès au Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail.

La direction a invoqué la présence d'un coffre et de la machine servant au retour de la monnaie collectée par les conducteurs de cars. Pascal Hautot :

« Je ne vois pas un salarié braquer un coffre-fort blindé au moment de sa pause, alors si vraiment ils veulent mettre de la vidéosurveillance, il suffit d'une [caméra] à l'entrée des parties qui ne sont pas accessibles au public. »

Le délégué CGT soupçonne ainsi la direction de surveiller le syndicat :

« On est la première organisation syndicale donc on peut supposer que [la direction] veut vérifier qui nous fréquente. [...] »

On pense que certaines sanctions sont liées à ce qu'ils ont vu. Bien sûr, on ne peut avoir aucune preuve. La direction les justifie par des retards.

On peut toujours trouver quelque chose à reprocher à quelqu'un. »

Pascal Hautot s'est alors adressé à l'Inspection du travail qui n'a pas donné suite. Il a contacté la Cnil qui a réagi immédiatement, demandant au transporteur de modifier l'orientation de deux caméras. Un dossier concernant le reste du dispositif est toujours en cours d'instruction ; le directeur des Cars Perrier n'était « *pas disponible* » ce jeudi après-midi pour répondre à nos questions.

En 2009, la Cnil a rapporté 1000 plaintes contre la surveillance en entreprise – mais n'a pas communiqué de chiffres sur la vidéosurveillance particulièrement ; tandis que le nombre de déclaration d'installation de caméras a augmenté de 12%, ce qui correspond à la mise en place de 3 000 nouveaux dispositifs.

Un article du Post.fr du 3 février :

Gard : un manifestant, blessé lors de l'intervention des gendarmes, raconte. (04.02)

Jeudi 21 janvier, Louis Julian, vigneron de 60 ans de Ribaute-les-Tavernes, était parmi les manifestants s'opposant au rattachement de la communauté de communes d'Anduze (Gard) à celle d'Alès.

Avec plusieurs dizaines de personnes, il avait pris place sur les voies ferrées, empêchant le passage d'un train transportant des élus aux vœux du député-maire UMP d'Alès Max Roustan. "*Faire partir le train d'Anduze, comme si la commune faisait déjà partie de la communauté d'Alès, c'était de la provocation*" explique Louis Julian au Post. D'où le rassemblement.

Mercredi, un élu présent lors de la manifestation, Alain Beaud, maire d'une commune voisine, expliquait au Monde.fr le deal qu'il avait passé avec le commandant de gendarmerie Frédéric Warrion : après un rapide sit-in, ils avaient convenu que le gradé prendrait l'élu par le bras et l'écarterait, marquant ainsi la fin du rassemblement.

"*Mais ça ne s'est pas passé comme convenu*" poursuit Louis Julian sur Le Post. "*Sans aucune sommation ni annonce ni rien, les gendarmes ont commencé à pousser les gens.*" Et ça a dégénéré. Sur la vidéo ci-dessous publiée le 23 janvier par le vidéaste et blogueur Edmond Zimmermann sur Dailymotion, on voit le chef d'escadron Frédéric Warrion, bombe de gaz lacrymogène à la main, asperger un, puis plusieurs manifestants.

C'est à ce commandant, que Louis Julian accuse de l'avoir frappé à plusieurs reprises sans raison, a tenu à écrire une lettre qu'il a voulu rendre publique. Il lui demande des explications, des excuses, et lui annonce son intention de porter plainte.

Une autre plainte, pour violences, a déjà été reçue par le parquet d'Alès. Jeudi matin, le procureur expliquait au Post que deux enquêtes étaient en cours : une de l'inspection générale de la gendarmerie pour "*faire toute la lumière sur les circonstances précises des faits et l'usage de la force*". L'autre, par la brigade de recherches d'Alès, sur les dégradations du train.

Sur Le Post, Louis Julian, revient sur les faits :

A quel moment avez-vous eu affaire aux gendarmes ?

"*J'étais sur les rails, avec les autres, près de personnes que je connais. Tout se passait bien. On chantait des slogans. L'ambiance était très bon enfant. J'ai su ce qui était prévu entre les élus et le commandant de gendarmerie. On devait rester un peu sur les voies, puis quitter les voies au signal du chef d'escadron. Il devait prendre un élu par le bras. Mais ça ne s'est passé comme convenu. Le commandant n'a pas fait de geste, n'a pris personne par le bras. A un moment, ils sont descendus sur les voies, et ont commencé à pousser les gens en disant que c'était fini.*"

Comment avez-vous réagi ?

"*Je suis remonté sur le quai, et j'ai regardé la scène. Les manifestants continuaient à chanter, certains ne voulaient pas bouger. C'est là que le commandant a commencé à asperger les manifestants au gaz lacrymogène. Il a aspergé les gens comme ça, d'un coup, à bout portant. J'étais stupéfait.*"

Qu'avez-vous fait ?

"*Je ne sais pas comment, mais la bombe lacrymogène a échappé des mains du commandant, et est tombée à terre, presque à mes pieds. Je me suis alors précipité pour la récupérer, dans le but de l'éloigner le plus possible de ses mains. Pour éviter qu'il continue à s'en servir. J'ai pris la bombe et l'ai jetée dans un fossé. Je crois que ça ne leur a pas plu.*"

Que s'est-il passé ensuite ?

"Quasiment immédiatement, quatre ou cinq gendarmes me sont tombés dessus. Certains me maîtrisaient en me tenant les bras, et l'un d'eux me donnait des coups. J'ai cru que plusieurs me frappaient, car j'ai reçu cinq ou six coups de poing au visage, mais on m'a dit que le commandant était le seul à frapper. En tout cas, sa grosse chevalière à la main gauche m'a bien fait mal."

Vous êtes-vous débattu ?

"Je ne pouvais pas, j'étais tenu de tous côtés. Ensuite ils m'ont plaqué à terre, traîné contre la barrière, puis laissé là, comme ça, sans rien d'autre."

Avez-vous également reçu des coups quand vous étiez à terre ?

"Non, aucun. C'était quand j'étais debout. J'ai vu un médecin juste après. Je saignais sous l'oeil, j'étais gonflé, je le suis d'ailleurs toujours un peu. J'ai des hématomes, comme vous pouvez le voir sur la photo, mais mon médecin m'a dit que je ne devrais pas avoir de séquelles."

Comment expliquez-vous ce qui vous est arrivé ?

"Je ne l'explique pas. Je ne connais pas ce gendarme. N'a-t-il pas supporté que je lui enlève son joujou ? A-t-il pensé que j'allais, en la ramassant, utiliser cette bombe contre lui ? Ce n'est pas logique, car ils m'ont vu m'en débarrasser. Est-ce parce que le sous-préfet et le président de l'agglomération étaient dans le train ? Je ne vois pas. Si j'avais fait quelque chose de grave, ils m'auraient interpellé, non ? Ça n'a pas été le cas. On ne m'a rien dit".

Quand allez-vous porter plainte ?

"Bientôt. Avec une dizaine de personnes, on réfléchit à une plainte collective. Je veux comprendre. Si je m'étais rebellé, à la limite. Mais non. Si la gendarmerie inflige des coups comme ça, il y a des questions à se poser, non ? C'est assez incompréhensible. Je demande des explications. Et des excuses de la part du commandant."

Et s'il vous en présente ?

"Je les accepterai volontiers. S'il y eu une erreur d'appréciation, qu'il me le dise. Car là c'est absurde."

L'ancien maire de Massiargues-Attruech et témoin de l'agression de Louis Julian, Jacques Blanc, confirme au Monde.fr les coups portés au vigneron : *"J'ai clairement vu le gendarme en képi qui donnait des coups de poings de bas en haut. On avait l'impression qu'il se défoulait, c'était violent et choquant."* Par ailleurs, un avocat préparant le dossier de plaintes affirme aussi avoir recueilli plusieurs témoignages.

Contacté par Le Post à la gendarmerie d'Alès, le commandant Frédéric Warrion, *"une enquête étant en cours"*, ne souhaite pas communiquer.

Un article de Libération.fr du 3 février :

Egypte. Mubarak : après moi "le chaos". (04.02)

(Titre de Libération.fr : *Mubarak aimerait démissionner, mais a peur du «chaos»*)

L'ESSENTIEL - La situation reste extrêmement tendue ce jeudi. Les violents affrontements d'hier et de la nuit place Tahrir se sont poursuivis. Il y aurait au moins cinq morts et des centaines de blessés. Les journalistes occidentaux sont pris en chasse par les pro-Mubarak, certains ont été passés à tabac, d'autres arrêtés. Un étranger aurait été battu à mort.

Le vice-président Omar Souleimane exhorte les manifestants à quitter la place Tahrir et déclare que l'exigence d'un départ sans délai de Mubarak était *«un appel au chaos»*.

Face à la situation alarmante, la communauté internationale, qui ne cesse d'appeler à l'arrêt des violences et à une transition immédiate et en douceur du pouvoir, continue d'aider ses ressortissants à quitter le pays.

20h35. Le président égyptien Hosni Mubarak a assuré à la chaîne de télévision américaine ABC qu'il aimerait quitter le pouvoir mais qu'il ne peut le faire par crainte du chaos qui s'installerait alors dans son pays, selon la journaliste Christiane Amanpour. Mubarak a dit qu'il «en avait assez d'être président et qu'il aimerait abandonner le pouvoir maintenant, mais qu'il ne peut le faire de peur que le pays ne sombre dans le chaos», a déclaré la journaliste d'ABC. Mubarak a ajouté qu'il ne voulait pas voir *«les Egyptiens se battre entre eux»*, selon des propos directement rapportés par Mme Amanpour. *«J'ai été très mécontent de ce qui s'est passé hier»*, a encore déclaré M. Mubarak, tout en mettant les violences sur la place Tahrir du Caire sur le compte du mouvement islamiste des Frères musulmans.

Mubarak a révélé qu'il avait déclaré à son homologue américain Barack Obama: *«Vous ne comprenez pas la culture égyptienne ni ce qui se passerait si je devais démissionner»*. A propos de sa décision de ne pas se présenter à la présidentielle de septembre, il a déclaré qu'il n'avait *«jamais eu l'intention de se représenter»*. Il a également assuré devant son fils Gamal, présent lors de l'entretien, qu'il n'avait jamais eu l'intention que ce dernier lui succède.

18h30. On apprend qu'une équipe de TF1 a été arrêtée au Caire par des civils armés et conduite vers un lieu indéterminé. Les journalistes continuent à être véritablement pris en chasse dans la capitale. Arte est aussi sans nouvelles de l'un de ses journalistes, envoyé spécial au Caire, arrêté un peu plus tôt par l'armée égyptienne, tout comme le quotidien belge Le Soir.

Une équipe du journaliste vedette de la chaîne américaine CNN, Anderson Cooper, a été molestée par des partisans du président Mubarak sans que des soldats, postés à proximité, n'interviennent.

Les journalistes se voient pour certains reprocher d'être des espions à la solde d'Israël, et dépouiller de leur matériel, ainsi que le raconte ici notre envoyée spéciale, Elodie Auffray, qui en a fait l'expérience ce matin.

18 heures. Le vice-président Souleimane s'exprime à la télévision d'Etat. A suivre en direct sur France 24 (entre autres). Les violences sont le résultat d'*«un complot»*, fomenté par des gens en Egypte même ou à l'étranger, dit-il. *«Il est possible qu'il y ait plusieurs desseins étrangers, ou des Frères musulmans (...) ou de certains partis ou d'hommes d'affaires. La plupart de ceux qui sont toujours à la place Tahrir ont des desseins spécifiques.»* *«L'État travaille sérieusement pour répondre aux revendications des jeunes.»*

Appeler Mubarak au départ est un *«appel au chaos»*.

16h30. Des témoins et des sources médicales font état d'*«un étranger battu à mort place Tahrir»*. La télévision d'Etat annonce une *«déclaration importante»* sous peu du vice-président Omar Souleimane. Place Tahrir, la guérilla urbaine se poursuit. Sur les photos Reuters ci-dessous, des pro-Mubarak perdent la partie, acculés à se rendre.

Al-Jazera diffuse les images d'un camion de police heurtant à toute allure des gens dans une rue du quartier de El Mouhandissine.

16 heures. Les opposants auraient repris la place Talaat Harb, place stratégique à 300 mètres de la place Tahrir et que les pro-Moubarak tenaient depuis le matin, selon notre envoyé spécial Luc Peillon. Sur l'un des ponts proches du musée égyptien, des pro-Moubarak tirent à balles réelles, relate-t-il aussi.

Les pro-Moubarak continuent à harceler les journalistes et encerclent le Ramses Hilton, où logent une partie des journalistes occidentaux au Caire. Selon plusieurs sources, ils ont fait irruption dans l'hôtel.

Enfin, Amnesty annonce l'arrestation d'un de ses employés français au Caire.

15h50. Ni Hosni Moubarak, ni son fils ne seront candidats à l'élection présidentielle prévue en septembre, précise le vice-président Omar Souleimane, cité par la télévision d'Etat.

15h30. Selon les envoyés spéciaux de France 24, *«les camps rivaux se livrent une guerre de pierres par ponts interposés derrière le musée du Caire»*. La liste des médias ayant des reporters battus ou interpellés comprend notamment Al-Jazira, Al-Arabiya, ABC news, CNN, France 2, France 24, Radio-Canada et elle continue à s'allonger. On est sans nouvelles de Serge Dumont, le correspondant du quotidien belge Le Soir. Le journaliste a été molesté et arrêté par des inconnus hier alors qu'il couvrait une manifestation dans la capitale égyptienne. Selon les bribes d'information qu'il a pu transmettre hier midi à l'ambassade, il était alors retenu par des services militaires, peut-être la garde présidentielle, qu'il comme *«des gens de Moubarak»*.

15h12. Le Premier ministre égyptien Ahmad Chafic a affirmé lors d'une conférence de presse *«ne pas avoir assez de policiers»* pour assurer la sécurité dans le pays.

14h35. Le Premier ministre égyptien Ahmed Shafik s'excuse des violences commises sur la place Tahrir et demande l'ouverture d'une enquête.

14h07. Le Premier ministre égyptien Ahmad Chafic se dit prêt à se rendre place Tahrir, épice de la contestation du régime, pour discuter avec les manifestants.

14 heures. L'un de nos envoyés spéciaux au Caire, Luc Peillon, qui se trouve à 200 mètres de la place Tahrir, confirme les tirs nourris signalés par l'AFP: *«J'entends des tirs en rafale d'armes automatiques dans le quartier où je me trouve. Impossible de savoir avec certitude qui est en train de tirer, mais le fait qu'il s'agit d'armes automatiques me fait penser que c'est l'armée. Il y a un peu plus de militaires aujourd'hui dans la rue, et j'ai l'impression qu'ils interviennent un peu plus qu'hier pour séparer les deux camps, voire pour faire reculer les pro-Moubarak. Les partisans du régime me semblent aussi un peu moins nombreux et davantage sur la défensive. Ils se retranchent, ils ne sont pas à l'offensive comme hier.»*

13h40. Des tirs nourris sont entendus aux abords de la place Tahrir, dans le centre du Caire, théâtre d'accrochages entre partisans et opposants au président égyptien. 13h30. Les groupes français de bâtiment et travaux publics, Vinci et Bouygues, associés dans la construction de la ligne 3 du métro du Caire ont décidé d'organiser le retour de la quasi-totalité de leur quelque 180 expatriés et leurs familles en Egypte.

12h36. Des chars de l'armée font mouvement pour empêcher que des partisans du président Hosni Moubarak parviennent à la place Tahrir, selon une journaliste de l'AFP sur place. Les chars cherchent à empêcher que les pro-Moubarak arrivant dans le secteur depuis le pont du 6-October s'approchent de la place Tahrir au centre du Caire où sont réunis par milliers des manifestants qui réclament le départ du président Moubarak.

12h08. La France ne prévoit «pas d'évacuation» pour le moment pour les Français résidant en Egypte, déclare la ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, à l'AFP. *«Nous n'envisageons pas d'évacuation à cette heure. Ce que nous avons dit c'est que tous ceux qui veulent partir peuvent naturellement le faire»* et *«on les invite à rentrer provisoirement s'ils le veulent»*. Il y aurait quelque 10.000 Français en Egypte.

12h05. *«Dans le quartier où je me trouve, à 200 m de la place Tahrir, rapporte notre envoyé spécial Luc Peillon, un groupe de 200 à 300 manifestants pro-Moubarak arrête tous les étrangers. Ils les bousculent, les molestent et les mettent dans des taxis qui les emmènent on ne sait où. Ils arrêtent également les Egyptiens*

qui portent des sacs. Un occidental est en train de se faire molester sous mes yeux, un autre a pris un coup de boule il y a quelques minutes». Selon des informations recueillies par Luc Peillon, des groupes pro-Moubarak ont lancé une chasse aux journalistes. Un photographe de l'AFP se serait fait voler ses appareils.

11h40. La Coalition nationale pour le changement (opposition) refuse de négocier avec le pouvoir avant le départ du président Moubarak, déclare un porte-parole à l'AFP, après une annonce officielle sur une prétendue amorce de dialogue avec l'opposition.

11h30. Bien que les Etats-Unis aient demandé à leurs ressortissants de quitter l'Egypte, l'aéroport du Caire n'est pas pris d'assaut par les Occidentaux, nous indique notre envoyée spéciale Elodie Auffray. La plupart des départs ont déjà eu lieu dans les jours précédents, selon un représentant d'Alitalia. Des représentants des ambassades des Etats-Unis, du Canada et de Grande-Bretagne sont présents sur place.

11 heures. Des pro-Moubarak franchissent le cordon formé par l'armée pour séparer opposants et partisans du régime, près de la place Tahrir.

10h30. Selon l'OCDE, la coupure d'Internet pendant cinq jours par le gouvernement égyptien devrait avoir coûté à l'Egypte 90 millions de dollars (65 millions d'euros).

10 heures. Le vice-président égyptien Omar Souleimane a commencé le «*dialogue*» avec «les partis politiques et les forces nationales», annonce la télévision publique.

9 heures. Le porte-parole du gouvernement François Baroin appelle les Français n'ayant «*pas d'urgence ou d'ardente obligation à rester sur le territoire égyptien*» à revenir «*dans les meilleurs délais*».

8h30. Le porte-parole du gouvernement François Baroin déclare sur France Info que les Français n'ayant «*pas d'urgence ou d'ardente obligation à rester sur le territoire égyptien*» doivent revenir «*dans les meilleurs délais*».

7h30. Un des envoyés spéciaux de Libération, Luc Peillon, a été arrêté par les militaires au centre-ville du Caire. Il a été détenu une trentaine de minutes avant d'être relâché.

6h30. Un nouveau bilan fait état de quatre personnes tuées jeudi matin par des tirs visant des manifestants hostiles au président Hosni Moubarak sur la place Tahrir, au centre du Caire, portant à sept le nombre de morts au cours de ces dernières vingt-quatre heures. «*Trois personnes ont été tuées par des tirs au cours des trois dernières heures*», a déclaré à l'AFP le Dr. Amr Bahaa, depuis un hôpital de fortune installé dans une mosquée près de la place. «*La plupart des victimes sont arrivées ces trois dernières heures, beaucoup avec des blessures par balles*», a ajouté le médecin.

5 heures. Place Tahrir, des journalistes continuent à tweeter, faisant état des tirs et des blessés.

Un article du Point.fr du 4 février :

Magistrats et policiers, l'alliance inattendue contre Sarkozy. (05.02)

Les deux corporations dénoncent les propos du chef de l'État dans l'affaire Laëtitia et l'accusent de se dédouaner de ses responsabilités.

Il est assez rare de voir des magistrats soutenus par des policiers. Et pourtant, au lendemain des propos tenus par Nicolas Sarkozy sur l'affaire Laëtitia, plusieurs d'entre eux ont décidé de faire front commun afin d'exprimer leur indignation. Point de départ de la contestation, les propos du chef de l'État jeudi à Orléans : le président revient sur le drame qui s'est déroulé à Pornic (Loire-Atlantique) ; il affirme que les "dysfonctionnements graves" des services de police et de la justice qui ont permis la remise en liberté du principal suspect du meurtre de la jeune fille seront sanctionnés. Une déclaration qui met le feu aux poudres. Les magistrats du tribunal de Nantes décident aussitôt d'une grève des audiences, une protestation rarissime.

Le mouvement ne s'arrête pas là. Les tribunaux de Rennes, Bayonne, Coutances, Créteil décident d'emboîter le pas à leurs confrères nantais. Et l'Union syndicale des magistrats (USM, syndicat majoritaire), réunie en conseil vendredi, lance un appel à une suspension des audiences non urgentes partout en France avant un grand baroud d'honneur prévu jeudi, avec notamment une grande manifestation dans la capitale des Pays de la Loire. Un mouvement soutenu par deux importants syndicats de policiers, le Syndicat national des officiers de police (SNOP - majoritaire chez les officiers de police) et Unité SGP-FO (premier syndicat des gardiens de la paix).

"On cherche des lampistes pour dédouaner le gouvernement" (SNOP)

"C'est un soutien important, se félicite Christophe Régnard, président de l'USM. On va encore essayer de faire passer les magistrats comme d'affreux corporatistes, gauchistes, laxistes et le fait de montrer que d'autres syndicats aussi divers qui viennent du barreau, du greffe, de la police se joignent au mouvement, cela montre d'abord qu'il n'est pas corporatiste et politique, il est juste la manifestation d'un ras-le-bol face à des propos du président de la République qui sont indignes pour quelqu'un qui occupe ces fonctions." Pour Philippe Armand, membre du bureau national SNOP, *"cette affaire dépasse le strict stade corporatiste". "Nous serons solidaires jusqu'au bout avec les magistrats. On cherche des lampistes pour dédouaner le gouvernement de la responsabilité qu'il a dans les dysfonctionnements actuels de la justice et de la police. Le problème, c'est la chaîne pénale dans son ensemble."* Un avis partagé par Sylvie Feucher, secrétaire générale du Syndicat des commissaires de la police nationale qui s'étonne des effets d'annonce du président de la République, alors même que les inspecteurs de l'IGPN (police des polices) n'ont pas livré leurs conclusions dans cette affaire. *"Je n'exclus pas d'être à Nantes jeudi avec les magistrats"*, ajoute-t-elle.

Le chef de l'État qui a défié une nouvelle fois les juges s'est mis à dos une partie des forces de l'ordre qui ont multiplié ces derniers jours les mouvements d'humeur contre la suppression annoncée, puis abandonnée pour certaines, de plusieurs de leurs unités. Sa volonté de reprendre pied sur le terrain de la sécurité a vite été enterrée par la polémique.

Un article de Libération.fr du 4 février :

Les Egyptiens toujours mobilisés malgré les tensions. (05.02)

L'ESSENTIEL - Des dizaines de milliers d'Egyptiens - près de 100.000 selon notre envoyé spécial Luc Peillon - étaient massés ce vendredi au Caire place Tahrir, symbole de la contestation populaire. La mobilisation était également forte à Alexandrie.

L'atmosphère est restée calme et même festive place Tahrir. Les partisans du président, à l'origine des violents affrontements de mercredi et jeudi ayant fait huit morts et 915 blessés selon le ministère de la Santé, n'étaient pas visibles aux abords de la place, où l'armée avait déployé des dizaines de véhicules pour créer une zone tampon. Mais des affrontements ont éclaté aux alentours, notamment place Talaat Harb.

Le harcèlement à l'égard des journalistes se poursuit: Al-Jezira a annoncé que son bureau du Caire a été saccagé par des inconnus et la France est sans nouvelles de trois reporters et d'un chercheur.

18h30. Les violents affrontements entre partisans et opposants de Moubarak, mercredi et jeudi, ont fait huit morts et 915 blessés, selon un nouveau bilan.

Au total, depuis le 25 janvier, 300 morts sont mortes selon un bilan non confirmé cité par l'ONU. Le ministère de la Santé a fait état de 5000 blessés depuis le 28 janvier.

18h10. Le groupe Facebook «We are all Khaled Said» [du nom de ce jeune homme torturé à mort par la police l'an dernier] indique que Wael Abbas, journaliste et blogueur, et Michael Nabil ont été arrêtés. Ils ont été libérés peu après.

17 heures. Canal+ est sans nouvelles de deux journalistes. Ils ont été arrêtés par des forces de sécurité au Caire et emmenés par des hommes en armes dans un lieu inconnu où ils seraient détenus depuis maintenant plus de 24 heures. Ils ont été arrêtés en compagnie de militants du Mouvement du 6 avril et de défenseurs des Droits de l'Homme. Par ailleurs, la chaîne Arte, dont deux journalistes avaient été arrêtés, a annoncé qu'ils avaient été relâchés.

16h50. Richard Engel rapporte également que des manifestants sont en train de quitter Tahrir à pied, et que l'armée est en train de sécuriser la place pour empêcher d'éventuels affrontements.

16h45. *«Ça reste très tendu place Talaat Harb. Il n'y a pas de coups de feu pour le moment, les anti-Moubarak se défendent essentiellement en jetant des pierres. Ils pourchassent les hommes de main de Moubarak dans les rues proches de la place Tahrir. Gagnent du terrain à des moments, puis reculent»*, témoigne Luc Peillon, notre envoyé spécial.

16h35. Amr Moussa à la BBC: *«Les manifestants ont exprimé clairement et fortement leur demande de changement et de réformes. Il demandent que s'ouvre une nouvelle ère en Egypte, et je partage ces demandes et aspirations. L'Egypte a besoin d'un nouveau départ»*. Secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa est une personnalité appréciée par une bonne partie des manifestants, et vu comme un possible successeur de Moubarak.

«Sur la place, ça va bien. Autour ça craint», résume le journaliste Nicolas Delesalle, qui tweete depuis la place Tahrir.

16h25. Lu sur Twitter:

«Il ne semble pas qu'ils partent marcher sur le palais présidentiel. L'humeur n'est pas prête». Il y a quelques minutes, @Sandmonkey évoquait un éventuel départ vers le palais, déjà envisagé mardi dernier.

16h15. *«Violents combats ici place Talaat Harb. Cocktails molotov. Tirs entendus un peu plus loin»*, nous écrit à l'instant notre envoyé spécial Luc Peillon, qui décrit les heurts dans un son à écouter ici. La place Talaat Harb, stratégique dans les affrontements pro et anti Moubarak, est distante d'environ 250 mètres de la place Tahrir.

16 heures. Al-Jezira diffusent des images de la place en liesse. Les manifestants célèbreraient l'annonce d'une marche sur le palais présidentiel. Info qui circule aussi sur Twitter:

Les rumeurs semblent circuler dans tous les sens place Tahrir, le départ de Moubarak a été annoncé plusieurs fois...

15h05.L'ex-ministre égyptien du Commerce et de l'Industrie Mohamed Rachid Mohamed a été interdit de quitter le pays et ses comptes bancaires ont été gelés, indique l'agence de presse officielle Mena.

15 heures. Le point dans les autres villes: Plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestent à Alexandrie. Ce sont en majorité des partisans des Frères musulmans, selon l'AFP. Des membres des mouvements d'opposition Kefaya, 6 avril et des partisans de Mohamed ElBaradei sont également présents.

Selon le site du quotidien égyptien Al Masry Al Youm (le premier quotidien indépendant), des manifestations ont lieu dans 28 des 29 gouvernorats d'Egypte. C'est notamment le cas dans les villes de Zagazig, Sharqiya, Minoufiya. A Louxor, à 700 km au Sud du Caire, ils seraient 20.000 selon le site.

14h20. L'Iran appelle à une révolution islamique en Egypte, estimant que le modèle de la révolution iranienne de 1979 se répand comme un «tremblement de terre» susceptible de balayer l'influence américaine dans le monde arabe.

14h17. Des affrontements éclatent place Talaat Harb.

14h08. La chaîne de télévision satellitaire qatarie Al-Jezira a annoncé que son bureau au Caire avait été attaqué par des inconnus qui ont détruit ses équipements. «Des inconnus se sont introduits dans le bureau d'Al-Jazira au Caire et ont détruit ses équipements».

13h31. Les textos de l'armée. Deux opérateurs téléphoniques, Vodafone et la filiale de France Télécom en Egypte, se plaignent d'avoir été forcés d'envoyer des messages pro-Moubarak à leurs clients. Du genre: «*Méfiez-vous des rumeurs, écoutez la voix de la raison*».

13h16. Le chef de la Ligue arabe Amr Moussa est sur la place Tahrir.

Invité sur Europe 1 ce matin, Amr Moussa a dit ne pas exclure de briguer la succession du président Moubarak, tout en estimant que ce dernier devrait rester au pouvoir «*jusqu'à fin août*», fin de son actuel mandat. «*Je suis à la disposition de mon pays bien sûr. Mais on va voir les développements politiques. Je suis prêt à servir comme un citoyen qui a le droit d'être candidat*».

13h15. La Haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Navi Pillay, exhorte les autorités égyptiennes à mener des enquêtes «*transparentes et impartiales*» sur les récentes violences dans le pays.

Le changement est en «*cours en Egypte comme il est venu en Tunisie*», a-t-elle estimé. «*Les gouvernements doivent écouter leur population et mettre en pratique leurs obligations concernant les droits de l'homme*».

«Les régimes qui privent leur population de leurs droits fondamentaux et reposent sur un appareil sécuritaire impitoyable pour imposer leur volonté, sont condamnés à tomber sur le long terme».

13 heures. Le chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi qualifie Moubarak d'«*homme sage*». Il plaide pour une transition démocratique en Egypte «*sans rupture*».

12h30. Place Tahrir. «C'est encore calme pour l'instant, mais les manifestants se préparent à affronter les pro-Moubarak. La place a des allures de camps retranché. Ils ont mis des barbelés pendant la nuit pour renforcer les barricades. Il y a même une catapulte (photo ci-dessous) pour envoyer les pierres au loin! Plusieurs manifestants font le guet, certains sont perchés sur un bus défoncé. Avec pour mission de tambouriner sur des bidons vides si les hommes de main de Moubarak débarquent. Il y a eu plusieurs fausses alertes depuis ce matin, mais rien de sérieux», raconte notre envoyé spécial Luc Peillon.

Ramy Raouf poste des vidéos en direct depuis la place Tahrir. Sur celle-ci, on aperçoit les barricades dressées par les manifestants, les zones tampon érigées par l'armée, barbelés à l'appui. Et des manifestants qui convergent par milliers vers la place Tahrir, en provenance du pont Qasr el Neel.

12h15. «*La cargaison comprend des kits médicaux de premiers secours permettant de traiter jusqu'à 2.000 blessés et du matériel chirurgical permettant de traiter jusqu'à 100 blessés graves*», indique un communiqué du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Midi. «*Nous sommes nés libres et allons vivre libres... Je vous demande de patienter jusqu'à la victoire*», a déclaré l'imam identifié comme Khaled al-Marakbi par les fidèles, et qui a pleuré, comme beaucoup d'autres, pendant la prière aux morts. «*Nous n'avons pas de parti qui nous représente et exprime nos revendications... Celui qui veut négocier doit venir ici parler.*»

11h52. Les dirigeants européens, réunis en sommet à Bruxelles, mettent en garde les autorités égyptiennes contre tout nouveau dérapage à l'occasion de la grande journée de manifestations contre Moubarak. «*Nous attendons que les forces de sécurité égyptiennes fassent en sorte qu'en ce vendredi décisif, des manifestations libres et pacifiques puissent se dérouler*», a lancé la chancelière allemande Angela Merkel à son arrivée à Bruxelles.

11h36. Le guide des Frères musulmans, principale force d'opposition en Egypte, Mohamed Badie, a déclaré à la chaîne Al-Jezira qu'il était prêt au dialogue avec le vice-président Omar Souleimane mais après le départ du président Hosni Moubarak.

11h15. Jérusalem. La police israélienne a limité l'accès à l'esplanade des Mosquées dans la Vieille ville de Jérusalem de crainte de manifestations de soutien au soulèvement en Egypte, a annoncé un porte-parole.

11h30. Scène insolite sur la place Tahrir: un bureau des objets trouvés a été mis en place. Avec un stock impressionnant de téléphones portables, de clefs et de Coran perdus dans la bagarre.

11h15. La place Tahrir se remplit de plus en plus. Ils sont entre 5 et 10.000 manifestants anti-Moubarak rassemblés. Ils se préparent pour la prière. «*Il y a beaucoup de blessés, souvent à l'oeil ou à la jambe*», raconte Luc Peillon, notre envoyé spécial. Toujours pas de pro-Moubarak à l'horizon.

11 heures. Une roquette antichar a été tirée sur le siège de la Sécurité de l'Etat dans la ville égyptienne d'El-Arich, près de la frontière de la bande de Gaza.

10h30. Journalistes. Les conditions de travail sont de plus en plus dures dans la capitale égyptienne. Les membres de l'équipe de TF1 arrêtés hier matin au Caire ont été libérés au milieu de la nuit. Ils «*vont bien physiquement*» après avoir vécu «*quinze heures d'interrogatoires*», a indiqué Catherine Nayl, directrice de l'information de la chaîne. «*On circulait en voiture. Des hommes en civils, armés de longs couteaux et de bombes de gaz lacrymogènes, nous ont arrêtés sans aucune raison particulière. Ils avaient manifestement l'ordre d'arrêter des journalistes*», a raconté à l'AFP Pierre Grange, l'un des trois reporters, joint au téléphone au Caire.

10h15. Le ministre égyptien de la Défense Mohamed Hussein Tantaoui s'est rendu place Tahrir. «*L'homme (Moubarak, NDLR) vous a dit qu'il n'allait pas se représenter*», a lancé le ministre.

10 heures. La place Tahrir se réveille doucement. Les manifestants anti-Moubarak ont passé la nuit ici. «*Certains sont allongés sur le sol, épuisés, dans un état comateux. D'autres distribuent du pain ou reconstituent des tas de pierres derrière chaque barricade. Beaucoup portent des casques récupérés dans des chantiers pour se protéger. L'armée est présente, doublant les barrages des manifestants*», raconte notre envoyé spécial Luc Peillon. Sur place, les militaires sont de plus en plus critiqués, comme Ahmed qui dit «*ne plus avoir confiance en l'armée.*» Mohamed, 37 ans, une balle «*made in USA*» à la main, dénonce: «*On se fait tuer par des balles américaines*». Aucun n'entend quitter la place, «*on ne bougera pas jusqu'à la mort, résume Oussama. De toute façon on n'a plus le choix, on ne peut plus faire de marche arrière.*»

8h45. Un des envoyés spéciaux de Libération au Caire, Luc Peillon, décrit une place Tahrir calme. «*La place se réveille, les manifestants anti-Moubarak qui ont passé la nuit ici ont renforcé les barrages. Ce matin, ils*

doivent être 3000 ou 4000. Les militaires ont formé une barrière pour fermer le haut de la place. Selon Ashraf Mousa, un des médecins qui s'occupe d'un hôpital de fortune installé sur la place, cette nuit, il y aurait eu cinq blessés par balles — deux à la tête et deux à l'abdomen — dont quatre seraient morts. Pour Hicham, un ingénieur, il n'y pas de doute: "les gens qui ont tiré cette nuit sont des professionnels, ils ont tiré de très loin, ce sont probablement des snipers". Les journalistes présents reçoivent beaucoup d'encouragements et de témoignages d'amitié des manifestants qui savent que les reporters ont été harcelés hier.»

6h25. Interviewé sur la chaîne ABC News à propos des tirs qui ont visé les manifestants regroupés sur la place Tahrir, au centre du Caire, le vice-président égyptien Omar Souleiman affirme: *«Ils se sont bien comportés»*. *«Personne n'a été tué par des tirs d'armes ou des snipers. Impossible»*, a-t-il ajouté.

6h25. Le plus haut gradé américain, l'amiral Mike Mullen, affirme que les chefs de l'armée égyptienne lui ont *«réaffirmé»* qu'ils n'ouvriraient pas le feu contre les manifestants.

Dans la nuit. Les Etats-Unis discutent avec des responsables égyptiens des modalités d'un départ immédiat du président Hosni Moubarak et du transfert du pouvoir à un gouvernement de transition dirigé par le vice-président Omar Souleimane, rapporte le New York Times. Le quotidien américain cite des responsables de l'administration Obama et des diplomates arabes. Le projet est destiné à recueillir le soutien de l'armée égyptienne. Selon le journal, l'idée serait de former un gouvernement de transition auquel seraient invités à participer des groupes d'opposition, les Frères musulmans compris.

2h30. Le Sénat américain adopte à l'unanimité une résolution à la portée symbolique exhortant le président égyptien à former un gouvernement intérimaire, sans toutefois demander la démission d'Hosni Moubarak.

Jeudi 22h30. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon juge *«scandaleux et totalement inacceptable»* la répression en Egypte contre les médias et les défenseurs des droits de l'Homme, jeudi à Berlin. *«Le président (allemand) et moi-même sommes tous deux très inquiets de l'intimidation et des restrictions envers les médias internationaux au Caire. Soyons parfaitement clairs: c'est scandaleux et totalement inacceptable»*.

Jeudi 22 heures. La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a appelé le pouvoir égyptien à entamer *«immédiatement»* un dialogue avec l'opposition sur l'avenir du pays et condamné les agressions dont ont été victimes des journalistes couvrant les manifestations. Mme Clinton a condamné *«dans les termes les plus fermes»* les agressions dont ont été victimes au cours des dernières heures des journalistes.

Jeudi 20h35. Le président égyptien Hosni Moubarak a assuré à la chaîne de télévision américaine ABC qu'il aimerait quitter le pouvoir mais qu'il ne peut le faire par crainte du chaos qui s'installerait alors dans son pays, selon la journaliste Christiane Amanpour. Moubarak a dit qu'il *«en avait assez d'être président et qu'il aimerait abandonner le pouvoir maintenant, mais qu'il ne peut le faire de peur que le pays ne sombre dans le chaos»*, a déclaré la journaliste d'ABC. Moubarak a ajouté qu'il ne voulait pas voir *«les Egyptiens se battre entre eux»*, selon des propos directement rapportés par Mme Amanpour. *«J'ai été très mécontent de ce qui s'est passé hier»*, a encore déclaré M. Moubarak, tout en mettant les violences sur la place Tahrir du Caire sur le compte du mouvement islamiste des Frères musulmans.

Moubarak a révélé qu'il avait déclaré à son homologue américain Barack Obama: *«Vous ne comprenez pas la culture égyptienne ni ce qui se passerait si je devais démissionner»*. A propos de sa décision de ne pas se présenter à la présidentielle de septembre, il a déclaré qu'il n'avait *«jamais eu l'intention de se représenter»*. Il a également assuré devant son fils Gamal, présent lors de l'entretien, qu'il n'avait jamais eu l'intention que ce dernier lui succède.

Un article du Monde.fr du 5 février :

Egypte. Infos sur la journée d'hier. (06.02)

A l'issue d'une journée marquée par la démission du comité politique du Parti national démocratique, le parti du président Moubarak, les manifestants s'apprêtent à passer une nouvelle nuit place Tahir, au centre du Caire, malgré les tentatives de l'armée pour les en déloger sans violences.

La tête du PND démissionne. La télévision d'Etat a annoncé samedi la démission du bureau exécutif du Parti national démocratique, au pouvoir depuis sa création en 1978. Les démissions incluent celle de Gamal Moubarak, le fils du président qui dirigeait le comité politique. Le nouveau secrétaire général du parti, Hossam Badrawi, considéré comme un membre de l'aile libérale. Après avoir annoncé que Hosni Moubarak avait également démissionné de son poste de président du parti, la télévision d'Etat a démenti cette information.

L'armée tente d'évacuer la place Tahrir. En début de journée, l'armée avait tenté d'évacuer la place Tahrir, sans user de violences. Le responsable militaire du Caire, Hassan al Roweni, avait exhorté les manifestants à "*sauver ce qui reste de l'Egypte*" en libérant la principale place du Caire. Les manifestants ont refusé, et ont formé des chaînes humaines pour tenter d'empêcher l'évacuation des chars, vus comme une protection contre les attaques des partisans du régime. De violents affrontements entre pro- et anti-Moubaraks avaient fait au moins 800 blessés vendredi.

Plusieurs incidents dans le pays. Des inconnus ont lancé en début d'après-midi une attaque à l'explosif contre un gazoduc approvisionnant la Jordanie, poussant les autorités à couper l'approvisionnement sur deux conduites, dont l'une livrant du gaz à Israël. Un église de Rafah, à la frontière avec la bande de Gaza, a été détruite dans un incendie.

Une transition incertaine. A l'étranger, des informations de presse faisaient état de plusieurs scénarios qui viseraient à assurer une sortie digne à M. Moubarak, après que le président américain Barack Obama a déclaré que "*des discussions*" s'étaient engagées sur la transition politique. Le chef de la Ligue arabe Amr Moussa, très populaire dans son pays, et l'opposant le plus en vue Mohammed ElBaradei n'ont pas exclu de se présenter à la succession de M. Moubarak. Mais samedi soir, les frères musulmans ont exclu de participer à des discussions avec le pouvoir en place. Réunis à Munich pour une conférence sur la sécurité, les diplomates du monde entier ont majoritairement appelé à une transition démocratique en Egypte.

Doutes sur la reprise des activités économiques. La réouverture des banques, fermées depuis une semaine, est prévue ce dimanche, premier jour de la semaine en Egypte. La réouverture de la Bourse du Caire, prévue lundi, a en revanche été repoussée. Toutes les succursales bancaires ne devraient pas rouvrir dimanche : une partie d'entre elles ont été saccagées ou pillées ces derniers jours.

Un article de Figaro.fr du 6 février :

La fortune des Moubarak dépasserait les 40 milliards. (07.02)

Le peuple égyptien réclame ostensiblement son départ, mais Hosni Moubarak s'accroche. Alors qu'environ 40% de la population (l'Égypte compte 80 millions d'habitants) vivrait avec moins de trois dollars par jour, le journal britannique The Guardian rapporte ce dimanche que selon des experts du Moyen-Orient la fortune de la famille du président égyptien serait comprise entre 40 et 70 milliards de dollars. Elle serait répartie comme tel : 15 milliards de dollars pour Hosni Moubarak, un milliard pour son épouse Suzanne, huit milliards pour son fils aîné, Alaa et 17 milliards pour son second fils Gamal. Par comparaison, celle du couple Ben Ali est estimée à cinq milliards de dollars, selon le classement du magazine américain Forbes. Et celle de l'homme le plus riche des États-Unis, Bill Gates, à 54 milliards.

Selon le journal algérien Al Khabar, une bonne partie de la fortune des Moubarak serait déposée dans des banques ou investie dans de l'immobilier. La famille Moubarak posséderait ainsi, en dehors de l'Égypte, des propriétés aux États-Unis, en Grande-Bretagne (dont les fils et la mère détiennent la nationalité), en France, en Suisse, en Allemagne, en Espagne et à Dubaï. Enfin, ses deux fils, Gamal et Alaa ont créé et pris des participations dans de nombreuses sociétés en Europe et aux États-Unis. A en croire la chaîne de télévision australienne ABC News, le premier aurait commencé son business dans les années 80 en spéculant sur la dette de son pays sur le marché financier international. Avec les bénéfices réalisés, il acquérait des terrains militaires à des prix défilant toute concurrence qu'il revendait à des investisseurs. Le produit était directement versé dans des comptes en banques en Europe.

Régime corrompu

Cet enrichissement fulgurant ne surprend pas les experts. Selon Christopher Davidson, professeur de politique au Moyen-Orient à l'Université de Durham, Moubarak, son épouse et ses deux fils *«ont été en mesure d'accumuler ces richesses dans le cadre d'un certain nombre de partenariats d'affaires avec des entreprises et des investisseurs étrangers, à l'époque où il était général dans l'armée et en position de bénéficier de la corruption dans les entreprises»*. Il ajoute : *«Presque tous les projets ont besoin d'un parrain et Moubarak était bien placé pour profiter de toutes les offres proposées. Il y avait beaucoup de corruption dans ce régime et un étouffement des ressources publiques à des fins personnelles»*.

La plupart des États du Golfe exigent des entreprises étrangères de donner à un partenaire local 51% de parts dans de nouvelles start-up. *«En Égypte, le chiffre est généralement plus proche de 20% mais cela permet toujours aux politiciens et à leurs proches alliés dans l'armée d'avoir accès à d'énormes profits sans mise de fonds initiale et avec peu de risques»*, poursuit le professeur de Princeton. C'est pour cette raison que McDonald's aurait refusé de s'implanter en Tunisie.

Ces pratiques seraient comparables à celles d'autres dirigeants régionaux, à en croire Amaney Jamal, professeur de sciences politiques à l'Université de Princeton. *«C'est le modèle appliqué par d'autres dictateurs du Moyen-Orient afin que leur richesse ne soit pas saisie au cours d'un changement de pouvoir. Ces dirigeants prévoient ce cas»*, affirme-t-il.

Commentaire.

En Inde où j'habite, même pour postuler à un emploi (public) d'aide-jardinier au Jardin botanique de Pondichéry, il faut casquer, et pas des cacahuètes, des dizaines de milliers de roupies, et pas qu'à une seule personne, cela va du simple de chef de service jusqu'au ministre ! C'est l'expérience qu'a faite un de mes beaux-frères. Toute la société est gangrenée par la corruption.

Sur un appel d'offre de 10 millions de roupies pour refaire un tronçon de route par exemple, la moitié partira en bakchichs dans la poche du député du district, dans celle de l'équivalent du maire et pour terminer dans celles des fonctionnaires des différents services concernés. Tous les ans, tous les partis rackettent systématiquement tous les commerçants ou entrepreneurs, qu'ils s'agissent d'un petit bourg ou d'une grande ville, patrons petits et grands doivent se plier à cet exercice obligatoire, surtout envers les partis qui sont au pouvoir ou qui sont susceptibles de l'être aux prochaines élections. Ils visitent même les gens chez eux

Du coup ce sont tous les rapports dans la société qui sont pourris à l'extrême. Par exemple, votre frère, votre meilleur copain, votre voisin acceptera de vous aider à déménager, à condition que vous les payiez, de toutes manières la question ne se pose même pas, c'est convenu d'avance. Je vous avais raconté que lorsque le tsunami avait dévasté le jardin et l'intérieur de notre maison, j'ai dû payer mes beaux-frères et leurs copains qui étaient venus m'aider. Ici tout le monde est broker ou dealer. Mon voisin m'informe qu'il veut revendre sa moto 20.000 roupies, si je lui trouve un acheteur, il me versera entre 600 et 1.000 roupies de commission. Personnellement je ne réclame jamais une commission et je les refuse évidemment, je considère ces relations abominables. Quand mon beau-frère Saktivel a été victime d'un accident (?) mortel, sa moto a atterri au commissariat de police, et pour la récupérer il a fallu verser un bakchich au flic pourri du coin. Je lui avais prêté une somme d'argent assez importante pour moi, 10.000 roupies, pour acheter justement cette moto d'occasion, je pensais qu'elle me reviendrait logiquement, je venais aussi de lui donner une bouteille de gaz à revendre et il me devait encore un peu d'argent sur un prêt précédent pour acheter quelques outils pour son travail, plus quelques meubles que je lui avais mis à disposition. Le lendemain de sa mort, tout avait déjà disparu, les charognards étaient déjà passés par là ! Vous comprenez peut-être mieux pourquoi je déteste tant ce pays, je n'ai jamais rencontré en 16 ans un Indien qui se comporte autrement que ce que je viens de conter, par un seul, qu'il soit riche ou pauvre, on excusera les plus pauvres au passage si vous le voulez bien.

Un article de Libération.fr du 6 février :

Egypte: les anti-Moubarak s'unissent dans une coalition. (07.02)

L'ESSENTIEL - La place Tharir au Caire est toujours occupée par les opposants au président égyptien Hosni Moubarak. Les discussions entre pouvoir et opposition font craindre aux plus fervents anti-Moubarak un essoufflement du mouvement de protestation.

18 heures. Les groupes de jeunes qui sont à l'origine du soulèvement anti-Moubarak ont formé une coalition, assurant qu'ils n'allaient pas lever leur occupation de la place Tahrir au Caire tant que le président égyptien n'aurait pas démissionné. Dans un communiqué, «*la Direction unifié des jeunes révolutionnaires en colère*» a promis de ne pas quitter les lieux. Le communiqué a été lu par Ziad al-Oulaimi lors d'une conférence de presse. Il est l'un des six dirigeants de la coalition, constituée le 24 janvier, la veille des premières manifestations, mais annoncée ce dimanche.

La coalition regroupe des représentants du Mouvement du 6 avril, du Groupe pour la justice et la liberté, de la «Campagne du porte-à-porte», de la «*Campagne populaire de soutien à ElBaradei*», des Frères musulmans et du Front démocratique. Elle réclame aussi la levée immédiate de l'état d'urgence, la dissolution du Parlement, la formation d'un gouvernement d'union nationale pour assurer une transition pacifique du pouvoir et organiser une réforme constitutionnelle.

Dans l'après-midi. Entre 150 personnes selon la police et 400-500 selon les organisateurs ont participé à Marseille à une marche de «solidarité» avec le peuple égyptien pour exiger le départ du président Moubarak toujours au pouvoir après treize jours de manifestations contre son régime.

17h00. La chaîne de télévision satellitaire qatarie Al-Jazira annonce qu'un nouveau journaliste de son équipe avait été arrêté au Caire, où un de ses collègues est toujours retenu. Dans un communiqué, la chaîne, dont les activités sont interdites en Egypte depuis le 30 janvier, a précisé qu'Ayman Mohyeldin, un correspondant d'Al-Jazira english, avait «*été arrêté par les militaires égyptiens*» près de la place Tahrir.

16h30. Les réformes proposées par le régime du président égyptien Hosni Moubarak afin de sortir de la crise politique qui secoue le pays sont «*insuffisantes*», jugent les Frères musulmans.

Par ailleurs, l'opposant égyptien Mohamed El-Baradei assure ne pas avoir été invité au dialogue initié par le pouvoir, qualifiant ces discussions d'«opaques».

16h00. Place Tahrir, Mohamed, un entrepreneur égyptien joint par téléphone par liberation.fr témoigne: «*Le moral est toujours bon. Nous avons confiance, nous voyons que la pression que nous mettons commence à produire des effets. Mais les concessions du pouvoir n'ont rien à voir avec ce pour quoi nous sommes descendus dans la rue, alors nous continuons. On pensait qu'aujourd'hui il y aurait moins de monde qu'hier, mais non, il y a encore plus de monde. Les gens continuent de chanter, de réclamer le départ de Moubarak.*»

14h35. Le vice-président égyptien Omar Souleimane rejette un appel de l'opposition à assumer les pouvoirs du président Hosni Moubarak, affirme un opposant ayant participé au dialogue entre le pouvoir et l'opposition. «*Nous lui avons demandé que le président délègue ses pouvoirs au vice-président, conformément aux prérogatives que lui donne l'article 139 (de la Constitution) mais il a refusé*», a déclaré à l'AFP ce responsable d'un parti d'opposition qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat.

13h15. Des représentants de l'opposition et des personnalités indépendantes conviennent avec le vice-président égyptien Omar Souleimane de créer un comité pour préparer des amendements à la Constitution d'ici la première semaine de mars, selon le porte-parole du gouvernement.

11h50. Les discussions entre pouvoir et Frères musulmans ont commencé dans le cadre du dialogue national initié par le vice-président Omar Souleimane auquel ont été invitées toutes les forces politiques. Ces discussions réunissent des représentants des Frères musulmans, du parti Wafd (libéral) et du Tagammou (gauche), des membres d'un comité choisi par les groupes pro-démocratie ayant lancé le mouvement de

contestation qui réclame depuis le 25 janvier le départ du président Hosni Moubarak, ainsi que des figures politiques indépendantes et des hommes d'affaires.

11h35. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan appelle à une «*transition démocratique le plus tôt possible*». «*Mais le terrain doit être préparé pour cela... Un gouvernement bénéficiant de la confiance favorise une telle occasion de préparer le terrain, et cela pourrait être un gouvernement intérimaire*», a-t-il ajouté à la télévision turque.

11h30. La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton exprime son soutien au dialogue engagé par le pouvoir égyptien avec le puissant mouvement politique des Frères musulmans, attendant de juger sur pièces le résultat.

«*Nous avons appris aujourd'hui que les Frères musulmans avaient décidé de participer, ce qui sous-entend qu'ils sont au moins impliqués dans le dialogue que nous avons encouragé*», a-t-elle déclaré.

10h25. L'armée renforce sa présence place Tahrir, épice centre du mouvement de contestation anti-Moubarak, alors que la vie semblait doucement reprendre au Caire où de nombreux commerces ont rouvert ainsi que des routes et des ponts, au 13e jour de la révolte.

Selon un des envoyés spéciaux de Libération en Egypte, Luc Peillon, plus de cent tanks et autres blindés sont stationnés à l'extérieur du centre. Les soldats ont pris position sur le pont du 6-October, près de Tahrir, qui a servi aux partisans du président Hosni Moubarak pour attaquer les manifestants rassemblés sur la place le 2 février. Les violences ont fait au moins 11 morts selon un dernier bilan officiel. Selon des manifestants, une messe est prévue en début d'après-midi.

9 heures. Des responsables des Frères musulmans, la principale force d'opposition en Egypte, vont participer ce dimanche au dialogue national. «*Nous y allons principalement pour discuter de la transition, de l'élection d'un nouveau président et d'un nouveau Parlement qui représente le peuple*», a expliqué un responsable, Essam al-Aryane.

1 heure. Les Frères musulmans, l'une des principales composantes de l'opposition égyptienne, annonce dans un communiqué avoir décidé d'«*entamer un dialogue*» avec les responsables du pouvoir «pour savoir à quel point ils sont prêts à accepter les demandes du peuple». Une «*réunion est prévue entre des responsables des Frères musulmans et le vice-président Omar Souleimane*». C'est la première fois que le régime égyptien appelle les Frères, sa bête noire, au dialogue afin de trouver une issue à la contestation populaire.

Samedi 23h30. Le président américain Barack Obama s'est entretenu avec plusieurs dirigeants étrangers de la situation en Egypte, soulignant la nécessité d'une «*transition ordonnée, pacifique, qui commence maintenant*», a indiqué la Maison Blanche. Le président américain s'est entretenu avec le prince héritier d'Abou Dhabi, cheikh Mohammed Ben Zayed Al-Nahyane, président des Emirats arabes unis, avec le Premier ministre britannique David Cameron, et avec la chancelière allemande Angela Merkel.

Samedi 21h00. Un chef militaire du Hamas, Ayman Noufel, évadé de prison en Egypte à la faveur de la révolte dans ce pays, a regagné samedi soir la bande de Gaza, selon le Hamas.

Samedi 19h50. La démission du bureau exécutif du parti au pouvoir est une «une étape positive vers un changement politique nécessaire», estime Tommy Vietor, porte-parole du Conseil de sécurité nationale américain.

Samedi 16h50. Le bureau exécutif du parti au pouvoir en Egypte, le Parti national démocrate (PND) du président Hosni Moubarak, a démissionné samedi, a annoncé la télévision d'Etat égyptienne. «*Les membres du comité exécutif ont démissionné de leurs postes. Il a été décidé de nommer Hossam Badrawi secrétaire général du parti*», a annoncé la chaîne. Connu pour avoir de bons rapports avec l'opposition égyptienne, Badrawi a également été nommé président du comité politique du PND, un poste jusqu'ici occupé par Gamal Moubarak, le fils du président Hosni Moubarak.

Un article du Libération.fr du 6 février :

Tunisie: nouvelle flambée de violences dans plusieurs villes. (07.02)

La Tunisie a replongé ce weekend dans la violence, avec plusieurs attaques menées par des bandes de jeunes contre des postes de police ou administrations au Kef (nord-ouest), à Kébili (sud) et à Gafsa (centre-ouest), a-t-on appris de sources syndicales et officielles.

Après de premiers affrontements qui s'étaient soldés samedi par la mort de deux manifestants selon le ministère de l'Intérieur, quatre de sources syndicales, de nouveaux heurts ont éclaté dimanche au Kef.

L'immeuble abritant le siège de la police, déjà en partie incendié samedi, était de nouveau en feu dimanche après-midi, selon des sources syndicales, qui ont précisé que l'armée avait été déployée dans la ville après des attaques menées par des «bandes de jeunes».

«C'est la panique en ville. L'immeuble (des) forces de sécurité du district est en feu. L'armée cherche à faciliter le travail des secours», a affirmé à l'AFP Raouf Hadaoui, un syndicaliste joint par téléphone. *«La situation est explosive avec des tirs à balles réelles et des incendies dans plusieurs endroits»*, selon un autre témoin.

Des bandes de jeunes ont tenté d'attaquer la prison du Kef pour libérer des détenus et ont été repoussés par l'armée, ont aussi affirmé à l'AFP Raouf Hadaoui et un autre syndicaliste, Abdelatif Bouguera.

Tous deux ont affirmé que les jeunes, organisés en bandes mobiles, parcouraient la ville en pillant des habitations. *«Ils sont payés par le RCD (ex-parti au pouvoir) pour semer le trouble»*, a déclaré M. Hadaoui.

De son côté, l'agence officielle TAP a confirmé l'incendie ainsi que le déploiement de l'armée.

Dans la nuit de samedi et dimanche, les troubles ont gagné la ville de Kébili, où un jeune est mort après avoir reçu une grenade lacrymogène en pleine tête lors de heurts avec les forces de l'ordre, selon la TAP.

Selon l'agence, un «groupe de jeunes» avait tenté d'attaquer et incendier un poste de la garde nationale à la sortie nord de la ville, avant d'être repoussé par les forces de l'ordre.

Le groupe a ensuite tenté d'attaquer un autre poste de la garde nationale puis s'est dirigé vers la résidence du gouverneur. L'armée s'est interposée, précise l'agence, qui rapporte que des sit-in avaient eu lieu samedi pour dénoncer la nomination du nouveau gouverneur.

Dans le bassin minier du centre-ouest, le nouveau gouverneur de Gafsa, Mohamed Gouider, a été contraint dimanche de quitter ses bureaux à bord d'un véhicule de l'armée, sous la pression de nombreux manifestants qui demandaient sa démission, toujours selon la TAP.

Trois semaines après la chute du régime de Zine El Abidine Ben Ali, la situation reste très tendue en Tunisie. Le gouvernement a dénoncé à plusieurs reprises «un complot» des partisans du président déchu, affirmant que les attaques menées dans certaines villes étaient l'oeuvre de jeunes payés par son parti, le RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique).

Après un grand coup de balai dans la police et le remplacement des gouverneurs des 24 provinces du pays, le gouvernement de transition avait pourtant parié sur une amélioration de la sécurité et annoncé un allègement samedi du couvre-feu en vigueur depuis le 12 janvier.

Mais ces derniers jours les habitants de plusieurs villes et des partis politiques ont contesté les nominations de gouverneurs et réclamé un nettoyage en profondeur de toutes les administrations.

Le parti d'opposition Ettajdid (ex-communistes) a notamment dénoncé la nomination «sans concertation» de gouverneurs «issus pour la plupart du RCD».

A Tunis, José Ignacio Salafranca, le chef d'une délégation du Parlement européen en visite depuis quatre jours, a fait part de sa «*vive préoccupation*» après les morts du Kef et réclamé «*une enquête pour identifier les coupables*» afin de les traduire en justice.

Complément d'Associated Press du 6 janvier.

Le ministère tunisien de l'Intérieur a annoncé dimanche la suspension des activités de l'ancien parti au pouvoir sous Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), qu'il s'agisse des réunions ou des rassemblements de ses adhérents.

Il a également décidé "*la fermeture de l'ensemble des locaux qui appartiennent à ce parti ou dont il assure la gestion dans l'attente du dépôt d'une demande aux fins de sa dissolution auprès des autorités judiciaires compétentes*".

Selon l'agence officielle TAP, cette mesure a été prise "*compte tenu de l'extrême urgence et afin d'éviter de porter atteinte à l'ordre public et dans l'objectif de préserver l'intérêt supérieur de la patrie*".

Elle s'appuie sur les dispositions des articles 2, 18 et 19 de la loi organique n°32 de l'année 1988, en date du 3 mai 1988, relative à l'organisation des partis politiques, précise la TAP.

Complément de 20Minutes.fr du 6 janvier.

L'agence rapporte aussi qu'à Gafsa, dans le centre de la Tunisie, des soldats ont dû évacuer à bord d'un véhicule militaire le gouverneur régional récemment nommé dont les bureaux étaient assiégés par des manifestants. Les manifestations contre les nouveaux gouverneurs régionaux risquent d'embarrasser le gouvernement parce qu'ils ont été nommés sous la pression de la population qui réclamait le remplacement des proches de Ben Ali.

Selon une source au ministère de l'Intérieur, un jeune homme est mort à Kebili, à 400 km au sud de Tunis, après avoir été atteint par une grenade lacrymogène lors d'une manifestation contre la nomination d'un nouveau gouverneur régional. Par ailleurs, manifestation avait éclaté vendredi à Sidi Bouzid après la mort de deux hommes détenus dans un commissariat de police où s'était déclaré un incendie. Deux policiers ont par la suite été arrêtés dans le cadre de cette affaire.

Un article d'AP.fr du 7 février :

Egypte: Infos sur la situation hier. (08.02)

Le gouvernement égyptien a annoncé lundi qu'il allait augmenter de 15% les salaires et les retraites des fonctionnaires, une nouvelle mesure visant à désamorcer la colère d'une partie de la population, alors que des milliers de manifestants continuaient à défier le pouvoir sur la place Tahrir, au Caire.

Le gouvernement avait promis auparavant d'enquêter sur des accusations de fraude électorale et de corruption. Mais ces engagements n'ont pas eu beaucoup d'effets pour persuader les dizaines de milliers de personnes qui occupent la place Tahrir de mettre fin à leur mouvement de contestation entamé il y a deux semaines.

La télévision publique a aussi annoncé que la famille d'un responsable marketing de Google, qui a contribué à organiser les manifestations anti-Moubarak, "avait été informée qu'il sera libéré ce soir". Wael Ghonim était l'un des organisateurs de ces manifestations et il a été interpellé par des agents de sécurité le 28 janvier.

Le nouveau ministre des Finances, Samir Radwan, a affirmé que 6,5 milliards de livres égyptiennes (705 millions d'euros) seront débloqués pour financer les augmentations, qui seront effectives en avril, pour les six millions de personnes travaillant pour l'Etat.

Pendant longtemps, les employés du secteur public ont été un pilier de soutien au régime. Mais ces dernières années, avec la hausse des prix, leurs salaires ont stagné en valeur, forçant le gouvernement à annoncer périodiquement des augmentations pour étouffer la grogne.

Après deux semaines d'instabilité qui ont poussé le pays le plus peuplé du monde arabe au bord de l'anarchie, la crise semble maintenant dans une impasse, avec le gouvernement qui offre des concessions mineures, sans répondre à la principale demande des protestataires: le départ de Moubarak.

Le régime semble confiant dans sa capacité, pour l'instant, à surmonter ce soulèvement sans précédent, et à maintenir son emprise sur le pouvoir, au moins jusqu'aux élections de septembre.

Selon l'agence de presse nationale MENA, Hosni Moubarak a ordonné au Parlement du pays et à sa plus haute cour d'appel de réexaminer des jugements rendus par des juridictions inférieures sanctionnant des centaines de parlementaires du parti au pouvoir pour avoir commis des irrégularités lors de campagnes électorales et de scrutins, mais qui ont été ignorés par les autorités. Cela pourrait ouvrir la voie à de nouvelles élections.

Le Parti national démocratique (PND), au pouvoir, a remporté plus de 83% des 518 sièges lors des élections législatives de 2010 qui, selon beaucoup d'observateurs, ont été truquées.

Les autorités judiciaires ont aussi promis de commencer à interroger mardi trois anciens ministres et un haut dirigeant du PND accusés de corruption, après avoir été écartés du pouvoir par Hosni Moubarak la semaine dernière. Le remaniement ministériel avait pour objectif de calmer les manifestants en évinçant certains des responsables gouvernementaux les plus détestés.

D'après MENA, l'ancien ministre du Tourisme Zuhair Geranah sera interrogé mardi, tout comme les anciens ministres du Logement et du Commerce. L'agence de presse a aussi fait savoir que le procureur général avait imposé une interdiction de voyager à l'ancien ministre de l'Intérieur Habib al-Adli, et gelé son compte bancaire.

Sur la place Tahrir, les manifestants se montraient toujours mécontents. "*Notre principal objectif, c'est la démission de Moubarak*", a lancé un étudiant, Mohammed Eid. "*Nous n'acceptons pas d'autres concessions.*"

Au Caire, toutefois, la vie semblait reprendre un cours à peu près normal lundi, comme avant le début de l'insurrection, le 25 janvier.

La bourse du Caire, où les échanges sont suspendus depuis le 27 janvier en raison du mouvement de contestation contre Hosni Moubarak, rouvrira dimanche prochain.

Le Premier ministre britannique David Cameron a annoncé qu'il avait dit au vice-président Omar Souleimane que les réformes politiques doivent être "*irréversibles, urgentes et réelles*". Il a ajouté qu'il avait exhorté le gouvernement égyptien à "*prendre des mesures audacieuses et crédibles*" pour montrer aux manifestants et au monde entier qu'il est sérieux dans ses initiatives visant à démocratiser le régime.

Pour la première fois dimanche, Omar Souleimane a rencontré au Caire des représentants de l'opposition, dont les Frères musulmans, pour tenter de mettre un terme à la crise politique que traverse le pays. Selon l'agence de presse nationale Mena, il a été convenu de mettre en place un comité pour préparer des amendements à la Constitution.

Complément du Point.fr

Des manifestants ont bloqué lundi l'accès des fonctionnaires à un édifice gouvernemental situé sur la place Tahrir au Caire, devenue un symbole de la contestation en près de deux semaines de révolte pour exiger le départ du président Hosni Moubarak. Des manifestants ont toutefois empêché lundi matin des fonctionnaires d'accéder à la "Mugama", imposant édifice gouvernemental à l'architecture d'inspiration soviétique donnant sur la place Tahrir, en se postant aux entrées du bâtiment. Des protestataires ont affirmé avoir arrêté un homme voulant mettre le feu à ce symbole de l'État, pour ensuite imputer l'acte aux manifestants et discréditer le soulèvement populaire. L'homme a été remis à l'armée.

Par ailleurs, des hommes inconnus ont tiré lundi matin quatre roquettes sur une caserne de police dans la ville égyptienne de Rafah, située à la frontière de Gaza, faisant un blessé, a indiqué une source sécuritaire. Il n'était pas possible de savoir dans l'immédiat qui avait commis cette attaque ou si elle était liée au mouvement de contestation sans précédent contre le président Hosni Moubarak, au pouvoir depuis près de 30 ans.

Un article du Monde du 7 février :

Les classes populaires occupent une place périphérique dans notre économie. (08.02)

Christophe Guilluy, géographe, auteur de "*Fractures françaises*" (2010, Bourin éditeur)

Anthony R : Pensez-vous que la carte du chômage exposée dans Le Monde daté 8 février (voir aussi l'infographie sur LeMonde.fr) confirme vos thèses de l'Atlas des nouvelles fractures sociales et de Fractures françaises, à savoir une France séparée entre ceux qui vivent dans les territoires des métropoles-centre tertiarisées, à l'aise dans la mondialisation, et ceux vivant dans les anciens territoires industriels, qui souffrent des délocalisations ?

Christophe Guilluy : Il y a effectivement un développement métropolitain, avec d'un côté des grandes métropoles qui tirent l'économie et la richesse du pays. On a aussi, évidemment, dans la France qui crée la richesse, un maillage de petites et moyennes entreprises qu'on retrouve sur la carte du Monde dans le Top 15 des zones d'emploi.

En revanche, il y a bien une opposition entre les emplois métropolitains (spécialisés dans la gestion, la finance, les sièges sociaux, la recherche, etc.) et une France plus industrielle et rurale qui est, elle, beaucoup plus fragilisée par les logiques de la mondialisation.

Clicisclic : Est-ce qu'il y a de vraies lignes de partage entre grandes régions ou plutôt à l'intérieur des régions, entre villes, banlieues et campagnes ?

Je dirais à l'intérieur des régions. Il y a ce que j'ai appelé une fracture entre cette France métropolitaine et cette France périphérique, qui est industrielle, rurale, et qui est aussi la France que Laurent Davezies a appelée la "France résidentielle", qui, elle, bénéficie des retombées des revenus des retraités, des revenus sociaux.

Loup des steppes : Quelles sont les caractéristiques des régions qui "marchent" bien ?

Dans les régions les plus en difficulté, on retrouve – c'est une permanence depuis vingt ans – les grandes régions industrielles : le Nord, le Nord-Est, où les taux de chômage restent très élevés. On a, dans ces régions, les taux de population ouvrière les plus élevés, les salaires les plus bas, et ce sont aussi les espaces les plus en concurrence avec l'économie-monde. C'est dans ces régions que la concurrence avec l'ouvrier "chinois" est la plus forte.

Les zones d'emploi qui s'en tirent le mieux aujourd'hui sont celles qui se sont spécialisées dans les emplois mécaniques, les télécommunications, l'agroalimentaire.

En revanche, il faut préciser que ces régions avec des taux de chômage peu élevés sont aussi celles qui ont des taux d'emploi à temps partiel élevés. Ce qui veut dire qu'on peut avoir dans un département comme la Mayenne, par exemple, un taux de chômage peu élevé, mais en revanche, des salaires et des revenus très bas.

Bleuen : Les médias se focalisent beaucoup sur les banlieues pour évoquer les difficultés de la société française. Cela ne reflèterait donc pas l'exacte réalité ?

Les banlieues doivent être abordées sous deux aspects : le premier, ce sont des espaces qui sont situés dans les métropoles où l'emploi qualifié s'est le plus développé, dans des aires urbaines qui, par contre-coup, se sont le plus embourgeoisées, et qui, du coup, sont victimes d'une forte déconnexion des populations au marché de l'emploi métropolitain, cette déconnexion expliquant l'importance du taux de chômage en banlieue.

C'est le premier aspect : déconnexion entre la qualification des habitants des banlieues et leur environnement économique. Le deuxième aspect, c'est qu'il faut toujours penser les espaces de banlieue en termes de flux, et non plus de stocks. C'est un point essentiel si l'on veut comprendre ce qui se passe en

banlieue. Ces espaces sont devenus, au fil du temps, des sas. Les taux de mobilité dans les ZUS (zones urbaines sensibles) sont parmi les plus élevés de France.

Des populations précaires et souvent étrangères arrivent sur ces territoires, et des populations mieux intégrées socialement les quittent. Donc les banlieues sont devenues en réalité des sas, souvent entre le Nord et le Sud dans les grandes métropoles, et cela explique les indicateurs très dégradés. Ce qui ne veut pas dire qu'on ne crée pas d'emplois en banlieue.

La Seine-Saint-Denis, par exemple, est un département qui crée beaucoup d'emplois, qui attire des sièges sociaux, mais ces emplois ne bénéficient pas aux populations des banlieues.

Anthony : Le chômage frappe-t-il finalement plus les zones rurales périphériques que les "banlieues" ?

L'indicateur du taux de chômage n'est pas forcément le plus pertinent. On peut avoir un taux de chômage relativement faible en zone rurale, mais qui correspond en réalité à un développement très important du travail à temps partiel. Il s'agit en fait d'un chômage partiel. De la même façon, le taux de chômage en banlieue est élevé et restera élevé du fait de ces logiques de sas et de flux.

Ne jamais oublier qu'en banlieue, les chômeurs d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier, ne seront pas ceux de demain, que les populations changent en permanence et que l'indicateur "taux de chômage" masque souvent une réalité plus contrastée, y compris dans les ZUS.

Je précise qu'en banlieue, les gens qui réussissent à avoir un diplôme, puis un emploi, quittent ces territoires. Donc il est très difficile, par exemple, de faire aujourd'hui le procès de la politique de la ville alors même que les gens qui ont "réussi" ne sont plus sur ces territoires.

Guest : Je suis en contrat aidé depuis deux ans en Gironde. Je viens d'avoir une dérogation pour un an de plus. Mais désormais, tous les contrats aidés ne doivent pas dépasser 20 heures par semaine pour une durée de 6 mois. Alors je dis non, il n'y a pas de fracture entre ceux qui travaillent à temps partiel et ceux qui sont au chômage. Ceux qui travaillent même un peu ont moins d'aides. Je me retrouve cette année avec un salaire équivalent à ce que je touchais lorsque j'étais au chômage. Trouvez-vous cela normal ?

Vous avez raison, cela rejoint la question de l'indicateur "taux de chômage". D'ailleurs, toute la polémique autour du taux de chômage officiel et du taux de chômage réel (qui prend en compte les gens qui ont travaillé 78 heures par mois) est au cœur de votre question. Elle rejoint aussi l'augmentation du nombre de travailleurs pauvres. On rappellera que près de 20% des salariés aujourd'hui gagnent moins de 800 euros par mois.

Banlieusard : Pourquoi les partis politiques sous-estiment-ils la part des classes populaires et classes moyennes qui vivent dans les zones péri-urbaines ?

Je crois que la classe politique reste imprégnée des représentations sociologiques de la France des "Trente glorieuses". En cela, elle survalorise l'idée d'une classe moyenne majoritaire, en phase d'ascension sociale, et inversement, elle a tendance à résumer la question sociale à la question de l'exclusion. D'où la surmédiatisation de la question des banlieues.

La réalité sociologique aujourd'hui est celle d'une France populaire majoritaire – on peut essayer de la définir comme étant une France d'employés et d'ouvriers qui représentent la majorité de la population active, mais aussi la très grande majorité des chômeurs et des retraités. Ce qui signifie que la sociologie française, de l'actif au retraité, reste aujourd'hui complètement structurée autour de ces catégories-là : ouvriers et employés. C'est-à-dire une France populaire dont les revenus tournent autour de 1.400 euros par mois.

Clicisclac : Ne peut-on pas encourager la mobilité des gens, si les territoires sont si différents ? Comment aider les gens à bouger ?

Il y a des territoires très mobiles, même hypermobiles : ce sont les territoires métropolitains. En revanche, il y a une vraie question autour de la mobilité dans les espaces péri-urbains et ruraux, qui n'est pas suffisamment prise en compte par les pouvoirs publics. Or il est évident que le chômage dans les zones

industrielles, rurales et péri-urbaines pose une question spécifique : comment retrouver un emploi quand on habite à des dizaines de kilomètres des marchés de l'emploi les plus actifs ?

Noémie : Le taux de chômage des jeunes hommes actifs dans les zones urbaines sensibles est de 43%. Pour les filles, le taux est de 37% (rapport Onzuz 2010). C'est quand même beaucoup plus que dans les zones rurales, non ?

Il faut avoir en tête une chose quand on parle du taux de chômage en banlieue, qu'on ne met jamais en avant, c'est que la majorité des jeunes ne sont pas des actifs, mais des étudiants, donc ils ne font pas partie des populations actives prises en compte pour le calcul des taux de chômage. Ce qui veut dire que le taux de chômage en banlieue concerne d'abord les jeunes qui sont sortis du système scolaire, mais que ce taux ne dit rien de l'importance des jeunes scolarisés et diplômés.

Questeur : Les méthodes de calcul de l'Insee (découpage territorial des différentes "zones" rurales, périurbaines et urbaine, le mode de calcul du chômage, etc.) n'ont-elles pas une forte incidence sur l'invisibilité des nouvelles fractures sociales, au-delà du discours politique ?

Oui et non. Toute cartographie, tout découpage géographique est perfectible. Le découpage entre zones urbaines, péri-urbaines et rurales est effectivement trompeur. Par exemple, on dit que 80% des Français sont aujourd'hui des urbains. C'est vrai. Mais est-ce que la réalité socioculturelle d'un habitant de Seine-et-Marne est la même que celle d'un habitant parisien ? Evidemment non. En revanche, ils sont considérés tous les deux comme des urbains.

De la même manière, rapprocher les zones péri-urbaines des zones urbaines, avec l'idée que le rural serait différent, fait débat. Le mode de vie dans les espaces péri-urbains se rapproche parfois de celui des espaces ruraux.

C'est pourquoi j'utilise, en plus du découpage Insee, le concept de "France périphérique", qui permet de distinguer une France des grandes métropoles et celle des espaces péri-urbains, ruraux et industriels qui, sociologiquement, tendent à se rapprocher.

Lv : Il est intéressant de voir que le chômage est réparti d'une façon très inégale d'un point de vue géographique, mais j'ai l'impression que l'inégalité la plus criante est au niveau des spécialités. Je suis développeur informatique, or nous sommes en plein emploi dans ce domaine en ce moment, recruter est même difficile ! J'imagine que cela doit se traduire par des inégalités encore plus fortes dans d'autres domaines ?

Cela rejoint le développement de l'emploi métropolitain tel que le définit l'Insee, qui est effectivement très concentré dans certaines grandes villes.

Marianne : Je ne crois pas que la France soit coupée en deux... au contraire, ce qui est difficile à appréhender pour les politiques, les associations, les travailleurs sociaux, et tous les gens qui travaillent sur ce sujet, est que justement la frontière est plus floue qu'auparavant, une personne peut travailler et être demandeur d'emploi, précaire un jour, moins le lendemain. C'est peut-être cela qui empêche que nous nous mettions autour de la table pour vraiment en parler. Ce qui est certain est que la notion de précarité touche presque un tiers de la population aujourd'hui... cela va au-delà de chiffres statistiques du chômage.

Il y a un chiffre intéressant : le médiateur de la République, Jean-Paul Delevoye, avait publié un rapport qui signalait que près de 20% de la population était à 50 euros près pour finir le mois. C'est un chiffre qui dit que la précarité dépasse de loin la seule question de l'exclusion. On est bien sur une frontière très floue entre emploi, non-emploi, emploi à temps partiel.

En revanche, il faut continuer à utiliser le découpage en classes sociales et utiliser aussi le niveau de revenus pour distinguer une réalité sociale qui montre une vraie opposition entre catégories populaires et catégories supérieures.

Zamalek : Pensez-vous que le télétravail va modifier profondément l'organisation et la géographie de l'emploi à court ou moyen terme ?

La question du télétravail, c'est le serpent de mer depuis vingt ans. Dans les années 1980, la Datar prévoyait que les cadres iraient s'installer en dehors des villes et travailleraient de leurs ordinateurs. Ça ne s'est pas passé comme ça. Les cadres, éventuellement, achètent des résidences secondaires, mais au contraire, investissent les villes. L'idée d'une généralisation du télétravail ne semble plus pertinente aujourd'hui.

La vraie question en termes d'emploi est la question de la place des catégories populaires dans une économie mondialisée. Pour l'heure – et c'est lié aussi à leur disparition médiatique –, les catégories populaires n'ont pas leur place dans la logique de mondialisation. C'est la question essentielle : l'éviction des catégories populaires de l'ensemble des grands centres urbains les plus actifs du pays apparaît comme une métaphore de leur place dans l'économie d'aujourd'hui. Une place périphérique.

Lola : Est-il possible d'avoir un territoire moins inégalitaire ?

L'accroissement des inégalités sociales et culturelles est un paramètre incontournable dans toutes les grandes villes. Les dynamiques démographiques et économiques font que les inégalités sur ces territoires vont s'accroître. De la même manière, les logiques foncières et économiques vont continuer à produire de fortes inégalités.

On ne sortira par le haut de cette situation qu'en traitant la question de la place des catégories populaires dans une logique de mondialisation. Si ce problème n'est pas posé, on peut difficilement répondre à la question.

Nolam : Dans cette recomposition territoriale, existe-t-il un facteur culturel entre les centres très cosmopolites, véritables plaques tournantes de la mondialisation, et des territoires plus ouvriers où se retrouvent population française et immigration plus ancienne ?

Avec la place des catégories populaires, la question culturelle fait partie des enjeux fondamentaux de la prochaine décennie. En clair, on observe aujourd'hui des logiques de séparation sociale, mais aussi culturelle. Aujourd'hui, les dynamiques démographiques font apparaître une fracture au sein même des catégories populaires, et selon leur origine.

Ce constat n'est absolument pas pris en compte par le monde politique. En revanche, il structure bon nombre de territoires et explique aussi en partie la poursuite de l'étalement urbain.

Am : Qu'est-ce qu'"une logique de mondialisation pour les catégories populaires" ?

La perception de la mondialisation est un sujet très clivé socialement, parce qu'il est ambivalent. La mondialisation, c'est du développement économique, c'est de l'enrichissement. On le voit notamment dans l'ensemble des grandes métropoles françaises. On comprend à ce titre que la population des grandes métropoles soit très favorable à cette logique économique, dont elle bénéficie.

En revanche, dans les territoires où les populations employées et ouvriers sont les plus nombreuses, la mondialisation se résume bien souvent à la concurrence entre l'ouvrier d'ici et l'ouvrier chinois. Donc derrière, il y a aussi une mondialisation qui est perçue comme un processus qui fragilise socialement.

Un article de Figaro.fr du 8 février :

Inde : croissance insolente... et vulnérable. (09.02)

Le pays retrouve sa croissance d'avant-crise. Mais l'inflation explose, et inquiète. Principale cause des déséquilibres: le chômage. L'illettrisme massif tranche avec les offres d'emplois qualifiés des secteurs qui font tourner l'économie.

Une croissance du PIB de 8,6% en 2010: l'Inde confirme son retour aux belles années d'avant la crise. Le pays, qui avait connu des taux de croissance de 6,7% en 2008 et 8% en 2009, semble se détacher des problématiques économiques européennes et américaines.

Les domaines clés de l'économie du deuxième pays le plus peuplé au monde - secteur manufacturier, financier, immobilier et de la construction - devraient tous gonfler leur activité de plus de 8% sur l'exercice en cours qui se terminera fin mars, selon les chiffres publiés mardi par le Central Statistics Office indien. Autre bon signe, : l'agriculture, qui emploie encore la moitié des Indiens, affiche une amélioration de 5,4%, contre à peine +0,4% en 2009.

Une terrible inflation...

«L'Inde s'installe dans un régime de croissance parmi les plus forts du monde depuis les années 2000 grâce à l'émergence d'un secteur industriel (acier, automobile, pharmaceutique, produits pétroliers), qui bénéficie de la croissance du marché domestique mais qui s'oriente aussi à l'exportation, et grâce notamment au développement du secteur des services», commente Edgare Torija-Zane, dans une étude publiée par Natixis.

Mais ces chiffres cachent les fondations bien fragiles d'un pays qui souffre d'une terrible inflation à plus de 17% sur un an, tirée par le bond du prix de l'oignon. La République de l'Inde subit de plein fouet l'envolée des prix alimentaires dans le monde. Une envolée à la fois due à un déséquilibre entre l'offre mondiale - volatile sur fond d'incidents climatiques décuplés - et la demande - en croissance mondiale de 2 à 3% par an - et des mouvements de spéculation massifs sur les marchés financiers. Or dans un pays tel que l'Inde, de telles explosions de prix sont des sources d'émeutes contre la vie chère, alors que l'alimentation représente entre 60 et 80% du budget des ménages. Sans compter que le pétrole reste autour des 100 dollars le baril, soit à un niveau record de deux ans.

La sphère politique, qui tient compte des événements historiques qui touchent la Tunisie et l'Égypte, prend les pressions inflationnistes très au sérieux: le premier ministre Manmohan Singh a appelé à prendre des mesures dans «*la plus grande urgence*» face à un taux d'inflation qui représente une «*sérieuse menace*». La semaine dernière la Banque centrale indienne (RBI) a confirmé son caractère agressif en matière de politique monétaire en relevant ses principaux taux d'intérêt à leurs plus hauts niveaux depuis début 2008, à 6,5%. Elle avait déjà relevé six fois ses taux en 2010.

Et un chômage persistant

Le grand problème du pays, c'est la trop faible proportion d'Indiens capables de travailler dans les secteurs modernes qui font tourner l'économie. Si le nombre de diplômés de l'enseignement supérieur est assez élevé dans le pays, le taux d'illettrisme reste trop lourd, ce qui réduit la population disponible pour occuper un emploi. «*La proportion de la population ayant suivi l'enseignement secondaire est anormalement bas*», déplore Patrick Artus, directeur de la recherche économique chez Natixis.

Ainsi le marché du travail est plombé par une pénurie de ressources en main d'œuvre disponible. Le cas indien est très particulier : dans les autres pays émergents, le déséquilibre n'est pas aussi fort.

Face à 1,2 milliard d'Indiens qui poussent la demande à la hausse, il y a une insuffisance de l'offre à cause des «goulots d'étranglement» sur le marché du travail. Le parfait cocktail pour nourrir l'inflation.

Un cercle vicieux

Une fois l'inflation déclenchée par ces tensions sur le marché du travail et sur les capacités de production, elle s'auto-entretient: «*la Banque Centrale n'ose pas lier les taux d'intérêt à l'inflation, parce que la hausse des taux attirerait des capitaux étrangers*», explique le directeur. Ce qui tirerait la monnaie indienne, la roupie, à la hausse, et pour contrer cela, la Banque centrale augmenterait ses réserves de change. Avec pour conséquence, plus de liquidités sur les marchés. Autrement dit, plus d'inflation.

Les investissements étrangers chutent de plus de 30%

Enfin, si l'économie indienne affiche des taux de croissance insolents, l'avenir pourrait s'assombrir si, en plus des problèmes domestiques, la dynamique n'est plus portée par les investissements des sociétés étrangères. D'après les derniers chiffres de la Cnuced (Conférence des Nations Unies sur le commerce et de Développement), les investissements directs étrangers (IDE) ont chuté de 32% en 2010, sur fond de barrières douanières et de procédures administratives trop lourdes.

Même si depuis une vingtaine d'année, la libéralisation des échanges s'est développée, certains secteurs ne peuvent pas pénétrer le marché, comme dans la grande distribution. Pour l'Inde, il s'agit de protéger ses industries, mais «*à long terme, les restrictions mises à l'accès au marché indien (...) vont limiter les IDE*», a prévenu Gary Locke, secrétaire d'Etat américain au Commerce, actuellement en visite en Inde.

Commentaire.

Les entreprises étrangères hésitent à investir en Inde tellement le pays est corrompu et la bureaucratie insupportable, l'une des pires du monde paraît-il, je confirme. Ce que ne dit pas cet article, c'est que même ceux qui ont été à l'école jusqu'à l'âge de 15 ou 16 ans en sortent avec un niveau misérable, en gros ils n'ont appris qu'à lire, écrire et compter, je parle des écoles publiques. Sur le plan du comportement des gens, de leur prise de conscience de certains problèmes de société, de leur degré de responsabilité face à certaines questions comme l'éducation des enfants, l'hygiène, etc. ils n'ont réalisé absolument aucun progrès, les mentalités sont restées figées dans le passé parce que la structure et les rapports dans la société n'ont pas évolué ou très peu.

Avec une démographie toujours galopante, la surpopulation, la plupart des Indiens vivent plus confortablement aujourd'hui qu'il y a 10 ans, mais leur mode de vie s'est nettement détérioré, les familles ont tendance à s'atomiser, les témoignages d'incivilité tendent à se multiplier gravement, il n'y a que ce qui les tirent en arrière qui n'a pas bougé : la religion et des coutumes qui le plus souvent sont des contraintes. Transportez un contemporain de Molière à notre époque et imaginez un instant ce que cela pourrait donner, et vous aurez un aperçu de ce qui se passe dans la tête de la plupart des Indiens. Les Indiens n'ont aucune notion du bien collectif, encore moins de classes sociales, en revanche ils sont nationalistes et volontiers xénophobes ou racistes, ils n'ont aucun sens des responsabilités, ils sont incapables de penser au lendemain ou aux autres, ils ne pensent qu'en terme de profit individuel, y compris au sein de leur famille, les parents ne donnent aucune éducation à leurs enfants, le mensonge et l'hypocrisie sont naturels pour eux par exemple, au quotidien tous ces rapports sont une véritable catastrophe, invivables, ils le disent eux-mêmes et en sont profondément malheureux.

Plus de 17% d'inflation en 2010, comme quoi les prix flambent. Du coup, j'ai réduit mon train de vie qui était déjà limité, y compris sur la nourriture, j'ai supprimé la bière, j'ai divisé par deux ma consommation de Vodka, donc de citrons, de limonade et d'eau gazeuse, je ne vais plus à la boulangerie allemande où le pain est meilleur mais plus cher, je mange davantage de riz car c'est le moins cher, j'ai abandonné le mouton et les grosses crevettes trop chers, pas un seul resto depuis plus d'un an, même pas une pizza qui est passé de 85 à 165 roupies, aucune sortie, aucune dépense superflue, aucun bibelot ou attire poussière, j'ai dû racheter cinq shorts et un pantalon, pas un seul livre ni journal ou revue, pas de révision de la moto depuis trois ans, pas même une vidange, je rajoute de l'huile quand il en manque, elle ne me sert plus qu'à faire des courses, je fais les petits travaux de la maison moi-même, je n'emploie plus personne pour nettoyer et arroser le jardin, c'est mon boulot de l'après-midi, ma seule folie : un coffret de 4 CD des Beatles.

Sur un budget de 12 à 14 000 rs environ (200 à 250 euros), ce qui me revient le plus cher, ce sont les cigarettes, elles ont augmenté de 30% en un an (2 400 rs), la Vodka, 4 bouteilles par mois (2 000 rs), les repas du chien (2 200 rs), Internet (1 000 rs), l'essence (500 rs), l'électricité (300 rs en court-circuitant le compteur au lieu de 2 500 rs !), le gaz (100 rs quand Magueswary n'est pas là, sinon trois fois plus, alors que je cuisine aussi tous les jours !) les 4 ou 5 000 rs restants passent dans la nourriture et les produits

divers. Je devrais rajouter la nourriture que Magueswary ramène de France tous les 6 mois, des boîtes de conserve et 5 litres d'huile d'olives, de la moutarde, du fromage, mais c'est du superflu, il y en a quand même pour au moins 15 000 rs chaque fois. La taxe d'habitation se monte à moins de 1 000 rs par an, l'eau à quelques centaines de roupies. Je ne paie pas d'assurance pour la maison puisque ce n'est pas obligatoire, celle de la moto est de 1 000 rs environ par an. Par contre, j'ai dû déboursier plus de 25 000 roupies pour remplacer l'ordinateur qui ne me sert que pour le site.

Je vis modestement, c'est un choix, mes revenus étaient de 23 000 rs en 2010. La marge de manoeuvre qu'il me reste me sert à couvrir les dépenses exceptionnelles ou à prévoir, le remplacement d'un ventilateur, du frigidaire par exemple. C'est Magueswary qui règle les 42 000 rs de son billet d'avion avec les économies qu'elle réalise sur son allocation d'handicapée de 700 euros mensuel, de mon côté je paie le taxi (4 000 rs) et ce qu'elle emporte en France dans sa valise. Quand le prix des tomates passe de 4 à 20 rs, celui des oignons à 30 (hier), les pommes de terre de 8 à 20 rs, le kilo de café de 260 à 380 rs, l'huile de 50 à 80 rs, le lait de 16 à 22 rs le litre, un oeuf de 1,5 à 3 rs, l'essence de 30 à 50 rs le litre, le boeuf de 85 à 130, le poulet de 70 à 120, les matériaux de construction ont augmenté dans les mêmes proportions, de 30 à 50%.

Côté salaire, le prix de la main d'oeuvre d'un ouvrier du bâtiment de 250 à 350 ou 400 rs par jour, les salaires de mes beaux-frères ont doublé en 3 ans, 5 500rs (90 euros) par mois pour un technicien en climatisation et un chauffeur-livreur avec 15 ans d'expérience, une ouvrière en usine (mes belles-soeurs) le pompiste et la caissière d'un supermarché touche 2 700 rs (40 euros), un chef de service trilingue dans une société informatique spécialisée dans la publication sur Internet (Xpress) avec 10 ans d'expérience, 15 000 rs (250 euros), un ingénieur système spécialisé réseau et Intranet avec 10 ans d'expérience, 25 000 rs (400 euros). Un fonctionnaire employé au bas de l'échelle, facteur, électricien, etc, perçoit un salaire d'environ 4 à 5 000 rs. En réalité, depuis 2007, il s'est passé en Inde l'inverse de ce qui s'est produit en France côté prix et salaires.

Un article de Reuters du 8 février :

L'emploi public reste élevé en France, mais pas anormalement. (09.02)

L'emploi dans les administrations publiques reste élevé en France mais n'est pas si éloigné des niveaux observés dans certains pays anglo-saxons et il n'atteint pas ceux de l'Europe du Nord, montre mardi une étude du Centre d'analyse stratégique (Cas).

A l'approche de la campagne présidentielle et à l'heure où la réduction de la dépense publique est l'un des axes de la politique de lutte contre les déficits du gouvernement Fillon, ce service qui dépend du Premier ministre a dressé un "*tableau de bord de l'emploi public*".

Le Cas met en avant la diminution de plus de 5% des effectifs des ministères depuis 2006 hors transferts aux collectivités locales et aux opérateurs publics.

Le budget 2011 prévoit la poursuite du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite.

Avec un peu moins de 90 emplois publics pour 1.000 habitants, la France se situe dans une position "*intermédiaire haute*" au sein des pays de l'OCDE, explique l'étude.

Ce taux d'administration la place en effet non loin du Royaume-Uni mais très en dessous de pays comme le Danemark ou la Norvège, qui affichent des ratios de 160 pour 1.000. Les ratios les plus bas se trouvent au Japon (40 pour 1.000) et en Allemagne (50 pour 1.000), précise l'étude.

La mesure du poids de l'emploi public dans l'emploi total est moins favorable à la France: à 22%, l'Hexagone se classe en effet juste derrière les pays nordiques comme la Finlande (24%), le Danemark (29%), la Suède (29%) et la Norvège (30%).

Quant aux dépenses de rémunérations publiques, elles représentent 12,5% du PIB en France contre 9% seulement en Allemagne. Mais leur poids est en "*sensible diminution*" depuis 15 ans, comme dans la plupart des pays d'Europe et de l'OCDE.

Parallèlement à ces comparaisons, le Cas note que les ministères français ont réduit leurs effectifs de 16,5% leurs effectif sur la période 2006-2011, une baisse qui correspond pour plus de 11 points à des transferts à des collectivités locales ou aux opérateurs de l'Etat, et pour 5,3 points à une diminution réelle de l'emploi.

Les ministères employaient au total 2,105 millions de personnes fin 2008 alors que leurs effectifs avaient culminé à 2,33 millions en 2003-2004.

Mais "*si l'on en croit les plafonds d'emplois autorisés par les lois de finances*", explique l'étude, l'emploi dans les ministères devrait tomber à un plus bas historique à la fin de cette année, à 1,878 million de personnes.

Au total, les trois fonctions publiques (d'Etat, territoriale et hospitalière) employaient 5,2 millions de personnes en 2008.

Le Cas observe sur ce périmètre élargi une stabilisation progressive de l'emploi depuis 2004. "*C'est donc une véritable rupture par rapport à la tendance fortement haussière observée au cours des deux décennies précédentes*", souligne son président, Vincent Chriqui.

Un article du Monde.fr du 8 février :

Egypte: Infos sur la situation hier. (09.02)

(titre du Monde.fr : *L'Egypte connaît son plus important jour de mobilisation depuis le début du mouvement*)

La contestation contre le président égyptien Hosni Moubarak est encore montée d'un cran, mardi 8 février, avec de nouvelles manifestations, qui ont réuni des centaines de milliers de personnes au Caire et en province. Il s'agit des manifestations les plus importantes depuis le début du mouvement, le 25 janvier.

Au Caire, la place Tahrir, épicerie de la révolte, était noire de monde. La mobilisation ne montrait aucun signe d'essoufflement malgré les nuits fraîches, la fatigue et les conditions de vie spartiates sur ce rond-point devenu un village de tentes retranché.

La foule a réservé un accueil triomphal au cybermilitant et cadre de Google Wael Ghonim, libéré lundi après avoir passé douze jours "les yeux bandés" aux mains des très redoutés services de sécurité d'Etat. "J'aime à appeler ça 'la révolution Facebook', mais après avoir vu les gens ici, je dirais que c'est la révolution du peuple égyptien. C'est formidable", a lancé le jeune homme, entouré par des milliers de manifestants. "Je ne suis pas un héros, vous êtes les héros, c'est vous qui êtes restés ici sur la place", a-t-il ajouté.

D'après des photographes de l'AFP présents place Tahrir, le nombre de manifestants a dépassé celui des rassemblements précédents. Des milliers de personnes étaient également présentes devant le siège du Parlement. Selon des témoins à Alexandrie, il en était de même dans la grande ville du nord du pays. Des dizaines de milliers de manifestants ont aussi défilé dans les villes de Minya, Sohag et Assiout.

"Aucune de nos demandes n'a été entendue", a expliqué Mohammad Nizar, un manifestant cité par l'AFP. "Ils ont annoncé une augmentation des salaires. Ils essaient de nous leurrer. C'est un pot-de-vin politique pour réduire le peuple au silence", dit-il, ajoutant que le "peuple ne faisait pas confiance au gouvernement" formé la semaine dernière.

M. Moubarak, 82 ans et depuis presque trente ans à la tête de l'Etat, a créé une commission en vue d'amender la Constitution, dans le cadre du "dialogue national" entamé dimanche entre le pouvoir et l'opposition dont, pour la première fois, les Frères musulmans. La loi fondamentale égyptienne assure en effet un système concentrant les pouvoirs entre les mains du président, aujourd'hui fortement contesté.

Mardi, le vice-président, Omar Souleimane, a assuré que "le président Moubarak est en faveur d'une véritable passation du pouvoir, il n'a aucun problème avec ça", lors d'une rencontre avec la presse gouvernementale. "Mais, a-t-il ajouté, il s'agit de penser à l'avenir de l'Egypte, et à celui qui va mener (le pays) à l'avenir, non pas à sa personne, mais à ses qualifications et ses orientations" politiques, un message qui semble viser les jeunes et les Frères musulmans. Le vice-président a également rejeté les "ingérences étrangères" dans les affaires de l'Egypte, sans nommer un pays en particulier, soulignant qu'elles étaient "plutôt une invitation à davantage de chaos".

Les Etats-Unis et la France ont réitéré, mardi, leur appel à une transition démocratique en Egypte, le secrétaire à la défense, Robert Gates, la jugeant "cruciale" et son homologue français, Alain Juppé, appelant à "l'émergence des forces démocratiques" dans le pays. Au cours d'un entretien téléphonique, le vice-président américain, Joe Biden, a appelé son homologue égyptien, Omar Souleimane, à élargir le dialogue en cours sur la transition politique à davantage de groupes d'opposition.

Deux cent quatre-vingt-dix-sept personnes au moins ont été tuées depuis le 25 janvier, selon l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch, qui estime toutefois que le bilan réel est probablement beaucoup plus élevé. L'ONG basée aux Etats-Unis a pu confirmer 232 morts au Caire, 52 à Alexandrie et 13 à Suez. La grande majorité des victimes ont trouvé la mort les 28 et 29 janvier, touchées par des balles réelles, lors de heurts entre police antiémeutes et manifestants.

Un article du Monde.fr du 8 février :

Actualité sur le dossier de la dépendance. (09.02)

Nicolas Sarkozy a souhaité, mardi 8 février, qu'aucune piste de financement de la dépendance ne soit écartée d'emblée, y compris celle de l'assurance privée, estimant que l'idéologie n'avait *"rien à faire dans une affaire de cette importance"*. *"Je demande à chacun d'entre vous d'examiner toutes les options possibles, de n'écartier d'emblée aucune solution, y compris celle de l'assurance, pour des a priori idéologiques. L'idéologie n'a rien à faire dans une affaire de cette importance et de cette gravité"*, a déclaré le chef de l'Etat en concluant un colloque sur la dépendance au Conseil économique, social et environnemental (CESE).

"Quand nos finances publiques sont dans la situation où elles sont, quand le travail est à ce point taxé, quand cinq millions de Français ont déjà souscrit une assurance dépendance, est-il raisonnable de ne pas s'interroger sur le rôle que peuvent jouer les mutuelles, les compagnies d'assurances et les organismes de prévoyance ?", a-t-il plaidé. Sur ce sujet controversé, le chef de l'Etat s'est toutefois voulu rassurant en affirmant qu'il n'avait *"pas l'intention d'utiliser la dépendance pour privatiser insidieusement l'assurance-maladie"*.

Nicolas Sarkozy clôturait le colloque intitulé *"La dépendance, débat national. Poser les enjeux"* en présence de Roselyne Bachelot-Narquin, ministre des solidarités et de la cohésion sociale, de Marie-Anne Montchamp, secrétaire d'Etat auprès de la ministre des solidarités et de la cohésion sociale, et de Jean-Paul Delevoye, président du CESE. Une partie de la réforme de la dépendance verra le jour en 2011, et l'autre vraisemblablement après la présidentielle de 2012.

A l'occasion de ce débat, le baromètre Banque postale prévoyance-La Tribune a mis en lumière le souhait de la majorité des Français d'une intervention de l'Etat sur la prise en charge de la dépendance des personnes âgées : *"Trois sur quatre sont favorables à une prise en charge de la dépendance, via les impôts et les taxes."* Et les Français *"demandent majoritairement (83 %) un développement des aides permettant le maintien ou l'hospitalisation à domicile"*, souligne La Tribune.

Selon les résultats du baromètre, 78 % des Français âgés de 35 à 75 ans se déclarent concernés par la dépendance des personnes âgées, que ce soit pour eux-mêmes ou pour leurs proches (82 %). Et ce d'autant que près des deux tiers (62 %) sont ou ont déjà été confrontés à cette situation.

Concernant la mise en place d'une assurance dépendance obligatoire à partir de cinquante ans, seulement 55 % des Français y sont défavorables, selon les résultats du baromètre. *"Preuve que de cette idée initialement lancée par Jean- Pierre Menanteau, alors PDG d'Aviva France et reprise ensuite par la profession de l'assurance préférant évoquer une assurance dépendance universelle, fait progressivement son chemin"*, commente La Tribune.

Un article d'AP du 9 février :

Grèves et nouvel appel à une manifestation monstre en Egypte. (10.02)

Les anti-Moubarak ont appelé leurs sympathisants à amplifier le mouvement mercredi, en réaction à l'impatience exprimée par le vice-président envers les manifestants qui réclament le départ immédiat du président depuis plus de deux semaines. Des milliers de fonctionnaires ont entamé des grèves dans tout le pays.

Les efforts du vice-président pour ouvrir le dialogue avec les manifestants au sujet des réformes se heurtent depuis le week-end aux réticences des jeunes meneurs du mouvement, qui soupçonnent Omar Souleimane de vouloir limiter le changement. Ils exigent la démission préalable d'Hosni Moubarak, au pouvoir depuis près de 30 ans.

M. Souleimane a fait craindre un retour de la répression en déclarant mardi qu'il existait une menace de "coup d'Etat" de l'armée, de la police, du renseignement, des Frères musulmans ou même des contestataires si les manifestants refusaient de négocier. "Nous ne pouvons pas supporter cela plus longtemps (...) Cette crise doit prendre fin le plus tôt possible", a-t-il dit.

Il a encore alimenté le scepticisme des activistes en estimant que "la culture de la démocratie est encore très éloignée" de celle de l'Egypte et en annonçant qu'un collège de juges désignés par le gouvernement et dominé par des pro-Moubarak proposerait des amendements constitutionnels à soumettre à un référendum. Il a toutefois accepté l'idée d'une supervision internationale des élections prévues pour septembre.

"Il menace de décréter la loi martiale, ce qui veut dire que tout le monde va être écrasé sur la place" Tahrir, a réagi Abdul-Rahman Samir, un porte-parole de la coalition regroupant les cinq principaux mouvements de jeunesse à l'origine des manifestations dans le centre de la capitale. "Mais qu'est-ce qu'il fera avec le reste des 70 millions d'Egyptiens qui nous suivront après? (...) Nous faisons la grève, manifesterons et nous ne négocierons pas jusqu'à ce que Moubarak démissionne", a-t-il lancé.

Près de 10.000 personnes étaient massées sur la place Tahrir mercredi, au 16e jour de cette contestation sans précédent. A quelques rues de là, 2.000 autres bloquaient le Parlement et exigeaient sa dissolution. L'armée s'est déployée sur place. Sur la place, des manifestants ont une nouvelle fois dormi sous les chars qui les encerclent pour prévenir tout mouvement des véhicules.

Et pour la première fois, les militants ont appelé à des grèves, défiant le vice-président qui a jugé les appels à la désobéissance civile "très dangereux pour la société". "Nous ne pouvons pas accepter cela du tout", a-t-il prévenu.

Des grèves généralement suivies par quelques centaines de personnes à chaque fois ont éclaté à travers le pays, notamment parmi des fermiers, des employés de musée et de l'électricité au Caire, qui exigent du pain, des augmentations de salaire ou un changement de direction. De nombreuses entreprises avaient fermé leurs portes ces derniers jours à cause du couvre-feu. La plupart de ces débrayages ne semblent pas directement liés aux appels des manifestants de Tahrir mais certains grévistes ont menacé de rejoindre le mouvement, notamment quelque 8.000 manifestants qui ont jeté des pierres au gouverneur à Assiout, dans le centre-est du pays.

A Port Saïd, sur le Canal de Suez, environ 300 habitants d'un bidonville ont violemment protesté contre l'absence de logement décent. Ils ont monté des tentes sur la place des Martyrs, dans le centre-ville.

Deux protestataires ont été tués mardi quand la police égyptienne a ouvert le feu sur des centaines de personnes qui avaient incendié un tribunal et attaqué un commissariat dans la ville de Kharga, au sud-ouest du Caire, théâtre de deux jours d'émeutes, a-t-on appris mercredi auprès de responsables de la sécurité égyptienne. Les protestataires réclament le limogeage d'un haut responsable de la police locale accusé d'abus. (AP 09.02)

A Suez, c'était déjà le deuxième jour de grève. Environ 5.000 employés de diverses entreprises d'Etat ont manifesté sur leurs lieux de travail respectifs.

De leur côté, les meneurs de Tahrir ont appelé à une nouvelle "*manifestation de millions*" d'Égyptiens pour vendredi, mais ils prévoient cette fois plusieurs rassemblements dans différents quartiers du Caire, a précisé l'un des organisateurs, Khaled Abdel-Hamid. La manifestation monstre de la semaine dernière a réuni au moins 250.000 personnes sur la place.

A peu près autant d'Égyptiens s'y sont rassemblés de nouveau mardi pour accueillir leur héros, l'un des organisateurs de la mobilisation sur Internet, Wael Ghonim, 30 ans, un responsable local de Google récemment relâché après 12 jours de détention.

Les Frères musulmans ont quant à eux durci le ton mercredi. L'un de leurs chefs, Muhammed Mursi, a accusé l'armée d'avoir arrêté jusqu'à une centaine de "frères" et de les avoir torturés, pratiques qui ressemblent plus à la police. "*Le président doit (...) partir*", a-t-il dit, car "*la transition n'a pas lieu*".

Malgré l'agitation et le départ de dizaines de milliers d'étrangers, le plus célèbre site touristique d'Égypte, les pyramides de Gizeh, a rouvert mercredi.

Complément de Reuters du 09.02.

Interrogé par la chaîne publique américaine PBS, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheith s'est déclaré "*stupéfait*" par les propos du vice-président américain Joe Biden, qui a réclamé mardi la levée immédiate de l'état d'urgence, depuis longtemps utilisé par Moubarak pour réprimer l'opposition.

"*Ce que vous voyez dans les rues du Caire n'est vraiment pas surprenant lorsque vous voyez l'absence de mesures prises par leur gouvernement pour répondre à leurs préoccupations*", a dit Robert Gibbs, porte-parole de la Maison blanche.

Dans la capitale, les organisateurs de la mobilisation ont fait part de leur projet de marcher vendredi sur l'immeuble de la radio et télévision d'Etat, porte-voix du régime. "*Je pense qu'il y aura foule devant le bâtiment. Le président Moubarak tombera bientôt, dans trois ou quatre jours, je pense*", a prédit Mohamed Sadik, un ingénieur cairote.

Quatre personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées par balles mardi et mercredi lors d'affrontements entre les forces de sécurité et environ 3.000 manifestants dans le gouvernorat de la Nouvelle Vallée, à 500 km au sud du Caire.

Il semble s'agir des heurts les plus graves avec les forces de sécurité depuis le 28 janvier, date à laquelle la police a pratiquement disparu des rues après une sanglante répression de manifestations.

Complément d'AP du 09.02 à partir d'un autre article.

Les manifestants égyptiens ne croient guère aux belles paroles. "*Nous ne pouvons pas quitter la place Tahrir parce que nous n'avons pas confiance dans le régime*", note Ahmed Hosni, handicapé de 38 ans. "Si nous partons, la police reviendra.

Beaucoup de manifestants voient en effet mal comment le régime pourrait être démantelé par ceux-là mêmes qui l'ont inventé tel qu'il est pour leur propre bénéfice. Nommé au poste récemment créé de vice-président pour s'occuper de la crise, le général Omar Souleimane, ex-patron des services de renseignement, est ainsi vu par les contestataires comme l'incarnation et l'âme damnée de Moubarak.

Dans ce paysage mouvant et incertain, il est donc difficile pour les manifestants d'appréhender s'ils sont en train de remporter la victoire ou de perdre, et si les concessions obtenues constituent une véritable avancée tant que l'autocrate aux commandes depuis près de 30 ans demeure en son palais.

"*Ce qui m'a motivé, comme tant d'autres gens, était de faire partir Moubarak*", explique Ahmad Issam, ingénieur de 31 ans, venu place Tahrir au sortir du travail. "*Et puis, il y a eu les tentatives de lavage de cerveau: les rumeurs, les médias, qui ont montré que le régime n'a pas changé.*"

Un article du Monde.fr et AFP du 9 février :

Tunisie. La journée d'hier. (10.02)

Le président tunisien intérimaire, Foued Mebazaa, a annoncé, mercredi 9 février, l'ouverture "prochainement" de "négociations sociales à l'échelle nationale", dans une allocution à la télévision nationale, quelques heures après qu'il eut été investi de pouvoirs de crise par le Parlement.

C'est la première fois que le président s'adressait directement aux Tunisiens depuis son entrée en fonction, le 15 janvier, au lendemain de la fuite à l'étranger du président Zinedine El Abidine Ben Ali. "Ces négociations sociales seront le meilleur cadre de dialogue et de concertation pour régler la situation sociale de toutes les catégories du peuple et dans tous les secteurs", a poursuivi M. Mebazaa, qui a appelé ses compatriotes à faire "preuve de patience". "Vos demandes sont légitimes, mais vous devez comprendre la difficile situation à laquelle le pays est confronté", a-t-il expliqué, alors que le gouvernement de Mohammed Ghannouchi doit faire face depuis deux semaines à de fortes tensions sociales à travers tout le pays.

Le Sénat tunisien avait voté un peu plus tôt une loi permettant au président par intérim de gouverner par décret-loi, acte deux d'un sabotage du Parlement bicaméral hérité de l'ère de Zine El-Abidine Ben Ali. Cette loi doit permettre au président intérimaire de prendre des décrets-lois concernant notamment l'amnistie générale, les textes internationaux relatifs aux droits de l'homme, l'organisation des partis politiques ainsi qu'une réforme du code électoral.

En présentant ce texte, déjà voté à l'Assemblée nationale lundi, le premier ministre, Mohammed Ghannouchi, a demandé aux sénateurs de l'approuver "pour permettre au gouvernement de travailler" et a demandé du temps à une population qui perd visiblement patience.

Un jeune homme a ainsi été légèrement blessé mercredi matin dans le centre de Tunis par une balle qui a ricoché, alors que des militaires tentaient de canaliser des centaines de personnes, dont des handicapés, devant un bureau d'aide sociale public pour toucher de 30 à 150 dinars (15,5 à 78 euros). Mardi, quatre cents à cinq cents personnes avaient envahi le bâtiment du gouvernorat, au cœur de Tunis, pour réclamer du travail et des aides. "Nous sommes soumis à des pressions sociales à cause des revendications du peuple. (...) L'Etat n'est pas encore en capacité pour le moment de répondre à toutes ces demandes. Nous n'avons pas de baguette magique", a plaidé M. Ghannouchi devant les sénateurs.

M. Ghannouchi a par ailleurs annoncé la légalisation "dans quelques jours" des partis politiques interdits sous Ben Ali qui en ont fait la demande. Parmi ces partis, qu'il n'a pas cités, figurent notamment le mouvement islamiste Ennahda, de Rached Ghannouchi, et le Congrès pour la République (CPR, gauche) de Moncef Marzouki. Le chef du gouvernement a précisé que cette légalisation prochaine visait à "préparer des élections transparentes et équitables avec la participation de tous les partis". Les autorités de transition ont annoncé la tenue d'élections présidentielle et législatives dans six mois, sans toutefois avancer de date précise, alors que de plus en plus de voix s'élèvent pour juger ce délai intenable.

Un article du Monde.fr du 10 février :

Egypte. Moubarak s'agrippe au pouvoir, la place Tahrir crie à la trahison. (11.02)

Les deux cent mille manifestants de la place Tahrir du Caire étaient furieux après le discours du président Hosni Moubarak, annonçant le transfert de ses pouvoirs à son vice-président mais sans présenter de démission. Les rumeurs s'étaient pourtant multipliées au fil de la journée sur une possible démission du président égyptien. La déception était donc énorme parmi les manifestants, qui s'étaient préparés au départ du raïs.

"Colère froide" place Tahrir

"La colère a commencé à monter pendant le discours [du président égyptien]. Tout le monde n'a pas tout entendu, ni tout compris", a raconté l'envoyé spécial du Monde au Caire, Jean-Philippe Rémy, évoquant la "colère froide" des protestataires : colère car la foule s'attendait au départ de Hosni Moubarak et s'est sentie trahie, froide car il n'y a pas de mouvement prévu avant vendredi. La foule scandait "A bas Moubarak ! Dégage ! dégage !", tandis que certains brandissaient leurs chaussures en direction de l'écran où était retransmis le discours.

A l'issue du discours, les manifestants ont appelé l'armée à se joindre à la révolte. "Armée égyptienne, le choix est maintenant le régime ou le peuple !", ont-ils crié, l'armée étant largement déployée autour de la place. D'autres appelaient à une grève générale. Il n'y avait pas de mouvement de foule vers la télévision d'Etat ou le palais présidentiel. En revanche, la journée de vendredi s'annonce mouvementée, avec un appel à manifester qui doit suivre la prière.

Hosni Moubarak annonce un transfert de pouvoirs, mais ne démissionne pas

Hosni Moubarak a annoncé qu'il resterait à la présidence du pays jusqu'à la présidentielle de septembre, à laquelle il ne se représentera pas, conformément à ce qu'il avait déjà annoncé. "Jusqu'à ce que je transfère son étendard, l'Egypte restera ma responsabilité", a-t-il déclaré, la voix parfois tremblante. D'ici là, il délègue une partie de ses pouvoirs à son vice-président, mais l'étendue de ce transfert n'a pas été précisée. L'état d'urgence ne sera aboli qu'une fois le calme revenu, a-t-il prévenu.

M. Moubarak a répliqué aux appels répétés de plusieurs pays occidentaux, dont les Etats-Unis et l'Union européenne, à une transition du pouvoir pacifique du pouvoir en Egypte. "Je ne me suis jamais plié aux diktats étrangers, j'ai toujours préservé la paix et œuvré pour l'Egypte et sa stabilité", a-t-il dit, répétant, "je n'ai jamais recherché le pouvoir".

Le président a en outre annoncé l'amendement de cinq articles controversés de la Constitution et l'annulation d'un sixième article. Ces articles imposent notamment des conditions très restrictives de candidature à l'élection présidentielle, ou permettent de se représenter à la présidence sans limitation du nombre de mandats. D'autres articles limitent les possibilités de recours après des élections législatives, ou permettent au président d'ordonner que des civils accusés de terrorisme soient traduits devant un tribunal militaire. L'article 189 stipule que seuls le président de la République et le président du Parlement peuvent proposer des amendements constitutionnels.

Omar Souleiman appelle au dialogue avec les protestataires

Dans un discours d'union, le vice-président Omar Souleiman s'est exprimé peu après l'intervention de Hosni Moubarak, réitérant un appel au dialogue et à la négociation, tout en restant ferme. Le vice-président s'est engagé à "préserver la sécurité" et la "révolution des jeunes". Il a demandé aux manifestants d'arrêter les émeutes et de retourner au travail. Il a également mis en garde le peuple contre les informations des médias étrangers, appelant les Egyptiens à se fier à leur "propre conscience".

Un article du Monde.fr du 10 février :

De Nantes à Paris, les magistrats mobilisés dans un mouvement sans précédent. (11.02)

Les magistrats ont manifesté massivement jeudi 10 février dans toute la France pour protester contre les accusations de laxisme lancées par Nicolas Sarkozy à leur encontre et réclamer plus de moyens pour la justice.

Cent soixante-dix juridictions sur les 193 que compte le pays ont pratiqué la grève des audiences selon les syndicats, un mouvement entamé il y a une semaine et qui s'est transformé en un bras de fer sans précédent par son ampleur entre le pouvoir exécutif et l'autorité judiciaire.

Le président de la République avait mis le feu aux poudres la semaine dernière en accusant magistrats et policiers de "fautes" dans le suivi d'un repris de justice, Tony Meilhon, suspecté d'avoir tué près de Nantes Laëtitia Perrais, 18 ans, et d'avoir démembré son corps. Nicolas Sarkozy, qui devait intervenir dans la soirée sur TF1, avait promis des "sanctions", sans attendre le résultat des inspections sur les responsabilités dans ce dysfonctionnement.

Depuis, la quasi-totalité des tribunaux et cours d'appel ont organisé des assemblées générales et décidé à la quasi-unanimité de renvoyer les audiences non urgentes au moins jusqu'à jeudi soir. Une véritable lame de fond, qui traduit un profond malaise, un "ras-le-bof" généralisé, selon les syndicats de magistrats.

LA COUR DE CASSATION "PRÉOCCUPÉE"

Même les magistrats de la Cour de cassation, la plus haute juridiction française, ont publié un communiqué condamnant les propos de Nicolas Sarkozy. Une première, pour cette instance qui tranche en dernière instance les questions de droit se tenant d'ordinaire à l'écart des controverses et du débat politique public.

"Les magistrats de la Cour de cassation manifestent leur très vive préoccupation face aux réactions et déclarations récentes qui, avant même que soient connues les conclusions des enquêtes en cours, tentent d'imputer a priori la survenance de ce drame à des fautes professionnelles", dit le communiqué. Les hauts magistrats se disent "solidaires avec tous ceux qui, dans un contexte de pénurie, assurent quotidiennement le fonctionnement des juridictions et des services".

"TOUS NANTAIS !"

Plusieurs milliers de personnes — magistrats, avocats, greffiers, travailleurs pénitentiaires et même policiers —, ont manifesté à Nantes entre le palais de justice et la préfecture, avec des banderoles où on pouvait lire : *"Hier ignorés, aujourd'hui méprisés, demain sanctionnés".*

A Paris, ils étaient près de 1 000 magistrats, agents de probation, fonctionnaires pénitentiaires, greffiers et policiers réunis sur les marches des palais de justice. La mobilisation a fait le plein dans de nombreuses villes : 350 à Lyon, environ 550 devant le palais de justice de Bordeaux, 300 à Nancy et Versailles.

"Tous Nantais !", était-il écrit sur une pancarte devant la cité judiciaire de Metz (est), où s'étaient rassemblés 250 magistrats en robes, avocats et membres du personnel des services judiciaires. Plusieurs avocats portaient autour du cou une affiche sur laquelle était inscrit *"préssumé coupable"*.

"FAIRE DU CHIFFRE"

Les magistrats, qui sont 8 500 dans le pays, ont exprimé leur lassitude de travailler dans un système judiciaire classé pour son budget au 37^e rang sur 43 en Europe. *"On nous demande de faire du chiffre et on a courbé l'échine. Je n'ai pas de bureau, des ordinateurs de la génération des mammoths. On n'a plus de légitimité, de reconnaissance, les Français n'ont plus confiance en leur justice",* a déclaré Agnès Deletang, magistrate du tribunal de Paris.

Dans la matinée, le porte-parole du gouvernement, François Baroin, a paru tempérer la mise en cause des juges. *"C'est un métier difficile, ils portent beaucoup de misère de la société",* a-t-il dit sur RTL. Prié de dire

s'il y avait eu à ses yeux une faute dans l'affaire du meurtre de Laëtitia Perrais, il a répondu que ce seraient les inspections qui le diraient.

Les résultats de trois inspections ordonnées au sein de la justice, de l'administration pénitentiaire et de la police sont attendues en début de semaine prochaine. Sorti de prison en février 2010 après avoir purgé en intégralité et durant onze ans des peines pour plusieurs délits, Tony Meilhon devait respecter une "*mise à l'épreuve*", mais ce suivi n'a pas été mis en œuvre faute d'effectifs, comme pour plus de 800 autres détenus en Loire-Atlantique.

Il faisait l'objet de plaintes pour des délits et pour une affaire de vol de voiture. Les organisations de magistrats, soutenus par une vingtaine de syndicats de fonctionnaires, d'avocats, de policiers, de psychiatres et de victimes, demandent au gouvernement un plan de remise à niveau financier du système judiciaire français.

SOUTIEN DES SYNDICATS DE POLICE

Le soutien des syndicats de police est l'une des nouveautés de ce mouvement. Dominique Achispon, patron du Syndicat national des officiers de police (SNOP, majoritaire), s'est rendu au palais de justice de Paris.

La première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry, a exprimé dans un communiqué son "*plein soutien*" au mouvement. Des élus de gauche, comme le député Arnaud Montebourg et l'écologiste Eva Joly à Paris, étaient dans les manifestations.

Un article de Libération.fr du 11 février :

Egypte. Hosni Moubarak capitule. (12.02)

L'ESSENTIEL - A 17 heures, le vice-président Omar Souleiman annonce, enfin, ce que les Egyptiens réclamaient depuis 18 jours: Hosni Moubarak quitte le pouvoir, après 30 ans de règne.

21 heures Barack Obama: *«L'Egypte ne sera plus jamais la même. (...) L'armée devra assurer maintenant une transition crédible aux yeux du peuple (...) et établir un chemin clair vers des élections justes et libres. (...) Les Etats-Unis continueront à être un ami et un partenaire de l'Egypte. (...) Nous avons vu les jeunes Egyptiens dire: "pour la première fois de ma vie, ma voix est entendue". C'est ainsi que fonctionne la véritable démocratie. (...)»*

20h08 Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, ancien ministre égyptien des Affaires étrangères, salue le *«changement historique»* en Egypte et appelle au *«consensus national»*, après le départ du président Hosni Moubarak, selon l'agence officielle Mena. *«Il a appelé à aller de l'avant en vue d'instaurer un (système) sain basé sur le consensus national»*, a précisé l'agence. Amr Moussa pourrait être un éventuel candidat à la présidence.

19h45 La Suisse décide de geler *«avec effet immédiat»* les avoirs que pourraient détenir dans la Confédération le président égyptien démissionnaire Hosni Moubarak et son entourage.

19h43 L'armée égyptienne assure qu'elle ne souhaite pas se substituer à la *«légitimité voulue par le peuple»*.

18h51 Devant le palais présidentiel au Caire, le ministre égyptien de la Défense Mohamed Hussein Tantaoui, salue la foule célébrant le départ du président Hosni Moubarak sous la pression de la rue.

18h53 *«La vie recommence pour nous»*, déclare la figure la plus en vue de l'opposition égyptienne, Mohamed ElBaradei, à la télévision Al-Jazira. *«Mon message au peuple égyptien est que vous avez gagné la liberté (...) Faisons-en le meilleur usage et que Dieu vous bénisse»*.

18h43 Les Frères musulmans, principale force de l'opposition en Egypte, saluent *«l'armée qui a tenu ses promesses»* et le *«combat»* des Egyptiens.

17 heures. Hosni Moubarak a quitté ses fonctions et remis le pouvoir à l'armée, annonce le vice-président Omar Souleimane.

«Compte tenu des conditions difficiles que traverse le pays, le président Mohammed Hosni Moubarak a décidé d'abandonner le poste de président de la République et chargé le conseil suprême des forces armées de gérer les affaires du pays», a déclaré Omar Souleimane dans une brève allocution télévisée.

«Le peuple a fait tomber le régime! le peuple a fait tomber le régime!», scande une foule en délire sur cette place devenue symbole du mouvement de contestation déclenché le 25 janvier. Les manifestants hurlaient de joie et agitaient des drapeaux égyptiens. Certaines personnes se sont évanouies sous le coup de l'émotion.

16h35. Le fait que Moubarak soit parti à Charm el-Cheikh est *«une première étape positive»*, considère un haut responsable américain, auprès de l'AFP.

16h31. Hossam Badrawy, secrétaire général du PND depuis à peine une semaine, va démissionner, annonce l'un de ses proches.

16h30 Echange de tirs signalés à Al-Arich dans le Sinaï entre manifestants et policiers. Un millier de manifestants ont lancé des bombes incendiaires sur un poste de police et mis le feu à des véhicules. Il y aurait plusieurs blessés.

15h45 La présidence égyptienne va diffuser sous peu un communiqué *«important et urgent»*, annonce la télévision d'Etat.

15h15. Petit intermède musical, avec la chanson de Wyclef Jean pour la liberté en Egypte...

15 heures: c'est confirmé, le président Hosni Moubarak est à Charm el-Cheikh, a indiqué à l'AFP le porte-parole du Parti national démocrate (PND, au pouvoir). Moubarak y a une résidence.

14h50 L'AFP estime à plus d'un million le nombre de manifestants dans tout le pays.

Au Caire, des milliers de manifestants se dirigent vers le palais présidentiel et le siège de la télévision d'Etat.

Le député travailliste israélien Binyamin Ben Eliezer affirme qu'Hosni Moubarak lui a dit, au cours d'une conversation téléphonique jeudi soir peu avant son allocution télévisée, qu'il cherchait *«une porte de sortie honorable»*. *«Il sait que c'est fini, que c'est la fin de la route. Il ne m'a dit qu'une seule chose peu avant son discours, c'est qu'il cherchait une voie de sortie»*, a affirmé Ben Eliezer à la radio militaire.

14h30. Les manifestants affluent toujours place Tahrir, complètement bondée. Ils sont des centaines de milliers, au 18e jour du soulèvement.

Pendant ce temps-là, devant le palais présidentiel, excentré et bien gardé, @occupiedcairo twitter: *«Pacifique au palais. Une raison de plus de respecter la révolution égyptienne et ceux qui y prennent part»*. Ils sont *«peut-être 3000»* devant le palais, selon la journaliste Lindsey Hilsum, de Channel 4.

Un groupe de manifestants est aussi rassemblé devant l'immeuble de la télé égyptienne.

A Alexandrie, ils sont quelque 100.000 personnes. Al Jezira rapporte aussi des manifs à Mahala, Tanta, Suez, Ismailia, etc.

Tank devant le palais présidentiel, au Caire, le 11 février (Amr Dalsh / Reuters)

14h20. Info confirmée par une source proche du gouvernement, citée par l'AFP: Moubarak a quitté Le Caire pour une destination inconnue avec sa famille. S'il est parti de la capitale, on ignore s'il est sorti d'Egypte. Il pourrait avoir gagné la station balnéaire de Charm el-Cheikh, dans le Sinaï, où le président a une résidence secondaire.

14h10. Pour le Premier ministre danois, *«Moubarak c'est du passé»*. *«Nous avons maintenant un régime fini»*, juge Lars Loekke Rasmussen.

14h. Même écho sur le fil Twitter de Christiane Amanpour, journaliste américaine de ABC, qui a interviewé Moubarak il y a quelques jours, et qui écrit: *«Un haut responsable égyptien m'a dit que Moubarak avait quitté le Caire. Il reste en Egypte comme figure présidentielle. Il est parti la nuit dernière après son discours à la nation»*.

13h30. Selon Al-Arabia, Moubarak aurait quitté Le Caire. Lui et ses proches seraient partis d'une base aérienne militaire située en périphérie de la capitale. Cette info circule déjà depuis hier soir.

13 heures. Devant le palais présidentiel, très éloigné du centre-ville et très bien gardé, des manifestants ont exprimé leur colère, après la lecture du communiqué de l'armée, rapporte l'AFP. L'un d'eux a arraché le micro des mains de l'officier qui lisait le communiqué, pour protester. *«Vous nous avez déçus, on avait mis tous nos espoirs en vous»*, a-t-il crié. Le colonel s'est défendu: *«Non, non, ce n'est pas un coup d'Etat»*.

Tweet du correspondant de CNN, place Tahrir:

Place Tahrir, les manifestants ont passé la matinée à réclamer le soutien de l'armée à leur cause. Le cheikh dirigeant les prières sur la place s'est évanoui à la fin de son prêche, après avoir appelé l'armée égyptienne à *«agir d'une manière qui soit acceptable devant Dieu le jour du Jugement dernier»*.

Ce matin, trois soldats ont quitté armes et uniformes, pour se joindre aux manifestants, rapporte l'AFP qui cite des témoins. Hier soir, c'est un major de l'armée qui a rallié le soulèvement, comme le rapporte notre blogueur Aalam Wassef, sur «*Cris d'Egypte*».

Midi. De plus en plus de monde place Tahrir, où c'est l'heure de la prière.

Selon Alarabiya, les manifestants auraient pris le contrôle de plusieurs bâtiments gouvernementaux à Suez.

11 heures Le site du NDP, le parti présidentiel, a tout l'air d'avoir été piraté par les détracteurs du président. <http://www.cairondp.org/new/>

10 heures Le communiqué annoncé par l'armée est tombé: elle assure qu'elle garantira des «*élections libres et honnêtes*» tout en mettant «*en garde contre toute atteinte à la sécurité de la nation et des citoyens*».

Le conseil «souligne la nécessité d'un retour au travail dans les établissements de l'Etat et le retour à la vie normale».

Pas très rassurant, juge notre blogueur Aalam Wassef: «*l'armée ne fait rien de plus que se porter garante des promesses formulées par le président: fin de l'état d'urgence, remaniement de la constitution, protection de la population et des intérêts nationaux, organisation d'élections libres, respect "en temps et en heure" des demandes exprimées par le peuple, pas de représailles sécuritaires contre "les dignes manifestants qui se sont élevés contre la corruption.* »

9 heures. Des dizaines de milliers de manifestants occupent la place Tahrir et les rues près du Parlement. Des rassemblements se sont également formés devant le palais présidentiel et l'immeuble de la télévision d'Etat. Beaucoup arborent une attitude de défi après la déception de la veille.

7 heures. Le conseil suprême des forces armées égyptiennes annonce qu'il va adresser un «important communiqué au peuple». Sans dire à quelle heure.

Minuit. Le prix de Nobel de la paix et leader de l'opposition Mohamed ElBaradei poste un court message sur Twitter: «*L'Egypte va exploser. L'armée doit maintenant sauver le pays.*»

21h45 jeudi: discours d'Hosni Mubarak:

L'essentiel: Dans un discours à la nation retransmis à la télé, hier soir, Mubarak a réaffirmé qu'il resterait à son poste jusqu'en septembre. Seule concession: le transfert de ses pouvoirs au vice-président. Les manifestants sont des centaines de milliers place Tahrir. Si vendredi dernier avait été surnommé le «*jour du départ*», ce vendredi a été baptisé «*Le jour de l'adieu*».

Complément de Reuters.

Le ministre de la Défense, le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, dirige lui-même ce Conseil, qui s'était réuni la veille en promettant de répondre aux revendications du peuple.

L'armée a annoncé le limogeage du gouvernement nommé par Mubarak au début de la crise et la suspension des deux chambres du parlement. Les militaires se sont engagés à respecter le droit à manifester.

Dans un «*communiqué numéro 3*» diffusé après le départ de Mubarak, le Conseil suprême des forces armées salue la décision du rais prise «*dans l'intérêt de la nation*» et annonce la publication prochaine des «*mesures, procédures et directives qui seront prises*» en confirmant qu'il n'y a «*pas d'alternative à la légitimité acceptable par le peuple*».

Complément du Figaro.fr.

En se substituant au président Mubarak, les militaires font basculer le pays dans un régime d'exception.

Le président égyptien, qui s'était envolé un peu plus tôt avec sa famille à destination de la station balnéaire de Charm el-Cheikh, où il possède une résidence, a donc fini par céder à la pression de la rue. Mais aussi à celle de l'armée, qui refusait d'intervenir contre la population et qui a ainsi fait pencher la balance, conduisant de facto à ce qui s'apparente à un coup d'État militaire.

La veille, Hosni Moubarak avait abattu sa dernière carte en annonçant le transfert d'une partie de ses pouvoirs à Omar Souleiman, seul moyen d'assurer une transition conforme à la légalité constitutionnelle. Mais le rejet massif de cette option par la rue ne laissait plus beaucoup de choix aux généraux.

Le Conseil suprême des forces armées s'est lui-même engagé vendredi matin à mener les réformes promises par le régime, dont la tenue d'élections «libres et transparentes». Rien ne garantit pourtant qu'el-geish («l'armée»), qui a fourni tous ses présidents au pays depuis le renversement de la monarchie par les «officiers libres» en 1952, acceptera de rendre aussi facilement le pouvoir aux civils. Surtout quand ceux-ci ont été les premiers à lui demander de s'en emparer.

La rupture avec le régime sortant n'est en outre pas totalement consommée, le Conseil suprême des forces armées étant jusqu'à nouvel ordre présidé par le ministre de la Défense, le maréchal Mohammed Hussein Tantawi, un fidèle du président Moubarak, qui a salué la foule réunie vendredi soir devant le palais présidentiel.

Pour l'analyste Issandr el-Amrani, l'Égypte se démarque ainsi de la Tunisie, qui n'est pas sortie du cadre constitutionnel après la chute de Ben Ali et qui a toutes les difficultés aujourd'hui à «se débarrasser du premier ministre Mohammed Ghannouchi». Au Caire, l'urgence est au contraire de recomposer un échiquier politique gangrené par trente ans d'immobilisme. Le secrétaire général du Parti national démocrate (PND) au pouvoir, Hossam Badraoui, un réformateur nommé quelques jours plus tôt, l'a d'ailleurs bien compris en annonçant sa démission hier soir.

Rappel depuis les premières manifestations le 25 janvier. (source : Lemonde.fr et Reuters)

Mardi 25 janvier. Dix jours après la chute du président Ben Ali en Tunisie, les Egyptiens descendent dans les rues des grandes villes lors d'un premier "*jour de colère*", lors duquel quatre personnes au moins sont tuées dans des affrontements avec les autorités égyptiennes.

Vendredi 28 janvier. Nouveau "*jour de colère*" qui coïncide avec la grande prière hebdomadaire des musulmans. Les policiers font usage de gaz lacrymogènes, de matraques et de canons à eau pour disperser la foule. Les villes d'Alexandrie, Assouan, de Suez ou encore de Mansouria sont aussi le théâtre de rassemblements anti-Moubarak.

Portées par l'exemple tunisien, les manifestations débutent en Egypte contre le régime du président Hosni Moubarak.

En fin d'après-midi, le raïs décrète un couvre-feu de 18 heures à 7 heures et les connexions à Internet sont coupées. L'armée est appelée en renfort ; sans effet. Le siège du Parti national démocrate (PND), au pouvoir, est incendié. Dans la soirée, Moubarak sort de son silence pour la première fois depuis le début de la contestation et annonce dans une allocution télévisée la démission du gouvernement et la formation le lendemain d'un nouveau cabinet. Le président américain Barack Obama s'entretient avec lui juste après son discours. Il l'exhorte à tenir ses promesses d'œuvrer en faveur de la démocratie et d'entreprendre des réformes économiques et politiques.

On dénombre de sources médicales et auprès de témoins au moins 68 morts pour cette seule journée.

Le 28 janvier, le président Moubarak appelait l'armée en renfort.

Samedi 29 janvier. Les opposants manifestent au Caire et à Alexandrie. A Beni Suef, au sud du Caire, la police abat 17 personnes. Pour la première fois depuis son accession à la présidence, en octobre 1981, Moubarak se dote d'un vice-président, poste qu'il confie à Omar Souleimane, patron des services de renseignement.

Il nomme premier ministre un autre militaire, Ahmed Chafic, ancien commandant de l'armée de l'air. L'armée tient désormais la clé de l'avenir politique du pays.

Dimanche 30 janvier. La contestation s'organise. Mohamed ElBaradei, ancien directeur général de l'AIEA, se dit mandaté par l'opposition pour négocier une transition vers un gouvernement d'union nationale, avec le soutien des Frères musulmans.

La chaîne qatarie Al-Jazira — qui consacre une large part de son antenne à la situation égyptienne — est coupée en Egypte ; les autorités annulent toutes les autorisations des journalistes.

Alors que des centaines de milliers de personnes sont rassemblées place Tahrir, des avions de chasse survolent la foule à très basse altitude. A Washington, Obama réclame une "transition en bon ordre vers un gouvernement qui soit sensible aux aspirations du peuple égyptien".

Lundi 31 janvier. Poursuite du remaniement des structures du pouvoir : le ministre de la défense Mohamed Hussein Tantaoui récupère en outre les fonctions de vice-premier ministre ; Habid El-Adli, ministre de l'intérieur détesté de nombre des Egyptiens pour les agissements de sa police, est limogé. Dans la soirée, l'armée annonce qu'elle ne recourra pas à la force contre la population et reconnaît la légitimité des aspirations des manifestants. Dans la foulée, Souleiman annonce l'ouverture de consultations avec l'ensemble des partis.

Mardi 1er février. La "marche du million" est un succès : des centaines et des centaines de milliers d'Egyptiens manifestent au Caire, à Alexandrie et dans les autres villes. L'opposition annonce qu'aucun dialogue ne pourra s'engager avec le gouvernement tant que Moubarak sera au pouvoir.

Dans la soirée, Moubarak intervient pour la deuxième fois à la télévision : il annonce qu'il ne briguera pas de sixième mandat à l'élection prévue en septembre et qu'il consacrera les derniers mois de sa présidence "aux mesures nécessaires à un transfert pacifique des pouvoirs".

Le Haut-Commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme fait état d'informations évoquant un bilan de 300 morts, 3 000 blessés et des centaines d'arrestations depuis le début.

Des dizaines de milliers d'Egyptiens s'apprêtaient à passer la nuit place Tahrir, dans le centre du Caire, pour demander le départ de Hosni Moubarak, mardi 1er février.

Mercredi 2 février. De violents heurts éclatent en milieu de journée sur la place Tahrir entre pro et anti-Moubarak. Une cinquantaine de partisans du président chargent les manifestants. Les violences se poursuivent toute la nuit, faisant au moins six morts et 836 blessés selon le ministère de la santé.

Par ailleurs, le couvre-feu est allégé, et les connexions à Internet sont partiellement rétablies.

Jeudi 3 février. Les heurts se poursuivent entre partisans et opposants de Moubarak aux abords de la place Tahrir. Omar Souleimane annonce que le fils de Moubarak, Gamal, ne sera pas candidat à la succession de son père. Agé de 47 ans, Gamal Moubarak était considéré comme un successeur potentiel du raïs jusqu'à ce que l'Egypte bascule dans la révolte.

Dans une interview non filmée accordée à la chaîne ABC, Moubarak assure qu'il en a assez et qu'il veut partir. Mais il ajoute : "*Si je pars aujourd'hui, ce sera le chaos.*"

Vendredi 4 février. Des centaines de milliers d'Egyptiens participent dans le calme au "*jour du départ*" pour réclamer la démission immédiate de Moubarak. Cité parmi les possibles dirigeants de la transition, Amr Moussa, ancien ministre des affaires étrangères et actuel secrétaire général de la Ligue arabe, n'exclut pas de se présenter à l'élection présidentielle. Lors des manifestations, les journalistes étrangers sont pris à partie.

Samedi 5 février. L'ensemble du bureau exécutif du PND au pouvoir, dont Gamal Moubarak, présente sa démission. L'armée égyptienne s'efforce en vain d'évacuer la place Tahrir. L'émissaire américain en Egypte, Frank Wisner, juge que Moubarak doit superviser la transition.

Dimanche 6 février. Le vice-président Omar Souleimane conduit des consultations sans précédent avec des représentants de l'opposition, dont les Frères musulmans. Aucune décision concrète n'est prise, mais les interlocuteurs s'entendent sur une feuille de route visant à préparer des réformes constitutionnelles. ElBaradei dénonce un "*processus opaque*".

En outre, les banques rouvrent après une semaine de paralysie ; la vie reprend son cours.

Lundi 7 février. Les Frères musulmans annoncent qu'ils reconsidéreront leur participation aux consultations si leurs demandes, comme le départ du raïs, restent lettre morte.

Mardi 8 février. L'opposition démontre une nouvelle fois sa capacité à mobiliser les foules place Tahrir, où les manifestants semblent plus nombreux que le vendredi précédent. Omar Souleimane fait état, après un entretien avec le chef de l'Etat, d'un plan et d'un calendrier pour un transfert pacifique du pouvoir.

Vue d'ensemble de la place Tahrir au Caire, le 8 février 2011.

Jeudi 10 février. L'armée publie un "*Communiqué n° 1*" annonçant son intervention pour protéger la nation. Certains Egyptiens redoutent un coup d'Etat militaire. Hosni Moubarak annonce dans une allocution télévisée une délégation de pouvoirs au vice-président Omar Souleiman, réaffirme qu'il ne briguera pas de nouveau mandat présidentiel mais écarte la perspective d'une démission immédiate en disant qu'il remettra ses pouvoirs en septembre vainqueur de l'élection présidentielle.

Les manifestants de la place Tahrir réagissent en brandissant des chaussures en signe de mépris et en réaffirmant leur volonté de voir Moubarak démissionner.

L'atmosphère était survoltée dans les rues du Caire, jeudi 10 février, après l'annonce d'une déclaration imminente du président Hosni Moubarak.

Un article d'AP du 12 février :

Egypte. La journée d'hier. (13.02)

Au lendemain de la démission du président Hosni Moubarak, le Conseil suprême des forces armées désormais au pouvoir en Egypte s'est engagé samedi à une transition pacifique, promettant de passer à terme le relais à un pouvoir civil élu, sans toutefois fournir de calendrier.

L'armée, aux commandes du pays depuis vendredi, a annoncé dans un communiqué lu à la télévision nationale que le gouvernement mis en place depuis le début de la crise par Hosni Moubarak continuerait à assurer la gestion des affaires courantes, jusqu'à la nomination d'une nouvelle équipe à une date indéterminée.

Les militaires, a assuré leur porte-parole, le général Mohsen el-Fangari, souhaitent une "*transition pacifique vers un système libre et démocratique, afin qu'une autorité civile élue soit en charge du pays pour bâtir une nation libre et démocratique*".

L'armée a par ailleurs annoncé un allègement du couvre-feu, qui sera désormais en vigueur de minuit à six heures du matin au lieu de 20h à 6h du matin précédemment. Le Conseil suprême des forces armées a d'autre part fait savoir que les ex-responsables du régime ont désormais interdiction de se rendre à l'étranger.

Des manifestants ont replié les tentes improvisées au milieu de la place, et rentraient chez eux. D'autres ont promis de rester, réclamant des garanties à l'armée.

"Nous n'avons pas toutes les garanties, et si on arrête tout maintenant, c'est comme si nous n'avions rien fait", souligne Abdel-Rahman Samir, un des organisateurs des manifestations. *"Donc il faut qu'on reste ici à Tahrir, jusqu'à ce que toutes nos revendications soient satisfaites."* Mais, a-t-il ajouté, *"je me sens merveilleusement bien. On a travaillé dur, on a semé (...) et on voit finalement les fruits"*.

Gomaa Abdel-Maqoud est sur la place Tahrir depuis le début des manifestations, le 25 janvier. *"Je n'ai jamais vu autant de bonheur sur le visage des gens. Qu'est ce que je peux demander d'autre?"*

Ali Mohammed, pour sa part, préfère *"attendre de voir ce qui se passe"*. *"Il faut qu'on voie comment l'armée va organiser un transfert démocratique du pouvoir"*, a-t-il dit.

Après l'intervention du porte-parole de l'armée, la Coalition pour le changement, rassemblant les groupes de l'opposition et de jeunesse à l'origine du soulèvement, a annoncé l'arrêt de l'occupation permanente de la place Tahrir. Tout en appelant les manifestants à y revenir chaque semaine, après la grande prière du vendredi. Pour la première fois, au cours d'une conférence de presse, la Coalition a également dressé la liste de ses demandes, dont la levée de l'état d'urgence, la formation d'un conseil présidentiel et d'un gouvernement d'union nationale, la dissolution du parlement et la mise sur pied d'une commission chargée d'écrire une nouvelle constitution.

Elle a également réclamé des réformes garantissant les libertés fondamentales, notamment de la presse et le droit de constituer librement des partis politiques. Elle veut enfin l'ouverture d'une enquête sur les accusations de corruption au sein du régime et que les responsables de décès de manifestants soient traduits en justice.

Principale force d'opposition, les Frères musulmans ont quant à eux réaffirmé samedi ne pas avoir l'intention de participer à un gouvernement de transition, ni de présenter un candidat lors de la prochaine présidentielle.

Un article de Reuters du 12 février :

La manifestation de l'opposition réprimée à Alger. (13.02)

En déployant un large dispositif de sécurité dans Alger, les autorités algériennes ont en partie empêché samedi des mouvements d'opposition de s'inspirer du soulèvement égyptien.

"Une tentative d'organisation d'une manifestation a été signalée Place du 1er Mai rassemblant une foule estimée à 250 personnes. Quatorze personnes ont été interpellées et ont été immédiatement relâchées", a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Un porte-parole du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), parti d'opposition, a affirmé lui que la manifestation avait réuni entre 7.000 et 10.000 participants et que la police avait procédé à un millier d'arrestations.

L'un des organisateurs du rassemblement, Fodil Boumala, a indiqué à Reuters qu'il était détenu dans un commissariat.

Selon des journalistes de l'agence Reuters, le nombre de manifestants réclamant notamment la chute du gouvernement d'Abdelaziz Bouteflika a été largement sous-évalué par la police.

Après près de trois heures de manifestation, les protestataires ont quitté calmement la place tandis que la police les laissait passer. Mais certains jeunes venus des quartiers pauvres d'Alger sont restés sur les lieux et ont lancé des projectiles sur les policiers.

"On est en état de siège", a déclaré Abdeslam Ali Rachedi, étudiant et opposant au gouvernement de Bouteflika.

Non loin de là, une petite contre-manifestation s'est déroulée aux cris de *"Nous voulons la paix, pas le chaos !" et "l'Algérie n'est pas l'Égypte!"*.

Dès le début de la matinée, les autorités avaient déployé une dizaine de véhicules des forces de l'ordre et des petits véhicules blindés étaient stationnés sur plusieurs carrefours de la capitale tandis que des policiers déjà équipés de tenues antiémeutes se trouvaient non loin de la place.

Des petits groupes de manifestants ont réussi à s'y rassembler, scandant *"Bouteflika dehors!"*. Certains protestataires, s'inspirant des révolutions qui ont eu raison des régimes tunisien et égyptien, brandissaient des journaux titrant *"Moubarak est tombé."*

Mais ils ont été rapidement encerclés par les forces de l'ordre. D'autres ont bien tenté eux aussi de regagner la place mais la police les en a empêchés.

"J'ai le regret de dire que le gouvernement a déployé une force importante pour empêcher une marche pacifique. Ce n'est pas bon pour l'image de l'Algérie", a déclaré Mustafa Bouchachi, de la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH).

La LADDH était au nombre des organisations ayant appelé à ce rassemblement en faveur des libertés publiques et de l'emploi et pour un changement de gouvernement.

Des troubles en Algérie pourraient avoir des conséquences sur l'économie mondiale en raison de son statut de puissance exportatrice de gaz et de pétrole. Beaucoup d'experts doutent toutefois d'un scénario à l'égyptienne ou à la tunisienne car le gouvernement semble disposer des ressources nécessaires, via la manne énergétique, pour répondre à la plupart des revendications.

Les autorités disent avoir interdit cette manifestation pour des raisons d'ordre public et non par volonté d'étouffer des voix discordantes. Elles affirment oeuvrer en faveur de la création d'emplois, de la construction de nouveaux logements et de l'amélioration des services publics.

Bouteflika a annoncé le 3 février la levée "*dans un très proche avenir*" de l'état d'urgence en vigueur depuis 1992. Le gouvernement est récemment intervenu pour faire baisser le prix de certaines denrées de base et il a accru les importations de blé.

La manifestation de samedi ne bénéficiait pas de l'appui des principaux syndicats ni des principales formations d'opposition ni encore des organisations islamistes radicales interdites.

Un article de Reuters du 13 février :

Egypte. Les militaires suspendent la Constitution égyptienne. (14.02)

Le Conseil suprême des forces armées, au pouvoir en Egypte, a annoncé dimanche la suspension de la Constitution et la dissolution du parlement et annoncé qu'il ne resterait au pouvoir que six mois, ou jusqu'à la tenue d'élections législatives et présidentielle.

Dans un communiqué lu à la télévision publique, les militaires, auxquels Hosni Moubarak a confié les rênes du pays en démissionnant vendredi, annoncent également la formation d'une commission chargée d'amender la Constitution et dont les conclusions seront soumises à référendum.

Les personnalités d'opposition et les organisateurs des manifestations contre le régime de Moubarak ont dans l'ensemble réagi positivement à cette annonce. "Victoire", ont scandé des militants sur la place Tahrir, au Caire. "Il en faut plus", ont crié d'autres manifestants en faveur de la démocratie.

Le Conseil suprême des forces armées devrait par ailleurs publier lundi un avertissement à quiconque "créé le chaos et le désordre", a-t-on appris de source militaire. Soucieux d'un retour rapide à une vie normale, il interdira aussi les réunions organisées par des syndicats, interdisant de fait les grèves, et ordonnera à tous de reprendre le travail.

Dimanche aux premières heures, l'armée a entrepris de faire évacuer la place Tahrir afin de permettre aux voitures de circuler à nouveau autour du rond-point en ce premier jour ouvré de la semaine en Egypte.

Les manifestants étaient divisés sur l'opportunité de se conformer aux ordres de l'armée. "Le peuple veut que la place soit dégagée", scandaient certains. "Nous ne partirons pas", répondait un autre groupe.

Des soldats, dont certains armés de matraques, ont repoussé les manifestants et rouvert la place à la circulation automobile.

Les organisateurs des manifestations ont constitué ce week-end un Conseil de surveillance pour défendre la révolution et réclamer des réformes rapides.

Des policiers, enhardis par la chute de Moubarak, se sont rassemblés devant le ministère de l'Intérieur pour réclamer des augmentations salariales. Des coups de semonce ont été tirés en l'air mais on ne déplore aucun blessé.

Les manifestants ont réclamé la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, la levée de l'état d'urgence utilisé par Moubarak pour réprimer l'opposition, la fermeture des tribunaux militaires, des élections libres et démocratiques et la remise rapide du pouvoir aux civils.

En dépit de la démission de Moubarak, certains manifestants ont annoncé leur intention de rester sur la place Tahrir pour s'assurer que les militaires tiennent leurs promesses de transition. Ils prévoient une grande "marche de la victoire" vendredi prochain pour célébrer la révolution et honorer ses martyrs.

"La révolution se poursuit. Ses revendications n'ont pas encore obtenu satisfaction", a déclaré lors d'une conférence de presse Mahmoud Nassar, militant de "Jeunesse de la révolution du 25 janvier". "Les sit-ins et les manifestations seront permanentes jusqu'à la satisfaction des revendications."

Avant la réunion du conseil des ministres, un porte-parole du gouvernement a déclaré que la tâche principale de ce dernier était de rétablir l'ordre et la sécurité, de relancer l'économie et de veiller aux besoins quotidiens de la population.

S'efforçant de rassurer les Egyptiens sur la conduite des affaires de l'Etat, Ahmed Chafic a déclaré que les affaires gouvernementales étaient présentées au Conseil suprême "comme elles l'étaient (auparavant) au président de la République".

"Il n'y a aucun changement dans la forme, ou la méthode, ou la procédure de travail. Les choses sont complètement stables", a-t-il dit lors d'une conférence de presse.

Chafic a été nommé par Moubarak lorsqu'il a limogé son précédent cabinet, le 29 janvier, en tentant en vain de calmer la colère populaire. Ses propos risquent d'irriter les Egyptiens réclamant un démantèlement du système instauré par Moubarak.

"On dirait que Moubarak est toujours au pouvoir mais en coulisses. Je suis désolé pour l'Egypte. Ils continuent de tenter de se moquer du monde", a commenté Salem Metwali, 41 ans, un manifestant de la place Tahrir.

Les militaires ont donné des ordres précis d'évacuation de la place Tahrir. *"A partir d'aujourd'hui, nous ne voulons voir aucun manifestant sur la place"*, a déclaré Mohamed Ibrahim Moustafa Ali, chef de la police militaire.

Des manifestants ont rapporté que la police avait interpellé une cinquantaine de personnes et les avait emmenées dans un centre de détention militaire proche du Musée du Caire, non loin de la place. L'armée n'a fait aucun commentaire.

Un noyau dur de quelques centaines de personnes restait présent dimanche après-midi sur la place, entouré de quelque 2.000 curieux.

Les plus déterminés des manifestants ont juré de rester.

"Je ne quitterai pas la place. J'ai confiance en l'armée mais je n'ai pas confiance en ceux qui contrôlent l'armée en coulisses", a déclaré Mohamed Sakah, 27 ans, qui a refusé de démonter sa tente.

Un article de Slate.fr du 12 et de Libération.fr du 13 février :

Monarques, prédateurs et courtisans. Suivi de : Altermondialistes. En phase avec l'agenda du G20. (titre su site) (14.02)

Monarques, prédateurs et courtisans.

Les fondations de Nicolas Hulot (financée par EDF et L'Oréal) et de Yann Arthus-Bertrand (et son soutien personnel à la candidature du Qatar pour le Mondial 2022) sont «montrées du doigt» par un rapport de l'assemblée nationale, relève le site Novethic.

Deux députés, Geneviève Gaillard (députée PS des Deux-Sèvres) et Jean-Marie Sermier (député UMP du Jura) ont déposé un rapport d'information sur les modes de financement et de gouvernance des associations de protection de la nature et de l'environnement le 2 février 2011.

Les rapporteurs soulignent:

1. un fonctionnement qui reprend les habitudes du monde des affaires:

«Les personnalités qualifiées (par exemple, Alain Juppé siège comme personnalité qualifiée au conseil d'administration de Goodplanet, ce dont le rapport s'étonne) peuvent avoir leur importance, mais vos rapporteurs constatent une similitude entre structures associatives et monde des affaires: des participations croisées au sein des conseils d'administration qui affaiblissent la gouvernance et les capacités de contrôle des instances. Cette pratique n'est évidemment pas illégale, mais elle jette la suspicion sur la bonne gestion des organisations. Ainsi, la fondation Goodplanet présidée par Yann Arthus-Bertrand accueille dans son conseil d'administration Serge Orru, le directeur général du WWF France. Yann Arthus-Bertrand est aussi administrateur des Amis du WWF, l'association qui fédère les sympathisants de la fondation WWF France et qui gère ses contentieux. Le contrôle réciproque n'a pas que des vertus.»

Jean-Marie Sermier explique:

2. les risques de conflit d'intérêt

«Nous avons mis le doigt sur des situations assez étonnantes. Ainsi, nous avons rencontré une fondation de protection de l'environnement –celle de Nicolas Hulot– dont EDF et L'Oréal sont des administrateurs et des financeurs importants [l'un d'eux finance la fondation à hauteur de 10% selon le rapport]. Peut-on, dans ces conditions, tenir un discours neutre sur les choix énergétiques et sur les pratiques de vivisection dans l'industrie des cosmétiques? Nous avons appris que Yann Arthus-Bertrand, président de la fondation Goodplanet, soutient l'organisation de la coupe du monde de football de 2022 au Qatar, gâchis énergétique plusieurs fois évoqué en ces lieux. Le Qatar a par ailleurs financé la traduction en arabe de son film Home. Est-ce une bonne politique?» (Slate.fr 12.02)

Commentaire : Normal que l'UMP encourage Hulot à se présenter en 2012. Normal aussi qu'Europe Ecologie n'y voie aucun inconvénient et en ferait bien son candidat : ils sont de gauche, paraît-il !

Altermondialistes. En phase avec l'agenda du G20.

Interview de Gustave Massiah, membre du conseil international du Forum social mondial. (Libération.fr 13.02)

Q : La dynamique des forums sociaux mondiaux marque-t-elle le pas?

R : Au contraire. Toutes les analyses et les propositions altermondialistes ont été confirmées: elles figurent même au coeur de l'agenda du G20.

La récupération de nos idées, par nos «adversaires», n'a rien d'un défi. Elle montre juste que l'on avait raison. Que l'on sert à quelque chose. Elle traduit une délégitimation de l'idéologie libérale.

Commentaire : Ah ben si le G20 s'en occupe, tout va pour le mieux ! L'allié naturel des altermondialistes.

Nous nous inquiéterons plutôt si nos "idées" étaient récupérée par nos adversaires, ce qui ne risquent pas d'arriver avec l'expropriation sans indemnité ni rachat des banquiers et des multinationales qui financent le Forum social mondial ou encore la liquidation de la totalité des institutions politiques du capital dont l'ONU qui se montrent si généreuse envers les ONG qui profitent de la privatisation des services publics quand elles n'y participent pas, puisque leur intervention est programmée en fonction de leur démantèlement.

Et puis, on trouve sa légitimité où l'on peut, au G20 en l'occurrence, ce qui en dit long sur la détermination des altermondialistes à combattre le capitalisme.

Q : Pour autant, les réponses des Etats restent marquées par une certaine doxa orthodoxe...

R : Bien sûr, les politiques d'austérité, d'essence néolibérale, restent à l'oeuvre.

D'abord, multiplier les campagnes et les plaidoyers pour des réformes radicales qui modifient l'architecture financière mondiale et permettent d'améliorer les conditions de vie des couches populaires.

Commentaire : Comme quoi ils servent vraiment à quelque chose !

Ah ben si vous voulez mettre les mains à la pâte pour aider le capitalisme à se réformer... normal qu'ils vous accueillent les bras ouverts !

Q : Vous faites un lien de causalité entre les révolutions en cours dans le monde arabe et le mouvement alter?

R : Non, mais les deux s'inscrivent dans la même ligne.

Commentaire : On s'en serait douté que les révolutions n'étaient pas vraiment votre truc ou vous étiez étrangers !

Q : Y-a-t-il des divergences de plus en plus marquées entre réformistes et radicaux?

R : La crise exacerbe évidemment les débats. Mais il ne faut pas confondre les réformistes qui se contentent des évolutions gradualistes et les réformateurs qui acceptent des réformes en situation mais veulent des transformations structurelles, des ruptures. Les forums permettent une plasticité et une perméabilité entre mouvements sociaux et associations, comme les ONG.

Commentaire : Ah la crise, cette foutue crise, voilà un facteur imparable qui met tout le monde au pied du mur, l'heure de vérité à sonner qui met en lumière les théories foireuses ou contre-révolutionnaires et permet de les écarter.

On comprend que ces gens-là aient des principes élastiques et qu'ils s'accommodent d'une ligne présentant suffisamment de "*plasticité et de perméabilité*" pour permettre aux réformistes et aux réformateurs de se retrouver ensemble, normal puisque ce ne sont pas des révolutionnaires, il le dit lui-même.

Un article de Slate.fr du Monde.fr et AP du 14 février :

Egypte. La journée d'hier. (15.02)

Près de deux mille personnes se sont rassemblées, lundi 14 février, sur la place Tahrir, au Caire, interrompant le trafic autour du rond-point, quelques heures seulement après l'évacuation de la zone par la police militaire et l'armée, rapportent des témoins. L'armée semblait avoir pris le contrôle de la place, symbole de la révolution qui a mis fin au régime d'Hosni Moubarak, en place depuis près de trente ans. Des centaines de policiers ont alors marché vers le rond-point pour témoigner de leur soutien au mouvement de contestation.

Après plus de deux semaines d'occupation, les manifestants avaient quitté, dans la matinée de lundi la place Tahrir. Un peu plus tôt, l'armée égyptienne, chargée d'assurer la transition, avait lancé un ultimatum aux dizaines de manifestants qui occupaient encore la place, les menaçant de les arrêter s'ils restaient.

L'armée précise que la Constitution a été suspendue afin d'être amendée. Les militaires ont annoncé la création d'une commission dans cette optique. Les amendements seront ensuite soumis à un référendum.

Mouvement de grogne sociale en Egypte, que l'armée appelle à cesser. (AP)

Des milliers de fonctionnaires égyptiens se sont mis en grève et ont manifesté lundi au Caire et dans d'autres villes du pays pour réclamer de meilleurs salaires et conditions de travail, dans la foulée du soulèvement qui a poussé au départ le président Hosni Moubarak. L'armée désormais au pouvoir a rapidement réagi, appelant les contestataires à cesser le mouvement de grogne.

Des centaines de salariés des transports publics ont défilé près du bâtiment de la radio publique, alors que ceux de l'Organisation gouvernementale de la Jeunesse et des Sports manifestaient sur la désormais célèbre place Tahrir. Sur l'autre rive du Nil, dans la capitale, des centaines de conducteurs d'ambulance se sont également rassemblés avec des revendications similaires.

La Banque centrale d'Egypte, de son côté, a décidé de fermer ses bureaux dans tout le pays en raison de la grève des employés de la Banque nationale et de plusieurs autres institutions bancaires du pays. Un mouvement de grève affecte aussi la compagnie aérienne nationale EgyptAir, qui a programmé seulement 31 vols internationaux et 12 dessertes intérieures ce lundi, contre au total 145 liaisons quotidiennes. L'agence officielle Mena a fait état de manifestations dans d'autres villes, dont Assouan (sud) et Alexandrie (nord).

Pour la deuxième journée consécutive, par ailleurs, plusieurs centaines de policiers ont manifesté lundi devant le ministère de l'Intérieur, pour réclamer de meilleurs salaires mais aussi plaider leur cause. Nombre de ces policiers affirment ne pas être responsables de la répression qui a coûté la vie à de nombreux manifestants fin janvier. *"C'est dur pour nous de retourner au travail, parce que les gens nous détestent"*, expliquait un capitaine. La police est honnie en Egypte, pour sa brutalité et sa corruption durant les années Moubarak.

Aux commandes du pays depuis la démission du président Moubarak, l'armée a rapidement fait comprendre qu'elle ne tolérerait pas que le mouvement de grogne prenne de l'ampleur. Dans un communiqué lu à la télévision nationale, un porte-parole du Conseil suprême des forces armées en a appelé à la responsabilité de chacun pour qu'en cette *"période cruciale"* de l'Egypte, un climat apaisé puisse permettre la transition promise par les militaires vers un gouvernement civil élu.

La poursuite des grèves et manifestations, avertit l'armée, mettrait en péril l'économie du pays et permettrait à des *"éléments irresponsables"* de perpétrer des *"actes illégaux"*. Le communiqué ne fournit pas d'autres détails.

Parallèlement, les généraux au pouvoir ont rencontré dimanche des représentants des groupes de jeunes et cyber-militants à l'origine du soulèvement.

Wahel Ghonim, qui a émergé comme un des porte-parole du mouvement, a jugé cet entretien encourageant. Les militaires, a-t-il expliqué sur sa page Facebook lundi, ont annoncé que des amendements à la Constitution -suspendue dimanche- seraient préparés dans les dix jours par un comité indépendant, puis soumis à référendum dans deux mois. *"Nous avons senti un désir sincère de protéger les gains de la révolution et un respect sans précédent pour le droit des jeunes Egyptiens à exprimer leurs opinions"*, a déclaré Wahel Ghonim.

Les guides et professionnels du tourisme ont eux aussi manifesté lundi devant les pyramides, à Gizeh près du Caire, pour appeler les touristes à revenir en Egypte. *"Dites à tout le monde que l'Egypte est sûre. Nous sommes prêts à accueillir des millions et des millions de gens comme avant. S'il vous plaît, revenez"*, a lancé Shahindar Adel, un guide.

Un article de Libération.fr du 14 février :

La France a le taux d'encadrement scolaire le plus faible de l'OCDE. (15.02)

Le nombre d'enseignants pour 100 élèves-étudiants est de seulement 6,1, selon le Centre d'analyse stratégique. La proportion de professeurs en primaire et à l'université est insuffisante.

La France a le taux d'encadrement (nombre d'enseignants pour 100 élèves-étudiants) le plus faible de l'OCDE, selon la note de synthèse «*Tendances de l'emploi public*» de février 2011 du Centre d'analyse stratégique (CAS), une institution placée auprès du Premier ministre.

«*La France présente le taux d'encadrement le plus faible, tous niveaux et tous établissements confondus (publics et privés) avec seulement 6,1 enseignants pour 100 élèves-étudiants, contrairement à des pays comme la Suède, la Grèce ou le Portugal où le taux d'encadrement dépasse neuf enseignants*», selon la note qui prend comme référence l'année 2007.

Cela s'explique par les plus bas niveaux de l'OCDE dans les écoles primaires (cinq enseignants pour 100 élèves) et dans l'enseignement supérieur (cinq pour 100 étudiants), alors que pour les collèges et lycées, la France connaît un «*taux médian*» (7,5 enseignants pour 100 élèves).

Moins de moyens et de professeurs en primaire

«*Partant d'un taux d'encadrement plutôt faible dans le primaire et le supérieur par rapport aux autres pays de l'OCDE, l'ajustement à la baisse des effectifs doit nécessairement être différencié par niveau d'éducation*», est-il préconisé dans cette note.

Déjà, dans un rapport de mai 2010, la Cour des comptes soulignait que la France consacrait moins de moyens en primaire que la moyenne de l'OCDE: 5% de moins en maternelle, 15% de moins à l'école élémentaire (chiffres 2006).

Si, depuis le mouvement universitaire de 2009, le supérieur échappe aux suppressions de poste, tel n'est pas le cas du primaire. Primaire et secondaire confondus, quelque 50.000 postes, en grande majorité d'enseignants, ont été supprimés entre 2007 et 2010, et autant sont prévus entre 2011 et 2013.

La note précise cependant que «des indices concordants signalent une part importante des métiers auxiliaires ou strictement administratifs dans l'éducation» française.

Enfin, «*le niveau d'emplois publics que finance l'Etat en faveur de l'éducation se situe globalement à un degré intermédiaire au regard des principales économies étrangères*», est-il résumé.

Par ailleurs, en niveau absolu comme relatif, «*le salaire des enseignants apparaît faible en comparaison internationale*».

Un article du Monde.fr du 16 février :

Nombreuses manifestations pour la démocratie au Proche-Orient. (17.02)

Un mois après le départ du dictateur tunisien Ben Ali, de nombreux mouvements de protestation bousculent les régimes plus ou moins autoritaires du Proche-Orient. Mercredi 16 février, les manifestants demandaient une ouverture démocratique au Yémen, à Bahreïn, en Iran, en Syrie, en Libye et en Jordanie.

Yémen. Des affrontements ont éclaté à Aden et à Sanaa, principales villes du Yémen, entre les forces de sécurité et des centaines de manifestants. Selon un bilan diffusé par les services de sécurité, deux personnes sont mortes à Aden.

A Sanaa, les forces de police déployées autour d'un rassemblement de l'opposition sur le campus de l'université ont été incapables de maintenir à distance partisans et opposants au régime. *"Nous continuerons de manifester jusqu'au départ de ce régime"*, a affirmé un étudiant yéménite. *"Nous n'avons pas d'avenir dans les circonstances actuelles."*

Ces dernières manifestations ont réuni moins de participants que dans les semaines précédentes, quand plusieurs dizaines de milliers de personnes descendaient dans les rues. Mais les violences sporadiques sont de plus en plus nombreuses.

Barheïn. Un millier de manifestants chiïtes se sont réunis mercredi dans le centre de Manama, la capitale, pour rendre un dernier hommage à l'un des leurs morts lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. Fadel Matrouk a été tué mardi dans des incidents qui ont marqué les funérailles d'une précédente victime des troubles, un jeune homme de 22 ans tué lundi.

Principal bloc d'opposition chiïte, le Wefaq, qui a suspendu ses activités parlementaires, a annoncé la tenue de discussions avec le gouvernement. *"Nous soutenons le peuple, mais nous ne prenons pas les décisions. C'est le peuple qui décide"*, a souligné Ibrahim Mattar, élu du Wefaq, Mattar a précisé que le parti demanderait l'élection directe du premier ministre.

Syrie. Malgré des appels à manifester lancés sur Internet au début du mois de février, aucun rassemblement n'a eu lieu dans la rue syrienne, les autorités ayant renforcé la sécurité. Mercredi, le cousin du président Bachar Al-Assad a appelé, depuis Berlin, le régime à faire des réformes. *"Nous ne voulons pas d'une révolution en Syrie, nous voulons une transition pacifique"*, a martelé Ribal al-Assad, insistant sur le chaos que susciterait une révolution. Ribal al-Assad est un opposant au pouvoir dynastique en place dans le pays ; il vit en exil en Europe.

Iran. Des affrontements ont éclaté à Téhéran entre partisans du pouvoir et opposants, en marge des funérailles d'un étudiant tué par balle lundi lors des tentatives de manifestations organisées par l'opposition. Le gouvernement a imputé sa mort aux manifestants tandis que l'opposition affirme qu'il a été tué par les forces de sécurité. Les deux camps assurent que la victime les soutenait.

Libye. Trente-huit personnes ont été blessées dans la nuit de mardi à mercredi dans des affrontements à Benghazi, ville côtière de l'Est libyen, entre des manifestants et les forces de l'ordre, a indiqué le directeur de l'hôpital Al-Jala de Benghazi. Un précédent bilan faisait état d'au moins quatorze blessés.

La police a dispersé par la force un sit-in contre le pouvoir. Des centaines de partisans du dirigeant libyen, Mouammar Kadhafi, ont, quant à eux, défilé peu après dans plusieurs villes du pays, a-t-on appris de sources concordantes.

Jordanie. Près de 1 500 personnes ont manifesté à Irbid, deuxième ville de Jordanie (nord), après la prière du soir, pour dénoncer la "corruption" du gouvernement et demander des réformes politiques. Des syndicalistes, des représentants de différents partis politiques et d'organisations féminines ont participé à cette *"manifestation contre la pauvreté et l'oppression"*. Quelques heures plus tôt, une trentaine d'universitaires s'étaient rassemblés devant le palais royal à Amman pour demander de *"limiter les pouvoirs du roi Abdallah II"* et des *"réformes constitutionnelles"*.

"Ce rassemblement est symbolique et vise à faire passer le message au roi : nous voulons que le roi règne mais ne gouverne pas. Il ne doit pas désigner le premier ministre", a expliqué Basel Bashabshah, coordinateur des "Jeunes pour le changement", un groupe récemment créé par des universitaires pour demander des réformes dans le pays.

Un complément sur la situation en Egypte d'Associated Press et de Libération.fr du 16.02

Des manifestations se poursuivaient mercredi en Egypte, en dépit des mises en garde de l'armée.

Plusieurs centaines d'employés de l'aéroport du Caire ont entrepris de protester dans le terminal réservé aux arrivées pour demander de meilleurs salaires et une couverture santé. Le trafic aérien n'a pas été perturbé.

A Mahallah al-Koubra, ville du delta du Nil (nord), des ouvriers de la plus grande usine textile d'Egypte se sont mis en grève pour réclamer une hausse des salaires et une enquête sur des faits présumés de corruption au sein l'établissement, selon des militants syndicaux.

Après avoir suspendu leur grève dimanche, les employés de la plus grande usine d'Egypte ont repris leur mouvement mercredi pour réclamer hausses de salaires et meilleures conditions de travail, au lendemain d'une mise en garde de l'armée contre les conséquences "désastreuses" de nouveaux mouvements sociaux.

Faiçal Naoucha, un des organisateurs de la grève, a précisé à l'AFP que le personnel de l'entreprise publique Misr Filature et Tissage, qui emploie quelque 24.000 personnes à Mahallah, dans le delta du Nil, demandait aussi le départ de deux des directeurs de l'usine.

Une grève était aussi en cours dans un autre grande usine textile, à Helwan, dans la banlieue sud du Caire.

A Port Saïd, à l'entrée du canal de Suez (nord-est), un millier de personnes ont manifesté pour exiger la fermeture d'une usine chimique, qui déverse ses déchets dans un lac près de la ville.

Signe du difficile retour à la normale, la réouverture des écoles et universités du pays a de nouveau été reportée d'une semaine.

Un article de Reuters du 17 février :

Yémen. Plus de 30 ans au pouvoir, 40% en dessous du seuil de pauvreté... comme en Egypte. (18.02)

Au septième jour de manifestations au Yémen contre le président Ali Abdallah Saleh, de violents affrontements ont éclaté jeudi à Sanaa entre partisans et adversaires du gouvernement tandis que quatre manifestants étaient tués à Aden, dans le sud du pays.

Quelque 6.000 Yéménites, dont des étudiants, ont manifesté à Sanaa, scandant "le peuple veut renverser le président". Les protestataires ont repoussé des assauts de la police et de partisans du gouvernement armés de bâtons et de poignards.

La police a ouvert le feu en l'air pour les disperser, mais des responsables de deux hôpitaux de la ville ont confié à Reuters que trois hommes avaient succombé à des blessures par balles.

Un autre responsable local a signalé un quatrième décès et a fait état d'une vingtaine de blessés, touchés par des "balles perdues".

"Non à l'oppression, non à la corruption, le peuple exige la chute du régime", scandaient les manifestants d'Aden.

A Sanaa, la capitale, plusieurs centaines de partisans du président Salah armés de poignards et de gourdins ont attaqué environ 1.500 opposants qui ont riposté en lançant des pierres.

Quarante personnes au moins ont été blessées dans ces heurts qui ont débuté sur le campus de l'université avant de se propager dans les rues, a rapporté un correspondant de Reuters en se basant sur les chiffres fournis par les deux camps.

Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, un allié des Etats-Unis dans leur lutte contre Al Qaïda dans la péninsule arabique (Aqpa), s'efforce depuis un mois de combattre des manifestations devenues quasi quotidiennes.

"Nous continuerons de manifester jusqu'à la chute de ce régime. On a été trop longtemps patients", affirme Salah Abdallah, un étudiant. De jeunes manifestants disent ne plus supporter la corruption et le chômage endémique. Un tiers des 23 millions de Yéménites sont sous-alimentés et 40% vivent avec moins de deux dollars par jour. Le Yémen est le pays arabe le plus pauvre du monde.

Tard jeudi soir, on signalait de nouveaux incidents, isolés, entre partisans et adversaires de Saleh toujours dans le secteur du campus universitaire de Sanaa.

A Taïz, au sud de la capitale, des manifestants antigouvernementaux occupent depuis plusieurs jours la place principale où ils sont plusieurs milliers chaque soir. "A bas le régime, à bas les oppresseurs", scandaient-ils jeudi soir.

Le Yémen est en outre confronté à une rébellion chiite dans le Nord et à un mouvement séparatiste de plus en plus violent dans le Sud.

Saleh s'est efforcé de calmer la rue en promettant notamment de ne pas briguer de nouveau mandat en 2013 et de ne pas tenter de transmettre le pouvoir à son fils. Des partis d'opposition, qui avaient mobilisé des dizaines de milliers de personnes dans des meetings, ont dès lors accepté de discuter avec lui.

Les manifestations se sont néanmoins poursuivies, bien qu'elles ne soient plus orchestrées par l'opposition structurée, mais par des étudiants ou des militants qui lancent des appels par textos ou sur le réseau social Facebook.

"Les manifestations prennent un visage plus jeune et l'incapacité des partis d'opposition à les contrôler n'est pas une bonne chose pour le président Saleh", relève Charles Dunbar, de l'université de Boston. "Les Etats-

Unis et la communauté internationale auraient vraiment de quoi s'inquiéter dans un Yémen post-Saleh où l'Etat en général et l'armée en particulier ne seraient pas en position de garder le contrôle s'il devait partir."

Des analystes estiment néanmoins qu'il est peu probable qu'un soulèvement armé au Yémen, voisin de l'Arabie saoudite, entraîne une chute soudaine du gouvernement. Mais les troubles risqueraient de se poursuivre et de causer des effusions de sang, dans un pays où une personne sur deux est armée.

Un article du Monde.fr, AFP et Reuters du 17 février :

Plusieurs morts dans la dispersion des manifestants au Bahreïn. (18.02)

Une soixantaine de personnes ont disparu après le démantèlement par la police d'un campement de manifestants, jeudi 17 février à la première heure, a déclaré un député de l'opposition chiite. Des détonations ainsi que les sirènes des ambulances avaient été entendues à quelques centaines de mètres de la place lors de l'assaut alors qu'un hélicoptère survolait le secteur.

Selon le ministère de la santé, trois personnes ont trouvé la mort et cent quatre-vingt-quinze ont été blessées lors de la dispersion, par les forces de sécurité, des manifestants qui campaient dans le centre de Manama, la capitale du pays, selon les proches des victimes et l'opposition. Plusieurs personnes qui passaient la nuit sur la place de la Perle témoignent que les forces antiémeutes ont attaqué les protestataires soudainement, faisant notamment usage de gaz lacrymogène mais également, selon l'opposition, de balles en caoutchouc et de balles à fragmentation.

L'armée avait averti qu'elle prendrait toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et elle a invité la population à éviter le centre de la capitale, Manama, a déclaré à la télévision un porte-parole du ministère de l'intérieur.

La tension, depuis lundi, ne retombe pas. Un député de l'opposition chiite a annoncé qu'Al-Wefaq, le principal bloc chiite, allait quitter le Parlement. "*Tous les membres vont démissionner. La décision est prise*", a-t-il annoncé.

Le chef de l'opposition chiite, cheikh Ali Salmane, a affirmé que les forces antiémeutes avaient attaqué "*sans sommation*" les contestataires. L'intervention de la police du Bahreïn contre les manifestants campant dans le centre de Manama était destinée à tuer, a accusé Djilil Khalil, député du Wefaq et chef du principal parti chiite d'opposition, à Reuters. "*C'est du véritable terrorisme*", a-t-il ajouté.

Les forces de sécurité ont réussi à déloger les protestataires qui occupaient la place de la Perle depuis mardi, après la mort de deux jeunes chiites lors de la dispersion de manifestations antigouvernementales dans ce petit royaume du Golfe. La place avait été renommée par les manifestants "*place Tahrir*" ("place de la Libération"), comme celle du Caire, l'épicentre du soulèvement qui a provoqué la chute du président Hosni Moubarak.

Dans un communiqué diffusé par l'agence officielle BNA, le porte-parole du ministère de l'intérieur, le général Tarek Al-Hassan, a affirmé que "*les forces de sécurité [avaient] évacué la place de la Perle (...) après avoir épuisé toutes les chances de dialogue*" avec les protestataires. "*Certains ont quitté les lieux d'eux-mêmes, alors que d'autres ont refusé de se soumettre à la loi, ce qui a nécessité une intervention pour les disperser*", a-t-il ajouté. Cheikh Ali Salmane a, pour sa part, affirmé que l'assaut des forces de sécurité contre des protestataires à Manama aurait des conséquences "*catastrophiques sur la stabilité du Bahreïn*".

La principale revendication des manifestants est la démission du Premier ministre, le cheikh Khalifa ben Salman al Khalifa, qui gouverne le pays depuis son indépendance en 1971. Oncle du roi Hamad ibn Issa al Khalifa, il est perçu comme le symbole de la richesse de la famille régnante.

Les manifestants dénoncent aussi la pauvreté et le chômage. Ils s'inquiètent en outre des avantages accordés à des sunnites étrangers venant s'installer dans le royaume (citoyenneté, emplois dans les forces de sécurité, logements) qui tendent à en modifier l'équilibre démographique.

Les chefs de la diplomatie du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ont tenu jeudi soir une réunion extraordinaire à Manama. "*La réunion doit annoncer le soutien du CCG au gouvernement du Bahreïn sur les plans de la sécurité et de la défense et au niveau politique*", a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères. Le Bahreïn est membre du CCG, qui comprend aussi l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Oman, Qatar et Koweït. Ces six monarchies pétrolières du Golfe sont liées par des accords de coopération dans les domaines de la défense et de la sécurité.

Les membres du groupe ont, à l'issue de la réunion, apporté leur soutien au royaume. "*Notre sécurité est une responsabilité collective et il n'est pas question d'accepter les ingérences étrangères*", ont-ils ajouté. De son côté, le ministre des affaires étrangères bahreïni, cheikh Khaled Ben Ahmed Al-Thani, a justifié devant la presse l'intervention policière par la nécessité d'empêcher un "*conflit confessionnel et une crise économique*".

Le président américain, Barack Obama, dont le pays est un allié du Bahreïn, s'est dit contre l'usage de la violence contre les manifestants. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a, quant à elle, déclaré que les auteurs des violences devaient en être tenus pour responsables et le secrétaire à la défense, Robert Gates, s'est entretenu par téléphone avec son homologue bahreïni. Le Bahreïn abrite le siège de la Ve flotte américaine et est le port d'attache des bâtiments de guerre américains en mission dans le Golfe.

Un article d'AP du 17 février :

Libye: 14 manifestants tués, selon un militant. (18.02)

Défiant le régime libyen, des manifestants réclamant le départ de Moammar Kadhafi sont descendus dans les rues de quatre villes du pays jeudi, "*our de colère*" à l'appel d'opposants. Au pouvoir depuis 1969, un record désormais en Afrique, Mouammar Kadhafi contrôle la Libye d'une main de fer. Quatorze personnes auraient été tuées dans des affrontements avec les forces pro-gouvernementales, selon un militant libyen.

Alors que des appels à des manifestations nationales avaient été lancés sur Facebook et Twitter, des troubles ont éclaté jeudi lors de marches de protestation dans quatre villes du pays, selon un site Web et un militant de l'opposition.

D'après Fathi al-Warfali, un militant libyen basé en Suisse et dirigeant du Comité libyen pour la vérité et la justice, 11 protestataires ont été tués à Beyida dans la nuit de mercredi à jeudi et des dizaines d'autres blessés. Les autorités ont envoyé des commandos de l'armée pour réprimer la contestation, a-t-il précisé.

Il a ajouté que deux autres personnes ont été tuées jeudi dans la localité de Zentan et qu'un protestataire était mort à Rijban, ville située à 120km au sud-ouest de Tripoli.

Selon Mohammed Ali Abdallah, dirigeant du Front national pour le salut de la Libye, un mouvement d'opposition en exil, les hôpitaux de Beyida se plaignent d'une pénurie de fournitures médicales et les autorités ont refusé de leur en donner pour soigner les manifestants. Quelque 70 personnes ont été hospitalisées depuis mercredi soir, dont environ la moitié souffrent de graves blessures par balles, a-t-il précisé, citant des sources hospitalières.

Dans une vidéo amateur, on peut voir une manifestation d'avocats jeudi à Benghazi, deuxième ville du pays, demandant des réformes politiques et économiques. Un autre enregistrement présente les images d'une manifestation à Shahat, localité au sud-ouest de Benghazi. Ces informations ne pouvaient toutefois être vérifiées de source indépendantes.

A Tripoli, des centaines de partisans du gouvernement se sont rassemblés jeudi, bloquant la circulation dans certains secteurs, selon des témoins. Beaucoup arboraient le drapeau libyen et scandaient des slogans pro-Kadhafi. Tripoli a autrement connu une journée normale, les commerces restant ouverts.

L'agence de presse officielle JANA a précisé que des rassemblements pro-gouvernement ont eu lieu jeudi pour exprimer "*l'unité éternelle avec le leader fraternel de la révolution*", terme qui désigne le dirigeant libyen Moammar Kadhafi, au pouvoir depuis 1969.

Le gouvernement libyen a rapidement pris des initiatives pour tenter de désamorcer la contestation et empêcher les Libyens de rejoindre la vague de révoltes au Maghreb et au Moyen-Orient qui a provoqué la chute du président tunisien Zine El Abidine Ben Ali et la démission du président égyptien Hosni Moubarak.

Il a proposé de doubler les salaires des fonctionnaires et relâché mercredi 110 militants islamistes opposés au régime. Moammar Kadhafi a par ailleurs rencontré des dirigeants tribaux pour demander leur soutien.

Commentaire d'un internaute sur place.

Je me trouve actuellement à Tripoli, et je peux vous dire que les manifestations pro-Kadhafi ne sont pas du tout spontanées. Tous les employés des grosses compagnies d'état ont reçu l'ordre ce matin vers 11h00 de quitter leur bureau pour descendre dans la rue et exprimer leur soutien au régime de Kadhafi.

Et malgré la réticence de certains, la majorité des salariés ont suivi la consigne par crainte, tout simplement, de perdre leur emploi, leur maison...

Il faut savoir que l'état Libyen subventionne un peu tout (redistribution de l'argent du pétrole). Les Libyens ont un niveau de vie supérieur à leurs voisins. En contre partie de cela, la population n'a le droit que de garder le silence et de filer droit. Cependant, je ne pense pas que le mouvement de révolte se poursuive. Le

peuple est sous perfusion, et personne ici n'est prêt à prendre le risque de changer le système pour perdre leurs acquis et leurs biens matériels. (20minutes.fr 17.02)

Un article de Slate.fr. du 17 février :

Le G20 plus spectateur qu'acteur. (19.02)

Le G20, présidé cette année par la France, n'a-t-il rien retenu des révolutions populaires qui ont enflammé la Tunisie et l'Égypte? Rien, non plus, des manifestations et émeutes qui ont secoué l'Algérie ou le Yémen et qui pourraient se propager à la Jordanie, à l'Irak ou au Maroc? Alors que les ministres des finances et gouverneurs de banques centrales se réunissent à Paris ce week-end, l'un des objectifs de Christine Lagarde, puissance invitante, consistera à «*trouver un accord sur les indicateurs de performance économique*». Le G20, tout à son projet de «*croissance forte, équilibrée et durable*», est-il déconnecté?

Reprenons. Installé au début de la crise pour trouver collectivement des solutions qui permettent d'éviter la faillite du système bancaire international, ce club des vingt pays les plus riches de la planète, et qui représente 85% du PIB mondial, n'a pas atteint tous les objectifs qu'il s'était fixé. Il a évité un blocage de l'économie mondiale, mais a échoué dans la lutte contre les paradis fiscaux, et la régulation financière mondiale est encore entièrement virtuelle. Quant à la lutte contre la corruption, à force de voir les institutions piétiner, ce sont les peuples eux-mêmes qui, en Tunisie et en Égypte, ont pris les choses en main. Les Etats représentés au G20 n'ont été, en l'occurrence, que des spectateurs.

«*Business as usual*» pour les banques... et même un peu plus

Aujourd'hui, la sortie de crise se précise grâce notamment aux mesures de relance budgétaires qui furent au programme des précédentes réunions du G20. Mais la crise n'est pas effacée pour autant. Avec l'explosion des dettes publiques, les contribuables vont maintenant être sollicités pour payer les intérêts des emprunts souscrits par les Etats afin d'empêcher des successions de faillites. En France, le service de la dette va être du niveau du budget de l'Éducation nationale.

Pour autant, les banques ont repris leur «*business as usual*». Et le G20 piétine, comme s'il ne voulait empêcher la constitution de bulles annonciatrices de crises à venir. Pourtant, Christine Lagarde a elle-même montré le ver dans le fruit. En préambule à la réunion du week-end à Paris, la ministre française Christine Lagarde a souligné lundi la «*financiarisation excessive*» des marchés de matières premières notamment alimentaires, et la «*volatilité excessive*» des prix pour des céréales comme le blé dont les cours ont augmenté de 40% en six mois. «*A Chicago, il s'échange dans l'année 46 fois la production mondiale de blé, et 24 fois la production mondiale de maïs, entre des opérateurs privés qui n'ont aucun lien avec la matière première*», a expliqué la ministre. Comme à l'occasion des émeutes de la faim de 2008, les populations les plus démunies sont les victimes de cette absence de régulation.

Les Etats du G20 décideraient-ils d'intervenir, pour défendre ces populations qu'ils représentent? «*Nous ne voulons pas revenir à une administration des prix comme par le passé, mais réduire la volatilité en faisant la lumière sur les marchés*», a expliqué Christine Lagarde. En clair, pour éviter que les cours ne s'emballent, mettre en place des indicateurs qui introduisent de la transparence, en espérant qu'elle sera dissuasive et fera reculer les pratiques excessives. Bien peu de choses pour faire peur aux spéculateurs. Et rien pour rassurer des populations qui subissent un triplement des prix des matières premières agricoles en trois ans.

Les financiers contre le G20

Les institutions financières pèsent de tout leur poids pour faire obstacle à ce qui limiterait leurs marges de manœuvre. Les marchés réhabilitent des pratiques pourtant clouées au pilori par les mêmes membres du G20 au plus fort de la crise. Les banques de financement et d'investissement basculent à nouveau dans des dérives provocatrices. Aux Etats-Unis, au titre de l'exercice 2010, les 25 plus importantes institutions financières de Wall Street auront distribué 135 milliards de dollars de salaires et bonus à leurs salariés; soit 20% de plus qu'en 2008 et 6% de plus qu'en 2009. En Grande Bretagne, les banquiers sont parvenus à éviter le plafonnement de leurs bonus en échange d'une augmentation de leurs prêts aux entreprises, comme s'il ne s'agissait pas là d'un fondement de leur mission. En France, les six grands groupes secourus par des prêts de l'Etat ont alloué un total de près de 3 milliards d'euros de bonus à leurs équipes de la banque d'investissement au titre de l'année 2009, en hausse de 60% par rapport à 2008. Et 2010 ne devrait pas être un mauvais crû pour les bonus qui vont bientôt être versés.

Les institutions financières creuseraient-elles un nouveau fossé qui les isolerait du reste du tissu social ? En ce cas, il appartiendrait aux présidents et chefs de gouvernement de corriger le système financier, démontrant ainsi qu'ils conservent les manettes du pouvoir au service des citoyens. Les opinions publiques ne comprendraient pas que, alors que la crise n'est même pas soldée, les mêmes excès puissent se reproduire sans réaction de leur part. Déjà, en Europe, les pratiques spéculatives de la finance internationale sont dénoncées par les europhobes de tout poil pour mettre l'Union européenne en échec, à commencer par les populistes qui progressent. Certes, on n'imagine pas que des régimes démocratiques occidentaux puissent être renversés de la même façon que dans les dictatures arabes. En revanche, des basculements à l'occasion d'élections sont des scénarios plausibles. Au Maghreb et au Mashreq, on n'avait rien vu venir non plus. Le G20 devrait y songer, en montrant un peu plus de détermination pour réguler les marchés mondiaux que l'établissement d'un simple indicateur.

Commentaire rapide.

Dans cette analyse il manque le chômage massif. Quant à l'affirmation selon laquelle "*des régimes démocratiques occidentaux*" ne pourraient pas être renversés à leur tour, l'auteur de cet article prend ses désirs pour la réalité, ces régimes sont aussi des dictatures... En revanche, il a raison de ne pas s'inquiéter de "*basculements à l'occasion d'élections*" qui ne changeraient strictement rien, puisque tous les partis qui sont en situation d'accéder au pouvoir sont tous inféodés au capitalisme et poursuivraient la politique réactionnaire de leurs prédécesseurs.

Un article du Monde.fr, Libération.fr, Lepoint.fr, Reuters et AP du 18 février :

La contestation gagne du terrain dans le monde arabe. (19.02)

Les autorités ont réprimé dans le sang des mouvements de protestation sporadiques dans différents pays arabes. Mais l'inflexibilité des autorités ne semble pas faire plier les manifestants, désireux d'en finir avec les pouvoirs en place. La contagion s'étend dans le monde arabe jusqu'à Djibouti.

Libye. La tension est montée d'un cran en Libye. Au lendemain d'une "*journée de colère*", des milliers de manifestants antigouvernementaux sont encore descendus dans les rues de Benghazi, deuxième ville du pays et bastion de l'opposition.

Des contestataires ont incendié le siège de la radio locale de Benghazi, dans l'est de la Libye, après le retrait des forces de l'ordre qui assuraient la sécurité du bâtiment. Ces violences ont fait au moins quarante et un morts depuis le début des protestations mardi. Ce bilan ne comprend pas les deux policiers pendus par des manifestants à Al-Baïda ni les quatre prisonniers tués vendredi par les forces de l'ordre alors qu'ils tentaient de s'évader de la prison d'El-Jedaida, près de Tripoli.

Amnesty International a fait état vendredi d'un bilan d'au moins 46 personnes tuées par balles par les forces de sécurité ces dernières 72 heures en Libye.

Tandis que la contestation au régime en place continuait de gagner du terrain, les comités révolutionnaires, piliers du régime libyen, avaient menacé vendredi 18 février les "*groupuscules*" manifestant contre Mouammar Kadhafi d'une riposte "*foudroyante*".

Yémen. Quatre manifestants ont été tués lors de la dispersion par la police de manifestations réclamant la chute du régime yéménite à Aden (sud) vendredi, alors que deux protestataires trouvaient la mort dans une attaque à la grenade à Taz (sud-ouest). Dans la capitale Sanaa, des centaines de partisans du régime ont attaqué un rassemblement de milliers de jeunes opposants ainsi que des journalistes avec des matraques, des haches et des bâtons, faisant au moins quatre blessés, selon un correspondant de l'AFP sur place et des témoins.

Les manifestations les plus violentes se déroulent à Aden, principale ville du sud du Yémen, où trois personnes ont été tuées par balle lorsque la police a dispersé plusieurs manifestations réclamant le départ du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, ont indiqué des sources médicales. À Taz, à 270 kilomètres au sud-ouest de Sanaa, l'attaque à la grenade qui a visé les milliers de manifestants rassemblés dans le centre-ville, tuant deux d'entre eux, a également fait vingt-sept blessés, selon des sources médicales. Ces décès portent à onze le nombre de morts en une semaine au Yémen, dont neuf à Aden, selon un bilan fait par l'AFP à partir de sources hospitalières.

Bahreïn. La journée de vendredi, consacrée aux obsèques de quatre chiites tués la veille dans un raid des forces de sécurité, a tourné au bain de sang. Des milliers de personnes ont participé aux obsèques dans la banlieue de Manama de deux chiites tués la veille dans un raid sanglant des forces de sécurité contre un sit-in de protestation. Les corps d'Ali Khodeir, 53 ans, et de Mahmoud Mekki, 23 ans, étaient enveloppés du drapeau national, et les participants à la procession ont scandé des slogans patriotiques : "*Ni chiites, ni sunnites. Unité nationale*" ou "*sunnites et chiites sont frères*".

L'armée a tiré sur un millier de personnes qui voulaient reprendre un sit-in à Manama. Au moins 26 blessés ont été hospitalisés, dont un "*en état de mort clinique*" selon un député d'opposition.

Une fois le calme revenu dans le petit royaume du Golfe, le prince héritier a promis un dialogue avec les opposants. Ces derniers appellent à une manifestation mardi prochain.

Au total, selon des sources officielles, cinq personnes ont été tuées depuis le début, lundi, de la contestation - qui réclame une monarchie constitutionnelle et un gouvernement élu - et au moins 200 ont été blessées. L'opposition fait état de six morts.

La France a participé à la formation des forces de l'ordre de Bahreïn, rappelle Le Point, vendredi 18 février. L'hebdomadaire relève notamment que le gouvernement a noué en novembre 2007 un "accord de coopération bilatérale en matière de sécurité intérieure", signé par Michèle Alliot-Marie, alors ministre de l'intérieur, à la demande de Bahreïn.

Jordanie. La Jordanie a connu une nouvelle vague de violences depuis le début du mouvement de contestation sociale et politique, il y a plusieurs semaines. Une manifestation rassemblant 400 jeunes (300 selon la police) qui réclamaient des réformes politiques a dégénéré lorsque des partisans du gouvernement ont attaqué des contestataires à Amman, selon un étudiant sur place. Huit personnes ont été blessées.

Koweït. Un millier d'apatrides arabes, que l'on appelle les "Bidouns", se sont rassemblés pour demander au gouvernement de les naturaliser après la prière hebdomadaire du vendredi, dans la ville de Jahra, à 50 kilomètres à l'ouest de la capitale. La dispersion de la manifestation par la police a fait cinq blessés parmi les protestataires. Les apatrides, estimés à 100 000 personnes, qui revendiquent la citoyenneté koweïtienne, ne bénéficient d'aucun droit au Koweït. Ils n'ont pas accès aux services publics, comme l'éducation et la santé, dont les Koweïtiens bénéficient gratuitement.

Egypte. Une semaine après la démission du président Hosni Moubarak, des centaines de milliers d'Égyptiens se sont massés vendredi sur la place Tahrir, au cœur du Caire, pour fêter le départ du raïs et réclamer la mise en oeuvre des réformes démocratiques promises.

Les contestataires, qui veulent maintenir la pression sur l'armée, réclament notamment la dissolution du gouvernement du Premier ministre Ahmed Shafiq. Nommée par Moubarak après le début des manifestations, cette équipe compte dans ses rangs de nombreux fidèles de l'ancien raïs.

Les manifestants demandent aussi la levée de l'état d'urgence, qui donne à la police des prérogatives très étendues en matière d'arrestations.

Manal Samir, une pédiatre de 49 ans, confiait que ses fils avaient participé aux 18 jours du soulèvement mais que c'est la première fois qu'elle venait place Tahrir, avec ses deux filles, âgées de 12 et 16 ans. "Nous sommes venues pour fêter ce que les jeunes ont fait. Je veux que mes enfants sachent ce qui s'est passé et en tirent des leçons", expliquait-elle.

Le Conseil suprême des forces armées, qui gère les affaires de l'Etat depuis la démission de Moubarak le 11 février, n'a pour l'heure accédé à aucune de ces demandes. Il n'a pas non plus relâché les milliers de prisonniers politiques incarcérés dans le pays.

"Nous resterons sur cette place jusqu'à ce qu'il y ait un nouveau gouvernement parce que nous ne verrons aucun changement sous un gouvernement du Parti national démocratique", a lancé l'un des orateurs, le journaliste Wael el-Ibrashi, en faisant référence au PND de Moubarak.

"Nous voulons la fin de l'ancien régime et un nouveau gouvernement qui ne comprenne pas des gens laissés par le régime Moubarak", explique Mohammed Zuheir, l'un des militants. "Nous nous appliquons à manifester ensemble, unis, pour nous débarrasser de l'ancien régime".

A Alexandrie, la deuxième ville du pays, sur la côte méditerranéenne, plusieurs centaines de milliers de personnes se sont rassemblées devant une mosquée avant de défiler sur le boulevard du front de mer. Ils ont réclamé le départ du gouvernement d'Ahmed Shafiq, reprenant un slogan utilisé lors des manifestations anti-Moubarak: "Le peuple veut renverser le régime."

Le Conseil suprême des forces armées au pouvoir en Egypte depuis la chute, le 11 février, du président Hosni Moubarak a prévenu vendredi qu'il n'autoriserait pas la poursuite de grèves et mouvements sociaux nuisibles, selon lui, à l'économie du pays.

"Des mesures légales seront prises à l'encontre (de semblables mouvements) pour protéger la sécurité de la nation et de ses citoyens", a annoncé vendredi la télévision nationale citant un communiqué de l'armée.

Depuis le début du soulèvement populaire, la fonction publique connaît des mouvements de grève touchant notamment la police et le secteur bancaire pour réclamer, dans la foulée des revendications politiques, des hausses de traitement et de meilleures conditions de travail.

L'usine Coke de Tabbin, à une trentaine de kilomètres au sud du Caire, en grève la semaine dernière, les ouvriers de cette fabrique spécialisée dans la transformation de charbon en produits chimiques (savon, naphthaline...) veulent reprendre le mouvement dimanche après avoir brièvement retrouvé le chemin du travail. *"Nous n'avons encore aucune réponse à nos revendications"*, explique un agent de sécurité de l'usine qui avoue un salaire de 600 livres par mois (environ 85 euros). Sobhi Bideir, ouvrier et meneur de grève, les énumère rapidement : *"Nous exigeons une augmentation des salaires, davantage de mesures de sécurité pour les employés et des tickets de rationnement pour les aliments de base, comme la farine, le lait et le sucre."*

Presque tous les secteurs sont touchés par les mouvements de grève, malgré les appels répétés à reprendre le travail du Conseil militaire, qui a repris les rênes du pays depuis la démission de Hosni Moubarak. Employés de l'État et du secteur privé, ouvriers, techniciens, chauffeurs de bus, postiers, mais aussi infirmières et secrétaires se découvrent soudain le droit à une vie meilleure. Tout en fêtant la victoire populaire sur l'ancien régime - ils étaient deux millions place Tahrir aujourd'hui à brandir des slogans tels que *"La révolution continue !"* -, les Égyptiens se sont mis en vacances : les écoles et les universités restent fermées, la Bourse du Caire n'a toujours pas ouvert ses portes.

La révolution touche aussi les cols blancs, avec un léger parfum d'épuration : les responsables de grandes banques et de compagnies d'assurances, réputés proches du Parti national démocratique moribond de Hosni Moubarak et soupçonnés de corruption, ont été poussés à la démission par leurs employés.

"Déjà, quand les paysans et les ouvriers se sont joints aux manifestants de la place Tahrir, juste avant la démission de Moubarak, ils ont transformé les revendications politiques des jeunes et des étudiants en revendications sociales. Cela fait peur au gouvernement, tout comme à l'armée, qui était partie prenante de l'ancien régime", remarque Kamal Saber Ibrahim, avocat au Centre de la terre pour les droits de l'homme, une organisation de soutien aux paysans et aux ouvriers.

Le secteur industriel, en particulier, est dans un état catastrophique : machines antédiluviennes, manque de savoir-faire, privatisations sauvages... *"Le gouvernement ne s'intéressait aux usines que pour les vendre à des sociétés étrangères"*, accuse Tamer Fathi, un jeune membre de l'Union des syndicats égyptiens. Celle-ci demande un salaire minimum de 1 200 livres (environ 170 euros) et la fin des contrats précaires, qui sont légion. Car le coût de la vie a flambé en Égypte : un litre de lait coûte 6 livres, un kilo de viande au minimum 70.

Une certaine nostalgie socialiste flottait sur la place Tahrir cet après-midi, où des portraits de Nasser ont surgi on ne sait d'où. *"Il a exproprié les pachas (les propriétaires terriens, NDRL) au profit du peuple. Aujourd'hui, nous voulons déposséder les membres du PND"*, explique un vieil homme agrippé à une pancarte représentant l'ancien président tout sourire. Les manifestants ont demandé le départ des ministres encore en place avant même les élections promises. *"Les gens ne savent pas encore ce qu'ils veulent, mais le couvercle a sauté"*, résume Karam Saber Ibrahim. Ni une nouvelle Constitution, ni de nouvelles élections, ni un nouveau Parlement ne nourriront les Égyptiens."

Djibouti. L'onde de contestation du monde arabe a atteint l'Afrique. Pour la première fois, Djibouti, pays stratégique de la Corne de l'Afrique, a été le théâtre d'un rassemblement de l'opposition. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté vendredi à l'appel de l'opposition pour dénoncer le régime du président Ismaël Omar Guelleh.

Iran. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays du Moyen-Orient, ce sont des dizaines de milliers de partisans du régime qui ont donné de la voix ce vendredi lors de la prière à l'université de Téhéran et au cours de manifestations organisées par les autorités dans tout le pays.

Ils ont réclamé l'exécution des deux principales figures de l'opposition réformatrice, l'ex-chef du Parlement Mehdi Karoubi et l'ex-premier ministre Mir Hossein Moussavi, qui ont pris la tête de l'opposition au président Mahmoud Ahmadinejad depuis sa réélection contestée en 2009 et sont depuis plusieurs jours de facto en résidence surveillée.

Syrie. Le site d'opposition All4Syria.info, qui émet de Dubaï, a indiqué vendredi qu'une centaine de Syriens avait manifesté la veille au cœur de Damas pour protester contre la brutalité de policiers déployés contre un citoyen syrien.

Irak. Dans le nord du pays, le Goran, principale formation d'opposition à l'Assemblée nationale du Kurdistan, a réclamé "*une réunion du Parlement [kurde] dans les quarante-huit heures, ainsi que la mise en place d'une commission d'enquête*", au lendemain de la mort de deux jeunes gens au cours d'une manifestation hostile au gouvernement régional.

Dans le sillage des soulèvements en Tunisie et en Egypte, des habitants demandant une amélioration de leurs conditions de vie ont organisé des manifestations à plusieurs reprises en Irak. Cette semaine, au moins cinq personnes ont été tuées dans des violences qui ont éclaté lors de manifestations dans deux villes.

Vendredi, un millier de personnes se sont rassemblées à Bassorah, la deuxième ville du pays, à 550km au sud-est de Bagdad, pour demander la démission du gouverneur de la province, en poste depuis deux ans. Les manifestants lui ont reproché son incapacité à améliorer la qualité de vie en dépit des meilleures conditions de sécurité, bloquant la circulation sur un pont pendant quelques heures avant de se disperser.

"*Nous vivons dans des conditions déplorables*", sans électricité, "*nous ne devons pas rester silencieux*", a déclaré l'un des protestataires.

Bassorah est une plate-forme de l'industrie pétrolière dans un pays disposant de certaines des plus importantes réserves de pétrole au monde. Mais peu de cette richesse profite à la population de la ville.

Tunisie. Le gouvernement tunisien de transition a annoncé vendredi une série de mesures sociales d'urgence.

Le gouvernement a annoncé que 50.000 familles supplémentaires allaient recevoir des allocations destinées aux plus démunis et défavorisés, ce qui bénéficiera au total à 185.000 familles, a indiqué Taieb Baccouch. Cette mesure entrera en vigueur au mois d'avril. Le gouvernement va également accorder 25.000 cartes de soins gratuits supplémentaires.

Il a également été décidé de titulariser des ouvriers de chantier travaillant en permanence depuis 2000 dans les services publics et de leur accorder le salaire minimum industriel garanti aux ouvriers, a dit Taieb Baccouch.

Des grèves organisées ou spontanées ont paralysé plusieurs secteurs économiques depuis la fuite du président Zine El Abidine Ben Ali le 14 janvier, et la grogne sociale continue de monter dans les catégories les plus défavorisées de la population.

Le gouvernement de transition de Mohamed Ghannouchi a multiplié les appels à la population, avertissant que le pays risquait de «*s'écrouler*» si les débrayages massifs et manifestations parfois émaillées de violences se poursuivaient.

Le gouvernement tunisien de transition a adopté vendredi, lors de la réunion ordinaire du conseil des ministres, la loi d'amnistie générale des prisonniers politiques réclamée avec insistance par l'opposition et les organisations non gouvernementales, a annoncé son porte-parole Taieb Baccouch.

L'avocat Samir Ben Amor, spécialistes des dossiers liés au terrorisme, estime à plus de 2.500 les personnes condamnées ou poursuivies en vertu de cette loi, tandis que l'ancien ministre de la Justice Béchir Tekkari les ramenait à quelque 300.

Un article commenté de Lexpress.fr du 18 février :

Ce qui les guette au tournant. (titre du site). (19.02)

Constat et prédiction : *"Révoltes populaires, émeutes de la faim et inflation galopante sont au menu si les gouvernements ne parviennent pas à calmer le jeu rapidement. D'autant que l'économie mondiale, encore convalescente après des mois de secousses en chaîne, n'est guère en mesure de supporter un nouveau grand choc."*

Ils s'inquiètent : *"Pour un peu, on se croirait revenu trois ans en arrière. En 2008, déjà, les prix des matières premières s'étaient envolés, avant de retomber, avec l'effondrement de la finance mondiale."*

Et pour cause ; *"L'indice mondial des prix alimentaires de la FAO, l'organisation de l'ONU chargée de l'agriculture, a grimpé de 43 % au cours des douze derniers mois, dépassant le pic atteint au moment des émeutes de la faim de 2008." De plus "Une autre mauvaise nouvelle est arrivée ces derniers jours : le riz, aliment de base pour 3 milliards de personnes, et jusque-là relativement épargné, se trouve touché à son tour. Pour le seul mois de janvier, les cours ont grimpé de 10 % sur le marché à terme de Chicago..."*

Quant à l'origine de cette situation, un déséquilibre entre l'offre et la demande, les caprices du climat, l'augmentation de la demande due à celle de la population et du développement rapide (artificielle, à coup d'endettement) de la classe moyenne dans certains pays : *"A qui la faute ? Si le débat fait rage, chacun s'accorde à reconnaître un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande. Côté offre, la multiplication des catastrophes naturelles a indiscutablement joué un rôle de déclencheur. Inondations au Pakistan et en Australie, incendies en Russie, sécheresse en Amérique latine et en Chine ont mis en périls récoltes. (...) D'autant que certains d'entre eux, comme le Lesotho, le Mozambique ou encore l'Afrique du Sud, viennent à nouveau de subir de violentes inondations."*

"Côté demande, la tension est également à son comble. La consommation est en effet tirée par la croissance exponentielle des pays émergents, véritable lame de fond qui permet à des millions d'hommes de sortir de la pauvreté. De nouvelles classes moyennes qui se comportent différemment de leurs aînées : leur alimentation s'enrichit et devient plus variée, elles consomment davantage de produits finis et se déplacent plus fréquemment. Cette révolution tire vers le haut les prix de certaines matières agricoles (la viande, par exemple), mais aussi des métaux ou de l'énergie."

Bref, un déséquilibre encore accentué par la spéculation, un scénario catastrophe est en train de se mettre en place sans que les tenants du capitalisme mondial ne puissent ou ne veuillent l'enrailer : *"Une offre menacée de raréfaction par la multiplication des catastrophes naturelles, une demande qui explose : la hausse des prix se comprend aisément. Mais la rapidité de l'envolée, ainsi que l'intensité des fluctuations, laisse à penser que des facteurs spéculatifs sont également à l'oeuvre. D'autant que, depuis la chute de Lehman Brothers, le système n'a pas été réformé. Comme avant la crise, l'économie mondiale, minée par des déséquilibres structurels, avance par à-coups violents, gonflant des bulles, qui finissent toujours par exploser avec fracas. "Les investisseurs font des arbitrages, confirme Guillaume Monarcha, responsable de la recherche au sein du fonds Orion Financial Partners. Les marchés d'actions, qui ont beaucoup grimpé en 2010, sont très incertains, de même que les obligations d'Etat. Les gérants cherchent des plans B : pour beaucoup, les matières premières constituent le choix le plus pertinent." Ce marché, dérégulé au tournant des années 2000, est particulièrement propice à la spéculation. Il est peu transparent, puisque beaucoup de transactions se font de gré à gré, sans tiers pour les enregistrer, et le recours aux produits dérivés, qui permettent de prendre des positions sans nécessairement engager la somme correspondante, y est très développé."*

La spéculation jette de l'huile sur le feu comme s'ils souhaitent une déflagration mondiale : *"De nombreux fonds spéculatifs se sont ainsi spécialisés dans ces marchés, à l'image de celui du mytique gérant américain Jim Rogers, qui a bâti une partie de sa fortune en misant sur le pétrole, le maïs et le soja. D'où des fluctuations très fortes, et pas toujours justifiées par des tendances de fond. Ainsi, en 2008, le pétrole était-il passé de 80 à 140 dollars, alors que l'activité économique était en phase de ralentissement. Puis, le prix du baril avait violemment rechuté, pour descendre jusqu'à 40 dollars. "Pour la plupart des matières premières, hormis le blé, l'ampleur de la hausse n'est pas justifiée par l'évolution des fondamentaux, analyse Patrick Artus, directeur de la recherche économique à Natixis. Mais la grande*

différence avec 2008, c'est que la spéculation passe davantage par des investisseurs individuels qui achètent sur les marchés physiques, et moins par des acteurs financiers sur les marchés à terme." "

Pour conclure sur un air désabusé qui cache mal leur crainte : *"Quelles que soient les mesures prises par le G 20, tout indique que la hausse du prix des matières premières est un phénomène voué à durer. Et à s'inscrire dans la vie quotidienne de chacun."*

Un article du Monde.fr, Libération.fr, Lepoint.fr, Reuters et AP du 18 février :

La contestation gagne du terrain dans le monde arabe. (19.02)

Les autorités ont réprimé dans le sang des mouvements de protestation sporadiques dans différents pays arabes. Mais l'inflexibilité des autorités ne semble pas faire plier les manifestants, désireux d'en finir avec les pouvoirs en place. La contagion s'étend dans le monde arabe jusqu'à Djibouti.

Libye. La tension est montée d'un cran en Libye. Au lendemain d'une "*journée de colère*", des milliers de manifestants antigouvernementaux sont encore descendus dans les rues de Benghazi, deuxième ville du pays et bastion de l'opposition.

Des contestataires ont incendié le siège de la radio locale de Benghazi, dans l'est de la Libye, après le retrait des forces de l'ordre qui assuraient la sécurité du bâtiment. Ces violences ont fait au moins quarante et un morts depuis le début des protestations mardi. Ce bilan ne comprend pas les deux policiers pendus par des manifestants à Al-Baïda ni les quatre prisonniers tués vendredi par les forces de l'ordre alors qu'ils tentaient de s'évader de la prison d'El-Jedaida, près de Tripoli.

Amnesty International a fait état vendredi d'un bilan d'au moins 46 personnes tuées par balles par les forces de sécurité ces dernières 72 heures en Libye.

Tandis que la contestation au régime en place continuait de gagner du terrain, les comités révolutionnaires, piliers du régime libyen, avaient menacé vendredi 18 février les "*groupuscules*" manifestant contre Mouammar Kadhafi d'une riposte "*foudroyante*".

Yémen. Quatre manifestants ont été tués lors de la dispersion par la police de manifestations réclamant la chute du régime yéménite à Aden (sud) vendredi, alors que deux protestataires trouvaient la mort dans une attaque à la grenade à Taz (sud-ouest). Dans la capitale Sanaa, des centaines de partisans du régime ont attaqué un rassemblement de milliers de jeunes opposants ainsi que des journalistes avec des matraques, des haches et des bâtons, faisant au moins quatre blessés, selon un correspondant de l'AFP sur place et des témoins.

Les manifestations les plus violentes se déroulent à Aden, principale ville du sud du Yémen, où trois personnes ont été tuées par balle lorsque la police a dispersé plusieurs manifestations réclamant le départ du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, ont indiqué des sources médicales. À Taz, à 270 kilomètres au sud-ouest de Sanaa, l'attaque à la grenade qui a visé les milliers de manifestants rassemblés dans le centre-ville, tuant deux d'entre eux, a également fait vingt-sept blessés, selon des sources médicales. Ces décès portent à onze le nombre de morts en une semaine au Yémen, dont neuf à Aden, selon un bilan fait par l'AFP à partir de sources hospitalières.

Bahreïn. La journée de vendredi, consacrée aux obsèques de quatre chiites tués la veille dans un raid des forces de sécurité, a tourné au bain de sang. Des milliers de personnes ont participé aux obsèques dans la banlieue de Manama de deux chiites tués la veille dans un raid sanglant des forces de sécurité contre un sit-in de protestation. Les corps d'Ali Khodeir, 53 ans, et de Mahmoud Mekki, 23 ans, étaient enveloppés du drapeau national, et les participants à la procession ont scandé des slogans patriotiques : "*Ni chiites, ni sunnites. Unité nationale*" ou "*sunnites et chiites sont frères*".

L'armée a tiré sur un millier de personnes qui voulaient reprendre un sit-in à Manama. Au moins 26 blessés ont été hospitalisés, dont un "*en état de mort clinique*" selon un député d'opposition.

Une fois le calme revenu dans le petit royaume du Golfe, le prince héritier a promis un dialogue avec les opposants. Ces derniers appellent à une manifestation mardi prochain.

Au total, selon des sources officielles, cinq personnes ont été tuées depuis le début, lundi, de la contestation - qui réclame une monarchie constitutionnelle et un gouvernement élu - et au moins 200 ont été blessées. L'opposition fait état de six morts.

La France a participé à la formation des forces de l'ordre de Bahreïn, rappelle Le Point, vendredi 18 février. L'hebdomadaire relève notamment que le gouvernement a noué en novembre 2007 un "accord de coopération bilatérale en matière de sécurité intérieure", signé par Michèle Alliot-Marie, alors ministre de l'intérieur, à la demande de Bahreïn.

Jordanie. La Jordanie a connu une nouvelle vague de violences depuis le début du mouvement de contestation sociale et politique, il y a plusieurs semaines. Une manifestation rassemblant 400 jeunes (300 selon la police) qui réclamaient des réformes politiques a dégénéré lorsque des partisans du gouvernement ont attaqué des contestataires à Amman, selon un étudiant sur place. Huit personnes ont été blessées.

Koweït. Un millier d'apatrides arabes, que l'on appelle les "Bidouns", se sont rassemblés pour demander au gouvernement de les naturaliser après la prière hebdomadaire du vendredi, dans la ville de Jahra, à 50 kilomètres à l'ouest de la capitale. La dispersion de la manifestation par la police a fait cinq blessés parmi les protestataires. Les apatrides, estimés à 100 000 personnes, qui revendiquent la citoyenneté koweïtienne, ne bénéficient d'aucun droit au Koweït. Ils n'ont pas accès aux services publics, comme l'éducation et la santé, dont les Koweïtiens bénéficient gratuitement.

Egypte. Une semaine après la démission du président Hosni Moubarak, des centaines de milliers d'Égyptiens se sont massés vendredi sur la place Tahrir, au cœur du Caire, pour fêter le départ du raïs et réclamer la mise en oeuvre des réformes démocratiques promises.

Les contestataires, qui veulent maintenir la pression sur l'armée, réclament notamment la dissolution du gouvernement du Premier ministre Ahmed Shafiq. Nommée par Moubarak après le début des manifestations, cette équipe compte dans ses rangs de nombreux fidèles de l'ancien raïs.

Les manifestants demandent aussi la levée de l'état d'urgence, qui donne à la police des prérogatives très étendues en matière d'arrestations.

Manal Samir, une pédiatre de 49 ans, confiait que ses fils avaient participé aux 18 jours du soulèvement mais que c'est la première fois qu'elle venait place Tahrir, avec ses deux filles, âgées de 12 et 16 ans. "Nous sommes venues pour fêter ce que les jeunes ont fait. Je veux que mes enfants sachent ce qui s'est passé et en tirent des leçons", expliquait-elle.

Le Conseil suprême des forces armées, qui gère les affaires de l'Etat depuis la démission de Moubarak le 11 février, n'a pour l'heure accédé à aucune de ces demandes. Il n'a pas non plus relâché les milliers de prisonniers politiques incarcérés dans le pays.

"Nous resterons sur cette place jusqu'à ce qu'il y ait un nouveau gouvernement parce que nous ne verrons aucun changement sous un gouvernement du Parti national démocratique", a lancé l'un des orateurs, le journaliste Wael el-Ibrashi, en faisant référence au PND de Moubarak.

"Nous voulons la fin de l'ancien régime et un nouveau gouvernement qui ne comprenne pas des gens laissés par le régime Moubarak", explique Mohammed Zuheir, l'un des militants. "Nous nous appliquons à manifester ensemble, unis, pour nous débarrasser de l'ancien régime".

A Alexandrie, la deuxième ville du pays, sur la côte méditerranéenne, plusieurs centaines de milliers de personnes se sont rassemblées devant une mosquée avant de défiler sur le boulevard du front de mer. Ils ont réclaté le départ du gouvernement d'Ahmed Shafiq, reprenant un slogan utilisé lors des manifestations anti-Moubarak: "Le peuple veut renverser le régime".

Le Conseil suprême des forces armées au pouvoir en Egypte depuis la chute, le 11 février, du président Hosni Moubarak a prévenu vendredi qu'il n'autoriserait pas la poursuite de grèves et mouvements sociaux nuisibles, selon lui, à l'économie du pays.

"Des mesures légales seront prises à l'encontre (de semblables mouvements) pour protéger la sécurité de la nation et de ses citoyens", a annoncé vendredi la télévision nationale citant un communiqué de l'armée.

Depuis le début du soulèvement populaire, la fonction publique connaît des mouvements de grève touchant notamment la police et le secteur bancaire pour réclamer, dans la foulée des revendications politiques, des hausses de traitement et de meilleures conditions de travail.

L'usine Coke de Tabbin, à une trentaine de kilomètres au sud du Caire, en grève la semaine dernière, les ouvriers de cette fabrique spécialisée dans la transformation de charbon en produits chimiques (savon, naphthaline...) veulent reprendre le mouvement dimanche après avoir brièvement retrouvé le chemin du travail. *"Nous n'avons encore aucune réponse à nos revendications"*, explique un agent de sécurité de l'usine qui avoue un salaire de 600 livres par mois (environ 85 euros). Sobhi Bideir, ouvrier et meneur de grève, les énumère rapidement : *"Nous exigeons une augmentation des salaires, davantage de mesures de sécurité pour les employés et des tickets de rationnement pour les aliments de base, comme la farine, le lait et le sucre."*

Presque tous les secteurs sont touchés par les mouvements de grève, malgré les appels répétés à reprendre le travail du Conseil militaire, qui a repris les rênes du pays depuis la démission de Hosni Moubarak. Employés de l'État et du secteur privé, ouvriers, techniciens, chauffeurs de bus, postiers, mais aussi infirmières et secrétaires se découvrent soudain le droit à une vie meilleure. Tout en fêtant la victoire populaire sur l'ancien régime - ils étaient deux millions place Tahrir aujourd'hui à brandir des slogans tels que *"La révolution continue !"* -, les Égyptiens se sont mis en vacances : les écoles et les universités restent fermées, la Bourse du Caire n'a toujours pas ouvert ses portes.

La révolution touche aussi les cols blancs, avec un léger parfum d'épuration : les responsables de grandes banques et de compagnies d'assurances, réputés proches du Parti national démocratique moribond de Hosni Moubarak et soupçonnés de corruption, ont été poussés à la démission par leurs employés.

"Déjà, quand les paysans et les ouvriers se sont joints aux manifestants de la place Tahrir, juste avant la démission de Moubarak, ils ont transformé les revendications politiques des jeunes et des étudiants en revendications sociales. Cela fait peur au gouvernement, tout comme à l'armée, qui était partie prenante de l'ancien régime", remarque Kamal Saber Ibrahim, avocat au Centre de la terre pour les droits de l'homme, une organisation de soutien aux paysans et aux ouvriers.

Le secteur industriel, en particulier, est dans un état catastrophique : machines antédiluviennes, manque de savoir-faire, privatisations sauvages... *"Le gouvernement ne s'intéressait aux usines que pour les vendre à des sociétés étrangères"*, accuse Tamer Fathi, un jeune membre de l'Union des syndicats égyptiens. Celle-ci demande un salaire minimum de 1 200 livres (environ 170 euros) et la fin des contrats précaires, qui sont légion. Car le coût de la vie a flambé en Égypte : un litre de lait coûte 6 livres, un kilo de viande au minimum 70.

Une certaine nostalgie socialiste flottait sur la place Tahrir cet après-midi, où des portraits de Nasser ont surgi on ne sait d'où. *"Il a exproprié les pachas (les propriétaires terriens, NDRL) au profit du peuple. Aujourd'hui, nous voulons déposséder les membres du PND"*, explique un vieil homme agrippé à une pancarte représentant l'ancien président tout sourire. Les manifestants ont demandé le départ des ministres encore en place avant même les élections promises. *"Les gens ne savent pas encore ce qu'ils veulent, mais le couvercle a sauté"*, résume Karam Saber Ibrahim. Ni une nouvelle Constitution, ni de nouvelles élections, ni un nouveau Parlement ne nourriront les Égyptiens."

Djibouti. L'onde de contestation du monde arabe a atteint l'Afrique. Pour la première fois, Djibouti, pays stratégique de la Corne de l'Afrique, a été le théâtre d'un rassemblement de l'opposition. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté vendredi à l'appel de l'opposition pour dénoncer le régime du président Ismaël Omar Guelleh.

Iran. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays du Moyen-Orient, ce sont des dizaines de milliers de partisans du régime qui ont donné de la voix ce vendredi lors de la prière à l'université de Téhéran et au cours de manifestations organisées par les autorités dans tout le pays.

Ils ont réclamé l'exécution des deux principales figures de l'opposition réformatrice, l'ex-chef du Parlement Mehdi Karoubi et l'ex-premier ministre Mir Hossein Moussavi, qui ont pris la tête de l'opposition au président Mahmoud Ahmadinejad depuis sa réélection contestée en 2009 et sont depuis plusieurs jours de facto en résidence surveillée.

Syrie. Le site d'opposition All4Syria.info, qui émet de Dubaï, a indiqué vendredi qu'une centaine de Syriens avait manifesté la veille au cœur de Damas pour protester contre la brutalité de policiers déployés contre un citoyen syrien.

Irak. Dans le nord du pays, le Goran, principale formation d'opposition à l'Assemblée nationale du Kurdistan, a réclamé "*une réunion du Parlement [kurde] dans les quarante-huit heures, ainsi que la mise en place d'une commission d'enquête*", au lendemain de la mort de deux jeunes gens au cours d'une manifestation hostile au gouvernement régional.

Dans le sillage des soulèvements en Tunisie et en Egypte, des habitants demandant une amélioration de leurs conditions de vie ont organisé des manifestations à plusieurs reprises en Irak. Cette semaine, au moins cinq personnes ont été tuées dans des violences qui ont éclaté lors de manifestations dans deux villes.

Vendredi, un millier de personnes se sont rassemblées à Bassorah, la deuxième ville du pays, à 550km au sud-est de Bagdad, pour demander la démission du gouverneur de la province, en poste depuis deux ans. Les manifestants lui ont reproché son incapacité à améliorer la qualité de vie en dépit des meilleures conditions de sécurité, bloquant la circulation sur un pont pendant quelques heures avant de se disperser.

"*Nous vivons dans des conditions déplorables*", sans électricité, "*nous ne devons pas rester silencieux*", a déclaré l'un des protestataires.

Bassorah est une plate-forme de l'industrie pétrolière dans un pays disposant de certaines des plus importantes réserves de pétrole au monde. Mais peu de cette richesse profite à la population de la ville.

Tunisie. Le gouvernement tunisien de transition a annoncé vendredi une série de mesures sociales d'urgence.

Le gouvernement a annoncé que 50.000 familles supplémentaires allaient recevoir des allocations destinées aux plus démunis et défavorisés, ce qui bénéficiera au total à 185.000 familles, a indiqué Taieb Baccouch. Cette mesure entrera en vigueur au mois d'avril. Le gouvernement va également accorder 25.000 cartes de soins gratuits supplémentaires.

Il a également été décidé de titulariser des ouvriers de chantier travaillant en permanence depuis 2000 dans les services publics et de leur accorder le salaire minimum industriel garanti aux ouvriers, a dit Taieb Baccouch.

Des grèves organisées ou spontanées ont paralysé plusieurs secteurs économiques depuis la fuite du président Zine El Abidine Ben Ali le 14 janvier, et la grogne sociale continue de monter dans les catégories les plus défavorisées de la population.

Le gouvernement de transition de Mohamed Ghannouchi a multiplié les appels à la population, avertissant que le pays risquait de «*s'écrouler*» si les débrayages massifs et manifestations parfois émaillées de violences se poursuivaient.

Le gouvernement tunisien de transition a adopté vendredi, lors de la réunion ordinaire du conseil des ministres, la loi d'amnistie générale des prisonniers politiques réclamée avec insistance par l'opposition et les organisations non gouvernementales, a annoncé son porte-parole Taieb Baccouche.

L'avocat Samir Ben Amor, spécialistes des dossiers liés au terrorisme, estime à plus de 2.500 les personnes condamnées ou poursuivies en vertu de cette loi, tandis que l'ancien ministre de la Justice Béchir Tekkari les ramenait à quelque 300.

Un article de Libération.fr du 19 février :

Nouvelle journée de révolte dans le monde arabe. (20.02)

Les émeutes sanglantes continuaient samedi de secouer des régimes autoritaires du monde arabe, avec des dizaines de morts dans la répression policière en Libye, l'occupation de milliers de Bahreïnais du centre de la capitale et des manifestations violentes au Yémen et à Djibouti. Le point ce samedi, pays par pays.

En Libye, 84 morts au moins depuis mardi

Au 5e jour de la contestation, le colonel Kadhafi, dont le départ est réclamé par les manifestants, n'a toujours pas fait de déclaration officielle. Il est aussi toujours impossible d'accéder à Twitter et Facebook, par lequel ont transité les appels à la mobilisation, et les connexions aux autres sites étaient très lentes ou impossibles.

La contestation semble se transformer en véritable insurrection dans l'est, surtout à Benghazi. L'organisation Human Rights Watch (HRW), se basant sur des sources médicales et des témoins, a fait état ce samedi d'un bilan global de 84 morts, dont 55 à Benghazi, bastion de l'opposition, où les affrontements ont été particulièrement violents hier vendredi.

Le président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, a déclaré à la presse qu'il entendait «ne pas déranger» le dictateur. (20minutes.fr 19.02)

Bahreïn, l'opposition exige la démission du gouvernement

Dans le Golfe, le régime sunnite du petit royaume de Bahreïn est confronté à des manifestations demandant une libéralisation du système politique, avec la majorité chiite de la population se disant exclue.

Le royaume est d'une importance stratégique pour Washington, servant de QG à sa Ve flotte, chargée de surveiller les routes maritimes pétrolières dans le Golfe, soutenir les opérations en Afghanistan et contrer une éventuelle menace iranienne.

Des milliers de manifestants antigouvernementaux sont revenus sur la place de la Perle à Manama ce samedi, épice de la contestation, où ils ont commencé à ériger des tentes, deux jours après la dispersion violente de leur sit-in.

Après le retrait des chars de l'armée de la capitale comme le demandait l'opposition, principalement chiite, les manifestants ont réoccupé la place. La police n'est pas intervenue, à l'exception d'un bref tir de grenades lacrymogènes sur l'un des axes conduisant à la place, faisant six blessés.

Le prince héritier, Salman ben Hamad Al-Khalifa, a ordonné à la police de rester à l'écart des rassemblements, mais a aussi demandé aux manifestants de se disperser «pour éviter un affrontement».

L'opposition, qui a rejeté une offre de dialogue du prince héritier vendredi, exige la démission du gouvernement.

En Algérie, les manifestants bloqués par la police

Un député du parti Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Tahar Besbes, a été grièvement blessé ce matin à Alger au cours d'un affrontement avec la police lors de la marche organisée par l'opposition algérienne contre le régime, a rapporté un membre du RCD.

D'importantes forces de sécurité et des dizaines de véhicules blindés ont repoussé les premiers manifestants venus exprimer, en plein centre d'Alger pour la seconde fois en huit jours, leur détermination à en finir avec le régime.

Aux cris de "Algérie libre et démocratique", "pouvoir assassin", "le peuple veut la chute du régime", quelque 200 personnes avaient néanmoins réussi à atteindre la place du 1er-mai à l'appel de la Coordination

nationale pour le changement et la démocratie (CNCD), coalition de partis, de membres de la société civile et de syndicats autonomes créée le 21 janvier dans la foulée des émeutes meurtrières du début de l'année en Algérie.

Toutes les voies menant à la Place du 1er mai ont été bouclées et des barrières métalliques disposées sur le site lui-même empêchaient l'arrivée de manifestants.

Tout comme samedi dernier où une marche de la CNCD avait été bloquée, des cars avec des policiers casqués, munis de matraques et de boucliers, ainsi que des véhicules blindés ont quadrillé la capitale. Au-dessus tournait au moins un hélicoptère.

Les forces de l'ordre étaient postées quasiment à chaque mètre, un dispositif similaire à celui qui attendait la semaine dernière les manifestants ayant répondu à l'appel de la CNCD.

(un autre son de cloche sur le RCD du Monde.fr du 19 ; à lire également dans IO n°136)

Selon des spécialistes, cette opposition est un mirage : sa faiblesse et son manque de crédibilité pourraient rendre difficile un changement réel en Algérie.

Pour Selma Belaala, chercheuse spécialiste des mouvements islamistes à l'université de Warwick (Royaume-Uni), tous les partis d'opposition sont discrédités : *"L'Algérie manque cruellement d'une opposition (...). La population est sans représentant, sans organisation politique capable de reprendre à son compte un message protestataire."* Surtout, la population ne peut croire en des partis qui constituent une opposition qui *"s'est compromise avec le pouvoir et a terriblement vieilli"*, ajoute la chercheuse.

Or, pour Selma Belaala, le dirigeant du RCD, Saïd Sadi, *"n'a plus de crédibilité car il s'est associé au pouvoir"* et cela *"brouille donc la crédibilité de l'opposition"*. Lahouari Addi, professeur de sociologie spécialisé dans le Maghreb à l'Institut d'études politiques de Lyon, estime aussi que ce parti joue un rôle ambigu : *"Dans [ses] revendications, [le RCD demande] surtout le départ de Bouteflika, sans insister sur le départ du système militaire. Cette position ambiguë explique pourquoi la population ne suit pas"*, explique-t-il.

Par ailleurs, tous les partis d'opposition ne se sont pas ralliés à la CNCD. Le Front des forces socialistes n'a pas participé à la marche de samedi. *"Dans le cadre d'une vie politique interdite, on ne connaît pas leur impact"*, estime Lahouari Addi, qui note cependant que la participation à cette marche du parti socialiste algérien – qui reconnaît, lui, les islamistes – aurait pu donner plus de force au mouvement.

Autre incertitude concernant l'écho de la mobilisation auprès de la population : le traumatisme de dix années de violences islamiques. Après un mouvement de contestation en octobre 1988, l'Algérie a connu une courte période de démocratisation, qui a vu l'émergence des islamistes et la guerre civile. *"Les Algériens ont été traumatisés, torturés. Ils savent que la politique, c'est dangereux. D'où leur timidité : ils ont peur de la répression"*, considère Lahouari Addi.

En revanche, pour Mansouria Mokhefi, responsable du programme Moyen-Orient et Maghreb à l'Institut français des relations internationales (IFRI), la mobilisation peut compter sur un acteur incontestable : *"La jeunesse est frustrée, désabusée, elle réclame ce qu'elle ne connaît pas."* En Algérie, *"où les moins de 30 ans constituent 70 % de la population"*, souligne la chercheuse, un jeune sur cinq est au chômage. Or, ces jeunes *"ne se reconnaissent dans aucun des partis"*, souligne Mansouria Mokhefi, qui espère que la CNCD puisse être leur *"porte-voix"*.

Mais contrairement à la Tunisie et à l'Égypte, cette jeunesse ne pourra pas, selon Selma Belaala, s'appuyer sur Internet et ses réseaux sociaux. *"Cette contestation n'a pas de relais, la communication de masse via Internet n'existe pas en Algérie : pour avoir Internet, il faut être un nanti."* Sans relais ni opposition crédible, la chercheuse estime donc que la mobilisation *"est dans l'impasse"*.

Mais davantage que président, c'est l'armée qui tient les rênes du pays et qui pourrait accélérer le changement. *"L'armée sent qu'il faut prendre les devants car elle comprend qu'elle risque gros"*, analyse Yahia Zoubir, spécialiste du Maghreb et professeur de géopolitique à l'école de management Euromed, à

Marseille. Et de relater les propos que lui aurait tenus un officiel : "*Quand on ne veut pas de révolution, il faut faire sa propre révolution.*"

Au Yémen, un étudiant tué dans des heurts

Le bilan s'alourdit au Yémen: un étudiant a été tué par balle et cinq autres ont été blessés dans des violents affrontements ont éclaté alors que des partisans du régime ont tenté de prendre d'assaut le campus de l'Université de Sanaa, foyer de la contestation.

Vendredi, quatre personnes ont été tuées par balles à Aden, principale ville du sud, lorsque la police a dispersé des manifestants réclamant le départ du président Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, ont indiqué des sources médicales.

A Sanaa, des centaines de partisans du régime ont attaqué un rassemblement de milliers de jeunes opposants ainsi que des journalistes avec des matraques, des haches et des bâtons, faisant au moins quatre blessés. A Taz, à 270 km au sud-ouest de Sanaa, une attaque à la grenade contre des manifestants dans le centre-ville a tué deux d'entre eux et fait 27 blessés, selon des sources médicales.

C'est la première fois depuis le début des révoltes yéménites que les manifestants anti-gouvernementaux faisaient usage d'armes à feu - fusils d'assaut et pistolets - pour riposter. «*Dégage! Dégage!*», scandaient un millier de manifestants à l'adresse du chef de l'Etat, faisant écho au reste des cris du monde arabe. (20minutes.fr 19.02)

A Djibouti, les affrontements ont repris

Trois importantes figures de l'opposition ont été arrêtées ce samedi au lendemain d'une manifestation sans précédent contre le président Ismaël Omar Guelleh qui a dégénéré en de violents affrontements ayant fait officiellement deux morts. Les affrontements ont repris ce matin dans entre partisans de l'opposition et forces de l'ordre.

Des manifestations ont encore été organisées samedi dans le quartier de Balala et la police est intervenue pour les disperser à coups de grenades lacrymogènes.

"*L'opposition veut prendre le pouvoir par la force*", a déclaré le Premier ministre Yacin Elmi Bouh à Reuters.

Les opposants affirment que le mouvement de protestation a réuni vendredi plusieurs milliers de personnes qui demandaient la démission du président Guelleh.

En avril, le Parlement a adopté un amendement constitutionnel autorisant le chef de l'Etat à briguer un troisième mandat à la tête de l'ancien territoire français. L'élection présidentielle doit avoir lieu en avril.

Djibouti, qui accueille des unités militaires françaises et américaines, est une position stratégique dans cette région de la Corne de l'Afrique.

En Mauritanie aussi

Des manifestations contre le manque d'eau et la hausse des prix dans la ville mauritanienne de Vassala (sud-est), frontalière avec le Mali, ont été sévèrement réprimées vendredi par les forces de l'ordre, a affirmé samedi un parti d'opposition, du Rassemblement des forces démocratiques (RFD). Le RFD a mis en garde le pouvoir du président Mohamed Ould Abdel Aziz contre «les solutions sécuritaires» «qui ne sauraient que compliquer la situation», exigeant la libération des manifestants arrêtés.

Au Maroc (20minutes.fr le 19)

Vendredi soir à Tanger, des manifestants se sont attaqués à un commissariat de police et à des locaux liés à des entreprises françaises dans le cadre d'un litige concernant la gestion de sociétés locales de services à l'environnement, ont rapporté samedi des organisateurs et des habitants.

Ces troubles dans la cité portuaire située à la pointe nord-ouest du Maroc ont éclaté à moins de 48 heures d'un mouvement de protestation à l'échelon national visant à précipiter des réformes politiques. Mais rien ne prouve pour le moment que les deux faits soient directement liés.

La police antiémeute est intervenue pour disperser la manifestation, au départ un sit-in organisé devant l'hôtel de ville qui s'est transformé en marche rassemblant des centaines de protestataires, a précisé la branche marocaine de l'ONG Attac sur son site internet.

Le sit-in avait été organisé par Attac Maroc pour obtenir l'annulation d'un contrat de services attribué par la municipalité à une filiale de la société française Veolia . Les Marocains se plaignent souvent des tarifs pratiqués par les entreprises de services étrangères sous contrat dans leurs villes.

S'exprimant sous couvert de l'anonymat, des Tangérois ont confirmé qu'une manifestation de protestation contre les tarifs de la filiale de Veolia s'était transformée en marche. Les forces de l'ordre ont empêché les marcheurs de gagner le centre-ville.

Un habitant a rapporté que les policiers avaient fait usage de matraques pour disperser les protestataires. Le site Tanjanews.com a mis en ligne des photos de fenêtres brisées d'un commissariat de police et de succursales de filiales de Veolia et de la banque française Société générale, dont une agence a, par la suite, été incendiée.

Un groupe de jeunes Marocains qui se fait appeler «*Mouvement du 20 février pour le changement*» a lancé un mot d'ordre de manifestations de protestation à travers le royaume pour dimanche. Leur objectif: obtenir des réformes constitutionnelles susceptibles de rogner les prérogatives du roi Mohamed VI et d'accroître l'indépendance du système judiciaire.

En Tunisie (AP et Reuters le 19)

Le nouvel ambassadeur de France en Tunisie a présenté samedi soir des excuses publiques pour s'être montré cassant avec des journalistes lors d'une récente conférence de presse.

Dans la journée, plusieurs milliers de Tunisiens avaient manifesté devant l'ambassade de France à Tunis pour réclamer le départ de Boris Boillon, fraîchement nommé par Paris après le renversement du président Zine ben Ali.

"*Je dis que je suis désolé (...) Je regrette mes paroles, j'ai été stupide*", a déclaré Boris Boillon à la télévision nationale tunisienne. "*Je demande les excuses de tous les Tunisiens.*"

Dans une vidéo diffusée sur internet, on a pu le voir tancer des journalistes tunisiens pour leurs questions "*débiles*" sur la ministre des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie ou les liens de la France avec l'ancien président tunisien.

A un moment, il avait repoussé le micro d'une journaliste en la réprimandant avant de s'en aller.

Samedi, des manifestants ont scandé "*Boris Boillon, dégage*".

Rassemblés devant le théâtre municipal situé au centre de la capitale, ils étaient plus de 2.000 personnes, la plupart des jeunes -hommes et femmes- à avoir défilé pendant des heures sur l'avenue Bourguiba, la principale artère de Tunis en scandant "pour une Tunisie laïque" et appelant à la séparation entre l'Etat et la religion.

"*Laïcité tolérance, paix et liberté*", "*je suis musulman, je suis laïc, je suis Tunisien*", "*non aux intégristes, non aux extrémistes*", pouvait-on notamment lire sur les pancartes brandies par les manifestants parmi lesquels se trouvaient de nombreux intellectuels et artistes.

En Egypte (20minutes.fr le 19)

Le Premier ministre Ahmed Chafik a annoncé que 222 prisonniers politiques allaient être libérés, en notant que seuls quelques-uns avaient été arrêtés durant le soulèvement populaire qui a entraîné la chute de l'ancien président. Selon l'agence officielle Mena, Chafik a estimé à 487 le nombre des détenus politiques encore dans les prisons du pays. Des groupes de défense des droits de l'homme affirment que des milliers d'Égyptiens ont été emprisonnés sans être inculpés aux termes des lois d'exception et que beaucoup d'entre eux peuvent être considérés comme des prisonniers politiques.

A Oman (Reuters le 19)

Quelque 300 manifestants ont défilé pacifiquement vendredi à Oman pour demander des réformes politiques et de meilleurs salaires, selon des journalistes de l'agence de presse Reuters. Lire la suite l'article

Des femmes et des hommes se sont rassemblés dans un quartier commerçant de Mascate, la capitale du pays, après la prière et ont scandé "*nous voulons la démocratie*". D'autres ont crié des slogans pour obtenir plus de travail et un meilleur salaire.

"Le prix de l'alimentation et d'autres denrées ont plus que doublé ces trois dernières années", a déclaré Mohamed Hashil à l'agence de presse Reuters.

"Le gouvernement doit être nommé par le Conseil de la Choura, car ses membres sont élus. Nous ne pouvons pas avoir des ministres qui restent dix ou vingt ans au pouvoir, cela favorise la corruption", a indiqué un protestataire ayant requis l'anonymat.

La manifestation a duré une heure et les protestataires ont ensuite quitté le quartier. Aucune arrestation n'a apparemment eu lieu.

L'agence de presse officielle d'Oman a annoncé cette semaine que le sultanat avait augmenté le salaire mensuel de 140 à 200 rials (265 euros à 380 euros).

Un article de 20minutes.fr, Lemonde.fr, Reuters et AP du 20 février :

Les manifestations dans le monde arabe ne faiblissent pas. (21.02)

Libye

C'est en Libye que les manifestaions ont été les plus violentes. Selon les dernières estimations de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), 173 personnes ont été tuées en quatre jours depuis le début de l'opposition contre le régime du colonel Mouammar Kadhafi.

A Benghazi, dans l'est du pays, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées pour enterrer ces manifestants. Des affrontements auraient eu lieu et 50 personnes seraient mortes selon un médecin. Dans la capitale, Tripoli, plusieurs milliers de partisans du régime se sont rassemblés sur la place Verte. Des accrochages auraient eu lieu dimanche entre les anti et les pro Kadhafi.

Dernières nouvelles.

Des membres d'une unité militaire libyenne ont annoncé dimanche à des habitants de Benghazi qu'ils avaient fait défection et "*libéré*" la ville des forces loyales au colonel Mouammar Kadhafi, ont rapporté deux habitants.

Habib al Obaidi, responsable de l'unité de soins intensifs à l'hôpital Al Djalae, et l'avocat Mohamed al Mana ont déclaré à Reuters que des membres de la brigade "*Eclair*" étaient arrivés à l'hôpital avec des soldats blessés au cours d'accrochages avec la garde personnelle du dirigeant libyen.

"Ils assurent maintenant avoir neutralisé la Garde prétorienne et avoir rallié le soulèvement populaire", a déclaré Mohamed Mana par téléphone. Il était impossible dans l'immédiat de confirmer l'information de source indépendante.

Au moins 233 personnes ont été tuées ces quatre derniers jours en Libye lors d'affrontements entre les forces de sécurité et les manifestants, selon un bilan provisoire établi par Human Rights Watch dimanche.

Maroc

Des milliers de personnes se sont rassemblées dimanche dans les grandes villes du Maroc pour exiger du roi Mohamed VI qu'il transfère une partie de ses prérogatives à un gouvernement élu et prenne des mesures énergiques contre la corruption.

"Liberté, dignité, justice", scandaient des manifestants à Casablanca, tandis que des groupes de gauche demandaient "*moins de pouvoirs à la monarchie*". "*Le roi doit régner et non gouverner*" ou "*le peuple veut une nouvelle Constitution*", proclamaient des banderoles.

«Le peuple rejette une constitution faite pour des esclaves!», «A bas l'autocratie!», scandaient les protestataires qui demandent également la dissolution du parlement.

«C'est une manifestation pacifique pour réclamer des réformes constitutionnelles, pour la dignité du peuple, contre la corruption et le gaspillage des fonds publics», a déclaré Moustapha Mouchtati, du groupe Baraka (Assez), qui a participé à l'organisation de ce rassemblement.

Au moins 5.000 manifestants ont défilé dans le centre de la capitale, Rabat, selon les évaluations de journalistes de Reuters.

Bahreïn

Des opposants bahreïnais ont dressé dimanche des tentes place de la Perle à Manama, tentant de transformer ce lieu en un foyer de contestation semblable à ce que fut la place Tahrir au Caire.

De nombreux manifestants veillent à ce que leurs revendications ne soient pas perçues comme une querelle de pouvoir entre sunnites et chiïtes.

«*Bahreïn est un pays riche ? Mais où va l'argent ? (...) Nous voulons un parlement avec une vraie autorité. (...) Ce n'est pas un problème de chiïte ou pas, nous voulons une monarchie constitutionnelle et il n'y a rien de religieux dans ces revendications*», expliquait Fatima Seyadi, âgée de 25 ans.

L'union générale des syndicats de Bahreïn a annoncé, en fin de matinée dimanche, avoir levé son mot d'ordre de grève générale, estimant que ses demandes d'un retrait de l'armée de Manama et du droit de manifester ont été satisfaites. "A la suite des derniers développements (...), l'union a décidé (...) d'appeler à la reprise du travail à partir de lundi", a indiqué la centrale syndicale dans un communiqué.

Yémen

Des centaines d'étudiants ont manifesté dimanche devant le campus de l'université de Sanaa. Les partisans du pouvoir ont été tenus à l'écart par la police. L'opposition parlementaire a rejoint dans la journée le mouvement de contestation.

Un manifestant a été tué par la police à Aden, selon des sources médicales et des témoins, et un autre blessé par des tirs de balles et de gaz lacrymogènes.

Dans le même temps, l'opposition parlementaire au Yémen a annoncé sa décision de se joindre au mouvement de contestation. "Il n'y aura pas de dialogue avec les balles et les matraques, pas de dialogue avec un pouvoir qui rassemble les mercenaires et les casseurs pour occuper les places publiques (...) et terroriser la population.", ont affirmé dans un communiqué les leaders de l'opposition.

Tunisie

40.000 personnes ont manifesté dimanche à Tunis pour réclamer la démission du gouvernement provisoire. Les forces de sécurité tunisiennes ont tiré en l'air pour tenter de disperser la foule.

Les protestataires s'étaient rassemblés dans la matinée devant les bureaux du Premier ministre Mohamed Ghannouchi en criant "Dégagez !" et "Nous ne voulons pas des amis de Ben Ali !", a rapporté un journaliste de Reuters.

Le ministère de l'Intérieur a publié samedi soir un communiqué où il souligne que les manifestations restent illégales, en vertu des mesures d'exception prises depuis la révolution. Les personnes qui se joindront à de nouveaux mouvements de rue seront poursuivies, a-t-il prévenu.

La Tunisie a aussi demandé l'extradition de l'ancien président Zine Ben Ali à l'Arabie saoudite pour qu'il puisse répondre d'accusations liées à la violente répression des manifestations du mois dernier, annonce dimanche le ministère tunisien des Affaires étrangères.

Commentaire d'un internaute

Aucun drapeau occidental n'a été brûlé durant les manifestations en Tunisie, en Egypte, en Lybie, etc... Il semblerait que les populations arabes commencent à devenir politiquement adultes et à comprendre que leur misère ne provient pas de "satans" imaginaires (les USA, les Occidentaux, Israël, etc...), mais plutôt de leurs propres dirigeants.

Un article de 20minutes.fr. et Reuters du 21 février :

En 2009, les ventes d'armes ont dépassé les 400 milliards de dollars. (22.02)

Les 100 plus grands fabricants mondiaux d'armement, hors chinois, ont vendu pour 401 milliards de dollars de marchandises en 2009, la palme revenant aux Etats-Unis où la demande du gouvernement a été soutenue, selon un rapport du Sipri publié ce lundi.

«Les ventes d'armes combinées des 100 plus importantes firmes d'armement (Top 100) ont augmenté de 14,8 milliards de dollars» en 2009 par rapport à 2008, soit une hausse de 8%, selon l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri). Au cours de l'année passée, les ventes d'armes de ce Top 100 ont atteint 401 milliards de dollars (295 milliards d'euros) dont 247 milliards (61,5%) au bénéfice de 45 sociétés basées aux Etats-Unis.

«Les dépenses en biens et services militaires du gouvernement des Etats-Unis sont un facteur déterminant de l'augmentation des ventes d'armes des entreprises américaines (...) et des entreprises d'Europe occidentale présentes sur le marché américain», souligne la spécialiste de l'industrie de l'armement au Sipri, Susan Jackson.

Selon elle le taux annuel de croissance des ventes s'est accéléré de façon régulière depuis 2005, lorsqu'il atteignait 2%.

Sur la période 2002-2009, les ventes des 100 plus grands groupes ont augmenté de 59%. "Nous ne pensions pas que l'industrie de l'armement subirait immédiatement l'impact de la crise financière", a-t-elle déclaré, invoquant notamment les longs délais de livraison et les contrats de long terme passés avec les Etats clients.

"Les plus grands groupes ne subiront pas nécessairement d'impact l'année prochaine ni celle d'après", a-t-elle ajouté.

Lockheed Martin à la première place

Le groupe de défense américain Lockheed Martin a ravi la première place au britannique BAE Systems en 2009 avec des ventes de 33,4 milliards contre 33,3 milliards. Chacun compte pour 8,3% des ventes totales. La seule branche américaine de BAE a vendu pour 19,3 milliards de dollars d'armes, ce qui la placerait au 7e rang mondial, souligne le rapport. 120 milliards de dollars pour les 33 groupes basés en Europe

L'Europe est représentée dans le Top 100 par 33 groupes basés dans neuf pays (Allemagne, Espagne, Finlande, France, Italie, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Suisse) et dont les ventes cumulées se sont élevées à 120 milliards de dollars, soit 30% du total. Outre BAE Systems, 2e vendeur mondial, le groupe européen EADS se classe 7e avec 15,9 milliards de dollars (4,0%) et l'italien Finmeccanica 8e avec 13,3 milliards (3,3%).

Parmi les dix plus gros vendeurs d'armes, les sept autres sont américains: Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, General Dynamics, Raytheon, L-3 Communications et United Technologies. Le Sipri n'a pas pris en compte la Chine car «même si l'on sait que plusieurs fabricants d'armes chinois sont suffisamment importants pour figurer dans le Top 100, il est impossible pour nous de les y inclure en raison d'un manque de données comparables et suffisamment précises», a expliqué Mme Jackson à l'AFP. 10 groupes asiatiques dans le classement

L'Asie est cependant représentée dans le classement par 10 groupes (4 au Japon, 3 en Inde, 2 en Corée du sud et 1 à Singapour) et le Moyen-Orient par 5 (3 en Israël, 1 au Koweït et 1 en Turquie). Ces deux régions ont totalisé 24 milliards de dollars de ventes d'armes en 2009, selon le rapport. Le Sipri définit les ventes d'armes comme étant les ventes de biens et services militaires à une clientèle militaire, sur le marché intérieur comme à l'exportation.

Créé en 1966, le Sipri est un institut international indépendant basé à Stockholm, financé à 50% par l'Etat suédois et spécialisé dans les conflits, les armements, le contrôle des armes et le désarmement.

Un article commenté de 20minutes.fr, Libération.fr, Lefigaro.fr, Lemonde.fr, AP et Reuters du 21 février :

Hier, suite des soulèvements révolutionnaires. (titre du site) (22.02)

Libye

Selon Al-Jazira, qui cite des témoins sur place, des avions de l'armée de l'air libyenne ont ouvert le feu à munitions réelles sur des manifestants dans de nombreux sites de la capitale. Les autorités libyennes ont parlé d'une opération contre "*ceux semant la terreur*" menée à Tripoli. "*Ce à quoi nous assistons aujourd'hui est inimaginable. Des avions et des hélicoptères de l'armée de l'air bombardent aveuglément un secteur après l'autre. Il y a de nombreux morts*", a déclaré un habitant cité par la chaîne.

D'autres témoins ont rapporté des affrontements meurtriers dans les quartiers Fachloum et Tajoura à Tripoli, l'un d'eux qualifiant les événements de "*massacre*". "*Des hommes armés tirent sans distinction. Il y a même des femmes qui sont mortes*", a-t-il précisé, ajoutant que les mosquées du quartiers diffusaient des appels au secours par le biais de haut-parleurs.

Selon Al-Jezira, la vidéo ci-dessous aurait été tournée lors de la nuit de dimanche à lundi devant le poste de police de Souq Jamaa à Tripoli. Plusieurs bâtiments ont été attaqués, ainsi qu'une chaîne de télévision.

La nuit dernière, des bâtiments du gouvernement et de la police locale aurait été brûlés à Misurata, une ville à 210 km à l'est de Tripoli, selon plusieurs vidéos mises en ligne sur Youtube, notamment par le compte freedomwriter00, qui tente de les rassembler.

Police évanouie, tirs, affrontements, bâtiments incendiés, attaques à main armée: la ville de Zaouia, à 60 km à l'ouest de Tripoli, a été livrée au chaos dimanche, ont raconté des Tunisiens qui ont fui cette ville.

A Zaouia, la police aurait elle aussi déserté la ville dès dimanche midi, après des affrontements entre pro et anti-Khadafi, ont rapporté des témoins. «*Depuis hier, tous les magasins sont fermés, une maison de Kadhafi a été brûlée, des gens ont volé les voitures de policiers, il y a des braquages sur les routes*», a raconté un homme âgé de 30 ans, dont les propos ont été confirmés par une dizaine de personnes. «*Des Libyens brûlent tout ce qu'ils voient, s'attaquent aux établissements publics. Il y a des tirs, des gens avec des pistolets, on ne comprend pas qui tire, des policiers (en civil), des partisans ou des opposants à Kadhafi*», a déclaré un autre témoin, qui dit avoir vu trois morts.

Selon la Fédération internationale des ligues de droits de l'homme (FIDH), plusieurs villes du pays seraient tombées aux mains des manifestants à la suite de défections dans l'armée : Benghazi, Syrte – dont la chute a été démentie par des témoins – Tobrouk, Misrata, Khoms, Tarhounah, Zeiten, Zaouia et Zouara.

Les manifestants sont soutenus par une coalition de dignitaires musulmans libyens, le Réseau des oulémas libres de Libye, qui a appelé tous les musulmans à se soulever contre le régime du colonel Mouammar Kadhafi. Le très influent théologien qatari d'origine égyptienne cheikh Youssef Al-Qardaoui a émis lundi une fatwa, appelant sur la chaîne Al-Jazira l'armée libyenne à assassiner Mouammar Kadhafi : "*Que quiconque de l'armée libyenne peut tirer une balle sur Mouammar Kadhafi pour en débarrasser la Libye, le fasse*", a-t-il déclaré.

La chaîne Al-Arabiya rapporte que 166 personnes ont été tués dans la seule journée de lundi à Tripoli. Cela viendrait s'ajouter au bilan de la FIDH, qui fait état de "entre 300 et 400 morts, probablement plus près de 400" pour les cinq derniers jours. Une autre ONG, Human Rights Watch, avait fait état, dans la matinée, d'un bilan d'au moins 233 morts.

Pour protester contre la «violence contre les manifestants», le représentant permanent de la Libye auprès de la Ligue arabe a annoncé dimanche soir qu'il démissionnait de son poste pour rejoindre «la révolution». L'ambassadeur libyen en Inde lui a emboîté le pas lundi, tout comme un diplomate en Chine et trois employés de l'ambassade libyenne à Stockholm.

Maroc

Au lendemain des manifestations qui ont réuni plusieurs milliers de personnes en faveur du changement démocratique à Rabat, Marrakech et Casablanca, le roi Mohammed VI a déclaré qu'il ne céderait pas à «*la démagogie*». A ceux qui réclament que le souverain rétrocède une partie de ses prérogatives à un nouveau gouvernement élu, le monarque a répondu que l'édification d'une véritable démocratie devait aller de pair avec un développement humain durable. En d'autres termes, il entend poursuivre les «*réformes structurantes*» déjà entamées, mais se refuse à voir son pouvoir rogné.

Lundi, le ministère de l'Intérieur a fait état de manifestations, la veille, dans 53 villes et agglomérations du pays réunissant en tout 37.000 personnes. Les organisateurs ont évoqué quant à eux 300.000 participants dans tout le royaume.

Plusieurs milliers de Marocains ont manifesté dimanche pour réclamer des réformes politiques et une limitation des pouvoirs du roi. C'est le premier mouvement de ce type dans le pays depuis le début des révoltes qui secouent le monde arabe.

À Casablanca et Rabat, des banderoles proclamaient : «*Le roi doit régner et non gouverner*» ou «*Le peuple veut une nouvelle Constitution*», tandis que des groupes de gauche demandaient «*moins de pouvoirs à la monarchie*». Si la situation était plutôt calme dans ces deux villes, des incidents se sont en revanche produits à Marrakech et Larache.

À Al Hoceima, dans le nord du pays, cinq corps calcinés ont été découverts dans une agence bancaire, qui a brûlé lors de troubles ayant suivi les manifestations de dimanche. 128 personnes, dont 115 membres des forces de l'ordre, ont également été blessées lors des heurts survenus à Al-Hoceima, mais aussi à Larache et Marrakech. 120 personnes ont par ailleurs été arrêtées.

Le Maroc entend passer à la «*vitesse supérieure*» dans les réformes, a déclaré lundi le ministre de la communication, Khalid Naciri. «*Le Maroc apparaît comme une démocratie qui est en train de mûrir (...) Au moment où les manifestants sont accueillis dans les autres pays arabes avec de la violence, au Maroc ils sont accueillis par la sérénité institutionnelle et politique*», a ajouté le ministre et porte-parole du gouvernement, en assurant que le message des manifestants «*avait été saisi*».

Dans la foulée des événements de Tunisie et d'Égypte, de jeunes Marocains avaient lancé sur Facebook le mouvement «*du 20 février*», appelant à manifester pacifiquement pour réclamer une nouvelle Constitution limitant les pouvoirs du roi, ainsi que plus de justice sociale.

Yémen

La mobilisation ne faiblit pas et ce sont 3.000 personnes qui ont entamé un sit-in ce lundi devant l'université de Sanaa, lieu phare de la contestation contre le président Ali Abdallah Saleh. Des milliers de personnes ont également manifesté dans les villes d'Ibb et de Tazeh, ainsi que dans deux quartiers d'Aden, où la sécurité a été renforcée et où des véhicules blindés et des chars ont été déployés sur les grandes artères. Le chef d'Etat yéménite a déclaré que les manifestants réclamant son départ du pouvoir ne parviendraient pas à leur objectif par «*l'anarchie et les tueries*». «*S'ils veulent le pouvoir, ils doivent le conquérir par les urnes (...). Vous demandez la chute du régime -alors débarrassez-vous en par les urnes!*», a-t-il ajouté.

Un manifestant antigouvernemental a été tué par des tirs des forces de sécurité lundi à l'aube à Aden, dans le sud du pays, selon des sources médicales. Ce décès porte à douze le bilan des personnes tuées dans cette ville depuis le 13 février, et à 14 le total des morts dans tout le pays.

Les manifestants ont commencé à affluer dès la nuit sur cette place, qu'ils ont rebaptisée «*place Tahrir*» (place de la Liberté) en référence à la révolte égyptienne. «*Le peuple veut la chute du régime*», proclamaient les banderoles brandies par les manifestants. Ce sit-in intervient au lendemain de la décision de l'opposition parlementaire de se joindre au mouvement de contestation du régime, mené jusqu'à présent principalement par des étudiants.

Le mouvement de contestation a aussi commencé à toucher le nord du pays lundi. Des dizaines de milliers de chiites ont ainsi participé à Saada à une manifestation demandant la chute du régime du président Ali

Abdallah Saleh. Saada est considérée comme la place forte de la rébellion des chiites zaïdites contre le pouvoir central à Sanaa.

A Taïz, dans le sud du pays, des milliers de personnes se sont rassemblés sur la place centrale de la ville. "Nous ne partirons pas d'ici jusqu'à la chute du régime", assurait un des contestataires, Ahmed Ghilan.

Bahreïn

Quelque 10.000 manifestants, dont 1.500 professeurs en grève, étaient toujours réunis ce lundi place de la Perle à Manama, lieu symbolique de la contestation à Bahreïn, pour réclamer un changement de gouvernement. La fédération générale des syndicats de Bahreïn a cependant appelé à la fin de la grève ce lundi après les promesses du gouvernement d'engager le dialogue et de ne pas chasser les protestataires de la place de la Perle.

Des milliers de Bahreïniens ont défilé lundi soir à Manama pour clamer leur soutien au gouvernement dominé par la famille royale sunnite et dont la démission est demandée par des protestataires chiites. Ils se sont rassemblés autour de la mosquée sunnite Al-Fateh aux cris de « *Vive Abou Salam* », en référence au roi, Hamad Ben Issa Al-Khalifa. Tout comme les manifestants en majorité chiites de la place de la Perle, qui exigent la démission du gouvernement, ceux de la mosquée Al-Fateh agitaient des drapeaux rouge et blanc de Bahreïn.

En milieu de journée, l'opposition chiite a annoncé la mort d'un jeune manifestant, blessé vendredi par les tirs de l'armée, ce qui porte à sept le nombre des morts de la répression depuis le début des manifestations le 14 février à Bahreïn où l'opposition prépare une démonstration de force avec une grande marche mardi à Manama.

Les manifestants, qui poursuivent leur sit-in sur la place de la Perle de la capitale, ont radicalisé leurs revendications en réclamant la fin du règne de la dynastie des Al-Khalifa alors que l'opposant chiite Hassan Machaimaa, jugé par contumace pour terrorisme, a annoncé de Londres son intention de regagner le pays mardi.

C'est le prince héritier Salman ben Hamad Al-Khalifa qui a ordonné à la police et aux militaires de rester à l'écart des manifestants. Il a ainsi satisfait partiellement les vœux de l'opposition, à laquelle il a proposé d'ouvrir un dialogue. Une proposition saluée dimanche par la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, qui a appelé les forces de sécurité à la « *retenue* ».

Estimant que ses demandes d'un retrait de l'armée de Manama et du droit de manifester avaient été satisfaites, l'union générale des syndicats de Bahreïn a de son côté levé dimanche son appel à la grève générale.

Le Grand Prix de Bahreïn, qui devait marquer le début de la saison de Formule 1, le 13 mars prochain, a quant à lui été annulé lundi.

Algérie.

Au moins un manifestant a été blessé lundi à Alger au cours d'une série d'échauffourées qui ont opposé des policiers à des étudiants qui tentaient de tenir un rassemblement devant le ministère de l'Enseignement supérieur, selon des témoins.

Les manifestants ont été bloqués par les forces de l'ordre près du ministère, devant lequel ils comptaient se rassembler pour réclamer l'abrogation d'un décret présidentiel fixant le régime indemnitaire des fonctionnaires, promulgué en décembre et jugé « obsolète ». Le quotidien francophone El Watan a rapporté sur son site internet que près de 4.000 étudiants ont participé à ce rassemblement.

Un article de Reuters du 22 février :

Des diplomates français s'en prennent à la politique de l'Élysée. (23.02)

Des diplomates français rompent le silence et confirment dans une tribune publiée mardi par *Le Monde* un profond malaise de la diplomatie française, plus étendu encore que ce que le "*printemps arabe*" en a révélé.

Sous le pseudonyme collectif de Marly, ces diplomates de diverses origines, générations et sensibilités politiques, en activité ou à la retraite, s'en prennent directement à la politique du président Nicolas Sarkozy.

Tout y passe : l'impuissance de la France face aux crises africaines et arabes ou à l'émergence de la Chine, l'échec de l'Union pour la Méditerranée, l'indifférence américaine malgré le retour dans le giron de l'Otan, les fiascos à répétition dans la vente des Rafale et de l'industrie nucléaire française à l'exportation, la faiblesse politique de l'Europe, etc.

"Il se passe avec les diplomates ce qui se passe avec d'autres grands corps de l'Etat, une exaspération croissante en raison de la façon dont le président traite ses serviteurs", a expliqué un de ces diplomates à Reuters.

"Ça grondait depuis quelque temps", au Quai d'Orsay, a-t-il souligné. Mais ce qui a conduit le groupe "Marly" à publier ce premier texte, c'est une "*manipulation*" à laquelle la présidence de la République s'est, selon lui, livrée sur la Tunisie.

Les membres du groupe accusent l'Élysée de n'avoir fait "*fuir*" que la partie d'un télégramme dans laquelle l'ancien ambassadeur de France en Tunisie, Pierre Ménat, estimait que le président tunisien Zine ben Ali semblait avoir repris la main, quelques heures avant sa fuite le 14 janvier.

Ils estiment que l'Élysée, faute d'avoir vu venir la chute de Zine ben Ali, a ainsi cherché à se dédouaner.

Or le télégramme, tel qu'il a fuité, a été tronqué de sa dernière partie, dans laquelle Pierre Ménat présentait d'autres scénarios, dont celle d'une fuite précipitée du président tunisien, précise le membre du groupe interrogé par Reuters.

Pierre Ménat a été rappelé à Paris et remplacé par un ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, Boris Boillon, aussitôt contesté par les Tunisiens après une rencontre houleuse avec la presse locale où il a fustigé des questions "*débiles*".

Le groupe Marly épargne la ministre des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie, au coeur d'une polémique sur ses vacances tunisiennes deux semaines avant la chute de Zine ben Ali.

"La politique suivie à l'égard de la Tunisie ou de l'Égypte a été définie à la présidence de la République sans tenir compte des analyses de nos ambassades", peut-on lire dans sa tribune. "C'est elle (la présidence) qui a choisi MM. Ben Ali et Moubarak comme '*piliers sud*' de la Méditerranée."

Mais le groupe Marly, du nom du café du musée du Louvre où il s'est réuni la première fois, ne se limite pas à l'actualité arabe dans sa charge : "*L'Europe est impuissante, l'Afrique nous échappe, la Méditerranée nous boude, la Chine nous a domptés et Washington nous ignore*", résumant ses membres.

"La voix de la France a disparu dans le monde. Notre suivisme à l'égard des États-Unis déroute beaucoup de nos partenaires", ajoutent-ils - une charge contre la politique atlantiste de Nicolas Sarkozy, qui a rompu avec la tradition gaulliste d'autonomie à l'égard des États-Unis.

Ils dénoncent des erreurs "*imputables à l'amateurisme, à l'impulsivité et aux préoccupations médiatiques à court terme*", comme le fait d'avoir confié au ministère de l'Écologie la préparation de la conférence de Copenhague sur le climat, qui s'est soldé fin 2009 par un échec cuisant pour l'Europe.

"Notre politique étrangère est placée sous le signe de l'improvisation et d'impulsions successives qui s'expliquent souvent par des considérations de politique intérieure."

Ils imputent les tensions entre Paris et Mexico à la médiatisation du cas Florence Cassez, condamnée par la justice mexicaine à 60 ans de prison pour complicité d'enlèvement.

Ils estiment que la politique française au Moyen-Orient est devenue *"illisible"* et *"s'enferme dans des impasses"*, et accusent le gouvernement et l'Elysée de négliger l'Afrique francophone.

Ils souhaitent que la diplomatie française s'appuie sur les valeurs de solidarité, de démocratie et de respect des cultures *"souvent délaissées au profit d'un coup par coup sans vision"*.

Un article du Point.fr du 22 février :

Ancien directeur de la DGSE, Claude Silberzahn tire à boulets rouges sur le gouvernement. (23.02)

Ceux qui s'y intéressent savent que le monde du renseignement est, à tout le moins publiquement, celui du discours policé, de la cohésion de façade et des non-dits. Or ne voilà-t-il pas que l'ancien directeur de la DGSE (1989-1993), ancien préfet et conseiller-maître honoraire à la Cour des comptes, se livre dans Libération de ce matin à une attaque au lance-flammes contre l'organisation actuelle des services de renseignements, et surtout contre leur action dans les zones du monde actuellement en ébullition.

Sous le titre cruel Les fiascos du renseignement français , l'ancien "DG" tire le "bilan exécrable" de la réorganisation de 2007 (création de la DCRI et du Conseil national du renseignement). Et d'évoquer "*une conduite de la France en aveugle en Tunisie et en Égypte, huit otages éparpillés quelque part entre le Moyen-Orient et l'Afrique, quatre otages morts en trois tentatives de récupération en Somalie, en Mauritanie et au Niger*". Nommé à la DGSE par François Mitterrand alors que Michel Rocard était Premier ministre, maintenu dans son poste par Édith Cresson puis par Pierre Bérégovoy, il avait été remercié par Édouard Balladur.

Échec sur toute la ligne

Pour illustrer le rôle de la DGSE dans la genèse des positions diplomatiques de la France, il évoque une note émise par le service quand il était à sa tête, concernant l'Algérie, alors que les généraux avaient pris le pouvoir en évinçant le Front islamique du salut : "*Notre pays doit envisager avec lucidité l'arrivée du FIS aux commandes du pays [...] et montrer sa volonté de collaborer étroitement avec l'Algérie quel que soit le choix démocratique de son peuple.*" L'avis de la DGSE n'avait pas eu d'effet, mais "au moins" les services secrets avaient-ils alors, souligne Silberzahn, "*une claire vision des choses permise par une prévision exacte des événements à venir*".

Ensuite, évoquant une "*cécité de l'exécutif*", il fustige l'absence d'analyse de la situation en Tunisie, la "*déshérence*" dans laquelle serait tombé le Sahel, voire l'emploi du COS (Commandement des opérations spéciales) pour tenter de sauver des otages "*tant en Somalie qu'en Mauritanie et au Niger*". Là, le préfet Silberzahn n'est pas parfaitement informé : en Mauritanie, le 24 juillet 2010, le service action de la DGSE a été la seule force française mise en action (après un mois entier d'entraînement avec l'armée mauritanienne) pour tenter de récupérer l'otage Michel Germaneau. Cet échec est qualifié de "*majeur*" dans la communauté française du renseignement.

Quant à l'opération ratée de récupération des otages du Niger, elle a été conduite par le COS avec la participation très active de la direction des opérations de la DGSE. Dans sa conclusion, la plume de Claude Silberzahn est assassine : "*Jamais, dans les dernières décennies, un bilan aussi négatif n'a pu être dressé pour ce qui a trait au domaine d'action des services spéciaux et de renseignement.*"

Un article de Lexpress.fr, Reuters et Libération.fr du 22 février :

Hier, suite des soulèvements révolutionnaires. (titre du site) (23.02)

Libye

Le ministre libyen de l'Intérieur, Abdel Fattah Younès al Abidi, a fait défection au régime de Mouammar Kadhafi et annoncé son soutien à la "*révolution du 17 février*", rapporte mardi la chaîne de télévision qatarie Al Djazira.

Le ministre a exhorté l'armée à passer dans le camp du peuple et à répondre à ses "*exigences légitimes*".

"J'annonce ici même l'abandon de toutes mes fonctions afin de répondre à l'appel de la révolution du 17 février, sur la base de mes convictions les plus profondes et de la légitimité de ses revendications. (...) J'invite instamment l'armée libyenne à (...) servir le peuple et à soutenir la révolution du 17 février", a-t-il dit.

Dans un discours télévisé sur fond de soulèvement, Muammar Kadhafi a juré mardi de rester en Libye et d'y mourir, au besoin en martyr, tandis que des soldats ralliés aux insurgés annonçaient que l'Est s'était affranchi de son contrôle. "*Je ne quitterai pas ce pays, je mourrai ici en martyr*", a affirmé le dirigeant libyen en refusant de céder aux appels de ses propres diplomates, de militaires et de manifestants qui réclament son départ après 41 ans de règne autoritaire.

Des témoins arrivés à la frontière égyptienne ont accusé Kadhafi de recourir aux chars, aux avions de combat et à des mercenaires pour mater la rébellion qui se propage. "*Toutes les régions orientales échappent maintenant au contrôle de Kadhafi (...) Le peuple et l'armée sont main dans la main ici*", a déclaré un officier ayant fait défection, Hany Saad Marjaa.

Du côté libyen de la frontière avec l'Égypte, des insurgés anti-Kadhafi armés de Kalachnikov accueillent les visiteurs. Un homme a montré à un correspondant de Reuters un portrait de Kadhafi à l'envers et recouvert des mots "*le tyran boucher, meurtrier des Libyens*".

Dans la ville orientale d'Al Baïda, un habitant, Marai al Mahry, a dit à Reuters par téléphone que 26 personnes dont son frère avaient été abattues dans la nuit par des partisans armés de Kadhafi. "*Ils vous tirent dessus simplement parce que vous marchez dans la rue*", a-t-il dit en faisant état de manifestants attaqués par des chars et des avions. "*La seule chose qu'on puisse faire maintenant, c'est de ne pas nous rendre (...) Nous mourrons de toute façon (...) Il est évident qu'ils se fichent que nous soyons vivants ou pas.*"

Fin des combats à Benghazi. Les combats ont cessé mardi à Benghazi (est de la Libye) mais les habitants craignent des bombardements aériens, selon des témoignages recueillis mardi au téléphone par l'AFP.

«Il n'y a plus d'affrontements à Benghazi depuis lundi soir. L'armée et les manifestants ont fait tomber la Katiba Fadil Bouaamar, la caserne de la garde présidentielle, après deux heures de combats entre 20h et 22h», affirme Oussama, un habitant de Benghazi qui préfère taire son patronyme.

Un point sur les défections au sein du régime libyen. A l'heure actuelle, les ambassadeurs libyens aux Etats-unis, en Inde, au Bangladesh, en Australie, en Malaisie, ont annoncé avoir démissionné.

Le ministre de la Justice, Moustapha Abdel Jalil, et le représentant permanent de la Libye auprès de la Ligue arabe, Abdel Moneïm al-Honi, ont également lâché le régime.

Des membres de l'équipe diplomatique libyenne, emmenés par l'ambassadeur adjoint de la Libye à l'ONU, Ibrahim Dabbashi, ont quant à eux exhorté l'armée libyenne à renverser Mouammar Kadhafi, un «tyran», qu'ils accusent de «*génocide*».

L'ambassadeur libyen en France soutient le mouvement. Il se dit «*avec le peuple*» contre «*la machine d'oppression*», mais n'a pas démissionné, précise une représentante de la délégation libyenne à l'Unesco.

Nouvelle défection au sein de l'armée? Al-Jezira rapporte qu'un «*élément de la marine libyenne*» a été repéré par l'Italie au large des côtes de Malte.

Le *Wall Street Journal* prend parti. Le quotidien américain appelle les pays occidentaux à armer les manifestants libyens afin de renverser le régime du colonel Kadhafi.

Complément du Point.fr sur les ventes d'armes françaises au tyran Kadhafi.

Depuis des dizaines d'années, le colonel Muammar Kadhafi est un excellent client des industries françaises d'armement. Après son arrivée au pouvoir, le 1er septembre 1969, à la suite du putsch qu'il avait dirigé contre le roi Idris Ier, Kadhafi n'attend que quelques mois pour acheter à Dassault 82 Mirage 5, en réalité un Mirage III modifié pour pouvoir conduire des attaques au sol. En juin 1973, les choses se détériorent un peu, puisque Kadhafi envahit la bande d'Aouzou, en territoire tchadien. Mais il ne faut pas six mois pour que la France et la Libye trouvent un terrain de réconciliation, sous la forme d'une vente de 32 intercepteurs Mirage F1-C.

La France engrangera par la suite de juteux contrats, notamment pour des batteries de missiles sol-air Crotale II (60 postes de tir) produits par Thomson/CSF (ancienne dénomination de Thales) et des vedettes lance-missiles Combattante II produites par les Constructions mécaniques de Normandie, à Cherbourg. Après l'attentat contre le DC10 d'UTA, le 19 septembre 1989, les choses se tassent durant une dizaine d'années, avant que les marchands d'armes ne retrouvent ouvertement le chemin de Tripoli, pour négocier des marchés qui ne pourront prendre leur essor qu'après la véritable normalisation qui n'interviendra qu'en janvier 2004. Dès lors, les visites ministérielles (Nicolas Sarkozy en octobre 2005, Michèle Alliot-Marie à plusieurs reprises), présidentielle (Jacques Chirac, en novembre 2004) et parlementaires (le président du groupe d'amitiés France-Libye n'était autre que Patrick Ollier, le compagnon de MAM) se multiplient.

À l'occasion de ces voyages, les Français proposent à la Libye quantité de matériels militaires produits dans l'Hexagone. Une seule interdiction formelle est alors opposée en CIEEMG (Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre) par le ministère de la Défense : les équipements de vision nocturne de dernière génération. Kadhafi les souhaitait pour notamment surveiller ses frontières au nom de la lutte contre l'immigration clandestine. Pour le reste, les Libyens ont signé avec plusieurs industriels français un contrat de très modeste rénovation de 12 Mirage F1, pour 10 millions d'euros par avion, avec 60 % de marge bénéficiaire. Les Libyens auraient volontiers fait moderniser leur flotte pour beaucoup plus cher, en dotant leurs avions d'équipements performants. Ces rétrofits sont un classique...

Mais Dassault s'y est opposé, pour vendre des Rafale. En réalité, malgré l'optimisme français, cet espoir s'est révélé sans objet : la Libye voulait un "vrai" Rafale doté de ses équipements - y compris les missiles - les plus performants, quand Paris voulait, lui, vendre très cher des avions "light". Kadhafi s'est donc adressé à la Russie pour lui acheter des Sukhoï 35 Flanker Plus et des Mig 29 Fulcrum... Paris a également profité de la libération des infirmières bulgares en 2007 pour vendre à la Libye des missiles antichars Milan (168 millions d'euros) et un réseau de communication sécurisé Tetra pour sa police (128 millions d'euros). Pour le reste, plus de deux milliards d'euros de contrats étaient en discussion ces derniers mois entre la France et la Libye, portant sur des hélicoptères d'Eurocopter (dix AS550 Fennec, 12 AS332 Super-Puma, 3 EC165 Tigre), un système de radars de surveillance aérienne avec Thales, la remise à niveau des vieilles vedettes Combattante pour les Constructions mécaniques de Normandie, la rénovation des Crotale II (Thales), celle de chars de combat T-72, des vedettes OCEA pour les forces spéciales, etc. Autant de négociations aujourd'hui remises aux calendes grecques...

Yémen

Un millier de protestataires ont passé leur deuxième nuit consécutive sur une place attenant à l'Université de Sanaa, rebaptisée "*Place de la Libération*" à l'instar de celle qui fut l'épicentre du soulèvement au Caire, sans être inquiétés par les partisans du régime.

Mais le matin, des heurts ont opposé les protestataires, dont le nombre s'est élevé à quelque 4000, à des partisans du Congrès populaire général (CPG, parti au pouvoir) rassemblés sur une place distante de quelques centaines de mètres.

Cinq personnes ont été blessées dans ces heurts au cours desquels les partisans du président Ali Abdallah Saleh ont fait usage de matraques et de poignards, avant que la police n'intervienne pour disperser les deux camps.

Deux manifestants antigouvernementaux ont été tués et une dizaine d'autres blessés par balles, mardi à Sanaa, au cours d'accrochages avec des partisans du président yéménite Ali Abdullah Saleh, ont rapporté des témoins.

Selon des témoins, des partisans armés de Saleh ont ouvert le feu sur des manifestants avant que la police ne vienne séparer les deux camps en tirant des coups de feu en l'air.

Bahreïn

Une manifestation massive a envahi Manama mardi pour demander la chute du gouvernement de ce petit royaume du Golfe gouverné par une dynastie sunnite. La police était absente mais un hélicoptère survolait la marche.

"Nous voulons la chute du gouvernement", scandait la foule.

"Certains souhaitent le départ de la famille régnante mais la plupart ne veulent que la démission du Premier ministre", a déclaré un manifestant, Abbas al-Fardan.

"Nous voulons un nouveau gouvernement, le peuple doit gouverner le pays", a-t-il ajouté.

Au soir de cette journée de mobilisation, qui s'est terminée sans incident, l'opposition a réitéré son exigence d'une monarchie constitutionnelle dans cet archipel où règne la lignée sunnite des Al-Khalifa depuis plus de 200 ans. Mais les manifestants scandaient *"le peuple veut la chute du régime"* et *"A bas les Al-Khalifa"*.

Algérie.

L'état d'urgence instauré en Algérie en février 1992 pour lutter contre la guérilla islamiste sera levé par une ordonnance dont l'entrée en vigueur est *"imminente"*, a annoncé mardi un communiqué du Conseil des ministres.

"Un projet d'ordonnance abrogeant le décret législatif du 6 février 1993 portant prorogation de l'état d'urgence, institué par décret présidentiel du 9 février 1992, a été adopté mardi par le Conseil des ministres", selon le texte. *"Ce projet d'ordonnance entrera en vigueur dès sa publication imminente au Journal officiel"*, précise le communiqué.

Cette levée était demandée par les manifestants et le président Abdelaziz Bouteflika l'avait promise début février.

Egypte

Plusieurs nouveaux ministres ont prêté serment mardi dans le cadre d'un remaniement ministériel en Egypte, une douzaine de jours après la chute du président Hosni Moubarak, a annoncé la télévision d'Etat.

Onze ministères changent de mains, dont ceux du Pétrole, de la Culture, de la Santé, du Commerce et du Tourisme. Le ministère de l'Information, très controversé, disparaît.

Un vice-Premier ministre est nommé, Yahia Elgamal, un professeur de droit constitutionnel octogénaire réputé indépendant, au côté du Premier ministre reconduit Ahmad Chafic, issu de l'armée. Le ministre des Affaires étrangères Ahmed Aboul Gheit, celui de l'Intérieur Mahmoud Wagdi et celui des Finances Samir Radwane restent à leur poste.

Le maréchal Hussein Tantaoui reste ministre de la Défense. Il dirige par ailleurs le conseil suprême des forces armées, à qui le président Hosni Moubarak a remis ses pouvoirs en démissionnant le 11 février dernier après 18 jours de révolte populaire.

Le ministre égyptien des Finances Samir Radwane a par ailleurs déclaré avoir demandé l'appui de la Grande-Bretagne pour obtenir l'annulation de la dette de son pays auprès de l'Union européenne.

Un article de Lepost.fr. et Reuters du 23 février :

Le régime policier sème la terreur dans les banlieues ouvrières. (24.02)

(Titre LePost.fr : *Un contrôle dégénère à Aulnay-sous-Bois : un blessé grave, la police des polices saisie*)

Il rentrait du foot avec deux copains. Samedi 12 février, vers 14h30, trois jeunes hommes étaient dans le camion de l'un d'eux, sur le parking de la cité des 3.000, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), quand ils ont été contrôlés.

"*Il s'agit au départ d'un banal contrôle routier*" nous précise-t-on mercredi au parquet de Bobigny.

Arrive une patrouille de la BAC. Quatre policiers, qui commencent par faire descendre un des trois amis. Fouille au corps, avec, selon le témoignage de ce jeune homme au Bondy Blog, insistance sur les parties intimes. Il dit lancer aux fonctionnaires : "*Enlève ta main, j'ai mal !*" Réponse, selon le jeune contrôlé : "*Tu veux que j'appuie plus fort ?*" Ce qu'il fait, dixit le jeune homme.

Le parquet de Bobigny poursuit : "*le contrôle, qui ne devait au départ concerner que le conducteur, s'est ensuite étendu aux passagers*".

Le même jeune homme dit ensuite avoir repoussé la main du policier, et, souffrant au niveau de l'entre-jambe, lui avoir tourné le dos. C'est à ce moment-là, toujours selon ce jeune homme, qu'un des policiers lui a donné un violent coup de poing dans la mâchoire, rapporte aussi le Bondy Blog. Toujours selon le jeune blessé, il aurait ensuite reçu un autre coup de poing à la mâchoire.

"*Lors de ce contrôle, des violences ont été exercées dans d'importantes proportions, et ce jeune homme a été victime d'une fracture de la mâchoire*" commente aussi le parquet de Bobigny.

Les deux amis du jeune blessé ne peuvent lui venir en aide : ils sont bloqués dans le camion, raconte aussi la victime. Le Bondy Blog précise même que, toujours selon le jeune fouillé, les deux autres policiers les menacent au Flash-Ball. Leur ami est à terre, en sang. Avant qu'il ne soit conduit au commissariat d'Aulnay-sous-Bois. Lors du trajet, il aurait encore reçu des coups de matraque.

"*Il a été interpellé et placé en garde à vue pour rébellion*" nous informe encore le parquet de Bobigny.

Après deux heures en cellule de dégrisement, il est conduit à l'hôpital pour une visite médicale. Le médecin appelle alors les policiers et demande que le blessé soit immédiatement conduit aux urgences.

Le bilan est lourd : double fracture de la mâchoire, blessures à la lèvre et aux dents. Soit trois jours d'hôpital, pose de broches, et 30 jours d'ITT.

Le jeune homme a ensuite porté plainte à l'IGS (police des polices).

Le parquet de Bobigny a lui-même saisi l'IGS : "*d'habitude ça ne passe pas comme ça, mais là, vu les blessures constatées lors de la garde à vue, le parquet a immédiatement saisi l'IGS, dès le 12 février*".

Le parquet de Bobigny "*a demandé à l'IGS d'évaluer le préjudice subi et toutes ses conséquences*." Et, surtout, de déterminer les circonstances de ces violences. Selon ce qu'il a dit au Bondy Blog, le jeune blessé et les policiers se connaissaient. Le parquet, lui, n'en sait pas plus.

Ce jeune homme était-il particulièrement recherché ? "*Non*" nous répond le parquet, qui ne souhaite pas nous préciser si ce jeune homme est, ou non, connu des services. Quel était le motif du contrôle ? "*C'était au départ un banal contrôle*" nous dit-on au parquet. Il s'agirait, selon nos informations, d'un contrôle des documents du véhicule.

Quoi qu'il en soit, le parquet de Bobigny affirme au Post qu'il y a "*des suspicions de violences illégitimes de la part d'un ou de plusieurs policiers*".

Egalement contacté par Le Post, le commissariat d'Aulnay-sous-Bois ne souhaite pas commenter davantage ce "*contrôle banal*."

Commentaire.

Pour certaines unités de la police des dictateurs Sarkozy-Hortefeux, il est "*banal*" d'harcéler et de matraquer des jeunes tranquillement en train de discuter dans un coin. En Lybie, en réponse à la répression féroce et aveugle les manifestants les pendent ou leur logent une balle dans la tête... Légitime défense, non ?

Un article de Lexpress.fr et Libération.fr du 24 février :

Hier, suite du soulèvement révolutionnaire en Lybie. (25.02)

19h La Suisse a décidé de bloquer sans délai les avoirs éventuels de Kadhafi et de son entourage.

18h52 C'est la troisième personne qui évoque le départ de Kadhafi. Slimane Bouchuiguir, secrétaire de la branche libyenne de Fédération internationale des Droits de l'Homme (FIDH) a déclaré sur France24 en arabe que Mouammar Kadhafi n'avait pas parlé lui-même cet après-midi par téléphone, remplacé par un de ses proches. Selon Slimane Bouchuiguir, Mouammar Kadhafi serait déjà au Zimbabwe.

18h34 L'Arabie saoudite annonce qu'elle est prête à augmenter sa production de pétrole. La crise en Libye a fait grimper le prix du pétrole et inquiète les pays industriels.

18h29 Combien coûte un mercenaire? Alors que le régime de Kadhafi semble avoir recours à des combattants étrangers pour réprimer les insurgés, Slate se penche sur leur fonctionnement... et leur émouement (en anglais).

17h58 L'ambassadeur français en Libye affirme qu'il existe des éléments "*précis et concordants*" de crimes contre l'humanité. Selon le Statut de Rome qui régit la Cour pénale internationale, l'extermination ou "*des attaques lancées contre la population civile*" en relèvent.

17h37 Des membres des comités révolutionnaires auraient procédé à des exécutions sommaires dans les hôpitaux de Tripoli, selon Slimane Bouchuiguir, le secrétaire général de la Ligue libyenne des droits de l'Homme. "*Ils ont fait irruption dans les hôpitaux de Tripoli et ont tué des blessés qui avaient manifesté contre le régime. Ils ont emporté les cadavres pour les faire disparaître, peut-être les faire brûler, parce qu'ils savent que les journalistes étrangers se rapprochent*", a témoigné Slimane Bouchuiguir, citant une source médicale à l'hôpital central de Tripoli.

17h30. De nombreuses personnes soupçonnées d'être des mercenaires à la solde de Kadhafi ont été arrêtées à Benghazi

17h20 L'ambassadeur français pour les droits de l'homme, François Zimeray, interrogé par l'agence Reuters estime que le bilan des victimes peut s'élever "*jusqu'à 2000 morts*". "*Mais nous n'avons pas eu les moyens de le vérifier pour le moment*", selon lui. Dans ce même entretien, François Zimeray ajoute que "*les jours, peut-être les heures, de Mouammar Kadhafi sont comptés*".

16h51 L'Arabie saoudite, premier producteur mondial de pétrole, serait en "*discussions actives*" avec des raffineurs européens dépendants de l'approvisionnement libyen, rapporte le Financial Times.

16h36 Les rumeurs sur le départ du Guide de la révolution enflent et se précisent. Après l'agence italienne Ansa (voir à 15h46), la chaîne australienne ABC news évoque un départ vers le Zimbabwe, citant Guma el-Gamaty, un activiste politique Libyen installé à Londres.

Comme Ansa, ABC news parle d'un "*avion privé chargé d'or*", mais aussi "*de devises, surtout des dollars, et prêt à rejoindre son ami Robert Mugabe au Zimbabwe*".

16h28 A Zawiyah, entre Tripoli et la frontière tunisienne, d'où Kadhafi se serait exprimé (par téléphone), des témoins rapportent de violents affrontements entre opposants et partisans du régime. L'assaut des mercenaires de Kadhafi aurait fait 10 morts et des dizaines de blessés.

16h10 «*On a tiré sur la foule avec des missiles anti-aériens*», rapporte le correspondant de Libération en Libye. Joint par téléphone ce jeudi à 14 heures, il raconte la visite de l'hôpital al-Jala de Benghazi, les plusieurs centaines de morts et les blessés délaissés car les infirmières étrangères vont bientôt devoir quitter le pays.

15h55 Le chef de la police de Benghazi démissionne en réponse à ce qu'il décrit comme un usage excessif de la force contre les manifestants, rapporte la BBC. Ali Mahmoud Huwaydi veut maintenant rejoindre les manifestants.

15h50 Plus de précisions sur les combats à Zawiyah. Un témoin cité par Al-Jezira raconte que les soldats ont tiré sur les manifestants avec des armes à feu de gros calibres pendant cinq heures ce matin. Certains des manifestants étaient armés de fusils de chasse, d'autres ne l'étaient pas, précise ce témoin.

«Les tirs visaient directement la population. Ils ont tiré sur les gens dans la tête ou la poitrine. Ils ont essayé de tuer les gens, pas seulement de les effrayer», affirme-t-il. Selon lui, au moins 100 personnes ont été tuées et près de 400 blessés ont été transportés à l'hôpital de la ville.

15h46 Le colonel Kadhafi a parlé mais ne s'est pas montré, la ligne semble avoir été coupée, à moins qu'il n'ait raccroché très abruptement...

Le signe qu'il aurait quitté Tripoli? Alors que la presse italienne, notamment, le dit terré dans son bunker dans la capitale, l'agence Ansa évoque un départ... *"Kadhafi est en train de faire préparer un avion privé pour quitter la Libye"*, a affirmé à Ansa le président de la Communauté du Monde arabe en Italie, Foad Aodi, citant *"des sources très très fiables"*. Kadhafi *"fait charger une grande partie de ses trésors, en particulier de l'or, dans son avion. Il semble avoir l'intention de partir pour un pays ami en Afrique"*.

15h40 Le colonel Kadhafi dit n'avoir qu'un *"pouvoir moral"*, il est un *"leader symbolique"*. Il invite les Libyens à monter des comités populaires pour gérer le pays, ville par ville, zone par zone. Pour le Guardian, il est *"comme Néron qui jouait de la musique pendant le grand incendie de Rome"*.

15h35 Pour Kadhafi, les manifestants en Libye servent les intérêts de Ben Laden, ils sont *"manipulés"*. Contrairement à sa précédente allocution, seule la voix de Kadhafi est transmise. A l'écran de la télévision libyenne, un journaliste silencieux.

15h27 Le colonel Kadhafi a démarré son allocution téléphonique. Il continue de qualifier les manifestants de *"jeunes fous et drogués"*.

"Ce sont des jeunes débiles, de 15 à 18 ans, qui cherchent à fermer les commerces, à barrer les routes. Un Libyen sage ne fait jamais ce genre de choses, c'est ridicule", selon le leader libyen qui incite les *"parents"* de ces jeunes *"manipulés"* à sortir de chez eux pour *"les retenir"* et ainsi éviter *"la guerre civile et la catastrophe"*.

15h10 Le ministère français de la Défense indique que la coopération dans le domaine des ventes de matériel militaire entre la France et la Libye est *"évidemment gelée"*. Il précise aussi qu'elle était *"extrêmement mineure"* depuis la levée de l'embargo international en 2004.

14h50 Pour en savoir plus sur qui contrôle quoi en Libye, Iyad El-Baghdadi, qui se présente comme un *"libertaire musulman"*, a mis en ligne cette carte, qu'il met régulièrement à jour.

14h45 De violents combats ont lieu à Zawiyah, à 40km à l'Ouest de Tripoli entre les insurgés et les forces restées fidèles au colonel Kadhafi. Un témoin oculaire, cité par l'agence de presse italienne Ansa, affirme: *"C'est un massacre, il est difficile d'estimer le nombre de morts"*. Il y aurait une centaine de victimes, selon la BBC.

14h20 A Benghazi, les habitants organisent des comités de sécurité. La deuxième ville du pays est désormais contrôlée par les manifestants anti-Kadhafi. D'après Reuters, ils placeraient en prison les mercenaires à la solde du régime qui n'auraient pas encore fui vers la capitale, où le leader libyen rassemble les forces qui lui restent fidèles.

13h45 Les journalistes étrangers entrés illégalement sur le territoire libyen sont désormais *"considérés comme des collaborateurs d'Al-Qaïda"*, a annoncé le régime à des diplomates américains.

13h09 Le correspondant de CNN annonce sur Twitter que des témoins lui assurent que les pilotes qui refusent les ordres du régime sont exécutés dans une base proche de Tripoli.

13h04 Plus de 30 000 Tunisiens et Egyptiens ont fui la Libye depuis lundi assure l'OIM. Le point sur les expatriés ici.

12h55 *"Ils ont besoin de médicaments, le système de santé est dépassé."* La commissaire européenne à l'Aide humanitaire Kristalina Georgieva a averti que le Croissant rouge. Cette unique organisation humanitaire active sur place est *"débordée et ne dispense pas suffisamment de soins médicaux en particulier à Benghazi"*, a-t-elle ajouté.

12h30 Mouammar Kadhafi *"va faire comme Hitler, il va se tuer. Ses jours sont comptés"*, estime le ministre libyen de la Justice démissionnaire, Moustapha Abdel Jalil, dans une interview au journal suédois Expressen. Dans des extraits publiés mercredi, il affirmait avoir *"la preuve que Kadhafi a donné l'ordre pour Lockerbie"*.

12h20 Mouammar Kadhafi va s'exprimer sous peu, selon la télévision libyenne. Il compte s'adresser aux habitants de la ville de Zawiyah, située à 30 km l'ouest de Tripoli. C'est dans cette ville qu'un poste de police aurait été incendié, selon des images d'Al-Jazira.

12h15 Benghazi et Tobrouk, villes libérées.

12h05 Paris évoque des *"crimes contre l'humanité"*. La France estime que les violences perpétrées par le pouvoir en Libye *"pourraient constituer des crimes contre l'humanité"* et que *"la saisine de la justice internationale"* doit être envisagée, selon le ministère des Affaires étrangères.

11h40 Deux filles de l'ex-chef du protocole de Kadhafi, Nouri El-Mismari ont été enlevées mercredi à Tripoli par des hommes du dirigeant libyen, selon son avocat Me Frédéric Landon. Il s'agirait de *"représailles"* après les propos tenus par leur père, exilé en France, qui affirmait mercredi: *"Les Libyens ne vont pas s'arrêter. Mouammar Kadhafi est à la fin. Il a tout perdu"*. Le but de l'enlèvement selon l'avocat serait d'amener les deux filles à démentir ces propos, à la télévision libyenne. Par ailleurs, El-Mismari, qui réclamait une protection policière à la France, s'est vu opposer un refus, avant l'annonce de l'enlèvement des deux filles.

11h30 Qui sont les miliciens auxquels le colonel Kadhafi fait appel? Le New York Times évoque des hommes qui auraient combattu au Soudan. Le Figaro, citant le site Tchadactuel ajoute que *"le Tchad aurait envoyé des soldats"* en renfort au leader libyen, mais que le Soudan, lui, aurait refusé d'accéder à la demande de Tripoli.

"Le Tchad faciliterait en revanche le passage des Soudanais désireux d'aller se battre en Libye", ajoute le quotidien français. Parmi eux, peut-être, des membres de la tribu Zaghawan au Darfour... *"que Kadhafi a financée dans les années 1990"*, écrit le Guardian.

11h10 Quelle est la situation à Tripoli? Le colonel Kadhafi resserre les rangs de ses soutiens autour de lui, dans la capitale qui devient son *"bastion"*, écrit le New York Times. Le Corriere della Sera évoque même son *"bunker de Tripoli"*.

La capitale, justement, vivrait dans la terreur. *"Des habitants apeurés disent que des milices pro-gouvernementale saccagent les zones résidentielles et, depuis leurs camionnettes, tirent avec des armes automatiques"*, lit-on dans le Los Angeles Times, par exemple. Le Corriere della Sera ajoute que d'autres *"miliciens africains"* afflueraient en ce moment vers Tripoli.

10h57 L'un des fils Kadhafi, Saadi (ex-footballeur désormais à la tête d'une unité militaire chargée récemment de la répression à Benghazi) vient défendre son père dans les colonnes du Financial Times, le qualifiant de *"patriache"* du pays. Selon lui, 85% du pays est *"très calme et très sûr"* et le régime reprendrait le contrôle du pays *"tôt ou tard"*. Le quotidien britannique appartient au groupe Pearson dont l'Etat libyen détient des parts (3%).

10h46 Le ministre italien de l'Intérieur, Roberto Maroni, a exhorté ses partenaires européens à aider son pays à faire face à un risque de crise humanitaire "*catastrophique*" du fait de la dégradation de la situation en Libye, et de la crainte d'exodes massifs. "*On ne peut pas nous laisser seuls*". Rome craint une vague d'au moins 200 000 à 300 000 immigrés en cas de chute de Kadhafi. Un "*exode biblique*", "*dix fois plus que le phénomène des Albanais dans les années 1990*", a prédit le ministre.

La compagnie aérienne italienne Alitalia a par ailleurs annoncé la suspension de tous ses vols réguliers à destination de Tripoli, en Libye, en raison de "*l'aggravation de la situation*" sur place, indique le transporteur national.

10h39 Selon les informations d'Al Jazira, les autorités du Liban confirment avoir refusé de faire entrer sur le sol libanais un avion provenant de la Libye, arguant qu'elles ne savaient pas qui se trouvait dans l'appareil. Des soupçons circulaient en effet sur la possible présence de la fille du colonel Kadhafi, Aïcha Kadhafi. Il pourrait s'agir aussi de la femme d'Hannibal Kadhafi, l'un des fils du colonel, qui est originaire du Liban.

Mercredi, Aïcha Kadhafi aurait déjà essayé de se rendre à Malte par les airs... Pour démentir ces soupçons, elle est apparue à la télévision libyenne, de nuit, devant le bâtiment où son père a prononcé son discours lundi soir. Celui qui fut bombardé en avril 1986 par les Etats-Unis, faisant des dizaines de morts dont la fille adoptive de Kadhafi, Hannah. Une statue montrant un avion américain broyée par une main libyenne a été érigée devant les ruines.

10h34 Le correspondant d'Al Jazira, James Bays, raconte la situation à l'aéroport de Tripoli, encore sous contrôle du pouvoir Kadhafi selon lui. "La police frappe les gens pour qu'ils n'entrent pas dans l'aéroport. Les autorités n'aiment pas les médias internationaux, et surtout pas Al Jazira. Les avions s'envolent alors qu'ils ne sont pas pleins", rapporte-t-il.

D'après cette vidéo, dont la chaîne Al Jazira tente de vérifier l'authenticité, un poste de police aurait été incendié à l'ouest de Tripoli, la capitale.

10h31 Quelque 150 Britanniques évacués de Libye à bord d'un avion affrété par le groupe pétrolier BP raconte "*l'enfer*" et le "*chaos*" qu'ils ont vécu dans le pays en proie à la révolte, à leur arrivée à l'aéroport de Londres-Gatwick. Il s'agit du premier appareil charter à rapatrier des ressortissants britanniques.

"*Lundi a été le tournant pour nous. Des Chinook (hélicoptères) ont survolé notre maison et il y a eu des tirs de mitrailleuse peu de temps après. C'est d'habitude une zone très, très sûre, mais il y a des fous furieux là-bas,*" a notamment raconté une enseignante néo-zélandaise de 63 ans.

10h28 La Chine annonce avoir déjà évacué 4600 de ses plus de 30 000 ressortissants travaillant en Libye, grâce à une importante opération navale, terrestre et aérienne. Un premier groupe de 43 Chinois évacués de Libye est arrivé ce matin par avion à Pékin, avait plus tôt rapporté la presse. Un autre avion, un Airbus A330-200 de 250 places d'Air China, s'est posé ce matin à Tripoli, afin de ramener d'autres Chinois pris dans les violences meurtrières. En Asie, les autorités se préparent à mettre en place de gigantesques opérations d'évacuation pour rapatrier 100 000 travailleurs.

9h22 Alain Juppé, ministre de la Défense et numéro 2 du gouvernement français, a souhaité "*de tout coeur*" que Mouammar Kadhafi "*vive ses derniers moments de chef d'Etat*" en Libye. "*Ce qu'il a fait, ce qu'il a décidé de faire, c'est-à-dire tirer à l'arme lourde sur sa population, est naturellement inacceptable*", a-t-il déclaré sur France Inter.

"*On parle parfois de la non-ingérence dans les affaires des pays à travers la planète, mais il y a un autre devoir qui a été très clairement adopté par les Nations Unies, c'est la responsabilité de protéger*", a ajouté le ministre. Avant de conclure: "*Lorsqu'un gouvernement n'est pas capable de protéger sa population lui-même, lorsqu'il l'agresse, alors la communauté internationale a le devoir d'intervenir*", écartant toutefois la possibilité d'une intervention militaire étrangère en Libye.

Un article de Reuters, AP, Lemonde.fr, Lefigaro.fr et 20minutes.fr du 25 février :

Hier, suite des soulèvements révolutionnaires. (26.02)

Lybie.

Le régime de Mouammar Kadhafi en Libye continue de vaciller. Alors que l'est du pays échappe déjà au contrôle du guide de la Révolution libyenne, trois nouvelles villes, situées à 150 km au sud-ouest de Tripoli, sont passées ce vendredi hors de son contrôle. Plusieurs quartiers de la capitale seraient même passés aux mains des opposants, selon un témoin cité par Reuters. Les ambassadeurs de Libye en France et auprès de l'Unesco ont également lâché Kadhafi, tout comme les représentants libyens du Conseil des droits de l'Homme et la délégation nationale à la Ligue arabe, dont le siège se trouve au Caire. Cette dernière a annoncé qu'elle rejoignait le camp des insurgés, et a dénoncé les «*crimes abominables*» commis contre des civils sans armes.

Et pourtant, Mouammar Kadhafi n'abdique pas. Au contraire, il a de nouveau harangué la foule lors d'un discours prononcé à Tripoli, promettant le sang à tous ses opposants. «*Nous allons les battre et nous les vaincrons*», a-t-il lancé à la foule, appelant ses soutiens à le défendre. «*Tous les dépôts d'armes seront ouverts pour armer le peuple*», a-t-il ajouté. Un peu plus tôt, son fils, Saïf al Islam, avait affirmé que le clan Kadhafi ne lâcherait rien: «*Nous avons des plans A, B et C. Le plan A est de vivre et de mourir en Libye. Le plan B est de vivre et de mourir en Libye. Le plan C est de vivre et de mourir en Libye.*»

De nouvelles manifestations ont secoué la ville de Tripoli, fief de Kadhafi, où les combats ont fait rage. Plusieurs témoins rapportent que les forces de l'ordre libyennes ont ouvert le feu sur des manifestants et cinq d'entre eux, au moins, ont été tués. Des policiers et des militaires se sont quant à eux déployés en grand nombre vendredi le long de la route menant de l'aérodrome militaire Mitiga, près de Tripoli, au centre de la capitale libyenne.

L'armée et la police dans la ville d'Adjabia, située dans l'est de la Libye, ont annoncé vendredi à la chaîne Al Djazira leur ralliement à l'insurrection contre Mouammar Kadhafi.

Les forces de sécurité ont déserté leurs casernes, a annoncé le capitaine de police Hafiz Abdoul-Rahim en direct à Al Djazira.

"*Nous policiers annonçons que nous avons totalement rejoint le peuple dans la révolution pacifique du 17 février*", a-t-il dit. "*Nous annonçons que nous sacrifierons nos vies pour cette région et mettrons toutes nos capacités au service d'une Libye libre.*"

Le colonel de l'armée Chouaïb Ibrahim al Akouki a déclaré que l'armée avait également rejoint l'opposition.

Adjabia est située à 200 km environ au sud de Benghazi, dans le golfe de Syrte.

Irak

De Kirkouk dans le Nord à Bassorah dans le Sud, des milliers d'Irakiens sont descendus vendredi dans les rues pour dénoncer la corruption et l'état déplorable des services de base dans le pays, à l'occasion d'une "*journée de la colère*" inspirée par les soulèvements dans le reste du monde arabe.

Au moins dix personnes ont été tuées et plus de 150 blessées au cours de heurts entre manifestants et forces de sécurité dans plusieurs villes où des contestataires ont tenté d'envahir des bâtiments gouvernementaux tandis que les services de sécurité tiraient des coups de feu pour tenter de les disperser.

Les heurts les plus violents sont intervenus à Haouidja et à Mossoul, dans le Nord pétrolière, et à Bassorah, dans le sud, mais en fin d'après-midi aucune attaque de manifestants par des insurgés n'était signalée.

Le Premier ministre, Nouri al Maliki, avait dit craindre des attaques d'Al Qaïda à l'occasion des manifestations.

Maliki a promis de tenir compte des revendications exprimées.

"Je tiens à assurer à tous nos compatriotes qu'aucun de leurs sujets de mécontentement ne restera sans suite", dit-il dans un communiqué. "Je veillerai personnellement à la mise en oeuvre de toutes les mesures en ma qualité de Premier ministre."

A Bagdad, des milliers de personnes brandissant des banderoles ou le drapeau national se sont rassemblées sur la place Tahrir (Libération), sous la surveillance d'un imposant dispositif de sécurité.

Les forces de sécurité et des Humvees (grandes jeeps blindées) de l'armée étaient alignées dans les rues autour de la place. Les autorités ont également interdit la circulation automobile.

Des accrochages mineurs se sont produits lorsque des manifestants se sont faufiletés entre les blocs de béton bloquant le pont de Djoumhouria, qui mène à la Zone verte, quartier fortifié où sont concentrées administrations et ambassades.

Sur la place, un responsable de la sécurité explique que les forces de sécurité ont reçu pour instruction d'éviter les heurts avec les manifestants.

"Nous sommes là pour améliorer la situation de notre pays. Le système d'éducation est mauvais. Le système de santé est mauvais. Les services de base vont de mal en pis", explique Lina Ali, une jeune femme de 27 ans qui appartient à un groupe de protestataires créé sur le site Facebook, à l'image des autres mouvements de jeunesse en Tunisie et en Egypte.

"Il n'y a pas d'eau potable, pas d'électricité. Le chômage augmente, ce qui peut pousser les jeunes vers des activités terroristes", ajoute-t-elle.

Huit ans après l'invasion américaine qui a renversé Saddam Hussein, les progrès restent lents en Irak où l'on enregistre des pénuries de vivres, d'eau et d'électricité et où les emplois sont rares.

Les frustrations sont grandes dans un pays qui dispose d'importantes réserves de pétrole et pourrait être un gros producteur.

A Mossoul, des heurts ont fait trois morts et 15 blessés lorsque des manifestants ont tenté de prendre d'assaut le conseil municipal, a rapporté un journaliste de Reuters. A Falloudja, sept manifestants et un soldat ont été blessés, a-t-on appris auprès de la police.

A Haouidja, des manifestants ont mis le feu à un bâtiment du conseil municipal et des échauffourées ont fait au moins deux morts et 22 blessés, selon une source policière.

A Kalar, ville du Nord située au sud de Souleimania, une personne a été tuée et au moins dix autres blessées quand les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des protestataires, a-t-on rapporté de source médicale et dans les milieux de la sécurité. Quinze autres personnes ont été blessées lors d'échauffourées distinctes.

A Chamchamal, autre ville du Nord, des accrochages ont fait un mort et cinq blessés, a indiqué un médecin.

A Bassorah, capitale du Sud à majorité chiite, le gouverneur, Chaltagh Abboud, a annoncé qu'il démissionnerait en réponse aux revendications des manifestants, a-t-on appris de source gouvernementale irakienne.

Un couvre-feu a été imposé dans la ville jusqu'à 6h00 samedi (03h00 GMT) à la suite d'accrochages entre forces de sécurité et manifestants qui ont fait un mort et des dizaines de blessés.

Deux personnes ont été tuées et 22 autres blessées à Samarra et à Tikrit, et au moins 43 manifestants et policiers ont été blessés à Kirkouk, Falloudja, Soulaïman Pek, Nassiria et Khaldia

Jordanie

Dix mille personnes ont manifesté dans les rues de la capitale jordanienne vendredi pour plus de «réformes constitutionnelles » et la fin de la corruption. Cette «journée de la colère» a été organisée par tous les partis d'opposition, notamment le Front de l'action islamique, les frères musulmans jordaniens. C'est le plus grand rassemblement dans le pays depuis le début du mouvement de contestation en janvier. Trois mille membres des forces de l'ordre avaient été mobilisés pour l'occasion.

"Le peuple veut réformer le régime!", a scandé la foule, qui clamait aussi: *"Nous voulons une loi électorale juste"* et *"un gouvernement élu"*.

Tunisie

Plus de 100 000 Tunisiens, selon la police, ont réclamé vendredi le départ du gouvernement de transition dirigé par Mohammed Ghannouchi, devant la Kasbah, épice de la contestation, où de nouveaux cortèges de manifestants affluaient encore en début d'après-midi. Selon des membres du Croissant-Rouge et des manifestants, il *"s'agit de la plus grande manifestation depuis la chute de Ben Ali"*, le 14 janvier. Les manifestants sont venus affirmer que *"leur révolution"* qui a chassé du pouvoir le régime de Ben Ali *"ne sera pas usurpée"*, avec des slogans tels que *"Ghannouchi dégage"*, *"Honte à ce gouvernement"*, ou encore *"Révolution jusqu'à la victoire"*. En fin de journée, les forces de l'ordre ont procédé à plusieurs tirs de sommation à Tunis pour disperser les manifestants.

Les protestataires, dont certains brandissaient des portraits de Ghannouchi superposés au visage de Ben Ali, ont scandé: *"Honte au gouvernement!"* et *"Ghannouchi démission!"*. La clameur de la foule était perceptible à des kilomètres.

"Notre seule revendication, c'est la chute de ce gouvernement!", déclarait Alia Soussi, une étudiante de 22 ans, parmi le cortège des manifestants. *"Nous espérons que Ghannouchi nous entendra."*

Dans la soirée, des journalistes de l'AFP ont fait état de poursuites entre des soldats, des policiers et des manifestants dans le centre de Tunis, alors que de fortes détonations pouvaient être entendues. Après des tirs d'armes automatiques précédés de tirs de sommation, les forces de l'ordre ont commencé à quadriller l'avenue Habib Bourguiba, et se sont lancés dans une course poursuite de manifestants dans les rues adjacentes.

Egypte

Des milliers d'Égyptiens se sont rassemblés sur la place Tahrir au Caire pour célébrer la *"révolution"* mais aussi pour réclamer un nouveau gouvernement composé de technocrates, 15 jours après la démission sous la pression populaire du président Hosni Moubarak. *"Le gouvernement de Chafic est inféodé au régime corrompu"*, proclamait une pancarte, tandis que des manifestants exigeaient le départ du premier ministre Ahmad Chafic. Le nouveau gouvernement remanié mercredi compte toujours quelques figures de l'ère Moubarak. Les manifestants réclament également la suppression des très redoutés services de sécurité d'Etat.

Ailleurs, d'autres groupes scandaient *"A bas Kadhafi"* en agitant des drapeaux libyens en signe de solidarité avec la Libye voisine. Suite à la démission, le 11 février, de l'ex-président Hosni Moubarak, le conseil suprême des forces armées a chargé le gouvernement de M. Chafic de gérer les affaires courantes en attendant des élections. Le nouveau gouvernement a assuré qu'il n'y *"aurait pas de retour en arrière"* tout en s'engageant à poursuivre la lutte contre la corruption.

Yémen

Des dizaines de milliers de partisans et d'adversaires du président yéménite Ali Abdallah Saleh ont organisé des manifestations séparées dans la capitale Sanaa. Devant l'université, des manifestants scandaient *"Le peuple exige la chute du régime"*, tandis qu'à l'autre bout de la ville, des partisans de Saleh criaient leur soutien à un président garant, selon eux, de l'unité d'un pays divisé. Des témoins rapportent qu'à Sanaa, les

forces de l'ordre ont formé des cordons autour des groupes de manifestants rivaux afin d'éviter des affrontements.

Dans la ville portuaire d'Aden, un manifestant a été tué par la police lors de manifestations contre le régime, selon des sources hospitalières. Selon ces mêmes sources, Mohammed Ahmed Saleh, 17 ans, est mort à l'hôpital de la République, un établissement gouvernemental de la ville du sud du Yémen. Aden a été le théâtre de deux importantes marches et d'échauffourées avec la police qui ont fait 20 blessés, selon un nouveau bilan de sources médicales.

A Taïz, à 200 km au sud de la capitale, quelque 10.000 personnes ont manifesté contre le gouvernement.

Bahreïn

Plusieurs dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans la rue vendredi à Manama, la capitale de Bahreïn, pour faire monter la pression sur le pouvoir

Au moins deux marches importantes convergeaient vers la place de la Perle, devenue le symbole de la révolte. Aucune intervention des forces de l'ordre pour empêcher leur progression n'était signalée. Ce vendredi avait été déclaré jour de deuil national par le gouvernement pour honorer la mémoire des sept personnes tuées depuis le début des manifestations le 14 février.

De nombreux manifestants brandissaient des drapeaux aux couleurs du pays. Parmi les slogans lancés par les protestataires: "*Pas de dialogue avant la dissolution du gouvernement*" et "*Pour l'avenir de Bahreïn, nous n'avons pas peur d'être tués.*"

Place de la Perle, un immense drapeau bahreïni a été hissé avec les mots "*Place des martyrs*" en arabe, en référence à ceux qui ont été tués par les forces de sécurité. Des photos des morts ont été affichées sur la place.

Avant les marches de protestation, un religieux chiite de premier plan a déclaré lors d'un prêche que tout dialogue entre les manifestants et le pouvoir devait conduire à des réformes et changements clairs. Imam Isa Qassim a appelé à des discussions "*claires, globales et productives*" lors de son sermon dans une mosquée du village de Diraz, un foyer de la contestation.

"*Nous ne voulons pas le dialogue pour le dialogue*", a-t-il dit devant des fidèles. "*Nous recherchons un changement fondamental au processus politique actuel fondé sur des demandes légitimes.*"

Les chiïtes, qui représentent 70% des 525.000 habitants de Bahreïn se plaignent de longue date de discriminations systématiques de la part de la dynastie sunnite des Al-Khalifa, au pouvoir depuis deux siècles.

La monarchie a proposé un dialogue avec l'opposition pour tenter de désamorcer la contestation. Mais l'opposition apparaît divisée sur l'objectif à atteindre, certains voulant la fin du régime alors que d'autres demandent uniquement des réformes démocratiques et le départ du Premier ministre, oncle du roi, en poste depuis 40 ans.

De nombreux manifestants demandent que la monarchie transfère la plupart de ses pouvoirs au Parlement préalablement à tout dialogue.

Un article du Figaro.fr, LePoint.fr, Reuters et AP du 26 février :

Hier, suite des soulèvements révolutionnaires. (27.02)

Lybie

L'ancien ministre libyen de la Justice Moustafa Mohamed Aboud Adjeïl a dirigé la formation d'un gouvernement provisoire, basé à Benghazi, dans l'est de la Libye, a rapporté samedi le journal libyen Kourina sur son site internet.

Cet ancien ministre, qui a démissionné en raison de la répression du soulèvement contre Mouammar Kadhafi, affirme que la tribu du dirigeant libyen est pardonnée et que ce dernier porte seul la responsabilité "des crimes qui ont été commis".

"Aboud Adjeïl a insisté sur l'unité du territoire national et sur le fait que la Libye est libre et que sa capitale est Tripoli", poursuit Kourina à la suite d'un entretien téléphonique avec l'ancien ministre.

Complément (AFP-Lepoint.fr)

Le 17 février, ils étaient dix manifestants anti-Kadhafi sur la place centrale d'Ajdabiya, à 160 kilomètres au sud-ouest de Benghazi. Samedi, ils tenaient la ville et commençaient à essayer de s'organiser. La place centrale de cette ville d'environ 175 000 habitants a été rebaptisée "*Hurriya Square*" (place de la Liberté). Au milieu de la place, dans une fontaine asséchée, trône un débris d'aile d'un avion de chasse, qui s'est écrasé mercredi à l'ouest de la ville quand son pilote a préféré s'éjecter plutôt que d'obéir à un ordre de bombarder Benghazi. Une grande banderole proclame : "*Plus d'injustice à partir d'aujourd'hui, le meurtrier est tombé*".

Selon les habitants, il n'y avait là qu'une dizaine de manifestants le 17 février pour répondre à un appel lancé sur Facebook de faire de ce jour une "*journée de la colère*". Les comités révolutionnaires, piliers du régime de Muammar Kadhafi, sont intervenus pour battre les manifestants, dont trois ont été tués, rapportent les habitants. "*Des membres des comités révolutionnaires sont venus dans nos classes pour dire que si nous descendions dans les rues pour soutenir Kadhafi, nous aurions de bonnes notes*", raconte un adolescent de 16 ans, Mohamed Khaled. Pourtant, les manifestants anti-Kadhafi sont revenus chaque jour plus nombreux, et dès le 20 février, les comités révolutionnaires avaient disparu.

Les lendemains ne chantent pas pour autant. "*La situation est mauvaise. Les boulangeries sont fermées. C'est difficile de trouver de la nourriture*", explique Idriss Mohamed, soulignant qu'à 42 ans il est aussi vieux que le régime du colonel Kadhafi. "*Je n'ai jamais connu un jour heureux dans ma vie*." Contrairement à sa voisine du Nord Benghazi, Ajdabiya n'a pas encore pris le temps de s'organiser. Une réunion était prévue dans la soirée pour tenter de mettre en place un conseil local. En attendant, les habitants attendaient du ravitaillement envoyé par l'Égypte via Benghazi.

Deuxième ville du pays et bastion de l'opposition à un millier de kilomètres à l'est de Tripoli, Benghazi semblait plus avancée. Les opposants au dirigeant libyen y ont formé vendredi un conseil municipal pour tenter de rétablir l'ordre, en réactivant les services publics. "*Nous sommes en train de nous coordonner avec les conseils des villes libérées et de Musratha. Nous attendons que Tripoli en finisse avec le régime de Kadhafi et de ses fils, et ensuite, nous travaillerons à un gouvernement de transition*", a déclaré à l'AFP Abdelhafiz Ghoqa, le porte-parole de la Coalition révolutionnaire du 17 février.

La coalition a installé son quartier général dans le tribunal de Benghazi, où cinq colonels de l'armée de terre sont venus rejoindre la révolution. "*Nous devons contrôler tout le monde*", explique cependant un opposant au colonel Kadhafi, sous couvert de l'anonymat. "*Nous ne voulons pas que n'importe qui vienne ici. Nous essayons que ce mouvement reste aussi populaire que possible*", ajoute-t-il, inquiet à l'idée qu'une personnalité un peu forte puisse venir prendre le contrôle des opérations.

Tunisie

A Tunis, trois personnes sont mortes dans les affrontements samedi entre manifestants et forces de l'ordre en plein centre de la capitale, a annoncé le ministère de l'Intérieur dans un communiqué. Une très forte

détonation a été entendue vers 17h locales, sans qu'il soit possible dans l'immédiat d'en déterminer la nature, alors que des rafales de tirs automatiques pouvaient également être entendues. La zone a ensuite été survolée par des hélicoptères de l'armée tunisienne. Le ministère de l'Intérieur a annoncé l'interdiction de circuler pour les piétons et les voitures dans l'avenue Habib Bourguiba dans le centre de Tunis, théâtre de violents affrontements, à partir de ce samedi 18h jusqu'à dimanche minuit.

Auparavant, des policiers ont tiré de nombreuses grenades lacrymogènes et effectué des tirs de sommation, tandis que les manifestants les bombardaient de pierres. Des policiers des unités anti-émeutes et d'autres en civil, la plupart cagoulés, ont tenté de faire barrage à des manifestants, qui continuaient de leur jeter des pierres à la hauteur de l'avenue de Paris, perpendiculaire à l'avenue centrale Habib Bourguiba et toute proche de l'ambassade de France, qui selon un responsable, «*n'a enregistré aucun signe d'agressivité*». La police a procédé à de nombreuses arrestations musclées et a demandé des renforts.

Un responsable du ministère de l'Intérieur a déclaré à Reuters que ces heurts ont été provoqués selon lui par des partisans du président déchu Zine ben Ali.

D'une autre source (Par Ian Hamel (à Tunis) - AFP-Le Point)

L'arme au poing, une poignée de militaires contient les manifestants les plus hardis qui tentent de passer les barbelés protégeant le ministère de l'Intérieur, avenue Habib Bourguiba, à Tunis. Au lendemain du "*vendredi de la colère*", la plus importante manifestation depuis le départ du président Ben Ali, des dizaines de Tunisiens entonnent des chants populaires et crient des slogans hostiles à Mohamed Ghannouchi, le chef du gouvernement de transition. Plus loin, sous une pluie battante, des employés de la voirie tentent d'effacer les dégâts (vitres brisées, panneaux publicitaires arrachés, planches brûlées) provoqués par les affrontements qui ont opposé vendredi soir, et tard dans la nuit, les manifestants à la police.

Jeunes, étudiants, lycéens et chômeurs dénoncent sa "*lenteur*", mais aussi ses "*ruses*" pour "*confisquer la révolution*" et rétablir la dictature. Premier ministre depuis 1999 de l'ancien président Ben Ali, Mohamed Ghannouchi, maintenu dans ses fonctions, est particulièrement visé par les manifestants. Ils lui demandent carrément de "*dégager*" immédiatement.

Vendredi, le gouvernement provisoire a pourtant annoncé que les prochaines élections se dérouleraient au plus tard à la mi-juillet 2011. Il a également approuvé un projet-loi portant sur la saisie des avoirs de 110 personnes liées à l'ancien pouvoir Ben Ali-Trabelsi. Enfin, il envisage de doubler la capacité de recrutement dans la fonction publique.

Ces promesses n'ont pas permis d'éviter les débordements de la manifestation en fin d'après-midi sur la grande avenue Habib Bourguiba, au centre de la capitale. La foule - entre 100 000 et 200 000 personnes - a été noyée sous les grenades lacrymogènes, tandis que l'on entendait des tirs d'armes automatiques et que des hélicoptères tournoyaient au-dessus de la ville. Les forces de l'ordre, jusqu'ici fort discrètes, ont provoqué des mouvements de panique, bousculades et piétinements.

Des dizaines de personnes apeurées, qui suffoquaient, des femmes allongées sur le sol, ont tenté de trouver refuge dans le hall d'un hôtel, situé sur cette grande artère. D'aucuns ont pu rester une partie de la nuit, tandis que dans les couloirs de l'établissement des employés, armés de longs bâtons, faisaient la chasse aux manifestants.

Une jeune fille en pleurs appelait vainement son frère, perdu dans la manifestation. "*Si la police politique nous attrape, nous serons battus, emprisonnés des jours, des semaines, des mois*", assuraient de jeunes "*réfugiés*". "*Le gouvernement a confisqué la révolution, c'est à nouveau la dictature*", juraient-ils. Deux d'entre eux ont montré des douilles qu'ils avaient ramassées dans les rues. Dehors, des manifestants incendiaient des barricades de fortune et descellaient des pavés, tandis que des policiers vêtus de noir, casqués, portant boucliers et longues matraques, balayaient à marche lente toute l'avenue Habib Bourguiba en direction de la Kasbah.

Yémen

Au Yémen, d'importants chefs tribaux ont annoncé samedi lors d'un vaste rassemblement près de Sanaa leur ralliement à la contestation du président Ali Abdallah Saleh. Ce ralliement, après celui de l'opposition parlementaire et des rebelles zaïdites (chiïtes) dans le Nord, élargit encore le cercle des contestataires du régime de Saleh, au pouvoir depuis 32 ans. Les chefs de deux des plus importantes tribus du pays où la structure clanique est très importante, les Hached et les Baqil, se sont dissociés du pouvoir.

Cette défection est un coup dur pour le chef d'Etat, particulièrement parce que deux chefs qui l'abandonnent sont issus de sa propre tribu, les Hachid, la deuxième confédération tribale du Yémen. Hussein al-Ahmar et Mohammad Abdel Illah al-Qadi ont également précisé qu'ils avaient quitté le parti au pouvoir, le Congrès populaire général (de Saleh, ndlr), pour protester contre la répression des manifestants pacifiques à Sanaa, Taëz et Aden.

Ce ralliement intervient au lendemain d'une journée de forte mobilisation à travers le pays où des dizaines de milliers de personnes ont participé à des prières collectives et des marches exigeant «la chute du régime». A Aden, la grande ville du Sud à la pointe de la contestation, a vécu dans la nuit «*de véritables scènes de guerre menées par des éléments de la garde républicaine (corps d'élite de l'armée)*» qui ont pris pour cible «*des jeunes innocents voulant manifester pacifiquement*», selon un habitant. Selon le ministère de la Défense, trois personnes, un soldat et deux civils, ont péri. Mais des sources médicales ont fait état de quatre morts et d'au moins 40 blessés.

Algérie.

A Alger, des centaines d'opposants, emmenés par le président du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) Saïd Sadi, n'ont même pas pu se réunir Place des Martyrs, leur lieu de rendez-vous. Ils se sont retrouvés encerclés par les forces de l'ordre avant même le début de la marche. Les policiers ont réussi à repousser vers le front de mer les partisans du RCD. Saïd Sadi a dénoncé «*les brutalités de la police*», affirmant avoir lui-même été «*violemment bousculé*» par des éléments du cordon policier. Une vingtaine de partisans du président Abdelaziz Bouteflika sont ensuite apparus, brandissant des portraits, scandant son nom et affichant une pancarte en arabe : «*Les Algériens sont pro-Bouteflika, ils ne veulent pas de la Coordination des avides*». La présence de la police entre les deux camps a évité tout affrontement.

La manifestation devait se diriger de la Place des Martyrs vers celle du 1er Mai, à 4 km de là, selon un modus operandi similaire aux manifestations avortées des 12 et 19 février mais suivant un itinéraire inversé. Cette marche avortée intervient après la levée jeudi de l'état d'urgence décrété il y a 19 ans. Mais les manifestations de rue demeurent interdites dans la capitale. Outre la levée de l'état d'urgence, le pouvoir a annoncé une série de mesures en faveur de l'économie, de l'emploi et du logement pour tenter de se mettre à l'abri d'une contestation similaire à ce qui s'est passé en Egypte ou en Tunisie.

Maroc

Près d'un millier de personnes encadrées par un important dispositif sécuritaire se sont rassemblés samedi à Casablanca pour revendiquer des réformes politiques et une nouvelle constitution.

Bahreïn A Bahreïn, le roi Hamad ben Issa Al-Khalifa a procédé samedi à un remaniement ministériel et changé les attributions de cinq de ses ministres tout en les gardant au gouvernement, a annoncé l'agence officielle BNA. Le roi a également annoncé la réduction de 25 % des remboursements des crédits immobiliers pour 30.000 foyers, selon l'agence officielle BNA.

L'opposition a déploré l'absence de dialogue avec le gouvernement en dépit des promesses du pouvoir. Le roi Hamad ben Issa Al-Khalifa a désigné son fils, le prince Salman Ben Hamad Al-Khalifa, pour conduire le dialogue avec toutes les composantes de l'opposition, qui conteste la monarchie sunnite dans cet archipel à la position stratégique et allié clef des Etats-Unis dans le Golfe. Mais selon un élu de l'opposition, ces consultations n'ont pas encore commencé. De retour de son exil londonien, Hassan Machaimaa, leader d'un groupe de l'opposition chiïte, a appelé à l'unité nationale et prôné le dialogue.

Les manifestants, pour garder la pression sur le pouvoir, ont organisé samedi un nouveau défilé, demandant le départ de la famille des Al-Khalifa. «*Va-t'en Hamad, va-t'en Hamad*», ont crié à l'intention du roi de milliers de manifestants partis de la place de la Perle à Manama, épice de la contestation. A bas Hamad" et "le peuple veut la chute du régime", ont encore scandé les manifestants avant de se rassembler devant le siège

du ministère des Affaires étrangères. Vendredi, des dizaines de milliers de personnes, en majorité des chiites, avaient défilé dans la capitale. *"Nous attendons une initiative du prince héritier pour voir l'ampleur et la nature des réformes qu'il a l'intention d'engager"*, a déclaré M. Matar Matar, un député de l'opposition. *"Notre objectif est très clair: nous voulons un gouvernement élu et nous voulons que le peuple écrive sa Constitution par le biais d'un conseil élu"*, a affirmé le député du Wefaq.

Irak

En Irak, le guide spirituel de la communauté chiite, le Grand Ayatollah Ali Sistani, a exigé la suppression des avantages que se sont octroyés les hommes politiques irakiens, au lendemain des manifestations de colère qui ont fait seize morts.

Jordanie.

L'opposition jordanienne a décidé de monter d'un cran son mouvement de contestation, accusant samedi le gouvernement de *"manque de sérieux"* dans les réformes. *"Le régime doit comprendre que les réformes sont la seule voie pour sa survie et plus elles tardent, plus les demandes de réformes augmenteront"*, a déclaré un membre du comité exécutif du Front de l'Action Islamique (FAI) Zaki Bani Rshaid.

Les réformes demandées par le FAI, le plus grand parti d'opposition, sont similaires à celles formulées par les partis de gauche, les rassemblements tribaux, les universitaires et les retraités militaires. Les islamistes appellent à l'élection du Premier ministre, au lieu qu'il soit désigné par le roi comme c'est le cas actuellement. La gauche souhaite le retour à la Constitution de 1952, adoptée par le roi Talal, grand-père du roi Abdallah II, et amendée 29 fois depuis, en donnant des pouvoirs plus grands à la monarchie. Tous veulent le *"jugement des corrompus"*.

Au lendemain d'un rassemblement de milliers de manifestants à Amman, le FAI et la confrérie des Frères musulmans devaient se réunir samedi soir pour *"étudier les mesures à prendre"*, a dit Zaki Bani Rshaid. Parmi celles-ci: *"un délai d'un mois qui sera donné au gouvernement pour réaliser les réformes, au cours duquel nous poursuivrons la contestation et les manifestations"*. *"Nous n'avons plus confiance dans les promesses du gouvernement qui clairement cherche à gagner du temps et à calmer le jeu sans rien faire"*, a-t-il ajouté.

Iran

En Iran, les sites de l'opposition réformatrice iranienne ont appelé à de nouvelles manifestations le 1er mars pour protester contre le placement «illégal» en résidence surveillée de ses deux principaux dirigeants, Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karoubi.

Qatar

Un appel à l'éviction de l'émir de Qatar Hamad ben Khalifa al-Thani, lancé sur une page Facebook, a rassemblé samedi plus de 20.000 sympathisants, une nouvelle initiative pour un changement de régime dans le monde arabe. La page appelle les Qataris à descendre dans la rue le 16 mars pour une journée consacrée à la *«Révolution pour la Liberté»*. Dans le même temps, une page Facebook appelant à une manifestation en Arabie saoudite avait réuni plus de 9.000 *«fans»*.

Oman

Le sultan d'Oman, Kabous ben Saïd, a procédé samedi à un remaniement gouvernemental dans *"l'intérêt public"* une semaine après une première manifestation en faveur de réformes politiques. Alors que les rassemblements de ce type sont extrêmement rares dans ce petit Etat du Golfe où les partis politiques sont interdits, un demi-millier de manifestants se sont de nouveau réunis samedi pour exiger des mesures en faveur de la démocratie et des emplois.

Ils ont bloqué la circulation et brisé des feux tricolores dans la grande ville industrielle de Sohar.

D'après l'agence officielle de presse Ona, le sultan a changé six ministres par décret samedi. Ce remaniement a été effectué dans "*l'intérêt public*", a souligné Ona sans plus de précisions, et il ne concerne pas les ministres présents de longue date.

A Sohar, les manifestants ont réclamé que la Choura, un conseil consultatif élu de 84 membres, soit dotée de pouvoirs législatifs, ont rapporté des témoins.

Ils ont scandé des slogans tels que "*Nous exigeons le départ des vieux ministres corrompus*", "*Nous voulons des emplois*" et "*Nous voulons la démocratie*".

"*Cela dure depuis des heures maintenant. Ils se trouvent au carrefour du Globe et ils bloquent la circulation*", a déclaré Mohamed Soumri, un habitant.

La police n'est pas intervenue, selon plusieurs témoins.

Environ 300 personnes avaient déjà manifesté à Mascate, la capitale, le 19 février pour réclamer des réformes politiques.

Quelques jours plus tôt, le sultanat avait augmenté de 43%, à 520 dollars par mois, le salaire des travailleurs du secteur privé.

Document

Articles de presse de mars 2011

Table des matières

France

Economie

- Modifier le régime de prescription de l'abus de biens sociaux, le cheval de bataille de la droite et du patronat. (06.03)
- CAC 40 : des résultats en forte hausse. (07.03)

Social

- Réforme de la psychiatrie: Une «*dérive sécuritaire induisant un contrôle inédit de la population*». (01.03)
- La réforme fiscale «*remplace un cadeau aux plus riches par un autre cadeau aux plus riches*». (04.03)
- Nouvelle règle en vue pour les retraites complémentaires. (11.03)
- Les hôpitaux revoient à la baisse les 35h. (17.03)
- Licenciements: les entreprises ne sont plus obligées de proposer des reclassements à salaire moindre. (18.03)

Politique

- Ces conseillers qui ont poussé Sarkozy à lancer le débat sur l'islam et la laïcité. (04.03)
- Un porteur de valises du tandem Balladur-Sarkozy passe à table. (titre du site) (07.03)
- Libye: La presse moque Sarkozy le «*super-Rambo*» et BHL son «*expert tout terrain*» (12.03)
- Les Français paient cher le train de vie de leurs ex-présidents. (15.03)
- UMP. Le cauchemar ! (titre du site) (17.03)
- Libye : pour la presse européenne, Sarkozy se pose en "*chef de guerre*". (22.03)
- Elections cantonales 2011: Une «*sanction brutale*» pour Nicolas Sarkozy selon la presse. (28.03)

International

Economie

- La nouvelle colonisation chinoise. (09.03)
- Le classement Forbes 2011. (titre du site) (10.03)
- Industrie: la Chine produit plus que les États-Unis. (15.03)
- Les Vingt-Sept s'accordent sur la réforme du Pacte de stabilité. (16.03)
- Seize banques soupçonnées de manipulation sur le Libor. (17.03)

Politique

- Le développement de la situation en Libye hier. (01.03)
- Le Premier ministre tunisien par intérim jette l'éponge. (01.03)
- Hier, suite des soulèvements révolutionnaires. (01.03)
- Hier, suite des soulèvements révolutionnaires. (02.03)
- Sur la situation en Oman. (02.03)
- Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (04.03)
- Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (05.03)
- Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (06.03)
- Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (07.03)
- Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (08.03)

- Kadhafi. "Il est clair qu'il ne va pas bien". (09.03)
- Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (10.03)
- Le rapport du FMI qui félicitait la Libye. (11.03)
- Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (11.03)
- Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (12.03)
- Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (15.03)
- L'Algérie s'arme sans compter. (17.03)
- La presse au Moyen-Orient divisée sur l'opération en Libye. (21.03)
- Les révélations fracassantes du WikiLeaks à l'égyptienne. (22.03)

Un article de Reuters et Libération. fr du 27 février :

Le développement de la situation en Lybie hier. (01.03)

(article mis en ligne le 28 février, mais archivée à la date du 1er mars)

1- Les événements d'hier sur place.

Les forces de Mouammar Kadhafi semblaient avoir encore perdu du terrain dimanche en Libye mais le dirigeant libyen, au pouvoir depuis 1969, a une nouvelle fois exclu de se retirer.

Mouammar Kadhafi a assuré que la Libye était calme et que seuls quelques groupes de rebelles tentaient de semer le désordre. Dans une interview à une chaîne de télévision serbe, il a en outre jugé nulles les sanctions prises à son encontre la nuit précédente par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Des opposants ont annoncé la création à Benghazi, capitale de la Cyrénaïque et grande ville de l'est du pays, d'un Conseil national libyen qui, ont-ils souligné, n'est pas un gouvernement provisoire mais constitue la face politique du mouvement révolutionnaire.

Des hommes armés opposés à Kadhafi contrôlaient dimanche Zaouiyah, à une cinquantaine de km à l'ouest de Tripoli, tandis que, selon des habitants, les forces pro-Kadhafi ont disparu de certains quartiers de la capitale.

Un groupe de journalistes étrangers avait été conduit dimanche par les autorités libyennes à Zaouiyah, apparemment pour montrer que les forces fidèles à Kadhafi contrôlaient toujours la ville. Mais une fois sur place, il est apparu que la ville était aux mains des insurgés.

D'après ces derniers, environ 2.000 partisans de Kadhafi ont encerclé la ville et s'apprêtaient à lancer une offensive.

"*Si nous nous battons pour la liberté, nous sommes prêts à mourir pour elle*", a dit un ancien commandant de police ayant rallié la rébellion, qui a éclaté mi-février dans l'est du pays avant de se propager.

S'exprimant sous le sceau de l'anonymat, il a souligné que 2.000 policiers avaient fait défection et se tenaient prêts à défendre la ville aux côtés des insurgés. Des militaires ont aussi changé de camp, a-t-il ajouté.

Les insurgés disposent de plusieurs chars et de batteries anti-aériennes.

Les murs noircis par les flammes portaient les traces de nombreux impacts de balles tandis que des carcasses de véhicules incendiés étaient abandonnées dans les rues. Au-delà du dernier barrage tenu par les rebelles, les forces fidèles à Kadhafi étaient déployées en nombre, elles aussi avec des chars et des armes anti-aériennes montées sur des pick-ups.

Ce face-à-face se déroulait à une cinquantaine de kilomètres seulement de Tripoli.

Dans la capitale même, des habitants ont érigé des barricades de pierres et de palmiers en proclamant ouvertement leur hostilité à Mouammar Kadhafi, dont les forces de sécurité ont disparu des rues de certains quartiers.

Dans l'est du pays, passé totalement aux mains de la rébellion, un général a déclaré à Reuters que ses hommes se tenaient prêts à venir en aide aux rebelles de l'Ouest.

"*Nos frères à Tripoli disent: 'Nous allons bien pour le moment, nous n'avons pas besoin d'aide.' S'ils réclament de l'aide, nous sommes prêts à intervenir*", a dit le général Ahmed el Gatrani, l'un des plus hauts gradés des mutins de Benghazi.

Dans cette ville, un Conseil national libyen a été formé, même si sa composition et son mode de fonctionnement ne sont pas encore définitivement arrêtés.

Un porte-parole de ce Conseil a déclaré qu'aucun contact n'avait été établi avec des gouvernements étrangers et que ces derniers ne devaient pas intervenir.

Il a en outre exclu toute négociation avec le régime du colonel Kadhafi.

Ce dernier a vigoureusement démenti les informations transmises par de nombreux habitants et les constatations sur place par des journalistes étrangers.

"*Le peuple de Libye me soutient, de petits groupes de rebelles sont encerclés et seront vaincus*", a affirmé Mouammar Kadhafi, assurant: "*Je suis là, je ne pars pas.*"

Il a démenti que des combats se poursuivent: "*Actuellement, il n'y a pas d'incidents. La Libye est absolument calme.*"

Plusieurs villes de l'ouest de la Libye sont «*aux mains du peuple*» depuis plusieurs jours et «*préparent une marche pour libérer Tripoli*», a affirmé à Nalout, à 60 km de la frontière avec la Tunisie, un dignitaire, membre du comité révolutionnaire de cette ville. (Reuters et Libération.fr 27.02)

2- L'Union européenne soutien encore Kadhafi.

Faisant preuve d'une certaine circonspection, la chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton a prévenu dimanche 27 février que la répression de l'insurrection en Libye aurait '*des conséquences*' pour les dirigeants du pays, sans toutefois appeler clairement au départ de Mouammar Kadhafi.

'*Je l'exhorte une fois de plus à oeuvrer en vue d'une solution pacifique de la situation, qui soit acceptable pour le peuple libyen. Le peuple libyen a parlé et le colonel Kadhafi doit écouter*', a-t-elle dit. (Lemonde.fr 27.02)

3- Hier encore, il était un chef d'Etat "respectable" Sarkozy a jugé vendredi depuis Ankara que le dirigeant libyen devait "*partir*". "*Bien sûr il est temps que le colonel Kadhafi s'en aille*". Merkel a employé les mêmes mots en traitant Kadhafi de "*despote*".(20minutes.fr 27.02)

4- Un commentaire d'internautes.

4.1- Citations pour l'histoire:

- "*Camarade président, Mouammar Kadhafi, ceci est la réplique de l'épée qui a réveillé l'Amérique latine il y a 200 ans. Les peuples l'ont offert à Bolivar (...) Je te la donne à toi, soldat révolutionnaire, leader du peuple libyen (...), des peuples d'Afrique et également des peuples d'Amérique latine et de la Caraïbe.*"

Hugo Chávez, le 28/09/2009.

Pour la chaîne « bolivarienne » Telesur, le peuple libyen soutient Kadhafi et tout le reste n'est que désinformation...jusqu'à la semaine dernière.

4.2- Plus de 4 milliards d'euros de perdus !

Le complexe militaro-industriel de la Fédération de Russie arrive à vendre ses armes, qui valent autant que d'autres, aux régimes sous embargo occidental et surtout américain.

Et la presse russe n'en finissait pas de vanter les réussites commerciales et les accords de coopération renforcée "Moscou/Tripoli", surtout après la visite de V.Poutine en 2008.

Le changement de régime et la libération de la Libye de cette dictature font perdre 4 milliards d'euros au pouvoir moscovite, tant pis pour eux.

Personnellement, je ne vais pas les plaindre et la liberté pour les Libyens est plus importante.(Libération.fr 27.02)

Un article de Reuters et AP du 27 février :

Le Premier ministre tunisien par intérim jette l'éponge. (01.03)

Mohamed Ghannouchi a démissionné dimanche de ses fonctions de Premier ministre en Tunisie pour faciliter la tenue d'élections censées solder l'ère Zine ben Ali.

Il a été remplacé par Beji Caïd Essebsi.

Figure connue du monde politique tunisien, Béji Caïd-Essebsi a occupé plusieurs postes ministériels sous Habib Bourguiba, premier président de la Tunisie post-colonisation. Il a notamment été ministre de l'Intérieur, de la Défense, et des Affaires étrangères, et a également été président de l'Assemblée nationale.

Des milliers de Tunisiens se sont rassemblés aux abords du parlement pour célébrer la démission de Mohamed Ghannouchi, Premier ministre depuis 1999 et perçu à ce titre comme un cacique du régime de Zine ben Ali, renversé par un soulèvement populaire le 14 janvier.

"Nous sommes très heureux mais ce n'est pas assez", a déclaré un homme parmi la foule disant s'appeler Ahmed. "Nous ne voulons plus rien voir de ce gouvernement."

Selon les chiffres du gouvernement, cinq personnes sont mortes depuis vendredi dans des affrontements entre les forces de l'ordre et des manifestants exigeant le départ de Mohamed Ghannouchi.

"Ma démission fournira une meilleure atmosphère pour la nouvelle ère", a expliqué Mohamed Ghannouchi en ajoutant qu'il voulait empêcher que les troubles politiques ne fassent de nouvelles victimes.

D'après un journaliste de Reuters, des militaires ont bloqué un quartier commerçant de la capitale, théâtre de d'affrontements. Aucun blessé n'a été signalé.

Pour des analystes, le départ du Premier ministre peut désamorcer la tension dans la rue mais risque aussi de produire un effet inverse.

"L'espoir est qu'en faisant cette concession, les manifestations se calment, ce qui permettrait au gouvernement de préparer les élections", estime ainsi Kamran Bokhari, directeur pour le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est du cabinet Stratfor, spécialisé dans l'évaluation des risques politiques.

"Mais le risque aussi existe qu'elle donne des ailes aux forces de l'opposition pour exiger de nouvelles concessions."

Un responsable de la grande centrale syndicale UGTT, qui demande des réformes sociales depuis la chute de Zine ben Ali, a déclaré à l'agence Reuters que le départ du Premier ministre était *"un pas dans la bonne direction"*.

Pour sa part, un porte-parole du principal mouvement islamiste Ennahda (Renaissance) a estimé que ce geste pouvait ouvrir la voie à un élargissement du gouvernement de transition. Ennahda, interdit sous l'ère Ben Ali, s'était plaint d'être tenu écarté de l'équipe formée par Mohamed Ghannouchi.

Commentaire. Hier soir aux infos sur TV5Monde Asie le journaliste a dit que les manifestants exigeaient toujours que tout le gouvernement *"dégage"*. Ajoutons, remplacer un ministre de Ben Ali par un autre, voilà les limites du régime toujours en place.

Un article de 20minutes.fr du 28 février :

Réforme de la psychiatrie: Une «*dérive sécuritaire induisant un contrôle inédit de la population*».
(01.03)

«*Une déraison d'Etat.*» L'appel, lancé la semaine dernière par un collectif de soignants en psychiatrie, est alarmiste. Il met en garde contre un projet de loi jugé «*sécuritaire*», et qui ne tient compte que du «*trouble à l'ordre public*», au détriment de la qualité des soins.

Le texte en question organise une réforme des soins en psychiatrie, appelée de ses vœux par Nicolas Sarkozy après un fait-divers en novembre 2008 -un étudiant avait été poignardé par à Grenoble par un schizophrène évadé d'un hôpital psychiatrique-. Adopté le 26 janvier en Conseil des ministres, le projet de loi sera soumis à l'Assemblée nationale dès le 15 mars.

«*La mystification est totale: Il ne s'agit pas d'un projet de soins, mais d'un engrenage portant atteinte aux libertés fondamentales dans un état démocratique*», dénonce l'appel du collectif des 39 contre la nuit sécuritaire, qui avait déjà, en décembre 2008, dénoncé un discours qui «*assimilait la maladie mentale à une supposée dangerosité*».

Le projet de loi modifie les modalités d'hospitalisation en psychiatrie sans le consentement du patient, supprimant par exemple les sorties d'essai. Il introduit par ailleurs la notion de soins sans consentement en ambulatoire, c'est à dire sans hospitalisation.

«*Ce projet propose uniquement un accès à la contrainte sans limite de durée. Il détourne la fonction des soignants vers une orientation de dénonciation, de rétention, de "soins" sous contraintes et de surveillance*», dénonce l'appel du collectif.

«*Nous voulons que les budgets subventionnent des soins et non des aménagements carcéraux, la formation des personnels, des effectifs conséquents, pour une conception humaine de l'accueil de la souffrance*», réclament les signataires, qui rejettent «*les réponses démagogiques qui amplifient délibérément l'émotion suscitée par des faits-divers dramatiques*».

En décembre 2008, le collectif avait recueilli 30.000 signatures pour leur premier appel. Cette fois, en une semaine, un peu moins de 8.000 personnes ont signé la pétition qui réclame le «*retrait immédiat de ce projet de loi*».

Un article de Reuters et AP du 28 février :

Hier, suite des soulèvements révolutionnaires. (01.03)

Tunisie.

Au lendemain de la démission du Premier ministre intérimaire Mohamed Ghannouchi, deux membres du gouvernement tunisien ont jeté l'éponge lundi face aux demandes de la rue qui exige un renouvellement du personnel politique après l'ère Ben Ali.

Il s'agit du ministre de l'Industrie et de la Technologie, Mohamed Afif Chelbi, imité par son collègue de la Coopération internationale, Mohamed Nouri Jouini.

Ces deux personnalités étaient les derniers membres du gouvernement de transition rescapés de l'ère Ben Ali, qui a pris fin le 14 janvier avec la chute du successeur de Habib Bourguiba. (Reuters 28.02)

Ce que dit ce journaliste est faux, en réalité le président et la presque totalité des ministres du gouvernement actuel ont servi l'Etat sous Bourguiba ou Ben Ali.

Lybie.

Plusieurs personnes ont été tuées et d'autres blessées lundi dans le quartier Tadjoura de Tripoli, où les forces de Mouammar Kadhafi ont ouvert le feu pour disperser une manifestation, rapporte le journal Kourina dans son édition en ligne.

La manifestation rassemblait près de 10.000 participants, selon le correspondant du journal libyen dans la capitale.

"Quand les manifestants ont atteint le souk Djouma, ils y ont été rejoints par des hommes armés du bataillon de Kadhafi qui étaient habillés en civil et ont ouvert le feu sur des jeunes non armés (...) Beaucoup de ces jeunes ont été blessés et tués", ajoute-t-il en se référant à un marché de Tripoli.

"Les hommes armés ont ensuite emmené les morts, les blessés et même des passants qui étaient près des blessés", selon Kourina, dont les informations n'ont pu être vérifiées.

Dans la journée, une journaliste de Reuters à Tripoli a rapporté que les forces de sécurité avaient tiré en l'air pour disperser des centaines de manifestants hostiles à Mouammar Kadhafi rassemblés à Tadjoura.

Selon des habitants, ce quartier de l'est de la capitale a déjà été le théâtre de plusieurs affrontements.

Quelque 400 manifestants ont scandé des slogans hostiles au Guide libyen et déployé le drapeau vert-noir-rouge adopté comme symbole de la rébellion contre le régime de Kadhafi.

Plusieurs véhicules 4X4 ont ensuite fait irruption sur la place où se tenait la manifestation. Leurs occupants, coiffés de bandanas verts, couleur du drapeau national libyen, ont sauté dehors et tiré en l'air.

Trois fourgons de police et des camions chargés d'hommes en armes étaient garés à l'autre extrémité d'une rue conduisant à la place. Un hélicoptère militaire survolait les lieux et des véhicules des forces de sécurité sillonnaient le quartier.

Deux habitants interrogés séparément ont rapporté que quatre manifestants avaient été tués dimanche soir par des hommes de Kadhafi au cours d'une manifestation analogue.

"Les miliciens de Kadhafi tiraient à l'aveuglette. Ils sont arrivés à bord de quatre véhicules tout terrain et ont ouvert le feu. On les a enterrés aujourd'hui", a dit un informaticien du nom de Mohamed.

Des témoins ont rapporté que des hommes armés avaient fait irruption il y a quelques jours dans un dispensaire du quartier et y avaient tiré à l'aveuglette.

Des habitants de Tadjoura ont dit que plusieurs blessés, victimes de récents accrochages, avaient disparu des hôpitaux publics, ce qui les avait contraints à ne soigner les nouveaux blessés que dans des dispensaires. (Reuters 28.02)

Des forces fidèles à Mouammar Kadhafi ont tiré ce soir sur des passants à Misrata, à l'est de Tripoli, faisant au moins deux morts et un blessé grave, selon un témoin joint au téléphone par l'AFP.

Oman.

Les manifestations sont poursuivies lundi pour le troisième jour consécutif dans le sultanat d'Oman, des manifestants mettant le feu à un supermarché et se rassemblant à deux endroits de la ville portuaire de Sohar, à environ 200 km au nord-ouest de la capitale Mascate.

Selon des témoins, un supermarché a été incendié et plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés sur le principal rond-point de la ville pour demander des hausses de salaires, des emplois pour les jeunes chômeurs et le limogeage de certains ministres du gouvernement.

A une dizaine de kilomètres de là, environ 500 manifestants ont empêché les camions d'entrer dans la zone portuaire de Sohar, deuxième port d'Oman, ont rapporté des témoins.

Les forces de sécurité ont bouclé les principales routes d'accès à la ville pour tenter d'isoler les manifestants. Dimanche soir, selon un responsable de la police, des affrontements entre forces de sécurité et protestataires ont fait au moins un mort à Sohar.

Selon les médias publics, le sultan d'Oman, Qaboos ben Saïd, a rencontré lundi l'émissaire américain Jeffrey Feltman, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires proche-orientales, afin de discuter des "événements et développements en cours" dans la région.

Pour tenter d'apaiser la grogne, le souverain a ordonné dimanche la création de 50.000 nouveaux emplois publics et une allocation mensuelle de 150 rials (282 euros) pour les demandeurs d'emploi. La veille, il avait remplacé six ministres de son cabinet. (AP 28.02)

Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'il y ait des travailleurs pauvres en grand nombre dans un pays riche en pétrole, le pays le plus riche du monde, les Etats-Unis ne compte-t-il pas quelque 37 millions de travailleurs sans couverture sociale pour accéder aux soins médicaux et des millions de chômeurs. Et la France, cinquième ou sixième puissance mondiale, ne compte-t-elle pas des millions de pauvres ?

Bahreïn.

Un demi-millier de Bahreïnais exigeant des réformes démocratiques dans leur pays ont manifesté lundi devant le parlement pour réclamer la démission de tous ses membres après la répression meurtrière de leur soulèvement.

"Nous sommes venus devant ce parlement pour vous dire que vous représentez le peuple et que vous nous représentez. Adoptez une position honorable au sujet des meurtres commis par l'armée", a déclaré Mirza al Chihabi, l'un des manifestants présents devant le siège du parlement dans le centre de Manama.

Les participants à ce rassemblement se sont notamment plaints de l'embauche de sunnites étrangers dans l'armée et la police. D'après eux, ces sunnites se voient accorder la nationalité bahreïnienne ainsi que de nombreux avantages.

"Il y a des Yéménites et des Pakistanais dans la police alors que nos enfants ne trouvent pas d'emplois. Tout le monde dans ce parlement devrait démissionner car aucun d'entre eux n'agit contre cela", a déclaré Oumm Djasser, un manifestant.

"*Dehors les citoyens naturalisés*", était-il écrit sur certaines banderoles.

Le parlement à Bahreïn dispose de peu de voix et le gouvernement, dirigé depuis 1971 par un oncle du roi Hamad ibn Issa al Khalifa, est nommé par ce dernier.

Sous la pression de ses alliés occidentaux, notamment des Etats-Unis, Bahreïn s'est engagé à laisser sa population manifester pacifiquement après le démantèlement par la force mi-février d'un camp de protestataires sur la place de la Perle. (Reuters 28.02)

Yémen.

Le président yéménite a mis en garde, lundi 28 février, contre une partition du pays si son régime venait à tomber sous la pression populaire. "*Le Yémen sera divisé, non pas en deux parties comme dans le passé, mais en quatre parties*", a déclaré le chef de l'Etat lors d'une rencontre avec l'Association des ulémas du Yémen dans une mosquée de Sanaa. S'en prenant à ses opposants qui réclament la chute de son régime, le président yéménite a affirmé qu'"*ils ne pourront pas gouverner pendant une seule semaine, j'en suis certain*".

Cette surenchère verbale survient au moment où l'opposition a rejeté la proposition faite par le président Saleh de former un gouvernement d'union. Ce dernier s'y était dit prêt si l'opposition lui soumettait des noms pour les postes ministériels. Au grand dam du président, l'opposition parlementaire s'est ralliée au mouvement de protestation, de même que les chefs de puissantes tribus.

A Sanaa, les étudiants ont poursuivi lundi devant l'université leur sit-in qu'ils ont juré de maintenir jusqu'à "*la chute du régime*". Des manifestants campent également à Taëz, au sud de la capitale.

Dans le reste du pays, les manifestations se sont poursuivies lundi. Dans la province du Hadramout, la police a dispersé à coups de grenades lacrymogènes et de matraques une manifestation de milliers de lycéens dans la ville de Seyoun, selon des témoins. Deux manifestants ont été blessés. Des centaines d'opposants ont également défilé comme chaque soir dans les différents quartiers d'Aden, la grande ville du Sud. Dans la ville d'Amran, au nord, deux personnes ont été blessées lors d'affrontements entre des manifestants et des partisans du régime, selon des témoins.

Selon Amnesty International, au moins onze personnes ont été tuées dans la journée de vendredi, et vingt-sept au total depuis le 16 février.

Par ailleurs, treize députés yéménites, dont l'un du Congrès populaire général au pouvoir, ont "*gelé leur participation au Parlement*", pour protester contre l'usage de la force contre les manifestants et le "*silence du Parlement*" à ce sujet. Ils ont précisé que le gel de leur participation durerait jusqu'à ce que "*les responsables des morts soient présentés devant la justice*".

Onze députés du parti du Congrès populaire général avaient déjà présenté leur démission la semaine dernière pour protester contre la répression des manifestations au Yémen. (Lemonde.fr 28.02)

Un article du Monde.fr, AP et Reuters du 1er mars :

Hier, suite des soulèvements révolutionnaires. (02.03)

Tunisie

Le nouveau premier ministre tunisien, Béji Caïd Essebsi, aurait accepté l'idée de mettre en place une Assemblée constituante, prônée par un collectif de partis et d'ONG. Cette décision n'a, pour l'heure, pas été confirmée, et le porte-parole du gouvernement, Taïeb Baccouch, était injoignable dans l'après-midi.

Cette Assemblée constituante est une idée phare du Conseil de la protection de la révolution, un collectif formé de quelque 14 partis politiques, de la puissante Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) et d'organisations de la société civile.

Ahmed Néjib Chebbi, ministre démissionnaire du développement régional, a assuré que le président de la république par intérim, Foued Mbazaa, "*ne prolongera pas son mandat*", qui expire à la mi-mars selon la Constitution, mettant en garde contre le risque d'un "vide constitutionnel" dans le pays.

Le départ d'Ahmed Néjib Chebbi du gouvernement s'ajoute à la démission du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Ahmed Ibrahim, ce mardi 1er mars. Selon Reuters, qui cite la radio privée Shems FM, Elyes Jouini, ministre chargé des réformes économiques et sociales, a lui aussi présenté sa démission ce mardi.

Lybie

Le Guide de la révolution libyenne et ses forces ne contrôlent plus que la capitale, Tripoli, et sa région, ainsi que les villes de Syrte et de Sebha. Mais, selon des témoins, des militaires pro-régime ont renforcé la frontière avec la Tunisie, qu'ils avaient désertée dimanche et lundi.

L'opposition poursuit sa fronde. A Benghazi, épice de la contestation dans l'Est, l'insurrection a créé un conseil militaire, embryon d'une future armée, pour chasser M. Kadhafi du pouvoir et envoie déjà des "*volontaires*" dans l'ouest du pays et à Tripoli pour combattre les milices armées du Guide.

Plus à l'ouest, à Zenten, à 145 km au sud de Tripoli, l'opposition contrôle la ville mais craint une contre-offensive des forces pro-Kadhafi. Elle revendique également le contrôle de plusieurs villes autour de la capitale et dans l'Ouest, dont Nalout, Zaouiah, Misrata et Gherien.

La situation humanitaire s'aggrave. A la frontière libyo-tunisienne, la situation a atteint un niveau de "*crise*" après le passage de quelque 75 000 personnes fuyant la répression de Tripoli depuis le 20 février, s'est alarmé le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, rappelant que plus de 40 000 personnes attendent toujours d'entrer en Tunisie. Rémy Ourdan, l'envoyé spécial du Monde à Ras Adjir, à la frontière, évoque une "*pagaille assez indescriptible*" et quelques tensions.

Mardi, deux navires de guerre américains, avec à leur bord plusieurs centaines de marines, s'approchaient des côtes libyennes. Le secrétaire à la défense américain, Robert Gates, a précisé dans la journée que ces forces pourraient servir à une éventuelle opération d'évacuation et d'assistance humanitaire.

"Nous sommes en train de regarder comment la marine nationale française pourrait venir à l'aide des Egyptiens qui sont en train de fuir la Libye et de se présenter à la frontière tunisienne", a déclaré Alain Juppé mardi soir dans une interview sur TF1.

Yémen

Le président a limogé les gouverneurs de quatre provinces dans le sud et d'une cinquième dans l'ouest du Yémen, a annoncé mardi 1er mars un responsable à Sanaa. Les personnalités limogées n'ont pas été remplacées dans l'immédiat.

Les gouvernorats concernés par ces limogeages sont Aden, Hadramaout, Abyane, Lahaj et Hodeïda, les cinq provinces en proie à de violentes manifestations contre le pouvoir.

A Sanaa, ils seraient des dizaines de milliers de personnes à demander ce mardi le départ du président Ali Abdallah Saleh, selon un correspondant de l'AFP. Plusieurs dirigeants de l'opposition ont pris part à la manifestation, ainsi que des représentants des tribus.

"De toute notre âme et avec notre sang, nous te soutenons, Aden!", ont scandé mardi les manifestants qui défilaient à Sanaa, la capitale, devant les caméras d'Al Djazira.

"La victoire arrive. Elle est proche!" leur a lancé Hassan Zaïd, l'un des chefs de file de l'opposition. *"Nous avons un seul objectif et une revendication, c'est la chute rapide du régime, a-t-il ajouté.*

Outre la pauvreté endémique, les opposants, inspirés par les révoltes de Tunisie et d'Egypte en ce début d'année 2011, dénoncent la corruption et la pénurie d'emplois pour les jeunes diplômés.

Des partisans du régime ont de leur côté organisé une importante contre-manifestation à Sanaa, à l'appel du Congrès populaire général (CPG, au pouvoir), mais aucune violence n'a été signalée.

Ailleurs dans le pays, des manifestations contre le régime se sont poursuivies. A Seyoun, dans la province méridionale du Hadramaout, trois personnes ont été blessées, dont deux par balle, lors de la dispersion par les forces de sécurité d'une manifestation de lycéens appelant au départ du président Saleh, selon des sources médicales. Des milliers de personnes ont également défilé à Lahij (sud), réclamant la chute du régime, selon des témoins.

L'un des principaux dignitaires religieux de Taïz, 200 km au sud de Sanaa, a promis de se joindre aux 10.000 contestataires qui campent depuis plusieurs semaines sur la place centrale de la ville.

Le président Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, s'en est pris au président américain, avec une violence inhabituelle, et a accusé Tel Aviv et Washington d'*"orchestrer les révoltes arabes"*. Le chef d'Etat yéménite a cependant renouvelé son engagement à *"protéger les manifestants"* et son appel à l'opposition pour la reprise du dialogue.

Bahreïn

Des milliers de manifestants ont de nouveau marché mardi 1er février dans les rues de Manama, affirmant l'unité nationale du petit royaume de Bahreïn, où les communautés sunnite et chiite se côtoient. Depuis le 14 février, des manifestations exigent un changement politique dans cet archipel à majorité chiite gouverné par une dynastie sunnite.

L'opposition, dominée par les formations chiites, a jusqu'ici refusé d'engager un dialogue national proposé par le roi Hamad Ben Issa Al-Khalifa, en demandant en préalable la démission de tout le gouvernement. Des manifestants qui campent depuis des jours sur la place de la Perle, dans le centre de Manama, ont des exigences plus radicales et veulent la chute de la dynastie des Al-Khalifa. Cette lignée sunnite règne depuis plus de deux cents ans sur le royaume, qui compte aujourd'hui 1,2 million d'habitants dont la moitié sont étrangers. La population autochtone est majoritairement chiite.

"Nous sommes tous frères, sunnites et chiites", ont scandé les manifestants, en majorité chiites, qui ont défilé du quartier de Salmaniah vers le centre de Manama. Les femmes en voile noir marchaient d'un côté de la route, et les hommes de l'autre, selon une journaliste de l'AFP. *"Nous défilons pour affirmer l'unité entre les chiites et les sunnites au Bahreïn"*, a déclaré le cheikh Mohammed Habib Al-Muqdad, un des 25 militants accusés de terrorisme et graciés récemment par le roi.

Oman

Pour la quatrième journée consécutive, des troubles ont éclaté à Sohar, le principal port d'Oman, où une personne a été blessée lorsque l'armée a tiré en l'air pour disperser une foule de 200 à 300 personnes, racontent des témoins.

Plus tard, à Mascate, quelque 200 personnes se sont réunies en silence devant le siège de la Choura, le conseil consultatif du sultan Kabous, pour réclamer des emplois, de meilleurs salaires et des réformes politiques.

Deux milliers de personnes se sont de leur côté massées dans la grande mosquée Kabous de la capitale pour exprimer leur soutien au sultan et rejeter les violences des jours derniers sur les manifestants.

Un article du Monde.fr du 1er mars :

Sur la situation en Oman. (02.03)

Marc Valeri, qui enseigne l'économie politique du Moyen-Orient à l'université d'Exeter (Grande-Bretagne), est l'auteur du livre *Le Sultanat d'Oman : une révolution en trompe-l'œil*, paru en 2007 aux éditions Broché. Il revient sur les causes des tensions qui secouent ce pays de la péninsule Arabique, à l'heure où des manifestants bloquent le port de la ville industrielle de Sohar.

Peut-on qualifier le régime du sultan Qabous de dictature ?

On peut certainement parler de pouvoir autoritaire. Il s'agit en tout cas du régime le plus centralisé de la région : dans les autres monarchies du Golfe, la famille royale concentre les pouvoirs, tandis qu'en Oman, tout est entre les mains du sultan. Qabous est à la fois premier ministre, chef des armées, gouverneur de la banque centrale et ministre de la défense. Il contrôle l'ensemble des postes importants du pays.

Certains efforts d'ouverture ont pourtant été faits, depuis son accession au pouvoir en 1970.

Qabous est effectivement arrivé à la tête d'Oman en 1970 en renversant son père, aidé par des conseillers britanniques. Cela coïncide avec le début de l'extraction du pétrole dans ce pays, qui a démarré en 1967. Dans l'imaginaire collectif, son accession au pouvoir correspond donc à l'arrivée du pétrole. Cet élément lui a énormément servi pour asseoir sa légitimité.

Les réformes mises en place depuis son arrivée sont toutefois à relativiser. Il a institué au début des années 1980 un conseil consultatif qui n'a aucun pouvoir législatif. De même, les partis politiques restent interdits dans le sultanat. Il y a donc eu une ouverture, mais qui est extrêmement faible du point de vue politique.

Malgré cela, les manifestations portent d'abord sur l'emploi et l'économie.

Depuis deux ans, certaines élites demandent du changement. Des intellectuels, des écrivains et quelques journalistes commencent à réclamer une réforme institutionnelle qui mettrait en place un Parlement, qui disposerait de vrais pouvoirs législatifs. Mais leur message ne dispose que de peu d'écho au sein de la population.

C'est pourquoi la contestation est d'abord socio-économique, mais déborde sur le champ politique : en Oman, ce sont les mêmes élites économiques qui contrôlent les décisions politiques, et cela depuis les années 1970. Les manifestants dénoncent cet état de fait.

Dans ce contexte, le sultan est-il directement menacé ?

Certainement pas. Les contestations actuelles, bien qu'elles prennent un virage violent, ne visent pas directement Qabous. Les manifestants lui reprochent d'avoir laissé trop de latitude à certains de ses ministres et conseillers, ainsi qu'à son entourage. C'est ce premier cercle qui est principalement contesté.

Le fait que le sultan lui-même échappe aux critiques s'explique par l'histoire. Il est arrivé au pouvoir en 1970 dans ce qui était alors l'un des pays les plus pauvres du monde. Dans ce territoire grand comme la moitié de la France, il n'y avait que six kilomètres de routes goudronnées, aucune véritable structure hospitalière, un taux d'anémie très élevé, une espérance de vie de 45 à 50 ans.

En 40 ans de pouvoir, le sultan Qabous a réussi à développer le pays en redistribuant la rente pétrolière, tout en gardant un pouvoir politique très centralisé. Il a mis en place un système de santé et d'éducation quasi-gratuit. Les Omanais qui ont connu l'état du pays avant son arrivée au pouvoir, et qui ont baigné dans l'atmosphère de développement des années 1980 et 1990, n'envisagent même pas de contester le sultan.

Comment expliquer alors les mouvements actuels ?

Aujourd'hui, environ 55 % de la population d'Oman a moins de 24 ans : ils n'ont pas connu cette période de développement. Les jeunes omanais nés sous le régime de Qabous sont plus éduqués que leurs parents et ne trouvent pas de travail. Ils ne croient plus en la rhétorique officielle, qui leur paraît dépassée.

De ce point de vue, la situation rappelle inévitablement ce qui se passe dans d'autres pays arabes, où les leaders s'appuient sur une légitimité historique qui ne représente rien pour la jeunesse. De manière très pragmatique, ils réclament du travail que ni le secteur public ni le secteur privé ne peuvent leur offrir. D'une part parce que l'économie n'est pas particulièrement dynamique, et d'autre part à cause de l'extraordinaire poussée démographique : il y a trop de demande par rapport à l'offre.

Doit-on s'attendre à un renversement du régime ?

A mon avis, pas encore. A la différence d'Etats comme Bahreïn, Oman ne dispose pas d'une société civile organisée. Il n'y a pas de culture du débat politique dans le pays. Par ailleurs, le pays reste rural, et la contestation ne concerne pour le moment que les jeunes urbains.

Je crois que le sultan dispose encore d'une marge de manœuvre pour retourner la situation en sa faveur. Il peut non seulement compter sur son charisme et sa légitimité personnelle, mais sur le soutien des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et des monarchies de la région, qui ne le lâcheront pas de sitôt.

Un article de Libération.fr du 3 mars :

La réforme fiscale «remplace un cadeau aux plus riches par un autre cadeau aux plus riches». (04.03)

Peu de nouveautés, ce jeudi matin, dans les annonces faites par François Fillon sur la réforme fiscale, qui doit aboutir à un projet de loi en avril.

Le Premier ministre a confirmé la suppression du bouclier fiscal, instauré par Nicolas Sarkozy au tout début de son quinquennat. Fillon a également annoncé que 300.000 foyers seraient sortis de l'impôt sur la fortune, sans en préciser les modalités. Les deux pistes évoquées par Baroin cette semaine sont toujours à l'étude: l'une prévoit d'aménager l'ISF, l'autre de le supprimer, et de le remplacer par un impôt taxant l'évolution du patrimoine.

Pour Thomas Piketty, professeur à l'Ecole d'économie de Paris et co-auteur du livre «*Pour une révolution fiscale*», cette réforme profite surtout à ceux qui détiennent déjà un patrimoine important, au détriment des classes moyennes.

Quelle réforme fiscale se dessine en creux des annonces faites par François Fillon ce jeudi matin?

La «réforme» consiste en gros à remplacer un cadeau aux plus riches par un autre cadeau aux plus riches... Le bouclier fiscal est supprimé, mais la piste qui semble se préciser aujourd'hui, c'est que l'argent qu'on va économiser avec cette suppression sera rendu à 300.000 contribuables à l'impôt sur la fortune.

L'une des pistes évoquées pour les en sortir [François Fillon n'a pas précisé de quelle façon seront sortis de l'ISF ces 300.000 contribuables, ndr] est l'augmentation du seuil d'imposition de l'ISF. Il est actuellement de 800.000 euros et pourrait être relevé à 1,3 million d'euros.

Il s'agit d'un seuil de patrimoine imposable au sens de l'ISF, et non d'un seuil de patrimoine réel. Il faut y ajouter toutes sortes de niches fiscales et un abattement de 30% sur la résidence principale. En pratique, le seuil de patrimoine réel qu'il faut dépasser pour commencer à payer l'ISF est donc actuellement d'environ 1,2 million d'euros, et il passera dans la réforme proposée à 1,9 million d'euros. Et n'oublions pas que l'on peut bien sûr déduire les emprunts immobiliers.

Pour résumer, ce qu'annonce Fillon, c'est donc qu'il a de l'argent à distribuer pour ceux qui ont entre 1,2 et 1,9 millions d'euros de patrimoine... Mais en vérité la France n'a pas les moyens de telles largesses!

A qui profiterait la réforme? Qui néglige-t-elle?

Ce gouvernement bling-bling fait le choix des patrimoines déjà constitués et tourne le dos aux classes moyennes et aux jeunes.

Actuellement, même avec un bon salaire, 3000 euros par mois, 5000 euros par mois, ou même 10.000 euros par mois, les gens n'arrivent pas à devenir propriétaires à Paris. Ils aimeraient bien être imposables à l'ISF, mais ils restent souvent locataires toute leur vie! Et quand par miracle ils parviennent à acheter un appartement, il s'agit le plus souvent d'un appartement qui vaut au maximum 600.000 ou 900.000 euros, et ils se retrouvent avec un énorme emprunt sur le dos jusqu'à 50 ou 60 ans. Les gens qui n'héritent pas n'ont donc aucune chance de dépasser le seuil de 1,2 million d'euros pour être imposables à l'ISF, sauf peut-être à 60 ou 70 ans!

En gros, le gouvernement dit à toutes ces personnes qui n'ont que leur travail pour vivre: «Vous n'êtes pas ma priorité, je préfère consacrer mes maigres marges de manœuvre budgétaire à ceux qui possèdent déjà un patrimoine compris entre 1,2 et 1,9 millions d'euros». Autrement dit des gens qui sont déjà installés, qui sont d'une moyenne d'âge plutôt élevée. C'est une réforme faite contre les gens qui sont dans leur ascension sociale.

S'agit-il d'une réforme d'ampleur?

Il faut être clair: il n'y a aucune volonté de réforme fiscale, seulement une volonté de supprimer le boulet politique qu'est devenu le bouclier fiscal, sans avoir l'air trop bête. Le problème, c'est que le gouvernement ne fait pas qu'effacer ses bêtises, il en invente de nouvelles.

Le quinquennat qui s'achève est vraiment un quinquennat pour rien en matière fiscale. On a introduit des niches fiscales invraisemblables en début de mandat, et on les supprime à la fin. Ce qui m'intéresse maintenant, c'est de savoir si nous aurons un vrai débat fiscal en 2012. Ce débat doit d'abord porter sur une véritable réforme de l'impôt sur le revenu, qui est totalement mité par les niches fiscales et a besoin d'être entièrement refondé.

La convergence avec l'Allemagne, qui aurait aussi supprimé son impôt sur la fortune, est mise en avant pour justifier cette réforme. Ce rapprochement est-il opportun?

C'était déjà l'argument pour instaurer, puis pour supprimer le bouclier fiscal. Or en Allemagne il n'y a jamais eu de bouclier fiscal. Et il n'y a jamais eu non plus d'impôt sur la fortune! L'impôt sur le patrimoine auquel fait référence Nicolas Sarkozy et qui a été supprimé en Allemagne n'a absolument rien à voir avec l'ISF français: il s'agissait d'un très vieux impôt basé sur des valeurs cadastrales, et qui ressemblait bien davantage à notre taxe foncière qu'à l'ISF. C'est d'ailleurs pour cela qu'il a été supprimé: il y avait rupture du principe d'égalité devant l'impôt (en Allemagne comme en Espagne).

L'ISF français est au contraire un impôt moderne, créé dans les années 1980-1990, et qui s'appuie sur les valeurs de marché au 1er janvier. Au moins, c'est la même règle pour tout le monde. Le problème, c'est qu'on a affaire à un gouvernement qui ment effrontément et pollue le débat avec des comparaisons internationales totalement farfelues.

Cette réforme est-elle de nature à lutter contre l'évasion fiscale, autre argument avancé par le gouvernement?

Sortons de l'idéologie et regardons les chiffres. Les patrimoines français ne se sont jamais aussi bien portés. On le voit sur le niveau des prix de l'immobilier à Paris: il faut un niveau de patrimoine et de prospérité important pour soutenir ce niveau des prix. Les patrimoines déclarés à l'ISF ont augmenté très vite ces quinze dernières années, plus vite encore que les cours boursiers et immobiliers. C'est d'ailleurs pour ça que ça coûte très cher de le supprimer et que, apparemment, le gouvernement va finir par ne pas le supprimer. Si vraiment les patrimoines foutaient le camp, cet impôt ne rapporterait rien et il n'y aurait aucun problème à le supprimer.

Nous sommes dans une période historique où les patrimoines prospèrent mais où les revenus stagnent. Ce n'est pas du tout le moment de détaxer les patrimoines! D'autant plus que cela contribue à doper l'inflation immobilière et à empêcher ceux qui veulent entrer dans le jeu, qui ont un salaire élevé mais pas encore de patrimoine, de le faire. La priorité absolue de la politique fiscale doit être de consacrer toutes les marges de manœuvre disponibles à réduire les prélèvements pesant sur ceux qui n'ont que leur travail pour vivre (salariés et non-salariés). C'est le sens de ce que nous proposons dans notre livre sur la révolution fiscale, et sur www.revolution-fiscale.fr.

Un article de Lepost.fr du 3 mars :

Ces conseillers qui ont poussé Sarkozy à lancer le débat sur l'islam et la laïcité. (04.03)

Le débat sur l'islam et la laïcité fait débat dans l'entourage du chef de l'Etat. Derrière les déclarations publiques des uns et des autres, se joue en coulisses une lutte idéologique entre les stratèges de Nicolas Sarkozy.

Entre les deux conseillers de l'intérieur - Claude Guéant et Henri Guaino - et les deux de l'extérieur - Pierre Giacometti et Patrick Buisson - , qui a pesé le plus sur la décision de Nicolas Sarkozy de lancer ce débat ?

Une certitude : condamné unanimement à gauche, le débat sur l'islam voulu par le président de la République et organisé par l'UMP n'en finit pas de diviser à droite.

Depuis qu'il a été annoncé, pas un jour ne passe sans que des ténors de la majorité - y compris au gouvernement - émettent des réserves ou expriment leur opposition pure et simple au principe de ce débat, invoquant les risques de stigmatisation de la communauté musulmane.

Signe de l'embarras dans lequel se trouve la majorité, le patron de l'UMP, Jean-François Copé, assure désormais qu'il ne s'agit pas d'un débat sur l'islam mais d'un débat sur la "laïcité" et l'organisation d'un "islam de France". Mercredi, il a réaffirmé que ce débat aurait "bien lieu" comme prévu à l'occasion d'une convention UMP, le 5 avril à Paris, et donnerait lieu à une série de "propositions très concrètes".

Que Nicolas Sarkozy lance un débat aussi "clivant" en a surpris plus d'un, après les dérapages de celui sur l'identité nationale, fin 2009, et la séquence sécuritaire de l'été 2010. D'autant que si ces séquences ont permis à Nicolas Sarkozy de conforter son socle électoral, elles ne lui ont pas permis de gagner des voix au centre-droit, ni de faire remonter sa cote de popularité, comme l'a expliqué au Post, Frédéric Dabi, de l'Ifop.

1. Deux camps en Sarkozye : les modérés et les "droitiers"

Deux camps s'affrontent actuellement pour définir la stratégie que doit adopter Nicolas Sarkozy à 14 mois de la présidentielle.

Pour l'aile modérée de la majorité, ce débat peut se révéler contre-productif pour Nicolas Sarkozy s'il n'est pas cadré et donne lieu à des dérapages.

C'est notamment ce que craignent le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, le Président du Sénat Gérard Larcher, celui de l'Assemblée Bernard Accoyer, le centriste Dominique Paillé ou encore les anciennes ministres Rama Yade et Rachida Dati. Même le Premier ministre François Fillon a émis des réserves sur ce débat, lundi sur RTL, avant de le juger finalement "nécessaire" le lendemain.

Dans ce camp, on pense que le Président court le risque d'être piégé par la présidente du Front national, Marine Le Pen -qui s'envole dans les sondages- en légitimant ses thématiques.

De l'autre côté, on retrouve les partisans d'une ligne plus à droite. Outre Jean-François Copé, on retrouve la frange la plus radicale de l'UMP, incarnée notamment par le secrétaire d'Etat, Thierry Mariani. Dans une interview au Post, il voit ce débat comme "une opération nécessaire" car, selon lui, la majorité doit apporter des réponses quant à "l'espace dévolu à la laïcité et celui accordé à la pratique de l'islam". L'ex-ministre de l'Immigration Eric Besson, devenu ministre de l'Industrie, se réjouit aussi de voir revenir à l'ordre du jour des sujets qui rappellent le débat sur l'identité nationale qu'il avait lancé.

Pour eux, le Président court le risque d'être devancé par Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle s'il lui laisse le champ libre sur des thématiques comme l'immigration ou la sécurité. Deux domaines qui font partie des "marqueurs" du sarkozysme et sur lesquels leur champion s'était appuyé pour l'emporter en 2007.

Dans le camp des "droitiers", on veut refaire en 2012 le coup de la précédente présidentielle : siphonner les voix des électeurs du FN pour se retrouver avec le plus haut score possible au premier tour, afin d'enclencher une dynamique qui permette de l'emporter au second. L'objectif : attirer dans le filet de Nicolas

Sarkozy ces électeurs à la frontière entre l'UMP et le FN, qui seraient entre 5 et 7 % de l'électorat, selon le politologue Roland Cayrol.

Les partisans de cette ligne dure se réjouissent du lancement de ce débat sur l'islam et la laïcité. Mais ce ne sont pas forcément eux qui ont le plus peser sur la décision de Nicolas Sarkozy...

2. "Patrick Buisson est le principal inspirateur de ce débat sur l'islam"

Qui sont ces hommes qui influencent et forgent la pensée du Président ? Quel est celui qui a le plus pesé sur la décision du chef de l'Etat de lancer ce débat ?

"C'est Patrick Buisson", assure au Post un haut responsable de la majorité, sous couvert de l'anonymat. "Il a dû convertir une ou deux personnes à l'Elysée, qui ont dû convaincre le Président."

"Patrick Buisson est le principal inspirateur de ce débat sur l'islam", affirme un ministre, toujours en off, au Post.

Ancien journaliste venu de l'extrême droite, Patrick Buisson est aujourd'hui directeur général de la chaîne Histoire. Il est surtout politologue et un des conseillers en stratégie de Nicolas Sarkozy. Présenté par *Le Monde* en octobre 2008 comme "*l'hémisphère droit de Sarkozy*", il a bâti une partie de la campagne présidentielle et est aujourd'hui l'un des hommes les plus écoutés par le Président.

Dans une interview à *L'Express* -une des rares qu'il a accordées- Patrick Buisson définit son rôle ainsi : "*Faire vivre et prospérer le lien direct que Nicolas Sarkozy a établi avec les Français, notamment avec les catégories populaires, lors de la campagne présidentielle*".

Avec lui, "*la droite dure est entrée à l'Elysée*", résume *Télérama*. Il a convaincu le candidat Sarkozy qu'il devait siphonner les voix du FN, en 2007 et lui a appris les techniques à employer pour séduire les électeurs frontistes. Jean-Marie Le Pen, qui aurait "*bien aimé l'avoir comme conseiller*", explique à l'hebdo : "*Il a donné à Sarkozy les mots, les codes, le langage qu'il faut employer vis-à-vis des électeurs du Front national*".

Toujours convaincu aujourd'hui qu'une présidentielle se gagne à droite, Patrick Buisson a persuadé Nicolas Sarkozy de se rendre au Puy-en-Velay (Haute-Loire), jeudi, un haut lieu du catholicisme, selon *Le Figaro*. Début janvier, il a proposé dans une note détaillée un repositionnement du chef de l'État sur une nouvelle longueur d'onde: celle de l'histoire contre l'actualité, explique le journal. Selon le quotidien, Patrick Buisson est convaincu que Nicolas Sarkozy doit visiter des lieux historiques et symboliques, notamment pour se démarquer de Dominique Strauss-Kahn, "*bloqué*" à Washington, et empiéter sur le FN.

3. "Sarkozy est très marqué par le 21 avril 2002"

A la tête de sa société Publifact, Patrick Buisson est l'un des deux conseillers "extérieurs" du Président. L'autre, c'est Pierre Giacometti, ancien directeur général d'Ipsos passé à son propre compte.

Chargé lui aussi de décrypter les phénomènes d'opinion pour le Président, Pierre Giacometti a également poussé Nicolas Sarkozy à lancer ce débat. "*Mais un débat sur la laïcité et la République, et pas sur l'islam*", indique-t-on au Post dans l'entourage de Nicolas Sarkozy. "*Un débat marqué du sceau de l'équilibre, du respect et de la tolérance*", qui "*ne vise pas à stigmatiser l'islam*".

Le "*traumatisme*" du 21 avril 2002 a convaincu le chef de l'Etat de lancer ce débat sur la laïcité. "*Il est très marqué par ce qui s'est passé [l'élimination de Jospin par Le Pen, au premier tour de la présidentielle, ndr] et pense que c'est une erreur de ne pas vouloir débattre de certains sujets. Pour lui, le PS a échoué en 2002 à cause d'une forme de déni de la société française. Son raisonnement, c'est qu'il faut agir sur ces sujets, sans tabou, pour ne pas revivre le 21 avril 2002*", explique un conseiller de l'Elysée, au Post. "*Nicolas Sarkozy se dit qu'il ne faut pas avoir de tabou, sinon, d'autres en profitent*".

"*Le Président est convaincu que les partis de gouvernement ont la responsabilité de réfléchir au modèle d'intégration et à la place de la religion dans la société française. Il pense que le problème de l'intégration a été sous-estimé pendant trop d'années et est obsédé par la recherche d'un équilibre sur ce sujet*", confie ce

proche du chef de l'Etat. Avant de préciser que Nicolas Sarkozy "*ne veut pas se laisser emporter par la polémique*", laissant l'UMP "*organiser le débat partisan*".

"Et avant de décider de lancer ce débat, Nicolas Sarkozy n'a pas choisi la ligne d'un conseiller ou d'un autre", assure-t-on au Post à l'Elysée.

"Il est conscient de ce qu'il doit faire et a une grande part d'autonomie dans ses prises de décision. Il écoute les points de vue de chacun, notamment Claude Guéant, Henri Guaino, Patrick Buisson et Pierre Giacometti. Ils jouent un rôle dans la construction de sa décision, qui relève d'un subtil équilibre entre tout ce qui lui est dit."

Pour bien comprendre la pensée du Président sur la religion et la laïcité, l'Elysée renvoie vers le discours du Président lors de ses vœux aux autorités religieuses, à l'Elysée, le 7 janvier dernier.

Qu'on se le dise : jusqu'à la présidentielle, Nicolas Sarkozy semble déterminé à jouer sur un registre droitier. Lundi, devant des députés UMP, il a lancé : "*Je serai offensif pendant la campagne, pour le moment je suis un président rassembleur et protecteur.*"

Un article du Monde.fr du 1er mars :

Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (04.03)

Tunisie.

1- La crise politique s'est aggravée hier avec la démission de deux nouveaux ministres.

Chebbi du Parti démocrate progressiste (PDP, gauche) et Ahmed Brahim d'Ettajdid (ex-communiste), qui avaient accepté de participer au gouvernement de transition dirigé par Mohamed Ghannouchi. (Libération.fr 03.03)

2- Une élection sera organisée le 24 juillet en Tunisie pour former une assemblée chargée d'amender la constitution, a annoncé jeudi dans une allocution télévisée le président par intérim Fouad Mebazza.

Il a ajouté qu'afin d'assurer la transition, lui-même et le gouvernement provisoire resteraient en place jusqu'à ce scrutin qui donnera naissance à l'Assemblée nationale constituante.

De source proche de la présidence, on précise qu'une fois élue l'Assemblée nationale constituante pourra soit désigner un nouveau gouvernement, soit demander aux autorités actuelles de rester en place jusqu'à la tenue d'élections présidentielle et législatives. (Reuters 03.03)

Egypte.

Le Premier ministre égyptien, Ahmed Chafik, a démissionné jeudi, annonce le Conseil suprême des forces armées (CSFA), répondant favorablement aux demandes de remaniement formulées par des artisans de la révolution.

L'armée au pouvoir, qui a publié un communiqué en ce sens sur sa page Facebook et en a confirmé la teneur à Reuters, a chargé Essam Charaf, un ancien ministre des Transports, de former un nouveau gouvernement.

Chafik avait été nommé par Hosni Moubarak quelques jours avant le départ du "rais" le 11 février, à l'issue de 18 jours de révolte populaire. Mais des manifestations se sont poursuivies pour réclamer la démission du chef du gouvernement.

Un conseiller de Chafik a déclaré que cette démission, selon lui "*choquante et prématurée*", visait à prévenir de nouveaux rassemblements massifs vendredi, journée de prières régulièrement choisie par les manifestants pour faire valoir leurs revendications.

"*On a eu peur des rassemblements du vendredi et de leur ampleur. (Chafik) voulait, en fait, partir avant cette semaine et ne souhaite pas provoquer d'agitation*", a ajouté ce conseiller.

Essam Charaf, ancien professeur et ingénieur, a participé à des manifestations contre Hosni Moubarak sur la place Tahrir du Caire. Il a été membre du gouvernement entre 2004 et 2006 avant de revenir enseigner à l'université du Caire.

Le CSFA, qui avait maintenu à leurs postes tous les ministres régaliens nommés par Moubarak avant son départ, était sous forte pression de la rue pour procéder à un remaniement.

Les protestataires réclamaient la formation d'une équipe de technocrates dans l'attente du transfert du pouvoir aux civils.

Une réforme constitutionnelle sera soumise à référendum le 19 mars, en prélude à des élections législatives en juin et présidentielle six semaines plus tard. (Reuters 03.03)

Lybie.

1- Chavez et "ses frères" Kadhafi et ses partisans. Une "solution" pour permettre au dictateur de rester en place. Entre colonels au pouvoir on s'entraide, normal, non ?

Mouammar Kadhafi et Hugo Chavez s'allient pour sortir de la crise libyenne. Le dirigeant libyen a accepté un plan de recherche d'une solution négociée à la crise proposé par son homologue vénézuélien, selon le journal libyen en ligne Yosberides. L'information donnée par ce site, qui ne cite pas de source, a été confirmée peu après par un porte-parole du président Chavez.

Caracas propose l'envoi d'une mission de médiation internationale formée de représentants de pays d'Amérique latine, d'Europe et du Proche-Orient pour tenter de négocier une issue entre le régime libyen et les insurgés.

Ce plan de sortie de crise avait fait l'objet de discussions en début de semaine entre Hugo Chavez et le dirigeant libyen, selon le ministre de l'information vénézuélien, Andres Izarra. M. Chavez avait déclaré, lundi, au sujet d'une possible mission de paix : "*Et si au lieu d'envoyer des marines et des avions nous envoyions une mission de bonne volonté pour aider à ce que nos frères cessent de s'entretuer?*" Il avait également condamné toute éventuelle intervention militaire internationale, qui serait selon lui "*une catastrophe*".

Sans surprise, l'offre de médiation du président Chavez a été refusée par l'opposition libyenne. "*Nous avons une position très claire : c'est trop tard, beaucoup de sang a coulé*", a déclaré un porte-parole du Conseil national établi par les insurgés, Moustapha Gheriani.

Cette alliance entre le Venezuela et la Libye risque également d'être vue d'un mauvais œil par la France. Son nouveau ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, avait en effet rejeté la proposition de médiation d'Hugo Chavez en Libye. "*Toute médiation permettant au colonel Kadhafi de se succéder à lui-même n'est évidemment pas la bienvenue*", a-t-il dit.

Le Venezuela et la Libye se sont fortement rapprochés ces dernières années. M. Chavez avait déclaré lors d'une visite de M. Kadhafi dans son pays en 2009 que les deux pays étaient "*unis dans un même destin, dans la même bataille contre un ennemi commun*", l'impérialisme américain. Il a récemment accusé les Etats-Unis d'exagérer la situation libyenne pour justifier une invasion du pays, producteur de pétrole. (Lemonde.fr 03.03)

Quelles que soient les arrière-pensées ou les visées de l'impérialisme américain ou français sur le pétrole de la Libye, il est impossible de soutenir une initiative qui se solderait par le maintien au pouvoir du tyran Kadhafi, il doit dégager.

C'est au peuple libyen seul que revient de décider de son sort. Alors au NPA, on ne pince toujours pour le "*socialisme du XX^e siècle*" sous l'égide du colonel-président Chavez et ses "*frères*" Kadhafi, Ahmadinejad et autres dictateurs des temps modernes ?

2- Des mercenaires recrutés légalement dans les soi-disant "démocraties" africaines soutenus par les dirigeants du vieux monde.

25 000 mercenaires. Selon la Ligue libyenne des droits l'Homme, 25.000 mercenaires venus du Tchad, du Niger, du Mali, du Zimbabwe ou du Liberia ont été recrutés depuis le début du combat. Quelque 3.000 d'entre eux se trouveraient à Tripoli et 3.000 autres dans la région.

Au Mali, un petit bureau de recrutement est installé dans un hôtel de Bamako appartenant à la Libye, selon un journaliste de l'AFP. Un diplomate libyen y fait office d'agent recruteur. (Lemonde.fr 03.03)

3- Quelques infos sur la situation sur place hier.

Les forces fidèles à Mouammar Kadhafi se sont attaquées jeudi pour la deuxième journée consécutive aux terminaux pétroliers du golfe de Syrte tenus par les rebelles

Au 17e jour de la révolte du peuple libyen, le colonel Kadhafi a attaqué, jeudi 3 mars, les bastions de l'Est contrôlés par les insurgés. Les rebelles ont ainsi essuyé une frappe aérienne de l'armée à Brega, un site pétrolier mais aussi un des verrous contrôlant l'accès à Benghazi, fief de l'opposition.

Selon les habitants de cette ville côtière, au moins cinq personnes ont été emmenées par les forces pro-Kadhafi au cours de l'offensive appuyée par l'aviation et l'artillerie lourde et qui s'est soldée par la mort d'au moins douze personnes. Des opposants, qui disent toujours contrôler la ville, ont annoncé avoir fait au moins une centaine de prisonniers parmi les combattants loyaux au dirigeant libyen.

Un porte-parole de l'opposition a par ailleurs évoqué un renforcement de l'armée en direction de Ras Lanouf, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Brega. Selon lui, l'armée est appuyée par des mercenaires venus du Tchad et du Niger. Selon la Ligue libyenne des droits de l'homme, la répression a fait 6 000 morts.

Selon CNN, après Brega, deux bombes ont été larguées sur un camp militaire d'Ajdabiya. Ces deux villes de l'est sont toujours tenues par les rebelles, qui réclament l'aide internationale.

Au moins douze morts à Brega depuis mercredi. *«Il y a environ deux heures, des avions de guerre ont lâché une bombe dans le secteur situé entre la compagnie pétrolière et la zone résidentielle»*, vient de déclarer à l'AFP Fattah al-Moghrabi, un responsable de l'hôpital de Brega. *«Autant que je sache, il n'y a pas eu de victimes»*, dit-il.

Abdelrahman, un combattant se trouvant à l'entrée du complexe pétrolier affirme à l'AFP avoir vu l'attaque.

«C'était un avion qui a survolé (l'endroit) trois fois. Je crois que c'était un Sukhoi. La troisième fois, il a lâché des bombes», a-t-il dit.

Fattah al-Moghrabi indique que 12 personnes ont été tuées mercredi à Brega dans de violents combats ayant opposé les insurgés aux forces loyales au colonel Mouammar Kadhafi appuyées par l'aviation et de l'artillerie lourde. Parmi ces 12 morts, figurent neuf rebelles et trois combattants pro-Kadhafi, selon lui.

L'opposition s'organise à Benghazi. Si la population est favorable à la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne, elle est en revanche catégoriquement opposée à une intervention militaire terrestre extérieure, rapporte Cécile Hennion, envoyée spéciale du Monde à Benghazi. L'unité de l'Est libyen pourrait être remis en cause par une telle intervention. (Libération.fr 03.03)

Jordanie.

Le Premier ministre jordanien Marouf al-Bakhit a rejeté jeudi les appels de l'opposition demandant que le roi Abdallah II soit privé de ses pouvoirs pour créer une monarchie constitutionnelle. Un tel scénario violerait la Constitution, a-t-il affirmé. Lire la suite l'article

Des manifestations ont eu lieu ces deux derniers mois en Jordanie pour demander l'abrogation d'une partie des prérogatives royales, comme le droit de nommer le Premier ministre. Des groupes de l'opposition réclament l'instauration d'une monarchie constitutionnelle dans laquelle le roi n'aurait qu'une fonction honorifique.

"La Constitution est claire et donne au roi des pouvoirs absolus", a lancé Marouf al-Bakhit dans un discours au Parlement. Il a rejeté les appels à une transition vers une monarchie constitutionnelle, affirmant que cela constituerait une *"violation"* de la Constitution.

Abdallah II avait lui-même dit en 1999, lorsqu'il est monté sur le trône, envisager l'instauration d'une monarchie constitutionnelle à la britannique à l'avenir. Mais l'idée a depuis été peu évoquée en public.

M. Al-Bakhit a toutefois laissé la porte ouverte à des réformes politiques, expliquant que l'élection du Premier ministre pourrait être progressivement introduite le jour où le paysage politique jordanien, qui compte 34 partis, sera moins émietté et tournera autour de deux ou trois grandes formations. Il s'est exprimé peu avant que le Parlement ne vote la confiance à son gouvernement par 64 voix contre 47.

La Constitution jordanienne, qui date de 1952, stipule que le pays est doté d'un régime "*parlementaire avec une monarchie héréditaire*", qui donne au roi le pouvoir absolu de ratifier les lois, nommer le gouvernement, dissoudre le Parlement et de gouverner par décret. (AP 03.03)

Yémen.

Une coalition de l'opposition propose un plan pour sortir de la crise politique au Yémen qui prévoit le départ d'ici la fin de l'année du président Ali Abdullah Saleh, a annoncé jeudi un porte-parole du groupe.

L'opposition a transmis le plan en cinq points au président Saleh et attend une réponse, a déclaré Mohammed al-Sabri. Le plan ne précise pas comment Ali Abdullah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, devrait partir, mais l'opposition attend du président yéménite qu'il fasse une proposition, explique M. Al-Sabri.

L'opposition souhaite que le président Saleh "*parte selon une feuille de route débutant par une solution-clé ou un programme pour son départ*", souligne le porte-parole de la coalition. Ce programme devrait être "*clair et honnête et ne devrait pas se prolonger au-delà de la fin de cette année*".

De leur côté, les étudiants qui se rassemblent depuis des jours à l'université de Sanaa promettent dans un communiqué publié jeudi de poursuivre leur mouvement de protestation jusqu'à la "*chute*" du régime et de "*ses symboles corrompus*". Ils demandent à l'armée et aux forces de sécurité de refuser de participer à toute opération visant à mater la "*révolution*".

Le président yéménite a promis de démissionner après les élections de 2013, mais son offre a été rejetée par les manifestants. Sa proposition de former un gouvernement d'union avec l'opposition a également été repoussée. (AP 03.03)

Bahreïn.

Des affrontements entre sunnites et chiites se sont produits jeudi dans la ville de Hamad, à Bahreïn, la première confrontation directe entre les deux communautés depuis le début des manifestations politiques à Manama, la capitale, il y a deux semaines.

L'opposition bahreïne a précisé jeudi 3 mars ses revendications, réclamant en particulier l'élection d'une assemblée constituante pour élaborer une nouvelle loi fondamentale.

Un porte-parole parlait au nom de six groupes politiques d'opposition, dont le puissant Wefaq, qui réclament une "*véritable*" monarchie constitutionnelle au Bahreïn, pays à majorité chiite gouverné par une dynastie sunnite, les Al-Khalifa. "*Il faut que le pouvoir accepte plusieurs principes à l'ouverture du dialogue et avant d'entrer dans les détails*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Le premier de ces principes est "*l'abolition de la Constitution de 2002, l'élection d'une assemblée constituante chargée d'élaborer une nouvelle loi fondamentale*", a-t-il expliqué. Il faut aussi que le gouvernement reconnaisse "*le droit du peuple à élire un Parlement à plein pouvoirs législatifs*" et son droit "*d'avoir un gouvernement élu*". Enfin, le quatrième principe consiste à "*garantir l'application et le respect des résultats du dialogue*", a-t-il insisté.

L'opposition a également réitéré ses conditions pour entamer le dialogue proposé par le prince héritier Salman Ben Hamad Al-Khalifa : démission du gouvernement actuel, protection des manifestants qui campent sur la place de la Perle à Manama et libération immédiate de tous les prisonniers politiques. Elle a demandé aussi la "*neutralité*" des moyens d'information et une enquête rapide sur les violences ainsi qu'un calendrier de "*deux à trois semaines*" pour faire aboutir le dialogue. (Reuters et Lemonde.fr 03.03)

Un article du Figaro.fr, Libération.fr, AP et Reuters du 4 mars :

Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (05.03)

Tunisie

L'annonce de la suspension de la Constitution en vigueur en Tunisie implique la dissolution de toutes les institutions qui en relèvent, et ce jusqu'à l'élection d'une assemblée constituante le 24 juillet prochain, a déclaré vendredi le nouveau Premier ministre tunisien Béji Caïd Essebsi lors d'une rencontre avec la presse.

Selon lui, il en est ainsi des deux chambres du Parlement, la Chambre des députés et celle des conseillers (Sénat).

Le président intérimaire avait jugé "*dépassée*" la Constitution plusieurs fois amendée par l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali.

Cette dissolution de fait excepte cependant deux instances juridictionnelles constitutionnelles, le tribunal administratif et la Cour des comptes, selon un communiqué de la présidence intérimaire diffusé par l'agence officielle TAP.

Par ailleurs, M. Caïd Essebsi a avancé que le président de la République par intérim Fouad Mébazaâ et les membres du gouvernement provisoire ne se présenteront pas à la prochaine élection présidentielle pour garantir un scrutin "*crédible*".

Les ministres désireux d'être candidats sont libres de se retirer de l'actuel gouvernement, a-t-il noté.

"Nous veillerons à ce que cette élection se fasse pour la première fois dans l'histoire de la Tunisie en toute crédibilité et transparence, ce qui constituera un pas important vers la démocratie", a-t-il dit.

Après un sit-in qui a duré 13 jours à l'air libre ou sous les tentes, les manifestants de ce qui a été appelé à l'origine "la caravane de la liberté" ont évacué vendredi la place de la Kasbah où se trouve le palais du gouvernement à Tunis.

La levée du sit-in a été décidée à la suite du discours prononcé jeudi soir par le président par intérim Fouad Mébazaâ, nombre d'entre eux jugeant qu'il avait répondu à la plupart de leurs revendications.

Vendredi dès l'aube, les manifestants, qui venaient de plusieurs régions de l'intérieur du pays, ont entamé le nettoyage de la place en la débarrassant des tentes et des couvertures.

Selon un membre du comité d'organisation, il ne s'agit que "*d'une suspension du sit-in*". Les décisions du gouvernement feront l'objet d'un contrôle et d'un suivi permanent jusqu'aux élections, a-t-il déclaré.

Lors d'une conférence de presse, des représentants des délégations participant au sit-in et du "*conseil national pour la protection de la révolution*" ont affirmé qu'ils comptaient "*poursuivre leurs protestations sous d'autres formes de militantisme*".

Égypte

Essam Charaf, chargé de former un nouveau gouvernement égyptien, s'est rendu vendredi sur la place Tahrir, haut lieu de la "*révolution du Nil*" où l'attendaient des milliers de manifestants qui l'ont accueilli avec chaleur.

Il a dit être venu sur la place centrale du Caire pour "*saluer les martyrs*" de la révolution et "*tirer sa légitimité*" auprès des artisans du soulèvement populaire. Il a promis de faire tout son possible pour satisfaire les demandes du peuple.

"Je salue les martyrs. Gloire et respect aux familles des victimes, et j'adresse un salut particulier à tous ceux qui ont participé à cette révolution blanche", a lancé Charaf.

"Je suis ici pour tirer de vous ma légitimité. C'est à vous de dire qui est légitime ou pas."

La foule l'a acclamé et des manifestants l'ont porté sur leurs épaules pour le faire descendre de la tribune où il s'exprimait. Le chef du gouvernement désigné était escorté par la police militaire.

"On m'a confié une mission difficile et il faudra de la patience et de la volonté. Cette mission que je veux remplir correspond à vos vœux", a-t-il lancé.

Si jamais je me rends compte que je ne peux pas la remplir, je viendrais place Tahrir pour me joindre à vous, a-t-il ajouté à l'adresse des manifestants.

Selon une source proche de l'armée, les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Justice devraient être rapidement remplacés.

On juge en revanche hautement improbable que le ministre de la Défense, le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, qui dirige également le Conseil suprême des forces armées, soit remplacé.

Une réforme constitutionnelle sera soumise à référendum le 19 mars, en prélude à des élections législatives en juin et présidentielle six semaines plus tard.

Par ailleurs, des troubles ont éclaté vendredi à Alexandrie, deuxième ville d'Egypte, où 200 manifestants ont envahi une partie du QG de la Sûreté d'Etat, branche de sinistre réputation de la police.

A la suite de heurts avec la police, les protestataires ont pris le contrôle des étages inférieurs, et les agents présents dans l'édifice se sont réfugiés dans les parties supérieures.

Les manifestants, qui réclament l'abolition de la Sûreté d'Etat, ont lancé des cocktails Molotov en direction des policiers, qui ont riposté à balles réelles, blessant grièvement un homme de 26 ans, ont rapporté des témoins.

Lybie

Les forces fidèles à Mouammar Kadhafi ont lancé vendredi une contre-offensive meurtrière pour reprendre la ville de Zaouïah, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Tripoli, rapportent des habitants.

Un porte-parole des insurgés qui contrôlent l'est du pays a annoncé que l'artillerie des forces pro-Kadhafi avait bombardé la ville et fait "*de nombreuses victimes*".

Deux habitants ont déclaré que les derniers combats avaient causé la mort de 30 civils.

Selon la chaîne Al Arabia, citant une source médicale, treize personnes au moins ont péri.

Un autre témoin cité par la chaîne Al Djazira a parlé, lui, de plus de 50 tués et de 300 blessés.

Selon Al Djazira, Hassan Warbok, le chef de l'insurrection anti-Kadhafi dans la ville, figure parmi les morts.

Environ 2.000 rebelles ont été repoussés vers la place centrale de la ville portuaire et se tiennent prêts à livrer combat. "*Nous sommes sur la place, toutes nos forces sont ici*", a déclaré un porte-parole de l'insurrection, Youssef Chagan. "*La place est sûre mais (les forces gouvernementales) nous attaquent de l'est et de l'ouest. Nous combattons jusqu'au bout. Ils essaient de pénétrer dans la ville pour la reprendre.*"

Chagan a déclaré que trois rebelles avaient été tués et 40 personnes blessées.

Aucun chiffre n'a pu être vérifié dans l'immédiat.

Contacté dans la matinée, un habitant du nom d'Ibrahim avait signalé le début des affrontements dans la matinée. *"Depuis 11h00 (09h00 GMT), des mercenaires de Kadhafi, principalement des Africains, ouvrent le feu sur la population"*, avait-il dit.

"Il y a des centaines de victimes dans l'hôpital de la ville. C'est incroyable. On ne peut pas laisser Kadhafi continuer à massacrer son propre peuple. Les rues sont vides, les magasins sont fermés et on ne voit que les voitures utilisées par les insurgés pour transporter les victimes."

Plusieurs dizaines de véhicules transportant des insurgés armés de kalachnikovs, de batteries anti-aériennes et de canons, avancent ce vendredi, euphoriques, d'Ajdabiya vers Ras Lanouf, bastion des troupes pro-Kadhafi à 200 km plus à l'ouest.

Ras Lanouf est un port pétrolier stratégique à une centaine de kilomètres de Syrte, ville natale et fief du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi.

«Ras Lanouf est tombée. Elle est entre nos mains», clame Heizab, membres des forces de l'opposition au poste de contrôle à la sortie ouest d'Ajdabiya, où s'étaient rassemblées quelque 200 personnes.

«Jusqu'à il y a trois heures il y a eu des combats à Ras Lanouf. Et maintenant Ras Lanouf est propre», déclare pour sa part Idris Abhil el-Magreby, chef du poste, dans l'après-midi.

La prise de Zaouïah par les opposants est une source d'embarras pour les autorités libyennes en raison de la proximité de la ville avec la capitale. Le port abrite également une raffinerie pétrolière.

Irak

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Bagdad contre le gouvernement et dans plusieurs villes du sud de l'Irak pour fustiger l'état des services publics, la corruption, le chômage ou encore l'incompétence de leurs dirigeants.

Jordanie

Des centaines de personnes ont défilé après la prière vendredi à Amman, la capitale jordanienne, pour réclamer des réformes politiques et dénoncer la corruption.

Les protestataires, en majorité des islamistes, ont été rejoints par des militants de gauche et des partisans de réformes libérales.

Ils se sont rassemblés sur une place du centre-ville en scandant *"nous voulons réformer le régime"* et *"nous voulons combattre les voleurs qui ont mis le pays en coupe réglée"*.

Des défilés ont également eu lieu dans d'autres villes du pays, notamment à Irbid, dans le Nord, et à Karak, dans le Sud.

Bahreïn

Des milliers de manifestants hostiles au gouvernement ont convergé vendredi vers le siège de la télévision publique de Bahreïn alors que le royaume est secoué depuis près de trois semaines par un mouvement de contestation.

Une nouvelle manifestation chiite, s'étirant sur trois kilomètres, a eu lieu dans la capitale, Manama. Le chef du Wefaq, le principal mouvement de l'opposition chiite, a appelé à la coexistence entre chiites et sunnites, au lendemain de heurts entre jeunes des deux communautés.

Les manifestants se sont rendus au siège de la télévision, situé aux portes de la capitale, Manama, en scandant des slogans hostiles à la dynastie sunnite des Al-Khalifa, au pouvoir depuis plus de 200 ans. Des femmes ont déposé des roses sur le mur entourant le bâtiment.

Les manifestants continuent à réclamer le départ du Premier ministre et du reste du gouvernement. Ils demandent également une transformation du système politique en monarchie constitutionnelle.

Yémen

Forte mobilisation ce vendredi au Yémen: A Sanaa, la journée a été marquée par deux rassemblements, l'un hostile et l'autre favorable au régime. Devant l'université, épice de la contestation, des centaines de milliers de personnes, selon les organisateurs, ont participé à la prière hebdomadaire. A quelques kilomètres de là, de nombreux partisans du régime ont prié sur la place Tahrir.

Ali Ahmad al Omrani, un chef de tribu de la province d'Al Baïda (sud du Yémen), a annoncé aux contestataires massés devant l'université qu'il quittait le CGP (Congrès général du peuple), la formation du président Saleh.

Cette défection s'ajoute à celles des neuf députés du CGP qui ont démissionné voici une semaine en signe de protestation contre les violences infligées aux manifestants anti-Saleh.

Parallèlement, les partisans du président ont organisé une contre-manifestation dans la capitale qui a rassemblé environ 100.000 personnes aux cris de "*Non à la sédition, non au chaos, oui à la stabilité*", a constaté un journaliste de Reuters.

A Aden, grande ville du sud, des dizaines de milliers de personnes ont participé à deux cortèges funéraires de trois manifestants tués par les tirs des forces de l'ordre ces dernières semaines.

Ce vendredi, quatre manifestants ont été tués et sept autres blessés lorsque des soldats ont tiré sur des manifestants vendredi dans la localité de Semla, à 170 km au nord de Sanaa. La rébellion des zaïdites, (adeptes d'une branche du chiisme) dans le nord du Yémen, a rejoint le mouvement de protestation à travers le pays qui exige depuis plusieurs semaines le départ du président Saleh, au pouvoir depuis 32 ans.

Dans le nord du pays, les rebelles chiites ont accusé l'armée d'avoir tiré des roquettes sur la foule lors d'un rassemblement antigouvernemental et font état de deux morts.

"Pendant une manifestation pacifique ce vendredi matin (...) pour réclamer la chute du régime, la fin de la corruption et le changement politique, un site militaire a tiré des roquettes sur un groupe de manifestants et touché plusieurs dizaines (de personnes)", disent les rebelles dans un communiqué.

Selon un porte-parole des rebelles, plusieurs milliers de personnes étaient descendues dans les rues de Harf Soufian quand des roquettes ont été tirées d'une base militaire située à l'intérieur de la ville.

Le gouvernement a déclaré que des hommes armés avaient tiré sur un poste militaire de Harf Soufian, blessant quatre membres des forces de sécurité. Il a démenti des tirs des forces de l'ordre contre la foule.

Plus de 20.000 manifestants ont également défilé à Aden, l'ancienne capitale du Yémen du Sud avant l'unification avec le Nord en 1990, certains portant des drapeaux noirs en hommage à trois manifestants tués la semaine dernière dans la ville. Plusieurs dizaines de milliers de protestataires sont aussi descendus dans les rues d'Ibb, au sud de Sanaa.

Les chefs de file de l'opposition ont affirmé que les rassemblements antigouvernementaux avaient réuni au total plus de 500.000 personnes à Sanaa et à Taïz, au sud de la capitale, des chiffres impossibles à vérifier.

"Les manifestants, des jeunes pour la majorité d'entre eux, sont frustrés. Ils veulent voir la lumière au bout du tunnel. On ne peut écarter le scénario d'une violente confrontation si Saleh ne bouge pas et que la rue explose", a déclaré Sakhr al Wadjih, un leader de l'opposition, interrogé par Reuters.

Arabie Saoudite

Quelques centaines de personnes ont défilé à al-Houfouf et al-Qatif, deux villes de l'est, région à majorité chiite, pour réclamer la libération d'un dignitaire et de plusieurs personnes arrêtées la veille. Une dizaine de jeunes ont par ailleurs manifesté à Riyad, la capitale, contre «l'oppression» et la monarchie. Des faits rares dans un pays où les manifestations sont interdites.

Un article du Monde.fr du 5 mars :

Modifier le régime de prescription de l'abus de biens sociaux, le cheval de bataille de la droite et du patronat. (06.03)

Par la porte, par les fenêtres, par les soupiroux, tous les moyens sont bons pour tenter de remettre en cause la jurisprudence de la Cour de cassation sur le délai de prescription des abus de biens sociaux. En matière correctionnelle, le délai de prescription de l'action publique est d'ordinaire de trois ans. Mais les délits financiers d'abus de biens sociaux ou d'abus de confiance ont la particularité d'être des infractions "dissimulées", qui sont souvent portées à la connaissance de la justice à la fin du mandat d'un dirigeant de société ou d'un homme politique. Pour cette raison, la Cour de cassation a imposé une jurisprudence qui fait courir les délais de prescription à compter de la date à laquelle les faits ont été révélés et non de celle à laquelle ils ont été commis. C'est en s'appuyant sur cette jurisprudence, constante depuis 1967, que des juges financiers ont pu mener à terme des affaires sur des faits parfois très anciens.

Cette jurisprudence est cependant périlleuse au regard de l'article 8 de la Déclaration des droits de l'homme, qui élève le principe de légalité et de prévisibilité de la loi au rang de principe fondamental de la République. Dans la question prioritaire de constitutionnalité (QPC) qu'il a déposée, vendredi 4 mars, devant le tribunal correctionnel de Nanterre, Me Jean-Yves Le Borgne fait observer que la Cour de cassation "n'a jamais donné une définition structurée de la notion de dissimulation" d'un délit, dont les critères restent flous, et selon l'avocat, "à géométrie variable". Or le code de procédure pénale dispose que la loi doit être prévisible. Par ailleurs, relève Me

Le Borgne, la répression des délits doit intervenir en vertu d'une loi "légalement appliquée" et non pas en fonction d'une construction jurisprudentielle. "Le principe de légalité tend précisément à éviter que la répression s'exerce de manière arbitraire", écrit l'avocat dans son mémoire.

Cette QPC, qui pourrait être transmise à la Cour de cassation, s'inscrit dans la longue série des initiatives destinées à obtenir la modification du régime de la prescription des abus de biens sociaux.

La dernière tentative date du printemps 2010. L'avant-projet de loi de réforme de la procédure pénale, porté par l'ancienne garde des sceaux, Michèle Alliot-Marie, disposait que la prescription d'un délit courait "à compter du jour où l'infraction a été commise, quelle que soit la date à laquelle elle a été constatée".

Pour rendre cette réforme plus présentable, le gouvernement proposait d'allonger de trois à six ans les délais de prescription des délits passibles d'au moins cinq ans de prison, parmi lesquels ceux de banqueroute, corruption, escroquerie, faux et usage de faux.

Sollicité par la chancellerie sur le projet de réforme, les magistrats du siège et du parquet de la Cour de cassation avaient -manifesté une opposition résolue, en soulignant, dans un avis rendu le 16 avril 2010, qu'une -modification du régime de prescription "serait contraire aux impératifs de lutte contre la grande délinquance". La fermeté de la plus haute juridiction avait incité la ministre de la justice à renoncer à son projet et à s'engager à -consacrer dans la loi la jurisprudence.

Tollé des magistrats

Ce n'était pas la première fois que la droite cherchait à modifier le régime de la prescription de l'abus de biens sociaux. En 1995, le président (RPR) de la commission des lois, Pierre Mazeaud, s'était dévoué pour déposer une proposition de loi qui fixait à six ans le délai de prescription afin de "lever cette épée de Damoclès qui pèse indéfiniment" sur les personnes soupçonnées d'abus de biens sociaux.

Son initiative ayant suscité un tollé des magistrats financiers, le premier ministre de l'époque, Alain Juppé, avait lâché le député, face à l'accusation de vouloir amnistier les affaires de corruption. Trois mois plus tard, un autre député, Xavier de Roux (UDF), déposait une nouvelle proposition de loi sans obtenir son inscription à l'ordre du jour du Parlement.

Les groupes de pression avaient alors mis leurs espoirs dans le sénateur (RPR) Philippe Marini, qui, en 1996, suggérait au premier ministre un toilettage complet du droit des sociétés, dont celui de l'abus de biens sociaux. En vain. Là encore, le gouvernement avait reculé.

L'affaire du délai de prescription continuait cependant à hanter les élus soucieux de s'attirer les bonnes grâces du patronat. En 2001, dans son livre Libre, Nicolas Sarkozy lançait "*un appel au bon sens, mâtiné d'un peu de courage*", pour "*harmoniser*" cette prescription avec celle des autres délits.

L'offensive reprenait dès la réélection de Jacques Chirac en 2002. A l'occasion du débat sur le projet de loi d'amnistie, son rapporteur Michel Hunault (UMP-RPR) avait annoncé que la majorité "*n'échapperait pas*" à ce débat. Face au nouveau tollé, le garde des sceaux, Dominique Perben, s'était vu contraint de démentir les propos du député.

Un article de Reuters, AP et 20minutes.fr du 5 mars :

Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (06.03)

Lybie.

1- Le Conseil national libyen (CNL), qui représente l'opposition dans l'est du pays, a nommé samedi un comité de crise de trois membres afin d'accélérer le processus de décision alors que les combats se poursuivent pour chasser du pouvoir Mouammar Kadhafi.

Omar Hariri, l'un des officiers qui avaient participé au coup d'Etat de Mouammar Kadhafi en 1969 avant d'être emprisonné, a été nommé chef des affaires militaires. Ali Essaoui, ancien ambassadeur en Inde qui a démissionné le mois dernier, a été chargé des Affaires étrangères.

Mahmoud Djebril, qui a participé avec un groupe d'intellectuels, avant la révolte, au projet "Vision libyenne" d'établissement d'un Etat démocratique, a été nommé chef de ce comité de crise.

Le CNL, qui souligne qu'il n'est nullement un gouvernement provisoire, a par ailleurs réclamé une nouvelle fois un appui aérien de la communauté internationale contre les forces loyales à Kadhafi.

Parmi ses nouveaux membres figurent Ahmed Zoubeïr, un opposant qui a passé de nombreuses années en prison, Seloua Adrilli, Fathi Terbil et Fathi Badja.

Lors d'une conférence de presse, le chef du CNL, l'ancien ministre de la Justice Moustafa Abdeldjeïl, a répété que les insurgés ne voulaient pas de soldats étrangers sur le territoire libyen et avaient des forces suffisantes pour chasser Kadhafi.

"Certains pensent que puisque Kadhafi utilise des étrangers pour le défendre, pourquoi n'aurions nous pas recours, nous aussi, à l'aide étrangère ? Mais nous sommes assez nombreux et déterminés pour libérer toute la Libye. Tout ce que nous demandons, ce sont des frappes aériennes, le plus rapidement possible, pour nous aider", a-t-il dit.

Dans une interview à la chaîne de télévision Al Djazira, Abdeldjeïl déclare avoir pris des contacts à l'étranger pour que le CNL soit reconnu comme unique représentant du peuple libyen. (Reuters 05.03)

2- Des insurgés libyens ont dit avoir repoussé samedi deux attaques des forces de Mouammar Kadhafi sur la ville de Zaouïah, à 50 km à l'ouest de Tripoli, tandis qu'en provenance de l'est d'autres insurgés progressaient vers la ville natale du «guide» libyen.

La capitale est l'ultime objectif des rebelles, qui ont pris vendredi dans l'Est le contrôle du port de Ras Lanouf et de son important terminal pétrolier. Ils ont dit avoir aussi enlevé la ville de Ben Djaouad, à 525 km à l'est de la capitale, et marcher en direction de Syrte, où est né Kadhafi.

A Zaouïah, les insurgés ont dit qu'une seconde offensive gouvernementale avait été repoussée. «Après l'attaque du matin, il ont de nouveau attaqué. Ils sont entrés par l'ouest et ont tiré des roquettes sur les immeubles de la place centrale», a déclaré un porte-parole des insurgés, Youssef Chagane.

«Nous sommes en bonne position. Ils attaqueront de nouveau, cette nuit, pensons-nous», a-t-il ajouté. En prévision de ce nouvel assaut, des rebelles armés ont pris position sur les toits et dressé des barrages autour de la place centrale.

«Les combats se sont intensifiés et les chars pilonnent tout sur leur passage. Ils ont bombardé des maisons et maintenant une mosquée où sont réfugiés des centaines de gens», déclarait un peu plus tôt à Reuters un habitant, Abou Akil. Un autre habitant présent faisait état d'une vingtaine de chars.

Samedi matin, les pro-Kadhafi avaient opéré une première incursion dans le centre de Zaouïah mais en avaient été repoussés. Selon des témoins, ils ont fait usage de puissants explosifs et enlevé des civils à

leurs domiciles. Zaouïah est le théâtre de combats depuis plus d'une semaine, les rebelles inspirés par les révolutions tunisienne et égyptienne s'étant assuré le contrôle d'une grande partie de l'est de la Libye.

Selon un médecin de Zaouïah, 70 personnes au moins, des civils pour la plupart, ont été tuées durant les affrontements de samedi, ce qui porte à 100 morts le bilan de deux journées de combats pour le contrôle de la ville. Sans compter les centaines de blessés. Une journaliste de la chaîne britannique Sky a par ailleurs dit avoir vu huit soldats morts et cinq blindés en flammes sur la place centrale.

Le médecin a dit que les chars de Kadhafi avaient ouvert le feu sur des immeubles d'habitation et des voitures de particuliers cherchant à s'enfuir: *«Il y a beaucoup de destructions en ville. En regardant autour de moi, je ne vois que des destructions. Des immeubles bombardés et des voitures en flammes de tous les côtés - je ne peux même pas les compter.»*

Un combattant de l'opposition a juré de poursuivre la lutte jusqu'au bout. «Kadhafi n'entrera jamais dans cette ville. Il ne mettra jamais le pied ici. Pour qu'il puisse entrer dans la ville, il faudra que nous soyons tous morts», a dit cet insurgé de Zaouïah en demandant à garder l'anonymat. le

Dans l'est de la Libye, des insurgés ont déclaré à Reuters qu'ils faisaient mouvement vers l'ouest après avoir évincé vendredi les forces de Kadhafi de Ras Lanouf et pris le contrôle de Ben Djaouad, à 525 km environ à l'est de Tripoli.

Ras Lanouf, centre pétrolier stratégique, était calme et entièrement contrôlée par les rebelles samedi. Des médecins ont fait état de 26 morts dans les combats de vendredi autour du port et dans l'attaque d'un dépôt d'armes de la ville orientale de Benghazi, d'où est parti le soulèvement libyen mi-février.

La bataille pour Syrte risque d'être féroce, la ville revêtant une importance psychologique particulière. Non seulement Kadhafi y est né mais il en a fait une sorte de seconde capitale à l'image de son extravagance personnelle.

«Si (les rebelles de) Benghazi parviennent à atteindre le golfe de Syrte (...) ils auront une bonne chance d'assurer leur indépendance (...) voire même de le renverser (Kadhafi)», estime Peter Zeihan, analyste auprès du groupe de réflexion Stratfor.

A Ben Djaouad, des rebelles ont diffusé par haut-parleur l'hymne national monarchiste d'avant le règne de Kadhafi. Des avions et un hélicoptère du gouvernement ont survolé la localité sans ouvrir le feu, bien que les insurgés aient fait intervenir des batteries antiaériennes contre l'hélicoptère.

Des soldats dissidents tenaient un poste de contrôle à l'entrée de Ras Lanouf. Ils ont dit que l'agglomération était sous le contrôle de l'insurrection. La veille, des hélicoptères avaient attaqué des positions rebelles autour de la ville.

Samedi, les insurgés ont dit avoir abattu un avion de chasse dans la région, sans fournir de précisions. L'armée de l'air libyenne dispose en théorie de 227 chasseurs, mais des experts estiment qu'un certain nombre ne sont pas en état de voler. (20minutes.fr 05.03)

3- En convoi de pick-up surmontés de mitrailleuses anti-aériennes, les insurgés libyens progressent vers Syrte, où est né le colonel Mouammar Kadhafi, seule grande ville avec Tripoli à ne pas être encore tombée entre leurs mains.

Regroupés à Bin Djaouad, localité de la côte située à 160 km seulement de leur objectif, les rebelles font de la main le "V" de la victoire et tirent des rafales vers les hélicoptères et les avions de combat qui les survolent pour surveiller leur avance.

Galvanisés par la prise, la veille, du port pétrolier de Ras Lanouf, certains rebelles tiennent pour imminente la chute de Syrte. D'autres, conscients que leur force hétéroclite est composée de déserteurs et de volontaires plus enthousiastes qu'expérimentés, se montrent plus prudents.

"*Nous allons attaquer Syrte tout de suite*", s'enflamme Mohamed Salim, un combattant ralliant Bin Djaouad. "*Ecoutez, nous n'avons ni organisation, ni plan militaire. Nous allons là où on a besoin de nous*", tempère un de ses frères d'armes, Mohamed Fathi.

Les rebelles, qui contrôlent pratiquement toute la Cyrénaïque, la région orientale traditionnellement rétive à l'autorité de Tripoli, ont repoussé mercredi un assaut des loyalistes sur le port pétrolier de Brega. Puis ils ont chassé ceux-ci de Ras Lanouf, malgré l'intervention de l'aviation.

Mais la prise de Syrte pourrait s'avérer une tout autre affaire.

Contrairement aux villes de Cyrénaïque, délaissées par Kadhafi et tombées pratiquement sans coup férir, Syrte a toujours bénéficié des largesses du "guide", qui aimait y accueillir réunions internationales et hôtes étrangers.

Certains chefs insurgés mettent en garde contre un assaut prématuré et insuffisamment organisé contre la ville, bastion des forces loyalistes, mais ils doivent aussi tenir compte de l'état d'excitation de leurs troupes.

"*Je ne peux m'exprimer au nom des militaires. Mais nous n'avons pas d'armée organisée. Nous n'avons pas les armes nécessaires. Nos armes sont plutôt défensives*", souligne Moustafa Ghériani, porte-parole de la coalition rebelle "*du 17 février*", basée à Benghazi.

Les forces kadhafistes semblent avoir renforcé leurs lignes de défense sur la route de Syrte, selon un voyageur venu de l'ouest. Et l'aviation libyenne conserve la maîtrise des airs, même si les insurgés ont réussi samedi à abattre un appareil gouvernemental.

Syrte revêt une importance stratégique car son aéroport civil, au sud de la ville, abrite également ce qui ressemble à une vaste base militaire. Les images par satellite font apparaître une cinquantaine de hangars en béton, du genre de ceux utilisés pour abriter des avions de chasse, regroupés de chaque côté de la piste. (Reuters 05.03)

Egypte.

Plusieurs centaines d'Egyptiens ont pris d'assaut samedi dans un faubourg du Caire un immeuble des forces de sécurité intérieure, honnies pour leur comportement lors du soulèvement populaire qui a provoqué le départ le 11 février du président Hosni Moubarak. Lire la suite l'article

Selon un manifestant, Mohammed el-Saffani, les protestataires sont parvenus à pénétrer dans le bâtiment, dans un faubourg nord du Caire, malgré la présence d'un cordon de l'armée. Les manifestants, a ajouté M. El-Saffani, s'efforçaient d'empêcher la destruction de documents compromettants pour les forces de sécurité, qui ont violemment réprimé fin janvier les manifestations au Caire.

Dans la nuit de vendredi à samedi, un millier de manifestants avaient investi les locaux de la sécurité centrale à Alexandrie, dans le nord du pays. Le bâtiment et des véhicules de police ont été incendiés. (AP 05.03)

Yémen.

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a réaffirmé samedi qu'il resterait au pouvoir jusqu'au terme normal de son mandat, en 2013, au lendemain d'une journée de mobilisation massive de l'opposition.

"*Ce n'est pas le chaos qui assure une transition pacifique et sans heurts, mais la volonté du peuple exprimée à travers des élections*", a déclaré un responsable de la présidence. (Reuters 05.03)

Oman.

Le sultan d'Oman, Qabous ben Saïd, a limogé samedi trois hauts responsables gouvernementaux dans une tentative pour apaiser la contestation, après plus d'une semaine de manifestations anti-gouvernementales. Lire la suite l'article

Les protestations se sont étendues à la région pétrolière d'Haïma, à 500km au sud-ouest de la capitale Mascate, ont déclaré samedi des responsables gouvernementaux. Des manifestants se sont rassemblés pour réclamer plus d'investissements publics dans la région, ont ajouté ces responsables qui ont requis l'anonymat. Ils n'ont pas fourni de plus amples précisions.

Face aux manifestations, le sultan a procédé à un second remaniement en une semaine, remplaçant deux ministres, dont le ministre du cabinet royal, ainsi que le secrétaire général chargé des affaires de la cour royale. (AP 05.03)

Arabie Saoudite.

Les autorités saoudiennes ont fait savoir, samedi 5 mars, qu'elles ne toléreraient aucune manifestation à la suite des rassemblements limités qui se sont produits ces derniers jours dans le royaume. 'La législation du royaume interdit totalement toutes sortes de manifestations, marches et sit-in', a rappelé le ministère de l'intérieur, précisant que les forces de sécurité étoufferaient toutes formes de troubles à l'ordre public.

Une pétition sur Facebook en faveur de manifestations a recueilli plus de 17 000 adhérents. Une coalition large de libéraux, islamistes modérés et chiites réclame des élections dans un pays qui ne dispose pas de Parlement élu. (Lemonde.fr 05.03)

Un article du Figarot.fr du 6 mars :

Un porteur de valises du tandem Balladur-Sarkozy passe à table. (titre du site) (07.03)

Entendu par la justice dans l'affaire Karachi, un ex-membre de l'Association de financement de la campagne de l'ex-premier ministre explique dans *Le Parisien* son travail au sein de la cellule de trésorerie et ses doutes quant à l'origine des fonds collectés.

C'est une nouvelle pierre jetée dans le jardin d'Édouard Balladur. Après le récit de René Galy-Dejean, trésorier de sa campagne présidentielle en 1995, un nouveau témoignage sème le doute sur la provenance de fonds versés à l'époque sur le compte de campagne de l'ex-premier ministre. C'est cette fois Alexandre Galdin (photo), ancien membre de l'Association de financement de la campagne d'Édouard Balladur (Aficeb), et donc proche collaborateur à l'époque de Galy-Dejean, qui raconte dans *Le Parisien Dimanche* son travail de «porteur de valises», selon le terme utilisé par le quotidien.

L'homme, explique le journal, a été entendu comme témoin le 25 février dernier dans le volet financier de l'affaire Karachi, instruit par le juge van Ruymbeke. La justice s'interroge en effet sur l'existence d'éventuelles rétrocommissions liées à la vente de sous-marins au Pakistan qui auraient été destinées au financement de la campagne présidentielle de l'ex-premier ministre.

«Tous les trois jours environ, raconte cet homme, j'allais déposer de l'argent en liquide, dans une mallette, au Crédit du Nord». «En tout, entre le 13 mars et le 24 avril, j'ai dû procéder à 22 dépôts (...). Cela pouvait aller de 100.000 à 500.000 Francs maximum (15.000 à 75.000 euros environ)». Alexandre Galdin ajoute qu'il ne connaissait pas l'origine des fonds. «Je pensais alors qu'il s'agissait de fonds secrets de Maignon. Tout le monde, au QG, le subodorait», dit-il.

Au matin du 26 avril 1995, poursuit Galdin, «nos bureaux étaient recouverts de dizaines de hautes piles de billets de 500 F. «Qu'est-ce que c'est ?», ai-je demandé. La réponse qu'on m'a faite, en substance, c'était : «Ne pose pas de questions». «Cette fois, le volume d'argent était tel que ce n'est pas une mallette mais une valise (...) que j'ai apportée à la banque», explique-t-il, estimant à «peut-être 3 millions de Francs», le montant de ce dépôt. Ce jour-là, le trésorier de la campagne Balladur, René Galy-Dejean, l'accompagnait à la banque, dit-il.

Entendu le 15 février comme témoin assisté par le juge van Ruymbeke, René Galy-Dejean avait de son côté fait état d'un dépôt en espèces de 3 millions de Francs le 26 avril 1995, selon son procès-verbal d'audition, cité par *Le Monde* et *Médiapart*. Il s'était en revanche affirmé incapable d'expliquer un versement de 7 millions de Francs en faveur du candidat battu en 1995. Au printemps 2010, le quotidien Libération avait fait état d'un document récapitulant un versement de 10 millions de Francs (1,5 million d'euros) au Crédit du Nord ce même 26 avril.

Édouard Balladur juge «parfaitement infondées» les allégations d'un financement politique occulte. Ses comptes de campagne ont d'ailleurs été validés par le Conseil constitutionnel. Dans *Le Parisien*, interrogé sur la possibilité que ces fonds importants proviennent de meetings ou de quêtes, comme l'a affirmé l'ex-premier ministre, Alexandre Galdin réfute : «C'était impossible. Les explications d'Édouard Balladur, à cet égard, sont évidemment mensongères».

Un article de Reuters, AP, Libération.fr et 20minutes.fr du 5 mars :

Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (07.03)

Libye.

1- La principale bataille de la journée a eu lieu à Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli. Les pro-Kadhafi ont repoussé les rebelles sur la route de Syrte, fief du dirigeant libyen. Mais dimanche soir, la ville n'était toujours pas tombée, ont déclaré des habitants joints par téléphone

Avec l'emploi de chars et de l'artillerie, c'était l'assaut le plus violent mené jusqu'ici par les pro-Kadhafi pour reprendre le contrôle de Misrata. Un médecin a fait état de 18 morts, dont un bébé, dans les affrontements.

Les troupes du général libyen ont également poursuivi leur offensive à Zaouïah, débutée samedi, à l'aide de chars, avions de chasse et hélicoptères. Elles n'auraient cependant toujours pas réussi à reprendre la ville. Les forces loyales au gouvernement ont aussi annoncé contrôler la région autour de Benghazi, ce qu'ont démenti des journalistes. (20minutes.fr 06.03)

2- Soumis à une forte pression de l'artillerie gouvernementale, des insurgés libyens ont dû se retirer dimanche de la ville côtière de Bin Djaouad, à 160 km à l'est de Syrte, fief convoité de Mouammar Kadhafi.

Des centaines de rebelles embarqués sur des camions et des véhicules 4x4 ont brusquement fait demi-tour à grande vitesse en prenant la direction du port de Ras Lanouf, beaucoup d'entre eux disant craindre une offensive de l'armée. Ils quittaient ainsi Bin Djaouad pour la seconde fois depuis le début de la journée.

"Kadhafi nous met en pièces. Il nous tire dessus avec des chars et des missiles. Je ne sais pas ce que nous allons pouvoir faire maintenant", a déclaré Momen Mohamed à Reuters.

Certains des combattants munis d'armes légères semblaient prêts à retourner sur la ligne de front mais d'autres prônaient un regroupement à Ras Lanouf en vue d'une reprise des combats lundi matin.

"Nous avons fait une erreur en quittant Bin Djaouad. Nous aurions dû y rester", estimait pour sa part Ismaïl Gattani.

"Il y a eu une poussée de Kadhafi. Nous avons vu les véhicules de Kadhafi avancer en plus grand nombre", a rapporté Mohamed.

Les rebelles qui avaient pris le contrôle de Bin Djaouad samedi ont ensuite reculé, ce qui a permis à l'armée d'occuper des habitations et de monter une embuscade dimanche. Les insurgés ont alors été obligés de se replier sur Ras Lanouf pour se regrouper en vue d'une nouvelle attaque.

Lorsqu'ils sont repartis à l'assaut, un duel d'artillerie a eu lieu. De leur ligne de front établie à trois kilomètres de Bin Djaouad, les rebelles ont attaqué au lance-roquettes et au mortier, les forces de Kadhafi ripostant avec des armes analogues et des pièces d'artillerie lourde.

"On entend le bruit sourd des obus de mortier qui tombent près des positions rebelles, celui des roquettes et le son de mitrailleuses au loin", déclarait un correspondant de Reuters.

Des médecins de l'hôpital de Ras Lanouf ont dit avoir reçu deux morts et 31 blessés de Bin Djaouad. Beaucoup de morts et de blessés sont hors d'atteinte en raison des combats. Un homme a déclaré avoir vu un bâtiment civil touché par une bombe durant les combats.

"Les blessés nous ont dit de faire sortir les enfants. Nous avons laissé les morts sur place", a déclaré un rebelle, Khaled Abdoul Karim, après le premier retrait de Bin Djaouad.

"J'ai vu des gens crier et hurler. J'ai vu 20 à 25 personnes qui semblaient mortes, des civils ou des rebelles", a ajouté un autre combattant, Achraf Youssef.

Certains rebelles ont accusé des habitants de Bin Djaouad d'avoir trahi leur cause et de s'être ralliés aux kadhafistes. *"Il y avait des gens en civil qui nous tiraient dessus"*, a dit l'un d'eux. Mais d'autres ont minimisé ces déclarations : *"Ce sont nos frères. Ils ont été forcés par Kadhafi."*

Le gouvernement libyen a affirmé dimanche qu'il avait repoussé les insurgés, maîtres de l'Est depuis plus d'une semaine, jusqu'à leur principal bastion de Benghazi. Mais les correspondants de Reuters ont constaté que les rebelles contrôlaient toujours le port pétrolier de Ras Lanouf.

Le colonel Bachir Abdoul Gadir, l'un des commandants des insurgés dans l'Est, a déclaré que ses combattants s'étaient emparés de Nofilia, à l'ouest de Bin Djaouad. Il a ajouté que ses forces attendaient un signal des habitants de Syrte pour tenter de faire tomber cette ville, à 120 km plus à l'ouest.

"Il n'est pas compliqué de prendre Syrte, a-t-il dit à Reuters. Je pense que 70% des habitants sont avec nous, mais ils nous ont dit de ne pas entrer dans Syrte par crainte de violents combats. On attendra qu'ils nous disent quand ils sont prêts."

Auparavant, lors d'une conférence de presse, Abdoul Gadir avait estimé qu'environ 8.000 combattants rebelles se trouvaient entre Ras Lanouf et Nofilia, et que les kadhafistes renforçaient les défenses de Syrte, ville natale du "guide" libyen.

A Benghazi, le colonel Lamine Abdelwahab, membre du conseil militaire formé par les insurgés, a annoncé une prise de contact avec la tribu Gaddafda, celle de Kadhafi, qui se trouve à Syrte.

"Nous avons eu un contact avec des membres de la tribu Gaddafda à Syrte qui souhaitent négocier (...) Il n'y aura pas de négociations. Ils nous demandent ce que nous voulons. Nous disons que nous ne voulons plus de Kadhafi", a dit Abdelwahab.

Selon lui, des militaires issus de la tribu Ferdjan se font exécuter car ils refusent de combattre les rebelles.

Mouammar Kadhafi pourrait disposer de plus de 20.000 combattants à Syrte, a dit ce colonel en rappelant que la ville abritait le bataillon Saadi (un des fils du dirigeant libyen) qui comprend quatre brigades, ainsi que des milices tribales. (Reuters 06.03)

Egypte.

Le Premier ministre égyptien désigné Essam Sharaf a nommé dimanche un gouvernement intérimaire chargé d'engager des réformes dans le pays et préparer des élections libres après le soulèvement qui a provoqué la démission du président Hosni Moubarak.

Ces nominations apportent de nouveaux visages à la tête des ministères clé des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de la Justice.

Le nouveau gouvernement doit encore être approuvé par le Conseil suprême des armées, désormais à la tête de l'Egypte.

Nabil Elaraby a été nommé au poste de ministre des Affaires étrangères en remplacement d'Ahmed Aboul-Gheit, en fonction depuis 2004. Le nouveau ministre, juriste diplômé des universités du Caire et de New York, a servi comme représentant de l'Egypte auprès des Nations unies dans les années 90 et comme magistrat dans des instances internationales. Il a notamment été juge à la Cour internationale de justice (CIJ) dans les années 2000.

Nabil Elaraby, qui fêtera ses 76 ans la semaine prochaine, avait critiqué la répression des 18 jours de révolte populaire qui ont provoqué le départ du président Moubarak. (AP 06.03)

Bahreïn.

Des milliers d'opposants ont fondu dimanche sur les bureaux du Premier ministre de Bahreïn, exigeant sa démission. La contestation est entrée dans sa troisième semaine à Bahreïn.

Le Premier ministre, cheikh Khalifa bin Salman Al Khalifa, qui est aussi l'oncle du roi Hamad, est en poste depuis 1971, année de l'indépendance de Bahreïn.

L'opposition demande son départ, accusant le régime de corruption. Elle lui reproche aussi d'avoir violemment réprimé les manifestations, faisant sept morts. (AP 06.03)

Yémen.

L'opposition yéménite appelle, ce dimanche, à intensifier la contestation jusqu'à la démission du chef de l'Etat, après le refus par le président Ali Abdallah Saleh d'un départ anticipé.

La position du président «*signifie sa mort politique, et la rue est à présent notre unique recours*», a prévenu Mohammad al-Sabri, porte-parole de l'opposition parlementaire, appelant «*le peuple à intensifier les sit-in et les manifestations dans toutes les régions*». (Libération.fr 06.03)

Des partisans du président yéménite Ali Abdallah Saleh ont attaqué dimanche un campement d'opposants à Ibb, une ville au sud de Sanaa, ont déclaré des témoins et un chef de file des contestataires.

"*Des groupes envoyés par le parti au pouvoir ont attaqué le siège des manifestants à coups de pierres et de bâtons et 25 personnes ont été blessées, dont six sont dans un état critique*", a déclaré un responsable des manifestants. (Reuters 06.03)

Liban.

S'inspirant des slogans des révolutions tunisienne et égyptienne, quelque 8.000 personnes ont manifesté dimanche à Beyrouth contre le régime confessionnel libanais en scandant: "*Le peuple veut la chute du système.*"

"*Du pain, du savoir, de la liberté, et non au sectarisme politique!*", proclamait une des banderoles de la foule massée devant le ministère de l'Electricité, symbole aux yeux des manifestants de l'impéritie produite par le système politique. (Reuters 06.03)

Un article du Figaro.fr du 6 mars :

CAC 40 : des résultats en forte hausse. (07.03)

Les bénéfiques cumulés ont presque doublé en 2010. Ils ont dépassé 82 milliards d'euros. Mais les perspectives s'annoncent plus délicates pour 2011.

Les grandes entreprises françaises ont pratiquement retrouvé leur éclatante santé d'avant-crise! Les bénéfiques cumulés des quarante groupes du CAC ont ainsi atteint 82,15 milliards d'euros (1), en hausse de 83,5% par rapport à 2009! *«Ces résultats sont bons, même s'ils sont encore inférieurs de plus de 15% à ceux records de 2007»*, précise Pierre Sabatier, chez PrimeView. Les ventes de ces grands groupes ont rebondi, se rapprochant de leurs niveaux d'avant-crise. Globalement, les 40 vedettes de la cote parisienne ont enregistré un chiffre d'affaires de 1269,74 milliards d'euros, en hausse de près de 7% par rapport à 2009. Les entreprises se sont beaucoup restructurées et désendettées depuis le début de la crise. *«Elles ont bénéficié en 2010 d'un environnement porteur, de conditions de financement très favorables, d'un prix des matières premières relativement bas et d'une reprise de la croissance mondiale tirée par les pays émergents»*, analyse Pierre Sabatier.

L'année 2010 a été marquée par le retour à une meilleure fortune des banques et des compagnies d'assurances, mais aussi des constructeurs automobiles. D'autres entreprises ont aussi créé la surprise. *«Environ la moitié des grands groupes cotés ont annoncé des résultats supérieurs aux attentes pourtant élevées des analystes»*, note ainsi Claudia Panseri, à la Société Générale. Si les télécoms ou encore certaines valeurs industrielles (Vallourec) ont quelque peu déçu les analystes, la pharmacie (Sanofi-Aventis), le secteur des biens de consommation (Danone, Essilor, L'Oréal), le luxe et les sociétés technologiques (Alcatel) ont fait mieux qu'attendu. *«Pour certains groupes, il s'agit d'un simple rebond technique. Mais, d'autres ont retrouvé, voire dépassé, leurs bénéfiques d'avant-crise. C'est le cas de l'automobile (Renault, Peugeot), de l'acier, de la construction (Saint-Gobain, Lafarge) ou encore du luxe (LVMH, PPR)»*, souligne Christian Parisot chez Aurel BGC.

Les entreprises ainsi revigorées vont choyer leurs actionnaires en leur reversant environ 40 milliards d'euros de dividendes. *«La crise appartient au passé, mais elle a laissé des traces. Les entreprises restent prudentes et, même si elles disposent de beaucoup de cash, elles investissent peu pour l'instant»*, constate Pierre Sabatier. D'autant que l'année en cours s'annonce un peu plus compliquée que 2010. Certes, le consensus des analystes table sur une hausse de 11% des résultats du CAC en 2011.

«Différences sectorielles»

Mais, ces pronostics sont quelque peu hypothéqués par l'envolée du prix des matières premières et du pétrole, qui si elle se poursuivait pourrait peser sur la consommation des ménages. *«Pour l'heure, nous ne sommes pas trop inquiets, car la croissance mondiale est bien orientée, en particulier aux États-Unis. Ce qui devrait permettre aux entreprises d'augmenter leur chiffre d'affaires et leurs bénéfiques»*, estime Claudia Panseri. *«Mais, si à la fin du deuxième trimestre, les prix du pétrole restent aussi élevés, les entreprises pourraient faire face à de nouvelles difficultés»*, nuance-t-elle. Pour certains économistes, les marges, aujourd'hui au plus haut, pourraient en pâtir. Les bénéfiques des sociétés devraient être moins homogènes. *«Il y aura des différences sectorielles plus marquées. Les entreprises qui pourront augmenter leurs prix pour faire face au renchérissement des matières premières devraient mieux s'en sortir que les autres»*, avance Christian Parisot.

(1) Ces résultats ont été calculés en utilisant pour EADS, Alstom et Pernod Ricard, les estimations de bénéfiques des analystes.

Les champions de la rentabilité se trouvent dans la santé et le luxe

La santé, le luxe et les boissons: tel est le palmarès des groupes les plus rentables du CAC 40. Avec une marge nette de plus de 17%, le groupe pharmaceutique Sanofi-Aventis arrive de loin en tête des sociétés les plus profitables de l'indice phare de la Bourse de Paris. Malgré la concurrence des produits génériques à

faible coût, les médicaments vedettes que commercialise le groupe restent une fantastique source de profits, même si celle-ci a tendance à se réduire d'année en année. C'est la raison pour laquelle Sanofi-Aventis accélère les acquisitions dans le secteur des biotechnologies. Des activités situées très en amont du cycle de recherche qui ne risquent pas de subir la concurrence des laboratoires spécialisés dans l'exploitation des brevets tombés dans le domaine public. C'est à ce souci que répond l'OPA de 20,4 milliards de dollars actuellement en cours sur la société américaine Genzyme.

«Les autres champions de la rentabilité sont tous protégés par des marques fortes et reconnues à l'international, explique Pierre-Yves Gauthier, stratège du cabinet d'analyse financière AphaValue. La force de la marque est même considérée comme un actif, elle constitue un gage de forte rentabilité et de pérennité des bénéfices futurs.» Rien d'étonnant dans ces conditions à voir figurer dans le palmarès des groupes disposant des marges les plus confortables LVMH, le numéro un mondial du luxe, L'Oréal, qui reste un véritable monstre sacré sur le marché des cosmétiques, mais aussi Pernod Ricard, qui a su se recentrer sur le segment des spiritueux haut de gamme. Autant de secteurs qui bénéficient de l'excellente image de la France à l'étranger.

Avance technologique

«Le point commun de sociétés comme LVMH, L'Oréal ou Pernod Ricard, c'est que leur fort niveau de rentabilité ne dépend pas seulement de leur capacité à protéger leurs marges. Il repose aussi sur la forte croissance de leur activité dans les pays émergents mais aussi aux États-Unis, où l'activité repart. C'est ce que regardent en priorité les investisseurs», estime François Mallet, responsable de la recherche-action chez Kepler Capital Market. Dans un autre domaine, Essilor International affiche des marges très solides (12% sur le résultat net) qui reposent sur son avance technologique dans les verres correcteurs.

Premier pourvoyeur de bénéfices du CAC 40 avec 10,5 milliards d'euros de bénéfices en 2010, Total n'est pas le groupe le plus rentable du CAC 40 en termes de marge bénéficiaire. Il figure en revanche parmi les «majors pétroliers» les mieux lotis du Vieux Continent, loin devant le britannique BP ou le géant anglo-néerlandais Royal Dutch Shell. Avec 7,48 milliards d'euros de profit net en 2010, BNP Paribas se hisse parmi les banques les plus rentables d'Europe. La première banque française a effacé la crise, puisque le record de bénéfices atteint en 2007 est dépassé.

Un article de Reuters, AP et 20minutes.fr du 7 mars :

Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (08.03)

Libye

1- Coup de théâtre en Libye. Malgré la contre-offensive que mènent ses forces depuis plusieurs jours, Mouammar Kadhafi a proposé aux insurgés de réunir le Congrès général du peuple, qui fait office de parlement, pour qu'il puisse se retirer avec des garanties, annonce Al-Jazira.

Le «guide de la Révolution» souhaite obtenir des garanties en ce qui concerne sa sécurité personnelle et celle de sa famille, ainsi que la promesse d'une immunité judiciaire, a précisé la chaîne, ajoutant qu'il a dépêché l'ancien Premier ministre Djadallah Azzouz Talhi auprès des insurgés pour leur présenter son offre. Selon Al-Jazira, Mouammar Kadhafi propose de remettre ses pouvoirs à un comité formé par le Congrès général du peuple. Mais son offre, présentée au conseil intérimaire mis sur pied par l'opposition à Benghazi, a été rejetée a ajouté la chaîne, qui cite des sources non identifiées. Le Conseil a estimé que cette proposition lui ouvrait la voie d'une sortie «honorable» jugée offensante pour ses victimes. (Reuters et 20minutes.fr 07.03)

2- Les combats s'intensifient de jour en jour en Libye où les forces pro-Kadhafi, engagées dans une contre-offensive dans le golfe de Syrte, ont mené ce lundi des attaques aériennes contre le port pétrolier de Ras Lanouf. En parallèle, les efforts s'accroissent pour tenter de soulager le sort des populations civiles et endiguer leur exode.

D'après les Nations unies, plus d'un million de personnes ayant fui la Libye ou prises au piège dans les violences à l'intérieur du territoire ont besoin d'une aide d'urgence. L'Onu estime que 200.000 personnes ont déjà fui la Libye, prévoit le départ de 200.000 autres et évalue à 600.000 le nombre de personnes en danger en Libye même.

Sur le front Est, les forces pro-Kadhafi, après avoir reconquis dimanche la localité de Bin Djaouad, avancent vers Ras Lanouf, 60 km plus à l'est, selon plusieurs témoins. Des habitants du port pétrolier, qui a interrompu ses activités, ont commencé à quitter la ville et des insurgés ont dit transférer des armes dans le désert pour les mettre à l'abri. Plusieurs bombardements aériens dans le secteur du terminal pétrolier ont été signalés par des insurgés.

Les insurgés ont demandé à la communauté internationale de mener des raids aériens ciblés contre les forces adverses malgré l'appel au dialogue d'un proche de Mouammar Kadhafi. Une offre aussitôt rejetée par le Conseil national à Benghazi, qui réclame comme préalable le départ du dirigeant libyen.

Cette proposition lancée à la télévision nationale par Djadallah Azouz al Talhi, Premier ministre dans les années 1980 et originaire de l'Est, coïncide avec une offensive médiatique de Mouammar Kadhafi, qui a répété sur France 24 que son régime était un rempart contre Al-Qaida et l'immigration clandestine.

Tunisie

Le président tunisien par intérim, Fouad Mebazaa, a nommé lundi un nouveau gouvernement de transition composé de techniciens et dissous l'appareil de sécurité d'Etat hérité de l'ère Ben Ali.

Il s'agit du troisième cabinet d'union formé depuis la chute, le 14 janvier, du président Zine Ben Ali.

La plupart des principaux membres de l'équipe sortante conservent leurs portefeuilles dans le nouveau gouvernement que dirige le même Premier ministre, Caïd Béji Essebsi, nommé le 27 février.

Les membres du nouveau gouvernement ne seront pas autorisés à se présenter aux prochaines élections.

Les Tunisiens doivent notamment se doter d'une assemblée constituante le 24 juillet.

Selon un porte-parole du ministère de l'Intérieur, la police politique et l'appareil de la sécurité d'Etat tant redoutés à l'époque du président déchu sont dissous - c'était l'une des principales revendications des acteurs du soulèvement tunisien.

"Je suis en mesure de confirmer que la décision a été prise de les démanteler. Nous prendrons d'autres mesures qui feront plaisir à la population", a-t-il ajouté.

Les deux organes de la sécurité d'Etat, qui dépendaient de l'Intérieur, faisaient office de police politique qui espionnait les Tunisiens. Ils avaient de vastes prérogatives pour réprimer tous ceux qui, à tous les échelons de la société, étaient taxés de déloyauté envers le régime Ben Ali.

Ses agents avaient pour mission d'espionner les militants de l'opposition et les journalistes qu'ils pouvaient appréhender de manière arbitraire. Ils étaient aussi accusés par les défenseurs des droits de l'homme de torturer des détenus.

"C'est un rêve qui se réalise pour tout un chacun", a applaudi Ali Larayedh, membre du mouvement islamiste modéré Ennahda (Renaissance), qui a passé 14 ans dans les geôles du "raïs" déchu.

La Tunisie s'efforce de retrouver une certaine stabilité depuis le renversement de Ben Ali, qui s'est enfui en Arabie saoudite après un soulèvement populaire de plusieurs semaines.

Ali Larayedh, dont le mouvement Ennahda vient tout juste d'être autorisé après deux décennies d'interdiction, avait auparavant fait savoir que son mouvement islamiste modéré ne participerait pas à ce nouveau gouvernement.

"On ne nous a pas demandé de participer au gouvernement parce que le Premier ministre a dit que ce serait un cabinet composé de techniciens, et non un gouvernement d'union nationale représentant les partis politiques", a-t-il expliqué.

"Cela ne nous pose pas de problème", a-t-il dit. "Nous traiterons avec le nouveau gouvernement de manière positive, sur la base de ses réalisations". (Reuters 07.03)

Oman

Le sultan d'Oman, Qabous ben Said, a procédé lundi à un nouveau remaniement ministériel d'ampleur, le troisième en dix jours, afin de tenter d'apaiser la contestation, après plus d'une semaine de manifestations anti-gouvernementales. Lire la suite l'article

Selon la télévision d'Etat, le sultan a également dissous le ministère de l'Economie, très critiqué par les manifestants réclamant des augmentations de salaire, des emplois pour les jeunes et le limogeage de certains ministres soupçonnés de corruption. (AP 07.03)

Yémen

Le président yéménite Ali Abdullah Saleh a appelé lundi à la tenue d'une conférence nationale rassemblant l'ensemble des courants politiques du pays alors des milliers de manifestants sont à nouveau descendus dans la rue pour demander son départ.

Le président Saleh a lancé son appel à l'issue d'une réunion des principaux responsables politiques et de la sécurité du pays. Selon l'agence de presse officielle yéménite, la conférence nationale se tendrait jeudi et inclurait des représentants de l'ensemble des courants politiques du pays.

L'opposition yéménite a toutefois rejeté l'idée. Le chef de l'opposition Yassin Saïd Numan a déclaré qu'il n'y aurait pas de dialogue si M. Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, n'accepte pas de démissionner d'ici la fin de l'année. (AP 07.03)

Irak

Un demi-millier de personnes ont manifesté ce lundi dans le centre de Bagdad, un an jour pour jour après les législatives, pour dénoncer les promesses non tenues selon eux par la classe politique et exprimer leurs remords d'avoir participé au scrutin.

«*Maliki, corrige le tir, sinon tu vas finir comme Moubarak!*», ont scandé des manifestants à l'adresse du Premier ministre irakien, l'index peint en rouge et tendu en l'air. Lors des législatives du 7 mars 2010, chaque électeur devait tremper son doigt dans une encre violette pour prouver qu'il avait voté.

«*Nous regrettons d'avoir participé à une élection qui n'a servi à rien. Les dirigeants n'ont rien fait en un an*», a déclaré à l'AFP Afifa Thabit, 57 ans, militant au sein du Comité des femmes irakiennes, une ONG locale. «*Il y a tellement de choses qui ne vont pas en Irak*». Pour lui voter était une première.

Maan Thamer, un étudiant de 19 ans, regrette aussi de s'être rendu aux urnes car «*aucune*» promesse électorale n'a été tenue. Le jeune homme aux cheveux rasés arbore au poignet un bandeau éponge où apparaît le visage de Che Guevara sur fond rouge, jaune et vert. «*Nous ne voulons pas renverser l'ordre établi*», précise-t-il. «*Nous voulons que le gouvernement résolve nos problèmes*». «*Avez-vous un emploi pour moi, monsieur le Premier ministre*», peut-on lire sur un écriteau que tient à bout de bras Haidar Mohamed, un chômeur de 32 ans. (20minutes.fr 07.03)

Bahreïn

Des centaines de militants de l'opposition chiite manifestaient lundi devant l'ambassade des Etats-Unis à Manama pour demander un plus grand soutien à Washington dans leur quête pour une plus grande liberté politique.

Les manifestants ont déploré que Washington montre moins de soutien au mouvement d'aspiration au changement au Bahreïn que celui affiché pour la Tunisie et l'Egypte.

Les manifestants, qui brandissaient lundi des pancartes en anglais "*Arrêtez de soutenir les dictateurs*", ont remis une lettre à l'ambassade dans laquelle ils condamnent "*l'attitude négative*" de Washington "*en matière des violations des droits de l'homme au Bahreïn*". (AP 07.03)

Un article de Slate.fr du 8 mars :

La nouvelle colonisation chinoise. (09.03)

En investissant au Bénin, la Chine contribue au développement de l'économie. Mais elle importe massivement sa main-d'œuvre, une concurrence qui commence à inquiéter.

Le Bénin est un ancien partenaire du développement de la Chine depuis le temps du Parti de la révolution populaire du Bénin (PRPB), ex-régime marxiste-léniniste du président Mathieu Kérékou. Mais avec la chute de ce régime à la fin des années 1980, cette coopération s'est ralentie avant de reprendre maintenant du poil de la bête.

Pour Hector Tovidokou, journaliste culturel:

«Dans plusieurs domaines, la Chine a convaincu les gouvernements béninois, c'est-à-dire les pouvoirs qui se sont succédé au Bénin, par les réalisations, son accroissement économique et sa percée historique dans le concert des grandes puissances économiques.»

«Si le nombre de Chinois résidant au Bénin est passé de 1.000 à 100.000, c'est parce que le Bénin a signé plusieurs contrats de partenariat avec le pays du Milieu dans plusieurs domaines.»

Le palais des Congrès, le nouveau ministère des Affaires étrangères, la numérisation du réseau téléphonique, le centre de développement économique et commercial de la Chine sont, entre autres, le fruit de la coopération sino-béninoise. A cela il faut ajouter la construction de l'échangeur de Cotonou qui est l'une des réalisations phares du président Boni Yayi.

Du reste, lors de sa visite officielle en Chine, celui-ci avait invité les entreprises chinoises à investir au Bénin:

«Le Bénin appartient au même Golfe de Guinée que le Nigeria, le Cameroun, le Congo, la Guinée, le Gabon. Si tous ces pays ont le pétrole, Dieu ne peut pas avoir été si injuste pour ne pas en donner au Bénin.»

«Je suis convaincu et je suis prêt à parier que vous trouverez aussi du pétrole dans mon pays. Des blocs sont identifiés et disponibles pour exploration mais nous voulons aller vite, très très vite. Envoyez dès les prochains jours une mission d'études préliminaires au Bénin pour que nous allions très vite», leur avait-il dit, en invitant la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) à participer au projet de construction d'une raffinerie au Bénin.»

«Et le gouvernement chinois a promis d'appuyer ses entreprises pour qu'elles puissent massivement investir au Bénin.»

Une stratégie chinoise tous bénéfices

La politique chinoise est subtile mais insidieuse. Sur le plan politique et diplomatique, elle s'abstient du discours occidental moralisateur et volontiers paternaliste sur les droits de l'homme et les réformes démocratiques. En se basant sur son sacro-saint respect du droit à la non-ingérence.

Sur le plan économique, la délivrance du prêt chinois favorise également l'octroi de tels marchés à des compagnies chinoises de travaux publics qui importent de la main-d'œuvre de Chine. Ce qui lui permet de récupérer indirectement une partie de son financement par l'entremise de ses firmes de BTP, puis de se faire rembourser son prêt par les États débiteurs. De plus, cela emploie ses ressortissants sur place. Une stratégie qui, en définitive, profite à ses entreprises internationales.

Le Bénin fait partie des principaux clients africains de la Chine, à l'instar de l'Afrique du Sud, du Nigeria, de l'Égypte, de la Tanzanie, du Kenya, du Soudan, de l'Algérie ou du Maroc. Et ce n'est certainement pas le fait du hasard si le président Boni Yayi a nommé comme ministre des Affaires étrangères Jean-Marie Ehouzu, un diplomate chevronné et grand connaisseur de l'Asie.

Seulement voila: la nouvelle coopération sino-béninoise qui se traduit par un afflux massif de Chinois au Bénin n'est pas du tout du goût de tous les Béninois. A commencer par ceux dont les secteurs sont aujourd'hui la proie de la concurrence déloyale des «nouveaux amis chinois».

Il suffit d'aller au marché international de Dantokpa à Cotonou, la capitale économique, pour s'en rendre compte. *«Les Chinois sont experts en contrefaçon et ils vendent tout moins cher, ce qui nous cause d'importants manques à gagner»,* explique Clémentine Adonou, une commerçante de tissus. Et d'ajouter: *«Bientôt, il n'y aura plus que des Chinois dans ce pays, et nous, nous serons déjà morts, parce qu'ils auront tué nos commerces.»*

Retour de bâton pour les Béninois

Les Chinois de Cotonou sont quasiment dans tous les secteurs. De la restauration au BTP en passant par l'agro-alimentaire ou l'électroménager, pour ne citer que ceux-là. Avec leur concurrence déloyale qui fait exploser les prix, cela ne va pas sans réjouir bien des Béninois. Surtout les *«petits budgets»* qui se voient ainsi soulagés face à la cherté de la vie.

Mais tous s'accordent à penser que les Chinois, quels qu'ils soient, ont une propension à vivre repliés sur eux-mêmes comme s'ils méprisaient les ressortissants du pays hôte. Une situation qui ne va pas tarder à compliquer les relations, au fur et à mesure de la mise en place des mécanismes de la nouvelle colonisation chinoise.

«Nous savons ce que nous avons subi avec la colonisation française, mais nous ne savons pas ce que nous allons subir avec la nouvelle colonisation chinoise. C'est à croire que nos dirigeants sont à bout d'imagination pour faire de notre continent l'avenir du monde plutôt que de le brader au premier venu», se désole un panafricaniste béninois.

Un article du Monde.fr du 8 mars :

Kadhafi. "Il est clair qu'il ne va pas bien". (09.03)

Les rapports diplomatiques confidentiels américains, divulgués par WikiLeaks et examinés par Le Monde, montrent qu'au printemps 2009, l'ambassade des Etats-Unis à Tripoli a cherché à se renseigner sur la santé du colonel Kadhafi, alors âgé de 67 ans : *"La nature exacte de ses maux n'est pas confirmée, mais il est clair qu'il ne va pas bien."*

LA SANTÉ DU COLONEL

Tout le monde avait remarqué qu'il montait les escaliers difficilement, et que son visage était moins mobile. On disait aussi qu'il faisait des siestes prolongées, et que son emploi du temps avait été allégé.

Grâce à leur réseau d'informateurs, parmi lesquels des médecins libyens et des hommes d'affaires européens, les Américains en arrivent à la conclusion que les rumeurs persistantes sur un cancer de la prostate ou de la gorge sont infondées. En revanche, il semble avéré que le colonel est hypertendu et *"quasi diabétique"*.

Il est surtout hypocondriaque : il fait filmer tous ses examens médicaux, puis il invite d'autres médecins à visionner les images pour qu'ils donnent leur avis sur leurs collègues. Le chef d'un service hospitalier raconte qu'il a perdu un après-midi à voir et revoir la vidéo d'une endoscopie qui venait d'être pratiquée sur le colonel. On sait aussi que dans tous ses déplacements, le Guide de la révolution est accompagné par son infirmière personnelle, une Ukrainienne qualifiée par les diplomates américains de *"blonde voluptueuse"*, qui lui prodigue des soins quotidiens.

D'autres informateurs ont raconté aux diplomates que le colonel Kadhafi, qualifié *"d'homme extrêmement vaniteux"*, a subi des injections de Botox pour atténuer ses rides - ce qui expliquerait la nouvelle rigidité de son visage. Il s'est aussi fait greffer des implants capillaires, mais l'opération a mal tourné : *"Il a souffert d'une forme rare de réaction auto-immunitaire, et on a dû retirer les greffons."*

KADHAFI INC.

Pour décrire la mainmise de la famille et de l'entourage du colonel Kadhafi sur les secteurs les plus lucratifs de l'économie, les diplomates américains en poste à Tripoli n'ont pas hésité, en 2006, à intituler leur rapport secret *"Kadhafi Incorporated"*. Pour commencer, *"les enfants et les favoris de Kadhafi sont censés recevoir un flux de revenus en provenance de la compagnie nationale de pétrole et de ses filiales"*. Ceux qui vivent à l'étranger ont aussi droit à cette distribution, qui peut se chiffrer en millions de dollars par an.

D'autre part, les principaux membres du clan Kadhafi se sont lancés dans les affaires sans retenue, en profitant au maximum de leur position privilégiée. Aïcha, la fille du colonel, utilise son association caritative comme tremplin pour investir dans les secteurs de la santé, de l'énergie et de la construction. En outre, avec sa mère Safia, la seconde épouse du colonel, Aïcha a ouvert des boutiques de mode haut de gamme spécialisées dans les vêtements importés d'Europe. Selon un informateur de l'ambassade américaine, Safia serait intervenue personnellement auprès du service des douanes pour que les marchandises des boutiques concurrentes restent bloquées en transit pendant toute la période du Nouvel An. Elles ne furent livrées qu'après la fin de la saison des cadeaux.

De son côté, Saadi, l'un des fils du colonel, réussit à cumuler sa carrière militaire et ses activités d'homme d'affaires dans différents secteurs, notamment le football et le tourisme. Cela dit, il a connu quelques déboires : il s'était réservé une île côtière pour y faire construire un complexe hôtelier, mais en deux ans, rien ne s'est passé, *"peut-être parce qu'en face de l'île, le panorama est gâché par une grosse installation pétrolière"*.

Son frère Mohammed a préféré investir dans la téléphonie. Selon les diplomates américains, ce choix est à la fois commercial et politique : *"Compte tenu du rôle joué par les téléphones mobiles lors des émeutes de Benghazi en 2006, la famille voudra absolument conserver le contrôle complet des télécoms."*

Même les apparentes ouvertures du régime doivent être interprétées à la lumière des intérêts matériels de la famille. On comprend mieux le plaidoyer de Saïf, un autre fils du colonel, en faveur de la libre circulation de la presse étrangère dans le pays, quand on sait qu'il souhaite s'arroger le monopole de sa distribution.

Parfois, le partage du butin provoque des conflits au sein même du cercle familial. Deux des fils du chef de l'Etat, Mohammed et Motassim, se sont chamaillés pendant des années pour le contrôle d'une activité apparemment modeste : la licence de commercialisation du Coca-Cola pour la Libye. Motassim, codétenteur originel de la licence, avait été exilé en Egypte par son père à cause d'une affaire politico-familiale. Or Mohammed avait profité de l'absence de son frère pour le spolier, en transférant la licence Coca-Cola au Comité olympique libyen, qu'il contrôlait. A son retour, pour récupérer son bien, Motassim n'avait pas hésité à faire occuper l'usine locale de Coca-Cola par sa milice privée, ce qui bloqua la production pendant des mois. Finalement, après plusieurs épisodes violents, y compris deux kidnappings, un compromis bancal fut trouvé grâce à une médiation du clan et aux fortes pressions de l'ambassade des Etats-Unis, qui défendait les intérêts du groupe américain. Les diplomates notent toutefois que jusqu'en 2006, la famille Kadhafi ne faisait pas étalage de son train de vie luxueux devant la population libyenne - moins en tout cas que les émirs du Golfe, certaines dynasties africaines ou le "*clan Hariri*" au Liban.

SOAP OPERA

Quatre ans plus tard, la situation a empiré, au point que le colonel Kadhafi et son épouse semblent avoir complètement perdu le contrôle de leurs enfants. Début 2010, les diplomates américains rédigent un nouveau rapport sur le style de vie du clan, en insistant cette fois sur leurs frasques : "*Ils ont fourni aux observateurs locaux suffisamment de scandales pour produire un soap opera libyen.*" Motassim, l'un des fils, nommé par son père conseiller spécial pour la sécurité nationale, passe les fêtes du Nouvel An dans l'île antillaise de Saint-Barthélemy, où il dépense des millions de dollars pour organiser des fêtes décadentes et des concerts privés avec des stars américaines de la chanson comme Mariah Carey, Beyoncé ou Usher. Son frère Hannibal bat sa femme et ses serviteurs, ce qui lui vaut des ennuis avec les autorités locales lors de séjours en Europe.

Face à ces dérèglements, le comportement de leur frère Saïf semble presque exemplaire. Au lieu de fréquenter les palaces et les boîtes de nuit, il va chasser dans les montagnes de Nouvelle-Zélande et d'Algérie, loin des paparazzis. Diplômé de la prestigieuse London School of Economics (LSE), il a la réputation d'être un homme cultivé, et s'occupe d'une association caritative qui, selon les Américains, fait du bon travail auprès des victimes du tremblement de terre à Haïti. En affaires, il semble plus avisé que ses frères. A la suite d'une série de conversations informelles avec des étudiants et des hommes d'affaires locaux, les diplomates américains semblent penser que Saïf, "*le fils raisonnable*", est le meilleur candidat possible à la succession de son père et que s'il se retrouve un jour à la tête du pays, il saura le moderniser et le démocratiser. A posteriori, quand on observe le comportement agressif et irrationnel de Saïf depuis le début de la rébellion de février, on peut douter de la justesse de cette analyse.

La LSE soupçonne Saïf Kadhafi de plagiat dans la rédaction de sa thèse, et a ouvert une enquête. Et Howard Davies, directeur de cette université a démissionné, le 3 mars, à la suite de révélations sur les liens économiques entre la LSE et la Libye, et plus particulièrement le financement par la Libye d'un programme visant à former des jeunes Libyens.

Plus généralement, au début de 2010, les diplomates américains estimaient que le régime en place allait sans doute perdurer, et qu'il convenait de poursuivre le rapprochement avec le clan Kadhafi, en oubliant au maximum le passé. La période était propice, car l'arrivée au pouvoir du président Obama avait amélioré l'image des Etats-Unis dans la région, y compris aux yeux du colonel Kadhafi. Par ailleurs, le sénateur indépendant Joseph Lieberman, très influent à Washington, avait fait un voyage officiel à Tripoli, et n'avait pas hésité à affirmer que la Libye, ancien "*Etat terroriste*", était devenue un "*allié important dans la guerre contre le terrorisme*".

L'ambassade souhaitait donc faciliter le séjour d'étudiants libyens dans les universités américaines, et examinait les demandes libyennes d'assistance technique dans différents secteurs de pointe, allant du trafic aérien à la sismologie. Par ailleurs, des organismes publics et privés américains étaient prêts à conseiller le gouvernement libyen pour qu'il accélère son programme de privatisation de secteurs importants de l'économie encore contrôlés par l'Etat, ce qui pourrait ouvrir des nouvelles perspectives aux investisseurs américains.

A la suite de la publication en décembre 2010 des rapports diplomatiques par WikiLeaks et cinq journaux partenaires (dont Le Monde), les États-Unis ont rappelé leur ambassadeur à Tripoli, qui avait signé une série de télégrammes critiques ou sarcastiques à l'égard du clan Kadhafi. Mais dans le même temps, le colonel, toujours imprévisible, a félicité WikiLeaks à plusieurs reprises, pour avoir exposé au monde entier les conspirations internationales ourdies par les Américains, et leur hypocrisie envers leurs alliés.

Un article de Reuters, AP, AFP, Libération.fr et 20minutes.fr du 9 mars :

Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (10.03)

Tunisie.

1- La justice tunisienne a dissous mercredi le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), parti du président déchu Zine Ben Ali.

Cette décision de justice, qui intervient près de deux mois après le départ de Ben Ali sous la pression de la rue, empêchera le parti de présenter un candidat à la prochaine élection présidentielle.

La décision du juge du tribunal de première instance de Tunis entraîne en outre la confiscation des fonds du parti.

Des centaines de manifestants ont laissé éclater leur joie devant le tribunal à l'annonce de la nouvelle et ont chanté l'hymne national tunisien. Certains d'entre eux scandaient "*le RCD est mort*" et "*Tunisie libre*".

Des manifestants ont par la suite gagné pacifiquement la place de la Kasbah, haut lieu de la contestation tunisienne de ces deux derniers mois.

"*C'est un jour historique. Nous sommes fiers de notre justice qui est enfin libre*", a déclaré Badi Ben Zekri, un avocat indépendant présent au tribunal. (Reuters 09.03)

2- Un mandat de dépôt a été émis à l'encontre de l'ancien ministre tunisien de l'Intérieur Rafik Belhaj Kacem pour "*homicide volontaire*", a rapporté mercredi soir l'agence officielle TAP.

Citant une "*source informée auprès du ministère de la Justice*", l'agence précise que le doyen des juges d'instruction a émis ce mandat de dépôt depuis le 3 mars. (AP 09.03)

3- La puissante Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), «*soutient le gouvernement dans ses efforts pour relancer l'économie*», dit à l'AFP son secrétaire général adjoint, Ali Ben Romdhane pour qui «la priorité doit être donnée à l'emploi».

«*Le patronat oeuvre inlassablement pour jouer pleinement et efficacement le rôle dévolu à chaque homme d'affaires*», indique Hammadi Ben Sedrine, estimant que l'investissement devrait être orienté notamment vers «*les régions déshéritées*», à l'origine du soulèvement populaire de janvier. «C'est le volet économique qui conduit à la paix sociale et à la stabilité», dit-il. (AFP et 20minutes.fr 09.03)

Les dirigeants de l'UGTT sont aussi pressés que l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA) que les travailleurs tunisiens se remettent au travail sans que rien ne permettent d'entrevoir une amélioration de leurs conditions de travail et de leurs salaires. On ne se refait pas !

Egypte.

Des Egyptiens armés de couteaux ont attaqué ce mercredi des centaines de manifestants pro-démocratie rassemblés place Tahrir au Caire, a rapporté la télévision d'Etat.

«*Des centaines d'hommes munis de couteaux (...) sont entrés sur la place Tahrir*», a indiqué le présentateur, alors que des images montraient des jets de pierres et des centaines de manifestants chassés de cette place qui fut l'épicentre de la contestation ayant chassé du pouvoir le président Moubarak en février. (20minutes.fr 09.03)

Yémen

Un homme touché par balle lors de l'intervention de l'armée contre les manifestants sur le campus de l'université de Sanaa, a succombé à ses blessures, a annoncé mercredi un des médecins soignant les nombreux blessés.

Mohammed al-Abahi, un des médecins volontaires sur le campus, a déclaré qu'un jeune homme de 24 ans était mort tôt mercredi. Six autres manifestants blessés par balle étaient dans un état grave.

Les soldats ont fait éruption sur le campus mardi soir, tirant à balles réelles et en caoutchouc. Ils ont également lancé des gaz lacrymogènes. Environ 90 manifestants ont été blessés. (AP 09.03)

Libye.

1- L'opposition en difficulté. De très nombreux combattants rebelles libyens, amassés dans des dizaines de véhicules, se sont pliés vers l'intérieur de la ville pétrolière de Ras Lanouf.

Une énorme explosion a été entendue ce mercredi après-midi près d'une raffinerie située aux abords de la ville, après un raid aérien. L'on voit des flammes hautes de plusieurs centaines de mètres, indique un journaliste de l'AFP. Un oléoduc aurait été touché. Selon l'opposition plusieurs installations pétrolières ont été bombardées.

Le bruit des tirs d'obus et de fortes explosions vient d'une zone à l'ouest de la ville pétrolière de Ras Lanouf contrôlée par les rebelles, les opposants ayant été empêchés dans leur tentative d'occuper la ville de Ben Jaouad à quelques 30 km plus à l'ouest.

Ben Jaouad a été reprise dimanche par les forces loyales au colonel Kadhafi. Des avions survolent également le secteur mais sans lancer de raids.

Les rebelles au dernier barrage du côté ouest de Ras Lanouf refusent de laisser passer les journalistes pour des "*raisons de sécurité*".

A l'Ouest. "*Les révolutionnaires contrôlent le centre de Zawiyah et les forces de Kadhafi sont autour. C'est du 50-50*" selon Rachid, un Marocain de 48 ans, qui est arrivé mercredi de la ville libyenne de Zawiyah et vient juste de passer côté tunisien avec sa femme et ses quatre filles. (Libération.fr 09.03)

2- Les forces gouvernementales libyennes ont violemment bombardé mercredi des positions rebelles près du terminal pétrolier d'Es Sider, à l'ouest de Ras Lanouf, dans l'est de la Libye, rapporte un correspondant de Reuters.

Les insurgés ont riposté avec un lance-roquettes multiple.

"*Le bombardement a lieu à l'est d'Es Sider, près des positions rebelles qui ripostent avec des roquettes*", a dit Mohammed Abbas de la ligne de front.

Il a précisé que les insurgés s'étaient retirés d'Es Sider, un terminal pétrolier situé dans le golfe de Syrte, qu'ils contrôlaient, après ce bombardement, mais avec l'intention de revenir plus tard. (Reuters 09.03)

3- Un journaliste de l'AP présent près du front a été témoin mercredi d'une explosion dans le secteur de l'installation pétrolière de Sidr (580km à l'est de Tripoli). Trois colonnes de fumée s'élevaient de la zone. Selon Moustafa Gheriani, un porte-parole de l'opposition, l'artillerie pro-Kadhafi a frappé un oléoduc desservant Sidr depuis les champs pétrolifères situés dans le désert. Il a ajouté qu'un dépôt pétrolier avait aussi été frappé, apparemment dans un raid aérien.

Des colonnes de fumée noire s'élevaient également de la zone de Ben Jaouad, localité située à une soixantaine de kilomètres à l'ouest.

Les rebelles tenaient par ailleurs des territoires au sud de Tripoli, tandis que des bâtiments dans la ville de Zaouia (50km à l'ouest de Tripoli) ont été bombardés mercredi par les forces gouvernementales, a déclaré à

l'AP par téléphone un habitant de la localité voisine de Sabratha. Sky News a diffusé des images montrant des véhicules armés de mitrailleuses et des chars contrôlés par les rebelles sur la principale place de Zaouia. (AP 09.03)

4- La mise en place d'une «zone d'interdiction aérienne», censée protéger les civils des bombardements et de la contre-offensive lancée depuis Tripoli, s'était presque imposée comme l'option privilégiée. Mais chez les politiques comme chez les militaires, elle trouve de moins en moins de partisans déclarés.

Les limites d'une zone d'interdiction sont déjà bien explorées, à la lumière de précédents en Irak et dans l'ex-Yougoslavie. À l'Otan, la question est plutôt de savoir si l'outil répond encore au besoin en Libye. *«Il est clair que l'aviation n'est plus le ressort essentiel de la campagne menée par Kadhafi, observait mercredi un diplomate placé au cœur de la discussion. Et nous n'avons pas vu les bombardements aériens massifs qui justifieraient le recours à l'interdiction.»* Les succès militaires du régime viennent à leur tour refroidir l'impulsion.

Sur le front diplomatique, la France et la Grande-Bretagne poussent depuis dix jours le Conseil de sécurité de l'ONU à autoriser un usage limité de la force contre le régime libyen, au titre du chapitre VII de la Charte des Nations unies (rétablissement de la paix). Mais, à la perspective de veto russe et chinois est venu s'ajouter le peu d'empressement des voisins de la Libye à prendre parti. La Ligue arabe, partenaire décisif, attendra samedi pour se prononcer, cassant la dynamique escomptée pour les rendez-vous de l'UE et de l'Otan. Ce sont au contraire des émissaires du régime libyen qui s'annoncent à Bruxelles... (Lefigaro.fr 09.03)

Constatons simplement qu'ils auront tout fait pour permettre à Kadhafi de rester au pouvoir. Ses "émissaires" étaient attendus dans la journée à Bruxelles qui va sans doute leur dérouler le tapis rouge... celui de la réaction ! Disons que s'ils avaient décidé de bombarder les forces de Kadhafi, nous n'aurions pas protesté.

Maroc.

Le roi du Maroc Mohamed VI a annoncé mercredi soir une réforme de la Constitution et la désignation d'une commission chargée de préparer des propositions d'ici le mois de juin.

Dans un discours à la nation, Mohamed VI a précisé que cette réforme devrait renforcer l'indépendance de la justice, le rôle des partis politiques et la "régionalisation", afin d'accorder plus de pouvoirs aux instances locales.

Le projet de Constitution sera soumis à référendum, a-t-il ajouté. (Reuters 09.03)

Un article de 20minutes.fr et AFP du 9 mars :

Le classement Forbes 2011. (titre du site) (10.03)

(Titre de 20minutes.fr : *Et l'homme le plus riche du monde est...*)

Les Etats-Unis et la vieille Europe poursuivent leur déclin dans la liste Forbes 2011, où le Mexicain Carlos Slim reste l'homme le plus riche du monde et les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) affichent une progression insolente. Pour la deuxième année consécutive dans le classement annuel du magazine, l'homme le plus riche du monde n'est plus un Américain mais le Mexicain Carlos Slim (74 milliards de dollars), qui devance Bill Gates (56 milliards), même si le co-fondateur de Microsoft doit sa deuxième place à l'importance de ses donations.

En un an, le roi mexicain des télécommunications et sa famille ont accru leur patrimoine de plus de 20 milliards de dollars. Chez les puissants de la planète, la crise est bien oubliée: le nombre total de milliardaires est de 1.210 en 2011, un record absolu depuis 25 ans que ce classement existe, et 214 de plus que l'an dernier. La fortune totale des milliardaires a bondi l'an dernier de 25% pour atteindre quelque 4.500 milliards de dollars.

Les Etats-Unis restent en tête avec 413 milliardaires, mais ils ne représentent plus que 33% des milliardaires de la planète contre 40% l'an dernier et 50% il y a dix ans. Et l'Europe, encore continent numéro 2 en 2010 avec 248 milliardaires, est battue par la région Asie-Pacifique qui prend sa place au classement et bondit de 234 à 332 milliardaires, presque 100 richissimes de plus en une seule année.

Si l'Europe conserve un rang honorable avec 300 milliardaires --52 de plus que l'an dernier-- c'est surtout grâce à la Russie, qui sauve la vieille Europe occidentale. Parmi les dix premières fortunes mondiales, le Français Bernard Arnault (LVMH, luxe) et l'Espagnol Amancio Ortega (Zara, habillement) sauvent la mise, les autres sont indiens (2), américains (4), mexicain (1) et brésilien (1).

Pour la première fois, Moscou bat New York en nombre de milliardaires et devient la ville du monde qui en compte le plus: 79, soit 21 de plus en un an, contre 58 à Manhattan. «Ces résultats reflètent les changements extraordinaires qui se produisent dans l'économie mondiale», a estimé au cours d'une conférence de presse Steve Forbes, rédacteur en chef du magazine. "La grosse histoire, c'est ce qui se passe dans ce qu'on appelle les BRIC. Le leadership des Etats-Unis se réduit, c'est une vraie tendance de fond", a-t-il souligné.

«La Russie passe de 60 à 101 (milliardaires), la Chine de 69 à 115, Hong Kong de 25 à 36, l'Inde de 49 à 55... L'économie se relève, mais pas partout de la même façon», a-t-il commenté. «Les maîtres mots sont: BRIC, matières premières, Asie-Pacifique. Le Japon qui semblait devoir conquérir le monde il y a 20 ans se tait, les Etats-Unis sont enlisés, et l'Europe se maintient grâce à la Russie», a poursuivi Forbes.

«La Chine a vraiment donné le "la" cette année», a renchéri Luisa Kroll, une des responsables de la rédaction. Selon elle, «il est plus facile de devenir riche aujourd'hui en s'installant à Shanghai» qu'ailleurs. L'Asie, surnommée «l'usine à milliardaires», en produit de plus en plus, outre les 115 Chinois il faut compter avec 55 Indiens, 26 Japonais et 14 Indonésiens. Leurs richesses proviennent de l'immobilier, de l'industrie manufacturière, de la mode et du commerce de détail.

Le Proche-Orient et l'Afrique comptent eux aussi 19 nouveaux milliardaires, notamment la Turquie avec 10 riches de plus, soit 38 au total. Enfin Mark Zuckerberg, le co-fondateur du réseau social Facebook, bondit à la 52ème place avec une fortune estimée à 13,5 milliards de dollars, mais tout a un prix: il n'est plus le plus jeune. Il est battu par son collègue Dustin Moskovitz, également co-fondateur de Facebook, qui fait son entrée au club au 420e rang, et est âgé de 8 jours de moins que lui.

Un article du Figaro.fr du 10 mars :

Nouvelle règle en vue pour les retraites complémentaires . (11.03)

Le projet d'accord dévoilé par le patronat aura des répercussions fortes pour les futurs retraités du privé. Les syndicats sont très critiques, CFDT exceptée. Ils ont dix jours pour s'entendre.

Phase cruciale pour les retraites complémentaires, qui représentent 30 % à 55 % de la pension totale des ex-salariés du privé. Trois mois et demi après le début de la négociation sur l'Arrco (tous salariés) et l'Agirc (cadres), le patronat a présenté mercredi un projet d'accord. Le texte bouscule les règles du jeu. Mais dans sa forme actuelle, les syndicats, CFDT exceptée, y sont réticents. En voici les points clés.

Durée de l'accord. Les structures de financement seront prolongées jusque fin 2018, alors qu'elles sont habituellement reconduites tous les 2 ans. Une volonté de ne pas rouvrir trop souvent des négociations ardues - donc anxiogènes pour les salariés - saluée par les syndicats.

Âge de départ. Le projet aligne l'âge de la retraite sur celui du régime de base, issu de la réforme votée à l'automne. Il sera donc possible de toucher sa retraite complémentaire à partir de 62 ans en 2018. Le texte intègre aussi les dérogations prévues par la loi (carrières longues, pénibilité, mères de trois enfants nées avant 1956...), pour un coût d'un milliard par an, selon le Medef.

Rendement. En 2011 et 2012, le rapport entre pensions reçues et cotisations versées continuera de reculer à l'Arrco. Il baissera plus vite à l'Agirc, pour être aligné sur celui de l'Arrco. Puis, de 2013 à 2015, il sera stabilisé. Une première depuis 2004, mais le patronat avait laissé l'espoir que cette stabilisation serait bien moins temporaire.

Majorations pour enfants. Actuellement à l'Arrco, un bonus de 5 % est accordé aux parents d'au moins trois enfants. La majoration est de 8 % à l'Agirc, plus 4 % par enfant supplémentaire, dans la limite de 7 enfants. La nouvelle règle sera unique : 10 % pour trois enfants ou plus. Cela fera beaucoup de gagnants mais des perdants chez les cadres supérieurs avec au moins quatre enfants. En revanche, disparaîtra la majoration Arrco de 5 % pour les retraités ayant encore un enfant à charge. Les nouveautés s'appliqueront pour les pensions liquidées et les enfants nés après 2011. Pour les personnes partant en retraite avant, aucun changement. Pour celles partant en retraite à partir de 2012 avec des enfants nés avant, les points cumulés jusque fin 2011 seront majorés selon les anciennes règles ; ceux cumulés après, selon les nouvelles.

Réversion. La part de la pension versé aux veuves ou veufs, actuellement fixée à 60 %, passera à 58 % en cas de décès à partir de 2012, 56 % à partir de 2014, et 54 % à partir de 2016. Et, grande nouveauté, il s'agit ici du pourcentage maximal, la réversion devenant proportionnelle à la durée du mariage. Le bénéficiaire devra avoir au moins 55 ans, contre 60 ans jusqu'ici à l'Agirc (inchangé pour l'Arrco).

Mensualisation. Les pensions complémentaires seront versées mois par mois dès 2014, et non plus au début de chaque trimestre. Une simplification pour les retraités... par laquelle les caisses gagneront 10 milliards de trésorerie.

Équilibre financier. Ces mesures réduiront le déficit cumulé de l'Arrco-Agirc, entre 2011 et 2030, de 10 milliards d'euros. Première source d'économie, la réversion. Problème : il resterait 34 milliards de « trou » sur la période. Compte tenu des réserves des régimes, cela ne serait pas inquiétant si ce chiffre recouvrait des déficits élevés en début de période puis un retour vers l'équilibre. Mais les projections, qui restent à affiner, ne l'affirment pas à ce stade. C'est pourquoi CFE-CGC, CFTC, CGT et FO font d'une hausse de cotisation une condition à leur éventuelle signature. Seule la CFDT ne voit pas d'objection à puiser dans les réserves, qui seraient alors consommées vers 2033.

«L'arrêt de mort» du régime des cadres ? Le patronat prévoit d'étudier la «mise en cohérence» de l'Agirc et de l'Arrco. Cela ne recueille que l'approbation de la CFDT, favorable à une remise à plat de tout le système de retraite et à un régime universel. Les autres syndicats parlent d'une fusion annoncée, «déclaration de guerre» (CFE-CGC) ou «arrêt de mort de l'Agirc» (CGT) . Selon eux, l'Agirc est l'avantage le plus tangible lié au statut de cadre. Les perdants pourraient être les cadres les moins payés, qui bénéficient

actuellement d'un «*rattrapage*» sur leur pension complémentaire. La CFE-CGC dénonce une «*tendance Kessler*» (du nom de l'ancien n° 2 du Medef) qui voudrait «*faire entrer davantage les assureurs dans le système en n'assurant plus une retraite suffisante par répartition*». Pour la délégation patronale, il s'agit juste de tenir compte des impératifs financiers et de s'interroger sur la distinction cadres/non-cadres, au vu des «*évolutions sociologiques*».

Les négociateurs se retrouveront vendredi 18, en principe pour une ultime séance.

Commentaire. Voilà comment ils bradent nos droits ! Après tout les actionnaires du CAC40 ne vont empocher que 40 milliards d'euros, mettez-vous un instant à leurs places...

Un article de Slate.fr du 10 mars :

Le rapport du FMI qui félicitait la Libye. (11.03)

C'est «une coïncidence qui tombe mal»: dans son édition du mercredi 9 mars, *Le Canard enchaîné* relate l'existence d'un rapport positif du Fonds économique international (FMI) sur la situation économique de la Libye, publié le 15 février sur le site de l'institution, six jours après le début des émeutes à Benghazi.

Un document «bourré comme il se doit de données chiffrées et de statistiques» mais surtout «surréaliste», selon l'hebdomadaire satirique, puisqu'il «ne cesse de féliciter le colonel Kadhafi et son gouvernement pour la qualité de leur gestion budgétaire et pour les réformes déjà entreprises», notamment grâce à la manne issue de la hausse des cours du pétrole. Et ne profère à l'adresse du régime qu'un seul conseil («favoriser l'emploi des jeunes») et un seul reproche («ne pas privatiser assez vite les banques et le marché local des capitaux»).

Ce lièvre avait déjà été levé auparavant à l'étranger. Le 3 mars, le blog The Economic Populist consacrait un post à cette «erreur embarrassante» et citait des rapports positifs du FMI sur la Tunisie ou l'Égypte avant les révolutions dans ces pays, ainsi que l'aide substantielle apportée dans le passé à d'autres dictatures. Quelques jours plus tard, le même blog rapportait les propos d'un cadre du FMI, Masoof Ahmed, affirmant sur une radio américaine que le FMI n'avait pas à dire à un pays comment il devait être gouverné mais que la soutenabilité de ses projets dépendait grandement de la façon dont les bénéfices en étaient répartis dans la population.

Fin février, le site Reuters Breakingviews consacrait également une chronique à ce sujet et notait ironiquement que «la mission du fonds à Tripoli avait apparemment oublié de vérifier si l'agenda de réformes "ambitieux" était fondé d'une manière ou d'une autre sur un soutien populaire».

Au-delà du fonctionnement du FMI en lui-même, cette affaire de rapport a bien entendu une résonance particulière en France, toute entière résumée dans la chute de l'article du *Canard enchaîné*:

«Ses conclusions ont été transmises aux autorités libyennes après avoir été résumées ("summarizes") par le managing director du FMI. C'est-à-dire, en bon français, par son directeur général, un certain Dominique Strauss-Kahn.»

En novembre 2008, ce dernier s'était rendu en Libye pour participer à une conférence sur l'intégration économique du Maghreb et avait rencontré Mouammar Kadhafi. A l'issue de ce déplacement, il avait pointé les «réformes ambitieuses des dernières années» avant de conclure:

«Nos entretiens m'ont convaincu que le programme de réforme de la Libye continuera à un rythme soutenu dans le but de réaliser une croissance encore plus élevée et d'améliorer le niveau de vie de la population.»

Commentaire. Camarades du POI, cela ne vous tente pas un petit front unique avec Dominique Strauss-Kahn, allez ne faites pas cette tête-là, ce ne serait pas la première ni la dernière fois, non ?

Un article de Reuters, AP et Libération.fr et 20minutes.fr du 10 mars :

Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (11.03)

Libye.

Les combats de rue qui opposent des rebelles aux troupes kadhafistes ont transformé en ville fantôme le centre de Zaouïah, cité côtière de 290.000 habitants située à 50 km à l'ouest de Tripoli.

"*Là-bas, tout va très, très mal*", a rapporté Silverter, un Nigérian parvenu à quitter la ville jeudi matin à la faveur d'une accalmie. Il a cependant noté que les insurgés disposaient de munitions en grande quantité et restaient déterminés.

"*Ils veulent que Kadhafi s'en aille, peu leur importe le nombre de personnes qui mourront. J'ai vu des immeubles bombardés et des gens mourir sous mes yeux*", a-t-il dit en atteignant le poste-frontière tunisien de Ras Jdir.

Les affrontements de Zaouïah, dont les journalistes sont tenus éloignés par le pouvoir, sont parmi les plus intenses depuis le début de la rébellion en Libye il y a trois semaines. Dotée d'importants terminaux pétroliers, cette ville universitaire est devenue le principal foyer de contestation du régime de Mouammar Kadhafi dans l'ouest du pays.

Ibrahim, insurgé présent dans le centre de Zaouïah et en contact régulier avec Reuters par téléphone, a parlé jeudi après-midi d'une "*ville fantôme*".

"*Plus personne ne s'aventure dans les rues et les forces fidèles à Kadhafi encerclent la ville*", a-t-il dit.

Au fil des combats de rue, il est difficile de savoir précisément qui contrôle quoi.

L'un des sujets d'inquiétude des rebelles est désormais le ravitaillement en vivres. "*Hier (mercredi), ils (les rebelles) ont essayé d'apporter de la nourriture et des médicaments en provenance de Subratha mais ils ont échoué*", a dit Mohammed, un exilé libyen qui a pu entrer en contact avec des proches.

"*Nous n'avons pratiquement plus de quoi nous nourrir et nous sommes à court de lait pour les bébés*", a confirmé Ibrahim.

La journée de vendredi s'annonce périlleuse. Après les prières, les rebelles prévoient une manifestation dans la ville pour dénoncer le régime libyen. Vendredi dernier, les violences s'étaient soldées par la mort de trente personnes. (Reuters 10.03)

Bahreïn.

Le Bahreïn a mis en garde jeudi contre les manifestations organisées par l'opposition chiite près des ministères, les qualifiant d'illégales.

Les manifestations "*près des ministères, des centres commerciaux ou à tout autre endroit pouvant provoquer des embouteillages*" sont illégales, a annoncé l'agence de presse officielle du Bahreïn.

En référence au QG des manifestants, des tentes installées sur la place de la Perle à Manama, l'agence précise que les manifestations "*avant le lever du soleil ou après le coucher du soleil*" sont interdites. (AP 10.03)

Arabie Saoudite.

Trois manifestants chiites ont été blessés, jeudi 10 mars, dans l'est de l'Arabie saoudite par des tirs de la police, qui tentait de disperser un rassemblement, selon un témoin. Les autorités saoudiennes ont rappelé à plusieurs reprises ces derniers jours que les manifestations étaient interdites dans le royaume et que la

police était autorisée à intervenir pour faire respecter la loi. Ces incidents surviennent à la veille d'un appel à manifester lancé sur Facebook.

Les tirs sont intervenus alors qu'entre six cents et huit cents personnes, dont des femmes, manifestaient à Al-Qatif pour demander la libération de neuf détenus chiites, a expliqué un témoin, qui a requis l'anonymat. *'Alors que la marche dans le coeur de la ville allait s'achever, des soldats ont commencé à tirer sur les manifestants, et trois d'entre eux ont été blessés'*, a-t-il dit. Les trois blessés, des hommes, ont été hospitalisés mais leurs blessures sont *'modérées'*, a précisé cette source, selon laquelle les tirs ont duré environ dix minutes. Les détenus dont les manifestants réclamaient la libération jeudi sont neuf personnes arrêtées en 1996 après l'attentat anti-américain de Khobar, dans l'est du royaume.

L'appel lancé pour vendredi réclame que *'le dirigeant et les membres du Majlis al-Choura (conseil consultatif nommé) soient élus'*, *'la libération des détenus politiques'* et *'la liberté d'expression et de rassemblement'* dans le royaume. A Ryad, la situation était normale jeudi soir, mais les patrouilles de police étaient plus nombreuses que d'habitude, selon des habitants. (Lemonde.fr 10.03)

Yémen.

Le président du Yémen Ali Abdallah Saleh a proposé jeudi la rédaction d'une nouvelle Constitution garantissant l'indépendance du Parlement et de la justice, mais plusieurs milliers de manifestants en colère sont descendus dans la rue pour demander son départ.

Les dirigeants de l'opposition ont de leur côté rejeté l'offre du président yéménite, appelant à d'importantes manifestations vendredi, un mois après le début du mouvement de contestation.

S'exprimant dans un stade de Sanaa devant des milliers de partisans, Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 32 ans, a promis que la nouvelle Constitution serait rédigée d'ici la fin de l'année et garantirait la séparation des pouvoirs législatif et exécutif. Le président yéménite a également promis des élections législatives et la formation d'un nouveau gouvernement d'ici début 2012.

Il a déclaré avoir ordonné au gouvernement de *"répondre aux revendications des jeunes"* qui ont établi des campements de protestation à Sanaa, Aden et Taz, et demandent son départ. Peu après son discours, quelque 4.000 personnes, surtout des étudiants, sont descendues dans la rue à Sanaa pour demander qu'il quitte le pouvoir. Une autre manifestation dans la capitale a réuni 5.000 médecins, infirmières, pharmaciens et étudiants en médecine venus de tout le pays, qui dénonçaient la répression de l'armée contre des manifestants rassemblés à l'université de Sanaa. Les soldats ont tiré à balles réelles faisant un mort et de nombreux blessés cette semaine.

Le chef de l'opposition Yassin Said Numan a estimé que la proposition de Constitution du président Saleh intervenait trop tard. *"L'initiative du président est dépassée par les événements et les faits sur le terrain aujourd'hui, mais si elle était arrivée six mois plus tôt, la question aurait été totalement différente"*, a-t-il déclaré à l'Associated Press. Il a toutefois précisé que les partis d'opposition examineraient la proposition avant de la rejeter formellement. (AP 10.03)

Un article de Reuters et AP du 11 mars :

Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (12.03)

1- Libye

1.1- Les rebelles résistaient vendredi dans le port pétrolier stratégique de Ras Lanouf, après de violents combats les ayant opposés aux forces loyales au colonel Moammar Kadhafi, qui ont repris une grande partie de cette ville de l'est du pays.

D'après le directeur-adjoint de l'hôpital de la ville voisine d'Ajdabiya, les forces de Kadhafi ont repris jeudi des quartiers résidentiels de Ras Lanouf, mais les rebelles tenaient toujours les zones industrielles et les installations pétrolières.

Vendredi, les forces loyales ont cessé d'attaquer ces positions pour éviter apparemment de faire sauter les infrastructures pétrolières. Elles sont positionnées à 16km à l'est du port pétrolier, dans une zone déserte et pilonnaient la route principale, empruntée par les rebelles qui tentent de ravitailler les combattants restés au port, a expliqué Mohammed Gherani, un des leurs.

Quatre morts et une quarantaine de blessés dans les combats ont été conduits à l'hôpital d'Ajdabiya. Trois corps de rebelles tués par les bombardements ont été transportés à Brega, un autre port pétrolier situé en face de Ras Lanouf.

Dans cette ville, il y avait peu de rebelles présents aux points de contrôle.

1.2- Plus à l'est, près de la ville d'Ouqaïlah, dans le désert, un raid aérien a été mené vendredi, ont rapporté des témoins. Un autre raid aérien a visé la ville pétrolière de Brega, sur le littoral du golfe de Syrte, à l'est de Ras Lanouf, a fait savoir un porte-parole des insurgés.

1.3- Les dirigeants de l'Union européenne, réunis vendredi pour un sommet sur la Libye, considèrent désormais le Conseil national libyen de transition, formé par l'opposition, comme un "*interlocuteur politique*", a annoncé le président français Nicolas Sarkozy.

Les Vingt-Sept ont aussi averti qu'ils examineraient "*toutes les options nécessaires*", y compris militaires, pour protéger la population civile, mais souligné que toute action nécessiterait l'aval de l'ONU et de la Ligue arabe, une perspective que certains diplomates considèrent peu probable.

Les Vingt-Sept sont donc restés prudents face aux propositions adressées jeudi soir par Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique David Cameron au président du Conseil européen Herman van Rompuy. Paris et Londres, qui travaillent actuellement à un projet de résolution du Conseil de sécurité des Nations unies, souhaitaient notamment la "*poursuite de planifications afin d'être prêts à apporter un soutien dans toutes les éventualités*". "*Ceci pourrait inclure une zone d'exclusion aérienne ou d'autres options pour empêcher les attaques aériennes*", expliquaient dans leur courrier David Cameron et Nicolas Sarkozy.

Parmi ces autres options, le président français avait évoqué à son arrivée à Bruxelles la possibilité d'"*actions ciblées, purement défensives, au seul cas où M. Kadhafi ferait usage d'armes chimiques ou de l'aviation contre des populations qui manifestent sans violence*".

Devant la presse après le sommet, Nicolas Sarkozy a rappelé que la France n'était ni pour une intervention militaire au sol ni pour une intervention militaire de l'OTAN et avait toujours été "*réservee*" sur une zone d'exclusion aérienne, sans exclure cette dernière possibilité. Les opérations ciblées évoquées par Paris seraient "*strictement défensives, ciblées sur quelques objectifs militaires au cas où des populations civiles sans défense*" seraient prises pour cible par l'aviation de Kadhafi, a expliqué le dirigeant français.

Il "*faut une claire base juridique pour intervenir*", a insisté Nicolas Sarkozy, jugeant qu'"*un mandat des Nations unies c'est nécessaire, c'est préférable*". Il n'a cependant pas fermé totalement la porte à une action en dehors de ce cadre, s'il y avait une demande "*régionale et libyenne*".

S'il a reconnu des "*différences de sensibilités*" entre les partenaires européens, le président français a préféré insister sur les points d'accord et justifier sa décision de reconnaître le Conseil national libyen de transition. (AP et Reuters 11.03)

2- Bahreïn.

La police bahreïnie a empêché vendredi une foule de plusieurs milliers de manifestants d'atteindre le palais royal situé à Riffa, ville d'environ 100.000 habitants au centre du royaume insulaire.

Le ministère de l'Intérieur, qui parle de 8.000 manifestants à Riffa, a démenti que des balles réelles aient été tirées et que des centaines de personnes aient été intoxiquées par les gaz lacrymogènes.

"Les membres de la famille royale ont beaucoup de palais et de villas par ici. Nous sommes pacifiques. Nous voulons aller les voir chez eux pour faire valoir nos droits", a déclaré pour sa part un manifestant, Ahmed Djaafar. *"Le pouvoir ne doit pas être entre les mains d'une seule famille, il doit être confié au peuple"*, estimait-il.

Redoutant des affrontements entre manifestants et partisans du gouvernement, les opposants modérés, emmenés par le parti chiite Wefak, avaient exhorté les radicaux à renoncer à leur marche sur le palais royal. Une partie du mouvement du 14-Février a refusé lui aussi de prendre part à la manifestation, craignant "*des victimes innocentes*".

Ceux qui ont appelé à marcher sur le palais exigent le renversement de la monarchie et l'établissement d'une république.

Quelques heures avant le début de la marche, le plus haut dignitaire chiite de Bahreïn, le cheikh Issa Kassim, avait exhorté les manifestants à ne pas provoquer un conflit intercommunautaire, qui saperait selon lui les efforts engagés depuis des semaines par l'opposition pour obtenir des réformes politiques.

"Je dis à tous les nôtres, sunnites comme chiites, qu'il est interdit de verser le sang de quiconque, et cela quel que soit le prétexte. Nous devons demander des comptes à tous ceux qui inciteront à un conflit intercommunautaire", a-t-il dit dans son sermon du vendredi.

En parallèle à la marche organisée à Riffa, des dizaines de milliers de manifestants, agitant des drapeaux bahreïnis, ont défilé à l'appel du parti Wefak dans la capitale, Manama, entre le centre commercial Seef et la place de la Perle, lieu phare de la contestation depuis plusieurs semaines.

La marche sur le palais de Riffa coïncidait avec un appel à une journée de protestation en Arabie saoudite, où les rassemblements sont interdits.

Les deux royaumes sunnites surveillent cette vague de protestation avec inquiétude.

Jeudi, le Conseil de coopération du Golfe a annoncé une aide de 20 milliards de dollars pour Bahreïn et le sultanat d'Oman, qui est également confronté à la contestation. (Reuters 11.03)

3- Yémen.

Quatorze personnes ont été blessées, vendredi 11 mars, lorsque la police a dispersé une manifestation réclamant le départ du président yéménite Ali Abdallah Saleh à Sanaa, principale ville du sud du Yémen, selon des sources médicales. Des milliers de personnes participaient à la manifestation, scandant '*A bas Ali Abdallah Saleh !, Le tyran doit partir !*', au milieu d'un important déploiement policier.

Les policiers ont dispersé la manifestation alors qu'elle tentait de s'approcher du quartier de Khor Maksar, en tirant à balles réelles et en lançant des grenades lacrymogènes. Trois manifestants ont été blessés par balles, dont un grièvement atteint à la tête, et les autres asphyxiés par les gaz lacrymogènes. '*C'était une marche pacifique, mais ils ont tiré en notre direction à balles réelles et lancé des gaz lacrymogènes*', a affirmé un manifestant.

La manifestation est intervenue au lendemain d'une proposition du président, au pouvoir depuis trente-deux ans, d'abandonner ses pouvoirs exécutifs avant la fin de l'année ; mais cette nouvelle concession a été rejetée par l'opposition, qui exige son départ. (Lemonde.fr 11.03)

Un article de 20minutes.fr du 11 mars :

Libye: La presse moque Sarkozy le «super-Rambo» et BHL son «expert tout terrain» (12.03)

De nombreux éditorialistes tirent à boulets rouges vendredi contre le dernier «coup médiatique» de Nicolas Sarkozy, accusé de vouloir jouer au sujet de la Libye le «super-Rambo», flanqué de son «expert tout terrain» Bernard Henri-Lévy, à la veille d'un sommet européen.

«La France, totalement larguée sur le plan diplomatique depuis le début des révolutions arabes, se veut désormais le pays qui mettra l'Europe et la communauté internationale face à ses responsabilités, morales et humanitaires, en Libye», résume Nicolas Demorand dans Libération.

A l'insu des partenaires européens et de Juppé

Nicolas Sarkozy a annoncé jeudi, à la veille d'un sommet exceptionnel des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, sa décision de reconnaître le Conseil national de transition (CNT) comme «représentant légitime du peuple libyen» et d'envoyer un ambassadeur à Benghazi, le siège de la contestation au colonel Kadhafi, à un millier de kilomètres à l'est de Tripoli.

Selon une source proche du dossier, le président va également proposer vendredi à l'UE de mener des «frappes aériennes ciblées» en Libye.

L'initiative «jouée par l'Elysée en solo», a «manifestement sidéré Alain Juppé» et «nos partenaires européens», relève Demorand. «Mais Nicolas Sarkozy voulait à tout prix dégainer le premier pour réenfiler - enfin!- le costume du président volontariste réglant les problèmes du monde... Il y a urgence, à quatorze mois de la présidentielle, à faire oublier le tapis rouge déroulé au grotesque et sanguinaire colonel Kadhafi» fin 2007.

«Effacer l'image d'une France 'autruche' »

«Fidèle à sa méthode éprouvée des coups médiatiques (...) pour effacer l'image d'une France 'autruche' pendant les événements de Tunisie, Sarkozy endosse le costume de 'super-Rambo' flanqué de l'expert tout terrain BHL. Cette agitation fait-elle une politique?», assène Dominique Garraud dans la Charente Libre. L'éditorialiste ironise sur «le surgissement dans cette séquence de notre plus ancien 'nouveau philosophe' reconverti en spécialiste des révolutions arabes et de la Libye en particulier, Bernard-Henri Lévy».

«Incorrigible Président!», renchérit Francis Brochet dans le Progrès de Lyon. «C'est plus fort que lui, il veut être seul sur la photo... Seul pour dévoiler... tout ce qu'il a décidé tout seul dans son coin avec Bernard-Henri Lévy, le pléniplumitif de notre diplomatie parallèle.»

«Un pari risqué»

«Pour une diplomatie récemment débordée dans le nord de l'Afrique, pourfendue par des acteurs présents et passés du Quai d'Orsay, la tentation peut aussi être grande de regagner de l'importance par des coups d'éclat», souligne André Schlecht dans l'Alsace. Mais «cette envie compensatoire serait mauvaise conseillère.»

«La France parie sur la fin proche de Kadhafi» et «brûle la politesse à ses partenaires européens, à l'Otan, à l'ONU», écrit Laurent Marchand dans Ouest-France.

Cette attitude représente «un pari risqué», estime Olivier Picard dans Les Dernières Nouvelles d'Alsace.

Commentaire. Excellent tout cela, Sarkozy est la risée du monde et Bernard-Henri Lévy passe pour un abruti fini, une fois de plus, quel régal !

Un article de Reuters, AP et Lefogaro.fr du 11 mars :

Suite des soulèvements révolutionnaires hier. (15.03)

1- Libye

Libye.

Les forces régulières libyennes ont repris lundi Zouara, une des dernières villes de l'ouest du pays que tenaient les insurgés, à quelques dizaines de kilomètres seulement de la frontière tunisienne, a rapporté un habitant de la ville.

"Zouara est entre leurs mains désormais", a dit Tarek Abdallah, joint par téléphone. "Ils la contrôlent et il n'y a plus de signes de présence des rebelles (...) Les combats ont cessé et ils sont ici", a-t-il ajouté.

Zouara est une ville côtière de 40.000 habitants située à 120 km à l'ouest de Tripoli, la capitale.

"Nous ne savons pas ce qui va nous arriver à présent et nous avons peur qu'ils commettent des crimes", a poursuivi cet habitant. "Nous espérons et nous prions Allah pour qu'ils n'agissent pas ainsi."

Comme dans les autres localités cibles de la contre-offensive des forces fidèles à Mouammar Kadhafi, la ville a été pilonnée par l'artillerie avant l'entrée en action des chars.

"Nous nous défendons, mais nous ne pourrions pas le faire longtemps. Nous n'avons pas assez d'armes. La situation est très mauvaise maintenant", soulignait un combattant insurgé, Abou Zeïd, contacté pendant les tirs d'artillerie.

Les forces régulières ont repris en fin de semaine dernière le contrôle d'une grande ville des environs de Tripoli, Zaouïah, qui compte 200.000 habitants.

Toujours dans l'Ouest, mais à 200 km à l'est de Tripoli, les insurgés tiennent encore Misrata, troisième ville de Libye avec 300.000 habitants.

Sur le front est, les combattants de l'insurrection qui avaient fui dimanche sous les bombardements à Brega, sont revenus dans la soirée et affirmaient avoir capturé des dizaines de combattants du Bataillon Khamis, la force d'élite de Moammar Kadhafi.

Lundi, quelque 2.000 combattants de l'insurrection, essentiellement des membres d'une unité commando ayant fait défection et passés du côté de l'opposition, tenaient les quartiers résidentiels de Brega, les troupes pro-Kadhafi contrôlant elles les installations pétrolières un peu plus loin, selon un porte-parole des insurgés, Abdul-Bari Zwei.

Pendant ce temps, la télévision d'Etat libyenne diffusait des images du port de Brega, assurant qu'il était sous contrôle gouvernemental, calme, et appelant Russie, Chine et Inde à investir dans le secteur pétrolier libyen.

Près d'un mois après le début du soulèvement contre le régime de Tripoli, le 15 février, la Libye semble désormais s'enliser dans un conflit armé le long de la côte méditerranéenne, où vit la majorité de la population.

Les derniers jours ont été marqués par l'avancée des troupes fidèles au dirigeant libyen, au pouvoir depuis 1969. Grâce au pilonnage mené par l'artillerie, les chars, l'aviation et les navires de guerre, les hommes de Kadhafi ont réussi à reprendre des villes stratégiques à l'opposition.

Mais la contre-offensive vers l'est du régime paraît gênée par le manque de troupes, qui ne leur permet pas de garder les territoires repris, une fois les insurgés délogés par les bombardements. De son côté, l'insurrection souffre d'un point faible sur les lignes d'approvisionnement: pour faire parvenir munitions,

armes et renforts jusqu'au front, elle doit passer par des routes dégagées en pleine désert, exposées aux frappes aériennes.

La semaine écoulée a vu les deux camps se battre pour le contrôle des terminaux pétroliers stratégiques de Ras Lanouf et de Brega, plus à l'est. Mais si après Ras Lanouf, les troupes pro-Kadhafi réussissent à s'emparer aussi de Brega, elles risquent de rencontrer une résistance plus féroce en remontant vers l'Est vers les villes fortement peuplées comme Benghazi, "*capitale*" de la zone sous contrôle de l'opposition. Et le premier de ces bastions est Ajdabiya, à 800km au sud-est de Tripoli, désormais cible de l'aviation de Kadhafi. (AP et Reuters 14.03)

Bahreïn. Intervention militaire orchestrée par Washington.

Un millier de soldats saoudiens ont pénétré en territoire bahreïnien pour restaurer le calme dans ce minuscule royaume sunnite en proie depuis un mois à une révolte de la majorité chiite de la population. Lundi après-midi, des véhicules militaires saoudiens sont arrivés à Bahreïn, via le pont qui relie l'archipel à l'Arabie saoudite. Les soldats font partie de la force commune du Conseil de coopération du Golfe (CCG), qui regroupe outre l'Arabie et Bahreïn, le Qatar, le Koweït, les Émirats arabes unis et Oman.

«*C'est un tournant dans la crise*», avertit un expert militaire occidental dans le Golfe. Pour la première fois, en effet, depuis la création du CCG, en 1981, des troupes issues d'un de ses pays pénètrent dans un autre pays membre de l'organisation. Qui plus est pour mater sa propre population. L'opposition bahreïnienne a immédiatement dénoncé «un complot». «*Nous considérons l'entrée de tout soldat, de tout véhicule militaire dans les espaces aérien, terrestre ou maritime comme une occupation flagrante*», a souligné un communiqué de plusieurs formations d'opposition, dont le Wifaq, le principal parti chiite.

Officiellement, les troupes saoudiennes se limiteront à protéger des infrastructures stratégiques, comme les installations pétrolières et électriques ainsi que les banques, a précisé un conseiller saoudien. Mais à Bahreïn, qui abrite la VI e flotte américaine dans le Golfe, personne n'est dupe. Ces renforts de troupes sont destinés à soumettre les manifestants. D'autant plus qu'environ 500 policiers des Émirats ont été envoyés en renfort. Inquiète, la Maison-Blanche a appelé les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) à «*respecter les droits*» des habitants de Bahreïn.

Dimanche, après avoir tenté de repousser les frondeurs chiites pendant plusieurs heures, la police bahreïnienne a dû reculer, et les contestataires sont finalement parvenus à dresser des barricades en travers de l'avenue, qui mène au quartier d'affaires de Manama, la capitale. S'en étaient suivis des affrontements d'une violence sans précédent depuis le 17 février, date à laquelle sept personnes avaient été tuées par l'armée.

Redoutant de voir basculer Bahreïn, les monarchies du CCG - Arabie saoudite en tête - ont donc pris le risque de voir le conflit embraser la péninsule. De l'autre côté de la frontière avec l'Arabie, la minorité chiite saoudienne, installée sur les immenses champs pétroliers du royaume, va-t-elle rester silencieuse face à cette ingérence? Ces dernières semaines, les chiites saoudiens (20% de la population) n'ont pas hésité à braver les interdits pour manifester contre le régime de Riyad. Chiites saoudiens et chiites bahreïniens s'estiment citoyens de seconde zone dans leur propre pays. Plus au nord de la péninsule, leurs coreligionnaires koweïtiens vont avoir, eux aussi, du mal à avaler la pilule.

«*Et puis, s'interroge l'expert militaire, que va faire l'Iran?*» Jusqu'à maintenant, Téhéran, qui se voit comme le défenseur des communautés chiites dans le monde musulman, n'est pas intervenu dans les soubresauts qui agitent les pays arabes. Mais face à l'intervention du frère ennemi saoudien, l'attentisme iranien pourrait ne pas durer.

Ce durcissement illustre l'incapacité des autorités bahreïniennes à engager le dialogue avec les manifestants, après plus d'un mois de face-à-face. Au préalable à toute négociation en vue d'aboutir à des vraies réformes, les opposants exigent la démission du gouvernement. Mais parmi eux, des ultras réclament désormais ouvertement le renversement de la monarchie des Khalifa. Le déploiement de troupes saoudiennes ne va qu'apporter de l'eau au moulin des plus radicaux. (Lefigaro.fr 14.03)

Yémen.

Quatre journalistes, deux Américains et deux Britanniques, ont été expulsés lundi du Yémen après avoir été détenus pendant plusieurs heures à Sanaa, la capitale.

L'un d'eux, Oliver Holmes, un journaliste britannique, a expliqué que cinq agents de sécurité armés les avaient interpellés lundi matin dans l'appartement qu'ils partagent à Sanaa. Selon M. Holmes, un de ces agents leur a dit qu'ils devaient partir à cause des articles qu'ils écrivaient.

Lundi, un gouverneur provincial a été blessé d'un coup de poignard dans le cou par plusieurs agresseurs, et une soixantaine d'autres personnes ont été blessées dans le pays lors de confrontations entre les forces de sécurité et des manifestants. (AP 14.03)

Un article du site <http://fr.myeurop.info> du 14 mars :

Les Français paient cher le train de vie de leurs ex-présidents. (15.03)

Les ex-chef de l'Etat coûtent aux contribuables français plus d'un million d'euros par an. Sans que ce régime n'ait vraiment de base légale. Ailleurs en Europe, les anciens dirigeants sont plus ou moins bien traités, quel qu'ait été leur pouvoir effectif.

La cinquième République française est souvent qualifiée de "*monarchie républicaine*". Elle l'est certainement au regard des conditions faites aux anciens chef de l'Etat qui, en vertu d'une simple « lettre discrétionnaire » du premier ministre Laurent Fabius datant de 1985, bénéficient pour le reste de leur vie d'avantage en nature dignes des princes de sang.

D'autant que l'argent des contribuables consacré au train de vie des ex-présidents est déterminé unilatéralement par le pouvoir en place sans que les représentants élus du peuple aient la moindre voix au chapitre. Cette réalité a été récemment soulignée par un article du "Canard Enchaîné" en date du 2 mars relatant le fait que deux officiers de marine affectés au service de Valéry Giscard d'Estaing et qui s'estimaient débordés de travail se sont vu renforcés, sans autres formalités qu'une simple décision unilatérale, par deux officiers supplémentaires issus du même corps.

L'ancien président Chirac n'est pas en reste. Les 19 fonctionnaires affectés à son service coûtent au contribuable, selon un décompte effectué par le quotidien "France Soir", la bagatelle de 974.000 euros annuels ! Sans compter la pension annuelle de l'ex-président – 63.000 euros bruts cumulables avec d'autres traitements et retraites – équivalente à la retraite d'un conseiller d'Etat. Mais là, cette retraite est légitime puisque sa base a été fixée par une loi de 1955. Le fait du Prince

Pour le reste, c'est à dire l'essentiel constitué par les avantages en nature et en personnel, rien qui ressortisse de la loi ou fasse l'objet d'un moindre contrôle. La "lettre discrétionnaire" de 1985 dresse cependant la liste de ces avantages, une liste, semble-t-il non limitative, comprenant :

- un bureau-appartement (les charges et le téléphone sont au frais du contribuable)
- deux employés de maison
- deux gardiens de la paix devant leur domicile
- une voiture avec deux chauffeurs
- deux gardes du corps
- un directeur de cabinet
- deux secrétaires particuliers
- un employé des archives nationales
- trois secrétaires sténo dactylo
- le gardiennage, par des gendarmes, des propriétés des ex Présidents
- un service de sécurité : deux gendarmes en tenue de combat, deux gardiens de la paix, deux gendarmes sur les toits de la résidence de l'ex Président de la République
- une place de parking pour la voiture de fonction

Un « *état major* » d'au moins 19 personnes accordé par le fait du Prince ! A noter que les deux anciens présidents, sans doute soucieux d'épargner le contribuable, n'ont pas recours à l'appartement de fonction qui leur est pourtant proposé... Les ex-premiers ministres en retrait

Si le "*monarque constitutionnel*" est traité comme un nabab, les anciens premiers ministres bénéficient d'avantages eux aussi. Des avantages nettement plus modestes – mais ils sont quand même dix – puisqu'ils n'ont droit qu'à une voiture de fonction, une secrétaire et un chauffeur-garde du corps. Encore une fois, ces dispositions ne relèvent pas de la loi, mais de la "tradition"...

La France est-elle une munificente exception en Europe ? Pas complètement dans la mesure où les conditions faites au ex-premiers ministres britanniques et aux ex-présidents de la république italienne sont assez substantielles. Le régime appliqué aux ex-présidents du conseil italiens – véritables chefs de l'exécutif mais très nombreux, il est vrai (!) – est toutefois beaucoup plus modeste.

Et si les ex-présidents du gouvernement espagnol sont assez bien lotis, les ex-chanceliers d'Allemagne sont quasiment au régime sec. A la différence des anciens présidents de la République Fédérale dont le pouvoir est pourtant pratiquement nul. Petit tour d'Europe.

Royaume-Uni : coûteuse représentation

Les anciens Premiers Ministres britanniques ne se retrouvent pas à la rue à la fin de leur mandat. Loin de là ! Tout d'abord, une indemnité pour coûts de fonction publique leur est attribuée depuis 1991 pour qu'il puisse opérer professionnellement. Les frais remboursables (sur facture) s'élevaient au maximum à 100.205 livres sterling (soit 118.000 euros) par an en 2010.

Mais tous les anciens Premiers Ministres ne réclament pas l'intégralité de cette somme : à eux trois, Margaret Thatcher, John Major et Tony Blair n'ont demandé sur l'année 2008-2009 que 224.000 euros, soit un peu moins des deux tiers de leur plafond. A noter que ce plafond n'était que de 56.000 euros en 1997-98, il a donc plus que doublé en treize ans.

Légalement, les anciens Premiers Ministres sont autorisés à percevoir une retraite depuis 1937. Elle s'élevait alors à l'équivalent de 82.000 euros annuels, avant de passer en 1972 à 15/40e de leur salaire de Premier Ministre et en 1991 à 50% de leur salaire. Gordon Brown aurait donc pu percevoir 76.400 euros par an en tant que Premier Ministre mais il a suivi en janvier 2008 les conclusions d'une étude sur les hauts salaires.

Celle-ci établissait que cette retraite spéciale n'était plus justifiée, en raison des capacités des anciens Premiers Ministres de gagner de l'argent après leur mandat, ce qui n'était pas considéré comme "digne", avant que Margaret Thatcher ne rompe avec cette tradition. Actuellement, Gordon Brown ne toucherait donc qu'une retraite ministérielle, qui sera cumulée à sa retraite de parlementaire lorsqu'il quittera son poste de député : soit un peu plus de 70.000 euros par an.

En plus de ces émoluments financiers, les anciens Premiers Ministres reçoivent des avantages en nature. Un chauffeur et une voiture sont mis à leur disposition depuis 1975. Surtout, et c'est dans ce domaine que des scandales ont eu lieu, leur domicile est protégé en permanence et leur sécurité personnelle, sur le sol britannique comme à l'étranger, est assurée par l'unité de Scotland Yard SO1, également en charge des ministres actuels.

Tony Blair a ainsi récemment fait la une de plusieurs quotidiens en raison des sommes astronomiques réclamées par ses aides : environ 295.000 euros alors que la sécurité de Gordon Brown lors de sa présence au 10 Downing Street s'élevait à 158.000 euros.

Espagne : un cumul qui fait scandale

Les anciens présidents du Gouvernement espagnol bénéficient d'une pension à vie dont le montant est fixé chaque année dans la loi du Budget. Elle est actuellement d'environ 80.000 euros. En outre, ils disposent d'un staff de deux personnes et de fonds pour les dépenses de bureau. Ils disposent, ainsi que leur conjoint, d'une voiture de fonction avec chauffeur, et de services de sécurité mis à disposition du Ministère de l'Intérieur.

L'annonce récente du recrutement en tant que conseillers des anciens présidents José María Aznar (Parti Populaire, de droite) et Felipe Gonzalez (Parti Socialiste) respectivement chez Endesa et Gas Natural a suscité la polémique. Certains partis minoritaires ont dénoncé le cumul des rétributions issues de ces activités privées (selon la presse espagnole : 200.000 euros annuels pour José Maria Aznar, et 126.500 euros annuels pour Felipe Gonzalez).

Allemagne : le chancelier à la portion congrue

Le traitement d'un chancelier fédéral n'est pas différent de celui de ses ministres après son départ de fonction. Il peut conserver son logement de fonction pendant 3 mois et a droit à la totalité de sa solde (15.000 euros par mois), là encore pendant 3 mois, puis à la moitié pendant encore 21 mois. S'il retourne dans la fonction publique, il perd tout et touche son traitement régulier.

Du coup, il est souvent valable de se jeter dans le privé. Gerhard Schröder a ainsi accepté une foule de postes de conseillers ou d'administrateurs et il touchait en 2007, selon une étude d'un magazine de 2007, 1,5 million d'euros par an, soit près de 6 fois ce qu'il touchait jadis. Ce comportement a été cependant critiqué, car on a jugé, notamment dans le cas de sa collaboration avec Gazprom, qu'il utilisait des informations liés à son mandat.

Le traitement des anciens présidents fédéraux, le chef officiel de l'Etat en Allemagne, est plus généreux. Il dispose après son départ d'un bureau dans la ville de son choix et de personnels payés par l'Etat. Il continue de toucher son traitement de 199.000 euros par an, mais doit se passer des 78.000 euros de défraiement prévus pendant son mandat. Cette somme peut toutefois être réduite jusqu'à 80 % s'il dispose d'autres revenus.

Italie : le président rafle la mise

L'ex-président de la République italienne devient automatiquement sénateur à vie. A ce titre, il a donc droit à un bureau au Sénat, dans le Palais Justinien et de tous les autres privilèges réservés aux sénateurs. L'ex-président peut bénéficier d'un staff de 8 employés, mais il est possible de diviser chaque emploi en deux ce qui fait monter le nombre d'employés à 16 personnes.... Il peut aussi utiliser les avions, trains et bateaux de l'état.

S'il est difficile de comptabiliser son salaire exact, le bureau des ex-présidents dispose d'un budget de 700.000 euros par an. De 2006 à 2012 le salaire moyen pour un sénateur était de 5.613,63 net auquel il faut ajouter l'assurance santé.

Pour ce qui est du président du Conseil il reçoit une "indemnité" (vitalizio) à vie à partir de 65 ans. Le montant du chèque varie d'un minimum de 25 % à 80 % de l'indemnité parlementaire sur base du mandat parlementaire et des années de service. Traitement modeste donc pour le chef de l'exécutif italien qui n'a même pas droit à des avantages honorifiques dont la Péninsule a le secret. Comme le droit, accordé aux ex-présidents de la Cour constitutionnelle, de donner après leur mort leur nom à une rue du quartier aurélien de Rome !

Un article du Figaro.fr du 14 mars :

Industrie: la Chine produit plus que les États-Unis. (15.03)

Les ouvriers chinois produisent désormais plus que leurs homologues américains, selon une étude d'IHS Global Insight. Ces derniers demeurent logiquement les plus productifs. Après cent ans de domination industrielle, les États-Unis se voient éclipsés par la Chine. En 2010, l'empire du Milieu est devenu la première puissance manufacturière au monde, selon une étude publiée lundi par le cabinet d'études économiques IHS Global Insight.

La production manufacturière de la Chine a représenté 19,8% de celle de la planète en 2010, tandis que la part des États-Unis s'est établie à 19,4%, selon les estimations d'IHS. D'après l'étude, la valeur ajoutée de la production manufacturière chinoise a atteint 1995 milliards de dollars (courants) en 2010, contre 1952 milliards de dollars pour les États-Unis.

«*La production manufacturière américaine a connu une forte reprise en 2010, avec une croissance de 12,6% en valeur ajoutée*», écrit IHS. Cela n'a pas suffi. La croissance «*plus forte en Chine*», et «*l'appréciation du yuan par rapport au dollar*» ont permis à la République populaire de passer devant les États-Unis.

L'Américain plus productif

Si la Chine produit désormais plus que les États-Unis, ces derniers restent les plus efficaces. L'étude note que la productivité reste nettement supérieure chez l'oncle Sam: «*avec 11,5 millions de salariés, le secteur manufacturier américain produit à peu près la même valeur que le secteur manufacturier chinois avec 100 millions de salariés*».

L'effet de masse a donc eu raison de la domination centenaire des États-Unis. Ces derniers étaient devenus la première puissance manufacturière mondiale au tournant du XIXe au XXe siècle. Ils avaient détrôné alors la Grande-Bretagne. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les usines américaines assuraient plus de la moitié de la production de la planète. Mais la concurrence étrangère et la tertiarisation de l'économie des États-Unis ont progressivement rongé cette domination.

Selon les chiffres du département du Commerce américain, la part de l'industrie dans le PIB des États-Unis suit une tendance de baisse engagée en 1954. En 2009, celle-ci ne représentait plus que 11,2% de la richesse produite par le pays, contre 28,3% en 1953. À l'heure où le secteur des services emploie environ trois actifs sur quatre aux États-Unis, la faillite et la restructuration du constructeur automobile General Motors, naguère symbole de l'Amérique industrielle, ont pu illustrer les difficultés du secteur manufacturier du pays.

Deuxième trophée pour la Chine

Sur le long terme malgré tout, la production manufacturière des États-Unis a tendance à progresser en valeur grâce aux gains de productivité. En sens inverse, la montée en puissance de l'économie chinoise repose sur l'industrie, et en particulier les manufactures, dont la production est destinée surtout à être exportée.

La Chine décroche ainsi, selon IHS Global Insight, son deuxième trophée économique de l'année 2010. En février, elle a en effet gagné la place de deuxième puissance économique mondiale en dépassant le Japon. Mais à la course au PIB (produit intérieur brut), les États-Unis restent dominateurs. Leur PIB représente 2,5 fois celui de la Chine. Cette dernière devrait attendre encore quelques années avant de doubler les États-Unis. Probablement jusqu'aux alentours de 2025, selon des estimations de la Banque mondiale et de diverses institutions financières. Et si elle réussit à surmonter ses nombreux défis ces prochaines années.

Un article de Reuters du 15 mars :

Les Vingt-Sept s'accordent sur la réforme du Pacte de stabilité. (16.03)

Les Etats membres de l'UE se sont entendus mardi sur la réforme du Pacte de stabilité et de croissance, qui contrôlera de manière plus étroite l'évolution de la dette et dont les sanctions seront plus automatiques mais aussi soumises à un contrôle politique plus fort.

L'accord trouvé à 27 devra désormais être négocié avec le Parlement européen, qui co-décide sur ce dossier et dont la position ne sera arrêtée que courant avril. Un accord final est attendu pour le mois de juin.

Parmi les principales caractéristiques du texte agréé par les Etats membres, qui sera inclus à la réponse "globale" à la crise préparée en vue du sommet européen des 24 et 25 mars, figurent notamment :

- UNE SURVEILLANCE DES DÉPENSES

Afin d'encourager à la réalisation des Objectifs de moyens terme (OMT), une valeur de référence en matière de dépenses sera introduite et la hausse des dépenses annuelles ne pourra pas excéder la hausse du PIB à moyen terme. Ceci doit notamment servir à ce que des revenus extraordinaires soient alloués à la réduction de la dette et non à des dépenses supplémentaires.

Une déviation significative par rapport à la valeur de référence pourrait conduire à des sanctions.

- UNE ATTENTION ACCRUE PORTÉE À LA DETTE

Le critère d'une dette publique n'excédant pas 60% du PIB, déjà présent dans le Pacte de stabilité et de croissance, sera surveillé de manière beaucoup plus étroite.

Les Etats membres devront prendre des mesures de correction si cette dette est excédentaire et ce même si leur déficit est en dessous de la limite de 3% du PIB fixée par le Pacte. Par ailleurs, cette dette devra être réduite à un rythme annuel de 5% sur trois années glissantes.

La décision sur des sanctions en la matière se basera sur d'autres "facteurs pertinents", comme les éventuelles conséquences pour la dette publique de dettes privées trop importantes, les coûts du vieillissement d'un pays ou encore le coût de mise en oeuvre d'une réforme des retraites.

- DES SANCTIONS FINANCIÈRES PLUS LOURDES

Un nouveau régime de sanctions financières sera introduit pour les Etats membres de la zone euro. Ces sanctions interviendront plus tôt dans la procédure de déficit excessif et s'appliqueront de manière graduelle.

Un dépôt financier non rémunéré de 0,2% du PIB pourra être imposé à un Etat membre, suivi d'une amende si des mesures de correction ne sont pas mises en place. - DES SANCTIONS PLUS AUTOMATIQUES

Le déclenchement des sanctions sera plus automatique que dans le Pacte actuel. Une règle de la majorité inversée sera introduite impliquant qu'un Etat souhaitant éviter une procédure de déficit excessif proposée par la Commission européenne devra réunir une majorité qualifiée à cet effet.

- UNE COORDINATION RENFORCÉE

Les Etats membres s'engagent également à renforcer leur coordination budgétaire, notamment via une planification budgétaire multi-annuelle.

Les pratiques en matière de comptabilité publique de statistiques et de prévisions devront être en conformité avec les standards européens.

- UNE SURVEILLANCE MACRO-ÉCONOMIQUE RENFORCÉE

En parallèle du nouveau cadre budgétaire, les Etats membres souhaitent mettre en oeuvre un nouveau mécanisme de prévention et de correction des déséquilibres macro-économiques, via l'instauration d'une "procédure de déséquilibre excessif".

Un Etat membre pourrait se voir imposer des sanctions si des déséquilibres sont constatés et qu'il ne tient pas compte de manière répétée de recommandations qui lui sont faites.

Une amende annuelle de 0,1% du PIB, adoptée avec la règle de la majorité inversée pourrait être décidée.

Un tableau de bord des déséquilibres macro-économiques sera également installé avec un mécanisme de détection précoce.

- AMENDES TRANSFÉRÉES AU FESF ET MES

Les Etats membres se sont enfin mis d'accord pour que les amendes collectées dans le cadre des procédures de déficit ou de déséquilibre excessif soient abondées au Fonds européen de stabilité financière (FESF) ou à son successeur à partir de 2013, le Mécanisme européen de stabilité financière (MES)

Un article de Lefigaro.fr du 16 mars :

Seize banques soupçonnées de manipulation sur le Libor. (17.03)

Le calcul du principal indicateur de la santé financière mondiale aurait été faussé entre 2006 et 2008. Des grandes banques, dont UBS, sont soupçonnées de fausse information. Les régulateurs demandent des comptes.

Ce n'est pas la première fois que le Libor est accusé de manquer de transparence. Mais cette fois-ci, le calcul du London Interbank Offered Rate (taux interbancaire offert à Londres) est directement remis en cause, avec les premières investigations lancées par des autorités de marché américaine et japonaise sur l'honnêteté d'une vingtaine de grandes banques, au moment de fournir les informations nécessaires au calcul du taux. Celui-ci désigne une série de taux de référence, calculés sur la base de la moyenne des taux auxquels se prêtent les banques entre elles à Londres, à une échéance et pour une devise donnée. Au total, les échéances des taux Libor vont de 1 jour à 12 mois, pour une dizaine de devises (dollar, livre sterling, euro...).

Le signal est venu hier du géant suisse UBS, qui annonce dans son rapport annuel avoir reçu des citations à comparaître de trois agences américaines, ainsi qu'une demande d'information de l'Agence de supervision financière japonaise. La banque devra répondre d'une éventuelle tentative de manipulation de ce taux d'intérêt de référence, après avoir fourni des informations erronées sur le taux à laquelle elle aurait emprunté à l'époque à d'autres établissements bancaires, selon le Financial Times. Les investigations concernent principalement les données fournies avant et pendant la crise financière (2006-2008) et sur le mode de calcul du taux en dollars, précise le journal.

Quinze autres banques visées

Mais l'affaire pourrait aller bien au-delà dans un contexte de réflexion mondiale sur la régulation financière. Car UBS n'est pas la seule dans la ligne de mire des régulateurs. L'enquête vise également à déterminer si, en cas de culpabilité, la banque a agi seule ou de concert. Le Libor est en effet calculé quotidiennement à 11 heures par la British Bankers Association (BBA) en fonction des taux d'intérêt auxquels un panel de grandes banques déclare se prêter les unes aux autres sur le marché londonien. Quinze autres banques sont également visées. Et pas des moindres : Bank of America, Barclays, Citibank, Crédit Suisse, Deutsche Bank, HSBC, JPMorgan Chase, Lloyds, Royal Bank of Scotland.... «Suggérer une entente entre ces grands établissements concurrents me paraît peu probable, tempère toutefois Jean-Paul Pollin, membre du cercle des économistes. D'autant que si les manipulations de taux sur un marché comme celui des matières premières, tenu par un nombre restreint d'acteurs, est relativement aisé, il me paraît beaucoup plus difficile sur des marchés aussi liquides et profonds que les marchés monétaires».

Rassurer sur la solidité financière

En attendant, hormis le signal émis par UBS, aucun des autres établissements privés, ni aucune des autorités de régulation n'ont souhaité s'exprimer sur le sujet. Reste à comprendre les motivations premières de ces éventuelles manipulations. Selon certains observateurs, les établissements les plus fragiles à l'époque auraient caché les taux réels auxquels elles empruntaient pour ne pas inquiéter sur leur capacité à accéder aux liquidités. Le maintien du Libor à un certain niveau ne serait donc pas un but en soi, mais un effet indirect de la volonté de certaines banques de rassurer sur leur solidité financière.

Quel que soit le cas de figure, ces distorsions de la réalité ne sont pas sans conséquences, le Libor (notamment à 1,2 et 3 mois), étant considéré comme le principal indicateur de la santé financière mondiale. Il est également le taux de référence dans le calcul de nombreux contrats de couverture ou immobiliers, ce qui aurait désavantagé des milliers d'opérateurs à l'arrivée à terme de leurs contrats. Selon le Financial Times, la valeur des produits financiers indexés sur le Libor atteindrait les 350.000 milliards de dollars.

Un article de Lexpress.fr du 16 mars :

Les hôpitaux reviennent à la baisse les 35h. (17.03)

Contraints de revenir à l'équilibre financier en 2012, nombre d'établissements reviennent à la baisse les accords "35 heures". Le climat social en pâtit.

Les 35 heures n'en finissent pas de provoquer des remous à l'hôpital. Au début des années 2000, lors de leur mise en oeuvre, les directeurs d'établissement avaient eu bien du mal à concilier l'octroi de jours de RTT aux agents et la continuité des soins aux patients. Aujourd'hui, le mouvement inverse est en cours. De nombreux hôpitaux, confrontés à de graves difficultés financières, reviennent à la baisse leurs accords "35 heures", jugés trop généreux. L'exercice n'est pas plus facile. De Royan à Charleville-Mézières, de Besançon à Vire, les conflits sociaux se sont multipliés ces derniers mois. Très localisés, ils sont passés inaperçus. L'enjeu est pourtant considérable.

Le coup d'envoi a été lancé par Nicolas Sarkozy en octobre 2007. Le chef de l'Etat exige que tous les hôpitaux publics reviennent à l'équilibre financier en 2012. L'effort est immense. A la fin de 2009, 37 % des établissements affichaient des pertes pour un montant cumulé de 651 millions d'euros. Et le passage au système de "tarification à l'activité" (dans lequel les ressources dépendent des seuls actes effectués par l'hôpital) a encore accru les difficultés, contraignant à des plans d'économies drastiques.

La masse salariale, qui représente entre 60 % et 70 % des budgets, est scrutée de près. Très vite, les grandes structures comme Paris, Lyon ou Marseille s'engagent dans des suppressions de postes pures et simples. Les hôpitaux de taille plus modeste s'essaient, eux, à une réorganisation de leur temps de travail. Avec, à la clef, des économies substantielles. Au CHU de Besançon, le passage, début 2010, de 26 jours de RTT (dont 4 pour compenser le temps consacré à l'habillage et au déshabillage) à 18 jours a permis, selon la direction, un gain de 3 millions d'euros en un an. Soit l'équivalent d'une centaine d'emplois. A l'hôpital Manchester de Charleville-Mézières (Ardennes), on parle de 15 postes avec le passage de 17 jours de RTT à 14.

Le raisonnement est arithmétique : les agents hospitaliers travaillent un peu moins chaque jour, par exemple 7 h 30 au lieu de 7 h 40, mais un nombre plus élevé de jours dans l'année (de 4 à 5 en moyenne). Sans que leur durée annuelle de travail soit modifiée. L'hôpital a alors des besoins moindres en personnel de remplacement. Et gagne sur les temps de transmission entre les équipes.

Des conditions de travail plus difficiles

Reste que ces dix petites minutes constituent un gain quotidien dont les agents ne ressentent guère les bienfaits, comparé aux efforts qu'on leur demande. *"Avec 5 jours de RTT en moins, on a augmenté la fatigue. Et, maintenant, on nous dit que les postes vacants ne seront remplacés qu'au cas par cas"*, regrette Catherine Guilleau, responsable de la section syndicale CFDT du CHU de Rennes. *"Le message est très difficile à entendre. Parce qu'il remet en question des situations acquises, mais aussi parce que, d'évidence, le travail est plus dur"*, reconnaît Pierre Tsuji, directeur de l'hôpital de Vire (Calvados), où les agents viennent de perdre la moitié de leurs jours de RTT.

Pour alerter sur les conditions de travail, CFDT et CGT organisent une journée de mobilisation le 22 mars. Personne n'est dupe. Compte tenu de l'état des comptes de l'assurance-maladie, l'hôpital public n'est qu'au début des plans d'économies. Bientôt, les accords de RTT prévoyant plus de 15 jours de repos par an ne seront qu'un joli souvenir des années 2000...

Un article de Slate.fr du 16 mars :

L'Algérie s'arme sans compter. (17.03)

Selon le rapport annuel de l'Institut international de recherche pour la paix (Sipri) sur le commerce des armements durant la période 2006-2010, avec 3,548 milliards de dollars (2,54 milliards d'euros) dépensés en 2007 acheter des d'armes (un chiffre en constante augmentation ces dernières années), l'Algérie en est le premier importateur en Afrique, et le huitième mondial.

L'Algérie «s'est engagée dans un important processus de modernisation de ses équipements militaires qui s'est traduit par l'achat de 180 tanks, 28 avions, 2 sous-marins et d'un nombre significatif de systèmes de défense aérienne», écrit le rapport.

Selon l'institut Sipri, basé à Stockholm (Suède), l'Algérie a acheté 3% des armes conventionnelles vendues dans le monde, à égalité avec les États-Unis et l'Australie. Au niveau de l'Afrique, le pays a acquis à lui seule 48% du total des armes vendues.

«Les commandes et les livraisons de ces armes potentiellement déstabilisantes ont conduit à une course aux armements dans des régions où règne la tension: Proche-Orient, Afrique du nord, Amérique du sud, Asie du sud et Asie du sud-est», analyse l'institut.

Le responsable de l'enquête, Paul Holtom, estime qu'au cours des cinq années passées, «*les Etats riches en ressources naturelles ont acheté des quantités considérables d'avions de combat à prix élevé. Les pays voisins ont réagi à ces acquisitions en passant commande à leur tour. [...] On peut s'interroger sur le bien fondé de l'allocation de telles sommes dans des régions extrêmement pauvres*», poursuit-il.

Le rapport estime que l'Algérie, ainsi que «*les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient représentent, pour les exportateurs d'armes, des marchés lucratifs potentiels compte-tenu des profits réalisés ces dernières années grâce à leurs ressources naturelles. [...] Les tensions internes et inter-étatiques nourrissent aussi bien une demande croissante que des inquiétudes certaines*», expliquent les experts du Spiri.

Sur la période 2006-2010, les quatre premiers importateurs d'armes classiques se trouvent en Asie: l'Inde, avec 9% de l'ensemble des importations, la Chine (6%), la Corée du Sud (6%) et le Pakistan (5%). «*Ces pays ont importé et continuent de recevoir une variété d'armes lourdes conventionnelles, notamment des avions de combat et des systèmes navals*», relève le SPIRI.

Un article du Figaro.fr du 16 mars :

UMP. Le cauchemar ! (titre du site) (17.03)

Un sondage Ipsos publié mercredi confirme la progression du directeur général du FMI et l'érosion de la popularité du chef de l'Etat.

C'est le fameux 21 avril à l'envers, le scénario que l'UMP redoute plus que jamais : Nicolas Sarkozy éliminé dès le premier tour de l'élection présidentielle, Dominique Strauss-Kahn affronterait Marine Le Pen au second tour. C'est ce que prévoit le sondage Ipsos pour Le Monde et Europe 1 paru mercredi : au premier tour, le directeur général du FMI y recueille 33% des intentions de vote, contre 19% pour Marine Le Pen et 18% seulement pour Nicolas Sarkozy. Il s'agit de la troisième enquête d'opinion qui donne Nicolas Sarkozy éliminé ce mois-ci : le 7 mars, un sondage Harris Interactive plaçait Marine Le Pen en tête avec 24% devant Dominique Strauss-Kahn (23%) et Nicolas Sarkozy (21%). Et dans un sondage CSA publié le 12 mars, le directeur général du FMI devançait cette fois Marine Le Pen avec 30% contre 21%, Nicolas Sarkozy obtenant 19% des suffrages.

Le sondage Ifop confirme donc les tendances observées depuis la publication, le 6 mars dernier, du sondage Harris Interactive pour Le Parisien qui donnait Marine Le Pen en tête au premier tour. Face à la poussée - confirmée - du Front national, Dominique Strauss-Kahn semble bénéficier d'un réflexe de repli des électeurs de gauche sur son éventuelle candidature, perçue comme la plus performante. Selon le baromètre Ipsos pour Le Point, publié mardi, DSK vient de gagner 12 points de popularité en un mois. L'ancien ministre de Lionel Jospin culmine à 63% d'opinions favorables et devient ainsi la personnalité politique préférée des Français.

Dans cette perspective d'un «vote utile», le patron du FMI creuse l'écart avec les autres présidentiables socialistes. Dans ce sondage Ifop, il devance de 10 points Martine Aubry et François Hollande, crédités de 23% d'intentions de vote. Dans ces deux hypothèses, Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy feraient jeu égal avec 21% au 1er tour. En revanche, le chef de l'Etat et la présidente du FN se retrouveraient face à face au second tour avec 21% chacun dans l'hypothèse d'une candidature de Ségolène Royal, qui ne récolte que 17% des intentions de vote.

A droite, le péril de la division

Nicolas Sarkozy est donc menacé d'élimination au premier tour dans deux des trois scénarios étudiés. A la différence de DSK, le chef de l'Etat ne parvient pas à rassembler autour de sa candidature. Et pour cause : avec 71% de personnes mécontentes dans le dernier baromètre Ifop pour le JDD, Nicolas Sarkozy détrône Jacques Chirac - qui a atteint 70% lors de la crise du CPE et l'échec du référendum sur la constitution européenne - et devient le président de droite le plus impopulaire de la Ve République. A tel point qu'une très nette majorité de Français préfère désormais avoir François Fillon ou Alain Juppé comme candidat de l'UMP plutôt que Nicolas Sarkozy, selon un sondage BVA à paraître dans le Nouvel Observateur jeudi.

A noter que dans le sondage Ipsos, le président de la République pâtit de la candidature de Dominique de Villepin, qui grappille entre 5 et 7% des intentions de vote. La participation de Jean-Louis Borloo n'est en revanche pas testée. La stratégie de Nicolas Sarkozy pour 2012, qui est de limiter au maximum les candidatures à droite pour réaliser le meilleur score possible au premier tour, devient donc une question de survie. Un danger que François Fillon a bien compris : dans une interview au Maine Libre, parue mercredi, le premier ministre estime que « *le plus grand danger pour la majorité, c'est la division. Imaginez qu'il y ait plusieurs candidats crédibles de la droite et du centre. C'est prendre le risque que la droite ne soit pas au second tour. Mais je ne crois pas qu'il y aura une telle division. Pour ma part, je travaille au renforcement de l'unité de la majorité* ».

Comme Dominique de Villepin, Eva Joly recueille 5 à 7% des intentions de vote, derrière François Bayrou (5 à 10%). Surprise, Olivier Besancenot, avec 6 à 7%, arrive devant Jean-Luc Mélenchon dans toutes les hypothèses. Nathalie Arthaud (Lutte Ouvrière) est à 2%, devant Hervé Morin (Nouveau Centre) et Nicolas Dupont-Aignan, qui ne récoltent qu'1% des intentions de vote.

Commentaire.

Ils ont réussi à faire monter Strauss-Kahn à 30% et plus, alors que l'immense majorité des électeurs ne le connaissent pas, encore moins son programme, de la même manière qu'ils ont fait monter Marine Le Pen. A moins qu'il faille en déduire que dans les deux camps en désespoir de cause on s'en remet à l'homme ou la femme providentielle en guise de conscience politique. Les deux phénomènes cumulés peuvent effectivement produire ce résultat à l'arrivée.

Un article d'AP du 18 mars :

Licenciements: les entreprises ne sont plus obligées de proposer des reclassements à salaire moindre. (18.03)

Les propositions de reclassement avec des salaires de misère devraient bientôt disparaître. La circulaire mettant fin à l'obligation faite aux entreprises de proposer des reclassements y compris à salaire moindre dans des pays étrangers en cas de licenciements a été publiée, annonce le gouvernement dans un communiqué vendredi.

Cette obligation avait provoqué ces dernières années plusieurs polémiques, après des propositions de reclassements, notamment dans les pays de l'Est, pour moins de 200 euros.

La circulaire d'application de la loi de mai 2010, votée après une proposition du groupe Nouveau Centre "*met fin à l'impasse juridique antérieure, qui obligeait les entreprises à proposer aux salariés tous les postes disponibles, où qu'ils se trouvent et à quelque niveau de salaire que ce soit*", précise le ministère du Travail dans son communiqué. "*A défaut, celles-ci risquaient de voir les licenciements invalidés*".

"Ce texte apporte des garanties nouvelles aux salariés et aux entreprises et évitera que des propositions jugées choquantes soient adressées à des salariés tout en préservant l'intégralité de leurs droits", assure le gouvernement.

"La loi (...) aménage la procédure de reclassement des salariés menacés de licenciement pour motif économique. Elle prévoit que l'employeur disposant d'implantations à l'étranger demande préalablement à ces salariés s'ils souhaitent se voir proposer ou non d'éventuelles offres de reclassement dans d'autres pays. A défaut de réponse de leur part, les propositions de reclassement ne porteront que sur le territoire national", ajoute le communiqué.

"Par ailleurs", souligne le ministère, "*le texte précise que les offres de reclassement qui sont faites aux salariés doivent être assorties d'une rémunération équivalente à celle dont ils bénéficiaient*" en France.

Le 18 mai 2010, le Parlement avait adopté une proposition de loi issue du groupe Nouveau Centre de l'Assemblée nationale pour modifier la législation datant de janvier 2002, suite à une nouvelle polémique soulevée par des propositions d'emplois en Tunisie pour 137 euros par mois faites aux salariés de Continental à Clairoux.

En mai 2009, le fabricant de chaussettes Olympia avait été condamné à verser un total de plus de deux millions d'euros à 47 salariés licenciés pour ne pas leur avoir fait des propositions de reclassement en Roumanie pour 110 euros par mois.

Un article du Mode.fr et AFP du 20 mars :

La presse au Moyen-Orient divisée sur l'opération en Libye. (21.03)

Les journaux arabes consacraient leurs une dimanche aux frappes occidentales en Libye, mais ils étaient divisés sur leur opportunité, certains titres y voyant une opération "*impérialiste*" occidentale, d'autres jugeant essentiel d'arrêter Mouammar Kadhafi.

En Tunisie, théâtre d'une révolution en décembre-janvier, la presse prononce un verdict dur contre les bombardements aériens lancés samedi et approuvés par l'ONU jeudi, estimant que ceux-ci pouvaient plonger le Maghreb et le Moyen-Orient dans l'instabilité.

"QUAND LE PÉTROLE SE MÉLANGE AU SANG"

Cette action représente "*une menace pour la région*", risquant d'en faire une "*zone de tension et une base avancée pour les forces impérialistes*", estime le journal privé Achourouk. Le quotidien juge même que l'arrivée des Occidentaux "*va souiller la bataille du peuple libyen contre la junte corrompue*" de Kadhafi.

Pour le journal Essabah, cette intervention militaire est alimentée par le pétrole libyen qui aiguise les appétits occidentaux, une analyse que partage le principal quotidien algérien El Khabar dans un éditorial intitulé : "*Quand le pétrole se mélange au sang libyen*". "*La vraie guerre est celle du pétrole. Le peuple libyen n'a rien à y faire*", martèle-t-il.

"MONARQUES, PRINCES, ROITELETS"

El Watan moque de son côté les Occidentaux qui donnent la leçon à Kadhafi mais oublie "*monarques, princes, roitelets et présidents à vie (ou à mort) qui humilient leurs peuples*", en allusion à la répression de la contestation au Bahreïn et au Yémen, où l'Europe et les Etats-Unis se gardent d'intervenir.

Toujours en Algérie, Le Soir prend à contre-pied ces positions dans une "*Lettre aux vierges qui crient au nouvel impérialisme et au néo-colonialisme*", soulignant que Kadhafi réprime dans le sang depuis plus d'un mois une insurrection populaire.

"*Fallait-il pour être un bon Arabe, un bon musulman, attendre en silence que le dernier habitant de Benghazi soit exposé aux (missiles) Katioucha ou au gaz sous prétexte que les Occidentaux veulent recomposer la région ?*", feint de s'interroger le journal.

LE RISQUE D'UN ENLISEMENT

Aux Emirats arabes unis, le Gulf news milite de son côté avec ferveur pour les bombardements en Libye, titrant "*Le monde a commencé à agir contre Kadhafi*". Dans un éditorial publié sur son site internet quelques heures avant le début des frappes, celles-ci étant intervenues après le bouclage des éditions des journaux du Golfe, le quotidien insistait déjà sur la nécessité d'arrêter les forces de Tripoli "*aujourd'hui, pas demain*".

En Israël, les bombardements étrangers ne font pas non plus l'unanimité. Le quotidien populaire Yediot Aharonot se félicite que "*le monde ait arrêté de se taire*" et souligne que le président américain Barack Obama a annoncé que la communauté internationale ne garderait plus le silence lorsque "*un tyran massacre ses compatriotes*".

Mais Maariv relève qu'il est désormais difficile de prévoir l'issue des violences en Libye : "*Les frappes aériennes risquent de prolonger le conflit et d'entraîner en fin de compte une intervention militaire plus grave*".

Un article de Slate.fr du 21 mars :

Les révélations fracassantes du WikiLeaks à l'égyptienne. (22.03)

Il aura fallu plus d'un mois après la chute de Moubarak. Mardi 15 mars 2011, les autorités égyptiennes ont annoncé la dissolution de la Sécurité d'Etat, suivant l'exigence tunisienne. Ce n'est pourtant pas réellement un nouveau geste d'ouverture ou de réforme. Il y a une dizaine de jours, des manifestants, entendant des rumeurs de destruction de documents au ministère de l'Intérieur, qui abrite le siège des tout puissants services secrets, ont investi l'immeuble officiel.

Dans un premier temps, ils ont filmé les appartements du ministre de l'Intérieur, bureaux, salle de bains, pyjamas et vêtements de danseuse, et l'ont diffusé sur youtube. Puis ils sont tombés sur des documents confidentiels des Services de la Sécurité d'Etat, où de nombreux faits étaient scrupuleusement consignés, avec détails précis. Ayant été avertie, l'armée égyptienne s'est immédiatement proposée de garder ces documents en lieu sûr. De peur de ne plus revoir ce qui reste de ces documents, les jeunes insurgés ont diffusé les documents sur Facebook.

Un WikiLeaks à l'égyptienne, qui fait déjà des ravages. Outre les vidéos annoncées sur les frasques des dirigeants arabes, sexuelles et autres, dont tout le monde attend la teneur, ce sont surtout ces premières révélations sur des attentats commis en Egypte, comme celui qui a visé une église copte à Alexandrie fin 2010, œuvre des services, qui avait fait 21 morts, et d'autres attentats qui attirent l'attention. Un autre document révèle que les services secrets ont piloté en 2005 un groupe islamiste pour commettre des attentats dans un complexe touristique de Charm el-Cheikh. Grande stupeur et effroi, des actes terroristes attribués à des islamistes ont donc été le fait des Services secrets de l'Etat.

La majorité des journalistes égyptiens, plus ou moins mouillés avec les Moukhabarates (Sécurité d'Etat) ont refusé de commenter ces « câbles », comme ce célèbre présentateur qui a bénéficié d'appartements et de nombreux avantages, inscrit au chapitre « amis » des documents saisis. L'affaire va évidemment plus loin: ce que l'Egypte fait, tout le monde peut le faire dans la région. Le grand secret des services secrets

Tenus en général par des minorités ethniques pour des raisons historiques, d'auto-surveillance des communautés et de fidélité nationale, les services secrets arabes se ressemblent comme des gouttes de sang.

En Egypte, ce sont paradoxalement les Coptes qui sont les plus nombreux dans les Moukhabarates et, en Algérie, ce sont les Kabyles qui sont le mieux représentés dans le tout puissant Département renseignement et sécurité (DRS). En Syrie, même schéma, la minorité alaouite détient la clé de l'espionnage interne et externe.

Au-delà de ce paramètre qui fait des Coptes « des tueurs de Coptes » en Egypte, au niveau arabe, la divulgation des documents des Services égyptiens relance les thèses qui faisaient de la Sécurité d'Etat un rempart contre l'islamisme radical, alors que les frontières s'avèrent aujourd'hui très floues, chacun pouvant commettre ce qu'il veut pour des objectifs particuliers et généraux en les imputant à la partie adverse.

En Algérie, terre qui a connu le plus d'actes terroristes islamistes, on évite pour l'instant de commenter ces révélations, de peur de retomber dans cette guerre où tous les coups étaient permis et qui a fait 200.000 morts en dix ans. Le « Qui tue qui? », célèbre question des années 90, n'est pas à déterrer pour l'instant. Si pour les initiateurs de la Révolution du jasmin en Tunisie ou de Maydan Al Tahrir en Egypte, il ne faut pas s'arrêter aux pouvoirs apparents mais aller plus loin en démasquant les pouvoirs de l'ombre, en Algérie, qui prépare sa Révolution, on peut déjà en parler, comme vient de le faire le quotidien algérien El Watan en sortant un dossier sur le DRS, agence militaire de renseignement et véritable Etat dans l'Etat. Les révélations ne sont pas allées bien loin tant la puissance des ces organes supérieurs de contrôle touche tous les secteurs mais, en attendant la divulgation de nouveaux documents égyptiens ou autres, on peut s'interroger sur le fait que des opérations aussi secrètes laissent des traces écrites. En réalité, comme pour la Stasi allemande ou la Securitate roumaine, la plupart des actions clandestines sont consignées.

Au Caire, on murmure que Moubarak pourrait être poursuivi par la justice internationale, même si l'on sait que tous les services du monde, occidentaux ou arabes, se connaissent très bien et savent tout les uns sur les autres. A ce titre, cette affaire de WikiLeaks égyptien risque bien d'être étouffée.

Un article du Monde.fr du 21 mars :

Libye : pour la presse européenne, Sarkozy se pose en "chef de guerre". (22.03)

"*Chef de guerre*" : la plupart des journaux français, mais aussi des titres étrangers, se penchent lundi 21 mars sur le nouveau rôle endossé par Nicolas Sarkozy en lançant l'intervention armée en Libye.

Le style se veut différent. Une "*courte déclaration*" devant les caméras du monde entier, samedi après-midi, "*visage grave, voix neutre, posture droite*", souligne le *Journal du dimanche*, sans répondre ensuite aux questions de la presse. "Je ne fais pas ça par plaisir", confiera-t-il cependant à l'hebdomadaire. Pour être à la hauteur de l'enjeu, il a "*longuement consulté Jacques Chirac, qui avait dit non à la guerre en Irak*", révèle *Le Parisien*. "*Le président joue la solennité*" et, fort de cette nouvelle posture, "*a pas tenu de réunion sur les cantonales, dimanche soir*", souligne *Le Monde*.

"*Les Français aiment avoir un chef de l'Etat actif sur la scène internationale*", et "*une bonne crise*", c'est peut-être ce dont avait besoin Nicolas Sarkozy, note un diplomate cité par le *Guardian* de Londres : il s'agit de reprendre la main, un an avant une élection présidentielle qui s'annonce difficile. Mais aussi de faire oublier les errements de la diplomatie française lors des récentes révolutions en Tunisie et Egypte, et l'accueil fait à Kadhafi fin 2007, "avec tous les honneurs" et "de bonnes affaires", souligne *Die Welt* allemand. S'y ajoutent des "*raisons personnelles*", selon *The Economist* : "*Kadhafi l'avait traité de clown et son fils Saïf Al-Islam a allégué sans preuve que la Libye avait participé au financement de sa campagne présidentielle de 2007*".

Il convenait donc, poursuit *Die Welt*, "*de se comporter en manager de crise comme lors du conflit en Géorgie en 2008*". *Le Figaro* décrit l'offensive diplomatique du président ces dernières semaines. Félicité par un ministre, il aurait répondu : "*Je n'ai pas joué, j'y croyais*." *The Economist* loue "*l'expérience*" du nouveau ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, tout comme *Libération*. Le *JDD* assure que Nicolas Sarkozy "*a convaincu Obama de le suivre sur le terrain libyen*", par téléphone, dans la nuit de mercredi à jeudi. Mais nul écho de cette conversation dans le *New York Times*, pour qui le revirement de Hillary Clinton a entraîné celui du président américain, même s'il y eut ensuite un "brillant mouvement tactique" français pour faire adopter la résolution à l'ONU.

Reste que c'est bien le président français qui est en première ligne pour lancer l'intervention armée : il monte "*en 36 heures*" la réunion de samedi à l'Elysée pour "*afficher la photo de famille des 19 'partenaires' européens, nord-américains et surtout arabes*", explique *Le Parisien*. Les louanges pleuvent, note *La Libre Belgique*, non sans quelques grincements de dents rapportés par le *New York Times* : "*les premières sorties aériennes françaises, qui n'étaient pas coordonnées avec les autres pays, ont mis en colère certains dirigeants réunis à Paris, selon un haut diplomate d'un pays de l'OTAN. Celui-ci a ajouté que le mouvement des troupes de Kadhafi était clair dès le vendredi, mais que la France avait bloqué tout accord de l'OTAN dans l'attente de la réunion de Paris*."

Le rôle de Nicolas Sarkozy paraît d'autant plus important que "*Hillary Clinton joue une partition inusitée dans les annales des interventions armées américaines : l'humilité*", analyse le *Washington Post*. Et *The Economist* prévient : "*Si l'opinion publique française salue le renouveau de la crédibilité nationale, elle n'a pas encore été préparée à une longue et sale guerre*."

Article de 20minutes.fr du 28 mars.

Elections cantonales 2011: Une «*sanction brutale*» pour Nicolas Sarkozy selon la presse. (28.03)

REVUE DE PRESSE - Les éditorialistes estiment que la candidature du chef de l'Etat pour 2012 est remise en question...

Un «*désaveu*» et une «*sanction*». C'est ainsi que les éditorialistes soulignent ce lundi l'ampleur de l'échec subi aux cantonales par le parti de Nicolas Sarkozy qui pourrait menacer sa légitimité à être le meilleur candidat de l'UMP pour la présidentielle. Nicolas Sarkozy doit montrer «*qu'il reste le champion de son camp*»

«*La légitimité de Nicolas Sarkozy est à ce point mise en doute par ses propres amis qu'il lui faut maintenant redouter une réédition de cet "appel de quarante-trois" qui, dans le camp gaulliste, sabota la candidature Chaban au profit de Giscard*», juge Philippe Waucampt dans *Le Républicain lorrain*.

Pour Patrick Fluckiger (L'Alsace) également, «*il va désormais falloir que Nicolas Sarkozy démontre à sa propre majorité qu'il reste le champion de son camp*». D'autant qu'un sondage Ipsos publié dimanche soir donne Nicolas Sarkozy battu dès le premier tour à la présidentielle. «*Jamais, dans l'histoire de la Ve République, un président sortant n'a été donné battu dès le premier tour*», s'exclame Patrick Fluckiger.

«*Sanction brutale*» pour Nicolas Sarkozy

«*Nicolas Sarkozy ne va pas seulement devoir convaincre les Français qu'il est un bon Président, mais aussi son propre camp qu'il reste un bon candidat*», selon Jean-Michel Helvig (La République des Pyrénées). Pour l'éditorialiste, ces élections constituent «*un désaveu massif du président de la République*» et une «*sanction brutale*».

«*Est-ce perdu pour 2012?*», s'interroge Francis Brochet (Le Progrès de Lyon) tandis que Jacques Camus (La République du Centre) questionne presque dans les mêmes termes: «*Nicolas Sarkozy aurait-il, lui, d'ores et déjà perdu la présidentielle?*» Pour *Le Figaro*, Paul-Henri du Limbert relativise: «*Et pourtant, il existe au moins un homme en France qui juge possible une réélection de Nicolas Sarkozy. C'est le président lui-même*». Dans *L'Humanité*, Patrick Apel-Muller relève que «*le score historiquement bas d'une UMP qui s'était proclamée parti unique de la droite a valeur de motion de censure populaire, d'un carton rouge infligé au pouvoir.*»

«*La droite est en train de muer idéologiquement*»

«*Car à vouloir récupérer vainement un électorat reparti à l'extrême droite, Nicolas Sarkozy a fracturé le parti majoritaire et risque de perdre les soutiens modérés et centristes*», explique Jacques Camus. «*A un an du grand rendez-vous, il faudra beaucoup d'énergie à un Nicolas Sarkozy affaibli pour réunir la famille de droite et la persuader de l'impératif d'un candidat unique*», estime pour sa part Rémi Godeau dans *L'Est Républicain*.

«*Nicolas Sarkozy est trois fois accablé: pour lui-même, pour son bilan, et parce qu'il incarne aujourd'hui un personnel politique globalement déconsidéré*», analyse Jean-Michel Bretonnier dans *La Voix du Nord*. Dans *Libération*, Nicolas Demorand souligne que ces élections montrent que «*la droite est en train de muer idéologiquement*». «*Le parti de Marine Le Pen remporte là un succès qui dépasse de loin le résultat des urnes*», analyse-t-il.

Pour *L'Express*, «*à l'UMP, la candidature de Nicolas Sarkozy affaiblie et "l'échec de l'UMP aux cantonales met le président de la République en difficulté pour 2012.*»

Pour *Le Point* «*la ligne fixée à l'Élysée (...) a conduit Nicolas Sarkozy droit dans le mur*», et «*le principal débat qui anime la droite c'est "celui sur le choix du meilleur candidat possible pour l'UMP en 2012.*»

Document

Articles de presse d'avril 2011

Table des matières

France

Economie

- La Banque de France verse 3,1 milliards à l'État. (04.04)

Social

- Justice pour les mineurs grévistes de 1948. (03.04)
- Allocations familiales: Roselyne Bachelot lance la chasse aux plus pauvres. (06.04)
- A Besançon, des lacrymos contre les parents d'élèves. (07.04)
- Forte mobilisation chez Carrefour pour des augmentations de salaire. (10.04)
- Garde à vue : ce qui va changer. (13.04)
- Eau : la région de Montbéliard rompt avec Veolia. (18.04)
- La prime gouvernementale ne touchera qu'une minorité de salariés. (21.04)
- Moins de classes, plus d'élèves, les parents se mobilisent. (27.04)
- Selon une étude de l'Insee, 1,5 million de personnes actives vivent sous le seuil de pauvreté. (29.04)
- Pôle emploi : M. le directeur, je ne dénoncerai pas des chômeurs. (30.04)

Politique

- Le PS sait qu'il ne peut plus tout promettre, dit Michel Sapin. (04.04)
- Wauquiez et Bertrand veulent associer les syndicats aux décisions de Bruxelles. (titre du site) (07.04)

International

Economie

- Les banques d'Europe se sont ruées au guichet de la Fed en 2008. (01.04)
- Gasland, docu explosif sur le gaz de schiste (07.04)
- Hold-up sur le cuivre zambien. (21.04)

Politique

- Le Top 10 2009 des dictateurs les mieux élus au monde. (06.04)
- Libye. Avec les insurgés de Misrata, au coeur de la révolution assiégée. (07.04)
- Côte-d'Ivoire. Dominique Ouattara, la Bettencourt ivoirienne. (titre du site)(11.04)
- Nigeria. Farce électorale au Nigeria. (11.04)
- Burkina Faso. La colère s'étend au Burkina Faso. (17.04)
- L'Inde en proie à la fièvre électorale. (22.04)
- Libye. De Misrata. (23.04)
- Etats-Unis. WikiLeaks. Guantanamo: des mineurs innocents emprisonnés. (26.04)
- Côte-d'Ivoire. Ces chefs de guerre qui ont porté Ouattara au pouvoir. (27.04)
- Libye. Qui sont les rebelles libyens? (28.04)
- En Syrie, c'est aussi la révolte des nouveaux pauvres de Bachar. (29.04)

Article de Reuters du 1er avril.

Les banques d'Europe se sont ruées au guichet de la Fed en 2008. (01.04)

La banque franco-belge Dexia et l'irlandaise Depfa ont représenté près de la moitié des 111 milliards de dollars empruntés par les banques à la Réserve fédérale le 29 octobre 2008, le jour où les prêts via son guichet d'urgence ont atteint leur pic, selon des documents publiés par la banque centrale américaine jeudi.

Neuf des 12 principaux emprunteurs ce jour-là étaient des sociétés étrangères, selon les données publiées par la Fed pour se conformer à une décision de justice.

Première sur la liste, Dexia a emprunté 26,5 milliards de dollars et Depfa, filiale du groupe de crédit immobilier allemand Hypo Real Estate Holding, 24,6 milliards de dollars.

En troisième position, Wachovia, aujourd'hui filiale de Wells Fargo, a été la banque américaine qui a reçu le plus avec 15 milliards de dollars.

Nombre de grandes banques américaines sont notablement absentes de la liste diffusée par la Fed. Elles ont choisi d'autres programmes de prêts d'urgence mis en place par la banque centrale au plus fort de la crise.

La Société générale a demandé cinq milliards de dollars et Barclays Bank un milliard.

La chute de Lehman Brothers en septembre 2008 a fait trembler l'économie mondiale et le système financier.

Les documents de la Fed - plus de 25.000 pages au total - illustrent la façon dont s'est propagée la crise, forçant les banque du monde entier à demander une aide d'urgence. Ils portent sur la période entre le 8 août 2007 et le 1er mars 2010.

Article de lexpress.fr du 2 avril.

Justice pour les mineurs grévistes de 1948. (03.04)

Leur grève, en 1948, avait été réprimée par les armes. 3000 mineurs du Pas-de-Calais avaient été licenciés, expulsés. Soixante-trois ans après, les survivants obtiennent réparation.

Ce soir-là, ce 10 mars qui devait être une délivrance, il a encore rêvé de l'enfer. De ces boyaux à 450 mètres sous le monde des vivants, où règnent la nuit et la poussière, où l'on entend, le coeur cognant, sous le casque, la mine craquer comme un squelette, "*avec les bois qui pètent, "schlag", quand vous voyez la terre qui s'affaisse sur vous*"... Daniel Amigo, 84 ans, barbe blanche, gueule de cap-hornier figé dans son fauteuil, lève instinctivement son regard vers le plafond de sa maison de Méricourt (Pas-de-Calais), comme s'il menaçait de s'écrouler. Sur la table basse, Leone, sa femme, a éparpillé les coupures de presse et les feuilles jaunies qui condensent sa vie.

La cour condamne Charbonnages de France

L'extrait de sa condamnation à trois mois de prison et 6000 francs d'amende, avec son registre d'écrou, n° 1260, "*en date du 07.12.1948*", parce que, comme 3 000 camarades mineurs, Daniel Amigo a eu le malheur de débrayer lors de la grande grève de 1948. Les années passées à batailler, avec 17 autres, survivants et veuves, pour essayer d'obtenir réparation.

L'attente inlassable, les espoirs souillés. Et puis la bonne nouvelle qu'ils n'espéraient plus, au soir de leur existence : l'arrêt de la cour d'appel de Versailles du 10 mars 2011 qui stipule, noir sur blanc, que "*les licenciements de MM. Daniel Amigo, Roger Blisson, Georges Carbonnier... étaient discriminatoires*". La cour qui condamne soixante-trois ans plus tard Charbonnages de France, enfin leur liquidateur, puisque l'entreprise a disparu en même temps que les mines, à leur verser 30 000 euros chacun. Le prix de leur fierté.

Quand le moindre bobo, une parole de travers, une clope dans un bistrot sont portés devant les tribunaux et prêtent à dommages et intérêts, eux, ces gueules noires qui étaient la gloire de la France d'après-guerre et ont étayé sa reconstruction, ont dû attendre toute une vie. La plupart sont morts depuis longtemps. Cette bataille a été le plus long tunnel qu'ils aient jamais creusé, dans l'oubli de ce que fut la grande aventure charbonnière du pays. "*On a été traités comme des malpropres, comme si on avait tué et volé, s'énerve Daniel Amigo. J'avais 20 ans, j'ai été cassé à vie. Je m'en fous, de l'argent! Ce qui compte, c'est de retrouver un peu de mon honneur...*"

Daniel avait 14 ans quand il est entré à la mine. "*Ici, on y allait de père en fils, c'était comme ça. Et les plus intelligents, ils faisaient des études.*" Six mois au triage, à séparer les cailloux du charbon. Et puis la descente "*au fond*", dans "*la cage*", à pousser les berlines et à "*faire de l'abattage*", dans l'air empoisonné. Arrivent les journées incandescentes d'octobre 1948. Les décrets Lacoste, du nom du ministre de l'Industrie, remettent en question le statut du mineur, voté à l'Assemblée nationale en 1946. En particulier le salaire minimal. C'est la fronde: près de 90% des mineurs votent la grève, un droit garanti par la Constitution de 1946. Mais Jules Moch, le ministre socialiste de l'Intérieur, envoie les CRS contre les renégats. "*Parce qu'on était étiquetés CGT, en plein climat anticommuniste, au début de la guerre froide!*" s'embrase Daniel Amigo.

Six morts chez les gueules noires. Et pour 3 000 autres, de la taule, des amendes pour "*entrave à la liberté du travail*". Et l'expulsion des petites maisons fournies par les Charbonnages. Jetés, du jour au lendemain, dans l'hiver des corons. Pendant que, le 29 novembre 1948, les uns, épuisés par deux mois de conflit, repartent "*au fond*", les autres, comme Norbert Gilmez, employé administratif, se retrouvent bannis des houillères. A vie. "*On n'avait plus rien, plus de chez-soi, plus de chauffage*, dit-il. On était des parias, des "*mauvais Français*".

Il a 90 ans, aujourd'hui, Norbert. Un petit homme qui fustige l'air de son index décidé, l'un des meneurs du combat - avec Georges Carbonnier, décédé en 2006 - devant la Haute Autorité de lutte contre les discriminations (Halde), les prud'hommes puis la cour d'appel. Norbert Gilmez ne reçoit pas chez lui, à Bully-les-Mines, mais dans un bureau de la mairie du bourg de Grenay : "*Ma femme ne supporte plus cette histoire. Notre vie a été gâchée...*" Elle était enceinte de cinq mois quand ils ont été expulsés de la cité 7, à Mazingarbe. "*J'ai vendu ma bicyclette, je me suis couvert de dettes chez les commerçants. Beaucoup*

d'entre nous peinaient à retrouver du travail, parce que les employeurs de la région refusaient de prendre un licencié de 1948." Les yeux embués, Norbert se remémore ce jour de marché où il voit sa Lucienne essayer un manteau, puis un autre, et un autre. *"Juste pour la joie d'essayer..."* Pris de rage, il évoque aussi ce fils de mineur gréviste, qui avait dû renoncer à être sergent dans l'armée. Motif: *"Votre père était communiste."*

Ce 21 janvier 2011, Norbert a pris le train pour venir à l'audience de Versailles. Il était le seul survivant présent. Les juges, ébahis, ont vu s'avancer à la barre le vieil homme dans son costume marron, tremblant, des feuilles à la main. Il a demandé l'autorisation de lire un texte qu'il avait travaillé, de son écriture arrondie, pendant des jours. Puis il a gonflé sa poitrine pour lutter contre l'émotion qui le poignardait et, dans le silence de la salle vide, il a lu son texte, interminable. *"Abrège !" lui soufflait, gentiment, son avocat, à côté.* Mais Norbert voulait parler de l'*"océan d'injustices"*, des dizaines de millions d'euros qu'on accorde à un Bernard Tapie, du *"terrorisme d'Etat"* qui avait eu sa peau et surtout celle de ses camarades. Comme son ami Léon Légglise, mort à 56 ans, *"résistant sous l'Occupation, qu'on avait renvoyé au fond, dans la fosse 3 de Vermelles, pour avoir fait grève, alors qu'il était silicosé"*. Léon, dont il a agité le vieux casque croûté de cuir sous le nez des juges, comme une relique, un anachronisme au milieu d'une époque nucléaire et hyperactive.

Ce couvre-chef cabossé, il l'a encore emmené sur le bureau de la mairie de Grenay, au milieu d'un terrier de photocopies de courriers qu'il n'a cessé d'envoyer, aux députés, aux ministres. Pour finir par entendre, foudroyé de stupeur, son avocat, Me Slim Ben Achour, lui hurler au téléphone: *"C'est gagné, Norbert!"* Une date, ce 10 mars 2011, et pas seulement pour les mineurs. Une reconnaissance qui ouvre le champ des possibles en matière de lutte contre les discriminations, les avocats ayant plaidé le fait que la prescription, de trente ans, ne courait qu'à partir de la date de sa *"révélation"*, en l'occurrence une loi de 1984 énonçant que les mineurs avaient été licenciés à la suite d'une grève.

Non loin de Grenay, à Loos-en-Gohelle, une femme a accueilli la nouvelle, seule, dans son petit salon pastel. Avec les 30 000 euros, Colette Lebrun, 88 ans, changera peut-être ses vieux rideaux et elle donnera le reste à ses enfants. *"Un bout de papier, pour eux, c'est rien, mais pour nous, c'est tout, chuchote-t-elle. Ça nous rend notre dignité..."* Elle n'a vécu que dans cette quête éperdue. Il y a trente-sept ans que son mari, René, est mort. Mais il est là, à côté d'elle, en noir et blanc, sur la commode.

Commentaire d'un internaute.

Justice très rapide pour le petit peuple honte à la justice !

Personnellement, j'ajouterai que nos braves camarades mineurs n'ont jamais perdu leur dignité aux yeux de la classe ouvrière, que seuls ceux qui ont trahi leur combat l'ont perdue, pour toujours cette fois !

Au fait, 1948, mais c'était sous la IVe République dont les dirigeants du POI sont nostalgiques, pincez-moi si je me trompe...

Article du figaro.fr du 4 avril.

La Banque de France verse 3,1 milliards à l'État. (04.04)

La Banque de France va apporter 3,121 milliards d'euros à l'État. Pour moitié au titre de l'impôt sur les sociétés 2010 et pour l'autre sous forme d'un dividende à son (unique) actionnaire. C'est infiniment plus qu'au milieu des années 2000. Curieusement, ses résultats d'exploitation ont explosé à partir de 2007, juste au moment où les banques centrales se sont mises à jouer les pompiers de service (voir graphique). On pourra y voir une forme de justice immanente, et la rémunération des aides, parfois très risquées, consenties à la planète finance. Aux États-Unis, la Fed affiche elle aussi des bénéfices historiques, 81,7 milliards de dollars l'an dernier, en phase avec son activisme forcé en faveur de l'économie américaine. Vive la crise ?

Christian Noyer, le gouverneur de la Banque de France, a contesté cette analyse en présentant lundi à la presse le bilan 2010 de sa maison. Il fait observer que la Bundesbank, pourtant 40 % plus importante - le critère étant en l'occurrence la part au capital de la BCE -, avait produit des résultats inférieurs. La Buba n'a apporté que 2,2 milliards d'euros à l'État allemand en 2010. Voilà qui montre que même au sein d'un système fédéral aussi verrouillé que l'Europe monétaire le «*génie national*» peut s'exprimer. Cocorico !

Pour expliquer ce fait d'armes, il faut se rappeler qu'une banque centrale fonctionne fondamentalement comme une banque ordinaire. Elle fait de la «*transformation*», empruntant à très court terme pour placer à plus ou moins long terme son argent. La seule différence est qu'un institut d'émission emprunte gratuitement : les billets qu'il imprime constituent de véritables avances que les particuliers et les entreprises lui consentent, mais sans lui demander la moindre rémunération. C'est ce qu'on appelle «*la rente monétaire*» des banques centrales. Celle-ci est d'autant plus importante que le prix de l'argent à très court terme - fixé en Europe par la BCE - est élevé. «*Si la BCE relevait ses taux directeurs ce jeudi, ce serait favorable pour nous*», reconnaît Christian Noyer. «*Une pure hypothèse*», a-t-il précisé. Bien sûr.

Avances de liquidités

Certes le prix de l'argent est resté faible, à 1 %, en 2010 comme en 2009, mais la circulation fiduciaire de l'euro ne cesse de galoper. Elle a doublé depuis 2004, reflétant notamment «*la confiance qu'inspire l'euro à l'étranger* », souligne Noyer. À partir de cette ressource très spéciale et de plus en plus abondante, les banques centrales effectuent des placements. Il s'agit avant tout des avances de liquidités faites aux banques et dans une moindre mesure d'investissements à plus long terme. Le gouverneur a révélé que la Banque de France détient un portefeuille de titres de 70 milliards d'euros, principalement des obligations du Trésor français.

Un pactole inexistant il y a douze ans, a-t-il admis. Ces achats ne sont pas «*de même nature*» que les opérations, si contestées, effectuées depuis mai 2010 pour secourir les dettes de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal. Il semblerait que la Banque de France, plus que ses consœurs de l'Euroland, ait «*allongé*» son portefeuille de placements. Et last but not least, elle doit moins que d'autres faire des provisions sur ses engagements à risque, en raison de la bonne santé, relative, du système bancaire français. Le contre exemple absolu en la matière étant l'Irlande.

Complément de Reuters

La Banque de France a fait état lundi d'un résultat net de 2.559 millions d'euros en 2010, en hausse de 86 millions (+3,5%), et annoncé le versement d'un dividende de 1.555 millions à l'Etat.

Le résultat d'exploitation courant a baissé de 2% pour revenir à 4.527 millions, soit 104 millions de moins qu'en 2009. Le résultat avant impôt s'est établi à 4.122 millions, en baisse de 27 millions.

Ce résultat comprend une dotation de 400 millions d'euros au fonds pour risques généraux "en raison de l'accroissement des risques financiers encourus, notamment sur les opérations de politique monétaire", précise la BdF dans un communiqué.

Ce fonds dispose désormais de 1.745 millions d'euros, a précisé son gouverneur, Christian Noyer, lors d'une conférence de presse.

Commentaire. La Banque de France spéculé notamment sur les taux de change des monnaies pour le compte de l'Etat. Elle bénéficie également d'argent frais à 1% qu'elle prête aux banques à un taux plus élevé, qui elles-mêmes le prêteront ensuite aux entreprises et aux particuliers qui finalement paieront cet intérêt à l'Etat à leur place après avoir encaissé leur part au passage évidemment ou ajouter leur propre taux d'intérêt. Bref, c'est vous et nous qui engraissons la Banque de France, donc l'Etat.

Article de Reuters du 4 avril.

Le PS sait qu'il ne peut plus tout promettre, dit Michel Sapin. (04.04)

Le projet présidentiel du Parti socialiste est marqué du sceau de la crédibilité budgétaire, selon l'ancien ministre de l'Economie Michel Sapin, chargé de chiffrer les mesures envisagées entre 2012 et 2017.

"Nous n'avons pas voulu partir de la liste de ce qu'on voulait faire et ensuite chercher les moyens de les réaliser mais au contraire commencer par l'évaluation des possibles", explique le secrétaire national du PS chargé de l'économie.

Pour le PS, ce changement de méthode est une petite révolution.

Il a été validé par tous les courants internes du PS, de la gauche du parti aux proches de Dominique Strauss-Kahn, qui ont été associés à la rédaction du projet depuis janvier.

"Dans le contexte actuel de la France, chacun sait très bien, les Français savent très bien qu'on ne peut pas promettre autant aujourd'hui qu'en 2007 et encore moins qu'en 2002", fait valoir Michel Sapin. "Le préalable à toute action, c'est le redressement des finances publiques".

Il y aura donc une *"loi de finances publiques quinquennale"* dans les semaines suivant l'élection présidentielle pour sanctuariser *"la volonté de redressement des finances publiques, de maîtrise des déficits et de réduction de la dette"*.

Si les socialistes reviennent au pouvoir, ce sera dans des conditions macroéconomiques particulièrement contraintes. Le cadrage budgétaire du projet du PS commence donc par la réduction de la dette et des déficits.

"La priorité absolue, c'est de porter un coup d'arrêt à la croissance de l'endettement et d'inverser la courbe dette/intérêts. Il faut pouvoir atteindre cet objectif à la fin de la deuxième année de mandat, soit en 2014", juge Michel Sapin.

"La dette, c'est ce qui obsède tout le monde. Les marchés seront rassurés quand la croissance de la France sera de nouveau forte et durable et que nous aurons inversé la courbe de la dette", ajoute-t-il. "Tous les ans, nous versons six milliards de plus pour servir les intérêts de la dette, c'est l'équivalent de nos marges de manoeuvre".

Les chiffreurs du projet - Michel Sapin, proche de François Hollande, et le député économiste de formation Pierre-Alain Muet, proche de Martine Aubry - ont arrêté leur curseur à 2,5% de croissance annuelle moyenne.

"Nous avons travaillé sur une hypothèse de croissance entre 2%, qui n'est pas assez, et 3%, qui paraît trop optimiste. Une hypothèse de croissance à 2,5% ne semble pas inconvenante", dit l'ancien ministre de Lionel Jospin.

De plus, le PS prévoit de supprimer progressivement les *"cadeaux fiscaux"* accordés depuis l'arrivée de Nicolas Sarkozy au pouvoir il y a quatre ans.

Il faut supprimer les niches fiscales et le bouclier fiscal et revenir sur la suppression des charges sociales *"qui sont autant d'incitations à ne pas embaucher"*, et revenir aussi sur la baisse de la TVA dans la restauration et la réforme de la taxe professionnelle *"qui représente sept milliards d'euros en moins dans les caisses de l'Etat"*.

"C'est une série de cadeaux toujours en direction des mêmes qui n'ont apporté aucun plus économique mais créé beaucoup de moins budgétaire. En les supprimant, on atteint 40 milliards d'euros sans difficulté", estime le député de l'Indre.

Une fois ces préalables posés, le PS arrive à environ cinq milliards d'euros disponibles par an.

"Avec une hypothèse de croissance à 2,5% et une suppression des cadeaux fiscaux de l'ordre de 40 à 50 milliards d'euros et une sélectivité dans les priorités de dépenses, on aura en moyenne une marge de manoeuvre de cinq milliards par an, soit aux alentours de 25 milliards sur la législature", dit Michel Sapin.

"Les premières mesures que nous prendrons doivent être marquées du sceau de cette crédibilité budgétaire", plaide l'ancien ministre.

Parmi les propositions emblématiques du projet figure la création de 300.000 *"emplois d'avenir pour les jeunes"* dans les filières écologiques, sur le modèle des *"emplois jeunes"* du gouvernement Jospin.

Selon Michel Sapin, 100.000 pourraient être créés dès 2012 ce qui coûterait 1,2 milliard d'euros, soit un coût total pour cette mesure de 3,6 milliards.

Loin de la suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux partant à la retraite, le PS veut également créer des postes dans l'Education nationale, notamment pour encadrer les élèves en difficulté.

Dans le domaine de la police et de la justice, précise Michel Sapin, *"la première année, nous proposons de créer 1.000 postes pour la chaîne pénale, qui va de l'application des peines à remettre des policiers dans les quartiers"*.

Commentaire.

Je n'ai plus le temps de commenter cet article, tout est contenu dans son titre, le PS s'affiche en bon gestionnaire du capitalisme. On y reviendra.

Article de 20minutes.fr du 5 avril.

Allocations familiales: Roselyne Bachelot lance la chasse aux plus pauvres. (06.04)

(titre de 20minutes.fr : *Allocations familiales: Roselyne Bachelot lance une action contre la fraude dans 13 départements*)

La ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale Roselyne Bachelot a lancé une action de contrôle renforcé de la fraude aux prestations dans les caisses d'allocations familiales (CAF) de 13 départements, a indiqué le ministère ce mardi.

«Il a été décidé de lancer une série d'actions sur cinq domaines où une coopération renforcée doit être mise en oeuvre entre 13 caisses d'allocations familiales et certains de ses partenaires», organismes de sécurité sociale et services de l'Etat, indique une circulaire du ministère transmise à l'AFP.

13 départements de toute la France concernés

Ces caisses sont situées en région parisienne (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise), dans l'ouest (Ille-et-Vilaine, Maine-et-Loire, Seine-Maritime), le sud-ouest (Gironde, Dordogne), le sud (Hérault, Bouches-du-Rhône, Gard) ainsi que dans les départements du Rhône et du Pas-de-Calais. Les contrôles mobiliseront «les 142 agents de contrôle assermentés des CAF exerçant dans les 13 départements concernés, soit près de 25% de l'effectif total de contrôleurs de la branche», souligne la circulaire.

Les contrôleurs vont particulièrement tenter de détecter le travail dissimulé et ses conséquences sur les droits à prestation, les fraudes aux aides au logement, notamment les logements fictifs, les fraudes à la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) et notamment les «nounous» fictives, les fraudes à la résidence sur le territoire national (8 mois par an au minimum) et les faux parents isolés qui, en fait, vivent en couple.

«Des marges de progrès subsistent»

Tout en rappelant que la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) a engagé depuis plusieurs années une lutte contre les fraudes et obtenu des résultats, la circulaire indique que «des marges de progrès subsistent». Roselyne Bachelot a affirmé dans Le Parisien de mardi qu'il était possible de récupérer 100 millions d'euros par an.

Pour mieux traquer les fraudeurs, la Cnaf va aussi déployer sa base d'informations nationale des fraudes courant avril, selon un document remis récemment à la presse. Cet outil interne, qui a reçu le feu vert de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil), va faciliter la connaissance des dossiers frauduleux détectés dans les CAF et mieux organiser la lutte contre la fraude. Jusqu'ici, chaque CAF n'avait accès qu'aux informations concernant ses propres fraudeurs. Désormais les caisses pourront se connecter à un système central.

Expérimentation de «datamining»

De plus, selon le document de la Cnaf, 17 caisses expérimentent actuellement des analyses de «datamining» (extraction de connaissances à partir d'un gros volume de données) afin de «mieux comprendre les caractéristiques des différents dossiers frauduleux et les profils des différentes populations allocataires atypiques». La généralisation de cette méthode est prévue pour cette année.

Depuis 2007, chaque CAF a la possibilité de sanctionner les fraudes par des pénalités proportionnelles à leur gravité. Quand le préjudice est supérieur à 11.540 euros, la CAF doit porter plainte auprès du procureur de la République. En 2009, la Cnaf a procédé à 280.000 actions de contrôle et détecté 11.733 fraudes, soit une augmentation de 25% par rapport aux fraudes détectées en 2008, pour un montant de 85 millions d'euros, selon le ministère.

Commentaire.

La plupart des "fraudeurs" sont des prolos très pauvres qui se démerdent comme ils peuvent pour survivre et améliorer le quotidien le plus souvent synonyme de cauchemar. Quand Bachelot vise par exemple le département de Seine-Saint-Denis, ce ne sont pas les praticiens, cliniques ou laboratoires privés qui escroquent chaque année des centaines de millions d'euros, voire plus d'un milliard à la Sécu qu'elle vise, mais bien toujours les mêmes, les plus pauvres, les familles issues de l'immigration. Cette mesure est politique et s'inscrit dans la continuité des propos de Sarkozy, Hortefeux, Besson et Guéant contre les couches les plus défavorisées du prolétariat...

Il est question ici des "fraudes à la résidence sur le territoire national (8 mois par an au minimum)", mon épouse handicapée, Magueswary, est directement concernée, alors qu'avec l'accord de son médecin traitant, de son cardiologue, du médecin de la Sécu, des Allocations familiales et du Conseil général des Bouches-du-Rhône, elle passe 6 mois en France et 3 ou 4 mois en Inde. Plus elle passe de temps en France, plus elle coûte chère à la Sécu puisqu'elle passe son temps à faire des examens en tous genres, des contrôles et bilans de santé, prise de sang chaque semaine, visite chez son médecin traitant et cardiologue plusieurs fois par mois, plus des séances de rééducation à la clinique Casamance d'Aubagne et j'en passe. Ils justifient ses séjours fréquents en Inde par la dégradation rapide de sa santé quand elle est en France, elle est seule, elle cogite trop et sa pression sanguine est très instable, selon ses médecins, soit elle va en maison de repos pendant plusieurs mois et là cela coûte un maximum à la Sécu, soit elle part se reposer en Inde auprès des siens.

Avant chaque départ en Inde, son médecin lui fournit une ordonnance correspondant aux médicaments qu'elle devra prendre pendant la totalité de son séjour en Inde, elle en prend 18 par jour. Si l'ordure de Bachelot se penchait sur son dossier elle s'apercevrait immédiatement qu'en une fois avec sa carte vitale elle retire à la pharmacie des médicaments pour une durée anormale, espérons qu'il n'en sera rien et qu'ils éviteront de s'en prendre aux handicapés. Même les douaniers français et indiens se montrent compréhensifs, car sa consommation de médicaments pour quatre mois représente pas moins qu'une petite valise !

Elle doit revenir en Inde le 17 mai et repartir en France le 12 septembre, je vais lui dire d'être plus vigilante et de s'assurer auprès des autorités concernées que ce séjour ne posera pas de problèmes. On joue la carte de la légalité, si cela pose problème, on bascule dans l'illégalité, mais en prenant des précautions. Nous aussi nous nous démerdons comme nous pouvons. Une de ces copines réceptionnera son courrier et nous alertera en cas de problèmes. Heureusement aussi que parmi les fonctionnaires et le personnel médical en France il y en a, et ils sont nombreux, qui mettent des bâtons dans les roues de ces ordures qui nous gouvernent. Il faut les saluer au passage.

Article de slate.fr du 5 avril.

Le Top 10 2009 des dictateurs les mieux élus au monde. (06.04)

De plus en plus de pays dans le monde organisent des élections au suffrage universel pour élire leur président. Mais derrière ce signe encourageant pour la diffusion de la démocratie se cachent des élections qui n'ont de démocratiques que le nom. Intimidation des opposants, médias contrôlés par le pouvoir, électeurs menacés, votes truqués, candidat unique: les régimes autoritaires rivalisent d'inventivité pour s'assurer des résultats électoraux qui asseyent leur légitimité. Voici notre Top 10 des dictateurs les mieux élus de la planète au 5 avril 2011. [La méthode du classement est détaillée en bas d'article]

Mise à jour du 15 février 2011 – A la suite de sa récente démission, l'ancien président égyptien Hosni Moubarak, qui avait été élu pour la dernière fois avec 88,6% des voix, cède sa 10e place au président ouzbek Islom Karimov.

Mise à jour du 5 avril 2011 - Le président kazakh Nazarbaïev a été réélu avec 95,5% des suffrages, ce qui le propulse à la 3e place du podium du classement (il était 6e).

10- Islam Karimov (Ouzbékistan), 88,1%

Réélu en 2007, il fait moins bien que son précédent score de 91,6% en 2000. Trois autres candidats alternatifs participaient au scrutin, mais ils ont tous soutenu implicitement la candidature de leur «rival» Karimov, qui est le seul président que le pays ait connu depuis l'indépendance en 1991. Dans leur rapport, les observateurs de l'OSCE présents lors du scrutin ont estimé que l'élection s'est déroulée «dans un environnement politique strictement contrôlé et n'a pas atteint beaucoup des critères d'élection démocratique» de l'OSCE.

La constitution du pays limite le nombre de mandats de président consécutifs à deux, mais personne n'a formellement contesté le fait que Karimov se soit représenté en 2007 alors qu'il terminait son deuxième mandat. Parmi les anomalies soulignées par l'OSCE, le fait que les meetings étaient tenus devant des audiences «présélectionnées», ou encore qu'un «nombre substantiel de signatures identiques ont été remarquées sur les registres de vote» dans les bureaux de vote visités par les observateurs de l'organisation.

9- Ilham Aliev (Azerbaïdjan), 88,7%

Ilham Aliev a été réélu sur un score de 88,73% en 2008, selon les résultats proclamés par la Commission électorale centrale au cours d'une élection jugée non démocratique par les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Malgré des «progrès considérables» par rapport aux précédentes élections, le scrutin «n'a pas reflété les principes d'une élection véritablement pluraliste et démocratique» ont déclaré les observateurs. Aliev avait succédé en 2003 à son père Heydar, ex-responsable du KGB qui avait dirigé le pays jusqu'à sa mort, de 1993 à 2003. Les observateurs du Parlement européen ont souligné l'omniprésence du président sortant et de son père dans la vie publique et le parti pris des médias du pays. Le pays est un important producteur de gaz et de pétrole. La Russie a publiquement félicité Aliev pour sa réélection, et les États-Unis maintiennent de bonnes relations avec le régime.

8- Gurbanguly Berdimuhamedow (Turkménistan), 89,2%

Berdimuhamedow a été élu après le décès en 2006 du premier président du pays, l'autoritaire Saparmyrat Nyýazow qui avait développé un omniprésent culte de la personnalité durant ses 20 ans au pouvoir. La dernière élection du pays datait de 1992, quand Nyýazow avait récolté 99,5% des voix avant d'être désigné président à vie en 1999. Berdimuhamedow a donc été élu en 2007 en battant cinq autres candidats, dont aucun issu de l'opposition. La participation a atteint, selon les chiffres officiels, 95%. Dans la province de Lebap, les autorités ont menacé la population, déclarant que ceux qui ne voteraient pas n'allaient pas recevoir leur ration mensuelle de farine. Ceux qui votaient pour la première fois et les personnes âgées se sont au contraire vus promettre des cadeaux. Un jeune votant a ainsi reçu un exemplaire du livre du président défunt Nyýazov. De nombreux représentants étrangers, notamment des Russes et des

Américains, étaient présents lors de l'investiture de Berdimuhamedow. Le Turkménistan dispose lui aussi d'importantes réserves de gaz naturel.

7- Abdelaziz Bouteflika (Algérie), 90,2%

Le président algérien, doyen du Top 10 du haut de ses 73 ans, est sur une pente positive: il a été réélu dès le 1er tour, le 9 avril 2009, pour un troisième mandat avec plus de 90% des voix, contre seulement 85% en 2004. La participation, qui était le seul enjeu d'un scrutin boycotté par les ténors de l'opposition, a atteint 74,24%, également en progression par rapport à 2004. Sur les 57 recours reçus par le Conseil constitutionnel, 53 ont été déclarés irrecevables sur la forme, et les quatre qui ont été acceptés sur la forme ont été rejetés sur le fond car dépourvus de preuves.

Le Conseil a estimé que les conditions électorales «ont permis aux électeurs de choisir, en toute liberté, leur candidat habilité à conduire le destin du pays, attestent de la régularité du scrutin, de sa sincérité et de sa transparence». Pendant la campagne, Bouteflika a déclaré: «Votez contre nous, votez même avec un bulletin blanc, mais votez.» Selon l'opposition, des habitants des bidonvilles ont été menacés d'expulsion et les salariés de licenciement s'ils ne pouvaient pas qu'ils avaient voté.

6- Pierre Nkurunziza (Burundi), 91,6%

Pierre Nkurunziza, ancien prof de sport et ex-chef rebelle aujourd'hui à la tête du bien nommé Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), a été réélu président en 2010 avec plus de 91% des voix, un score à première vue impressionnant mais qui devient faible quand on sait qu'il était le seul candidat. Les candidats de l'opposition s'étaient retirés pour protester contre les irrégularités du scrutin. L'observateur de l'Union européenne a déploré «l'absence d'une compétition multipartite» mais souligné que «malgré un contexte tendu et parfois violent, le peuple burundais a pu exercer son droit de vote». De nombreux opposants ont été arrêtés dans les semaines qui ont précédé le scrutin, où les explosions de grenades étaient fréquentes dans le pays.

5- Paul Kagame (Rwanda), 93%

Le président Paul Kagame, qui avait été élu avec 95% des voix en 2003, n'a obtenu que 93% pour sa réélection en 2010. Le groupe d'observation du Commonwealth a estimé que l'élection s'est déroulée dans une atmosphère «pacifique» étant donné le passé récent extrêmement violent du pays, même s'il souligne que des limites existent sur la liberté d'association et de participation et que «le fait que les quatre candidats étaient issus de la coalition au pouvoir signifie qu'il y avait un manque de voix d'opposition critiques». Aucun des trois partis d'opposition n'a pu présenter de candidat aux élections.

4- Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (Guinée Equatoriale), 95,4%

Au pouvoir depuis le coup d'Etat qui a renversé son oncle en 1979, Nguema a été élu pour la cinquième fois en 2009. Avant ce scrutin, il avait promis de faire mieux que lors de la présidentielle de 2002, où il avait récolté plus de 97% des suffrages. C'est raté. Nguema a dû se contenter d'un petit 95,4%. L'ONG Human Rights Watch qualifie Nguema de «dictateur déterminé à rester au pouvoir et à garder le contrôle de l'argent du pétrole», et estime que le gouvernement du pays «est un des plus corrompus et répressifs du monde».

Le journaliste Peter Maass, dans un article pour Slate.com, le qualifiait de «pire dictateur d'Afrique» en 2008. Nguema a promis (encore) lors de sa dernière cérémonie d'investiture, en présence de représentants officiels de la France, «la participation de toutes les forces politiques de la Nation dans la gestion de la chose politique, afin d'avoir un consensus» pouvant garantir «la paix, la stabilité et le développement économique». Le président, âgé de 68 ans, souffre d'un cancer de la prostate et de problèmes cardiaques, mais la Guinée Equatoriale, troisième producteur de pétrole de l'Afrique sub-saharienne, n'en a sans doute pas fini avec la famille Nguema. Le fils Teodorin, qui a un penchant pour tout ce qui brille et qui coûte (très) cher, devrait prendre la succession de son père.

3- Noursoultan Nazarbaïev (Kazakhstan), 91,1%

Le premier et seul président de l'histoire du Kazakhstan a été réélu le 3 avril 2011 avec 95,5% des voix, améliorant ainsi de presque cinq points son score de 2005, quand il avait recueilli 91,15% des suffrages. Il fait donc un bond de la 6e à la 3e place de notre classement. Le scrutin a été très critiqué par les observateurs de l'OSCE, qui ont noté de «sérieuses irrégularités» dont «des cas de bourrage d'urnes» et un «environnement restrictif» pour les médias.

Si 22 personnes avaient annoncé leur volonté de se présenter à l'élection, seuls trois autres candidats étaient en lice, dont un a déclaré avoir voté pour le président sortant. Quelques jours avant l'élection, un conseiller de Nazarbaïev avait annoncé que le président allait gagner avec... 95,5% des suffrages. Lors de la campagne de 2005, l'ancien ministre et principal opposant de Nazarbaïev, Zamanbek Nurkadilov, a été retrouvé mort à son domicile, gisant avec deux balles dans la poitrine et une dans la tête. La justice avait conclu à un suicide pour raisons familiales.

Mais Nazarbaïev est soutenu par la communauté internationale, qui applaudit la santé économique du Kazakhstan, encore un pays riche en ressources naturelles. Catherine Ashton, la chef de la diplomatie de l'Union européenne, a félicité «le peuple du Kazakhstan pour avoir exercé ses droits démocratiques à l'élection présidentielle». En 2010, dans une lettre où il lui souhaite bon anniversaire pour ses 70 ans, Nicolas Sarkozy vante «un des pays les plus développés de l'espace postsoviétique» et se réjouit de la prochaine visite de son «cher ami» Nazarbaïev, à qui il a décerné la grand-croix de la Légion d'honneur à Paris.

2- Bachar el-Assad (Syrie), 97,6%

Bachar el-Assad a été réélu en 2007 pour un second mandat de sept ans au cours d'un référendum boycotté par l'opposition, qui estimait que les Syriens devraient pouvoir choisir l'homme qui les gouverne. Plus de 11 millions de personnes ont voté pour le «oui», contre 19.653 pour le «non» et autour de 253.000 votes blancs, avec un taux de participation de 96%. Le ministre de l'Intérieur a déclaré lors de l'annonce des résultats: «Ce grand consensus montre la maturité politique de la Syrie et l'éclat de notre démocratie.»

Un avis pas vraiment partagé par un porte-parole du Département d'Etat américain de l'époque: «Je pense qu'il est assez difficile de dire qu'une élection est libre, juste et crédible quand il n'y a qu'un candidat, et que ce candidat reçoit 98% des votes. [...] Je suis sûr que le président Assad se prélassait dans l'éclat de sa capacité à n'avoir battu aucun candidat et à continuer de sa mauvaise gestion de la Syrie.»

El-Assad est le plus régulier de nos dictateurs: il avait succédé à son père Hafez el-Assad à la mort de ce dernier en 2000 sur un score de 97,29%. Âgé de 45 ans, il est également un des plus jeunes.

1- Ismail Omar Guelleh (Djibouti), 100%

C'est le dictateur le mieux élu du monde, avec un score imbattable de 100% des suffrages lors de l'élection présidentielle du 8 avril 2005. Comme Bachar el-Assad, Guelleh a opté pour la méthode infailible: il était le seul candidat à sa réélection. Les partis de l'opposition ont boycotté l'élection à la suite du refus du pouvoir de réformer le système électoral pour le rendre plus transparent, la décrivant comme «ridicule, truquée et en pacotille». Le candidat de l'opposition, Mohamed Daoud Chehem, ne s'est pas présenté parce qu'il manquait d'argent pour faire campagne. Guelleh n'est que le 2e président de l'histoire de Djibouti, ancienne colonie française, depuis l'indépendance du pays en 1977. Il avait lui aussi succédé à un membre de sa famille, son oncle Hassan Gouled Aptidon, en 1999 en remportant «seulement» 74% des voix. Mise à jour: Le parlement a récemment voté une réforme constitutionnelle pour permettre à Guelleh de se présenter une troisième fois en 2011 (la limite était fixée à 2 mandats jusque là).

Méthode

Certains régimes ne s'embarrassent pas de simulacres de démocratie. Il y a ceux comme le Maroc ou le Swaziland qui ont des rois. Dans d'autres pays c'est le parlement qui élit le Président, tandis que dans les pays communistes comme la Chine, la Corée du Nord, Cuba ou encore le Vietnam, c'est le parti qui se charge en petit comité de décider qui gouverne. Ces pays n'entrent pas dans ce classement.

Les dirigeants qui ne sont pas à la tête de régimes autoritaires ne sont pas davantage inclus. Pour comparaison, l'ancien président français Jacques Chirac aurait fait bonne figure avec ses 82,21% au deuxième tour de 2002.

Les sources utilisées dans l'article sont insérées dans le texte sur les mots correspondants. Les résultats des élections sont les résultats officiels publiés par les autorités compétentes dans chaque pays, et vérifiées sur la base de données Election Guide mise à jour par l'International Foundation for Electoral Systems, une ONG qui promeut la stabilité démocratique à travers le monde.

Article de lepost.fr du 6 avril.

Gasland, docu explosif sur le gaz de schiste (07.04)

Quand on voit un Américain approcher son briquet de l'eau de son robinet et déclencher une énorme flamme, on se dit que quelque-chose ne tourne pas rond. Quand on voit l'expérience se renouveler dans différents foyers près des puits de forage, on se dit qu'il y a vraiment un problème. Et quand on entend un maire dire qu'un "*type fera sauter son village*" un jour en faisant un barbecue, on prend peur.

Ce documentaire a été réalisé par un Américain, Josh Fox, qui n'était pas, a priori, destiné à réaliser ce type d'enquête. Metteur en scène de théâtre et réalisateur de fiction, il est tombé dans les gaz de schiste par hasard. Son père a reçu une lettre d'une compagnie gazière qui proposait d'exploiter un gisement qui traverse les sous-sols de son terrain, moyennant un chèque à cinq zéros. "*Vous remarquerez à peine notre présence*", promet-elle.

Une proposition alléchante à laquelle son père lui a demandé de "*jeter un œil*". Chose qu'il a faite pendant un an et demi. Durée pendant laquelle il a sillonné les Etats-Unis découvrant au fur et à mesure un scandale sanitaire, environnemental et politique.

Josh Fox a rencontré des familles (et des animaux) qui sont tombés malades en buvant l'eau du robinet. Le silence a longtemps été la règle puisque ces foyers ont souvent accepté un règlement à l'amiable par le versement d'indemnités en échange d'une interdiction de témoigner dans les médias. Plus de 450.000 forages ruinent le sous-sol américain.

Le réalisateur raconte aussi comment en 2005, l'administration Bush a passé une loi sur l'énergie qui exempte la fracturation hydraulique (utilisée pour l'extraction des gaz de schiste) d'une nouvelle loi sur l'environnement. Les entreprises ne sont même pas contraintes de révéler au public l'intégralité des produits chimiques utilisés. Question de protection de secrets industriels. Et cerise sur le gâteau, on apprend que l'un des rapports qui a blanchi l'extraction de gaz de schiste a été dirigé par Dick Cheney, ancien PDG d'Halliburton, l'un des géants du pétrole aux Etats-Unis.

Et en France ?

En mars 2010, des permis d'exploration pour le gaz de schiste ont été signés, suscitant une forte mobilisation dans le sud de la France d'abord. Puis la protestation n'a cessé de progresser.

Le groupe PS et le président du groupe UMP de l'Assemblée nationale ont même déposé vendredi une proposition de loi visant à interdire l'exploitation de gaz de schiste et à abroger les permis déjà accordés.

Le premier ministre François Fillon a prolongé et élargi le 11 mars le moratoire sur la recherche et le forage de gaz ou d'huile de schiste, en attendant la remise fin avril des conclusions de diverses missions d'information, dont une créée par l'Assemblée.

L'ancien ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo a annoncé lundi avoir déposé une proposition de loi à l'Assemblée nationale pour "*donner à l'Etat les moyens d'interdire la recherche et l'exploitation immédiates*" des gaz et huiles de schiste. Le même Jean-Louis Borloo qui avait signé en mars 2010 des permis d'exploration sans s'en vanter...

Le film sort mercredi en salle et les abonnés Canal + peuvent le voir toute la semaine en rediffusion.

Article de Rue89 du 6 avril.

Avec les insurgés de Misrata, au cœur de la révolution assiégée. (07.04)

Misrata est la dernière ville tenue par les insurgés dans l'ouest de la Libye, et subit les assauts répétés des forces loyales à Mouammar Kadhafi. « En route », un blog tenu par de jeunes Français présents sur place, solidaires de la révolution libyenne, raconte le soulèvement, les espoirs, et les cauchemars des insurgés de Misrata aujourd'hui menacée de tomber entre les mains des forces loyalistes.

(De Misrata, Libye) Le 17 février, alors que la katiba (préfecture) de Benghazi tombe aux mains des insurgés, une petite foule de partisans khadafistes parcourt encore tranquillement les rues de Misrata, munie de mégaphones, agitant des drapeaux verts et des portraits du « Guide ». Ils s'efforcent de manifester un semblant de normalité quand, partout dans l'est, les positions du pouvoir sentent déjà le brûlé.

Mais, le 19 février, 500 étudiants de Misrata sortent dans les rues pour protester contre les tirs sur la foule qui ont eu lieu à Benghazi. La manifestation est attaquée dès le matin, à main nue ou à coups de gourdins par des kadhafistes. Dans l'après-midi, les esprits s'échauffent, l'armée se déploie et tire au 14.5 sur la foule. Il y a un mort du côté des manifestants.

Le lendemain, environ 20 000 personnes envahissent le cimetière pour enterrer le jeune garçon. Une fois la cérémonie terminée, la foule marche sur le centre-ville, avec des bâtons en guise d'armes et attaque systématiquement tous les symboles du régime. C'est le ravage des quelques « lenjen toria », sortes de bureaux du parti « révolutionnaire » kadhafiste, et comme un peu partout en Libye, le départ précipité vers Tripoli d'une large frange des militaires – ce qui fournit aux insurgés leurs premières et seules armes.

Le problème d'armement des insurgés

Il faut savoir que Misrata, à 200 km à l'est de Tripoli, était considérée comme une ville commerciale, très calme et exempte d'agitation politique, à l'inverse de Benghazi, lieu de résistance où les forces khadafistes étaient armées en conséquence. Ici, on connaissait même très peu les potentielles caches d'armes.

Ce n'est qu'il y a deux semaines, quand des explosions se faisaient encore entendre six heures après le bombardement de l'aéroport par la coalition, que les gens ont compris où elles se trouvaient concentrées.

Dès les premiers jours, le chef local des forces spéciales de Kadhafi promet à la population qu'il ne donnera pas l'ordre de tirer sur la foule. Il est arrêté et emmené à Tripoli avec sept autres personnes. La katiba et ses stocks de munitions restent aux mains du pouvoir.

Si le problème de l'armement des insurgés se fait encore sentir aujourd'hui dans la guerre asymétrique qui se livre ici, ce n'est rien au regard des premières offensives loyalistes pour reprendre la ville. La population était alors quasiment désarmée. Leurs principaux moyens de lutter contre les premiers tanks qui entraient en ville étaient largement improvisés.

A plusieurs, ils couraient sur les blindés, armés de cocktails molotov et de gélatines – grenades artisanales traditionnellement utilisées pour la pêche, dont la puissance varie en fonction de la taille de la boîte de conserve qui conditionne l'explosif.

A ce moment-là, la victoire est une affaire de détermination et d'ingéniosité face aux colonnes constituées principalement de mercenaires étrangers, fortement armés mais désavantagés par leur méconnaissance du terrain. (Voir ces images amateur diffusées par Euronews il y a deux semaines)

La présence de mercenaires étrangers

Le plan militaire qui se déploie ici n'est pas autre chose que la fortune de Kadhafi qui achète sa vengeance. Depuis le départ, les milices sont composées de mercenaires étrangers. L'arrivage massif de ces « soldats », en provenance de divers pays, est permanent, soit parce qu'il est organisé par Kadhafi, soit parce que c'est le nouveau plan thune des tueurs professionnels : des bureaux de recrutement au Tchad et au Mali, cet appel satellite intercepté d'un sniper serbe invitant ses potes au pays à le rejoindre ici.

Pour aligner des civils dans un viseur, la rémunération peut aller jusqu'à 10 000 dinars (5 800 euros) par jour. On parle aussi des quartiers pauvres ou des villes défavorisées du sud dans lesquelles les pro-Kadhafi recrutent des Libyens qui, au cours des premières semaines, ont grossi les effectifs des milices ou servent maintenant à manifester devant des caméras en agitant le drapeau vert.

Les sommes d'argent et les promesses d'emplois hauts placés que le clan Kadhafi est capable de proposer créent une méfiance diffuse, égale à la peur des espions. Même s'il nous est difficile de saisir toutes les tensions, cette méfiance ne semble pas produire une ambiance délétère, ni nuire aux liens entre les révolutionnaires.

Le troisième jour, la plupart des gens avaient déjà déserté leurs postes de travail. Une sorte de démobilisation générale s'est installée parce que l'Etat comme instance de gestion avait déjà disparu ou, en tout cas, il n'était plus question de le reconnaître.

Des assemblées populaires pour l'organisation

Des assemblées se sont formées sur la place centrale de Misrata, là où convergeait la foule. S'y est posée immédiatement la nécessité de s'organiser pour la nourriture, l'eau, l'électricité, l'argent, autant que pour combattre. Ceux qui poussaient à la création de « conseils » pour coordonner les initiatives venaient pour une bonne partie du milieu judiciaire (avocats, juges...). Ce sont eux qui ont poussé les banques à réouvrir quelques jours la première semaine pour que soit distribué l'argent.

Suite à la création de ces conseils locaux, il y a eu la volonté d'une coordination à l'échelle nationale, ce qui deviendra le Conseil national de transition. Cette instance est donc aussi composée de délégués des conseils locaux. Par exemple, il y a deux personnes de Misrata présentes au CNT de Benghazi.

Depuis la première semaine, sur les plans politiques et existentiels, la ville est acquise à la révolution. Il faut la bêtise d'un adepte de la propagande télévisée d'Etat ou la distance d'un journaliste occidental pour se perdre encore en conjectures et croire que quelque chose puisse encore ici tourner politiquement en faveur de Kadhafi. On ne voit pas bien en quoi consisterait maintenant pour le pouvoir le fait de « reprendre Misrata », sauf à en éradiquer purement et simplement la population.

La stratégie de siège de Misrata

La disposition des forces kadhafistes, sur trois secteurs importants, encercle Misrata et en empêche l'accès par voie terrestre. De ces trois points et de l'occupation de Tripoli Street, des incursions sont régulièrement effectuées ou tentées plus en avant dans la ville.

La stratégie des forces kadhafistes consiste en une politique de la terreur : pénétrer dans certains quartiers pour les piller, enlever des habitants ou les tuer.

Elle prend aussi la forme de bombardements, de tirs tactiques ou de prises de positions pour priver la population de ses ressources : la nourriture, l'électricité, le pétrole, l'argent, le matériel médical, les moyens de communication.

Depuis Zlitan, le long de la route côtière, des pièces d'artillerie lourde, des tanks et des BMB (blindés de transports de troupes) sont retranchés dans une zone forestière à une dizaine de kilomètres de Misrata.

Les mouvements depuis cette zone sont à découvert. Ils tentent régulièrement des percées dans la ville afin de se réfugier dans les immeubles pour pouvoir tenir une position à l'abri des tirs de la coalition. Jusque-là, les « shebabs » (combattants) ont toujours réussi à les faire reculer.

Au sud, les forces kadhafistes sont concentrées depuis Tamina jusqu'aux abords de la base militaire de l'aviation, bombardée deux fois par l'Otan. Depuis cette position, les troupes de mercenaires s'assurent le contrôle des accès sud de la ville (intersections des portes sud et de la Highway) et procèdent à des incursions.

Au croisement de la Highway et de Benghazi Street, les blindés enfoncent les façades des magasins et des cafés pour se mettre hors de vue dans les bâtiments lors des passages des avions de la coalition. Leurs mouvements sur la Highway coupent la ville de toute la zone qui s'étend au-delà, concentrant la plupart des fermes de la région, et donc la majeure partie de la (faible) production agricole locale.

Les forces loyalistes se sont particulièrement attachées à couper l'alimentation en électricité des exploitations et à en rendre l'accès depuis la ville particulièrement suicidaire.

Le port de commerce, nœud stratégique

A l'est, la zone qui s'étend du sud-est de Misrata jusqu'au port Quasr Hamad essuie continuellement des tirs d'artilleries, des pillages ou des tentatives d'attaques sur les entrepôts de stockage. Ce port de commerce est une immense zone industrielle devenue le nœud stratégique local dans le déroulement des hostilités puisqu'elle sert encore de grenier à la ville.

L'attaque du vendredi 2 avril par un tank et un groupe de voitures, mise en échec par l'intervention largement médiatisée de la coalition, y visait des entrepôts de sucre et de farine. Les premiers ont complètement cramé. Cette opération faisait suite à de multiples tentatives au cours des semaines précédentes, toujours plus ou moins limitées par les contre-attaques des shebabs.

Dans cette zone se trouvent également la dernière centrale électrique encore fonctionnelle de Misrata, ainsi que les réserves de pétrole, encore conséquentes, qui servent autant à la circulation des shebabs qu'à produire l'électricité de la ville. La deuxième centrale – située à Karsas au nord-ouest – a été détruite, il y a trois semaines, privant la moitié de la ville non seulement d'électricité mais aussi d'eau puisque le pompage direct des nappes phréatiques en dépend. D'autres points du circuit électrique sont aussi régulièrement touchés, comme les boîtiers électriques des quartiers.

Le centre-ville : il y a un peu plus de deux semaines, les forces loyalistes ont réussi une incursion dans le centre de la ville. L'opération rassemblait 700 hommes, une quarantaine de tanks et autres engins d'artillerie. Les shebabs ont été tenus en échec.

Depuis, l'occupation de Tripoli Street par les forces kadhafistes paralyse la colonne vertébrale du centre-ville marchand. Les snipers ont pris position sur les plus hauts buildings. Huit blindés ont été positionnés entre le principal hôpital de la ville et les abords d'un gros supermarché et du marché à légumes qui pouvaient, il y a un peu encore, pourvoir en nourriture.

Les anciens locaux de la radio et ceux de la télévision locale, en retrait de la rue principale, sont endommagés et l'accès y est difficile. Leurs locaux ont été déménagés dans des endroits plus protégés et inconnus des forces kadhafistes.

Ici, tous s'appellent « shebab »

Pour désigner les combattants, les journaux occidentaux parlaient des « shebabs » (littéralement, « les gars »). Or, ici, tous s'appellent « shebab ».

Il y a ceux qui affrontent physiquement, avec ou sans armes, l'ennemi, et ceux qui s'attèlent, sous plusieurs autres formes, plus ou moins chaotiques, à rendre cette guerre habitable et victorieuse. Se nourrir, circuler, communiquer, se soigner, se défendre sont devenus des pratiques offensives.

A Misrata, plus particulièrement qu'ailleurs, la guerre n'a pas pris la forme d'un front rangé contre l'ennemi et un d'un arrière mobilisé dans une économie de guerre performante et organisée par une instance centralisée.

Dès le 20 février, les habitants sont sortis dans la rue, ont déserté leur travail et ont cherché à remplir le vide laissé par l'attaque des administrations du régime de Kadhafi. Des rassemblements se sont improvisés, des appels à s'organiser se sont succédés. [...]

Localement, la seule instance qui influe sur le cours de la guerre est le conseil local. Le rôle de coordination matérielle (organiser la distribution de la farine, du fuel, chercher à répondre aux besoins des hôpitaux, etc.) que cette instance endosse intervient seulement quand les besoins ne peuvent pas être résolus directement par les habitants, soit pour une question d'échelle (les hôpitaux), soit parce que ceux-la ont dû quitter leurs quartiers.

Par exemple, ici, les familles ont en grande partie quitté les zones adjacentes à Tripoli Street depuis le début de son occupation par les forces loyalistes, il y a deux semaines. Le ravitaillement des shebabs qui y tiennent position passe alors par la coordination du conseil local : ses membres s'assurent que des familles préparent de la nourriture et que des munitions soient disponibles.

Pourtant, à Misrata, le conseil local est loin d'incarner l'autorité en matière de décisions et d'initiatives. Il ne peut pas prétendre remplir la béance ouverte par la destitution de l'ancien régime. D'abord, il n'y a pas l'assise d'une opposition politique qui pourrait se poser comme leader de la révolution. Ensuite, le conseil local est spontanément limité par la détermination et les savoir-faire des uns et des autres.

Dans Misrata, une nouvelle répartition des rôles

La majeure partie de la population a cessé d'aller travailler et, dès le 21 mars, il n'y avait plus d'activité économique dans Misrata. Les habitants se sont rendus disponibles à la révolution en revêtant de nouveaux rôles qu'ils se sont eux-même attribués.

Le maître de conférence qui s'attèle à gérer le point Internet de la ville, l'ancien militaire qui devient capitaine de bateau, l'étudiant en médecine qui part combattre, les bandes de gamins du quartier qui tiennent des check-points toute la nuit, le propriétaire d'une pelleuse qui passe dans les rues pour former des barricades de sable...

En ce qui concerne les tâches plus amples, l'organisation repose sur l'initiative commune d'habitants d'un même coin. Pour les déchets, par exemple, ils s'organisent entre eux pour les rassembler, les incinérer à ciel ouvert ou bien s'en servir comme combustibles pour se défendre. Très rapidement aussi, ils ont compris que certains lieux devaient continuer à fonctionner pour répondre aux besoins créés par cette guerre.

La panique ne semble jamais avoir gagné les foules dans la destruction et le pillage de ce qui pouvait servir à tenir dans la durée. Certains lieux stratégiques n'ont donc jamais cessé leur activité, comme les dépôts de stocks issus de l'importation et ceux contenant le fuel pour en permettre la distribution. Les centrales électriques en font aussi partie. En leur sein, le travail ne fonctionne plus comme à l'ordinaire.

A défaut d'autres moyens de communication, on se tient au courant des coupures d'électricité par des messages diffusés au cours des émissions de radios locales. Les techniciens, plus ou moins improvisés, se rendent sur place, en prenant parfois beaucoup de risques, constatent les dégâts des compteurs attaqués ou des lignes sectionnées et font savoir aux habitants, toujours par la radio, le temps nécessaire aux réparations.

Les banques ont d'abord été forcées d'ouvrir trois jours par semaine pour distribuer l'argent. Les forces kadhafistes se sont alors postées devant.

Une société sans argent

L'argent n'est donc plus une nécessité pour acquérir les produits : ceux qui en ont encore paient, et les autres allongent des ardoises qui n'ont plus vraiment de sens, aucune activité n'étant plus rémunérée par un salaire.

Très vite, les magasins ont été réouverts pour rendre accessibles les produits vitaux. Certains possèdent des petits potagers et ont encore quelques bêtes à se mettre sous la dent. D'autres risquent leur vie en traversant des grandes artères pour acheminer de la viande et des légumes depuis les fermes du sud de Misrata, afin de les redistribuer en centre-ville. C'est ainsi qu'on peut voir aux abords de certaines rues des foules faisant la queue devant une camionnette de légumes.

Les camps de réfugiés sont la face obscure de cette organisation. Ils sont plusieurs milliers à s'être rassemblés dans la zone portuaire de Qasr Ahmad. Ils répètent que cette guerre n'est pas la leur. Leur passivité dans le conflit les réduit à subir les pires conditions, sans pouvoir faire autre chose qu'attendre la nourriture, les médicaments, le bateau qui les sortira de Libye. L'arrivée prochaine d'organisations humanitaires trouvera là un misérable chaos dans lequel elle saura s'engouffrer, tandis qu'ailleurs, elle mettra sûrement fin à l'ingéniosité des habitants.

Il n'y a pas de centralisation de l'information mais plusieurs outils pour la faire circuler. Il y a la radio qui informe localement et nationalement mais aussi l'imam du quartier qui informe du besoin de telle ou telle famille et est en mesure de trouver telle ou telle personne pour y répondre.

Ces derniers outils ne fonctionnent pas seulement pour répondre à des besoins, c'est aussi un moyen de s'adresser aux ennemis. Par exemple, l'« avertissement aux mercenaires » tourne en arabe, en français et en anglais à la radio. Le piège des snipers

On nous raconte aussi qu'il y a une semaine, des habitants s'étaient adressés à des snipers logés dans un immeuble via le minaret de la mosquée. Le message adressé était à peu près celui-ci :

« Si vous vous rendez et déposez les armes de vous-mêmes, vous ne serez pas faits prisonniers. Si vous acceptez, tirez trois coups. »

Au deuxième coup de feu tiré en l'air, les gens sont sortis dans la rue pensant avoir remporté la reddition des snipers, mais le troisième coup et les suivants furent pour la foule.

Les rues et les bâtiments sont aussi occupés d'une nouvelle manière. A chaque intersection, un check-point a été installé. Ce sont des barrages pour contrôler l'accès dans les quartiers et pour multiplier les remparts à une possible incursion des forces kadhafistes.

On peut y être contrôlé sommairement, avec ouverture de coffre et vérification des cartes de rebelles. Ces cartes ont été éditées par le CNT et distribuées aux shebabs. Elle porte la date du fameux 17 février et on peut y lire toutes sortes de fonctions improvisées. Par exemple, un jeune étudiant en médecine se retrouvera docteur.

La circulation permanente des voitures aux check-points permet la transmission d'informations sur la sécurité de telle ou telle zone. Certains barrages sont faits de bric et de broc, d'autres sont devenus de véritables lieux de vie. Pour s'abriter, des tentes sont montées sur les trottoirs ou bien ce sont des conteneurs ramenés du port commercial qui sont posés sur la route, autant pour réduire les voies que pour y mettre de quoi cuisiner, quelques matelas et une télévision branchée sur Al Jazeera.

A certains check-points, il y a des détails qui révèlent le plaisir que les shebabs prennent à les installer, les penser, les améliorer. Le nombre des équipes varie, c'est aussi bien des vieux que des jeunes, en général peu armés.

Les équipes se relaient par tranches horaires et elles se forment à partir des habitants des rues à proximité. Il ne semble pas y avoir de coordination formelle entre les différents check-points. Pourtant, le même genre de matériel se trouve partout et, toute la journée, on voit des types qui transportent du sable, remplissent des sacs avec ou le répartissent en tas sur les routes.

Quant aux bâtiments, beaucoup ont été réquisitionnés et reconvertis selon les moyens et les besoins : un local de radio, trop proche de Tripoli Street, s'est improvisé dans un préfabriqué branché à une grosse antenne et couvre toute la Libye, une école s'est transformée en centre de communication Internet, un magasin est devenu un dépôt de nourriture.

Article de liberation.fr du 6 avril.

A Besançon, des lacrymos contre les parents d'élèves. (07.04)

Lacrymos contre casseroles et cuillères en bois. A Besançon, une manifestation de parents d'élèves contre la suppression de postes d'enseignants a pris une étonnante tournure ce mercredi en fin de matinée.

A l'appel de la FCPE (fédération des conseils de parents d'élèves) et du réseau «*Ecoles en danger 25*», qui regroupe des parents mobilisés du département, environ 500 parents, enseignants et lycéens se sont retrouvés sous les fenêtres du rectorat avec cuillères et casseroles, l'objectif étant de faire un «*boucan d'enfer*». Les y attendaient six policiers, bientôt rejoints par des CRS, selon les témoins, ce que réfute la préfecture.

«L'ambiance était bon enfant, quand un car est passé dans cette rue plutôt étroite et il y a eu un mouvement de foule. J'ai entendu "mais vous êtes fous ! Il y a des enfants!" Et j'ai vu les gens tousser et pleurer», raconte Isabelle Cauwet, de la FCPE du Doubs, venue à la manif avec ses deux filles de trois et six ans.

Lionel, dont l'école de ses enfants perd une classe à la rentrée, avait son fils de deux ans dans les bras et son autre de quatre ans à la main quand «*la police a dégainé les lacrymos, dans le tas, sans sommation, alors qu'ils voyaient très bien qu'il y avait quinze-vingt gamins devant eux*». Résultat, son plus jeune fils «*s'est retrouvé pris de tremblement, les yeux tout rouges*».

Au cabinet du préfet de Franche-Comté, on se défend en expliquant que les forces de l'ordre, comprimées contre le rectorat par la foule déplacée par le passage du fameux car, n'ont pas eu le choix: «*Douze à quinze manifestants très remontés ont alors refusé de reculer. Un des six policiers présents devant ces portes a été contraint de faire usage de son aérosol d'autodéfense à deux reprises pour se dégager et assurer sa propre sécurité. Le calme est revenu immédiatement.*»

Comme les autres manifestants, Lionel ne s'explique pas la réaction des forces de l'ordre «alors que nous n'avions vraiment rien de menaçants. Il y avait bien un dizaine de jeunes anarchistes, mais vraiment pas belliqueux». D'un policier à qui il réclame des explications, il s'entend répondre «vous n'aviez qu'à pas utiliser les enfants comme bouclier humain», rapporte-t-il.

«L'usage de la force par la police ne pouvait absolument pas être justifié par une quelconque menace ou pression des manifestants sur le portail du rectorat. Tout était calme avant les coups de matraques dans les jambes, les bousculades et l'utilisation du gaz», s'étonne l'Est républicain, qui relate l'affaire, aussitôt dénoncée par les représentants locaux du PS et Europe Ecologie - les Verts Franche-Comté comme le signe de «*la fébrilité d'un pouvoir qui tente à tout prix d'imposer sa destruction du service public et qui n'a plus que la force et le silence obstiné à opposer aux revendications*».

Commentaire.

Camarades, inscrivez-vous dans des centres de tir pour obtenir le droit d'acheter et détenir légalement une arme, elle vous sera bientôt utile... Excusez-moi mes doigts sur le clavier ont devancé ma pensée... Vous pouvez aussi vous en procurer une dans les banlieues ouvrières à un prix préférentiel. Aujourd'hui Sarkozy tire des obus sur les partisans du président élu de Côte-d'Ivoire, demain il les tirera contre ceux qui marcheront contre son régime pour le renverser.

Quelle horreur mon dieu ! On en connaît qui en font déjà des cauchemars, on vivait si bien sous la Ve République, pas celle que Sarkozy veut "réformer", mais aujourd'hui 7 avril 2011, n'est-ce pas monsieur Gluckstein ?

Article du figaro.fr du 6 avril.

Wauquiez et Bertrand veulent associer les syndicats aux décisions de Bruxelles. (titre du site) (07.04)

(Titre du figaro.fr : *Social : Wauquiez et Bertrand écrivent à Bruxelles*)

Les ministres veulent que les syndicats soient plus associés au « semestre européen » défini par l'UE.

Un plaidoyer pour le dialogue social européen. Les ministres français Laurent Wauquiez (Affaires européennes) et Xavier Bertrand (Travail et Emploi) vont envoyer « d'ici à 10 jours » une lettre à Laszlo Andor, le commissaire européen aux Affaires sociales, pour demander « que les partenaires sociaux soient pleinement associés à la définition des priorités de l'Union dans le domaine économique et social ». Avec copie à Michel Barnier, son homologue au Marché intérieur et ex-ministre français de l'Agriculture.

« Les partenaires sociaux doivent être consultés plus en amont sur les dossiers, dans le cadre du semestre européen », justifie Laurent Wauquiez, qui a réuni mardi soir au Quai d'Orsay des représentants des centrales syndicales et des organisations patronales pour leur expliquer sa position. « On a des intérêts communs à défendre au niveau européen: des services publics et des emplois de qualité, l'investissement dans les infrastructures... », poursuit-il.

À l'origine de ce courrier commun avec Xavier Bertrand, que Le Figaro s'est procuré, la fronde des syndicats et du patronat européens après l'adoption le 25 mars par les chefs d'État de l'Union du « pacte pour l'euro ». Selon eux, ce projet « élaboré sans concertation » institutionnalise des préconisations les concernant directement. Comme la modération salariale, la maîtrise des dépenses publiques ou le report de l'âge de départ à la retraite. « Les procédures de consultation des partenaires sociaux gagneraient à être repensées », concèdent ainsi les ministres français dans leur lettre.

Des thématiques ciblées

Parmi les quatre pistes d'association « informelle » à l'étude, la Commission pourrait par exemple échanger avec les partenaires sociaux européens avant de rendre publique sa communication sur l'examen annuel de la croissance en intégrant « leurs observations et leurs grilles d'analyse à ses propositions ». Bruxelles pourrait encore travailler avec eux à « une vision commune des priorités des réformes structurelles du marché du travail à mettre en œuvre », en ciblant un petit nombre de thématiques prioritaires. Comme « la portabilité des droits à la retraite d'un pays à l'autre », propose Laurent Wauquiez.

Commentaire.

Le corporatisme à l'échelle européenne. Logique, normal, prévisible, pour ainsi dire inévitable, non ? Les syndicats n'ont-ils pas adhéré à la CES qui est une émanation de l'UE, n'ont-ils pas déjà par là décidé sciemment de se soumettre à la dictature du capitalisme financier ? Une question de degré nous dira-t-on, d'accord, il n'empêche que lorsqu'on commence par mettre le doigt dans l'engrenage de la collaboration de classes, on finit toujours un jour par y passer la main et puis le corps tout entier.

On connaît très bien les arguments des opportunistes de tous poils pour justifier leur collaboration avec les appareils pourris des syndicats depuis plus d'un demi-siècle, en fait se faire une place au sein de ces appareils, il s'agissait selon eux d'éviter que le pire ne se produise, et voilà qu'on s'aperçoit, pardon que certains s'aperçoivent aujourd'hui que cet argument était foireux et qu'ils n'ont pas pu l'éviter. Une autre stratégie politique était possible, révolutionnaire cette fois, mais ils n'ont jamais voulu en entendre parler. Ils portent tous donc la responsabilité de la situation actuelle.

Ils ont déserté le cours historique du développement ou de l'évolution du capitalisme mondial qui devait un jour ou l'autre précipiter sa chute pour peu qu'on y ait préparé la conscience politique de la classe et qu'on l'ait organisée dans cette perspective, ils ont préféré mener le combat sur un autre plan plus confortable et soutenir le courant des masses subordonnées au capitalisme qui les portaient naturellement à consolider le pouvoir des appareils sur le mouvement ouvrier et le prolétariat, il faut dire qu'aller à contre-courant de ce mouvement nécessitait audace et courage, qualité qui ont fait le plus défaut à nos dirigeants depuis la mort de Trotsky.

Article de JDF et lepress.fr du 9 avril.

Forte mobilisation chez Carrefour pour des augmentations de salaire. (10.04)

Après avoir craint hier que leur appel à la grève ne tombe à plat, suite à l'annonce de dernière minute par la direction d'une réouverture des négociations salariales, les syndicats se félicitent d'une mobilisation largement suivie ce samedi.

Les salariés des hypermarchés du groupe de distribution étaient en effet appelés par quatre syndicats à faire grève ce samedi, pour protester entre autres choses contre les hausses salariales pour 2011, jugées insuffisantes. L'appel avait été lancé fin mars par la FGTA-FO, syndicat majoritaire chez Carrefour (avec plus de 45% de représentation), et soutenu par le CGT, la CGC et la CFDT.

Au total, les employés français du groupe de distribution sont venus en masse manifester aux abords des magasins en ce jour traditionnel de grande affluence dans les hypermarchés. Selon les estimations des syndicats, le mouvement est très largement suivi (de 50 à 85% des grévistes) dans 130 des 203 hypermarchés du groupe. Plus d'une trentaine de sites seraient totalement bloqués, les salariés empêchant les accès des grandes surfaces. Même quand celles-ci ne sont pas totalement bloquées, les taux de grévistes vont de 30% à 85% selon les estimations de Dejan Terglav, secrétaire général de la FGTA-FO rapportés par l'AFP. «*Les régions les plus mobilisées sont le Nord, la Bretagne et le Centre*», précise le syndicaliste. Contactée, la direction de Carrefour n'a pas confirmé ces chiffres, procédant toujours à un état des lieux de la mobilisation, et assurant que tous les hypermarchés étaient ouverts.

"*Certains sont ouverts, mais il n'y a qu'une caissière*", a ajouté Terglav Dejan en affirmant que le mouvement s'annonçait "*comme un succès sans précédent*". "*C'est un mouvement qui s'annonce assez mémorable. Il est largement suivi*", a renchéri Franck Gaulin, délégué syndical central de la CGT.

Les grévistes ont parfois érigé des barrages de chariots pour entraver l'accès aux magasins, ou aux parkings, laissant passer les seuls piétons auxquels ils distribuaient des tracts. Ainsi, dans les Bouches-du-Rhône, ils bloquaient les entrées de parkings, selon une responsable FO, Dominique Beltrand. "*A Aix-en-Provence, le magasin est mort*", précisait-elle dans la matinée. Ailleurs, comme à Illzach-Mulhouse (Haut-Rhin), ils empêchaient aussi la réception des marchandises. A Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), une centaine de salariés ont manifesté devant l'établissement, prévenant les clients qu'ils s'exposaient à une longue attente aux caisses, "*tenues par les cadres*" du magasin, selon Marc Zeiller, du Syndicat des commerces et services.

Les représentants syndicaux anticipaient hier matin un taux important de mobilisation des salariés. Un fait rare, dans un groupe peu habitué aux mouvements sociaux de grande ampleur. «*D'autant que l'annonce de Carrefour de la réouverture des négociations salariales mercredi pouvait dissuader certaines personnes de venir manifester. Mais rouvrir des négociations, ça ne veut pas dire obtenir gain de cause* » insiste Dejan Terglav.

«*C'est un mouvement qui s'annonce assez mémorable* », a confirmé Franck Gaulin, délégué syndical central de la CGT. Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de Force Ouvrière (FO), est venu soutenir le mouvement sur le site du Mans, en grève à hauteur de 80%. «*Les gens veulent une redistribution dans les entreprises. Quand elles n'acceptent pas de faire ça, il reste la grève*», a expliqué le dirigeant syndical, qui réclame également «*un dispositif pour rendre obligatoire la prime de transport dans toutes les entreprises*».

Alors que la direction propose à ses employés une augmentation de 1% des salaires au 1er mars puis une autre augmentation de 1% au 1er octobre, les représentants syndicaux estiment que ces propositions ne couvrent pas l'inflation annoncée de 2%. «*Ça ne représente en réalité que 1% sur l'année*» précise un tract diffusé par la FGTA-FO, qui demande que les augmentations ne soient décidées qu'une fois par an. La promesse du relèvement à 10% (contre 7% auparavant) des remises sur les achats dans les magasins du groupe, ainsi que l'annonce de la réouverture des négociations mercredi prochain, n'auront pas suffi à faire revenir les dirigeants syndicaux sur leur décision.

Car au-delà des salaires, le malaise se fait de plus en plus fort du côté des conditions d'emploi et des nouvelles méthodes de travail depuis l'arrivée à la tête du groupe du suédois Lars Olofsson, en janvier 2009. Au total, la FGTA-FO a chiffré à 10.000 le nombre d'emplois supprimés depuis 5 ans, et dénonce un

«nouveau modèle opérationnel reposant sur le travail de nuit généralisé, une ultra simplification des séquences de travail et une augmentation du stress des salariés».

L'organisation syndicale précise d'ailleurs que les prochaines négociations avec la direction ne porteront pas uniquement sur les salaires et que, même en cas de forte hausse salariale, elle ne pliera pas sur les revendications portant sur l'amélioration des conditions de travail.

Article de slate.fr du 4 avril.

Dominique Ouattara, la Bettencourt ivoirienne. (titre du site)(11.04)

(titre de Salte.fr : *Dominique Ouattara, première dame d'affaires*)

Dominique Ouattara, l'épouse d'origine française du président élu de Côte d'Ivoire, s'est fait un nom dans le monde des affaires. Et tente de s'intégrer dans la société ivoirienne. Portrait.

Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo ont un point commun: ils ont tous deux épousé, en secondes noces, une forte personnalité. Bien avant Laurent, Simone Gbagbo a mené une carrière politique musclée qui l'a conduite à créer le Front populaire ivoirien (FPI). Indépendamment d'Alassane, Dominique Ouattara a su se faire un nom. Ou plutôt trois: Nouvian, son patronyme de naissance, Folloroux, celui de son premier mari, et Ouattara, celui qui lui permet d'accéder aujourd'hui au statut de première dame de Côte d'Ivoire.

Dominique Nouvian naît Française en décembre 1953 à Constantine, en Algérie. Elle épouse le professeur Folloroux en 1973. Le nouveau marié est enseignant au lycée technique d'Abidjan et sa dulcinée débarque en Côte d'Ivoire en 1975. Elle obtient un poste à la représentation locale de l'Organisation des Nations unies. Dès 1979, elle devient Président-directeur général de l'Agence internationale de commercialisation immobilière (AICI). Elle conquiert la Côte d'Ivoire dans le sens inverse des troupes soutenant aujourd'hui son actuel mari. Partie d'Abidjan, elle étend le réseau de l'entreprise aux provinces ivoiriennes, notamment Yamoussoukro, Bouaké, San Pedro et Jacqueville.

En 1989, l'ambitieuse femme d'affaires implante AICI en France: antenne parisienne dans le XVI^e arrondissement, puis lancement, en 1991, d'une agence à Cannes. En 1993, la compagnie s'enrichit d'un cabinet de gestion de syndic de copropriété, Malesherbes Gestion, qui gère plus de deux cents immeubles à Paris. Puis le groupe reprend son expansion sur le continent africain. Il s'installe au Gabon en 2001 et au Burkina Faso en 2006. Il emploie aujourd'hui plus de 250 personnes.

Parallèlement, en 1996, Dominique devenue madame Ouattara est nommée présidente et Chief Executive Officer de la société EJD Inc. Par ce biais, elle acquiert, en 1998, les franchises du coiffeur Jacques Dessange aux Etats-Unis. Le brushing toujours impeccable, elle devient alors président-directeur général du salon French Beauty Services à Washington. Elle est également propriétaire de la marque Nostalgie Afrique. En 2000, à Venise, le prix The Leading Women Entrepreneurs of the World la classe parmi les quarante femmes d'affaires les plus influentes de la planète. La businesswoman Dominique épouse le banquier Alassane Dramane Ouattara (ADO) en 1990. Leurs carrières internationales respectives font des deux tourtereaux un couple riche. Ils possèdent des villas à la Riviera Golf d'Abidjan, à Neuilly ou à Mougins dans le Sud de la France. Ils fréquentent le gotha économique ou politique international. De manière générale, la richesse personnelle d'un nouveau président de la République rassure les populations africaines. Celui qui est repu n'aura pas besoin de se goinfrer du budget national. Mais l'appartenance à la jet set pourrait garder les époux à l'écart du peuple «*d'en bas*». Dominique semble l'avoir compris.

Dès 1998, elle crée la fondation Children of Africa. Elle combine une pincée de gentry allemande et une louche de bons sentiments: la princesse Ira de Fürstenberg est la marraine de la fondation et l'objectif est le «*bien-être des enfants du continent en leur apportant assistance, écoute et affection*». Fauteuils roulants, lots de médicaments, tables d'accouchement et câlins: à s'y méprendre un programme de première dame.

Si Dominique Ouattara ne s'implique pas directement dans la politique, elle séduit tout de même les cercles du pouvoir. Feutrée, d'apparence timide et discrète, elle accepte d'entrer dans la lumière en devenant, en 1989, présidente d'honneur de la Chambre syndicale des syndicats immobiliers de Côte d'Ivoire. Ses détracteurs voient en elle une courtisane, une femme fatale, une Pompadour de la cour du président ivoirien Félix Houphouët-Boigny. Introduite dans le sérail présidentiel, elle gèrera les propriétés du père de la Nation ivoirienne, mais aussi celles de son homologue gabonais Omar Bongo. Elle aurait déployé un lobbying appuyé pour que son futur mari, Alassane Ouattara, accède, en 1988, au poste de gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). ADO deviendra le Premier ministre du vieil Houphouët en 1990.

Si l'épouse d'Alassane Ouattara est une femme d'affaires reconnue, elle est aussi une vraie dame de fer. Même si elle ne s'implique pas directement en politique, elle bénéficie d'une cote d'influence dans les

cercles du pouvoir. séduit tout de même les cercles du pouvoir. D'apparence timide et discrète, elle accepte tout de même d'entrer dans les sphères de décision en devenant en 1989, présidente d'honneur de la Chambre syndicale des agents immobiliers de Côte d'Ivoire. Ses détracteurs voient en elle une courtisane, une femme fatale, une sorte de Pompadour de la cour de feu le président Félix Houphouët-Boigny. Introduite dans le sérail présidentiel, elle gèrera les propriétés du père de la nation ivoirienne, mais aussi celles de son homologue gabonais Omar Bongo. Elle aurait déployé un lobbying appuyé pour que son futur mari, Alassane Ouattara, accède au poste de gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) en 1988. ADO deviendra le Premier ministre du vieil Houphouët en 1990.

Dominique Ouattara sera-t-elle un atout ou un handicap pour le président élu de Côte d'Ivoire? Les débats dans les maquis ivoiriens pourraient s'arrêter sur sa vie privée, ses origines, sa confession religieuse ou son élitisme.

L'Afrique de l'Ouest, encore pudibonde, n'est friande de familles recomposées que dans le monde du show-biz. Mais si le couple Ouattara a eu quatre enfants de premiers lits, Dominique n'est pas divorcée. Elle fut veuve à l'âge de 30 ans. Et c'est aussi en secondes noces que la «*moralisatrice*» Simone épousa Laurent Gbagbo.

La question des origines ne devrait plus être un sujet de débat depuis que la compatriote française de Dominique Ouattara, Viviane Wade, est première dame du Sénégal. Mais Alassane Ouattara fut étiqueté allochtone par les tenants de l'ivoirité, et plus encore qualifié, pendant la campagne électorale, de «*candidat de l'étranger*». Habile, le 27 décembre 2010, l'épouse Ouattara commençait ses vœux de fin d'année par «*à mes frères et sœurs ivoiriens*». Comme la blonde première dame sénégalaise, Dominique ne dédaigne pas s'habiller en pagnes bigarrés, au risque, parfois, d'avoir l'air d'être costumée. Et Gbagbo, lui-même, n'avait-il pas épousé une Française, Jacqueline Chaynes, qui lui donna son fils Michel?

Sur la question de la religion que certains politiciens mal intentionnés tentaient d'instrumentaliser, la nouvelle Première dame démine le soupçon de prosélytisme musulman. Elle est d'origine juive sépharade, réputée proche des milieux israéliens. Elle est de confession catholique. Elle est même parfois surnommée «*Fanta*» par les supporters musulmans de son époux. Œcuménisme au sommet de l'Etat ?

Face aux universitaires Gbagbo, le couple Ouattara incarne la modernité de carrières mondialisées et d'une communication multimédia. Gare à l'élitisme qui pourrait le déconnecter des quartiers «*poto poto*» (boueux).

S'il en est un qui jubile aujourd'hui de voir le couple Ouattara aux portes du palais présidentiel ivoirien, c'est le maire qui les a unis à Neuilly en octobre 1990: Nicolas Sarkozy. Depuis l'élection ivoirienne, il a transpiré maladroitement sur un dossier qu'il ne comprenait pas. Et il ne peut que se réjouir qu'un couple de marxistes populistes cède la place à deux libéraux pur jus, aux carrières brillantes dans la sphère économique. Dominique et Alassane ne font pas tache dans l'univers des Vincent Bolloré et autres Martin Bouygues.

Commentaire. Cet article est complaisant envers le candidat ivoirien du gang du Fouquet's, je n'ai pas reproduit volontairement le dernier paragraphe de cet article le jugeant nauséabond, le voici : "*Pourvu que leur état de grâce ne soit pas d'aussi courte durée que celui de leur ami Sarko*". On comprend mieux de jour en jour pourquoi l'Élysée a choisi Ouattara, tout comme l'UMP et le CAC 40 avait choisi Sarkozy.

Article de slateafrique.com du 8 avril.

Farce électorale au Nigeria. (11.04)

BUJA, Nigeria — Vendredi 1er avril, la veille des élections législatives au Nigeria. A heure de grande écoute à la télévision, Attahiru Jega, président de la Commission électorale nigériane, a averti ses concitoyens que le pays manquait encore «d'un système démocratique stable dans lequel des élections paisibles, libres, justes et crédibles sont normales et considérées comme telles». Cette année, s'est-il engagé, le temps était venu pour le pays le plus peuplé d'Afrique de «faire les choses bien». Il a imploré les Nigériens de se mobiliser et d'aller voter en masse en déclarant: «*Nous ne devons pas échouer.*»

Les pires élections au monde

Moins de 24 heures plus tard, Jega se présentait de nouveau devant le pays, pour annoncer que les élections allaient devoir être repoussées —alors même que le scrutin avait commencé. Du matériel essentiel manquait dans des bureaux de vote, et le scrutin allait devoir attendre le lundi suivant. Mais le dimanche soir, le corps électoral fit une nouvelle déclaration, repoussant tout le programme des élections législatives, présidentielle et des gouverneurs d'État d'une semaine. Les élections censées ne pas se permettre d'échouer partaient sous de bien mauvais auspices.

Les rebondissements électoraux du week-end assènent un coup sérieux aux grandes espérances d'aube nouvelle pour le Nigeria. La transition soi-disant démocratique commencée en 1999, quand s'achevèrent presque deux décennies de dictature militaire avec «l'élection» d'un président, est une mascarade aux yeux de la plupart des Nigériens et des observateurs internationaux, qui ont vu toute une série d'élections (en 1999, 2003 et 2007) passer de franchement mauvaises à scandaleusement frauduleuses et violentes. Le summum fut atteint avec les élections de 2007, que les observateurs de l'UE décrivent comme les pires auxquelles ils aient jamais assisté dans le monde, de leur vie, caractérisées par des vols d'urnes, des bulletins marqués avant l'ouverture des bureaux de vote et un processus de comptage absolument opaque.

L'ordre politique nigérian est plus familier avec le «parrainage» qu'avec la démocratie parlementaire. Les «*big men*», comme on surnomme ici les riches et les puissants, sont aux manettes, financés par des millions de dollars détournés des revenus du pétrole et des projets gouvernementaux. Et tous les autres ne cherchent qu'à se faire parrainer. Les élites nigérianes sirotant du champagne et les rois du pétrole internationaux avec leurs cigares contrastent de façon choquante avec les masses misérables. L'argent du pétrole est utilisé à tout bout de champ pour acheter une paix temporaire dans un pays aussi vaste que fracturé, et les élections ne font pas exception.

Nettoyer et réformer le processus électoral

Cette fois pourtant, ce devait être différent. Le président Goodluck Jonathan, successeur du président Umaru Yar'Adua décédé pendant son mandat en 2010, a joué sa crédibilité à la fois chez lui et à l'étranger sur sa capacité à réformer le processus électoral. Il a promis de nettoyer la très détestée Independent National Electoral Commission (Inec), largement considérée comme un instrument gouvernemental de bourrage d'urnes institutionnel. Jonathan a renvoyé des responsables, mis en place de nouveaux processus et promis un vote crédible.

Les événements du week-end dernier sont gênants pour l'Inec et en particulier pour Jega, récemment loué par Johnnie Carson, secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines des États-Unis, pour avoir nettoyé la commission dysfonctionnelle en à peine dix mois de présidence. Après l'annonce du report des élections, certains éminents groupes de la société civile ont tout de même exprimé leur soutien à Jega, avançant qu'ils craignaient que derrière la façade de confusion logistique ne se cache un sabotage aux mains des élites politiques redoutant le changement de l'ordre en place. En d'autres termes, il est possible que des membres même du personnel de Jega ne l'aient pas informé des gros retards de livraison de matériel essentiel au vote, le laissant dans l'ignorance avant son annonce à la veille des élections avortées du samedi. Le candidat de l'opposition et ancien leader militaire Muhammadu Buhari a déclaré à Reuters que le parti au pouvoir «*a peur de laisser le peuple aller voter*». Jega se retrouve désormais entre l'écorce et l'arbre —en démissionnant dans les semaines qui viennent (comme l'a suggéré la Commission des droits de l'Homme nigériane), il justifierait la thèse des tentatives de l'élite politique de le saper discrètement, mais perdrait

l'occasion de tenter des réformes de plus grande ampleur au sein de la Commission électorale après les élections.

Quoiqu'il en soit, les élections sont imminentes, et il est clair que les résultats du vote de 2011 ne resteront pas sans conséquence. Le Nigeria est un géant sur le continent africain: leader diplomatique lors des crises régionales, de la Libye à la République démocratique du Congo, en passant, plus récemment, par la Côte d'Ivoire. Et, en tant que plus grand producteur de pétrole et de gaz d'Afrique, c'est indéniablement le moteur économique de la région. L'issue de ces élections donnera le ton à rien moins que 27 scrutins programmés sur le continent cette année. Rien de surprenant que l'International Crisis Group ait récemment averti que si les élections nigérianes «n'inversent pas le processus de dégénérescence du droit de vote qui a lieu depuis que le Nigeria est revenu à un gouvernement civil en 1999», l'impact sera sensible localement et sur le plan international.

Tensions Nord-Sud et violences intercommunautaires

Dans la course présidentielle, repoussée désormais du 9 au 16 avril, la dynamique de la politique interne du pays, bouillonnante et potentiellement explosive, est sur le devant de la scène. Jonathan, président sortant et candidat du People's Democratic Party (PDP) a franchi le premier obstacle de la campagne en remportant la nomination de son parti en janvier. Sa victoire a confirmé que le PDP ne respecterait pas son engagement sur l'honneur selon lequel la présidence alternerait entre dirigeants du Sud et du Nord tous les huit ans — accord qui maintient un équilibre fragile entre puissants intérêts régionaux et religieux dans le pays. Si cet accord était respecté, Jonathan, qui vient du Sud, aurait dû se retirer pour quatre ans au bénéfice d'un candidat du Nord.

Son principal challenger, Buhari, a joué sur la déception provoquée dans le Nord par le soutien du PDP à Jonathan. Buhari, nordiste qui dirigea le Nigeria de 1983 à 1985, y bénéficie d'un grand soutien, en grande partie grâce à son impitoyable réputation de traqueur de corruption. Il s'est rebaptisé «candidat du changement» et pourrait remporter la mise dans le Nord, mais probablement pas dans tout le pays.

Anticipant ce genre de défi, et dans un nécessaire geste de conciliation, Jonathan a pris un colistier nordiste. Mais cela ne l'a pas empêché de tremper un orteil dans la triste politique ethnico-religieuse plus d'une fois pendant la campagne —ce qui pourrait exacerber les tensions dans des régions déjà instables. Par exemple, le président s'est récemment rendu à Jos, capitale de la région tendue de la Middle Belt —où plus de 250 personnes sont mortes depuis Noël dans des violences intercommunautaires complexes— pour afficher son soutien au gouverneur sortant de l'État du Plateau, Jonah Jang, bien connu pour avoir attisé les tensions locales entre communautés en guerre.

Jang a le pouvoir bien en main; pendant son mandat, il a habilement pratiqué l'art du parrainage et du népotisme tout en consolidant le système gouvernemental répressif «indigène», discriminatoire à l'égard des habitants de la région installés depuis une époque plus récente. Jang a pour rival son vice-gouverneur, également issu du parti au pouvoir, le PDP, dans l'un des nombreux scrutins dont l'issue semble impossible à déterminer. Des compétitions très contestées comme celle-ci sont susceptibles d'enflammer les tensions pendant les élections et après.

Des Etats qui rapportent gros

En effet, les élections locales menacent d'ouvrir autant de lignes de faille dans le pays que les élections présidentielles plus médiatisées. Les députés nigériens brassent plus d'un million de dollars par an (698.000 euros), selon un rapport de l'Associated Press, ce qui n'est parfois qu'une somme dérisoire comparée à ce que les 36 gouverneurs du pays arrivent à amasser pendant leur mandat, tout particulièrement dans les États du delta du Niger riches en pétrole, où les politiciens accumulant illégalement des fortunes personnelles sont monnaie courante. James Ibori, ancien gouverneur de l'État du Delta, recherché à la fois par les services de police nigériens et britanniques, a été arrêté l'année dernière à Dubaï, soupçonné d'avoir volé 290 millions de dollars (202 millions d'euros) pendant son mandat.

Malgré le système fédéral du pays, les gouverneurs sont dans une certaine mesure capables de gérer leurs États comme des fiefs, ce qui explique qu'il soit si important pour eux de s'accrocher au pouvoir. Cela signifie que les enjeux des élections sont élevés, et la campagne —et ces dernières années, la fraude électorale— intense.

Dans nombre de courses pour les postes de gouverneur des États, des résultats serrés peuvent facilement provoquer des conflits et des chicanes. Le fait que le gouvernement se prépare au pire pour le jour des élections (fermeture des frontières et restriction des déplacements le jour du vote) est une indication de l'ampleur des conflits locaux dans de nombreuses régions du pays. La National Emergency Management Agency a qualifié un tiers des 36 États de «points d'ignition» d'éventuelles violences électorales. Mais si le conflit explose, difficile de prédire si le gouvernement et ses forces de sécurité souvent abusives sauront le contenir. «De l'air frais» qui sent le renfermé

L'une des promesses de campagne du PDP est «de l'air frais pour le Nigeria», une phrase placardée sur toutes les affiches arborant le visage de Jonathan coiffé de son inséparable couvre-chef noir. De l'air frais, c'est sans doute ce que tout le monde veut; reste qu'il n'est pas clair que Jonathan en insuffle. Il est fort probable qu'il soit reconduit quand le pays pourra enfin voter. Et malgré le départ fâcheux des élections législatives, les Nigériens ne semblent pas encore prêts à jeter l'éponge et à choisir le changement —bien que le tournant que va prendre la «deuxième prise» des élections samedi prochain, le 9 avril, constituera un test clé tant pour le public que pour la commission électorale. Il est extrêmement probable que le nouveau président du Nigeria, quel qu'il soit, doive de nouveau sa victoire à ses parrains.

Article du figaro.fr du 12 avril.

Garde à vue : ce qui va changer. (13.04)

Le Parlement a définitivement adopté mardi, par un ultime vote de l'Assemblée (294 voix contre 221), le projet de loi réformant la garde à vue. Redoutée par les policiers, qui craignent pour leurs enquêtes et s'inquiètent des moyens, la réforme pourrait s'appliquer plus vite que prévu en raison d'une décision de la Cour de cassation qui tombera vendredi.

Cette loi renforce, pour l'essentiel, le droit à l'assistance d'un avocat. L'objectif est également de réduire le nombre annuel des gardes à vue, de 800.000 à environ 500.000.

PRISON

Il est prévu de recourir à la garde à vue seulement lorsque la personne est soupçonnée d'avoir *«commis ou tenté de commettre un crime ou un délit puni d'une peine d'emprisonnement»*. D'une durée de 24 heures, elle ne pourra être prolongée de 24 heures que si la peine encourue est d'au moins un an de prison.

La prolongation est autorisée *«après présentation de la personne au procureur de la République»*, si besoin par le biais d'un moyen de télécommunication audiovisuelle.

(Actuellement, peut être placé en garde à vue tout suspect d'infraction, un simple fax suffit pour prolonger la mesure).

LIBRE

Le placement en garde à vue de la personne présentée à l'officier de police judiciaire (OPJ) *«n'est pas obligatoire dès lors qu'elle n'est pas tenue sous la contrainte de demeurer à la disposition des enquêteurs et qu'elle a été informée qu'elle peut à tout moment quitter les locaux de police ou de gendarmerie»*.

SILENCE

La personne gardée à vue *«est immédiatement informée (...) du droit, lors des auditions, après avoir décliné son identité, de faire des déclarations, de répondre aux questions qui lui sont posées ou de se taire»*.

Jusqu'ici, la notification de ce droit au silence n'était pas spécifiquement mentionnée.

AVOCAT

«Dès le début de la garde à vue, la personne peut demander à être assistée par un avocat (...)». *«A sa demande»*, l'avocat peut consulter le procès-verbal constatant le placement en garde à vue.

«La personne gardée à vue peut demander que l'avocat assiste à ses auditions et confrontations. Dans ce cas, la première audition (...) ne peut débiter sans la présence de l'avocat (...) avant l'expiration d'un délai de deux heures (...)».

(Actuellement la personne peut seulement s'entretenir avec un avocat pendant 30 minutes au début de la mesure et au moment de son éventuelle prolongation).

EXCEPTIONS

La présence de l'avocat peut être différée de 12 heures dans des situations exceptionnelles, voire de 24 heures si la peine de prison encourue est d'au moins cinq ans ferme. Dans ce cas, il faut des autorisations *«écrites et motivées»* du procureur et du juge des libertés et de la détention (JLD).

OPJ

«L'audition ou la confrontation est menée sous la direction de l'officier ou de l'agent de police judiciaire qui peut à tout moment, en cas de difficulté, y mettre un terme et en aviser immédiatement le procureur de la République qui informe, s'il y a lieu, le bâtonnier aux fins de désignation d'un autre avocat.

A l'issue de chaque audition ou confrontation à laquelle il assiste, l'avocat peut poser des questions».

AVEUX

Aucune condamnation «ne peut être prononcée contre une personne sur le seul fondement de déclarations qu'elle a faites sans avoir pu s'entretenir avec un avocat et être assistée par lui».

VICTIME

«Si la victime est confrontée avec une personne gardée à vue, elle peut demander à être également assistée par un avocat».

DEROGATIONS

Le projet maintient un régime «*dérogatoire*» pour les affaires de terrorisme, stupéfiants et criminalité organisée, avec des gardes à vue de 48 ou 72 heures.

«Le report de l'intervention de l'avocat jusqu'à la fin de la 24e heure est décidé par la procureur (...) et au-delà de la 24e heure par le juge des libertés et de la détention».

DIGNITE

«La garde à vue doit s'exécuter dans des conditions assurant le respect de la dignité de la personne», notamment pour les fouilles.

Article de liberation.fr du 16 avril.

La colère s'étend au Burkina Faso. (17.04)

Le régime du président Blaise Compaoré, déjà confronté depuis jeudi à une mutinerie de militaires, fait face à une soudaine colère de commerçants qui ont incendié samedi plusieurs édifices publics à Ouagadougou pour protester contre les pillages des mutins.

Un couvre-feu a été instauré à Ouagadougou de 19 heures à 6 heures (heure GMT), a annoncé samedi le ministère burkinabè de la Sécurité.

Les incidents dans la capitale du Burkina Faso ont fait 45 blessés dont certains par balle, en plus de «quelques cas de viols» en trois jours, a indiqué une source hospitalière à Ouagadougou.

Le couvre-feu fait suite à la furie des commerçants dans la capitale samedi alors que le chef de l'Etat burkinabè avait tenté vendredi de calmer la colère des soldats. Il avait dissous le gouvernement dirigé par le Premier ministre Tertius Zongo et limogé le chef d'état-major des armées, le général Dominique Djindjéré, remplacé par le colonel-major Honoré Nabéré Traoré.

Mais des soldats ont une nouvelle fois, dans la nuit de vendredi, tiré en l'air dans trois garnisons de Ouagadougou et pillé des magasins et boutiques dans plusieurs quartiers de la capitale, alors que le pouvoir est confronté depuis février à des révoltes de la population.

Les pillages des mutins ont provoqué une révolte des commerçants du principal marché de Ouagadougou qui s'en sont à leur tour pris à des édifices publics, dans le centre-ville. Des dizaines de commerçants mécontents ont ainsi incendié le siège du parti au pouvoir, brûlé des véhicules stationnés dans l'enceinte du ministère du Commerce et l'Assemblée nationale, avant que le feu ne gagne ces bâtiments. Auparavant, ils avaient saccagé le gouvernorat de Ouagadougou.

Les commerçants ont brûlé des pneus et érigé des barricades à plusieurs endroits de la capitale avant d'être dispersés par des militaires. *«C'est le président (Blaise Compaoré) seul qui est responsable de nos déboires. Si vraiment il sait qu'il ne peut pas, il n'a qu'à laisser le pouvoir à ceux qui peuvent gérer le pays»*, a déclaré un vendeur de téléphone portable, Oumarou Bélem.

Le calme était revenu samedi après-midi dans la capitale où patrouillaient des militaires et des policiers qui ont dressé des barrages sur les voies menant aux principales institutions, dans le centre-ville, selon un journaliste de l'AFP.

Mais les dernières mesures prises vendredi par le pouvoir pour calmer les militaires mutins ont été jugées insuffisantes par l'opposition. *«Ce ne sont pas ces mesures hâtives qu'il faut pour cette crise qui est très profonde et structurelle. On ne soigne pas le cancer avec une pommade»*, a déclaré samedi le principal opposant burkinabè, Me Bénéwendé Stanislas Sankara. *«Le chef de l'Etat doit avoir le courage de s'adresser à son peuple pour lui dire de façon solennelle qu'il est à son dernier mandat (dont le terme est prévu en 2015)»*, a-t-il dit.

Avant les protestations des militaires et des commerçants, le régime de Compaoré avait été secoué par des mouvements de jeunes, à la suite de la mort à Koudougou (centre) d'un étudiant de 23 ans, Justin Zongo, lors d'une manifestation. Cette mort a ensuite provoqué d'autres manifestations, souvent violentes, à travers tout le pays qui ont fait six morts à Koudougou et dans ses environs.

Début avril, des dizaines de milliers de personnes avaient manifesté à Ouagadougou et dans plusieurs villes de l'intérieur du pays contre le régime de Blaise Compaoré, 60 ans, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat en 1987.

(Source AFP)

Article de jdf du 17 avril.

Eau : la région de Montbéliard rompt avec Veolia. (18.04)

La communauté d'agglomération a décidé seule de mettre un terme au contrat qui la liait à la société privée jusqu'en 2022. Une première dans l'histoire de la gestion française de l'eau.

Pour Pierre Moscovici, la coupe était pleine. Le président PS de la communauté d'agglomération du Pays de Montbéliard a pris la décision historique de rompre en cours de route le contrat qui le liait à la société de gestion des eaux Veolia jusqu'en 2022. En cause : les prix jugés trop élevés proposés par la société privée à ses administrés.

La région de Montbéliard est en effet l'une des agglomérations de l'est de la France où le prix de l'eau est le plus cher, compris entre 3 et 3,40 euros du mètre cube. D'après un habitant de la région, cité par le Parisien, le contrat, signé il y a 20 ans avec Veolia, assurait aux usagers un prix de l'eau identique à celui de la ville voisine de Besançon qui avait conservé une gestion publique. Mais aujourd'hui, *«l'écart est approximativement de 1 euro du mètre cube entre les deux villes»*.

Dans la communauté d'agglomération du Pays de Montbéliard, la gestion redeviendra donc publique dans les 29 communes concernées à partir de 2015 et depuis le 1er avril, une baisse de 10% du prix de l'eau est entrée en vigueur. Cette décision devrait réjouir les habitants car elle se concrétisera par une baisse de 23 centimes par mètre cube, soit entre 24 et 25 euros d'économie par an.

Cette décision est qualifiée d'historique car c'est la première fois qu'un contrat est rompu avant son terme. D'autres villes ont repris les rênes de la gestion de l'eau mais jusqu'ici, elles avaient attendu l'échéance du contrat qui les associait à l'entreprise privée concernée pour ne pas le renouveler. C'est par exemple ce qu'avait fait Bertrand Delanoë à Paris en 2008.

D'autres ont opté pour la renégociation des tarifs de l'eau. Des villes comme Lyon, Bergerac ou Libourne ont ainsi obtenu des rabais compris entre 16% et 30%. Certaines villes, comme Bordeaux, optent également pour une hausse des investissements dans les infrastructures en contrepartie d'un prix élevé au mètre cube.

Pour Veolia, ce choix, qui s'est fait sans discussion, est donc très contesté. *«C'est une décision unilatérale et extrêmement dommageable. On a aucun reproche à nous faire. Nous avons beaucoup investi dans cette collectivité»*, s'indigne Marc Renaume, directeur adjoint de Veolia Eau, dans le Parisien. La perte de ce contrat a un goût amer pour Veolia qui avait versé près de 23 millions d'euros pour un contrat qui devait durer 30 ans. Le groupe, qui estime que Pierre Moscovici est *«dans le cadre d'une posture politique avec une volonté de prise de risque»*, n'écarte pas *«la voie du contentieux»*.

Article de slateafrique.com du 20 avril.

Hold-up sur le cuivre zambien. (21.04)

Quand le sage montre la lune, le sot regarde le doigt, dit un célèbre proverbe de Confucius. C'est un peu ce qui semble s'être passé en Zambie depuis le milieu des années 2000. La République d'Afrique australe, gros producteur et exportateur de cuivre, a fait l'objet de nombreux reportages dénonçant les activités qu'y mènent les opérateurs économiques chinois. Mais, étonnamment, les malversations des autres entreprises minières qui exploitent son cuivre sont jusqu'alors passées quasi inaperçues. Jusqu'à ce qu'un collectif d'ONG dénonce, mi-avril 2011, les pratiques de l'une des plus célèbres d'entre elles: le suisse Glencore.

Entre 2004 et 2008, la flambée du prix du cuivre sur les marchés internationaux a vu s'abattre sur les gisements de la province du Copperbelt, au nord de la capitale Lusaka, des dizaines de sociétés chinoises de taille moyenne. Ces dernières, rappelle une étude du Réseau africain sur la recherche en matière de travail (RART), rémunèrent leurs ouvriers 30% de moins que les autres mines de cuivre de la région. Elles interdisent l'activité syndicale et n'ont pas hésité, dans un cas, à ouvrir le feu sur des travailleurs.

Ces entreprises chinoises sont également responsables de plusieurs accidents industriels, dont le plus célèbre causa la mort, en avril 2005 à Chambishi, d'une cinquantaine d'employés de l'usine d'explosifs de l'Institut de recherche générale des mines et de la métallurgie de Pékin (BRGIMM). Les journalistes occidentaux envoyés en Zambie pour enquêter sur le versant sombre de la Chinafrique ont trouvé un soutien de poids chez Michael Sata. Le leader du Front patriotique, parti d'opposition zambien, a fait de la dénonciation de ces pratiques néocoloniales l'un des principaux arguments de ses deux campagnes visant à le mener à la présidence. Toutes deux ont échoué, en 2006 puis en 2008.

Au tableau des entreprises irresponsables

Le ressentiment des Zambiens à l'encontre des Chinois est bel et bien palpable à Lusaka et dans les villes minières. Mais, à l'ombre de la Chine, d'autres entreprises extractives ont de fait profité de la privatisation du secteur public des mines zambiennes. Le pays abrite en particulier les activités des filiales de deux des plus préjudiciables compagnies de l'extraction et du négoce: l'Indienne Vedanta et la Suisse Glencore. Leurs pratiques leur ont déjà valu de figurer au tableau d'horreur des Public Eye Awards, classement des entreprises les plus irresponsables, tout comme d'être régulièrement dénoncées par les réseaux activistes. Mais bizarrement, jusqu'à 2011, pratiquement rien n'avait filtré dans la presse internationale concernant leurs activités en Zambie. Pour autant, comme on dit dans les bidonvilles de la Copperbelt («ceinture de cuivre»): *«Ce ne sont pas les Chinois qui ont été les premiers à profiter de la privatisation zambienne.»* Ni de la fiscalité clémente: les taux de royalties que doivent verser les entreprises à l'Etat zambien sont par exemple fixés à 3%, bien loin de ceux pratiqués (5 à 10%) dans les autres pays en voie de développement.

Le hold-up sur le cuivre zambien commence à la fin des années 90. L'entreprise publique ZCCM, véritable Michelin austral perdant 550.000 euros par jour, est alors achevée sous l'effet de la chute des cours du cuivre. Les institutions financières internationales conseillent à Lusaka de privatiser la ZCCM. Edith Nawakwi, alors ministre des Finances chargée de superviser les privatisations, résume:

«La Banque Mondiale et le FMI nous ont dit que jamais nous ne verrions une remontée du cours du cuivre. Toutes les études indiquaient que nous n'en tirerions rien d'ici les vingt prochaines années. Ils nous ont montré des plans selon lesquels Mufulira n'avait plus que cinq ans d'exploitation devant elle. En revanche, si nous privatisions, notre dette serait allégée. C'était une très belle carotte pour nous, un peu comme on agite des médicaments devant une mourante. Nous n'avions aucune autre option que d'obtempérer.»

En l'an 2000, une filiale de la Suisse Glencore, immatriculée aux îles Vierges britanniques, s'associe aux Canadiens de First Quantum Minerals pour racheter les gisements de Mufulira à l'Etat zambien. La firme suisse empoche 73% des parts du nouveau consortium, la Mopani Copper Mine. Glencore a été fondée en 1974 par un homme qui a depuis cédé ses participations: le sulfureux Marc Rich. Après s'être imposé en tant que premier négociant au monde de matières premières physiques, avec près de 50% du cuivre planétaire, la société du canton suisse de Zoug, réputé pour son accueil fiscal, a multiplié à partir de la fin des années 80 les achats d'actifs industriels, notamment miniers, lui permettant de se transformer en groupe vertical.

Licenciements et évasion fiscale

En Zambie, Glencore, devenu le deuxième opérateur minier du pays derrière Vedanta, dégraisse d'abord ses nouvelles activités. Les effectifs sont réduits de 15.000 à 7.600 mineurs permanents, au prix d'un turnover d'intérimaires sous-payés et corvéables à merci. En 2005, le consortium de la Mopani Copper Mine fait appel à la Banque européenne d'investissement (BEI). L'institution de Luxembourg, organisme financier de droit public, lui accorde un prêt de 48 millions d'euros afin qu'une nouvelle fonderie y soit construite. Depuis, la BEI estime que *«Mopani Copper Mine a su redresser avec succès les activités minières déficitaires, en générant une valeur ajoutée qui se répercute sur (...) les redevances minières et les sociétés»*. Mais pour cinq ONG –la française Sherpa, la zambienne Center for Trade Policy and Development, la suisse Déclaration de Berne et les canadiennes l'Entraide missionnaire ainsi que Mining Watch–, le consortium de la Mopani Copper Mine, Glencore en tête, aurait procédé à «une violation des principes directeurs de l'OCDE [Organisation de coopération et développement économiques, ndlr]» à coups «de recettes fiscales minimales pour la Zambie» et de «dégradations sociales maximales pour les ouvriers zambiens».

Le quintet d'ONG a déposé le 12 avril 2011 une procédure auprès des Points de contact nationaux suisse et canadien de l'OCDE pour violation de ses principes directeurs par Glencore International et First Quantum Minerals. Cette procédure a été engagée après consultation d'un rapport confidentiel que l'Autorité fiscale zambienne avait commandé en 2009 aux cabinets d'audit Grant Thornton et Econ Pöyry pour examiner, avec le soutien du gouvernement norvégien, les impôts zambiens provenant de l'industrie minière. Or il ressort de la lecture de ce rapport, révélé par Les Amis de la Terre et Counterbalance, que Glencore serait à l'origine d'un vaste système d'évasion fiscale. Surévaluation des coûts d'exploitation, sous-évaluation des volumes de production, manipulation des prix des transferts, violation du principe de concurrence...

Grâce à un arsenal de pratiques frauduleuses, en premier lieu une politique de prix de vente inférieurs à ceux du marché international, la Mopani Copper Mine aurait ainsi exfiltré entre 2003 et 2008 vers Zoug, en Suisse, des centaines de millions de dollars de revenus qui auraient dû être déclarés à l'Etat zambien. Manque à gagner pour Lusaka: environ 76 millions de livres Sterling par an (87 millions d'euros), précisent les audits. La Suisse n'est pas l'usine du monde. Le cuivre, acheté à vil prix par la maison mère de Zoug à sa filiale zambienne, ne se déplace pas physiquement sur les bords du Lac Léman. La maison mère revend le cuivre, cette fois-ci au prix du marché, à d'autres acheteurs. En tout cas, avec l'aide de Glencore, la Suisse est désormais devenu l'importateur de la moitié du cuivre zambien, contre 10% en 2004!

Pendant ce temps, celui-ci, tout en représentant 75% des recettes à l'export de la Zambie, ne lui assure, paradoxalement, que 10 à 15% de ses rentrées fiscales. Et encore, s'agit-il majoritairement d'impôts payés à la source par les mineurs employés par la multinationale. La contribution des seules entreprises minières présentes dans la Copperbelt ne représenterait en fait que 4% des rentrées fiscales zambiennes! L'exemple de Glencore, par ses pratiques délictueuses, est donc on ne peut plus emblématique des manœuvres déployées par les filiales de transnationales afin de délocaliser leurs profits vers d'autres pays à la législation fiscale encore plus avantageuse. Sur la dernière décennie, ce jeu comptable aurait lésé d'une somme estimée entre 400 et 440 milliards de dollars (281 à 309 milliards d'euros) les trésors publics des pays en développement.

Les mineurs, de simples variables d'ajustement

Programmée le 31 mai 2011 sur la chaîne de télévision France 5, l'enquête d'Audrey Gallet et Alice Odiot, Zambie, à qui profite le cuivre, raconte le modus operandi de ce pillage en col blanc du cuivre zambien. Elle retrace aussi la plongée aux enfers des riverains, ouvriers et leurs familles, vivant à proximité des activités de la Mopani Copper Mine: sa mine, son concentrateur, sa fonderie et sa raffinerie. Avec la privatisation, les habitants du township de Kankoyo furent d'abord victimes de la dégradation de leurs conditions de vie et de leurs revenus. La peur constante d'être licencié du jour au lendemain, sur fond de chute du cours du cuivre, tenaille désormais la communauté. Les mineurs sont devenus de simples variables humaines.

Et malgré les promesses faites par Glencore à la Zambie, la pollution s'est intensifiée. Pour une tonne de cuivre extraite, on produit 110 tonnes de déchets et déplace 200 tonnes de matériaux. Qui plus est, ses méthodes d'extraction requièrent l'utilisation de substances toxiques telles que l'acide sulfurique et les hydrocarbures. Le projet de rénovation de la Mopani Copper Mine, financé par la Banque européenne d'investissement, avait justement pour objectif, moyennant expansion des capacités de traitement de la fonderie et captage des émissions de soufre produites, de contribuer à amoindrir les conséquences

environnementales. Or, à Kankoyo, révèle un autre rapport des Amis de la Terre, la Mopani Copper Mine ne cesse d'outrepasser ses permis d'émission. Ses rejets de soufre dans l'atmosphère seraient ainsi jusqu'à 72 fois supérieurs aux limites légales; la présence d'arsenic dans le sol serait 16 fois supérieure aux normes; 90 fois supérieure en ce qui concerne le plomb.

Kankoyo est un triste alignement de maisonnettes fatiguées, aux toits rouillés par les précipitations de pluies acides. Ses jardins, devenus impropres à l'agriculture, n'abritent plus que cactus et avocats... seules semences capables de survivre dans cet environnement. Les habitants se plaignent de toux, d'irritation des yeux. Les rejets d'acide sulfurique, injecté dans les gisements afin de dissoudre directement le cuivre, convergent via des pipelines fatigués et rouillés vers des bassins de décantation qui débordent durant la saison des pluies. Les nappes phréatiques, ainsi que la rivière Kafue, qui traverse le deuxième parc national au monde avant d'aller se jeter dans le Zambèze, sont polluées par les rejets miniers acides. Glencore se porte bien

Face à cet environnement extrêmement dégradé, il est difficile de croire, notent les Amis de la Terre, que la Banque européenne d'investissement porte une «*attention particulière à la viabilité à long terme de l'environnement*», comme elle le prône pourtant officiellement sur son site. La BEI a indiqué avoir ouvert sa propre enquête. Glencore, de son côté, nie toutes les charges. Le numéro un mondial du négoce des matières premières affirme travailler à rectifier les mauvaises pratiques dont il aurait pu hériter après l'achat de certaines mines, et dénonce la critique comme étant basée sur des informations incomplètes et incorrectes.

La procédure engagée par le quintet d'ONG tombe mal pour la multinationale suisse. Le groupe a en effet indiqué vouloir mettre de 15 à 20% de son capital, d'ici à la fin mai, sur les marchés boursiers de Londres et de Hong Kong. Avec 54.800 employés dans ses activités industrielles et 2.700 dans celles de marché, Glencore affiche un chiffre d'affaires de 144,98 milliards de dollars (102 milliards d'euros) en 2010 et un résultat net de 3,8 milliards de dollars (2,7 milliards d'euros). L'introduction en Bourse, applaudie par les journaux financiers, devrait permettre à Glencore de lever entre 9 et 11 milliards de dollars, la valorisant ainsi à 60 milliards de dollars (42 milliards d'euros). «*Un bon moyen de gagner un peu plus d'argent*», note un concurrent dans les pages économie du quotidien français Le Monde. Pour Andreas Missbach, de la Déclaration de Berne:

«*Entrer en Bourse ne signifie pas en soi que les sociétés doivent bien se comporter. Glencore n'a rencontré aucun problème lors de la vente de ses obligations, il semble que les investisseurs institutionnels ne soient pas trop concernés par la réputation de l'entreprise.*»

La Zambie, figurant parmi les 25 pays les plus pauvres de la planète, appréciera.

Article du monde.fr du 18 avril.

La prime gouvernementale ne touchera qu'une minorité de salariés. (21.04)

Annonces et précisions continuent de se succéder, parfois contradictoires, à propos de la "*prime de 1000 euros*" qu'envisage le gouvernement pour les salariés d'entreprises qui versent des dividendes à leurs actionnaires.

Une minorité d'entreprises verse des dividendes. En 2008, on comptait selon l'Insee 3,1 millions d'entreprises, dont l'immense majorité (3,07 millions) étaient des PME de moins de cinquante salariés. Les ETI (entreprises de taille intermédiaire), qui regroupent les entreprises de 250 à 5 000 salariés, n'étaient que 5 000 environ, qui employaient en moyenne autour de 650 personnes. Quant aux grands groupes de plus de 5 000 salariés, ils étaient à peine 240.

Parmi ces entreprises, seule une minorité verse des dividendes à ses actionnaires. Selon le rapport Cotis sur le partage de la valeur ajoutée (voir la page 74), commandé par Nicolas Sarkozy en 2009, en 2006, 41 % des grandes entreprises, 30,6 % de celles de taille intermédiaire (ETI) et 16,4 % des PME étaient concernées.

Quant aux salariés, selon le ministère de l'industrie, en 2007, on en comptait 4,3 millions travaillant dans des PME de plus de 10 personnes (donc hors micro-entreprises, peu susceptibles de verser des dividendes), 3 millions dans les ETI et 3,3 millions dans les grandes entreprises.

Moins de trois millions de salariés concernés. En appliquant à ces nombres de salariés les pourcentages issus du rapport Cotis, on peut déduire un ordre de grandeur : 670 000 salariés de PME (16,4% de l'effectif total), 900 000 personnes travaillant dans une ETI et 1,3 million de salariés de grands groupes seraient concernés par le projet de prime du gouvernement

Au total, donc, 2,8 millions de personnes, soit moins de 10 % de la population active française, seraient susceptibles de toucher la fameuse prime. Encore s'agit-il là d'une hypothèse optimiste, qui supposerait que la prime s'applique à tous les salariés sans distinction de statut (CDD, intérim...).

Les dividendes sortent de deux années de baisse. Autre bémol, et non des moindres : le chiffre ne tient qu'à condition que la prime soit versée à chaque fois qu'une entreprise verse des dividendes à ses actionnaires, sans autre condition, comme l'avait expliqué dans un premier temps François Baroin. Si, comme ont semblé l'indiquer depuis Christine Lagarde et Xavier Bertrand, la prime n'est versée que "*si les dividendes augmentent*", le nombre de bénéficiaires est d'autant plus réduit.

Si les dividendes versés par les sociétés du CAC 40 atteignent en 2011 des niveaux records, avec près de 39,6 milliards d'euros, ils ont connu en 2010 et 2009 deux années de baisse (35 et 36,6 milliards), où la prime n'aurait donc pas été versée. Une tendance généralisée à l'ensemble des entreprises, qui ont souffert de la crise et souvent diminué le versement de dividendes.

Une "*prime*" uniquement pour les entreprises dépourvues de participation ou d'intéressement. Dimanche 17 avril, Xavier Bertrand a offert quelques précisions, qui diminuent encore fortement le nombre de bénéficiaires potentiels : selon le ministre du travail, la loi qui sera votée obligera les entreprises à "*faire bénéficier leurs salariés*" d'une éventuelle progression des dividendes. Mais pas forcément sous la forme d'une prime : il peut s'agir d'intéressement ou de participation.

Or, la participation est obligatoire depuis 1994 dans les entreprises de plus de 50 salariés qui ont réalisé un bénéfice au cours de l'année précédente. Selon un rapport du Sénat, 5 millions de salariés en bénéficient, à proportion des résultats de l'entreprise. L'intéressement concerne quant à lui 3 millions de salariés. Xavier Bertrand a évoqué une "*prime de participation ou d'intéressement*", qui pourrait donc, pour eux, prendre la forme d'un montant plus élevé pour ces deux catégories. Reste à savoir dans quelles proportions.

Moins d'un million de salariés toucheraient une prime. Seules les entreprises de moins de cinquante salariés ne disposant pas de système de participation (87 % d'entre elles, selon le rapport Cotis) et ayant versé des

dividendes à leurs actionnaires seraient donc, en vertu de cette nouvelle loi, dans l'obligation de verser une prime à leurs salariés.

Là encore, on peut seulement se livrer à une estimation sur la portée du dispositif : selon un rapport parlementaire de 2006, on comptait 5,7 millions de salariés de PME de moins de 50 employés. Si on leur applique le ratio mentionné dans le rapport Cotis, soit 16,4% de PME versant des dividendes, on obtient 934 800 salariés éventuellement concernés par une prime au sens premier du terme.

Encore s'agit-il là d'une hypothèse haute : l'appellation PME s'applique jusqu'à 250 salariés. Or on peut supposer que plus sa taille est élevée, plus une entreprise est encline à avoir des actionnaires et à verser des dividendes. Le ratio de 16,4 % du rapport Cotis est donc sans doute surévalué lorsqu'on ne s'intéresse qu'aux entreprises de 50 salariés maximum.

Les 1 000 euros ne sont pas un minimum, mais un plafond. Quant aux "1000 euros minimum" de prime promis par François Baroin, ils apparaissent finalement très exagérés : selon Xavier Bertrand, ce chiffre représentait, en fait, le montant de primes jusque auquel l'Etat accorderait "des exonérations, fiscales pour l'entreprise et sociales pour les salariés". Christine Lagarde a par ailleurs fait savoir qu'elle préférerait que le montant de ces fameuses primes soit négocié au niveau de chaque entreprise. Aucune garantie ne sera donc apportée par l'Etat sur le montant, contrairement à ce qu'indiquait M. Baroin.

L'immense majorité des salariés exclus de la mesure. Une loi doit venir préciser "avant l'été" cet amoncellement d'annonces contradictoires. Reste que dans tous les cas, cette mesure destinée à améliorer le pouvoir d'achat laissera de côté la majorité des travailleurs.

En seraient exclus les fonctionnaires (dont les traitements devraient être gelés en 2011 pour la deuxième année consécutive), mais aussi les professions libérales, les travailleurs indépendants et l'essentiel des salariés des 2,97 millions de très petites entreprises de moins de 20 salariés, qui représentent, selon les chiffres d'Oseo, 96% du tissu entrepreneurial du pays et un tiers de l'économie.

Complément du 20 avril

Le gouvernement a finalement décidé que cette prime serait obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés, a-t-on appris, mercredi 20 avril, de source gouvernementale. Les derniers arbitrages ont été faits mercredi soir lors d'une réunion à l'Élysée autour de Nicolas Sarkozy.

"Dans toutes les entreprises de plus de 50 salariés soumises à la loi sur la participation, si les dividendes distribués sont supérieurs à l'année d'avant, il y aura obligation de verser une prime négociée avec les partenaires sociaux", explique cette source qui précise que le gouvernement souhaite que le dispositif soit appliqué "dès cette année". Cette prime sera soumise jusqu'à un montant d'au moins 1 000 euros au même taux de cotisation sociale que les primes de participation, c'est-à-dire 8 %. Seul son montant reste encore à négocier.

Mais si plus de 8 millions de personnes sont employées en France dans des entreprises comptant plus de 50 salariés, bien moins pourraient être concernées par cette prime. (ce qui nous renvoie à l'article ci-dessus - note du site)

Article du figaro.fr du 21 avril.

L'Inde en proie à la fièvre électorale. (22.04)

Cinq États de l'union renouvellent leur parlement. Un test pour la coalition de centre gauche au pouvoir. Pour la première fois depuis les législatives de mai 2009, l'Inde est de nouveau en proie à la fièvre électorale. Cinq États de l'Union - l'Assam, le Bengale-Occidental, le Kerala, le Tamil Nadu et le Territoire de Pondichéry - renouvellent leur parlement. Un exercice quinquennal qui a débuté le 4 avril en Assam et s'achèvera le 10 mai au Bengale-Occidental. Un véritable test, aussi, pour la coalition de centre gauche emmenée par le Parti du Congrès, au pouvoir à New Delhi. Les résultats seront proclamés le 13 mai. Ils pourraient contraindre le gouvernement central à infléchir sa politique économique et sociale, l'obligeant notamment à donner un sérieux coup de frein aux réformes les plus politiquement sensibles, comme l'ouverture de certains secteurs aux investissements étrangers.

Au total, 140 millions d'Indiens sont appelés à se rendre aux urnes, et à eux seuls, les cinq États concernés occupent un cinquième des sièges à la Lok Sabha, la Chambre basse du Parlement national, qui en compte 545. En clair, même des formations politiques spécifiquement régionales peuvent peser très lourd sur l'avenir du gouvernement central. Tel est le cas au Tamil Nadu du Dravida Munnetra Kazhagam (DMK), un allié du Congrès, qui se bat pour conserver le pouvoir face à un autre grand parti régional, le All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam (AIADMK). Au Bengale-Occidental, c'est le Trinamool Congress (TC), lui aussi allié du Congrès, qui compte bien déloger les communistes en place depuis plus de trente ans. Le premier est donné perdant ; le second gagnant. Un jeu à somme nulle ? Pas si sûr.

Depuis des mois, le DMK est devenu un allié encombrant pour le Parti du Congrès. Rongé par la corruption et le népotisme, il a largement contribué à entacher l'image du gouvernement de Manmohan Singh. Le DMK a notamment joué un rôle de premier plan dans le scandale des licences de téléphonie mobile de deuxième génération, l'un des plus explosifs pour Delhi. Au cœur de ce «2G scam», comme on l'appelle ici, le ministre des Télécommunications, Andimuthu Raja, un DMK bon teint. Accusé d'avoir bradé les licences (40 milliards de dollars de manque à gagner pour l'État), il purge aujourd'hui une peine de prison à Delhi. Mais il aura fallu quatre ans avant d'en arriver là. Redoutant de s'aliéner un allié important, le premier ministre n'a donné son feu vert à l'arrestation de Raja que lorsque le scandale est devenu vraiment trop énorme. Un avertissement

Le «2G scam» pourrait valoir au DMK une cuisante défaite au Tamil Nadu. Elle ne manquerait pas de rejaillir sur le gouvernement central. Dans un sondage réalisé par le site indien de Yahoo!, 76 % des internautes qui se sont exprimés jugent que l'arrestation de Raja aura un impact négatif pour le DMK. «*C'est un avertissement pour la coalition au pouvoir à Delhi. Si le Parti du Congrès ne s'attaque pas sérieusement au problème de la corruption, il perdra encore de sa crédibilité*», confie un professeur d'université à Chennai (ex-Madras) sous couvert d'anonymat. Sorti des urnes en fanfare lors des législatives de 2009, le Parti du Congrès est au milieu du gué. En 2014 auront lieu des élections générales qui pourraient se révéler délicates.

Article du figaro.fr du 21 avril.

Inde : surenchère de cadeaux pour conquérir des voix. (22.04)

REPORTAGE - Les partis rivaux se livrent une lutte acharnée pour conquérir les électeurs. Les «freebies», cadeaux distribués à tout-va, font partie intégrante de leur stratégie.

À pied, bras dessus bras dessous, en grappes sur un scooter, les femmes drapées dans leurs plus beaux saris ou en niqab, ne laissant filtrer que le sourire de leurs yeux en amande, des prêtres hindous le front recouvert de pâte de santal, d'or et de vermillon... Mercredi 13 avril, le Tamil Nadu s'est rendu aux urnes.

«Le scrutin sera serré», lance Muthu. Militant du Dravida Munnetra Kazhagam (DMK), le parti sortant, il fait le pied de grue devant un bureau de vote de Cuddalore, gros bourg de pêcheurs et de commerçants situé à 200 kilomètres au sud de Chennai, la capitale. À dix heures du matin, la chaleur est déjà insupportable. Faisant fi du manque d'audience et du mercure qui grimpe, Muthu se met à chanter les louanges de son

parti et de son chef, Muthuvel Karunanidhi. À 87 ans, cet ancien scénariste du «Kollywood», le cinéma en langue tamoule produit à Chennai, n'a apparemment rien perdu de son charisme. Il se déplace en fauteuil roulant, ses éternelles lunettes noires sur le nez et fait toujours recette. «Il est venu à Cuddalore il y a quelques jours, dit Muthu. C'est lui et pas Stalin qui est venu nous rendre visite.»

Stalin est le deuxième fils du président du DMK, celui qu'il a choisi pour lui succéder. Car tout autant qu'un parti, le DMK est une dynastie dont la saga vaut à elle seule tous les scripts du «Kollywood» et du «Bollywood» réunis. Soit du pouvoir et rancœurs fratricides. Cette année, le «clan» se bat pied à pied pour conserver le Tamil Nadu. Ébranlés par le scandale des licences de téléphonie mobile de deuxième génération, le «2G scam», Karunanidhi et son fils Stalin ont décidé de se porter candidats dans des zones rurales reculées plutôt qu'à Chennai. Et pour cause. «*Seule la classe moyenne éduquée réalise ce que représente le 2G scam. Au Tamil Nadu, la plupart des gens pensent que les politiciens sont corrompus. Ils l'acceptent et, si possible, en profitent*», confie N. Bala Bashkar, directeur du Bharathidasan Institute of Management à Tiruchirappalli.

Distribution de télévisions

Face au scénariste, une ancienne actrice, J. Jayalalithaa. Présidente du All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam (AIADMK), elle est donnée gagnante par tous les bookmakers de la politique indienne. Les deux partis se sont livrés une lutte acharnée lors de la campagne électorale. Ils se sont aussi laissés aller à une surenchère sur les «freebies», ces cadeaux distribués à tout-va pour conquérir l'électorat. Le DMK a offert des mixers, les fameux «mixies» comme on les appelle ici, des ordinateurs portables pour les étudiants et une assurance-vie pour les pêcheurs. L'AIADMK a aussitôt promis, outre les mixies, un ventilateur à toutes les femmes, quatre moutons aux familles les plus démunies, quatre grammes d'or aux jeunes filles en vue de leur mariage. Et bien sûr, la télévision ! L'idéal avec les postes de télé, c'est que l'on peut fidéliser l'électorat : les cadres du parti livrent dans des boîtes en carton le petit écran, y compris dans les villages dépourvus d'électricité. Puis ils expliquent qu'après le scrutin, «forcément», il y aura l'électricité.

Il y a bien pire que les freebies, qui figurent d'ailleurs officiellement dans les programmes des partis politiques. Beaucoup moins transparente, la distribution d'argent liquide («cash for vote») fait partie de chaque scrutin. «*Certes, cette pratique est spécifique au Tamil Nadu, mais dans les États du Nord, ce n'est guère différent, même si cela se passe autrement*», affirme N. Bala Bashkar.

Interrogés sur cette «coutume» pour le coup totalement illégale, tous nos interlocuteurs, sans exception, nient : «*C'est interdit !*» Et pourtant. Le 10 avril, trois jours avant le scrutin, Praveen Kumar, le chef de la commission électorale du Tamil Nadu, indiquait avoir reçu des «*centaines d'appels téléphoniques à la suite d'une panne d'électricité*» à Chennai. Elle aurait été volontairement programmée afin de faciliter la distribution d'enveloppes contenant des billets de banque.

Lutter contre la corruption

«*Ma femme s'est vu proposer 2 000 roupies (environ 30 euros) pour un vote, mais elle a refusé*», reconnaît un professeur d'université de Chennai, soucieux d'anonymat. Au-delà de ces pratiques peu orthodoxes, l'universitaire discerne pourtant une lueur d'espoir dans le scrutin du 13 avril. «*Le taux de participation a été proche de 80 %, c'est extraordinaire. Cela signifie que des gens qui ne votaient jamais jusqu'ici ont décidé de s'engager. C'est de bon augure pour la lutte contre la corruption*», dit-il.

«*Je suis contre tous ces freebies et autres cadeaux, légaux ou non, glisse Sarabayam, ingénieur électronique à Cuddalore. Tout cet argent pourrait être bien mieux utilisé ailleurs.*» Le Tamil Nadu a tellement de cordes à son arc. Non seulement il est l'un des États les plus prospères de l'Union indienne, mais il est aussi le deuxième État le plus industrialisé du pays après le Maharashtra.

Article de liberation.fr du 23 avril.

De Misrata. (23.04)

(titre de libération.fr : *Misrata* : «*On va enfumer les gars de Kadhafi*»)

Les yeux détournés par l'excès de peine, un homme aux taches de rousseur embrasse son camarade dans la cour de la clinique Moujamad, qui fait office d'hôpital général depuis un mois. Puis les deux hommes glissent, du pick-up grêlé par des éclats de mortier, le corps d'Oussama Manita, 33 ans, enveloppé dans une couverture beige. Oussama Manita est le premier mort «*officiel*» de la journée de jeudi. Il est tombé un peu avant 11 heures, touché en pleine tête par le tir d'un sniper, non loin de là où ont été tués, mercredi, deux photographes occidentaux (lire ci-contre) par des éclats d'obus. Un infirmier en blouse bleu lance le premier «*Allah Akbar*». Que chacun reprend en portant le corps sur une civière et le pick-up repart en crissant les pneus vers les combats qui font rage à la sortie de la ville en direction de l'aéroport, tenu par les loyalistes, où seraient postés une quinzaine de tanks.

«Snipers». Le jour est levé depuis trois heures et les crépitements d'une mitrailleuse russe de 14,5 mm soudée à l'arc sur un châssis de pick-up détruisent le balcon au dernier étage d'un petit immeuble du quartier Almagasba, qui longe Tripoli Street. Il y a encore deux mois, Tripoli Street était la plus grosse artère commerçante. Depuis près d'un mois, c'est le théâtre des combats les plus acharnés entre forces loyalistes et rebelles, qui les repoussent. «*Ils sont encore deux snipers dans l'immeuble. On sait qu'ils n'ont plus d'eau et de nourriture depuis une semaine. On attend...*», dit Mohamed, étudiant de 19 ans en première année de médecine qui tient un check-point avec trois autres combattants.

Hier, deux soldats de Kadhafi sont sortis sur les coups de 10 h 30 d'un immeuble de bureaux de Tripoli Street en arrosant de balles la carcasse des bagnoles calcinées et les murs de ce qui était, il y a encore un mois, une pharmacie, pour protéger leur progression et gagner une supérette défoncée. «*Ils crèvent de faim, de soif et veulent trouver de la bouffe*», raconte el-Hadj Hakim, tireur d'élite. Il fait partie des hommes du commandant Smile, qui était encore, voilà deux mois, maçon à Malte. Ses gars ont descendu l'un des deux combattants loyalistes d'une rafale tandis que l'autre se rendait après une traque d'une heure : «*On l'a trouvé allongé entre les tombes dans un cimetière, tout de suite après le troisième Circular Road. Il nous a dit qu'il était croyant et on l'a remis en lieu sûr.*» Rien ne dit que le type n'a pas été exécuté.

Le commandant Smile, qui n'a pas 30 ans et qui, comme son surnom l'indique, sourit même quand les bombes font sauter ce qui reste des maisons, a récupéré deux fusils d'assaut et deux lance-roquettes de la manufacture belge d'Herstal. Ainsi que deux paires de chaussures. Smile n'est commandant en chef que depuis hier. Son supérieur est tombé mercredi, fauché par un tir, venu d'une maisonnette dentelée par les combats, en franchissant une ruelle du quartier El Arhoumed, là où le sable fait comme une croûte de pain. «*On essaye de déloger les gars de Khadafi depuis une semaine... On va les enfumer, comme on a fait à Benghazi Street, mais pour l'instant, pas moyen ; vu qu'ils ont monté une grosse mitrailleuse sur la terrasse*», explique Smile.

Pestilentielle. Pour éviter les tirs de la mitrailleuse lourde, les rebelles ont abattu les murs d'enceinte des maisons et passent en voiture de jardin en jardin en soulevant une poussière terrible. Les combattants se sont donc inventé un nouveau cadastre «*car la ville n'existe plus sous la forme d'avant*», dit Yazid Ellak, dont on ne sait par quel accident de la vie cet homme qui tenait «*un bar à Sedan*» s'est retrouvé à Tripoli Steeet. En tout cas, il trouve le moyen d'en rire alors que les tirs, dans le bas de l'artère, deviennent assourdissants : «*Je suis un cuisinier révolutionnaire !*»

Dans la salle commune, à 50 mètres d'une position tenue par les tireurs loyalistes, Yazid fait la cuisine alors qu'un combattant raconte doctement comment on fabrique une bombe avec deux mines antichars, et de manier la «*bombe*» d'une main comme si c'était un parpaing à monter sur un mur. A l'intérieur du réduit, une vie faite du souvenir de jeunes camarades morts, dont certains n'avaient pas 20 ans et seulement un surnom. Une fourchette plantée dans une salade de feuilles de vigne, les tirs de mortiers, l'odeur pestilentielle de l'immeuble de la compagnie d'assurances, juste à côté de la pompe à essence où pourrissent les corps des soldats loyalistes abattus. «*Ils seraient encore une dizaine, avec leurs morts. Ils sont là depuis dix-douze jours. Et ils nous tirent toujours dessus*», dit celui qui se fait appeler Ibrahim. Comme dans un miroir grisâtre, les scènes se répètent nuit et jour dans l'entrelacs des maisons détruites

entre Tripoli et Benghazi Street. Une ambulance roule au pas. Le docteur Bachir, jeune médecin qui a fui Tripoli «*en douce*», dit : «*Rien qu'ici, ce matin, 4 morts et 20 blessés. Des civils. Que fabrique l'Otan ?*»

L'Otan essaie aussi de vous "enfumer"...

Complément de Reuters.

Il a fallu deux semaines de combat aux insurgés libyens pour se rendre maîtres d'un immeuble du centre de Misrata utilisé comme repaire par les 'snipers' kadhafistes.

Selon les rebelles, sept tireurs embusqués y étaient retranchés et leur position élevée leur permettait de limiter efficacement les déplacements des insurgés au sol.

"*Ils tiraient sur tout ce qui bougeait. Ils étaient très bons, très professionnels*", raconte Badr Mouhammad, l'un des rebelles.

Il semble que le leader libyen avait réussi à infiltrer certains de ses meilleurs soldats dans cet immeuble qui porte les stigmates des affrontements d'une grande violence qui se déroulent dans la cité portuaire, seule localité de l'Ouest libyen tenue par les opposants à Mouammar Kadhafi.

Les rebelles ont finalement réussi à s'emparer de l'immeuble jeudi soir tuant deux des snipers et en capturant trois autres. Les deux derniers ont réussi à prendre la fuite.

La prise de ce bâtiment constitue un succès pour les rebelles car elle leur offre un contrôle élargi de la rue de Tripoli, épice centre des affrontements qui ont fait 350 morts et des milliers de blessés.

Article du mode.fr. du 25 avril.

WikiLeaks. Guantanamo: des mineurs innocents emprisonnés. (26.04)

(titre de l'article du mode.fr : *WikiLeaks : A Guantanamo, des adolescents victimes de machinations*)

Sur les 779 détenus qui ont séjourné à Guantanamo, plusieurs dizaines étaient encore adolescents à leur arrivée. Les rapports d'interrogatoire révélés par WikiLeaks et consultés par Le Monde révèlent que beaucoup de ces jeunes ne comprenaient pas ce qu'ils faisaient là, et que dans certains cas, leurs interrogateurs étaient du même avis.

Lorsque Mohammed Omar est transféré à Guantanamo en juillet 2002, il déclare avoir 15 ou 16ans – il n'est pas très sûr.

Patiemment, les interrogateurs ont reconstitué son histoire. Né au Pakistan, Mohammed Omar a été envoyé en Afghanistan fin 2001 par un de ses camarades de classe, qui lui avait simplement parlé d'un séjour dans une école d'arts martiaux. Une fois sur place, Mohammed se retrouve interné dans un camp d'entraînement militaire taliban. En fait, il ne reçoit aucune formation, car dès son arrivée, la zone est bombardée en permanence par l'aviation américaine. Il décide alors de s'enfuir pour rentrer au Pakistan. En chemin, il est pris en charge par des Afghans qui prétendent l'aider, mais qui le font prisonnier et le livrent aux Américains.

Il reste incarcéré en Afghanistan pendant six mois, puis il est envoyé à Guantanamo, à cause de sa connaissance supposée du fonctionnement du fameux camp d'entraînement.

Dès juillet 2003, les interrogateurs américains estiment qu'il doit être libéré, car il ne détient aucun renseignement utile, n'est "*ni membre d'Al-Qaida ni chef taliban*" et n'a "*jamais exprimé de pensées violentes ni de menaces envers les Etats-Unis*". Il ne connaît même pas la signification du mot "*djihad*". Pourtant, Mohammed ne sera renvoyé dans son pays qu'un an et demi plus tard, à cause des pesanteurs bureaucratiques et des allers-retours de son dossier entre Guantanamo et le CITF – Criminal Investigative Task Force, la commission d'enquête criminelle du Pentagone.

Dans les rapports, les récits similaires se succèdent. Lorsque les interrogateurs racontent les mésaventures de certains jeunes détenus, ils adoptent parfois un ton presque compassionnel. Naqib Ullah, originaire d'un petit village afghan, n'a que 14 ans quand il arrive à Guantanamo en janvier 2003. Au fil des interrogatoires, on découvre que le jeune garçon a d'abord été kidnappé par une bande d'une douzaine d'hommes, qui l'ont violé sous la menace d'une arme, puis l'ont obligé à travailler pour eux.

Quand des soldats américains s'approchent du camp où Naqib est prisonnier, ses ravisseurs lui donnent un fusil et lui ordonnent de se battre contre les assaillants, puis ils s'enfuient. L'adolescent est capturé alors qu'il tient à la main une arme n'ayant jamais servi. Il est quand même envoyé à Guantanamo, car "*il a peut-être connaissance des actions de résistance des talibans locaux et de leurs leaders*".

Après huit mois d'interrogatoire, les auteurs du rapport en arrivent à la conclusion que Naqib détient peut-être quelques renseignements intéressants, mais qu'il n'a jamais été un "combattant ennemi", loin de là. Ils le classent officiellement dans la catégorie des "*victimes d'enlèvement et enrôlés de force*".

Il faut donc avant tout "*retirer ce garçon de son environnement actuel, et lui donner une chance de s'affranchir de l'extrémisme auquel il a été soumis, puis de devenir un membre productif de sa société*". Ils recommandent de le confier à une association caritative, le temps qu'il se reconstruise. En fait, Naqib sera renvoyé en Afghanistan après un an de détention.

Dans certains cas, les interrogateurs semblent convaincus que des adolescents afghans ont été raflés au hasard dans le chaos de la guerre et envoyés à Guantanamo à la suite d'une série de méprises et d'incompétences.

Fin 2001, Mohammed Ismail, âgé de 14 ans, errait de village en village, avec un oncle et un cousin, dans l'espoir de trouver du travail sur un chantier. Un jour, près d'un canal d'irrigation en construction, il rencontre un soldat, qui lui propose de travailler pour les talibans, mais il s'agissait d'une ruse : dès qu'il accepte, il est

livré à un commandant antitaliban, qui l'emprisonne. Croyant naïvement obtenir sa libération s'il passe aux aveux, il se dénonce comme taliban. Il est aussitôt interné dans un camp américain, puis transféré à Guantanamo.

Dès juin 2003, les interrogateurs recommandent sa libération, car son transfert à Guantanamo ne repose sur aucune raison sérieuse. Mais un mois plus tard, le CITF décide de son maintien en détention, car "*son cas n'a pas été entièrement évalué*". Il sera finalement relâché début 2004.

De même, Hezbollah Abd Jalil Andar, un paysan de 18 ans, réquisitionné dans son champ de luzerne par des soldats américains qui avaient besoin d'un guide, a ensuite été confondu avec un prisonnier par une unité de la police militaire venant d'arriver sur les lieux. Apparemment, la décision de l'envoyer à Guantanamo ne repose sur aucun élément précis.

Parfois, les enquêteurs croient même deviner que quelques-uns des jeunes échoués à Guantanamo ont été victimes d'une machination : des talibans, auteurs d'attaques contre des soldats de la coalition, auraient ensuite réussi à se faire passer auprès des Américains pour des miliciens proches de l'Alliance du Nord. Puis, afin de détourner les soupçons, ils leur auraient livré des jeunes pris au hasard, affirmant qu'il s'agissait des coupables.

Article du monde.fr du 26 avril.

Moins de classes, plus d'élèves, les parents se mobilisent. (27.04)

Séquestration symbolique d'un directeur d'école à Aiguillon (Lot-et-Garonne), "nuit des écoles" à Montpellier et ses environs, occupation d'école à Thionville (Moselle), opération "école morte" à Caen. Pas un jour sans qu'une initiative ne vienne dénoncer la suppression des postes d'enseignants en maternelle et en primaire. "Des actions sont déjà recensées dans 60 départements", affirme Sébastien Sihr, secrétaire général du SNUipp.

On connaissait, depuis décembre 2010, l'ampleur du sacrifice imposé à l'école à la rentrée 2011-2012. Les parents savaient que 8 967 postes seraient supprimés dans le premier degré (maternelle et élémentaire) alors que 4 900 nouveaux élèves sont attendus. On connaissait aussi la répartition académique des coupes, particulièrement sévères pour Lille et Nancy-Metz.

Mais on ignorait encore les dotations pour chaque école, dossier reporté après les élections cantonales. Les isolements rangés, l'annonce des "cartes scolaires départementales" a fait l'effet d'une bombe. Quelque 3 367 des 8 967 postes supprimés correspondent à des maîtres en charge d'une classe. Pour la première fois, le rapport entre ouvertures et fermetures est négatif : - 1 500 classes prévues en septembre 2011 (contre + 373 en septembre 2010).

"L'évolution sera pour la première fois perceptible par les parents", explique l'historien de l'éducation Claude Lelièvre. "Jusqu'à présent on avait rogné sur les postes de remplaçants, ceux dégagés pour la formation, les conseillers pédagogiques, les profs en charge des élèves en difficulté, les animateurs en langues ou arts plastiques", précise-t-il. D'autres variables d'ajustement sont utilisées par les inspecteurs d'académie et les recteurs : le relèvement du nombre d'élèves par classe et la non-scolarisation des enfants de moins de 3 ans. "L'école est à l'os", analyse l'historien.

Pourtant, le cap sera maintenu, selon le secrétaire d'Etat à la fonction publique, Georges Tron, invité le 27 avril du Grand Jury-RTL-Le Figaro-LCI. Une position affirmée par Nicolas Sarkozy lors de son déplacement le 19 avril dans les Ardennes, même si ce dernier avait reconnu un peu plus tôt devant les députés UMP du collectif droite rurale avoir "conscience des limites" de sa politique de réduction des dépenses publiques. Le ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et de la vie associative, Luc Chatel, a, de son côté, tenté de relativiser les coupes en déclarant sur RMC, mardi 26 avril, qu'il y aura, en septembre, "plus de professeurs et moins d'élèves" qu'il y a quinze ans. Il ajouta "245 000 classes de premier degré à la rentrée, c'est sensiblement le même chiffre qu'il y a quatre ou cinq ans".

Enseignants et parents d'élèves estiment pourtant que l'école primaire, à laquelle la France consacre déjà 15 % de moins que la moyenne des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ne pourra se permettre les 16 000 suppressions de postes prévues en 2012. Ce constat est partagé par la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), classée à droite. Même l'enseignement privé, qui ne perd "que" 1 533 enseignants, se fait entendre. "Cent postes nous manquent pour une rentrée non pas confortable mais convenable", répète Eric de Labarre, secrétaire général.

Si la mobilisation reste locale, à l'échelle de l'école concernée, elle n'a plus rien de dispersée, soutient Christian Chevalier, secrétaire général du SE-UNSA : "Une, deux, voire trois occupations d'écoles par département, comme on l'observe à Toulouse, c'est inédit." Même constat de la part de Thierry Cardart, secrétaire général du SGEN-CFDT. Le SNUipp a déjà recensé une cinquantaine de disparitions de "petites écoles" - d'une à deux classes - à la rentrée. "Les regroupements pédagogiques communaux existent depuis vingt-cinq ans. Là, on voudrait regrouper des regroupements !", s'insurge Vanik Berberian, maire (MoDem) de Gargilesse-Dampierre (Indre), et président de l'Association des maires ruraux de France. "Cela a un impact sur l'attractivité des villages ; c'est aussi un transfert de charges pour les départements contraints de revoir le transport, coûteux, des élèves."

Certains prévoient une année explosive. Le sociologue François Dubet n'exclut pas un blocage d'envergure, mais plutôt en mai, à l'annonce de la prochaine "carte scolaire départementale"... et à un mois de l'élection présidentielle.

Aux 8 967 postes supprimés dans le premier degré, viennent s'ajouter les 7 033 coupes dans les collèges et lycées, mais qui, elles, se voient moins ou frappent moins les esprits. Reste qu'au total ce sont 16 000 postes qui disparaissent encore, portant à 66 000 les suppressions depuis 2007.

Article de sateafrique.com du 26 avril.

Côte-d'Ivoire. Ces chefs de guerre qui ont porté Ouattara au pouvoir. (27.04)

Certains d'entre eux ressemblent à des personnages de film. Pour la plupart des sous-officiers anonymes de l'armée ivoirienne, ils se sont fait une sulfureuse réputation durant la décennie qui a vu la Côte d'Ivoire basculer dans la guerre civile. Qu'ils s'appellent IB, Wattao, Chérif Ousmane, Loss ou Vétchio, ces chefs de guerre du Nord ont joué un rôle décisif dans l'accession d'Alassane Ouattara au pouvoir. Zoom sur ces fortes têtes qui sont devenues des créanciers du nouveau chef de l'Etat ivoirien.

IB Ibrahim Coulibaly, le célèbre invisible

Ibrahim Coulibaly est considéré par beaucoup d'observateurs comme le véritable père fondateur de la rébellion ivoirienne. Simple sergent-chef des Forces armées nationales de Côte d'Ivoire (Fanci) au moment du coup d'Etat de Noël 1999, IB est, avec le caporal Oumar Diarrassouba et le sergent Souleymane Diomandé alias «La grenade» (tous les eux assassinés depuis), le meneur des jeunes «Dioulas» qui vont porter le général Robert Guéï au pouvoir avec la caution des généraux nordistes Abdoulaye Coulibaly et Lansana Palenfo. Ancien garde du corps des enfants de Ouattara, IB va jouer le rôle du «grand frère» qui a redonné leur dignité aux soldats originaires du Nord confinés dans les grades subalternes dans l'armée ivoirienne.

Le soupçonnant de velléités putschistes, le général Guéï le nomme attaché militaire au Canada. Quelques semaines après cette décision, quelques-uns de ses hommes sont arrêtés par le général Guéï, qui les accuse d'avoir fomenté un coup d'Etat («le complot du cheval blanc»); ils sont torturés. Parmi eux, Wattao, Chérif Ousmane, Tuo Fozie, Diarrassouba et «La grenade», qui décédera des suites de ses blessures. Quand éclatera l'insurrection militaire du 19 septembre 2002, ce sont les mêmes hommes, devenus des déserteurs de l'armée ivoirienne, qui mènent les opérations, commandés en sous-main par IB, qui a piloté toute l'opération depuis le Burkina Faso. Erreur fatale: profitant de l'absence d'IB, un certain Guillaume Soro, qui était censé n'être que le «visage politique» du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI, le mouvement mis sur pied par les rebelles), devient très vite, en s'appuyant sur les principaux lieutenants de Coulibaly, le vrai patron de la rébellion des Forces nouvelles. Pis, les principaux soutiens d'IB au sein de la rébellion, comme le caporal Kassoum Bamba, Adam's ou le chef Mobio, sont traqués et liquidés. Ainsi, lorsque Soro échappe miraculeusement à un attentat contre son avion en 2007, beaucoup soupçonnent IB d'être l'auteur du coup.

Ayant un temps disparu de la circulation au gré de ses péripéties judiciaires, IB, qui s'est autoproclamé «général», a refait surface dernièrement à la tête du fameux et courageux «commando invisible» qui a puissamment contribué à saper le moral des Forces de sécurité (FDS, loyales à Laurent Gbagbo) dans le quartier d'Abidjan Abobo. Le président Ouattara pourrait s'appuyer sur «Djibilan», un autre de ses surnoms qui signifie «l'invisible» en langue Koyaka (son ethnique), pour échapper à l'emprise étouffante de Soro.

Chérif Ousmane, le féroce du Nord

Commandant de la compagnie Guépard de Bouaké, Chérif Ousmane est sans doute le plus efficace des chefs de guerre (com'zones) du Nord du pays. Féroce au combat, cet ancien sergent des Fanci né en 1973 est un ancien membre des Firpac, un corps d'élite formé par le général Guéï. Admiré pour sa bravoure au combat, Chérif Ousmane, qui est de confession catholique comme son nom ne l'indique pas, est un homme très craint par ses ennemis.

Alassane Ouattara était présent lors de son mariage contracté avec la fille de l'ancien Président burkinabé Sangoulé Lamizana et son épouse Dominique en était le témoin. En faisant sauter le verrou de Tiébissou, Chérif Ousmane a permis aux Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) pro-Ouattara de conquérir la capitale Yamoussoukro.

Wattao, meneur à Abidjan

Chef d'Etat major adjoint des Forces nouvelles, Wattao, ancien caporal des Fanci, est l'un des plus célèbres chefs militaires de l'ex-rébellion nordiste. A la faveur de la crise, il s'est beaucoup enrichi depuis son fief de

Bouaké avec les trafics en tous genres. Selon un rapport d'enquête de l'ONU, Wattao en tirerait près de 640 millions de francs CFA (1,45 million d'euros) de recettes annuelles.

L'ancien caporal est également impliqué dans la production musicale et le commerce de voitures. Avec son cousin Morou Ouattara et le commandant Hervé Pélikan Touré alias «Vétchio» à la tête du «bataillon mystique», il est l'un des principaux meneurs de l'assaut final des FRCI à Abidjan. Lors de la capture de Laurent Gbagbo, le 11 avril, c'est ce colosse que l'on voit sur les images en train de passer une chemise à l'ex-président. Il a plusieurs fois annoncé son désir de retourner à la vie civile à la fin du conflit.

Zacharia Koné, terreur mystique

L'ancien chef de guerre de Séguéla est l'un des plus redoutés au Nord. La terreur des FDS a la réputation de posséder des pouvoirs mystiques. Exilé au Burkina par Guillaume Soro pour velléité d'insubordination en 2008, «Zack» a refait surface avec l'assaut sur Abidjan. Il a fait partie du commando qui a capturé Laurent Gbagbo. Il est considéré comme un proche du sergent-chef IB.

Losseni Fofana, l'intrépide de l'Ouest

Surnommé «l'intrépide Loss», ce soldat dégingandé, chef militaire de la ville de Man, est devenu l'un des hommes forts de l'ex-rébellion. Après de durs combats, c'est Losseni Fofana qui a conquis l'Ouest ivoirien infesté de miliciens pro-Gbagbo et de mercenaires libériens. Ses troupes sont toutefois soupçonnées d'avoir commis beaucoup d'exactions au cours de leur progression à Duékoué.

Commentaire

Voilà avec quelle bande d'assassins et de trafiquants Sarkozy (et l'ONU) a orchestré un coup d'Etat en Côte-d'Ivoire pour défendre les intérêts d'un autre gangster, son ami cacao, monsieur Bolloré sans doute mêlé à tous leurs coups tordus, s'il n'en a pas financé une partie. Il a dû financer les deux parties pour finalement se ranger au côté de celui qui pouvait dans l'avenir servir au mieux ses intérêts.

Article de slateafrique .com. du 27 avril.

Qui sont les rebelles libyens? (28.04)

Une partie de l'intelligentsia française l'a prise sous son aile. La résolution 1973 de l'ONU en a fait des «civils» qu'elle se doit de protéger. Leur représentation politique a même été reconnue par la France, le Portugal, et la Ligue Arabe. Pourtant, il est difficile d'en avoir une image claire. Quelle est la véritable identité de cette rébellion libyenne qui défie Kadhafi depuis plus de deux mois?

Benghazi, aux racines d'un conflit historique

D'abord, il y a au sein des insurgés deux entités distinctes. Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen (Cermam), explique:

«Il faut bien dissocier d'une part les rebelles, et d'autre part le Conseil national de transition, le CNT. Les rebelles sont antérieurs au CNT, ce sont des jeunes de l'Est principalement, mais aussi du Centre et un peu de l'Ouest.»

C'est de l'Est que la révolte est partie —de Benghazi plus précisément. Le 15 février 2011, alors que tout le pays rendait hommage aux centaines de milliers de Libyens victimes de la conquête coloniale italienne (1911), les habitants de Benghazi commémoraient une autre tuerie, celle de la prison d'Abou Salim. En 1996, 1.200 prisonniers y étaient massacrés par les forces de sécurités libyennes en représaille d'une révolte de Benghazi contre le régime de Kadhafi.

«La plupart des prisonniers étaient originaires de Benghazi. C'est un élément fédérateur fort. La version officielle du régime a toujours été de dire que ces prisonniers avaient disparu, laissant les familles dans l'expectative», explique Hasni Abidi.

Depuis, ces familles se rassemblent chaque semaine pour un sit-in devant la maison du gouverneur de la région. C'est à l'occasion de l'un de ces rassemblements que leur avocat Fethi Terbil ainsi qu'un blogueur ont été arrêtés. L'avocat est rapidement libéré, mais son arrestation fait office de catalyseur. Les manifestations se multiplient à Benghazi et à Al-Baïda et sont réprimées dans le sang par le régime. Le 17 février, la journée de la colère est organisée; le 18, Benghazi tombe aux mains des insurgés. La révolte était née.

L'opposition de la Cyrénaïque et de sa capitale Benghazi au Guide libyen est historique. Benghazi est d'abord le berceau de la monarchie Senoussie, qui a régné de 1951 à 1969, jusqu'à ce que Mouammar Kadhafi ne la renverse par un coup d'Etat. Les populations de la Cyrénaïque n'ont jamais accepté ce geste et le drapeau noir de cette monarchie déchu est devenu le symbole de la rébellion.

Une première opposition qui a déterminé les relations futures entre la Cyrénaïque et Kadhafi. Quand ce dernier prit le pouvoir, il mit en place une stratégie de développement qui exclut Benghazi et sa région:

«Benghazi est une ville martyre, une ville qui a toujours été humiliée par Kadhafi, oubliée de tous les projets de développement. Benghazi n'a jamais bénéficié, au contraire de la ville de Syrte par exemple ou comme Tripoli, de la manne pétrolière. Kadhafi n'a jamais voulu que cette ville se développe. A Benghazi, qui est la deuxième ville du pays, il y a deux hôpitaux dont un en mauvais état», explique Hasni Abidi.

La contestation s'est manifestée rapidement, et en retour la répression. Le 7 avril 1976, des étudiants étaient pendus à Benghazi après des manifestations à l'université. Depuis, les relations difficiles entre la Cyrénaïque et Kadhafi perdurent. D'ailleurs, *«la ville de Benghazi a été à l'origine de plusieurs tentatives de coups d'Etat»,* note Hasni Abidi.

Un foyer islamiste inquiétant

En outre, l'influence de l'islamisme dans cette région méconnue inquiète. Hasni Abidi explique:

«Le bastion du Groupe islamique de combat libyen, le Gicl, est situé entre Benghazi et la région de la montagne verte. Beaucoup de Libyens sont allés combattre en Afghanistan. La région est un des foyers de résistance d'un islamisme mondialisé depuis des années.»

Dans les années 90, la région a été le théâtre d'un violent face-à-face entre le régime de Kadhafi et les islamistes. Le Gicl et le Mouvement islamique des martyrs se sont notamment lancés dans une lutte armée contre le régime libyen, à laquelle ce dernier a mis fin après une dure répression. En 1998, 152 Frères Musulmans sont arrêtés; en 2002, deux sont condamnés à mort, 73 à la prison à vie et 66 sont acquittés, les autres écopant d'une peine de prison de dix ans.

Malgré cet échec, les islamistes peuvent encore «s'appuyer sur une base solide notamment dans l'est du pays, une légitimité issue de leur lutte contre le régime, et une renonciation officielle à la violence», explique Antonin Tisseron, chercheur associé à l'Institut Thomas More.

«Dans le cadre du programme de réconciliation entre le pouvoir et les activistes, 214 détenus liés à des mouvements islamistes était en effet libérés en mars 2010, dont l'ancien émir du Gicl et ses deux adjoints», précise-t-il.

Il est aujourd'hui assez délicat de définir leur positionnement politique face aux insurgés. «La mouvance islamiste, qu'elle soit modérée ou extrémiste, existe bel et bien mais n'est pas représentative de l'action politique et ne la paralyse pas non plus», assure Hasni Abidi.

L'inconnue CNT

Formé trois semaines après le début de la contestation, le Conseil national de transition reste l'une des grandes inconnues de l'équation libyenne. Quand la révolte a dépassé la frontière de Benghazi, que Baïda et même des villes de l'Ouest se sont enflammées, les défections se sont multipliées: membres de l'armée, ministres, anciens du régime, libyens à l'étranger...

«C'est à ce moment qu'il a été décidé de créer cette entité politique qu'est le CNT, dont un des derniers éléments moteurs de la création a été la défection du ministre de la Justice de Kadhafi», précise Hasni Abidi.

C'est ce dernier, Moustafa Mohamed Aboud al-Djeleil, ministre de 2007 à 2011, qui préside le CNT et nomme un avocat défenseur des droits de l'homme, Abdelhafez Ghoga, comme porte-parole. L'identité de la grande majorité des 31 membres qui le composent est inconnue —officiellement pour des raisons de sécurité.

Cependant, le véritable centre décisionnaire de ce Conseil est un triumvirat encore moins médiatisé et en liaison constante avec la coalition. Selon la fondation Terra Nova, proche du parti socialiste français:

«Il est présidé par "l'intellectuel" Mahmoud Djebril (économiste formé au Caire et aux Etats-Unis qui a dirigé depuis 2007 le National Economic Development Board institué par Kadhafi pour procéder à la réforme et la libéralisation de l'économie libyenne).

Le responsable des opérations militaires est Omar Hariri (un officier supérieur qui a participé au côté du Guide libyen au coup d'Etat de 1969).

Ali Al Issawi, ancien ambassadeur de Libye en Inde, est en charge des relations internationales.»

Composé de nombreux ex-caciques du régime libyen, le CNT est-il représentatif de l'ensemble de la rébellion et de la population libyenne? Terra Nova rapporte que *«selon des sources diplomatiques occidentales, le CNT ne serait légitime qu'aux yeux de moins de la moitié de la population libyenne, compte-tenu des alliances actuelles, structures ethnolinguistiques aidant».*

Pour Hasni Habidi, il est très difficile de se prononcer à ce propos car *«la Libye n'a jamais eu d'élection. Il n'y a donc pas d'indicateur politique disponible».* Il estime cependant que si le Conseil n'incarne pas tous les Libyens, *«il est assez représentatif des tendances libyennes. C'est une instance provisoire, faute de mieux.*

Son souhait pour l'après-Kadhafi est d'organiser une conférence nationale qui regrouperait toutes les tendances politiques».

Intransigeance politique

Porte-drapeau politique des insurgés, le CNT se montre intransigeant et a exprimé à plusieurs reprises ses réticences devant toute négociation avec Kadhafi. Au point de faire échouer la mission de l'Union africaine (UA) en refusant lundi 11 avril sa feuille de route de sortie de crise. Réunis à Addis Adebba, où ils ont rencontré le président de la Commission de l'UA Jean Ping et le comité ministériel ad hoc de l'UA sur la Libye, les membres du Conseil semblent camper sur leurs positions.

«C'est difficile pour le CNT de négocier, puisqu'il a bâti sa légitimité sur son opposition à Kadhafi. S'il négocie, il entache sa réputation», explique Hasni Abidi.

Il estime cependant que c'est *«une opposition de principe qui est la conséquence de l'absence d'un plan qui respecte toutes les exigences du CNT»*. Particulièrement celle de voir le Guide libyen céder le pouvoir à une personne acceptée par le Conseil et en mesure de mener la transition politique.

Au moment où l'opération militaire semble avoir atteint ses limites, le CNT cristallise un certain nombre d'interrogations. Son existence est pourtant capitale dans le contexte libyen. Dans les pays du monde arabe où les révoltes ont réussi, en Tunisie et en Egypte, ce genre d'initiative n'est pas allé aussi loin *«car l'armée s'est rangée du côté du peuple»*, rappelle Hasni Abidi.

«Il y avait en Libye un vide institutionnel qu'il était nécessaire aux insurgés de combler, pour rassurer à la fois l'est du pays et l'Occident que la transition pouvait être prise en charge.»

Aujourd'hui, les rebelles et le CNT semblent unis pour tenter de mener à bien leur combat contre le Guide. Mais le seront-ils toujours dans l'après Kadhafi? Ont-ils les mêmes aspirations pour la Libye de demain? Plus encore, c'est la question de la capacité de l'insurrection à mener une transition démocratique respectant toutes les composantes libyennes, notamment du Nord-Ouest, qui se pose.

Commentaire.

Les militants qui ont lu les autres articles publiés dans le site corrigeront les erreurs ou les approximations figurant dans le présent article, par exemple, les premières manifestations contre le régime ont eu lieu simultanément à l'est et à l'ouest de la Libye, y compris à Tripoli.

Dans le reportage diffusé récemment sur France 2 (en différé sur TV5Monde Asie) dans l'émission Envoyé spécial, une partie était consacrée à deux quartiers de Tripoli importants par la taille et son nombre d'habitants qui avaient déjà manifesté la veille du 18 février, jour du tournage de ce reportage et jour au cours duquel Benghazi s'est soulevée, ce qui signifie que la population de l'ouest de la Libye était également prête à en découvrir avec le dictateur.

Article de Rue89 du 28 avril.

En Syrie, c'est aussi la révolte des nouveaux pauvres de Bachar. (29.04)

Cet ingénieur installé à Damas et opposé au régime de Bachar al-Assad appartient à la classe moyenne supérieure. Il livre son point de vue sociologique sur les sources de la révolte en Syrie. Il ira manifester encore ce vendredi.

Le président Hafez el-Assad, qui a régné entre 1970 et 2000, a bâti sa dynastie sur six piliers :

1. la force et le pouvoir absolu, avec une opposition réduite à néant ;
2. une relative justice sociale. Issu d'un milieu pauvre, Hafez s'est toujours senti responsable vis-à-vis des classes les plus populaires ;
3. l'engagement dans le processus de paix avec ses voisins, dans le but d'apaiser ses relations avec l'Occident ;
4. ne faire ni la guerre ni la paix, pour occuper en permanence l'esprit de son peuple ;
5. tenir tête à l'Occident et des positions courageuses face à Israël ;
6. une alliance avec l'Iran, mais sans se brouiller avec les Etats arabes.

Bachar, son fils, a conservé les fondations héritées du régime de son père, à l'exception du second pilier : sous son règne, les pauvres sont devenus plus pauvres. Ses efforts pour moderniser le pays l'ont conduit à une alliance – pas vraiment sainte – entre ses proches et la classe moyenne supérieure de Damas et Alep. Cela a donné naissance à une classe de « *nouveaux riches* » d'environ 100 000 personnes, qui contrôle largement l'économie.

Le sixième pilier a aussi évolué, Bachar s'est trop rapproché de l'Iran, au point de causer des tensions avec le reste du monde arabe, et à l'intérieur des franges les plus conservatrices de la société syrienne.

Le Président a aussi accru le niveau extrême de peur qui régnait dans la société, et a accentué le culte de la personnalité.

Les manifestants, des étrangers dans leur propre pays

J'ai manifesté le 25 mars devant la mosquée des Omeyyades à Damas et j'ai observé pour la première fois mes « *nouveaux camarades* » : un peuple pacifique, bien plus jeune que moi, issu des classes moyennes et populaires, étrangers dans leur propre pays. J'ai noté la présence d'islamistes, mais en petit nombre.

Pour moi, la crise actuelle a trois sources :

1. la pauvreté, le manque de justice sociale et la corruption ;
2. la pression sécuritaire excessive, cumulée aux violations des droits de l'homme et au sentiment d'abandon de la jeunesse ;
3. après les révolutions en Tunisie et en Egypte, le peuple a senti que le moment de gagner sa liberté était arrivé.

La lutte actuelle recouvre à mon sens trois aspects :

1. confessionnel : la minorité alaouite confisque le pouvoir à la majorité sunnite, mais ce point est minoritaire ;

2. politique : la soif de démocratie ;

3. social : la lutte des classes entre nouveaux riches et nouveaux pauvres, particulièrement dans les banlieues pauvres de la capitale.

Les Syriens défilaient pacifiquement, ils ont reçu des pierres

Le régime a opté pour la violence dès le premier jour. Il a aussi engagé de timides réformes, qui n'ont pas reçu la confiance du peuple. Il a fait appel à des voyous et à la police secrète pour réprimer.

J'ai clairement vu cela lors de la manifestation à la mosquée des Omeyyades, ainsi qu'à Kfar Souseh le 1er avril et dans le quartier de Barzeh à Damas les 15 et 22 avril, où la police secrète a tué plusieurs jeunes manifestants. Les gens défilaient pacifiquement, mais ils ont reçu des pierres. Des membres des services secrets ont aussi été blessés.

Lundi 25 avril, le régime est passé de la violence à l'option militaire. L'armée a commencé à pilonner les villes de Deraa, Douma, Mouadamia et Jableh.

La suite ? Ce sera tout ou rien

Cette politique est vouée à l'échec et fera perdre au régime les soutiens qu'il avait dans les classes moyennes et supérieures à Damas et Alep. La détermination des manifestants ne fait que croître.

Vendredi, je les ai vu faire face aux canons du régime à Barzeh, dans un mélange de défiance et d'harmonie. Cela m'a fait penser au « Requiem » de Mozart, tant ils étaient harmonieux. L'écriture de la symphonie a été interrompue par la mort du compositeur, en Syrie, elle se termine dans un bain de sang.

La suite ? Je pense que celui qui vaincra le fera par KO. Le régime tombera, ou les manifestants seront écrasés. Ce sera long et douloureux, notamment à cause de cet aspect « *lutte des classes* ».

Pour des raisons de sécurité, notre ingénieur utilise le pseudonyme Basel Adnan.

Commentaire.

Cet ingénieur ne comprend pas apparemment que le soulèvement des masses exploitées et sa jeunesse et la réponse répressive qu'y apporte le régime sont justement l'expression de la lutte des classes, et que si elle n'existait pas le peuple syrien serait réduit à l'état d'esclave.

La lutte des classes est l'un des deux principaux facteurs du développement de la civilisation humaine (avec le développement des forces productives), et elle ne prendra fin que lorsque les classes et l'Etat auront disparu à l'échelle de l'humanité, quand l'exploitation de l'homme par l'homme qui en est à l'origine aura pris fin...

Les révolutions ou soulèvements révolutionnaires actuels confirment la théorie du socialisme scientifique, ce qu'on appelle communément le marxisme.

Article de l'express.fr et AFP du 28 avril.

Selon une étude de l'Insee, 1,5 million de personnes actives vivent sous le seuil de pauvreté. (29.04)

Avoir un travail en France ne met pas forcément à l'abri du besoin: plus de 6% des salariés avaient en 2007 un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, selon une étude de l'Insee publiée ce jeudi. *"En 2007, 1,5 million de personnes ayant occupé un emploi à un moment de l'année vivent en dessous du seuil de pauvreté"*, écrit l'institut dans l'édition 2011 de *"Revenus et patrimoines des ménages"*. Soit quelque 6,4% des 23,5 millions de salariés dénombrés, hors apprentis, stagiaires et étudiants rémunérés.

Mais cette proportion bondit parmi les 20% de salariés les plus faiblement rémunérés à l'heure (le "1er quintile" du salaire horaire): *"16,3% des salariés du premier quintile sont pauvres"*. En fait, cette tranche concentre plus de la moitié des salariés pauvres.

Payés moins de 7,43 euros de l'heure

"Les 20% de salariés les plus faiblement rémunérés à l'heure perçoivent moins de 7,43 euros de l'heure soit l'équivalent de 1,13 Smic horaire pour un salarié déclarant travailler 35 heures par semaine et rémunéré sur cette base en 2007", explique l'Insee.

Leur niveau de vie "est inférieur de 13% en moyenne à celui des salariés du deuxième quintile", alors qu'en fait il y a un écart de 36% dans les rémunérations horaires moyennes des deux groupes, souligne l'Insee.

Le niveau de vie d'une personne dépend de plusieurs facteurs qui expliquent cette différence, comme les autres revenus du ménage, notamment ceux du conjoint, les revenus du patrimoine, prélèvements fiscaux, crédit d'impôts, prestations familiales etc. Il se calcule en divisant les revenus du ménage par le nombre de personnes le composant et en prenant en compte les économies d'échelle induites par la vie en commun.

"Les revenus individuels apportés par les autres membres du ménage contribuent à accroître fortement le niveau de vie" d'un salarié: un gain de 23% (pour 60% d'un Smic annuel perçu en sus) à 83% (pour plus de 1,6 Smic annuel) par rapport à un salarié contribuant seul aux ressources du ménage.

Article de Eco89. du 29 avril.

Pôle emploi : M. le directeur, je ne dénoncerai pas des chômeurs. (30.04)

Rue89 publie la lettre d'une agent qui refuse d'être formée au contrôle des papiers d'identité des demandeurs d'emploi.

Isabelle de Léon est convoquée ce vendredi à la direction régionale de Pôle emploi, pour les Midi-Pyrénées, pour un entretien disciplinaire. Comme d'autres agents, elle a refusé de suivre la formation « *entretien d'inscription et diagnostic* » qui « *forme* » les agents à « *l'obligation de contrôler la validité des papiers d'identité, de conserver leurs copies, et de signaler les documents suspects* » de demandeurs d'emploi. Nous publions le courrier qu'elle adresse à son directeur général.

Monsieur le directeur général,

J'inscris cette démarche de conscience dans le cadre d'une double responsabilité : en tant que citoyenne et comme agent d'Etat engagée dans une mission de service public.

En effet, j'ai été recrutée sur concours pour travailler à l'ANPE en 2007, j'ai signé un ordre de mission en tant qu'agent d'Etat acceptant une mission au sein du service public de l'emploi, c'est d'ailleurs l'une de mes motivations essentielles que j'ai évoquée lors de l'entretien finalisant le concours de recrutement.

Cet aspect n'est pas anodin puisque depuis, l'Agence nationale pour l'emploi a disparu pour faire place à Pôle emploi, objet juridique toujours indéterminé, regroupant l'ex-ANPE et l'ex-Assedic.

Je sors de mon devoir de réserve et je tiens à alerter le public

Je suis agent d'Etat et non pas agent d'un gouvernement, qu'en tant que tel je n'ai signé aucun engagement avec Pôle emploi, mais bien apposé ma signature au bas d'un ordre de mission de service public, c'est à cet engagement que je me sens en DEVOIR. [...]

La réunion de services complémentaires (recherche d'emploi et indemnisation) dans un même lieu ne met pas en danger le service public de l'emploi. Ce qui le met en danger c'est la volonté délibérée et affichée de modifier et de fusionner les deux systèmes et les deux métiers et d'en finir avec le statut d'agent public.

Il est important, en effet, de découpler l'accompagnement des demandeurs vers l'emploi de l'indemnisation : un principe déontologique fondamental. Comment sinon établir une relation basée sur la confiance, l'échange, et le respect de la libre adhésion ?

C'est à ce titre que je sors de mon devoir de réserve et que je tiens à alerter, non seulement, le public, mais aussi les pouvoirs publics.

Au nom de la solidarité, je refuse de vérifier les papiers d'identité

Si la première réforme, la fusion, a été déjà l'amorce d'une transformation radicale, la deuxième vague de réforme au travers de l'entretien d'inscription et de diagnostic (EID) marque une nouvelle étape dans la déstructuration du service public de l'emploi.

Alors que nos syndicats et des audits commandés ne font que confirmer ces constats alarmants, notre direction générale, sourde et sûrement « *impuissante* », vient en réponse, rajouter de nouvelles difficultés. Que dire pour achever ce tableau désolant de l'obligation de contrôler la validité des papiers d'identité, de conserver leurs copies, et de signaler les documents suspects ?

N'est-ce pas là un symbole éloquent de ce que notre hiérarchie attend de « *ses troupes* », nommées à longueur de réunion « *collaborateurs* » et destinées à « *liquider les droits* » de « *clients* » ?

C'est au nom de la liberté que je choisis de ne pas appliquer vos consignes sur l'EID, c'est au nom de l'égalité que je défends le service public, c'est au nom de la fraternité que je refuse de fermer l'avenir à des secteurs de la population que vous semblez avoir décidé d'abandonner pour préserver ceux qui n'en ont pas besoin.

C'est au nom de la solidarité que je refuse de vérifier la validité des papiers d'identité car je suis au service du public, des demandeurs d'emploi et des chômeurs, et non pas là pour les contrôler, les suspecter et les dénoncer.

Interpeler chaque agent d'Etat, fonctionnaire, citoyen

Dans l'ordre des responsabilités, je prends les miennes, et je suis consciente de ce que j'engage. A vous, maintenant, de prendre les vôtres.

Rendre publique cette position personnelle m'a coûté et me coûtera certainement, elle n'a comme objectif que d'interpeler l'établissement, mais aussi chaque agent d'Etat, chaque fonctionnaire, chaque citoyen, pour sortir de ce discours d'impuissance qui nuit à notre avenir commun.

Je vous prie, monsieur le directeur général, de bien vouloir prendre en compte mon positionnement.

Document

Articles de presse de mai 2011

Table des matières

France

Economie

- Un rapport accable la reprise du port de Conakry par Bolloré. (19.05)

Social

- Les principaux chiffres de l'emploi en France. (05.05)
- Les rémunérations des patrons de médias en hausse. (06.05)
- "Assistanat" : les mauvais exemples de Laurent Wauquiez. (10.05)
- Chômage, salaires : les idées détonantes de la métallurgie. (20.05)

Politique

- Le réquisitoire acide de Morin contre les années Sarkozy. (06.05)
- L'UMP s'étripe sur le RSA. (11.05)
- Comment les héros de la révolution égyptienne ont jeté l'UMP. (14.05)

International

Economie

- Comment ils continuent de piller l'Afrique. (05.05)
- Plus d'un milliard de tonnes de nourriture gaspillées chaque année. (12.05)
- La Grèce n'est plus en mesure de rembourser sa dette. (21.05)
- Les 10 Africains les plus riches. (25.05)
- L'effet domino d'une faillite grecque «difficile à contrôler». (25.05)
- Les «ratés» du G8 de Deauville. (28.05)

Politique

- "En Tunisie, on est dans la continuité du processus révolutionnaire". (10.05)
- Pourquoi la révolte syrienne se démarque-t-elle des autres révolutions du monde arabe ? (14.05)
- Des milliers d'Espagnols défient l'interdiction de manifester. (20.05)
- Les jeunes Espagnols mobilisés avant les scrutins locaux. (22.05)

Article de 20minutes.fr du 4 mai.

Les principaux chiffres de l'emploi en France. (05.05)

(Le titre de 20minutes.fr : *Salaires, chômage, contrats de travail: Les principaux chiffres de l'emploi en France*)

L'Insee a publié mercredi une grande étude sur l'emploi et les salaires en 2008. 20Minutes revient sur les principaux chiffres de ce tableau de la vie active en France.

26,2 millions de personnes en emploi

A la fin 2008, la France compte 26,2 millions de personnes en emploi, dont 23,9 millions de salariés. Un chiffre en hausse depuis 40 ans, porté par la croissance de l'emploi dans le secteur tertiaire.

Ce dernier représentait 52% des postes en 1970, contre 77% en 2008. Les effectifs dans l'agriculture, de leur côté, ne cesse de chuter. 672.000 personnes ont un emploi dans ce secteur, contre 2,5 millions il y a quarante ans.

Quant au secteur de l'industrie, il ne représente plus que 14% des postes, contre 27% en 1970.

4,3 millions de fonctionnaires

Au total, 4,3 millions de Français étaient fonctionnaires en 2008, toutes fonctions publiques confondues (Etat, collectivités territoriales, hôpitaux).

La fonction publique d'Etat représente 38,5% de cet effectif global. Le nombre de postes a diminué de 174.000 depuis 2004, mais cette baisse «résulte pour plus de la moitié (environ 100.000) de transferts d'agents» vers les établissements publics ou les collectivités territoriales, précise l'Insee.

Avec 1,8 million de personnes en 2008, les effectifs de la fonction publique territoriale ont de leur côté augmenté en moyenne de 3,6% par an depuis quatre ans.

86,9% de salariés en CDI

Le CDI reste la norme en France. 86,9% des salariés avaient un contrat à durée indéterminée en 2008.

Mais la part des CDD dans l'emploi salarié a nettement augmenté depuis trente ans: elle est ainsi passé de 5% au début des années 1980 à 9% depuis 2003. Les contrats intérimaires représentaient quant à eux 2,4% de l'emploi salarié en 2008 et les contrats d'apprentissage 1,5%.

17,6% de personnes à temps partiel

En 2008, 17,6 % des salariés étaient employés à temps partiel: 5,3% sont des hommes et 30% des femmes.

Le secteur tertiaire regroupe à lui seul 91,4% des salariés à temps partiel.

Hausse de 1% par an du revenu salarial

Le revenu salarial moyen des salariés des secteurs public et privé, qui correspond à la somme de tous les salaires perçus dans l'année, CSG et CRDS déduites, a atteint 18.880 euros en 2008.

Celui des femmes est inférieur de 27% à celui des hommes, notamment en raison de la forte présence féminine parmi les employés à temps partiel.

De 2004 à 2008, ce revenu salarial de l'ensemble des salariés du public et du privé a augmenté en moyenne de 1% par an en euros constants.

1.700 heures de travail en moyenne pour les salariés à temps plein

Les salariés à temps complet ont déclaré en 2008 avoir travaillé 1.700 heures dans l'année, «soit sensiblement plus que 1.607 heures, équivalent annuel de la durée légale hebdomadaire de 35 heures», explique l'Insee.

Avec 1.940 heures annuelles et 44,8 heures par semaine, les cadres déclarent les durées de travail les plus longues.

Commentaire. Vous aurez compris pourquoi j'ai changé le titre de cet article. Avec les chômeurs à temps plein qui passe à la trappe de cette "*étude*", le nombre d'actifs dépasse les 28 millions. Ces chiffres datent de 2008, depuis les CDD, l'intérim ou le travail à temps partiel ont encore augmenté.

Article de Slateafrique.com du 4 mai.

Comment ils continuent de piller l'Afrique. (05.05)

(Titre cynique de Slateafrique.com : *L'Afrique attire de plus en plus les investissements étrangers*)

Le 3 mai 2011, le cabinet d'audit Ernst & Young a publié une étude affirmant que l'Afrique est aussi attractive pour les investisseurs étrangers (IDE) que l'Europe de l'Est ou l'Amérique latine. Les réformes économiques des dix dernières années ont donc porté leurs fruits et ont permis de nombreux progrès, affirme le cabinet:

«Ce processus s'est caractérisé par la maîtrise de l'inflation, la réduction de la dette extérieure et des déficits budgétaires, la privatisation des entreprises publiques, le renforcement des systèmes réglementaires et juridiques et l'ouverture de nombreuses économies africaines au commerce international.»

L'enquête d'Ernst & Young a été menée sur deux fronts: d'un point de vue quantitatif, il a fallu mesurer dans un premier temps l'évolution des investissements étrangers en Afrique au cours des dix dernières années; et dans un second temps, le cabinet a effectué une enquête qualitative auprès de plus de 562 dirigeants du monde sur leurs stratégies d'investissement.

La conclusion de l'étude est parlante: l'Afrique est passée de 338 nouveaux projets en 2003 à 633 en 2010, soit une augmentation de près de 87% en sept ans —et il est prévu que les flux d'investissement directs atteignent 150 milliards de dollars (101,2 milliards d'euros) d'ici 2015.

Si la plus grande partie des IDE en Afrique proviennent des pays développés, les pays émergents sont les plus enthousiastes quant au potentiel du continent. De même, si les industries extractives sont les principales sources d'IDE, d'autres secteurs émergent, comme le tourisme, les produits de consommation, la construction, les télécommunications et les services financiers.

L'enquête révèle en outre que la plupart des personnes interrogées par le cabinet sont largement optimistes quant à l'avenir économique de l'Afrique. Si les niveaux de risque liés à l'investissement en Afrique peuvent être élevés, la rentabilité l'est tout autant. De plus, la concurrence relativement faible dans certains secteurs constitue un terrain favorable aux investissements. Les récentes révolutions dans le monde arabe n'émoussent pas cette confiance, explique Marc Lhermitte, associé chez Ernst & Young:

«En Tunisie et plus récemment au Maroc, les événements ont eu un impact sur le leadership des Etats, la mise en attente de certains projets et la remise en question d'investissements établis. Cela n'empêche pas d'anticiper un futur plus ouvert à moyen terme, car les pays qui auront confirmé leur position de membre de la grande région euro-méditerranéenne reprendront de l'avance sans inquiéter outre mesure leurs investisseurs et les communautés d'affaires.»

Pour Joseph Pagop-Noupoué, Associé Ernst & Young Société d'Avocats, le continent africain intéresse même davantage que ne le révèlent les investissements directs étrangers, mais les réformes doivent être accélérées afin qu'un véritable décollage économique aie lieu:

«Bien que la part des IDE destinée à l'Afrique ait augmenté au cours des dix dernières années, nous sommes convaincus que cette progression ne reflète pas l'attractivité réelle de ce continent qui affiche des taux de croissance économique parmi les plus élevés et des retours sur investissement parmi les plus importants au monde [...] Toutefois, pour accélérer ce processus de croissance et en tirer profit, les gouvernements et les investisseurs (étrangers et nationaux) doivent agir maintenant. Les réformes économiques et réglementaires doivent s'accélérer afin de diminuer la part de risque inhérente à tout investissement.»

Enfin un brin d'optimisme dans le discours généralement alarmiste sur la situation et l'avenir du continent.

Commentaire : voilà un article bien pourri qui explique pourquoi j'en ai changé le titre. La dernière citation est tout un programme à elle toute seule : ils se gavent sur la misère du monde, mais cela ne leur suffit pas,

c'est écrit en toutes lettres. Pas sûr que les Africains le voient ainsi dans un proche avenir à l'instar de la Tunisie, de l'Egypte, etc.

Article du point.fr du 5 mai.

Les rémunérations des patrons de médias en hausse. (06.05)

Le retour de la publicité a dopé les rémunérations des principaux patrons des médias audiovisuels privés. Nonce Paolini, P-DG de TF1, qui a multiplié par deux le résultat net de son entreprise, voit ainsi doubler la part variable de sa rémunération pour atteindre 1 340 000 euros (dont 290 000 euros versés par le groupe Bouygues). Son salaire fixe, quant à lui, est resté inchangé : 700 000 euros par an. Mais, dans ce domaine, le plus gâté reste Nicolas de Tavernost, patron de M6. En pleine réussite, il obtient une triple récompense : son salaire fixe (925 008 euros par an) a été augmenté de 8,82 %, son intéressement (932 900 euros) de 17,8 %. Enfin, son actionnaire, le groupe RTL, lui accorde une prime exceptionnelle de 1 125 000 euros en raison de son implication dans la vente des parts de M6 dans Canal+. Cette vente avait généré une plus-value nette de 303 millions d'euros. À noter : son numéro deux, Thomas Valentin, est récompensé dans une moindre mesure (200 000 euros de prime exceptionnelle) tandis que son salaire fixe (495 001 euros par an) augmente de 9,99 %.

Arnaud Lagardère, en ce qui concerne la partie "médias", n'a pas vu son salaire fixe augmenter : 1 140 729 euros. En revanche, sa part variable (1 366 800 euros), liée aux performances du groupe, s'envole de 30,8 %. Du côté d'EADS, autre branche du groupe, l'héritier de Jean-Luc perçoit 120 000 euros (dont 100 000 au titre de son salaire fixe). Jean-Paul Baudecroux, patron et actionnaire majoritaire du groupe NRJ, n'a pas touché à son salaire (354 754,76 euros par an). En 2009, compte tenu des faibles résultats de son groupe, il n'avait pas perçu de part variable. En 2010, le groupe NRJ a vu son résultat net multiplier par quatre (de 7,9 à 32,3 millions d'euros). Baudecroux se voit donc octroyer un intéressement de 310 000 euros.

Du côté de Canal+, la modération salariale s'applique à Bertrand Méheut, P-DG, mais pas à son adjoint, Rodolphe Belmer. Le premier conserve donc ses 726 700 euros annuels, sans augmentation, alors que Belmer voit son salaire fixe (440 000 euros annuels) grimper de 4,76 %. Comme en 2009, Bertrand Méheut a rempli ses objectifs en 2010 et perçoit ainsi 1 162 720 euros là où Belmer se voit accorder 303 996 euros (en hausse de 6 %).

En définitive, les classements diffèrent selon les critères. En salaire fixe, Arnaud Lagardère devance Nicolas de Tavernost et Bertrand Méheut. En part variable, Arnaud Lagardère conserve la tête devant Nonce Paolini et Bertrand Méheut.

Si l'on se réfère à la taille des groupes respectifs (en termes de chiffre d'affaires), le groupe Lagardère est en tête (7,9 milliards d'euros), devant Canal+ (4,7 milliards d'euros), TF1 (2,6 milliards d'euros), M6 (670 millions d'euros) et NRJ (343 millions d'euros). En termes de résultat net, la hiérarchie est différente : TF1 se hisse en haut du tableau (229 millions d'euros), devant Lagardère (163 millions d'euros), M6 (157,1 millions d'euros) et NRJ (32,3 millions d'euros). Selon ce critère, il n'est pas possible de classer le groupe Canal+, dont les résultats sont consolidés au niveau de sa maison-mère, Vivendi.

À noter qu'aucun patron n'a renoncé à ses jetons de présence, à l'exception de Bertrand Méheut et Rodolphe Belmer. Ces deux hommes considèrent qu'assister aux conseils d'administration de leur groupe fait partie de leur boulot pour lequel ils touchent déjà un salaire. Le champion des avantages en nature est Bertrand Méheut, avec 23 279 euros. En fait, ce montant tient compte des cotisations patronales de retraite et de prévoyance, ce qui n'est pas le cas des autres patrons. Sans cela, il dispose d'une voiture de fonction, comme Rodolphe Belmer. Dans ce cas, le montant revient à 4 076 euros dans l'année. Les avantages en nature d'Arnaud Lagardère sont les plus élevés (12 764 euros), devant Nicolas de Tavernost (7 311 euros), Thomas Valentin (6 064 euros), Nonce Paolini (5 466 euros) et Jean-Paul Baudecroux (2 616 euros). Tous ces chiffres sont issus des documents de référence 2010 de ces groupes cotés en Bourse.

Classement général 2010

1. Nicolas de Tavernost : 2 865 219 euros.
2. Arnaud Lagardère : 2 647 283 euros.
3. Nonce Paolini : 2 101 037 euros.

4. Bertrand Méheut : 1 912 699 euros.
5. Thomas Valentin : 1 041 165 euros.
6. Rodolphe Belmer : 748 072 euros.
7. Jean-Paul Baudecroux : 667 350,76 euros.

Commentaire.

Voilà de quoi filer la nausée aux millions de travailleurs pauvres de ce pays ainsi qu'à la petite bourgeoisie que l'Etat matraque, et entretenir leur haine légitime du régime. Ces chiffres sont scandaleux, imaginez un instant ce qui peut passer dans la tête d'un pauvre type qui vit avec à peine le smic ou moins encore : il a envie de faire la peau à ces salopards, de les égorger, de les pendre, bref, il se demande comment il pourrait se venger du sort injuste et misérable que leur société pourrie lui réserve quotidiennement...

Si je figurais à la direction d'un parti, je proposerais que l'on reprenne les principales données figurant dans cet article et que l'on en fasse un tract court mais percutant à des centaines de milliers d'exemplaires ou davantage, en appelant la population à s'organiser pour préparer le soulèvement contre le régime afin de l'abattre et prendre le pouvoir. Dans chaque ville où il serait massivement distribué, serait joint un appel à une réunion publique ou un meeting. Ces salaires et ceux des dirigeants du CAC 40 devraient être placardés sur tous les murs du pays, avec une seule question : jusqu'à quand allons-nous les laisser faire et jusqu'à quand le capitalisme va continuer à nous pourrir l'existence ?

Excellente idée en période électorale, non ? Il faut taper fort, il faut taper juste, il faut taper où cela fait mal, pour le riche comme pour le miséreux. Le jour où nos dirigeants auront enfin compris cela, on aura fait un premier pas en avant dans la bonne direction.

Voilà ce que ferait un véritable parti ouvrier (révolutionnaire) combattant pour le socialisme, et non un parti composé essentiellement de réformistes ou de nantis appelant au respect ou au retour à la démocratie qui n'a d'ailleurs jamais réellement existé.

Article du figaro.fr du 5 mai.

Le réquisitoire acide de Morin contre les années Sarkozy. (06.05)

Dans un livre à paraître le 11 mai, l'ancien ministre de la Défense du gouvernement Fillon mène une charge violente contre le président de la République, qualifié de «*brutal*» et comparé à un «*petit garçon capricieux*».

Il y a à peine six mois, il était son ministre de la Défense. Aujourd'hui, Hervé Morin passe à l'attaque sans concession contre le président Sarkozy. Dans un livre intitulé «*Arrêtez de mépriser les Français*», le président du Nouveau Centre critique très durement le style de Nicolas Sarkozy et fait l'inventaire de son quinquennat, entre «*incohérence*» et «*gâchis*».

Pour Hervé Morin, Nicolas Sarkozy «*n'a jamais réussi à se glisser dans l'amidon de sa fonction*». «*Il a construit une représentation du pouvoir à son image : brutale, outrée, parfois indécente*», écrit l'ancien ministre. Au fil des pages, il dénonce «*un président qui confond volontarisme et annonce permanente*», adepte d'une «*stratégie du derviche tourneur*», qui «*s'adresse à des catégories ou à des clientèles sans souci de cohérence globale*». «*Nous sommes mal à l'aise lorsqu'il tape dix fois sur l'épaule de Barack Obama pour montrer qu'ils sont 'copains'*», poursuit l'auteur, qui évoque des comportements «*de petit garçon capricieux*».

L'ouverture, une «*salade qui décore le fond de l'assiette*»

Hervé Morin stigmatise par ailleurs des initiatives autour de la laïcité et de l'islam, «*tous les dangereux débats exhumés ces derniers mois, ces stigmatisations répétées de boucs émissaires, ces convocations d'inutiles nostalgies*». «*Cette instrumentalisation de la religion pour tenter de reconquérir un électorat est insupportable et détestable*», fustige-t-il. La politique d'ouverture du début du quinquennat «*n'était qu'un alibi, en fait la salade qui décore le fond de l'assiette*», de même que la diversité au gouvernement, poursuit-il. Quant au bouclier fiscal, que Nicolas Sarkozy vient de supprimer, il est qualifié d'«*énorme erreur politique (...) un vrai échec et, pour la majorité, une machine à baffes*». Finalement, à propos de ses trois années passées au gouvernement, Hervé Morin écrit qu'elles lui ont «*souvent donné le tournis, et l'impression d'un grand gâchis*».

À celui du chef de l'Etat, le centriste oppose le style de son premier ministre, François Fillon, dont «*la pondération (...), le pesé de son expression rendent plus criant le manque de maîtrise de Nicolas Sarkozy*». «*C'est pourquoi le rétablissement de la sobriété à la tête de l'Etat est un sujet clé pour restaurer la confiance entre le pouvoir et les Français*». Au passage, il attribue au locataire de Matignon une critique amusée de Nicolas Sarkozy qui se vante de recevoir «*un accueil formidable*» chaque fois qu'il est dans la rue. François Fillon aurait déclaré : «*En fait, il parlait de son dernier déplacement en province, où seuls les militants UMP ont le droit d'être au pied des barrières et où les manifestants sont bloqués loin des caméras*».

Avocat déterminé d'une candidature centriste à la présidentielle de 2012, Hervé Morin publie son livre au moment où le Nouveau Centre s'apprête à constituer avec le Parti radical de Jean-Louis Borloo, également ancien ministre de Sarkozy, une «*confédération des centres*». Celle-ci aura vocation à présenter un candidat en 2012.

Article du monde.fr du 9 mai.

"Assistanat" : les mauvais exemples de Laurent Wauquiez. (10.05)

Selon M. Wauquiez, *"aujourd'hui, un couple qui est au RSA, en cumulant les différents systèmes de minima sociaux, peut gagner plus qu'un couple dans lequel il y a une personne qui travaille au smic, a-t-il avancé. Ça c'est la société française qui tourne à l'envers."*

Pour lutter contre ce "cancer", Laurent Wauquiez propose deux mesures : plafonner l'ensemble des minima sociaux à 75 % du smic et obliger les bénéficiaires du RSA à effectuer 5 heures hebdomadaires de travaux de "service social". Pourtant, le constat comme les propositions du ministre paraissent discutables. Décryptage.

Un couple au RSA gagne moins qu'un couple avec un smic. L'exemple de M. Wauquiez constitue une affirmation forte... mais fausse. En 2011, un couple sans enfants touche 700 euros de RSA environ s'il ne travaille pas. Mais il ne les cumule pas avec d'autres aides : le principe du RSA est qu'il correspond à un forfait. Si le couple est éligible à l'aide au logement (APL), on retirera de son RSA un forfait de 109,11 euros, en échange de cette aide (une personne seule perdrait 54,56 €).

De son côté, le couple avec un seul revenu au smic, en 2011, touche 1 070,11 euros. Il gagne donc a priori plus que le couple assujéti au RSA. Ajoutons que ce couple avec un seul revenu au smic est lui aussi éligible à l'aide au logement, qu'il peut cumuler avec un salaire. L'équation de M. Wauquiez est donc quelque peu faussée.

Même avec des enfants, un couple au smic gagne plus. Le nombre d'enfants ne change pas la donne. Comme l'explique Alice Brassens, responsable du revenu de solidarité active et des politiques territoriales au sein l'ANSA (Agence nouvelle des solidarités actives), créée par Martin Hirsch en 2006 pour expérimenter le RSA, celui-ci *"est familialisé, et calculé en fonction des ressources du foyer, sur le principe d'un différentiel de revenus"*, précise-t-elle. En clair, il est versé à un foyer et pas à une personne, et son montant dépend en partie des autres prestations sociales perçues.

Un couple avec un enfant perçoit ainsi, selon le barème des allocations familiales, 840,59 euros de RSA. Avec deux enfants, la somme monte à 980,56 euros. On compte ensuite 186,80 euros par enfant supplémentaire. Un couple au RSA avec trois enfants perçoit donc 1 167,36 euros, soit effectivement 97 euros de plus qu'un couple sans enfants dans lequel une seule personne travaille et perçoit le smic.

Mais à taille de foyer équivalente, l'exemple ne tient plus : un couple avec trois enfants, dont un seul des deux parents travaille et touche le smic a lui droit à différentes prestations, notamment les allocations familiales. Celles-ci atteindraient un montant de 178,84 euros pour un enfant et 286,94 euros pour trois enfants.

Un couple au RSA a lui aussi droit à ces allocations, mais celles-ci sont considérées comme un revenu, et diminuent le montant du RSA perçu. Selon le barème donné par la CAF (1), notre couple au RSA avec trois enfants perçoit 1029,2 €, allocations familiales comprises, auxquels s'ajoute une aide au logement, dont le plafond est de 200 € par mois

Un couple avec un seul smic et trois enfants gagne donc dans tous les cas davantage (1 357 euros) qu'une famille de même taille au RSA (1 029,2 euros). Et peut en outre cumuler une aide au logement sans diminuer ce montant, ce que les allocataires du RSA ne peuvent faire sans voir leur allocation se réduire.

Ajoutons qu'à partir de quatre enfants, ce même couple pourrait... obtenir une aide au titre du RSA. Justement au nom du principe selon lequel ceux qui touchent le RSA sans travailler ne doivent pas a priori toucher plus que ceux qui travaillent.

Des "droits connexes" difficiles à évaluer. Par son exemple, M. Wauquiez pense peut-être à ce que les spécialistes appellent "droits connexes", des aides spécifiques pour les plus pauvres : couverture maladie universelle (CMU), aides spécifiques versées par les départements ou les régions (transports aidés, garde d'enfants...) ou encore tarifs sociaux d'électricité, par exemple.

Ces aides sont effectivement versées aux bénéficiaires du RSA et pas systématiquement aux smicards, encore que le critère pris en compte soit essentiellement celui du revenu et pas du statut.

En prenant un cas concret, celui de la CMU, celle-ci ne dépend pas d'un statut mais d'un plafond de ressources. A 1 070 euros net par mois, le couple vivant avec un seul smic aurait ainsi droit à celle-ci s'il a deux enfants. Ce couple pourrait également bénéficier du tarif social de l'énergie, puisqu'il est accessible aux personnes bénéficiant de la CMU.

Nombre de ces aides, territorialisées et spécifiques, sont difficiles à évaluer sur l'ensemble du pays. *"La réforme n'est pas complète, reconnaît Alice Brassens. Nous sommes en train d'étudier ces droits connexes pour mieux les intégrer dans le calcul du RSA."*

Plafonner les aides à 75 % du smic reviendrait à les diminuer. Laurent Wauquiez propose de *"plafonner le cumul de tous les minima sociaux à 75 % du smic, pas plus"*. Soit 802, 58 euros. Une somme inférieure à ce que perçoit un couple avec un enfant touchant le RSA sans travailler. A partir de deux enfants et au-delà, ce plafonnement reviendrait donc à diminuer fortement les prestations sociales versées.

En mars 2011, le RSA, instauré en 2009, a été versé à 1,8 million de personnes. La majorité des bénéficiaires (1,15 million) n'avait pas d'activité et touchait ce qu'on nomme un *"RSA socle"* (446 euros pour une personne seule, 700 pour un couple).

Mais 446 000 personnes gagnant un faible salaire ont touché une compensation du RSA. Contrairement au RMI, qu'il remplace, le RSA est en effet cumulable avec une activité, dans une certaine mesure. *"La philosophie du RSA, précise Alice Brassens, c'est de gagner plus si l'on travaille que si l'on n'a pas d'activité."*

Plafonner les aides irait potentiellement à l'encontre de la philosophie du RSA, qui permet justement de travailler partiellement pour toucher un complément de revenu sans perdre son allocation, afin d'éviter les effets de seuil.

L'activité obligatoire risque d'entraîner des effets pervers. Autre proposition du ministre, instaurer *"chaque semaine cinq heures de service social"* obligatoire en contrepartie du RSA. Outre le fait que 446 000 bénéficiaires de cette allocation travaillent, cette proposition présente un certain nombre de risques, précise Alice Brassens : *"C'est illogique : le RSA implique déjà l'obligation de suivre un parcours d'insertion dans l'emploi, sous peine de radiation."*

De plus, souligne la responsable, les travaux proposés par le ministre, qu'il s'agisse de *"l'accueil de service public"* ou de la surveillance des sorties d'école, sont déjà le plus souvent des postes en contrats aidés, justement proposés à des publics en réinsertion.

Remplacer ces personnes – généralement rémunérées sur des contrats d'une vingtaine d'heures – par des allocataires du RSA, reviendrait à substituer un public de travailleurs *"bénévoles"* à des salariés bénéficiant de contrats aidés qui ouvrent droit à des cotisations retraite et chômage. Donc à aggraver la précarité globale.

(1) Le barème est le suivant : $Rsa = (\text{Montant forfaitaire} + 62\% \text{ des revenus d'activité du foyer}) - (\text{Ressources du foyer} + \text{Forfait d'aide au logement})$. En l'occurrence, en ne comptant aucun revenu d'activité, mais 286,94 € d'allocations familiales comme ressources du foyer, on obtient $(1\,167,36 + 0 \text{ revenus d'activité}) - (286,4 \text{ €} + 138,70 \text{ € de forfait logement})$. Soit un RSA de 742,26 €, plus 286,94 € d'allocations familiales, et une aide au logement variable.

Article du monde.fr du 9 mai.

"En Tunisie, on est dans la continuité du processus révolutionnaire". (10.05)

Le gouvernement tunisien a décrété, samedi 7 mai, un couvre-feu nocturne à Tunis et dans sa banlieue, en réponse aux manifestations antigouvernementales qui ont repris depuis jeudi et qui se sont accompagnées de violences et de pillages. Ce regain de tension est le signe d'un malaise persistant, quatre mois après le renversement du régime de Ben Ali. Vincent Geisser, chargé de recherches au CNRS et auteur de *Dictateurs en sursis* avec l'homme politique tunisien Moncef Marzouki revient sur les raisons de ces nouvelles manifestations.

Qui sont les Tunisiens qui manifestent, et pourquoi descendent-ils dans la rue ?

Vincent Geisser : Il y a deux clichés à ce sujet qu'il faut impérativement éviter. Le premier serait d'imaginer qu'il s'agit de réseaux manipulés par l'ancien régime, qui chercheraient à fragiliser le processus de démocratisation. Le deuxième serait de faire de ces manifestants des délinquants, simplement animés par la volonté de casser et de déstabiliser la société tunisienne.

Nous sommes en fait encore au cœur de la révolution. Le profond malaise qui avait amené le soulèvement populaire n'a pas disparu avec le départ de Ben Ali. Certains jeunes, souvent diplômés, sont toujours en situation de précarité, qu'ils habitent Tunis, les banlieues, ou bien l'intérieur du pays. Ils ont l'impression que la révolution leur échappe : la jeunesse qui s'est sentie humiliée sous Ben Ali ne se sent pas sortie de cet état, et veut continuer à agir. On est vraiment dans la continuité du processus révolutionnaire. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la carte des protestations et celle des zones les plus touchées par la précarité correspondent.

Peut-on soupçonner une forme de récupération politique dans ce regain de colère ?

Rien ne le prouve. Cela témoigne plutôt du manque de légitimité dont souffre le gouvernement transitoire auprès de ces populations. Deux légitimités s'opposent en Tunisie : celle, technocratique, incarnée par le premier ministre, Béji Caïd Essebsi, et celle, révolutionnaire, qui s'exprime à travers cette jeunesse qui estime ne pas être entendue.

Le gouvernement transitoire a-t-il les moyens de satisfaire les attentes des manifestants ?

La rue a déjà obtenu beaucoup de choses : la démission du premier gouvernement, le principe d'élection d'une assemblée constituante, l'interdiction de l'ancien parti unique... Cependant, la situation est délicate : on demande au gouvernement de résoudre dans l'urgence des problèmes structurels, comme le chômage et la précarité. Mais il n'est pas en mesure de le faire de par sa nature provisoire. Ses marges de manœuvre sont très faibles. Cela est d'autant plus compliqué que le redémarrage de l'économie est difficile : la Tunisie est par exemple confrontée à une grave crise du tourisme.

L'une des réponses du gouvernement aux manifestations a été le rétablissement d'un couvre-feu nocturne. Est-ce un mauvais signal envoyé à la population ?

On peut le penser mais il faut se souvenir que le premier couvre-feu, instauré après le départ de Ben Ali, a été un succès. Il avait permis un retour au calme et avait été bien accepté par les Tunisiens. Le fait que l'armée, très populaire, ait été chargée de son application avait été bien reçu par la majorité de la population, toutes opinions politiques confondues.

Je ne pense donc pas que ce nouveau couvre-feu soit perçu comme un retour en arrière. Reste à savoir s'il sera aussi bien respecté qu'à l'époque, quand régnait une certaine euphorie révolutionnaire au lendemain du départ de Ben Ali.

Dimanche 8 mai, pour la première fois, le premier ministre a évoqué un éventuel report des élections législatives, parlant d'"empêchements techniques". Comment interpréter cette déclaration ?

Ce report est demandé par une partie des forces politiques tunisiennes qui veulent avoir le temps de préparer ces élections et estiment qu'une échéance trop proche peut favoriser les partis islamistes et les réseaux de l'ancien parti de Ben Ali.

Dans le même temps, en jouant sur le calendrier électoral, le premier ministre donne l'impression de garder la main sur le jeu politique. Puisqu'il ne dispose pas de leviers d'action dans le domaine économique et social, qu'il ne peut qu'en partie influencer sur le champ sécuritaire, il peut compter sur les leviers institutionnels et constitutionnels pour exister. Il veut sans doute montrer que bien qu'il ne soit en poste que temporairement, il faudra compter sur lui à l'avenir.

Mais cela reste un jeu dangereux car ça risque d'être interprété par de nombreux Tunisiens comme un "mini-coup d'Etat". La seule légitimité de ce gouvernement est d'être temporaire : tout signe qui trahirait une volonté de se maintenir au-delà du temps qui lui est imparti serait compris comme une volonté de confisquer la démocratie. Cela pourrait encore raviver le mouvement protestataire.

Article d'alterinfo.net du 4 mai.

L'UMP s'étripe sur le RSA. (11.05)

Avec ses propositions de plafonner les minimas sociaux et d'exiger une contrepartie de cinq heures de travail aux bénéficiaires du RSA, Laurent Wauquiez aura pour le moins réussi à semer la zizanie au sein de la majorité.

Lors du petit-déjeuner hebdomadaire de la majorité à l'Élysée, François Fillon a souligné combien il n'avait guère apprécié l'initiative du ministre des Affaires européennes, qui s'est faite «*sans concertation*» avec quiconque.

Le Premier ministre a souligné qu'il ne fallait pas «*s'ingénier à détruire le bilan*» du quinquennat et notamment «*jeter le discrédit sur la réforme du RSA*».

Le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, a partagé le sentiment de Fillon, tandis que le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a fait valoir que le problème «*soulevé*» par M. Wauquiez était «*réel*» mais qu'il y avait des difficultés d'application.

Le président Sarkozy, lui, est peu intervenu sur ce sujet, ont rapporté des participants à l'AFP.

Bachelot, huée, fustige la «*beaufitude*»

Puis à la réunion hebdomadaire du groupe UMP à l'Assemblée, qui s'est déroulée dans une atmosphère extrêmement tendue, la majorité s'est écharpée sur la question.

«*Je ne suis pas sûr qu'il faille faire subir à toutes les réformes le sort qu'on a fait subir au bouclier fiscal*», a lancé Fillon. «*Il ne faut pas qu'on s'ingénie à détruire le bilan*» du quinquennat de Sarkozy et «*nous ne devons pas jeter le discrédit sur la réforme du RSA*», a exhorté le Premier ministre.

La ministre des Solidarités, Roselyne Bachelot, a de nouveau remis à sa place son collègue des Affaires européennes. Cette proche de François Fillon a réaffirmé qu'elle était «*la seule ministre*» en charge du dossier et dénoncé les «*grossières erreurs*» de Wauquiez sur les chiffres du RSA.

Bachelot s'est fait huer quand elle a lancé: «*Faisons attention à certains discours de beaufitude et aux propos de comptoirs...*». Des «*hou!*» et des «*c'est scandaleux!*» ont alors fusé dans la salle Colbert.

Fillon: «*Je ne peux pas laisser dire des contre-vérités*»

Le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a répliqué à sa collègue: «*Ce n'est pas ce qu'on entend dans les comptoirs mais c'est la réalité!*». «*La valeur travail est un vrai sujet. Il faut aussi le traiter*».

Une fois n'est pas coutume, Xavier Bertrand a reçu le soutien du patron de l'UMP, Jean-François Copé: «*Xavier a raison. C'est un vrai sujet. Nous devons en parler à la convention UMP sur la justice sociale le 8 juin*».

Très tendu, François Fillon a alors repris la parole en lançant, agacé: «*Il y a des limites au débat au sein du gouvernement! J'ai exprimé la position du gouvernement... Nous revendiquons la réforme du RSA. Il faut corriger les excès du RSA mais assumer la décision que nous avons prise*».

«*Il faut bien sûr lutter contre les fraudes, c'est ce que fait le gouvernement! Je ne peux pas laisser dire des contre-vérités sur le RSA. Sur les conditions d'attribution, il faut cinq ans de présence en France pour pouvoir en être bénéficiaire*», a souligné Fillon.

Selon la plupart des participants, une «*large majorité*» de députés UMP s'est rangée du côté de Wauquiez, Bertrand et Copé. «*Cette réunion était surréaliste, avec une réelle division*», a commenté l'un d'eux.

La droite partagée

De nombreuses voix s'élèvent aussi à droite contre la sortie du ministre. Comme celle du villepiniste François Goulard: *«Nous étions déjà considérés comme les amis des riches, nous sommes maintenant considérés comme les ennemis des pauvres. C'est maladroit et même assez indélicat.»*

François Sauvadet, président des députés Nouveau centre (NC) a trouvé ces déclarations *«choquantes»* et elles ne font que jeter *«le trouble sur un dispositif juste et utile que nous avons toujours défendu»*.

22 députés UMP ont toutefois apporté leur soutien au leader de la *«droite sociale»*. Parmi eux, Gilles Carrez, rapporteur général du Budget, et l'ancien ministre Alain Marleix.

«Nous constatons la formation d'un arc des conservateurs, de la gauche à l'extrême droite, pour s'opposer à toute réflexion visant à introduire davantage de justice dans notre système de protection sociale», dénoncent-ils dans un communiqué.

«L'objectif n'est nullement de remettre en cause le RSA, car c'est un élément important du bilan de notre majorité, mais de proposer une piste d'amélioration sur le coeur même de cette réforme: la valorisation du travail», affirment-ils encore.

Les *«exonérations de cantine»* aussi dans le viseur

Laurent Wauquiez, lui, persiste et signe. *«Ce qui est un problème, c'est quand on peut cumuler un certain nombre de minima sociaux et ce qu'on appelle des droits autour: exonération de cantines, de transport public, de redevance télé, d'un certain nombre d'impôts locaux»,* a déclaré le ministre.

«Quand vous juxtaposez tout ça, vous vous retrouvez dans des situations où soit honnêtement vous n'avez pas intérêt à reprendre un travail, ou vous allez reprendre un travail pour gagner un ou deux euros de plus par heure», a-t-il souligné.

Hier, Bachelot a mouché Wauquiez, soulevant des *«difficultés de principe et de mise en oeuvre»*. *«Roselyne a raison. Elle pose des difficultés, elle dit "attention, c'est peut-être pas forcément facile à appliquer", interprète Laurent Wauquiez... Nous, précisément, ce qu'on propose c'est d'expérimenter».*

Article de l'AFP du 11 mai.

Plus d'un milliard de tonnes de nourriture gaspillées chaque année. (12.05)

Plus d'un milliard de tonnes de nourriture soit un tiers des aliments produits sont gaspillées chaque année, affirme le Fonds des Nations unies pour l'alimentation (FAO) qui a appelé à "*réduire les déchets alimentaires pour nourrir le monde*".

Au total, le tiers des aliments produits chaque année sur la planète pour la consommation humaine, soit environ 1,3 milliard de tonnes, est perdu ou gaspillé, selon un rapport préparé par la FAO, basée à Rome. Ce volume équivaut à plus de la moitié de la production céréalière mondiale (2,3 milliards de tonnes en 2009-2010), alors que près d'un milliard de personnes - 925 millions - souffrent de la faim dans le monde.

Selon les experts de la FAO, les pays industriels et les pays en développement gaspillent grosso modo les mêmes quantités de nourriture, soit respectivement 670 millions et 630 millions de tonnes. Mais pour des raisons différentes.

Dans les pays en développement, les pertes alimentaires sont importantes "*aux stades de la production, de la récolte, de l'après-récolte et de la transformation*", en raison notamment d"*infrastructures défectueuses et de technologies dépassées*".

Dans les pays industriels, le gaspillage de nourriture, "*est trop souvent le fait des commerçants et consommateurs qui jettent à la poubelle des aliments parfaitement comestibles*". En Europe et en Amérique du Nord, chaque consommateur gaspille entre 95 et 115 kg par an.

Article du monde.fr du 13 mai.

Pourquoi la révolte syrienne se démarque-t-elle des autres révolutions du monde arabe ? (14.05)

Depuis plus de deux mois, un mouvement de révolte agite la société syrienne et met en danger le régime autoritaire de Bachar Al-Assad. Si cette mobilisation s'inscrit dans le cadre du printemps arabe, elle se différencie du modèle des révolutions tunisienne et égyptienne à de nombreux égards. Pour l'historien et politologue Hamit Bozarslan, ancien directeur de l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman, cette contestation se démarque "moins par sa nature que par la nature du régime syrien".

Le mouvement de révolte en Syrie est-il comparable aux révolutions de Tunisie et d'Egypte ?

Hamit Bozarslan : Le monde arabe connaît une attente démocratique et réclame la fin des régimes autoritaires depuis des années. Une aspiration qui se combine avec la passion d'une nouvelle génération pour la liberté, l'égalité et la dignité. De ce point de vue-là, ce qui se passe en Syrie fait partie d'une contestation qui dépasse le simple cadre du pays. La différence avec les autres pays révolutionnaires ne s'explique donc pas tant par la nature de la contestation que par la nature du régime.

Dans le cas de la Tunisie et de l'Egypte, étaient installés au plus haut niveau ce que l'on appelle des "Etats cartels". Ces réseaux, constitués autour d'un prince, sont composés de différents organes, notamment l'armée, une partie de la bourgeoisie et de la bureaucratie. Dans ces systèmes, le prince a pour rôle principal de garantir la survie de ce cartel, mais les différentes composantes, et principalement l'armée, disposent d'une autonomie considérable. C'est pour cette raison qu'en Tunisie et en Egypte, l'armée a pu se dissocier du prince et conduire à la chute du régime. En Syrie, la relation entre l'armée et le pouvoir est infiniment plus forte et plus encadrée. Et l'organisation de l'Etat, très réduit autour de la famille du président et d'un petit clan de la minorité alaouite, s'apparente davantage en ce sens à l'ancien régime de Saddam Hussein en Irak.

D'un point de vue géographique, en quoi la contestation syrienne se démarque-t-elle ?

Dans le cas de l'Egypte et de la Tunisie, on observait que les villes du Caire et de Tunis étaient centrales. Il y avait également des contestations locales, mais l'avenir des deux pays s'est joué dans ces deux grandes agglomérations. En Syrie, les dynamiques locales sont infiniment plus importantes. Damas, qui devrait jouer un rôle central, ne parvient pas à émerger comme tel. Cette inertie s'explique par la forte surveillance militaire mais aussi par une différence sociologique par rapport aux autres révolutions arabes. C'est avant tout une révolte des provinces.

Pourquoi la répression du régime syrien semble-t-elle plus efficace ?

Les pratiques coercitives sont très différentes d'un pays à l'autre. En Syrie, on a évidemment un exemple sinistre des pratiques du pouvoir avec l'épisode de Hama, en 1982 [les troupes du président Hafez Al-Assad, père de l'actuel président, avaient réprimé dans le sang une insurrection orchestrée par les Frères musulmans]. Aujourd'hui, le régime syrien se montre très efficace car il parvient à fracturer l'espace et le temps de la contestation, à imposer son rythme. En déplaçant ses chars d'une ville à l'autre, en faisant régner la terreur dans différents lieux successifs, le pouvoir syrien réussit à empêcher la création d'une dynamique commune de l'opposition. Ce que n'avait pas réussi à faire Ben Ali et Mubarak. De ce point de vue, je crains que le temps joue en faveur du pouvoir. Plus les autorités imposent leur rythme, plus elles rendent la contestation diffuse.

Existe-t-il en Syrie une force d'opposition cohérente ?

Il est très difficile de définir aujourd'hui l'opposition syrienne, même si on dispose d'énormément d'éléments. Il s'agit visiblement d'une coalition hétéroclite dans laquelle on trouve des intellectuels, des jeunes de la classe moyenne, des exclus du système informel, des membres de courants libéraux, une opposition conservatrice, voire islamiste. A l'inverse des mouvements tunisiens et égyptiens, on entend dans les cortèges le slogan "Allah akbar" [Dieu est le plus grand]. Ce qui ne signifie pas nécessairement un mot d'ordre islamiste : le slogan est aussi un appel à la résistance depuis un siècle et demi dans le monde arabe.

L'organisation de la contestation est-elle différente ?

Comme en Tunisie et en Egypte, la contestation se joue sur le plan virtuel, sur Internet et avec les réseaux sociaux. Mais la différence principale réside dans la faculté d'organisation sur le terrain. La Tunisie et l'Egypte présentaient ce paradoxe qu'ils étaient des pays très ouverts : ils accueillait des millions de touristes, ils avaient une diaspora très importante et une forte influence. A condition de ne pas toucher la personne du prince, les intellectuels pouvaient se rassembler, la vie universitaire était très vivace...

En Syrie, ce n'est pas du tout le cas. Si l'Etat s'est effectivement retiré de certains domaines sociaux comme la "soupe populaire" ou les dispensaires, l'encadrement de la société demeure très fort. La peur des moukhabarat, la police secrète syrienne, est bien plus forte que celle qui existait en Tunisie ou en Egypte.

Comment s'explique le manque de réactivité de la communauté internationale ?

Il y a cinq ans, la Syrie a été réhabilitée par la communauté internationale. Une décision commune qui trouve de nombreuses justifications, parmi lesquelles la stabilisation de la frontière entre la Syrie et l'Irak, ou encore la pacification du Liban. Ces facteurs expliquent en grande partie l'inertie actuelle de la communauté internationale, qui ne parvient pas à trouver une position commune. Il faut rappeler qu'Israël joue aussi un rôle important car la Syrie représente un peu son "meilleur ennemi". Le régime de Bachar Al-Assad, bien que très hostile évidemment à l'Etat d'Israël, est relativement encadré, notamment grâce à l'influence de Washington. Or le remplacement du régime Al-Assad pourrait représenter un grand danger pour les Israéliens.

Article de leslesinrocks.com du 13 mai.

Comment les héros de la révolution égyptienne ont jeté l'UMP. (14.05)

Mi-mars à Dokki, quartier populaire du Caire. Tout à dévorer une pâtisserie bien crémeuse, Mohamed Adel entend à peine sonner son portable. Et le jeune leader du mouvement du 6 avril qui a chassé Moubarak de décrocher, les doigts collants, la bouche mi-pleine. *"Bonjour, c'est le secrétaire du Département d'Etat à l'appareil. La Secrétaire d'Etat Hillary Clinton est au Caire et souhaiterait vous rencontrer..."* Réponse immédiate de Mohamed : *"Vu la politique étrangère américaine au Moyen-Orient, nous ne vous rencontrerons pas."* Fin de la communication.

"C'était surréaliste", détaille, encore médusé, le journaliste français Alex Jordanov qui écrit un livre sur la révolution et qui a assisté à la scène. *"On était dans un boui-boui en train de se marrer et les Etats-Unis qui appellent ce gamin de 28 ans pour se faire rembarrer."*

Jeunes, frais, bronzés et pas rasés. Ces gamins n'en reviennent toujours pas d'avoir réussi à mobiliser toute une foule, jeune souvent comme eux, dans ce monstre de 18 millions d'habitants qu'est Le Caire. Puis d'avoir renversé le régime et chassé Moubarak du pouvoir. Puis d'être maintenant ouvertement dragués par le gouvernement américain.

Quelques minutes plus tard, c'est Hillary Clinton qui appelle

Deuxième coup de fil quand Mohamed et ses potes entrent dans le métro du Caire. Cette fois, c'est Hillary Clinton en personne qui est au bout du fil. Pour s'entendre dire "I told you no" [je vous ai dit non] et se faire raccrocher au nez. Hillary rappelle aussitôt : *"Mais vous savez, notre politique a changé."* Réponse de Mohamed : *"Ca m'étonnerait, vous avez soutenu Moubarak jusqu'au dernier moment !" Mohamed, quand il dit non, c'est non.*

Les jeunes du mouvement du 6 avril, héros de la révolution égyptienne, viennent d'envoyer bouler la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton dans sa tentative de copinage politique.

Quelques semaines plus tard, le 14 avril à Paris, le chef de l'UMP Jean-François Copé nous sort un communiqué triomphant. On y apprend que les jeunes du Caire, ceux qui raccrochent au nez d'Hillary Clinton, vivent une saga amoureuse avec le parti de Nicolas Sarkozy.

"A l'initiative de Valérie Hoffenberg, secrétaire nationale de l'UMP en charge des relations avec les think tanks et partis étrangers, l'UMP accueille aujourd'hui et demain une délégation de jeunes responsables politiques et de blogueurs égyptiens pour deux demi-journées de formation."

L'UMP, premier parti à former les jeunes Egyptiens à la démocratie

Cette formation qui a pour but de "favoriser l'émergence d'une classe politique renouvelée dans les nouvelles démocraties arabes" est résumée ici : *"Les jeunes rencontreront des responsables du siège [de l'UMP] pour évoquer tous les aspects de l'organisation de la vie militante au sein de l'UMP."* Voilà qui devrait passionner la jeunesse égyptienne. Copé, d'ailleurs, leur en donne plus : *"Tous les sujets seront abordés dans la perspective des grandes échéances électorales que l'Egypte va connaître dans les années à venir."* Puis de conclure, pas peu fier : *"L'UMP est le premier parti à s'engager en faveur de l'organisation des formations politiques dans la jeune démocratie égyptienne."*

L'UMP, donc : premier parti de la planète à réussir à embrasser les jeunes du 6 avril. Le premier à leur enseigner la démocratie. Et par l'exemple : celui du fonctionnement interne de l'UMP. C'est presque un rêve, le parti de Sarkozy et Copé devenant le modèle universel de la démocratisation des vieux régimes renversés par les jeunes. En fait, le rêve va avoir du mal à se réaliser. Parce que le lendemain du texte de Copé, un autre communiqué sort des ordinateurs du mouvement de la jeunesse égyptienne. Assez violent. Et écrit en français pour bien se faire entendre.

"Le mouvement de la jeunesse du 6 avril nie les rumeurs qui courent à travers les médias égyptiens internationaux et français disant que le parti français au pouvoir Union pour un mouvement populaire (parti

de Sarkozy) accueillerait les membres et les dirigeants du mouvement de la jeunesse du 6 avril à une grande fête à Paris, suivie par un certain nombre de cours de formation sur la démocratisation et la pratique politique, au cours de deux jours de formation (...). Ces nouvelles sont totalement fausses."

Copé et l'UMP se seraient-ils pris comme Hillary Clinton un vent des jeunes héros du Caire ? "Evidemment, on ne veut rien à voir à faire avec Nicolas Sarkozy ou avec son parti", explique aux Inrocks Walid Rashid, le porte parole du mouvement du 6 avril. Et il s'en justifie : "Sarkozy allait à Louxor dans les hôtels de luxe quand Moubarak nous mettait dans les caves. Il a soutenu Moubarak et quasi jusqu'au bout ! Quelle démocratie il voudrait nous apprendre ?! Quelle formation pourrait-il nous donner ?!"

"Nous leur avons dit qu'il n'était pas question de nous associer à eux"

Mais alors, comment s'explique l'annonce de Jean-François Copé ? Les jeunes du 6 avril n'ont-ils pas été clairs ? "Si si, rigole Walid dans un anglais chantant. Nous leur avons dit très vite par email qu'il n'était pas question de nous associer à eux de quelque façon que ce soit."

Voyons un peu ces échanges d'emails. Le premier contact est pris le 25 février par Valérie Hoffenberg, la femme de l'UMP chargée des relations avec les partis étrangers, la conseillère de Sarkozy pour le Moyen-Orient. Dans ce message adressé en copie au Quai d'Orsay, et que nous avons pu lire, elle propose à Walid et sa bande de participer à une rencontre.

Après les félicitations d'usage pour la révolution égyptienne et le "grand rôle joué par le mouvement", place aux avances. Au menu, "des échanges de vues sur la structuration d'un parti" et un peu de formation pour "vous aider à assurer la transition démocratique et peut-être vous aider à préparer les prochaines élections". Evidemment, les frais sont à la charge du parti présidentiel.

Walid demande un temps de réflexion. Un engagement nécessite un peu de calme, surtout quand le prétendant semble aussi chaud. Il se renseigne sur l'UMP. Il découvre les déclarations de ses dirigeants sur l'immigration en général et sur les musulmans en particulier. Il se rend compte aussi que ce parti est celui de Sarkozy. Sa réponse est cinglante.

"J'ai à présent assez d'informations. Nous ne voulons rien avoir à faire avec votre parti."

L'UMP ne se décourage pas

Telle Hillary Clinton, Valérie Hoffenberg ne se décourage pas. Le 8 avril, la conseillère de Sarkozy adresse à Walid un email qui laisse entendre qu'elle n'a pas lu les réponses précédentes.

"Cher Walid, je viens juste de revenir de maladie. J'ai été informé que vous n'étiez pas dans la liste des invités du ministre hier soir. Néanmoins, nous avons toujours planifié de donner notre séminaire à l'UMP les 14 et 15 avril. Si vous êtes toujours d'accord, nous serions enchanté de votre venue. Nous sommes désolés pour les complications, mais si vous le souhaitez, nous pouvons nous occuper des billets d'avions et des réservations."

Walid n'en revient pas mais prend le soin de lui répondre : "Désolé, je vous répète que je n'accepterai pas votre invitation et comme je vous l'ai déjà dit, j'ai bien assez vu ce qu'était votre parti." Au revoir.

Huit jours plus tard, pourtant, Copé annonce dans son communiqué que son parti va former à la démocratie les jeunes du 6 avril. Enfin, presque. Les jeunes du 6 avril ne viendront pas. Mais l'UMP a quand-même réussi à faire venir quatre jeunes Egyptiens, qui ont profité de ses enseignements politiques, quatre garçons issus des partis de centre-gauche. Après son grand succès en France, Kouchner, Besson, Bockel, la politique d'ouverture sarkozienne irait-elle s'ensabler en Egypte ?

Un article de Rue89 du 18 mai

Un rapport accable la reprise du port de Conakry par Bolloré. (19.05)

Un rapport d'audit indépendant, commandé après la polémique consécutive à la brusque attribution de la concession du port de Conakry (Guinée) au groupe Bolloré, conclut que celui-ci a obtenu un « *monopole portuaire privé* » unique au monde, qui « *serait préjudiciable pour l'économie guinéenne* » et « *sera probablement contesté* » par le FMI et la Banque mondiale.

Le groupe Bolloré conteste ces conclusions, et parle de « *rapport à charge* ». Rue89 en a obtenu copie (La Lettre du continent se l'est aussi procuré). Il a été commandé en mars par la direction générale du port autonome de Conakry (PAC) au cabinet d'audit Inecor. Une manière pour le PAC de se border, alors que la plainte déposée par le précédent attributaire de la concession, le groupe français Getma, faisait les gros titres de la presse française et africaine. Bolloré récupère une concession de 2008, mais plus large

Arrivé au pouvoir en décembre, le nouveau président guinéen, Alpha Condé, a attribué par décret du 10 mars la concession du port au groupe Bolloré, en arguant d'une « *défaillance* » de Getma, qui avait obtenu ce marché en 2008 après appel d'offres, pour une durée de vingt-cinq ans.

Du côté de Getma, on soupçonne un favoritisme des autorités guinéennes vis-à-vis de Bolloré.

Selon Bolloré, qui a signé le contrat dès le 11 mars, cette concession lui revenait de droit, puisqu'il était arrivé deuxième lors de l'appel d'offres de 2008. Getma conteste.

Quoi qu'il en soit, une chose pose des questions dans l'attribution à Bolloré. Un élément majeur : le périmètre de la concession a été élargi.

Sur 27 pages, « l'audit de la convention de concession du terminal à conteneurs de Conakry » réalisé par Inecor détaille les conditions très favorables dont Bolloré a bénéficié en signant son contrat :

- le domaine d'extension du terminal de conteneurs passe de 120 000 à 250 000 m² ;
- le domaine d'une future plateforme de stockage passe de 11 000 à 40 000 m² ;
- le terminal conventionnel est inclus dans la concession, alors qu'il ne l'était pas en 2008 ;
- la zone d'exclusivité de Bolloré est étendue à la totalité du port de Conakry et ses éventuelles extensions, alors que Getma n'avait droit qu'au terminal à conteneurs ;
- l'exclusivité sur les différentes formes de manutention est aussi plus étendue...

Tous ces bonus attribués à Bolloré constitueraient de véritables cadeaux, puisque « *les redevances de concession sont restées inchangées malgré l'extension substantielle des activités concédées, du périmètre concédé et de la zone d'exclusivité* ». Après le rapport, la concession se rétrécit à nouveau !

Le directeur général de Bolloré Africa Logistics, Dominique Lafont, précise qu'un avenant au contrat du 11 mars a été signé « *le mois dernier* », et que cet avenant exclut du périmètre le terminal conventionnel.

Selon ses concurrents de Getma, cet avenant a été signé après que le président Alpha Condé a pris connaissance des conclusions de l'audit. Furieux, il aurait demandé à Bolloré de restreindre le périmètre.

Dominique Lafont conteste cette version et donne la sienne :

« *Les autorités guinéennes ont voulu qu'on prenne toute la partie conventionnelle du port. Nous étions réticents, car beaucoup d'opérateurs locaux ou de commerçants y travaillent, ce qui rend la tâche compliquée. Mais nous avons accepté, car c'était à prendre ou à laisser.*

Quand cela s'est su à Conakry, ça a causé des problèmes car les commerçants ou opérateurs ne voulaient pas être délogés. Les autorités nous ont donc demandé de signer cet avenant. »

Pour Bolloré, c'est la concession Getma qui nuisait à la Guinée

Reste que sans la partie conventionnelle du port, le périmètre semble tout de même avoir augmenté. Mais là aussi, Bolloré conteste, par la voix de l'adjoint de Dominique Lafont, Eric Melet :

- « *La zone d'extension et le périmètre de la concession sont deux choses différentes et reprises comme telles dans la terminologie juridique des concessions.*

- *Les activités concédées restent les mêmes.*

- *Pour les redevances, l'élément fixe est le même qu'en 2008. L'élément variable évolue en fonction des trafics manutentionnés qui dépendent eux même des investissements (longueur des quais, etc.). Donc un programme d'investissement supérieur génère automatiquement plus de redevance.*

- *Le contrat de concession de Getma, remis en cause par le président de la République, prévoyait une exonération [fiscale, ndlr] totale représentant 400 millions d'euros de manque à gagner pour l'Etat. Etait-ce bon pour l'économie guinéenne ?*

- *Les obligations d'investissement d'une concession portuaire permettant l'amélioration des infrastructures sont la condition essentielle d'un contrat de concession portuaire. Le concessionnaire Getma a ignoré ses obligations en la matière. Quelles en sont les conséquences et les risques pour l'économie d'un pays comme la Guinée ? »*

Sur ces deux derniers points, que le dirigeant de Bolloré juge « *majeurs et bien plus importants* » que les autres, Getma répond que l'exonération fiscale n'était pas « *totale* », et qu'elle est prévue par la loi guinéenne régissant les ports depuis 1998.

Quant à la défaillance sur ses obligations, le concurrent de Bolloré la conteste, notamment en produisant une lettre envoyée le 25 janvier 2011 par le directeur national de la marine marchande guinéenne évoquant « *avec beaucoup de satisfaction la qualité de présentation des travaux réalisés et ceux qui sont programmés* ».

Une plainte contre X pour « *corruption internationale* »

La bataille de communication entre les deux groupes n'est donc pas terminée. Pas plus que celle engagée devant les tribunaux.

Getma a lancé trois procédures.

- à la fin du mois, la justice civile dira si Getma peut obtenir le contrat Guinée/Bolloré ;

- une demande d'arbitrage international a été déposée à Abidjan ;

- une plainte contre X pour « *présomption de pacte de corruption international* » a été déposée au pénal.

Getma s'estime « *confortée* » par le rapport d'audit, et « *regrette que la Guinée ait franchi une étape supplémentaire pour s'éloigner d'un Etat de droit* ».

Réaction de l'avocat de Bolloré, Me Olivier Baratelli :

« *C'est à nouveau une mauvaise querelle faite par Getma.* »

Un article de figaro.fr du 19 mai

Chômage, salaires : les idées détonantes de la métallurgie. (20.05)

Le «*Manifeste pour l'industrie*», que la fédération patronale de la métallurgie (UIMM) prépare pour l'automne dans le cadre de la présidentielle, commence à se dessiner. Et ses grandes lignes devraient détonner ! Dans un document préparatoire, l'UIMM avance plusieurs «*pistes à explorer*» ambitieuses, afin de «*construire une flexicurité du marché du travail*». «*Il s'agit d'axes que nous devons affiner et chiffrer*», confirme un cadre de la plus importante fédération du Medef, qui tenait jeudi sa convention.

Cette note a été rédigée par Pierre Cahuc, professeur à Polytechnique, après avoir auditionné une vingtaine d'universitaires, chercheurs, hauts fonctionnaires, consultants, avocats, responsables syndicaux, chefs d'entreprise, DRH... L'économiste propose des angles de réforme sur trois champs : l'assurance-chômage, le service public de l'emploi et le contrat de travail.

«*Il est souhaitable de limiter le coût et l'impact de l'assurance-chômage*», écrit-il, suggérant de revenir sur les conditions d'indemnisation généreuses accordées aux travailleurs temporaires et surtout aux intermittents du spectacle. Un sujet tellement explosif que syndicats et patronat l'ont prudemment «*oublié*» lors des dernières négociations sur l'assurance-chômage.

Redéfinir le licenciement économique

Autre pilule qui risque d'être difficile à avaler par certains syndicats : considérant enfin que «*les modalités d'indemnisation sont insuffisamment incitatives pour certaines catégories de salariés, notamment les plus qualifiés*», Pierre Cahuc suggère de verser une prime aux chômeurs qui retrouvent un emploi avant la fin de leur durée d'indemnisation, mais surtout de rétablir une forme de dégressivité des allocations. «*On a eu un système dégressif dans les années 1990 qui n'a pas prouvé son efficacité*», a critiqué jeudi, lors de la convention, Stéphane Lardy, le «*M. Emploi*» de FO. En revanche, «*afin de limiter l'usage des contrats courts*», Pierre Cahuc juge utile d'étudier un système «*dans lequel les cotisations diminuent avec l'ancienneté dans l'entreprise*» ou encore un «*bonus-malus sur les cotisations patronales*» - deux revendications syndicales.

L'économiste propose également de donner plus de marges de négociation aux partenaires sociaux dans l'entreprise, en permettant via un accord collectif d'«*ajuster temporairement la durée du travail et les rémunérations des salariés, à la hausse comme à la baisse, en fonction de la conjoncture*». Bref, pouvoir augmenter salaires et temps de travail quand l'entreprise fait face à une hausse temporaire de ses commandes... et les baisser en période de vaches maigres. «*De tels ajustements ont contribué à amortir l'impact sur l'emploi de la récession de 2008 en Allemagne, plaide Pierre Cahuc. En France, les très fortes limites imposées à de telles pratiques contraignent les entreprises à ajuster l'emploi*» - en clair, à remercer intérimaires et CDD, voire à licencier - pour «*s'adapter aux fluctuations de leur activité*».

Le chercheur, qui militait en 2007 pour un contrat de travail unique - idée reprise par le candidat Sarkozy mais jamais mise en œuvre, faute de soutien patronal et syndical -, recommande enfin de revoir la définition du licenciement économique, «*qui repose sur une distinction peu claire entre sauvegarde et amélioration de la compétitivité des entreprises*». Pour lui, la France se caractérise par «*une exceptionnelle insécurité juridique de la rupture du contrat de travail*» et des obligations de reclassement «*particulièrement contraignantes*» qui conduisent les entreprises à multiplier le recours aux CDD et à l'intérim «*pour préserver leurs capacités d'adaptation*».

Un article de AP du 19 mai

Des milliers d'Espagnols défient l'interdiction de manifester. (20.05)

Des milliers d'Espagnols ont défié l'interdiction de manifester avant les élections pour la quatrième journée consécutive et ont organisé un camp de protestation au centre de Madrid, pour faire part de leur colère contre les deux principaux partis politiques du pays et la gestion de la crise économique.

Les manifestants qui se sont réunis sur la Puerta del Sol et dans d'autres villes espagnoles, dénoncent une campagne insipide en vue des élections municipales et locales de ce week-end.

Des centaines d'entre eux ont passé la nuit dans un camp de tentes installées sur la place de la Puerta del Sol. Ils dénoncent les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement Zapatero, pour faire face à deux années de récession et un taux de chômage de 21,3%, le plus haut de la zone euro.

Le conseil électoral de Madrid avait interdit la manifestation de mercredi soir, estimant qu'elles pourraient influencer le scrutin de dimanche. La décision a eu l'effet inverse et des milliers de personnes ont afflué sur la place emblématique de la capitale espagnole.

Près de 500 policiers anti-émeute s'étaient déployés mais ils ne sont pas intervenus. D'autres manifestations ont été organisées à moindre échelle dans plusieurs villes du pays, notamment à Barcelone et Séville ces derniers jours.

Les manifestants ont des mots d'ordre très variés mais se sont retrouvés sur le slogan "*Une vraie démocratie maintenant*". Les étudiants, les chômeurs et des jeunes mécontents étaient l'origine du mouvement, qui a gagné l'ensemble du pays.

Un article du point.fr du 20 mai

La Grèce n'est plus en mesure de rembourser sa dette. (21.05)

Une restructuration est de moins en moins taboue. Sa mise en oeuvre est très risquée, mais peut être salutaire. Décryptage.

Pour beaucoup d'économistes, la dette grecque, qui a atteint près de 143 % du PIB en 2010 contre 105 % en 2007, est devenue insoutenable. Et ce, malgré les 110 milliards d'euros sur trois ans mis sur la table il y a tout juste un an par l'Europe et le FMI. Cette somme avait été calibrée pour faire face à une crise de liquidité, c'est-à-dire l'incapacité momentanée d'Athènes à se financer sur les marchés à des taux raisonnables. Or, le plan de rigueur imposé à la Grèce n'a pas permis d'inverser cette tendance. Il s'est révélé très défavorable à la croissance : la récession a atteint 4,5 % du PIB en 2010. Du coup, les recettes budgétaires ont été très décevantes. Le gouvernement socialiste de Georges Papandréou a bien coupé dans les dépenses de l'État, mais il a été incapable de s'attaquer réellement à la fraude fiscale, presque un sport national en Grèce. La dette devrait donc continuer à augmenter cette année et atteindre, fin 2011, 152 % du PIB. La situation budgétaire du pays est telle que même le versement prévu d'une nouvelle tranche d'aide de 12 milliards d'euros par l'Union européenne et le FMI le mois prochain pourrait être remis en cause pour non-respect des objectifs fixés. Comme la Grèce ne maîtrise pas sa politique monétaire, le gouvernement grec a les mains liées. Sa seule solution pour regagner en compétitivité serait d'accélérer la déflation (spirale des prix et des salaires), ce qui alourdirait encore le poids de la dette.

L'impossible retour sur les marchés

Si tout s'était passé comme prévu, Athènes devait être de nouveau capable d'emprunter sur les marchés à des taux raisonnables dès 2012 (jusqu'à 40 milliards d'euros). Or, la défiance des investisseurs l'en empêchera. Ils réclament des taux prohibitifs pour acheter de la dette grecque à moyen et long terme, parce qu'ils anticipent un défaut de remboursement. D'autant que celle-ci est de plus en plus détenue par la BCE, le Fonds monétaire international et le Fonds européen de stabilité financière (FESF, la structure mise en place pour venir en aide au Portugal et à l'Irlande), autant d'institutions qui devraient être remboursées en priorité en cas de problème. La Grèce manque surtout de crédibilité historique sur la réduction de ses déficits. Axiom, une société de gestion de portefeuilles spécialisée dans les instruments financiers de fonds propres pour les établissements de crédits et d'assurances européens, souligne dans une note que la Grèce est le seul pays européen qui doit parvenir à dégager un excédent budgétaire primaire (c'est-à-dire sans compter le remboursement des intérêts de la dette) "largement supérieur à son maximum historique depuis 20 ans" pour stabiliser son endettement.

Les risques d'une restructuration

Étant donné la situation, une restructuration de la dette grecque semble inévitable. Concrètement, cela revient à infliger des pertes aux détenteurs privés (et publics) de la dette souveraine grecque pour réduire le poids de l'endettement du pays. Une solution pour le moins risquée. C'est la raison pour laquelle de nombreux dirigeants européens refusent encore de l'envisager ou de l'évoquer publiquement. La BCE y est farouchement hostile, car cela pourrait déclencher un mouvement de panique sur les marchés. Comme les banques grecques sont de grands acheteurs de la dette souveraine de leur pays, une réduction de la valeur de leurs titres pourrait les mettre en difficulté et déclencher un bank run. Il y a surtout un risque de contagion aux autres pays périphériques de la zone euro (l'Irlande, le Portugal déjà aidés par le FMI et l'UE, mais aussi l'Espagne, voire l'Italie, puis la France). En cas de restructuration grecque, les investisseurs pourraient boudier la dette des autres pays périphériques, ce qui les pousserait, à leur tour, à restructurer. Les Européens craignent par ailleurs de récompenser les "spéculateurs" : des investisseurs ayant parié sur les CDS, ces produits financiers d'assurance contre un risque de défaut grec. Enfin, ils seraient contraints de financer la Grèce sur les deniers publics, cette dernière n'étant toujours pas en mesure de dégager un excédent budgétaire primaire.

Les autres solutions

Comment éviter d'en arriver là ? Le FMI et les Européens demandent à la Grèce d'accélérer le redressement de ses comptes, notamment par l'intensification des privatisations. Mais cela n'y suffira pas. La zone euro pourrait donc décider de remettre la main à la poche en accordant une aide supplémentaire. Elle pourrait

aussi se mettre à accepter une augmentation de l'inflation. En laissant les prix monter jusqu'à ce qu'ils dépassent le taux d'intérêt auquel l'État grec a emprunté, elle ferait baisser le poids de sa dette. Cette solution a été préconisée par Olivier Blanchard, l'économiste en chef néo-keynésien du FMI, proche de la gauche. Mais son effet pourrait être annulé par une réaction des marchés qui feraient monter les taux d'intérêt. Une hausse de l'inflation au-dessus de l'objectif de stabilité des prix assigné à la BCE (2 %) a d'ailleurs été rejetée par les Allemands. Jean-Claude Juncker, le président de l'Eurogroupe (ministres des Finances de la zone euro), a donc proposé de miser sur la solidarité. L'idée serait de mettre la dette dans un pot commun en la finançant en partie par des obligations européennes. Mais cette solution n'est politiquement pas réaliste, les Allemands refusant de payer pour le reste de l'Europe.

La restructuration, le dernier recours

La solution la plus radicale - celle de la restructuration - serait donc, au final, la seule. Une telle issue ferait tomber un véritable tabou et modifierait durablement les rapports qu'entretiennent les États périphériques de la zone euro avec les marchés.

Sa mise en oeuvre peut prendre différentes formes : défaut, rachats coercitifs, offre d'échanges volontaires, offre de rachat... La plus efficace consiste à décider de baisser substantiellement la valeur faciale d'une obligation pour réduire drastiquement la dette. Mais c'est aussi la solution la plus risquée, car c'est aussi celle qui impose le plus de pertes aux investisseurs privés de façon unilatérale. Après un tel événement, la Grèce devrait se débrouiller sans les marchés financiers pendant très, très longtemps. C'est pourquoi cette voie n'est pour l'instant pas envisageable.

Une solution plus réaliste serait d'allonger la maturité des titres, c'est-à-dire de repousser leur remboursement après l'échéance prévue. Si l'intégralité de la valeur faciale du bon est bien remboursée, le retard implique tout de même une perte pour l'investisseur. Cela permet de gagner du temps pour résorber une crise de liquidité, mais n'a qu'un effet modéré sur le taux d'endettement. La solution est donc loin d'être idéale : elle brise le tabou selon lequel les dettes souveraines de l'Eurozone ne sont pas restructurées, comme peuvent l'être de vulgaires dettes de pays du tiers-monde, pour un bénéfice plus que douteux.

Procéder à la carte

Autre possibilité, la restructuration à la carte. Une partie de la dette grecque pourrait être rachetée par Athènes, aidée par l'Eurozone (via le FESF, ou par l'EFSD directement). Plusieurs indices montrent que la Banque centrale a cessé d'acheter des titres grecs, ce qui a pour effet de faire baisser leur valeur de marché et ouvre la voie à une solution raisonnable en termes de coût pour les Européens. Pour attirer les détenteurs privés qui enregistrent dans leurs comptes leurs titres à la valeur de marché (comme les fonds alternatifs) et souhaitent souvent se débarrasser du risque, une surcote serait offerte.

Pour ceux qui ne peuvent se permettre d'enregistrer une perte comptable, comme les banques, un échange pourrait être proposé. De nouvelles obligations de l'État grec avec garantie de la valeur du titre lui-même leur seraient octroyées en échange d'un report du remboursement et de taux d'intérêt réduits. L'objectif est de convaincre un maximum d'investisseurs.

Selon l'économiste Nouriel Roubini, en fonction des hypothèses macroéconomiques retenues, un rabotage de 20 à 50 % de la dette grecque serait nécessaire pour revenir à un endettement de 60 % du PIB d'ici... 2030.

Commentaire : l'Union européenne, le capitalisme mondial est au bord de l'explosion. Le cas de la Grèce sera bientôt suivi par l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, puis... la France.

Un article de Reuters du 21 mai

Les jeunes Espagnols mobilisés avant les scrutins locaux. (22.05)

Plusieurs dizaines de milliers d'Espagnols se sont à nouveau rassemblés samedi soir dans le centre de Madrid pour protester contre le chômage et les mesures d'austérité, bravant ainsi l'interdiction de manifester avant des élections locales qui s'annoncent défavorables aux socialistes au pouvoir.

Des manifestants étaient aussi rassemblés à Barcelone, à Valence, à Séville, à Bilbao et ailleurs, comme c'est le cas depuis une semaine.

Ces "*indignés*" ("*indignados*") appellent au boycott des deux grands partis du pays, le PSOE au pouvoir et le PP (opposition de droite), aux élections municipales et régionales prévues dimanche dans 8.116 communes et 13 des 17 régions du pays.

Des Espagnols de tous âges, y compris des familles avec de jeunes enfants ou encore des retraités, se sont joints à Madrid aux jeunes à l'origine de ce mouvement.

Ils étaient environ 30.000 samedi soir sur la Puerta del Sol, grande place de la capitale espagnole, et dans les rues adjacentes.

"Je manifeste car je n'ai aucun avenir professionnel en Espagne malgré mon diplôme en tourisme", a dit Inma Moreno, 25 ans. *"Cela devrait faire prendre conscience aux dirigeants politiques que quelque chose ne va pas."*

Craignant de violents affrontements, le gouvernement socialiste n'a pas fait appliquer par la force l'interdiction de manifester, qui est entrée en vigueur à minuit dans la nuit de vendredi à samedi et rend illégaux les rassemblements politiques une veille d'élections.

Les socialistes, dont la gestion de la crise économique est vivement contestée, devraient essayer de sérieux revers aux scrutins de dimanche.

Le président du gouvernement, José Luis Rodriguez Zapatero, qui n'est pas parvenu à endiguer le taux de chômage le plus élevé de l'Union européenne (21,3%), a dit respecter les manifestants pacifiques en expliquant leur action par la crise économique.

Jusqu'ici, la population s'était montrée patiente face aux mesures d'austérité et à un taux de chômage qui atteint 45% pour la tranche des 18-25 ans. Mais les manifestants ont cristallisé la frustration accumulée sous l'effet de ce malaise économique.

"Nous savions qu'il finirait par arriver quelque chose de ce genre. La politique de l'Espagne n'a pas été très convaincante et, avec tous les effets de la crise, il devait se passer quelque chose", note Fermin Bouza, de l'Université Complutense de Madrid.

L'Espagne est sortie de la récession au début de l'an dernier, mais l'économie peine à redémarrer et le taux de chômage s'est emballé.

Les frais d'emprunt du gouvernement augmentent car les investisseurs redoutent qu'une croissance faible et lente n'empêche l'Espagne de réduire son déficit, prélude possible à une crise financière et à un plan de sauvetage comme en Grèce, en Irlande et au Portugal.

Les manifestations trouvent un écho chez des Espagnols de tous âges, notamment ceux qui gardent le souvenir des mouvements sociaux qui secouèrent l'Europe voilà plus de quarante ans.

"J'ai vu les manifestations de mai 68, et le mouvement actuel est un mouvement similaire, lorsque la jeunesse était descendue dans les rues", a commenté Javier Gutierrez, ingénieur accompagné de sa femme.

Maria se repose sur sa canne, assise sur un canapé sur la Puerta del Sol. Son voisin, un jeune homme à dreadlocks, s'est endormi au soleil. "*Je suis content qu'ils manifestent enfin, il était temps*", dit-elle.

Jusqu'à présent, il n'y a eu aucune violence dans les rassemblements mais certains s'inquiètent que la vente d'alcool ne nuise à cette ambiance pacifique.

"*Ceci est une révolution, pas une beuverie*", peut-on lire sur une pancarte, les jeunes espagnols étant friands des "*botellon*", qui consistent à boire les soirs d'été dans les parcs.

Les organisateurs tentent aussi de maintenir la place dans un état convenable avec les balais apportés par les manifestants.

Si les manifestations font la une de nombreux médias, les analystes estiment qu'elles ne devraient pas grandement modifier l'issue des élections de dimanche, sinon en accentuant la déroute des socialistes et incitant certains électeurs à voter pour de petites formations de gauche.

"*Cela aura un effet très marginal à moins qu'une éruption de violence n'ait lieu durant le week-end, ce dont je doute*", confie Fernando Fernandez, analyste à l'IE Business School.

Un article de slateafrique.fr du 13 mai

Les 10 Africains les plus riches. (25.05)

Comme chaque année, le magazine américain Forbes a publié son classement des milliardaires (en dollars) dans le monde, parmi lesquels on compte 14 Africains.

Des hommes d'affaires qui, en un peu plus de dix ans, sont parvenus à s'introduire dans le cercle très fermé des grandes fortunes mondiales, et ce malgré l'appauvrissement croissant des populations du continent noir.

Au cours de cette décennie, un grand nombre de méga-entreprises ont vu le jour en Afrique. Mais une poignée d'Africains, issus de familles de haut rang, ont su s'imposer sur les marchés de l'immobilier, des mines de diamants, du pétrole ou des télécommunications, assurant leur avenir économique et, de fait, celui de l'Afrique.

Il faut noter le particularisme africain: l'absence de statistiques ou d'équivalent au classement du magazine Forbes. Il y a les fortunes certifiées, celles que l'on peut établir sur des comptabilités précises et transparentes. Et les autres, celles que l'on nomme les «richesses informelles». Des personnalités comme Abba Abacha au Nigeria et autres chefs d'Etat échappent à tous les radars et fuient toute visibilité.

Dans le top 20 des milliardaires, on compte huit Américains, deux Français, un Suédois, deux Indiens, un Espagnol, un Brésilien, un Canadien, un Mexicain, un Allemand, un Chinois, un Russe.

Les 1.210 personnalités présentes sur cette liste représentent 4.500 milliards de dollars (3.180 milliards d'euros), le record de cette année 2011.

Classement des 10 Africains les plus riches:

10. Yasseen et Youssef Mansour, Egypte

A 49 ans (Yasseen) et 65 ans (Youssef), les deux frères Mansour rentrent pour la première fois dans la liste de Forbes. Ils arrivent ex aequo à la 692e place avec une fortune estimée pour chacun à 1,8 milliard de dollars (1,27 milliards d'euros).

Connu sous le nom de «Baba Mansour», Youssef Mansour, le plus âgé des trois frères, est à la tête de Métro, la plus grande chaîne de supermarchés égyptiens, l'une des seules à perdurer depuis les émeutes. Il consacre une partie de son temps à lutter contre l'analphabétisme et à promouvoir l'éducation, et reste pour sa famille la pierre angulaire.

Comme Youssef Mansour, Yasseen Mansour, le plus jeune des frères, est diplômé de l'université de Washington. Il dirige la Palm Hills Developments (PHD), le deuxième plus grand promoteur immobilier d'Egypte, spécialisé notamment dans la construction de villas de luxe et de centres commerciaux.

9. Nike Adenuga, Nigeria

Bien loin derrière son compatriote nigérian Aliko Dangote, Nike Adenuga, à 58 ans, culmine à la 595e place du classement Forbes, avec 2 milliards de dollars (1,4 milliard d'euros) provenant de la banque, du pétrole ou de ses actions dans des entreprises de télécoms. Il fait ses études aux Etats-Unis avant de se lancer dans les transactions immobilières.

A 26 ans, il est déjà millionnaire en distribuant la marque Coca-Cola en Afrique. Il forme Globacom, un groupe de télécoms qui rassemble 13 millions d'abonnés et qui récemment a investi dans la construction de câbles internet sous-marins pour joindre le Nigeria au reste du monde. Il préside également Conoil, une compagnie pétrolière du Niger, et détient des parts dans l'Equatorial Trust Bank.

8. Mohammed Mansour, Egypte

A 63 ans, Mohammed Mansour rentre avec ses trois frères Mansour (Youssef et Yassen Mansour) dans le classement Forbes: il apparaît à la 595e place (ex aequo avec le Nigerian Nike Adenuga). Sa fortune est estimée à 2 milliards de dollars (1,41 milliard d'euros).

Après des études d'ingénieur et de commerce aux Etats-Unis, il profite des liens qu'il a tissés pour introduire des marques américaines sur le marché égyptien telles que Caterpillar, Chevrolet ou encore Marlboro. Les Mansour ont diversifié leurs activités en se lançant par exemple dans la grande distribution et en créant leur propre chaîne de supermarché: Métro. Il a par ailleurs été ministre des Transports en Egypte entre 2005 et 2009.

7. Onsi Sawiris, Egypte

Le chef patriarcal de la famille égyptienne Sawiris n'est plus le plus riche d'entre eux. A 81 ans, sa fortune culmine à 2,9 milliards de dollars (2,05 milliards d'euros), faisant de lui le 393e homme le plus riche de la planète. Il reste le Fondateur du conglomerat Orascom, dont ses trois fils gèrent les différents domaines de construction, de télécommunications, de tourisme, de science et technologie et de l'industrie.

6. Patrice Motsepe, Afrique du Sud

A 50 ans, l'ancien avocat en droit minier Patrice Motsepe est devenu le premier noir milliardaire d'Afrique du Sud. Avec 3,3 milliards de dollars (2,33 milliards d'euros), il devient le 336e homme le plus riche de la planète.

Patrice Motsepe a su profiter des cours avantageux des matières premières dans les années 2000. Parvenu à la tête du conglomerat African Rainbow Minerals, il s'est spécialisé dans le droit minier et il est devenu le premier associé noir au sein du cabinet Bowman Gilfillan à Johannesburg. Patrice Motsepe est reconnu pour avoir progressivement racheté des puits de mines d'or boudées par les grands groupes d'exploitation, pour en augmenter la productivité en utilisant un style de gestion à rentabilité faible.

5. Naguib Sawiris, Egypte

Le fils d'Onsi Sawiris et frère aîné de Samih Sawiris et Nassef Sawiris, est à 56 ans, la 310e fortune du monde selon Forbes. Né en Egypte au Caire, il a fait ses études en Suisse et a rejoint le groupe Orascom fondé par son père en 1979.

Sa fortune, aujourd'hui évaluée à 3,5 milliards de dollars (2,47 milliards d'euros), est le résultat du développement de la branche télécommunications du groupe Orascom et d'Orascom Telecom Holding dont il est l'actuel président et qui contient des opérateurs égyptien, algérien, italien et tunisien.

4. Johann Rupert, Afrique du Sud

A la 219e place du classement de Forbes, Johann Rupert, 60 ans, est la deuxième plus grande fortune d'Afrique du Sud, évaluée à 4,8 milliards de dollars (3,39 milliards d'euros). Il est d'abord banquier puis incite l'entreprise Rembrandt, appartenant à son père et jusqu'à lors spécialisée dans les vins et le tabac, à s'intéresser au domaine du luxe. Il devient actionnaire principal et prend la tête du groupe suisse Richemont en 1988, qui comprend les marques Cartier, Dunhill, Montblanc et Chloé. Il possède par ailleurs deux des vignobles les plus connus d'Afrique du Sud: Rupert & Rothschild et L'Ormarins. Dernièrement, il s'est intéressé à la multinationale Shell, la compagnie pétrolière.

3. Nassef Sawiris, Egypte

A 50 ans, le fils d'Onsi Sawiris et frère cadet de Naguib Sawiris devient le plus riche de la famille. Né au Caire en Egypte, il a fait ses études à l'université de Chicago aux Etats-Unis où il a reçu son diplôme d'économie. Sa fortune estimée à 5,6 milliards de dollars (3,96 milliards d'euros) provient pour l'essentiel du groupe Orascom Construction Industries (OCI Group), spécialisé dans le fabrication de ciment et les constructions immobilières. En décembre 2007, Orascom a cédé son activité au français Lafarge, leader mondial du secteur. Cette transaction valorisée à 8,8 milliards d'euros a fait de Nassef Sawiris le deuxième actionnaire du groupe français et le 182e homme le plus riche de la planète.

2. Nicky Oppenheimer, Afrique du Sud

Diplômé d'Oxford, à 65 ans, l'homme le plus riche d'Afrique du Sud avec 7 milliards de dollars (4,95 milliards d'euros) a constitué sa fortune essentiellement dans l'exploitation de mines de diamants. Il est aujourd'hui à la 136e place dans le classement mondial de Forbes.

Après ses études, il rejoint la société minière de son père, la Anglo American Corporation implantée à Londres. Il revient à Johannesburg en 1975, et intègre De Beers, une entreprise spécialisée dans l'extraction de diamants. Il en prend la direction en 1978, et ouvre plusieurs joailleries dans le monde, dont une aux Galeries Lafayette à Paris.

1. Aliko Dangote, Nigeria

And the winner is... Nigérian de 53 ans, on estime qu'Aliko Dangote s'est constitué une fortune de 13,8 milliards de dollars (9,75 milliards d'euros). Sa compagnie, Dangote Cement, le plus grand fabricant de ciment du continent, possède des usines en Zambie, en Tanzanie, au Congo et en Ethiopie, et des terminaux de ciment en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et au Liberia.

Classé 51e dans la liste de Forbes, Aliko Dangote est tout simplement l'homme le plus riche d'Afrique. Spécialisé dans la production et l'exportation de ciment, le groupe Dangote a des intérêts dans le sucre, la farine, le textile, l'immobilier, le pétrole et le gaz. Par rapport à 2010, Aliko Dangote aurait augmenté sa fortune de plus de 500%.

Un article du figaro.fr du 24 mai

L'effet domino d'une faillite grecque «difficile à contrôler». (25.05)

Les pays les plus faibles de la zone euro pâtiraient d'un éventuel défaut de paiement de la part d'Athènes, selon l'agence de notation Moody's. Leurs notes, ainsi que celles des banques, pourraient être dégradées.

L'effet domino qu'entraînerait une éventuelle faillite organisée de la Grèce est «difficile à prévoir et encore plus dure à contrôler». L'agence de notation Moody's estime, dans un rapport publié ce mardi, qu'un défaut de paiement de la part d'Athènes rendrait plus risqué encore les pays les plus faibles de la zone euro.

«Les États européens en difficulté (Irlande et Portugal, NDLR) verraient leur notation affectée» par une restructuration de la dette grecque, quelle que soit la forme que prendrait celle-ci, selon Moody's. «Cela élargirait encore l'écart entre les notes des pays européens. Les plus solides d'entre eux maintenant leurs positions, les plus faibles se débattant pour conserver des notes de qualité» et ne pas sombrer dans la catégorie des «junk bonds», c'est-à-dire des titres de dette «pourris».

La Grèce verrait pour sa part sa note rétrogradée de B+ à Ca ou C, les deux barreaux les plus bas de l'échelle de notation de l'agence. Les banques grecques, qui détiennent une grande partie des obligations grecques, seraient elles aussi touchées. Seul un programme de recapitalisation leur permettrait de faire face aux pertes entraînées par un défaut, ajoute Moody's.

L'analyse de l'agence de notation s'inscrit dans un débat européen entre la Banque centrale européenne (BCE) et les dirigeants européens autour de la possibilité de restructurer la dette grecque. Moody's appuie la position de la BCE. Christian Noyer, membre du conseil des gouverneurs de la BCE et directeur de la Banque de France, a estimé ce mardi qu'un défaut grec serait «le scénario de l'horreur».

En revanche, Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe, la réunion des ministres des Finances de la zone euro, a évoqué un rééchelonnement de la dette grecque. Ce qu'il appelle une «restructuration douce». Il s'agirait de demander aux investisseurs de repousser les échéances de remboursement des obligations qu'ils détiennent afin de donner plus de temps à Athènes pour redresser ses finances publiques.

Un article des Echos du 27 mai

Les «ratés» du G8 de Deauville. (28.05)

L'impasse faite sur l'après-Kyoto, l'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives, ou encore l'enlisement des négociations de Doha, figurent en tête des ratés de ce sommet.

Le communiqué final a beau être constitué de 23 pages brossant un ensemble de problématiques auxquelles les leaders du G8 entendent répondre, il n'en demeure pas moins que, sur de nombreux sujets, le sommet de Deauville n'a pas permis d'avancée majeure. Pire, les constats de blocage subsistent. Ce qu'a parfaitement résumé le titre du communiqué de l'ONG Oxfam : « *G8 : un communiqué... à la normande* ».

Premier constat d'échec : la lutte contre le réchauffement climatique et la suite à donner au protocole de Kyoto en vue de la conférence de Durban à la fin de l'année. Dans leur déclaration finale, les leaders du G8 jugent que cette Conférence « *constituera une nouvelle avancée importante, qui permettra de travailler en faveur d'un accord global, ambitieux, équitable, efficace et juridiquement contraignant impliquant tous les pays et incluant les responsabilités respectives de toutes les grandes économies dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre* ».

Certes. Mais, au grand désespoir des Européens, les Etats-Unis, la Russie, le Japon et le Canada ont d'ores et déjà indiqué qu'ils refuseront un accord contraignant. Lors du dîner de jeudi soir, le président américain Barack Obama a même confirmé à ses partenaires que les Etats-Unis ne se joindraient pas à un «*Kyoto-bis*», selon des diplomates. Dès lors, Durban devrait une nouvelle fois laisser de côté la question de la nature de l'engagement de chaque pays.

Autre constat d'échec, dans le cadre du suivi des engagements en matière de développement, les chefs d'Etat du G8 ont renouvelé leur soutien à la mise en oeuvre complète de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives. « *Nous appelons tous les pays, notamment les pays riches en ressources, et les entreprises extractives à adhérer à cette initiative ou à la soutenir* ».

« *Nous nous engageons à mettre en place des lois et règlements sur la transparence, ou à promouvoir des normes à caractère volontaire, qui instaurent une obligation ou une incitation pour les entreprises pétrolières, gazières et minières de rendre compte des paiements effectués au profit de chaque Etat* ». Une déclaration suffisamment vague qui contente certains pays, « *notamment le Canada* », selon un diplomate. « *En soutenant la publication « obligatoire ou volontaire » des paiements effectués par les compagnies pétrolières, gazières et minières aux gouvernements, le G8 a réussi à transformer une réelle opportunité en un oxymore* », a souligné Mamadou Biteye, directeur d'Oxfam en Afrique de l'Ouest. Le blocage du cycle de Doha

Autre blocage, sans surprise celui là puisqu'il perdure depuis près de dix ans : l'enlisement des négociations de Doha pour libéraliser le commerce. Les chefs d'Etat du G8 ont pourtant noté « *avec une vive préoccupation que les négociations dans le cadre du programme de Doha pour le développement ne progressent pas de manière satisfaisante. Nous réaffirmons notre engagement en faveur du processus de libéralisation du commerce et d'édiction de règles pour renforcer le système multilatéral, et nous sommes prêts à étudier toutes les options de négociation pour mener le cycle de Doha à terme y compris au regard des priorités des pays les moins avancés (PMA) en accord avec le mandat de Doha* ». Pour débloquer la situation, les leaders du G8 ont donc revu à la baisse leurs ambitions en recentrant le débat sur les Pays les plus pauvres.

Quant aux préoccupations affichées sur l'évolution de leurs finances publiques qui doivent nécessairement être ramenée sur des niveaux soutenables, la déclaration finale indique que les « *Huit* » ont « *convenus de rester concentrés sur l'action nécessaire pour améliorer la soutenabilité des finances publiques* » et que l'effort de consolidation doit non seulement être poursuivi par l'Europe mais aussi par les Etats-Unis et le Japon. Les Etats-Unis mettront ainsi en place un plan de consolidation budgétaire de moyen terme « *clair et crédible* », lit-on dans le texte. Sauf que le président Barack Obama a souligné ses marges de manoeuvre limitées en matière budgétaire...

Document

Articles de presse de juin 2011

Table des matières

France

Economie

- 143 des plus grosses fortunes divisent leur ISF par 6 grâce au bouclier fiscal. (04.06)
- Le FMI adresse un satisfecit à la France mais veut davantage. (16.06)

Social

- Chômeurs, fainéants, assistés, parasites, boulets, responsables de la dette de l'Etat, assez d'injustice sociale envers les riches ! (04.06)
- La CGT révèle les sombres plans sociaux de PSA. (12.06)
- Ces préretraités contraints de retourner sur le marché du travail. (28.06)

Politique

- François Hollande : "Il faut avoir confiance en la démocratie sociale". (16.06)

International

Economie

- L'économie américaine et mondiale au bord de l'explosion ? (09.06)
- Sixième année de crise immobilière aux États-Unis. (14.06)
- L'inflation bouscule le "made in China" à bas coût. (19.06)
- Crise grecque : l'Europe peut-elle encore éviter la contagion ? (21.06)
- Comment Goldman Sachs a provoqué la crise alimentaire. (22.06)
- Grèce : la solution que propose la France. (27.06)
- L'Espagne découvre 50 milliards d'avares immobiliers toxiques. (28.06)

Social

- Les forces de l'ordre prises à partie dans le sud de la Chine. (14.06)
- L'Europe réduit son aide aux plus démunis. (21.06)
- En Asie, un tsunami de population déferle vers les villes. (22.06)

Politique

- Cyberattaques: pointée du doigt, la Chine accuse les Etats-Unis. (04.06)
- Libye: l'Otan déploie les grands moyens. (07.06)
- Les députés grecs pourraient rejeter les réformes (27.06)

Un article d'AP du 3 juin

Cyberattaques: pointée du doigt, la Chine accuse les Etats-Unis. (04.06)

L'armée chinoise a accusé vendredi les Etats-Unis d'être à l'origine d'une offensive mondiale sur Internet pour faire tomber des gouvernements, notamment dans le monde arabe, alors que la Chine est pointée du doigt depuis plusieurs jours pour une cyberattaque contre des cibles occidentales.

Des experts militaires chinois affirment que de récentes attaques informatiques et incidents impliquant Internet et visant à promouvoir des changements de régime dans le monde arabe émaneraient du gouvernement américain.

"*Récemment, une tornade sur Internet a balayé le monde (...). Derrière tout ceci il y a l'ombre de l'Amérique*", écrivent-ils dans le "China Youth Daily", journal contrôlé par le Parti communiste chinois. "*Face à ce prélude à une guerre de l'Internet, chaque pays et armée ne peut rester passif et se prépare à mener la guerre de l'Internet*", assurent les auteurs de l'article, Ye Zheng et Zhao Baoxian, de l'Académie des sciences militaires.

Toutefois, les auteurs ne mentionnent pas le piratage de centaines de comptes personnels Gmail, dont ceux de membres de l'administration de Barack Obama, affaire qui a valu à la Chine d'être mise en cause cette semaine.

Selon Google, l'attaque contre son service de messagerie électronique provenait de la ville chinoise de Jinan, qui abrite une école militaire qui aurait déjà été impliquée dans une attaque plus sophistiquée contre les systèmes de Google il y a 17 mois. Pékin dément toute responsabilité dans ces deux affaires.

En complément un article du 1er juin du Réseau Voltaire

Pentagone : les cyber-attaques peuvent être des « actes de guerre ».

Dans un rapport secret d'une trentaine de pages, le Pentagone a classé toute cyber-attaque paralysant ses installations ou des installations stratégiques (pipe-line, centrales nucléaires, etc.) comme des « actes de guerre ».

Le Pentagone considère que, contrairement à l'imagerie hollywoodienne qu'il a lui-même financé, des cyber-attaques de cette envergure ne peuvent pas être réalisées par des particuliers, mais uniquement avec l'appui d'États.

Ce rapport ayant été approuvé, le Pentagone est habilité à lancer des missiles pour éliminer les hackers ennemis.

Cependant cette décision pose des problèmes de réciprocité : si les États-Unis considèrent des cyber-attaques contre des intérêts stratégiques comme des actes de guerre, leur adversaires peuvent aussi revendiquer le droit à la riposte militaire pour les cyber-attaques perpétrées contre eux par les forces US. La militarisation du cyber espace participe à l'escalade.

À titre d'exemple, l'année dernière les États-Unis et Israël ont désorganisé le système nucléaire civil iranien avec le virus Stuxnet.

Une douzaine de pages extraites de ce rapport pourraient être déclassifiées le mois prochain.

Source : « *Cyber Combat : Act of War. Pentagon Sets Stage for U.S. to Respond to Computer Sabotage With Military Force* », par Siobhan Gorman et Julian E. Barnes, The Wall Street Journal, 31 mai 2011.

Un article du monde.fr du 3 juin

143 des plus grosses fortunes divisent leur ISF par 6 grâce au bouclier fiscal. (04.06)

275 000 euros acquittés en moyenne, au lieu de 1,676 million d'euros. Voilà la "réduction" du montant de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) dont bénéficient 143 des 190 plus gros contribuables français.

Cette "réduction" a une explication : le bouclier fiscal. C'est ce qu'indique le rapporteur général (UMP) de l'Assemblée nationale, Gilles Carrez, à l'occasion du début de l'examen du projet de loi réformant l'ISF, en s'appuyant sur des chiffres (de 2008) communiqués par l'administration fiscale.

Aujourd'hui, quelque 1 900 contribuables, dont le patrimoine net excède 16,5 millions d'euros, figurent dans la dernière tranche d'imposition à l'ISF.

Parmi eux, au sommet de la pyramide, on en compte 191 dont le patrimoine net dépasse 65 millions d'euros.

Chez ces contribuables les plus fortunés, "48 ne bénéficient pas du bouclier fiscal et paient en moyenne 1,528 million d'euros d'ISF", indique M. Carrez.

Les 143 autres activent quant à eux le bouclier fiscal. "Ils paient 275 000 euros d'ISF en moyenne, au lieu des 1,676 million qu'ils devraient verser sans ce bouclier", poursuit le député.

Avec la réforme, qui consiste à alléger les barèmes de l'ISF et supprimer le bouclier fiscal, ces 143 plus gros contribuables paieront beaucoup plus assure M. Carrez : "cela se traduira par un doublement de la fiscalité, puisqu'ils paieront désormais 500 000 euros en moyenne au titre de l'ISF", avance-t-il.

La réforme de l'ISF consiste à réduire cet impôt à deux tranches d'imposition. Le taux d'imposition le plus élevé sera de 0,5 % et s'appliquera aux patrimoines supérieurs à 3 millions d'euros, alors qu'aujourd'hui le taux le plus élevé est de 1,8 % et s'applique aux patrimoines supérieurs à 16,5 millions d'euros.

Plus le patrimoine est élevé, plus le rabais est fort

Dans l'actuelle dernière tranche d'imposition à l'ISF, sur les 1 916 contribuables qui y figurent, 1 230 activent le bouclier fiscal.

Celui-ci leur permet de diviser en moyenne par 4,7 leur facture : l'ISF moyen acquitté est de 444 000 euros et la restitution moyenne au titre du bouclier de 351 000 euros, soit, au final, une note moyenne réelle d'ISF ramenée à 93 000 euros. Selon le niveau de patrimoine au sein de cette dernière tranche d'imposition, le bouclier permet de diviser la facture ISF entre 3 fois et 6 fois : plus le patrimoine augmente et plus le rabais est fort.

Pour les 686 redevables de cette dernière tranche d'ISF qui n'activent pas le bouclier, la note moyenne à acquitter au fisc est de 400 000 euros.

La réforme conduira, pour l'ensemble des contribuables qui figurent dans cette dernière tranche d'ISF, à payer un ISF moyen de 211 323 euros en 2012, selon les chiffres de l'administration fiscale.

A noter, que pour les 106 contribuables disposant d'un patrimoine compris entre 18,23 millions et 19,76 millions d'euros qui bénéficient du bouclier fiscal, c'est actuellement le "jackpot" : le montant moyen des sommes qu'ils touchent au titre du bouclier est supérieur de 4 000 euros à celui des sommes versées au fisc au titre de l'ISF.

Un article du figaro.fr du 3 juin

Chômeurs, fainéants, assistés, parasites, boulets, responsables de la dette de l'Etat, assez d'injustice sociale envers les riches ! (04.06)

(titre de cet article infâme du figaro.fr : *La France des assistés*)

Faire travailler gratuitement les allocataires du RSA : l'idée choc de Laurent Wauquiez a enthousiasmé l'opinion, lasse de déverser toujours plus d'argent dans le puits sans fond de la solidarité nationale. Pris de vitesse, l'UMP et le gouvernement l'ont désormais compris : la lutte contre l'assistanat sera au coeur de la campagne de 2012.

On les surnomme parfois «*les canapés*». Dans le milieu de l'insertion professionnelle, on connaît bien ces demandeurs d'emploi qui ne demandent plus grand-chose, sinon de rester chez eux devant la télévision. Le travail n'est plus qu'un vieux souvenir. Leur univers se résume à un gros sofa face à un immense écran plat qui ronronne en permanence pour meubler la solitude. Un jour, à bout de nerfs, le patron d'une mission locale d'insertion a lancé à l'un d'eux : «*Ce n'est pas le RMI que je vais vous supprimer, c'est le canapé!*» Depuis, le RMI a été remplacé par le RSA, mais «*les canapés* » sont toujours là, aussi nombreux qu'avant. Peut-être plus nombreux même, disent ceux qui, à l'instar de Laurent Wauquiez, voudraient bien les envoyer travailler gratuitement quelques heures par semaine. Histoire d'offrir une «*contrepartie*» à la collectivité. Pour les obliger aussi, tout simplement, à se lever de leur canapé.

Provisoirement éclipsé par le «*sex scandal*» DSK, le débat est parti début mai avec une vigueur qui a surpris tout le monde, à commencer par Wauquiez lui-même, qui s'est défendu d'un «*j'ai dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas*». Pouvoir cumuler tellement de minimas sociaux qu'on n'a pas intérêt à aller travailler pose «*un problème*» et il n'est pas anormal de demander «*un geste de contrepartie*» à ceux qui vivent de la solidarité nationale. Voilà pour le fond. Pour le reste, le brillant jeune homme de la droite française (député à 29 ans, ministre en 2007, à 32 ans), héritier politique de Jacques Barrot et animateur d'un courant «*social*» au sein de l'UMP, ne nous avait guère habitués à des sorties au canon du genre «*l'assistanat est le cancer de notre société*». L'opinion a applaudi des deux mains - selon un sondage (1), 70 % des Français soutiennent sa proposition -, mais Wauquiez a plongé l'UMP dans l'embarras. «*Propos de comptoir*», «*beaufitude*», dixit Roselyne Bachelot (les «*beaufs* » apprécieront)... «*Heureusement que son club s'appelle la Droite sociale, sinon qu'est-ce que ce serait!*» grince un cacique de l'UMP, qui sait trop qu'il est politiquement dangereux de soulever des questions que l'on n'est pas sûr de savoir régler (le fantôme de l'identité nationale rôde encore).

Un véritable boulet pour les finances publiques

Et puis, le RSA n'est-il pas une création de la droite, soutenue par le même Wauquiez, alors ministre chargé de l'Emploi? Ce dispositif n'était-il pas censé, justement, remédier à tous les défauts du RMI? «*Pourquoi se renier?*», demande, incrédule, le père du RSA, Martin Hirsch. Seulement voilà, deux ans après son lancement, le Revenu de solidarité active n'a pas rempli son contrat. Sur ses 1,8 million de foyers bénéficiaires, seule une minorité (600.000) touche le RSA dit «*activité*», celui qui vient en complément d'un revenu du travail. Or, c'est ce mécanisme qui est censé aider au retour vers l'emploi. Tous les autres bénéficiaires touchent le RSA «*socle*», l'équivalent du bon vieux RMI.

Pis, le RSA est devenu un boulet pour les finances publiques : son coût pourrait dépasser les 10 milliards d'euros cette année, alors que Hirsch avait promis qu'il se situerait entre 6 et 8 milliards «*en vitesse de croisière*». S'il coûte si cher, c'est que le RSA accompagne plus longtemps les travailleurs précaires: on peut bénéficier d'un complément de RSA jusqu'à 2755 euros de revenus mensuels. A ce surcoût s'ajoute le poids des aides sociales dites «*connexes*», aussi nombreuses que variées. «*Il existe, par exemple, 11 sortes de prestations familiales légales obéissant toutes à des conditions d'ouverture et de ressources différentes, sans compter la liste incalculable des aides locales!*» note Bertrand Nouel, expert à l'Ifrap, un think-tank libéral.

Car les collectivités locales sont fort généreuses: gratuité des transports et de la cantine, abattements pour la crèche ou le centre aéré, etc. Les conseils généraux accordent en moyenne 16 aides différentes, selon un rapport sénatorial. Quant aux communes, elles distribuent des sommes certes modestes (souvent

inférieures à 200 € par an), mais de toutes sortes : pas moins de 52 allocations pour la ville d'Elbeuf, en Seine-Maritime ! Parmi ses 85 prestations sociales, la Mairie de Paris subventionne la coiffure à domicile...

Résultat, les collectivités croulent sous les dépenses sociales (dans les départements, celles-ci accaparent souvent les deux tiers du budget de fonctionnement !). Et la dérive s'accélère depuis deux ans. La faute à la crise, certes, mais aussi au fait que ces aides locales sont accordées sous condition de statut, et non pas de revenus. Or, le dispositif du RSA est plus large que celui du RMI. «Il n'est pas surprenant qu'un tel système puisse exaspérer les Français disposant presque exclusivement de revenus moyens provenant de leur travail», souligne Bertrand Nouel. En outre, ces aides «connexes» atténuent considérablement la portée du RSA comme outil de lutte contre l'assistanat. Martin Hirsch en est bien conscient, lui qui avait protesté lorsque la Région Ile-de-France avait accordé la gratuité des transports aux chômeurs et aux bénéficiaires du RSA. Depuis, Jean-Paul Huchon a amendé son dispositif.

«Lutter contre la déprime et l'enfermement»

Selon une étude qui fait autorité (2), les aides locales peuvent en effet représenter jusqu'à 20 % du revenu d'un foyer au RSA. L'un des auteurs, Yannick L'Horty, professeur d'économie à Paris-Est et chercheur au Centre d'études de l'emploi, tient toutefois à souligner que le mécanisme RSA est payant «*dès la première heure travaillée*». Oui, mais de combien? De 2 ou 3 euros de l'heure?

En 2009, avant la généralisation du RSA, le gouvernement avait demandé à la sénatrice UMP du Nord Sylvie Desmarescaux de plancher sur des pistes pour rationaliser ce maquis d'aides sociales. Un système qui, de plus, se révèle «*inéquitable, car les aides accordées ne sont pas les mêmes d'un endroit à l'autre*». Deux ans plus tard, rien n'a été fait ou presque, et Mme Desmarescaux n'est pas mécontente que Laurent Wauquiez ait «*jeté un gros pavé dans la mare*». «*Il faut savoir en discuter*», insiste cette ancienne assistante sociale, favorable à tout ce qui peut «*réapprendre à ceux qui ne travaillent plus depuis des années à se lever le matin, à emmener leurs enfants à l'école, à être ponctuels...*»

Travailler gratuitement pour la collectivité? Pierre Lang, député UMP de Moselle et maire de Freyming-Merlebach, va encore plus loin que Laurent Wauquiez. Il propose que les titulaires du RSA et les chômeurs de longue durée effectuent 15 à 20 heures par semaine de travaux gracieux pour leur commune: débroussaillage, gardiennage, etc. Son objectif: «*Lutter contre la déprime et l'enfermement des chômeurs de longue durée.(...)Il ne s'agit pas d'une sanction, mais d'aider ceux qui commencent à baisser les bras à reprendre confiance en eux*», justifie l'élu, qui assure avoir le soutien massif de ses administrés et de plusieurs collègues de l'UMP ayant cosigné sa proposition de loi. A ceux qui lui rétorquent que ce travail gratuit chasse des emplois rémunérés, il répond qu'il ne s'agit que de couvrir «*des besoins non marchands qui ne sont pas satisfaits aujourd'hui par les communes, faute d'argent*».

«*Fausse bonne idée*», balaie Hirsch et, avec lui, beaucoup de professionnels de l'insertion, qui soulignent au passage que ces chômeurs de longue durée ne sont pas forcément «*employables*». Pour Marc-Philippe Daubresse, secrétaire général adjoint de l'UMP, un tiers des bénéficiaires du RSA relèvent d'un «*accompagnement social lourd*». «*Il faudrait mettre deux personnes derrière chacun...*», ajoute l'ancien ministre, qui préfère amender le RSA pour le rendre «*plus efficace*» et lutter contre la fraude plutôt que de «*faire du populisme*».

La polémique n'est pas près de s'éteindre car la croissance et l'emploi étant de retour, l'opinion comprend de plus en plus mal que des centaines de milliers de personnes restent enfermées dans l'assistance. Plus de 1,5 million d'emplois devraient être créés dans notre pays cette année, pratiquement le niveau d'avant la crise, selon la dernière enquête sur les besoins de main-d'œuvre, réalisée par le Crédoc pour Pôle emploi . Bref, les jobs sont là mais 70 % des employeurs se plaignent d'une «*pénurie de candidats*». Quelque 200.000 offres ne trouveraient pas preneur. Les raisons invoquées par les recruteurs? «*L'inadéquation du profil*» ou du diplôme (mais 38 % sont des offres pour des emplois peu ou pas qualifiés). En fait, c'est surtout le «*manque de motivation*» que rencontrent les employeurs.

«*C'est vrai qu'on les sent moins motivés depuis quelque temps, confirme Isabelle, conseillère insertion auprès de chômeurs de longue durée. Ils répètent qu'il n'y a pas de boulot, ce qui est inexact, mais c'est comme s'ils n'y croyaient plus.*»

Dans la restauration, un métier pourtant glorifié par quantité d'émissions de télévision, recruter un aide-cuisinier relève du parcours du combattant. *«Travailler le soir et le dimanche devient un vrai problème, sans parler de la coupure de l'après-midi entre les deux services. Pour 300 euros par mois de plus que le chômage, beaucoup préfèrent rester chez eux»*, raconte Alain, chef de cuisine depuis vingt ans. Parti en apprentissage à 16 ans dans une grande maison, il a épluché des légumes pendant des mois. *«C'était le job des apprentis, se souvient-il. Aujourd'hui, tout le monde est poussé à aller jusqu'au bac.»* Résultat, les petits métiers de la cuisine sont occupés par de la main-d'œuvre étrangère. Pourtant, une fois acceptée la discipline quasi-militaire qui règne en cuisine comme en salle, la restauration est un métier attachant, témoigne un chef de salle: *«Il y a un vrai esprit d'équipe et, quand ça tourne bien, la paye est bonne. Dans les bons jours, on repart avec de grosses enveloppes de black.»*

Même discours chez les artisans du bâtiment, un métier dur mais qui peut vite s'avérer rémunérateur. *«Chez moi, les bons ouvriers peuvent gagner 3000€ net par mois»*, assure ce patron d'une entreprise de maçonnerie des Yvelines, qui enchaîne les chantiers en région parisienne et s'évertue en vain à recruter des *«gars qui veulent travailler et qui savent travailler»*.

Ce qui surprend le plus les employeurs? La précarité choisie. En Vendée, un petit patron du BTP s'étonne: *«J'ai du mal à faire signer des contrats à durée indéterminée à mes salariés. Ils me répondent qu'ils préfèrent rester en CDD ou en intérim pour gérer leur temps comme ils veulent, partir en vacances s'ils le souhaitent. Et puis, ils sont persuadés qu'ils sont gagnants financièrement, ce qui est inexact à long terme.»* Primes de précarité, allo cations de retour à l'emploi, allocations formation... Ces intermittents du travail tirent un profit maximal de lois censées décourager les employeurs de recourir à l'emploi précaire.

Impatient de voir la baisse du chômage s'accélérer, Xavier Bertrand, le ministre de l'Emploi, a tapé du poing sur la table. *«Pour ceux qui ont le profil et qui refusent (des) postes, il faut appliquer la loi: suspendre les allocations dès qu'un chômeur refuse deux offres d'emploi raisonnables»*, a-t-il déclaré le 30 avril au Figaro Economie.

Les conseillers de Pôle emploi ont été priés de mettre les bouchées doubles pour remettre les chômeurs longue durée sur le chemin du travail. A Bondy, en Seine-Saint-Denis, cela concerne près de 700 demandeurs (sur les 5000 inscrits à l'agence de Pôle emploi). *«Ce sont ceux qui n'ont pas travaillé du tout en 2010»*, précise le directeur Samuel Citron. Reçus individuellement pendant vingt minutes, ils se voient proposer une offre d'emploi ou une formation et bénéficient d'un *«accompagnement renforcé»*. *«Notre difficulté vient de l'inadéquation entre les demandes et les offres»*, glisse le directeur. En clair, on ne s'improvise pas plombier chauffagiste ni chauffeur livreur - deux catégories d'emplois en forte demande sur le secteur de Bondy.

Suspendre les allocations chômage ou réduire le RSA en cas de refus d'*«offres raisonnables»*, comme le prévoient les textes, les conseillers de Pôle emploi ne le font quasiment jamais. *«Une fois en deux ans, pour un cas d'abus caractérisé»*, se souvient Samuel Citron, qui précise que la diminution du RSA dépend en dernier ressort du conseil général, sur avis de Pôle emploi. *«Avec la crise, on ne nous a pas demandé de faire preuve d'un zèle excessif»*, ajoute-t-il.

La France va-t-elle se mettre au diapason du reste de l'Europe en imposant des conditions draconiennes aux bénéficiaires de la solidarité nationale ? Ce ne sera pas chose facile. *«L'assistanat est solidement ancré dans notre société. Dès qu'on veut lutter contre, on se fait traiter de facho»*, observe Evelyne, qui dirige un centre de formation et d'insertion dans le Grand Ouest. *«Il est vrai aussi que, doublé de pratique du travail au noir, il garantit une certaine paix sociale.»* A quel prix?

L'état désastreux des finances publiques ne laisse plus guère le choix à nos dirigeants. Ce 8 juin, l'UMP organise une convention sur *«la justice sociale»* au cours de laquelle des propositions de révision du RSA devraient être mises sur la table. Xavier Bertrand vient par ailleurs d'annoncer une réforme de Pôle emploi. La lutte contre l'assistanat, si populaire chez les électeurs de droite, devrait être au cœur de la campagne présidentielle de 2012. Si l'UMP ne s'en saisit pas, d'autres pourraient le faire à sa place...

(1) Sondage OpinionWay réalisé pour Le Figaro et LCI les 11 et 12 mai 2011.

(2) Réformer les aides sociales locales dans le nouveaux contexte du RSA, Yannick L'Horty et Denis Anne, mars 2010.

Commentaire.

Cela s'appelle le retour de bâton, et estimez-vous heureux qu'on n'ait pas d'autres armes sous la main pour vous mater ! Le droit à la paresse est un droit légitime face à l'exploitation. Voler le riche est légitime, voler un voleur n'est pas un crime mais un juste retour des choses, voler l'Etat des banquiers c'est reprendre ce qu'il nous a volé pour le distribuer aux privilégiés.

Si des travailleurs préfèrent rester au chômage avec tous les inconvénients que l'on sait plutôt que travailler, cela ne proviendrait-il pas par hasard qu'ils en ont marre d'être surexploités, de travailler dans des conditions insupportables pour des salaires de misère ou sans rapport avec leur qualification, d'être traités comme des chiens ou humiliés en permanence par les patrons ? Leur refus d'accepter ces conditions est une forme comme une autre de résistance au capitalisme que nous saluons.

Le chômage, la précarité et la pauvreté s'accroissent dans le monde aussi sûrement et rapidement que les riches prospèrent et engraisserent. Eliminons ces nantis, ces parasites, et le chômage, la précarité et la pauvreté ne seront plus qu'un vieux souvenir.

La campagne de l'UMP va faire un flop, parce qu'en France chaque famille ou presque compte en son sein un ou des chômeurs.

Un article de Slateafrrique du 6 juin

Libye: l'Otan déploie les grands moyens. (07.06)

Des renforts considérables sont envoyés contre le colonel Kadhafi. Objectif déclaré de l'Otan: un délai de 90 jours pour faire tomber le régime.

Trois mois, c'est le temps que se donne l'Alliance atlantique pour venir à bout de la résistance des forces favorables au colonel Kadhafi en Libye. Et, depuis quelques jours, la guerre semble effectivement être entrée dans une nouvelle phase, plus dure, que les états-majors occidentaux espèrent sans nul doute décisive.

Partout, que ce soit à Bruxelles, Paris, Londres ou Washington, le discours est le même. *«Cette décision [le délai de 90 jours pour mener à bien les opérations] adresse un message sans détours au régime de Kadhafi. Nous sommes déterminés à poursuivre nos opérations pour protéger la population de Libye», a ainsi lancé Anders Fogh Rasmussen, le secrétaire général de l'Otan, cité par le quotidien britannique The Daily Telegraph. De son côté, dans chacun de ses communiqués et de ses points de situation, le ministère français de la Défense tient à rappeler que «cet engagement s'inscrit dans le cadre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) qui autorise l'engagement de moyens militaires aériens pour protéger les populations civiles des attaques de forces de Kadhafi».*

Un avis que ne partage apparemment pas la Russie qui, si elle a soutenu l'Ouest sur la Libye à l'occasion de l'e-G8 de Deauville, n'en reste pas moins très critique des frappes de l'Otan. Alors que les hélicoptères britanniques Apache et les Tigre français entraient pour la première fois en action contre des cibles militaires libyennes afin «d'augmenter la pression sur les forces de Kadhafi qui menacent la population civile» (Défense française), le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, faisait savoir que le recours par la France et la Grande-Bretagne à des hélicoptères de combat constituait «selon [eux] une transformation, intentionnelle ou non, [de l'opération de l'Otan] en une intervention au sol».

Le plus gros navire de guerre du monde en renfort

L'Alliance, c'est certain, semble muscler son dispositif, et les nouveaux déploiements coïncident avec l'annonce officielle portant sur la prolongation des opérations. Les Etats-Unis, en particulier, sont sur le point de revenir sur le devant de la scène, avec l'arrivée sur zone d'une force qui devrait encore accroître le déséquilibre entre les deux camps. Le porte-avions George H.W. Bush, le plus puissant bâtiment de l'US Navy, accompagné de son groupe, vient en effet de rejoindre la VIe Flotte américaine en Méditerranée.

Le Bush est le plus gros navire de guerre du monde. D'un déplacement de plus de 100.000 tonnes, ce monstre récemment entré en service a pour devise *«La liberté à l'œuvre»* et pour surnom le *«Vengeur»* (fort probablement, dans l'esprit américain, des attentats du 11-Septembre). Pour accomplir son *«œuvre de liberté»*, le Bush emporte un groupe aérien composé de 90 aéronefs à voilure fixe et tournante, dont 44 chasseurs-bombardiers F/A-18. Le groupe qui encadre ce Léviathan, car un porte-avions ne se déplace évidemment jamais seul, comprend deux croiseurs lance-missiles et deux destroyers lance-missiles, qui vont encore renforcer la capacité occidentale de frappe sur des objectifs libyens.

Tous sortent à peine d'un exercice, curieusement baptisé Saxon Warrior, qui a eu lieu à la fin du mois de mai dans l'Atlantique, au large des côtes britanniques. Ces manœuvres avaient entre autres pour but de peaufiner l'entraînement des équipages à la défense antiaérienne. Au cas où quelques pilotes libyens suicidaires tenteraient de s'en prendre au Bush? Un scénario qui paraît peu vraisemblable. Notons enfin que le groupe de ce *«super porte-avions»* est commandé par une femme, le contre-amiral Nora W. Tyson. Les Américains aiment frapper l'imagination de leur public par des *«premières»* de toutes sortes et celle-ci en est une, tout comme le déploiement du bâtiment en lui-même.

Avec le Bush, l'Otan compte donc maintenant deux porte-avions sur place, le premier n'étant autre que le Charles de Gaulle. A ces deux géants s'ajoutent plusieurs porte-hélicoptères britannique, français, et américains, entre autres l'USS Bataan, qui, à lui seul, serait capable d'orchestrer le débarquement de 2.000 marines. Des déploiements qui semblent confirmer les inquiétudes de Sergueï Lavrov.

La stratégie de l'Otan

L'irruption de ces renforts américains devrait a priori changer la donne dans le conflit. Le principe de l'Otan est simple, et est le même que celui appliqué lors de l'invasion de l'Afghanistan en 2001. La force aérienne, avions de combat et hélicoptères d'attaque, va de plus en plus s'employer à faire sauter les verrous défensifs qui subsistent encore dans le dispositif de Kadhafi, jusqu'à ce que celui-ci ne puisse plus compter que sur des unités d'infanterie dépassées en nombre et en armement, démoralisées par des mois de bombardement. Alors, escompte-t-on, les rebelles, que l'on s'affaire à entraîner et à encadrer dans l'Est du pays, pourront lancer une offensive généralisée qui, en quelques jours, quelques semaines tout au plus, devrait finalement s'emparer de tous les points clés de la côte. Et c'en sera fait du colonel, qu'un tribunal attend d'ailleurs déjà, puisque les accusations de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité font désormais partie intégrante de l'arsenal occidental.

A moins d'une surprise d'ordre diplomatique plutôt que militaire, on voit mal comment Kadhafi et son entourage pourraient s'en tirer. Même si l'entreprise prend plus de temps que ce qui avait été proclamé au départ, les fidèles du régime ne peuvent sérieusement espérer l'emporter sur le terrain. Ils ont beau résister avec acharnement face à des rebelles qu'ils continuent de surclasser sur le terrain, ils ne font en réalité que retarder l'inévitable.

Un article de Reuters 8 juin

L'économie américaine et mondiale au bord de l'explosion ? (09.06)

Le titre est du site.

Il est probable que les Etats-Unis ne pourraient conserver leur note AAA s'ils étaient frappés d'un défaut, même limité au "*défait technique*" (technical default), a annoncé l'agence de notation Fitch Ratings mercredi.

Des membres du Parti républicain se demandent si un bref défaut ne serait pas un prix à payer acceptable si cela conforte leur position dans les négociations menées avec le Maison Blanche en vue de relever le plafond d'endettement.

Fitch a ajouté qu'elle pourrait qualifier la dette souveraine des Etats-Unis en "*défait limité*" (restricted default) si le Trésor ne remboursait pas certaines échéances obligataires le 15 août.

"Même un 'défait technique' suggérerait une crise de 'gouvernance' du point de vue de la note souveraine et de sa notation", explique l'agence dans un communiqué.

"Le fait de ne pas relever le plafond de la dette en temps opportun impliquerait une crise de gouvernance qui pourrait remettre en cause le statut 'AAA' des Etats-Unis", a dit David Riley, chef des notes souveraines chez Fitch.

"Mais surtout, un défaut du premier emprunteur mondial et émetteur de la première monnaie de réserve serait exceptionnel et menacerait une stabilité financière encore fragile aux USA et dans le monde, surtout dans le contexte de la crise de la dette souveraine européenne".

Le Trésor américain a réagi en déclarant que Fitch avait adressé un avertissement sans frais au Congrès afin qu'il prononce rapidement, et de préférence avant la date limite du 2 août, un relèvement du plafond de la dette, lequel est actuellement de 14.300 milliards de dollars.

Sinon, a prévenu le secrétaire au Trésor Timothy Geithner, les Etats-Unis s'exposent à un défaut catastrophique aux conséquences incalculables sur les marchés financiers.

La Maison blanche a réagi dans le même sens, en disant que la décision de Fitch montre qu'il n'y a "*pas d'alternative à un relèvement du plafond de la dette*".

James Bullard, président de la Réserve fédérale de St.Louis a estimé que la perspective d'un défaut des Etats-Unis était le plus grand risque pesant sur l'économie mondiale.

"La situation budgétaire américaine, si elle n'est pas pilotée correctement, pourrait se transformer en choc mondial. L'idée que les Etats-Unis pourraient faire défaut est une idée dangereuse", a-t-il dit à Reuters.

Olli Rehn, commissaire européen des Affaires économiques et monétaires, s'est également montré alarmiste en disant que la situation concernant le déficit budgétaire américain et la dette du pays était "*très sérieuse*".

"A ce stade, il est difficile d'être excessivement optimiste sur un accord (entre républicains et démocrates) à court terme", a-t-il ajouté.

Moody's avait déjà dit jeudi dernier qu'elle envisagerait de réduire la note des USA si le Congrès n'avait pas progressé d'ici la mi-juillet sur les questions du déficit budgétaire et de l'endettement.

L'agence Fitch dit toutefois penser qu'un accord sera en définitive conclu au Congrès pour relever ce plafond et éviter tout défaut.

Pourtant, son analyste David Riley juge qu'"à l'évidence, les signaux politiques venant (de Washington) sont une source d'inquiétude".

Complément provenant d'un autre article de Reuters du même jour.

Les parlementaires américains "*jouent avec le feu*" en envisageant que les Etats-Unis puissent faire défaut sur leur dette, même brièvement, a estimé mercredi un conseiller de la banque centrale chinoise.

Cette idée fait frissonner les marchés internationaux, qui craignent qu'un défaut de la dette américaine ne déstabilise gravement l'économie mondiale.

Un tel événement serait néfaste pour le dollar, a averti Li Daokui, un conseiller de la banque centrale de Chine, selon qui Pékin doit en dissuader Washington.

"*Je pense qu'il existe un risque de défaut sur la dette américaine*", a déclaré Li Daokui à la presse en marge d'un forum à Pékin.

"*Le résultat serait très sérieux et j'aimerais vraiment qu'ils arrêtent de jouer avec le feu*", a-t-il ajouté.

La Chine, premier détenteur de dette américaine, possédait en mars plus de mille milliards de dollars de Treasuries, selon des données américaines.

Le raisonnement républicain est que les créanciers des Etats-Unis seraient prêts à accepter quelques jours de défaut de paiement en échange de garanties d'une meilleure maîtrise des dépenses publiques américaines.

Mais les responsables publics et investisseurs interrogés, qui considèrent un défaut américain comme une hypothèse lointaine et cauchemardesque, ne sont pas de cet avis.

"*Ce ne serait pas possible. Ils rembourseraient leurs bons du Trésor en priorité, avant les autres titres, c'est aussi simple que ça*", a avancé Barry Evans, gestionnaire de portefeuille obligataire chez Manulife Asset Management.

Les autorités indiennes, de leur côté, disent n'avoir pas d'autre choix que d'investir dans la dette publique américaine, celle-ci étant considérée comme l'une des plus sûres et des plus liquides au monde.

En mars, l'Inde détenait 39,8 milliards de dollars en Treasuries, selon les données américaines.

"*Comment pourrait-on autoriser les Etats-Unis à faire défaut? Nous ne considérons pas cela comme une possibilité : cela créerait une gigantesque panique dans le monde entier*", a déclaré un responsable de la banque centrale indienne.

Un article de liberation.fr du 11 juin

La CGT révèle les sombres plans sociaux de PSA. (12.06)

L'invitation était alléchante. La CGT promettait de révéler le «plan secret» du patron de PSA Peugeot Citroën, Philippe Varin, sur «*l'avenir des sites de production*». De fait, c'est une vraie bombe qui a été lancée, hier à 11 heures, lors de la conférence de presse du syndicat. La CGT a dévoilé un document interne indiquant que la direction de PSA avait décidé de fermer, en 2014, l'usine d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où 3 500 salariés assemblent des Citroën C3. Et qu'elle envisageait de faire de même en 2015 avec le site de Hordain (Nord) et ses 2 600 emplois. Selon la CGT, la saignée sociale laisserait sur le carreau plus de 10 000 personnes rien qu'en Seine-Saint-Denis, en comptant les emplois induits.

Citadines. Le document «confidentiel», rédigé le 23 août 2010 par la direction industrielle de PSA, est une «note de synthèse» préparatoire à la réunion du comité de direction générale du 8 septembre. Il décrit, avec une franchise qui frise souvent le cynisme, les «leviers» envisagés pour «réduire de façon drastique» d'ici à 2020, le coût de fabrication des voitures. Et, en particulier, les citadines du «segment B» (dont la Citroën C3), des modèles à faible marge dont la production est déjà largement délocalisée par les concurrents.

La note indique que le comité de direction générale a décidé, dès janvier 2010, de sacrifier l'usine d'Aulnay. Afin de tenir compte du «calendrier électoral français», l'annonce est prévue «fin 2012». Soit juste après la présidentielle, histoire d'éviter les ennuis. Suivront «*plan social et décroissance 2013 et arrêt courant 2014*». Une belle opération, puisque «*la cession du terrain, estimé à 300 millions d'euros*» permet de rembourser la restructuration en moins de «*dix ans*». D'autres projets sont à l'étude. D'abord la délocalisation des sous-traitants en augmentant l'approvisionnement dans les pays à bas coûts (qui pèse déjà 40% des achats). Et la création d'une nouvelle usine dans un pays à bas coûts (Turquie, Maroc ou Europe de l'Est) qui pourrait accompagner «la fermeture d'un site ancien».

Parmi eux, l'usine de Hordain, exploitée jusqu'ici avec Fiat, lequel vient d'annoncer son désengagement. PSA envisage deux scénarios : la fermeture-délocalisation, le retrait de l'italien offrant une «*opportunité pour partager les impacts coûts et image sociale*» (en clair, cela permet de rejeter la faute sur Fiat...); le maintien de l'usine, mais à condition qu'il y ait un «partage avec les autorités de la difficulté à maintenir le site» via le versement d'«*incentives*», c'est-à-dire de subventions.

«*C'est scandaleux, révoltant*», a lâché lors de la conférence Bruno Lemerle, élu CGT au comité européen de PSA, qui a demandé la convocation d'un comité d'entreprise extraordinaire. L'affaire est explosive. Car les constructeurs, qui ont réduit leurs effectifs en France ces dernières années, ont été massivement aidés par l'Etat pendant la crise : prêts (3 milliards d'euros pour PSA) et surtout prime à la casse. Ce dispositif, qui a coûté 1 milliard, a dopé les ventes de petites voitures, dont la C3. Enfin, Nicolas Sarkozy a fait du maintien de l'industrie une priorité politique (états généraux, baisse de la taxe professionnelle), comme il l'a rappelé mardi dans la Nièvre.

Rumeur. Le choc est d'autant plus fort que PSA était jusqu'ici un bien meilleur élève que Renault en matière de made in France (voir graphique). Même si la rumeur d'une fermeture d'Aulnay courait depuis longtemps. «*Cela reste à confirmer, mais il est vrai que nous avons des inquiétudes depuis un moment*», a réagi Ricardo Madeira, de la CFDT. «*Des notes de ce style, on en a vu plein*», et les sites qu'ils visaient «*sont toujours ouverts*», relativise au contraire Anne Valleron, de la CGC.

PSA a répliqué par une conférence de presse dans l'urgence hier, à 14 h 30. Le directeur industriel, Denis Martin, a assuré que l'a fermeture d'Aulnay «*n'est pas d'actualité*», mais qu'il ne pouvait pas s'engager sur la pérennité des sites au-delà de «*douze à dix-huit mois*». On a vu démenti plus ferme. Le document serait «*un brouillon [...] sans aucune valeur*» élaboré en période de crise, devenu depuis «*totalemment caduc*». Sauf que la note mentionne bien la fermeture d'Aulnay comme l'une des «décisions» prises par la direction. Denis Martin a démenti, sans expliquer pourquoi le document indique le contraire. Il a en tout cas poursuivi l'opération déminage en se rendant dans la foulée à Aulnay, puis en réunissant les syndicats au siège de PSA. Il va aussi réunir un comité d'entreprise, comme l'a réclamé la CGT. Le PDG de PSA a même été convoqué à Bercy par le ministre de l'Industrie, Eric Besson, qui l'a reçu pendant quarante minutes hier soir. Tout cela suffira-t-il à rassurer ? «*Pas du tout [...] : ils nous ont menti depuis des années et ils vont continuer à nous mentir jusqu'au bout*», a répondu à Reuters Jean-Pierre Mercier, délégué CGT à Aulnay. Le syndicat

assure qu'il a d'autres documents secrets confirmant les plans de la direction. Le feuilleton ne fait peut-être que commencer.

Commentaire : Expropriation !

Un article d'AP 13 juin

Les forces de l'ordre prises à partie dans le sud de la Chine. (14.06)

Nouvelle flambée de violence en Chine: des protestataires ont incendié ce week-end plusieurs véhicules de police dans une province du sud du pays, pour dénoncer les mauvais traitements infligés par les forces de l'ordre aux travailleurs migrants, selon des témoins.

Si les manifestations violentes sont devenues fréquentes en Chine au cours de la décennie passée, ces dernières semaines semblent avoir été particulièrement troublées. Les éléments déclencheurs étaient différents dans chacun des cas, mais la majeure partie des incidents trouvaient leur source dans les ressentiments envers les inégalités sociales, l'abus de pouvoir et la négation de doléances légitimes.

Les dernières émeutes, survenues dimanche soir, ont fait suite à trois jours d'agitation croissante à Xintang, dans la province du Guangdong, axe central de l'industrie chinoise des exportations. Les récits d'incidents dans les médias contrôlés par l'Etat sont rares mais l'agence officielle Chine Nouvelle a précisé qu'une équipe gouvernementale avait été envoyée dans la région pour faire taire les rumeurs relatives aux troubles.

En mai dernier, la Mongolie intérieure avait été le théâtre des plus importantes manifestations de rue dans la région depuis une vingtaine d'années, tandis qu'un homme, dont les terres avaient été saisies, avait dirigé sa colère contre des bâtiments publics d'une ville du sud de la Chine: trois personnes ont été tuées et au moins neuf autres blessées dans l'explosion de trois bombes artisanales qu'il avait déclenchées.

La semaine dernière, plusieurs milliers de protestataires ont également attaqué des bureaux publics à Lichuan, dans le centre du pays, après le décès d'un membre du conseil municipal, qui aurait été tabassé à mort par la police, pendant sa garde à vue.

Les autorités chinoises ont réagi avec nervosité à l'ensemble des troubles, en particulier après les soulèvements populaires de cette année dans plusieurs pays du monde arabe. Au cours des derniers mois, des centaines de militants critiquant la politique gouvernementale ont été interrogés, appréhendés ou ont disparu.

Les violences à Xintang ont éclaté vendredi soir quand une femme enceinte a été poussée au sol lors d'une intervention contre des vendeurs de rue, pour la plupart des migrants venus de la province du Sichuan (sud-ouest).

Les gens ont rapidement afflué, bloquant la circulation et attaquant des bâtiments publics à coups de jets de briques et de bouteilles, selon Chine Nouvelle. La police a procédé à l'interpellation de 25 personnes, accusées d'incitation aux troubles, a précisé l'agence de presse en ajoutant qu'aucune victime n'avait été déplorée.

Les heurts se sont poursuivis et des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées dimanche soir à un échangeur routier, mettant le feu à plus de vingt véhicules d'urgence. Des affrontements ont opposé les protestataires à des policiers et des membres des forces paramilitaires, a rapporté lundi un vendeur de l'usine de fabrication de textile Xintang Ruilong, située à proximité du lieu des incidents.

Le vendeur, qui s'est présenté sous le surnom de Wang, a déclaré que les violences avaient éclaté après des coups donnés par des agents auxiliaires des forces de police, à des vendeurs migrants, sur ordre des autorités locales. Les vendeurs auraient alors contacté parents et amis, qui seraient arrivés par groupes et s'en seraient pris aux véhicules avant d'affronter les forces de sécurité.

Une ouvrière d'une autre usine de confection de textile Fengcai, également surnommée Wang, a de son côté expliqué que les dirigeants avaient interdit à quelque 400 travailleurs migrants de quitter l'installation. "*Il y avait beaucoup de gens dans les rues la nuit dernière, criant et tentant de créer le chaos*", a-t-elle dit. "*Certains d'entre eux ont même cassé des véhicules de police*".

Un enregistrement vidéo des incidents mis en ligne sur internet montre des foules bloquant la circulation, attaquant des véhicules et incendiant des bus.

Un article du figaro.fr 13 juin

Sixième année de crise immobilière aux États-Unis. (14.06)

Voilà déjà cinq ans que la bulle immobilière américaine se dégonfle, après avoir enflé pendant quatorze ans. Les conséquences de ce retournement continuent de plomber l'économie et le système financier des États-Unis.

La nouvelle rechute des prix de l'immobilier résidentiel depuis l'an dernier appauvrit les consommateurs et fragilise toujours les banques. Non seulement cette crise continue, mais certains pensent que son issue est encore lointaine.

Le plongeon de la valeur des propriétés par rapport au pic de l'été 2006 atteint désormais 33%. *«Une baisse supplémentaire de 10 à 25% au cours des cinq prochaines années ne me surprendrait pas du tout»*, avoue Robert Shiller, économiste de l'Université de Yale. Ce spécialiste de l'immobilier, auteur avec Standard & Poor's d'un indice de référence pour toute la profession, cite en exemple le cas du Japon, où les logements ont vu leurs prix chuter pendant quinze ans et perdre près des deux tiers de leur valeur. Impossible de renégocier les crédits immobiliers

«Malheureusement, je ne vois pas de solutions rapides et simples aux problèmes qui affectent encore le marché du logement», déplore Janet Yellen, vice-présidente de la Réserve fédérale. *«Même lorsque la reprise aura commencé à se manifester, le redressement prendra probablement beaucoup de temps»*, estime-t-elle.

Si l'Amérique ne rebondit pas aujourd'hui comme elle le fait généralement à la sortie de récessions, c'est en partie parce que *«environ un quart des quelque 9 millions d'emplois qui ont disparu durant la "grande récession" correspondent à des postes du secteur de la construction»*, note Dirk van Dijk, directeur chez Zacks Investment Research. *«Traditionnellement, la construction était une source d'emplois relativement bien payés pour ceux qui ne disposaient pas d'un niveau d'éducation élevé»*, explique cet économiste. Ces 2,25 millions d'emplois qui manquent aujourd'hui expliquent en partie la médiocrité de la hausse de la consommation.

La chute des prix immobiliers affecte également la consommation, dans la mesure où le foncier représente souvent l'essentiel du patrimoine des Américains. Ces derniers se sentent s'appauvrir. *«Le propriétaire moyen a subi une chute de sa richesse de 19% de 2007 à 2009... Mais pour près d'un quart des propriétaires, le patrimoine s'est effondré de plus de 50%»*, rappelle Janet Yellen.

Après une pause en 2009, ce plongeon a repris mais ses effets sont masqués par le rebond des portefeuilles d'actions des Américains. La fonte de leur capital foncier les empêche en tout cas de recourir, comme avant la crise, à des crédits à la consommation gagés sur la valeur de leur logement.

Pis, pour plus d'un quart des propriétaires, la valeur de marché de leur maison est aujourd'hui inférieure au montant qu'ils doivent toujours rembourser à leur banque. Cette situation catastrophique leur interdit même de renégocier les termes de leurs prêts pour profiter de la baisse historique des taux hypothécaires.

Un article de Reuters 15 juin

Le FMI adresse un satisfecit à la France mais veut davantage. (16.06)

La reprise devrait se poursuivre en France cette année et l'an prochain avec une croissance proche de 2%, estime le FMI, qui juge néanmoins nécessaire la poursuite de l'assainissement des finances publiques et prône de nouvelles réformes de la fiscalité et du droit social.

Dans son rapport annuel sur l'économie française, publié mercredi par le ministère de l'Economie et des Finances, le FMI constate que *"la reprise de l'économie française progresse"*, ce qui devrait permettre *"une croissance solide d'environ 2% en 2011 comme en 2012"*.

Mais, *"pour soutenir la reprise et retirer pleinement les bénéfices des réformes récentes et en cours, une consolidation budgétaire crédible devrait ancrer les politiques menées"*, ajoute-t-il.

Tout en jugeant que les objectifs de réduction du déficit du programme de stabilité français pour la période 2011-2014 *"représentent un juste équilibre entre rapidité et soutenabilité"*, l'institution explique que les autorités auraient intérêt à prévoir des mesures supplémentaires, *"au cas où les risques baissiers devraient se matérialiser"*.

Elle recommande aussi au gouvernement de ne plus établir lui-même les prévisions de croissance sur lesquelles il établit son budget, en notant que les prévisions officielles au-delà de 2012 dépassent le consensus et les estimations du Fonds lui-même.

Tout en regrettant la *"prolifération"* des niches fiscales et sociales, le rapport salue aussi l'adoption par l'Assemblée nationale du projet de loi visant à inscrire dans la Constitution l'équilibre des finances publiques.

Une *"règle d'or"* dont l'adoption définitive *"adresserait un signal positif fort de la détermination à long terme de la France"*, explique le FMI.

Pour être définitivement adoptée, cette réforme doit être votée dans les mêmes termes par l'Assemblée et le Sénat, mais aussi être ratifiée par le Congrès, une troisième étape loin d'être acquise, au point que le gouvernement pourrait renoncer à la tenter.

FREINER LA HAUSSE DU SMIC ?

Le deuxième volet du rapport souligne la nécessité d'un renforcement du secteur financier français, même s'il constate que celui-ci a renoué avec une forte rentabilité après avoir surmonté la majeure partie des conséquences de la crise.

"Les risques pour la stabilité financière liés à la hausse rapide des prix immobiliers semblent contenus à ce stade mais la vigilance est requise", souligne cependant le FMI, qui recommande aux autorités de se tenir prêtes à intervenir dans ce domaine.

Mardi, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a en effet déclaré que les autorités pouvaient agir pour contenir la hausse des prix du logement qui, selon lui, *"contribue à donner le sentiment d'une perte de pouvoir d'achat et avive les revendications salariales"*.

Au-delà de l'immobilier, le FMI prône une adaptation rapide, *"d'ici 2013-2014"*, des banques françaises aux nouvelles règles internationales de solvabilité de "Bâle III", ce qui implique un renforcement de leurs fonds propres.

Le FMI prône d'autres réformes censées permettre à la France de faire face aux difficultés budgétaires auxquelles elle risque d'être confrontée à long terme: tout en qualifiant la réforme des retraites votée l'an dernier d'*"étape importante"*, il recommande des mesures aptes à supprimer ce qu'il considère comme des barrières structurelles.

Il recommande ainsi un durcissement des règles imposées aux chômeurs mais aussi une modération accrue en matière de salaire minimum: ses experts souhaitent ainsi une modification de la formule d'indexation du Smic "pour empêcher le Smic d'augmenter davantage que le salaire médian".

Le rapport se prononce aussi pour un transfert progressif de la fiscalité française vers les impôts indirects afin d'alléger la fiscalité du travail, plus lourde en France que dans d'autres pays.

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, qui pourrait prendre très prochainement la direction générale du Fonds, s'est félicitée dans un communiqué du "*diagnostic positif*" porté par le rapport.

Elle ajoute prendre "*bonne note*" des recommandations du FMI en matière de modernisation de la fiscalité, d'amélioration du marché du travail et de renforcement de la concurrence.

Le rapport annuel du FMI, prévu par l'article IV des statuts de l'organisation, a été établi au terme d'entretiens entre des experts du Fonds et des représentants de l'Etat, du parlement, de la Cour des comptes, des principales banques, des syndicats, des économistes et des autorités de régulation économique et financière.

Complément du figaro.fr du 15.06

Bercy a vu dans le rapport du FMI sur la France un tel satisfecit donné à ses réformes qu'il a brisé de deux heures l'embargo donné par l'institution internationale! Et c'est un communiqué de Christine Lagarde - dans lequel elle note sa «satisfaction sur le diagnostic positif» porté par le Fonds - qui a révélé l'étude. Il faut dire que les conclusions de la mission montrent que la France a su adapter ses politiques économiques pendant la crise et remarquent que la réforme des retraites de 2010 commence «à porter ses fruits». Signe de la confiance du Fonds dans le rétablissement de l'économie française - même s'il désigne comme point noir la situation de l'emploi des jeunes -, le FMI a relevé sa prévision de croissance pour la France à 2% en 2011 et 2012, contre 1,6% et 1,8% précédemment.

Ces prévisions n'en demeurent pas moins encore inférieures à celles du gouvernement - 2,25% pour l'année prochaine. Ce qui conduit les experts du Fonds à demander à l'État que ses prévisions sur lesquelles sera bâti le budget 2011 soient plus «réalistes» et ne sous-estiment pas «les futurs besoins d'ajustement».

L'institution appelle donc à la mise en place d'une «agence indépendante» qui établisse des «prévisions de croissance indépendantes». L'Insee, qui se veut un institut de conjoncture autonome de tout pouvoir politique, appréciera... Cela «renforcerait la crédibilité du processus budgétaire», estime le FMI. Lequel ne manque pas de prodiguer ses conseils à Paris en la matière. Cette crédibilité commencerait par l'adoption dans la Constitution d'une règle d'équilibre des finances publiques - actuellement discutée au Parlement français - qui donnerait «un signal positif fort quant à l'engagement de la France à long terme en faveur de finances publiques saines». «Cela a été mis en place par d'autres pays européens», rappelle le document, qui fait ainsi référence à la règle d'or budgétaire allemande.

Un retour en 2013 à un déficit public à 3% du PIB repose sur un «bon équilibre entre vitesse et faisabilité», relève le rapport. Et ce qui est faisable, le FMI le liste: il faut d'abord poursuivre les «efforts de réduction et d'élimination des niches fiscales». Quelques-unes sont pointées du doigt, en particulier celle prévue par la loi Scellier, qui favorise l'investissement immobilier. Le Fonds estime que cette niche a fortement contribué à l'augmentation des prix du logement. «L'effort de suppression des niches représentera un montant de 11 milliards d'euros en 2011», a redit Christine Lagarde, candidate favorite à la direction du FMI. Plus globalement, le Fonds considère qu'une révision du système fiscal - la TVA, les taxes «vertes», mais aussi l'efficacité de l'impôt sur le revenu sont notamment citées - pourrait soutenir la croissance. Pour relever le défi du financement de la santé, le FMI propose aussi de limiter l'autonomie de la Sécu: selon lui, les normes de dépenses en matière de santé devraient être contraignantes et non plus indicatives, et les caisses bénéficier de subventions d'État plutôt que de recettes propres.

Un article du monde.fr du 15 juin

François Hollande : "Il faut avoir confiance en la démocratie sociale". (16.06)

Par François Hollande au journal Le Monde.

Mettre la société en mouvement sera la mission du prochain président de la République. Non seulement changer de pouvoir mais changer le pouvoir, c'est-à-dire la façon de délibérer comme de décider. (impossible dans le cadre des institutions bonapartistes de la Ve République, sauf à renforcer son côté dictatorial avant la tempête qui s'annonce pour mieux l'affronter - note du site)

La méthode et le contenu de la réforme vont en effet de pair. Aussi l'un des enjeux du prochain mandat sera de clarifier la responsabilité de chacun, de respecter les acteurs sociaux et de promouvoir la culture de la négociation et du compromis. (En attendant plus sûrement que jamais le mouvement ouvrier au char du capital pour mieux l'entraîner dans sa chute et espérer ainsi sauver le régime - note du site)

Avec Nicolas Sarkozy, le dialogue social a été à l'image de son quinquennat : confus, artificiel et brutal. A quoi bon convoquer des sommets sociaux à l'Élysée s'il s'agit, sous couvert de concertation, de faire avaliser des choix déjà pris comme sur le dossier des retraites ? A quoi bon inciter les partenaires sociaux à négocier sur le partage de la valeur ajoutée si c'est pour annoncer inopinément et contre l'avis de tous une prime qui ne concernera qu'une minorité de salariés ? (il vaut mieux que ces "choix" soient pris ensemble, que les bureaucrates des syndicats montent davantage au créneau pour défendre les intérêts du capital, cela aura au moins le mérite de déconsidérer davantage les syndicats aux yeux des masses. Il prône en fait la gestion de l'État et de la crise du capitalisme par les syndicats. - note du site)

Cette gestion chaotique et désordonnée des relations sociales s'est traduite par une défiance accrue vis-à-vis du politique. Or, les relations entre démocratie politique et démocratie sociale sont dans notre pays le fruit d'une longue et tumultueuse histoire faite de séduction, d'hégémonie et finalement de distance. (Pour effacer cette "distance" intolérable le front populaire se pose là ! - note du site)

A une droite qui n'a eu de cesse que de vouloir réduire la place des syndicats a répondu une gauche qui a eu tendance à préempter le social pour son seul compte comme si le temps politique l'emportait sur tous les autres. C'est ce malentendu qu'il faut lever et ce hiatus qu'il faut combler. (Il prône des syndicats forts pour mieux épauler le patronat et le gouvernement, ne soyons pas crédule, on a à faire à un agent du capital ne l'oublions pas. - note du site)

Certes, les légitimités sont différentes, les démarches sont distinctes et les aspirations souvent contradictoires, mais j'affirme que démocratie politique et démocratie sociale concourent l'une comme l'autre au service de l'intérêt général. (Tiens donc, la démocratie politique et la démocratie sociale entre en contradiction quand elle n'exprime pas les intérêts de la même classe sociale, voudrait-il par là que cela a toujours été le cas et qu'il ne peut pas en être autrement avec les institutions de la Ve République, l'État qui n'existe pas au-dessus des classes mais qui représente les intérêts de la classe dominante avec lesquels se confond l'intérêt général. - note du site)

L'État doit rester le garant de la cohésion nationale et de l'ordre public social mais il n'a rien à redouter de laisser une plus grande place aux partenaires dans la définition et l'élaboration des normes sociales. Dans un pays comme le nôtre qui, depuis la Révolution française, se méfie des corps intermédiaires, cette évolution ne va pas de soi, d'autant que souvent, c'est la loi qui protège et la liberté des acteurs qui menace, les rapports de force ne peuvent pas se substituer à la règle commune. (Ah l'État des capitalistes, l'ordre public, l'ordre établi, il y tient, il lui doit tout ! La loi protège qui ? La liberté, qui en profite, qui en est privé ? Même quand le rapport de forces est favorable à la classe ouvrière, elle doit se plier à la "règle commune" instituée par ses maîtres, que voilà un bel exercice de la démocratie en vérité. - note du site)

Pour autant, l'Histoire nous enseigne qu'une réforme est toujours mieux acceptée quand elle est négociée et que nombre de conflits ont bouleversé le calendrier politique, voire les échéances électorales. (Mieux vaut que les esclaves forgent eux-mêmes leurs chaînes avant d'en remettre les clés à leurs geôliers. Mais c'est qu'il serait plein de bonnes intentions à notre égard le bougre ! - note du site)

Je propose donc de nouvelles règles permettant des relations plus équilibrées et plus responsables.

Ainsi, la Constitution devrait garantir à l'avenir une véritable autonomie normative aux partenaires sociaux. Je suggère d'élargir l'article 8 du préambule de la Constitution de 1946 qui dispose que "tout travailleur participe par l'intermédiaire de ses délégués à la détermination collective de ses conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises". (Un article purement corporatiste qui nie la lutte des classes - note du site)

Il s'agirait désormais de reconnaître un domaine à cette même négociation collective en précisant son périmètre comme son champ d'intervention et en conditionnant la conclusion d'accords au respect des règles majoritaires.

Concrètement, le gouvernement et le Parlement seraient juridiquement liés par le contenu de conventions signées entre partenaires sociaux sur des sujets bien précis et avec la vérification des mécanismes de représentativité. (Représentativité favorisant le syndicalisme d'accompagnement du capitalisme au détriment du syndicalisme de lutte de classe, car il n'a pas l'intention d'abolir la loi votée sur la représentativité. - note du site)

Voilà une avancée qui nous rapprochera des grandes démocraties européennes en matière sociale.

Cette modification constitutionnelle devrait avoir, en matière de démocratie sociale, le même impact que les lois de décentralisation dans l'organisation de notre démocratie territoriale. (donc qui devrait à terme se traduire à terme par la liquidation de tout droit collectif. - note du site)

Quant à ceux qui s'inquiètent de la faiblesse du syndicalisme en France, je leur répons que c'est dans les pays où la négociation collective est la plus développée que les organisations représentatives du salariat sont les plus fortes. En effet, pourquoi adhérer à un syndicat si sa capacité d'intervention est à ce point limitée et si le risque d'une adhésion pour son propre emploi est réel ? (En Allemagne par exemple, les syndicats ont signé des accords sur la limitation des augmentations de salaire sur plusieurs années, en voilà une sacrée avancée sociale à imiter au plus vite. Et puis au moins quand on négocie, on ne se mobilise pas. - note du site)

Et d'ailleurs, toutes les enquêtes le démontrent, les salariés accordent une grande confiance aux partenaires sociaux et s'ils se plaignent, c'est plutôt de leur faiblesse, voire de leur absence, dans bon nombre de PME. C'est d'ailleurs ce à quoi il faudra aussi mettre un terme. (Ben voyons, sans remettre en cause la législation actuelle du travail favorable au patronat et qui lui permet pour ainsi dire de virer un salarié quand il veut, quel cynisme ou ignorance ! - note du site)

Dans cette perspective, je suggère qu'après le vote des lois confortant la place des syndicats dans le secteur privé et public, soit aussi abordée la représentativité patronale, et notamment celle de l'économie sociale et solidaire qui salarie plusieurs millions de personnes en France.

En 2012, l'alternance doit être totale. Elle doit permettre de changer la méthode par laquelle les réformes seront réalisées mais aussi fournir un cadre de négociation et un agenda social avec une claire répartition des tâches entre la loi et la démocratie sociale. (mais il copie Sarkozy, sauf qu'il prendrait au préalable la précaution de réaliser un consensus sur "*un agent social*" avec les dirigeants pourris des syndicats. Mieux se répartir les rôles pour mieux endormir les travailleurs et cadénasser les syndicats. - note du site)

Il ne suffit pas d'affirmer : "Voilà ce que je vais faire", encore faut-il dire comment et dans quels délais? La crédibilité de la parole publique est à ce prix. (il va falloir qu'il rame encore pour faire prendre des vessies pour des lanternes à des travailleurs qui sont vaccinés. - note du site)

C'est ainsi que je conçois la conférence sociale qui serait réunie au lendemain des scrutins de 2012. Elle serait saisie des priorités du quinquennat : l'emploi des jeunes, la mise en place d'un système de sécurisation des parcours professionnels national et territorial, la lutte contre la précarité, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, la souffrance au travail, la lutte contre toutes les discriminations et une nouvelle gouvernance des entreprises. (Parole, parole, parole, le vent de la réaction souffle à la mode social-libérale. - note du site)

Sur chaque thème seraient identifiés ce qui relève de la négociation et ce qui revient au Parlement ainsi que le calendrier de ces rendez-vous.

L'Etat lui-même doit montrer l'exemple. Dans cet esprit, je souhaite que s'engage avec les fédérations de fonctionnaires une négociation globale qui toucherait aux questions d'effectifs, de précarité et de pouvoir d'achat afin de mesurer les conséquences en termes budgétaires, là encore le calendrier et les contreparties sur toute la durée du quinquennat. (En honorant la dette des capitalistes comme il s'y est déjà engagé ? Le voilà dans la posture du marchand de tapis envers les fonctionnaires, il les méprise, il veut les acheter pour garantir la stabilité du régime qu'il ne dirait pas autre chose. - note du site)

Ma conviction, c'est que la gauche a besoin d'un pays en mouvement et en confiance. (le mouvement, ce n'est pas ce qui manque en Grèce en ce moment, quant à la confiance, tu repasseras ! - note du site) Elle doit lui parler franchement en force politique libre de ses conclusions, pas en autorité froide et encore moins en interlocuteur complaisant. (A la manière de Papandréou en Grèce par exemple ! Quel galimatias ! Essayons de traduire : la "gauche" doit dire aux travailleurs en les flattant, qu'elle ne peut rien faire de mieux que la "droite" face à une terrible fatalité avec laquelle il faut bien faire. - note du site)

S'il n'y a pas au départ des engagements qui permettent de comprendre quel va être le sens de l'action, le rythme des réalisations et la façon dont les urgences vont être hiérarchisées, elle sera emportée par l'ampleur des problèmes. A l'inverse, la clarté, la vérité et la responsabilité seront les gages de notre réussite. (Je ne sais pas camarades, mais j'ai comme l'impression que ce pourrait être le régime qui pourrait être "*emporté par l'ampleur des problèmes*" qui s'accumulent sur le dos des travailleurs. Quant à vous, il n'y aura personne non plus pour vous sauver ! - note du site)

Un article du Monde 17 juin

L'inflation bouscule le "*made in China*" à bas coût. (19.06)

Shanghai Correspondance - L'inévitable hausse des salaires pèse sur les usines chinoises. Leur succès s'appuyait sur une main-d'oeuvre peu onéreuse et réputée pour sa capacité à ravalier son amertume. Mais, un an après une série de suicides et de grèves, le salaire minimum a grimpé d'environ 20 %, avec des variations selon les régions. Un impayé de longue date, jugent les associations de défense des droits des travailleurs, mais les petites et moyennes entreprises souffrent.

Bu Quangang, le vice-directeur de Yaorui, une entreprise spécialisée dans la production de briquets à Wenzhou, ville côtière à 500 kilomètres au sud de Shanghai, explique que le besoin de relever les salaires "*dans l'urgence*" s'est fait sentir dès 2010. Il a fallu motiver les travailleurs migrants du centre du pays pour les faire venir alors que le coût de la vie ne cessait d'augmenter.

Depuis, dit M. Bu, les petites et moyennes entreprises (PME) subissent des augmentations annuelles des salaires à un rythme de 15 % à 30 % déduit de leurs marges. "*Les ouvriers sont jeunes, leurs besoins sont différents de ceux de leurs parents. Ils veulent le salaire ainsi que la sécurité sociale, des divertissements, de meilleures conditions de vie, constate M. Bu. Ils vont simplement dire qu'ils savent qu'une autre entreprise propose davantage qu'ici, qu'ils vont bientôt démissionner. Ils se fichent de vous puisqu'ils savent qu'il y a pénurie de main-d'oeuvre.*"

Jack Huang, le patron de Fengyuan, un concurrent dans la production de briquets à Wenzhou, confirme que certains ateliers mettent la clé sous la porte : "*Ce sont de petites usines qui demandent un travail essentiellement manuel, beaucoup ferment.*" Les salaires moyens des ouvriers s'approchent de 2 000 yuans (220 euros) par mois selon lui. "*Les gens de Wenzhou préfèrent investir dans l'immobilier et les travailleurs cherchent plutôt à devenir serveurs dans la restauration qu'à aller à l'usine*", précise-t-il.

Les doléances des chefs d'entreprise opérant en Chine se multiplient avec la hausse des prix et des salaires. "*C'est douloureux*", explique Edward Tsui Ping Kwong, le vice-président de l'Association des producteurs chinois d'Hongkong. "*Les salaires augmentent de 20 % en un an et vont doubler dans les prochaines années*", dit-il.

La montée du yuan est un autre sujet de plainte, les commandes étant réglées en dollars, tandis que les salaires des ouvriers sont payés en monnaie locale.

S'ajoute enfin la politique de lutte contre l'inflation, devenue le principal objectif de Pékin. Elle se traduit par un resserrement du crédit qui frappe les entreprises, au moment où les prix des matières premières augmentent. Par ailleurs, des coupures d'électricité rendent nécessaire l'utilisation de générateurs, donc de pétrole, dont le prix augmente aussi.

Certains déménagent leurs usines vers le centre du pays, moins cher, la croissance ayant d'abord bénéficié aux régions côtières. A Chengdu, dans la province du Sichuan, le salaire mensuel minimum est de 850 yuans (93 euros), tandis qu'il est de 1 300 yuans dans le Guangdong (142 euros).

Edward Tsui, lui-même président de Shing Hing, qui produit des vis pour l'industrie automobile dans la ville-usine de Dongguan, estime que la Chine a toujours ses avantages : "*La logistique et la chaîne d'approvisionnement sont là, et le peuple chinois est travailleur.*"

Une autre motivation, plus récente, est la présence croissante de clients en Chine, devenue le premier marché automobile mondial. M. Tsui optera, lui, pour l'automatisation des chaînes de production, car les machines sont "*stables et font de la qualité*".

Le rééquilibrage de l'économie chinoise d'un modèle de production à bas coût destinée à l'exportation vers une société de consommateurs ne se fera pas sans sacrifices pour le tissu industriel qui s'est établi en trois décennies.

Il est accéléré par les débats sur l'approche ou le passage par la Chine du "*tournant de Lewis*", la fin du surplus produit par de petites mains. "*C'est une bonne nouvelle pour la Chine, les industries intensives en main-d'oeuvre ne peuvent pas perdurer des siècles, il faut se tourner vers la technologie*", explique le

professeur Yin Xingmin, vice-directeur du Centre d'études économiques de l'université de Fudan à Shanghai.

Et il poursuit : *"C'est une bonne nouvelle aussi pour les travailleurs qualifiés et les vendeurs de machines ; une mauvaise nouvelle certes pour certaines entreprises, qui devront fermer."*

Harold Thibault Article paru dans l'édition du 18.06.11

Un article du monde.fr du 20 juin

L'Europe réduit son aide aux plus démunis. (21.06)

La Commission européenne a annoncé, lundi 20 juin, une sévère réduction l'an prochain de l'allocation au programme d'aide alimentaire destiné aux plus démunis des Européens. L'enveloppe devrait être ramenée à 113 millions d'euros, soit 400 millions de moins que cette année. Selon plusieurs associations caritatives, cette baisse drastique de l'aide aux plus démunis pourrait priver au moins 2 millions de personnes de l'assistance dont elles ont besoin.

Ces dernières années, le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) était alimenté à hauteur d'environ 500 millions d'euros par an. Selon les estimations, 43 millions de personnes dans l'UE sont concernées par la pauvreté alimentaire.

"Cette réduction [des fonds] est le fait d'un arrêt rendu [par la justice européenne] en avril dernier dans lequel la juridiction européenne établit que la réglementation actuelle impose que les denrées couvertes par ce régime proviennent des stocks publics de l'UE" et non de fonds issus du budget de la Politique agricole commune (PAC), a expliqué la Commission dans un communiqué. Du fait de cette décision de justice, les années où l'UE ne dégage pas de stocks, le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) voit ainsi ses moyens drastiquement réduits.

UNE PLAINTÉ DE L'ALLEMAGNE

La distribution gratuite de nourriture en Europe a été lancée pour la première fois, dans l'urgence, lors de l'hiver exceptionnellement froid de 1986. A cette époque, l'Europe disposait de stocks excédentaires de produits agricoles. Ils avaient été donnés à des associations caritatives qui se chargeaient de leur distribution aux plus démunis. Mais ces stocks européens avaient été supprimés lors de la réforme de la PAC, en 1990.

L'Europe avait élargi remplacé les stocks par une enveloppe financière représentant 1 % du budget de la politique agricole de l'Union Européenne, soit 500 millions d'euros attribués aux Etats de l'UE, qui les répartissent entre les associations distributrices. Cet apport financier européen représente pour certaines d'entre elles jusqu'à 50 % de leurs ressources, voire 90 % en Pologne.

Mais, l'Allemagne, soutenue par la Suède, a déposé une plainte devant la Cour européenne de justice au motif que les 500 millions d'euros émanant du budget de la PAC constituaient, selon elle, une aide financière purement sociale qui *"aurait perdu tout lien avec la politique agricole commune"* et enfreignant les principes de l'OMC (Organisation mondiale du commerce). La Cour a donné raison à Berlin dans un arrêt rendu en avril dernier. La Commission n'avait pas fait appel.

Un article du Monde économique du 20 juin

Crise grecque : l'Europe peut-elle encore éviter la contagion ? (21.06)

Crise gouvernementale et sociale à Athènes, disputes au sein de la zone euro, notamment entre l'Allemagne et la Banque centrale européenne (BCE), exigence d'un plan de rigueur supplémentaire pour débloquer de nouvelles tranches de prêts européens et du Fonds monétaire international (FMI) alors que l'économie du pays est exsangue : les ingrédients de la crise grecque forment un cocktail explosif pour l'avenir de la zone euro.

La Grèce et sans doute aussi le Portugal n'ont probablement aucune chance de résoudre l'équation financière à laquelle on les soumet en échange de l'aide européenne.

Stabiliser la dette d'ici à 2015 et redresser la balance des paiements courants au prix d'une austérité draconienne supposerait, selon les calculs des économistes de Dexia AM, de subir une croissance légèrement négative jusqu'en 2015, et ensuite que les marchés financiers retrouvent confiance et se remettent à leur prêter à des taux abordables (pas plus de 5,5 % pour la Grèce).

SPIRALE DÉPRESSIVE

Ce scénario, hautement improbable, obligerait en outre ces pays à s'enfermer dans une spirale dépressive et déflationniste dangereuse, tuant les espoirs de sortie de crise.

Les bailleurs de fonds de la Grèce restent ainsi "*prisonniers de la logique du donnant-donnant*", regrette Anton Brender, directeur des études économiques de Dexia AM. "*L'austérité est dangereuse car elle casse la croissance, et parce qu'elle pose un risque social extrêmement fort. Idéalement, il faudrait être capable d'aider les pays fragiles sans imposer de mesures d'austérité, et de prêter à des taux beaucoup plus faibles*", plaide-t-il.

Sauf à changer de logique - monétiser la dette, financer un plan d'investissement européen -, la restructuration de la dette grecque s'imposera. Mais à quelle date ? Et à quel prix ?

Même le ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble, considéré comme l'un des plus coopératifs avec ses partenaires européens au sein de l'équipe gouvernementale à Berlin, veut que les créanciers privés soient mis à contribution pour toute nouvelle aide à la Grèce.

Mais la BCE est opposée à tout "*événement de crédit*", c'est-à-dire à toute modification des conditions de remboursement de la dette grecque qui serait considérée par les marchés financiers comme un défaut de paiement de facto.

Dans ce cas, elle refuserait de prendre en garantie les titres d'Etat grecs, asséchant les financements des banques grecques, ce qui précipiterait la sortie du pays de la zone euro. A travers le sauvetage de la Grèce - même s'il doit se faire en partie à fonds perdus - se joue ainsi l'avenir de la zone euro.

Le danger, en effet, est celui de la contagion d'un défaut de paiement grec. Selon les calculs de Dexia AM, les besoins de financements cumulés de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande atteignent 201 milliards d'euros pour les vingt-quatre prochains mois, d'ici à la mi-2013.

Cela représente une contribution des pays aidants, comme la France et l'Allemagne, de l'ordre de 2,5 points de produit intérieur brut (PIB).

"RISQUE SYSTÉMIQUE"

"*Jouer aux allumettes est beaucoup plus dangereux si on est assis sur un baril de poudre. En cas de restructuration de la dette grecque, compte tenu des dynamiques à l'oeuvre sur les marchés, on est sûr de la contagion à l'Irlande et au Portugal*", juge M. Brender.

L'attention se porterait alors sur les pays jugés par les marchés financiers comme à risque intermédiaire : l'Espagne, mais aussi l'Italie et la Belgique. En ajoutant l'Espagne, le montant passe à 523 milliards d'euros.

Les différents mécanismes de financements européens et du FMI - qui peuvent atteindre jusqu'à 750 milliards d'euros - permettraient encore d'y faire face, s'ils sont effectivement mis en place. Mais une contagion à l'Italie ferait plus que doubler le besoin de financement (1 123 milliards d'euros).

L'idée serait donc de gagner du temps. Mais elle n'a de sens que si l'on peut espérer, parallèlement, une reprise de l'économie mondiale, une baisse de l'euro ou encore la mise en place de financements publics - par exemple via la BCE - venant soutenir des investissements favorables à la croissance dans la zone euro, afin de contrebalancer les efforts de rigueur des comptes publics.

Cela est également logique si la solidarité européenne se renforce à terme, grâce, par exemple, à l'adoption d'un budget fédéral et des transferts fiscaux. "*En gagnant du temps, on a une chance d'arriver à restructurer, à un moment où la vulnérabilité de l'Espagne aura disparu*", estime M. Brender.

Si tel n'est pas le cas, en revanche, le danger persistera et le refus social ne fera que grandir dans les pays en crise. "*Si la restructuration de la dette grecque avait été réalisée en octobre 2009, le risque systémique aurait sans doute été moins grand qu'aujourd'hui. Et si on attend un an de plus, le risque sera encore plus grand*", avertit l'économiste Antoine Brunet, président d'AB Marchés.

En dernier ressort, on peut alors imaginer que la BCE soit confrontée à un dilemme: laisser la zone euro exploser ou suivre l'exemple de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui, dans le cadre de ses opérations dites d'assouplissement quantitatif de la masse monétaire, a acheté, entre novembre 2010 et juin 2011, pour 600 milliards de dollars d'obligations du Trésor américain dès leur émission.

En deux ans et demi, elle a ainsi absorbé au total 2 000 milliards de dollars de titres privés et publics pour soutenir l'économie.

La "*monétisation*" directe de la dette est interdite par les traités européens, ce qui n'a pas empêché la BCE de procéder, face à la crise, d'abord à l'achat de 60 milliards d'euros d'obligations bancaires dites "*sécurisées*" sur le marché, puis, plus récemment, de 75 milliards d'euros de titres de dettes publiques grecque, portugaise et irlandaise.

Ces montants restent homéopathiques au regard du remède de cheval administré par la Fed, car la BCE ne veut prendre aucun risque inflationniste.

Mais une extension de la crise la mettrait au pied du mur. "*Dans la crise de la zone euro, ça se jouera sur l'Espagne dans les prochains mois et les prochaines semaines ; ou ça passe ou ça casse*", pronostiquait l'économiste Jacques Mistral, lors d'une table ronde à l'Institut français des relations internationales (IFRI), le 24 mai, sur l'avenir de l'euro.

"*L'Espagne jouera le rôle de juge de paix pour dire ce que l'Europe veut ou ne veut pas, et ce qu'elle consent ou pas*", ajoutait Jérôme Cahuzac, président (PS) de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Il souscrit "*personnellement*" à l'idée que la BCE puisse monétiser directement la dette publique, comme la Fed - et non plus seulement en achetant des quantités limitées sur le marché secondaire -, y voyant "le meilleur moyen de casser les reins aux phénomènes spéculatifs" sur les titres d'Etat. "On peut regretter que l'Allemagne y soit très hostile", notait-il.

En cas de contagion de la crise grecque aux autres pays européens, la BCE aura, in fine, la réponse entre ses mains. Veiller à la stabilité des prix suppose aussi d'éviter le risque de déflation qui s'étendrait aux plus grands pays. Et c'est le rôle de la BCE d'assurer la stabilité financière de la zone euro.

Un article d'AFP du 21 juin

En Asie, un tsunami de population déferle vers les villes. (22.06)

La Terre passera avant la fin de l'année le seuil des 7 milliards d'habitants, le 31 octobre selon l'ONU. L'enfant qui en sera responsable naîtra probablement dans une ville asiatique, sous l'effet du mouvement d'urbanisation sans précédent dans l'histoire que connaît le continent.

Un "tsunami de population" déferle sur les villes d'Asie en quête de travail et dans l'espoir d'une vie meilleure, selon la Banque asiatique de développement (ADB).

43% de la population de l'Asie-Pacifique est citadine et 6 des dix plus grandes mégapoles de la planète sont en Asie, selon l'ONU.

Et ce n'est qu'un début: en 2022, pour la première fois, il y aura plus d'Asiatiques vivant dans les agglomérations que dans les campagnes, selon l'ADB. En moins de 20 ans, près d'1,1 milliard d'habitants vont migrer vers les villes, soit 137.000 personnes par jour.

Les défis pour les autorités sont immenses pour conjuguer à la fois développement économique, urbanisme et création de services publics, réduction de la pauvreté, prévention des catastrophes et préservation de l'environnement.

Pour faire face à ce raz-de-marée humain, l'Inde à elle seule va devoir construire l'équivalent d'une ville comme Chicago chaque année pour offrir suffisamment de logements et de commerces aux migrants, selon une étude de l'institut de recherche McKinsey Global (MGI).

En Chine, pas moins d'une centaine de nouvelles villes vont entrer dans la liste des 600 plus grands centres urbains qui génèrent 60% du Produit intérieur brut (PIB) mondial au cours des 15 prochaines années, toujours selon MGI.

Si ces mouvements de masse inéluctables engendrent des problèmes colossaux de logement, d'embouteillage, de pollution ou de criminalité, le progrès social et économique est toujours venu des villes, rappellent les experts.

"Les villes représentent le centre de l'administration politique, le lieu où l'information et le savoir sont rassemblés, et d'où se répandent les idées", explique à l'AFP le démographe australien Bernard Salt.

Autrefois considéré comme négatif parce qu'il déracinait les individus, les coupait de la solidarité familiale, et fabriquait des bidonvilles, l'exode rural a été aussi un levier de développement car les villes offrent plus d'opportunités.

Dans les pays pauvres, la ville *"offre le chemin le plus évident de la pauvreté vers la prospérité"*, souligne l'économiste américain Edward Glaeser, professeur à Harvard, dans son dernier ouvrage sur *"le triomphe des villes"*.

Mais *"la transition d'un monde rural à un monde urbain ne conduit pas automatiquement à la prospérité d'une classe moyenne, beaucoup sont laissés au bord de la route"*, tempère M. Salt.

"La Grande-Bretagne a connu le même processus pendant la révolution industrielle, entre 1780 et 1840, qui s'est accompagnée d'une énorme misère", ajoute-t-il.

L'Asie n'échappe pas à ce schéma, avec des villes *"où la pauvreté et les disparités sont plus concentrées et visibles"*, relève la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie-Pacifique. *"Plus de 40% des habitants des villes d'Asie-Pacifique vivent dans des bidonvilles, sans accès aux services de base, au logement ou à des revenus"*.

Impossible de ne pas être choqué devant les immenses bidonvilles de Manille, New Delhi ou Dacca, où les détritiques s'amoncellent et où les plus pauvres n'ont d'autre choix que de mendier.

Mais *"l'essor qu'ont connu les villes européennes et américaines devrait se répéter dans les villes en voie de développement au cours du XXI^e siècle"*, prévoit M. Glaeser.

Si les villes concentrent les problèmes, elles concentrent aussi les solutions: écoles, hôpitaux, services publics.

"Les succès des villes contre les maladies et la criminalité leur ont permis de devenir des lieux à la fois de divertissement et de productivité. L'échelle urbaine permet de faire face aux coûts fixes des théâtres, musées et restaurants", souligne encore l'économiste.

"En Asie en général, en Chine, à Hong Kong et Singapour, la croissance et l'urbanisation se sont accompagnées d'une amélioration de la qualité de vie", relève Ricky Burdett, spécialiste des villes à la London School of Economics (LSE), qui se dit *"incroyablement optimiste pour les villes"*.

Les citadins auront plus de chances d'accéder à l'instruction que les habitants des campagnes, et *"l'éducation détermine tout, c'est le préalable du bien-être économique et social et de la santé"*, ajoute le chercheur de la LSE.

Un article de slate.fr 22 juin

Comment Goldman Sachs a provoqué la crise alimentaire. (22.06)

Goldman Sachs a créé un indice boursier sur les matières premières qui a déstabilisé le système. Et après la crise de 2008, les investisseurs se sont tournés vers ce secteur, contribuant ainsi à la formation d'une «bulle alimentaire».

L'offre et la demande y sont évidemment pour quelque chose, mais la hausse des prix des denrées alimentaires constatée à travers le monde a une raison plus profonde: la gourmandise de Wall Street.

Le Goldman Sachs Commodity Index I

Il aura fallu les grands cerveaux de Goldman Sachs pour réaliser une chose toute simple: rien n'a plus de valeur que notre pain quotidien. Et là où il y a de la valeur, il y a de l'argent à se faire. En 1991, les banquiers de Goldman, avec à leur tête le président visionnaire Gary Cohn, ont conçu un nouveau produit dérivé financier composé de 24 matières premières, des métaux précieux à l'énergie, en passant par le café, le bétail, le maïs, les porcs, le soja et le blé. Ils ont pondéré la valeur d'investissement de chacune d'elles, ont mélangé et transformé les parties en montants, puis ont réduit ce qui constituait un ensemble compliqué d'éléments tangibles en une simple formule mathématique, baptisée dès lors «*Goldman Sachs Commodity Index*» (indice de matières premières GSCI).

Pendant près de dix ans, l'indice GSCI a été un produit de placement relativement statique, les banques étant davantage intéressées par les placements risqués et les obligations structurées que par tout ce qui peut être semé ou récolté. Puis, en 1999, la CFTC, organisme indépendant chargé de réglementer les marchés à terme aux Etats-Unis, a ouvert les marchés à terme aux investisseurs extérieurs. Alors que l'intervention sur les marchés agricoles était jusqu'à présent limitée aux opérateurs physiques, et ce depuis la crise de 1929, les banques ont pu désormais prendre la position qu'elles souhaitaient.

Des «contrats à terme» pour garantir une stabilité

Ces changements ont alors touché les grandes bourses de Chicago, Minneapolis et Kansas City, qui avaient contribué, pendant 150 ans, à la stabilité relative du prix des denrées alimentaires au niveau international. Le secteur agricole peut paraître bucolique, mais il est volatil par nature et soumis aux vicissitudes de la météo, des maladies et des catastrophes. Créé après la Guerre de Sécession par les fondateurs d'Archer Daniels Midland, de General Mills et de Pillsbury, le système de trading des contrats à terme de céréales a contribué à faire des Etats-Unis un poids lourd de la finance, capable de rivaliser avec l'Europe, voire de la surpasser. Les marchés agricoles ont également protégé les agriculteurs et les meuniers américains contre les risques inhérents à leur profession.

L'idée de base était le «contrat à terme», un accord entre vendeur et acheteur de blé sur un prix du boisseau raisonnable (et ce avant même qu'il n'ait poussé). Ces contrats à terme ont non seulement permis de garantir le prix stable du pain à la boulangerie (ou plus tard au supermarché), mais ils ont également aidé les agriculteurs à se prémunir contre les périodes de vaches maigres et à investir dans leurs fermes et leurs affaires. Résultat: au cours du XXème siècle, le prix réel du blé a baissé (malgré une ou deux hausses, notamment lors de la spirale inflationniste des années 1970), ce qui a stimulé le développement du secteur américain de l'agrobusiness. Après la 2nde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont systématiquement enregistré des excédents agricoles, ce qui a constitué un élément fondamental de leur stratégie politique, économique et humanitaire durant la Guerre Froide (sans compter que les céréales américaines ont nourri des millions de personnes affamées dans le monde).

Les acteurs vs les spéculateurs

Les marchés à terme comprenaient au départ deux types d'acteurs: les fermiers, les meuniers et les grossistes, les acteurs du marché qui sont véritablement intéressés par les fondamentaux du marché agricole. Il ne s'agit pas seulement des producteurs de maïs de l'Iowa ou des producteurs de blé du Nebraska, mais de grandes multinationales comme Pizza Hut, Kraft, Nestlé, Sara Lee, Tyson Foods et McDonald's, dont les actions à la bourse de New York varient selon leur capacité à approvisionner les gens en voiture, à leur domicile et dans les supermarchés à des prix compétitifs. Ces acteurs du marché sont appelés bona fide hedgers, car ils ont réellement besoin d'acheter et de vendre des céréales.

A l'opposé se trouve le spéculateur. Le spéculateur ne produit et ne consomme pas de maïs, de soja ou de blé; il ne saurait pas où stocker les 20 tonnes de céréales qu'il est susceptible d'acheter à tout moment si jamais elles lui étaient livrées. Les spéculateurs ont recours à une méthode classique, celle qui consiste à acheter à bas prix dans l'espoir de revendre plus cher. Les opérateurs physiques ont vu d'un bon œil l'arrivée des spéculateurs traditionnels sur leur marché; leurs ordres de vente et d'achat permanents donnent sa liquidité au marché et permettent aux bona fide hedgers de gérer les risques en vendant et en achetant quand ils le souhaitent.

Goldman Sachs à l'origine du bouleversement

Mais l'indice de Goldman Sachs a déstabilisé ce système. La structure de l'indice GSCI a occulté la pratique vieille de plusieurs siècles consistant à acheter et vendre dans le même temps. Ce nouveau produit dérivé est long-only, ce qui signifie qu'il a été conçu uniquement pour acheter des matières premières. Cette stratégie long-only est motivée par l'intention de transformer un investissement sur les matières premières (jusqu'alors réservé aux spécialistes) en ce qui ressemble fortement à un placement dans un actif (une catégorie d'actifs dans laquelle n'importe qui peut placer son argent et le laisser fructifier pendant des dizaines d'années, sur le modèle de General Electric ou d'Apple). Quand le marché des matières premières commence à ressembler davantage à un marché financier, les banques peuvent espérer de nouveaux afflux de liquidités. Mais cette stratégie long-only comporte une faille: l'indice GSCI ne comprend pas de mécanisme pour vendre une matière première (vente à découvert ou position courte).

Ce déséquilibre a eu des répercussions sur la nature même du marché des matières premières, les banques se retrouvant contraintes d'acheter encore et encore (et ce, peu importe à quel prix). Quand l'échéance des contrats à terme sur les indices de matières premières approchait, les investisseurs long-only devaient reconduire leurs positions d'achat de plusieurs milliards de dollars dans le cadre des prochains contrats à terme, deux ou trois mois plus tard. Et l'effet à la baisse sur les prix des positions courtes n'étant pas pris en compte dans l'indice GSCI, les traders professionnels pouvaient faire d'énormes bénéfices en anticipant les fluctuations du marché que ces «roulements» finiraient par causer. «Je gagne ma vie avec de l'argent stupide», a déclaré Emil Van Essen, trader sur les matières premières, à Businessweek l'année dernière. Employés par les banques qui avaient justement créé les fonds indiciels sur matières premières, les traders sur matières premières ont surfé sur la vague du profit.

Les banques sachant reconnaître un système lucratif, des dizaines de spéculateurs n'intervenant jamais sur le marché physique (non-physical hedgers) ont rapidement suivi l'exemple de Goldman Sachs et son indice de matières premières, notamment Barclays, Deutsche Bank, Pimco, JP Morgan Chase, AIG, Bear Stearns et Lehman Brothers, pour n'en citer que quelques-uns. Les conditions étaient propices à une inflation des prix alimentaires, qui, au final, a pris de court certaines des plus grandes entreprises américaines dans l'industrie meunière, l'industrie agroalimentaire et le secteur de la grande distribution, et a créé une onde de choc dans le monde entier.

Face à la crise de 2008, les investisseurs se sont tournés vers les matières premières

L'histoire se raconte avec des chiffres. Depuis l'éclatement de la bulle Internet en 2000, la quantité de dollars investis dans les fonds indiciels sur matières premières a été multipliée par 50. Concrètement, en 2003, le marché à terme des matières premières ronronnait encore à 13 milliards de dollars (8,98 milliards d'euros). Mais début 2008, quand les investisseurs ont commencé à s'affoler à cause de la crise financière mondiale et à perdre confiance dans le dollar, la livre sterling et l'euro, ils ont vu dans les matières premières (et notamment les denrées alimentaires) le dernier endroit sûr pour placer l'argent de leurs fonds spéculatifs, fonds de pension et fonds souverains. «Des gens qui n'avaient aucune idée de ce qu'était une matière première se sont soudain mis à en acheter», raconte un analyste du ministère américain de l'Agriculture. Au cours des 55 premiers jours de 2008, les spéculateurs ont investi 55 milliards de dollars dans les marchés de matières premières et en juillet, c'est 318 milliards de dollars (219 milliards de dollars) qui ébranlaient les marchés. Depuis, l'inflation des prix agricoles s'est stabilisée.

L'argent circulait et les banques avaient sous la main tout un ensemble de nouveaux produits dérivés pour les marchés de denrées alimentaires. Régis par les prix du pétrole et du gaz (les principales matières premières des fonds indiciels), ces nouveaux produits de placement ont mis le feu aux marchés de toutes les autres matières premières indexées, donnant lieu à une bulle alimentaire qui rappelle l'histoire de la tulipe, de l'Internet et de l'immobilier bon marché. Le prix du blé dur roux de printemps, généralement compris entre 4 et 6 dollars (entre 2,70 et 4 euros) le boisseau de 60 livres (environ 27 kgs), a battu tous les records et le contrat à terme sur le blé a atteint jusqu'à 25 dollars. Ainsi, le prix des denrées alimentaires

dans le monde a enregistré une hausse de 80 pourcent entre 2005 et 2008 et ne cesse d'augmenter depuis. *«La hauteur des investissements dans les marchés de matières premières a été sans précédent»*, souligne Kendell Keith, président de la National Grain and Feed Association (Association nationale des céréales et des aliments). *«Il ne fait aucun doute qu'il y a eu spéculation une part significative de la hausse des prix s'explique par l'émergence d'une bulle spéculative»*.

Un effet «boule de neige»

Ce qui s'est produit sur les marchés agricoles n'est pas le résultat de la «spéculation» traditionnelle, qui consiste à acheter à bas prix dans l'espoir de revendre plus cher. Aujourd'hui, avec l'indice cumulatif, l'indice Standard & Poors GSCI donne 219 index tickers pour que les investisseurs, par le biais de leur système informatique Bloomberg, puissent miser sur n'importe quel produit, du palladium à l'huile de soja, en passant par les biocarburants et le bétail. Mais l'explosion de ces nouvelles opportunités de spéculation sur les marchés mondiaux agricole, alimentaire et de bétail crée un cercle vicieux. Plus le prix des denrées alimentaires augmente, plus l'argent abonde dans le secteur et plus les prix augmentent. Ainsi, entre 2003 et 2008, la spéculation sur les fonds indiciels a augmenté de 1900 pour cent. «Nous assistons à un choc de la demande due à l'entrée d'une nouvelle catégorie d'acteurs sur les marchés à terme de matières premières», a déclaré le gestionnaire de fonds d'investissement Michael Masters devant le Congrès américain, pendant la crise alimentaire de 2008.

Les banques et les traders sont les «carnivores» du système

L'intervention de Wall Street sur les marchés agricole, alimentaire et de bétail a donc été un choc pour le système mondial d'approvisionnement et de production alimentaires. Les réserves mondiales sont non seulement touchées par un approvisionnement restreint et une demande accrue de céréales, mais les banques d'investissement ont entraîné une hausse artificielle du prix des marchés à terme de céréales. Le blé fictif détermine désormais le prix du vrai blé, les spéculateurs (qui représentaient jusqu'à présent un cinquième du marché) étant plus nombreux que les bona-fide hedgers (de l'ordre de quatre pour un).

Aujourd'hui, les banques et les traders dominent la chaîne alimentaire; ils sont les carnivores du système et dévorent tout sur leur passage. Presque tout en bas, le fermier s'efforce de survivre. Pour ce dernier, la hausse du prix des céréales aurait du être une aubaine, mais la spéculation a également entraîné la hausse du prix de tout ce qu'il doit acheter pour cultiver ses céréales (des graines aux engrais, en passant par le carburant diesel). Tout en bas de la chaîne se trouve le consommateur. L'Américain moyen, qui consacre entre 8 et 12 pourcent de son budget hebdomadaire à l'alimentation, n'a pas été touché tout de suite par la hausse des prix. Mais pour les près de 2 milliards de personnes dans le monde qui dépensent plus de 50 pourcent de leurs revenus pour s'alimenter, les effets ont été dévastateurs: le nombre de personnes affamées a augmenté de 250 millions en 2008, portant le nombre total de personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans le monde à un milliard (un chiffre sans précédent).

Y a-t-il une solution?

Que faudrait-il faire? Lors de ma dernière visite à la Bourse de Minneapolis, j'ai demandé à des traders ce qui se passerait si le gouvernement fédéral interdisait aux banques d'investissement de miser sur les marchés agricoles. Ils ont éclaté de rire. Un coup de fil à un bona-fide hedger comme Cargill ou Archer Daniels Midland et un échange d'actifs plus tard et il devient impossible de distinguer sur le marché à terme la position d'une banque de celle d'un acheteur international de blé. Je leur ai alors demandé: «Et si le gouvernement interdisait les produits dérivés long-only?». Ils se sont de nouveau esclaffés. Il leur suffit cette fois de donner leurs ordres à la bourse de Londres ou de Hong Kong. Les nouveaux produits dérivés ont atteint des proportions supranationales et sont hors de portée de la législation des Etats souverains.

La volatilité des prix des denrées alimentaires a également gâché une occasion en or d'instaurer une coopération au niveau international. Plus le prix du maïs, du soja, du riz et du blé est élevé, plus les pays producteurs de céréales dans le monde doivent coopérer afin d'éviter que les pays importateurs de céréales (généralement pauvres) paniquent et que la flambée des prix agricoles et l'instabilité politique se propagent davantage. Au lieu de cela, les pays ont réagi avec nervosité et adopté des mesures de repli, des interdictions d'exporter à la mise en réserve des céréales, en passant par des confiscations de terre en Afrique pour des raisons néo-mercantiles. Et les efforts d'activistes et d'organismes internationaux soucieux de freiner cette spéculation n'ont rien donné. Pendant ce temps, les fonds indiciels continuent de prospérer, les banques encaissent les bénéfices et les pauvres dans le monde sont au bord de la famine.

Un article de Reuters et AP du 26 juin

Les députés grecs pourraient rejeter les réformes (27.06)

Le vice-Premier ministre grec a prévenu ce week-end que des députés récalcitrants pourraient bloquer certaines réformes souhaitées par les bailleurs de fonds, même si le Parlement devrait apporter son soutien global au plan d'austérité lors du vote prévu mercredi.

"Je pense que l'ensemble des mesures à court et moyen terme que nous pensons prendre dans le cadre des réformes à lancer seront approuvées sans difficulté", dit Theodore Pangalos dans une interview publiée dimanche par le journal espagnol El Mundo.

Les députés grecs doivent commencer lundi à débattre d'un plan de cinq ans comportant hausses d'impôts et réductions des dépenses publiques. Ils passeront au vote mercredi sur le plan d'austérité mis au point avec le FMI et l'Union européenne, et le lendemain sur la loi d'application de ce programme.

Pangalos estime toutefois que le Parlement devrait avoir du mal à approuver de nouvelles réformes fiscales. De même, la privatisation de sociétés nationales devrait être difficile à faire adopter, a-t-il prévenu.

"Là, nous pourrions avoir des problèmes. Je ne sais pas si certains de nos députés (du Pasok) voteront contre. C'est possible", a-t-il reconnu.

Au parlement, la majorité du gouvernement Papandréou est réduite: le Pasok au pouvoir compte 155 députés sur 300.

Deux députés socialistes avaient annoncé qu'ils voteraient contre ces mesures, mais l'un d'eux a indiqué dimanche qu'il était toujours hésitant et ne prendrait sa décision qu'à la dernière minute. Un troisième a déclaré qu'il voterait contre si le ministre des Finances Evangelos Venizelos ne lui donnait pas certaines assurances.

"J'ai envoyé une lettre en 16 points à Venizelos (...). J'attends des réponses précises, qui décideront de mon vote", a déclaré dimanche le député Panagiotis Kouroubilis à la radio NET.

Après les législatives d'octobre 2009, les socialistes comptaient 160 députés, mais les mesures d'austérité, contestées tous les jours dans la rue, ont provoqué cinq défections.

L'opposition conservatrice a rejeté dimanche les appels à l'union sacrée lancés par le gouvernement et les dirigeants de l'Union européenne.

Le chef de file de la Nouvelle démocratie (ND), Antonis Samaras, a estimé que le plan ne ferait que plonger un peu plus la Grèce dans la crise.

"Vous ne pouvez pas demander de payer plus d'impôts dans un pays où le taux d'imposition est déjà très élevé, où le marché est atone, avec une activité économique à zéro et une profonde récession", a déclaré Samaras dans un communiqué.

La Coalition de gauche, petit parti d'opposition, estime dans un communiqué que *"Le choix n'est pas entre le vote de ces mesures ou le défaut, mais entre la banqueroute économique et social d'un côté et la croissance et la cohésion de l'autre côté"*.

Le ministre des Finances allemand Wolfgang Schäuble a appelé le Parlement grec à approuver le plan. En cas de rejet, la prochaine tranche d'aide de 12 milliards d'euros ne sera pas versée à Athènes, ce qui pourrait conduire la Grèce à faire défaut.

"Si le plan est rejeté, ce que personne n'attend vraiment, les conditions d'attribution de la prochaine tranche d'aide seront caduques pour le FMI, l'UE et les pays de la zone euro", a déclaré Schäuble au journal dominical allemand Bild am Sonntag.

Wolfgang Schaeuble aimerait que *"l'opposition en Grèce soutienne le gouvernement, comme nous l'avons vu au Portugal et en Irlande"*.

"La stabilité de toute la zone euro serait en danger (en cas de rejet du plan) et nous devrions nous assurer rapidement que le risque d'une contagion du système financier et de tous les pays de la zone euro serait maîtrisée", a-t-il ajouté. *"Nous faisons tout pour empêcher une escalade de la crise en Europe, mais nous devons dans le même temps nous préparer à tous"* les cas de figure, selon M. Schaeuble.

Le président de l'Eurogroupe et Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker a indiqué qu'une intervention sur les taux d'intérêt grecs était envisageable.

"Il n'est pas utile que la BCE modifie ses taux de change", a-t-il déclaré sur la chaîne TV5 Monde. *"Il ne faut pas exclure l'idée de baisser les taux d'intérêt grecs mais cela dépendra de l'adoption par le Parlement grec du plan d'austérité"*, a-t-il ajouté.

Il a également exhorté l'opposition grecque à approuver le plan d'austérité. *"Tout devra être fait pour que le vote du Parlement grec soit positif, nous appelons l'opposition grecque à se joindre à l'union nationale. Je pars du principe que ce plan sera voté"*, a-t-il dit.

Interrogé sur l'importance de la contribution du secteur privé au plan d'aide, il a indiqué que des discussions auraient lieu sur ce sujet début juillet lors d'une réunion des ministres des Finances de la zone euro.

Dimanche soir, un millier de manifestants se sont réunis pacifiquement sur la place Syntagma à Athènes, haut lieu de la contestation grecque depuis plus de quatre semaines, sous bonne garde policière.

Afin de mettre sous pression le gouvernement, les syndicats ont lancé un appel à la grève générale pendant deux jours à partir de mardi.

Commentaire.

Ce n'est pas l'intérêt des députés du PASOK de voter contre ce plan d'austérité, le gouvernement tomberait, des élections législatives anticipées seraient organisées, et dans le contexte actuel où tous les partis des gouvernements sortant ont été laminés (Grande-Bretagne, Irlande, Espagne, Portugal), ils sont assurés pour un tiers ou la moitié d'entre eux de ne pas être réélus, or il n'y a rien d'autre qui compte pour eux.

Maintenant certains d'entre eux pourraient être tentés de voter contre, en se disant qu'ainsi ils sauveraient la face de leur parti et que les électeurs leur en seront reconnaissant en votant à nouveau pour eux, à ceci près qu'en ayant entraîné la chute du gouvernement, ils ne seront pas certains que leur candidature sera retenue par l'état major du PASOK, de plus, la majorité des masses n'ayant plus confiance dans ce parti, elles pourraient se réfugier dans l'abstention et leur infliger malgré tout une cinglante défaite.

Voilà en gros ce qu'ils doivent ruminer, car ils se foutent bien du sort des travailleurs.

Ce que craignent les dirigeants du PASOK, de l'UE et du FMI, c'est que si ce plan d'austérité n'obtenait pas la majorité des voix au parlement, l'aristocratie financière se déchaîne et face voler en éclat l'édifice vermoulu de l'UE ou l'affaiblisse davantage encore, prenant le risque de précipiter une crise mondiale aux conséquences imprévisibles et incontrôlables...

Après tout, elle a déjà poussé à la roue dans cette direction, on la voit mal faire volte-face, ce serait un signe de faiblesse de sa part, or elle est au faite de sa puissance, ce qui ne devrait pas l'inciter à plier devant les exigences du peuple grec.

Un article du figaro.fr 26 juin

Grèce : la solution que propose la France. (27.06)

Le Trésor et les institutions financières ont mis au point un scénario qui ouvre notamment la possibilité de nouveaux crédits à 30 ans à la Grèce. Paris cherche maintenant à rallier ses partenaires européens.

Alors que les discussions cruciales entre pouvoirs publics et créanciers privés de la Grèce se sont poursuivies ces dernières heures à travers l'Europe, elles ont fortement progressé à Paris. Selon nos informations, le Trésor français et les institutions financières se sont mis d'accord dans la nuit de vendredi à samedi sur une proposition sur laquelle ils espèrent désormais rallier leurs partenaires européens. Première étape importante, une réunion très attendue de l'IIF (International Institute of Finance), qui regroupe 400 banques du monde entier, se tient dès lundi à Rome.

On s'en souvient, les gouvernements européens ont lancé mercredi les négociations avec les porteurs de dette grecque. Ils cherchent à obtenir une contribution des banques, assureurs et autres fonds de pension à hauteur de 30 milliards d'euros, adossée à une nouvelle rallonge de l'Europe et du FMI à la Grèce. Jusqu'à présent, la proposition sur la table était simple : sur la base du volontariat, les créanciers privés acceptaient de réinvestir à due concurrence les dettes remboursées par Athènes sur les trois prochaines années, dans de nouveaux emprunts grecs à 5 ans. C'est le «*rollover*». Cependant, les financiers privés, allemands en particulier, avaient demandé que ces nouveaux prêts soient garantis d'une manière ou d'une autre par l'Europe. Mais Angela Merkel, la chancelière allemande, a refusé cette exigence, qui consiste à transférer à la charge du public une partie supplémentaire du fardeau.

D'où l'impasse. Le problème, pour les financiers privés, est de prêter à un Etat dont rien ne dit qu'il sera tiré d'affaires dans 5 ans, à l'échéance du plan. Bien sûr, sous la pression des pouvoirs publics, les banques et autres assureurs pourraient se laisser convaincre. Mais précisément, si le processus n'est pas perçu comme volontaire, les agences de notations risquent de lever le drapeau du «*défait de paiement*» et le plan tomberait à l'eau car la BCE ne pourrait plus accepter la dette souveraine ainsi stigmatisée dans le cadre du refinancement des banques grecques. La proposition française trouve une parade, en rendant le «*rollover*» à la fois plus incitatif et plus pertinent, pour eux comme pour Athènes, en allongeant les maturités.

De nouveaux prêts à 30 ans

En plus de la proposition initiale, un groupe de travail emmené par BNP Paribas a, en effet, imaginé une alternative ouvrant la possibilité de réinvestir 70 % seulement des sommes reçues à l'occasion des tombées d'emprunts grecs : 50 % sont alloués à de nouveaux prêts grecs, émis cette fois à 30 ans ; quant aux 20 %, ils sont placés sur ce que les financiers appellent un «*zéro coupon*», à savoir un fonds investi sur des titres de très grande qualité qui s'autoalimente ensuite grâce au cumul des intérêts : cette tirelire sécurise en quelque sorte les nouveaux emprunts grecs, comme l'aurait fait des garanties publiques. Selon les discussions en cours, ces emprunts longs pourraient être assortis d'un taux d'intérêt équivalent à celui que la Grèce acquitte vis-à-vis de ses «*sauveteurs*» publics, avec en outre un taux d'intérêt variable susceptible d'être indexé sur un indicateur économique grec, comme le PIB.

En tout état de cause, cette alternative rapporterait moins par créancier 50 % seulement revient au Trésor grec mais elle est susceptible d'attirer plus de monde. Et surtout, en fournissant un financement sur 30 ans, elle repousse en partie l'horizon des remboursements pour Athènes. Cette solution française a commencé à circuler dans les couloirs du Conseil européen dès vendredi. «*Nous avons reçu un premier accueil favorable*», assure un proche du dossier.

Commentaire.

Cela rappelle étrangement les prêts consentis à des pays en Afrique, en Asie ou en Amérique latine par des Etats ou des institutions financières, qui depuis des décennies ont remboursé plusieurs fois en intérêts le capital qu'ils avaient emprunté jadis sans jamais pouvoir le rembourser, ce qui fait que ces prêts courent toujours et leurs créanciers continuent de s'enrichir sur le dos de leurs peuples, qui triment comme des esclaves pour tout juste survivre. Et quand il arrivait que ces pays ne puissent pas payer les intérêts de leurs dettes, ces mêmes Etats ou institutions financières leur octroyaient de nouveaux prêts ce qui ne faisait que les endetter un peu plus et sur une période toujours plus longue.

Si ces parasites, ces prédateurs qu'il faut exterminer n'obtiennent pas gain de cause, ils sont bien capables encore une fois d'être tentés de plonger le monde dans la barbarie pour redistribuer les cartes du marché mondial en leur faveur. Soit le prolétariat européen accepte les sacrifices qu'ils leur demandent de consentir, soit ils leur en feront supporter un encore plus grand.

Un article de slate.fr 27 juin

L'Espagne découvre 50 milliards d'actifs immobiliers toxiques. (28.06)

Le secteur financier espagnol détient des actifs immobiliers problématiques «*non reconnus*» pour une valeur de 50 milliards d'euros, révèle le site espagnol El Confidencial en s'appuyant sur un document du Boston Consulting Group (BSG).

Cette somme, calculée à l'issue de l'évaluation de la solidité des banques espagnoles, ou «*stress test*», doit être ajoutée aux 180 milliards déjà déclarés par la Banque d'Espagne. Cette dernière ne s'attendait pas à devoir respecter des règles comptables aussi strictes.

Les actifs toxiques espagnols correspondent à des saisies immobilières, des emprunts à des promoteurs immobiliers véreux ou insolvable, ainsi qu'à des hypothèques irrégulières.

«*Nous pensons que les provisions amassées à la fin 2010 ne seront pas suffisantes pour combler la totalité des pertes prévues*», prévient Boston Consulting Group. «*L'évolution de l'économie ne permettra pas de générer un solde positif suffisant pour compenser ces détériorations*», ajoute-t-il.

BSG estime que les banques espagnoles ont besoin de 20 à 30 milliards d'euros de liquidité supplémentaires et que le fonds de restructuration bancaire (FROB) pourrait finir par prendre possession de 20% du secteur bancaire espagnol.

Comme le soulignait Gaëlle Lucas dans un article pour Slate.fr, le tremblement de terre de Lorca, le 11 mai 2011, a mis en évidence les défauts du laisser-faire urbanistique des années 2000 dans le pays ibérique et la corruption qui l'a accompagné.

Au cours des années 2000, la spéculation immobilière s'est emballée en Espagne avec par exemple plus de 800.000 nouveaux logements construits en 2005, au plus fort de la bulle, soit plus que la somme des logements édifiés en France au Royaume-Uni et en Allemagne la même année, selon la Fondation Alternativas.

Greenpeace a publié en 2010 un rapport révélant que Murcie comptait en 2006 plus de permis de construire que la région de Madrid, malgré une population quatre fois inférieure à celle de la communauté madrilène. La Fondation Alternativas estimait qu'il existait en 2009 deux logements par habitant en Espagne.

Dans le contexte actuel de la crise grecque et des craintes pour l'avenir de la zone euro, les difficultés espagnoles inquiètent sérieusement les autorités européennes.

Comme le rapporte le Nouvel Observateur, l'Espagne est considérée comme «*trop grande pour être secourue par les fonds de sauvetage européens*». Les banques allemandes et françaises sont bien plus exposées à la dette espagnole que grecque, et les pertes seraient énormes si Madrid connaissait de graves difficultés.

Un article du monde.fr 27 juin

Ces préretraités contraints de retourner sur le marché du travail. (28.06)

A partir du 1er juillet, la retraite à 60 ans c'est fini ! La loi "*portant réforme des retraites*" de novembre 2010 entre en vigueur progressivement. Pour tous ceux qui sont nés à partir du 1er juillet 1951, il faudra patienter quatre mois de plus, pour la génération 1952, huit mois de plus, etc., jusqu'à la génération née en 1956 qui inaugurera la retraite à 62 ans. A partir du 1er juillet également, la durée de cotisation sera plus longue d'un trimestre pour les générations 1953 et 1954, et les conditions de départ sont modifiées pour les carrières longues.

Autant de sources de mauvaises surprises pour les candidats au départ volontaire, qui avaient signé avant la réforme et ses décrets d'application, en 2008 et en 2009, des plans de départs volontaires, des mesures d'âge négociées, qui devaient les conduire après des périodes de formation ou de chômage jusqu'à l'âge légal de départ à la retraite. Ils se retrouvent, pour certains, obligés aujourd'hui de retourner sur le marché du travail.

"IL ME MANQUE UN AN DE TRAVAIL"

"A 58 ans, je suis à la recherche d'un emploi, car il me manque un an de travail pour atteindre le nouvel âge. Pourtant, quand j'ai signé pour le plan, tout était calé, le nombre de trimestres, l'âge de départ", témoigne Gilbert Barro.

Cet ancien ouvrier spécialisé de Renault à Sandouville (Seine-Maritime) a signé en 2009 le Plan Renault Volontariat (PRV) qui, après trois mois de carence, neuf mois de formation et trois ans de chômage, l'amenait en 2013 à l'âge légal de départ à la retraite qui était alors de 60 ans. *"Avec la réforme, je n'aurai l'âge de départ qu'en 2014 ! Je me suis retourné vers Renault, mais leur réponse a été : "Vous ne faites plus partie de l'entreprise.""*

Du fait des changements législatifs, ils seraient ainsi, sur le site de l'usine Renault, à Sandouville (Seine-Maritime), quelque 200 à 300 personnes des générations 1952, 1953 et 1954, à se retrouver avec une période non couverte entre la fin du chômage et la retraite, selon Jean-Louis Lefebvre, un autre ouvrier de Sandouville qui a signé aussi en 2009 le PRV.

"Moi j'ai mes trimestres, car j'ai commencé à travailler à 15 ans. Mais, en tant que carrière longue, mon âge de départ est reporté de huit mois, ça me fera un mois et demi problématique, mais certains collègues ont plus d'un an sans couverture." M. Lefebvre a créé un collectif de salariés pour demander à l'entreprise de "les réintégrer pour couvrir la période du report d'âge".

Selon Nicolas Guermontres, le délégué syndical CGT de l'usine de Sandouville, *"sur la seule génération 1953, 213 salariés ont signé le PRV à Sandouville. A l'époque où il a été mis en place, les Laguna se vendaient mal. Beaucoup ont signé dans l'idée de faire de la place aux jeunes, d'autant qu'on nous assurait qu'en signant le plan avant la réforme on ne serait pas concernés."* De nombreuses entreprises, outre Renault, avaient négocié des plans de départs volontaires avant la réforme : Michelin, France Télécom, Le Monde, etc. Les exemples sont légion.

DÉCONVENUES

C'est à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV) que de nombreux préretraités constatent leur déconvenue. Combien sont-ils ? Il n'y a pas d'évaluation officielle. *"Je ne suis pas sûre qu'il s'agisse d'un problème à grande échelle. On constate les cas, mais on ne les comptabilise pas, affirme Annie Roses, directrice de la réglementation de la CNAV. La seule chose qu'on sache est que pour les générations 1953 et 1954, 780 000 à 790 000 personnes sont susceptibles de partir à la retraite par génération. Mais cela ne dit pas grand-chose sur le nombre de signataires d'accords d'entreprise qui auraient pu être surpris par la réforme et qui, faute d'avoir l'âge légal de départ en retraite, n'ont plus aujourd'hui que trois recours : se retourner vers leur entreprise, vers Pôle emploi ou sur le marché du travail."*

Pour la CNAV, le problème est du ressort de l'entreprise. *"On se heurte au problème d'employeurs et de salariés pressés de réaliser des accords de fin de carrière sans forcément prévoir les évolutions futures de la réglementation. La CNAV ne peut donner d'informations que sur la base de la législation existante. Pour préparer les départs en retraite anticipés, nous ne délivrons pas d'attestation valant engagement au-delà d'un délai de six mois. C'est donc aux entreprises de prévoir dans leurs accords comment prolonger les conditions financières en cas de modification de la législation"*, estime Mme Roses.

RENÉGOCIATIONS

La question a pourtant été posée en 2010 en marge de l'élaboration de la réforme des retraites. Michelin ou France Télécom ont alors décidé de renégocier des accords récemment signés. Le Plan Volontariat France mis en place par Michelin en 2009, qui concernait essentiellement les générations 1951 et 1952, a été l'objet d'un avenant pour prolonger la période fixée par l'accord jusqu'à l'âge reporté de la retraite.

A France Télécom, les aménagements de fin de carrière proposés fin 2009 à toute personne partant à la retraite dans les trois ans et fixés par accord d'entreprise ont également fait l'objet d'un avenant négocié juste après la réforme, en décembre 2010, avec les partenaires sociaux. *"L'accord étant ouvert sur plusieurs années, le dispositif, qui concerne aujourd'hui 4 000 personnes, aurait été bancal faute d'avenant. On a donc repoussé le terme de l'accord de deux ans et prolongé l'accès au dispositif jusqu'en 2014"*, explique Alain Gueguen, directeur "rétribution" à la direction des ressources humaines de France Télécom.

"Il y avait urgence car, dès janvier 2011, les possibles entrées dans le dispositif sont reportées, de huit mois ou plus, et de ce fait de nombreux salariés en perdaient tout simplement le bénéfice. Tout ça devrait coûter quelque 400 millions d'euros, mais quand on signe un accord, on préfère que ça dure plus d'un an", ajoute-t-il.

Renault a une autre approche quant au devenir de son plan de départs volontaires mis en place fin 2008. *"Les salariés qui sont partis n'ont plus de liens contractuels avec l'entreprise"*, confirme la direction. *"Pour faire face à la crise qui a touché sévèrement le secteur automobile à partir de mi-2008, plusieurs entreprises dont Renault ont choisi de mettre en oeuvre des solutions d'ajustement structurel. Le Plan Renault Volontariat, qui en faisait partie, était fondé sur le strict volontariat, permettant aux collaborateurs de l'époque de quitter l'entreprise s'ils le souhaitaient. Différentes mesures étaient proposées, toutes ayant été conçues en complète conformité avec les obligations légales en vigueur à ce moment-là"*, explique la direction du groupe. L'accord PRV n'a donc pas été renégocié.

Le problème aurait pu être réglé par le dispositif d'allocation équivalent retraite (AER), qui prenait le relais des indemnités chômage jusqu'à l'âge légal de la retraite. Mais ce dispositif a été supprimé... depuis le 1er janvier 2011.

Pourtant, le document d'orientation sur la réforme des retraites d'avril 2010, qui avait envisagé les conséquences du report d'âge pour les demandeurs d'emploi les plus âgés, stipulait bien que *"le report de l'âge de départ à la retraite est susceptible de pénaliser les demandeurs d'emploi les plus âgés, si cela devait conduire à les maintenir plus longtemps au chômage, en particulier non indemnisés, c'est-à-dire avec un niveau de ressources moindre que leur pension de retraite. Le recul de l'âge de départ à la retraite ne pourrait donc s'envisager sans un dispositif spécifique sur ce point"*. CQFD.

Le calendrier des départs à la retraite

La loi portant réforme des retraites, publiée au Journal officiel du 10 novembre 2010, prévoit un passage progressif de l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 62 ans d'ici à 2018, à raison de quatre mois supplémentaires par année dès le 1er juillet 2011.

A l'âge de départ légal, le taux plein n'est versé qu'à la condition d'avoir réalisé tous ses trimestres. En voici les modalités :

Assurés nés avant le 1er juillet 1951 L'âge d'ouverture des droits est maintenu à 60 ans.

Du 1er juillet 1951 jusqu'au 31 décembre 1951 60 ans et quatre mois (à partir de novembre 2011).

Génération 1952 60 ans et 8 mois (septembre 2012).

Génération 1953 61 ans (janvier 2014).

Génération 1954 61 ans et 4 mois (mai 2015).

Génération 1955 61 ans et 8 mois (septembre 2016).

Génération 1956 62 ans (janvier 2018).

Commentaire d'un internaute

- "Il aurait été intéressant de citer la promesse du ministre du travail Eric Woerth lors de la réunion de la commission des affaires sociales en juillet 2010. "La plupart des accords faisant référence à l'âge de la retraite, le prolongement sera mécanique, sans qu'il soit besoin de mettre en place un dispositif de raccord".

Document

Articles de presse de juillet 2011

Table des matières

France

Economie

- "La France sera le prochain pays touché par la crise de la dette". (14.07)

Social

- A propos des revenus des agriculteurs. (01.07)
- Hervé Novelli veut supprimer les 35 heures. (03.07)
- Fin 2011, un million de ménages devraient être surendettés. (09.07)

Politique

- Schivardi privé de couvre-feu : « *L'Etat abandonne ses jeunes !* ». (16.07)
- "L'Humanité" une fois encore "*le dos au mur*". (20.07)
- Le Conseil d'Etat dépoussière la loi de 1905. (20.07)
- Sur le terrain politique, les jeunes jouent collectifs. (24.07)
- Nicolas Sarkozy prône l'union sacrée sur les déficits publics. (27.07)

International

Economie

- Le diktat des banques. Le peuple grec dans le laminoir du néolibéralisme. (06.07)
- Pour les hedge funds, spéculer sur la dette souveraine peut rapporter très gros. (14.07)
- La tourmente européenne en huit questions clefs. (14.07)
- L'industrie africaine ne pèse pas lourd. (16.07)
- Les 29 établissements plus riches que les Etats-Unis. (19.07)
- Interview de Jean-Claude Trichet, président de la BCE. (28.07)
- L'épouvantail de la "*règle d'or*". (28.07)
- Les cinq faiblesses du plan grec. (29.07)

Social

- Les Chiliens dans la rue : « *Pour étudier, on doit s'endetter* ». (03.07)
- Les "indignés" espagnols poursuivent le combat dans des comités de quartier. (07.07)
- Conditions de travail «*inhumaines*» dans les usines chinoises de l'électronique. (13.07)

Politique

- Egypte: "*La révolution de la deuxième colère*". (02.07)

Un article du figaro.fr 30 juin

A propos des revenus des agriculteurs. (01.07)

(Le titre du figaro.fr : *Le revenu des agriculteurs a plus que doublé en 2010.*)

Après deux années catastrophiques, le revenu des agriculteurs s'est redressé en 2010. Il s'est élevé l'an dernier à 24.300 euros en moyenne par exploitation selon les comptes de l'Agriculture. Toutefois pas de quoi pavoiser, c'est un niveau de revenu comparable à celui qu'on observait au début des années 2000. Par ailleurs, le revenu 2009, qui a encore été revu à la baisse dans ces dernières statistiques a pour sa part atteint 11.200 euros contre 14.600 euros dans les prévisions initiales. Une année pitoyable où les cours des denrées agricoles que ce soit le lait, la viande ou les céréales avaient des planchers historiquement bas. «*Au-delà des variations annuelles, le revenu moyen des exploitations agricoles est dans un trend baissier depuis le début des années 2000*», estime Didier Caraes dans une note des Chambres d'Agriculture.

Au-delà de ces chiffres globaux, il existe une grande disparité entre les filières et les régions. Si les secteurs des grandes cultures et du lait ont bénéficié d'un certain redressement, la situation de l'élevage bovin et de la viticulture reste très difficile. Plus précisément, parmi les 317.000 exploitations entrant dans le périmètre de cette étude (celles dégagant plus de 9600 euros de valeur ajoutée), près du quart d'entre elles, spécialisées dans les céréales notamment, affichent un revenu moyen de 39.900 euros soit près du double des quelque 50.000 élevages laitiers de France (21.300 euros). Ou davantage encore par rapport aux 40.000 élevages bovins du territoire national (15.200 euros de revenu annuel moyen) ou 33 500 exploitation viticoles en AOC (14.300 euros).

Des disparités au niveau géographiques

Des disparités que l'on retrouve logiquement au niveau géographique. Les revenus par exploitation oscillent autour de 30.000 à 40.000 euros par an en moyenne entre 2008 et 2010 dans les régions de grandes cultures (Ile de France, Centre Picardie...) et ils sont proches ou inférieurs à 20.000 euros dans les régions d'élevage (Limousin, Auvergne,...).

L'amélioration du revenu du secteur ovin (15.200 euros en 2010 contre moins de 10.000 en 2009) prouve néanmoins l'efficacité des aides couplées, c'est à dire versées en fonction de la production, même si ce dernier est encore de 40 % inférieur au revenu moyen de l'ensemble des exploitations professionnelles.

Ces chiffres ne doivent cependant pas masquer la dure réalité : 26 % des exploitations en 2009 avaient un revenu négatif (contre 16 % en 2008), et la forte remise en cause des décisions d'investissement en 2010 (-16 %) aura un impact négatif sur la performance de l'agriculture et de toute la chaîne alimentaire française.

« *Face à ces inquiétudes, il est urgent de réinventer des outils de régulation de marché adéquats et d'instaurer une meilleure complémentarité des filières ainsi qu'une véritable politique de l'élevage, secteur qui sera d'autant plus touché du fait de la sécheresse en 2011* », ajoute Didier Caraes.

Un enjeu de la réforme de la politique agricole commune qui se négocie actuellement à Bruxelles.

Un article de lexpress.fr 1er juillet

Egypte: "La révolution de la deuxième colère". (02.07)

Des heurts violents ont éclaté cette semaine entre des forces de sécurité et des manifestants au Caire. Les méthodes de répression rappellent celles utilisées par le régime passé.

Dans la nuit de mardi à mercredi ont éclaté des heurts dans le quartier d'Agouza, près du théâtre, où s'étaient réunies de nombreuses familles de victimes de la révolution du 25 janvier. Dès la tombée de la nuit, des groupes rejoignent la place Tahrir, épice de la révolution égyptienne. Les émeutes reprennent sur la place, avec une violence qu'on croyait révolue en Egypte. A l'origine de ce regain de violence et de colère, des heurts entre des policiers et des familles de victimes, réunis au théâtre d'Agouza pour réclamer le jugement des responsables de la répression.

Les jugements tardent et exaspèrent de nombreux parents de martyrs, morts pour la liberté et la chute du système, plus de quatre mois après le départ d'Hosni Moubarak. La famille de Khaled Saïd a appris ce jeudi par la cour de justice d'Alexandrie, le report du procès des deux policiers incriminés dans la mort de celui qui était devenu le symbole de la violence du régime. Une décision qui conforte l'idée répandue que le régime passé est toujours là.

Témoignage

Une jeune Egyptienne, témoin de cette explosion de violence, raconte... *"Il est environ 18 heures. J'étais au sit-in des familles de victimes organisées à Maspero. Je trouvais l'endroit inhabituellement vide. J'ai appris qu'un groupe s'était rendu à une marche commémorative à Agouza. Je n'étais pas en mesure de déterminer qui avait organisé cette célébration et pourquoi des familles avaient décidé de quitter le sit-in pour se rendre à Agouza. A leur retour d'Agouza, un groupe a montré les images de la répression et raconté la violence des affrontements avec les forces de sécurité."*

Déclenchés par le refus des policiers de laisser entrer les personnes soutenant les familles des martyrs, les affrontements s'enveniment rapidement et gagnent en violence minute après minute. *"Immédiatement la police est arrivée et a commencé à tirer des grenades lacrymogènes et à utiliser des Tasers contre les manifestants."*

Rendez-vous le 8 juillet

Depuis, les appels à manifester le 8 juillet ne cessent de circuler sur Facebook et dans les quotidiens égyptiens comme Masry al-Yioum et al-Chorouk(en arabe), qui titre sur *"la révolution de la deuxième colère"*. Nombres de jeunes partis et de militants demandent aux Egyptiens de descendre place Tahrir et menacent de rester jusqu'à la démission du Premier ministre Issam Charaf et de son gouvernement chargée des affaires courantes. Le jugement public des symboles du régime passé, impliqués dans la mort de manifestants, figurent parmi les premières conditions des chabab (jeunes) de la place Tahrir.

"Nous annonçons le début des manifestations ouvert jusqu'à la réalisation de l'ensemble des demandes de la révolution." Au regard de la violence utilisée contre les manifestants et les familles de martyr ce mardi, *"la révolution n'a pas réussi et les droits restent pillés"*, conclut un militant dans le quotidien Masry al-Yioum.

Répression digne du régime passé

Ce regain de violence a aussi montré que les méthodes de répression ne changent pas, malgré la révolution. Mardi soir, le ministère de la Santé évoquait déjà plus de 1400 blessés au cours des affrontements. Les manifestants, interrogées par la chaîne Al-Jazeera ne comprennent pas que les armes associées au régime policier d'Hosni Moubarak soient à nouveau utilisées contre les manifestants.

Le rendez-vous des législatives est encore loin pour de nombreux militants qui attendent des changements rapides au sein de la direction du pays, qui n'a rien de révolutionnaire.

Un article de Rue89 du 2 juillet

Les Chiliens dans la rue : « *Pour étudier, on doit s'endetter* ». (03.07)

(De Santiago) Depuis environ un mois, les étudiants chiliens ont décidé d'exprimer leur indignation face aux inégalités du système éducatif à travers des manifestations de masse et des mouvements de grève et d'occupation de lycées et universités publics. Dans un pays où 3,5 millions de jeunes (sur 17 millions d'habitants) sont scolarisés et qui compte sur plus d'un millions d'étudiants, leurs revendications devraient être écoutées avec attention...

Pour que l'éducation devienne un droit, non plus un business

A la mi-juin, les étudiants occupaient 300 lycées et collèges, rassemblaient plus de cent mille personnes sur l'Alameda, la principale avenue du centre de Santiago, mais aussi des centaines de milliers d'autres jeunes à travers le pays, et demandaient une réforme constitutionnelle pour que « *l'éducation soit considérée comme un droit* » et non plus comme une marchandise ni un moyen pour un petit nombre d'hommes d'affaires de faire du business.

Il faut dire que la Constitution chilienne est encore celle dictée par le général Augusto Pinochet, et que celle-ci ne se souciait aucunement du droit à l'éducation.

Le Chili a les moyens d'une éducation de qualité

« *Le Chili possède les ressources qu'il faut pour se payer une éducation publique accessible pour les personnes les plus démunies dans un premier temps, et gratuite dans un deuxième temps* », expliquait Camila Vallejo, présidente de la Fédération d'étudiants de l'université du Chili (FECH).

Le Chili, qui fait partie de l'OCDE, le club des pays riches, depuis 2010, a les moyens de former une conscience critique et non seulement des agents commerciaux, capables de vendre ses matières premières (minerai, pêche, forêts, eau) du pays aux multinationales les plus gourmandes.

« *Pour étudier, je dois m'endetter... et la mensualité est si chère que je n'ai plus d'argent...* », crient les jeunes qui exigent également que les écoles et lycées privatisés en 1986 par la dictature militaire, soient « *rendus* » à la gestion publique et que cette éducation publique et gratuite ait une véritable place dans le paysage éducatif chilien.

Pas de signe d'essoufflement depuis la manif du 30 juin

La mobilisation a atteint son apogée jeudi 30 juin, avec un défilé d'environ 180 000 personnes (d'après les participants, 100 000 d'après la police, (la télévision a surtout reçu l'ordre de ne pas parler de chiffres du tout) dans les rues de Santiago, mais plus de 500 000 manifestants tout le long du pays.

Le ministre de l'Education, Joaquin Lavín, a annoncé que les vacances d'hiver (nous sommes en plein hiver austral au Chili, en ce moment) seraient avancées de deux semaines et que les vacances d'été ne commenceraient que deux semaines plus tard.

Il s'agit de « *sauver l'année scolaire* » assure-t-il, mais aussi et surtout « *de mettre à l'épreuve le mouvement de contestation* », comme si le fait d'être en vacances pouvait le ramollir, démotiver ses participants...

Le fait est que le mouvement étudiant rencontre de plus en plus d'adhésion et ne donne pas du tout l'impression de ramollir, au grand désespoir du gouvernement qui annonce que des manifestations seront dorénavant interdites sur l'Alameda et que la question d'éducation sera discutée, plus tard, au Congrès.

D'abord ce sont les autorités universitaires qui se sont jointes au mouvement des étudiants, puis le commun des mortels, mais aussi, et c'est important, les étudiants de lycées et d'universités privés.

Mais au Chili il reste encore beaucoup de vieux réactionnaires (n'oublions pas que près de la moitié de la population se disait encore « *pour Pinochet* » il y a quelques années...) qui pensent encore que la jeunesse devrait se taire, ne pas s'exprimer, et qu'il ne peut s'agir que d'un mouvement orchestré par le Parti communiste ou l'opposition au gouvernement en place.

Faux répondent les étudiants qui affichent de dures critiques tant vis-à-vis de la gauche que de la droite, puisqu'ils « *osent* » traiter la Concertation (quatre gouvernements de centre-gauche qui se sont succédé depuis la fin de la dictature en 1989) d'« *incapables* » et l'Alliance (gouvernement de droite actuellement au pouvoir depuis mars 2010) de « *voleurs* ». Histoire de bien montrer leur indépendance et leur esprit critique.

L'éducation, « *meilleure assurance contre la pauvreté* »

Ce que les étudiants expriment c'est un énorme ras-le-bol. Ras-le-bol d'être enfermés dans une éducation segmentée socialement, où les pauvres vont dans des écoles médiocres, ne peuvent pas ou peu avoir accès à des études supérieures de qualité et sont condamnés à s'endetter à vie, s'ils veulent suivre des études.

Ras-le-bol qu'un petit groupe de spéculateurs décident de leur vie, de leur avenir, alors qu'ils sont tous conscients que c'est l'éducation qui peut mettre un terme à la pauvreté comme le disent et le répètent à coup de conférences internationales, de conventions et de déclarations, toutes les agences des Nations unies depuis des décennies.

Le Chili, ses experts, ses ministres ne devraient donc pas s'opposer au fait que l'éducation soit « *la meilleure assurance contre la pauvreté* » ! Ils devraient également faire en sorte que l'inégalité, qui caractérise malheureusement le Chili au sein de l'OCDE, disparaisse enfin !

« *Des écoles pour les indigènes* »

Ras-le bol d'une société et de gouvernements qui ne font rien, depuis des décennies, pour mettre fin à cette segmentation. Car au Chili, et plus généralement en Amérique Latine (plus sans doute qu'ailleurs dans le monde où la tendance est malheureusement la même), le paysage scolaire est indigne, comme l'analyse Rosa Blanco, de l'Unesco :

« *Il y a des écoles pour les pauvres et des écoles pour les riches, des écoles où l'enseignement offre une certaine qualité et celles où la qualité n'est même pas considérée comme un critère à prendre en compte... des écoles pour les indigènes et des écoles pour les non-indigènes.*

Le système scolaire ne contribue donc en rien à dépasser la segmentation sociale. Au contraire, il l'alimente.
»

« *L'éducation supérieure est plus chère pour les plus pauvres* »

Il faut dire que les mensualités payées par les familles des étudiants, font partie des plus chères dans le monde, variant entre 275 et 500 euros par mois, que les taux d'intérêts bancaires pour des crédits étudiants sont très élevés (entre 4 et 6%), et tout ça pour une éducation qui n'est même pas reconnue ailleurs dans le monde puisqu'aucune université chilienne ne figure dans le palmarès des 200 meilleures universités mondiales.

La loi a beau interdire les universités d'être des organismes à but lucratif, les spéculateurs vont bon train, comme l'a reconnu le ministre de l'Education, Joaquin Lavín (lui-même ayant gagné de l'argent en investissant dans une université privée), dans une émission de télévision « *Tolérance zéro* ».

Pire, les universités privées considèrent que le secteur de l'éducation publique et gratuite, représente une « *concurrence illégale* ».

Le problème, selon Eduardo Engel de l'université du Chili :

« L'éducation supérieure au Chili est plus chère pour les plus pauvres, puisqu'ils reçoivent une éducation de moins bonne qualité. Il nous faut avancer vers une éducation supérieure de qualité, inclusive et équitable. Une éducation qui puisse donner les mêmes chances à tous. »

Si on prétend faire partie des pays développés, estime-t-il, on doit se donner les moyens d'une éducation de qualité pour tous.

Un article du figaro.fr 2 juillet

Hervé Novelli veut supprimer les 35 heures. (03.07)

Le secrétaire général adjoint de l'UMP, Hervé Novelli, souhaite supprimer les 35 heures si Nicolas Sarkozy l'emporte en 2012. Et ce, comme le réclame le Medef. Il souhaite également que la durée du travail soit négociée par les entreprises après la tenue «d'Assises de la démocratie sociale».

Dans une interview ce samedi au Parisien-Aujourd'hui en France, Hervé Novelli dévoile son projet. *«Il s'agit de définir les nouvelles règles du jeu et les domaines dans lesquels les partenaires sociaux auront désormais la main, comme sur la durée du temps de travail. À l'image de l'Allemagne où la durée légale du travail est négociée et fixée entreprise par entreprise ou par branches»,* affirme Hervé Novelli. *«On sait que d'un secteur à l'autre, les besoins ne sont pas les mêmes, c'est donc logique qu'il revienne aux partenaires sociaux de régler ce problème.»*, argue-t-il encore.

À l'occasion d'une convention sur la refondation sociale qu'il animera mardi avec Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, il présentera son scénario. *«Les entreprises auront trois années à partir de 2012 pour négocier la durée du travail, explique-t-il. Si certains employeurs voudront rester aux 35 heures, ils le pourront. Celles qui joueront le jeu verront en compensation leurs allègements maintenus pendant les trois prochaines années.»* *«C'est un scénario proposé par l'UMP dans le cadre de sa convention et non d'un arbitrage présidentiel»,* a-t-il précisé à l'AFP. Toujours dans l'interview au Parisien-Aujourd'hui en France, il a également expliqué que la détaxation des heures supplémentaires sera supprimée après 2014.

L'UMP souhaite également se pencher sur le financement de la protection sociale. *«La solution serait de transférer une partie de son financement sur un impôt indirect de consommation, type TVA ou CSG. Seule la branche famille serait transférée, en totalité, soit 32 milliards d'euros, ou en partie»,* détaille-t-il. Et d'ajouter : *«Si on transférait la totalité, cela représenterait 4 points de TVA en plus. Mais je reconnais que cela casserait la croissance. Nous préconisons donc un transfert progressif de 12 milliards d'euros en trois ans, soit au final une augmentation de 1,5% de TVA ou de 1,1 point de CSG»,* conclut Hervé Novelli.

Commentaire.

Voilà la politique réactionnaire à laquelle les syndicats sont appelés à collaborer. Hollande en propose une équivalente en y mettant les formes. En précisant ses intentions à partir de mai 2012, c'est à se demander si à l'UMP ils ne préfèrent pas que ce soit le PS qui se charge de l'appliquer. Après tout les deux partis roulent pour les mêmes commanditaires : la Bourse et le gang du Fouquet's. Il serait normal que le parti le plus apte à défendre les intérêts des capitalistes soit au pouvoir de leur point de vue. Ils peuvent aussi avoir déjà intégré la défaite annoncée de leur poney : Sarkozy.

Un article de mondialisation.ca 4 juillet

Le diktat des banques. Le peuple grec dans le laminoir du néolibéralisme. (06.07)

par Prof. Chems Eddine Chitour

«Quand les hommes blancs auront transformé les terres, l'eau et les forêts en argent, ils se rendront compte que l'argent ne se mange pas.» Proverbe indien

L'affaire grecque est venue nous rappeler que les pays sont vulnérables, les civilisations sont mortelles et que l'histoire du temps présent n'a aucune considération pour le passé. Ce qui se passe en Grèce - berceau de la civilisation occidentale- petit pays d'une dizaine de millions d'habitants, nous met en perspective la férocité du néolibéralisme sauvage qui broie les cultures, les civilisations et les peuples, se faisant aider par des Etats qui ne peuvent rien refuser aux multinationales dont les bénéfices ne cessent d'augmenter.

Un éditorial du *Monde Diplomatique* nous montre comment la misère, qui était le monopole des pays du Sud, notamment avec «*les ajustements structurels*» du FMI, a été étendue aux classes laborieuses du Nord, qui se paupérisent de plus en plus sous l'action des plans de rigueur. Nous lisons: «*Autrefois, il y avait le premier monde, le «Nord», censé constituer un bloc de prospérité; le deuxième monde, celui des pays soviétiques; et enfin le tiers-monde, regroupant les pays pauvres du «Sud» et soumis dès les années 1980 aux diktats du Fonds monétaire international (FMI). Le deuxième a volé en éclats au début des années 1990 avec la dissolution de l'Urss. Avec la crise financière de 2008, le premier monde a basculé; si bien que désormais, plus aucune division géographique ne semble pertinente*». (1)

« *On ne distingue plus que deux catégories de population: la poignée de ceux qui profitent du capitalisme contemporain et la grande majorité, qui le subit. Notamment à travers le mécanisme de la dette. Au cours des trente dernières années, les maillons faibles de l'économie mondiale se situaient en Amérique latine, en Asie ou dans les pays dits «en transition» de l'ex-bloc soviétique. Depuis 2008, l'Union européenne, à son tour, suscite le doute. Alors que la dette extérieure totale des pays d'Amérique latine atteignait en moyenne 23% du Produit intérieur brut (PIB) fin 2009, elle s'établissait à 155% en Allemagne, 187% en Espagne, 191% en Grèce, 205% en France, 245% au Portugal et 1137% en Irlande. Du jamais-vu*». (1)

Pour le site alternatif Attac France ce qui se passe en Europe, «*ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie*», disent les indignés espagnols. Ce mercredi, le Parlement grec vient d'adopter un nouveau plan d'austérité, symbole de l'in vraisemblable escroquerie qui a cours actuellement en Europe. Malgré l'inefficacité avérée des mesures d'austérité pour améliorer la situation des finances grecques, le Parlement est sommé d'en remettre une nouvelle couche, avec des réductions de salaires et une réforme fiscale qui va frapper de plein fouet les classes moyennes et populaires; malgré l'injustice profonde de ces mesures qui visent à faire payer le peuple grec sans remettre en cause les politiques fiscales calamiteuses, menées par les précédents gouvernements, les déséquilibres inhérents au fonctionnement de la zone Euro, ou encore les bénéfices grasses réalisés par les banques et autres spéculateurs sur le dos des finances publiques grecques; malgré la résistance du peuple grec, qui s'est levé dignement et occupe depuis près de trois semaines, la principale place d'Athènes - où se situe le Parlement - pour contester, de manière pacifique et démocratique, ces choix imposés en dépit du bon sens; malgré tout cela, les députés grecs ont choisi de se soumettre au chantage de l'Union européenne et du FMI qui acceptent, en échange de ce plan d'austérité, d'accorder une «aide» d'une centaine de milliards d'euros à la Grèce - sans laquelle le gouvernement se retrouverait incapable de financer son fonctionnement (y compris les services publics, hopitaux, etc.). »(2)

« Ce prétendu «sauvetage» s'adresse pourtant davantage aux banques françaises et allemandes qu'à la Grèce: «Le CAC 40 accentue ses gains, confiant sur la Grèce» peut-on lire sur le site du Point.fr. Il représente en réalité, une vaste opération de socialisation des pertes: une étude des Échos montre que grâce à ces plans, la part de dette hellénique aux mains des contribuables étrangers passera de 26% à 64% en 2014". Or, tous les économistes s'accordent pour dire que la Grèce ne pourra pas rembourser l'intégralité de ses dettes. En s'opposant de manière farouche à toute restructuration, Sarkozy joue ainsi la montre au plus grand bénéfice des banques françaises; et les peuples européens paieront l'addition via de nouvelles mesures d'austérité. «Privatiser les profits, socialiser les pertes», disait le prix Nobel Joseph Stiglitz, cette logique semble plus que jamais d'actualité. Il est essentiel que les peuples européens se mobilisent pour mettre en échec cette «stratégie du choc à l'échelle européenne.» (2)

Les 6 péchés

Une étude magistrale, qui tord le cou à beaucoup de préjugés véhiculés par les médias mean stream à propos de la Grèce, permet d'apprécier à sa juste valeur la réalité de la détresse du peuple grec. Elle déconstruit ce faisant l'argumentaire morbide du néolibéralisme. Nous lisons: ce qui est en train de se passer à Athènes en ce moment, c'est la résistance contre une invasion à peu près aussi brutale que celle de la Pologne en 1939. Les envahisseurs portent certes, des costards au lieu des uniformes, et sont équipés d'ordinateurs portables plutôt que de fusils, mais ne nous trompons pas: l'attaque contre notre souveraineté est tout aussi violente et profonde. Les intérêts de fortunes privées sont en train de dicter la politique à adopter par notre nation souveraine, qui est expressément et directement contre l'intérêt national. L'ignorer, c'est ignorer le danger. Peut-être préférez-vous vous imaginer que tout ceci va s'arrêter là?» (3)

«Ce sont eux qui nous imposent toutes ces privatisations. Josef Schlarmann, un membre senior du parti de Angela Merkel, nous a récemment fait une suggestion ô combien utile: nous devrions vendre nos îles à des investisseurs privés afin de payer les intérêts de notre dette, intérêts qui nous ont été imposés pour stabiliser les institutions financières et l'échec d'une expérience monétaire. Et, bien sûr, ce n'est qu'une coïncidence si des études récentes montrent qu'il y aurait d'immenses réserves de gaz sous la mer Égée. Des sites historiques tels que l'Acropole pourraient être privatisés. Si nous ne répondons pas aux demandes des politiciens étrangers, le risque est qu'ils nous l'imposent. Ils transformeront le Parthénon et l'ancienne Agora en Disneyland, et ils sous-paieront des gens à se déguiser en Platon ou en Socrate pour jouer les fantaisies des riches». (3)

Poursuivant son amer constat, Alex Andreou écrit: «Quand je suis revenu en Grèce en 2006, j'ai passé les premiers mois à observer un pays complètement différent de celui que j'avais laissé derrière moi en 1991. Chaque panneau, chaque arrêt de bus, chaque page de magazine vantait les mérites des crédits à taux bas. C'était une distribution d'argent gratuit! Vous avez un prêt que vous ne pouvez pas honorer? Venez chez nous, contractez un emprunt encore plus gros. Non sans regrets, je dois admettre que nous avons mordu à l'hameçon. (...) Nous chevauchons trois continents, et notre culture a toujours été un melting-pot à l'image de notre géographie. Et plutôt que d'embrasser cette richesse, nous avons décidé d'être définitivement européens, capitalistes, modernes, et occidentaux. Et bon sang, nous avons été très bons à ce petit jeu! (...) Il y avait un incroyable manque de bon sens, et rien pour nous avertir que ce printemps de richesse risquait de ne pas être éternel. (...) Néanmoins, cette irresponsabilité n'est qu'une petite partie du problème. Le véritable problème n'est autre que l'émergence d'une nouvelle classe d'intérêts économiques étrangers, gouvernée par la ploutocratie, une Église dominée par l'avidité, et une dynastie de politiciens. Et pendant que nous étions en train d'emprunter et de dépenser (ce que l'on appelle la «croissance»), ils étaient en train d'échafauder un système de corruption grossier, pire que n'importe quelle République bananière. Je sais qu'il est impossible de résumer en un seul article toute l'histoire, la géographie et la mentalité qui ont mis à genoux notre merveilleux petit bout de continent, et ont transformé l'une des plus vieilles civilisations du monde en risée de l'Europe, source d'inspiration de blagues faciles. (...)» (3)

Le Serment d'Hippocrate

Alex Andreou énumère ensuite les 6 péchés des Grecs pour les déconstruire, preuve à l'appui. «Laissez-moi donc démystifier un peu la mythologie développée par certains médias». Mythe n°1: les Grecs sont paresseux: cela résume en grande partie ce qui est souvent dit ou écrit par rapport à la crise. Selon cette thèse, l'éthique méditerranéenne du travail serait laxiste et expliquerait notre chute. Et pourtant, les données de l'Ocde montrent qu'en 2008, les Grecs ont travaillé en moyenne 2120 heures par an, soit 690 heures de plus que les Allemands, 365 heures de plus que la moyenne européenne. De plus, les congés payés en Grèce sont en moyenne de 23 jours, soit moins que la plupart des pays de l'Union européenne.». Mythe n°2: les Grecs partent trop tôt à la retraite: Le chiffre de 53 ans avancé comme âge moyen de la retraite en Grèce est tellement galvaudé qu'il en est devenu un fait. (..) La vérité, c'est que les fonctionnaires grecs ont la possibilité de prendre leur retraite après 17,5 années de service, mais avec une pension de moitié. En regardant les données d'Eurostats, on se rend compte que l'âge moyen de départ à la retraite était de 61,7 ans en 2005, soit plus que l'Allemagne, la France ou l'Italie, et plus également que la moyenne des 27 pays de l'Union européenne.» (3)

« Mythe n°3: la Grèce est une économie faible, qui n'aurait pas dû intégrer l'Union européenne: une des affirmations fréquemment adressées à la Grèce est que son adhésion à l'Union européenne lui a été accordée grâce au sentiment que la Grèce est le «berceau de la démocratie». Ce qui pourrait difficilement

être plus éloigné de la réalité. En 1981, la Grèce est devenue le premier pays membre de la CEE après les six pays fondateurs. Membre de l'UE depuis 30 ans, la Grèce est classée par la Banque mondiale comme un «pays à haut revenus». En 2005, la Grèce était classée 22e pays mondial en termes de développement humain et de qualité de vie - soit mieux que la France, l'Allemagne, et le Royaume-Uni. Pas plus tard qu'en 2009, la Grèce avait le 24e plus haut ratio de PIB par habitant, selon la Banque mondiale.

Mythe n°4: le premier plan de sauvetage était censé aider le peuple grec, mais a échoué. Non, ce plan n'était pas destiné à aider la Grèce, mais plutôt à garantir la stabilité de la zone Euro, et surtout à gagner du temps. Il a été instauré afin d'éviter un autre choc financier du type Lehman Brother, à un moment où les institutions financières étaient trop faibles pour y résister. En d'autres termes, la Grèce semble être moins capable de payer qu'il y a un an, alors que le système, dans son ensemble, semble en meilleure forme pour résister à une défaillance. (...) Si le plan de sauvetage avait vraiment été mis en place pour aider la Grèce, alors la France et l'Allemagne n'auraient pas insisté pour conserver de futurs contrats d'armements de plusieurs milliards d'euros.»(3)

« Mythe n°5: le second plan est conçu pour aider la Grèce et va certainement réussir. J'ai regardé la déclaration commune de Merkel et Sarkozy l'autre jour.(...) Leur propos était dénué de tout autre sens que ce dont nous sommes en train de discuter: de l'extension de la misère à venir, de la pauvreté, de la douleur et même de la mort de la souveraineté d'un partenaire européen. En fait, la plupart des commentateurs s'accordent à dire que ce second package a le même objectif que le premier: acheter du temps pour les banques, à grands frais pour le peuple grec ».

Mythe n°6: les Grecs veulent le plan de sauvetage, mais pas l'austérité. C'est le mythe le plus tenace: les Grecs protestent car ils ne veulent pas du tout de plan de sauvetage. C'est une pure contre-vérité. Ils ont déjà accepté des restrictions budgétaires qui seraient aujourd'hui, inacceptables au Royaume-Uni (imaginez la politique de Cameron... et multipliez-la par 10). Or, les résultats ne sont pas au rendez-vous depuis six mois. Les salaires de base ont été réduits à 550 euros par mois. Un médecin expliquait, hier, à Al Jazeera que des infirmières sont tellement désespérées qu'elles demandent des pourboires (pots-de-vin?) aux patients en échange de leurs soins. (...) Le serment d'Hippocrate est rompu par désespoir, à l'endroit même où il a été conçu.»(3)

Alex Andreou a raison de conclure en écrivant que le combat des Grecs est un combat universel: «Le combat des Grecs n'est pas un combat contre les coupures budgétaires: il n'y a plus rien à couper, le couteau du FMI a déjà saigné le pays à blanc, jusqu'aux os perclus d'arthrite. (...) Mon pays a toujours attiré des occupants belliqueux. Sa position géographique stratégique combinée à une beauté naturelle et historique attise les convoitises. Mais nous sommes tenaces. Ma soeur est allée manifester sur la place Syntagma, elle me raconte que ce qui se passe est beau, rempli d'espoir, et glorieusement démocratique. Et voici ce qu'ils disent: Nous ne souffrirons pas plus longtemps pour que les riches puissent devenir plus riches encore. Nous n'autorisons aucun politicien à emprunter plus d'argent en notre nom. Nous ne leur faisons pas confiance à eux ni à ceux qui nous prêtent cet argent. Nous voulons de nouveaux représentants responsables à la barre, pas ceux qui sont viciés par les fiascos du passé. Ceux-là sont à court d'idées». C'est pourquoi l'enjeu en Grèce vous concerne aussi (...) C'est un combat contre un système qui fait en sorte que ceux qui font le mal ne soient jamais punis, alors que les plus pauvres, les plus décents, ceux qui travaillent le plus, sont ceux qui supportent le fardeau».(3)

Aux dernières nouvelles malgré les manifestations de la rue le parlement s'est vu intimé l'ordre de voter l'acceptation de ce plan qui est une reddition en rase compagne. Ces 13 milliards de dollars s'évaporeront rapidement et rien ne pourra remplir le tonneau des Danaïdes de la dette qui se nourrit de ses intérêts... (...)

Que dire en définitive? Le FMI, l'Algérie connaît ça. Dans les années 1990, l'Algérie était soumise à la double peine: un terrorisme sanguinaire et le FMI. Quand Michel Camdessus venait à Alger pour nous «conseiller», en fait, nous ajuster structurellement, nous nous tenions le ventre. Notre dette a été restructurée et payée plusieurs fois sans que le principal n'ait été atteint du fait des intérêts. La situation actuelle –bien que nous nous soyons débarrassés de la dette grâce à la rente- est aussi fragile car tout ce qui est éphémère (la rente) et n'est pas le fruit d'un effort, condamne le pays à continuer à errer dans l'attente d'un Prophète (Mehdi)... (...)

1. Vent de fronde en Europe <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/07/MILLET/20796>

2. Attac France, «Ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie» 29/06/2011
<http://fr.mg40.mail.yahoo.com/dc/launch?.gx=1&.rand=79gqnink1t82m>

3. Alex Adreou <http://owni.fr/2011/06/26/la-crise-grecque-au-dela-de-la-mythologie/>

Professeur Chems Eddine Chitour - Ecole Polytechnique enp-edu.dz

par Prof. Chems Eddine Chitour

Un article du monde.fr 6 juillet

Les "indignés" espagnols poursuivent le combat dans des comités de quartier. (07.07)

Madrid Correspondance - Deux micros à la main maintenus ensemble par un ruban adhésif et reliés à deux enceintes installées sur la plaza de Las Palomas, à Madrid, Ramon, éducateur spécialisé de 29 ans, boucle à l'oreille et cheveux courts, demande l'aide de volontaires. Trois personnes s'approchent. Il est 20 heures, ce 2 juillet, et comme tous les samedis l'assemblée générale du quartier de Tetuan va débiter. Quelque 200 "indignés" du voisinage ont répondu présent.

Le 13 juin, après avoir réussi à convoquer pendant un mois des milliers de personnes de tout âge et de toute condition à des assemblées populaires chargées de poser les bases d'une nouvelle société plus juste et moins corrompue, les centaines d'"indignés" espagnols qui avaient recréé une mini-ville autogérée à la Puerta del Sol, au centre de Madrid, décidaient de lever le camp. Sans pour autant abandonner leur rêve de "vraie démocratie" et leur combat "*contre la dictature des marchés*".

Avant de plier les tentes et de nettoyer les graffitis, les "indignés" s'étaient donné rendez-vous dans les assemblées de quartier. "*Le mouvement ne s'éteint pas, il s'étend*", prévenaient-ils. Le pari était risqué. Aujourd'hui, il semble gagné.

Dans la région de Madrid, plus de 110 quartiers de la capitale et des villes limitrophes organisent chaque week-end des assemblées générales auxquelles assistent entre 50 et 500 personnes, selon les lieux. C'est de là que proviennent à présent toutes les actions du mouvement.

C'est l'assemblée de Vallecas, quartier populaire de l'est de Madrid, qui a lancé l'idée d'une grande manifestation le 19 juin, contre le Pacte de stabilité européen. C'est celle d'Arganzuela qui a proposé d'organiser, en parallèle au "*débat sur l'état de la nation*" au Parlement espagnol, un "*débat du peuple*" à la Puerta del Sol, pour dénoncer "*le fossé qui sépare de plus en plus les citoyens des hommes politiques*" et proposer la suppression de la réforme des retraites (qui en repousse l'âge de départ de 65 ans à 67 ans), l'abolition des paradis fiscaux ou la mise en place d'un impôt sur les transactions financières. Plus locales, celle du quartier de Moratalaz a organisé une journée dédiée à la culture et celle de Malasana, un marché de troc.

L'assemblée de Tetuan, pour sa part, est la première à s'être mobilisée pour empêcher, le 15 juin, l'expulsion sur ordre de la banque d'une famille au chômage. Depuis, trois autres expulsions ont pu être évitées à Madrid grâce à la mobilisation des "indignés".

Sur la plaza de Las Palomas, où l'on n'est pas peu fier de cette action, les débats s'enchaînent. Des familles avec leurs enfants, des personnes âgées venues en groupe, des jeunes et des moins jeunes, professeurs, mécaniciens, employés, retraités ou chômeurs, assis sur le sol ou sur des bancs, approuvent les interventions des uns et des autres en faisant tourner leurs mains, rejettent les propositions qui leur déplaisent en croisant les poings et réclament un tour de parole pour pouvoir expliquer au micro leur opinion. Grâce à Ana, interprète de 28 ans, l'ensemble des interventions est traduit en langage des signes. Comme tout le monde ici, elle est là de manière "*individuelle, volontaire et bénévole*".

Au micro, un homme d'une soixantaine d'années explique comment procéder pour prendre la parole lors du "vrai" conseil municipal. Il propose de demander la simplification du processus qui impose de présenter, avec quinze jours d'avance, la requête et le détail de l'intervention. Les mains s'agitent. La proposition fait consensus. La commission chargée des questions politiques travaillera sur le sujet.

Une dizaine de commissions comme celle-ci élaborent chaque semaine en réunion des propositions présentées ensuite lors de l'assemblée générale hebdomadaire. Diego (tous refusent de donner leur nom de famille pour éviter une personnalisation du mouvement), de la commission politique, annonce la tenue prochaine d'une réunion sur "*comment le Pacte de stabilité européen nous affecte*" et une mobilisation "*contre la privatisation du canal Isabel-II*", qui approvisionne la ville en eau courante. Marisa, de la commission logement, propose une action devant une agence de la banque BBVA afin d'exiger l'abaissement du montant de l'hypothèque d'une famille menacée d'expulsion. Ricardo, de la commission "banque de temps", explique le but de cette initiative qui consiste à échanger des services en fonction des compétences et des disponibilités sans rétribution financière.

Accroupi au sol, un membre de la commission de communication annote sur un grand panneau les propositions qui font consensus. Le dos courbé, les lunettes de soleil posées sur le bout du nez, Marcela, 78 ans, les recopie sur un petit carnet. "Je suis éblouie par ces gens si honnêtes et bons. On disait que les jeunes se moquaient de tout, mais c'est faux", s'enthousiasme dans un français parfait cette ancienne avocate. Elle-même a déjà présenté plusieurs propositions lors des assemblées de la Puerta del Sol et celles de quartier de Tetuan, en faveur de la laïcité ou contre le gel des pensions de retraite.

Il est 22 h 15, comme convenu, l'assemblée touche à sa fin. C'est le moment des prises de parole spontanées des participants. Coups de gueule, remerciements et prochains rendez-vous. Les principes de démocratie directe dont se revendiquent les "indignés" semblent avoir bien pris. La question est de savoir si ces assemblées populaires survivront à l'été. Les "indignés" jurent que oui.

Un article du monde.fr 8 juillet

Fin 2011, un million de ménages devraient être surendettés. (09.07)

Selon la Fédération française des associations Cresus, qui s'appuie sur les chiffres de la Banque de France au 31 décembre 2010, plus de 900 000 ménages sont en situation de surendettement. Ce chiffre, qualifié de "partie visible de l'iceberg" par le président de la Fédération, Jean-Louis Kiehl, devrait atteindre le million à la fin de l'année.

Cresus – acronyme de Chambre régionale du surendettement social, une association spécialisée dans l'accompagnement des personnes surendettées – estime, dans un rapport publié jeudi 7 juillet, que "*le nombre annuel de dossiers de surendettement a bondi de 15 % entre 2008 et 2010 pour s'élever à 184 000*", rapporte *La Tribune* dans son édition de vendredi.

Parmi les causes du surendettement, les "*accidents de la vie*" n'arrivent qu'en deuxième position, loin derrière les crédits dits de trésorerie destinés à payer les dépenses de la vie courante. "*Ils représentent 87 % des situations de surendettement*", précise le quotidien économique.

Face à cette situation, la Fédération française des associations Cresus réclame la création effective d'un fichier "*positif*" recensant l'ensemble des crédits souscrits par les particuliers avant la tenue de l'élection présidentielle. "*Cela n'empêcherait pas le surendettement, reconnaît M. Kiehl, mais les dossiers seraient beaucoup plus légers à traiter*". Il donne l'exemple de la Belgique, où un tel fichier existe, et où le montant moyen des dossiers de surendettement est 15 000 euros, contre 40 000 en France.

Pour M. Kiehl, l'absence de fichier empêche une partie de la population d'accéder au crédit. "*Un jeune peut avoir besoin d'un crédit pour démarrer dans la vie, explique-t-il, mais comme les banques craignent que ce jeune ne prenne un deuxième ou un troisième crédit faute de fichier*", elles ne lui accordent pas de prêt.

Un rapport doit être remis en juillet sur le sujet par le Comité de préfiguration du registre national des crédits aux particuliers, groupe de travail ad hoc constitué dans la foulée du vote de la loi Lagarde réformant le crédit à la consommation. Jean-Louis Kiehl, associé aux travaux, souhaite que le registre ou fichier soit effectivement créé avant l'élection présidentielle.

Il estime, par ailleurs, que le projet n'est pas satisfaisant en l'état, le jugeant trop compliqué. Le fichier utiliserait notamment le numéro de sécurité sociale, ce que M. Kiehl n'estime pas opportun. Pour lui, ce registre devrait présenter une architecture et un fonctionnement assez similaires à ceux du fichier des comptes bancaires dit Ficoba.

Ce fichier recense tous les comptes ouverts en France, qu'ils soient bancaires, postaux ou d'épargne, et ne peut être consulté que par des personnes et des organismes habilités par la loi (Direction générale des finances publiques, autorités judiciaires, Direction générale des douanes...).

Un article de liberation.fr 12 juillet

Conditions de travail «*inhumaines*» dans les usines chinoises de l'électronique. (13.07)

Les conditions de travail dans les usines du secteur de l'électronique en Chine sont «*inhumaines*», selon l'organisation de défense des droits des travailleurs China Labor Watch (CLW) qui publie mardi un rapport sur dix d'entre elles travaillant pour des grandes marques mondiales.

Ces usines produisent des ordinateurs et d'autres produits électroniques notamment pour Dell, IBM, Ericsson, Philips, Microsoft, Apple, HP et Nokia.

Dans neuf usines sur les dix où a enquêté, *«les ouvriers ne peuvent pas gagner un salaire leur permettant de vivre avec leurs seules heures de travail normales, et sont contraints d'effectuer un trop grand nombre d'heures supplémentaires»*.

«Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par mois varie entre 36 et 160» et *«aucune usine n'était strictement en conformité avec la législation sur le travail en Chine»* qui fixe une limite maximale de 36 heures supplémentaires par mois, précise CLW, dont le siège est à Hong Kong.

La durée du travail est comprise entre 10 et 14 heures par jour, avec de fortes variations saisonnières, liées à la demande pour des produits sans cesse mis à jour ou renouvelés. *«Durant la haute saison manufacturière, les ouvriers font des heures supplémentaires excessives, travaillant souvent jusqu'à l'épuisement»*.

D'octobre 2010 à juin 2011, China Labor Watch a conduit des entretiens avec 408 ouvriers pour cette enquête. Et pour pénétrer dans trois usines, des membres de l'organisation se sont fait embaucher comme ouvriers.

«L'intensité du travail est extrêmement élevée dans les dix usines» examinées, poursuit CLW qui relève que sur une chaîne d'assemblage d'HP *«les ouvriers devaient répéter la tâche qui leur était assignée toutes les trois secondes, debout et sans discontinuer pendant dix heures»*.

CLW a notamment enquêté dans l'usine du fabricant taïwanais Foxconn à Shenzhen (sud), où une série de suicides au printemps 2010 a attiré l'attention des médias. Mais la durée et l'intensité du travail n'y sont *«pas pires que dans d'autres usines de l'industrie électronique»*, d'après l'organisation.

«Alors que les sociétés qui possèdent les marques internationales et les producteurs chinois veulent réduire les coûts d'achat et de production au plus bas niveau possible, la sécurité et le bien-être des ouvriers chinois sont sacrifiés», conclut CLW.

(Source AFP)

● [Ce rapport de 137 pages en anglais au format pdf \(Acrobate Reader\)](#)

Un article lesmonde.fr 13 juillet

Pour les hedge funds, spéculer sur la dette souveraine peut rapporter très gros. (14.07)

La zone euro se déchire, les Etats surendettés redoutent la faillite... et les spéculateurs cherchent le moyen d'en tirer profit. Le 22 juin, à Monaco, lors du sommet GAIM International, où se rencontre le gratin des patrons de fonds spéculatifs, la remarque a échappé à Robert Marquardt, fondateur de Signet, un fonds qui investit dans différents fonds spéculatifs : avec cette crise grecque, à condition d'aimer le risque, "*il y a certainement beaucoup d'argent à se faire*", a-t-il lâché. S'ils ne sont qu'une poignée, les fonds vautours, les spéculateurs ou investisseurs plus classiques, tentent et peuvent s'enrichir "*grâce*" aux déboires de la Grèce, avant l'Italie ou l'Espagne.

Comment ? Les opportunités sont nées de la pression exercée sur les créanciers privés d'Athènes. A ce moment-là, certaines banques affolées à l'idée de perdre trop d'argent ont été tentées de se défaire de dettes pour les revendre à des investisseurs plus audacieux.

Selon le Sunday Telegraph, au cours des trois derniers mois, de grandes sociétés de gestion et des fonds d'investissement américains (Loomis Sayles, BlackRock), suisse (Julius Baer), français (Natixis AM) ou allemand (Star Cap), auraient racheté l'équivalent de 150 millions d'euros de dette grecque... à vil prix.

"C'EST LE JACKPOT"

De fait, aujourd'hui, sur ce marché de seconde main, la dette à dix ans de la Grèce s'achète environ 50 % de sa valeur initiale, celle à cinq ans à 47 %. Plus le temps passe plus l'investisseur empoche de l'argent car la dette grecque jugée très risquée rapporte en ce moment plus de 15 % l'an. Or, les investisseurs ont sûrement emprunté à un taux de l'ordre de 1,5 %, calcule un analyste.

Autrement dit, le jeu est gagnant sur le court terme et si la Grèce parvient à honorer sa dette, "*c'est le jackpot*", poursuit-il. L'investisseur a empoché de juteux coupons et récupère, en plus, la mise initiale qu'il n'a payée que la moitié de son prix. En investissant à très court terme, "*les rendements peuvent atteindre 50 % !*", s'enthousiasme cet expert.

En cas de restructuration de dette, c'est une autre histoire : il faut que l'effort réclamé aux créanciers privés ne soit pas trop sévère, et requière un abandon de créance de moins de 50 % de la mise, pour ne pas être perdant. Autrement dit, les spéculateurs n'ont pas intérêt à ce que le pays fasse défaut. En outre, s'ils peuvent se faire beaucoup d'argent, ils sont peu à naviguer dans ces eaux troubles. En ce moment, le marché de la dette grecque est déserté. "Les volumes sont dix fois inférieurs à ce qu'ils étaient avant la crise", constate un opérateur.

Reste une autre méthode pour s'enrichir : jouer avec des credit default swaps, ou CDS, ces titres de garantie servant à se couvrir contre le défaut d'un pays. Un marché de 78 milliards d'euros pour la Grèce, selon Natixis. Mais pour en profiter, il fallait être visionnaire et s'emparer de CDS à un prix raisonnable, avant la tourmente.

Aujourd'hui, les propriétaires de CDS peuvent gagner de l'argent s'ils parviennent à empocher la prime versée en cas de défaut officiel du pays, ou s'ils arrivent à les revendre plus cher. En faisant, par exemple, courir le bruit que le pays va droit à la catastrophe pour augmenter le prix de la prime d'assurance ? La méthode serait malhonnête, mais les experts soupçonnent certaines rumeurs d'être issues de financiers sans scrupule.

Un article lepoint.fr 13 juillet

"La France sera le prochain pays touché par la crise de la dette". (14.07)

Dans une interview au Point.fr, l'économiste Philippe Dessertine estime que la crise de la dette publique en Europe va rapidement toucher la France.

L'Europe continue de trembler. Après l'Irlande, le Portugal et la Grèce, c'est au tour de l'Italie, troisième puissance économique de l'Union européenne, d'être touchée de plein fouet par la crise de sa dette publique. Dans une interview au Point.fr, Philippe Dessertine, professeur de finances à l'université Paris X-Nanterre et directeur de l'Institut de haute finance, qui publie en octobre prochain Seul l'espoir d'un monde nouveau (éditions Anne Carrière), nous explique comment un des piliers de la zone euro a pu être si rapidement contaminé et pourquoi la France doit se préparer à subir le même destin.

Le Point.fr : Comment peut-on expliquer la crise qui touche actuellement l'Italie ?

Philippe Dessertine : Nous assistons à une contamination plus rapide que prévu des crises grecque et portugaise. On a tort d'omettre que la Grèce est une pièce non négligeable du puzzle de la zone euro. D'autre part, il ne faut pas oublier que l'Italie possède déjà un taux d'endettement conséquent, avec 120 % de son PIB, ainsi qu'un déficit annuel de 4,5 %. À ce titre, elle est légèrement en avance sur nous.

La France pourrait-elle être également touchée par la crise ?

Nous nous dirigeons vers l'austérité générale en Europe. En ce qui concerne la France, elle est le prochain pays sur la liste. La question n'est donc pas de savoir si nous serons touchés, mais plutôt quand. Il faut savoir que la France possède une dette publique importante, avec 85 % de son PIB, ainsi qu'un déficit annuel de 7 %. En d'autres termes, la situation de la France est meilleure qu'en Italie, mais empire beaucoup plus vite. D'où la simple question : pourrions-nous nous permettre de ne rien décider avant la fin 2011.

Quelles sont les solutions ?

L'Italie a récemment mis en place un plan rapide d'austérité, qui a partiellement enrayeré la baisse, et apporté certaines garanties aux investisseurs. Mais il ne faut pas se leurrer. Il ne s'agit en réalité que d'une rustine qui sert uniquement à stopper l'hémorragie pendant trois jours. Pour résorber la dette, il faudrait que les membres de l'Union européenne mettent en place un véritable plan de sauvetage en accordant des prêts massifs à la Banque centrale européenne ou le Fonds de stabilité européen. Or, ces deux organes sont déjà chargés de résorber les lourdes dettes grecque et portugaise, sans compter que cette échéance demeure trop lointaine par rapport à la vitesse de la contagion de la crise.

Comment cette austérité se traduira-t-elle dans notre quotidien ?

Pour absorber cent milliards d'euros, le gouvernement français n'aura d'autre choix que d'augmenter les impôts et la TVA, comme c'est déjà le cas en Grèce, en Irlande, au Royaume-Uni ou en Espagne. Or, le plus difficile à accepter pour le contribuable reste que ces prélèvements ne financeront pas le service public, mais le remboursement de la dette, et qu'il n'en verra donc pas la couleur. Face à ces sommes énormes, la mesure actuelle de ne pas remplacer les fonctionnaires à la retraite ne pèse pas lourd.

L'euro est-il menacé ?

L'euro est clairement menacé si la Banque centrale européenne s'écroule. Cela représente à la fois le risque d'effondrement du commerce international ainsi que d'une profonde crise géopolitique, qui peut aboutir à une guerre mondiale. C'est ce qui arrive lorsque les États sont confrontés à une impossibilité d'échanger leurs marchandises, que seule une monnaie internationale saine permet.

Cette crise de la dette européenne est-elle plus forte que la crise des subprimes ?

Nous sommes toujours dans la même crise. En 2009, il s'agissait aussi d'une crise de la dette, mais privée, qui touchait des banques et provoquait leur faillite. On a espéré s'en sortir avec la croissance, mais celle-ci n'est pas au rendez-vous. Aujourd'hui, ce sont les États qui font faillite. Cette dette folle traduit simplement le fait que l'Occident vit au-dessus de ses moyens.

Un article lesechos.fr 13 juillet

La tourmente européenne en huit questions clefs. (14.07)

Atermoiements sur une nouvelle aide à la Grèce, entrée de l'Italie dans le collimateur des marchés, spéculation sur l'éclatement de la zone euro, participation des créanciers privés, rôle des agences de notation et de la BCE... «Les Echos» répondent aux grandes questions que pose actuellement cette crise qui dure.

La crise de la dette a pris une tournure préoccupante depuis que l'Italie est entrée dans la ligne de mire des marchés. Pour les investisseurs, il y a urgence : les autorités européennes doivent apporter des réponses avant la rentrée, sous peine de débâcle totale. Voici huit questions clefs pour comprendre la crise.

1/ Pourquoi l'Eurogroupe n'arrive-t-il pas à boucler le 2è plan d'aide à la Grèce ?

La participation du secteur privé, souhaitée par Berlin, a considérablement compliqué la donne.

La Grèce n'a voté son plan multi-annuel de rigueur et de privatisations 2011-2015 que le 30 juin dernier, condition sine qua non posée par ses bailleurs pour lui accorder une nouvelle aide financière. Le montant des besoins est estimé par le FMI, la BCE et la Commission européenne à 172 milliards d'euros au cours des trois prochaines années. 57 milliards -y compris les 12 milliards qui seront débloqués ces jours-ci -sont couverts par le plan d'aide de 2010. Restent 115 milliards à trouver. Si les privatisations grecques rapportent 35 milliards d'ici à 2014 comme prévu, la facture pour la zone euro et le FMI s'élève encore à 80 milliards, montant que pourrait encore lever sans difficulté le Fonds européen de stabilité financière (FESF) créé en 2010.

Le veto du Bundestag

Le blocage vient de la volonté des Allemands, appuyés par les Néerlandais et les Finlandais de faire participer les banques privées au nouveau plan d'aide. Après avoir donné leur feu vert à trois plans d'aides successifs (Grèce, Irlande, Portugal), le Bundestag a mis un veto à toute nouvelle aide qui impliquerait le seul contribuable. L'Allemagne insiste aussi pour que les créanciers privés participent à l'effort des Etats pour stabiliser la zone euro. Des négociations ont été entamées avec leurs représentants, qui se disent d'accord pour faire un effort.

Mais aucune solution n'a encore été trouvée qui évite un classement, au moins provisoire, d'une partie de la dette grecque en « défaut » par les agences de notation. Or, la BCE s'y oppose par peur des risques de contagion. Les Etats estiment toutefois qu'on peut se permettre un « défaut sélectif » dans le cadre d'un plan de sauvetage global laissant à la Grèce le temps de se redresser. Ils sont à la recherche du mixte public-privé le plus adapté : rachat d'obligations grecques décotées pour réduire la taille de la dette, prêts du FESF à plus longue échéance et à taux d'intérêt réduit, et participation ordonnée du secteur privé (« rollover »).

2/ Pourquoi l'Italie est-elle subitement devenue un maillon faible ?

L'inquiétude atteint à son tour l'Italie en raison de scandales à répétition, dont l'un fragilise Giulio Tremonti. Rome supporte le quart de la dette de la zone euro.

C'est fin mai que les vents ont commencé à tourner en Italie. Standard & Poor's pointe l'instabilité politique qui règne à Rome -les scandales sexuels et mafieux à répétition, la défaite de la droite aux municipales et aux référendums d'initiative populaire, la guerre de succession à l'approche des soixante-quinze ans de Silvio Berlusconi -pour placer la note de la dette sous surveillance. Moody's fait de même un mois plus tard, pour la même raison. Et contre toute attente, l'étincelle vient du ministre des Finances lui-même, jeudi 7 juillet, avec la révélation d'une grave affaire impliquant son bras droit, le député Marco Milanese, qui se trouve être le compagnon de la porte-parole du ministère.

Vu comme le « père la rigueur »

Le parquet enquête sur des actes de corruption et des pots-de-vin qui éclaboussent un Giulio Tremonti vu jusqu'ici comme le « père la rigueur », seul garant de la maîtrise des comptes publics et de la cohésion gouvernementale en raison de sa proximité avec les alliés de la Ligue du Nord. L'idée de sa possible démission affole les marchés, d'autant que ses rapports avec Silvio Berlusconi sont, ouvertement, au plus mal. Sur le fond, l'Italie a le triste privilège de porter sur les épaules, à elle seule, le quart de la dette publique de la zone euro (plus de 1.900 milliards d'euros). Elle fait les frais de la dégradation récente de la note du Portugal, car les bons du Trésor italien détenus par les banques allemandes, françaises et britanniques représentent un montant supérieur à celui de l'ensemble des titres que celles-ci possèdent auprès des Etats grec, portugais et irlandais. Du coup, les taux transalpins s'envolent et augmentent la charge de la dette, dégradant d'autant un déficit qui avait jusqu'ici la particularité d'être bien plus faible que dans les autres grandes économies de la zone euro.

3/ Est-ce que la Grèce joue le jeu ?

Rarement pays aura entrepris en si peu de temps semblable révolution copernicienne. Les résultats d'un tel changement ne se mesurent pas en six mois. Ce que souhaiteraient ses créanciers.

Si l'on en juge par les résultats budgétaires alignés par la Grèce, non, le gouvernement Papandréou n'a pas réalisé les efforts exigés par ses voisins européens et le FMI en échange d'un prêt de 110 milliards d'euros. Après avoir réduit de 5 points de PIB son déficit public entre 2009 et 2010, l'économie s'est mise à l'arrêt et, depuis le début 2011, les objectifs ne sont pas au rendez-vous.

Pour le premier semestre, le déficit budgétaire -indicateur plus étroit que le déficit public -a atteint 12,7 milliards d'euros au lieu des 10,3 milliards espérés. En cause, à la fois la hausse des dépenses publiques (+ 8,8 % par rapport au premier semestre 2010) et la baisse des revenus (-8,3 %). D'où les cris d'orfraie des gouvernements de la zone euro et, hier, de Christine Lagarde, directrice générale du FMI, sur le thème : « *Les Grecs ne font pas assez d'efforts.* »

Des efforts trop intenses

Une autre lecture des chiffres permet de faire valoir que les efforts imposés à la Grèce sont trop intenses et concentrés dans le temps pour porter leurs fruits rapidement. Les Grecs ont lancé une vaste et profonde réforme de leur économie : outre la réduction des salaires et des retraites des fonctionnaires, le secteur public a été réduit et l'emploi public rationalisé. La TVA a été relevée de 4 points tandis que l'Etat s'est engagé dans une lutte sans merci contre l'évasion fiscale.

Une loi de privatisation a été votée qui prévoit des recettes de 50 milliards d'euros d'ici à 2015 et les entraves à la concurrence dans les professions réglementées supprimées. L'administration territoriale a été entièrement refondue. Le système des retraites a été réformé. Reste que tout cela demande du temps à produire ses effets. Les créanciers de la Grèce sont pressés et inquiets. D'où le bras de fer qui s'accroît entre Athènes et ses créanciers dont on ne sait pas qui sortira gagnant.

4/ Le Fonds de stabilité sert-il à quelque chose ?

Longtemps limité dans son utilisation, le FESF pourrait voir enfin son rôle s'accroître.

En mai 2010, dans la foulée du premier plan d'aide à la Grèce de 110 milliards décidé dans l'urgence, les pays européens ont mis sur pied le Fonds européen de stabilité financière (FESF). Il avait été alors présenté comme le fonds de secours de la zone euro pour parer à toute crise de financement d'un Etat membre. Mobilisé pour aider l'Irlande et le Portugal, il n'a pour l'instant levé que 13 milliards d'euros et prêté 9,5 milliards à ces pays. Sa capacité d'intervention est donc encore importante et les ministres des Finances ont signé lundi le traité créant le Mécanisme européen de stabilité, qui le remplacera en juillet 2013, une fois toutes les procédures de ratification achevées.

Une utilisation assouplie

Néanmoins la mobilisation du FESF n'est pas facile. Dès l'hiver dernier, la Commission européenne avait réclamé qu'il puisse être utilisé de façon plus souple et que sa force de frappe soit renforcée. Après de

longues discussions, les Etats ont accepté de doubler leurs garanties pour porter la capacité réelle de prêts du fonds à 440 milliards d'euros et ils l'ont autorisé à acheter des obligations émises par un pays sous assistance afin de l'aider à revenir sur les marchés. Néanmoins, ils avaient refusé qu'il puisse racheter des obligations sur le marché secondaire, afin d'aider préventivement les pays attaqués.

Lundi, lors de la réunion de l'Eurogroupe, les gouvernements ont semblé prêts à revenir sur cette décision, acceptant « d'étendre la flexibilité et l'ampleur du FESF, d'allonger la durée des prêts et de réduire les taux d'intérêt, y compris avec des prises de garanties si nécessaire ». Une manière d'ouvrir le jeu, afin que le FESF, qui participera au nouveau plan d'aide à la Grèce, puisse rebâtir un financement à plus long terme et avec des taux d'intérêt moins élevés pour la Grèce et pour qu'il puisse racheter des obligations grecques décotées ou, au moins, prêter à la Grèce afin qu'elle le fasse (« bonds buy-back »). Ce qui permettrait à Athènes de réduire le volume de sa dette et de s'engager sur un chemin plus soutenable sur la durée.

5/ Qui spéculé sur l'éclatement de la zone euro ?

Les « hedge funds » sont pointés du doigt. Mais pour les milieux financiers, il y a de vraies raisons de s'inquiéter et la spéculation n'a qu'un faible impact. Certains grands investisseurs auraient allégé leurs positions.

Comme souvent lorsque les marchés dérapent, les milieux politiques pointent du doigt les spéculateurs, et notamment les « *hedge funds* ». La perception des acteurs de marché est souvent très différente. « *Il y a eu des rumeurs* » d'attaques de « *hedge funds* », reconnaît Jonathan Cloke, gérant chez Legal & General. « *Ceux-ci auraient senti que beaucoup d'investisseurs jouaient les hauts rendements de la dette italienne en pensant qu'il n'y avait pas trop de danger à le faire. Les « hedge » ont pensé que cette certitude pouvait être remise en cause sur les marchés et auraient décidé d'alléger leur position sur la dette italienne.* » Les investisseurs fondamentaux auraient emboîté le pas aux « *hedge funds* » à partir de vendredi. Car, pour ce gérant londonien, il y a des raisons fondamentales d'être inquiet.

Manque de coordination

« *Il ne nous semble pas qu'une grande partie des intervenants mette en place des mécanismes de spéculation ; nous voyons surtout des investisseurs couvrir leur position ou les alléger, parce qu'une catastrophe du type de la faillite de Lehman Brothers et d'AIG est perçue comme possible alors que les dirigeants européens n'arrivent pas à se coordonner* », renchérit Chris Bullock, gérant de dette d'entreprise européenne chez Henderson. Il est vrai que le scénario d'un défaut de dette souveraine est devenu envisageable. « *Pour tous les investisseurs qui ont acheté des actions, du crédit d'entreprises et de la dette souveraine, cela change toute l'équation macroéconomique. Il faut réduire ses positions et cela crée des gros mouvements contre l'euro* », note David Deddouche, stratège devise à la Société Générale. Pimco, le plus gros gestionnaire obligataire au monde, assure de son côté ne pas avoir changé sa vision sur l'Espagne et l'Italie, même s'il reconnaît des risques. « *Nous pensons que ces pays sont solvables à long terme* », indique Andrew Bosomworth, l'un des responsables de Pimco à Munich.

6/ Et si la Grèce faisait défaut sur sa dette ?

Ce scénario affole les marchés. Car les risques de contagion, par de nombreux canaux, seraient énormes.

Faute d'un nouveau plan de sauvetage, la Grèce sera en défaut de paiement. Autrement dit, elle sera dans l'incapacité d'honorer le remboursement des emprunts qui arrivent à échéance. C'est cette hypothèse, encore jugée improbable il y a trois mois, qui affole les marchés depuis quelques jours. Car les risques de contagion, par de nombreux canaux, seraient considérables.

Le système bancaire à terre

D'abord, un défaut ne résoudrait pas les problèmes grecs. Il permettrait ipso facto de réduire le ratio de dette publique. Mais le pays se priverait de tout financement, aussi bien auprès des investisseurs privés que des créanciers publics (Europe, FMI). Un défaut signifierait probablement une sortie de la zone euro et un retour à la drachme. Mais ses gains de compétitivité seraient vite obérés par le surcroît d'inflation et l'effondrement

de son système bancaire. Ensuite, le signal envoyé aux autres pays les plus fragiles serait calamiteux : un défaut de la Grèce aurait un effet de contagion immédiat sur le Portugal et l'Irlande, leur coupant durablement tout accès aux marchés de capitaux. L'Espagne et l'Italie risqueraient de voir leur coût de financement s'envoler.

Enfin, le système bancaire grec serait à terre. Les banques européennes, notamment les françaises et les allemandes, seraient déstabilisées, même si les risques sont souvent surestimés, selon plusieurs experts. La BCE serait elle-même lourdement impactée : elle détient 45 milliards de dette grecque, soit 15 % de l'encours, et accorde aux banques du pays quelque 90 milliards d'euros de refinancement...

7/ Quelle implication pour les investisseurs privés ?

Alors que le plan français semble retoqué, les rachats de dette grecque sont à l'ordre du jour.

Il y a une semaine, le plan de la Fédération bancaire française tenait la corde. Sa philosophie ? Les banques s'engageaient volontairement à maintenir une partie de leur exposition à la dette grecque pendant trente ans, moyennant une garantie sur le « *principal* ». Mais les agences de notation ont prévenu qu'elles décrèteraient un « *défait* » sur certains titres de dette grecque et sur la Grèce. D'où une opposition de la Banque centrale européenne (BCE) qui refuse d'accepter des obligations en « *défait* » comme garantie de ses prêts.

Conditions très sévères

Le plan français a surtout un défaut majeur : il ne résout pas le problème de solvabilité de la Grèce. Les conditions évoquées (jusqu'à 8 % de taux d'intérêt imposé à Athènes) sont même très sévères. C'est sur ce point que la proposition de rachats de dette grecque à prix décoté -déjà évoquée au début de la crise - apporte un plus : si la Grèce achète les titres qu'elle a émis à un prix inférieur à leur valeur faciale (par exemple 70 au lieu de 100), elle réduit sa dette (de 30). Les investisseurs pourraient, eux, se débarrasser de leurs titres, surtout si on leur permet de vendre au-dessus du prix de marché actuel.

Le Fonds de stabilité (FESF) peut lever de la dette pour Athènes, qui utilise cet argent pour racheter ses titres, ou acheter lui-même les obligations sur le marché secondaire. Un changement de statut du FESF est alors nécessaire. Mais un rachat pose aussi des problèmes : si cela se fait sur la base d'enchères, le prix des titres risque de remonter, ce qui réduit l'intérêt pour Athènes. « Et si les autorités forcent le rachat pour maximiser les bénéfices pour la Grèce, cela constituera un défaut et surtout déclenchera les CDS « *credit default swaps* » », prédit Evolution Securities. Le casse-tête n'est pas fini.

8/ Comment passer outre les agences de notation ?

Un classement en « *défait sélectif* » de la Grèce aurait de fortes répercussions. Mais il est possible de faire avec.

Jan Kees de Jager, le ministre des Finances néerlandais, le reconnaît, un « *défait sélectif* » de la Grèce est envisageable : « La BCE a répété qu'elle n'en voulait pas, mais les 17 ministres (de la zone euro) ne peuvent plus l'exclure. »

Qu'est-ce qu'un défaut sélectif ? Standard & Poor's, Fitch et Moody's ont des définitions différentes. Les deux premiers distinguent le SD (« *selective default* »), qui correspond à un défaut de paiement sur une partie de la dette, et le D, qui correspond à un défaut sur la totalité de la dette. Moody's a une approche plus restrictive. Si une ou plusieurs agences devait déclarer un SD sur la Grèce, les conséquences seraient très importantes. Les banques seraient sans doute tenues de constater des pertes dans leurs portefeuilles à la suite de tests de dépréciation. Et la BCE risquerait de ne plus accepter des titres grecs en garantie. Sauf subterfuges.

« Nous sommes dans des terres inconnues, mais il est possible que la BCE continue d'accepter des titres grecs en collatéral bien qu'une agence comme S&P ait déclaré un SD. Il y a plusieurs options : se baser sur la note d'une seule agence qui ne classe pas la Grèce en défaut -Moody's par exemple, sortir du chapeau une quatrième agence : DBRS. Cette agence canadienne dont les notations sont susceptibles d'être

utilisées par la BCE pourrait noter la Grèce pour la première fois et ne pas déclarer de défaut », avance l'économiste Norbert Gaillard.

Et puis il y a une solution en dehors des marchés. « *Un pool de banquiers privés pourrait accorder un prêt classique à la Grèce. On sortirait alors de la logique des agences puisqu'elles ne notent pas les prêts classiques.* » Mardi soir, Moody's a en tout cas abaissé d'un cran une note de la dette souveraine. Celle de l'Irlande, reléguée à Ba1.

Un article slateafrrique.com 15 juillet

L'industrie africaine ne pèse pas lourd. (16.07)

L'industrie est un des moteurs du développement économique. Mais à en croire le rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) qui vient de sortir, celui-ci est grippé en Afrique.

Citant l'étude, Sénégal Business souligne que la place de l'industrie dans le PIB du continent dépassait à peine les 10% en 2008. Pire, ce pourcentage est en recul par rapport à l'année 2000, où il s'élevait à 12,8% du PIB. Et ce trou concerne toutes les sous-régions du continent, y compris le Maghreb et l'Afrique australe:

«Un certain nombre [...] de pays parmi lesquels certains (comme le Sénégal), malgré leur niveau passé de production manufacturière élevée, ont connu durant les 20 dernières années un ralentissement de la croissance industrielle», explique Nobert Lebale, le rapporteur sénégalais de la Cnuced.

Ce résultat s'explique d'abord par les spécificités de l'industrie africaine formée majoritairement de petites voire de micro-unités (les grandes entreprises sont étrangères ou publiques) et dominée par le secteur informel. Au Kenya, par exemple, les entreprises informelles pèsent pour 83% des emplois du secteur manufacturier.

Or, le rapport montre que l'économie parallèle, pour des raisons évidentes, ne génère pas d'entreprises de taille moyenne. D'où un tissu industriel dont le développement est lent et inadapté à la concurrence internationale.

C'est une véritable mutation que doit engager l'Afrique, en commençant par sa politique industrielle qui, depuis 40 ans, relate Sénégal Business, s'est révélée infructueuse. Le rapport de la Cnuced préconise selon RFI *«l'adoption d'une approche pratique et bien conçue de l'industrialisation»* par chaque pays africain.

Constatant que l'industrie africaine est encore dominée par le secteur de l'extraction, le rapport met l'accent sur l'industrie manufacturière. Ce secteur, également en recul durant la dernière décennie, est stratégique, car il est source d'emplois, d'innovations et produit d'importants effets d'entraînement sur le reste de l'économie par les services bancaires, d'assurances, et de communication qu'il utilise.

Aujourd'hui, ces industries ne pèsent que pour 1% de la production manufacturière mondiale, indique Sénégal Business —alors que la part de l'Asie s'élève à 25%.

«L'industrie africaine n'est pas condamnée et dispose d'énormes potentialités», affirme cependant Norbert Lebale au quotidien Le Soleil.

A commencer par le marché intérieur du continent, dont la croissance démographique est forte. RFI note d'ailleurs que les produits manufacturés constituaient déjà, en 2009, 40% des exportations intra-africaines.

Un article de Rue89.com 15 juillet

Schivardi privé de couvre-feu : « L'Etat abandonne ses jeunes ! ». (16.07)

Instaurer un couvre-feu à 22 heures pour les mineurs de moins de 17 ans dans son village de 441 habitants, voilà l'idée radicale qu'a eu le maire de Mailhac (Aude), Gérard Schivardi. Une décision prise le 19 mai, après plusieurs affaires : des comas éthyliques et un viol.

Seulement voilà, l'arrêté municipal a été considéré comme illégal par la préfecture de l'Aude. La sous-préfète de Narbonne, Marie-Paule Bardèche, l'a fait savoir à Schivardi lundi.

Motif ? En vertu d'une jurisprudence du Conseil d'Etat, le couvre-feu n'est possible que pour les mineurs de moins de 13 ans. Lui trouve cette limite d'âge « *stupide* ». Et, contacté par Rue89, assume totalement sa décision :

« Depuis janvier, des BMW venues de Narbonne tournaient dans le village et ramenaient de la drogue et de l'alcool à Mailhac. Comme il y a beaucoup de surveillance en ville, les dealers se rabattent dans les communes. »

« Puis une fillette de 13 ans a été violée par un adulte extérieur au village. J'ai agi car les enfants, c'est sacré. Il faut les protéger. »

A Mailhac, aucun fait de délinquance de mineurs la nuit

Mais l'ancien candidat des maires à la présidentielle de 2007, alors soutenu par le Parti des travailleurs, n'a pas le droit de son côté. Lui préfère dire qu'il ne savait pas. La sous-préfète a téléphoné au maire pour lui demander d'annuler l'arrêté, sous peine de poursuites judiciaires. Jointe par Rue89, Marie-Paule Bardèche explique pourquoi le couvre-feu de Schivardi était illégal :

« Outre le problème d'âge, un couvre-feu doit être limité dans le temps et dans l'espace. Cela n'était pas le cas. Et Mailhac est une petite commune. Des faits de délinquance existent, mais les plaintes enregistrées concernant les mineurs sont peu nombreuses. Et aucun ne s'est déroulé pendant la nuit. Une patrouille de gendarmes circule entre Mailhac et Ginestat chaque nuit. »

Autrement dit, il n'y avait pas de raison valable pour instaurer une telle mesure. Une annulation que Schivardi ne digère pas :

« L'Etat abandonne ses jeunes. Et pourtant la jeunesse d'aujourd'hui, c'est un sacré problème. Il faudrait leur donner des cours de morale. »

Le soutien d'Alain Soral ? « *Ça ne me dérange pas* »

Schivardi aurait-il viré de bord ? Dans son combat pour la sécurité du village, il a reçu le soutien d'Egalité et réconciliation, l'association d'extrême-droite animée par Alain Soral. Rien d'encombrant pour Schivardi, qui se qualifie d'« *homme de gauche* » :

« Si des gens de droite et d'extrême droite soutiennent cet arrêté, c'est peut-être que cette idée là n'est pas si mauvaise pour protéger les enfants. A titre personnel, ça ne me dérange pas. J'aurai bien aimé que la so-disante gauche le fasse aussi. »

Seulement, instaurer un couvre-feu n'est pas une décision banale. Il s'agit d'une restriction des libertés fondamentales. Et le maire a des prérogatives alternatives : il peut convoquer les familles, effectuer un rappel à l'ordre et signaler au procureur les mineurs qu'il estime en danger. La sous-préfète le lui a d'ailleurs rappelé.

Schivardi n'en a cure. Pour lui, c'est « *du grand pipeau* », une façon de ne pas régler le problème de la sécurité. Il voulait, à l'instar du maire de Mazamet (Tarn), une commune de 10 000 habitants, instaurer un

couvre-feu estival. Sauf qu'à Mazamet, l'interdiction de circuler entre 22 heures et 6 heures ne concerne que les mineurs de moins de 13 ans, et est donc légale.

Les habitants de Mailhac étaient plutôt d'accord. Sauf un, qui l'a traité de « facho ». Et quelques jeunes, qui, d'après le Midi Libre, trouvaient ça « chiant ».

« *« Depuis le 19 mai, le calme était revenu. L'arrêté a pris fin le 11 juillet à 14 heures. Vers minuit, on m'a signalé l'arrivée d'une première voiture », s'énerve le maire de Mailhac. Il laisse désormais « l'entière responsabilité aux parents de surveiller leurs enfants». »*

Futur candidat du Parti ouvrier indépendant ?

S'il jure ne pas avoir eu « *d'arrières pensées politiques* » en instaurant un tel arrêté, la proximité des échéances électorales laisse émerger un doute. Le 3 octobre, le Parti ouvrier indépendant, qui a succédé en 2008 au feu Parti des travailleurs, se réunit pour décider s'il présente un candidat en 2012. Et Gérard Schivardi est intéressé :

« *Je ne dis pas non. Si les militants le souhaitent, j'irai.* »

D'ailleurs, il s'empare avec facilité de l'habit de candidat. Rebondissant sur son positionnement politique, il se montre un brin provocateur.

« *L'euro, j'étais contre, en 2007. Je constate que le FN a repris cela dans son programme.* »

Il considère la crise économique comme la plus grande catastrophe depuis cinquante ans, prédit « *une crise énorme à la fin de l'année 2011* », veut sortir de l'Union européenne et décrit les programmes de la droite et la gauche comme « *bidons* ». Autant de raisons qui l'incitent à vouloir se lancer de nouveau. En 2007, le candidat avait obtenu 0,34% des voix au premier tour.

Complément

"Je suis écoeuré. Alors que le calme complet était revenu, les gens étaient satisfaits, on nous oblige à annuler l'arrêté. C'est pas normal. On avait pourtant trouvé une solution qui ne coûtait rien. Nous sommes abandonnés par l'Etat", a dénoncé M. Schivardi. (lefigaro.fr 14.07)

Commentaire d'un internaute :

- Attention: la réaction de la sous-préfecture est normale et logique; elle applique les directives du gouvernement, qui a toujours eu pour politique d'entretenir voire d'encourager la délinquance, afin de mieux assujétir la population.

Un article slate.fr 18 juillet

Les 29 établissements plus riches que les Etats-Unis. (19.07)

La dette américaine atteint des sommets cet été. La trésorerie des Etats-Unis est passée en juillet de 130 milliards à 39 milliards de dollars, explique le blog zerohedge.com. Les Echos soulignent que le plafond de dette américain autorisé devrait d'ailleurs être atteint le 2 août, s'il n'est pas relevé.

Alors que la hausse de ce plafond fait l'objet de houleux débats au sein du Congrès, le centre d'analyses économiques Capital IQ en a profité pour dresser la liste des sociétés qui disposent de plus d'argent que les Etats-Unis, à la mi-juillet. Selon ses comptes, il y en aurait vingt-neuf au total.

Sans trop de surprise, deux des établissements du top 3 sont des banques chinoises. Mais les banques américaines ne sont pas loin derrière: Bank of America se retrouve en troisième position, JP Morgan Chase et Morgan Stanley en sixième et septième place respectivement. Quelques européens sont également bien classés, comme le Crédit Suisse, la Royal Bank of Scotland, Deutsche Bank ou Santander.

Plus inattendu, l'«american dream» de Freddie Mac, qui avait dû être sauvé par le gouvernement américain au moment de la crise financière. Il se retrouve aujourd'hui dans le classement des établissements plus riches que le Trésor américain avec 72 milliards de dollars à son actif, comme le souligne la Tribune.

La plupart des entreprises du classement sont des établissements financiers. Aucune d'entre elles n'est française.

Classement:

Nom de la société (Cash et Equivalents en millier de millions de dollars)

Industrial and Commercial Bank of China Ltd (416.501,7)

Agricultural Bank of China (362.280,0)

Bank of America Corporation (331.598,0)

China Construction Bank Corporation (316.802,9)

Credit Suisse Group (303.297,7)

JP Morgan Chase & Co (243.828,0)

Morgan Stanley(215.531,0)

Barclays Plc (201,561.4)

Royal Bank of Scotland Group (190.827,4)

Deutsche Bank AG (125.213,1)

Banco Santander SA (121.968,4)

Mizuho Financial Group, Inc. (120.085,8)

UBS AG (105.096,6)

Bank of China (101. 192,5)

Lloyds Banking Group plc (86.967,3)

Gujarat Automotive Gears Ltd (86.942,4)

General Electric Co. (72.090,0)

Freddie Mac (71.754,0)

HSBC Holdings plc (71.754,0)

Sumimoto Mitsui Financial Group Plc (68.124,0)

National Australia Bank Limited(61.949,8)

Standard Chartered Plc (59.734,0)

Mitsubishi UFJ Financial Group (59.362,6)

Shanghai Pudong Development Bank Co. (52.190,7)

Federal National Mortgage Association (46.081,0)

DnB Nor ASA (46.021,5)

The Goldman Sachs Group, Inc. (42.683,0)

Berkshire Hathaway Inc. (41.178,0)

Aviva plc (39.745,5)

Trésor US (39.416,0)

Un article du Monde.fr 19 juillet

"L'Humanité" une fois encore "le dos au mur". (20.07)

Patrick Le Hyaric ne mâche pas ses mots. Pour le directeur de L'Humanité, *"la situation faite à la presse écrite aujourd'hui est proprement insupportable. On nous diminue les aides publiques. Les journaux sont de moins en moins bien distribués par La Poste et arrivent chez les abonnés avec du retard. Le paysage de la presse est en train d'être dévasté..."*

Le quotidien fondé par Jean Jaurès vient, en ce mois de juillet, de présenter ses comptes annuels à ses lecteurs. Ils sont à nouveau dans le rouge, avec une perte de 1,9 million d'euros. La diffusion est pourtant en très légère progression de 0,6 %, à 48 118 exemplaires vendus en moyenne en 2010 (source OJD, diffusion France payée).

Mais le journal a dû faire face à plusieurs difficultés, notamment un recul de 500 000 euros des recettes publicitaires et une baisse de 600 000 euros des aides à la presse. Traditionnellement, L'Humanité est l'un des principaux bénéficiaires du fonds d'aide aux quotidiens nationaux à faibles ressources publicitaires. Selon M. Le Hyaric, la somme accordée à celui-ci a baissé en 2010, passant de 13 à 9 millions d'euros.

La Fête de L'Humanité, qui représente 8 % d'un chiffre d'affaires total de 40 millions d'euros, a été également déficitaire en 2010, de plus de 250 000 euros, alors qu'elle était à l'équilibre en 2009. *"Nous faisons une fête populaire, insiste M. Le Hyaric. Le ticket d'entrée est à 20 euros, et c'est déjà cher pour certaines familles. Nous ne pouvons pas nous aligner sur le modèle économique d'un festival, avec des places à 50 euros. Or, le cachet des artistes a augmenté, nous ne pouvons pas suivre au prix du marché. La Fête de L'Humanité est une initiative à la fois culturelle, citoyenne, politique et festive, et il faut conserver cette spécificité."*

Dans une lettre ouverte à ses lecteurs, le directeur constate que *"L'Humanité est une nouvelle fois le dos au mur, après avoir déjà fait beaucoup d'efforts de rigueur et d'économie."* Cette année, la pagination a baissé ; le prix de vente est passé de 1,30 à 1,40 euro au mois de mars ; l'édition du samedi a été supprimée. Le quotidien a cessé de paraître les jours fériés, comme récemment le 14 juillet, toujours dans l'optique de faire des économies. Il a lancé un appel à souscription auprès de ses lecteurs. Déjà, plus de 650 000 euros de dons ont été versés depuis le début de l'année.

L'Humanité emploie 62 journalistes, tandis que l'hebdomadaire L'Humanité dimanche en compte 17. Celui-ci s'en tire mieux que le quotidien, avec une diffusion de 81 000 exemplaires. Le capital de l'entreprise est réparti entre les anciens dirigeants du titre (30 %), les sociétés de personnels (10 %), les lecteurs (20 %) et divers "amis". *"Il faut trouver le moyen d'augmenter la diffusion, et c'est un défi très difficile aujourd'hui, souligne M. Le Hyaric. Nous voulons aussi augmenter les recettes publicitaires."*

Le directeur de L'Humanité souligne que son journal a un rôle essentiel à jouer en tant qu'*"élément historiquement constitutif du pluralisme de la presse dans notre pays"*. *"Plus que jamais, en effet, les informations honnêtes, les débats, les confrontations d'idées sont nécessaires aux citoyens pour maîtriser leur avenir."*

Dans ce contexte, M. Le Hyaric est révolté par le sort fait à la presse et notamment par la baisse des aides de l'Etat. *"Nous n'avons pas de modèle économique pour les journaux. Or, il n'y a pas de vrai pluralisme sans cette presse écrite. C'est un problème qui est posé à la société tout entière."*

Commentaire : Ah que en voilà un journal ouvrier financé par l'Etat et les patrons (publicité) ! Et le PCF, devinez ?

Un article de liberation.fr 19 juillet

Le Conseil d'Etat dépoussière la loi de 1905. (20.07)

«*Ni obsolescence, ni inadaptation: la loi de 1905 reste pleinement opérante!*». Cette affirmation, le vice-président du Conseil d'Etat Jean-Marc Sauvé l'a martelée mardi après-midi, au moment de détailler les décisions rendues dans plusieurs affaires touchant aux relations entre Eglises et collectivités. Avec un sourire malicieux, sans doute à l'adresse des partisans d'une réforme du texte, vieux de 106 ans : «*La loi de 1905 n'est pas enrayée, elle permet toujours de régler les problèmes posés par le libre exercice des cultes*». La preuve en cinq cas d'école.

Orgue, ascenseur et salle polyvalente

Il y a Trélazé, cette commune du Maine-et-Loire, à laquelle un administré reproche d'avoir acquis un orgue destiné à la paroisse locale. A Lyon, une association conteste l'installation par la mairie d'un ascenseur facilitant l'accès à la basilique de Fourvière. Au Mans, c'est l'aménagement d'un abattoir de moutons, principalement pour les musulmans fêtant l'Aïd-el-Kébir, qui pose question. A Montpellier, le conseil municipal avait-il le droit de mettre une salle polyvalente à disposition du culte musulman ? Enfin, le Conseil d'Etat devait également étudier le cas d'un bail emphytéotique (pour 99 ans et un euro symbolique par an) entre la mairie de Montreuil et une association religieuse, en vue de la construction d'une mosquée.

Financement caché du culte par l'autorité publique ? En fait, dans tous les cas, l'institution a donné raison aux collectivités, manifestant ainsi une conception plutôt libérale de la loi de 1905. Ainsi, les municipalités «*peuvent financer des projets en rapport avec des édifices ou des pratiques cultuels*», à condition de respecter la neutralité à l'égard des cultes, de ne pas raser gratis et de constater l'existence d'un «*intérêt public local*», d'ordre culturel, économique ou encore hygiénique.

En clair, si la basilique de Fourvière est un édifice religieux, c'est aussi le premier site touristique de Rhône-Alpes : la mairie de Lyon peut donc y installer son ascenseur. L'orgue de Trélazé, lui, peut également servir à des cours de musiques ou des concerts ouverts à tous : financement public autorisé, à condition que l'autorité religieuse en assure une part selon son usage propre. Quant à l'aménagement d'un abattoir, principalement pour les musulmans, il se justifie par des raisons de «*salubrité et de santé publique*».

Des litiges en augmentation

De même, a rappelé le Conseil d'Etat, une commune peut «*permettre l'utilisation d'un local qui lui appartient pour l'exercice d'un culte*». Sous réserve, toujours, que «*les conditions financières excluent toute libéralité*» [gratuité]. Plus encore : une commune ne peut refuser l'utilisation de l'un de ses locaux à des fins religieuses.

Enfin, l'institution a validé le principe des baux emphytéotiques, qui permettent de louer un terrain à une association religieuse pour une très longue durée et un prix minime, afin d'y construire un lieu de culte. Une pratique contre laquelle s'était élevée Marine Le Pen, pour qui il s'agit d'une «*violation de la loi de 1905*». «*Sait-on que 450 églises ont été construites grâce à ce système depuis 1905?*», questionne, souriant, Jean-Marc Sauvé.

Cette éclaircissement de la loi intervient alors que de plus en plus de dossiers similaires parviennent au Conseil d'Etat. «*Il y a depuis deux ou trois ans une augmentation du nombre de litiges sur les aides financières de collectivités à des projets liés aux cultes religieux*», explique Jean-Marc Sauvé. «*Signe d'une société française qui s'est complexifiée, avec l'émergence d'autres religions, les nouveaux pouvoirs des collectivités. Signe aussi d'un recours plus fréquent au juge sur ces questions*».

Commentaire.

Depuis l'arrivée au pouvoir du chanoine de Latran bien des maires sont encouragés ou tentés de contourner ou violer cette loi voilà tout. L'amalgame entre culte et culture est si facile à faire...

Maintenant que les maires du genre de Schivardi ne viennent pas dire demain qu'ils ne savaient pas qu'*"une commune ne peut refuser l'utilisation de l'un de ses locaux à des fins religieuses"*.

Il y en a qui vouent un véritable culte à la laïcité, un principe que reprennent à leur compte toutes les idéologies notons au passage, autrement dit, qui transcende les frontières entre les classes et permet en son nom de s'adonner discrètement à la collaboration de classes.

Nous le défendons parce que nous estimons que chacun est libre de croire ou ne pas croire en fonction de ses convictions intimes, tandis que ses opposants voudraient nous imposer de croire au lieu de savoir, ce qui est évidemment inacceptable.

Un article liberation.fr 22 juillet

Sur le terrain politique, les jeunes jouent collectifs. (24.07)

Il date du printemps dernier et a fleuri sur les trottoirs et les façades d'immeuble. Né le 21 avril, le slogan «2012 même pas peur» s'est disséminé dans les grandes villes de France. Initiée par AnimaFac, le réseau national d'associations étudiantes, cette campagne civique visait à dénoncer les risques d'un «climat anxigène» à l'orée de la campagne présidentielle. A la date anniversaire de la qualification de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle de 2002, AnimaFac souhaitait aussi faire reprendre aux jeunes le goût du jeu politique. Un objectif qui ne manque pas d'ambition.

Moins de 3% des jeunes Français seraient adhérents d'un parti politique. En tout et pour tout, la dizaine de mouvements de jeunesse des grands partis politiques réunit 65 000 jeunes. Une goutte d'eau compte tenu du fait que les 18-25 ans représentent 15% du corps électoral. Pourtant, contrairement à une idée reçue, les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas moins politisés que leurs parents. Ils le seraient différemment et davantage. Selon une étude de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire parue en novembre, la part des 18-29 ans qui se disent «très intéressés» par la politique a doublé entre 1999 et 2008, passant de 6% à 12%. Plus largement, ils étaient 41% en 2008 à se dire «très» ou «assez» intéressés par la politique. En 1999, ils n'étaient que 28%. «Les jeunes ne s'intéressent pas moins à la politique, analyse Valérie Becquet, maître de conférence en sociologie à l'université de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise). En revanche, ils ont une lecture beaucoup plus critique des partis et des institutions politiques que les générations précédentes. Ils ont l'impression que les partis ne sont pas tournés vers leurs intérêts ou qu'ils sont incapables de produire un véritable changement social.» Le sociologue Guy Groux précise : «Ce sont les manières de protester qui changent. Les jeunes restent politiquement très réactifs dès l'instant qu'une situation rencontre leurs préoccupations.»

Boom. Dans la pratique, ce sont les collectifs qui raflent la mise. Des associations militantes avec une structure moins hiérarchisée, des modes d'action parfois ludiques et souvent médiatiques, des thématiques très sectorisées : l'attrait qu'ils suscitent est sans commune mesure avec les grand-messes politiques et syndicales d'hier. Pour Guy Groux, le boom des collectifs est surtout symptomatique «d'un engagement moins permanent, lié à une logique pragmatique. On se mobilise ponctuellement pour une cause bien précise, là où l'engagement politique marquait autrefois l'ensemble d'une vie». A chacun son combat : le désormais célèbre collectif Jeudi noir a fait de la cherté des loyers son cheval de bataille. Le mouvement Génération précaire milite contre l'exploitation des stagiaires. Une sorte de militantisme à la carte : on s'implique dans un collectif comme on choisit de verser chaque mois un don à la Croix-Rouge, Aides ou WWF.

Offre. La nébuleuse des collectifs trouve tout de même un point commun à travers de valeurs humanistes : solidarité, égalité, antiracisme, etc. Le militant de situation ne se bat plus pour «le grand soir» mais plutôt pour de «petits matins». «On lutte pour des causes identifiables et surtout concrètes, où l'on voit la finalité de son action, reprend Valérie Becquet. On a clairement un sentiment d'utilité en distribuant des repas à des immigrés sous le coup d'une expulsion. On l'a beaucoup moins à débattre sur des grands thèmes de société.» «La fragilité du positionnement des partis sur l'échiquier - les extrêmes mis à part - joue dans cette évolution», poursuit la sociologue. L'offre de moins en moins claire et de plus en plus consensuelle des partis exacerbe la méfiance envers un monde politique perçu comme homogène. «La défiance envers les partis politiques se transforme en confiance à l'avantage d'associations militantes qui jouissent d'une image plus favorable», souligne Valérie Becquet. Une image qu'elle estime d'ailleurs en partie trompeuse : «Ces collectifs donnent l'apparence d'être gouvernés de façon plus démocratique que les partis alors que ce n'est pas forcément le cas...» «Même au sein des partis qui se disent les plus démocratiques, l'espace de dialogue libéré est limité», confirme Mathieu (1), qui a déserté le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon pour cette raison. «Les cadres ne nous suivent pas sur les thèmes comme la lutte contre le racisme, car ils ne sont pas directement parties prenantes de la ligne politique en vigueur.» «Soit tu rentres bien sagement dans le moule, soit tu vas voir ailleurs. Moi, je suis allé voir ailleurs», renchérit Guillaume, ex-membre des Jeunes socialistes. «Les jeunes ont la volonté de s'engager, mais ils ont aussi la volonté de garder la maîtrise de leur engagement, estime Guy Groux. En militant dans des collectifs, ils ont le sentiment d'agir, mais sans l'aspect autoritaire ou du moins la structure pyramidale des partis.»

Du côté des partis, pas question de considérer ces collectifs comme des adversaires ou des concurrents potentiels. Ils préfèrent y voir une forme de militantisme complémentaire à leur action. «Un parti se bat pour

une vision complète de la société, souligne Marie Toussaint, cosecrétaire fédérale des Jeunes écologistes. Les collectifs s'attaquent à des thèmes bien particuliers, comme les problèmes de logement. Ça ne nous empêche pas de prendre part aux combats menés par les collectifs.»«Les collectifs sont plutôt issus de mouvements de gauche, mais c'est toujours une excellente chose de voir les jeunes s'engager dans le débat public», concède Benjamin Lancar, président des Jeunes populaires, les jeunes de l'UMP. Pour Marie Toussaint, le fait de ne pas être officiellement marqué politiquement peut d'ailleurs être un avantage pour mener certains combats : «Un groupe de citoyens qui se présente comme apolitique ne sera pas confronté à une rhétorique politicarde un peu factice qui consiste à contrer des arguments juste parce qu'on n'est pas du même bord politique.»

Un article lepoint.fr du 27 juillet

Interview de Jean-Claude Trichet, président de la BCE. (28.07)

(Titre de l'article du Point : *Trichet : "Jamais il n'a été question de faire sortir la Grèce de l'euro"*)

Le patron de la Banque centrale européenne livre sa vérité au "Point" sur la tempête financière du siècle.

Le vendredi 22 juillet au matin, Jean-Claude Trichet, président de la Banque centrale européenne, est là, dans son bureau du 35e étage qui domine Francfort. Un peu fatigué, mais à pied d'oeuvre, déjà, après avoir parcouru en voiture dans la nuit les 400 kilomètres pour rentrer de Bruxelles, où s'est tenu la veille un sommet des chefs d'État décisif pour sauver la Grèce et empêcher la contagion aux autres pays de la zone euro. Jean-Claude Trichet, le moine-soldat de l'euro, livre ses confidences au Point après la réunion du 21 juillet.

Le Point : Après le sommet de Bruxelles, l'euro est donc sauvé ?

Jean-Claude Trichet : L'euro lui-même, la monnaie, n'a jamais été menacé. La question posée était celle de la stabilité financière de la zone euro du fait des problèmes budgétaires de la Grèce, pas celle de la monnaie unique. L'euro n'est pas contesté, il est stable, crédible, solide. L'euro a conservé sa valeur depuis plus de douze ans. La Banque centrale européenne est une ancre de stabilité et de confiance, ce qui est très important, particulièrement dans une période agitée et difficile.

Oui, mais les pays en difficulté de la zone ne menacent-ils pas la monnaie unique ?

La tension observée sur les risques souverains n'est pas seulement un problème européen, c'est un problème mondial. Les États-Unis, le Japon ont aussi des problèmes budgétaires majeurs, vous le savez bien. Le paradoxe, c'est que, prise globalement, la zone euro est dans une situation nettement meilleure, avec un déficit budgétaire consolidé de 4,5 % du PIB environ cette année, contre 10 % environ dans ces deux autres pays. En revanche, individuellement, en Europe, la Grèce en particulier connaît une situation beaucoup plus difficile. L'ensemble des décisions prises à Bruxelles par les chefs d'État et de gouvernement est important pour la stabilité financière de la zone.

Quelle part a prise la BCE dans ce qui a été décidé à Bruxelles le 21 juillet ?

Dans pareilles circonstances, il faut bien voir le rôle de la Banque centrale. Notre responsabilité est de garantir à dix-sept pays et 331 millions de citoyens la solidité et la stabilité de leur monnaie, de leur épargne et de leur pouvoir d'achat. L'inflation, on le sait, frappe durement les plus démunis et les plus vulnérables d'entre nous. Cette responsabilité nous a été confiée par nos démocraties. Nous y faisons face, et dans les douze premières années de l'euro, nous avons obtenu une inflation annuelle moyenne de 1,97 %, en ligne avec notre définition de la stabilité des prix : moins de 2 %, proche de 2 %. Par ailleurs, émettre la monnaie unique pour dix-sept pays et 331 millions d'habitants nous donne aussi une vision de synthèse qui nous permet de transmettre des messages à ceux qui prennent les décisions gouvernementales, sachant, bien sûr, qu'ils restent maîtres de leurs choix.

Votre participation, le 20 juillet à Berlin, à la rencontre Sarkozy-Merkel était-elle prévue ?

J'ai reçu une invitation d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy à les rejoindre à Berlin, où ils étaient à la chancellerie. Le Conseil des gouverneurs de la Banque m'a indiqué, en temps réel, qu'il était utile que j'accepte cette invitation pour transmettre l'analyse de la BCE.

109 milliards d'euros pour la Grèce après 110 l'an dernier. Croyez-vous que l'Europe va pouvoir mobiliser à volonté des sommes aussi importantes pour un seul pays ?

Ce qui compte avant tout, et c'est absolument fondamental, c'est que la Grèce reprenne le contrôle de ses grands équilibres, qu'elle fasse un effort sur elle-même pour mettre en oeuvre, le plus rapidement et le plus rigoureusement possible, le programme de remise en ordre de son budget, de ses comptes publics, de sa

compétitivité. Ce qui compte, c'est qu'elle poursuive rigoureusement ses réformes structurelles et qu'elle s'engage résolument dans son programme de privatisation.

La France a mobilisé 4 milliards d'euros l'an dernier et, après le sommet de Bruxelles, devra emprunter 15 milliards supplémentaires d'ici à 2014 au profit de la Grèce. Êtes-vous sûr que les Français, qui ont leurs propres problèmes, suivront indéfiniment ?

La Grèce s'engage à tout faire, et doit tout faire, avec cette stricte surveillance de l'Europe que nous avons toujours appelée de nos vœux, pour rétablir la confiance, retrouver la stabilité et rembourser les prêts de l'Europe. Les Européens ne subventionnent pas la Grèce à fonds perdu. Ils investissent dans son redressement. Naturellement, ils doivent surveiller de près leur investissement.

Les dix-sept ont donné du temps à la Grèce. Ça ne garantit pas que le pays acceptera l'austérité qu'on lui inflige.

On n'inflige pas "l'austérité" à la Grèce. La Grèce corrige elle-même de monumentales erreurs de gestion passées. Elle avait constamment dépensé beaucoup plus qu'elle ne gagnait, au cours de toutes les années précédant la crise. Une sage gestion est le seul moyen d'avoir à nouveau croissance et création d'emplois qui reposent sur une compétitivité retrouvée.

Considérez-vous que l'appartenance de la Grèce à la zone euro explique une partie de ces dérives ? La Grèce, malgré son inflation, a pu emprunter à des taux très bas grâce à la BCE. Une bulle de crédit s'est formée.

Non, je ne le crois pas. J'en veux pour preuve le fait que la zone euro n'existe que depuis un peu moins de 13 ans et qu'auparavant d'autres pays, partout dans le monde, avaient connu les difficultés que traverse aujourd'hui la Grèce. On constate d'ailleurs aujourd'hui que, malheureusement, les problèmes de mauvaise gestion budgétaire se posent surtout dans des pays avancés, alors qu'auparavant c'étaient les pays en développement, en Asie, en Amérique latine ou au Proche-Orient, qui étaient concernés. La Grèce est l'illustration emblématique de ce renversement.

À quoi cela est-il dû ?

Ce qui reste vrai, c'est que la surveillance des politiques économiques et budgétaires au sein de la zone euro n'a pas été à la hauteur de ce qui était nécessaire. Pour ce qui est de l'Europe, la Banque centrale européenne et la Banque de France, Christian Noyer et moi-même, avons toujours dit que le Pacte de stabilité et de croissance n'était pas une création artificielle traduisant une vision ultraorthodoxe de l'économie venant d'outre-Rhin. C'était un cadre budgétaire absolument indispensable dans une zone à monnaie unique qui n'a pas de gouvernement fédéral ni de budget fédéral. Au nom du Conseil des gouverneurs, j'ai dénoncé publiquement les libertés que l'Allemagne, la France et les autres grands pays, en 2004-2005, ont voulu prendre et ont prises avec un Pacte de stabilité et de croissance qui avait été affaibli dans sa lettre et dans son esprit. Nous avons constamment demandé un renforcement de la surveillance non seulement des politiques budgétaires, mais aussi des indicateurs de compétitivité et des déséquilibres internes.

Aujourd'hui, avec la crise, chacun voit que nous avons alors raison.

Et que vous avez plus de chances d'être écouté...

Je l'espère sincèrement.

Vous avez lutté au cours des dernières semaines contre l'idée de demander pour la Grèce des sacrifices à la finance privée (banques, assurances, fonds...). Il semble que vous n'ayez pas été entendu par les chefs d'État ?

J'insiste sur le fait que nous avons toujours dit publiquement que ce n'était pas la Banque qui prenait les décisions, mais les gouvernements. Et à propos de la finance privée et de la Grèce, nous avons passé trois messages très clairs. Premièrement, nous avons dit que cette participation devait être volontaire. Sur ce

point, nous avons été suivis. Nous avons ensuite dit qu'il ne fallait pas que l'on débouche sur ce que l'on appelle un "événement de crédit". De tout ce que je sais aujourd'hui, il me paraît que nous éviterons cette issue. Enfin, le troisième message était d'éviter un "défaut sélectif". Mais, dans le cas où il se produirait, les États devraient alors recapitaliser les banques et conforter les garanties prises par la Banque centrale pour ses opérations de refinancement. Nous avons obtenu cette garantie indispensable pour protéger l'intégrité de la Banque centrale européenne en cas de "défaut sélectif". L'intégrité de la Banque centrale européenne et de toutes les banques centrales de l'eurosystème est fondamentale pour la stabilité et la confiance en Europe. Elle n'est pas négociable.

Après le sommet de Bruxelles, le Fonds européen de solidarité financière (FESF) prêtera à meilleur marché aux États sous tutelle et pourra aussi acheter des obligations et recapitaliser des banques en difficulté. Ne met-on pas le doigt dans un engrenage infernal et coûteux ?

Nous avons nous-mêmes conseillé aux gouvernements de donner plus de latitude, plus de flexibilité au FESF. Du moins tant que nous serons placés dans les circonstances exceptionnelles que nous vivons depuis l'irruption de la crise la plus grave depuis la Deuxième Guerre mondiale. Un FESF plus souple et plus flexible sera un outil plus efficace pour contribuer à stabiliser les finances dans l'ensemble de la zone euro.

À propos des contributions de la finance privée, les chefs d'État ont affirmé que ces solutions ne vaudraient que pour la Grèce. Pourquoi ce traitement de faveur ?

La qualité de la signature d'un pays est absolument fondamentale. Que vous soyez un ménage, une entreprise ou un pays, vous obtenez des prêts dans de bonnes conditions si le prêteur a confiance, s'il pense qu'il sera remboursé. C'est pourquoi la confiance est si importante. Les chefs d'État et de gouvernement ont voulu lever toute ambiguïté. Je reprends leurs propres termes : "Tous les autres pays réaffirment solennellement leur détermination inflexible pour honorer complètement leur propre signature. Les chefs d'État et de gouvernement de la zone euro soutiennent totalement cette détermination, parce que la crédibilité de toutes leurs signatures souveraines est décisive pour assurer la stabilité financière de la zone euro tout entière." On ne peut pas dire mieux.

A-t-on étudié la possibilité que la Grèce sorte de l'euro ?

C'est une hypothèse que personne n'a envisagée un instant.

Mais que répondez-vous à ceux, nombreux, qui considèrent que la Grèce ne se sortira pas d'affaire si on ne réduit pas drastiquement sa dette ?

Le problème pour la Grèce est de retrouver le chemin de la bonne gestion le plus rapidement possible. Cela veut dire un budget sain, un programme de privatisations rigoureusement appliqué, les réformes structurelles indispensables. Les propositions du secteur privé et les décisions des gouvernements européens vont considérablement alléger le service de la dette en abaissant les taux d'intérêt et en allongeant la durée des prêts. En outre, l'encours de la dette diminuera avec les échanges d'obligations et les rachats de dette. Mais ce qui compte, c'est l'ajustement de la Grèce elle-même.

Après Bruxelles, les pays comme l'Espagne ou l'Italie éviteront-ils la contagion grecque ?

Tous les pays, sans exception, ont conscience de vivre une crise exceptionnelle. À titre d'exemple, le gouvernement italien vient de faire voter un programme budgétaire qui le conduit à un déficit inférieur à 3 % dès 2012. Combien de grands pays avancés, en dehors d'Europe, peuvent dire cela ? L'Espagne s'est engagée dans des réformes ambitieuses, comme cela a été noté lors de la réunion du 21 juillet dernier. À tous, la Banque centrale demande d'appliquer sans restriction la lettre et l'esprit du Pacte de stabilité et de croissance, de renforcer la compétitivité, et notamment de veiller sur les coûts de production, et d'engager les réformes structurelles nécessaires. C'est la voie de la croissance durable et de la création d'emplois.

La crise est un révélateur. À l'intérieur de la zone euro, les pays qui ont été très attentifs à leur budget et à leur compétitivité, comme l'Allemagne ou l'Autriche, ont eu création d'emplois et diminution du chômage, même dans la crise. Même chose en dehors de la zone euro, où la Suède a des résultats bien meilleurs que beaucoup d'autres.

À chaque crise, les bons esprits réclament de plus en plus de fédéralisme, pour éviter la prochaine. Aujourd'hui, ils veulent des euro-obligations, une mutualisation plus forte des dettes. Est-ce responsable et utile ? Et peut-on avancer vers le fédéralisme sans demander leur avis aux peuples ?

Le sommet de Bruxelles n'était évidemment pas convié pour procéder à des bouleversements institutionnels. Ceci dit, une réflexion des Européens sur leur vision à long terme de l'évolution des institutions européennes est à mon avis légitime. La construction de l'Europe a commencé vraiment il y a soixante ans. Il est clair qu'elle n'est pas achevée historiquement, et il est tout aussi clair que ce sont nos démocraties qui prendront les décisions, donc, en dernière analyse, nos peuples nous diront ce qu'ils veulent. Comme citoyen, et non comme président de la BCE, je pense que les Européens progresseront jusqu'à créer une confédération d'États souverains d'un type entièrement nouveau, qui ne serait pas une imitation des États-Unis d'Amérique.

On nous a vendu la zone euro comme une zone de prospérité et de stabilité et, au lieu de ça, on a l'austérité. Cherchez l'erreur ?

La zone euro a connu, depuis l'introduction de la monnaie unique, une croissance par tête comparable à celle des États-Unis, autour de 1 % par an, et elle a créé plus d'emplois : quatorze millions, contre huit millions en Amérique du Nord. Ceci n'est pas suffisamment connu et souligné. En outre, non seulement il n'a jamais été dit que l'euro dispenserait de bien gérer ses finances publiques, mais nous avons dit explicitement le contraire ! La zone euro redresse ses finances publiques, comme les États-Unis et le Japon doivent le faire, comme le Royaume-Uni a commencé à le faire. Deux choses sont sûres. Premièrement, partout dans le monde, les budgets gérés attentivement, les coûts de production maîtrisés, la sagesse des partenaires sociaux sont récompensés par la croissance et par la création d'emplois, même après la pire crise depuis 1945. Deuxièmement, la zone euro dans son ensemble a moins de problèmes que les États-Unis ou le Japon, mais elle doit formidablement renforcer sa gouvernance.

La spéculation est-elle le grand méchant loup qui veut manger l'euro ?

L'euro, lui-même, est totalement hors de question. C'est une monnaie très crédible, qui a remarquablement assuré la stabilité des prix et qui est émise dans une zone économique dont les résultats d'ensemble sont très solides, relativement aux autres. S'agissant des obligations publiques ou privées, nous sommes en présence de marchés financiers complexes, très sophistiqués. Une partie des investisseurs ont confiance, ou pas, et font, ou pas, des placements, et une autre peut acheter ou vendre à terme, et spéculer à la hausse ou à la baisse. Les participants du marché sont ainsi mus par un mélange de confiance et de crainte, et de cupidité. Quand des crises graves arrivent, comme celle que nous connaissons depuis 2007-2008, elles révèlent les faiblesses profondes, comme les rayons X révèlent le squelette du corps. Un bon moyen de ne pas donner prise à la spéculation consiste à prévenir et à corriger ses propres faiblesses. Dans les années qui ont précédé la crise, les États en particulier ont baigné dans une fausse tranquillité. Sentiment partagé malheureusement par certains Européens, mais aussi par l'ensemble de la communauté internationale, et même par beaucoup d'économistes. Une nouvelle fois, la leçon pour nous, Européens, est de renforcer la gouvernance et la surveillance des politiques économiques et budgétaires. Cela ne veut pas dire que les marchés financiers ne doivent pas être améliorés profondément dans leur fonctionnement. Et le maître mot pour l'ensemble des pays avancés en ce moment est le mot confiance.

Oui, mais on peut spéculer sur un défaut de la Grèce...

Ce serait le plus sûr moyen de perdre de l'argent après les décisions de jeudi dernier. Mais encore une fois, l'euro, en tant que monnaie, est solide, crédible, et n'est pas affecté par les tensions sur les risques souverains.

Les agences de notation font-elles le jeu de la spéculation ?

Je crois que nous avons là une question importante de stabilité financière au niveau mondial. Nous sommes en présence d'un très petit nombre d'institutions qui ont une énorme influence internationale. Ce fonctionnement, visiblement oligopolistique, n'est certainement pas optimal du point de vue de l'organisation des marchés. Cette structure est structurellement "procyclique", c'est-à-dire qu'elle joue un rôle d'amplificateur de "bulles" en période conjoncturelle haute, et d'amplification de la chute en période basse. Il faut corriger ces défauts. C'est facile à dire, plus difficile à faire...

Vous abandonnez vos fonctions en novembre prochain. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

J'ai eu une vie professionnelle qui a été marquée à la fois par la poursuite de stratégies de long terme, ou de très long terme, comme la construction européenne, et aussi par une succession de crises. J'ai commencé ma carrière de fonctionnaire en ayant à faire face au premier choc pétrolier, en 1973-1974, lequel a été un traumatisme énorme pour l'ensemble du monde avancé. Malheureusement, parce qu'on s'y est mal pris, particulièrement en Europe, ce choc a marqué le début du chômage de masse. J'ai connu aussi la crise des dettes souveraines en Amérique latine, en Afrique, la crise de l'Union soviétique, les crises du mécanisme de change du Système monétaire européen en 1992 et 1993. Bien entendu aussi, la crise asiatique, l'explosion des dot.com, et la crise présente qui a commencé en 2007-2008. La vérité, c'est que j'ai toujours vécu avec les crises. J'en ai conclu que, dans un monde qui se transforme extrêmement rapidement sous l'impact de la science et de la technologie, de l'universalisation de l'économie de marché, des progrès fabuleux de la Chine et de l'Inde, il faut en permanence être sur ses gardes, être en état d'alerte. J'avais formalisé cette attitude dans un discours en 2005 à Jackson Hole, dans le Wyoming, où se réunissent tous les ans, dans un cadre informel, les banquiers centraux du monde entier. J'expliquais alors que pour renforcer la confiance à long terme, l'une des conditions était de rester visiblement, et de manière permanente, en état d'alerte. La crise la plus grave que nous connaissons depuis la Deuxième Guerre mondiale ne fait que renforcer cette conviction. Plus que jamais le service que rend la Banque centrale européenne aux Européens est d'être une ancre de stabilité et de confiance dans une période agitée et difficile.

Commentaire : je n'ai pas le temps de commenter cette interview, si un militant veut le faire à ma place et me l'envoyer je l'insérerai à la suite.

Un article de Reuters du 26 juillet

Nicolas Sarkozy prône l'union sacrée sur les déficits publics. (27.07)

Nicolas Sarkozy exhorte majorité et opposition à l'union sacrée dans la remise en ordre des finances publiques françaises, un appel rejeté par les socialistes qui refusent ce qu'ils jugent être une manœuvre.

Le président français a adressé mardi une lettre à tous les parlementaires pour les inciter à adopter une "règle d'or" imposant aux gouvernements français de limiter les déficits publics, sans toutefois y faire explicitement référence.

Assemblée et Sénat ont voté l'inscription dans la Constitution d'une telle règle, mais il faut pour la ratifier réunir la majorité des trois cinquièmes au Congrès.

Nicolas Sarkozy vante dans sa lettre le plan de sauvetage financier de la Grèce, adopté jeudi par les dirigeants de la zone euro, grâce à l'accord franco-allemand qu'il avait conclu la veille avec la chancelière Angela Merkel à Berlin.

Il estime que l'étape suivante doit être un renforcement de la gouvernance économique de la zone euro, pour permettre à celle-ci d'agir "avec rapidité et efficacité".

"Nous devons doter la zone euro d'un véritable gouvernement économique, dont la réunion au sommet des États doit être l'élément central", explique Nicolas Sarkozy.

"LA FRANCE DOIT ÊTRE EXEMPLAIRE"

Il ne s'agit pas de fondre budgets et ministères en "un seul et même monstre technocratique", ce qui ce serait "illusoire et même dangereux", poursuit-il, mais de tirer les conséquences de l'interdépendance croissante entre les pays de la zone euro.

"Nous devons désormais déterminer ensemble nos politiques économiques, afin de renforcer notre convergence et notre compétitivité au service de notre prospérité commune", explique Nicolas Sarkozy, qui confirme qu'Angela Merkel et lui feront des propositions communes en ce sens avant la fin de l'été.

Mais "pour réussir dans cette entreprise, pour entraîner ses partenaires, la France (...) doit être exemplaire dans la remise en ordre de ses comptes publics et de son économie", écrit-il.

Il rappelle que les décisions prises à Bruxelles l'ont été en privilégiant l'intérêt général et malgré des sensibilités politiques différentes et il invite les parlementaires français à faire preuve du même sens des responsabilités.

"En France, dans les mois qui viennent, nous avons besoin aussi de nous rassembler sur ces questions essentielles, au-delà des intérêts partisans", écrit le président aux parlementaires.

CONGRÈS EN FONCTION DES MARCHÉS ?

Mais à neuf mois de l'élection présidentielle, l'opposition, en particulier le Parti socialiste, n'entend pas faire cette fleur au président français, candidat probable à sa successions.

Les deux favoris de la primaire socialiste en vue de l'élection présidentielle de 2012 l'ont répété mardi.

"Le redressement de la France ne viendra pas d'un changement de la Constitution mais d'un changement de majorité en 2012", a déclaré Martine Aubry dans un communiqué, dénonçant une "opération de pure communication".

François Hollande a abondé dans le même sens.

"La première décision que devrait prendre Sarkozy avant d'envoyer une lettre serait de remettre en cause les mesures qu'il a lui-même fait voter", a-t-il écrit sur Twitter.

Selon les calculs de l'Elysée, il manque à la droite 30 à 40 voix, compte tenu de la perte anticipée d'une dizaine de sièges lors des élections sénatoriales de septembre. Le président ne peut guère espérer, en l'état actuel des choses, récupérer qu'une dizaine de voix au prix de tractations laborieuses.

Dans sa lettre, Nicolas Sarkozy s'efforce de mettre l'opposition face à ses contradictions, tout en prenant soin de ne pas trancher définitivement la question d'une convocation du Congrès, désormais repoussée à septembre ou à cet automne.

Le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, a déclaré lundi à l'issue d'un déjeuner avec le chef de l'Etat que la question ferait *"partie des débats de la rentrée"*.

"Nous savons que nous ne passons pas sans un vote républicain et responsable d'une partie de l'opposition. Nous faisons tout pour y parvenir", explique-t-on à l'Elysée, où l'on compte notamment sur la tentation de certains élus socialistes de se démarquer à l'approche de la primaire du PS.

Mais *"s'ils restent tous sur leur position, il y aura une décision politique à prendre"*, ajoute-t-on de même source. *"Il faudra alors bien mesurer l'impact sur les marchés d'un vote négatif au Congrès ou d'une procédure en suspens, le vote des deux chambres restant acquis. Ça dépendra aussi de l'état des marchés à ce moment-là."*

Commentaire

Contrairement à ce qu'affirme le POI, l'adoption ou non de cette *"règle d'or"* n'aura aucune influence sur la lutte des classes ou n'empêchera pas les travailleurs du secteur public ou privé de revendiquer et se mobiliser pour des augmentations de salaires ou une amélioration de leurs conditions de travail.

En revanche, elle est une question de principe, dont Sarkozy compte bien se servir contre ses adversaires lors de la campagne électorale des présidentielles de 2012, en se désignant par avance comme le bon élève des marchés, le sauveur de la France menacée de connaître une situation similaire à celle de la Grèce si sa note était dégradée par les agences de notation - sachant très qu'elle n'y coupera pas, sans l'avouer évidemment, les mesures d'austérité qui seront prise dès juin 2012 étant déjà prêtes.

Il est d'autant plus à l'aise pour avancer sur ce terrain, que le PS a déjà fait savoir qu'il ne romprait pas avec la politique d'austérité déjà en cours et qu'il la poursuivra s'il parvenait au pouvoir, ce qu'il ne manquera pas de marteler dans les mois à venir face au candidat du PS, histoire de dire aux électeurs qu'ils ont le choix entre l'original qui leur a permis d'éviter le pire jusqu'à présent, et sa copie qui ne présente peut-être pas les mêmes garanties.

Alors pourquoi insiste-t-il lourdement pour valider le scénario de la convocation du parlement en congrès qu'il sait d'avance intenable ? Parce qu'il est le candidat naturel et officiel du capitalisme, il est parfaitement dans son rôle, il tient à faire ressortir aux yeux des électeurs que le PS est en proie à une contradiction, tout du moins dans son discours, pour faire basculer en sa faveur les électeurs qui hésitent encore, il est en campagne électorale et tout est bon pour marquer un point contre ses adversaires.

Pour le reste Sarkozy et l'UMP savent très bien que le PS et ses satellites mèneront une politique similaire à la sienne ; les capitalistes, dans la mesure où cela est possible, préfèrent toujours avoir comme représentant et interlocuteur à la tête de l'Etat un des leurs ou un président incarnant officiellement le capital, ce dont Sarkozy ne s'est jamais vraiment caché depuis qu'il a été élu.

Le refus du PS de voter cette *"règle d'or"* est également de nature électoral, ses dirigeants savent que s'ils perdaient la présidentielle ils risqueraient bien de perdre également les législatives organisées dans la foulée ; l'inversion du calendrier électorale ne leur laisse guère le choix s'ils veulent récupérer des sièges de députés avec les prébendes qui vont avec. Il s'agit là d'un simple et cynique calcul électoral, qui en plus présente l'avantage de satisfaire ses alliés dont le Front de gauche.

On peut imaginer que Sarkozy ait fait un autre calcul, mais il me semble improbable car encore plus tordu et très risqué, à savoir que le PS aurait avantage à voter cette "règle d'or", car il pourrait s'en servir à son tour pour refuser de satisfaire des revendications sociales ou justifier des mesures d'austérité supplémentaire comme l'ont fait avec eux Papandréou en Grèce ou Zapatero en Espagne, cet argument pourrait être repris par une partie du PS et le diviser, avec un peu de chance mais le calcul est fort risqué, il pourrait ainsi réunir la majorité des 3/5e nécessaire pour adopter cette modification de la Constitution.

La décision du PS ne tient finalement qu'à une seule chose : la gamelle, gastronomique s'il vous plaît ! Ont-ils plus avantage à demeurer dans l'opposition parlementaire ou à échanger leur place avec l'UMP en sachant qu'ils devront monter en première ligne pour affronter les masses ? Il s'en trouve au PS pour être plus royalistes que le monarque aux petits pieds et l'ont déjà fait savoir (Hollande notamment), en prétendant qu'ils feraient mieux que Sarkozy et ramèneraient le déficit public dans les clous des critères de Maastricht, ce qui signifie qu'ils sont prêts à monter au front contre la classe ouvrière. Reste à savoir si la majorité du PS est sur cette ligne ou préférerait accompagner tranquillement la politique de Sarkozy dans une opposition de façade.

Par sa seule existence, le projet de Sarkozy aurait dû faire l'objet d'une campagne politique axée sur la nécessité d'abolir les institutions de la Ve République qui revendiquent leur subordination au capital et justifient l'actuelle politique d'austérité. Après cela qu'on ne vienne surtout pas nous dire qu'il était impossible de relier les revendications sociales à la question des institutions et du pouvoir, ce projet de "*réforme constitutionnelle*" était une aubaine pour en faire la démonstration devant les travailleurs, ceux qui s'y sont refusés l'ont fait sciemment, en connaissance de cause, aux militants de ces partis d'en tirer les conclusions qu'ils voudront...

Car malheureusement aucun parti dans le pays n'a eu suffisamment d'audace pour mener le combat sur cette orientation politique, une façon comme une autre de signifier qu'ils sont tous inféodés au régime qu'ils prétendent par ailleurs combattre. En réalité, leur combat se réduit à faire en sorte que les conséquences de la crise actuelle du capitalisme pèse le moins lourd possible sur le dos des travailleurs qui ont les moyens de se défendre parce qu'ils sont organisés ou qui par leurs statuts peuvent se permettre de se mobiliser avec leurs syndicats, tandis que l'immense majorité des travailleurs inorganisés et sans défense se font littéralement matraquer.

Nous soutenons la campagne engagée par le POI contre ce projet de "*réforme constitutionnelle*" non pas dans l'objectif de conserver la Constitution telle qu'elle existe, ce qui revient qu'on le veuille ou non à la légitimer, mais dans l'objectif de son abolition.

Un article de liberation.fr du 27 juillet

L'épouvantail de la "règle d'or". (28.07)

(le titre de cet article par libération.fr : *Règle d'or budgétaire : l'approximatif exemple allemand*)

La "règle d'or" allemande existe depuis 1949 et n'a pas empêché le pays de s'endetter. L'article 110 de la loi fondamentale allemande de 1949, équivalent de sa Constitution, explique en effet que "*les recettes et les dépenses doivent s'équilibrer*".

L'article 115 le précise en ajoutant que "*le produit des emprunts (souscrits par le pays) ne doit pas dépasser le montant des crédits d'investissements inscrits au budget*". Il ajoute toutefois qu'il "*ne peut être dérogé à cette règle que pour lutter contre une perturbation de l'équilibre économique global*".

Et de fait, l'Allemagne a dérogé une dizaine de fois depuis 1970 à cette règle générale, et s'est endettée, à l'instar de la majeure partie des pays développés. Comme le notait l'Organisation de développement et de coopération économique (OCDE) dans une étude économique du pays en 2008, "*le mécanisme budgétaire actuel inscrit dans la Constitution allemande, qui obéit à une approche de la règle d'or, stipule que le déficit ne devrait pas dépasser les dépenses d'investissement dans une année donnée, mais il ne s'est pas avéré efficace. Il n'a empêché ni la hausse du niveau d'endettement ni la mise en œuvre de mesures proconjoncturelles.*"

L'Allemagne s'interdira de voter des budgets en déficit... à partir de 2016. Ce que le Bundesrat allemand a adopté le 12 juin 2009, c'est une loi constitutionnelle de "*frein à l'endettement*", qui complète l'article 115 et interdit au gouvernement de voter un budget en déficit. En pratique, l'Etat fédéral ne pourra souscrire des emprunts qu'à hauteur de 0,35 % du produit intérieur brut (PIB), soit 8 milliards d'euros. Cette loi s'appliquera... à partir de 2016.

D'ici là, l'Allemagne devra réduire son déficit de 10 milliards d'euros par an. A l'heure actuelle, l'Allemagne possède un déficit public de 2,89 % et une dette qui atteint 81,28 % de son PIB. Le pays ambitionne donc de réduire son déficit avant d'en limiter ensuite la propagation.

De plus, la loi allemande de 2009 n'est pas "*gravée dans le marbre*", pour reprendre une autre expression qui fait florès. Elle précise en effet que "*en cas de catastrophe naturelle ou de situation d'urgence exceptionnelles qui échappent au contrôle de l'Etat et compromettent considérablement les finances publiques, ces limites supérieures de l'emprunt peuvent être dépassées sur décision de la majorité des membres du Bundestag. La décision doit être liée à l'établissement d'un plan d'amortissement.*"

La France possède déjà une loi de programmation des finances publiques. La "règle d'or" française que la majorité veut faire passer n'est pas non plus une révolution. Depuis 2008, les dépenses de l'Etat sont fixées dans le cadre d'une loi triennale de programmation des finances publiques. De plus, l'article 34 de la Constitution, adopté le 23 juillet 2008, prévoit un "*objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques*".

La réforme propose en fait de transformer cette loi de programmation en "*loi-cadre d'équilibre des finances publiques*", qui s'imposent aux lois de finances et dureront cinq ans et non plus trois. Le caractère constitutionnel du texte le rendra également plus impératif, puisque le Conseil constitutionnel aura le devoir de censurer tout texte de loi qui s'affranchirait de la règle.

On peut objecter que les critères de Maastricht, qui fixent des règles d'endettement communes aux pays de la zone euro (notamment un déficit inférieur à 3 % du PIB) ont déjà une valeur normative plus forte, en droit, supérieure à la Constitution. Ce qui n'a pas empêché la France de s'en affranchir à de nombreuses reprises.

La "règle d'or" française est limitée en portée. Dernier point : le texte de loi de la "règle d'or" propose qu'une loi "*organique*" fixe les modalités de cette loi cadre. En clair, les plafonds de dépenses et de recettes dépendront d'une autre loi. Si celle-ci est minimaliste, la contrainte qui pèsera sur les lois de finances sera moindre, voire nulle. De même, tout dépendra également de la jurisprudence qu'adoptera le Conseil

constitutionnel : que jugera-t-il contraire à cette loi dans l'ensemble des textes et articles qui lui seront soumis ?

La question est d'importance notamment pour les collectivités locales, que la Constitution dote du droit à l'autonomie de leur budget, ce qui risque de rentrer en conflit avec la "*règle d'or*".

Enfin, les sénateurs ont supprimé de la loi une disposition essentielle, qui confiait aux projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale le monopole de la fiscalité. Les parlementaires ont craint que cette disposition leur retire leur droit d'amendement (et le pouvoir de mettre en place des aides ou des niches fiscales pour certaines catégories), ce qui limite encore la portée du texte que la majorité souhaite faire voter en congrès.

Commentaire.

A la lecture de cet article, on se demandera quel peut être le bien-fondé de la bataille engagée par le POI, sinon de soutenir la Constitution de la Ve République, partant du constat que le POI n'entend pas la mener dans la perspective de son abolition mais pour la conserver en l'état.

On notera que malgré l'existence de cette "*règle d'or*" en Allemagne depuis plus d'un demi-siècle, excusez du peu, elle a été bafouée un nombre de fois incalculable et elle n'a pas empêché les travailleurs et leurs organisations de se mobiliser pour des augmentations de salaires où l'amélioration de leurs conditions de travail. Nous l'affirmions il y a déjà plusieurs mois, avec ces éléments en plus, les militants du POI ont de quoi s'interroger sur la ligne politique de leurs dirigeants, notamment.

Un article du figaro.fr du 28 juillet

Les cinq faiblesses du plan grec. (29.07)

Insuffisant. Tel est le verdict des marchés, une semaine après l'accord européen pour sauver la Grèce et stopper la contagion de la crise de la dette en Europe. Passage en revue des problèmes du nouveau plan.

L'accalmie aura été de courte durée. Une semaine tout juste après le sommet européen qui devait stopper la crise en aidant la Grèce, les marchés retombent dans la méfiance. Le plan de 109 milliards d'euros, qui devait agir comme un calmant, ne fait plus effet. *«Certes, la Grèce se porte un peu mieux qu'avant le sommet. Mais mercredi l'écart entre les taux d'intérêt grec et allemand, la référence, s'est creusé. Encore un jour ou deux comme celui-ci et le pays se retrouvera dans une situation pire qu'avant»*, relève Paul Donovan, économiste chez UBS.

Tant redoutée, la contagion de la crise aux autres pays fragiles (Espagne, Italie) n'a pas été stoppée. Leurs taux ont continué à grimper et les investisseurs s'interrogent sur les limites du plan présenté jeudi dernier.

Des imprécisions

Pour la première fois, les investisseurs vont être fortement incités à participer à l'effort de sauvetage de la Grèce. Problème: les marchés manquent des détails nécessaires pour évaluer combien le secteur financier va perdre à ce jeu-là. *«Les institutions financières sont supposées avoir le choix entre trois solutions, mais celles-ci ne sont pas détaillées dans la déclaration européenne de jeudi dernier»*, s'étonne Justin Knight, responsable taux pour la zone euro chez UBS. Le lobby bancaire, l'Institut de la finance internationale, qui a participé aux négociations, estime les pertes probables pour le secteur à environ 20% des montants investis dans la dette grecque.

Un fonctionnement lent et laborieux

Les dirigeants européens ont décidé de mettre plus d'outils à la disposition du Fonds européen de stabilité financière (FESF), le mécanisme chargé de venir en aide aux États en difficulté. Ce dernier, qui ne pouvait que prêter aux États, pourra dorénavant acheter de la dette de ces pays s'ils sont attaqués par les marchés. Une telle action demande une grande réactivité. Or, le FESF devra attendre d'obtenir l'accord unanime des États membres avant d'agir. *«C'est un peu comme si un conseil municipal devait se réunir à chaque fois avant d'envoyer les pompiers éteindre un incendie»*, s'inquiètent les analyses d'ING, qui auraient souhaité un fonctionnement plus flexible.

Pas assez de moyens

Le FESF pourrait en outre ne pas avoir les moyens d'exercer ses nouveaux pouvoirs. Laurence Boone, économiste zone euro chez Bank of America Merrill Lynch, estime qu'il faudrait 290 milliards d'euros pour défendre l'Italie et l'Espagne s'ils étaient attaqués par les marchés. Or, il n'a que 220 milliards d'euros à disposition. *«Le manque de moyens risque d'amputer l'efficacité du Fonds»*, en conclut l'économiste. Un membre de la Banque centrale européenne (BCE) a estimé qu'il faudrait augmenter l'enveloppe du FESF jusqu'à 1000 milliards d'euros. Les économistes du centre d'étude européen CEPS estiment pour leur part le besoin à 4000 milliards d'euros.

Pas assez généreux pour la Grèce

Les dirigeants européens ont assoupli les conditions auxquelles ils accordent des prêts à la Grèce, au Portugal et à l'Irlande. Les durées de remboursement ont été allongées et le taux d'intérêt a été abaissé à 3,5%. Insuffisant, selon les analystes de Nomura: *«Le taux d'intérêt moyen sur la dette grecque devrait être sous les 3% pour lui permettre d'atteindre ses objectifs de réduction de sa dette à horizon 2031, à savoir la faire passer sous la barre des 90% du produit intérieur brut (PIB)»*. L'agence de notation Standard & Poor's estime en conséquence qu'une nouvelle restructuration de la dette grecque sera nécessaire dans les deux ans.

Pas assez d'intégration

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, l'a reconnu lui-même mercredi: le sommet ne signe pas la fin de la crise européenne de la dette. *«Une union économique plus profonde, incluant des émissions de dette titres de dette européens, est nécessaire avant que l'on puisse déclarer vaincue la crise de la dette en zone euro»*, estime Michala Marcussen, chef économiste chez Société générale CIB.

Au final, *«une institution supranationale avec de vrais pouvoirs pour limiter les déficits publics est indispensable»*, tranche ING. C'est le rêve de Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne sur le départ: un ministre des Finances européen qui pourrait faire respecter la rigueur budgétaire, au-dessus des États. En attendant une telle réforme, les économistes prévoient de nouvelles montées de fièvre, jusqu'à ce que le remède approprié soit apporté.

Document

Articles de presse d'août 2011

Table des matières

France

Economie

- Comment ils trustent votre assiette. (07.08)
- «La France sauve son AAA au moins jusqu'à l'élection présidentielle». (26.08)
- Plan d'austérité: Les principales mesures annoncées. (26.08)

International

Economie

- Le soulagement sur la dette américaine sera de courte durée. (02.08)
- Le plafond d'endettement, cache-misère de la dette. (02.08)
- Etats-Unis : "Les plus pauvres vont faire les frais de la crise de la dette". (04.08)
- La Chine s'en prend à Washington et au statut du dollar. (07.08)
- À quoi ressemble un krach boursier ? (09.08)
- Ces «hedge funds» qui s'enrichissent dans la crise. (12.08)
- Le dernier plan d'austérité adopté par le gouvernement italien. (13.08)
- L'économie entre dans une "phase dangereuse". (14.08)

Social

- Aux Etats-Unis, les salariés d'Ikea dénoncent un management "digne des plantations" et adhèrent à un syndicat. (02.08)
- Chili : plus de 800 arrestations au cours de manifestations étudiantes. (06.08)
- Près de 46 millions d'Américains vivent grâce à des bons alimentaires. (06.08)
- Famine: Les chiffres «effroyables» de la mortalité infantile en Somalie. (12.08)
- L'implacable paupérisation des jeunes Anglais. (12.08)

Politique

- Algérie, la justice folle. (26.08)
- "Les tribus, un élément central dans la construction de la nouvelle Libye". (26.08)

Société

- La montée en puissance d'une bactérie inquiète les scientifiques. (05.08)
- La population mondiale va dépasser les 7 milliards d'habitants en 2011. (19.08)

Un article lemonde.fr du 1er août

Aux Etats-Unis, les salariés d'Ikea dénoncent un management "digne des plantations" et adhèrent à un syndicat. (02.08)

Danville, Virginie, sur la côte Est des Etats-Unis. C'est dans cette petite ville de 43 000 habitants que tourne la seule usine Ikea du pays. En 2008, elle avait été accueillie avec espoir dans cette région rurale, minée par le déclin de l'industrie textile et du tabac. "*Les habitants ne pouvaient croire en leur bonheur*", rapporte le *Los Angeles Times*. L'Etat et le gouvernement local partageaient le même enthousiasme, offrant 12 millions de dollars (8,3 millions d'euros) pour inciter l'entreprise à s'implanter dans cette zone déshéritée et à y créer de l'emploi. Trois ans plus tard, 335 ouvriers y travaillent, selon le quotidien américain. Ils ont rapidement déchanté.

En témoigne le vote de ces employés, peu commun dans une entreprise privée américaine. Le 27 juillet, ils ont décidé par 221 voix contre 69 de se faire représenter par un syndicat – l'International association of machinists and aerospace workers – appartenant à l'une des principales fédérations américaines (l'American Federation of labor and congress of industrial organizations). Et ce, malgré la campagne menée par le cabinet juridique Jackson Lewis LLP, réputé pour ses stratégies anti-syndicales dans les entreprises qui l'emploient. La direction aurait même organisé des réunions dans l'usine pour dissuader les ouvriers de franchir ce cap.

"IKEA REGARDE LES ÉTATS-UNIS COMME LES AMÉRICAINS REGARDENT LE MEXIQUE"

Mais rien n'y fit. Cité par l'agence Bloomberg, le représentant syndical Bill Street établit la liste des griefs : bas salaires, discriminations, horaires lourds, suppression des augmentations, rythme de travail frénétique, heures supplémentaires obligatoires... Ce dernier reproche n'est d'ailleurs pas des moindres. "*A New York, les heures sup' ne sont pas tellement problématiques, mais dans ces communautés rurales, très orientées vers les valeurs familiales et religieuses, ces conditions de travail sont apparues inacceptables*", explique le syndicaliste, qui dénonce des pratiques du management "*dignes des plantations*". Par ailleurs, les ouvriers se plaignent de ne connaître leur planning du week-end que le vendredi, et d'être sanctionnés s'ils ne peuvent pas venir. Des problèmes de sécurité au travail sont évoqués. Enfin, six ex-employés noirs ont déposé plainte, s'estimant victime de discrimination raciale.

Autre motif d'indignation des salariés : la différence de traitement avec l'Europe. Pour Bill Street, le sentiment d'injustice n'est pas étranger à cette prise de conscience : ailleurs, Ikea sait suivre un autre modèle, et montrer un autre visage. Aux Etats-Unis, l'usine se comporte "*de manière non suédoise*", a ainsi estimé un quotidien stockholmsois cité par Bloomberg. Le leader du mobilier de maison profiterait de la moindre protection des travailleurs américains : "*C'est ironique, lance Bill Street. Ikea regarde les Etats-Unis comme la plupart des Américains regardent le Mexique.*" Et de préciser : à Danville, les employés à temps plein débutent avec un salaire horaire de 8 dollars (5,50 euros), contre 19 dollars (13 euros) en Europe. Les premiers ont douze jours de congés, dont huit à des dates déterminées par la compagnie, quand les Européens bénéficient de cinq semaines.

DERRIÈRE LE CODE DE CONDUITE

Ce réquisitoire ne manque pas de venir entacher "*la réputation d'Ikea, globalement perçue comme une entreprise respectueuse des conditions de travail et de l'environnement*", relève l'agence Associated Press. Le groupe se targue notamment de respecter un code de conduite baptisé Iway (PDF), qui concerne entre autres les conditions de travail de ses employés, l'environnement et surtout, en l'occurrence, la liberté d'association et de négociation collective. Ikea a d'ailleurs officiellement accepté le vote des employés de Danville et annoncé qu'il coopérerait avec le syndicat, tout en niant les plaintes concernant le groupe. Mais ce n'est pas la première fois que la firme voit son image dégradée : révélation du recours à des paradis fiscaux ici, destruction d'espaces naturels protégés là, ou encore grèves contre des salaires trop bas.

Au-delà des ambiguïtés d'Ikea, les défenseurs américains du droit du travail espèrent voir, derrière ce vote, une victoire qui viendrait relancer une machine syndicale en perte de vitesse. Le taux d'adhésion atteint actuellement ses plus bas records, note Bloomberg : il concerne moins de 7 % des employés du privé. Un chiffre plus élevé qu'en France, où seulement 5 % de ces salariés sont syndicalisés selon l'Insee. Mais le système fonctionne différemment. Aux Etats-Unis, à l'image de l'élection de Danville, les salariés votent pour

la présence du syndicat dans leur entreprise. Dans de nombreux Etats, tous les salariés sont alors obligés d'adhérer et de cotiser pour le syndicat élu. Ce n'est pas le cas en Virginie, où s'applique la législation baptisée "*droit au travail*" (Right-to-work). Y est interdit tout accord entre syndicats et entreprises qui imposerait aux employés, pour obtenir ou conserver leur poste, d'adhérer et de payer un syndicat. Cette loi, qui a pour conséquence d'affaiblir le syndicalisme, limite la portée de ce vote à l'usine Ikea de Danville, selon un porte-parole de l'organisation de défense des droits du travail "*National right to work Committee*".

Un article de Reuters du 1er août

Le soulagement sur la dette américaine sera de courte durée. (02.08)

L'accord en vue pour relever le plafond de la dette publique des Etats-Unis est au mieux un léger soulagement pour une économie américaine qui a pratiquement stagné au premier semestre et ne donne guère de signe d'amélioration.

Barack Obama a annoncé tard dimanche soir que les dirigeants démocrates et républicains s'étaient mis d'accord in extremis sur le relèvement du plafond de la dette américaine, écartant le risque de voir la première puissance économique mondiale en situation de défaut de paiement.

Si les parlementaires l'approuvent, le plan prévoyant de réduire de 2.400 milliards de dollars les dépenses publiques sur dix ans rassurera investisseurs, entreprises et consommateurs alors que l'on évoquait un nouvel effondrement du secteur financier américain.

Mais la menace d'une perte par les Etats-Unis de leur triple A demeure avec les risques qu'elle comporte pour les coûts de financements, et la perspective d'autres baisses des dépenses n'offre pas d'occasion de se réjouir.

"Cela aura un impact minimal sur l'économie. Il n'y aura pas de baisse de dépenses au cours des deux prochaines années, ce qui amène à se demander si elles se produiront vraiment", a réagi Peter Morici, professeur d'économie à l'université du Maryland.

Pour beaucoup d'observateurs, la réduction des dépenses publiques est la dernière chose dont les Etats-Unis ont besoin à l'heure actuelle.

UNE ÉCONOMIE AU POINT MORT

Les premiers chiffres du PIB américain au deuxième trimestre, publiés vendredi, ont stupéfait les économistes. La statistique a montré que les Etats-Unis avaient enregistré une croissance de 1,3% en rythme annualisé, au lieu de la progression de 1,8% attendue.

La surprise a été d'autant plus mauvaise que la performance de la première économie mondiale au cours des trois premiers mois de l'année a été révisée en forte baisse, montrant qu'elle a frôlé la contraction au premier trimestre en dégagant péniblement une croissance de 0,4% en rythme annualisé, contre 1,9% affiché précédemment.

La menace d'une rechute de l'économie aura permis aux républicains et aux démocrates de s'accorder sur un point: la baisse des dépenses publiques destinée à réduire les déficits devra être progressive. De fait elle ne commencera pas avant 2013.

S'exprimant dimanche soir devant la presse, le président Barack Obama a déclaré que la première phase de réduction de dépenses, évaluée à 917 milliards de dollars, ne serait pas *"brutale au point de constituer un frein à l'économie"*.

Quelque 1.500 milliards de dollars d'économies devront être définies par une commission bipartisane du Congrès, laissant en suspens la question de savoir si les Etats-Unis ont la volonté politique de résorber leur endettement une fois pour toutes.

Selon Troy Davig, économiste de Barclays Capital, l'accord annoncé ne réduirait les dépenses publiques que de 25 à 30 milliards de dollars au cours de la première année, ce qui pourrait entamer la croissance économique d'un dixième de point de pourcentage.

"Ce n'est pas un frein majeur à la croissance, mais quand l'économie ne progresse que d'un point et demi, beaucoup d'économistes pensent que ce n'est pas le bon moment de se mettre à la maîtrise budgétaire. Nous passons d'un soutien massif à l'économie à une maîtrise massive."

Des réductions plus rapides et de plus grande ampleur auraient pu envoyer au tapis une économie rendue chancelante par les cours élevés du pétrole, les intempéries, le séisme au Japon et la déprime qui sévit toujours sur le marché de l'immobilier.

Il y a une semaine encore, un nouveau plan de soutien à l'économie était évoqué, prévoyant par exemple la reconduction d'exonérations fiscales pour employés et employeurs.

Ces propositions semblaient dimanche avoir disparu de l'accord préliminaire. La commission bipartisane, qui doit proposer de nouvelles réductions de dépenses d'ici novembre, pourrait toutefois revenir sur cette question.

FRILOSITÉ

Certes, un certain soulagement pourrait s'emparer des entrepreneurs et des consommateurs puisque leurs impôts ne devraient pas augmenter et que le scénario catastrophe a été évité.

A de multiples reprises, l'administration Obama a mis en garde contre le chaos que provoquerait le non-relèvement d'ici mardi du plafond de l'endettement américain.

Cette angoisse est venue s'ajouter aux inquiétudes déjà nombreuses de consommateurs soucieux de leur avenir, qui les incitent à ralentir leurs dépenses.

L'industrie automobile a saisi l'opportunité de la publication de ses résultats pour souligner que l'indécision des ménages américains était perceptible dans ses ventes.

Cette frilosité a été également ressentie dans le marché de l'immobilier avec l'annonce d'une hausse sensible au mois de juin du nombre des annulations de promesses de vente.

Mais l'apaisement risque d'être de courte durée. Dès vendredi, les chiffres de l'emploi devraient rappeler que le taux de chômage continue de caracoler à 9,2%, selon les prévisions d'économistes interrogés par Reuters.

L'accord sur le budget "*ne fait rien pour rétablir la confiance des ménages et des entreprises*", a souligné Mohammed El-Erian, directeur général du géant de l'investissement obligataire PIMCO.

"Le chômage sera donc plus élevé qu'il ne l'aurait été autrement, la croissance plus faible qu'elle ne l'aurait été autrement et l'inégalité pire qu'elle ne l'aurait été autrement", a-t-il dit sur la chaîne de télévision ABC.

Un article d'AP du 1er août

Le plafond d'endettement, cache-misère de la dette. (02.08)

Le compromis sur la dette américaine est présenté comme un succès, aussi bien par le camp démocrate du président Obama que par l'opposition républicaine, mais la réalité est que ce plafond n'a jamais vraiment existé. Il a déjà été relevé 78 fois depuis 1960 sans résoudre le véritable problème: l'endettement.

Chaque fois que le plafond de la dette des Etats-Unis a été atteint, il a été repoussé, forçant le Congrès à voter des mesures impopulaires, sans toutefois jamais prendre celles qui permettraient réellement de réduire les dépenses de l'Etat fédéral, d'augmenter ses recettes et d'équilibrer le budget.

Il est plus facile de tempêter contre la dette que de la maîtriser et la classe politique rejoue inlassablement la même scène. Cette fois cependant, les clivages sont plus marqués en raison de la radicalisation des positions, non seulement entre démocrates et républicains mais aussi avec l'apparition au Congrès d'une frange plus "dure" des conservateurs, celle du mouvement du Tea-Party, qui compte environ 80 élus et exclut tout compromis, surtout à l'approche de la présidentielle de 2012 et de la candidature annoncée du chef de l'Etat à sa propre succession.

Toute l'hypocrisie du processus a été résumée par un témoin qui s'y prêta en son temps: Barack Obama. En 2006, ce jeune sénateur démocrate de Chicago (Illinois) avait voté contre le relèvement du plafond de l'endettement demandé par le président en exercice, le républicain George W. Bush.

A l'époque, il avait qualifié le procédé de "*signe d'échec des dirigeants*", respectant la tradition qui veut que l'on rejette la faute sur le chef de la Maison Blanche, quand bien même c'est le Congrès qui vote les dépenses à l'origine des déficits, laissant les présidents éviter le défaut de paiement. Barack Obama fait désormais figure d'arroseur arrosé.

"*Quand vous êtes sénateur (...) c'est toujours un mauvais vote*", reconnaissait-il dans un entretien à l'Associated Press le 15 mai. "*Personne n'aime être étiqueté comme celui qui a augmenté la limite de l'endettement (...) mais en tant que président, on ne peut pas jouer avec ça*". Et de reconnaître son erreur de 2006, y voyant "*simplement l'exemple d'un nouveau sénateur qui fait un vote politique au lieu de faire ce qui est important pour le pays*".

Le relèvement du plafond est présenté comme un blanc-seing pour l'endettement alors que ce n'est pas le cas: il n'est pas la cause des déficits mais la conséquence des dépenses et déficits budgétaires validés par le Congrès puis les présidents.

Une ambiguïté que résume sans détour Eric Cantor, numéro deux du groupe républicain majoritaire à la Chambre des représentants depuis les élections de mi-mandat de novembre: "*le vote sur la limite d'endettement, c'est nul*", aurait-il lancé en exhortant les députés de son parti à dire oui, en contrepartie d'une réduction des dépenses.

Comme lui, le président républicain de la chambre basse John Boehner et le chef de la minorité conservatrice au Sénat, Mitch McConnell, ont donné leur feu vert aux relèvements sous la présidence Bush. Le plafond a été repoussé sept fois en huit ans, dont deux par des procédures dispensant les parlementaires d'un vote direct.

Aujourd'hui, le relèvement demandé par le président Obama est le quatrième de son mandat. La coutume veut que la majorité assume le poids politique de cette décision, que les deux camps savent vitale pour l'économie. Cela fonctionne si l'un des partis possède suffisamment de sièges ou peut prendre quelques voix chez l'ennemi. Lorsque l'un des partis renâcle, voire les deux, la mécanique bien huilée s'enraie.

Fustigeant l'Etat dépensier, les républicains exigent comme prix de leur vote de vastes coupes dans le budget fédéral: cela a déjà été fait, sans résultat durable. En 1985 par exemple, la loi relevant le plafond d'endettement encadrait en même temps les dépenses et prévoyait des réductions budgétaires automatiques en cas de dépassement. Avant même la fin du mandat, le Congrès détricotait les restrictions.

La version 2011 de l'affrontement rituel propose un échéancier sur dix ans, tablant sur des réductions qui, selon toute probabilité, ne survivront pas aux cinq prochaines échéances électorales car la réalité est qu'un Congrès ne peut pas forcer le suivant à faire quoi que ce soit.

Un article du monde.fr du 3 août

Etats-Unis : "Les plus pauvres vont faire les frais de la crise de la dette". (04.08)

Au terme d'une âpre bataille entre démocrates et républicains, le relèvement du plafond de la dette américaine a été voté mardi 2 août par le Sénat. Le président Barack Obama a promulgué le texte dès son adoption par les deux chambres du Congrès. L'accord autorise le Trésor à relever de 2 100 milliards de dollars le plafond de la dette, repoussant ainsi le risque d'un défaut de paiement. Le plan de réduction des dépenses publiques de 2 500 milliards d'euros, approuvé par le Congrès, n'a pourtant pas rassuré les marchés.

Henri Sterdyniak est directeur du département "*Economie de la mondialisation*" à l'OFCE et professeur à l'université Paris-IX Dauphine. Il dénonce un texte qui "*fait supporter l'ajustement aux plus pauvres*".

Le compromis trouvé entre républicains et démocrates est-il de nature à rassurer les marchés et les agences de notation ?

Il y a peu de risques pour que les agences de notation baissent la note (AAA, la plus élevée) attribuée aux Etats-Unis. Ces agences savent que le risque de défaut de paiement et de faillite est purement théorique : en cas de menace de faillite, la Fed (réserve fédérale) a les moyens d'intervenir pour financer la dette. En outre, le pays peut créer de la monnaie.

En réalité, le danger pourrait être politique : on peut imaginer qu'à l'avenir le mouvement conservateur du Tea Party paralyse le système en refusant tout compromis. Une agence pourrait prendre cette possibilité en compte pour dégrader la note américaine. Mais il y a peu de chances que cela arrive. Normalement, un pays qui crée sa propre monnaie a les moyens de rembourser sa dette.

Toutefois, une autre conclusion de ces quelques semaines de crise est que les Etats-Unis ont révélé leur fragilité à la face du monde : ils sont désormais moins fiables pour les investisseurs et auront du mal à encaisser un nouveau choc. Cet épisode a mis certains risques en évidence, accentués lorsque le Parlement et le président ne sont pas de la même couleur politique.

Sur le fond, l'accord vous paraît-il bon ?

Non, car il enferme la politique budgétaire américaine dans un carcan. Le texte ne prévoit pas de hausse d'impôt, ce qui enlève toute marge de manœuvre aux gouvernants pour soutenir l'économie, développer l'assurance maladie, lutter contre le chômage. Au final, ce sont les plus pauvres qui vont supporter l'ajustement, alors même que l'une des causes de la crise aux Etats-Unis, c'est la trop faible consommation, ou plutôt la trop forte consommation à crédit.

La tendance est même plus à la baisse de la protection sociale qu'à l'augmentation des impôts visant les plus riches. A court terme, il n'y a aucune chance pour que les impôts augmentent. C'est le point sur lequel la majorité des républicains ne céderont pas.

L'existence des aides sociales comme le programme Medicare peut-elle être menacée ?

La sécurité sociale américaine est fragile car elle ne suscite pas d'adhésion populaire massive. La crise a montré que ce système était protecteur et facteur de cohésion sociale, mais son poids sur les finances publiques l'affaiblit dans l'opinion.

Aux Etats-Unis, le système des aides sociales est remis en cause lors de chaque élection. Le pays n'est donc pas protégé contre un accident politique qui verrait la droite républicaine les supprimer. Les démocrates sont des défenseurs timides du système, ce qui rend l'équilibre fragile.

La solution de long terme face aux difficultés budgétaires serait une reprise de la croissance. En prend-on de le chemin ?

Les Etats-Unis sont dans une impasse. On l'a dit, l'économie américaine a besoin d'une plus grande consommation des plus pauvres, ce que ne va pas favoriser l'accord conclu sur la politique budgétaire.

Ils ont aussi besoin d'une croissance impulsée de l'extérieur, ce qui passe par une demande plus forte de la part de la Chine et des pays asiatiques. La seule marge de manœuvre des Etats-Unis pour être plus compétitifs en Asie est de faire baisser le dollar, de chercher un rééquilibrage des taux de change à l'échelle mondiale. Ils n'ont pas toutes les cartes en main.

Un article 20minutes.fr du 4 août

La montée en puissance d'une bactérie inquiète les scientifiques. (05.08)

Elle s'appelle Salmonella Kentucky, et son nom pourrait ne pas rester inconnu très longtemps. Une étude internationale menée par les chercheurs de l'Institut Pasteur, de l'INRA et de l'Institut de veille sanitaire démontre que cette bactérie se développe de façon inquiétante, tant par la fréquence des infections qu'elle provoque que par leur localisation géographique, mais surtout par la résistance qu'elle développe aux antibiotiques censés la combattre.

La bactérie s'invite sur le vieux continent

Les salmonelles sont une des premières causes d'infections alimentaires chez l'homme. Cette souche spécifique a été repérée chez des voyageurs de retour d'Égypte, du Kenya et de Tanzanie, en 2002. Si la bactérie a alors attiré l'attention des scientifiques, c'est parce qu'elle présentait une résistance notamment aux fluoroquinolones, l'antibiotique utilisé pour traiter les infections sévères à salmonelles.

Dans les années qui ont suivi, les chercheurs ont constaté la multiplication du nombre de cas. Parallèlement, la zone de contamination s'est élargie, passant de la seule Afrique du Nord-Est et de l'Est à l'Afrique du Nord et de l'Ouest et au Moyen-Orient. Actuellement, des cas d'infections à Salmonella Kentucky sont signalés en Europe chez des patients n'ayant pas voyagé dans ces pays, signe que la bactérie semble s'être implantée sur le vieux continent.

Résistance

Mais ce qui inquiète le plus les chercheurs qui ont coordonné l'étude, c'est la découverte en Afrique du Nord de souches de Salmonella Kentucky qui ont développé une résistance aux céphalosporines de troisième génération et aux carbapénèmes, derniers recours possibles pour le traitement des infections à cette bactérie.

Devant la perspective d'une propagation européenne du germe, et face à l'impasse thérapeutique qui se dessine, les scientifiques mettent en garde contre l'utilisation d'antibiotiques dans l'élevage, responsable du développement de la résistance des bactéries aux antibiotiques et plaident pour une surveillance accrue de l'évolution des germes au niveau international.

Un article de monde.fr du 5 août

Chili : plus de 800 arrestations au cours de manifestations étudiantes. (06.08)

Plus de 870 personnes ont été interpellées jeudi 4 août, au terme d'une journée de manifestations étudiantes dans plusieurs villes du Chili. Des heurts répétés avec les forces de l'ordre ont eu lieu, notamment dans la capitale Santiago, et "*plus de 90 policiers ont été blessés*" selon le porte-parole du gouvernement. Il n'a pas fait état de blessés civils, mais au moins un policier serait dans un état grave.

Les principales violences ont éclaté à Santiago, où la police a empêché jeudi les manifestations qui n'avaient pas reçu le feu vert des autorités. Les étudiants organisaient leur huitième journée de mobilisation, en trois mois de contestation. "*Nous savions qu'en mettant une limite [à la mobilisation] il allait y avoir des manifestations alentour, mais parfois, l'autorité doit démontrer qu'elle protège aussi le droit de tous*", a déclaré ce haut responsable.

Des manifestations monstres, en juin, avaient réuni jusqu'à 80 000 personnes, les plus spectaculaires depuis le retour de la démocratie au Chili en 1990.

Etudiants, lycéens et enseignants, qui réclament de l'Etat des moyens accrus pour l'enseignement public et supérieur, avaient annoncé deux manifestations pour jeudi. Mais le gouvernement avait interdit les manifestations en estimant le temps du dialogue venu, après une série de propositions transmises lundi, notamment sur des bourses accrues et des crédits avantageux aux étudiants, dont la majorité s'endettent pour étudier. Propositions rejetées comme "*insuffisantes*".

Le président Pinera a vu sa cote de popularité chuter à 26 % d'opinions favorables, selon un sondage publié jeudi : un seuil record qui fait de lui le président le plus impopulaire depuis le retour de la démocratie en 1990. Il doit faire face à l'explosion du malaise structurel de l'éducation au Chili : un système à deux vitesses, dont le pan public est le parent pauvre de la réussite économique du pays depuis vingt ans.

Les étudiants ont lancé jeudi soir un ultimatum de six jours au gouvernement pour des propositions "*sérieuses, concrètes et cohérentes*". Ils réclament en particulier des garanties constitutionnelles sur une éducation publique gratuite et de qualité. "On n'impose pas ainsi au gouvernement", a répliqué le porte-parole du gouvernement.

Un article du monde.fr du 5 août

Près de 46 millions d'Américains vivent grâce à des bons alimentaires. (06.08)

Près de 46 millions d'Américains, soit 15 % de la population, vivait en avril 2011 grâce à des bons alimentaires, a indiqué vendredi 5 août le ministère de l'agriculture des Etats-Unis. Ce chiffre record a augmenté de 2,5 % entre mai 2010 et avril 2011.

Les Etats où les allocataires sont les plus nombreux sont le Texas (3,9 millions), la Californie (3,7 millions), la Floride (3 millions) et New York (3 millions). L'Alabama, Etat du Sud, a pour sa part doublé le nombre de ses allocataires, passant de 800 000 à plus de 1,7 million. Ce bond spectaculaire est dû en grande partie, selon un responsable du ministère, à la série de tornades qui a touché fin avril cet Etat, faisant 210 morts, plus de 1 700 blessés et des destructions massives.

Les bons alimentaires, qui font partie du programme SNAP d'assistance supplémentaire à l'alimentation, peuvent être demandés sous conditions, en fonction notamment d'un plafond mensuel de ressources selon la taille de la famille. Pour une famille de quatre personnes, ce plafond est fixé à 2 389 dollars. Le montant moyen de cette allocation est de 300 dollars. Les bons peuvent être échangés en supermarché contre des produits alimentaires, mais pas contre des sandwiches, des produits traiteurs ou de l'alcool.

En 2010, le programme d'aide alimentaire a coûté 68 milliards de dollars (47,6 milliards d'euros) aux contribuables américains, contre 250 millions de dollars en 1969, lorsque le programme a commencé (soit l'équivalent de 1,4 milliards de dollars actuels).

Les Américains ont tâché pendant deux ans, entre l'été 2008 et l'été 2010, de guérir de leur dépendance au crédit à la consommation et de se désendetter, face à un chômage élevé. Mais depuis octobre, l'encours des crédits a connu neuf mois de hausse d'affilée.

Le recours des Américains au crédit à la consommation a augmenté en juin à un rythme jamais vu depuis le début de la récession, selon des chiffres publiés vendredi par la banque centrale des Etats-Unis (Fed).

L'encours de ces crédits a bondi sur ce mois de 7,7 % en rythme annuel par rapport au mois précédent, la plus forte hausse depuis août 2007, pour atteindre 2 446,1 milliards de dollars. La hausse en dollars (15,5 milliards) est trois fois supérieure à celle attendue par les analystes.

Selon les données mensuelles de FirstData, une société de services de paiement électronique, les consommateurs américains ont financé depuis le début de l'année une part croissante de leurs achats de biens de première nécessité et d'essence par l'emprunt, à cause de la montée des prix.

Un article de liberation.fr et AFP du 6 août

Comment ils trustent votre assiette. (07.08)

(le titre de liberation.fr : *Controverse autour d'un nouveau mode moins polluant de culture des légumes*)

Les autorités françaises veulent interdire l'emploi de produits naturels pour traiter les salades, radis ou concombres alors qu'ils sont plus efficaces et moins polluants.

Colère de producteurs de légumes: les autorités veulent leur interdire l'emploi de produits naturels pour traiter leurs salades, radis ou concombres, en lieu et place de substances phytosanitaires chimiques plus polluantes.

«*Avec ces produits, je n'ai plus de problèmes de mildiou. Et voilà qu'on nous les interdit, à cause des complexités de la réglementation*», déplore Denis Digel, qui produit quelque 600.000 salades par an à Sélestat, dans le centre de l'Alsace.

Pendant des années, le maraîcher protégeait ses salades à l'aide de produits chimiques, qu'il appliquait à trois reprises.

Depuis deux ans, il se contente d'une seule pulvérisation de Sémafort, un produit dit «*phyto-stimulant*», à base d'algues, d'extraits végétaux et de phosphites. La substance, fabriquée en Allemagne, est censée renforcer les défenses naturelles de la plante.

«*C'est trois fois moins cher à l'hectare, et nettement plus efficace. Les rendements sont supérieurs. Et en plus, cela permet de réduire l'impact négatif sur la nature*», énumère-t-il. Il souligne que le gouvernement a justement demandé aux agriculteurs, dans le cadre du Grenelle de l'environnement, de diviser par deux d'ici 2018 leur consommation de produits phytosanitaires.

En France, ces produits alternatifs - dont le Sémafort - sont encore peu répandus, sauf dans l'Est où un regroupement de 460 producteurs les teste avec succès depuis 2007 au sein d'une «*station d'expérimentation*» dénommée «*Planète légumes*», soutenue par la Chambre d'agriculture d'Alsace.

Procédure longue et coûteuse Or, le ministère de l'Agriculture a adressé en juin aux producteurs concernés une mise en garde sur l'emploi des phosphites. Il souligne que les produits contenant ces substances ne peuvent être commercialisés qu'en tant que «*produits phytopharmaceutiques*». S'ils le sont en tant qu'engrais - c'est le cas du Sémafort -, ils doivent être «*retirés du marché sans délai*».

Les phosphites de la discorde

«*Nous n'avons aucune opposition de fond à l'usage des phosphites, qui sont d'ailleurs autorisées au niveau européen. Simplement, tout produit à base de phosphite ne peut être commercialisé que s'il a obtenu une autorisation de mise sur le marché*» (AMM), précise à l'AFP un expert du ministère.

Or obtenir une AMM, en France, relève d'une procédure longue et coûteuse, souvent hors de portée des petites ou moyennes entreprises qui commercialisent les phyto-stimulants. «*Pour le Sémafort, cela coûterait quatre millions d'euros, c'est hors de portée de son fabricant*», calcule Fabien Digel, directeur de «*Planète légumes*» et frère du producteur de Sélestat.

Les maraîchers réunis au sein de «*Planète légumes*» sont d'autant plus en colère que leurs voisins et concurrents allemands vendent en toute légalité en France des légumes traités aux phosphites: outre-Rhin, ces produits sont homologués pour une somme modique. Et ils ne le sont ni en tant que phytosanitaire, ni en tant qu'engrais, mais bien en tant que «*phyto-stimulants*».

L'ancien ministre et actuel député (UMP) du Bas-Rhin François Loos a pris fait et cause pour les maraîchers, et a écrit au ministre de l'Agriculture Bruno Le Maire pour lui demander de les rencontrer.

«Je pense qu'il y a une campagne en France pour empêcher l'arrivée de ces produits sur le marché», dit à l'AFP M. Loos. «Je ne sais pas si c'est un lobby, mais en tout cas je demande au ministre d'avancer».

Commentaire.

Le gouvernement favorise les trusts de l'industrie chimique qui seuls peuvent se payer les études nécessaires pour obtenir une autorisation de mise sur le marché de leurs saloperies. Quoi de plus naturel en somme ?

Je ne connais pas la composition du Sémafort, donc je ne me prononcerais pas sur la nocivité ou non de ce phyto-stimulant à base de phoshite. Ce qu'il faut retenir de cet article, c'est que si vous vouliez commercialiser un engrais, un pesticide ou autre insecticide naturel ou à base de plantes par exemple, ce serait impossible à défaut de ne pas pouvoir payer plusieurs millions d'euros pour réaliser les études indispensables pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché.

Un article de Reuters du 6 août

La Chine s'en prend à Washington et au statut du dollar. (07.08)

La Chine a pressé samedi les Etats-Unis d'affronter le problème de leur dette et mis en cause le statut de monnaie de réserve du dollar américain.

Dans un commentaire sévère au ton très peu diplomatique, l'agence officielle Chine nouvelle exprime le sentiment de Pékin après la dégradation à AA+ de la note souveraine des Etats-Unis par Standard & Poor's.

"La Chine, premier créancier de la seule superpuissance mondiale, est dorénavant dans son droit d'exiger des Etats-Unis qu'ils affrontent le problème de leur dette structurelle et assure la sécurité des actifs chinois en dollars", écrit Chine nouvelle.

"Il faut mettre en place une surveillance internationale sur la question du dollar américain et une nouvelle monnaie de réserve, stable et sûre, peut aussi être une option pour éviter qu'une catastrophe soit provoquée par un seul pays", ajoute Chine nouvelle.

La Chine suggère à Washington de réduire ses dépenses militaires et sociales.

"Le gouvernement américain doit se résigner à un état de fait douloureux: le bon vieux temps où il n'avait qu'à emprunter pour se tirer du pétrin qu'il avait lui-même créé est terminé", écrit l'agence officielle.

IMPACT DIRECT POUR LES RÉSERVES CHINOISES

Les économistes chinois estiment que la dégradation de la note américaine pose un risque important pour les marchés financiers et s'attendent à ce que la Chine, qui détient plus de 1.000 milliards de dollars de dette américaine, accélère la diversification de ses actifs.

"Ce sera le chaos sur les marchés financiers internationaux au moins à court terme. L'impact le plus direct pour la Chine concernera ses réserves. La valeur des investissements en dollar de la Chine va chuter", dit Li Jie, directeur d'institut à l'Université centrale de la finance et de l'économie.

"La Chine va devoir envisager d'autres investissements. Les bons du Trésor américain ne sont plus sûrs. Il y a sur les marchés des types d'actifs plus risqués que les (obligations) AAA, mais moins risqués que les AA+. La Chine n'y pensait pas auparavant mais va devoir le faire", ajoute-t-il.

Pour Ding Yifan, directeur adjoint d'un groupe de réflexion associé au Conseil d'Etat chinois, les Etats-Unis vont devoir encore assouplir leur politique monétaire, ce qui pourrait passer par une troisième opération de 'quantitative easing', consistant pour la Réserve fédérale à racheter des bons du Trésor.

"Si les Etats-Unis lancent vraiment un QE3, cela va sans aucun doute ajouter de l'incertitude à l'économie mondiale et faire grimper les prix des matières premières", dit-il.

Complément du figaro.fr du 6 août Le gouvernement chinois estime que S&P n'a fait que confirmer une «*horrible vérité*». Celle qui a été mise en lumière par l'agence de notation chinoise Dagong, qui a dégradé le triple A américain dès le lendemain de l'accord conclu pour relever le plafond de la dette. Selon elle, «*les jours où l'oncle Sam, perclus de dettes, pouvait facilement dilapider des quantités infinies d'emprunts de l'étranger semblent comptés. (...) Afin de soigner sa dépendance aux dettes, les États-Unis doivent rétablir le principe de bon sens selon lequel il faut vivre selon ses moyens*».

Pour Dagong, la note des Etats-Unis est passée de A+ à A avec, là aussi, une perspective négative. D'après l'agence officielle Chine nouvelle, l'adoption par le Congrès américain d'un texte permettant d'éviter un défaut de paiement des Etats-Unis a échoué à désamorcer «*la bombe de la dette*». Cet échec à maîtriser les emprunts américains pourrait affecter le «*bien-être de centaines de millions de familles au États-Unis et à l'étranger*», a-t-elle déploré il y a quelques jours.

Un article du figaro.fr du 8 août

À quoi ressemble un krach boursier ? (09.08)

Par définition, un «krach» boursier correspond à un effondrement brutal des actions, à la suite d'un afflux massif d'ordres de vente. La panique des investisseurs, qui veulent alors tous vendre en même temps, créé une spirale infernale capable de faire chuter une classe d'actifs de 20% en quelques séances. La première fois que le terme a été utilisé remonte à 1873, quand les Bourses de Vienne et de Berlin ont chuté de manière spectaculaire. Puis, les deux autres krachs qui ont bousculé le monde, ceux de 1929 et de 1987, ont marqué les mémoires, même s'ils ont été totalement différents.

Si les chutes enregistrées par les grandes places financières du monde depuis une quinzaine de jours sont impressionnantes, la situation ne peut être comparée à un krach boursier au sens propre. Certes, en onze séances de Bourse ouvrées, le Cac 40 parisien a perdu 18%, tandis que le Dax de Francfort et le Footsie londonien ont chuté respectivement de 20% et 14,5% en neuf séances. Mais ces décrochages sont moins brutaux que la dégringolade de 25% essuyée par Wall Street en deux séances à la fin octobre 1929 ou celle de 22,6% en une seule séance lors du fameux «lundi noir» du 19 octobre 1987.

Le krach de 1873

Quand l'Allemagne s'est unifiée en 1871, le pays s'est développé à la vitesse grand V dans le sillage de la seconde révolution industrielle, et notamment, une bulle immobilière se formait, à Vienne, à Berlin, tout comme à Paris. Dans le même temps aux États-unis, la course au rail fait rage. Mais, le 9 mai 1873, la Bourse de Vienne s'effondre sous le poids de la spéculation, provoquant la faillite de plusieurs banques du pays criblées d'emprunts hypothécaires. La crise se propage très vite en Europe, puis gagne New York. Le 18 septembre 1873, la Northern Pacific Railway, la plus grosse compagnie ferroviaire américaine fait faillite, ainsi que la banque (Jay Cooke & Cie) qui la finançait. Wall Street est contrainte de fermer 10 jours à partir du 20 septembre.

Le krach de 1929

Même type de scénario en octobre 1929. L'effondrement des marchés boursiers est apparu avec la formation d'une bulle. Entre 1921 et 1929, le Dow Jones a grimpé en moyenne de 18% par an, l'indice quadruplant ainsi en huit ans. Une évolution sans commune mesure avec celle des profits des entreprises et de la production américaine. L'économie commence à montrer des premiers signes d'essoufflement en 1929 ; les économistes pointent alors l'écart trop important entre l'économie réelle et les marchés financiers.

Le jeudi 24 octobre (connu sous le nom de jeudi noir ou Black Thursday) marque la première vraie panique. En séance, le Dow Jones perd jusqu'à 22,6%, mais la baisse se limite à la clôture, à 2,1%. Les cours restent stables le vendredi 25 et la demi-journée du samedi 26. Mais le lundi 28 octobre 1929, l'indice s'écroule de 13%, puis le lendemain, le fameux «mardi noir», il tombe encore de 12%. Un mois plus tard, il avait perdu la moitié de sa valeur ! À son plus bas, au milieu de 1932, il avait perdu près de 90% par rapport à ses niveaux d'avant le krach et ce n'est qu'en 1954 qu'il parviendra à les dépasser à nouveau.

Le krach de 1987

19 octobre 1987. Le «lundi noir». Le week-end qui a précédé a été fatal : de mauvais chiffres sur le déficit commercial américain, qui suscitait de grandes inquiétudes alors, et la hausse des taux allemands par la Bundesbank, jettent un froid, alors que le vendredi d'avant, la Bourse de New York (-4%) montrait des signes de nervosité. Le Dow Jones s'effondre alors de 22,6% en une seule séance. La seconde plus importante baisse jamais enregistrée en un jour sur un marché d'actions, devancée seulement par le krach de la Bourse islandaise de 2008, en pleine tourmente Lehman Brothers, qui, après trois jours de fermeture de la Bourse de Reykjavik, avait ouvert en baisse de...76% !

Les 19 et 20 octobre, se sont échangées à Wall Street autant d'actions qu'en trois mois. Contrairement à 1929, ce krach n'a pas été suivi d'une crise économique, les taux à long terme, qui avaient atteint des sommets, s'effondreront dès le lendemain et les marchés d'actions regagneront progressivement le terrain perdu. Deux ans plus tard, le Dow Jones revenait à ses niveaux d'avant krach.

Le mini-krach du 6 mai 2010

Le 6 mai 2010, Wall Street chute de 9% en une vingtaine de minutes. La journée commence sur fond de vives tensions alors que la crise de la dette en Europe plongeait la planète finance dans l'incertitude. À 14h32 heure de New York, un courtier a lancé un programme informatique de ventes portant sur 75.000 contrats à terme sur l'indice S&P 500 (représentant 4 milliards de dollars) en une durée de seulement 20 minutes, selon un rapport diffusé par la Sec (le gendarme de la Bourse américaine). Cela a créé une crise de liquidité sur le marché des contrats à terme, puis sur les marchés actions. Les ventes automatiques se sont alors enclenchées provoquant une chute très rapide des marchés. Mais ils se sont vite repris.

Un article de 20minutes.fr du 11 août

Famine: Les chiffres «effroyables» de la mortalité infantile en Somalie. (12.08)

Une hécatombe. Un enfant sur dix âgé de moins de cinq ans meurt toutes les onze semaines en Somalie à cause de la famine qui progresse si vite que les organisations humanitaires ont du mal à suivre, ont alerté mercredi des responsables de l'ONU. Près de la moitié de la population, soit 3,7 millions de personnes, sont à présent menacées par la famine, a déclaré le représentant spécial de l'ONU pour la Somalie, Augustine Mahiga, devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Au total, plus de 12 millions de personnes sont touchées en Afrique de l'Est, selon l'ONU.

Quelque 13 enfants sur 10.000, âgés de moins de cinq ans, meurent chaque jour en raison de la famine, a-t-il insisté. *«Cela veut dire que 10% des enfants de moins de cinq ans meurent toutes les onze semaines. Ce sont des chiffres effroyables»*, a regretté Augustine Mahiga, qui appelle à davantage d'efforts internationaux.

«Des dizaines de milliers d'enfants sont déjà morts»

L'ONU a réclamé une aide d'un milliard de dollars pour la Somalie, mais Catherine Bragg, la sous-secrétaire générale aux Affaires humanitaires des Nations unies, a indiqué que moins de la moitié de cette somme avait été réunie. *«Et nous ne sommes pas encore au pic de cette crise»*, a-t-elle alerté devant le Conseil de sécurité. Selon elle, 1,2 million d'enfants ont un besoin urgent d'aide. *«Des dizaines de milliers d'enfants sont déjà morts et de nombreux vont mourir dans les jours qui viennent si on ne leur fournit pas de l'aide»*, a-t-elle prévenu.

La famine constitue un problème de plus à gérer pour le gouvernement de transition somalien qui se bat pour le contrôle du pays contre les insurgés islamiques shebab, dont les troupes ont abandonné certains quartiers de Mogadiscio le week-end dernier, a relevé Augustine Mahiga. *«Sans intervention immédiate, il y a un réel danger que des seigneurs de guerre et leurs milices remplissent le vide laissé par les shebabs»* dans la capitale, a-t-il dit, appelant à renforcer la force de l'Union africaine en Somalie, soutenue par l'ONU.

Source : AFP

Un article de libération.fr du 11 août

L'implacable paupérisation des jeunes Anglais. (12.08)

Comme il y a trente ans à Bristol, l'incendie parti de Tottenham est un symptôme du profond clivage social qui existe entre l'Angleterre de la City et la jeunesse déshéritée des quartiers. Pas de slogans revendicatifs. En marge des affrontements avec la police, les émeutiers ont surtout visé les magasins de high-tech ou de vêtements. Et pour cause, une paire de baskets de marque coûte 80 livres à Londres (91 euros), là où la Job Allowance (l'équivalent du RMI) s'élève à 51,85 livres par semaine pour les moins de 25 ans. Or, le taux de chômage chez les 16-24 ans est proche des 20%.

Concentration. Beaucoup d'entre eux ne touchent pas même cette allocation : 30% des 18-24 ans sont tout simplement «inactifs», absents du marché du travail - seule une moitié l'est pour cause d'études. Pourtant, la moyenne nationale est bien moins dramatique : 7,7% de chômage «seulement» sur l'ensemble du Royaume-Uni. Quant au salaire hebdomadaire médian, il est de 499 livres, soit dix fois la Job Allowance.

Les inégalités se sont profondément creusées au Royaume-Uni depuis les années 90 et la concentration des richesses est revenue au niveau d'avant-guerre. En 1937, les 1% les plus riches trustaient 12% des revenus anglais. Dans les années 70, les mêmes privilégiés ne concentraient plus que 4,7% de la richesse. Mais en 2000, ils en possédaient à nouveau plus de 10%. Résultat, les 10% de Britanniques les mieux payés touchent aujourd'hui 10 fois plus que les 10% les plus pauvres.

Ce fossé originel, mais aussi les conséquences directes de la dernière crise, touche les jeunes de plein fouet. *«Les jeunes étaient déjà la catégorie la plus touchée par la récession en 2009»,* explique John Hill, économiste à la London School of Economics. Les deux dernières années n'ont rien arrangé : tandis que les chiffres nationaux s'améliorent, le chômage de longue durée a augmenté de 5% chez les jeunes, l'inactivité de 3%. Le sociologue Richard Sennett, professeur à l'Université de New York, le confie : *«La cause des émeutes de Londres, c'est l'indifférence du gouvernement. Toute une génération de jeunes gens n'a plus aucun espoir économique et se sent méprisée par le reste de la société.»*

«Underclass». Les ethnies ou les sexes n'influent que peu sur les inégalités : *«Les différences de revenu au sein de chaque groupe sont infiniment plus importantes que celles entre les groupes»,* explique le rapport du National Equality Panel, publié en 2010. En revanche, l'écart entre zones géographiques riches et pauvres est immense : dans le quartier londonien de Tottenham, il y a par exemple 10,5% de chômeurs et 30% d'inactifs. Mais ce qui compte le plus, c'est la classe sociale. *«L'Angleterre est un pays où la conscience d'appartenir à une classe sociale est extrêmement forte, explique Richard Sennett. Or, les événements récents et la politique du dernier gouvernement ne font qu'accroître le sentiment d'abandon des plus pauvres.»*

Depuis le début des années 90, la paupérisation des classes inférieures est telle qu'une nouvelle classe sociale a vu le jour, l'«underclass», constituée des familles qui ne travaillent pas depuis deux générations et vivent exclusivement des aides sociales. Dans cet univers où plus de la moitié des mères sont célibataires et où la violence est quotidienne, les réseaux sociaux classiques, porteurs des valeurs de morale et d'ordre, n'ont plus cours. Par ailleurs, *«l'écart entre les ouvriers et la middle class s'est encore creusé depuis dix ans»,* souligne encore Richard Sennett. Au final, en cet été 2011, le Royaume-Uni se réveille effarée en pleine *«Anarchy in the UK»*. La bande-son des émeutes de l'époque Thatcher.

Un article du figaro.fr du 11 août

Ces «*hedge funds*» qui s'enrichissent dans la crise. (12.08)

Les investisseurs ne sont pas tous logés à la même enseigne lorsque les marchés s'effondrent. Si la plupart d'entre eux sont pénalisés, certains gagnent de l'argent. Et parfois même beaucoup ! Une fois encore, les «*hedge funds*» se retrouvent au cœur de la spirale baissière actuelle.

Le fonds américain Bridgewater Associates aurait ainsi gagné 3 milliards de dollars sur la seule semaine dernière, selon le Wall Street Journal. En faisant des placements complexes ? Non, tout simplement en pariant sur un effondrement de la conjoncture mondiale. Une «*nouvelle période très difficile*» pour les marchés financiers se prépare, «*les gouvernements devant se battre pour réduire leur endettement*», affirmait mi-juillet le fondateur de ce fonds, Ray Dalio. Ce dernier a donc acheté de l'or, du franc suisse et des bons du Trésor américain. Trois valeurs refuges par excellence. Lorsque les marchés secouent, d'autres utilisent des techniques redoutables. Comme Och-Ziff Capital Management, un fonds ayant acquis pour 12 milliards de dollars d'options au cours du premier trimestre 2011. Les options voient leur prix augmenter lorsque la volatilité s'accroît sur les marchés financiers. Et l'indice Vix, qui mesure cette volatilité, s'est envolé depuis fin juin, passant de 16 à plus de 40. De quoi permettre à Och-Ziff capital d'engranger les milliards...

«D'une manière générale, les hedge funds profitent des situations où les marchés vont dans un seul sens de manière rapide. Et le moins que l'on puisse dire c'est que, depuis mi-juillet, le sens est clairement baissier», explique Frédéric Bonnevey, associé chez Anthera Partners. Autrement dit, les fonds ayant fait le pari d'une dégradation de la situation macroéconomique sont les grands gagnants. Leur imagination est sans limite. *«Certains gérants achètent du dollar canadien, du yen ou du franc suisse, car ils ont réalisé que ces deux devises évoluent à la hausse, lorsque le dollar américain et l'euro grimpaient, tout en se protégeant lorsque ces deux devises baissent.»*

Exploitation des rumeurs

Ces stratégies «*gagnant gagnant*» ne marchent pas toujours. L'un des plus célèbres gestionnaires de «*hedge funds*», John Paulson, qui a beaucoup gagné en misant contre les «*subprime*» en 2008, se retrouve aujourd'hui en grande difficulté. En début d'année, il affirmait sa confiance dans les actions. Une erreur qui lui coûte cher : selon Bloomberg, son fonds principal aurait perdu 11 % lors de la première semaine d'août. Et la contre-performance atteindrait 31 % depuis janvier. Mais cette bête blessée peut encore faire mal : *«un fonds en difficulté profite toujours des périodes troublées, comme celle que nous vivons en ce moment, pour se refaire : il exploite les moindres rumeurs pour entraîner les marchés derrière lui»* , confie, amer, un banquier français.

Un article du figaro.fr du 12 août

Le dernier plan d'austérité adopté par le gouvernement italien. (13.08)

(le titre du figaro.fr : *Silvio Berlusconi choisit de taxer les hauts revenus*)

Le gouvernement italien, qui s'est donné pour objectif de stopper les pressions spéculatives des marchés, a adopté ce vendredi un décret d'urgence prévoyant un nouveau plan de rigueur chiffré à 45,5 milliards d'euros sur deux ans. Ces mesures d'austérité visent à récupérer 20 milliards d'euros en 2012 et 25,5 milliards en 2013. Leur adoption devrait permettre à l'Italie d'annuler son déficit public- à ce jour de 3,9 % - d'ici la fin 2013.

Pour la première fois, le chef du gouvernement Silvio Berlusconi a accepté d'alourdir la pression fiscale avec une «*taxe de solidarité*» sur les revenus plus élevés. Selon les fuites distillées par les partenaires sociaux, cette contribution pourrait s'élever à 5 % par tranche de 10.000 euros pour les salariés gagnant plus de 90.000 euros, et à 10 % au-delà de 150.000 euros. Les travailleurs indépendants gagnant plus de 55.000 euros seront imposés à 41 %. En revanche patrimoines et logements resteront exempts d'imposition. Un impôt unique de 20% sera prélevé sur les revenus du capital- contre 12,5% actuellement- et de 25% sur les dépôts bancaires.

Lutte agressive contre la fraude fiscale

L'entrée en vigueur du fédéralisme fiscal sera anticipée à 2012: le gouvernement espère rendre ainsi plus agressive la lutte contre la fraude fiscale. Il deviendra obligatoire de déclarer les transactions de plus de 2500 euros et de dures sanctions sont prévues pour les activités ne délivrant pas de factures ou tickets de caisse, pouvant aller jusqu'à la fermeture. Le projet prévoit, pour faire des économies, la fusion de provinces (38 disparaîtront) et communes (1500 devraient fusionner). Concernant la productivité, elle sera augmentée avec la suppression des ponts et le transfert automatique des fêtes nationales sur le lundi.

Les coûts de la politique seront également taillés avec la suppression de 50.000 postes d'élus au niveau de l'Etat central et des collectivités locales. Des sacrifices très lourds seront également demandés aux Italiens notamment en ce qui concerne la prévoyance sociale (services sociaux et familiaux) qui subira l'an prochain le gros de l'effort (environ 20 milliards d'euros) : tous les niveaux d'assistance sociale et de transferts aux collectivités locales seront touchés. En revanche la Ligue du Nord s'étant opposée à des coupes claires, les retraites seront épargnées. Les femmes du secteur privé seront encouragées à poursuivre leur activité jusqu'à 65 ans, soit 7 ans de plus qu'aujourd'hui.

Silvio Berlusconi a indiqué que «*son coeur saigne*» à l'idée d'aller contre sa promesse de «*ne jamais mettre la main dans les poches des Italiens*». Mais il a justifié ses décisions par «*la situation dramatique*» en soulignant que les nouvelles mesures étaient «*inévitables*». Et d'ajouter que «*le vote en conseil des ministres a été unanime*». Silvio Berlusconi a souligné que les nouvelles mesures «*vont dans le sens de ce qu'avait souhaité la Banque centrale européenne*».

Complément de Reuters

Le programme prévoit aussi de relever l'âge de la retraite pour les femmes à partir de 2016, et non de 2020 comme envisagé précédemment.

Parmi les autres mesures envisagées figurent un regroupement des jours fériés pour accroître le nombre des jours ouvrables. Le 2 juin, anniversaire de la création de la République italienne, sera ainsi fêté un dimanche.

Commentaire : Inutile de commenter, c'est suffisamment clair ! Voilà plus qu'il n'en faut pour lier le combat pour la rupture avec le capitalisme et la liquidation des institutions.

Un article du monde.fr du 13 août

L'économie entre dans une "*phase dangereuse*". (14.08)

Après la dégradation de la note américaine et une semaine extrêmement mouvementée sur les marchés financiers, le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, tire un bilan assez pessimiste du futur de l'économie mondiale dans un entretien à l'hebdomadaire australien Weekend Australian.

A ses yeux, l'économie mondiale est entrée dans une "*phase nouvelle et plus dangereuse*", et ce n'est que le "*début d'une tempête nouvelle et différente*". "*Ce n'est pas la même crise qu'en 2008. Dans les quinze derniers jours, nous sommes passés d'une reprise difficile - avec une bonne croissance pour les pays émergents (...) mais bien plus hésitante pour les pays les plus développés - à une phase nouvelle et plus dangereuse*", a-t-il expliqué.

L'ÉQUILIBRE GÉOPOLITIQUE REMIS EN QUESTION

"*La leçon de 2008, c'est que plus on attend et plus les mesures doivent être sévères, a-t-il rappelé. La plupart des pays développés ont déjà utilisé ce que leur permettait la politique fiscale et monétaire*". M. Zoellick ne voit pas d'autres solutions qu'une politique de rigueur. Il salue en ce sens le premier ministre britannique David Cameron, qui a maintenu, malgré les émeutes, les mesures d'austérité annoncées ces derniers mois.

Au-delà des conséquences financières immédiates, Robert Zoellick estime que la situation actuelle va provoquer des changements dans l'équilibre géopolitique de la planète. Toute cette crise est en train de transférer "*très rapidement, du point de vue de l'histoire*", le pouvoir économique de l'Occident vers la Chine.

Or, pense-t-il, Pékin "*ne tient pas à ce rôle*" car il est confronté à ses propres problèmes : éviter la surchauffe de son économie, mais aussi limiter la pollution, réformer son système fiscal et maintenir l'équilibre entre entreprises publiques et privées. Une dévaluation du yuan, a-t-il souligné, aiderait à modérer l'inflation, mais rendrait les produits étrangers moins chers sur le marché chinois, ce qui pose des problèmes politiques.

LA ZONE EURO, LE PLUS GRAND DÉFI

Au final, le plus grand défi que pose la crise actuelle se situe en Europe, selon le patron de la Banque mondiale. Avec la Grèce et le Portugal assommés par leur dette et d'autres pays menacés, et sans possibilité de dévaluation, c'est en effet non seulement l'économie de la zone euro qui est menacée, mais l'existence même de la monnaie européenne,

Les investisseurs, a-t-il souligné, commencent à se demander combien de temps l'Allemagne et la France vont pouvoir continuer à soutenir les pays menacés sans se mettre eux-mêmes en danger de voir leur note diminuer à son tour.

Un article de 20minutes.fr du 18 août

La population mondiale va dépasser les 7 milliards d'habitants en 2011. (19.08)

La population mondiale va franchir le seuil des 7 milliards d'habitants en 2011 et si la croissance démographique en moyenne ralentit, elle reste très forte en Afrique, selon une étude bisannuelle de l'Institut national d'études démographiques (Ined) publiée ce jeudi. Le cap des 6 milliards avait été dépassé en 1999. Il aura fallu douze ans pour atteindre les 7 milliards mais il faudra 14 ans pour arriver à 8 milliards.

Stabilisation autour de 9 à 10 milliards d'habitants

Ensuite la population du globe devrait se stabiliser, dans un siècle, autour de 9 à 10 milliards, selon les projections de l'institut français qui réalise ses propres études en parallèle à celles réalisées par les Nations Unies, la Banque mondiale ou d'autres grands instituts nationaux. La croissance démographique mondiale va descendre en 2011 à 1,1%, selon les estimations de l'Ined, alors qu'elle était grimpée, il y a 50 ans, à un maximum de 2%.

Le ralentissement de cette croissance s'explique par la diminution du taux de fécondité mondial qui est tombé à 2,5 enfants par femme en moyenne contre 5 enfants en 1950. Mais les différences sont énormes, entre par exemple le Niger (7 enfants par femme) alors qu'à Taïwan le taux est de 0,9. L'essentiel de la croissance démographique est assuré par l'Afrique subsaharienne, une partie de la péninsule arabique et les régions allant de l'Afghanistan jusqu'au nord de l'Inde.

L'Inde va dépasser la Chine

La population du continent africain (Afrique du Nord comprise) pourrait, selon l'Ined plus que quadrupler en un siècle, pour passer de 800 millions en 2000 à 3,6 milliards en 2100, et ce malgré la forte mortalité due au sida. «*Dans moins d'un siècle un habitant sur trois vivra en Afrique, contre un sur sept aujourd'hui*», a indiqué à l'AFP le chercheur Gilles Pison, auteur de l'étude.

Actuellement le «G7» des pays les plus peuplés est composé de la Chine (1,33 milliard) devant l'Inde (1,17), les Etats Unis (306,8 millions), l'Indonésie (243,3), le Brésil (191,5), le Pakistan (180,8) et le Nigeria (162,3). Ces sept pays représentent à eux seuls, avec 3,59 milliards d'habitants, plus de la moitié de la population mondiale. Dans moins de dix ans, la Chine sera dépassée, selon les projections de l'institut, par l'Inde qui enregistre tous les ans près de 28 millions de naissances, contre 16,3 millions pour la Chine.

Le Japon, recordman des personnes âgées

En 2050 le classement des pays les plus peuplés devrait être sensiblement modifié avec l'Inde en tête (1,69 milliard) devant une Chine moins peuplée (1,31) et le Nigeria qui, avec 433 millions d'habitants, passera devant les Etats Unis (423). Le Pakistan se hissera à la cinquième place devant l'Indonésie tandis que le Bangladesh accèdera à la septième place devant le Brésil. L'Union européenne (27 pays) compte actuellement 502,2 millions d'habitants mais n'en comptera guère plus (513) en 2050, alors que la France (métropole) atteindra 72 millions.

En termes de vieillissement de la population le Japon est aujourd'hui en tête avec 23% de 65 ans et plus, devant l'Allemagne (21%). Le Japon est aussi le pays où l'espérance de vie à la naissance est la plus élevée (83 ans). La France est à la 9e place (82 ans), au dessus de la moyenne de l'Union européenne (80 ans). L'espérance de vie, en moyenne mondiale, est de 70 ans, mais elle reste particulièrement basse en Afrique, surtout au Zimbabwe (46 ans). Pour l'Afghanistan elle est évaluée à 44 ans.

Source : AFP

Un article de Slateafrique.com du 25 août

Algérie, la justice folle. (26.08)

Les juges prennent souvent des décisions paradoxales, soit pour contenter l'opinion publique, soit pour satisfaire le régime.

C'est le dernier cas en date: un maire, élu dans une circonscription près d'Alger (Zéralda) entame une bataille contre la mafia politico-financière locale, puissant réseau qui sévit dans la plupart des communes, détournant biens et argent. Mouhib Khatir dépose donc une série de plaintes pour malversations, mais se retrouve en prison pour non paiement de cafés, arrêté en plein nuit par une brigade antiterroriste dépêchée d'Alger avec un mandat d'amener émis oralement par un procureur général —cité nommément par le maire pour ses implications dans divers trafics.

Un comité de soutien naît, des sit-ins et rassemblements sont organisés à Zéralda, mais rien n'y fait, le maire est toujours en prison, en grève de la faim.

Quelques jours plus tôt, le procès du meurtre du chanteur kabyle Matoub Lounès se déroulait dans un simulacre de justice. Les deux jeunes suspects, qui ont avoué leur participation au crime sous la torture —ce que le juge n'a pas contesté—, s'en sortaient avec une peine de 12 ans de prison, soit l'équivalent de leur détention préventive. Pour la sœur du chanteur, Malika Matoub, en première ligne dans la recherche des véritables commanditaires du chantre de la chanson contestataire kabyle, «il n'y a pas eu de procès», avertissant qu'elle allait «déposer une autre plainte contre X et si elle n'est pas acceptée, internationaliser l'affaire».

Autre dossier récent: Nadia Kerboua, journaliste au quotidien Le Matin —suspendu par les autorités— est arrêtée à l'aéroport des suites d'une plainte parce qu'elle a rendu une voiture de location quelques jours en retard. Condamnée à trois ans de prison ferme par défaut, elle est arrêtée puis relâchée en attendant la suite de son affaire. Disproportionné? Oui, mais c'est la justice algérienne, dont le bras frappe sans aucune retenue.

Un peu plus loin, en décembre 2010, Senni Salah Eddine, PDG d'une entreprise publique, mourait en prison après une longue détention préventive, suspecté de détournement. Triste sort pour lui, à l'image des milliers de cadres emprisonnés sans jugement et libérés par la suite. Le lendemain, un non-lieu était prononcé lors du procès de Senni, dossier vide.

Que se passe-t-il? Rien, la justice fait ce qu'elle veut, Mokrane Aït Larbi, avocat et auteur d'un livre sorti récemment qui montre tout le décalage entre les textes et la réalité des tribunaux, rappelle que «la justice algérienne est basée sur l'intime conviction; en son âme et conscience le juge décide de la peine en fonction de ce qu'il pense et ce qui est prévu par la loi». Mais que dit la loi?

La justice du ramadan

Le ramadan 2011 a commencé le 1er août et les non jeûneurs se sentent déjà traqués, se calfeutrants dans leurs appartements ou se perdant dans la nature, pour ceux qui vivent dans la campagne. Si pour l'instant personne n'a été encore arrêté, l'année dernière plusieurs affaires ont fait la une des journaux.

Le mis en cause: l'article 144 bis 2 du code pénal, «atteinte aux préceptes de l'islam», qui est apprécié différemment selon chaque juge. Mais c'est le même scénario: arrestation, prison et mobilisation, avec à la clé condamnation ou acquittement selon le degré de réaction de l'opinion publique. Pourtant, comme le souligne un avocat:

«Le ramadan n'est que l'un des cinq préceptes de l'islam, avec la prière par exemple. On devrait logiquement mettre en prison tous ceux qui ne font pas la prière.»

Mais encore une fois, ce n'est pas une question de logique; le juge est seul maître de ses décisions et personne ne peut le sanctionner, puisque il y a des cours d'appel et une cour suprême pour les recours.

Si les jeûneurs de Kabylie ont été relâchés, d'autres, moins soutenus ailleurs, ont fait un à deux ans de prison. La justice est-elle plus juste en Kabylie? Non plus, car elle y a condamné à perpétuité trois fonctionnaires qui ont trafiqué des papiers d'état civil pour l'obtention de la nationalité française, mais n'a puni que de cinq ans d'emprisonnement dans l'ouest algérien des malfaiteurs qui ont violé une dizaine de femmes.

Pourtant, il y a en théorie une jurisprudence qui assure l'unification des jugements à travers le pays, comme l'explique l'article 152 pour définir le rôle de la Cour suprême et du Conseil d'Etat —une justice de la justice. Sauf que la Cour suprême ne peut pas s'autosaisir. Seul le justiciable s'estimant lésé peut l'interpeller et celle-ci ne peut de toute façon pas sévir contre un juge, mais simplement annuler un verdict. Quel recours alors pour le citoyen? La corruption, qui en dehors des affaires sensibles et trop médiatisées fonctionne très bien.

Le fonctionnement de la justice

Mis à part la corruption (un verdict sur une banale affaire coûte environ 3.000 euros à détourner), il y a les affaires particulières, politiques ou gros dossiers économiques. Ceux-ci sont généralement pilotés par l'exécutif et tout particulièrement le DRS, les renseignements militaires, qui ont non seulement la prérogative judiciaire, mais disposent officiellement d'un attaché militaire qui épaulé le ministre de la Justice —quand il ne décide pas tout seul des verdicts. Le reste des cas est à l'appréciation du juge.

«Un problème souvent culturel», explique maître Mostefa Bouchachi, président de la ligue algérienne des droits de l'homme, «les magistrats suivent la morale ambiante.»

Pris donc entre le conservatisme de la société et l'autoritarisme du régime, les juges, au bord de la schizophrénie, font et défont les justiciables. Pourtant, un organe chargé de protéger l'indépendance et la santé mentale des juges, le CSM, Conseil supérieur de la magistrature, existe. Un acquis clairement établi dans la Constitution votée après les émeutes d'octobre 1988, qui ont poussé à la libéralisation politique du régime.

La Constitution est jusqu'à aujourd'hui sans ambiguïté: c'est à ce Conseil, calqué sur le modèle français, de gérer les carrières, nominations, promotions et sanctions des magistrats. Hélas, dans les faits, c'est le président de la République —Bouteflika en l'occurrence, très peu démocrate— qui gère toutes ces dispositions, nomme et mute tout le monde.

Vingt-trois ans après l'instauration du CSM, le président de la République, premier magistrat du pays, viole la loi et ne consulte même plus ce Conseil légal, qui n'a plus aucun rôle réel, transformé en simple chambre d'enregistrement des décisions du Très Haut.

Tout comme il n'y a pas de contre-pouvoir législatif, l'Assemblée étant dominée par un groupe de parlementaires dociles souvent passés grâce au trucage électoral, il n'y a qu'un relatif pouvoir médiatique, la preuve étant que cet article peut être publié en Algérie, même s'il peut aussi être l'objet de poursuites pour diffamation et mettre son auteur en prison.

Et il n'y a évidemment pas de contre-pouvoir judiciaire, pilier de la démocratie, les juges vivant dans la hantise d'une mutation ou sanction de l'exécutif. Après 12 ans de Bouteflikisme, le pouvoir judiciaire n'est qu'une instance aux ordres du DRS et de la présidence, qui se partagent le destin de millions de justiciables. Qui, à chaque convocation, tremblent pour leur vie.

Commentaire : le régime de Bouteflika est une dictature, on en a ici une nouvelle preuve. Qu'en pense le PT d'Algérie et le POI qui apparemment entretiennent d'excellentes relations avec ce régime ?

Un article de 20minutes.fr du 25 août

«La France sauve son AAA au moins jusqu'à l'élection présidentielle». (26.08)

INTERVIEW - Le plan anti-déficit du gouvernement permet à la France de sauver la note de sa dette pour l'instant. Le plus dur reste à faire. Analyse avec Norbert Gaillard (1), économiste, consultant à la Banque mondiale et spécialiste des agences de notations.....

Le plan anti-déficit présenté mercredi permet-il à la France de sauver son «AAA»?

L'objectif du plan anti-déficit est clairement une opération pour sauver le «AAA». Un impératif renforcé par la dégradation de la note de la dette des Etats-Unis début août. Les agences de notation ont lancé un signal fort: si la première puissance mondiale peut être dégradée, aucun pays n'est à l'abri.

Les mesures annoncées par le gouvernement Fillon vont éviter une mise sous perspective négative par les agences de la note française. Il n'y a pas de risque qu'elle soit dégradée dans les 12 à 18 mois qui suivent. Le gouvernement n'a donc pas à craindre que des inquiétudes sur une perte par la France de son «AAA» reviennent sur le tapis d'ici à l'échéance présidentielle.

Mais à moyen terme?

Les décisions prises par le gouvernement sont juste de court terme. C'est une agrégation de mesurette avec un biais symbolique comme la taxation des hauts revenus. Elle va générer 200 millions d'euros de recettes soit à peine 2% des économies attendues par le plan anti-déficit. Il va malgré tout permettre d'arriver à un budget en déficit de 4,5% du PIB l'an prochain et de 3% en 2013 contre 5,7% en 2010. Mais il n'y a pas de quoi pavoiser. L'Allemagne compte revenir à l'équilibre entre 2013 et 2014. Et en attendant, la dette française va continuer à gonfler.

Comment garantir le «AAA» de la France à plus long terme?

Les agences de notation sont très attachées aux réformes en profondeur. Pour conserver sa note, la France pourra difficilement y échapper.

Dans l'absolu, ces agences verraient d'un très bon œil que la TVA soit relevée d'un point ou deux. A cela, s'ajouterait une nouvelle réforme des retraites avec à la clé un relèvement de l'âge de départ entre 65 et 67 ans doublé d'un allongement de la durée de cotisations à 43 ans.

Les autres pistes seraient également de diminuer les pensions des retraités de 5% sur 5 ans, de rendre l'impôt sur le revenu plus progressif et d'imposer plus lourdement les hauts-revenus.

Ce seraient des mesures fortes de moyen-long terme pour que la France puisse se dégager davantage de marge de manœuvre.

(1) Auteur de l'ouvrage Les agences de notation, aux éditions La Découverte.

Commentaire d'un internaute.

- "il a juste oublié de vous dire qu'avec 3000 milliards d'euros qui s'échangent sur la place parisienne TOUS LES JOURS, si on taxait la somme des transactions à 0,01% cela reviendrait à 300 millions d'euros tous les jours * 254 (jours ouvrés) = 76 milliards d'euros par an.

Et après ça le premier ministre nous amuses avec son plan d'austérité à 12 milliards et à coup d'augmentation de 10% sur les clopes.

J'entends déjà des gens qui n'ont jamais rien compris à la bourse dire oui mais si tu fais cela tout le monde va placer sur les autres bourses européennes.... A cela je voulais dire que l'imposition depuis cette année sur les bénéfiques, et sur la spéculation à 20% dès le premier centimes gagnés n'a pas fait disparaître les

traders sur les salles de marchés de Paris....et je parle en connaissance de cause, je suis trade à mon niveau."

Un article du monde.fr du 25 août

"Les tribus, un élément central dans la construction de la nouvelle Libye". (26.08)

Le futur gouvernement devra réussir à trouver un équilibre entre les différentes tribus qui composent la Libye. Comme avec Mouammar Kadhafi, elles seront le critère indispensable pour assurer une certaine cohésion dans le pays, estime Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen (Cermam), à Genève.

Quelle est l'importance des tribus en Libye ?

Il y a cinq ou six grandes tribus, et des dizaines de sous-tribus, implantées dans certaines régions du pays. Les tribus ont pris une dimension plus déterminante dans le système politique libyen après l'instauration du Livre vert de Mouammar Kadhafi, au milieu des années 1970. Le lien tribal est alors devenu le seul socle de stabilité, mais aussi une valeur refuge sociale très importante. Donc le fondement du système social en Libye, c'est l'appartenance à la tribu. Cependant, le Livre vert imposé par Kadhafi, qui voulait se greffer sur ce système tribal, a été rejeté par les principaux intéressés.

Dans ce cas, comment Kadhafi a-t-il pu rester au pouvoir pendant quarante-deux ans ?

Il a su tirer profit de cette nature tribale de la société en jouant habilement le rôle de balancier entre les différentes tribus. Bien sûr, il a favorisé sa propre tribu en lui donnant des positions importantes, notamment sur le plan sécuritaire, mais il a également acheté l'allégeance des autres, en leur assurant une promotion économique et sociale. Kadhafi a joué entre équilibre régional et équilibre tribal et a toujours essayé de ne jamais se fâcher avec les chefs ou les notables de tribu, à l'exception des Warfala [présente essentiellement à Benghazi, dans l'est du pays] qui sont responsables de la tentative de coup d'Etat de 1993.

Quel comportement ont adopté les tribus durant les six derniers mois ?

L'insurrection du 17 février n'était pas tribale, mais plutôt organisée par des activistes et des jeunes. Donc le premier réflexe du régime libyen a été de s'assurer du soutien des chefs de tribu. Mais ceux-ci ont bien vu que c'était quelque chose qui les dépassait.

Il y a dès lors eu une division en fonction des alliances avec Kadhafi. Et aussi au sein même des tribus : certains appelaient à soutenir la révolution et certains affichaient leur soutien au régime. Mais d'une manière générale, la grande majorité des tribus avait choisi de soutenir l'insurrection, ce qui a fait son succès. Leur position a aussi été intelligente, car elles ont épargné au pays d'avoir une grande guerre tribale.

Les tribus vont-elles jouer un rôle important dans les prochaines semaines ?

Oui, elles seront un élément central dans la construction de la Libye. D'abord en étant présentes dans des organes comme le Conseil national de transition (CNT). Tous les membres du CNT ont été choisis en fonction de leur appartenance aux différentes tribus et, surtout, en fonction de leur appartenance aux différentes régions de la Libye. Ce sera également un critère important lors des prochaines élections pour s'assurer que tout le pays est représentée au sein des instances de transition. L'organisation prochaine d'une conférence des tribus a d'ailleurs été évoquée.

Enfin, quoi qu'il arrive, les tribus resteront toujours les référents indispensables de la nouvelle élite qui dirigera le pays. Depuis l'arrivée au pouvoir de Kadhafi, il n'y a pas eu d'expression politique, que ce soit avec des syndicats ou des partis. En revanche, les appartenances tribales ont toujours existé. Elles seront donc le critère indispensable pour assurer une certaine cohésion dans le pays.

Le risque de guerre civile est-il écarté ?

Tout dépendra de la gestion des nouvelles instances. Si elles tiennent compte de cet équilibre tribal et régional, elles pourront éviter des tensions. En revanche, s'il y a une injustice ou une mauvaise gestion des équilibres, on risque de braquer certains chefs locaux. On peut s'attendre, par exemple, à ce que les membres de la tribu Warfala, mis à l'écart par le régime de Kadhafi, veuillent obtenir des postes importants.

Un article de 20minutes.fr du 24 août

Plan d'austérité: Les principales mesures annoncées. (26.08)

Le gouvernement a présenté mercredi un plan d'austérité de 12 milliards d'euros. Le détail des mesures...

Taxe sur les hauts revenus: D'un montant de 3%, elle s'appliquera sur le revenu fiscal de référence à partir de 500.000 euros. Recettes estimées : 200 millions d'euros

Heures supplémentaires: Rien ne change pour les salariés. Ils continueront à bénéficier des abattements. En revanche, les heures sup' sont intégrées dans le barème des allègements généraux de charges afin de limiter les risques d'optimisation fiscale. Traduction, elles coûteront plus chères aux entreprises. Le gouvernement espère récolter 600 millions d'euros.

Plus-values immobilières: Suppression de l'abattement dérogatoire de 10% par an sur les plus-values immobilières (sauf résidence principale). Le gouvernement espère gagner 200 millions d'euros en 2011 et 2,2 milliards en 2012.

Complémentaires santé: La suppression de l'exonération partielle de taxe spéciale sur les conventions d'assurance pour les contrats dits «solidaires et responsables» pourraient amener 1,2 milliards d'euros de recettes en 2012.

Impôt sur les sociétés: Le gouvernement veut rapprocher l'imposition entre la France et l'Allemagne et limiter aux entreprises la possibilité de reporter leurs déficits. Le gain espéré est de 0,5 milliard cette année et 1,5 milliard d'euros en 2012

Parcs à thèmes (foires, salons, manèges...): La TVA sur les billets d'entrée passe de 5,5% à 19,6%. Cette mesure devrait rapporter 90 millions d'euros en 2012.

Tabac: les prix du tabac vont augmenter de 6% en octobre et à nouveau de 6% dans le courant de 2012. La mesure rapportera 90 millions d'euros dès 2011 et 600 millions d'euros en 2012.

Alcool fort: Une majoration du prix de 90 centimes par litre pour une bouteille supérieure à 40 degrés d'alcool va rapporter 340 millions d'euros en 2012.

Sodas: Les boissons avec du sucre ajouté verront leur prix augmenter en 2012. La mesure devrait générer des recettes supplémentaires de 120 millions d'euros

Outre-Mer: La suppression de l'abattement de 30% sur le bénéfice imposable des entreprises dans les départements d'outre-mer améliorera les recettes de 100 millions d'euros.

Forfait social: Le forfait est relevé à 8% contre 6% auparavant. Il s'agit, entre autres, des sommes versées par les employeurs à leurs salariés dans le cadre de l'épargne salariale. Cela va rapporter 410 millions d'euros en 2012.

Revenu du patrimoine: Les revenus du patrimoine (intérêts, dividendes, plus-values, produits d'assurance-vie, revenus fonciers...) sont soumis aux prélèvements sociaux à un taux global de 12,3 % (CSG, CRDS, prélèvement social, contribution additionnelle de solidarité et prélèvement additionnel). Il est proposé de le faire passer à 13,5 %. Recettes attendues : 190 millions d'euros dès 2011 et 1,3 milliard d'euros en 2012.

Document

Articles de presse de septembre 2011

Table des matières

France

Politique

- Sarkozy voudrait monter le privé contre le public. (28.09)

Social

- Le Parlement alourdit la taxation des complémentaires santé
- Des ouvriers métallurgistes séquestrent leurs patrons
- Santé, famille : ce qui va changer en 2012. (23.09)
- Consommation : les Français de plus en plus frustrés. (28.09)

Economie

- Des centaines de villes au bord de la faillite.
- Le Medef convoite un marché de 200 milliards de dollars en Libye
- Denis Kessler: «Nous n'avons plus de munitions», la zone euro peut exploser
- 5 500 collectivités locales concernées par les emprunts toxiques en France. (23.09)

International

Politique

- 20 000 opposants chiites manifestent à Bahreïn
- En Algérie, le gouvernement lance une série de réformes politiques
- Tunisie: adoption d'une déclaration sur la transition démocratique

Social

- Nouvelle poussée de la pauvreté aux Etats-Unis en 2010
- Des milliers d'Espagnols manifestent contre les coupes budgétaires dans l'éducation
- La nouvelle taxe immobilière suscite un tollé en Grèce
- En Inde, la pauvreté commence à moins de 0,38 euro par jour. (23.09)
- La colère gronde de plus en plus fort en Grèce. (23.09)

Economie

- L'Europe ne se dirige pas vers une récession, assure Barroso
- Le plan italien d'austérité approuvé par le Sénat
- Le Sénat espagnol approuve une "règle d'or" sur le budget
- L'OCDE prévoit un net ralentissement du G7 au second semestre
- L'Eurosystème abaisse ses projections de PIB 2011 et 2012
- Démission de Jürgen Stark chef économiste de la BCE "pour raisons personnelles"
- Le ministre allemand des Finances prédit une faillite de la Grèce
- L'économie mondiale en zone de danger, juge Robert Zoellick
- Le FMI appelle à des mesures radicales contre la crise
- Désaccords entre Européens et Geithner sur la crise
- Les républicains ne veulent pas de la taxe Buffet
- Espagne: le chef de l'opposition conservatrice veut réduire le taux d'imposition des sociétés. (20.09)
- La Fed au secours de l'économie américaine. (23.09)

- Finance de l'ombre : "Les autorités ont fermé les yeux". (28.09)

Un article du figaro.fr du 6 septembre

Des centaines de villes au bord de la faillite.

De nombreuses municipalités ont souscrit avant la crise des produits financiers complexes indexés sur le franc suisse. Avec la flambée de la devise suisse, le coût de ces emprunts devient insupportable.

De nombreuses communes et villes de France seraient au bord de la faillite, à cause de l'envolée du franc suisse. Les comptes de centaines de communes, mais aussi de départements, d'hôpitaux et d'établissements publics, se trouvent désormais plombés par des prêts à taux variables adossés à la monnaie helvète qu'ils ont contractés avant la crise, rapporte Le Parisien-Aujourd'hui en France. Le franc suisse était en effet jusqu'à présent réputé pour sa stabilité, or la monnaie enregistre une hausse de 25% depuis le 1er janvier !

Attirés par des taux d'intérêt en-dessous du marché et des placements revendiqués comme étant sûrs par les banques, de nombreuses collectivités locales se sont laissées tentées par des produits dits «structurés». Basés sur des formules mathématiques complexes, ce type d'emprunt propose des prêts avec des taux d'intérêt «bonifiés» dans un premier temps puis variables en fonction de certaines conditions. A titre d'exemple, pour un prêt sur quinze ans, un emprunteur peut bénéficier d'un prêt à 3% - contre un taux moyen de l'ordre de 4% - sur cinq ans puis sur les dix années suivantes, le taux varie en fonction de l'évolution du franc suisse par rapport à l'euro.

Saint-Tropez, Argenteuil dans la tourmente

Or avec la récente flambée du franc suisse, les taux d'intérêt de ces placements structurés se sont littéralement envolés. Ces taux peuvent même atteindre 15% voire 20% et les pénalités de remboursement anticipées atteignent des sommets. Le niveau d'endettement devient ainsi insoutenable pour certaines collectivités.

Le Parisien-Aujourd'hui en France cite l'exemple de la ville d'Argenteuil. Les taux d'intérêt bonifiés ont dans un premier temps permis à la ville de réduire ses charges financières de 44,4%. Mais les emprunts sont devenus toxiques et le montant des intérêts à payer flambe. Ce qui «se traduit concrètement par un surcoût de 33 millions d'intérêt pour 40 millions d'emprunts», confie la mairie d'Argenteuil au journal. Ainsi, «contracter des emprunts classiques pour rembourser la totalité de la dette coûterait 93 millions d'euros, ce qui n'est pas dans nos moyens», souligne Joël Fournier, le directeur général des services de la ville.

De même, à Saint-Tropez, des emprunts adossés au franc suisse ont conduit les comptes de la ville dans le rouge, souligne Le Parisien-Aujourd'hui en France. Si la ville applique la formule du produit structuré auquel elle a souscrit, le taux de son prêt passerait de 3,94% au moment de la souscription, en 2007, à 30% aujourd'hui. Reste à espérer que le cours du franc suisse se dégonfle, car la dite formule sera applicable fin 2012...

Un article de Reuters du 6 septembre

L'Europe ne se dirige pas vers une récession, assure Barroso

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso s'attend toujours à une croissance modérée en Europe et n'anticipe pas de récession.

"Nous n'anticipons pas une récession pour l'Europe. Les dernières prévisions de la Commission européenne montrent qu'il y aura une croissance, une croissance modeste il est vrai", a déclaré lundi le patron de l'exécutif bruxellois lors d'une visite en Australie.

Les préoccupations sur le risque d'une contagion à l'Espagne et à l'Italie de la crise de la dette dans la zone euro continuent de susciter la nervosité sur les marchés financiers, et la Grèce alimente de nouvelles inquiétudes quant à sa capacité à atteindre ses objectifs d'assainissement budgétaire.

"Je veux être très clair. L'Union européenne et l'euro sont forts et résistants", a déclaré José Manuel Barroso après un entretien avec le Premier ministre australien Julia Gillard, dont le pays appartient au G20.

Un article du monde.fr du 7 septembre

La hausse des impayés, signe d'une augmentation de la précarité.

L'impact de la crise et la montée du chômage se ressentent sur le niveau des loyers impayés. La part des ménages en impayés de loyer de plus de trois mois est passée de 5,4 % à 6,7 % entre fin 2008 et fin 2010 dans le parc locatif social, selon l'enquête menée par l'Union sociale de l'habitat, qui regroupe 800 organismes HLM détenant et gérant plus de 4,2 millions de logements en France.

Les difficultés à retrouver un emploi et la croissance de l'endettement des ménages expliquent en grande partie cette hausse, explique Patrick Kamoun, conseiller de la confédération. Même si la situation semble se stabiliser, la précarité des locataires est inquiétante."

Si le taux de recouvrement au bout d'un an demeure supérieur à 98 %, c'est grâce à certaines aides publiques telles que le fonds de solidarité logement financé par le département, l'avance "Loca pass" (caution logement gratuite) ou l'allègement et l'effacement de dette qui a augmenté cette année, selon l'office des HLM.

Du côté du parc locatif privé, la situation est aussi inquiétante. La part des loyers impayés est inférieure au parc social mais la situation se dégrade, selon Jean Perrin, directeur de l'Union nationale de la propriété immobilière (UNPI) qui représente près de 6,3 millions de logements pour 15 millions de locataires.

"Nous sommes passés de 100 000 dossiers de difficultés de paiement à plus de 130 000 cette année", déplore-t-il. Et "si les impayés sont plus fréquents ce n'est pas parce que les locataires deviennent malhonnêtes mais simplement parce qu'ils sont en grandes difficultés", veut-il croire.

Un phénomène d'exclusion Entre les loyers impayés, les frais de justice et la remise en état du bien, le coût des sinistres peut s'avérer très élevé pour le bailleur.

ACCENTUATION DU PHÉNOMÈNE D'EXCLUSION DES REVENUS MODESTES

Face à cette situation, les propriétaires tentent aujourd'hui de se couvrir par des contrats de garantie des loyers impayés (GLI) auprès des compagnies d'assurances privées. Plus de 15 % du parc locatif français y a recours. Mais les exigences de location imposées accentuent le phénomène d'exclusion du parc privé des revenus modestes.

Pour limiter cette discrimination, des contrats de garantie des risques locatifs (GRL) ont été mis en place par l'Etat et Action logement en 2006. Ce dispositif prend en charge les risques d'impayés de loyer (charges comprises), les dégradations locatives et les frais de procédures en cas de défaillance du locataire dont la part du loyer et des charges dans leurs ressources mensuelles (taux d'effort) atteint 50 % contre 30 % chez les assureurs privés.

Seules la Mutuelle Alsace-Lorraine, la MMA et la caisse de garantie Fnaim proposent cette garantie. *"Plus de 200 000 contrats ont été souscrits. L'accentuation de la précarité n'a pas entraîné de phénomène de désresponsabilisation",* dit Lucie Cahn directrice de l'Association pour l'accès aux garanties locatives; mais elle reste discrète sur le taux de sinistralité.

Mais le GRL peine à convaincre : 400 000 contrats étaient attendus. Cette frilosité s'explique par des coûts de gestion importants et une rentabilité moindre pour les assureurs. Sans compter des cotisations plus élevées pour les bailleurs du fait d'une sélection des locataires moins importantes par rapport au GLI.

Ce semi-échec du GRL et le renforcement des exigences de garantie des propriétaires réduisent l'accès aux logements des ménages aux faibles revenus quitte à pousser à une plus grande vacance locative dans certaines villes moyennes.

Un article de Reuters du 7 septembre

Le Medef convoite un marché de 200 milliards de dollars en Libye

Le marché de la reconstruction de la Libye est évalué à 200 milliards de dollars, estime le patronat français, qui espère une place de choix pour les entreprises françaises dans ce vaste chantier.

L'estimation a été fournie par Thierry Courtaigne, directeur général de Medef International, au lendemain d'une réunion d'information sur la Libye qui s'est tenue mardi au siège du Medef à Paris en présence de 400 chefs d'entreprise français.

"L'objectif était de mettre tout le monde à niveau sur ce qui se passe en Libye, ce qu'on pourrait faire, les priorités, la façon de s'organiser", a résumé Thierry Courtaigne.

Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, a participé à la réunion, de même que de nombreux directeurs de groupes du Cac 40 comme Total, Alcatel ou Bouygues.

La France espère profiter de son rôle moteur dans la coalition internationale contre les troupes fidèles à Mouammar Kadhafi pour bien se placer sur un marché riche en opportunités, comme l'ont promis les nouvelles autorités libyennes.

"La France bénéficie d'un climat de sympathie", s'est réjoui Thierry Courtaigne.

"Je ne vois pas comment il pourrait en être autrement vu ce que le président de la République a fait mais il est clair que le marché n'est pas à prendre mais à gagner", a-t-il ajouté.

"Il va y avoir une très forte concurrence, italienne, américaine ou anglaise. Il faut que l'offre française soit parfaitement ciblée, préparée et compétitive."

Les secteurs où la demande est la plus forte sont les infrastructures, la santé, l'agroalimentaire et la sécurité, a dit Thierry Courtaigne.

Des marchés sont notamment à saisir dans les télécommunications et les transports, terrestres et aérien. Les entreprises, dont certaines sont déjà à l'oeuvre, savent pouvoir compter sur l'aide du gouvernement français, a-t-il ajouté.

Un article de Reuters du 7 septembre

Le plan italien d'austérité approuvé par le Sénat

Le Sénat italien a approuvé mercredi, par le biais d'un vote de confiance, le plan d'austérité présenté par le gouvernement de Silvio Berlusconi pour ramener le budget de l'Italie à l'équilibre en 2013.

Les sénateurs ont accordé leur confiance au gouvernement par 165 voix pour, 141 contre et trois abstentions.

Vivement critiqué et plusieurs fois modifié, ce programme censé rapporter 54 milliards d'euros selon le Trésor italien va désormais être soumis à la Chambre des députés, où le gouvernement ne dispose que d'une courte majorité.

Son adoption définitive est attendue dans un délai de quelques jours.

Tard mardi soir, le gouvernement italien a revu son projet, jugé jusque-là insuffisant notamment par la Banque centrale européenne (BCE), en y intégrant un relèvement de la TVA de 20 à 21%, un report de l'âge légal du départ à la retraite pour les femmes travaillant dans le privé et la création d'une taxe spéciale de 3% sur les plus hauts revenus (les contribuables gagnant plus de 300.000 euros par an).

Critiqué pendant plusieurs semaines pour son indécision apparente quant au contenu de ce programme d'austérité, Silvio Berlusconi a décidé d'engager l'avenir de son gouvernement pour écourter les débats au Sénat.

Tandis que les sénateurs votaient, la police a fait usage de matraques et de gaz lacrymogène pour disperser des manifestants protestant contre ce projet devant le Sénat.

Les attermoissements qui ont présidé à l'élaboration de ce projet de rigueur ont accentué la pression politique sur Silvio Berlusconi, critiqué par ses partenaires européens, les syndicats, le patronat italien et jusqu'au président de la République, Giorgio Napolitano, qui, fait rare, s'est invité dans le débat en début de semaine.

BERLUSCONI CONTESTÉ DANS SON PROPRE CAMP

Illustration supplémentaire de l'affaiblissement du "Cavaliere", Beppe Pisanu, ancien ministre de l'Intérieur et cadre du Peuple de la liberté (PDL), la formation de Berlusconi, a estimé que le président du Conseil devrait s'effacer et faire place à un gouvernement d'unité nationale.

"Un pacte entre tous les parlementaires de bonne volonté allant jusqu'au terme de la législature (est nécessaire) pour sauver le pays et le remettre en marche", déclare Pisanu dans les colonnes de La Repubblica.

Son appel à une alliance de tous les partis transalpins a d'autant plus de poids que Pisanu accompagne Berlusconi de très longue date: il a participé à la fondation de Forza Italia, le premier parti créé par le chef du gouvernement au début de sa carrière politique.

Berlusconi refuse d'entendre parler d'une éventuelle démission. Et son ministre de la Défense, Ignazio La Russa, a vivement réagi aux propos de Pisanu: "Les gouvernements, a-t-il dit, sont désignés par les électeurs, on ne les forme pas dans une arrière-cuisine."

L'Italie, troisième puissance économique de la zone euro, a été rattrapée cet été par la crise de la dette lorsque les investisseurs se sont mis à douter de sa capacité à réduire son endettement, actuellement de 1.900 milliards d'euros.

Le relèvement du taux de la TVA de 20 à 21% devrait, selon le chiffrage du ministère des Finances, rapporter 700 millions d'euros de recettes supplémentaires d'ici la fin de l'année et 4,2 milliards en 2013.

Ce projet prévoit aussi des coupes dans les dépenses du gouvernement et des administrations locales et une répression accrue contre l'évasion fiscale, avec notamment des peines de prison pour les cas les plus graves.

Le gouvernement souhaite même inscrire dans la Constitution le principe de l'équilibre budgétaire mais la complexité du processus politique pour y parvenir est telle que cet amendement ne risque pas d'être adopté avant plusieurs mois.

Un article de Reuters du 7 septembre

Le Sénat espagnol approuve une "règle d'or" sur le budget

Le Sénat espagnol a approuvé mercredi une "règle d'or" inscrivant dans la Constitution un plafond aux déficits structurels du pays et des régions.

L'adoption de ce projet par la chambre haute du parlement espagnol était attendue. Cet amendement constitutionnel est le fruit d'un accord entre le gouvernement socialiste et le principal parti d'opposition, le Parti populaire, et il a déjà été approuvé à une écrasante majorité par les députés.

Sur 262 sénateurs, 233 ont voté pour et trois contre. Certains élus ont quitté la salle en signe de protestation tandis que d'autres ont tout simplement boycotté la séance.

Cette réforme contraint l'Espagne à maintenir son déficit structurel - ou de long terme - dans les limites fixées par l'Union européenne. Elle prévoit toutefois des exceptions en cas de catastrophe naturelle, de récession ou de situation d'urgence.

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé mardi à Madrid contre cette "règle d'or".

Les syndicats et de petits partis ont demandé la tenue d'un référendum sur cette modification de la Constitution, la deuxième seulement depuis son entrée en vigueur en 1978 pour tourner la page de la dictature franquiste.

Un article de Reuters du 8 septembre

L'OCDE prévoit un net ralentissement du G7 au second semestre

La croissance économique des pays développés risque de ralentir fortement, voir de caler au second semestre et les banques centrales doivent être prêtes à assouplir leur politique monétaire, en baissant leurs taux d'intérêt ou en intervenant sur les marchés, a estimé jeudi l'OCDE.

L'Organisation pour la coopération et le développement économiques prévoit que la croissance des pays du G7 ne devrait pas dépasser 1,6% en rythme annualisé au troisième trimestre et qu'elle devrait tomber à 0,2% sur les trois derniers mois de l'année.

Elle a ainsi revu en nette baisse ses prévisions par rapport au scénario attendu en mai dernier, prenant ainsi acte du fait que "la reprise a pratiquement stoppé au deuxième trimestre dans nombre d'économies" et que le commerce mondial s'est contracté.

"La confiance des consommateurs et des entreprises s'est dégradée dans les grandes économies de l'OCDE face à la médiocrité des perspectives, à l'impasse budgétaire aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine dans la zone euro et à l'inquiétude grandissante qu'il y a moins de munitions en termes de politiques publiques pour compenser un nouveau ralentissement", explique l'Organisation.

La dégradation de la conjoncture pourrait être particulièrement marquée en Allemagne et en Italie, précise-t-elle, puisque ces deux pays devraient enregistrer un trimestre de croissance négative.

L'économie allemande, la première d'Europe, devrait ainsi voir son PIB reculer de 1,4% en rythme annualisé sur les trois derniers mois de cette année, ce qui marquerait un décrochage brutal après une croissance attendue à 2,6% au troisième trimestre.

INCERTITUDE

Pour la France, l'OCDE prévoit une croissance limitée à 0,9% en rythme annualisé sur juillet-septembre et à 0,4% sur octobre-décembre.

Les États-Unis devraient connaître une évolution comparable, avec une expansion annualisée de 1,1% au troisième trimestre et de 0,4% au quatrième.

Expliquant que l'impact de la crise de la dette souveraine en Europe et aux États-Unis et les turbulences sur les marchés boursiers ne sont pas encore totalement pris en compte, l'OCDE souligne que l'incertitude entourant ses prévisions est "anormalement forte".

Cette incertitude justifie à ses yeux le maintien de taux d'intérêt inchangés dans la plupart des économies de l'OCDE. Et de ne pas exclure un assouplissement des politiques monétaires.

"Si, dans les prochains mois, apparaissent des signes dénotant que la faiblesse persiste ou que l'économie risque de retomber dans la récession, les taux devront être abaissés là où des marges de manoeuvre existent", juge l'organisation.

Et là où ces marges font défaut, poursuit-elle, "d'autres mesures pourraient être prises", comme des interventions des banques centrales sur les marchés de capitaux et des engagements fermes de maintenir des taux pendant une période prolongée.

La Banque centrale européenne (BCE) pourrait annoncer ce jeudi une pause dans la phase de remontée des taux ouverte il y a à peine cinq mois. Aux États-Unis, certains observateurs n'excluent pas de voir la Fed s'engager dans une nouvelle phase d'"assouplissement quantitatif" en rachetant des obligations d'État sur le marché secondaire.

Le soutien à la croissance et la crise de la dette seront vendredi et samedi en tête de l'ordre du jour de la réunion des ministres des Finances et banquiers centraux du G7 à Marseille.

Un article de Monde.fr du 8 septembre

Le Parlement alourdit la taxation des complémentaires santé

L'alourdissement controversé de la taxation sur les complémentaires santé, mutuelles ou assureurs privés, a été adopté définitivement jeudi 8 septembre par le Parlement après un ultime vote du Sénat. Le Sénat a adopté par 170 voix contre 154, sans la modifier, cette mesure du plan de rigueur gouvernemental annoncé le 24 août, qui avait déjà été votée mercredi par l'Assemblée nationale.

Le taux de la Taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les 'contrats solidaires et responsables', qui représentent désormais la quasi-totalité des contrats proposés par les complémentaires santé, va passer de 3,5 % à 7 %.

La gauche a vivement combattu cette disposition dont elle a demandé en vain la suppression et qu'elle considère comme 'injuste' et 'pénalisante pour les classes populaires et moyennes'. Seule voix discordante à droite, le sénateur UMP Alain Fouché, qui avait déposé un amendement demandant l'annulation de cette hausse, l'a finalement retiré.

Cette taxation accrue va rapporter à l'Etat 100 millions d'euros dès 2011 puis 1,1 milliard en année pleine, selon les calculs du gouvernement. Le gouvernement fait valoir que ces contrats, qui bénéficiaient jusqu'ici d'une fiscalité dérogatoire, doivent être plus lourdement taxés puisqu'ils représentent environ 90 % des contrats santé.

Un article de Reuters du 8 septembre

L'Eurosystème abaisse ses projections de PIB 2011 et 2012

Les membres de l'Eurosystème ont annoncé jeudi avoir revu à la baisse leur prévision de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro pour 2011 et 2012.

Ces projections de croissance du PIB pour 2011 sont désormais comprises entre 1,4% et 1,8%. En juin, elles s'étaient étalées de +1,5% à +2,3%.

Pour l'année 2012, les projections du PIB sont comprises entre +0,4% et 2,2% (révisées de +0,6% à +2,8% en juin).

Les projections de l'Eurosystème donnent par ailleurs une hausse du taux d'inflation comprise entre 2,5% et 2,7% en 2011, et entre 1,2% et 2,2% l'année prochaine. En juin, des hausses du taux d'inflation de 2,5% à 2,7% en 2011 et de 1,1% à 2,3% en 2012 étaient anticipées.

Le taux d'inflation s'est élevé à 2,5% en août pour la zone euro.

L'Eurosystème, qui regroupe la BCE et les banques centrales nationales des États membres de la zone euro, est l'autorité monétaire de la zone euro.

Un article d'AP du 8 septembre

Démission de Jürgen Stark chef économiste de la BCE "pour raisons personnelles"

La Banque centrale européenne a annoncé vendredi la démission de son chef économiste Jürgen Stark "pour raisons personnelles" près de trois ans avant la fin de son mandat de huit ans. Les bourses européennes et le cours de l'euro ont baissé fortement à cette annonce.

Considéré comme un des postes clé de la BCE, Jürgen Stark fait partie des six membres exécutifs du Conseil de la BCE, l'autorité monétaire de la zone euro.

Agé de 63 ans, M. Stark est ancien de la Bundesbank et comme un "faucon", partisan de taux d'intérêt plus élevé.

Un article du monde.fr du 9 septembre

20 000 opposants chiites manifestent à Bahreïn

Près de 20 000 manifestants ont défilé à Bahreïn, vendredi 9 septembre, à l'appel du principal mouvement de l'opposition chiite, Al-Wefaq, sous le slogan "*Pas de concessions*". Le Wefaq a appelé ses partisans à boycotter le scrutin du 24 septembre, organisé pour pourvoir les sièges de ses 18 députés – sur les 40 élus de la Chambre – qui avaient démissionné pour protester contre la violente répression à la mi-mars des protestations réclamant des réformes démocratiques.

Lors de cette marche dans la localité d'Al-Mouqachaa, dans la banlieue de Manama, la capitale bahreïnie, les participants ont arboré le drapeau national et scandé des slogans antigouvernementaux. "*Ne cédon pas, persistons dans nos exigences*", ont-ils appelé.

Dans un communiqué publié au terme d'une marche de protestation dans une banlieue de Manama, la capitale bahreïnie, Al-Wefaq a demandé "*l'annulation des élections et la dissolution de cette chambre handicapée pour engager un règlement politique qui exprime une réelle volonté populaire*". Ils réclament un plus grand partage du pouvoir, notamment le transfert des compétences dont dispose la chambre haute, dont les membres sont nommés par le roi, à l'Assemblée.

Des manifestations et heurts de faible ampleur avec les forces de sécurité se produisent régulièrement à l'extérieur de Manama, dans des zones peuplées de chiites, communauté majoritaire dans le royaume. En février et mars, ces manifestations ont pris la forme d'un soulèvement populaire qui a été réprimé avec l'aide de troupes de plusieurs pays voisins, dont l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. La vague de protestations populaires et sa répression ont fait au moins 24 morts à Bahreïn entre la mi-février et la mi-mars, selon Manama. Quatre manifestants sont morts depuis en détention.

Des négociations ont débuté en juillet à l'initiative du roi, mais le Wefaq s'en est retiré, jugeant sa représentation insuffisante et le processus voué à l'échec. Jeudi, un photographe d'une agence de presse a été blessé lors de heurts entre les forces de sécurité et les auteurs d'"*actes de sabotage*" à Aly, un village chiite près de Manama, a indiqué vendredi le ministère de l'intérieur cité par l'agence officielle BNA.

Un article de libération.fr du 10 septembre

Le ministre allemand des Finances prédit une faillite de la Grèce

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, se prépare à une faillite de la Grèce, affirme l'hebdomadaire allemand der Spiegel à paraître dimanche.

Selon le journal, les fonctionnaires du ministère ont élaboré deux scénarios: dans un premier cas, la Grèce garde l'euro, dans le second elle réintroduit la drachme.

Un porte-parole du ministère allemand des Finances n'était pas immédiatement joignable pour commentaire.

Dans les scénarios développés par Berlin, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) devrait jouer un rôle clé.

Seraient proposées des lignes de crédit préventives censées porter secours à l'Espagne et l'Italie, au cas où les investisseurs ne voudraient plus payer après une faillite de la Grèce.

Les banques de nombreux pays européens devraient également nécessiter les aides du fonds.

Un article de 20minutes.fr du 11 septembre

Denis Kessler: «Nous n'avons plus de munitions», la zone euro peut exploser

Le PDG du réassureur Scor, Denis Kessler estime qu'une explosion de la zone euro ne peut désormais être exclue et que les dirigeants mondiaux ont perdu un temps précieux pour lutter contre la crise, qui peut encore s'aggraver, alors qu'ils sont démunis pour la combattre.

Urgence

Une explosion de la zone euro «n'est malheureusement plus impossible, car la crédibilité des solutions proposées est entamée», analyse Denis Kessler, dans un entretien que publie lundi le quotidien Les Echos.

Pour l'ancien vice-président du patronat français, il faut désormais agir «d'urgence».

«Au rythme actuel, les opinions publiques des pays les plus forts de la zone euro vont devenir hostiles à la monnaie unique», craint-il. «En France, le sauvetage de la Grèce représente 40 milliards d'engagements supplémentaires pour notre pays», relève-t-il. Pour Denis Kessler, les dirigeants mondiaux ont fait une erreur d'analyse en cherchant à sortir de la crise par une relance keynésienne classique.

Perte de temps

«On s'est trompé sur la posologie», en recourant à l'augmentation massive de la dette et de la création monétaire, selon lui. «Résultat: alors que la crise pourrait à nouveau s'aggraver, nous n'avons plus de munitions et avons perdu un temps précieux».

En une pique dirigée envers l'actuelle président du Medef Laurence Parisot, qui avait dénoncé une campagne contre la zone euro orchestrée outre-Atlantique, Denis Kessler estime «inutile de chercher des boucs émissaires».

«La paranoïa n'est pas une variable économique», note-t-il, même s'il admet que la crise actuelle marque une «redistribution entre les zones économiques et les zones monétaires du globe».

Un article du monde.fr du 12 septembre

En Algérie, le gouvernement lance une série de réformes politiques

Le gouvernement algérien a donné lundi 12 septembre son feu vert à l'ouverture de l'audiovisuel, à la dépenalisation du délit de presse et à une nouvelle loi sur les partis politiques. Le président Abdelaziz Bouteflika avait promis en avril une série de réformes politiques en réponse à une vague de contestation dans le pays, dans la foulée des révoltes arabes.

Selon un communiqué du conseil des ministres, réuni dimanche et lundi autour du chef de l'Etat, le gouvernement a adopté un projet de loi sur l'information ouvrant à la concurrence le secteur de l'audiovisuel, mettant ainsi un terme au monopole de l'Etat. Le texte prévoit également la création d'une autorité de régulation des médias audiovisuels. Une loi spécifique relative à l'audiovisuel viendra compléter la régulation dans ce domaine.

Le gouvernement a également approuvé un projet de loi prévoyant une dépenalisation du délit de presse, principale revendication des journalistes depuis les années 1990. Ce texte 'exclut toute peine privative de liberté' et limite ses dispositions pénales aux seules infractions directement liées à l'activité de presse.

Selon le communiqué du conseil des ministres, le gouvernement a également adopté un projet de loi fixant des règles pour assurer la transparence dans le financement des partis politiques et pour la lutte contre toute forme de corruption dans la vie politique. Le texte prévoit également 'des dispositions à même de prévenir la réédition de la tragédie nationale', en référence à la décennie noire des violences islamistes.

Un article du monde.fr du 13 septembre

Nouvelle poussée de la pauvreté aux Etats-Unis en 2010

La pauvreté a continué de progresser aux Etats-Unis en 2010, où le taux de personnes vivant sous le seuil de pauvreté a atteint 15,1 % l'an dernier, son plus haut niveau depuis 1993, a indiqué le Bureau du recensement.

En termes absolus, 46,2 millions de personnes vivaient 'dans la pauvreté' en 2010. Il s'agit du plus grand nombre de pauvres jamais atteint depuis le début de la publication de ce rapport, il y a cinquante-deux ans. Le Bureau du recensement précise que le seuil de pauvreté correspondait en 2010 à un revenu annuel de 22 314 dollars (environ 16 400 euros) pour un foyer comptant quatre personnes.

Le revenu médian réel par ménage a reculé de 2,3 % par rapport à 2009, pour s'établir à 49 455 dollars par an (environ 36 360 euros), ajoute le Bureau dans son rapport annuel sur la pauvreté et les revenus. Depuis 2007, il a reculé de 6,4 %, et il est désormais inférieur de 7,1 % à son niveau de 1999, où il avait atteint un pic.

Le ministère de l'agriculture états-unien avait déjà indiqué en août que près de 46 millions d'Américains, soit 15 % de la population, vivait en avril 2011 grâce à des bons alimentaires. Ce chiffre record a augmenté de 2,5 % entre mai 2010 et avril 2011.

Un article de Reuters du 14 septembre

L'économie mondiale en zone de danger, juge Robert Zoellick

Le monde est entré dans une nouvelle zone de danger du point de vue économique et les grandes puissances doivent agir, a déclaré mercredi le président de la Banque mondiale Robert Zoellick.

"Si l'Europe, le Japon et les Etats-Unis ne font pas aussi face à leur responsabilités, ils s'affaibliront non seulement eux-mêmes mais affaibliront aussi l'économie en général", a-t-il dit, selon le texte d'un discours à l'université George Washington.

"Ils ont différé pendant trop longtemps les décisions difficiles, réduisant les choix qui restent à quelques choix difficiles", a-t-il ajouté.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international tiennent leurs assemblées générales la semaine prochaine à Washington. Les discussions porteront sur la crise de la dette dans la zone euro et sur le dossier grec.

Selon Robert Zoellick, les pays européens se cachent la difficile vérité au sujet de leurs responsabilités communes, le Japon s'est abstenu des réformes économiques et sociales nécessaires et la bataille politique aux Etats-Unis assombrit les efforts pour réduire un déficit budgétaire record.

De la même façon que ces pays ont appelé la Chine à être un acteur mondial responsable en tant que puissance économique montante, eux aussi doivent agir de façon responsable face à leurs problèmes économiques.

"Le temps du désordre est terminé", a déclaré Robert Zoellick.

"Si nous n'anticipons pas les événements, si nous ne nous adaptons pas au changement, si nous ne nous élevons pas au-dessus des tactiques politiques à court terme ou si nous ne reconnaissons pas que le pouvoir va de pair avec la responsabilité, nous dériverons dans des courants dangereux."

Un article du monde.fr du 14 septembre

Des milliers d'Espagnols manifestent contre les coupes budgétaire dans l'éducation

Des milliers de parents, professeurs et élèves ont manifesté mercredi 14 septembre à Madrid à l'appel de plusieurs syndicats de l'éducation contre les coupes budgétaires dans le secteur.

'Non aux coupes budgétaires ! Non à la privatisation', 'L'éducation n'est pas un coût, c'est un investissement', clamaient des banderoles en tête du cortège, dénonçant les mesures adoptées par la région de Madrid et par le gouvernement pour réduire les déficits. 'École publique de tous pour tous', pouvait-on lire sur les tee-shirts verts portés par de nombreux manifestants.

Le gouvernement de la région de Madrid a demandé aux professeurs du secondaire de donner deux heures de cours hebdomadaires supplémentaires de manière à limiter les dépenses en embauchant moins de professeurs intérimaires. Dans le même temps, le gouvernement socialiste, dans un effort d'austérité pour réduire les déficits du pays et faire face à la crise de la dette qui secoue la zone euro, a appliqué mi-2010 une baisse de 5 % en moyenne du salaire des fonctionnaires et a gelé les retraites. L'ensemble des syndicats du secteur ont également prévu des grèves dans l'enseignement secondaire à Madrid les 20 et 21 septembre.

Un article d'AP du 15 septembre

Tunisie: adoption d'une déclaration sur la transition démocratique

Douze partis membres de la haute instance chargée des réformes politiques en Tunisie ont signé jeudi un important document, intitulé "Déclaration sur le processus de transition", destiné à faire aboutir dans des conditions favorables l'échéance électorale du 23 octobre prochain.

Les Tunisiens sont appelés dans un peu plus d'un mois à élire une assemblée constituante pour remplacer celle en vigueur sous le régime de l'ancien président Zine el Abidine ben Ali, plusieurs fois amendée sur mesure.

Dans ce document, les partis signataires, dont le mouvement islamiste Ennahdha et le parti démocratique progressiste (PDP) donnés favoris par les sondages d'opinions, s'engagent à faire en sorte que la date des élections soit irréversible.

Ils s'accordent, en outre, pour que le mandat de la future constituante, objet d'une vive polémique sur la scène politique, ne dépasse pas une année.

Selon ses partisans, la limitation de la durée du mandat de la constituante vise à mettre en place, dans un délai raisonnable, des institutions issues du suffrage universel et à mettre fin au plus tôt à l'instabilité, facteur de dérives sécuritaires notamment.

Isolé, le Congrès pour la république (CPR), une formation dirigée par le Dr Moncef Marzouki, absent lors de la cérémonie de signature du document, suggérait, lui, un mandat étalé jusqu'à quatre ans.

La déclaration comporte par ailleurs un engagement à un code de conduite des partis et des candidats pour se conformer au respect des concurrents et assurer la neutralité des lieux de prière, ainsi que des établissements éducatifs et administratifs, pour qu'ils ne servent pas d'espaces de propagandes électorales: un clin d'oeil à Ennahdha entre autres.

Elle prône un concept souple pour le transfert des pouvoirs directement après l'élection de l'assemblée constituante. Les fonctions du président intérimaire et du gouvernement transitoire actuels devront prendre fin aussi tôt que l'assemblée aura élu un nouveau président et qu'un nouveau gouvernement aura été mis en place.

Initiateur du document, le président de la haute instance, le juriste Yadh Ben Achour, a fait valoir que "l'entente est le seul moyen de progresser, surtout que le pays passe par une période transitoire difficile".

La présidente du PDP, Maya Jribi, a quant à elle salué l'adoption de cette feuille de route, la qualifiant de "moment historique, malgré nos divergences".

Un article du monde.fr du 15 septembre

La nouvelle taxe immobilière suscite un tollé en Grèce

Dans un pays où le taux de propriétaires est l'un des plus élevés d'Europe (plus de 70 %) et l'évasion fiscale un sport national, l'annonce d'une nouvelle taxe sur la propriété immobilière, dont le montant augmente de jour en jour et dont seront exemptés églises et clubs de foot amateurs, suscite une vague de réprobation, alors que la récession et les déficits s'aggravent. La nouvelle taxe aura un taux variable en fonction de l'usage, de la taille et de la zone où se situe le bien immobilier.

Il y a "pour 2011 un manque à gagner d'environ 2 milliards d'euros, qui doit être comblé", et "la seule mesure efficace est une taxe spéciale sur la propriété immobilière", avait annoncé le ministre des finances, Evángelos Vénizélos, dimanche en direct à la télévision, souhaitant rassurer quant aux capacités de la Grèce à combler le dérapage de ses comptes publics. Le jour où elle a été annoncée, son taux maximum devait être de 10 % par mètre carré, mais sous la pression des créanciers du pays, il a été remonté à 16 %. Elle doit être perçue "immédiatement" via les factures d'électricité, avec coupures de courant à la clé pour ceux qui ne paieront pas.

"GROS LARCIN"

"Le gros larcin" titrait *Eleftherotypia* (gauche) pour désigner la nouvelle taxe qui vise à combler un trou de 2 milliards d'euros. "Fraude et insensibilité pour cette extorsion sur l'immobilier", titrait également à la "une" *Eleftheros Typos* (droite).

"Je n'en croyais pas mes yeux en lisant le communiqué ministériel", a commenté Vangélis Abeliotis, un comptable, à la radio Flash, jeudi matin. Selon lui, une famille possédant un appartement devra payer 1 000 euros en moyenne, une pression de plus avec la hausse de la TVA, l'inflation et de probables coupes salariales. "C'est une honte de laisser l'Eglise en dehors de cette mesure", a déploré la députée Pasok (socialiste), Soula Merentiti, dans le quotidien *Ta Néa*, qui titrait "La nouvelle taxe, un choc" pour les contribuables.

L'immobilier est un investissement traditionnel en Grèce, qui fournit des revenus d'appoint qui servent de base de laine et de protection sociale pour une grande partie de la population. Le premier ministre, Georges Papandréou, a chiffré, dimanche, à 400 milliards d'euros la propriété immobilière des Grecs alors que la dette publique est de 350 milliards d'euros. La nouvelle taxe a été décidée à la suite des pressions des créanciers du pays, l'UE et le FMI, pour qu'il accélère les réformes et respecte les objectifs budgétaires de réduction du déficit et de la dette, conditions pour qu'ils poursuivent leur aide financière.

Le taux de chômage en Grèce a poursuivi sa hausse au deuxième trimestre 2011, à 16,3 % contre 11,8 % un an plus tôt et 15,9 % au premier trimestre 2011, a indiqué jeudi l'Autorité des statistiques grecques (ESA) selon laquelle, les 15-29 ans sont la catégorie la plus touchée. Cette envolée du chômage s'est amorcée début 2010, quand la débâcle financière du pays et la rigoureuse cure d'austérité ont aggravé la récession commencée dès 2009.

Un article de Reuters du 15 septembre

Le FMI appelle à des mesures radicales contre la crise

Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) a exhorté jeudi les pays développés à prendre des mesures radicales pour casser le cercle vicieux d'une faible croissance et d'un endettement élevé qui menace l'économie mondiale.

"Sans des mesures collectives et radicales, il existe un vrai risque pour que les économies majeures ne retournent en arrière au lieu d'avancer", dit-elle dans un discours avant des réunions du FMI et de la Banque mondiale.

Christine Lagarde a ajouté que la croissance économique mondiale ralentissait, les pays développés étant pour leur part confrontés à une "reprise anémique et cahotique".

D'après la directrice générale du FMI, les effets négatifs d'une croissance économique atone et ceux de comptes publics fragilisés dans les nations développées s'auto-alimentent, ce qui provoque une crise de confiance pesant à son tour sur la demande, l'investissement et l'emploi.

"Ce cercle vicieux gagne en ampleur et, franchement, il a été exacerbé par l'indécision et les dysfonctionnements politiques", souligne Christine Lagarde.

Les propos de la directrice générale font écho à ceux de responsables du très influent Comité économique et financier chargé de préparer le programme des discussions entre les ministres des Finances de l'Union européenne.

Ce comité appelle à un renforcement du capital des banques, tout en prévenant qu'une "crise systémique" de la dette souveraine affectait les établissements bancaires et faisait planer la menace d'une nouvelle crise du crédit.

Dans des documents préparés par ces responsables en vue de la réunion Ecofin des 16 et 17 septembre, que Reuters a pu consulter mercredi, il est fait mention d'un "risque de cercle vicieux entre la dette souveraine, le financement des banques et la croissance négative", qui pourra provoquer un gel du crédit.

Un article du moinde.fr du 16 septembre

Des ouvriers métallurgistes séquestrent leurs patrons

Des salariés en colère retiennent depuis vendredi 16 septembre, au matin, cinq responsables de Constellium sur le site de Ham (dans l'est de la Somme), où le groupe de transformation d'aluminium veut supprimer 127 postes sur 200. Ils menaçaient de les séquestrer durant tout le week-end.

Profitant d'une visite du président de cette activité pour le monde, Paul Warton, en compagnie du directeur pour la France, Hervé Pelcerf, les salariés de ce site de production de profilés en aluminium (cadres de fenêtres, barres et structures), ont bouclé le site vendredi matin vers 10 heures.

"On les a laissés venir, tous les outils de production tournaient quand M. Warton est venu nous voir", raconte Benoît Merelle, délégué syndical CFTC, majoritaire. "A ce moment-là, tous les salariés qui avaient commencé à 6 heures ont arrêté de travailler pour demander des explications sur le plan social", ajoute-t-il.

LES DIRIGEANTS VONT PASSER "UN PETIT WEEK-END EN PICARDIE"

Mais les arguments de la direction, assignée par la CGT en référé pour plusieurs points du plan social que le syndicat juge illégaux, ont suscité la colère. *"On s'est rendu compte qu'on était arrivés à un point de rupture, explique Frédéric Dagnicourt, délégué CGT. Du coup on a décidé de fermer les grilles de l'usine après que les cadres dirigeants sont retournés dans les bureaux."*

Le directeur industriel, le responsable de la production, ainsi que la directrice des ressources humaines du site sont également retenus dans l'enceinte de l'usine, a confirmé Nicolas Brun, le directeur de la communication de Constellium, détenu à 51 % par le fonds Apollo, à 31 % par Rio Tinto et à 10 % par le Fonds stratégique d'investissements (FSI).

Les salariés, qui prévoient de se relayer pendant la nuit, montent la garde devant l'entrée, brûlant des palettes malgré de fortes rafales de vent. Une dizaine de gendarmes, ainsi que les gardes du corps de M. Warton, patientent à proximité.

"Notre direction est gardée bien au chaud dans les bureaux. Ils vont avoir le temps de réfléchir à l'avenir du site, puisqu'il est évident que nous ne sommes pas du tout d'accord à ce sujet. Je pense qu'ils vont passer un petit week-end en Picardie", commente M. Merelle.

"LE SITE CONTINUERA À VIVRE", ASSURE LA DIRECTION

Les syndicats craignent que le plan social, qui prévoit la mise à l'arrêt d'une des deux presses à aluminium, ne soit qu'*"une fermeture déguisée"* avant de définitivement mettre la clé sous la porte, l'an prochain.

La direction réfute. *"Le site de Ham a perdu 14 millions d'euros sur les trois dernières années, on ne pouvait donc continuer comme ça, mais le site continuera à vivre avec une presse et 80 personnes, comme dans notre usine en Allemagne. M. Warton était justement venu pour expliquer les investissements complémentaires qu'on va faire", assure M. Brun.*

Les salariés, qui dénoncent un *"massacre industriel"*, font remarquer que la nouvelle presse, achetée il y a deux ans, rencontre de nombreux problèmes et n'a toujours pas atteint sa capacité de production prévue, faute de moyens.

Le gâchis est d'autant plus grand selon eux qu'un plan de reprise alternatif pour les trois sites de production de profilés de Constellium en France — à Ham, Nuits-Saint-Georges (Côte-d'Or) et Saint-Florentin (Yonne) — avait suscité l'intérêt d'un fonds d'investissement. La direction n'avait pas donné suite.

Le plan social avait été annoncé en février par Constellium, ex-Alcan EP, lui-même héritier de l'ancien fleuron industriel français Pechiney.

Un article de Reuters du 17 septembre

Désaccords entre Européens et Geithner sur la crise

De fortes divergences de vues sur la gestion de la crise de la dette se sont matérialisées vendredi entre Européens et Américains.

Lors d'une réunion cruciale des ministres des Finances de la zone euro, à laquelle avait été exceptionnellement invité le secrétaire d'Etat américain au Trésor Timothy Geithner, l'Allemagne s'est refusée à engager plus de fonds publics pour soutenir la zone euro, comme l'y invitait ce dernier.

A son tour, Timothy Geithner a exclu une taxe sur les transactions financières, pourtant appelée de leurs vœux par les poids lourds de la monnaie unique.

L'échange entre Timothy Geithner et son homologue Wolfgang Schäuble a été rapporté à quelques journalistes par la ministre autrichienne des Finances, Maria Fekter.

"Il a insisté sur le fait que plus de fonds étaient nécessaires afin d'éviter que le système (financier) se trouve en difficulté. (Wolfgang) Schäuble lui a répondu qu'il était très improbable qu'il soit possible de faire peser ce fardeau sur les contribuables, en particulier si ce fardeau est imposé principalement aux pays AAA", a-t-elle expliqué.

"Dans ces pays, il y a un désir de mettre en oeuvre une taxe sur les transactions financières (...) Il (Geithner) l'a exclu", a-t-elle ajouté.

"Je trouve bizarre qu'alors même que les Américains ont des fondamentaux bien plus mauvais que ceux de la zone euro, ils nous disent ce qu'on doit faire et que lorsque nous leur faisons une suggestion, ils disent non immédiatement (...) J'aurais espéré que lorsqu'ils nous disent comment ils voient le monde ils écoutent ce que nous avons à leur dire", a-t-elle insisté.

Lors de la conférence de presse postérieure à la réunion de l'Eurogroupe, son président, Jean-Claude Juncker, a lui aussi apporté une fin de non recevoir aux demandes américaines de mettre un frein à l'austérité.

"Nous ne voyons au sein de la zone euro aucune marge de manoeuvre qui nous permette de mettre en oeuvre un nouveau plan de relance", a-t-il déclaré.

"PROPOS INCONSIDÉRÉS"

Un débat est à l'oeuvre au sein de la zone euro et entre Européens et Américains sur la nécessité ou non de mettre un frein à la politique d'austérité, alors que la reprise économique est en phase de décélération brutale.

Selon plusieurs sources, la visite éclair de Timothy Geithner en Europe était destinée à défendre le principe de la relance et s'assurer que la zone euro disposait de la volonté et des outils nécessaires pour gérer la crise.

Il a appelé les gouvernements et les banques centrales à travailler ensemble et à éviter les "propos inconsidérés" sur le démantèlement de la zone euro.

Selon plusieurs sources de haut rang, il a par ailleurs plaidé pour l'utilisation d'un effet de levier pour démultiplier la capacité d'intervention du fonds "zone euro", le FESF.

Celle-ci est actuellement de 440 milliards d'euros mais cette somme pourrait s'avérer trop faible lorsque les nouveaux pouvoirs du fonds de recapitaliser les banques et racheter de la dette souveraine entreront en vigueur cet automne.

Jean-Claude Juncker a nié l'existence d'une telle discussion entre les ministres européens et leur homologue américain.

"Nous ne discutons pas de l'augmentation de la taille du FESF avec des pays non membres de la zone euro", a-t-il dit.

Une source de haut rang a toutefois indiqué que cette possibilité était envisagée vendredi après-midi.

L'Allemagne et d'autres pays avaient jusqu'à maintenant rejeté une augmentation pure et simple de la taille du fonds et les parlements nationaux doivent encore ratifier les nouveaux pouvoirs du FESF décidés lors du sommet européen du 21 juillet.

PLAN GREC

Alors que la réunion a également été l'occasion de se pencher sur le dossier grec, plusieurs sources proches du dossier ont indiqué vendredi que la participation du secteur privé au second plan d'aide à Athènes était proche de 75%.

Athènes a indiqué souhaiter une proportion de 90% de créanciers qui acceptent une décote de 21% sur leurs avoirs en dette souveraine grecque dans le cadre du programme d'échange de titres de l'ordre de 150 milliards d'euros.

Interrogé à Wroclaw sur les engagements des banques françaises, le ministre de l'Economie François Baroin les a chiffrés au delà de ce seuil de 90%.

"On peut dire que nous sommes, s'agissant des positions des établissements bancaires français qui ont des positions en Grèce, que l'on est à plus de 90% de l'accord, ce qui est considérable", a dit le ministre à la presse.

Plus tôt, son homologue belge Didier Reynders avait suggéré que le FESF pourrait être utilisé pour compenser ce manque de participation du secteur privé.

"C'est l'une des solutions possibles. Si le secteur privé ne prend pas ses responsabilités, il faudra bien que quelqu'un le fasse", a-t-il dit à Reuters, en référence aux gouvernements de la zone euro.

Un article du monde.fr du 19 septembre

Les républicains ne veulent pas de la taxe Buffet

Barack Obama, devrait annoncer, lundi 19 septembre, de nouvelles mesures de réduction du déficit public pour un montant de 3 000 milliards de dollars, incluant la création d'une taxe sur les riches Américains aux revenus supérieurs au million de dollars. Une taxe, qui porterait le nom de Warren Buffet, le célèbre milliardaire, qui s'était inquiété, dans une tribune publiée par le *New York Times*, de voir les classes moyennes plus taxées que les riches fortunés.

Cette dernière proposition soulève l'opposition farouche des républicains, symptôme du climat fébrile dans lequel le plan de réduction du déficit public du président Obama sera examiné, à l'approche de la bataille électorale de 2012. Sur CNN, le sénateur Lindsay Graham dénonce "*une manœuvre politicienne*", génératrice d'une nouvelle "*guerre des classes*".

Sur Fox News, un élu républicain, Paul Ryan, craint lui, de voir taxer ceux qui sont à l'origine des investissements et des créations d'emploi. Dans le *Washington Post*, John Boehner, l'actuel chef de la Chambre des représentants, est lui aussi vent debout contre une telle mesure.

Pour l'éditorialiste du *Wall Street Journal*, John D. McKinnon, taxer les riches ne servirait à rien puisque cela ne rapporterait que 19 milliards de dollars par an. Sur NBC, Mitch McConnell, le leader de l'opposition républicaine au Sénat, rappelle lui qu'une telle idée avait déjà été rejetée, et par des démocrates notamment.

A la lecture des réactions des élus républicains, la mesure semble donc mort-née. Seules embellies pour Barack Obama, il a reçu le soutien Bill Clinton et de Warren Buffet. Sur CBS, l'ancien président démocrate des Etats-Unis trouve logique de taxer les hauts revenus, "*grands gagnants de la dernière décennie, par rapport aux classes moyennes et défavorisées*", selon lui. De son côté, le milliardaire a d'ores et déjà déclaré, à Fox News, qu'il soutient le président américain dans cette direction et se réjouit de voir son patronyme associé à cette mesure.

Un article d'AP du 19 septembre

Espagne: le chef de l'opposition conservatrice veut réduire le taux d'imposition des sociétés. (20.09)

Le leader de l'opposition conservatrice espagnole, Mariano Rajoy, a affirmé lundi qu'il diminuerait le taux d'imposition des sociétés pour encourager les entrepreneurs et faire baisser le taux de chômage, qui s'élève actuellement à 21%, s'il devient le chef du prochain gouvernement en novembre.

Le Parti populaire de Mariano Rajoy est largement favori des élections législatives qui doivent avoir lieu le 20 novembre en Espagne. Jusqu'à maintenant, il était resté très discret sur les mesures économiques qu'il prendrait, et il commence à dévoiler ses propositions.

Mariano Rajoy a déclaré lundi, dans un entretien radiophonique, qu'il réduirait le taux d'imposition des petites et moyennes entreprises de cinq points. La grande majorité des entreprises espagnoles entre dans ces catégories. M. Rajoy a également dit que les bénéfices des entreprises utilisés pour créer des emplois seraient taxés à un taux moindre.

Il a toutefois annoncé qu'il laisserait l'impôt sur le revenu et la TVA à leur niveau actuel, même s'il a critiqué le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero quand il a augmenté la TVA il y a un an.

Stimuler l'esprit d'entreprise dans un pays qui se bat pour retrouver une croissance économique importante après près de deux ans de récession est essentiel, a déclaré Mariano Rajoy.

"Il faut créer des emplois, sinon nous allons avoir un gros problème", a précisé M. Rajoy, qui a brigué le poste de chef du gouvernement en 2004 et 2008, et qui a perdu les deux fois.

Il a aussi critiqué le projet du gouvernement visant à rétablir l'impôt sur la fortune, qualifiant cet impôt d'"absurde". Il a aussi assuré que la promesse du gouvernement de créer 300.000 emplois *"falsifiait la réalité"*.

Il a également affirmé que l'Espagne continuerait à connaître des temps difficiles, même si le gouvernement change de mains, après avoir été dirigé pendant huit ans par José Luis Rodríguez Zapatero. *"Personne n'a une baguette magique"*, a-t-il souligné.

Selon les derniers sondages, Mariano Rajoy devance largement son adversaire socialiste, Alfredo Perez Rubalcaba, dans les intentions de vote.

Un article du monde.fr du 21 septembre

En Inde, la pauvreté commence à moins de 0,38 euro par jour. (23.09)

La commission économique au plan en Inde a affirmé qu'un villageois gagnant au moins 0,38 euro par jour n'était pas pauvre et ne pouvait, de facto, bénéficier d'aides sociales. Quiconque vivant avec un salaire supérieur à ce seuil peut subvenir à ses besoins en '*nourriture, éducation et santé*', a assuré l'organisme. Un chiffre contesté par les experts, et bien en deçà du seuil fixé par la Banque mondiale.

Les personnes ayant un salaire quotidien de 25 roupies (0,38 euro) à la campagne et de 32 roupies (0,48 euro) en ville ne devraient pas pouvoir bénéficier des plans d'aide gouvernementaux, a indiqué la commission au plan dans une note adressée mardi 20 septembre à la Cour suprême.

Cette recommandation de la commission au plan était une réponse à une requête de la Cour suprême concernant une réactualisation des chiffres du seuil de pauvreté en Inde dans un contexte d'envolée des prix fragilisant encore davantage les plus défavorisés. Les derniers chiffres du seuil de pauvreté, fondés sur des niveaux de prix datant de 2004-2005, étaient de 19 roupies par jour pour un citadin et de 15 roupies pour un villageois.

La révision proposée par la commission au plan et approuvée par le cabinet du premier ministre, Manmohan Singh reste néanmoins bien loin du seuil de pauvreté de 0,91 euro fixé par la Banque mondiale. Le chiffre réactualisé a été contesté par des experts qui y voient une tentative gouvernementale de réduire artificiellement le nombre de pauvres. Selon la commission au plan, environ 360 millions de personnes, soit plus d'un tiers de la population, de 1,2 milliard d'habitants, bénéficient actuellement d'aides alimentaires.

Commentaire.

Les écarts de salaire sont très importants d'un Etat à un autre, entre la ville et la campagne, entre salariés journaliers ou payés à la journée et salariés mensualisés. Il n'existe pas de "Smic" en Inde. A Pondichéry, dans le sud de l'Inde, le salaire minimum se situe entre 3 000 et 5 000 roupies environ selon la qualification et l'expérience, donc entre 100 et 165 roupies par jour. Il est impossible de se loger à moins de 2 ou 3 000 roupies pour une famille de deux personnes avec un ou deux enfants, du coup les familles qui ne sont pas propriétaires s'entassent dans des logements exigus, crasseux, étouffants, invivables quoi. Souvent dans un ménage, un seul travail pour nourrir au minimum deux adultes et deux enfants. Si l'on divise le salaire minimum par 4 cela donne entre 25 et 45 roupies par jour et par personne.

Un article du monde.fr du 21 septembre

5 500 collectivités locales concernées par les emprunts toxiques en France. (23.09)

Communes, départements, régions, hôpitaux : 5 500 collectivités locales et établissements publics français ont souscrit des emprunts toxiques, selon un document confidentiel de la banque Dexia, rapporte Libération, mercredi 21 septembre. Des informations déjà révélées par Le Monde en juin 2010.

Le quotidien s'est procuré "un fichier confidentiel de la banque Dexia crédit local (DCL) qui recense les 5 500 collectivités locales et établissements publics ayant souscrit les fameux "prêts toxiques" entre 1995 et 2009". "Ce listing ... atteste qu'au plus fort de la bulle DCL avait distribué pour 25 milliards d'euros à ses clients", ajoute Libération, qui souligne que, "selon l'estimation faite par la banque, le surcoût de ces emprunts était évalué à 3,9 milliards d'euros à la fin 2009". "Ce qui veut dire que les collectivités devraient payer une pénalité de cet ordre", précise-t-il.

Le document de Dexia "montre que tout le monde est concerné : collectivités de droite comme de gauche, grandes communautés urbaines comme petites villes", souligne-t-il.

Le quotidien cite l'exemple d'Antibes, "qui avait emprunté 60 millions, paierait 21 millions en plus de cette somme". "Le département de la Loire réglerait, lui, une ardoise de 22 millions en sus des 96 millions de prêts toxiques, et l'hôpital de Dijon devrait s'acquitter de 31 millions d'intérêts pour un emprunt toxique de 111 millions", écrit encore Libération.

Parmi les mécanismes de ces emprunts toxiques, le quotidien cite les emprunts pour partie à taux fixe et pour partie à taux variable "qui est, par exemple indexée sur la parité euro-franc suisse". "Quand la parité passe au-dessous d'un certain seuil, les taux augmentent en proportion, précise Libération. Avec la crise de l'été... à cause de la hausse du franc suisse, de nombreuses communes ont vu leur taux d'intérêt passer à 10 ou 15 %."

"L'addition pourrait encore grimper avec des prêts qui courent jusqu'en 2025 ou 2030", souligne Libération, qui conclut que "ces emprunts toxiques n'ont pas fini de pourrir la vie des collectivités. Et des contribuables, sur qui pèse une double menace : l'augmentation des impôts locaux et un déficit de services publics".

Un article de Reuters du 22 septembre

La Fed au secours de l'économie américaine. (23.09)

La Réserve fédérale américaine a avancé ses pions pour venir au secours d'une activité économique aux Etats-Unis en perte de vitesse, avec à la fois des mesures visant à faire pression sur les taux d'intérêt à long terme et un soutien au secteur immobilier.

Evoquant de "*significatifs*" risques baissiers pesant sur l'économie américaine, la Fed a ainsi dit qu'elle lancerait un nouveau programme de 400 milliards de dollars visant à renforcer la part des titres à long terme dans son portefeuille d'actifs de 2.850 milliards de dollars.

La Fed a également dit qu'elle réinvestirait le produit de crédits immobiliers et d'autres actifs dans le marché des crédits immobiliers, ce qui montre que les conditions dans ce segment de l'économie restent très déprimées.

Après être brièvement repassés dans le vert après les annonces de la Fed, les principaux indices ont creusé leurs pertes, les investisseurs retenant surtout l'appréciation peu optimiste de la conjoncture américaine.

"Les derniers indicateurs économiques suggèrent une faiblesse persistante des conditions sur le marché du travail et le taux de chômage reste élevé", précisé la Fed dans un communiqué à l'issue de sa réunion de comité de politique monétaire qui a duré deux jours.

"Il y a des risques baissiers significatifs pesant sur les perspectives économiques, dont les tensions sur les marchés financiers mondiaux."

Avec un taux de chômage de 9,1% aux Etats-Unis et une crise de la dette de la zone euro qui menace la fragile reprise économique mondiale, des responsables de la Fed avaient déjà laissé entendre que la banque centrale tâcherait d'empêcher l'activité des Etats-Unis de ralentir encore davantage.

Et ce d'autant plus que les taux d'intérêt à court terme sont proches de zéro et que le bilan de la Fed a été lesté par des achats de titres de dette pour plus de 2.000 milliards de dollars sans effets concluants sur l'économie pour l'instant.

La Fed va racheter, d'ici la fin juin 2012, 400 milliards d'emprunts du Trésor d'une maturité allant de six ans à 30 ans. Sur cette période, elle va céder un montant équivalent d'obligations à maturité de trois ans et moins.

Cette action est comparable à celle conduite dans les années 60 et baptisée alors "*Opération Twist*".

Soulignant que la croissance économique allait rester faible, la Réserve fédérale, qui a maintenu ses taux directeurs à entre 0% et 0,25%, a réaffirmé que ces taux resteront exceptionnellement bas jusqu'à la mi-2013.

La croissance américaine a été de 1,0% en rythme annuel au premier semestre et les représentants de la Fed ont annoncé une révision à la baisse de leurs prévisions économiques.

Un article du figaro.fr du 22 septembre

La colère gronde de plus en plus fort en Grèce. (23.09)

Le premier ministre appelle les Grecs à faire un effort supplémentaire pour justifier les nouvelles mesures d'austérité du gouvernement, mais la fronde sociale s'amplifie dans le pays.

Le premier ministre Georges Papandréou a, jeudi, une nouvelle fois, appelé les Grecs à «faire encore un effort». Au Parlement où il rencontrait les députés de la région des îles ioniennes et de la Crète, il a reconnu que «dans un climat international très dur et défavorable» il était inévitable de donner un nouveau tour de vis pour «garantir les décisions importantes du 21 juillet qui accordent à la Grèce un nouveau paquet de sauvetage et allègent la dette».

Mais deux jours après l'annonce des nouvelles mesures d'austérité, les Grecs accusent difficilement le coup. Pour pouvoir obtenir le sixième versement du prêt des 110 milliards d'euros, soit 8 milliards d'euros, le gouvernement a dû s'en prendre cette fois-ci directement aux foyers : réduction de 20 % sur les retraites supérieures à 1200 euros par mois, 30.000 fonctionnaires placés en chômage technique et abaissement du seuil de non-imposition à 5000 euros par an.

Pour Thanassis, enseignant au collège, la situation est devenue intenable. «Depuis dix-huit mois, on se réveille tous les matins, avec une boule au ventre en attendant le prochain couperet», déplore-t-il. Jusqu'à présent, Thanassis ne participait pas aux mouvements de grève, mais, cette fois, il est à bout : «Mon épouse ne gagne que 400 euros par mois et devra à présent être imposée. Quant à moi, en plus de la diminution de mes revenus, on m'impose une nouvelle taxe de solidarité... Je ne pourrai pas la payer, qu'ils m'envoient en prison, ce sera toujours mieux que de se retrouver à la rue.»

Grèves en cascade

Jeudi, les rues d'Athènes étaient paralysées par la grève des transports en commun et des taxis, tandis que les enseignants et les employés municipaux leur emboîtaient le pas. Du coup, les Grecs avaient pris leur voiture, contribuant à la constitution d'embouteillages monstres. De leur côté, les contrôleurs aériens ont cessé le travail quatre heures, forçant les compagnies aériennes à annuler ou à reporter des vols. Et ce n'est que le prélude à une fin de mois de septembre et un mois d'octobre qui s'annoncent particulièrement chauds sur le plan social.

Aujourd'hui encore, le pays tout entier sera à nouveau largement privé de transports. Dès mardi prochain, les chauffeurs de taxi ont prévu une deuxième grève de quarante-huit heures, renouvelable. Avant la grève générale nationale prévue le 19 octobre prochain, la Grèce va donc vivre sur un rythme chaotique.

Pour Pavlos Tzimas, analyste politique, le malaise est profond. Il risque même, estime-t-il, de se retourner contre le gouvernement : «Cela ne peut plus durer. Tous les trois mois, on annonce aux Grecs un nouveau paquet de mesures d'austérité. Le gouvernement a surestimé son programme de rigueur et il a sous-estimé le poids de la récession.»

Les milieux d'affaires s'inquiètent tout autant. «Il n'y a pas de boussole, ce gouvernement ne sachant pas où il va», s'insurge Constantinos Michalos qui dirige la Chambre de commerce et d'industrie d'Athènes.

Un article du figaro.fr du 22 septembre

Santé, famille : ce qui va changer en 2012. (23.09)

Le projet de financement de la Sécurité sociale pour 2012 prévoit de rogner sur les indemnités accordées en cas d'arrêts maladie ou encore sur le budget des hôpitaux.

Maladie : les indemnités d'arrêt de travail rabaissés

C'est la principale surprise de ce projet de loi: un nouveau mode de calcul des indemnités en cas d'arrêt maladie. Elles seront désormais équivalentes à 60% du salaire net, au lieu de 50% du salaire brut. De quoi économiser 220 millions par an (sur 6,6 milliards). Le gouvernement présente ce changement comme une... simplification administrative. Il permettra aux entreprises de ne plus communiquer aux organismes sociaux que les salaires nets, qui servent déjà au calcul d'autres prestations (indemnités de congé maternité...), et non plus les salaires nets et bruts, à partir de 2013. Les salariés, eux, retiendront plutôt que cela équivaldra en moyenne à une trentaine d'euros perdus sur un mois complet d'indemnités journalières. Et ce, dès 2012.

L'industrie pharmaceutique mettra la main au portefeuille

Cette fois, les annonces avaient largement été anticipées mais cela ne consolera guère les laboratoires pharmaceutiques: avec les complémentaires santé, ils seront les principaux contributeurs à la baisse du déficit de la branche. Ils subiront 620 millions d'euros de baisses de prix sur les médicaments, 100 millions d'alignement de leurs tarifs sur ceux des génériques, dans les classes de médicaments où ces «copies» se vendent mal, 150 millions de hausse de la taxe sur leur chiffre d'affaires (le taux passera de 1% à 1,6%) qui financera indirectement la formation médicale continue, et 40 millions de relèvement de leur contribution au budget de l'Agence de sécurité sanitaire des produits de santé - qui elle aussi deviendra indirecte. Seuls des médicaments jugés totalement inefficaces par la Haute autorité de santé sont susceptibles d'être remboursés, précise le ministère de la santé, qui ajoute que l'essentiel des produits concernés est déjà connu.

Hôpital, médecine de ville : les autres sources d'économies

Les hôpitaux publics devront économiser 195 millions d'euros en continuant à se réorganiser et à rationaliser leurs achats. Plus polémique, les sommes que leur verse l'Assurance maladie pour certains actes seront réduits de 100 millions et ainsi alignés sur les montants accordés aux cliniques pour les mêmes actes - c'est la poursuite de la «convergence tarifaire», qui doit être totale d'ici 2018. Côté médecine de ville, les médecins se sont déjà engagés à se montrer «raisonnables» sur leurs prescriptions, de façon à économiser 550 millions. Radiologues et laboratoires d'analyses verront leurs tarifs à nouveau réduits (170 millions).

L'ensemble des mesures d'économies doit permettre dépenser 2,2 milliards de moins que ne le voudrait la tendance naturelle, et de tenir ainsi l'objectif d'une hausse de 2,8% «seulement» de l'enveloppe de la branche maladie.

Dépassements d'honoraires : dialogue sous pression

Xavier Bertrand, n'a pas renoncé à une mise en place rapide du «secteur optionnel», ce mécanisme censé résoudre en partie la question des dépassements d'honoraires. Mais les complémentaires santé, sans qui rien ne pourra se faire, rechignent depuis l'alourdissement de leur taxe. Le texte de loi initial ne comportera aucune mesure pour les inciter à changer d'avis ou leur tordre le bras, le ministre de la Santé souhaitant une solution par le «dialogue». Mais un amendement peut toujours surgir au cours du débat parlementaire pour éviter que ce dialogue ne s'enlise...

Famille : la CSG s'appliquera aux congés parentaux

Deux nouveautés en 2012 pour la branche famille: le plafond de revenus pour bénéficier de l'allocation «complément du mode de garde» sera relevé de 40% pour les parents isolés. Et les CAF pourront verser une aide lorsqu'un ex-conjoint ne verse pas en totalité la pension alimentaire fixée par le juge au moment du divorce - jusqu'ici, pour les petites pensions, c'était tout ou rien: l'aide ne pouvait être déblocquée que si la pension alimentaire n'était pas versée du tout. Pas sûr que ces deux dispositions, d'un coût annuel total de 5

millions d'euros, fassent oublier que l'allocation versée lors d'un congé parental (CLCA) sera désormais assujettie à la CSG au taux de 6,2%, comme les pensions de retraite. Cette mesure rapportera, elle, 140 millions. L'Union nationale des associations familiales a déjà dénoncé une «perte sèche» de 100 à 400 euros par an pour 550.000 familles.

Un article du figaro.fr du 27 septembre

Consommation : les Français de plus en plus frustrés. (28.09)

Jamais les Français n'ont été aussi pessimistes. Une nouvelle étude dresse une photographie bien sombre de l'état d'esprit de nos concitoyens. A 88 %, ils sont inquiets pour la situation de leur pays. A 76 %, ils le sont aussi pour leur situation personnelle. «*L'opinion décroche sur plusieurs sujets, comme si les Français étaient de plus en plus nombreux à vouloir se tenir à l'écart du système*», estime Vincent Leclabart, patron de l'agence Australie et commanditaire d'un sondage réalisé par TNS Sofres sur les rapports entre publicité et société.

«*On est toujours plus optimiste pour soi que pour le pays* », explique Emmanuel Rivière, directeur du département stratégies d'opinion chez TNS Sofres. Mais là, les courbes de pessimisme convergent dangereusement. Les «*plutôt pessimistes*» et «*pessimistes*» pour leur situation personnelle n'ont jamais été aussi nombreux. Il y a déjà eu deux pics dans la décennie écoulée. En 2005, après le «*non*» au référendum sur le traité constitutionnel européen, et en 2008, en raison des désillusions post-électorales. Mais après la chute de Lehman Brothers, à la rentrée 2008, la crise financière a assombri encore le tableau. Ce qui n'a pas empêché les Français de penser en 2009, consciemment ou non, que le plus dur était passé. Ils ont alors commencé à reprendre espoir. Seulement la crise actuelle de la dette, à un moment où le chômage remonte et où la croissance s'évanouit, refait plonger leur moral.

L'étude liste quatre décrochages. Outre le pessimisme, les Français sont gagnés par un malaise qui touche à la fois leur pouvoir d'achat et leur rapport à la politique et au marketing. «*L'envie de dépenser progresse, mais les moyens font défaut, ce qui crée une frustration*», explique Vincent Leclabart. 56 % des Français déclarent ainsi ne pas gagner assez pour pouvoir vivre comme ils le souhaitent. Plus grave, quatre sur dix déclarent vivre difficilement et 27 % avouent se priver souvent ou en permanence pour des raisons financières.

«*Ces chiffres sont très importants pour un pays développé, souligne Vincent Leclabart. Une frange de la population décroche sérieusement*». Cela, à quelques mois d'échéances démocratiques importantes pour le pays. Mais pour les Français, la vie politique demeure ennuyeuse à 42 %. Et ils ne font pas confiance aux politiques pour redresser la France.

Dans leur univers de consommation aussi, les Français décrochent. Pour la première fois depuis la création de l'étude il y a huit ans, les indifférents et opposants au modèle «*consommatoire*» sont majoritaires (63 %). Si l'amour pour les marques reste stable, les consommateurs pensent que les entreprises roulent pour elles et pas pour leurs clients. «*C'est une question de relation, pas de qualité des produits* », précise Vincent Leclabart. Les Français jugent les marques de plus en plus envahissantes et de moins en moins distrayantes ou convaincantes. Les plus hostiles aux techniques marketing sont ceux qui n'ont plus envie de dépenser, même s'ils en ont les moyens. Un quart des Français seraient ainsi désabusés, quand les plus pauvres sont, eux, des «*désabonnés*», vivant difficilement et n'ayant plus d'envie. L'étude conclut que «*les politiques et les marques ne semblent pas avoir changé de mode relationnel. A une époque où théoriquement chacun a les moyens de s'exprimer, c'est le contraire qui est souvent ressenti*».

Commentaire.

Quand on ne peut plus vivre comme avant...Seraient-ils inquiets au Figaro de ce qui se prépare ? La méthode Coué ne fonctionne pas dans tous les domaines ou jusqu'à une certaine limite seulement. Mais bon, Le Figaro et la dialectique, cela fait deux !

Sarkozy voudrait monter le privé contre le public. (28.09)

(Titre d'AP : *Sarkozy estime que son "devoir" est d'aider les "ouvriers", plus que les fonctionnaires*)

Nicolas Sarkozy a estimé mardi que son "devoir" de chef d'Etat était "d'abord de penser aux ouvriers, aux salariés, aux cadres qui sont lancés dans la compétition internationale" plutôt qu'aux "emplois de la Fonction publique", qui "ont un statut qui les protège", en référence implicite au mouvement de grève à l'Education nationale.

"Je sais bien qu'aujourd'hui, il y a des protestations. C'est normal dans une démocratie", a déclaré le chef de l'Etat, s'exprimant devant les salariés d'une raffinerie lors d'une visite consacrée aux biocarburants, dans l'Oise.

"Mais les emplois qui sont en cause (dans le contexte de crise, NDLR), c'est pas les emplois de la Fonction publique, c'est les emplois de l'industrie, c'est les emplois de l'entreprise, c'est les emplois qui sont exposés à la concurrence", a-t-il poursuivi.

"Mon devoir de chef de l'Etat, c'est d'abord de penser aux ouvriers, aux salariés, aux cadres qui sont lancés dans la compétition internationale et qui ont besoin du soutien de l'Etat, plus que de penser à ceux qui ont un travail difficile mais qui ont un statut qui les protège", a-t-il affirmé.

"Vous, vous êtes exposés. C'est pour ça que je dois d'abord être avec vous plus qu'avec d'autres qui, par ailleurs, quelles que soient leurs difficultés (...), sont protégés dans leur statut", a-t-il insisté.

Un peu plus tard, Nicolas Sarkozy est revenu sur le sujet lors d'une table ronde sur le thème des biocarburants. "Il n'y a pas que des forces négatives dans notre pays, il n'y a pas que des protestations. Il y a des gens qui se battent, il y a des gens qu'il faut aider, il y a des gens formidables qui construisent l'avenir de notre pays. C'est eux aussi qu'on veut mettre en valeur, parce que eux, ils n'ont pas le temps de protester, ils ont tellement de travail", a-t-il asséné.

Commentaire.

Cynique, infâme, la démagogie poussée à l'extrême, il est au bout du rouleau !

Un article du monde.fr du 27 septembre

Finance de l'ombre : "Les autorités ont fermé les yeux". (28.09)

Marc Roche, correspondant du "Monde" à Londres et auteur du livre "*Le Capitalisme hors la loi*" (Ed. Albin Michel)

Raoul : Quelle est, selon vous, la place de la finance "souterraine" dans le système financier global ?

Marc Roche : Bonjour, la place de ce que j'appelle le "capitalisme hors la loi", c'est-à-dire non réglementé, est désormais supérieur au poids de la sphère financière régulée et transparente. La crise des crédits à risque subprimés de 2008-2009 a accentué le poids de cette économie souterraine, puisque ses acteurs ont pu compenser leurs pertes et garder leur profit grâce au recours à cette finance parallèle, légale, mais profondément immorale : conflits d'intérêts, évasion fiscale, risques systémiques, impunité et âpreté aux gains.

Léon : Quels mécanismes lient finance de l'ombre et crise ?

Marc Roche : Le recours aux paradis fiscaux, aux hors-bilans, aux sociétés off shore, à l'optimisation fiscale, aux liens étroits tissés avec les politiques ont contribué à la crise de 2008-2009 comme à celle de la dette souveraine de nos jours. A titre d'exemple, la quasi-totalité des produits financiers toxiques qui ont failli emporté les banques était immatriculée dans des paradis fiscaux.

Philippe J : Les autorités ferment-elles sciemment les yeux sur la pratique du "shadow banking" ?

Marc Roche : Déjà qu'est-ce que le "shadow banking" ? Il s'agit de la finance parallèle, de l'ombre comme son nom l'indique, qui est légale mais profondément immorale et qui est basée sur un contournement des règles, voire sur une absence de prêt. Dans cette mesure, les autorités ont non seulement fermé les yeux, mais ont participé aux activités du "shadow banking". L'exemple le plus patent est l'absence de réglementation des paradis fiscaux malgré les engagements en ce sens du G20, à Londres, en 2009. En effet, chaque Etat protège cette place off shore. Les Etats-Unis ont le Delaware, où est immatriculée la quasi-totalité des entreprises américaines pour payer le moins d'impôts et se soustraire aux impératifs de sécurité des employés.

Dans le même ordre d'idées, la Grande-Bretagne utilise les îles anglo-normandes et les îles Caïmans comme rabatteurs de fonds pas toujours propres au bénéfice de la City. L'Italie a Monaco ; la France et l'Espagne ont l'Andorre ; la Belgique a le Luxembourg ; l'Inde, l'île Maurice ; la Chine, Hongkong ; et ainsi de suite, pour une suite sans fin.

Chablis : A-t-on une idée des montants engagés dans la finance de l'ombre ?

Marc Roche : Non. Tout ce que la Banque mondiale affirme via des estimations est que le "shadow banking" est désormais plus important que la sphère financière réglementée (banque de détail, marchés d'actions et de devises, fusions-acquisitions...).

Sylvia : Ces traders et banquiers de l'ombre sont-ils poursuivis par la justice ?

Marc Roche : Je suis un libéral convaincu que le capitalisme est une bonne chose, c'est le seul système qui crée de la richesse. J'ai partagé ma vie professionnelle entre la City et Wall Street, mais ce qui me choque le plus dans ce que j'ai découvert dans les coulisses du capitalisme de l'ombre, c'est l'impunité des banquiers. Aucun banquier, même dans les cas de fraudes avérées, n'a été à ce jour inquiété, jugé et condamné. Ceux dont la mégalomanie, la cupidité et l'ego surdimensionné ainsi que l'aveuglement ont provoqué l'effondrement de leur banque, nécessitant un sauvetage par le contribuable, ont tous retrouvé du travail dans la finance, ont conservé leur retraite et parachutes dorés, et même leur titre nobiliaire dans le cas du Royaume-Uni.

La comparaison peut paraître facile, mais dans le pays où je vis depuis vingt-six ans, l'Angleterre, un gamin qui vole une bouteille d'eau pendant les émeutes de cet été écope une peine de prison ferme de six mois en justice expéditive. C'est choquant.

Dag : Pensez-vous qu'on pourrait changer le système financier tel qu'il est fait aujourd'hui ?

Marc Roche : Restons optimistes. Comme le G20 est incapable de prendre une décision, vu les intérêts divergents entre ses membres, l'espoir réside dans l'Union européenne. Si les Britanniques sont déterminés à protéger la City, Français, Allemands et Scandinaves sont déterminés à éviter une répétition de la tourmente financière de 2008-2009. Cette fois-ci, il n'y a plus d'argent dans les caisses pour aider les banques.

Seule la Commission européenne peut mettre en place une réglementation communautaire pour protéger le contribuable et forcer les banquiers à rentrer dans leur rang. Mais il s'agit d'un travail de longue haleine, car le puissant lobby bancaire n'a pas son pareil pour émasculer toute tentative de réglementation.

Lucas : La plus grande part de la richesse est devenue une simple image virtuelle. Pensez-vous qu'il faille trouver une alternative rapidement à ce système financier pour sauver le système ?

Marc Roche : La crise souveraine qui frappe les pays de la zone euro souligne l'urgence d'une nouvelle réglementation. Les banquiers, autistes, sont incapables de s'autorégler. L'une des pistes à explorer est paradoxalement au Royaume-Uni, où la commission Vickers a annoncé, le 15 septembre 2011, un plan de réforme bancaire révolutionnaire. Il s'agit de "sanctuariser" les activités de dépôts des mastodontes bancaires qui bénéficient de la garantie de l'Etat et qui seront sauvés en cas de pépin. En revanche, les activités spéculatives seront laissées à elles-mêmes. Une telle réforme permet de répondre en partie au défi posé par l'existence de banques universelles plus puissantes que jamais qui offrent toute la palette des services financiers. Le gros problème aujourd'hui est la taille des banques, trop grosses pour faire faillite ("too big, to fail"). Le problème est que les propositions Vickers n'entreront pas en vigueur avant 2015, voire 2019.

Gauthier : Avez-vous de l'espoir vis-à-vis des différentes tentatives (notamment de la Commission européenne) pour ramener les transactions de gré à gré vers des marchés transparents ?

Marc Roche : L'initiative est louable. Reste que la complexité de cette transaction liée aux progrès technologiques complique la tâche de réglementation. Les régulateurs sont toujours en retard d'une guerre face à une industrie bancaire très mobile, très innovante, très performante. Par ailleurs, les régulateurs n'attirent pas les meilleurs éléments, qui préfèrent rejoindre la haute finance. Le chantier est donc énorme, mais toute tentative de la Commission européenne est bienvenue. Le problème est aussi que, face au rouleau compresseur des banques, il n'existe pas de vrais contre-pouvoirs. La classe politique est tétanisée, voire parfois complice, les ONG, les mouvements associatifs, les églises ou les syndicats apparaissent désarmés.

Baptiste : Ne doit-on pas constater l'impuissance du politique face à l'économie ?

Marc Roche : En effet, le pouvoir politique paraît à première vue impuissant face à l'économie. Et pour cause, les milieux d'affaires ont littéralement fagocité dans de nombreux pays la classe politique. Que font les politiciens de gauche quand ils quittent le pouvoir ? Beaucoup rejoignent la banque : Tony Blair chez JP Morgan, Peter Mendelson chez Lazard, Romano Prodi chez Goldman Sachs et Gerard Schroeder dans la nébuleuse énergéico-financière Gazprom.

Si aux Etats-Unis, l'entrisme des financiers dans le monde politique est chose courante (le "Government Sachs" sous l'administration Bush), le phénomène a gagné l'Europe. Goldman Sachs est à la pointe de ce réseau politique, puisqu'elle a compté parmi ses conseillers et banquiers d'ex-commissaires européens ou d'anciens directeurs du Trésor. A commencer par Mario Draghi, le futur président de la Banque centrale européenne, qui a fait partie de la hiérarchie de la banque d'affaires entre 2002 et 2005. Son rôle dans le maquillage des comptes grecs, qui a joué un grand rôle dans la crise actuelle de l'euro, est controversé.

Lola : Que pensez-vous des idées d'Arnaud Montebourg de "mise sous tutelle des banques par nationalisation-sanction" ? Cela pourrait-il empêcher de telles pratiques ?

Marc Roche : La nationalisation n'est qu'une solution en cas de faillite bancaire, comme ce fut le cas au Royaume-Uni, en 2008-2009. Des banques nationalisées se sont également adonnées au crédit subprime sans y connaître grand-chose. C'est par exemple le cas des banques régionales allemandes. La solution n'est pas de nationaliser-sanctionner, mais de réglementer étroitement le système bancaire.

Matthieu : Existe-t-il encore des pays épargnés par cette "dictature des banques et des marchés" ?

Marc Roche : A l'heure de la mondialisation, peu de pays échappent à la dictature des marchés. Ceux qui s'en sortent le mieux sont les pays basés sur une industrie et une agriculture fortes, moins dépendantes du secteur financier. Dans cette optique, les pays scandinaves, les Pays-Bas, la France, l'Allemagne sont moins touchés par la bourrasque. Mais ces pays disposent également de banques trop puissantes. Le secteur bancaire français est ainsi dominé par trois mastodontes universels mêlant banques de détails, crédits spéculatifs et gestion de fortunes : BNP Paribas, Société générale et Crédit agricole. C'est un cartel.

Patrick : Vous êtes un capitaliste convaincu qui voudrait que la moralité soit prise en compte. N'est-ce pas utopique ?

Marc Roche : Aucun système ne peut remplacer le capitalisme, à condition qu'il soit réglementé. Par ailleurs, il faut mettre fin à l'optimisation fiscale qui prive les Etats de recettes. Le système fiscal doit être revu de fond en comble pour que le fardeau passe de la classe moyenne aux classes supérieures. Les riches ne payent pas suffisamment d'impôts et quand on les menace d'augmenter la taxation, ils se réfugient souvent ailleurs. Ce chantage à la délocalisation des grosses fortunes est indécent. Des pays comme la Suisse, la Belgique ou le Royaume-Uni, qui sont un havre de paix pour les financiers et entrepreneurs souhaitant payer le moins d'impôts possible, doivent supprimer ces attraits dans le cadre d'une harmonisation fiscale européenne.

L'utilisation de la fiscalité, juste et équitable, n'a rien de révolutionnaire. Le capitalisme régulier que nous avons connu entre 1945 et 1980 a fait ses preuves. C'est la déréglementation poursuivie par la gauche comme par la droite qui a dérégulé le système. Seule une reréglementation des circuits financiers et une fiscalité plus juste, permettront de sortir de l'ornière.

Guest : En tant que contribuable, simple citoyen, consommateur lambda, y a-t-il des moyens de contrer ce capitalisme financier souterrain ? Nous en subissons les conséquences mais avons-nous un poids face à cela ?

Marc Roche : En tant qu'individu la réponse est négative. Ce n'est que dans un cadre collectif que l'on peut changer le système. Cela demande un engagement civique, faire pression sur les politiques, et dans ce contexte, les mouvements associatifs, les églises, les syndicats, les ONG peuvent jouer un rôle moteur. Ils l'ont fait pour faire tomber le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, par exemple, mais le réveil est urgent vu l'enjeu.

Julien : Etes-vous en faveur d'une taxe sur les flux financiers (type taxe Tobin) ?

Marc Roche : Absolument, c'est une nécessité. Cela permettra à la fois de regarnir les caisses des Etats, de diminuer l'impact des politiques d'austérité et de limiter la cupidité des professionnels de la finance. C'est gagnant-gagnant.

Ben0209 : Je suis étudiant en école de commerce et désire suivre une formation en finance de marchés. Mais pensez-vous que ce secteur a encore un avenir à dix-vingt ans ou va-t-on assister à une refonte totale du système ?

Marc Roche : Le secteur financier, une fois qu'il aura mis de l'ordre dans ses affaires, "contraint et forcé par les pouvoirs publics", a de belles années devant lui. La profession de trader est fascinante. Non seulement, elle permet de bien gagner sa vie mais nécessite des qualités indéniables de rapidité, de flair, de contrôle de

soi et d'agilité intellectuelle. On peut être trader en actions, obligations ou devises dans la sphère réglementée. En revanche, la spéculation effrénée que l'on a connue n'a pas d'avenir.

Ceux qui y sont accrochés peuvent s'y adonner dans les hedge funds, qui sont des structures privées, peu créatrices de risques systémiques en raison de leur petite taille et des limites du recours à l'endettement. Sinon, on peut toujours faire une belle carrière comme trader au sein d'une banque tant que l'on garde en tête la nécessité d'une boussole morale.

Jaco : Quelle est votre position par rapport aux partisans de la démondialisation, y compris financière, ou aux économistes qui préconisent en ultime recours de fermer les Bourses ?

Marc Roche : Ce sont des idiots.

Commentaire.

Difficile, impossible de faire rentrer dans le rang les gangsters de l'aristocratie financière, d'humaniser le capitalisme, l'essentiel ici est de faire croire que c'est possible, et cela fonctionne assez bien pour le moment, puisque les masses n'y comprennent rien et continuent de voir leur avenir sous les bons auspices du capitalisme...

L'intérêt d'un tel article, c'est qu'il démontre que les partisans du capitalisme ne possèdent aucun élément de réponse à la crise en dehors de recettes foireuses ou de mensonges grossiers, qu'ils sont prêts à faire feu de tout bois pour légitimer sa survie, au-delà des conséquences sur les peuples dont ils n'ont rien à faire du moment qu'ils s'en tirent bien eux-mêmes. Le titre "*Les autorités ont fermé les yeux*" est cocasse, car il sera difficile de trouver plus aveugle que ce journaliste du Monde !

Ce qui est intéressant aussi, c'est qu'à peine ont-ils eu le temps de mettre en avant un argument, que la réalité se charge de le démolir aussitôt.

Hier dans un article du figaro.fr on pouvait lire que "*José Manuel Barroso proposera mercredi de créer une taxe sur les transactions financières dans les vingt-sept pays de l'UE*", et de préciser plus loin "*Dans cet acte de foi, il subsiste une faille: l'opposition résolue du Trésor britannique et l'hostilité de la City, où l'Europe réalise plus de la moitié de ses transactions financières. Taxer en Europe «n'a aucun sens si les marchés détalent du jour au lendemain vers New York ou Singapour», lâchait il y a peu George Osborne, le chancelier de l'Échiquier. Les experts bruxellois reconnaissent le risque de «délocalisation» en notant, dans leurs attendus, «l'extrême mobilité de la plupart des transactions financières»*".

Document

Articles de presse d'octobre 2011

Table des matières

France

Politique

- Pour le parquet, l'immunité présidentielle doit s'étendre aux proches du président. (12.10)
- Fillon salue un dialogue « *responsable* » entre partenaires sociaux (21.10)
- Sarkozy accusé de favoriser son ami Bolloré en Afrique. (25.10)

Social

- Du ministre au gardien de la paix, comment la politique du chiffre s'impose aux policiers. (04.10)
- L'usine Fonderie du Poitou est à l'arrêt et bloquée. (04.10)
- La grève dure au Crédit mutuel. (07.10)
- Marseille prend un arrêté "*anti-mendicité*". (18.10)
- Crise à Mayotte: Violence et pillages après la mort d'un manifestant. (20.10)
- La France compte plus de millionnaires que n'importe quel pays européen. (20.10)
- Réforme des retraites: près de 100.000 départs en moins en 2011. (21.10)
- Le coût social de la rigueur va s'envoler mi-2012. (24.10)
- Le budget chauffage-électricité des Français a bondi de 32% en dix ans. (27.10)

Economie

- «*Bad bank*» : quand l'État paie les pots cassés. (07.10)
- Paris prépare un plan pour aider ses banques. (07.10)
- Quel sera le montant de l'ardoise que Dexia laissera aux Français? (12.10)
- Alerte sur la santé des cliniques privées (19.10)
- Nationaliser les banques? Pas idiot! (20.10)
- Au moins 24 nouvelles taxes ont été créées en cinq ans. (22.10)

International

Social

- En Italie, Fiat sort de la convention collective. (04.10)
- La nouvelle révolution des enseignants égyptiens. (07.10)
- Le salaire minimum est jugé trop élevé en Grèce. (14.10)
- Quand la France délègue au privé la délivrance de visas (16.10)
- Les grèves font tache d'huile en Grèce. (figaro.fr) (18.10)
- Inde. Ces ouvriers "*indisciplinés*" qui voulaient un syndicat. (27.10)
- En 2100, la population mondiale pourrait atteindre 10 milliards, voire 15. (27.10)

Economie

- La culture du pavot reste florissante en Afghanistan. (12.10)
- Pékin vole au secours de ses banques. (12.10)
- G20 : Paris cherche à éviter les motifs de crispation. (15.10)
- La crise de la zone euro ralentit l'Europe de l'Est. (18.10)
- Le Vatican propose une autorité supranationale sur l'économie. (25.10)
- Les géants asiatiques délocalisent en Pologne. (25.10)
- La zone euro parvient à un accord au bout de la nuit (27.10)

Un article du monde.fr du 3 octobre

Du ministre au gardien de la paix, comment la politique du chiffre s'impose aux policiers. (04.10)

Nous sommes en 2008. Nicolas Sarkozy est à l'Élysée, Michèle Alliot-Marie est Place Beauvau. Dans une circulaire non publiée que Le Monde a pu consulter, la ministre de l'intérieur adresse aux préfets et aux directeurs de la police et de la gendarmerie nationale, le 4 mars, les *"objectifs 2008 en matière de sécurité intérieure"*, les premiers de la présidence Sarkozy. Ce texte, et les notes de service qui en découlent à chaque échelon hiérarchique, illustre concrètement la *"culture de la performance"* qui doit s'instaurer dans les forces de l'ordre.

Les objectifs de Mme Alliot-Marie sont chiffrés mais généraux : - 3 % pour la délinquance générale, - 5 % pour la délinquance de proximité. Et le taux d'élucidation (36,11 % en 2007) doit atteindre 40 %. Suit une série de priorités : les violences aux personnes, le terrorisme, les violences urbaines et la criminalité organisée (notamment le trafic de drogue).

Dix jours plus tard, le directeur central de la sécurité publique envoie aux directeurs départementaux et aux préfets *"la déclinaison des objectifs"* fixés par la ministre. Il reprend les thèmes de la circulaire, demande pour cela un accroissement de 5 % de la présence sur la voie publique.

Puis il va au-delà, dans la catégorie *"Divers"*. Apparaissent ainsi le développement de *"contrôles afin de rechercher les individus en situation irrégulière"*, et la poursuite de l'effort sur les trafics, mais aussi les usages de stupéfiants, là où la ministre défendait l'*"action en profondeur engagée contre les réseaux et les filières"*. Objectifs fixés : *"Une progression de 5 % des IRAS (infractions révélées par l'action des services) dans ces catégories"*.

Les IRAS sont l'un des quatre grands ensembles qui constituent les chiffres de la délinquance. Pour moitié, il s'agit d'"ILS" (infractions à la législation sur les stupéfiants) et pour un quart d'"ILE" (infractions à la législation des étrangers). Des flagrants délits qui présentent l'avantage statistique d'afficher 100 % de taux d'élucidation. C'est le *"dada du président"*, explique un directeur départemental de la sécurité publique. Mardi 27 septembre, devant la commission des lois, le ministre de l'intérieur, Claude Guéant, s'est félicité que les *"actions d'initiatives se poursuivent à un niveau élevé"* (+17 % entre 2004 et 2010).

Fin mars 2008. Un peu plus de dix jours après avoir reçu leurs instructions du directeur central, c'est au tour des directeurs départementaux d'adresser aux responsables locaux leurs objectifs. Exemple en Seine-et-Marne. Dans sa note de service, la directrice de la sécurité publique rentre, à l'unité près, dans le détail. Un tableau résume, par infraction, les objectifs. 1633 sans-papiers mis en cause en 2007 ? La hausse doit être de +4 %, et la responsable réclame donc "1 698" interpellations. Pour l'aide au séjour, les policiers doivent passer de 21 infractions en 2007 à 24 en 2008, pour respecter l'objectif national de + 12,5 %.

Concernant les stupéfiants, le texte reconnaît que la progression de 1,5 % entre 2006 et 2007 est *"largement alimentée par l'activité en matière d'usage simple"* (les interpellations de consommateurs). Les mises en cause pour reventes ou pour trafic ont baissé, elles, de 27 %. La directrice recommande donc de redresser la barre et de passer de 283 à 297 affaires. Sur les routes, elle fixe un objectif de 51 tués contre 52 en 2007 dans le département, et de 6 tués (contre 12 en 2007) dans le massif de Fontainebleau. *"Une hérésie"*, pour l'un de ses confrères.

Ce degré de détail est-il l'apanage de la Seine-et-Marne ? Un autre directeur affirme qu'il n'a *"pas besoin de ça pour que les équipes travaillent"* mais précise aussi : *"Mes chefs de service savent que le ministre veut que les IRAS augmentent."* Il défend toutefois les interpellations pour usage de stupéfiant : *"On signale le mis en cause, on prend ses empreintes et, parfois, on découvre des types qui ont commis d'autres faits. Ou, plus tard, on les connaît s'ils commettent d'autres faits."*

Un échelon plus bas, la circonscription de sécurité publique, c'est-à-dire le commissariat. Dans l'une d'elles, en Seine-et-Marne, le chef répercute les consignes de sa hiérarchie. Pour les sans-papiers, écrit-il dans une note de service, *"il conviendra de maintenir le niveau obtenu en 2007"*, c'est-à-dire 67 interpellations (contre 29 en 2006). La méthode : les *"contrôles en gare"*, qui *"seront effectués sur le même rythme qu'en 2007"*. Côté drogues, *"au-delà des objectifs fixés"* au niveau départemental, il souhaite *"au moins 2 faits de trafic, 8 faits d'usage-revente et 160 faits d'usage"*.

Un gardien de la paix du département, qui a accepté de témoigner sous couvert de l'anonymat, et dont le témoignage est corroboré par un officier, confirme que, depuis dix ans, les attentes de la hiérarchie n'ont fait que croître. En Seine-et-Marne, depuis 2002, les ILS ont doublé et les ILE presque quintuplé. "*Chaque mois, il faut un peu plus de ci, un peu plus de ça : ILS, ILE, etc.*", explique-t-il. C'est même chaque semaine que les commissariats sont tenus de faire remonter leurs statistiques.

La méthode de base, pour ces infractions, c'est le contrôle d'identité. Les services de police demandent donc de plus en plus de réquisitions aux procureurs, base juridique indispensable. Ce qui exaspère le parquet de Meaux, qui dénonce, dans une note au préfet, en 2007, la "*lourde charge*" que cette explosion des demandes fait peser sur ses services en réclamant que les demandes soient "*motivées*". Le parquet rappelle que ces requêtes sont passées de 7 000 à 15 000, dans le ressort de Meaux, entre 2005 et 2006...

En l'absence de réquisition, pour atteindre les objectifs, notamment sur les stupéfiants, il y a une autre méthode : selon le policier de Seine-et-Marne, certaines équipes multiplient les contrôles et les palpations "*sans raison*" et les fouilles de véhicules "*illégal*" à l'issue des contrôles routiers. "*Une fois au commissariat, on trouve un motif. On met "a tenté de dissimuler", mais c'est faux.*>" Et pour les sans-papiers, le "*travail en gare*" est "*ciblé*"...

Commentaire : on a là les ingrédients d'un régime policier bien avancé, non ?

Un article du monde.fr du 3 octobre

L'usine Fonderie du Poitou est à l'arrêt et bloquée. (04.10)

Première surprise pour les salariés grévistes de la Fonderie du Poitou Aluminium (FDPA) du groupe Montupet à Ingrandes, dans la Vienne : l'usine n'est plus en activité depuis lundi. La direction a pris la décision de mettre les fours à l'arrêt après que les salariés de l'usine se sont mis en grève vendredi contre un projet de baisse des salaires.

Deuxième surprise, les fours ont été déménagés durant le week-end. A l'issue de la réunion de médiation sous l'égide du préfet de la Vienne qui s'est conclue sans accord, vendredi, les salariés avaient annoncé leur intention de bloquer la FDPA dès lundi, 5 heures du matin. Arrivés sur place, les représentants syndicaux ont indiqué avoir découvert que "les fours [avaient] été déménagés durant le week-end".

Les salariés grévistes, qui entament leur quatrième semaine de grève, ont alors entrepris de bloquer les accès à la FDPA en érigeant des barrages routiers et ferroviaires avec un stock de culasses automobiles.

Une grande partie des 480 salariés de l'usine est en grève depuis un mois pour exiger le retrait du plan de compétitivité qui prévoit des baisses de salaire de 15 % pour les cadres et de 23 % pour les ouvriers.

Le groupe Montupet, qui a racheté l'usine en 2009 à un fonds d'investissement allemand, assure vouloir aligner les salaires sur ceux de ses autres usines françaises situées dans l'Indre et dans l'Oise. La Fonderie du Poitou Aluminium travaille pour l'équipement automobile.

"Nous demandons le retrait pur et simple du plan de compétitivité et une garantie du maintien d'un plan de charge suffisant pour faire tourner l'usine", a précisé Patrice Villeret au nom de l'intersyndicale CGT/CFE-CGC/FO/UDT.

Un article du monde du 3 octobre

En Italie, Fiat sort de la convention collective. (04.10)

C'est un tournant social que le constructeur automobile Fiat vient d'annoncer : le 1er janvier, il quittera l'organisation patronale italienne, s'exonérant ainsi des règles fixées par les conventions collectives.

'Fiat, qui s'est engagé dans la construction d'un grand groupe international [dans le cadre de son alliance avec l'américain Chrysler, NDLR], avec cent quatre-vingt-une usines dans trente pays, ne peut se permettre d'opérer en Italie dans un cadre d'incertitude qui l'éloigne des conditions existantes dans l'ensemble du monde industrialisé', explique le patron du groupe, Sergio Marchionne, dans son courrier à la présidente de la Confindustria.

Fiat, qui menaçait de quitter le patronat depuis des mois, avait pourtant obtenu récemment que les contrats d'entreprise puissent déroger à la convention collective, y compris en matière de licenciements, ce qui légitimait les accords adoptés dans certaines des usines du groupe. Mais Sergio Marchionne explique que les débats en cours sur ces contrats risquent de les '*dénaturer*' et d'en limiter la '*flexibilité*'.

La décision de la plus grande entreprise italienne, qui compte quatre-vingt-deux mille salariés dans le pays, lui permettra de renégocier l'organisation du travail dans ses usines, avec augmentation des rotations de nuit et des heures supplémentaires. Le syndicat Fiom, qui s'est toujours opposé aux accords proposés par Fiat, voit donc dans cette décision un '*signal de désengagement du pays*', bien que le groupe ait confirmé son investissement de un milliard d'euros dans son usine historique de Mirafiori, à Turin.

Un article du point.fr du 4 octobre

La banque Dexia vendue à la découpe. (04.10)

Il ne subsistera de l'actuelle Dexia que le Crédit Local de France, qui exercera désormais son métier historique de prêteur aux collectivités locales.

Le conseil d'administration extraordinaire qui s'est terminé tard dans la soirée de lundi a scellé le sort de la banque franco-belge Dexia. D'après les informations du Point.fr, l'OVNI du paysage bancaire, spécialiste du crédit aux collectivités locales en Europe, et poids lourd de la banque de détail outre-Quévrain, sera scindé et vendu à la découpe dans les semaines à venir. Une solution approuvée un peu plus tôt par les gouvernements français et belge, dont les ministres des finances François Baroin et Didier Reynders se sont rencontrés dans l'après-midi.

Il ne subsistera à terme de l'actuel Dexia que le Crédit Local de France, qui exercera désormais son métier historique de prêteur aux régions, départements et communes dans une joint-venture à trois avec La Poste et la Caisse des Dépôts. Grâce au soutien de ces deux mastodontes assis sur un solide matelas de fonds propres, le Crédit Local pourra continuer à assurer le financement des collectivités sans mettre en péril sa situation financière, aujourd'hui déséquilibrée puisque la banque prête à long terme mais se finance à court terme.

Opération chirurgicale à haut risque

C'est en effet bien parce que le groupe franco-belge rencontrait depuis quelques semaines des problèmes de liquidité et risquait donc l'asphyxie que les actionnaires publics de la banque, qui possèdent un peu plus de 50 % du capital, ont décidé de cette opération chirurgicale à haut risque. Une solution qui faisait l'objet de négociations depuis plusieurs semaines, mais qui a dû être hâtée au cours des derniers jours en raison de la menace des agences de notation de placer la banque "sous surveillance", menace d'ailleurs mise à exécution par Moody's le 3 octobre.

La nouvelle structure tripartite, dont l'État français sera l'actionnaire majoritaire, aura dans son giron la "bad bank" qui va être constituée pour y loger les actifs toxiques que Dexia traîne depuis la crise de 2008. Toutes les autres activités du groupe ont vocation à être vendues à plus ou moins court terme. La gestion d'actifs et la gestion privée, qui ont généré un milliard d'euros l'an passé, auraient, selon les informations du Point.fr, déjà trouvé preneurs. La banque de détail, acteur important du marché en Belgique, pourrait pour sa part être nationalisée ou adossée à une autre banque.

Le contribuable préservé

La mort de cet ancien fleuron bancaire ne devrait rien coûter au contribuable français. Aux commandes depuis le sauvetage de la banque en 2008, l'équipe tricolore emmenée par Pierre Mariani a en effet largement nettoyé le bilan désastreux dont elle avait hérité de la précédente direction, qui s'était fourvoyée dans les subprimes américains. L'ancien directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, passé par BNP Paribas avant d'être envoyé jouer les pompiers chez Dexia avait en effet, dès son arrivée, entamé une politique de cession à tout va des actifs pourris. Il avait par ailleurs totalement revu la stratégie de la banque dans son métier historique, le prêt aux collectivités. Alors que le Crédit Local de Pierre Richard, l'ancien patron, multipliait les crédits sans se soucier de la marge, le Dexia nouvelle formule s'était fait beaucoup plus sélectif en ne prêtant qu'à des conditions acceptables, en se retirant des marchés étrangers où le groupe n'avait pas la taille critique et, surtout, en se diversifiant largement dans les services financiers.

Inquiets malgré tout à l'idée de voir la Caisse des dépôts (CDC), coffre-fort de l'État français, "contaminée" par les actifs toxiques restants, les élus du conseil de surveillance de la Caisse ont fini par céder face au gouvernement. Et face à un Augustin de Romanet, directeur général de la CDC, qui après s'être montré réticent à l'idée d'un tel projet a fini par s'y rallier au nom de l'intérêt général.

Commentaire rapide :

"l'État français sera l'actionnaire majoritaire, aura dans son giron la "*bad bank*" qui va être constituée pour y loger les actifs toxiques que Dexia traîne depuis la crise de 2008", donc à l'Etat les pertes, "la gestion d'actifs et la gestion privée, qui ont généré un milliard d'euros l'an passé, auraient, selon les informations du Point.fr, déjà trouvé preneurs", donc aux gangsters de la finance les actifs juteux et les profits ! Et qui va payer ces pertes ? Pardi, toujours les mêmes ! Là au moins cela a le mérite d'être clair.

Un article du point.fr du 4 octobre

Révolution citoyenne en Islande. (07.10)

Une nouvelle Constitution entièrement rédigée par le peuple islandais pourrait bien être adoptée prochainement. Une première.

Rêvons un peu. Et si nous pouvions contraindre nos députés à aller voter les lois ? Et si nous pouvions décider nous-mêmes de l'organisation d'un référendum ? Et si nous pouvions facilement faire destituer notre président en cours de mandat ? Et si, pour couronner le tout, nous pouvions nous-mêmes décider de mettre en oeuvre de telles mesures ? En France, de telles dispositions relèvent du fantasme. Pour les Islandais, il pourrait bientôt s'agir d'une réalité.

Car les quelque 311 000 habitants de cette île située aux confins de l'Europe et du Groenland ont décidé de prendre leur avenir en main. Depuis novembre 2010, 25 citoyens élus ont entamé la rédaction d'une nouvelle Constitution censée régir l'organisation de leur pays. Une démarche amorcée après la violente crise financière qui a frappé l'île en 2008. La nationalisation des trois principales banques, la démission du gouvernement de droite, l'arrivée au pouvoir d'une coalition de sociaux-démocrates, de féministes, d'ex-communistes et d'écologistes... Rien n'y aura fait. Des manifestations populaires monstres ont poussé le nouveau gouvernement à prendre cette mesure drastique : réécrire purement et simplement la Constitution, en vigueur depuis 1944 et qui n'était, dans l'ensemble, qu'une pale copie du texte danois, pays dont dépendait l'Islande avant son indépendance.

À l'automne 2010, un appel à candidatures a donc été lancé. Tous les citoyens de plus de 18 ans et soutenus par au moins 30 personnes pouvaient postuler. Seule exception : les élus nationaux. Le ton était donné... Vingt-cinq personnes ont ainsi été élues pour siéger au sein de l'Assemblée constituante islandaise. Mais la démarche démocratique ne s'est pas arrêtée là. Tout le processus de révision a été collaboratif : chaque projet d'article était publié au fur et à mesure de sa rédaction sur le site du gouvernement. Chaque citoyen était ensuite appelé à s'exprimer, sur une page Facebook dédiée ou via un compte Twitter.

Eldorado libertaire

Le résultat de ce travail a été dévoilé fin juillet, et il devrait être soumis à référendum dès cet automne. Au final, c'est un texte atypique qui a pris forme. "*Nous, peuple d'Islande, voulons former une société juste, où tout le monde peut s'asseoir à la même table*", commence ainsi le préambule de la nouvelle Constitution. Au palmarès des dispositions les plus étonnantes, on trouve un "*droit des citoyens à l'information*", la réduction du nombre d'élus à 39 dans l'unique chambre du Parlement, la présence de la moitié d'entre eux rendue nécessaire pour qu'un vote soit valide... Autre mesure inédite, aucune des terres et ressources naturelles appartenant à l'État ne pourra être vendue de manière définitive. Une décision qui vise directement le projet d'achat, par un homme d'affaires chinois, d'un terrain de 300 kilomètres carrés dans le nord-est sauvage de l'archipel, cette transaction ulcérant de nombreux Islandais.

Reste que cet ambitieux texte doit encore franchir une étape essentielle : la validation de l'Althing, parlement islandais, qui doit accepter - ou non - de soumettre le projet en l'état par référendum. Des modifications, ou même un rejet, ne sont donc pas à exclure, ce qui ruinerait toute cette belle démarche et entacherait l'image de nouvel eldorado libertaire que veut afficher l'Islande depuis quelque temps. Reykjavik a ainsi mis en place une des législations les plus souples au monde concernant la liberté d'expression. L'île abrite certains serveurs du sulfureux site WikiLeaks, bête noire de plusieurs démocraties mondiales. À l'exception de l'Islande.

Un article de slateafrique.com du 5 octobre

La nouvelle révolution des enseignants égyptiens. (07.10)

La révolution n'occupe plus la place Tahrir, mais le système éducatif égyptien est toujours en pleine ébullition.

Une vague de grèves sans précédent a éclaté au sein du système éducatif égyptien, depuis les écoles bondées de la ville de Beni Suef, dans le Sud, aux universités publiques de la ville côtière d'Alexandrie, jusqu'à une université américaine de prestige dans la banlieue du Caire.

Des dizaines de milliers d'enseignants, de professeurs d'université et d'étudiants prennent part aux manifestations massives, avec des revendications différentes mais faisant toutes écho à la même demande révolutionnaire de changement.

Après la chute du président Hosni Moubarak en février, et après 18 jours de soulèvement populaire, d'anciennes revendications pour des réformes de l'enseignement en Égypte (de l'augmentation des salaires des enseignants au retrait de responsables nommés par le régime) sont passées du statut de lointain espoir à celui de réalité accessible.

Des enseignants frustrés

Mais avec tout ce qui se passe durant la période chaotique de la transition post-Moubarak, les changements du système éducatif ont été retardés et restent désordonnés. Alors qu'enseignants et étudiants se sont rapidement mobilisés durant les premières semaines de la révolution pour établir des priorités claires pour les réformes, ils se sont heurtés à la résistance du pouvoir en place, le Conseil suprême des forces armées, qui a pris le pouvoir après la chute de Moubarak, et le cabinet ministériel qui travaille pour lui.

Durant ces dernières semaines, la frustration n'a cessé d'augmenter, aboutissant à une série de manifestations et de grèves à de nombreux niveaux du système éducatif.

Premier coup d'éclat: le 10 septembre, 15.000 enseignants, avec des dizaines d'associations et de mouvements pour l'éducation venant de gouvernorats à travers tout le pays, se sont rassemblés au centre du Caire pour manifester devant le siège du cabinet ministériel. Ils demandaient la démission du ministre de l'Éducation Ahmed Moussa; l'augmentation des salaires; la mise en place d'une prime à la productivité de 200% promis aux travailleurs du secteur public; une garantie de la titularisation et de la couverture sociale des employés grâce à des contrats à durée indéterminée; et l'établissement d'un salaire minimum d'environ 200 dollars mensuels (147,6 euros).

Une semaine plus tard, le 17 septembre, jour de la rentrée académique, des dizaines de milliers d'enseignants ont démarré une grève nationale et illimitée —la première action collective des enseignants en Égypte depuis 1951.

Bien que le ministère de l'Éducation ait annoncé un faible taux de participation des enseignants, les médias, citant des activistes et des organisateurs, ont estimé que 65 à 75% des enseignants égyptiens (ils sont un million) ne s'étaient pas présentés dans leur salle de classe.

Le Premier ministre Essam Sharaf a répondu en déclarant qu'il serait difficile de satisfaire les demandes des enseignants ainsi que celles des six autres millions de fonctionnaires, mais il a ajouté qu'il travaillait avec le ministre de l'Éducation pour répondre aux doléances des enseignants, afin de mettre fin à la grève.

«La révolution des enseignants a commencé, et elle ne s'arrêtera pas tant qu'il n'y aura pas une réforme immédiate», a dit Barakat El Sharafawi, le représentant à Gizeh du syndicat indépendant des enseignants, qui a appelé à la grève. «Nous ne reculerons pas tant que le ministre de l'Éducation n'aura pas démissionné et qu'il n'y aura pas un calendrier en place pour nos autres demandes».

«Nous avons le droit de suivre une grève pacifique»

De toute évidence, le système scolaire public en Égypte est gravement défectueux. Des salles de classes surchargées, contenant jusqu'à 60 élèves, sont gérées par des enseignants qui comptent parmi les fonctionnaires les plus mal payés du secteur public, très bureaucratique, de ce pays.

Pour arriver à joindre les deux bouts, certains poussent souvent des élèves en difficulté scolaire à payer des leçons privées pour obtenir leur diplôme, créant ainsi un système éducatif parallèle qui pèse financièrement sur les parents.

«La réforme du système éducatif sera plus bénéfique aux parents et aux élèves qu'aux enseignants, estime Sharafawi. Les parents la comprennent à cent pour cent et soutiennent la grève».

La grève massive répond à des avertissements qui auraient été émis par des responsables du ministère de l'Éducation, menaçant de renvoi ou de prison les enseignants qui participeraient à ce mouvement.

Elle se déroule une semaine après que le conseil militaire a annoncé qu'il élargirait le spectre de la loi sur l'État d'urgence, en vigueur depuis des années en Égypte mais réactivée après l'attaque de l'ambassade d'Israël, pour qu'elle soit appliquée face *«à des agressions contre la liberté de travailler, au sabotage des usines et des moyens de transports, au blocage des routes et au fait de publier délibérément de fausses informations, déclarations ou rumeurs».*

«Le droit de grève est un droit officiel pour toute personne travaillant sur cette terre», réplique Sharafawi, citant de nombreuses lois relatives aux droits de l'homme, dont un traité de 1996 des Nations unies signé par l'Égypte, et une loi du travail de 2003 ratifiée par le parlement égyptien.

«La révolution a eu lieu pour donner des droits à toutes les classes de la société. Nous avons le droit de suivre une grève pacifique». Le syndicat indépendant des enseignants espère continuer la grève et intensifier ses revendications si ses demandes ne sont pas satisfaites, avec en projet une nouvelle grande manifestation devant le siège du cabinet du ministère et l'éventuel lancement d'un sit-in.

Réformer un système hérité de Moubarak

Les manifestations de masse se sont également étendues à l'enseignement supérieur: des enseignants et des étudiants menacent de faire grève le 1er octobre, jour de leur rentrée universitaire. Le 11 septembre, plus de 5.000 professeurs se sont rendus au ministère de l'Enseignement Supérieur après que le Conseil militaire et que le gouvernement intérimaire ont refusé de répondre à leurs demandes, qui comprenaient la démission des présidents, doyens de facultés et leurs adjoints de 19 universités d'état, et leur remplacement par des administrateurs choisis par voie démocratique.

Durant le règne de Moubarak, les dirigeants des universités étaient nommés par le gouvernement et ils choisissaient ensuite leurs doyens et vice-doyens dans l'établissement. Le processus de sélection était supervisé par le service de la Sécurité du ministère de l'Intérieur, qui choisissait les personnes essentiellement par rapport à leur fidélité au régime.

Les hauts responsables de l'université agissaient comme une extension du Parti national démocratique (le parti dirigeant) au sein de l'enseignement supérieur, favorisant la politique du régime et réfrénant tout mouvement de l'opposition —socialiste, islamiste ou autre — parmi les étudiants.

«La présence de la sécurité à l'intérieur de l'université était très importante pour le régime, afin de contrôler les gens, de contrôler leur façon de penser», a déclaré Khaled Samir, un professeur adjoint en chirurgie cardiaque à l'école de médecine d'Ain Shams, et porte-parole de la Coalition unifiée pour l'indépendance des universités. *«Nous devons arrêter cela. Nous sommes obligés de transformer ce changement en réalité».*

Les professeurs demandent aussi la transparence dans la gestion des budgets universitaires, une hausse des salaires ainsi qu'une augmentation des dépenses du gouvernement pour l'enseignement supérieur.

Étudiants et enseignants ont commencé à manifester à la mi-mars, un mois après la chute de Moubarak, afin de faire pression sur le Conseil militaire qui dirige le pays. Début juillet, des centaines de professeurs d'université ont organisé des sit-in dans plus d'une dizaine de campus à travers le pays.

Leurs efforts ne sont pas restés sans résultats. Le mois dernier, les présidents des universités du Caire, de Fayoum, Helwan et Al-Wadi Al-Gadid ont démissionné avant la fin de leur mandat. Huit autres sont partis après la fin du leur. Six autres présidents d'université, cependant, ont refusé de partir et de nombreux hauts responsables dans l'administration restent à leur place. Bien que les professeurs d'université déclarent que les administrateurs en place pourront essayer de regagner leur fonction en se présentant à des élections démocratiques, le conseil militaire a réitéré la semaine dernière son refus de les obliger à démissionner.

«Nous ne voulons pas la grève, mais nous y sommes forcés parce que c'est le seul moyen que nous ayons de dire que cela ne peut plus continuer», a dit Samir, qui faisait partie d'un groupe de professeurs qui ont rencontré le 14 septembre les membres du Conseil suprême, y compris le maréchal Mohamed Hussein Tantawi, dirigeant de facto du pays.

En plus de la grève du 1er octobre, les enseignants prévoient de faire un blocus autour des bureaux de l'administration sur les campus, afin d'empêcher les responsables d'entrer dans les bâtiments.

Les étudiants dans les universités soutiennent totalement leurs enseignants. La semaine dernière, le syndicat national des étudiants a organisé des manifestations sur les campus en signe de solidarité et annoncé son intention de participer à la grève, en demandant aux étudiants de ne pas suivre les cours.

«Pourquoi laissons-nous ces administrateurs en place alors qu'il est bien connu que la sécurité d'État les a nommés et que beaucoup d'entre eux sont impliqués dans des affaires endémiques de corruption?», demande Hala Ahmed Safwat, une étudiante de quatrième année à l'université du Caire, et membre du mouvement de la jeunesse du 6 avril.

«Cette révolution était une révolution de la jeunesse, c'est-à-dire nous. S'ils ne répondent pas à nos demandes, nous ferons une autre révolution si nécessaire».

«Nous demandons le respect des droits humains»

Cette vague sans précédent de grèves dans l'éducation a franchi une étape importante ce mois-ci, lorsqu'elle a dépassé le cadre des institutions étatiques du pays pour atteindre le plus improbable des endroits: l'université américaine du Caire (UAC), l'établissement d'enseignement le plus élitiste du pays.

Situé à l'ouest de la capitale, dans une zone située dans le désert et nouvellement aménagée appelée la *«Cinquième Implantation»*, l'étriquant campus de l'UAC, qui a coûté plusieurs millions de dollars, est bien loin de son centre historique, qui se situait sur la place Tahrir.

Il se vante d'un taux de mécénat d'entreprise qui dépasse l'imagination des économistes les plus néolibéraux, avec une barrière Pepsi, une fontaine CIB et une tour Mobinil. Les étudiants de l'UAC paient chaque année des frais de scolarité qui s'élèvent à 17.000 dollars (12.500 euros), soit huit fois le revenu annuel d'un Égyptien moyen.

La semaine dernière, des milliers d'étudiants, avec les employés de l'université, ont lancé une grève massive et un sit-in sur le campus afin de protester contre la politique de l'administration. Les demandes des étudiants comprennent le remboursement d'une hausse de 9% des frais de scolarité; la représentation permanente des étudiants dans la commission du budget de l'université; et la transparence des finances de l'école.

Mais parmi les principales demandes, il y a la fin de ce qu'ils considèrent comme des pratiques d'exploitation par l'université de ses employés, dont les gardes, les concierges et les gardiens. Ils accusent l'administration de les sous-payer, et certains travailleraient sans contrat, ni assurance ou couverture sociale, et ce jusqu'à 16 heures par jour.

«Il y a deux lettres qui sont très importantes: "HR". L'université pense que ces deux lettres signifient "ressources humaines" (human resources), mais elle oublie complètement qu'elles veulent aussi dire "droits de l'homme" (human rights)», rappelle Ahmed Ezzat, 20 ans, vice-président du syndicat des étudiants qui a organisé la grève.

«Nous demandons le respect des droits humains pour les gens qui travaillent dans cette université», a-t-il déclaré, choisissant de s'exprimer en langue arabe par respect pour les gardiens qui l'écoutaient.

Selon différentes sources, des employés de l'université qui faisaient grève ont été menacés par leur hiérarchie. On leur a dit que pour chaque jour de grève, trois jours de salaire seraient retenus sur leur paye.

«Je suis là à cause de la dégradation des conditions de travail et de la baisse des salaires», raconte Mohammed, un gardien de 26 ans qui a refusé de communiquer son nom de famille. *«Cela arrive sans raison. Nous ne sommes pas responsables des problèmes de budget, et pourtant nous travaillons plus dur chaque jour».*

La situation a atteint un point critique au bout de cinq jours de grève, quand Lisa Anderson, la présidente de l'université (une ancienne doyenne de faculté de l'université de Columbia et co-présidente de la branche Moyen-Orient de l'ONG Human Rights Watch) a accepté de participer à un forum organisé par les étudiants et employés en grève.

Au cours de cette discussion, qui a commencé par l'exposé, par les employés, de leurs revendications, les réponses de Lisa Anderson ont été perçues comme évasives. Il y a eu des protestations quand madame Anderson a décidé, sans avertissement, de quitter le forum au bout d'une heure et demie, regagnant son bureau entourée d'employés de la sécurité.

Les étudiants ont alors décidé de décrocher le drapeau américain flottant sur le campus et de défiler avec lui, avant de le rapporter, dans un état impeccable, à l'administration. *«Il a été décidé que le drapeau américain représentant... ces valeurs [de démocratie, liberté d'expression, et droits humains] devait être descendu et rendu au professeur Anderson, comme un rappel du fait qu'elle ne les respecte pas»,* ont ensuite écrit les étudiants dans un courriel à la communauté de l'UAC.

Trois jours plus tard, l'administration de l'université a annoncé qu'un compromis avait été trouvé sur de nombreuses demandes des manifestants, y compris une plus grande transparence budgétaire; la création d'un comité ad hoc avec les étudiants, les anciens élèves, et les représentants de la faculté prenant part aux décisions relatives aux frais de scolarité et au budget; la garantie d'une semaine de travail de cinq jours pour les gardiens et les jardiniers; une plus grande protection des employés; et la révision des niveaux de salaire des employés. Anderson a également souligné qu'aucun employé de l'université ne serait sanctionné pour avoir pris part à la grève.

Les étudiants et les employés ont annoncé la fin de la grève et du sit-in, mais ils ont souligné qu'ils continueraient à faire pression pour obtenir d'autres réformes et s'assurer que l'administration tiendra ses promesses.

«Si quelqu'un pense que quelque chose ne va pas, il doit se lever et en parler», affirme Omar El Sabh, un jeune étudiant de 20 ans. *«C'est la concrétisation de l'esprit révolutionnaire qui est partout en Égypte».*

Un article du figaro.fr du 5 octobre

«*Bad bank*» : quand l'État paie les pots cassés. (07.10)

La France et la Belgique veulent mettre en place une «structure de défaisance» pour sauver la banque Dexia. De quoi rappeler le sauvetage du Crédit lyonnais.

Il faut alléger les comptes de Dexia. La banque franco-belge, au bord du désastre, concentre la défiance des investisseurs à cause d'environ 100 milliards d'actifs à haut risque qui sommeillent dans ses comptes. Pour la sauver, et ainsi éviter une contagion de la crise, la France et la Belgique veulent la débarrasser de ce fardeau en créant une «*bad bank*». Explications.

Des titres douteux à prix d'ami

Une «*bad bank*», ou structure de défaisance, sert à nettoyer le bilan d'une banque en difficulté en la débarrassant des actifs pourris dont elle s'est lestée de façon inconsidérée. Les titres à risque sont ainsi regroupés dans une structure spécialisée conçue pour les écouler, sur plusieurs années. «*Typiquement, cette option est utilisée dans les situations où on ne connaît pas la valeur des actifs à problème*», explique Augustin Landier, professeur à l'École d'économie de Toulouse. L'État rachète les titres douteux à prix d'ami, sans prendre en compte leur valeur de marché, souvent très inférieure. À lui, ensuite, de les écouler avec le moins de pertes possibles.

Une -déjà- longue tradition française

En France, Bercy et la Caisse des Dépôts ont l'expérience des structures de défaisance. La plus connue n'est autre que le Consortium de réalisation (CDR), créé en 1993 pour solder la crise du Crédit lyonnais. Il n'est pas le seul, comme le rappelle la Cour des comptes dans son rapport de 2008: «*L'État avait apporté son concours financier au Crédit Lyonnais, au Crédit Foncier de France (CFF), au Comptoir des Entrepreneurs (CDE) et au Groupe des assurances nationales (GAN) et avait géré les structures de défaisance mises en place pour accueillir des actifs compromis du fait de gestions financières imprudentes.*»

Un coût proprement inestimable

«*Il est difficile de calculer le coût au moment de la création de la «bad bank». On ne connaît pas dans le détail les actifs pourris que détient l'établissement. Il faut descendre à la cave et éplucher les comptes*», estime David Thesmar, professeur à HEC. Le coût pour le contribuable dépend des conditions auxquelles la «*bad bank*» réussira écouler les actifs toxiques.

La Cour des comptes estime le coût des «*bad banks*» créées dans les années 90 à 20,7 milliards d'euros. Elle précise toutefois que, plus de 10 ans après leur mise en place, «*le bilan financier global des défaisances ne sera connu définitivement que dans quelques années*». En Allemagne, la «*bad bank*» chargée d'écouler les actifs pourris de la banque Hypo Real Estate, secourue en 2010, a épuisé la quasi-totalité de son capital (3,9 milliards d'euros apportés par l'État) en à peine un an. Or, la structure est plombée par 179 milliards d'euros d'actifs douteux.

En montant une «*bad bank*» pour Dexia, la France et la Belgique risquent gros: l'entité pourrait recueillir 125 milliards d'euros d'obligations à risque. Selon un expert, les pertes pour les deux États pourraient atteindre un tiers de ce montant, au regard des précédentes passées.

Des avantages parfois peu avouables

Une telle solution présente pour la banque des avantages très concrets. Par exemple, «*en retirant les actifs toxiques de la responsabilité du management de la banque, celui-ci peut se concentrer pleinement sur les opérations traditionnelles de l'établissement*», explique le FMI dans un rapport sur la question. Pour le système bancaire, une «*bad bank*» réduit les risques de contamination de la crise. Car, «*si Dexia vend d'un coup tous ses titres à risque, par exemple, les prix de toute cette catégorie de produits vont chuter, plombant les bilans des consoeurs*», prévient Augustin Landier.

«Du point de vue de l'État, il s'agit du cadre le plus efficace», estime David Thesmar. *«On évite ainsi de transférer trop d'argent aux actionnaires de la banque aidée».* En effet, le sauveteur est ainsi certain que sa participation se cantonne à la partie malade de la banque.

Ce n'est pas tout. *«Pour les dirigeants politiques, monter une «bad bank» peut leur permettre d'allouer en toute discrétion des subventions à une banque en difficulté, mesures rarement populaire auprès de l'opinion publique»,* décrypte un observateur. *«La «bad bank» étant entachée de ce péché originel, tout le monde a ensuite intérêt à la cacher sous le tapis le plus longtemps possible.»* Dans le cas du Crédit lyonnais, le Consortium de réalisation n'a fermé les portes treize ans après sa création, en 2006. En laissant une ardoise de 16 milliards d'euros.

Un article du figaro.fr du 5 octobre

Paris prépare un plan pour aider ses banques. (07.10)

L'agence des participations de l'État (APE), de son côté, travaille depuis plusieurs jours à un schéma qui permettrait à l'État français d'entrer au capital d'établissements financiers.

En plein cœur de l'été, la petite phrase de la directrice générale du FMI, Christine Lagarde, sur le besoin de recapitalisation des banques européennes, avait créé un tollé de ce côté-ci de l'Atlantique, aussi bien chez les pouvoirs publics que chez les banquiers. En France, particulièrement, on s'en tient bec et ongles depuis plusieurs semaines à la stratégie adoptée cet été, à savoir que la mise en œuvre du plan de sauvetage de la Grèce du 21 juillet permettra de lever les inquiétudes des marchés et de redresser la situation.

Mais, selon nos informations, Paris se tient prêt à agir. Si le plan de soutien européen -qui doit encore être approuvé par quelques parlements nationaux- prévoit que le FESF puisse recapitaliser les banques, l'agence des participations de l'État (APE), de son côté, travaille depuis plusieurs jours à un schéma qui permettrait à l'État français d'entrer au capital d'établissements financiers. *«C'est au cas où...»*, indique une source proche du dossier. Contrairement à ce qui s'était passé en 2008, où Bercy avait poussé à ce que toutes les banques fassent appel au guichet financier qu'il avait ouvert -afin qu'aucune d'elle ne soit stigmatisée-, seules *«deux ou trois banques»* seraient cette fois-ci concernées par le dispositif. *«Nous ne sommes plus dans la même situation qu'il y a trois ans»*, assure une autre source. Et aujourd'hui, certaines ne sont pas du tout disposées à *«payer»* pour d'autres.

Au ministère de l'Économie, où l'on redoute d'alimenter la défiance des marchés, on assure qu'aucun scénario de recapitalisation n'est à l'étude.

Polémique sur le «AAA»

Quelle que soit l'option retenue, à la fin, la France devra en tout cas agir en gardant à l'esprit qu'elle est sous l'œil des marchés. Mercredi, après l'annonce de la garantie apportée par l'État aux emprunts de Dexia, la polémique sur le maintien de sa note financière «AAA» -celle qui lui permet d'emprunter sur les marchés aux meilleurs prix- a été vive. C'est Laurent Fabius qui a ouvert les hostilités sur les conséquences de la garantie apportée par la France. Pour l'ancien premier ministre socialiste, si l'État *«se met ça sur le dos, ça veut dire que notre triple A ne va pas être conforté»*. Sur Europe 1, il a jugé ce dossier *«très inquiétant»*. François Fillon lui a sèchement répondu, l'invitant *«à tourner plusieurs fois sa langue dans sa bouche avant d'utiliser des expressions qui ne sont pas exactes»*. Le premier ministre a tenté de rassurer l'opinion, précisant que les garanties accordées par l'État à Dexia seront *«rémunérées»*. Il a toutefois reconnu: *«personne ne peut dire à l'avance que cette garantie coûtera au contribuable français, même si naturellement dans chaque opération de garantie, il y a un risque»*.

Le ministre de l'Économie, François Baroin, a abondé dans son sens au micro de RTL. *«Ça n'alourdira pas la dette de l'État français puisque, selon Eurostat, qui est l'organe statistique européen, toutes les garanties aux établissements bancaires ne sont pas intégrées dans la dette publique»*. Un raisonnement vrai, tant que ceux-ci ne font pas défaut...

Mais c'est une agence de notation en personne qui a certainement le plus rassuré mercredi: *«Il est clair qu'une augmentation des engagements financiers n'est pas une bonne chose, mais les efforts visant à soutenir le système bancaire peuvent être positifs»* et conforter sa note, a assuré Maria Malas-Mroueh, analyste de Fitch Ratings chargée

Un article de slate.fr du 5 octobre

La grève dure au Crédit mutuel. (07.10)

Un conflit social se poursuit au siège du Crédit mutuel-Arkéa au Relecq-Kerhuon en Bretagne, où une partie des salariés des quatre départements bretons a entamé une grève depuis la semaine dernière entraînant, par exemple, la fermeture de 70% des agences du Finistère. Le Télégramme décrit la situation: 1.200 grévistes qui font le pied de grue devant le siège de la banque qui emploie 8.000 personnes.

L'intersyndicale CFDT, Unsa, SNB, CGT et FO continue d'avancer ses revendications salariales à la direction: une prime de 300 € pour tous, une augmentation pour l'exercice 2012 de 20% de l'enveloppe de promotions et le versement exceptionnel d'un abondement au Plan d'Epargne Entreprise de 300 €.

«On réclame une augmentation salariale uniforme, pour tout le monde, parce qu'on a observé que nos dirigeants se sont octroyés des augmentations en moyenne de 30%», argue Pierre Jubil, représentant de la CFDT pour l'intersyndicale qui refuse *«des augmentations variables en fonction des résultats»*. Si les délégués syndicaux comprennent que *«la conjoncture est difficile»*, ils estiment que la société des cadres dirigeants, *«créée par la direction»*, a pour objectif de *«camoufler ces augmentations»* et *«enlever les acquis»* de la convention collective.

Les administrateurs du Crédit mutuel, dont les syndicats affirment que leur gestion du groupe s'éloigne des principes mutualistes de son origine, assurent que ces négociations auront lieu, mais au moment de la négociation annuelle obligatoire. Ils ont également avancé que ces revendications *«coûteraient 25 millions d'euros par an à l'entreprise»*, soit *«près de 9% du résultat de l'ensemble du groupe»*, relève Ouest France. Dans une note interne aux salariés, la direction propose de *«travailler sur une revalorisation soit des salaires les plus bas, soit des catégories qui seraient à un niveau inférieur à celui du marché.»*

En vain. En attente de contre-propositions du directeur général du Crédit mutuel, Ronan Le Moal, l'intersyndicale espère que leur démarche aboutira car *«les clients sont très inquiets»*. *«D'un point de vue économique, ça ne tiendra pas longtemps. Ça va être la panique.»*

Un article de Reuters du 10 octobre

La culture du pavot reste florissante en Afghanistan. (12.10)

La culture du pavot, source de revenus indispensables aux insurgés en Afghanistan, s'est accrue de manière significative en 2011 en raison de la hausse du prix des drogues dérivées de l'opium, indique un rapport publié mardi.

La surface des terres consacrées à cette culture a augmenté de 7% en 2011 sous l'effet d'une hausse des prix provoqués par une maladie inconnue qui a touché les plants de pavots en 2010, dit un rapport conjoint du ministère afghan de la lutte contre le trafic de drogue et d'une agence de l'Onu (Unodc).

Trois provinces dans le nord et l'est du pays, considérées comme débarrassées de ce type de culture, ont repris leur production en dépit d'une intensification de la lutte pour son éradication. La destruction des champs de pavot a augmenté de 65% en un an et s'est étendue de 11 à 18 régions.

Pour Jean-Luc Lemahieu, chef de l'Unodc en Afghanistan, les insurgés afghans ont pu retirer environ 700 millions de dollars de revenus de l'opium en 2011, tandis qu'environ 1,4 milliard de dollars revenait aux agriculteurs. *"Je vous laisse calculer les montants qui ont servi à la corruption dans l'économie"*, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse.

Cette estimation se fonde sur un modèle de partage des profits existant depuis une dizaine d'années: les insurgés obtiennent 10% des revenus, les fermiers environ 20% et la répartition du reste demeure inconnue.

Si cette estimation est correcte, l'économie du pavot représenterait sept milliards de dollars en 2011 en Afghanistan, pays dont le PIB est de 16 milliards de dollars, selon les chiffres officiels.

Les prix de l'opium ont doublé par rapport à 2010, les récoltes ayant été affectées par une maladie inconnue qui a touché les plans de pavots. Les revenus des fermiers ont atteint 10.700 dollars par hectare contre 4.900 dollars il y a un an.

Environ 95% de la production se concentrent dans le sud et l'ouest de l'Afghanistan, les régions les plus instables du pays, laissant supposer un "lien direct" entre cette culture et l'insurrection islamiste.

"Les prévisions confirment ce que nous redoutions tous", a reconnu Staffan De Mistura, représentant spécial du secrétaire général de l'Onu. *"La spéculation a fait grimper les prix, et cela a entraîné une hausse de la production et des profits. C'est une mauvaise nouvelle"*.

Selon les estimations, 131.000 hectares de pavots ont été cultivés cette année, contre 123.000 en 2010, soit un tiers de moins que le record de 193.000 hectares atteint en 2007. Ces chiffres ont été établis après la prise en compte des opérations de destruction.

Un article du figaro.fr du 11 octobre

Pékin vole au secours de ses banques. (12.10)

Plombées par les dettes des collectivités locales, les banques chinoises suscitent des doutes auprès des investisseurs. Le fonds souverain chinois est intervenu pour restaurer la confiance.

Une branche du fonds souverain chinois China Investment Corporation a commencé à acheter des actions de quatre grandes banques chinoises, en difficulté sur les marchés. La filiale en question, le fonds Huijin, riche de 400 milliards de dollars et déjà premier actionnaire des quatre premières banques du pays, n'a pas précisé les montants qu'il investirait dans l'opération, mais la nouvelle a suffi à rassurer certains investisseurs. Ce matin, les valeurs du secteur bancaire s'envolent à la Bourse de Honk Kong: Industrial & Commercial Bank of China (ICBC) bondit de 8,9%, China Construction Bank avance de 9,1%, Agricultural Bank of China gagne 12% et Bank of China s'octroie 9,8%, contre une hausse de 3,3% pour l'indice phare de la place de Hong Kong, le Hang Seng.

Les titres des banques chinoises n'ont cessé de reculer sur les places boursières de Shanghai et Hong Kong ces derniers mois, pour atteindre leur plus bas niveau en deux ans récemment. Ces performances moroses reflètent les inquiétudes des investisseurs sur les questions de dettes contractées par les collectivités locales chinoises, révélées par un rapport gouvernemental inédit en juin dernier. Les provinces et municipalités ont ainsi accumulé au moins 1160 milliards d'euros de dettes fin 2010, dont 80% financés par les banques chinoises. Près de 25% de ces emprunts arrivent à échéance à la fin de l'année.

L'explosion des prêts informels, dans un contexte de restriction du crédit, pèse aussi sur les banques, qui ont vu des particuliers et entreprises retirer près de 50 milliards d'euros sur les deux premières semaines de septembre, dont une large partie est ensuite prêtée hors de tout cadre légal.

Un article de 20minutes.fr du 10 octobre

Quel sera le montant de l'ardoise que Dexia laissera aux Français? (12.10)

Comment Dexia va-t-elle être découpée?

Le groupe était né de la fusion en 1996 du Crédit communal de Belgique, une banque de détail, et du Crédit local de France, spécialiste du financement des collectivités locales. L'Etat belge, moyennant environ quatre milliards d'euros, va récupérer le premier, rebaptisé depuis Dexia banque Belgique. Le second, qui s'appelle aujourd'hui Dexia Municipal Agency, sera repris en grande partie (65%, contre 35% pour Dexia et 5% pour la Banque postale) par la Caisse des dépôts et consignations (CDC), contre un chèque de plusieurs centaines de millions d'euros. Le bras armé financier de la France serait chargé de gérer un portefeuille de plus de 70 milliards d'euros, surtout constitué de prêts aux collectivités locales. De son côté, la Banque postale reprendra, en majorité, la partie dédiée au financement des collectivités. La CDC prendrait tout de même 35% du capital de cette nouvelle filiale. A l'issue du démantèlement, Dexia deviendra ce qu'on surnomme une «bad bank». Une structure dite de «défaillance» où seront logés plus de 90 milliards d'euros de prêts dont quelques milliards de dettes grecque, espagnole et italienne.

Quelle sera la garantie apportée par les Etats sur la «bad bank»?

Après d'intenses négociations, la Belgique va prendre en charge 60,5% de la garantie, la France 36,5% et le Luxembourg 3%. Cette garantie s'applique aux conditions de financement de Dexia et non pas à ses actifs. Elle s'appliquera aux nouveaux emprunts de Dexia pour lui permettre d'attirer des investisseurs disposés à lui prêter.

Pour quel coût?

Si tout va bien, la garantie ne devrait rien coûter aux Etats. Une garantie similaire avait déjà été accordée à Dexia en 2008 et elle leur avait permis d'en récolter les fruits grâce à la prime qu'avait versée la banque en contrepartie de ce soutien.

François Baroin a d'ailleurs martelé la semaine dernière que cela ne pèserait pas sur notre endettement. En effet, ce type de garantie n'est pas intégré dans le calcul de la dette publique. Mais elle n'est pas sans risque. Si Dexia venait à ne pas rembourser un emprunt, les Etats devraient le faire à sa place.

Pour l'instant, les agences de notation ne s'alarment pas. «*Le plan de sauvetage de la banque Dexia n'a aucun impact pour le moment sur la note souveraine de la France, la meilleure possible, avec une perspective stable*», a déclaré ce lundi l'agence de notation Moody's. Dans son sillage, Standard & Poor's confirmait la note «AAA» de la France avec une perspective stable. Pas d'inquiétude donc pour le moment...

Quid de la CDC et la Banque Postale?

Ça grince déjà des dents dans les deux camps. La CDC va se retrouver avec 65% de Dexia Municipal Agency. Seul hic, comme le rappelle Libération ce matin, on retrouve parmi ses actifs «*une vingtaine de milliards des fameux emprunts toxiques*» à destinations des collectivités locales. «*Le risque n'est pas tant le défaut de remboursement, mais plutôt l'explosion judiciaire (huit à ce jour) lancées par les collectivités locales, étranglées par ces emprunts*», souligne le quotidien. Pour faire passer la pilule, une garantie de l'Etat de 5 milliards d'euros aurait été proposée. Insuffisant, selon une source de Libération, pour qui le montant de la garantie devrait au moins être deux fois supérieur.

Pour sa part, la Banque postale hérite de l'activité de financement des collectivités. Et déjà, des interrogations se font jour. Comment va-t-elle financer ce nouveau métier? «*Saura-t-elle canaliser le millier de salariés de Dexia qu'elle devrait récupérer, dont certains spécialisés dans les prêts toxiques?*», se demande Libération. Décidément, le dossier Dexia est truffé de bombes à retardement.

Quel avenir pour les salariés?

Les quelque 600 employés de la holding Dexia SA, la maison-mère de la banque franco-belge, se verront offrir un reclassement dans l'une des filiales du groupe. Selon leur situation géographique, ils auront le choix d'intégrer la filiale belge Dexia Banque Belgique, la filiale française Dexia Crédit Local ou l'entité luxembourgeoise Dexia BIL.

Un article de 20minutes.fr du 11 octobre

Pour le parquet, l'immunité présidentielle doit s'étendre aux proches du président. (12.10)

Pour faire obstacle à une procédure visant deux proches de Nicolas Sarkozy, le parquet veut les voir bénéficier de l'immunité présidentielle...

L'immunité présidentielle ne protège pas que le président de la République, mais aussi «la présidence de la République» et ses collaborateurs éventuels. C'est en tout cas ce que veut faire croire le parquet. Comme le rapporte ce mardi un article de *Libération*, la chambre de l'instruction examinait lundi la procédure pénale visant deux proches de Nicolas Sarkozy, à la demande du parquet. Celui-ci souhaite empêcher le juge Serge Tournaire d'enquêter sur Patrick Buisson et Emmanuelle Mignon, deux anciens collaborateurs du chef de l'Etat.

Il s'agit de l'affaire des sondages de l'Elysée: en juin 2007, une convention est signée au nom de la présidence par Emmanuelle Mignon, ex-directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy, avec la société Publifact études, dirigée par Patrick Buisson, alors conseiller du président de la République. Problème: il n'y a pas eu d'appel d'offres précédant cette signature, procédure obligatoire au vu des montants en jeu. Patrick Buisson aurait donc pu bénéficier du favoritisme de l'Elysée.

En mars dernier, le procureur Jean-Claude Marin avait fait appel de la décision du juge d'instruction Serge Tournaire d'ouvrir une enquête sur cette affaire, au motif que les personnes visées par l'enquête, Emmanuelle Mignon et Patrick Buisson, ont agi au nom de la présidence. C'est cet appel qui était présenté ce lundi devant la chambre d'instruction. L'immunité du président, pour le parquet, «*doit prendre en compte l'intervention possible de collaborateurs*».

«*Le parquet brandit un parapluie parce qu'il est démuné*» dans cette affaire, estime Jérôme Karsenti, avocat de l'association Anticor à l'origine de la plainte visant les deux proches du chef de l'Etat. Mais son interprétation de l'immunité présidentielle «*est complètement délirante juridiquement*», poursuit l'avocat, joint par 20Minutes. «*L'immunité ne peut être qu'exceptionnelle, elle est attachée à la personne du président de la République. On assiste à une réelle instrumentalisation du parquet, qui se ridiculise. Il doit s'en rendre compte, mais il accepte ce rôle de serviteur du pouvoir politique en place.*»

Pour Me Karsenti, il y a deux suites possibles à l'affaire. «*Soit la cour d'appel infirme l'ordonnance du juge, et on ira en cassation. Soit la cour d'appel confirme l'ordonnance du juge. Mais dans ce cas, le parquet est également capable de se pourvoir en cassation.*» Comme le souligne Libération, en cas de pourvoi, la Cour de cassation ne pourrait rendre une décision avant le printemps 2012. Trop tard pour gêner la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy.

Un article de 20minutes.fr du 11 octobre

Le salaire minimum est jugé trop élevé en Grèce. (14.10)

Matthias Mors, représentant de la Commission européenne dans la troïka, estime que le niveau actuel du salaire minimum grec est une entrave à la création d'emplois.

Les créanciers internationaux de la Grèce accentuent leur pression. Matthias Mors, représentant de la Commission européenne, souligne ce jeudi dans un entretien au journal grec Kathimérini que *«le salaire minimum en Grèce est supérieur à celui des pays membres de l'Union européenne ayant le même niveau de vie»*. A 751,39 euros par mois, selon le quotidien, le salaire minimum grec dépasse ainsi celui de l'Espagne (748 euros, d'après les données 2011 d'Eurostat), du Portugal (566 euros) et des pays de l'Est comme la Pologne (347 euros), la Hongrie (293 euros) ou la République Tchèque (329 euros). Le salaire minimum grec s'élevait encore à 877 euros en 2006, selon les dernières données d'Eurostat sur la Grèce.

Matthias Mors estime que ce décalage est une entrave à la création d'emplois et à la compétitivité des entreprises grecques. Il appelle les partenaires sociaux à considérer la question sous cet angle. *«Nous voulons que la Grèce trouve le niveau (de salaire minimum, ndlr) adapté à sa situation économique»*, explique le délégué de la troïka. Or, *«le contexte économique ici est pire que dans n'importe quel autre État membre de l'Union européenne»*. Le chômage en Grèce a explosé en 2011 ayant atteint plus de 16% de la population active. Le déficit budgétaire s'est encore creusé en septembre. Il a augmenté de 15% annuellement, à 19,16 milliards d'euros sur la période janvier-septembre.

Dans ce contexte, Matthias Mors appelle à une *«accélération des réformes»* en Grèce. Athènes a accepté d'adopter des *«mesures supplémentaires de cinq milliards d'euros»* afin de réduire ses déficits, reconnaît-il. En septembre, le gouvernement a augmenté la TVA sur la restauration à 23% et a entrepris la collecte d'une taxe exceptionnelle de 1% à 5% sur les revenus bruts. D'autres mesures touchent directement les foyers : réduction de 20 % sur les retraites supérieures à 1200 euros par mois, 30.000 fonctionnaires placés en chômage technique et abaissement du seuil de non-imposition à 5000 euros par an. *«Cette politique n'a pas pris en compte l'aggravation de la récession qui frappe le pays depuis 2008»*, juge toutefois le représentant européen.

La zone euro ne doit pas *«s'acharner à sauver la Grèce»*

Les économistes des principaux instituts de conjoncture allemands ont lancé jeudi un appel aux gouvernements européens à arrêter d'investir leur énergie dans le sauvetage de la Grèce, pour se concentrer sur l'élaboration d'un mécanisme de faillite pour États et banques. *«La politique européenne s'est jusqu'à maintenant fortement concentrée sur l'objectif d'éviter à tout prix le défaut de paiement d'un État de la zone euro»*, écrivent-ils dans leur rapport d'automne. *«Au lieu de cela, elle devrait élaborer un mécanisme efficace de faillite des États et un processus européen pour une recapitalisation et le cas échéant, une faillite des banques.»* La politique menée depuis l'an dernier, qui vise à empêcher le défaut de paiement de la Grèce et des autres à coups de programmes d'aide et de garanties, est *«dangereuse»*, selon eux.

Nous signalons à ce croque-mort qu'il y a meix encore, qu'au Bangladesh et en Inde le salaire minimum tourne autour de 50 euros par mois et qu'il y a des multinationales qui estiment que c'est encore trop puisqu'ils délocalisent en Chine ou au Vietnam où règnent des dictatures.

En France le smic est à 1365 euros bruts, 1086 en Grande-Bretagne, 1440 en Belgique, 1462 en Irlande, 1435 en Hollande, trop, beaucoup trop ! Vaudrait mieux carrément le supprimer ou qu'il n'y en ait pas comme en Allemagne, comme le préconise le Medef. Vive l'emploi et le salaire à la carte, le retour du salaire à la tâche, la suppression de la mensualisation, le retour à une masse salariale taillable et corvéable à merci, le salarié Kleenex, le patron de droit divin et ses esclaves en guenilles et sans droits, le progrès social...

Mais voilà, pour y parvenir il faudrait qu'il impose une sévère défaite politique à la classe ouvrière, qu'ils la réduisent au silence dans un immense bain de sang, la réprime féroce, détruisent ses organisations, liquident physiquement son avant-garde...

Un article du figaro.fr du 14 octobre

G20 : Paris cherche à éviter les motifs de crispation. (15.10)

La France veut rassurer le reste du monde sur la crise de l'euro et propose que chaque pays prenne des mesures individuelles pour soutenir l'économie.

Une séquence à haut risque pour la diplomatie économique s'est ouverte ce vendredi à Paris avec un G20 des ministres des Finances qui s'achèvera en milieu d'après-midi aujourd'hui. Ce sommet précède la réunion de chefs d'État européens, le 23 octobre à Bruxelles, devant permettre à l'Europe d'arriver unie au sommet des vingt pays les plus riches de la planète, à Cannes, les 3 et 4 novembre. La route est balisée. Mais l'issue de cette course d'étape est incertaine. Les sujets de tensions s'accumulent entre pays développés, sur fond de tensions sino-américaine autour de la question des taux de change.

Conscient des écueils, Paris, qui préside le G20, cherche à éviter les motifs de crispation. Premier objectif: montrer que l'Europe est déterminée à résoudre la crise de sa dette, qui suscite l'inquiétude du reste du monde. Pour cela, rien de mieux que d'afficher la solidité du couple franco-allemand à l'occasion d'un déjeuner de travail ce vendredi à l'Élysée, réunissant autour du président de la République, le ministre des Finances français François Baroin et son homologue allemand Wolfgang Schäuble.

«*Nous avons bien avancé sur le sentier pour trouver les modalités d'un paquet global et durable d'un accord* », a expliqué le Français en sortant. Pour François Baroin, des avancées ont également été réalisées «*sur le projet commun de recapitalisation des banques* », sans qu'il en dise davantage. Selon des sources européennes citées par Bloomberg, la zone euro travaille sur l'hypothèse d'un défaut de 50 % de la dette grecque et aurait défini sept options pour doper le fonds européen de stabilité financière (FESF), allant de la transformation en banque à la simple assurance des titres émis par les pays les plus fragiles.

Solutions individuelles

Paradoxalement, cette union sacrée franco-allemande n'est plus perceptible sur les marchés. Hier, l'écart entre les taux à dix ans français et allemand a atteint 93 points de base, en défaveur des premiers. Jamais depuis la création de la zone euro, la France n'a emprunté aussi cher par rapport à l'Allemagne même si dans l'absolu les taux à dix ans français restent historiquement bas. Aux yeux des marchés financiers, cela démontre la faiblesse des marges de manœuvre de Paris, pour doper le FESF ou éventuellement refinancer ses banques.

L'autre motif de crispation que la présidence française veut éviter est d'ordre global. Lors de leur dîner de travail, hier soir, les ministres des Finances du G20 devaient évoquer les moyens «*d'assurer une croissance mondiale forte, durable et équilibrée*», selon les termes convenus depuis trois ans. Mais à la différence des sommets précédents, où chacun avait été prié de relancer son économie, les solutions seront cette fois-ci individuelles. «*À Cannes, chaque pays arrivera avec deux ou trois mesures pour soutenir son économie qui dépendront des marges de manœuvre budgétaires des uns et des autres*», explique Bercy. De quoi afficher une unité de façade.

Pour autant, les Vingt n'éviteront pas les motifs de crispation. Le plus pesant oppose la Chine aux États-Unis, depuis le vote par le Congrès à Washington, d'un projet de loi dénonçant la sous-évaluation du yuan. Le plus nouveau est arrivé hier: les pays émergents proposent de renforcer de 350 milliards de dollars les capacités financières du FMI pour l'aider, entre autres, à financer l'Europe. Une proposition qui a reçu une fin de non-recevoir du secrétaire américain au Trésor, Timothy Geithner pour qui le FMI a déjà «*largement suffisamment de ressources pour faire face à la crise*».

Un article du monde.fr du 14 octobre

Quand la France délègue au privé la délivrance de visas (16.10)

Un espace insuffisant pour accueillir dignement les demandeurs et des délais de traitement de dossiers trop longs. Voici deux des arguments avancés par le quai d'Orsay pour justifier le processus d'externalisation en cours dans ses consulats. Aujourd'hui, un nouveau pas a été franchi : l'externalisation des données biométriques. Depuis le 11 octobre, le consulat de France à Alger a en effet lancé la délégation de cette procédure à un prestataire privé : désormais, les demandeurs de visas prennent leurs empreintes biométriques non plus dans les locaux du consulat mais chez le prestataire privé TLS contact, une entreprise française spécialisée dans ce domaine. Après Alger, l'expérimentation sera élargie dans quelques mois aux consulats de France à Londres et à Istanbul, trois gros centres de délivrance de visas.

Cette externalisation n'est pas nouvelle : depuis quelques années, la France, à l'instar de quelques partenaires européens, délègue à des entreprises privées certaines parties du processus de délivrance des visas. En 2010, sur 235 postes consulaires, 55 avaient mis en place une procédure d'externalisation : pour 26 d'entre eux, cette dernière ne concernait que la prise de rendez-vous ; pour les 29 autres, s'ajoutait la collecte d'informations pour la constitution du dossier. Si l'externalisation ne s'opère aujourd'hui que dans 20 % des consulats français, elle concerne 70 % du nombre total de visas délivrés.

Réaliser des économies et améliorer la performance des missions de service public, tel est l'objectif affiché du ministère. Du côté des agents, on reconnaît que ce système a permis certains progrès : suppression, dans certains cas, de longues files d'attente, désengorgement des consulats et allègement de la charge de travail. Une situation qu'a pu vérifier l'association Cimade lors de son enquête menée en 2009 dans six pays où les consulats français externalisent la procédure. Mais les associations et un certain nombre d'agents voient aussi dans cette politique d'externalisation un surcoût pour le demandeur et une vision de la rentabilité à très court terme, au détriment de l'examen scrupuleux des dossiers et de la sécurité des données.

UNE SITUATION QUASI MONOPOLISTIQUE

"L'externalisation se fait à coût nul pour l'Etat, mais pas pour les demandeurs de visas", écrivait le sénateur UMP Adrien Gouteyron dans son rapport de juin 2007 sur les visas. Ainsi, pour un visa court-séjour (soit la majorité des demandes), il faut compter 60 euros à verser au consulat. *"On se demande pour quelle raison l'usager doit continuer à verser cette somme alors que l'externalisation décharge le consulat d'une partie de ses missions",* souligne Sarah Belaïsh, coordinatrice en 2010 de l'enquête de la Cimade. *"Les 60 euros sont des frais de dossier. Ils ne sont pas liés au prix du service rendu",* se défend Catherine Calothy, chef de la mission pour la politique des visas au quai d'Orsay. Mais, avec l'externalisation, l'usager doit également payer le prestataire : par le biais d'une communication Internet ou téléphonique pour les seules prises de rendez-vous et en payant le service de constitution du dossier. *"Un tarif raisonnable auquel s'engage le prestataire",* selon Catherine Calothy. En réalité, il est raisonnable selon le bon vouloir de l'entreprise car aucun plafonnement ne lui est imposé. A Ankara, en Turquie, l'appel téléphonique pour la prise de rendez-vous auprès de la société IKS s'élève à 21 liras turques, soit près de 9 euros. Au Caire, où le prestataire TLS Contact organise prise de rendez-vous et constitution du dossier du demandeur, le tarif atteint les 200 livres égyptiennes, soit près de 24 euros.

Plusieurs sociétés se partagent le marché de l'externalisation des visas, mais deux d'entre elles sont surreprésentées dans les consulats français. VFS, société indienne, filiale du groupe de voyages suisse Kuoni, leader du secteur, et TLS contact. Une situation quasi monopolistique que dénoncent les syndicats, qui estiment être très peu informés du processus de choix des entreprises. *"Il s'agit d'un appel à candidatures lancé sur les sites Web des consulats. Les sociétés sélectionnées le sont car elles ont développé un savoir-faire dans le domaine et répondent au cahier des charges",* rétorque Catherine Calothy. Les critères du cahier des charges : locaux envisagés, effectifs affectés, sécurité et protection des données, contrôle-qualité... L'entreprise s'engage également à laisser le consulat opérer des contrôles pour vérification du respect des procédures, de la confidentialité de la conservation des données et de la sécurité du système informatique. Elle doit par exemple effacer, dans un délai de 5 à 7 jours après restitution des passeports, les données des demandeurs. Si le consulat demande un compte-rendu de l'effacement, celui-ci n'est pas toujours transmis par les prestataires. Des fiches de contrôle doivent être également remplies par le prestataire et retournées une fois par an au consul, deux fois par an au chef du service des visas.

"Concernant la sécurité informatique, nous avons réalisé deux audits depuis 2010. Deux autres seront prévus fin 2011. Nous reconnaissons que cela n'est pas suffisant. Si vous me demandez : pouvons-nous à 100 % dire que le système est sûr ? La réponse est non", reconnaît Catherine Calothy. "On ne sait rien de ces contrôles organisés par les consulats. Je n'en ai jamais vu ni même entendus parler", affirme Marie-Renée Simon, déléguée syndicale CGT-MAE, en poste il y a quelques années à Dakar. Laurent Serra, secrétaire général SUPMAE-FSU, regrette le manque de transparence de la part du ministère : "Lors des différents comités techniques ministériels, nous avons demandé d'avoir un retour sur les contrôles censés être réalisés, de nous dire quels moyens y étaient affectés. Cela n'a jamais été fait. Certes, par nature les syndicats sont suspicieux, mais dans ce dossier, on nous donne matière à l'être encore plus".

"DES RISQUES D'ATTEINTES GRAVES AUX LIBERTÉS INDIVIDUELLES"

Cette délégation à des prestataires extérieurs n'est pas sans causer des fraudes, ce qui remet en cause la sécurité de la procédure. Au Maroc, des personnes revendaient les rendez-vous qu'elles prenaient en masse sur le site Internet. Même chose à Bamako, au Mali. "Une telle démarche, qui relève du désengagement de l'Etat de ses prérogatives, est dangereuse. Dans ces pays, les connexions par Internet ne sont pas personnalisées et se font à partir de cybercafés où n'importe qui peut se connecter et prendre des rendez-vous à l'envi", déclare un agent consulaire souhaitant rester anonyme.

Des pratiques qui inquiètent syndicats et associations avec l'expérimentation à Alger de l'externalisation des données biométriques, notamment en termes de sécurité des données. En septembre 2009, la Commission nationale informatique et libertés (Cnil) émettait de sérieuses réserves compte tenu "des usages possibles de ces données par des prestataires de service ainsi que par les autorités locales, et des risques d'atteintes graves à la vie privée et aux libertés individuelles". A terme, l'externalisation du recueil des données biométriques pourra être envisagée à partir de 2012 et de 2013 dans la vingtaine de postes à forte demande, comme en Russie, en Chine, en Inde et en Arabie saoudite.

Commentaire.

J'avais évoqué cette situation dans une causerie pour en avoir été le témoin direct. Lorsque j'ai accompagné mon beau-frère au consulat de France à Pondichéry pour justifier sa demande de visa (l'état de santé de sa soeur en France) et me porter garant financièrement, on m'a prié de rester dehors !

Tout est fait pour décourager les Indiens qui veulent obtenir un visa pour la France. Rien que pour réussir à joindre par téléphone la société privée qui filtre les demandes de visas afin d'obtenir un rendez-vous au consulat, il faut s'y reprendre 50 fois, c'est délirant. Ensuite, dans le meilleur des cas on vous fixe un rendez-vous quelques semaines plus tard ! Et ainsi de suite.

Maintenant pour obtenir un visa, il existe un truc infallible ou presque : passer par une agence de voyage qui organise des séjours touristiques ou des départs groupés. Vous vous inscrivez, vous leur fournissez tous les documents et justificatifs qu'ils vous demandent, une fois que votre dossier est prêt ainsi que celui des personnes qui doivent faire partie de ce voyage, c'est l'employé de l'agence de voyage qui se rend au consulat. Comment s'y prend-il en amont ou/et en aval, je n'en sais rien, en tout cas cela marche dans 90% des cas.

Si votre demande a été rejetée, il ne vous reste plus qu'à essayer en passant par une autre ambassade ou consulat d'un autre pays de l'UE. Le service de l'agence de voyage ou d'un autre intermédiaire (une entreprise par exemple) n'est pas gratuit évidemment. Est-ce que tout l'argent qui leur est versé va dans leur poche ou est-ce qu'ils partagent et avec qui, je n'en sais rien.

Un article du figaro.fr du 17 octobre

La crise de la zone euro ralentit l'Europe de l'Est. (18.10)

Les fortes turbulences qui secouent la zone euro se ressentent en Europe de l'Est. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd), qui publiait hier ses nouvelles prévisions, revoit en baisse sa prévision de croissance, à 4,5% du PIB pour l'ensemble de la zone cette année et à 3,2% en 2012, soit 1,2% de moins que l'estimation de juillet. Le ralentissement, effectif depuis le deuxième trimestre, touche plus fortement la zone centrale et les États baltes, en raison de leur forte exposition à la Vieille Europe, qu'il s'agisse du commerce extérieur, des investissements directs étrangers (IDE), de la dette externe et du secteur financier. «Dans ces pays, une part importante des systèmes bancaires est composée des filiales de banques de la zone euro», relève le rapport de la Berd.

La Hongrie et la Slovaquie se retrouvent en première ligne avec un tiers des exportations, une large part des IDE - 50% pour Budapest et 35% pour Bratislava - et de la dette extérieure, respectivement à 34 et 45 %, dépendant de la zone euro. Ainsi, la Berd table pour la Slovaquie sur une décélération de la croissance de 3,1% en 2011 à 1,1% sur 2012 et de 1% à 0,5% en Hongrie. L'Estonie, la plus exposée des trois économies baltes - un quart de l'export et des IDE - devrait subir une forte chute, passant de 7,5 % de croissance à 2,6 %. Au total, la croissance sera presque deux fois moins vigoureuse en 2011 dans cette partie d'Europe, la Pologne restant relativement épargnée grâce aux fonds européens et à son vaste marché intérieur.

Au Sud-Est, les conséquences de la crise grecque se font sentir sur l'Albanie, la Roumanie et la Serbie. Tandis que le boom turc, qualifié de «surchauffe» après 8,9% de croissance en 2010 et 10% au premier semestre 2011, s'arrêtera brutalement l'année prochaine à 2,5%. La conséquence «d'une baisse de l'entrée de capitaux, d'une moindre croissance du crédit et de l'affaiblissement de la demande externe», expliquent les économistes de la Berd.

Risque de récession

Enfin, plus on s'éloigne vers l'est, plus l'impact zone euro s'estompe, au profit d'un effet matières premières qui continuera de jouer grâce à la demande des pays émergents. «La croissance restera assez dynamique en Russie - 4 % en 2011 et 4,2 % en 2012 - soutenue par l'échéance électorale de 2012 », indique le rapport avec un impact positif sur les anciens satellites soviétiques d'Asie centrale et du Caucase, où la baisse sera limitée en moyenne à 0,7 %.

Les experts de la Berd n'excluent pas un scénario plus noir, en cas d'aggravation de la situation en zone euro, impliquant un retour en récession, y compris aux États-Unis. D'autant que si les fondamentaux sont plus solides qu'en 2008, ces pays présentent encore des faiblesses, notamment de gouvernance et de coordination politique.

Un article du figaro.fr et libération.fr du 17 octobre

Les grèves font tache d'huile en Grèce. (figaro.fr) (18.10)

Les mouvements de colère s'enchaînent en cascade dans tous les domaines d'activité, avant la grande grève générale de quarante-huit heures prévue demain et après-demain.

À Athènes

Le symbole n'est pas fortuit. En demandant, dès lundi matin, un entretien avec le président de la République, Carolos Papoulias, le premier ministre Georges Papandréou reconnaissait implicitement que sa marge de manœuvre est de plus en plus étroite, alors que partout en Grèce les grèves font tache d'huile.

À Athènes, la situation est chaotique: bateaux bloqués à quai au port du Pirée, transports en commun, hôpitaux et tribunaux tournant au ralenti, ministères occupés par leurs salariés. Et à chaque coin de rue les détritrus s'entassent. Les ordures ne sont plus ramassées depuis quinze jours.

«Pour la première fois, les fonctionnaires, les avocats, les douaniers font des grèves illimitées. Même l'armée ralentit son activité. Tous protestent contre l'austérité et contre le gouvernement, qui s'attaque aux acquis sociaux, explique Takis Bratsos, analyste économique. Le premier ministre s'acharne à convaincre l'opposition pour trouver une paix sociale mais les Grecs, comme les Européens, ne se calmeront que s'ils voient des résultats sur les réformes structurelles.»

La seule idée d'un tour de vis supplémentaire déclenche des passions. *«Tous les Grecs savent que le pays a besoin de réformes, mais celles-ci sont trop violentes, trop injustes et trop mal expliquées. Le gouvernement a perdu sa légitimité»,* souligne Michalis Psilos, rédacteur en chef de l'Agence nationale de presse hellénique, en grève depuis six jours. Après avoir vu son salaire amputé à trois reprises, Michalis Psilos risque aujourd'hui de perdre son poste. *«L'État veut fermer l'agence, qui existe depuis cent sept ans, pour faire des économies. Nous ne sommes pas payés depuis quatre mois, s'insurge-t-il. Les gens sont frustrés, perdus, et le pire, c'est que l'Europe nous observe comme des rats de laboratoire!»*

Certes, l'Union européenne continue de multiplier les tractations avec les autorités grecques avant le sommet de dimanche prochain. L'accord du 21 juillet dernier sera bel et bien révisé et la dette restructurée de plus de 21%. La France prône une restructuration à hauteur de 35 à 40%, tandis que Wolfgang Schäuble, le ministre allemand des Finances, défend une restructuration de plus de moitié.

Craintes des banquiers

Mais cette solution effraie les banquiers. *«Il est impossible de faire restructurer les prêts du FMI, ou de la BCE, c'est la règle. Les banques grecques devront donc payer, souligne Panagiotis Tampoureas, directeur du pôle développement de la banque agricole ATEbank. Elles vont perdre ce qu'elles ont investi dans des obligations et, même si l'État les garantit en s'endettant, qui fera confiance à des banques renationalisées? Car réduire la dette globale de moitié signifie une faillite du pays, encadrée ou non, et la mise sur la touche de la Grèce pendant plus de cinq ans!»* déplore-t-il.

En attendant, le gouvernement grec s'est vu dans l'obligation de renforcer massivement la présence de forces de l'ordre dans le pays pour éviter les débordements lors des manifestations prévues tout au long de ces trois prochains jours.

L'armée grecque intervient... pour ramasser les poubelles. (libération.fr) (18.10)

Des éboueurs aux marins en passant par les magistrats et les médias publics, les mouvements sectoriels se multiplient en Grèce contre l'austérité.

La Grèce, privée lundi de liaison avec les îles par un débrayage de 48 heures des marins, a décidé de faire intervenir des soldats pour conduire les camions poubelles après deux semaines de grève des éboueurs qui laissent les trottoirs envahis de tonnes d'ordures.

Les contestations sectorielles se multiplient depuis la semaine dernière en Grèce, avant le vote prévu jeudi au Parlement sur le projet de loi comportant de nouvelles mesures d'austérité, la mobilisation sociale devant culminer avec une grève générale de 48 heures mercredi et jeudi à l'appel des deux principaux syndicats Adedy et GSEE. Grève partout

Lundi, aucun bateau n'a quitté ou rallié le port du Pirée, près d'Athènes, après 06H00 locales (03H00 GMT), suivant un mot d'ordre de grève de 48 heures, a indiqué le ministère de la marine marchande.

La Fédération nationale des marins (PNO) s'est félicitée d'un "*succès total*" contre "*l'offensive barbare visant les acquis sociaux*", et indiqué envisager de prolonger la grève jusqu'à vendredi.

Alors que le syndicat des éboueurs d'Athènes attendait le jugement d'une plainte déposée par la mairie pour déclarer leur mouvement "*illégal et abusif*", le ministère de la Défense, à la demande du ministère de l'Intérieur, a donné son feu vert pour que 150 soldats professionnels conduisent les camions-poubelles municipaux, immobilisés en raison de la grève.

Ce week-end, les autorités avaient confié le ramassage des ordures à des sociétés privées opérant sous protection policière.

Les greffiers et magistrats ont pour leur part lancé un mouvement de fermeture des tribunaux dès 12H, trois heures en avance sur l'horaire, avec des menaces d'occupation des locaux.

Protestant depuis des semaines contre les nouvelles restrictions budgétaires avec débrayages perlés et occupations, les agents du fisc, fonctionnaires des Finances, et douaniers ont aussi entamé lundi des grèves à durée variable.

Les médias publics, dont la télé Net et l'agence de presse nationale Ana, restaient aussi muets pour la cinquième journée.

Un article des Echos et AFP du 17 octobre

Marseille prend un arrêté "*anti-mendicité*". (18.10)

Un arrêté a été entériné lundi matin par la municipalité de Marseille, destiné à lutter "contre les comportements portant atteinte à l'ordre public", et notamment les actes de mendicité, a-t-on appris de source administrative. Le texte vise en particulier les actes de "*sollicitation et quête*", la "*tranquillité et la commodité de passage*".

Cet arrêté est le premier pris dans la ville dans un cadre permanent et aussi large, puisqu'il concerne tout le périmètre du centre, du Stade Vélodrome à la gare Saint-Charles en passant par le Vieux-Port.

Signé par l'adjointe à la Sécurité Caroline Pozmentier, ce texte, qui réprime également la consommation d'alcool sur la voie publique, est destiné à fournir un cadre légal aux forces de l'ordre, qui pourront désormais verbaliser les contrevenants à hauteur de 38 euros par infraction.

Il y a quelques années, la ville avait déjà pris un arrêté visant à réprimer les "*comportements agressifs*", notamment ceux des laveurs de vitres de voitures aux feux rouges. Un phénomène qui a pratiquement disparu dans la commune, selon les observateurs.

David-Olivier Reverdy, secrétaire régional du syndicat de police Alliance, s'est félicité lundi d'une telle disposition, estimant qu'elle "*facilite la tâche des patrouilles de gardiens de la paix et ne peut que renforcer la lutte contre le sentiment d'insécurité qui gagne l'opinion publique*".

Plusieurs villes de France ont déjà pris ce type de décisions, comme Nice, Montpellier ou Chartres.

Le maire UMP Jean-Claude Gaudin avait jusqu'ici exprimé son refus de prendre tout arrêté "*anti-mendicité*", notamment sur la question des roms, affirmant gérer le problème "*en respectant le sens humaniste le plus complet*" comme il l'avait dit en août.

Interpellé lundi en conseil municipal sur la nécessité de trouver une solution d'accueil pérenne pour les roms, M. Gaudin a renvoyé l'organisation d'une table-ronde, promise depuis une série d'expulsions mais restée lettre morte, au bon vouloir de la préfecture.

"*Si le préfet accède à notre demande de table ronde, nous y participerons*", a-t-il dit.

L'adjoint en charge du dossier, Michel Bourgat, avait indiqué vendredi à l'AFP que le préfet attendait, pour sa part, la réponse du maire.

Une part des roms, dont le nombre est estimé à 1.500 par les associations, a trouvé refuge dans une unité d'hébergement d'urgence mise en place par la mairie, où une quarantaine habite encore selon le maire. D'autres vivent dans des caravanes et mobile homes installés sous un hangar par la Fondation Abbé Pierre, Médecins du monde, l'Action méditerranéenne pour l'insertion sociale par le logement (Ampil).

En 2009, mairie et préfecture avaient tenté d'installer un centre d'accueil dans les quartiers Nord, mais le projet avait capoté face à l'hostilité de riverains et d'élus socialistes réclamant que l'accueil des roms se fasse sur toute la ville.

Un article du figaro.fr du 18 octobre

Alerte sur la santé des cliniques privées (19.10)

Les cliniques et les hôpitaux privés sont très mal en point. En 2010, 43% des établissements de santé étaient en perte, contre 36% en 2009, a indiqué mardi la fédération de cliniques FHP-MCO, à l'issue de son enquête annuelle auprès d'un large échantillon d'établissements privés. Pour la première fois en vingt ans, l'ensemble du secteur se retrouve même dans le rouge, avec un déficit qui atteint 1,4% du chiffre d'affaires. Et les trois quarts des cliniques sont en dessous «*du seuil de résultat net minimum préconisé par les experts financiers, soit 3%*», pour être capable d'investir.

Le chiffre d'affaires a, en revanche, augmenté de 1,7% l'année dernière. Et les plus gros établissements privés, ceux dont les ventes dépassent 30 millions d'euros, s'en sortent bien, reconnaît la FHP-MCO. Mais, pour la Fédération française des cliniques privées spécialisées en médecine, chirurgie et obstétrique - la FHP-MCO regroupe 587 établissements et réalise 59% des actes chirurgicaux en France -, cette situation dramatique a une cause principale. Elle est due aux conditions de financement désavantageuses imposées au secteur privé. À activité identique, les cliniques sont en effet moins bien remboursées par la Sécurité sociale-«*26 % en moyenne*»-que les hôpitaux publics. L'implantation d'une prothèse de hanche est, par exemple, remboursée 6 457 euros à un hôpital public contre 5 492 euros à une clinique. «*Certaines opérations chirurgicales sont remboursées par la Sécu en dessous des coûts de production, comme les césariennes ou bien certaines endoscopies*», se plaint aussi Lamine Gharbi, président de la FHP-MCO.

Mais la liste des récriminations ne s'arrête pas là. Au-delà de tarifs plus élevés, les hôpitaux bénéficient, à hauteur de 99%, d'une subvention de 8,3 milliards d'euros, l'enveloppe Migac. Une autre injustice, estiment les dirigeants de la FHP-MCO, même si cette enveloppe participe au financement de missions d'intérêt général, telles que les soins aux victimes de canicule, qui sont prises en charge en priorité par les hôpitaux publics.

A ce «*déséquilibre*» et à «*une situation inique qui menace un secteur de 200.000 emplois*», la fédération a déposé en septembre une plainte à Bruxelles contre l'État français. Elle l'accuse de distribuer «*une aide d'État au profit des établissements publics de santé*» via un «*financement discriminatoire*».

Ces réactions sont «*de bonne guerre*», explique un consultant du secteur. Car, la FHP-MCO a un objectif stratégique clé: rapprocher les tarifs du public et du privé. Mais, la convergence tarifaire n'est finalement prévue par la loi que pour 2018. Et, «*au rythme où elle est mise en œuvre, elle ne sera achevée qu'en... 2092*», déplore Lamine Gharbi. Cette convergence ne gonflera sans doute pas outre mesure la marge des cliniques privées. Dans le contexte actuel de déficit de la Sécurité sociale, ce sont surtout les prix des hôpitaux qui baisseront. Mais les économies dégagées ainsi, 7 milliards d'euros selon la Cour des comptes, pourraient profiter aussi au secteur privé, espèrent les patrons de cliniques.

En attendant, le secteur est contraint de réaliser des gains de productivité. «*Les prévisions d'augmentation des charges des cliniques en 2012 vont de 3,22% à 3,76%, alors que la progression de l'objectif national des dépenses d'assurance-maladie n'est que de 2,70%*», a lâché mardi Thierry Béchu, délégué général de la FHP-MCO.

Les établissements privés se regroupent. En vingt ans, le nombre de cliniques FHP MCO a chuté de 44% pour atteindre 587 établissements aujourd'hui. Le mouvement est loin d'être achevé. «*Il ne s'agit pas uniquement de taille critique des établissements et des réseaux. Il faut poursuivre l'évolution des organisations, de l'articulation des filières de soins. Enfin, la coopération des cliniques privées et des hôpitaux publics est une autre piste essentielle à développer*», explique Philippe Duprat, président du cabinet de conseil Metis Partners.

Un article de 20minutes.fr du 19 octobre

Crise à Mayotte: Violence et pillages après la mort d'un manifestant. (20.10)

Un manifestant est mort mercredi à Mayotte, paralysée depuis trois semaines par une crise sociale, provoquant de nouveaux affrontements avec les forces de l'ordre et des pillages à Mamoudzou, préfecture de cette île de l'Océan indien. Selon le préfet de Mayotte, qui relayait des informations fournies par les médecins du centre hospitalier de Mamoudzou, le manifestant a vraisemblablement succombé à une crise cardiaque. Il s'agit d'un homme de 39 ans, Ali El Anziz, originaire de la commune de M'Tsapéré (Est).

«Des policiers de la PAF (police aux frontières) se trouvaient sur la place principale de Mamoudzou lorsqu'ils ont été la cible de jets de galets», a rapporté le préfet de Mayotte, Thomas Degos. «Ils ont répliqué en utilisant des grenades lacrymogènes et un flashball. Lors de ces échauffourées, un manifestant s'est écroulé au sol, sans connaissance. Lorsque les secours sont intervenus, ils ont tenté de le ranimer, en lui prodiguant des massages cardiaques».

«Aucune trace d'impact sur son corps»

Le préfet de Mayotte a indiqué que le décès d'Ali El Anziz a été constaté après son admission au centre hospitalier de Mamoudzou. *«Les médecins qui l'ont examiné n'ont constaté aucune trace d'impact sur son corps»* et ont privilégié l'hypothèse d'une crise cardiaque, a ajouté le préfet Degos. Le procureur de la République de Mayotte, Philippe Faisandier, a ordonné une enquête afin d'établir les circonstances et les causes de cette mort. Il a demandé une autopsie qui doit être pratiquée jeudi.

Un autre manifestant, blessé, sur la même place, par un tir de flashball, a été blessé au thorax mais ses jours ne sont pas en danger. Avant même que ne soit officialisé le décès d'Ali El Anziz, plusieurs centaines de manifestants, convaincus qu'il avait été victime de violences policières, sont descendus dans les rues de Mamoudzou et d'autres localités de l'île, tant en Petite-Terre qu'en Grande-Terre.

Un supermarché du centre-ville de Mamoudzou a été pillé par un groupe de jeunes, ainsi qu'un entrepôt en zone industrielle et un autre magasin d'alimentation à Combani, dans le centre de l'île. Les gendarmes mobiles - ils sont environ 400 actuellement stationnés à Mayotte- sont intervenus à plusieurs reprises et ont essuyé des jets de galets, auxquels ils ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogènes.

Un policier mis en examen

Le 7 octobre, un enfant de 9 ans avait perdu un oeil, toujours par un projectile de flashball. Le gendarme à l'origine du tir a été mis en examen. L'enfant a quitté mercredi le centre hospitalier de Saint-Pierre, à La Réunion, où il avait été transféré depuis Mayotte.

Cela fait maintenant vingt-trois jours que Mayotte est en proie à des troubles sociaux, depuis le lancement d'un mouvement contre la vie chère. Les nombreuses réunions de négociations entre les syndicats et consommateurs, d'une part, et le patronat et la grande distribution, d'autre part, ont abouti à des baisses sur les prix des produits de première nécessité. Lundi dernier, le syndicat FO, membre de l'intersyndicale, a signé seul un premier accord sur la baisse de neuf produits. Cette signature séparée a été fustigée par les autres organisations, CGT Mayotte, CFDT et CFE-CGE, ainsi que par les manifestants qui entendent poursuivre le mouvement.

Mercredi, la ministre de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard, a lancé un appel au calme, en direction de la population mahoraise. Elle a également annulé la visite qu'elle devait effectuer, jeudi et vendredi, à La Réunion, l'autre département français de l'océan Indien.

Un article du figaro.fr du 17 octobre

Nationaliser les banques? Pas idiot! (20.10)

C'est entendu: 2012 ne sera pas 1981 et l'opposition ne va pas ressortir le vieux programme commun de gouvernement. Il n'est pas question de nationaliser les banques. A la gauche du PS, Arnaud Montebourg juge que ce serait coûteux et préfère parler de «*mise sous tutelle*» des banques. Ce qui, soit dit en passant, ne serait pas très simple à organiser juridiquement.

Pourtant, la question mériterait d'être discutée à un moment où l'on parle tant d'une nécessaire recapitalisation des banques. Si elles ont besoin d'argent, pourquoi l'Etat ne le leur apporterait-il pas et n'en profiterait-il pas pour leur imposer une politique conforme aux intérêts du pays?

La première question à se poser est d'abord de savoir si les banques ont vraiment besoin d'être aidées. Dans un entretien accordé à nos confrères des Echos, en septembre dernier, Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, affirmait qu'il n'y avait pas de problème et que le risque était circonscrit:

«Sur la dette grecque, il s'élève à 8 milliards d'euros pour l'ensemble des banques françaises, alors qu'elles ont déjà engrangé 11 milliards d'euros de bénéfices sur le seul premier semestre et qu'elles disposent de 210 milliards de fonds propres.»

Si la Grèce faisait défaut, *«cela leur coûterait quelques mois de résultats, ce serait ennuyeux, mais cela ne les mettrait en rien en péril»*.

Des recapitalisations inévitables

Cela était vrai en septembre. Mais le climat a beaucoup changé. Maintenant, d'une façon à peine cachée, tous les gouvernements travaillent sur l'hypothèse selon laquelle les créiteurs de la Grèce devraient accepter une décote sur leurs titres supérieure aux 21% déjà acceptés par les banques en juillet dernier.

Ce n'était pas évident, en France notamment où on s'est longtemps refusé à regarder la réalité en face. Angela Merkel ne laisse plus le choix à ses partenaires. Comme c'est souvent le cas en Allemagne, il lui a fallu du temps pour prendre la mesure des événements et choisir la réponse appropriée. Mais, une fois la décision prise, la mise en œuvre se fait rapidement et efficacement et il faut que tout le monde suive. Il faut organiser la «*faillite*» de la Grèce et éviter qu'elle n'ait des effets collatéraux négatifs sur les autres pays en difficulté et sur les banques.

José Manuel Barroso, à la Commission européenne, a bien compris qu'il ne fallait plus trainer et s'est empressé de concocter une «*feuille de route pour la stabilité et la croissance*» comprenant un réexamen de la situation des banques mené par l'Autorité Bancaire Européenne et un renforcement des fonds propres de celles qui en en auront besoin.

Ce soudain empressement à vouloir recapitaliser les banques est assez diversement apprécié. Comme le souligne Stéphane Deo, responsable de la recherche économique en Europe chez UBS, «il n'y en a pas vraiment besoin; le problème, c'est le risque souverain; la recapitalisation des banques, ce n'est pas le remède à la crise».

Sur le fond, c'est parfaitement exact. Mais la façon dont les banques –et notamment les banques françaises– ont été chahutées en Bourse cet été montre qu'il est désormais impossible de faire un plan de sortie de la crise sans un volet bancaire. Querelles de chiffres

Cela dit, quels sont les besoins en fonds propres des banques, besoins réels ou supposés indispensables pour rassurer le monde financier? Le chiffre de 200 milliards d'euros avancé par le FMI correspond en fait à une évaluation des risques faite sur des bases très discutables, à partir du cours des CDS, ces produits dérivés censés refléter le risque de défaut de chaque Etat en difficulté.

Certains avancent des chiffres encore plus élevés. Ce qui ne surprend pas Christophe Nijdam, analyste financier en charge du secteur bancaire chez AlphaValue, cabinet indépendant de recherche sur les valeurs

européennes: *«Certains financiers aiment faire peur au marché parce que cela crée de la volatilité et permet de gagner de l'argent».*

Alors, à combien faudrait-il estimer les besoins en fonds propres des banques? Pour les 39 banques européennes cotées en Bourse suivies par AlphaValue, Christophe Nijdam prend pour base les risques de pertes en capital sur les dettes de ceux que l'on a aimablement appelés les PIIGS (Portugal, Irlande, Italie, Grèce et Italie); ces risques, par exemple une perte de 10 % sur l'Italie, sont ceux qui sont actuellement retenus sur le marché et par une grande partie des analystes, même s'il les juge lui-même excessifs.

On arrive à un total de 44 milliards d'euros. A cela, il ajoute les besoins qui découleraient d'une application plus rapide que prévu initialement et plus sévère des ratios de solvabilité inclus dans la réglementation dite Bâle III, soit 33 milliards à un niveau de 9% en 2013. Enfin, il tient compte de l'effet du ralentissement en cours de l'activité (risques de défaillances d'entreprises, etc.).

Au total, la note s'élèverait à 170 milliards d'euros.

Une priorité : réduire la voilure

Ce chiffre correspond à un besoin potentiel de fonds propres. Cela ne signifie pas qu'il faille impérativement leur apporter ces sommes. D'ailleurs, on peut estimer que les banques auraient intérêt d'abord à réduire la voilure : les besoins en fonds propres sont proportionnels à leurs engagements et des engagements réduits conduisent à de moindres besoins de capitaux propres. On notera d'ailleurs que BNP Paribas, la Société Générale et le groupe Crédit Agricole ont déjà annoncé des mesures importantes en ce domaine.

S'il faut cependant apporter un soutien aux banques, pourrait-il être judicieux de le faire en les nationalisant? La présidente du Medef a rigoureusement écarté cette option le 12 septembre dernier :

«Une nationalisation des quatre grandes banques françaises engloiterait pratiquement tout le PIB français d'une année. Ce sont des ordres de grandeur qui ne sont pas du tout gérables et absorbables ».

Mais Laurence Parisot, qui est administrateur de BNP Paribas et qui a bénéficié du soutien actif de Michel Pébereau au moment de sa candidature à la tête du Medef, en fait un peu trop et cela n'a pas échappé aux spécialistes. Sur la base des cours du 27 septembre, la nationalisation à 100% (qui n'est pas indispensable) des trois grandes banques nationales (BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole SA) coûterait 65 milliards d'euros, soit environ 3 % du PIB. Il n'y a rien là qui soit ingérable.

Pour autant, est-ce que cela aurait un sens? Poser la question à un analyste financier comme Christophe Nijdam, qui se retrouverait au chômage si toutes les banques européennes étaient rayées de la cote, cela paraît absurde. Nous l'avons fait pourtant, la réponse est intéressante :

«Nationalisation, ce n'est pas un gros mot: le Royaume-Uni y a eu recours et on ne peut pas dire qu'il soit en pointe en matière de crypto-marxisme. En France, celles que l'on appelait les trois vieilles BNP, Société Générale et Crédit Lyonnais, nationalisées après la guerre, ont bien fait leur travail, même si l'une d'entre elles, le Crédit Lyonnais, a failli en fin de parcours. Enfin, une nationalisation temporaire pourrait aider certaines de nos banques à revenir à leur vocation première: la gestion des moyens de paiement, la collecte de l'épargne et le financement de l'économie réelle. Mais on n'en est pas encore arrivé à ce type d'extrémités».

Recadrer l'activité des banques

De fait, nos grandes banques se sont beaucoup développées sur les marchés internationaux: notre économie n'en a pas beaucoup profité (on peut accompagner une entreprise cliente à l'étranger sans aller sur les marchés de titres et de dérivés de ces pays...), mais les stocks options des dirigeants de ces banques auraient sans doute été moins intéressantes si les gains s'étaient fait uniquement sur le crédit aux entreprises ou le crédit au logement...

Spontanément, les banques ne réduiront pas leurs activités de marché, à moins que l'Etat actionnaire ou le régulateur ne les y incite fortement. Or ce sont ces activités qui peuvent mettre les établissements en situation de ne pas disposer des liquidités nécessaires à un moment donné.

Une nationalisation n'est pas forcément indispensable: l'Autorité bancaire européenne aura peut-être plus de poids que ne pouvait en avoir la Commission bancaire et que ne peut en avoir aujourd'hui l'Autorité de contrôle prudentiel qui lui a succédé. En cas de besoin en capitaux de ses banques, la France n'envisage pas aujourd'hui d'autres moyens que ceux employés en 2008 et 2009 et exclut donc d'entrer au capital en bonne et due forme avec des actions ordinaires.

Mais même s'il ne veut pas trop pénaliser les actionnaires actuels des banques, l'Etat aura du mal à éviter une politique un peu plus intrusive, qui consisterait à acheter des actions préférentielles convertibles en actions ordinaires ou assorties de bons de souscription d'actions.

L'opinion publique ne tolérera plus que l'on prête de l'argent aux banques quand cela va mal sans que la collectivité soit associée à leur retour à meilleure fortune et sans que leur activité soit recadrée. «*Les gens deviennent fous en voyant leurs gouvernements donner de l'argent aux banques*». Quel gauchiste a dit cela? Le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe!

Un article de liberation.fr du 19 octobre

La France compte plus de millionnaires que n'importe quel pays européen. (20.10)

La France compte plus de millionnaires que n'importe quel pays européen, selon l'étude annuelle de la banque helvétique Credit Suisse sur l'état de la richesse dans le monde, publiée mercredi.

La France compte 2,6 millions de millionnaires en dollars, contre 1,6 million de millionnaires au Royaume-Uni ou seulement 622.000 en Suisse.

Le rapport note cependant que l'Allemagne et le Royaume-Uni comptent plus de millionnaires ayant des avoirs supérieur à 100 millions de dollars (72,3 millions d'euros).

La fortune moyenne détenue par les ménages français est de 90.271 dollars. Le rapport relève encore le niveau élevé des prix de l'immobilier en France, qui représente les deux tiers des avoirs des ménages français. Enfin, les Français sont relativement peu endettés, avec un taux d'endettement des ménages de seulement 12%.

Par rapport à l'année dernière, date de la publication du premier rapport annuel du Credit Suisse sur ce sujet, la richesse mondiale a augmenté de 18,4%, grâce à la fortune grandissante en Afrique du Sud, en Inde, en Australie, au Chili et à Singapour. La richesse moyenne par adulte dans le monde est de 51.000 dollars, selon l'étude.

La richesse mondiale a augmenté de 18,4% en un an

Depuis 2000, et jusqu'à la mi-2011, la richesse dans le monde a bondi de 67%, lorsqu'elle est exprimée en dollars, et de 36% en monnaies locales. Credit Suisse prévoit une hausse de 50% de la fortune mondiale à l'horizon 2016.

La Chine devrait devenir le deuxième pays le plus riche du monde en 2016, à la place du Japon, derrière les Etats-Unis, qui garderaient la première place, a indiqué la banque suisse.

Cette année, les pays les plus riches, avec une fortune moyenne supérieure à 100.000 dollars par adulte, étaient situés en Amérique du Nord, en Europe occidentale, en Asie-Pacifique et au Moyen Orient.

Ces pays sont coiffés par la Suisse, qui est le seul pays au monde, dont la fortune dépasse le seuil de 500.000 dollars par adulte. En comparaison, l'Australie et la Norvège ont des seuils de fortunes moyens de 300.000 dollars.

Commentaire.

Ces chiffres sont à prendre avec beaucoup de précautions, car il n'est pas dit ici comment se répartit cette richesse nationale ou mondiale. La richesse dans le monde a bondi de 67% entre 2000 et mi-2011 nous dit-on, alors qu'au cours de la même période la pauvreté frappait des centaines de millions de travailleurs (et leurs familles) supplémentaires. Par ailleurs, la valeur attribuée au patrimoine est fixée par le marché sans tenir compte que par le biais de la spéculation elle est surévaluée, elle peut s'écrouler du jour au lendemain, pour ne pas dire qu'elle ne correspond pas à grand chose.

Si la France compte réellement 2,6 millions de millionnaires en dollars, est-ce à titre personnel ou collectif dans le cas d'un couple comprenant ou non leurs enfants s'ils en ont ? On pourrait peut-être commencer par diviser ce chiffre par deux la plupart des gens vivant en couple, ensuite puisque leurs biens immobiliers constituent les "deux tiers des avoirs des ménages français", il ne reste plus qu'un tiers qui seraient millionnaires hors patrimoine immobilier, sur 1,3 million cela donne 433 333 millionnaires, à comparer avec les quelque 29 ou 30 millions de travailleurs, ces nantis représenteraient un peu moins de 5%, chiffre encore une fois à préciser.

Un article de 20minutes du 20 octobre

Réforme des retraites: près de 100.000 départs en moins en 2011. (21.10)

Le flux des départs en retraite a enregistré une baisse d'un peu moins de 100.000 en 2011 suite à la réforme de 2010 qui relève progressivement l'âge légal de 60 à 62 ans, a indiqué mercredi la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav). Selon la Cnav, le nombre de départs en retraite est passé en 2011 en dessous de la barre des 650.000, soit un peu moins de 100.000 départs de moins qu'en 2010.

La baisse se poursuivra en 2012, mais un pic (725.000 départs) est à attendre en 2014, qui s'explique par le décalage des départs en retraite. Ainsi, la génération 1952 partira à 60 ans et 8 mois, la génération 1953 à 61 ans (soit en 2014), et les générations 1956 et plus à 62 ans. Après une remontée au-dessus des 750.000 millions de départs en 2019 (dernière génération du baby-boom), la courbe du flux avec réforme rejoindra celle du flux hors réforme à l'horizon 2050 pour se stabiliser autour 850.000 départs annuels.

La réforme 2010 recule les bornes d'âge: de 60 à 62 ans d'ici 2018 pour l'âge légal de départ, avec une nécessité d'avoir cotisé 41,5 ans, soit 166 trimestres, à partir de la génération 1955. L'âge du taux plein -- à partir duquel un assuré reçoit une pension à taux plein même s'il n'a pas cotisé la durée nécessaire--, passera à 67 ans d'ici 2023. La Cnav estime que le relèvement des âges légaux permettra l'amélioration de son solde de 1,7 milliard d'euros en 2012, et 5,1 milliards en 2015.

Selon les prévisions, le déficit de la Cnav serait de 5,8 milliards en 2012, il se stabiliserait à 5,9 mds en 2013 pour baisser progressivement à 4,6 mds en 2015. Cette amélioration s'explique principalement, selon la Cnav, par l'effet croissant des mesures d'âge de la réforme 2010, par la poursuite de la réduction des niches fiscales et sociales et par le transfert de point de cotisations Unedic (en 2015).

La prise en charge partielle du minimum contributif par le Fonds de Solidarité vieillesse (FSV, dont le solde en 2010 était de -4,1 milliards selon la Cour des comptes) représente un allègement pour la Cnav de 3,8 milliards en 2012 (3,5 milliards en 2011). Le minimum contributif concerne des pensionnés ayant droit à une retraite à taux plein mais ayant perçu des salaires trop modestes pour leur apporter une pension suffisante.

Autre effet de la réforme entrée en vigueur le 1er juillet: à la mi-octobre, 1.338 demandes de retraite anticipée au titre de la pénibilité ont été déposées (dont 72% d'hommes). 183 ont été rejetées et 466 acceptées (parmi les dossiers traités), indique la Cnav. Selon la loi, la pénibilité correspond à un taux d'incapacité permanente d'au moins 20% reconnu au titre d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail, ou entre 10 et 20% sous réserve d'un avis favorable de la commission pluridisciplinaire (qui a reçu 377 dossiers sur les 1.338 déposés au total).

Le nombre de demandes est légèrement en deçà des estimations pour 2011 selon la Cnav. Lors de la présentation de sa réforme, le gouvernement avait tablé sur 30.000 départs par an par le biais de ce nouveau dispositif. Par ailleurs, concernant la fraude des pensions versées à tort entre 2004 et 2007 pour les longues carrières (soit les salariés ayant commencé à travailler jeunes et ayant toutes les cotisations nécessaires), le préjudice s'élève à 7,9 millions selon la Cnav. Jusqu'ici, 1,65 million d'euros ont été récupérés.

Un article de libération.fr du 20 octobre

Fillon salue un dialogue «*responsable*» entre partenaires sociaux (21.10)

François Fillon a rendu hommage jeudi devant des entrepreneurs au dialogue «*responsable*» entre partenaires sociaux depuis le déclenchement de la crise en 2008, estimant que «*chacun*» avait «*compris que le temps n'était pas aux surenchères et aux revendications outrancières*».

«Je voudrais dire combien le dialogue social pendant toute cette période (de crise) a été et reste responsable», a affirmé François Fillon, qui ouvrait le congrès de l'Union professionnelle artisanale (UPA).

«*Naturellement, il y a eu -et c'est bien normal dans des circonstances aussi difficiles- des moments de tension, notamment à l'occasion de la réforme des retraites, a-t-il enchaîné. Mais je crois que chacun a compris que le temps n'était pas aux surenchères et aux revendications outrancières.*»

Selon le chef du gouvernement, «*responsables patronaux et syndicats se sont montrés soucieux de l'intérêt général et je veux saluer cette attitude qui dément l'analyse de ceux pour qui notre pays est intrinsèquement condamné aux rapports de force*».

«*Si on regarde avec un peu de recul notre expérience de ces dernières années, nous constatons qu'il y a une modernisation de notre dialogue social*», a avancé François Fillon, selon lequel il est aujourd'hui «*plus facile dans le cadre de ce dialogue de chercher les consensus que par le passé*».

Notant que les partenaires sociaux avaient inscrit à l'ordre du jour de leur agenda social «*leur volonté de continuer à avancer sur la question de l'emploi et de la sécurisation des parcours professionnels*», il a assuré que le gouvernement serait «*pleinement à leurs côtés dans cette démarche*».

Commentaire.

Consensus UMP-PS, consensus PS-PCF-POI-NPA-LO avec les dirigeants syndicaux (lire la causerie d'hier), consensus gouvernement-dirigeants syndicaux et la boucle est bouclée, voilà dans quel carcan la classe ouvrière est enfermé. Désolé de ne pas se fier aux apparences ou aux discours dans lesquels les uns et les autres se déclarent indépendants.

Un article du monde.fr du 21 octobre

Au moins 24 nouvelles taxes ont été créées en cinq ans. (22.10)

En 2007, l'actuel chef de l'Etat n'avait pas de mots assez durs contre les hausses d'impôts et la fiscalité. Il promettait de réduire les prélèvements obligatoires de quatre points durant son mandat. Soit, expliquait-il dans un entretien au Monde, "2 000 euros rendus aux Français par foyer et par an, y compris les retraités, et 4 900 euros par foyer si on s'en tient à la France qui travaille." Entre 2007 et 2011, selon Bercy, le taux de prélèvements obligatoires sera finalement passé de 43,6 % en 2007, selon l'OCDE, à 44,5 % prévus pour 2012, et 40,7% en 2000.

Cette rupture de promesse pourrait se justifier, en premier lieu par la crise. Mais l'Elysée n'a pas souhaité assumer ce changement de cap et a continué à marteler qu'il refusait "absolument la perspective d'une augmentation générale des impôts" (discours de Nicolas Sarkozy au Conseil économique, social et environnemental, le 14 janvier 2011). Un refus martelé dans des dizaines de discours, comme le montre une simple recherche sur le site de l'Elysée.

Pour augmenter les rentrées fiscales sans toucher aux impôts les plus "visibles" et les plus symboliques (sur le revenu, sur les sociétés ou la TVA), la majorité a rusé, et multiplié au fil des ans les taxes et dispositifs de prélèvements divers et variés, touchant à de très larges domaines.

Le Monde.fr a tenté, à partir de la liste de la commission des finances de l'Assemblée, d'établir une liste des taxes créées depuis le quinquennat. En se limitant aux seules taxes incluses dans les lois de finances (donc sans tenir compte de celles prévues par les finances sociales), et en ne retenant que les taxes encore en vigueur (donc sans tenir compte de taxes supprimées, ni des hausses de taxes existantes), on parvient sans peine à une trentaine de nouveaux prélèvements.

PROJET DE LOI DE FINANCES 2012 (Taxes en cours de discussion à l'Assemblée)

- Taxe supplémentaire exceptionnelle sur les hauts revenus : Cette taxe, votée par les députés le 19 octobre, touchera les ménages les plus riches, en imposant une surtaxe de 3 % sur les revenus de 250 000 à 500 000 euros, et de 4 % au-delà de 500 000, jusqu'à ce que les finances publiques soient à l'équilibre.
- Taxe sur les sodas et boissons sucrées : Cette taxe impose 6,22 euros à l'hectolitre pour les boissons artificiellement sucrées. Elle vient d'être étendue aux boissons "light" sucrées à l'aide d'édulcorants. Elle doit rapporter jusqu'à 120 millions d'euros.
- Taxe sur les loyers élevés des micro-logements : Encore en discussion, cette taxe de 10 % à 40 % sur le loyer touchera à partir du 1er janvier les locations de petites surfaces dont le prix dépasse 40 euros du mètre carré. On ne sait pas combien elle va rapporter.

COLLECTIF BUDGÉTAIRE 2011

- Taxe sur les nuitées d'hôtel supérieures à 200 € : Cette taxe mis en place dans le collectif budgétaire de l'été 2011 a remplacé au débotté une taxe sur les parcs à thème, abandonnée sous la pression des lobbies. Elle concernera les chambres les plus luxueuses, et devait rapporter 90 millions d'euros.
- Contribution exceptionnelle sur la provision pour hausse des prix mise à la charge des entreprises du secteur pétrolier : Egalement issue du "plan Fillon" de l'été 2011, cette taxe frappe les entreprises pétrolières, et devrait rapporter 120 millions d'euros.
- Imposition des plus-values latentes lors du transfert d'un domicile fiscal à l'étranger : Toujours issue du "plan Fillon", cette taxe vise à limiter "l'effet d'aubaine" pour les contribuables qui quittent la France. Elle doit rapporter 189 millions d'euros.
- Contribution sur les activités privés de sécurité : Touchant les entreprises de sécurité privées, elle est destinée à financer le Conseil national des activités privées de sécurité (Cnadps), qui contrôlera l'activité des sociétés de sécurité qui se multiplient en France. Elle rapporte 17 millions d'euros.

LOI DE FINANCES 2011

- Taxe de risque systémique pour les banques : Adoptée dans le projet de loi de finances 2011, cette taxe doit dissuader la prise de risques des établissements bancaires et compenser le coût de résolution de crises issues de ce risque. Elle doit rapporter 809 millions d'euros.
- Taxe de droit de timbre pour l'introduction d'une instance dans le cadre de la réforme de l'aide juridictionnelle : violemment critiquée par les avocats qui la jugent "profondément injuste", cette taxe impose le paiement de 35 euros pour toute action judiciaire. Elle devrait rapporter 88 millions d'euros.
- Contribution de solidarité territoriale et taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires: Instaurée par l'article 65 de la loi de finances 2011, il s'agit d'une taxe visant les opérateurs ferroviaires privés autorisés à utiliser le réseau ferré français. On ne connaît pas son produit.
- Contribution financière sur la capitalisation boursière : Cette taxe créée à l'article 9 de la loi de finances institue une contribution pour les sociétés détentrices de capitalisations au-delà d'un milliard d'euros. Elle est comprise entre 20 000 et 300 000 euros (pour 20 milliards de capitalisation), et doit financer l'autorité des marchés financiers (AMF). Elle pourrait rapporter autour de 12 millions d'euros. Les établissements financiers sont également concernés.
- Taxation des sommes placées sur la réserve de capitalisation des entreprises d'assurances. Egalement créée par l'article 9 de la loi de finances, elle taxe de 5 % à 10 % les sociétés d'assurances qui constituent une réserve d'argent dans certaines conditions.
- Contribution additionnelle à l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux applicables à certaines stations radioélectriques : Cette taxe vient, avec d'autres, compenser la fin de la taxe professionnelle, décidée en 2010 par Nicolas Sarkozy. Elle touche les entreprises dites "de réseau", donc qui touchent à l'énergie, au transport ou aux télécommunications, qui sont surtaxés de 5 % sur leur imposition forfaitaire (Ifer).

LOI DE FINANCES 2010

- Taxe spéciale d'équipement au profit de la société du grand Paris : Cette taxe, plafonnée à 117 millions d'euros par an, touche les propriétaires, entreprises ou particuliers, de foncier dans la région Ile-de-France. Elle doit permettre de financer la société du grand Paris.
- Contribution annuelle au profit de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire due par les exploitants des installations nucléaires de base : Cette taxe cible les exploitants de centrales. Elle est destinée à financer l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.
- Taxe exceptionnelle sur les bonus des traders. Cette taxe, instaurée en 2009 à titre exemplaire, en pleine crise financière, est destinée à financer Oseo, le fonds créé pour aider les PME, en taxant les rémunérations des "salariés, professionnels des marchés financiers dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'exposition aux risques de l'entreprise". Elle a rapporté 270 millions d'euros en 2010.

LOI DE FINANCES 2009

- Droit affecté au fonds d'indemnisation de la profession d'avoués près les cours d'appel: Dans la loi de finance rectificative pour 2009, le législateur a voté une indemnisation des avoués et de leurs salariés. Cette taxe, d'un montant forfaitaire de 330 euros est due, lors d'un procès, "par la partie qui interjette appel principal, lorsque l'appelant est tenu de constituer avocat devant la cour d'appel".
- Droit de timbre perçu en cas de renouvellement anticipé de la CNI : La loi de finance pour 2009 impose à tout citoyen de présenter sa carte nationale d'identité afin de la renouveler. En cas de défaut de présentation de la précédente carte, on doit s'acquitter d'un droit de timbre de 25 €. La somme ainsi récoltée est versée à l'Agence nationale des titres sécurisés, dans la limite de 12,5 millions d'euros.

- Taxe pour la gestion des certificats d'immatriculation des véhicules : Depuis 2009, la délivrance d'un certificat d'immatriculation d'un véhicule neuf ou d'occasion est soumise à un droit de timbre de 4 €.

- Eco-taxe poids lourds : Pour limiter la pollution, les acteurs du Grenelle de l'environnement voulaient dissuader, au moyen d'une taxe appelée "éco-redevance kilométrique" – comprise entre 0,025 et 0,20 € –, le transport des marchandises par la route. Votée dans le projet de loi de finances pour 2009, l'éco-taxe sur les poids lourds devait être expérimentée en 2011 dans la région Alsace. Ce test a été reporté à 2013. Étendu à tout le pays en juin 2013, le dispositif devrait rapporter 1,2 milliard d'euros par an.

LOI DE FINANCES DE 2008

- Taxe minière spécifique applicable à la production d'or en Guyane : Cette taxe concerne les exploitants d'or de Guyane, qui sont taxés à hauteur de 1 % du cours moyen annuel de l'or au maximum, soit 198 euros par kg d'or au maximum, et 40 à 80 euros au minimum.

- Taxe annuelle sur la détention de véhicules particuliers polluants : Cette taxe de 160 euros, issue du Grenelle de l'environnement, s'applique aux véhicules polluants, en fonction de leur émission de CO2.

- Droit fixe sur chaque rapport de certification des comptes : Cette taxe, destinée à financer le Haut conseil du commissariat aux comptes, prélève des sommes sur les rapports de certification sur des marchés réglementés.

LOI DE FINANCES 2007

- Taxe additionnelle à la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules : Cette taxe, qui vient donc en renforcer une autre, s'applique aux véhicules polluants, qui sont surtaxés de deux ou quatre euros.

Au total, donc, ce sont 24 nouvelles taxes qui auront été lancées et maintenues depuis cinq ans, pour le seul projet de loi de finances, sans comptabiliser les taxes qui permettent de financer la Sécurité sociale, et qui seront l'objet d'un prochain article du Monde.fr.

Note : j'ai censuré l'introduction de cet article qui rapportait les propos du député PS du Lot-et-Garonne, Jérôme Cahuzac, qui dénonçait l'UMP pour avoir créé toutes ces taxes, alors que la nouvelle taxe sur les boissons "light" qui vient d'être adoptée par les députés UMP provient d'un amendement de la commission des Finances... dirigée par le PS. (lire l'info en bref du jour - 22.10) Et la CSG, etc.

Un article du figaro.fr du 23 octobre

Le coût social de la rigueur va s'envoler mi-2012. (24.10)

Pour l'association de directeurs de ressources humaines Entreprise & Personnel, la mise en œuvre d'une véritable politique d'austérité après l'élection présidentielle ne fait aucun doute.

Des larmes et du sang. Après «*une année de transition*» liée à l'espoir d'une reprise - finalement douché par la crise des dettes souveraines - et à l'attente de la présidentielle, les Français vont devoir se préparer au pire. C'est, en substance, ce que promet l'association de DRH, Entreprise & Personnel (E & P), dans le cru 2011 de sa note de conjoncture sociale. «*Le scénario de l'automne 2012 risque d'être fortement décevant et les dossiers dans l'actualité, autant de détonateurs, quelle que soit la majorité sortie des urnes*», pronostique Jean-Pierre Basilien, son auteur.

Pour lui, la mise en œuvre d'une véritable politique de rigueur, au sortir de l'élection présidentielle, ne fait plus aucun doute. «*Avec le processus électoral, la mise sur la table de propositions, les Français vont mettre leurs espoirs de changement dans la politique*», prévient-il. Mais ces attentes «*risquent d'être déçues*» sous le poids des réalités économiques. «*Ce sont, quelle que soit la majorité qui sortira des urnes, des politiques d'austérité, de restriction budgétaire, d'augmentation des impôts directs et indirects qui nous attendent*», affirme ainsi Jean-Pierre Basilien, avec à la clé «*une remise en cause progressive*» des amortisseurs sociaux qui, s'ils ont bien fonctionné pendant la crise, apparaissent dépassés.

Douche froide post-électorale

La question n'est donc plus de savoir si la rigueur, à la sauce grecque ou britannique, deviendra une réalité en France. «*Dans toutes les dimensions de la protection sociale, des changements vont devoir être engagés au nom de la réduction de la dette, de la compétitivité de notre économie et de l'emploi*», jure E & P. Les interrogations portent plutôt sur le degré d'acceptabilité des politiques d'austérité développées. «*A quel moment le coût social sera-t-il jugé insupportable, par quelles catégories sociales ?, s'interroge Jean-Pierre Basilien. Où se situera la fracture ? Le socle de cohésion sociale se brisera-t-il ?*» Si le pire n'est jamais certain, on n'en est vraiment plus très loin. Tout dépendra au final, selon l'association, de «*la représentation que les citoyens se feront de la justice sociale*» de la politique mise en œuvre, «*de la juste contribution de chaque groupe social aux efforts*».

La douche post-électorale risque d'être d'autant plus glacée que trois dossiers sociaux majeurs seront au cœur des débats présidentiels. Primo l'emploi, «*première préoccupation des Français*», associé à la compétitivité de l'économie et un objectif de baisse du coût du travail. «*Le ralentissement brutal de la croissance ne pourra avoir qu'un effet négatif sur le taux de chômage : les chiffres des prochains mois ne devraient pas être bons et pourraient se rapprocher, voire dépasser les 10 %*», annonce l'association. Secundo, l'emploi des jeunes et l'efficacité du système éducatif afin de trouver une solution aux «*18.000 perdus de vue*» qui sortent chaque année de l'école sans diplôme. Et tertio, la préservation d'un socle de protection sociale. «*Par une fiscalisation des cotisations ? Par une baisse conjointe des prestations ?*», se demande E & P. «*En tout cas, on n'évitera pas la question de son coût et de son financement*», prédit Jean-Pierre Basilien.

Commentaire.

Le Figaro et cette association liée au patronat joueraient-ils par hasard la carte de l'abstention pour tenter de sauver leur candidat, Sarkozy ?

Leur cauchemar : "A quel moment le coût social sera-t-il jugé insupportable, par quelles catégories sociales ?" Réponse : quand les masses exploitées estimeront qu'elles ne peuvent plus supporter davantage de sacrifices. Au passage, c'est normal que Le Figaro ait écrit "des larmes et du sang" et ait oublié la sueur, car ils ne savent pas ce que cela veut dire, pas plus que les sacrifices que le gouvernement et le patronat imposent aux travailleurs et leurs familles quotidiennement.

Et rien ni personne ne pourra empêcher qu'à un moment donné "*le poids des réalités économiques*" (les conditions objectives) l'emporte sur tous les calculs politiques et les discours fatalistes des tenants du régime, UMP et PS en tête. Le compte à rebours est lancé...

Un article de Reuters du 24 octobre

Le Vatican propose une autorité supranationale sur l'économie. (25.10)

Le Vatican a appelé lundi à la création d'une "Autorité publique universelle" et d'une "banque centrale mondiale" pour réguler les institutions financières dans la période actuelle de tourmente et d'incertitudes.

Le document de 18 pages, intitulé "Pour une réforme du système financier international dans la perspective d'une autorité publique à compétence universelle", devrait trouver un certain écho chez les "indignés" du monde entier qui protestent contre les dérives du système économique actuel.

"La crise économique et financière que traversent les pays interpelle tout le monde - les personnes comme les peuples - à effectuer un discernement approfondi des principes et des valeurs culturelles et morales qui sont à la base de la vie sociale en commun", indique le Conseil pontifical pour la Justice et la Paix dans une note.

Le Vatican met en garde contre "l'idolâtrie du marché" et "l'idéologie néo-libérale" selon laquelle les problèmes actuels seraient exclusivement d'ordre technique.

"La crise a révélé des attitudes d'égoïsme, de cupidité collective et d'accaparement des biens sur une vaste échelle", poursuit-il, ajoutant que les économies mondiales devaient assumer une éthique de la solidarité entre pays pauvres et riches.

"Si aucun remède n'est apporté aux différentes formes d'injustice, les effets négatifs qui s'en suivront au plan social, politique et économique seront de nature à engendrer un climat d'hostilité croissante et même de violence, jusqu'à miner les bases mêmes des institutions démocratiques, celles qui sont également considérées comme les plus solides et les plus sûres", peut-on lire dans le document.

Le Saint-Siège appelle à la mise en place d'une autorité supranationale à dimension planétaire et à une juridiction universelle chargée de guider les politiques et décisions économiques.

Une telle autorité devrait prendre comme référence l'Organisation des Nations unies pour gagner ensuite en indépendance.

A la question de savoir si ce document pourrait devenir le manifeste des "indignés", le cardinal Peter Turkson, président du Conseil pontifical Justice et Paix, a déclaré : "Les gens à Wall Street doivent s'asseoir et réfléchir avec discernement pour savoir si leur gestion actuelle des finances mondiales sert les intérêts de l'humanité et l'intérêt général".

"Nous appelons l'ensemble des groupes et organisations à s'asseoir et à repenser la situation", a-t-il dit lors d'une conférence de presse lundi.

Le Fonds Monétaire International (FMI) a perdu sa capacité à réguler la création globale de monnaie et de veiller sur le montant du risque de crédit que le système assume, estime le Conseil Pontifical.

"En matière économique et financière, les difficultés plus importantes proviennent de l'absence d'un ensemble efficace de structures capable de garantir, en plus d'un système de gouvernance, un système de gouvernement de l'économie et de la finance internationale."

Le monde a besoin "d'un corpus minimum, partagé, de règles nécessaires à la gestion du marché financier mondial."

"On voit, sur le fond, se dessiner en perspective l'exigence d'un organisme assurant les fonctions d'une sorte de 'Banque centrale mondiale' réglementant le flux et le système des échanges monétaires, à la manière des banques centrales nationales", note le document.

Le Conseil pontifical reconnaît que la mise en place de ces deux instances prendra des années et se heurtera à une résistance de la part des acteurs mondiaux.

"Cette transformation s'effectuera au prix d'un transfert, graduel et équilibré, d'une partie des attributions nationales à une Autorité mondiale et aux Autorités régionales, ce qui s'avère nécessaire à un moment où le dynamisme de la société humaine et de l'économie, ainsi que le progrès de la technologie, transcendent les frontières qui se trouvent en fait déjà érodées dans l'univers mondialisé."

Un article du figaro.fr du 24 octobre

Les géants asiatiques délocalisent en Pologne. (25.10)

Les fabricants d'électronique grand public s'installent en Europe de l'Est pour conquérir les marchés de l'Ouest.

Après Samsung, c'est au tour de LG d'inaugurer cette semaine une nouvelle usine d'électroménager en Pologne. Après avoir accueilli les usines des grands groupes de l'Ouest à la recherche de main-d'œuvre bon marché, les pays de l'Est servent de terre d'accueil aux groupes asiatiques. Ils profitent de l'impulsion donnée par leurs concurrents européens. Dans certains cas, ils exploitent même des sites leur ayant appartenu.

La main-d'œuvre y est bien formée, certains ouvriers ont fait leurs armes chez Philips, BSH (Bosch Siemens), Thomson... Et le salaire moyen est encore très bas, 800 euros. La monnaie, le zloty, est sous-évaluée par rapport à l'euro et en tant que membre de l'Union, le pays échappe aux droits de douane. Le tout à un tour de roue des principaux marchés : 3 h 30 de route de Berlin, une demi-journée de Paris, est équidistant de Moscou et Porto. «*Nous avons fait passer notre temps d'approvisionnement moyen de six semaines à trois jours*», explique Robert Stotsinski, vice-président opérationnel de l'usine Samsung à Wronki (Pologne).

Ces délais raccourcis permettent de mieux répondre aux exigences de la grande distribution occidentale, notamment en réduisant les temps de livraison, les stocks et les coûts afférents. «*Nous produisons les machines en fonction des commandes de nos clients*», souligne Robert Stotsinski. Le juste à temps s'impose. Une commande passée dans un magasin à Paris déclenche la fabrication de l'appareil correspondant. Les chaînes de fabrication de lave-vaisselle et de réfrigérateurs de l'usine flambant neuve de Samsung sont gérées à la seconde près. Un réfrigérateur sort des lignes de Wronki toutes les 15 secondes, pour les lave-linge, à terme, les cadences seront encore plus élevées.

1,4 million de réfrigérateurs et 1,3 million de machines à laver

Le coréen a fait sien les principes de production appliqués par Toyota dans ses usines automobiles (le Kaizen ou l'amélioration permanente). Une alerte retentit en cas de rupture dans la chaîne de fabrication et tous se mobilisent pour en réduire l'impact. Les objectifs de production de l'équipe en place s'affichent sur des écrans digitaux répartis dans l'usine. En ce jour de visite, c'était 1297 pour l'équipe du matin.

Aujourd'hui, la capacité de production est proche de 800.000 frigos par an. À terme, elle devrait s'établir à 1,4 million de réfrigérateurs et 1,3 million de machines à laver. Une prouesse, alors que Samsung a racheté cette usine en avril 2010 au groupe polonais Amica. Ce dernier y fabriquait 250.000 machines à laver et autant de frigos chaque année, avec ses 600 salariés. Depuis, Samsung a embauché 900 personnes supplémentaires et investi des dizaines de millions d'euros. D'ici à 2015, le montant total des dépenses devrait s'élever à 165 millions de dollars.

6 millions de télévisions polonaises pour LG

Les ambitions de LG pour son usine Wroclaw (Pologne) sont aussi impressionnantes. De 300.000 réfrigérateurs par an, sa production devrait rapidement passer à un million et autant de lave-linge. Le groupe a déjà ses habitudes en Pologne, il y assemble environ 1,25 million de télévisions de grande taille (120 cm et plus) par an. Et l'usine dispose du double en capacité de production. Le coréen a un autre site, plus proche de Varsovie, où sont produits 4,5 millions de télévisions de petite taille et des moniteurs informatiques. «L'essentiel pour nous est d'être plus réactifs en rapprochant nos centres de production de nos consommateurs. À terme, deux des six usines de LG électroménager seront en Europe», résume Eric Surdej, président de LG France.

Les coréens ne sont pas les seuls à prendre le chemin de l'Europe de l'Est, les chinois suivent. TCL assemble toutes les télévisions qu'il vend en Europe en Pologne, à Zyrardow, dans une ancienne usine Thomson (TCL exploite aussi cette marque). Changdong, qui fabrique essentiellement des produits de marque distributeur, a choisi de faire de la République tchèque sa tête de pont pour lancer ses téléviseurs en

Europe. Même ceux qui n'y sont pas travaillent à s'y installer. Haier mise sur une implantation en Europe de l'Est pour y produire ses télévisions ou une partie de son électroménager et lui aussi se rapprocher de ses clients.

Un article de lexpress.fr du 24 octobre

Sarkozy accusé de favoriser son ami Bolloré en Afrique. (25.10)

Selon Jacques Dupuydauby, ex-dirigeant du groupe portuaire Progosa, interrogé par Mediapart, des chefs d'Etat africains auraient avoué avoir subi des pressions de la part de l'Elysée au profit du groupe Bolloré.

"Quand Vincent Bolloré s'implante quelque part, il utilise le président français comme son VRP de luxe. Nicolas Sarkozy, de son côté, met dans la balance les relations franco-africaines et fait des pressions [...] On est passé de la Françafrique des mallettes à la Sarkafrique des concessions." Dans l'interview que publie Médiapart ce lundi, Jacques Dupuydauby ne mâche pas ses mots, et accuse ouvertement le président de la République de *"chantage d'Etat"* au profit de son ami Vincent Bolloré.

Au lendemain de son départ à la retraite, l'homme d'affaires franco-espagnol, président du groupe portuaire Progosa, ancien vice-président du groupe Bouygues et proche des réseaux chiraquiens, affirme avoir personnellement recueilli les confidences embarrassantes de plusieurs présidents africains, dont Faure Gnassingbé (Togo), Denis Sassou N'Guesso (Congo) et Paul Biya (Cameroun).

"Vous ne pourrez plus compter sur l'appui de la France"

Les trois dirigeants lui auraient affirmé qu'ils ne pouvaient (ré)attribués la gestion des ports de Lomé, Pointe-noire et Douala à son ex-société en raison des pressions exercées par Nicolas Sarkozy au profit du groupe Bolloré. Selon lui, le message de l'Elysée était clair: *"Si vous ne faites pas ce qu'on vous demande en donnant telle et telle chose à Bolloré, vous ne pourrez plus compter sur l'appui de la France."*

Dans cet entretien, Jacques Dupuydauby évoque également l'intervention de l'Elysée pour les ports de Misrata en Libye, et d'Abidjien en Côte d'Ivoire, attribués malgré les bouleversements politiques au groupe Bolloré. Selon l'ex-homme d'affaires, Patrick Balkany, député-maire de Levallois-Perret et Alain Carignon, un proche de Brice Hortefeux, jouaient un rôle de *"courroie de transmission"* entre le chef de l'Etat et ces dirigeants africains.

Le bras de fer Dupuydauby-Bolloré ne date pas d'hier

Par ailleurs, l'ex-dirigeant qui a été condamné le 7 septembre dernier à vingt ans de prison ferme et plus de 350 millions d'euros d'amendes par un tribunal de Lomé (Togo) pour *"abus de confiance"*, *"délit d'escroquerie"* et *"groupement de malfaiteurs"* affirme que *"toute cette affaire a été orchestrée par Vincent Bolloré"*. Jacques Dupuydauby demande également l'ouverture d'une commission d'enquête parlementaire par la nouvelle majorité socialiste du Sénat.

Le bras de fer qui oppose Jacques Dupuydauby et Vincent Bolloré en Afrique ne date pas d'hier. Voilà des années que le Sévillan d'adoption et le Breton de souche échangent menaces et anathèmes ou croisent le fer dans les prétoires. Manoeuvres frauduleuses, escroquerie et diffamation, accuse l'un; corruption et favoritisme, rétorque l'autre.

Un article du *Courrier international* du 25 octobre

Inde. Ces ouvriers "indisciplinés" qui voulaient un syndicat. (27.10)

A l'usine de Manesar, les ouvriers de Maruti Suzuki, premier constructeur automobile indien, ont fait grève pendant deux semaines en octobre. Ils tentaient d'obtenir la formation d'un syndicat indépendant. Ils ont dû reprendre le travail sans avoir obtenu gain de cause.

De Gurgaon. C'est la marque Maruti et ses travailleurs qui ont rendu la voiture accessible aux classes moyennes indiennes. Mais depuis les dernières grèves qui ont d'abord touché l'usine de Manesar puis se sont étendues à d'autres sites, certains estiment que les ouvriers de chez Maruti Suzuki [le japonais Suzuki est l'actionnaire majoritaire] sont en train de défaire ce qu'ils ont accompli.

Naresh, 25 ans, est ouvrier à l'usine Maruti Suzuki de Gurgaon (à environ 18 km au nord de Manesar) qui a également participé au mouvement social. Cet après-midi, il évoque avec nous le film de Charlie Chaplin, *Les Temps modernes*. Dans ce film de 1936, Chaplin incarne un ouvrier employé sur une chaîne de fabrication. Même lorsqu'il va aux toilettes, ses mains continuent d'exécuter le même geste, dans une sorte de réflexe pavlovien, et il va jusqu'à le reproduire sur les boutons de la jupe d'une dame, qu'il serre comme des boulons.

Cela ne fait pas rire Naresh. *"Oui, j'ai vu le film, et oui, il pointe bien les choses : nous travaillons sur des machines, mais nous ne sommes pas des machines."* Naresh insiste : il ne veut pas se laisser déshumaniser. En avril 2010, Naresh avait été élu employé du mois de Maruti Suzuki. En juin dernier, il [a participé à un mouvement de grève] et s'est fait renvoyer. Puis il a fait partie des employés réintégrés après la grève de septembre. Mais quelques jours plus tard, il a été de nouveau suspendu. En octobre, les ouvriers se sont de nouveau mis en grève, pour réclamer la réintégration de leurs collègues.

Naresh nous montre le trophée qu'il a reçu pour cette grande idée qu'il a eue : en inclinant un tapis roulant pour accélérer le passage de la pièce au poste de travail suivant, il avait raccourci le cycle de production d'un joint qui entre dans la fabrication des châssis automobiles. Maruti Suzuki emploie aujourd'hui 970 permanents, sur des effectifs totaux de 3 000 personnes, qui sont en majorité des travailleurs contractuels ou occasionnels, des stagiaires et des apprentis, moins bien lotis que les autres. Naresh fait partie des 970 travailleurs permanents de l'usine.

Depuis la grève de 2000 sur le site de Gurgaon [la plus grosse de l'histoire de Maruti, elle a duré 89 jours. Les ouvriers demandaient une augmentation de salaire], la direction a pris des mesures drastiques. Désormais, à l'usine de Manesar, le règlement recense 103 types de "fautes" - "*passer trop de temps aux toilettes*" et "*bavarder*" en sont deux exemples. Au cours d'une journée de travail, les ouvriers ont droit à deux pauses de sept minutes trente et à 30 minutes pour déjeuner (ou dîner). Mais la durée des pauses peut être réduite. "*Cela ne me laisse pas le temps d'aller aux toilettes, de me changer et de courir à la cantine qui se trouve à 450 mètres, pour revenir à mon poste avant que la chaîne de montage ne se remette en route,*" raconte Pradeep Kumar. Sur les postes de Maruti Suzuki, les ouvriers doivent exécuter leur tâche en 40 secondes.

L'usine de Manesar a ouvert en février 2007, et le premier lot de stagiaires n'a accédé au statut de travailleurs permanents que l'année dernière. Presque immédiatement, ils ont été fortement incités à adhérer au syndicat Muku (Maruti Udyog Kamgar Union), qui est aussi la seule organisation de travailleurs représentée dans l'usine Maruti de Gurgaon. Les ouvriers étaient hésitants. Finalement, vers la fin 2010, ils ont affirmé leur volonté de former un syndicat sur place - et, par là, d'obtenir le droit à des négociations collectives.

Contrairement à la plupart de ses collègues, Shabbir, 26 ans, est marié et vit ici en famille, avec sa femme et ses deux enfants. Ses yeux se remplissent de larmes au souvenir du week-end qu'il a passé, avec son fils de six ans en proie à d'affreuses crampes d'estomac. "*Je l'ai amené chez un médecin, qui m'a conseillé d'acheter deux fioles d'un médicament en injections. J'ai sorti de ma poche un billet de 10 roupies [environ 0,14 euro] et l'ai tendu au médecin en lui disant 'C'est tout ce que j'ai, faites ce que vous voulez.'*" Le loyer des studios de Gurganva où vivent la plupart de ces ouvriers oscille entre 3 000 et 3 500 roupies [43-50 euros]. En théorie, un permanent gagne dans les 18 000 roupies par mois [260 euros] - mais le salaire fixe représente moins de la moitié de cette somme, le complément éventuel provenant de primes de rendement.

Or les sanctions applicables chez Maruti Suzuki passent souvent par des prélèvements sur les salaires. Sur les bulletins de salaire de Naresh et de la trentaine d'autres travailleurs suspendus apparaît ainsi en négatif la somme de 3 800 roupies, qui sera déduite du salaire suivant. *"Par comparaison, la rémunération annuelle du PDG est passée de 4,73 millions de roupies [68 400 euros] en 2007-2008 à 24,5 millions [355 000 euros] en 2010-2011, soit 419 % d'augmentation"*, soulignent deux chercheurs, Prasenjit Bose et Sourindra Ghosh. C'est le contraste saisissant entre les aspirations d'une nouvelle génération de travailleurs et la montée en flèche des revenus de Maruti Suzuki qui a débouché sur la confrontation et la multiplication des grèves.

Les ouvriers ne demandaient même pas une hausse des salaires. Ils exigeaient le droit de former le syndicat de leur choix : une revendication politique sans doute plus menaçante encore pour le groupe. Selon eux, le gouvernement de l'Etat d'Haryana [où se trouvent Manesar et Gurgaon] et la direction de l'entreprise se sont entendus pour les empêcher d'enregistrer leur syndicat, le Maruti Suzuki Employees' Union (MSEU). Les dirigeants de l'organisation sont en contact avec les grandes centrales syndicales, mais ils assurent que leur syndicat sera *"indépendant"*. *"Oui, ils ont le droit de créer leur propre syndicat, reconnaît le vice-ministre du Travail de l'Etat d'Haryana, J. P. Mann. Mais le ministère du Travail de l'Etat n'a aucune obligation. Leur dossier a été refusé en juin pour des motifs juridiques et techniques précis."*

"Malgré les perturbations, le travail reprend, assure un représentant de la direction, et un dialogue est en cours pour qu'une solution soit trouvée avec les travailleurs, avec la participation des autorités de l'Etat d'Haryana." [La grève a pris fin le 21 octobre, après que la direction a accepté de réintégrer 64 permanents sans toutefois donner l'autorisation de former un syndicat indépendant à Manesar.] R. C. Bhargava, le président de Maruti Suzuki, a estimé quant à lui, à la télévision, qu'en ne respectant pas les accords signés en juin dernier, *"une main-d'œuvre nouvelle, plus jeune et plus nerveuse [...] complique les choses"* à Manesar.

Complément du Courrier International du 14 octobre 2011

C'est finalement l'option de l'intervention policière qui a été retenue pour venir à bout du mouvement de grève qui touche l'usine Maruti Suzuki de Manesar (Haryana, au nord de l'Inde). Vendredi 14 octobre, quelque 2500 policiers ont été envoyés pour déloger les 1500 ouvriers en grève qui occupent le site depuis le 7 octobre, rapporte le Times of India.

Comme le raconte un reportage du New York Times, les travailleurs demandent la réintégration de 44 employés et de 1200 intérimaires suspendus après le mouvement de grève du mois de septembre. Les ouvriers protestaient à ce moment-là contre l'obligation qui leur était faite de signer un *"pacte de bonne conduite"* et contre l'interdiction de rentrer dans l'usine pour les non-signataires.

Ce durcissement de la part de la direction répondait à une première grosse grève en juin, durant laquelle les travailleurs ont demandé l'amélioration de leurs conditions de travail et le droit de former un syndicat indépendant au sein de l'usine, qui en compte déjà un. Ce que la direction leur a refusé.

Par solidarité, les ouvriers travaillant chez trois autres fournisseurs automobiles (Suzuki Motorcycle India Pvt. Ltd, Suzuki Powertrain India Ltd et Suzuki Castings Ltd) situés à côté de l'usine s'étaient également mis en grève. Face au ralentissement de la production, Maruti Suzuki avait d'ailleurs dû fermer son usine de Gurgaon, également située dans l'Haryana, les 7 et 8 octobre dernier. Les arrêts de travail auraient coûté 442 millions d'euros à Maruti.

Joint Venture entre le japonais Suzuki Motors (qui possède 54 % du groupe) et le groupe Indien Maruti, Maruti Suzuki est le premier constructeur automobile en Inde avec environ 50 % du marché.

Un article de 20minutes.fr du 26 octobre

Le budget chauffage-électricité des Français a bondi de 32% en dix ans. (27.10)

Le budget moyen dévolu par les Français à l'électricité et au chauffage a bondi de 32% en 10 ans, passant de 115 euros par mois en 2000 à 150 euros en 2010, selon une enquête du magazine 60 millions de consommateurs de l'Institut national de la consommation (INC).

Le budget annuel est passé de 1.368 euros il y a dix ans à 1.806 euros l'an passé, selon l'étude.

Une facture qui varie du simple au double

La facture annuelle de chauffage peut varier du simple au double: 850 euros pour une maison avec une famille de cinq personnes chauffée au gaz, 1.400 euros au fioul et 1.600 euros pour le tout électrique, relève 60 millions de consommateurs.

Sur fond de hausse des dépenses des Français en énergie, le magazine, dans son édition de novembre, estime que le bilan pour les consommateurs de l'ouverture à la concurrence depuis 2007 sur le marché de l'énergie «n'est pas très brillant».

Envolée des réclamations

L'arbitrage entre les meilleures offres disponibles sur le marché ne permet d'économiser que 79 euros par an pour le gaz et 73 euros pour l'électricité, déplore «60 millions», qui fait également état d'une envolée des réclamations auprès d'EDF et GDF Suez, les ex-monopoles historiques.

Malgré l'ouverture à la concurrence il y a quatre ans, ceux-ci restent omniprésents sur leur créneau, avec plus de 94% de parts de marché pour EDF dans l'électricité et près de 91% pour GDF

Un article de 20minutes.fr du 26 octobre

En 2100, la population mondiale pourrait atteindre 10 milliards, voire 15. (27.10)

La population mondiale évaluée aujourd'hui à 7 milliards, devrait dépasser 10 milliards d'ici 2100, voire les 15 milliards si les taux de fertilité s'avèrent un peu plus élevés, selon un rapport des Nations Unies publié mercredi à Londres.

"C'est un défi et un appel à agir. La question de la population est cruciale pour toute l'humanité et pour la planète", a déclaré Babatunde Osotimehin, directeur exécutif de l'UNFPA, lors d'une conférence de presse à Londres.

Evoquant la surpopulation, il a estimé : *"Ce n'est pas une question de place, c'est une question d'équité, d'égalité des chances et de justice sociale."*

Selon les dernières estimations, en hausse par rapport aux chiffres antérieurs, il devrait y avoir sur terre 9,3 milliards d'êtres humains en 2050, et plus de 10 milliards d'ici la fin du siècle, indique l'UNFPA.

Mais *"avec seulement une légère variation de la fertilité, particulièrement dans les pays les plus peuplés, les chiffres pourraient être plus élevés : 10,6 milliards de gens sur terre d'ici 2050, et plus de 15 milliards en 2100"*.

Le document relève la poussée démographique engagée lors du Baby Boom après la 2ème guerre mondiale, dont l'impact s'estompe dans les années soixante.

"L'éducation des filles et des femmes leur permet d'avoir moins d'enfants que leurs mères et grands-mères", s'est félicité Babatunde Osotimehin, jugeant que c'était là le principal "message".

La prospérité, une éducation meilleure et l'accès à la contraception réduisent en effet drastiquement la fertilité globale, au point qu'aujourd'hui certains pays riches font face à une baisse préoccupante de leur population.

Ainsi, pendant les six dernières décennies, la fertilité moyenne mondiale a décliné, passant de 6 enfants par femme à 2,5 aujourd'hui. La fourchette va de 1,7 enfant en moyenne dans les pays avancés à 4,2 dans les moins développés.

Cependant le monde compte 80 millions d'habitants supplémentaires chaque année, et les moins de 25 ans y représentent 43% de la population.

Or *"du printemps arabe aux sit-ins à Wall Street, la population veut du changement, les jeunes en particulier",* relève Babatunde Osotimehin.

Le rapport met en lumière plusieurs défis :

- aider les nombreux jeunes des pays pauvres à créer de la prospérité en leur trouvant des emplois, pour sortir de la pauvreté.

- problèmes environnementaux : déjà pressants, ils risquent de s'intensifier avec la demande croissante de nourriture, d'énergie et de logements. Aujourd'hui, souligne le rapport, il faut 18 mois à la Terre pour régénérer les ressources naturelles utilisées en une année.

Premier souci: le manque d'eau. *"Le monde devra faire face à un déficit de 40% entre les demandes et les ressources disponibles d'ici 2030",* indique le rapport.

- L'avenir des villes : aujourd'hui, l'équilibre entre les populations rurales et urbaines *"penche de façon irréversible"* en faveur des villes, note le rapport, qui insiste sur la nécessaire amélioration de la planification urbaine.

- L'immigration : dans les pays riches à la population vieillissante, les immigrants peuvent occuper utilement des emplois, pour autant qu'ils soient mieux intégrés et protégés.

Commentaire

Voilà un des facteurs déterminants pour comprendre l'évolution du capitalisme mondial qui est systématiquement écarté de toutes les analyses, à croire que le prendre en compte ferait de nous des théoriciens (réactionnaires) ou des adeptes de la "*décroissance*".

C'est un comble franchement, car c'est ce facteur qui constitue l'ultime contradiction du capitalisme et le condamne à la disparition, précipite sa fin, car il est incapable de survivre sous la pression d'une telle masse de déshérités dont les besoins sont croissants et qu'il ne peut pas satisfaire.

La masse de ceux qui ne possèdent rien devient tellement gigantesque par rapport à l'infime minorité qui possède tout, qu'elle va les submerger, les engloutir. C'est déjà le cas, puisqu'ils sont obligés de subvenir aux besoins élémentaires d'une masse croissante de travailleurs et leurs familles dans le monde qui ne produisent rien, qui sont exclus du marché, ce qui explique en partie la crise actuelle du capitalisme. Alors, imaginons un instant ce qu'il en sera lorsque la population mondiale aura encore augmenté de 50% ou doublé, si on ne renverse pas le capitalisme avant d'en arriver là, la situation sera intenable, sans parler des problèmes évoqués dans cet article. Il y a vraiment urgence à en finir le plus tôt possible avec le vieux monde.

Un article de Reuters du 27 octobre

La zone euro parvient à un accord au bout de la nuit (27.10)

Au bout du suspense, et après plus de dix heures de sommet, les dirigeants de la zone euro sont parvenus dans la nuit de mercredi à jeudi à arracher un accord sur la restructuration de la dette grecque, l'accroissement des capacités du fonds de soutien à l'euro et la recapitalisation des banques.

Complexe, bancal, truffé de points d'interrogations et sans doute incomplet, cet accord n'en demeure pas moins le plus ambitieux trouvé par les chefs d'Etat et de gouvernement de la monnaie unique depuis l'éclatement de la crise de la dette, en Grèce, fin 2009.

"Je voudrais insister sur le caractère historique des décisions qui ont été prises, elles sont extrêmement fortes, pour stabiliser, pacifier les marchés et permettre à la Grèce de retrouver le chemin d'une croissance normale", s'est félicité Nicolas Sarkozy lors d'une conférence de presse.

"Je crois que le travail qui a été fait par l'Europe a été à la hauteur de la situation", a-t-il continué.

Ce nouveau programme a dû être négocié pied à pied et parfois en tête à tête entre les banquiers et Nicolas Sarkozy et Angela Merkel eux-mêmes, qui ont dû mettre tout leur poids dans la balance pour forcer la décision.

Il prévoit de ramener la dette grecque de plus de 160% du PIB actuellement à 120% en 2020, un niveau jugé supportable par les autorités européennes.

Pour ce faire, les gouvernements de la zone euro mettront sur la table 130 milliards d'euros, sous forme de prêts, alors que les créanciers privés devront effacer quelque 100 milliards des 210 milliards d'euros de titres grecs qu'ils détiennent.

Cette contribution volontaire, qui sera recueillie d'ici la fin de l'année, équivaudra à un abandon de créance de 50%, ont dit Nicolas Sarkozy et Angela Merkel.

Le directeur général de l'Institut de la finance internationale (IFI), Charles Dallara, qui représentait les banques dans la négociation, s'est félicité de cet accord qui révisé le plan agréé le 21 juillet dans lequel le secteur privé n'était engagé qu'à hauteur de 50 milliards d'euros.

1.000 MILLIARDS D'EUROS POUR LE FESF

Les Européens se sont également entendus sur une démultiplication des capacités du Fonds européen de stabilité financière (FESF) jusqu'à un volume de 1.000 milliards d'euros, susceptible de rassurer les marchés sur sa capacité à voler le cas échéant au secours de pays comme l'Italie ou l'Espagne.

Ce Fonds disposait à sa création de 440 milliards d'euros mais après avoir été mis à contribution pour aider le Portugal et l'Irlande, et en raison d'un complexe montage financier pour lui octroyer une note AAA, il ne dispose plus aujourd'hui que d'une capacité effective estimée à 250 milliards d'euros.

L'effet de levier sera obtenu via un double mécanisme. Il s'agira d'une part d'assurer partiellement les dettes souveraines émises par des pays en difficulté et, d'autre part, de créer un nouveau "véhicule spécial" adossé au FESF et au Fonds monétaire international (FMI) et auquel participeront des investisseurs internationaux, comme la Chine ou d'autres grands pays émergents.

Nicolas Sarkozy a dit qu'il s'entretiendrait ce jeudi au téléphone avec son homologue chinois Hu Jintao au sujet d'une possible participation de Pékin à la création de ce fonds.

Le directeur général du FESF, Klaus Regling, se rendra par ailleurs en Chine afin de rencontrer des investisseurs.

Comme attendu, les dirigeants des Vingt-Sept ont aussi endossé sans changement le troisième volet de la réponse européenne, un plan de recapitalisation des banques à hauteur de 106 milliards d'euros d'ici le 30 juin 2012, dont 8,8 milliards pour les banques françaises.

Ce plan prévoit également des garanties publiques destinées à permettre aux banques de s'assurer des financements à moyen et long terme, sur le modèle de celles qui avaient été mises en oeuvre à l'automne 2008, au plus fort de la crise financière.

LA BCE INTERVIENDRA SUR LE MARCHÉ

Le sommet a enfin été l'occasion pour Silvio Berlusconi de faire quelque vagues promesses de réformes économiques, loin des engagements fermes attendus.

Les dirigeants européens, emmenés par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy, avaient demandé dimanche au président du Conseil italien de présenter lors du Conseil européen de mercredi un plan solide permettant de redresser la croissance et de réduire la dette de l'Italie, qui est de l'ordre de 1.800 milliards d'euros.

Ils ont réitéré jeudi leur appel à des réformes ambitieuses dans ce pays, notamment une réforme du marché du travail, une réforme des retraites, des mesures en faveur de la compétitivité et une libéralisation des services publics.

Avant la réunion, offrant un peu de répit aux marchés, le futur président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, avait indiqué que l'institut d'émission resterait présent sur les marchés obligataires tant que ceux-ci seraient instables, un signe qui était attendu depuis plusieurs jours.

Ces déclarations, qui sont intervenues après plusieurs jours d'intense débat entre dirigeants européens sur le rôle de la BCE dans la gestion de crise, avaient donné lieu dans la journée à une série d'interprétations sur la volonté de l'institut d'émission de continuer à acheter de la dette de pays en difficulté sur le marché obligataire secondaire.

Nicolas Sarkozy, qui soutient un rôle actif de la BCE, n'a pas voulu laisser d'ambiguïté.

"Je suis pas le porte-parole de la BCE. La BCE est une institution indépendante. M. Draghi ne nous a pas interrogés avant de prendre cette décision, nous ne lui avons rien demandé, mais il est permis de se réjouir de ce qu'il a dit, qui est assez clair", a-t-il dit, insistant ensuite sur ces rachats de dette.

Document

Articles de presse de novembre 2011

Table des matières

France

Politique

- Engagement politique : le miracle Internet n'a pas eu lieu... (17.11)
- La France prête à intervenir en Syrie ? (30.11)

Social

- Un habitant sur deux des Zones urbaines sensibles est issu de l'immigration. (02.11)
- Six Français sur dix éprouvent des difficultés à se loger. (08.11)
- Les 18-25 ans touchés de plein fouet par la pauvreté. (09.11)
- Les taxes foncières ne cessent d'augmenter depuis 5 ans. (17.11)
- Un tiers des Français consomment moins pour faire des économies, selon le Credoc. (24.11)

Economie

- L'exode des banques de la dette souveraine s'accélère. (04.11)
- Comment les banques manipulent leurs résultats. (10.11)

International

Politique

- USA. Les républicains ouvrent la chasse aux syndicats. (02.11)
- "La Grèce plonge dans le chaos". (05.11)
- Grèce et Italie : le retour des technocrates qui ont contribué à générer la crise. (12.11)
- Draghi, Papadimos, Monti : le putsch de Goldman Sachs sur l'Europe. (14.11)
- La longue grève des mineurs papous perturbe les cours du cuivre et de l'or. (22.11)
- Italie : Gouvernement garanti par Goldman Sachs. (27.11)

Social

- En Grèce, le marché du travail dévasté par la crise. (16.11)
- Tchad - Les syndicats remportent la bataille des salaires. (16.11)
- Espagne: les victimes de la crise tombent dans l'exclusion. (19.11)

Economie

- La chute de MF global fait trembler les investisseurs. (01.11)
- La zone euro au bord de la dislocation. (19.11)
- "Un effondrement de l'Italie marquerait la fin de l'euro". (26.11)
- La guerre des monnaies. (28.11)
- L'Allemagne à son tour sous le feu des marchés ? (29.11)
- L'Euro "pousse-au-crime" de la désindustrialisation et de l'endettement du Sud de l'Europe. (29.11)

Un article du figaro.fr du 31 octobre

La chute de MF global fait trembler les investisseurs. (01.11)

Le dépôt de bilan du courtier donne des sueurs froides aux opérateurs car ce dernier était le plus gros intermédiaire à Chicago et New York sur les devises, l'or et le pétrole.

C'est une nouvelle catastrophe qui plombe les marchés. L'emblématique courtier MF Global a été obligé de se placer ce lundi sous le chapitre 11 de la loi de protection contre les faillites. La maison de courtage paye ses paris hasardeux sur des dettes d'Etats européens comme la Grèce (le groupe détient une position spéculative de 6,3 milliards sur la dette souveraine européenne).

«A Chicago, ils exécutent 60% des ordres sur les contrats euro-dollar à trois mois. Ils sont aussi numéro un sur les matières premières», explique un trader d'une société concurrente. MF Global, c'est en effet un nom mythique sur l'or et le pétrole. Le courtier avait jusqu'à il y a peu la confiance des principales banques et fonds d'investissement. *«Tout est allé très vite. Quand les investisseurs ont su que le groupe était fragilisé par la crise de la dette, ils ont retiré leur fonds. Le cours de Bourse s'est effondré. Cela a entraîné des retraits encore plus nombreux».*

En tout cas, les clients de MF Global ont passé une mauvaise journée. Beaucoup de questions se posent car le courtier avait en dépôt des fonds confiés par les clients pour pouvoir traiter les matières premières notamment. Pire, certains clients ne sont pas sûrs que leurs derniers ordres de vendredi aient été bien exécutés. Ce n'est pas tout: comme les accès aux principaux marchés américains ont été coupés aujourd'hui, les fonds ont dû enclencher des solutions de secours pour pouvoir trouver d'autres contreparties que MF Global sur le marché. Par ailleurs, *«MF Global employait beaucoup de monde sur le parquet. Ils auront du mal à trouver un autre emploi. Nous ne pouvons pas nous réjouir»,* explique encore le trader qui travaille pour un concurrent.

Cette déconfiture rappelle celle de Refco, maison de courtage respectée des années 2000 qui s'était écroulée en quelques semaines lorsque les marchés avaient découvert que son président était couvert de dette.

Complément de Reuters

Le courtier américain MF Global Holdings a déposé le bilan lundi après l'échec des pourparlers engagés avec un repreneur potentiel, devenant ainsi la principale victime américaine de la crise de la dette dans la zone euro.

Son placement sous la protection du Chapitre 11 de la loi sur les faillites, entérine une chute qui aura pris moins d'une semaine, conséquence de paris risqués sur le marché de la dette de la zone euro.

Il signe aussi l'échec personnel de Jon Corzine, son PDG, qui s'était donné pour objectif de transformer MF Global en un "mini-Goldman Sachs".

Cet ancien de Goldman Sachs avait pris la tête de MF Global en mars 2010 après avoir perdu son siège de gouverneur de l'Etat du New Jersey, un poste qu'il a occupé de 2006 à 2010 après un mandat de sénateur démocrate de l'Etat.

Toutes proportions gardées, la chute de MF Global rappelle à certains observateurs la faillite de Lehman Brothers à l'automne 2008.

"Il a fini par perdre toute confiance auprès de sa base d'investisseurs", a expliqué Michael Epstein, spécialiste des restructurations chez CRG Partners, avant d'ajouter: *"Sous certains aspects, c'est effectivement un mini-Lehman".*

Mais plusieurs acteurs du marché ont jugé que l'impact du dépôt de bilan de MF serait bien plus limité que dans le cas de Lehman Brothers.

Quelques heures auparavant, plusieurs banques centrales et Bourses du monde avaient suspendu les transactions réalisées par le courtier.

Trois courtiers portant un gilet au nom de MF Global ont ainsi dû quitter le parquet du Chicago Board of Trade, l'un des principaux marchés à terme du monde, avant le début des transactions. Des sources sur le parquet ont précisé à Reuters que leurs badges de sécurité avaient immédiatement été désactivés.

Durant tout le week-end, MF Global s'était efforcé de trouver des repreneurs pour tout ou partie de ses actifs, tout en mandatant des spécialistes des restructurations d'entreprises.

Sous la direction de Jon Corzine, MF Global avait fortement développé ses activités en compte propre, plus risquées que celles de simple intermédiaire plaçant des ordres pour le compte de ses clients, dans le but de devenir une véritable banque d'investissement.

Une stratégie qui s'est révélée très coûteuse en raison de la faiblesse des taux d'intérêt et des positions prises sur le marché de la dette souveraine européenne.

La cotation de l'action MF Global a été suspendue à la Bourse de New York. Le cours du titre avait été divisé par trois la semaine dernière, et ceux de ses obligations avaient chuté tandis que ses notes de crédit avaient été rétrogradées en catégorie spéculative.

La Réserve fédérale de New York a interdit à MF Global toute nouvelle transaction avec la banque centrale.

Les opérateurs privés CME Group, ICE Futures US et Singapore Exchange ont eux aussi interrompu partiellement ou totalement les activités du groupe.

A Londres en revanche, la chambre de compensation LCH.Clearnet a confirmé que la société restait l'un de ses membres actifs.

Dimanche, des sources proches du dossier avaient rapporté que MF Global discutait avec plusieurs repreneurs potentiels.

Le dépôt de bilan aura en effet pour conséquence de geler la valeur des obligations émises par le groupe, ce qui permettra aux repreneurs potentiels d'estimer plus facilement les pertes qu'ils auraient à assumer, explique-t-il.

Le portefeuille du groupe pourrait intéresser une banque européenne ou un Etat souverain, poursuit Bill Brandt.

Pour Naimh Alexander, analyste de Keefe, Bruyette & Woods, *"la vraie question, c'est de savoir combien il restera d'actifs à reprendre"*.

"Les clients pourraient partir très vite et chaque heure qui passe pourrait réduire le portefeuille d'actifs susceptible d'être transféré" à un repreneur, explique-t-il.

Les obligations 2016 de MF Global, émises à 6,25%, ne valaient plus lundi que 39,5% de leur valeur nominale.

Un article de liberation.fr du 1er novembre

Un habitant sur deux des Zones urbaines sensibles est issu de l'immigration. (02.11)

C'est ce que révèle un rapport qui pointe aussi le fort taux de chômage et la ghettoisation des quartiers défavorisés.

52,6% des 4,5 millions de personnes vivant dans les 751 zones urbaines sensibles (ZUS) de France sont issues de l'immigration, selon un rapport de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus), dévoilé dans Le Monde daté de mercredi.

Dans les ZUS de la région parisienne, le pourcentage de personnes issues de l'immigration monte à 64%. *«Toutes générations confondues, les Maghrébins sont les plus nombreux à vivre en ZUS. A l'inverse, ceux de l'ancienne Indochine (Vietnam, Laos, Cambodge) sont minoritaires. Parmi les primo-arrivants, ceux qui ont le plus de chance de se retrouver en ZUS sont les Turcs (31,5%), tandis que chez la deuxième génération, ce sont les enfants d'origine subsaharienne (28,1%)»* écrit le journal.

Selon le rapport, la situation des personnes habitant ces zones, concernant l'emploi, est mauvaise mais contrastée: 19,2% des primo-arrivants et 28,6% de leurs descendants sont au chômage. Elles occupent les métiers les moins qualifiés avec 52,2% d'ouvrier et seulement 4,4% cadres. Et la part des *«immigrés ayant des salaires supérieurs à 1.500 euros par mois est inférieure à l'ensemble de la population»*, écrit l'Onzus.

L'observatoire pointe aussi la *«ghettoisation»* des quartiers: 85% des immigrés qui y vivent ont pour voisins des personnes issues pour moitié, elles aussi, de l'immigration.

Ces immigrés acquièrent autant la nationalité française que les autres. C'est le cas de 40% d'entre eux parmi la première génération et de 97% chez leurs descendants. Mais le sentiment d'être perçu comme Français est de seulement 57% parmi ceux vivant en ZUS contre 78% en dehors.

Dans un entretien au *Monde*, le ministre la Ville, Maurice Leroy, note qu'il n'y a pas eu d'émeutes depuis 2005 : *«Si nous n'avons pas une dégradation de nos quartiers, c'est parce que, chez nous, la République, malgré ses défauts, ne laisse pas les gens de côté.»* Il reconnaît que les chiffres du chômage sont mauvais dans les ZUS, mais *«l'écart entre le taux de chômage dans les ZUS et le reste du territoire ne se creuse pas»*, souligne-t-il.

Ce rapport doit être présenté à la presse mercredi.

Un article de liberation.fr du 1er novembre

USA. Les républicains ouvrent la chasse aux syndicats. (02.11)

Ils s'étaient battus pour faire élire Barack Obama en 2008, et les voilà plus attaqués que jamais : les syndicats américains encaissent coup sur coup, surtout là où ils sont forts, dans le secteur public. Au Wisconsin, dans le Middle West, reconquis par les républicains en novembre 2010, les syndicats de fonctionnaires doivent maintenant organiser des élections tous les ans pour prouver qu'ils ont bien le soutien de plus de 51% des salariés de leur secteur. L'Etat, qui permettait jusqu'à présent aux syndicats de prélever directement leurs cotisations sur les salaires, n'assure plus ce service. Et les organisations qui survivront à ces nouvelles entraves n'auront plus qu'un droit de négociation collective limité, excluant les avantages sociaux, les retraites ou l'assurance santé.

Dans l'Ohio, un autre élu républicain a fait voter une loi qui réduirait également le droit des fonctionnaires à négocier collectivement leurs avantages sociaux et leur interdirait la grève. Dans l'Indiana voisin, le budget 2011 rend illégal les négociations collectives et les grèves dans la fonction publique...

Les Tea Parties, droite très bruyante du Parti républicain, ont réussi à distiller l'idée que les unions de fonctionnaires sont des fat cats se goinfrant avec l'argent des contribuables. En ces temps de crise, les fonctionnaires et les organisations qui les défendent deviennent des boucs émissaires. Pour les syndicats, ces attaques sont une menace existentielle. Dans l'Indiana, l'abolition des négociations collectives, engagée depuis six ans, a laminé les syndicats de la fonction publique : plus de 60% des fonctionnaires locaux cotisaient avant 2005, moins de 10% aujourd'hui.

«Dissuasion». Au niveau national aussi, les syndicats font face à un déclin qui semble irréversible : ils ont perdu 612 000 membres en 2010, selon les chiffres du département du Travail. Le taux de syndicalisation est tombé à 11,9%, contre 20% en 1983. Dans le secteur privé, le taux n'est plus que de 6,9% de syndiqués. Le secteur public est un dernier bastion, avec 36%.

«*Les offensives auxquelles nous assistons aujourd'hui dans le secteur public sont sans précédent*», observe Robert Bruno, professeur à l'université de l'Illinois. Pour ce spécialiste des syndicats américains, «*c'est clairement un châtiment infligé aux syndicats pour leur contribution à la victoire démocrate en 2008*». Durant la campagne d'Obama, le mouvement syndical a fait la différence dans des Etats clés comme la Pennsylvanie, le Wisconsin ou l'Ohio. Pendant un moment assez bref, on a pu croire que les syndicats allaient réussir à changer les lois du travail en faveur des salariés. «*C'était très effrayant pour le patronat et les républicains, qui ont fait de la lutte antisyndicale une priorité*», explique Robert Bruno. Dans les entreprises privées, les efforts pour empêcher la formation de syndicats «*n'ont rien de nouveau*», rappelle Kate Bronfenbrenner, spécialiste de la question à l'université Cornell à New York, mais ces attaques «*s'intensifient*».

Une étude publiée en 2009, portant sur 1 000 entreprises où des syndicats ont tenté de se créer, a révélé que 57% des patrons avaient menacé de fermer tout ou partie de leurs sociétés plutôt que de laisser leurs salariés s'organiser ; 47% ont menacé de réduire les salaires ; et 34% ont licencié des agitateurs ou supposés tels. «*Les techniques de surveillance et de dissuasion sont devenues très sophistiquées, souligne Kate Bronfenbrenner. Parfois, il suffit d'afficher une carte géographique, pour suggérer où l'entreprise pourrait être délocalisée. Ensuite, le patron convoque les chefs de poste pour expliquer que leur tâche numéro 1 est d'empêcher la formation du syndicat, sinon ils perdront leur emploi.*»

Pour limiter ces mesures d'intimidation, Obama avait promis, durant sa campagne en 2008, de faire voter une loi intitulée Employee Free Choice Act, qui aurait facilité la création des syndicats en entreprise et aggravé les peines pour les employeurs qui s'y opposent. Mais Obama a préféré se battre pour étendre l'assurance maladie et n'a pas voulu ouvrir cet autre front face au patronat. «*Les syndicats n'ont jamais été sa priorité, souligne Kate Bronfenbrenner. Il les a considérés comme acquis. Et maintenant, il va découvrir que leur argent manquera à sa prochaine campagne.*»

Si la législation leur était plus favorable, «*des millions*» de salariés choisiraient de s'organiser, assurent les syndicalistes. «*Entre 30% et 40% des salariés disent vouloir rejoindre un syndicat, alors que le taux de syndicalisation est de moins de 11%*», confirme le professeur Bruno.

Trop loin. Mais les syndicats bénéficient encore d'un fort soutien. Au Wisconsin, des milliers de manifestants ont occupé le Parlement local cet hiver pour protester contre les attaques de la nouvelle majorité conservatrice. Dans l'Ohio, 1,3 million de signatures ont été recueillies contre la loi SB5, qui restreint les conventions collectives dans la fonction publique. Cette loi «antisyn dicats», soumise à referendum en novembre, pourrait bien être annulée : 51% des électeurs de l'Ohio voudraient l'abroger. Les conservateurs sont peut-être allés trop loin, veulent croire les syndicats, qui espèrent un retour de balancier.

Complément de Libération.fr du 01.11

11,9 %

C'est le taux de syndicalisation enregistré aux Etats-Unis en 2010. Il y a trente ans, plus de 20% des salariés américains étaient syndiqués.

«Les syndicats bénéficient encore d'un fort soutien dans le pays. Les attaques qu'ils subissent depuis 2010 réveillent même plutôt leurs sympathisants.» Robert Bruno professeur à l'université de l'Illinois, spécialiste des syndicats.

612 000

C'est le nombre d'adhérents perdus par les syndicats américains en 2010.

L'AFL-CIO

Créée en 1955 suite à la fusion des syndicats AFL et CIO, l'American Federation of Labor and Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO) est la plus importante confédération syndicale aux Etats-Unis, regroupant 56 organisations de branches. L'AFL-CIO comptait 11 millions de membres en 2008. La fonction publique y est très représentée : la première organisation en nombre de syndiqués (1 million) est l'American Federation of State, County and Municipal Employees (AFSCME). Mais l'actuel président de l'AFL-CIO, Richard Trumka, est issu de la puissante Union des mineurs.

Un article de Reuters du 3 novembre

L'exode des banques de la dette souveraine s'accélère. (04.11)

Les banques, en particulier BNP Paribas et ING, ont décidé de se délester de milliards d'euros de dette souveraine de la zone euro, afin de réduire leur exposition aux pays jugés les plus fragiles de la région.

D'autres établissements financiers devraient leur emboîter le pas, échaudés par la crise de la zone euro, encore accentuée par les spéculations sur une sortie de la Grèce de l'euro, ce qui dévaloriserait la dette publique de la République hellénique.

"La valeur de marché de la dette des pays qui sont surveillés de plus près devrait baisser encore avec le désengagement des banques vis-à-vis de la dette souveraine", a observé mercredi Charles Dallara, directeur général de l'Institut de la finance internationale (Ifi).

BNP, le plus gros détenteur privé étranger de dette publique grecque, a annoncé jeudi avoir passé 2,2 milliards d'euros de dépréciations sur la dette souveraine grecque détenue dans ses comptes.

Le gouvernement français a demandé à la banque de ne pas vendre la dette grecque qu'elle détenait, afin de ne pas contribuer à la déstabilisation de la zone euro, rapporte un banquier senior, qui n'a pas voulu être identifié.

La BNP, qui a ramené ainsi ses créances sur l'Etat grec à 40% de leur valeur, a également perdu 362 millions d'euros au troisième trimestre avec la vente de presque 25 milliards d'euros de dette souveraine, soit un quart de son portefeuille. La première banque française a notamment réduit de 8,3 milliards son portefeuille de titres italiens, pour le ramener à 12,2 milliards d'euros.

LA BCE, PLUS GROS ACHETEUR

Reste que ce retrait ne se limite pas aux économies les plus vulnérables à la crise de la dette en zone euro.

Au-delà de la contraction de 2,2 milliards d'euros de son portefeuille de dette espagnole, ramené à 0,5 milliard, BNP a réduit son portefeuille d'un milliard sur la dette française, à 13,8 milliards, et de 1,4 milliard sur la dette allemande, à 2,5 milliards d'euros.

De la même manière, le groupe financier ING a annoncé jeudi avoir réduit ces quatre derniers mois de 5,4 milliards son portefeuille de dette grecque, italienne, irlandaise, portugaise et espagnole. La banque néerlandaise a passé notamment une charge de 467 millions d'euros sur ses créances souveraines grecques.

L'Ifi, qui regroupe les principales institutions financières mondiales, dont la moitié en Europe, a déclaré dans une lettre avant la réunion du G20 à Cannes que cette réduction de la voilure sur la dette souveraine était directement liée aux nouvelles contraintes imposées par les autorités en termes de fonds propres et de liquidités.

Parmi les acquéreurs peuvent figurer des fonds alternatifs, mais la Banque centrale européenne devrait être de loin le plus gros acheteur sur le marché secondaire. BNP a toutefois précisé avoir reclassé sa dette italienne sur le marché et non auprès de la BCE.

Barclays a également annoncé la semaine dernière avoir réduit de 31% son exposition à la dette espagnole, italienne, portugaise, irlandaise et grecque au troisième trimestre à huit milliards d'euros, essentiellement via des cessions.

Commentaire

La BNP en revendant 25 milliards d'euros de dette souveraine a perdu 362 millions d'euros au troisième trimestre, soit un peu plus de 1,4%, mais on ne nous dit pas combien cela lui a rapporté avant de les revendre ! Tout est du même tonneau, ils savent que personne n'ira faire ce genre de calcul.

Sans parler de toutes les magouilles comptables et fiscales qui permettent aux banques de réduire le bénéfice qu'elles déclarent pour payer moins d'impôts ou pas du tout. Sans oublier le fric qui transite par les paradis fiscaux... Elles sont gagnantes sur tous les tableaux, et il y a des crétins qui croient encore qu'elles perdent de l'argent, nos dirigeants sont franchement pitoyables.

Un article du Nouvelle Observateur du 4 novembre

"La Grèce plonge dans le chaos" (05.11)

Pour Stathis Kouvelakis, spécialiste de la Grèce, la situation politique intérieure grecque est hors de contrôle. Interview.

En l'espace d'à peine trois jours, le Premier ministre grec, Georges Papandréou a semé une confusion politique sans égal à force de rebondissements. Quel est l'état d'esprit de la population grecque ?

- La séquence politique, qui s'achève vendredi soir, a plongé le pays dans l'"ingouvernabilité" totale. La Grèce plonge dans le chaos. Cette impression, je la ressens dans les rues d'Athènes : un commerce sur trois est fermé, les quartiers sont sombres, une grande partie du centre-ville est devenue relativement dangereuse.

La volonté, même passagère, de Georges Papandréou, de leur donner l'occasion de s'exprimer par voie de référendum n'a pas apaisé les tensions ?

- Au départ, il y a eu un effet de surprise. L'élément démocratique a été surtout perçu comme une occasion donnée pour exprimer le rejet de la population envers leur gouvernement. Dans la situation actuelle, si le gouvernement avait tenu n'importe quel référendum avec n'importe quelle question, la réponse aurait été "non". Les taux d'approbation de ce gouvernement oscillent entre 5 et 10 % dans les derniers sondages. Les médias étrangers n'ont pas pris la mesure de l'ampleur de ce rejet depuis un an et demi, comme ils n'ont pas pris la mesure de l'état de la révolte et de la sécession.

On l'a vu lors de la fête nationale du 28 octobre, événement tragique passé presque inaperçu en France. Le chef de l'Etat a été éjecté de la tribune de la cérémonie officielle par une foule en colère. Une foule qui a ensuite occupé la tribune et devant laquelle les contingents civils ont défilé en liesse, chantant des slogans de la résistance et de la lutte contre la dictature. Vous imaginez des choses équivalentes en France ? Ce sont des scènes avec une portée symbolique très forte.

C'est ce qui a d'ailleurs poussé Georges Papandréou à organiser un référendum...

- Cet événement a été l'élément déclencheur en effet. Il était déjà soumis à une forte pression après le vote du 20 octobre qui portait sur toute une série de mesures extrêmement dures de réduction de salaires et de hausses d'impôts. Il a joué son va-tout après le 28.

Mais l'éventualité de ce référendum n'aurait pas pu servir de soupape au ras-le-bol des Grecs...

- L'un des buts de Georges Papandréou était en effet d'offrir un moyen d'expression institutionnel, de canaliser le mécontentement quitte à prendre le risque d'un non. Il voulait désamorcer l'aspect le plus explosif et le plus incontrôlable des manifestations de rue.

Est-ce tenable ? Je ne pense pas. Des seuils symboliques de protestation ont été franchis. Ce qu'il faut comprendre c'est que 80 % des Grecs ne savent pas comment ils vont boucler leur budget de novembre. Les taxes ont été multipliées par 10 ! Les élèves n'ont toujours pas de manuels scolaires depuis la rentrée. Cela n'est pas arrivé depuis la libération. Dans les hôpitaux, on demande aux patients d'aller chercher eux-mêmes les pansements et les aspirines dans les pharmacies. La population est complètement à bout. Quelque soit les habiletés politiciennes, ca reste des tempêtes dans un verre d'eau. Il n'y a pas de stabilité, ni de stabilisation possible quand le minimum d'une vie normale est interrompue.

Le Premier ministre donne l'impression de jouer au poker à coups de bluff...

- En fait, la situation est hors de contrôle. L'ensemble de l'Etat major de l'armée a été relevé de ses fonctions, d'une façon tout à fait brusque, le jour même de l'annonce du référendum. Cela indique bien une réaction de panique de l'Etat qui perd le contrôle de la situation. Contrairement à ce qu'on a pu dire, Georges

Papandréou n'avait pas peur d'un coup d'Etat. Les chefs d'Etat major résistaient très vivement aux coupes dans les dépenses militaires. Il a donc amorcé une recomposition de paysage politique.

L'annonce d'un référendum faisait partie de ce début de recomposition ?

- Le calcul de Georges Papandréou avait quelque chose d'ambigüe. Aux abois, il avait besoin de quelque chose pour se redonner une légitimité minimale, quitte à être très offensif dans son geste. Il mettait au pied du mur ses adversaires pour les pousser à assumer les conséquences.

En ce sens, comme il s'en est félicité lui-même, Georges Papandréou a obtenu la clarification qu'il souhaitait de la part de l'opposition de droite, qui a jeté son masque. Il faut rappeler qu'il n'y avait pas de consensus entre les deux grands partis autour des mesures d'austérité décidées au niveau européen. L'opposition de droite avait une position ambigüe car elle n'a voté aucun des paquets d'austérité depuis le début de la crise. Aujourd'hui, elle les accepte. Georges Papandréou a aussi coincé la gauche radicale -qui monte dans les sondages autour de 25 % des voix-, en leur demandant si elle était prête à prendre le risque d'une rupture avec l'Union européenne.

La clarification politique lui a permis de constituer un bloc de consensus, tacite et explicite, plus large et qui lui permet de gagner du temps.

Le plan ne va pas au-delà d'un simple gain de temps ?

- Non. Les journalistes grecs qui ont interrogé les ministres le disent clairement. Il n'y a pas de plan derrière tout ça, si ce n'est de gagner du temps.

A qui profite cette crise dans le jeu politique interne ?

- Toutes les tentatives vont dans le sens d'une recomposition d'un bloc de force qui va assumer de façon ferme et musclée la mise en œuvre des plans d'austérité dictés par l'Union européenne. Ceux qui dans le Pasok remettent en cause l'autorité de Papandréou, le font pour trouver un consensus avec la droite, voire avec l'extrême droite. Cette dernière est vraiment la grande gagnante de cette crise. Le parti d'extrême droite a voté tous les plans d'austérité, il a été le meilleur soutien du gouvernement. Aujourd'hui, il consolide sa position. Il pèse de 6 à 8 % des voix et vont sans doute peser dans les prochaines élections

Il n'y aura pas de majorité absolue dans le prochain Parlement. La droite se maintient tout juste. Le paysage politique sera beaucoup plus éclaté avec 7 ou 8 partis. On va vers une liquéfaction du paysage politique, tout le contraire de ce qu'on a toujours connu.

Si la gauche radicale n'était pas aussi divisée, elle aurait pu constituer une solution de rechange. Avec les écologistes, elle pèse plus que l'opposition de droite.

Que peut-il se passer maintenant ?

- Des nouvelles élections sont inévitables, même si dans un climat pareil, je vois mal comment une campagne peut se dérouler sereinement. Les responsables du Pasok (le parti socialiste au pouvoir) ne peuvent même pas traverser les rues s'ils n'ont pas une escorte policière conséquente.

La classe politique essaye de trouver des formules de transition qui vont permettre le vote par le Parlement actuel de l'accord du 26 octobre. Mais si le Pasok et la Nouvelle démocratie, même sans Georges Papandréou, arrivent à se mettre d'accord là-dessus, le gouffre entre les élus et la population n'apparaîtra que plus clairement et s'accroîtra.

Et les manifestations pourraient reprendre ?

- Ça me paraît inévitable. Il n'y a pas de fatigue qui compte quand on n'a pas de quoi faire ses courses. La colère est énorme et peut prendre une forme aveugle. Il ne faut pas oublier que la population grecque n'est pas docile. C'est un chaudron. Une étape supplémentaire dans son explosion va inévitablement être franchie. Je ne sais pas sous quelle forme, je ne suis pas devin.

Un article du figaro.fr du 7 novembre

Six Français sur dix éprouvent des difficultés à se loger. (08.11)

Le prix reste un frein majeur à la location comme à l'achat, malgré un tassement des prix des acquisitions immobilières.

Premier poste de dépenses des Français, le logement reste d'accès ardu. Selon un sondage Ipsos pour Orpi paru ce lundi, six personnes interrogées sur dix éprouvent des difficultés à se loger. Le prix est toujours l'obstacle majeur en la matière, qu'il s'agisse d'acheter ou de louer. Les ménages consacrent à ce poste de dépense un quart de leur budget, et même un tiers pour les 30-39 ans. Si bien qu'au total, chaque Français a dépensé en moyenne 9800 euros en 2010 pour son habitation, précisait en février dernier le ministère de l'Ecologie.

Les jeunes sont les plus impactés par la hausse du coût de l'immobilier. 71% d'entre eux estiment qu'il est «difficile de trouver un logement en France pour les gens comme eux». Conséquence, les «Tanguy» se multiplient. Un quart des jeunes de 18 à 29 ans sont hébergés à titre gratuit, la plupart du temps chez leurs parents. Dans la moitié des cas, ces hébergés n'ont pas eu le choix: ils ont échoué à prendre leur autonomie, soit parce qu'ils ne sont pas parvenus à quitter le domicile parental, soit parce qu'ils y sont revenus, faute de moyens suffisants pour conserver leur indépendance.

Difficultés d'accès au crédit

Accéder à la propriété reste cependant un objectif pour beaucoup de Français. Mais le prix des biens est là encore un frein majeur, invoqué par 82% des personnes interrogées, contre 83% il y a dix ans. Pour le deuxième trimestre 2011, les Notaires de France constataient globalement un ralentissement de la hausse des prix de l'immobilier, avec une stabilisation en province. Mais la hausse enregistrée ces dernières années n'en a pas moins été difficile à absorber pour les ménages. Sur ce trimestre, le coût d'une maison en province a encore progressé de 4,9% sur un an. Et celui d'un appartement à Paris de 22,5%.

Fait nouveau, les difficultés d'accès au crédit sont par ailleurs désormais citées par 52% des sondés. C'est sept points de plus qu'en mars 2011. Les volumes de crédits immobiliers accordés par les banques ont commencé à se resserrer cet été, sous l'effet de la crise de la dette et des nouvelles normes prudentielles. Les primo-accédants sont les premiers touchés par ce changement de stratégie : 57% d'entre eux déclarent avoir eu des difficultés pour trouver un financement correspondant à leurs besoins. Avec les prix élevés, ces difficultés à accéder au crédit constituent «une double barrière» difficile à franchir.

Un article de Reuters du 3 novembre

Les 18-25 ans touchés de plein fouet par la pauvreté. (09.11)

Les jeunes de 18 à 25 ans sont les plus touchés par la pauvreté, souligne le Secours catholique dans son rapport annuel 2010 rendu public mardi.

Près d'1,5 million de personnes ont bénéficié en 2010 de l'aide de l'association (+2,3% par rapport à 2009), dont 702.000 enfants. Les familles représentent 52,7% des situations.

«Plus de 90% des ménages rencontrés vivent au dessous du seuil de pauvreté (954 euros pour une personne seule, selon l'Insee en 2009)», note le rapport.

Autre constat: pour la première fois, la proportion de personnes ayant un niveau d'étude supérieur (39,8%) est plus importante que celle n'ayant pas dépassé le primaire (36,6%). Cela démontre que *«même le niveau d'étude supérieur ne met pas à l'abri de la pauvreté»*, souligne Bernard Thibaud, secrétaire général du Secours catholique.

Il s'inquiète également de la hausse des demandes d'aide alimentaire (53,3% contre 49,4% en 2009): *«cela confirme qu'après avoir payé les factures incompressibles, de nombreuses personnes n'ont plus de quoi se nourrir»*.

Les 18-25 ans représentent 12% des bénéficiaires, une proportion plus importante que dans la population française (près de 10%), précise le rapport.

Les jeunes plus touchés que les personnes âgées

Ils *«sont aujourd'hui les plus touchés par la pauvreté, bien plus que les personnes âgées»*, assure Bernard Thibaud, estimant que *«près d'un jeune sur cinq»* est concerné. *«Le passage du jeune à l'âge adulte est devenu plus difficile car les trois facteurs qui soutenaient son autonomie (la famille, l'emploi, le logement) sont fragilisés»*, explique-t-il.

«La pauvreté croissante des jeunes est d'abord liée à la pauvreté des familles. Les familles en difficultés gardent tout autant que les autres leurs enfants avec elles tant qu'ils ne sont pas indépendants, mais cette prise en charge pèse lourdement sur le budget quand elles ne perçoivent plus d'allocations familiales pour eux», rappelle-t-il.

Plus d'un tiers de ces jeunes (36,1%) vit dans des «substituts de logement» (hôtel, amis, centre d'hébergement, abris de fortune, caravane...). Peu accèdent à des logement sociaux.

Ils rencontrent *«de vraies difficultés à stabiliser leur vie professionnelle»*, ont peu de ressources (784 euros/mois en moyenne) et des contrats de travail précaires, insiste le Secours catholique qui préconise la création d'une allocation de soutien à l'autonomie des jeunes et l'extension du RSA «activité» (qui vient s'ajouter à un petit salaire) dès 18 ans.

Par ailleurs, 30,5% des 18-25 ans rencontrés sont sans ressource et 40,2% au chômage.

Le Secours catholique distingue les jeunes *«en extrême précarité (17%)»*, souvent des hommes d'Europe de l'Est et d'Afrique subsaharienne sans titre de séjour et des jeunes Français en rupture familiale et à la rue. Mais les jeunes en recherche d'emploi, étudiants ou en formation, sans soutien familial suffisant ni logement stable, sont également nombreux (21%).

L'association recense aussi les jeunes travailleurs (14%), majoritairement des femmes au chômage indemnisé ou en emploi précaire, les jeunes mères bénéficiaires du RSA (22%), qui ne vivent que de transferts sociaux, les jeunes familles étrangères, en habitat très précaires (9%) et les jeunes familles françaises qui basculent dans la pauvreté après un accident de vie (17%).

Un article d'atlantico.fr du 9 novembre

Comment les banques manipulent leurs résultats. (10.11)

Société Générale mardi, Natixis mercredi, Crédit Agricole jeudi : l'heure est à la publication des résultats trimestriels des banques françaises. L'occasion de s'arranger un peu avec la vérité des chiffres...

Les banques françaises publient en ce moment leurs résultats trimestriels, une certaine "opération vérité" se produit sur la dette grecque, dont la valeur est ramenée à son prix de marché. Ainsi BNP Paribas annonce une baisse de 71% de son bénéfice net sur le troisième trimestre, à 541 millions d'euros. Mais le groupe s'empresse aussitôt d'ajouter qu'en faisant abstraction de cet élément exceptionnel, le bénéfice se serait élevé à 1,952 milliards d'euros, en hausse de 2,4% sur le trimestre précédent. Voilà qui semble rassurant.

Mais lorsque l'on regarde les comptes plus en détail, on découvre un élément pour le moins étonnant, une "réévaluation de la dette propre" qui concourt aux résultats à hauteur de 786 millions d'euros. Ce mécanisme est couramment utilisé par les banques américaines et européennes, et il est d'une profonde perversité. Expliquons-en le fonctionnement.

Entourloupe

Si vous voulez emprunter de l'argent, vous allez voir votre banquier. Vous empruntez 100, et vous remboursez au cours du temps 100 + les intérêts : logique. Mais une grande entreprise ou une banque peut s'y prendre autrement : elle émet des obligations. Elle émet 100 d'obligations sur le marché, elle empoche donc 100 en cash, et s'engage à verser un coupon (les intérêts) tous les ans et à rembourser les 100 à l'échéance.

Ces obligations sont cotées sur les marchés financiers (ce sont les "obligations corporates", d'entreprises), tout comme celles des Etats. Mais si les investisseurs doutent de la capacité de la banque à rembourser les obligations qu'elle a émises, leur prix va chuter. Et l'obligation, au lieu de valoir 100, ne vaut plus, mettons, que 60. Et là commence la stupéfiante entourloupe : la banque a donc émis, et empoché, 100. L'obligation ne vaut plus que 60, elle la rachète à ce prix, et réalise donc un bénéfice net de 40. C'est magique !

Mais en réalité ça ne se passe même pas comme cela. Si le prix de sa dette baisse autant, cela signifie que la banque connaît de graves difficultés, et c'est effectivement le cas depuis la crise de 2008. Les bilans sont remplis d'actifs toxiques et de créances douteuses, et c'est tellement vrai que les banques ne se prêtent plus d'argent entre elles (le marché interbancaire est quasiment bloqué) et se refinancent auprès de la BCE. Conséquence, la banque n'a même pas les moyens de sortir 60 en cash pour racheter sa dette. Pas grave, elle fait "comme si" et inscrit 40 en recettes dans son compte de résultat ! Enorme.

Plus tu perds, plus tu gagnes

C'est comme si la Grèce, constatant que sa dette de 350 milliards d'euros ne cote plus que la moitié sur les marchés, décidait d'inscrire 175 milliards de recettes à son budget. Ça ferait rire tout le monde, et c'est pourtant ce que font les banques américaines et européennes depuis la crise de 2008 pour enjoliver leurs résultats, et accessoirement verser des bonus au passage.

Avec ce mécanisme, plus la situation de la banque se détériore, plus elle peut augmenter ses recettes avec de l'argent virtuel. C'est le capitalisme inversé, plus tu perds, plus tu gagnes ! Cette véritable manipulation est bien sûr avalisée par les "normes comptables internationales", et l'on voit une fois de plus comment la collusion entre le big business, les normes étatiques et l'ingénierie financière détruisent le capitalisme de l'intérieur.

Ce procédé devrait être interdit. En réalité, BNP Paribas n'aurait pas dû annoncer un bénéfice de 541 millions d'euros mais une perte de 245 millions d'euros (541 – 786). C'est moins joli bien sûr. Et cela interdit le versement de bonus aux dirigeants. Très embêtant effectivement. Cela veut surtout dire que la situation réelle des banques dans le monde est bien plus grave qu'elles ne le disent.

Un article du point.fr du 11 novembre

Grèce et Italie : le retour des technocrates qui ont contribué à générer la crise. (12.11)

Lucas Papademos a été vice-président de la Banque centrale européenne. Ce gestionnaire sans esbroufe a quitté son bureau tranquille, à l'université de Harvard, où il enseignait l'économie. L'intitulé de son cours ? *"La crise économique mondiale : réponses et défis"*. Les Grecs en premier, les dirigeants de la zone euro derrière, tous espèrent que celui qui a accepté, au terme d'interminables tractations, de devenir Premier ministre de Grèce arrive à Athènes avec, dans sa besace, suffisamment de réponses pour relever le défi d'éviter la faillite à son pays.

En Italie, Mario Monti est fortement pressenti pour succéder à un Silvio Berlusconi totalement démonétisé. Ce discret professeur d'économie politique s'est aussi fait prier. Pragmatique, il disait récemment que la sortie de crise de son pays passait par *"des réformes impopulaires à réaliser en unissant les franges les plus sensées de chaque parti politique"*. Avant d'occuper la fonction de président de la prestigieuse université Bocconi à Milan, Mario Monti a passé dix ans à Bruxelles, en tant que commissaire européen au Marché intérieur puis à la Concurrence. Il s'y est taillé une réputation de rigueur, n'hésitant pas à monter au feu contre les plus grandes multinationales, Microsoft notamment, ou à s'opposer aux gouvernements des États membres qui poussaient leurs entreprises à la fusion en un mécano industriel européen. Ce technocrate un peu terne a quitté Bruxelles avec un surnom, *"Super Mario"*, mais aussi avec un héritage contesté : certaines interdictions de fusions - comme celle des groupes français Schneider et Legrand - ont été rejetées par la justice européenne, obligeant la Commission à réformer en profondeur sa gestion d'une matière aussi sensible que la concurrence. Puis Mario Monti a émargé chez Goldman Sachs, la banque qui a aidé la Grèce à maquiller ses comptes pour rejoindre l'euro.

Rouages

Papademos en Grèce, Monti bientôt en Italie : deux caciques de l'Union européenne appelés à la rescousse... là où l'Union européenne a échoué. Car si l'incendie qui risque de ravager l'Europe en carbonisant les emplois, voire les économies des citoyens, a été allumé par les pyromanes des marchés qui vendent à découvert et spéculent sur la chute d'un pays sans se soucier de l'économie réelle, l'allumette, elle, leur a été fournie par ces mêmes institutions européennes qui, aujourd'hui, crient au feu. C'est en effet la Commission européenne qui a mis en oeuvre, à la demande des États membres, la dérégulation des Bourses et son corollaire, la création de marchés échappant à tout contrôle. La Commission a rédigé des lois et des règlements adoptés collégalement par les commissaires entre 1995 et 2004. Et, à cette époque, le commissaire italien n'était autre que... Mario Monti.

Lucas Papademos était gouverneur de la Banque centrale de Grèce entre 1994 et 2002. À ce poste, il a largement contribué à faire entrer son pays dans la zone euro. Avec des comptes publics maquillés. Une manoeuvre qui avait recueilli un large assentiment en Grèce, tandis que les gouvernements amis, comme la France, préféraient regarder ailleurs. L'arrivée aux commandes de ces deux technocrates désireux de construire des gouvernements d'unité nationale est bien accueillie en Europe. *"Nous avons depuis longtemps mis l'accent sur la nécessité d'un vaste consensus politique pour sortir la Grèce de la crise économique dans laquelle elle est plongée. Nous saluons donc chaleureusement cette annonce"*, ont déclaré, jeudi, José Manuel Barroso, président de la Commission, et Herman Van Rompuy, président du Conseil européen, à l'annonce de la nomination de Lucas Papademos. Une chose au moins est certaine : Mario Monti et Lucas Papademos connaissent bien tous les rouages de la machinerie qu'ils sont censés sauver.

Commentaire : des griffes du diable à celles du démon, pour le meilleur, ils sont bien forcés d'y croire, pour le pire, c'est plus vraisemblable, pour ne pas dire que c'est écrit d'avance.

Un article de lepostt.fr du 11 novembre

Draghi, Papadimos, Monti : le putsch de Goldman Sachs sur l'Europe. (14.11)

Mario Draghi est le nouveau patron de la Banque centrale européenne (BCE). Loukas Papadimos vient d'être désigné comme premier ministre grec. Mario Monti est pressenti comme président du conseil italien. Ce sont trois financiers formés aux Etats-Unis, dont deux anciens responsables de la sulfureuse banque Goldman Sachs. Est-il bien raisonnable de recruter les incendiaires comme pompiers ? Explications.

Mon premier s'appelle Mario Draghi. Il est diplômé d'économie du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il a été chargé des privatisations italiennes de 1993 à 2001. Il est devenu gouverneur de la Banque d'Italie en 2006. De 1993 à 2006, il a siégé dans divers conseils d'administration de banques. De 2002 à 2006 il a été vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs, la sulfureuse banque d'affaires américaine. Il vient d'être nommé président de la Banque centrale européenne (BCE).

Mon second s'appelle Loukas Papadimos. Lui aussi est diplômé du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il a été professeur à l'Université américaine de Columbia avant de devenir conseiller économique de la Banque de réserve fédérale de Boston. De 1994 à 2002, il a été gouverneur de la Banque de Grèce : poste qu'il occupait quand la Grèce s'est « qualifiée » pour l'euro, grâce à des comptes falsifiés par Goldman Sachs. Puis, il a été vice-président de la Banque centrale européenne (BCE). Il vient d'être nommé, sur pression de l'Union européenne et du G20, premier ministre de Grèce avec le soutien des deux partis dominants.

Mon troisième s'appelle Mario Monti. Il est diplômé de l'Université de Yale. Il a étudié le comportement des banques en régime de monopole. Puis il a été durant dix ans commissaire européen, de 1994 à 2004. D'abord « *au marché intérieur et aux droits de douane* » (ou plutôt à leur suppression) puis à la concurrence. Membre de la Trilatérale et du groupe de Bilderberg – selon Wikipédia – il a été nommé conseiller international de Goldman Sachs en 2005. Il vient d'être nommé sénateur à vie et l'Union européenne et le G20 tendent de l'imposer comme président du conseil italien.

Mon tout c'est trois financiers européens (?), trois hommes de la superclasse mondiale, formés dans les universités américaines et étroitement liés à Goldman Sachs.

« *Government Sachs* » : aux commandes de l'Europe ?

La banque Goldman Sachs est surnommée aux Etats-Unis « *government Sachs* » tant elle est influente sur le gouvernement américain. Le secrétaire au Trésor de Clinton, Robert Rubin, qui procéda à la dérégulation financière, venait de Goldman Sachs. Tout comme le secrétaire au Trésor de Bush, Hank Paulson, qui transféra aux Etats les dettes pourries des banques, lors de la crise financière. L'actuel président de Goldman Sachs, Llyod Blankfein, aime à dire qu'il « *fait le métier de dieu* ». En fait, Goldman Sachs est au cœur de la prédation financière et elle est impliquée dans de nombreux scandales financiers : celui des « subprimes », celui de la tromperie de ses clients (à qui elle recommandait d'acheter des produits financiers sur lesquels elle spéculait à la baisse), celui du maquillage des comptes grecs.

Ce sont les hommes de Goldman Sachs qui sont aujourd'hui poussés aux commandes. Par quels moyens ? Et pour quelles fins ? Faire prendre en charge par les peuples les fautes des banques ? Faire sauver l'Amérique par les Européens ?

Dans six mois – et sauf imprévu – les Français vont élire un nouveau président de la République : il serait prudent de leur part de demander aux trois principaux candidats (en l'état, François Hollande, Marine Le Pen et Nicolas Sarkozy) de s'engager à ne pas se faire imposer comme premier ministre un... ancien de chez Goldman Sachs.

(Source : Wikipedia)

Commentaire : ridicule !

Un article de Reuters du 15 novembre

En Grèce, le marché du travail dévasté par la crise. (16.11)

Réduire le salaire minimum est l'une des solutions préconisées par les bailleurs de fond de la Grèce pour améliorer la compétitivité du pays, mais pour George Theonas, rédacteur en chef d'un magazine, ce seuil garanti est un mythe.

Le "SMIC" grec est fixé à 750 euros brut par mois, notait récemment la Commission européenne, alors que des économies comparables comme celle du Portugal ont un salaire minimum de 566 euros.

Mais George Theonas travaille pour 700 euros par mois, 12 heures par jour et sept jours sur sept, depuis que son employeur a modifié son statut de permanent à temporaire.

"Je ne peux pas payer mes factures et je ne peux plus vivre sans l'aide de mes parents", confie ce journaliste de 33 ans. "Je ne cherche pas un nouvel emploi. Il n'y a nulle part où aller. C'est la Grèce", ajoute-t-il.

Theonas fait partie des plus chanceux. Au sein de son entreprise, certains gagnent 300 euros par mois avec un statut de stagiaire pour des tâches normalement dévolues à des employés à durée indéterminée.

Alors que le taux de chômage atteint 18,4%, un record depuis l'entrée de la Grèce dans la zone euro en 2001, les salariés acceptent des réductions salariales par crainte de perdre leur emploi.

Avant de quitter le gouvernement le 9 novembre, le Premier ministre socialiste George Papandréou a fait adopter par le parlement de nouvelles mesures permettant aux entreprises de passer outre aux accords sectoriels fixant des planchers de rémunérations par branches.

Les syndicats, qui ont mobilisé 100.000 personnes dans les rues d'Athènes à la mi-octobre, dénoncent une *"spirale de la mort"*, l'austérité menant à la récession qui à son tour creuse les déficits publics.

"Si l'on continue comme ça, on verra des zombies travailler pour nourrir leur famille avec 500 euros par mois", dénonce Nikos Kioutsoukis, secrétaire général du GSEE, le principal syndicat du secteur privé.

Près d'un actif grec sur quatre travaille au noir, sans couverture sociale. Près de 10% des 3,5 millions de salariés du privé ont accepté des baisses de revenus et près de la moitié des 537.000 nouveaux contrats signés de janvier à septembre derniers sont des contrats à temps partiel, selon les chiffres du gouvernement.

Au cours de la même période, plus de 42.000 contrats à durée indéterminée ont été transformés en contrats à temps partiel ou d'autres formes flexibles, contre 26.000 en 2010.

"Les travailleurs sont indirectement terrorisés", estime Nikos Kioutsoukis. *"Les employeurs leur disent que s'ils ne signent pas, des milliers d'autres attendent de prendre leur place."*

Les adversaires d'une baisse du salaire minimum s'accrochent à leur dernière ligne de défense.

"Nos salaires ne cessent de baisser. Si le salaire minimum est officiellement aboli, il n'y aura plus de respect pour les travailleurs", déclare Afroditi Leoni, une publicitaire de 30 ans qui a vu son salaire baisser à deux reprises et la moitié de ses collègues licenciés depuis 2009.

Les principaux syndicats et les employeurs ont convenu d'une hausse de 1,6% du salaire minimum à compter de juillet pour l'année 2011-2012.

Cette augmentation conduira selon l'UE et le Fonds monétaire international à augmenter le chômage des salariés les plus modestes, car les entreprises, à court de liquidités, gèleront les recrutements.

Mais les syndicats estiment que le gouvernement ferait mieux de s'attaquer à la fraude et l'évasion fiscales, très largement répandues, et de tenter de contraindre les hauts revenus à apporter leur contribution à l'assainissement des finances publiques.

Certains économistes s'interrogent également sur l'intérêt de se focaliser sur le salaire minimum quand seulement un cinquième de l'économie grecque est tournée vers les exportations, ce qui signifie que le bénéfice d'un coût du travail plus faible serait limité.

"Le problème est que la Grèce est une économie très fermée", déclare Gilles Moec, économiste à la Deutsche Bank, soulignant que les pays où la stratégie de réduction salariale du FMI a fonctionné, comme la Lettonie, sont des pays beaucoup plus ouverts aux échanges.

Certains secteurs comme le BTP ou le tourisme, qui emploie à lui seul un Grec sur cinq, sont déjà trop flexibles avec beaucoup de travail illégal et d'emplois partiels, notent les analystes.

Ils estiment qu'il vaudrait mieux, pour l'économie, contraindre salariés et employeurs à renoncer au travail au noir, ce qui augmenterait les cotisations sociales et renflouerait les caisses de l'Etat.

Un article de Slateafrique du 14 novembre

Tchad - Les syndicats remportent la bataille des salaires. (16.11)

Il aura fallu trois semaines de grève pour que les syndicats tchadiens Union des syndicats du Tchad (UST) et Confédération libre des travailleurs tchadiens (CLTT) obtiennent gain de cause. Après d'âpres négociations avec le gouvernement, un accord a été trouvé sur l'augmentation des salaires qui devraient subir une hausse de 20 à 40% jusqu'en 2014. Le 12 novembre, a été signé un décret présidentiel portant sur cet accord, apprend-on sur RFI.

Président de l'UST, Barka Michel n'a pas caché sa satisfaction:

«En République du Tchad, avant les salaires étaient autour de 30.000 francs CFA [45 euros], et parfois même moins. Mais avec cette nouvelle grille, le type qui est au niveau du Smic est autour de 70.00 francs CFA [106 euros]. Et en remontant vers les catégories les plus importantes —en diplôme, je veux dire— les avantages sont significatifs. Nous n'avons plus de raison de maintenir les travailleurs à la maison, et nous avons lancé cet après-midi un appel à tous les travailleurs, de reprendre le travail demain dès 7 heures.»

Au départ, les deux syndicats exigeaient une hausse de salaire de 100% pour les travailleurs du secteur public et du secteur privé. Les deux organismes souhaitaient également que l'Etat subventionne les biens de consommation de première nécessité. L'UST voulait, quant à elle, que le gouvernement mette fin au clanisme et au népotisme. Les négociations ont été compliquées, chaque partie n'étant pas prête à céder.

Début novembre, le Premier ministre tchadien Emmanuel Nadingar estimait que le pouvoir avait fait preuve d'ouverture, rapporte Tchad Online:

«Mon gouvernement est en dialogue permanent avec tous les syndicats, les étudiants, les ex-travailleurs de TCC (Tchad- Cameroun Constructors, une société sous-traitante d'Esso qui a cessé ses activités depuis plusieurs années, NDLR) et les retraités».

Et d'ajouter:

«Nous avons pris les mesures nécessaires pour répondre aux revendications des travailleurs, dans la limite des possibilités du Trésor public. Les autres mesures à prendre dépendront de ce qui sera prévu dans le projet de loi de finances 2012».

La proposition émise par le gouvernement d'augmenter les salaires de 20% à 40% a d'abord été rejetée. Finalement, les syndicats l'ont acceptée, le chef de l'Etat s'engageant à inscrire les augmentations à venir dans un décret. Satisfaits du nouvel accord, ils ont appelé à la reprise du travail.

Un article du figaro.fr du 16 novembre

Les taxes foncières ne cessent d'augmenter depuis 5 ans(17.11)

Elles ont bondi de près de 22% en moyenne en cinq ans, entre 2005 et 2010. C'est à Paris que la progression a été la plus forte (+72%).

Les propriétaires immobiliers en ont fait récemment l'amer constat : les taxes foncières ne cessent d'augmenter. Elles ont même bondi de près de 22% en moyenne en cinq ans, entre 2005 et 2010 selon l'ObservatoireUNPI des taxes foncières. Soit quasiment trois fois plus vite que l'inflation (hausse de 8% des prix à la consommation entre 2005 et 2010). C'est à Paris que la progression a été la plus forte (+71,97%) entre 2005 et 2010. Parmi les grandes villes, Rennes (+34,94%) et Saint-Denis (+30,93%) sont les seules où la hausse a dépassé la barre des 30%. Les plus faibles augmentations ont eu lieu à Fort-de-France (+11,13%), Nîmes (+11,41%), Angers (+13,69%), Orléans (+13,91%) et Bordeaux (+14,44%). *«Il doit être mis fin à cette hausse excessive de la taxe foncière, qui fait peser sur les propriétaires une pression fiscale de plus en plus forte et déconnectée de leurs facultés réelles de contribution »*, dénonce Jean Perrin, président de l'Union nationale de la propriété immobilière (Unpi), qui souligne la *«faible »* progression des loyers dans le même temps.

Le montant de la taxe foncière sur les propriétés bâties est calculé sur la base de la valeur locative du bien (inférieures à sa valeur sur le marché) sur laquelle sont perçues des parts régionale, départementale et municipale ainsi que, lorsqu'elles existent, des parts pour les communautés de communes et d'agglomération. Or, les cotisations régionales et départementales de la taxe foncière ont flambé de 28,83% entre 2005 et 2010 et celles du bloc communal de près de 19%. En 2010, la cotisation totale de la taxe foncière s'est élevée à 33,42 % de la base d'imposition en moyenne.

Principal impôt pour le financement des communes

«La hausse démesurée de la taxe foncière risque de se prolonger dans le temps compte tenu des transferts de compétence de l'Etat aux collectivités territoriales et des réformes de la fiscalité locale, telles que la suppression de la taxe professionnelle ou encore la réforme des sources de financement des collectivités territoriales», estime Jean Perrin. Dans bien des cas, la taxe foncière devient le principal impôt pour le financement des communes et les départements.

En 2010, la cotisation totale de la taxe foncière s'est élevée à 33,42 % de la base d'imposition en moyenne. Mais avec de fortes disparités entre les communes. Celles qui ont le taux d'imposition le plus fort sont Mizoen (Isère, 86,03%) et Fontanès-de-Sault (Aude, 85,67%). A l'opposé c'est une commune riche comme Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine) qui a le taux le plus faible (9,03%) devant Thivernal-Grignon (Yvelines, 9,45%) et Quasquara (Corse-du-Sud, 9,85%). Parmi les 50 communes françaises les plus peuplées c'est Grenoble qui détient le taux le plus élevé (52,03%) devant Caen (50,88%), Nîmes (50,21%), Montpellier (50,11%) et Amiens (49,68%).

Une note qui risque de s'alourdir

A l'opposé c'est Courbevoie (Hauts-de-Seine), grâce aux sièges sociaux des grandes entreprises situées dans les tours de La Défense, qui a le taux le plus faible (11,04%) devant Paris (12,88%). Lyon et Marseille ont des taux respectifs de 25,38% et 37,65%. La révision des valeurs cadastrales prévue pour 2014 (inchangées depuis 1970) risque donc d'alourdir la note. Dans ce contexte, l'UNPI estime *«que l'augmentation des taux par les collectivités devrait être strictement encadrée»*. Elle *«souhaiterait remettre en question la possibilité même d'augmenter les taux d'imposition de taxe foncière»*, avance Jean Perrin. Cependant, Les propriétaires, qui réclament depuis des années un encadrement strict de la capacité des élus à augmenter les taxes, ne seront pas déçus. Dans le cadre du débat sur le budget 2012, les députés ont voté un amendement visant à revaloriser les bases de la taxe de 1,8 %.

Un article de liberation.fr du 16 novembre

Engagement politique : le miracle Internet n'a pas eu lieu... (17.11)

Le Web est désormais le troisième média par lequel les Français s'informent sur la politique, mais il ne suffit pas à redynamiser la démocratie.

Ceux qui avaient parié, déjà en 2007, qu'Internet révolutionnerait la politique en sont aujourd'hui pour leurs frais. Au vu du dernier baromètre "Enjeux numériques" Ipsos-Logica réalisé pour Microsoft, il semble qu'il n'en soit rien, même s'il convient de rester prudent tant les choses peuvent évoluer vite dans ce domaine. Si Internet est désormais bien installé comme source d'information de référence, il n'a pas foncièrement bouleversé la donne. La télévision reste le média que les Français utilisent en priorité pour se tenir au courant de l'actualité politique (71 %), suivie de la radio (56 %). Le Web arrive toutefois en troisième position (33 %), et cela, devant la presse écrite (23 %). À l'échelle hebdomadaire, toutefois, Internet reste au coude-à-coude avec la presse papier puisque 51 % des Français disent utiliser la presse papier au moins une fois par semaine pour se tenir au courant de l'actualité politique, contre 49 % pour Internet.

Pour autant, sans diaboliser l'impact d'Internet sur la vie publique, une grande majorité de Français restent méfiants sur la véracité des informations qui circulent sur la Toile. 87 % d'entre eux estiment ainsi qu'Internet facilite les rumeurs, et 72 % qu'il est difficile d'identifier les sources des données qui y sont diffusées. C'est sans doute la raison pour laquelle ils se tournent en priorité vers les grands portails d'information - comme Yahoo!, Google, MSN, etc. - (51 %) et vers les sites des médias traditionnels identifiés (46 %) dont la marque les rassure. Coup dur pour les sites d'information "pure players" - média présent exclusivement sur Internet -, ils se classent (11 %) derrière les réseaux sociaux tels que Facebook ou Twitter (17 %). L'écart est plus fort encore auprès des moins de 35 ans, qui utilisent nettement plus ces réseaux (34 % contre 12 % pour les "pure players"). Loin derrière, on trouve les blogs de personnalités politiques et de... journalistes, que seuls 4 % des sondés déclarent consulter pour s'informer.

Réticences

Sur le plan participatif, la révolution Internet ne semble pas non plus avoir eu lieu. Car bien qu'une majorité de Français soient parfaitement conscients de l'espace d'expression que constitue la Toile, ils restent assez largement réticents à faire part de leur conviction politique. Ils ne sont que 14 % à déclarer avoir l'intention, pendant la campagne présidentielle, de discuter sur des chats, des forums ou via des commentaires postés sur des articles et seulement 11 % à envisager publier des liens sur Facebook ou Twitter vers du contenu politique. Quant à s'engager, rares sont ceux qui envisagent de faire la promotion d'un des candidats sur le Web (6 %) et même de simplement donner leur courriel à un parti politique (8 %). Internet ne suffira pas à enrayer la (relative) désaffection des Français vis-à-vis de la politique.

Un article du figaro.fr du 18 novembre

Espagne: les victimes de la crise tombent dans l'exclusion. (19.11)

Gran Via, samedi après-midi: des milliers de Madrilènes débordent des trottoirs pour dévaliser les boutiques du centre. Plaza Santa Ana: les clients se disputent les tables pour y prendre un verre et quelques tapas... Selon un récent sondage, 68% des Espagnols disent être heureux malgré la dépression économique. La crise espagnole est une drôle de crise. Cinq millions de chômeurs, une croissance en berne et une dette au bord des niveaux d'alerte, mais la fiesta continue. En apparence, en tout cas.

Les coûts de la crise, de fait, sont inégalement répartis. D'un côté, ceux qui conservent leur travail. Éventuellement inquiets de la conjoncture, leur situation objective n'a guère évolué depuis le début de la crise, il y a trois ans. De l'autre, ces 21,5 % de sans-emploi, dont le nombre ne cesse d'augmenter. Mal défendus, oubliés des syndicats, leur souffrance est silencieuse. Au fur et à mesure de l'épuisement des prestations sociales, les premières victimes de la crise, pourtant, s'enfoncent doucement dans l'exclusion.

Repli sur la famille

Alejandro vit sous la menace d'une expulsion. Lui, son frère et sa mère, qu'il a embarqués sans le vouloir dans sa galère. Âgé de 28 ans, il s'était proposé pour aider un collègue à obtenir un prêt immobilier. Il a signé, sa mère aussi, et ils se sont portés garants. Avant la crise, Alejandro avait un travail d'électricien, il pensait que seul son salaire était menacé, si d'aventure son ami oubliait de payer une traite. Quand le collègue est parti sans laisser d'adresse, la banque a demandé son dû: 168.000 euros de dette. «*Exigible immédiatement*», précise la lettre de l'huissier. Désormais sans emploi, Alejandro touche 340 euros d'indemnité chômage. Son frère ne travaille pas non plus. Seule sa mère touche encore un salaire: 1200 euros. La banque menace de saisir l'appartement de la famille, un trois pièces de 45 m² à Carabanchel, un quartier populaire du sud de Madrid. «*Un desahucio*», une expulsion de plus. En 2010, 100.000 familles espagnoles ont été délogées, quatre fois plus qu'en 2007 !

Caritas, l'équivalent du Secours catholique, publie depuis trois ans les résultats de son Observatoire de la réalité sociale. Les chiffres sont chaque année plus inquiétants que l'année précédente. Juan José Lopez, du service d'études de l'ONG, explique que le nombre de personnes accueillies par Caritas a plus que doublé depuis 2007: 950.000 personnes ont frappé à la porte de l'association en 2010, contre 400.000 trois ans auparavant. «*La situation empire et devient chronique*»

Si la menace est exécutée, Alejandro envisage plusieurs options. «*Moi je peux camper, mais ma mère à 60 ans. On cherchera un parent qui puisse l'héberger.*» Les familles sont la principale bouée de sauvetage des Espagnols en détresse. «*Lorsqu'on demande aux personnes qui viennent nous voir quelles sont leur stratégie pour sortir de la crise, la première réponse est la famille, précise Juan José Lopez. Vient ensuite le marché noir.*» Selon une étude des Caisses d'épargne, l'économie informelle représenterait 24 % du PIB espagnol.

Alejandro ne baisse pas les bras. La Plataforma de afectados por la hipoteca l'aide dans les démarches légales. Lui compte aller plus loin. «*S'il le faut, je ferai une grève de la faim devant le Palais de la Moncloa !*», la résidence du président du gouvernement.

Esperanza, elle, a déjà connu l'expérience d'une expulsion. À 75 ans, après une vie passée entre les îles Canaries, la France, la province d'Avila et Madrid, elle vivait chez elle, à la campagne, il y a encore un an. Chichement, certes, mais elle avait des projets. Elle pensait ouvrir un centre de thérapies alternatives. À présent, elle dort à l'hôtel Madrid, un squat en plein centre de la capitale.

Cette doyenne des squatteurs essuie quelques miettes pour que sa petite chambre soit parfaitement propre. Victime, dit-elle, d'une escroquerie et de l'avarice de ses voisins, elle n'aime pas qu'on lui parle de la crise. «*Quelle crise ? Tout cela est fait pour que les riches soient toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres. Ils veulent nous faire revenir au Moyen-Âge !*»

Le squat des «indignés»

Esperanza touche le minimum vieillesse. Elle tend son relevé de banque: 347,60 euros par mois. Du moins les mois où l'administration ne lui réclame pas un nouveau justificatif. Avant, son frère complétait en lui versant 300 euros. Mais il a suffi d'une dispute pour qu'elle bascule dans la misère. L'an dernier, elle a connu la rue pour la première fois. L'aéroport de Barajas, plus exactement, où plusieurs nuits elle a tenté de dormir.

Son toit, elle le doit à un groupe d'indignados, ces manifestants qui bousculent les élites espagnoles depuis le printemps dernier. Au terme d'une manifestation, le 15 octobre, une cinquantaine d'entre eux décida de s'emparer d'un hôtel abandonné depuis des lustres. Depuis un mois, ils le retapent, le transforment en centre social et y accueillent les laissés-pour-compte de la crise espagnole.

Parfaitement intégrée parmi les indignées, «la senora Esperanza», comme ils l'appellent, compte voter demain contre la droite, dont le probable retour aux affaires l'inquiète profondément. Mais son combat est tout autre. «*On continuera à se battre, dit Esperanza, jusqu'à ce que plus personne ne dorme dans la rue.*»

Un article du point.fr du 18 novembre

La zone euro au bord de la dislocation. (19.11)

La contagion s'étend à la France alors que le FESF n'est toujours pas opérationnel et que l'Allemagne bloque l'intervention de la BCE. L'ensemble de la zone euro suscite la défiance des investisseurs.

L'ensemble de la zone euro suscite la défiance des investisseurs. © Mario Fourmy / Sipa

Va-t-on vers un éclatement de la zone euro ? L'hypothèse commence à être sérieusement envisagée par les politiques, tant la défiance des marchés envers les dettes publiques en Europe s'étend.

La contagion atteint désormais presque tous les États membres, excepté l'Allemagne. C'est en tout cas ce qu'indique le "spread", véritable thermomètre de la fièvre européenne. Cet indicateur, qui mesure l'écart entre le taux d'intérêt demandé par les investisseurs pour financer la dette allemande - la référence en zone euro - et les autres États, ne cesse d'augmenter. Désormais, le phénomène touche non seulement les pays sous perfusion de l'UE et du FMI - la Grèce, le Portugal, l'Irlande - et les pays fragiles (Italie, l'Espagne) mais aussi, dans une moindre mesure, des pays notés AAA comme les Pays-Bas, la Finlande et l'Autriche !

La France dégradée par rapport à l'Allemagne

Malgré son appartenance à ce club très fermé, la France n'est donc plus à l'abri. Le taux d'intérêt auquel s'échange la dette hexagonale s'écarte dangereusement de celui de l'Allemagne. Jeudi, le "spread" entre les deux pays a atteint 200 points de base, comme on dit dans le jargon financier, soit 2 %. Un record historique. Pour beaucoup d'observateurs, cela signifie que les marchés ont déjà intégré une dégradation de la note souveraine de la France...

Un catastrophisme qu'il convient toutefois de relativiser. Car si le spread franco-allemand augmente, c'est aussi parce que la dette allemande fait figure de valeur refuge en Europe. Résultat, elle s'échange à un taux d'intérêt historiquement faible, inférieur à 2 %. Et si les taux réclamés à Berlin pour financer sa dette baissent, cela fait mécaniquement augmenter le "spread" par rapport aux autres pays... C'est d'ailleurs l'argument qu'a utilisé jeudi François Baroin pour rassurer sur la situation de la France : le ministre de l'Économie a jugé *"important de ne pas confondre l'écart de taux, le fameux spread dont nous observons l'évolution, avec le niveau de taux (...) qui est déterminant pour la charge de la dette"*.

Prophétie autoréalisatrice

Un peu plus tôt dans la journée, l'Agence France Trésor, qui gère la dette française, avait pu se rendre compte de ce niveau lors de l'émission de 8 milliards d'euros de dette. Si elle n'a pas eu de problème de demande pour la dette française, elle a dû consentir des taux d'intérêt en hausse par rapport aux derniers placements de dette de même durée.

Rien de catastrophique pour l'instant : les investisseurs s'échangent la dette hexagonale à 10 ans à un taux tournant autour de 3,50 %, contre près de 7 % pour l'Italie et l'Espagne.

Il n'empêche, la contagion s'étend dangereusement, au point de menacer les piliers du fonds de soutien de la zone euro (FESF) censé protégé les pays en difficulté. Les marchés ne semblent plus croire à l'avenir de la zone euro ; ils parient même de plus en plus sur sa dislocation. Une prophétie, sans doute irrationnelle, mais auto-réalisatrice...

Car les dirigeants de la zone euro ne font rien - ou pas grand-chose - pour les rassurer. Les plans de rigueur mis en place ont contribué à déprimer l'activité économique, sans avoir tous les effets escomptés sur la réduction des déficits. Résultat, la croissance dévisse : en 2012, elle devrait péniblement atteindre 0,5 % du PIB selon les dernières prévisions de la Commission européenne.

Et le FESF n'est toujours pas opérationnel. Sa puissance de feu reste limitée à 250 milliards d'euros (une fois déduits les engagements déjà pris) contre les 1 000 milliards annoncés lors de l'accord européen du 27 octobre. Les solutions techniques envisagées pour augmenter sa puissance financière sans que les États ne

remettent la main à la poche restent, pour l'instant, dans l'impasse. Rien de concret ne devrait être finalisé avant janvier malgré les belles promesses européennes et les intenses tractations au G20...

Le rôle de la BCE au centre du jeu

Pour résoudre ce problème, la France fait à nouveau le forcing auprès de l'Allemagne pour obtenir l'aide de la Banque centrale européenne (BCE). Aux yeux de beaucoup d'économistes, c'est la seule institution capable de mettre un terme à la crise, à condition qu'elle s'engage à devenir un prêteur en dernier ressort des États. Autrement dit, il faudrait qu'elle s'engage enfin à racheter la dette des pays en difficulté autant que de besoin. Sauf que l'Allemagne ne veut pas en entendre parler ! "*Si les politiciens pensent que la BCE peut résoudre la crise de l'euro, alors ils se trompent*", a sèchement rappelé hier la chancelière Allemande, Angela Merkel. L'Italien Mario Draghi, le nouveau président de la BCE, est pour l'instant sur la même ligne, au nom de l'indépendance de son institution.

Tous deux craignent d'encourager le laxisme budgétaire en cas d'intervention massive de l'autorité monétaire. D'autant que la BCE n'est pas restée inactive depuis le début de la crise. Depuis mai 2010, elle a racheté 187 milliards d'euros de dette pour éviter une flambée trop forte des taux d'intérêt. Contrairement à la banque centrale américaine, les traités lui interdisent d'aller plus loin, notamment en achetant directement la dette des États lors de leur émission. Une contrainte que la France aimerait voir contournée pour bénéficier du pouvoir de l'institution de créer de la monnaie sans limite.

En attendant, ce débat sans fin alimente la défiance et rapproche chaque jour un peu plus la zone euro de l'abîme.

Un article du Monde du 21 novembre

La longue grève des mineurs papous perturbe les cours du cuivre et de l'or. (22.11)

C'est une grève lointaine qui paralyse depuis des semaines les activités d'une gigantesque mine d'or et de cuivre située au pied d'une montagne reculée, dans l'extrême orient de l'Indonésie. Une province peuplée en majorité par des tribus de l'ethnie papoue. Mais pour lointaine qu'elle soit, cette grève observée par plus d'un tiers des 23 000 mineurs est en train de faire flamber les cours sur les marchés mondiaux : possédée à 90,6 % par le géant américain Freeport McMoRan – le reste étant détenu par l'Etat indonésien –, cette mine recèle l'une des plus grandes quantités mondiale de cuivre et d'or.

Les mineurs protestent contre des salaires insuffisants compte tenu de leurs conditions de travail, des dangers qu'ils prennent et du coût de la vie dans cette province reculée de Papouasie, située à plus de 4 000 kilomètres à l'est de la capitale, Djakarta. Cela fait plusieurs semaines que la colère gronde dans la zone, où plus de 8 000 mineurs, en majorité papous, bloquent les routes d'accès, empêchant les non grévistes d'accéder au chantier. Le conflit est entré dans son troisième mois, le 16 novembre, sans aucun signe de règlement à l'horizon. Les appels du président indonésien, Susilo Bambang Yudhoyono, à une "résolution appropriée" de la querelle sont restés sans réponses.

La province où est située la mine englobe la partie occidentale d'une très grande île dont les régions orientales forment l'Etat de Papouasie Nouvelle Guinée, indépendant depuis 1975, après une longue tutelle australienne et allemande. Appelée province de "Papua" en indonésien, l'ouest de cette même île fut hollandaise avant d'être rattachée formellement à l'Indonésie en 1969.

Depuis, cette région est des plus instables : un conflit largement ignoré du monde extérieur perdure entre des séparatistes papous et l'armée indonésienne, restée toute puissante dans cette province placée sous quasi contrôle militaire. Et interdite aux journalistes occidentaux. Les soldats indonésiens sont perpétuellement accusés de graves atteintes aux droits de l'homme contre la population indigène. Des milliers de manifestants ont encore défilé, le 14 novembre, dans la capitale provinciale, Jayapura, pour réclamer l'indépendance.

Les mineurs de la mine Glasberg, qui sont payés l'équivalent de 1,50 dollar de l'heure, exigeaient, au début du mouvement, une augmentation vingt fois supérieure à leurs actuels émoluments, soit 30 dollars. Ils ont ensuite revu à la baisse leurs demandes, proposant 4 dollars. En face, les Américains ont suggéré une augmentation de 35% par rapport au tarif actuel de 1,50 dollar, c'est-à-dire 53 cents de plus... Les grévistes ont refusé. Depuis, c'est l'impasse.

L'affaire coûte fort cher à Freeport McMoRan et à l'Indonésie. L'entreprise américaine, qui avait affiché des profits de 5 milliards de dollars tirés de l'exploitation de la mine en 2010, a annoncé des pertes se chiffrant à 19 millions de dollars par jour depuis le début de la grève. Le gouvernement de Djakarta a recueilli, grâce aux revenus de la mine, 1,4 milliard de dollars en impôts et royalties durant le premier semestre 2011, selon le quotidien *The Jakarta Globe*. On imagine le manque à gagner pour Djakarta.

Freeport a beau affirmer qu'une partie de ces revenus collectés par l'Etat sont reversés à la province et comptent pour 68% du budget de cette dernière, tel n'est pas l'avis des grévistes. Selon certains d'entre eux, rencontrés par un correspondant local de l'AFP, "les écoles publiques et les centres de soins sont en nombre insuffisants et trop éloignés les uns des autres". En outre, les Papous affirment toucher encore moins que leurs collègues d'Afrique et d'Amérique latine. "Durant toutes ces années, je n'ai jamais reçu ni promotion, ni augmentation", a confié Nus Magay, un mineur. "Et pourtant, a-t-il tonné, je travaille pour une compagnie minière de classe internationale !"

Commentaire.

Même au fin fond de la jungle indonésienne les valeureux Papous mènent le combat de classe, voilà de quoi maintenir au beau fixe le moral de tous les militants ouvriers ! Les "indignés" feraient bien d'en prendre de la graine !

Un article de 20minutes.fr du 23 novembre

Un tiers des Français consomment moins pour faire des économies, selon le Credoc. (24.11)

«*Un tiers des Français déclarent consommer moins pour faire des économies*» en réaction à la crise, selon une étude du Crédoc qui prévoit un nouveau recul du pouvoir d'achat en 2012, les incitant à développer d'autres modes de consommation comme l'achat d'occasion ou la location.

En 2012, le pouvoir d'achat par ménage va reculer de 0,3% en moyenne, principalement en raison d'une baisse généralisée des revenus après impôts, prévoit le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie, dans ses Cahiers de la Consommation.

Les dépenses devaient progresser de 2,4% en 2012 (essentiellement tirées par la hausse des prix), et ce sont surtout les dépenses pré-engagées (logement, téléphone, cantine, assurance) qui vont porter cette croissance. Ces dépenses pré-engagées représentaient 27% du budget des ménages en 1980 et près de 34% en 2012.

Le consommateur va donc de nouveau voir se réduire la part arbitrale de ses dépenses, ce qui va le contraindre à faire des choix.

L'habillement, l'automobile, l'équipement du foyer, l'hygiène-beauté et l'alimentation, devraient être les secteurs les plus touchés, selon le Crédoc. Les dépenses de loisirs devraient sortir gagnantes.

L'interrogation de consommateurs montre qu'un tiers d'entre eux «déclarent consommer moins pour faire des économies».

«*C'est le modèle même d'hyperconsommation qui pourrait finalement être remis en cause*», estime le Crédoc. Ce phénomène, renforcé par la crise, se traduira par une recherche accrue de sens et de valeurs dans la consommation. Il s'agira sans doute d'acheter plus utile, parfois moins mais surtout mieux, en privilégiant par exemple les produits locaux et écologiques et en développant de nouveaux modes de consommation comme l'achat d'occasion ou la location qui sont davantage centrés sur les services rendus par le produit et moins sur la possession de l'objet lui-même, écrit le Credoc.

Commentaire : un tiers ou un quart ou 50% ? Quand tu as des besoins et que tu manques de fric pour les satisfaire, tu n'en as rien à foutre des "*produits locaux et écologiques*", tu vas au moins cher et à ce qui te fera le meilleur usage, point barre. Apparemment ceux qui ont réalisé cette étude sont des nantis

Un article du point.fr du 25 novembre

"Un écroulement de l'Italie marquerait la fin de l'euro". (26.11)

Mario Monti a rapporté des propos inquiétants de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, tenus jeudi à Strasbourg.

Le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel ont dit jeudi à Strasbourg au chef du gouvernement italien Mario Monti qu'un *"écroulement de l'Italie amènerait inévitablement à la fin de l'euro"*, a indiqué vendredi le gouvernement italien. Le président français et la chancelière allemande ont *"réaffirmé leur soutien à l'Italie, se disant conscients qu'un écroulement de l'Italie amènerait inévitablement la fin de l'euro, provoquant un arrêt du processus d'intégration européenne aux conséquences imprévisibles"*, selon un communiqué de la présidence du Conseil italien publié à l'issue d'un conseil des ministres.

Lors du mini-sommet qui a réuni jeudi les trois dirigeants à Strasbourg (est de la France), Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont par ailleurs exprimé leur *"confiance"* en Mario Monti et leur *"conviction de l'engagement"* de l'Italie *"dans l'effort commun destiné à trouver des solutions à la grave crise financière et économique de la zone euro"*, a ajouté le gouvernement italien.

De son côté, Mario Monti a confirmé l'objectif de l'Italie d'atteindre l'équilibre budgétaire en 2013, comme il l'a indiqué jeudi à la presse, et a assuré que Rome adopterait *"rapidement"* des mesures pour relancer une croissance en panne. Le conseil des ministres a d'ailleurs déjà *"entamé la discussion pour identifier le parcours à entreprendre, le plus rapidement possible, en vue de définir l'enveloppe de mesures à adopter"*, a encore indiqué le gouvernement.

L'Italie a payé cher vendredi l'enlisement de la crise dans la zone euro avec des taux d'emprunt qui ont bondi à des niveaux records lors d'une émission de dette, au lendemain du mini-sommet de Strasbourg qui a déçu les marchés, Angela Merkel n'ayant rien cédé sur la question d'une implication plus large de la Banque centrale européenne (BCE) pour tenter de juguler la crise.

Un article du Réseau Voltaire du 26 novembre

Italie : Gouvernement garanti par Goldman Sachs. (27.11)

Mario Monti, Commissaire européen (1995-99), président de la section Europe de la Commission Trilatérale, Membre du Bureau exécutif du Groupe de Bilderberg, a été nommé Premier ministre italien et s'est désigné lui-même ministre de l'Economie.

Goldman Sachs, qui tire sa puissance et ses profits de la confusion entre les intérêts publics et les intérêts privés, accroît encore son influence avec la nomination d'un de ses cadres, Mario Monti, comme Premier Ministre de l'Italie.

Quand le gouvernement Monti sera lancé, ministres et sous-secrétaires trinqueront. Pas au champagne cependant, mais avec du Coca-Cola. Mario Monti est en effet membre de l'International Advisory Board de la multinationale étasunienne, c'est-à-dire du comité des experts qui la conseille sur comment accroître les colossaux profits déjà réalisés grâce à sa position dominante dans le marché mondial des boissons et de l'eau en bouteille. Et pourtant, quand il était commissaire européen à la concurrence, Mario Monti poursuivit Coca-Cola pour abus de position dominante. Le contentieux se termina avec un accord en 2004, mais la multinationale resta en excellents termes avec Monti, si bien que deux ans plus tard elle l'embaucha comme consultant.

À New York, la naissance du gouvernement Monti sera fêtée avec un très coûteux champagne, surtout chez Goldman Sachs, une des plus importantes banques d'investissement du monde, dont Mario Monti est international advisor, c'est-à-dire consultant. Ce groupe bancaire est spécialisé dans les produits financiers dérivés, outils dont la valeur est fondée sur celle d'autres biens, parmi lesquels les matières premières agricoles ; mécanismes spéculatifs qui d'une part ont permis de réaliser d'énormes profits, et de l'autre ont provoqué l'augmentation des prix internationaux des céréales, réduisant à la famine plus d'un milliard de personnes.

Goldman Sachs a été aussi un des principaux auteurs de l'arnaque internationale des crédits subprime, concédés aux USA à des personnes économiquement peu fiables. Ils ont été transformés en obligations à haut risque, elles-mêmes mélangées à des titres fiables en paquets, définis comme « *saucisses financières* ». Garanties par les plus importantes agences de notation (Moody's, Standard & Poors et Fitch), les « *saucisses* » empoisonnées ont été acquises par des fonds de pension et par d'autres investisseurs institutionnels, se diffusant ainsi chez les petits épargnants du monde entier. L'explosion de la bulle spéculative, en 2008, a provoqué, à échelle mondiale, des faillites, restrictions du crédit, chutes d'investissements productifs, et ultérieurement restructurations pour réduire le coût du travail et, donc, une augmentation du chômage et de la pauvreté. De tout cela sont aussi remerciés les consultants de Goldman Sachs (parmi lesquels Monti), qui a spéculé jusque sur les interventions massives, faites par les gouvernements avec de l'argent public, pour le « *sauvetage* » des grandes banques qui avaient provoqué la crise. Quand la SEC, l'institution gouvernementale étasunienne de contrôle des marchés financiers, a accusé Goldman Sachs de délit de fraude, l'oiseau s'était envolé.

Après avoir contribué à provoquer la crise financière, qui depuis les États-Unis a aussi investi l'Europe, Goldman Sachs a spéculé sur la crise européenne. Il y a trois mois, le 16 août, elle a envoyé à ses plus importants clients un rapport réservé de 54 pages, en les avertissant de l'aggravation imminente de la crise dans la zone euro et en leur donnant des instructions précises sur comment faire de l'argent avec la crise. Il s'agit de la même technique que celle utilisée avec la crise des crédits : tandis qu'elle présentait publiquement les « *saucisses financières* » comme des investissements de fiabilité maximale, la banque conseillait secrètement à ses plus gros clients de s'en défaire au plus tôt.

Le rapport sur la crise financière en Europe a été envoyé en août à quelques centaines de gros investisseurs à échelle mondiale, tout en restant secret pour les autres. Le Wall Street Journal en a donné la nouvelle le 1er septembre, en ne fournissant cependant que quelques extraits génériques. Prévoyant que pour « *sauver* » les banques européennes il faudra un capital d'au moins 1 000 milliards de dollars, dans le rapport on conseille « *aux investisseurs en produits financiers dérivés de tirer profit de la crise en Europe* ». À coup sûr, Goldman Sachs ne s'est pas limitée à lire dans une boule de cristal, mais a mis la main à la pâte dans les mécanismes de la crise qui a investi l'Italie. Une crise que va affronter celui que le secrétaire du

Parti Démocrate Italien Pier Luigi Bersani définit comme « *un gouvernement digne de foi et à forte valeur technique* ». On ne saurait en douter : il sera présidé par un international advisor de Goldman Sachs.

Manlio Dinucci

Un article de mondialisation.ca du 27 novembre

La guerre des monnaies. (28.11)

QU'EST-CE QUE LA MONNAIE ?

Qu'est-ce que la monnaie ? Qu'est-ce que le dollar, l'euro, le yuan, et les autres monnaies en circulation de par le monde ? Ces devises servent aussi bien aux échanges quotidiens dans les magasins, que, sous d'autres formes, à la spéculation boursière et au commerce international dans une économie capitaliste mondialisée, incontrôlée et anarchique.

Incontrôlée, disions-nous, car les capitalistes financiers qui sévissent sur les bourses du monde ; de Wall Street à la City de Londres, en passant par Paris, Francfort et Shanghai ; gonflent la masse monétaire représentant les marchandises, les moyens de production, les biens et les services produits dans les économies nationales, et ils surmultiplient ainsi de façon tout à fait factice la monnaie disponible sur les marchés boursiers, engendrant ce que les économistes appellent des « bulles financières ». Ce phénomène entraîne en fait la création de « monnaies de singe » ne correspondant à aucune richesse, à aucune valeur réelle, qu'à du vent spéculatif servant à donner l'impression aux peccots qu'ils s'enrichissent de cet argent de Monopoly « *Passe Go et collecte tout l'argent qu'il te faut* ».

Quand une « bulle financière » éclate, comme en 2008 à propos des « subprimes », c'est-à-dire la revente, par paquets, de milliers d'emprunts hypothécaires non solvables, ce sont alors des millions de propriétaires d'habitations qui sont saisis, et leurs familles qui les occupent à crédit, qui sont expulsées – jetées à la rue manu militari – dans la plus grande « démocratie bourgeoise » de tous les temps.

Nous invitons les « bigots bourgeois » férus de démocratie électorale, comptabilisant chaque bulletin de vote jeté dans la crécelle des urnes qu'ils chérissent tant, prouvant croit-il la nature « démocratique » de ce système capitaliste pourri jusqu'à la moelle ; nous les invitons à réfléchir à ce paradoxe où une « démocratie » bourgeoise expulse ses commettants de leur résidence alors que leur gouvernement verse, à même les impôts de ces expulsés, des milliards de dollars en subvention à des banquiers pour qu'ils chassent ces payeurs de créances et ces payeurs d'impôts de leur maison ! C'est la loi du système, diront-ils, alors je demande, qui a besoin de ce système inhumain ?

Revenons à la question posée en début d'article. Qu'est-ce qu'une devise ? Une devise est un instrument économique national qui, à l'origine du capitalisme (concentrons-nous sur ce système économique tout en sachant que la monnaie existait bien avant le capitalisme) représentait la quantité de richesse, de biens et de services échangeables (commercialisables) dans une économie nationale. Au début du capitalisme, il existait alors une adéquation assez stricte entre la quantité de monnaie (non seulement sous forme de billets de banque mais sous toutes autres formes) en circulation et la puissance commerciale relative du pays qui émettait cette monnaie (1).

S'il y avait distorsion, comme par exemple martingale d'impression d'une trop grande quantité de monnaie nationale par rapport à la richesse (marchandise) échangeable dans ce pays, la sanction des marchés était sans équivoque, la valeur de cette monnaie nationale chutait rapidement et tous ceux qui faisaient commerce avec ce pays inflationniste refusaient de libeller leurs échanges en cette devise nationale et exigeaient plutôt d'être payés dans une « devise forte ». C'est le rôle que jouait le dollar américain jusqu'à la dernière crise (2008), le franc suisse servait également de monnaie refuge, ou encore l'or, cette quasi devise acceptée par tous à un point tel que l'on exigea pendant longtemps que chaque banque nationale, émettrice d'une devise, conserve dans ses coffres une certaine proportion d'or (environ 10 %) correspondant à une portion de la valeur de sa monnaie en circulation. Cette règle fut abolie lors de la répudiation des Accords de Bretton Woods (USA – 1944-1971). (2)

LES ACCORDS DE BRETTON WOODS

À la suite de la seconde guerre mondiale, les États-Unis d'Amérique ayant pris une place prépondérante comme super puissance militaire, économique et financière impérialiste, il fut décidé que la devise américaine, le dollar US, servirait de monnaie d'échange dans les transactions internationales et donc de valeur refuge en cas de difficulté commerciale ou financière entre deux ou plusieurs pays commerçants. C'est-à-dire, qu'à compter de 1944, une banque ou un trust qui souhaitait s'assurer que le fruit de ses

transactions monétaires, commerciales, ou boursières spéculatives, soient à l'abri de toutes dévaluations intempestives d'une monnaie nationale fragile, effectuait ses transactions en monnaies fortes américaines – le dollar US – monnaie de réserve.

À partir de 1971 les États-Unis refusèrent de rembourser en or les dollars US excédentaires mis en circulation de par le monde (fin de la convertibilité OR) d'où aucune réserve d'or ne garantissait plus la totalité ou une partie des dollars en circulation. Puis, ils proposèrent que les monnaies soient à conversion flexible selon le cours des marchés. Les autres pays impérialistes, solidement arrimés et assujettis au leader américain, ne dirent mot, pensant que l'économie américaine serait toujours prospère et l'impérialisme florissant. Le système impérialiste était alors dans la dernière décennie de ses « *trente glorieuses* ».

Par la répudiation des Accords de Bretton Woods (1971), les traders et les banquiers internationaux obtenaient un sauf conduit spéculatif – un blanc-seing – illimité pour spéculer. Les différentes puissances impérialistes du globe crurent alors qu'elles pourraient s'en sortir et s'échapper avec la caisse alors que tous leurs amis, alliés et concurrents impérialistes se cassaient le nez avec un trop plein de dollars dévalués. Mais voilà, chacun de ces cupides croyait son concurrent plus stupide que lui-même et chacun se présentera à la caisse au même moment comme en Argentine quand les petits bourgeois s'alignèrent aux portes des banques cadennassées, incapables d'honorer leurs créances devant leurs clients déboutés. Évidemment, les milliardaires argentins avaient depuis longtemps transformé leurs avoirs en francs suisses anticipant l'effondrement du Peso – en parité dollar – contrairement aux prolétaires de Buenos Aires floués par ces pesos dévalués.

Imaginez la même dramatique, mais cette fois au lieu d'être l'Argentine aux prises avec le piège spéculatif, l'effondrement du Peso, et la perte de confiance des investisseurs, des spéculateurs et des épargnants dans l'économie du pays, ce sont tous les grands banquiers et les boursicoteurs internationaux, ces « *génies* » de la finance, nous dit-on, qui sont pris au piège américain, le peuple américain étant lui-même la première victime du fonctionnement de ce système économique anarchique, incontrôlé et inhumain.

Évidemment, cette « *confiance* » des acheteurs, des vendeurs, des spéculateurs, des banquiers et des boursicoteurs était fondée sur l'assurance que la monnaie internationalisée – le dollar US –, représentait bien une valeur forte, reflet d'une économie prospère, et qu'en tout temps chacun d'entre eux pourrait échanger ses dollars pour de vraies marchandises, de vrais biens ou de réels services concrets et tangibles. Que cette condition incontournable vienne à faire défaut et c'est tout l'édifice spéculatif impérialiste qui s'écroule. Le monde capitaliste en est là. La réalité c'est que depuis le début du XXe siècle le dollar américain a perdu 97 % de sa valeur. La dette souveraine américaine est de 15 000 milliards de dollars soit 100 % du PIB américain. Si on y ajoute l'endettement des ménages et celui des entreprises et la dette états-unienne passe à 50 000 milliards de dollars US, soit 360 % de son PIB. Tout compris les États-Unis affiche un « trou » de 200 000 milliards de dollars US. Ce n'est pas la Grèce qui est en faillite ce sont les États-Unis d'Amérique (3).

PROCHAIN SOUBRESAUT DE LA CRISE MONÉTAIRE

Si tous les spéculateurs n'ont pas abandonné le dollar au moment où nous écrivons ces lignes, c'est pour la simple raison que si chacun des voleurs – spéculateurs – (pas les fraudeurs de l'assistance sociale mais bien les spoliateurs milliardaires) réclamait son « dû », chacun d'entre eux se retrouverait propriétaire d'une montagne de « *dollars de singes* » n'ayant absolument aucune valeur réelle comme il en fut dans les années vingt (1920) avec l'ancien Mark allemand que les capitalistes germaniques acheminaient par wagon entier aux capitalistes français à titre de réparation de guerre (1914-1918).

De fait, lors de la prochaine convergence des crises monétaire et financière, au premier semestre de 2012, des milliers de milliards d'actifs-boursiers-fantômes s'évanouiront et entraîneront dans la décimation au moins 10 % des banques occidentales édifiées sur ces actifs bidons et frauduleux. L'Euro et la dette souveraine grecque ainsi que celle des autres pays européens surendettés seront les déclencheurs mais pas les responsables de cette débandade boursière-bancaire qui frappera même les banques « *too big to fail* » (trop grosses pour tomber) (4). Elles tomberont elles aussi.

Chaque État national sera tenté de voler au secours de « ses » banques et de sa monnaie nationale en décrépitude car même les hedge funds et les fonds de pension – segments du capital financier – seront menacés d'effondrement (5). Mais les banques sont maintenant trop grosses pour être sauvées et un État

qui songerait à prendre ces faillites à charge connaîtrait la décote Moody's et la hausse de ses frais d'emprunts. La France, par exemple, consacre déjà 45,4 Milliards d'euros par an au remboursement de sa dette souveraine soit 16,5 % de ses revenus ou 80 % de ses revenus d'impôts (6).

LA NOUVELLE SUPERPUISSANCE IMPÉRIALISTE

Pourquoi une économie solide à la monnaie vigoureuse suscitant l'envie de tous les spéculateurs se retrouve-t-elle en si fâcheuse posture que chacun s'en contente faute de mieux, sachant qu'il n'a tout simplement pas le choix, s'il retire ses billes, son client et son fournisseur feront faillite, tout comme lui ? C'est la seule raison qui explique pourquoi le dollar poursuit sa triste destinée internationale – c'est que refuser le dollar revient à scier la branche sur laquelle chacun des grands capitalistes s'est reposé pour spéculer.

Au cours de la décennie quatre-vingt dix et de la première décennie des années deux mille, les entreprises multinationales occidentales ont délocalisé leurs usines ou encore leur production vers les pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Corée, Taiwan, etc.) provoquant un chômage endémique et une baisse de revenu chez les consommateurs occidentaux. Les revenus fiscaux des États ont alors périclité et les commerçants ont tenté de compenser cette chute de pouvoir d'achat en offrant un crédit quasi illimité aux consommateurs occidentaux. Les entreprises improductives du tertiaire se sont concentrées dans les pays capitalistes avancés, en déclin, alors que les entreprises productrices de plus value des secteurs secondaire et primaire se sont concentrées dans les pays capitalistes émergents dont la Chine, première puissance industrielle du monde dont la monnaie, sous évaluée, offre maintenant les garanties recherchées.

Bref, un nouvel acteur économique s'est pointé sur la scène industrielle et commerciale mondiale. L'immense Chine avec ses 1,3 milliards de travailleurs à exploiter et de consommateurs à dévaliser. Depuis 1978 environ – prise du pouvoir par Deng Xiaoping en Chine – l'économie mondiale est entrée dans un nouveau cycle. Il ne s'agit pas ici de la crise de la dette grecque, et de ses 11 millions de producteurs – consommateurs (représentant à peine 0,01 % de l'économie mondiale) mais d'une super puissance industrielle et commerciale qui en trente cinq ans est devenue la seconde économie du globe et la première puissance industrielle de la planète, produisant, contrairement aux américains, de vraies marchandises, échangeables (téléviseurs, ordinateurs, automobiles, vêtements, navires, armements, raffineries, trains, fusées, etc.) garantissant toute transaction commerciale bien davantage que des dollars dévalués. Ce sont 20 % des consommateurs du globe qui se sont joints d'une venue à la confrérie mondiale des exploités de l'impérialisme.

Le Yuan, la monnaie chinoise, est aujourd'hui en confrontation directe avec le dollar US. Dans cette guerre à finir entre l'Alliance Atlantique (OTAN) regroupant les puissances impérialistes en déclin dont les économies non performantes et non concurrentielles ne sont pas suffisamment profitables parce que leur aristocratie ouvrière a bénéficié de « trop davantage » que les capitalistes occidentaux tentent aujourd'hui à grand peine de leur retirer – lutte et résistance sur le front économique –, dans cette guerre titanesque, contre l'Alliance de Shanghai (Chine – Russie – États de l'ancienne Union Soviétique, Iran, Corée du Nord, etc.) l'une des deux superpuissances devra assujettir l'autre à sa domination et ça ne peut être l'Amérique décadente.

Sur le plan militaire les États-Unis et l'OTAN détiennent une suprématie indéniable dont la résultante est une suite de guerres et d'occupations ruineuses pour leurs économies déjà en difficulté ; pendant ce temps la Chine investit ses capitaux impérialistes en Afrique, en Amérique latine, au Canada, en Australie et noue des liens commerciaux avec les anciens alliés de la puissance états-unienne en déclin accéléré. L'ancien et le décadent devront un jour laisser place à la nouvelle superpuissance économique mondiale qui a nom la Chine et à sa devise le Yuan, que la Chine réévaluera quand bon lui semblera, sans tenir compte des pressions américaines (7). La Chine, en refusant de réévaluer sa monnaie, évite une hausse de prix inflationniste à l'économie américaine dépendante. D'ici là, les banques occidentales connaîtront tous les affres de la dévaluation monétaire et de la crise financière entraînant les épargnes des petits bourgeois dans le gouffre des crises monétaires impérialistes. Le dollar a terminé son cycle de vie, voyez poindre l'aurore du Yuan.

La crise capitaliste est inéluctable et si chacun d'entre vous décide de sauver ce système économique et monétaire parasitaire, alors, il survivra ce système par l'addition de vos sacrifices collectifs et par la somme de vos efforts individuels mais dans moins de dix ans une nouvelle crise systémique encore plus profonde, plus terrible et plus dévastatrice s'abattra sur ce monde impérialiste et on réclamera de chacun d'entre vous

que vous fassiez comme ces petits bourgeois argentins, égyptiens, marocains, tunisiens, que vous vous rendiez aux urnes choisir le larbin ou la démagogue qui vous vendra sa salade nationaliste surannée contre quelques heures d'illusion, de rêve, jusqu'au lendemain qui déchante et vous confronte à la dure réalité de la nouvelle faillite des monnaies et du système impérialiste (8).

Notes/Références

(1) L'Euro fait exception à la règle nationale et nous verrons dans un prochain article les aléas de cette singularité.

(2) http://fr.wikipedia.org/wiki/Accords_de_Bretton_Woods

(3) Myret Zaki. Le dollar va mourir. In L'Étoile du Nord. Vol. 9, no 5, octobre 2011.

(4) Communiqué public GEAB no 58. 15 octobre 2011. Tiré de L'Étoile du Nord (Édition française). Pages 6-11. Vol. 9, no 5, octobre 2011.

(5) Les fonds de pension publique aux États-Unis font face à un gouffre financier évalué environ entre 1000 et 3000 milliards de dollars. GEAB no. 58. 15 octobre 2011.

(6) Charles Sannat. Directeur économique du site : <http://AuCoffre.com>

(7) De vieux jeux politiques inutiles pour guérir des maladies américaines. <http://www.chine-informations.com>

(8) Robert Bibeau. La crise économique les balaira tous! <http://www.mecanopolis.org/?s=bibeau>

Un article de Atlantico.fr du 28 novembre

L'Allemagne à son tour sous le feu des marchés ? (29.11)

« *Le Bund - obligation souveraine allemande à 10 ans - est mort* », « *la crise de la dette rattrape l'Allemagne* », « *camouflet* », « *échec* »... La presse se délecte de commenter l'adjudication allemande « *ratée* »...

Que de mots inappropriés... Il est vivement recommandé de « gratter » au-delà du vernis pour comprendre ce qui se passe réellement. Car derrière ce que l'on vous dit, se cache une réalité toute autre.

Sur les 6 milliards émis à 10 ans par l'Allemagne, plus de 30% n'ont pas trouvé preneur. Certes. Jusque là, rien d'exceptionnel... Depuis 2009, l'Allemagne est confrontée à ce type de situation en moyenne 8 à 9 fois par an. Dédramatisons. Pour comprendre, regardons du côté des flux des capitaux internationaux... Le problème ? Ce n'est pas le Bund, mais l'Euro...

D'abord, les capitaux ont « lâché » les obligations souveraines périphériques pour trouver « refuge » dans l'obligataire allemand (le Bund). Notez qu'ils ont fait l'effort de rester sur des actifs libellés en Euro. Dit autrement, ils n'ont pas fui l'Euro, ils ont juste « réalloué leurs actifs libellés en Euro ».

Et pourtant, on nous dit aujourd'hui qu'ils ne croient plus en l'Allemagne, qu'ils « lâchent » l'Allemagne. Certes, mais ce n'est pas parce qu'ils ne croient plus en l'Allemagne. C'est tout simplement parce qu'ils ne croient plus en l'Euro. Les capitaux commencent à fuir l'Euro, quel que soit l'actif sous jacent. Ils ne veulent plus détenir d'avoirs en Euro, parce qu'ils anticipent sa chute, voire - pour beaucoup - son implosion systémique.

Soyons lucides, pourquoi pensez-vous que les obligations à 10 ans des « bons élèves » de la zone Euro voient tous leur rendement monter depuis quelques temps, Bund inclus ? Contrairement à ce qu'on vous dit, ce n'est pas parce que les investisseurs craignent le « *risque crédit* » allemand ou autrichien. C'est parce qu'ils craignent le « *risque Euro* ». Ce qui est très différent...

Fonds de pension, assureurs, banquiers, investisseurs internationaux s'en vont parce qu'ils jugent l'Euro trop risqué. Ils rapatrient leurs fonds pour les placer en Sterling et Dollar. Voilà pourquoi le rendement de l'obligation souveraine anglaise à 10 ans est à un taux plus bas de 19 ans, sous le rendement allemand !

En résumé, nous avons assisté la semaine dernière à un signe de défiance non pas à l'égard de l'Allemagne et de sa note de crédit, mais à l'égard de l'Euro. Ce qui est bien plus grave... Pour les suspicieux...

Vous n'êtes pas convaincu ? Alors regardez le marché obligataire souverain allemand à six mois...

Pour la première fois depuis la création de l'Euro, le rendement du Bund à 6 mois est négatif ! Autrement dit, les investisseurs PAYENT pour prêter à l'Allemagne, alors qu'ils devraient percevoir un intérêt. Ces titres sont très recherchés sur le marché du refinancement, où ils servent de collatéral (garantie) contre cash. Le mécanisme de perte de confiance en l'Euro se met en branle

N'oubliez pas que les banques européennes sont contraintes de liquider leurs obligations souveraines de la zone Euro pour faire rentrer du cash dans leurs caisses, afin de redresser à la hâte leurs ratios prudentiels. Cash qu'elles trouvent aussi en réduisant leurs crédits à l'économie... d'où un risque accru de « *credit crunch* » (raréfaction du crédit, hausse des taux d'emprunt ou des garanties).

Si maintenant les capitaux internationaux se mettent eux aussi à se faire rares parce qu'ils fuient l'Euro... qui diable va financer nos déficits budgétaires ?

Plus le client se fait rare, plus le risque de crise globale de liquidité sur la zone Euro est fort, plus les taux d'intérêt s'envolent, et plus le risque d'abaissement en chaîne des notes de crédit des pays de la zone est fort. Où tout cela nous mène-t-il ? Vers la crise de solvabilité.

Jamais l'Allemagne ne se sera sentie aussi « *enchaînée* » à l'Euro. Pire, Angela Merkel sait très bien qu'il n'y aura - à ce stade - aucune autre solution viable pour éviter l'implosion de l'Euro que la monétisation de la dette par la BCE à tout-va.

Un article de Atlantico.fr du 28 novembre

L'Euro "*pousse-au-crime*" de la désindustrialisation et de l'endettement du Sud de l'Europe. (29.11)

Si vous dépensez plus que vous gagnez vous vous endettez. Et si vous consommez plus que vous êtes capable de produire sur votre territoire national, vous vous appauvrissez. C'est la règle et la dévaluation de votre monnaie est un instrument normal pour vous ramener à l'équilibre car elle rend les importations plus chères et les exportations plus compétitives ; la dévaluation est ainsi l'instrument naturel pour éviter les déficits excessifs.

Certes les Etats-Unis peuvent acheter sans payer car la valeur de leur monnaie ne dépend pas uniquement de la santé de leur économie ; le dollar est, en effet, aussi une monnaie internationale dont la valeur dépend de la demande de dollars pour le commerce international, les achats des matières premières et les manipulations monétaires des Etats émergents qui achètent du dollar pour faire baisser le cours de leur monnaie... Les Etats-Unis peuvent donc acheter sans vraiment payer, du moins dans un premier temps, en faisant payer leurs importations au coût de l'impression du dollar. Cependant leur déficit commercial est quand même réel ainsi que la destruction de leur base industrielle.

Avoir une monnaie et des conditions de production qui vous pousse à faire des déficits, n'est donc pas forcément un avantage. On le voit actuellement avec tous les stimuli financiers US qui servent, certes, à faire baisser la valeur du dollar (et à acheter aussi de la dette US sans trop augmenter la masse monétaire par des réserves accrues à la FED), mais ne servent pas vraiment à l'économie réelle. L'avantage est tout au plus aux multinationales qui peuvent continuer à fabriquer en Chine pour vendre aux Etats-Unis et pour le système financier qui se nourrit des échanges et des dettes, mais il n'est pas pour les Américains et, surtout, pour leurs emplois dans l'industrie.

L'euro "*pousse-au-crime*" de la désindustrialisation du sud de l'Europe

Si la base industrielle est partie, toute relance devrait d'abord consister à la reconstituer et à mettre des productions nationales face aux consommations nationales sinon les stimuli financiers ne servent qu'à entretenir des bulles financières qui se dégonfleront avec les crises ainsi qu'à augmenter les importations ! Mais pour se réindustrialiser, et même si c'est contraire à l'idéologie libertarienne imposée par ceux qui profitent du système actuel, à commencer le système financier... il faut aussi rétablir une véritable concurrence pour faire face aux pays qui faussent cette concurrence.

Au sein de la zone euro, les pays du Sud, grâce à l'Allemagne, ont pu s'endetter à taux bas mais sans pouvoir dévaluer. Ils se sont ainsi trouvés, tout d'un coup, sans corde de rappel, un peu comme les Etats-Unis et leur dollar qui se maintient malgré des déficits excessifs et leur planche à billets.. Cette situation, évidemment, ne les a pas poussés à la mesure - et avec cet argent peu cher, ils ont investi dans l'immobilier, dans des emplois tertiaires peu qualifiés, bien payés proportionnellement à leur valeur ajoutée et dans la dépense publique. Leur industrie a été en partie abandonnée. En effet, la mise en concurrence avec les pays du nord, sans dévaluations possible, renforce les pays qui ont une forte tradition industrielle, des savoir-faire établis, de l'innovation, des marques. En outre, ces pays du Sud de l'Europe se sont aussi retrouvés confrontés à la concurrence industrielle des pays émergents.

Les déficits du Sud de la zone euro, par rapport au nord étaient donc, pour ainsi dire, prévisibles, quasi mécaniques. Ils ne tiennent pas tant à un manque de rigueur qu'à un processus intrinsèque à la concurrence dans une zone à monnaie unique, ce processus renforce l'avantage comparatif. Dans une zone monétaire, à monnaie unique sans dévaluation possible, le fort industriel tend naturellement à devenir plus fort et le faible plus faible ; chacun tend à jouer de ses avantages comparatifs et s'il en a peu, il ne peut qu'essayer de profiter de la situation en s'endettant à bon compte !

Le manque cruel de politique industrielle d'aménagement du territoire au sein de la zone euro

Ainsi sans transferts financiers dans l'investissement industriel et donc une politique d'aménagement du territoire au niveau de la zone euro, les disparités devaient s'accroître, se sont accentuées et s'accroîtront encore sans mécanismes correcteurs. Il fallait toute l'idéologie de la Commission, son libéralisme économique pour perdre le sens des réalités et du bon sens... Il fallait aussi une Banque centrale qui refusait de voir les disparités nationales dans son analyse globale de la zone euro. La

reconnaissance de ces disparités l'aurait conduite à demander des réserves supplémentaires aux pays du Sud pour éviter l'endettement improductif... Ne nous trompons pas ! La France fait, elle aussi, partie des pays du Sud avec le plus gros déficit commercial de la zone euro, le plus gros déficit budgétaire en montant, au moment où elle reste quasiment championne dans les prélèvements publics.

Tant va la dette à l'eau qu'à la fin...

L'endettement a cependant toujours un terme ; il suppose des prêteurs. Ceux-ci peuvent ne plus avoir envie de vous prêter s'ils craignent de ne pas être remboursés. Prenons notre pays, sur une dette de 1700 milliards d'euros à un taux fixe de 3.5%, il nous faut dégager un excédent budgétaire de 60 milliards pour ne pas être obligés de nous endetter plus pour payer les intérêts de la dette. La France s'est fixée pour objectif de passer d'un déficit autour de 100 milliards à un déficit de 60 milliards dans deux ans au moment où il nous faudrait avoir un budget en excédent si nous ne voulons pas rajouter de la dette à la dette. Notre dette va donc continuer à croître... Si vous avez prêté à la France, vous pouvez légitimement vous inquiéter de savoir si vous allez être remboursés sauf par de nouvelles dettes pour payer les intérêts de la dette...sans parler du principal.

Un article du Point.fr du 29 novembre

La France prête à intervenir en Syrie ? (30.11)

Paris pourrait participer avec Ankara et Londres à une campagne "*limitée*" en Syrie en appui de l'armée dissidente. La France pourrait prendre part à l'instauration d'une zone tampon à l'intérieur de la Syrie pour accueillir les civils syriens et soutenir l'Armée syrienne libre.

En tête du combat diplomatique visant à faire tomber Bachar el-Assad, la France est-elle à l'aube d'une opération militaire en Syrie ? Premier pays à avoir qualifié le Conseil national syrien (CNS) d'"*interlocuteur légitime*", Paris aurait décidé de prendre part à une "*intervention*" limitée de l'Otan en Syrie. C'est en tout cas ce qu'affirme *Le Canard enchaîné*, selon qui "*la Turquie pourrait être la base arrière d'une intervention limitée, prudente et humanitaire de l'Otan, sans action offensive*".

D'après l'hebdomadaire satirique, "*Ankara proposerait d'instaurer une zone d'interdiction aérienne et une zone tampon à l'intérieur de la Syrie, destinée à accueillir les civils qui fuient la répression et les militaires qui désertent*". Contactée par Le Point.fr, une source bien informée affirme que la zone de protection, décidée il y a une dizaine de jours, sera située dans la partie nord de la Syrie. Elle permettra non seulement de défendre les populations civiles, mais aussi d'offrir "*un soutien éventuel à l'Armée syrienne libre*" à l'intérieur des territoires syriens.

Scénario libyen

Cette nouvelle entité, composée de 15 000 membres de l'armée régulière ayant fait défection (8 000, selon la DGSE), est dirigée depuis la Turquie par le colonel Riad el-Asaad. Celui-ci s'est prononcé jeudi dernier pour des frappes aériennes étrangères contre "*certaines cibles stratégiques*" pour le régime en place, mais a exclu toute entrée de troupes étrangères. "*Nous voulons que la communauté internationale nous fournisse un soutien logistique, ainsi qu'une protection internationale, la mise en place d'une zone d'interdiction aérienne et d'une zone tampon*", a ajouté le colonel dissident.

Un soutien qui n'est pas sans rappeler l'intervention de l'Otan en Libye. Rendue possible par la résolution 1973 de l'ONU censée garantir la protection des populations civiles en Libye, celle-ci avait abouti dans les faits à des livraisons d'armes par la France aux insurgés ainsi qu'à une aide occidentale physique sur le sol. "*Tout ce qui apparaîtra comme visible sera destiné à protéger les populations civiles*", explique notre source. "*Mais l'autre objectif est de soutenir de manière discrète l'Armée syrienne libre, un peu comme en Libye*."

Avec la CIA

Dans son numéro du 28 décembre, la lettre hebdomadaire d'informations stratégiques et de défense va plus loin. D'après une source du renseignement européen, "*le service action de la DGSE et le commandement des opérations spéciales (COS) de l'armée française seraient déjà au contact des militaires dissidents syriens pour les former et les aider à structurer leur capacité opérationnelle*". Mais ce n'est pas tout. Selon cette source, la France ne serait pas la seule à occuper le terrain : la CIA et le BND (services secrets allemands) auraient déjà prépositionné leurs hommes en Turquie et en Jordanie, avec pour mission de renforcer le principal mouvement d'opposition armé au régime de Bachar el-Assad.

Le soutien apporté par la France au CNS relèverait davantage d'un "*affichage politique*", précise cette source. Ainsi, l'essentiel de la stratégie française reposerait sur l'option d'un renversement du régime mené par l'opposition militaire intérieure, que Paris appuierait en sous-main, en coordination avec Washington et Berlin.

Trafic d'armes

"*Le soutien international aux rebelles armés vise à démontrer aux officiers de l'armée régulière que le régime ne bénéficie plus du soutien international afin qu'ils abandonnent Bachar el-Assad*", explique au Point.fr Fahad al Masri, conseiller politique et médiatique du rassemblement de la communauté syrienne à l'étranger. "*L'intervention, qui doit avoir lieu dans quelques semaines, pourrait être aérienne comme en*

Libye, et aurait lieu par le biais de la Turquie", indique l'opposant, car c'est la "seule manière pour elle d'être favorablement accueillie par le peuple syrien".

L'aide occidentale ne se cantonnerait pas à un soutien opérationnel. D'après *Le Canard enchaîné*, Paris et Ankara auraient d'ores et déjà décidé de tolérer, voire de favoriser, le trafic d'armes aux frontières de la Syrie. Une information confirmée de source bien informée. "Après neuf mois d'une répression sans précédent face à des manifestants pacifiques, la communauté internationale s'est rendu compte qu'il n'y avait pas d'autre solution pour sauver le peuple syrien", constate Fahad al Masri.

Complément avec un article de Reuters d'hier.

La Turquie n'a pas écarté mardi l'option d'une intervention militaire en Syrie en cas de poursuite de la répression des manifestations hostiles au président Bachar al Assad qui a fait plus de 3.500 morts depuis la mi-mars et entraîné une série de sanctions économiques contre Damas.

Mais, signe des divisions persistantes entre les puissances étrangères dans le dossier syrien, la Russie s'est dite opposée à un embargo sur les livraisons d'armes à Damas et a estimé qu'il fallait cesser de poser des ultimatums aux autorités syriennes.

Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a déclaré lundi que l'armée et les forces de sécurité syriennes avaient commis des "crimes contre l'humanité" - meurtres, tortures et viols - et réclamé l'instauration d'un embargo sur les livraisons d'armes au régime de Damas.

Malgré l'adoption de nouvelles sanctions économiques et le nombre croissant de déclarations condamnant la répression des manifestations, le président Bachar al Assad s'accroche au pouvoir et continue d'imputer les violences à des "groupes terroristes armés" soutenus par l'étranger.

L'Occident a jusqu'à présent toujours écarté l'hypothèse d'une intervention militaire similaire à celle menée en Libye pour protéger la population civile des forces de Mouammar Kadhafi.

Face à l'impasse des discussions avec Damas, le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu a déclaré mardi que l'option militaire restait sur la table.

"Si l'oppression se poursuit, la Turquie est prête à tout scénario. Nous espérons qu'une intervention militaire ne sera jamais nécessaire. Le régime syrien doit trouver un moyen de faire la paix avec son propre peuple", a dit le ministre dans une interview à la chaîne de télévision turque Kanal 24.

Il a estimé qu'un régime qui torture son propre peuple n'avait aucune chance de se maintenir au pouvoir.

La communauté internationale pourrait être amenée à décider de l'instauration d'une "zone tampon" au cas où des centaines de milliers de Syriens chercheraient à fuir les violences dans leur pays, a-t-il ajouté.

Les autorités turques devaient annoncer de nouvelles sanctions contre la Syrie à l'issue d'une réunion entre le chef de la diplomatie, le président Abdullah Gül, et le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

Si les opérations militaires aériennes contre les forces kadhafistes en Libye se sont révélées cruciales pour permettre aux rebelles de chasser l'ancien "Guide" de la révolution, l'Occident montre plus de réticences à intervenir militairement en Syrie en raison de la position géographique de Damas, voisin d'Israël et du Liban, et de ses liens avec l'Iran.

A Moscou, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov a rejeté mardi l'idée d'un embargo sur les livraisons d'armes à la Syrie.

"Nous savons comment les choses se sont passées en Libye, où l'embargo sur les armes n'a été appliqué qu'à l'armée libyenne. L'opposition a reçu des armes, et des pays comme la France et le Qatar en ont parlé publiquement, toute honte bue", a-t-il dit lors d'une conférence de presse en compagnie de son homologue islandais, à Moscou.

"Plus les événements en Syrie dureront, plus la situation nous préoccupera. Pour l'essentiel, des groupes armés provoquent les autorités. Attendre des autorités qu'elles ferment les yeux là-dessus n'est pas juste", a ajouté le chef de la diplomatie russe.

En octobre, de concert avec la Chine, la Russie avait opposé son veto à une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu condamnant les violences perpétrées par le régime du président Bachar al Assad.

La Syrie a représenté 7% du total des livraisons d'armes russes à l'étranger en 2010, selon le club de réflexion russe CAST, consacré aux questions militaires.

Moscou a exhorté le président Assad à mettre en place des réformes mais n'a pas appelé à sa démission et a accusé les pays occidentaux de chercher à mener une intervention armée.

Le ministre turc des Transports, Binali Yildirim, a fait savoir mardi que son pays poursuivrait ses échanges commerciaux avec le Proche-Orient et le Moyen-Orient via l'Irak au cas où les violences viendraient à perdurer en Syrie.

La Turquie devrait, dans la foulée de la Ligue arabe, imposer à son tour des sanctions à la Syrie, avec laquelle elle a 800 km de frontières. Yildirim a précisé que ces sanctions seraient prises de sorte qu'elles ne nuisent pas à la population syrienne elle-même.

Document

Articles de presse de décembre 2011

Table des matières

France

Politique

- "Merkozy", comment la montagne accouche d'une souris. (06.12)
- Le dîner catholique de Nicolas Sarkozy. (24.12)
- Sarkozy n'a pas de leçon à donner à la Turquie.(24.12)
- Le président du CAC 40. (29.12)

Social

- Face aux dettes de leurs parents, de plus en plus de Français renoncent à hériter. (04.12)
- L'efficacité de la lutte contre la pauvreté en France mise en cause. (06.12)
- L'"horreur" de la prison de Nouméa. (07.12)
- Pourquoi le taux de suicide est-il si haut en France? (14.12)
- «Les malades ne s'autorisent plus à s'absenter». (14.12)
- Laurence Parisot et François Chérèque débattent de la compétitivité. (15.12)
- Les députés veulent mettre fin à la vie au camping. (19.12)
- Haro sur la psychiatrie hospitalière ! (21.12)
- Relevons le défi de l'emploi avec les patrons qui s'engagent par F. Chérèque. (24.12)

Economie

- Les grands patrons français ont gagné 190 fois le Smic en 2009. (17.12)
- Désindustrialisation : près de 900 usines françaises ont été fermées en trois ans. (28.12)

International

Politique

- Le sénat approuve la détention indéfinie et la torture de citoyens américains. (04.12)
- Inde. Quand corruption, dictature, obscurantisme et puritanisme font bon ménage. (07.12)
- "Le régime russe a des raisons de s'inquiéter". (11.12)
- Russie. Poutine, état d'âme du Premier ministre d'un Etat mafieux. (21.12)
- Les manifestations en Russie vues par la presse russe. (27.12)
- Les élus du Congrès américain de plus en plus riches. (29.12)

Social

- Le marché du travail italien, une fabrique de précaires. (02.12)
- Le coût social des réformes outre-Rhin. (12.12)
- Les mercenaires se plaisent en Suisse. (14.12)
- Fiat durcit les conditions de travail de ses salariés italiens. (15.12)
- Chine. Manifestation de villageois à Wukan. (17.12)
- Inde. L'enfer des grandes villes. (21.12)
- Le Canada supprime l'âge légal de départ à la retraite. (24.12)
- Travail, emploi : comment l'Allemagne s'adapte à la crise. (24.12)
- En Chine, des milliers d'ouvriers se mettent en grève dans une usine. (28.12)
- Chine. «Les ouvriers s'organisent de mieux en mieux». (28.12)

Economie

- Le rapport confidentiel de Van Rompuy aux Vingt-Sept. (09.12)
- Les leaders européens pas chauds pour la «Merkozy». (09.12)
- La zone euro se refonde avec un nouveau traité. (10.12)
- Henri Sterdyniak : «L'accord européen est complètement catastrophique». (11.12)
- Le testament d'Auguste (1). (12.12)
- Les dissonances européennes inquiètent les marchés. (15.12)
- Le testament d'Auguste 2/2. (19.12)
- Les agences de notation et le Nouvel ordre mondial. (19.12)
- A qui appartiennent les 200 000 milliards de dollars de la richesse mondiale ? (20.12)
- La BCE lâche (subrepticement) 5 000 milliards d'euros pour sauver l'euro. (21.12)
- L'Inde sera-t-elle le maillon faible des pays émergents ?(22.12)
- Pourquoi les banques ont emprunté 489 milliards à la BCE. (22.12)
- L'internationalisation du yuan à marche forcée. (27.12)
- Quand les milliards de la BCE reviennent directement... à la BCE. (29.12)

Un article de Reuters du 1er décembre

Le marché du travail italien, une fabrique de précaires. (02.12)

On les appelle les "*precarì*". Des Italiens d'une vingtaine ou d'une trentaine d'années, surdiplômés et qui courent les petits boulots mal payés.

Ils sont la règle et non l'exception, les premières victimes d'une course à la flexibilité du travail qui est, reconnaissent les économistes, allée trop loin.

Chef du gouvernement technique chargé de sortir l'Italie de la crise, Mario Monti a promis de s'attaquer à ce marché du travail "*binairo*" qui, à ses yeux, surprotège certains et abandonne les autres.

Les jeunes Italiens ont rarement un travail de longue durée. Ils vont de contrat court en contrat court, d'un an pour les plus chanceux.

Ceux qui travaillent s'estiment heureux. Un Italien de moins de 25 ans sur cinq a un travail, triste record de la zone euro partagé avec les Grecs. Le taux d'emploi en Italie est de 57%, le deuxième plus faible devant Malte.

Luca di Bonaventura est diplômé de sciences politiques de l'université de Florence depuis 2001. Il voulait faire carrière dans le journalisme.

Après dix ans passés à courir les contrats de six mois dans de grandes agences de presse italiennes, payé entre 600 et 1.500 euros par mois, il envoie maintenant des CV pour pouvoir infliger des amendes aux conducteurs mal garés ou accueillir les clients à la banque.

"Je pourrais être portier dans un hôtel. Je prendrais n'importe quel travail demain s'il s'agissait d'un contrat régulier, avec un mauvais salaire mais des congés payés, quelque chose qui me permette d'organiser ma vie", dit-il.

Simona Allegretti, 37 ans, voulait enseigner dans l'école publique après ses études de littérature italienne. Mais elle travaille dans une école pour coiffeurs, pour 15 euros de l'heure et sans aucune protection sociale.

Elle a abandonné ses rêves d'Education nationale après avoir fait des remplacements pendant des années, appelée de temps à autre et mal payée. Moins d'un pour cent des professeurs titulaires en Italie ont 35 ans. Dans le système secondaire, ils sont une espèce en voie de disparition.

FLEXIBILITÉ

Le marché du travail en Italie n'a pas toujours été sinistré. Jusqu'au milieu des années 1990, le travail temporaire était rare et offrait le même niveau de protection sociale que les contrats de longue durée.

Pour donner de la souplesse à un système jugé trop rigide, de nouveaux types de contrats temporaires ont été créés et l'intérim s'est développé.

Dans neuf cas sur dix, les premiers emplois sont désormais en contrat temporaire, que le travailleur soit diplômé ou non. Les salaires d'embauche sont, ajustés de l'inflation, au même niveau que dans les années 1980.

Les entreprises profitent du faible coût de ces contrats pour les renouveler aussi longtemps que possible et, ensuite, remplacer l'employé par un autre et recommencer.

Le travail temporaire, qui devait être un marchepied vers un emploi stable, ne mène plus à rien. Les jeunes retournent soit au chômage soit vers un autre travail temporaire et "*precarì a vita*" est entré dans le langage courant.

A l'inverse de la plupart des pays européens, la plupart des chômeurs italiens ne perçoivent aucune aide et ne bénéficient pas d'un programme de retour à l'emploi.

"Sans la perspective d'une stabilisation, même progressive, du travail temporaire, la qualité du capital humain diminue, avec des conséquences négatives à long terme sur la productivité et la profitabilité", disait récemment Mario Draghi, alors gouverneur de la Banque d'Italie avant de diriger la Banque centrale européenne.

PARADOXE

L'abus de travail temporaire n'est cependant qu'une partie de l'explication. L'autre raison du refus des entreprises d'employer en contrat normal est qu'il est alors quasiment impossible de se débarrasser du salarié.

"Il faut sortir d'un marché du travail binaire dans lequel certains sont trop protégés tandis que d'autres sont absolument sans protection ni assurance en cas de chômage", a dit Mario Monti lors de son premier discours devant le Parlement.

Ces salariés *"trop protégés"* sont ceux du secteur public ou des entreprises de plus de 15 salariés. Dans le public, l'emploi est garanti à vie. Dans le privé, les protections sont élevées, hérités d'un droit du travail adopté dans les années 1970.

Le salarié ne peut être licencié que pour faute grave. Si elle n'est pas prouvée, il doit être réintégré et récupérer l'intégralité de son salaire pour les mois où il n'a pas travaillé, ainsi que des indemnités.

Ces règles ne s'appliquant qu'aux entreprises de plus de 15 salariés, les petites entreprises freinent leur croissance, ce qui fait du tort au tissu industriel italien.

Autre paradoxe, alors qu'il est très difficile de se séparer d'un salarié, une entreprise peut fermer une usine entière si elle prouve qu'elle doit se restructurer pour des raisons économiques. *"En Italie, il est bien plus facile de licencier dix travailleurs qu'un seul",* observe Piero Ichino, spécialiste du marché du travail.

Mario Monti se heurtera à l'opposition des syndicats s'il souhaite simplifier les règles de licenciement, à moins qu'il ne crée, comme il l'a annoncé, un système global d'indemnités chômage qui sera dur à financer dans le climat actuel.

Son autre axe de réforme du marché du travail divise les syndicats: le président du Conseil souhaite évoluer vers un système de conventions collectives par entreprise et non par branche, comme Fiat, premier groupe industriel italien, a commencé à le faire.

Un article de mondialisation.ca du 3 décembre

Le sénat approuve la détention indéfinie et la torture de citoyens américains. (04.12)

La législation terrifiante qui permet aux citoyens américains d'être arrêtés, détenus indéfiniment, interrogés et torturés sans avoir été au préalable inculpés de quoi que ce soit, sans procès, est passée au sénat américain Jeudi avec un soutien très majoritaire de 93% des législateurs.

Seulement sept membres du sénat américain ont voté contre la loi National Defense Authorization Act (NDAA) ce Jeudi, malgré les avertissements de l'ACLU (Ndt: Association américaine des droits civiques) et de citoyens concernés à travers le pays, stipulant que les effets de cette législation seraient détritiaux aux droits civiques et aux libertés de chacun aux Etats-Unis. Sous cette loi, les citoyens américains peuvent être retenus par l'armée américaine pour des accusations en rapport avec le terrorisme et détenus indéfiniment sans procès.

De plus, un autre amendement de ce texte de la législation (Ndt: amendement 1031) approuve de nouveau la technique de torture dite de "*waterboarding*" (Ndt: simulation de noyade) ainsi que "d'autres techniques avancées d'interrogation" qui sont en ce moment hors-la-loi.

"*La loi est une menace historique aux citoyens américains*" a dit Christopher Anders de l'ACLU à Associated Press.

Pour les plus grands supporteurs de cette loi, quoi qu'il en soit, l'histoire nécessite que les Américains sacrifient leur liberté pour leur sécurité.

Le sénateur Lindsey Graham, un des soutiens de la législation, dit que les lois actuelles protégeant les Américains sont par trop laxistes. Au lieu de cela, dit ce sénateur, quiconque est soupçonné de terrorisme (Ndt: notons qu'il dit juste "soupçonné") "*ne devrait pas avoir leurs droits Miranda lu. Ils ne devraient pas avoir un avocat.*"

Graham ajoute que les suspects de terrorisme "*devrait être détenus humainement par l'armée et interrogés sur le pourquoi ils ont rejoint Al Qaïda et qu'est-ce qu'ils voulaient nous faire*", et ce bien qu'un autre législation dans la loi n'est pas exactement humaine. Le supplice de la baignoire, le déni de sommeil et d'autres méthodes mises hors-la-loi dans la loi Anti-torture Act de 2005, seront ajoutés à une liste top-secrète de techniques approuvées d'interrogatoire qui pourront être utilisées contre les suspects, Américains ou autres.

Le sénateur républicain Kelly Ayotte a dit la semaine dernière que "*les terroristes ne devraient pas être capables de voir toutes nos pratiques d'interrogatoires en ligne*", et le sénateur Joe Liberman a ajouté durant le débat cette semaine: "*Quand un membre d'Al Qaïda ou un autre groupe terroriste associé... Je veux qu'il soit terrifié de ce qu'il va lui arriver entre les mains américaines... Je ne veux pas qu'il sache ce qu'il va se passer*", a ajouté le sénateur et ancien candidat à la présidentielle américaine.

Non seulement ne sauront-ils rien leur cruel futur, mais ils ne sauront pas non plus leur propres droits, pour la simple raison qu'ils n'en auront aucun. "*Nous avons besoin que les autorités maintiennent ces individus aux mains de l'armée de cette façon nous n'avons pas à leur lire leurs droits Miranda*" ajoute Kelly.

Tandis que les législateurs ont rassemblé un soutien massif pour faire approuver la législation contre les terroristes, ceci peut aussi être appliqué contre n'importe qui. Incluant des citoyens américains qui ne pourraient que juste suspectés de liens avec des terroristes.

Le président Obama a promis dans le passé qu'il imposerait un veto à une telle législation si elle venait à passer le congrès et un officiel de la Maison blanche a dit à AP Jeudi que cette menace tient toujours.

Alors qu'Obama doit faire face à un pays au bord de l'effondrement économique total, si proche des élections, qu'un changement de fusil d'épaule ne serait pas hors de question, surtout que cette législation du NDAA pour l'année fiscale 2012 vient avec une étiquette de prix de près de 30 milliards de dollars de moins que ce qu'Obama avait demandé.

Article original en anglais : <http://rt.com/usa/news/detention-legislation-torture-senate-891/>

Un article du monde.fr du 3 décembre

Face aux dettes de leurs parents, de plus en plus de Français renoncent à hériter. (04.12)

C'est une démarche qui se fait par un simple formulaire administratif. Un acte enregistré dans les tribunaux de grande instance (TGI) qui raconte la France en crise, les fins de mois difficiles, et les petites retraites. En guise de bas de laine, les héritiers découvrent de plus en plus souvent, au moment du décès d'un proche, des dettes, arriérés de loyer ou de charges, factures impayées, remboursements de prêts à la consommation, frais hospitaliers... Faute de biens à vendre, et tenus d'honorer les ardoises de leurs parents, ils n'ont pas d'autre solution que de renoncer à la succession.

Selon les chiffres du ministère de la justice, arrêtés au 31 décembre 2010, le nombre de refus d'héritage est passé, entre 2004 et 2010, de 50 031 à 67 249, soit une augmentation de 33,5 %. Cette tendance à la hausse s'accélère en 2011, année qui pourrait bien être record en la matière.

A Nancy, Romaric Pierre, greffier en chef, a fait ses comptes. *"Mi-novembre, j'en suis déjà à 801 dossiers. Je vais au moins égaler et plus probablement exploser mon année record de 2009 (894 actes). J'ai déjà une avance de près d'une vingtaine de dossiers !"*, calcule-t-il.

Dans le Jura, les deux TGI de Lons-le-Saunier et de Dole vont dépasser les 500 demandes de 2010. Au 15 novembre, le compteur comptabilisait déjà 607 actes. Même tendance à Marseille, où les 1 140 dossiers de 2010 devraient être largement dépassés. A Lyon, Limoges, Bobigny, Toulouse ou Laon... même constat. *"Dans 90 % des cas, les raisons du renoncement sont dues à des dettes"*, poursuit Romaric Pierre, greffier à Nancy. Des considérations personnelles ou familiales peuvent aussi pousser à refuser un héritage, mais elles sont marginales. *"Même si l'héritier n'est pas obligé de motiver son refus, nous percevons bien, en discutant avec les familles, que derrière tout ça, il y a la misère du monde"*, analyse M. Pierre, qui voit chaque jour des proches pousser la porte de son tribunal, dont le ressort couvre 450 communes.

La cherté de la vie, le poids grandissant des charges fixes (logement, énergie...) grèvent de plus en plus les budgets familiaux. Pour boucler leurs fins de mois, les actifs mais aussi les retraités contractent des emprunts.

Selon la dernière enquête de la Banque de France, parue en mars, les plus de 55 ans représentaient en 2010 23 % des surendettés, contre 13 % en 2001. Ils pourraient atteindre 32 % en 2012. *"Près de la moitié des seniors criblés de dettes sont propriétaires et perdront leurs biens d'ici à 2013"*, précise Jean-Louis Kiehl, président de la fédération Crésus (chambre régionale du surendettement social), un réseau associatif qui aide les ménages surendettés.

Les plus âgés sont aussi les plus exposés aux crédits renouvelables, ces crédits à la consommation accordés facilement par des organismes financiers. 84 % des endettés de plus de 65 ans et plus y auraient eu recours, contre 72 % en moyenne, selon une étude de Crésus d'octobre 2011. *"Pour faire des économies, les gens ne prennent pas toujours les assurances décès ou invalidité, qui sont facultatives sur les crédits à la consommation, explique Laurent Périllaud, notaire à Ruffec, en Charente. A leur mort, les crédits courent toujours et les héritiers doivent rembourser."*

Le passif d'une succession peut être important. *"Jusqu'à 300 000 euros, mais c'est exceptionnel"*, convient Joël Fauré, adjoint administratif au tribunal de grande instance de Toulouse. *"L'ardoise moyenne tourne entre 20 000 et 60 000 euros"*, précise-t-il. Lui aussi s'attend en 2011 à une année record. En 2010, il avait enregistré 1 086 dossiers. Fin novembre, il en était déjà à 1 200. *"A ce rythme, je vais atteindre 1 500 dossiers à la fin de l'année"*, estime M. Fauré.

La fonte des patrimoines est aussi liée au vieillissement de la population. En Picardie, Dominique Pierre, greffier en chef au TGI de Laon (Aisne), parle de *"phénomène structurel"*. *"Notre juridiction, qui recouvre un territoire de 210 000 habitants, est implantée dans un département rural, pauvre et à la démographie vieillissante, explique M. Pierre. Le retraité type, ici, c'est un ouvrier agricole, qui au mieux possède un bien immobilier qui dépasse rarement les 120 000 euros."*

"Pour faire face aux frais liés au placement dans une maison de retraite ou médicalisée, les familles sont obligées de vendre leur maison. Quand la personne décède, soit il n'y a plus d'héritage, soit il y a des dettes", précise le greffier qui, depuis 2007, voit régulièrement augmenter la courbe des renonciations : 442 en 2010 et déjà 413 fin novembre 2011.

Beaucoup d'héritiers n'attendent pas l'inventaire de la succession pour prendre leur décision. *"Si le défunt n'est pas propriétaire, a un compte en banque très peu garni, pas de mobilier de valeur, une petite retraite ou un salaire faible, il y a des chances pour que le passif soit supérieur à l'actif",* explique Jérôme Schreiber, notaire à Dettwiller, une petite commune du Bas-Rhin.

En cas de doute, mieux vaut être vigilant, car des dettes insoupçonnées peuvent apparaître. Les cautions, une aide sociale comme l'aide à l'hébergement des personnes âgées, versée par le département et récupérable au décès de l'allocataire, peuvent être des bombes financières à retardement. En droit, l'héritier dispose de quatre mois pour établir un état des lieux de la succession et le transmettre au greffe. Il a par ailleurs un délai de prescription de dix ans pour accepter ou refuser l'héritage.

En cas de renonciation, la succession est alors dite vacante. A charge pour les services fiscaux d'essayer de récupérer quelques maigres actifs pour payer les créanciers. Mais, finalement, ceux-ci en sont en général pour leurs frais.

Commentaire d'un internaute

- "Il y a environ 545 000 décès en France, qui (presque) tous donnent lieu à succession. Le taux de refus de succession est donc inférieur à 9%. L'article qui fait concurrence à Zola a effectivement évité de donner ce "détail" éclairant, qui relativise cette donnée. La France est le pays européen où les patrimoines moyens et médians sont les plus élevés (moyen=380Keuros, médian=175Keuros, chiffres 2008). Alors le misérabilisme est à relativiser, comme d'hab dans le Monde.fr..."

Un article du monde.fr du 5 décembre

L'efficacité de la lutte contre la pauvreté en France mise en cause. (06.12)

Le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) et l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) doutent de la capacité du gouvernement à atteindre son objectif de réduction d'un tiers de la pauvreté à l'horizon 2012 et remettent en question l'efficacité des dispositifs en place.

Deux questions en particulier suscitent l'inquiétude des deux organismes officiels : la pauvreté des enfants et l'intégration des jeunes, notamment sur le marché du travail. "*Même si beaucoup de choses ont été faites, les résultats ne sont pas à la hauteur des attentes*", a déclaré lundi Etienne Pinte, président du CNLE lors d'une conférence de presse.

En 2007, Nicolas Sarkozy avait promis de faire baisser la pauvreté d'un tiers d'ici la fin de son quinquennat. "*Tenant compte de la poursuite du ralentissement de la croissance, il sera (...) très vraisemblablement impossible d'atteindre en 2012 l'objectif central fixé par le gouvernement*", écrit l'Onpes dans un communiqué publié lundi.

TAUX DE PAUVRETÉ ABSOLU ET RELATIF

La prise de position de ces deux institutions fait suite à la publication par le gouvernement de son troisième rapport annuel sur l'évolution de la pauvreté en France. Un rapport qui porte sur 2009 et qui, selon le CNLE et l'Onpes, est en "*décalage*" avec la réalité observée sur le terrain en 2011. Les deux organismes craignent de voir l'indicateur central utilisé par le gouvernement, le taux de pauvreté ancré dans le temps, "*masquer les évolutions défavorables de la grande majorité des autres indicateurs*".

Cet indicateur, qui propose une mesure absolue de la pauvreté, s'appuie sur le seuil de pauvreté à 60 % du revenu médian en 2006. En 2009, il est resté stable à 11,8 %, alors que le taux de pauvreté relatif a augmenté, atteignant 13,5 %.

REVALORISER LE RSA

Ces deux instituts demandent, entre autres, une revalorisation du revenu de solidarité active (RSA) et la mise en place d'un "nouveau plan de cohésion sociale". Le CNLE, dont la mission est notamment de proposer aux pouvoirs publics des moyens de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, recommande une augmentation de 25 % du RSA socle sous cinq ans, et une mobilisation en faveur de l'emploi des jeunes.

Il reprend à son compte certaines propositions du comité de suivi de la loi DALO sur le droit au logement opposable et attire l'attention du gouvernement sur la difficulté d'accès aux soins de certaines franges de la population, avec le non-recours de 20 % des personnes concernées par la couverture maladie universelle (CMU), et 45 % de celles concernées par l'aide médicale d'Etat (AME).

Le CNLE et l'Onpes notent toutefois que les indicateurs sont moins dégradés en France que dans d'autres pays d'Europe, preuve selon eux du "*rôle positif*" joué par le système de protection sociale. Ils enverront leurs observations et leurs propositions à chacune des grandes formations politiques en vue de l'élection présidentielle de 2012.

Le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés progresse encore en octobre.

Quelque 2 547 800 demandeurs d'emploi ont été indemnisés en octobre, un nombre en hausse de 1,5 % sur un mois en données corrigées des variations saisonnières, et de 1,4 % sur un an, a annoncé lundi Pôle emploi.

Les bénéficiaires de l'assurance chômage – 2 118 400 personnes – ont augmenté de 1,5 %, ceux percevant des allocations de solidarité-Etat de 1 %. Au total, 2 740 100 personnes ont touché des allocations. Toutes allocations confondues, le nombre de personnes indemnisées augmente de 1,2 % sur un mois et de 0,8 % sur un an.

Complément du Point.fr

Les places dans les logements sociaux sont également largement insuffisantes alors que les demandes augmentent. En ce qui concerne les plus jeunes, les établissements scolaires doivent continuer leur travail contre l'illettrisme. En effet, 15% des demandeurs d'emploi ne savent ni lire ni écrire.

En 2009, 13,6% de la population française était considéré comme pauvre, c'est-à-dire vivant avec moins de 954 euros par mois pour une personne seule. Les familles monoparentales et les familles nombreuses sont les plus touchés. Les moins de 25 ans sont également en première ligne: ils représentent moins du tiers de la population mais plus de 42 % de la population pauvre. Les personnes âgées sont aussi concernées, notamment les femmes seules de plus de 75 ans.

Un article de Reuters du 5 décembre

"Merkozy", comment la montagne accouche d'une souris. (06.12)

(Je tiens à préciser que le titre de cet article est de l'agence de presse Reuters et non de moi - Note du site)

Attendu comme l'acte fondateur d'une union budgétaire au sein de la zone euro, l'accord de lundi entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel offre peu de nouveautés et laisse - une fois encore - le sort de la monnaie unique entre les mains de la BCE.

Le conseil des gouverneurs de l'institut de Francfort se réunit ce jeudi pour décider d'une éventuelle baisse des taux, au moment où le risque de récession se précise, et de nouvelles mesures de liquidités à moyen et long terme pour les banques, alors que plane la menace d'un resserrement du crédit.

Plusieurs sources ont indiqué à Reuters ces derniers jours que la Banque centrale européenne pourrait par ailleurs être amenée à intensifier ses interventions sur le marché obligataire si les pays de la zone euro avançaient vers un nouveau "*pacte budgétaire*".

Les annonces franco-allemandes, très avares en nouveautés sur ce front, placent toutefois un point d'interrogation sur ce rôle plus actif de la banque en soutien aux pays en difficulté.

Tout d'abord, l'Allemagne et la France ont réitéré leur opposition à la création d'euro-obligations, considérées par de nombreux économistes comme une réponse structurelle nécessaire.

"*Les eurobonds se sont en aucun cas une solution à la crise*", a dit Nicolas Sarkozy, qui s'est déclaré en accord avec Angela Merkel sur ce point.

Ensuite, sur la question des sanctions automatiques, le président français et la chancelière allemande ont insisté sur leur volonté de les voir être généralisées dans le pacte de stabilité et de croissance. Or, cette disposition existe déjà depuis octobre et ils l'avaient initialement combattue.

PEU DE NOUVEAUX ÉLÉMENTS

Aux termes de l'accord trouvé après de longs mois de négociations et qui sera appliqué dès 2012, il avait alors été décidé que les pays dont le déficit est supérieur à 3% du PIB se verraient sanctionner de manière automatique, sauf à recueillir une majorité qualifiée des Etats membres pour s'y opposer.

Cette règle est exactement celle proposée lundi par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel.

Même chose pour la "*règle d'or*" budgétaire que les deux dirigeants ont dit vouloir voir adoptée dans toutes les constitutions des pays de la zone euro.

Cette obligation, réclamée dès février par le couple franco-allemand, était déjà mentionnée dans le Pacte de stabilité et de croissance puis reprise dans le pacte "*Euro Plus*" signé au printemps par les membres de la zone euro et six pays non membres de la monnaie unique.

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel y ont depuis fait de nombreuses références, les dernières en date lors des sommets de la fin octobre à Bruxelles.

Certes, la mise en conformité de ces "*règles d'or*" avec le Pacte de stabilité sera in fine supervisée par la Cour de justice européenne mais ce n'est là que le rôle normal de la Cour, qui ne pourra pas avoir le dernier mot sur les budgets nationaux comme l'avait envisagé Berlin.

PANNE FATALE ?

Enfin, dernier élément qui s'apparente difficilement à une nouveauté, le langage sur la participation du secteur privé dans le cadre du futur mécanisme permanent de stabilité financière (MES) sera adouci mais le

concept demeure, quoi qu'en disent la chancelière et le président sur le caractère exceptionnel du plan de réduction de la dette grecque.

Ils ont ainsi annoncé lundi que les principes et la pratique du MES, dont l'entrée en vigueur doit être anticipée à 2012, seraient ajustés sur ceux du Fonds monétaire international.

Or, non seulement le FMI prévoit bien la participation du secteur privé dans le cadre de la restructuration financière d'un pays, mais cet alignement du MES n'est pas nouveau.

En novembre 2010, Jean-Claude Trichet, alors président de la BCE, avait ainsi salué la clarification apportée par les dirigeants européens : *"Il était nécessaire d'avoir une clarification complète de la doctrine. Il devait être clair que nous appliquerions à l'Europe la doctrine du FMI (...), c'est-à-dire sans participation ex-ante (du secteur privé)"*.

Résumant le manque d'ambition de l'accord franco-allemand, l'eurodéputé libéral Guy Verhofstadt a vivement critiqué lundi l'"*unité de façade*" entre Nicolas Sarkozy et Angela Merkel qui, a-t-il dit, *"masque mal leurs divergences profondes et persistantes, lesquelles s'avèrent un obstacle important sur la voie d'une solution définitive à la crise de l'Eurozone"*.

"Le moteur franco-allemand d'intégration européenne a des ratés. Je redoute une panne fatale", a-t-il ajouté.

Un article de reuters du 6 décembre

Inde. Quand corruption, dictature, obscurantisme et puritanisme font bon ménage. (07.12)

(titre de Reuters *L'Inde demande aux réseaux sociaux de faire le ménage*)

New Delhi a demandé aux opérateurs de réseaux sociaux tels que Facebook, Google ou Yahoo de vérifier le contenu de leurs sites et de faire disparaître tout ce qui peut être "*malveillant, conflictuel et diffamatoire*", a annoncé mardi le ministre de l'Information et des Télécommunications.

Kapil Sibal a reçu lundi les dirigeants des compagnies concernées pour les prier de mettre en place un mécanisme de contrôle, mais aucun accord n'a été conclu, a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse.

"Nous devons prendre soin des sensibilités de notre peuple. Nous accordons une grande importance à notre éthique culturelle", a-t-il expliqué.

Facebook a annoncé mardi qu'il retirerait tout contenu violant les termes d'utilisation de son réseau social.

"Nous retirerons tout contenu qui viole nos termes d'utilisation, qui ont été conçus pour interdire tout message de haine, de menace, d'incitation à la violence, à caractère pornographique ou contenant de la nudité", a indiqué Facebook dans un communiqué.

Interrogé sur le sujet un représentant de Google s'est pour sa part refusé à tout commentaire.

Un article du monde.fr du 6 décembre

L'"horreur" de la prison de Nouméa. (07.12)

(Titre du monde.fr *Le contrôleur des prisons dénonce l'état du centre pénitentiaire de Nouméa*)

L'état déplorable et la surpopulation de la prison de Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, relèvent d'une "violation grave des droits fondamentaux" des personnes qu'il héberge, déplore Jean-Marie Delarue, le contrôleur des prisons, dans des "recommandations" publiées mardi 6 décembre au Journal officiel.

Lors d'une visite inopinée effectuée en octobre par quatre contrôleurs, il a été constaté que 438 personnes étaient écrouées dans cette prison appelée Camp est, pour une capacité de 218 places, précise le contrôleur général des lieux de privation de liberté, Jean-Marie Delarue. La suroccupation atteint 300 % dans la maison d'arrêt, quartier destiné aux personnes en détention provisoire ou condamnées à de courtes peines.

Jusqu'à six détenus cohabitent dans des cellules insalubres de 12 m². Trois lits superposés d'un côté, deux de l'autre et, "souvent, entre les deux rangées de lits, un matelas posé à même un sol crasseux où circulent des rats et des cafards". "Les WC, à la turque, sont situés dans un coin" de la cellule. "Les remontées d'égoûts fréquentes empestent l'atmosphère", la chaleur "est vite éprouvante", "les grilles d'aération sont souvent obstruées afin d'empêcher les rats" d'entrer. Quant aux cellules disciplinaires et d'isolement, elles sont "dans un état répugnant".

Par ailleurs, les activités proposées étant "quasi inexistantes", les personnes détenues sont "confinées dans leurs cellules entre vingt-deux et vingt-trois heures par jour".

Le texte rappelle que le ministère de la justice a annoncé en mai "la réhabilitation et l'extension" de la prison, avec "livraison de la première tranche en 2016". Mais du fait d'un "imbroglio" avec la ville de Nouméa, le permis de construire n'a toujours pas été délivré.

Plutôt qu'un déménagement, le contrôleur constate qu'une "reconstruction sur place", certes "graduelle", pourrait "avoir un début de réalisation immédiat, précieux pour les personnes détenues comme pour le personnel". M. Delarue dit avoir communiqué ses observations selon une procédure d'urgence, le 25 octobre, au ministre de la justice, qui lui a adressé une réponse le 2 décembre, dont la teneur n'a pas été rendue publique.

La Ligue des droits de l'homme de Nouvelle-Calédonie a dénoncé récemment "l'horreur" de la prison de Nouméa, où deux jeunes détenus sont morts en octobre. L'un a été battu à mort par ses codétenus, l'autre s'est pendu.

Un article du figaro.fr du 8 décembre

Le rapport confidentiel de Van Rompuy aux Vingt-Sept. (09.12)

Le président de l'Union européenne prie les dirigeants européens de «répondre vigoureusement par une action immédiate» aux tensions qui fragilisent l'euro.

Pour l'homme chargé de forger le consensus au sommet de Bruxelles, il suffirait d'une réécriture rapide et limitée des traités européens afin de lancer le chantier voulu par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel.

Des règles plus strictes sur les déficits budgétaires et les dettes nationales, ainsi que l'obligation constitutionnelle d'une règle d'or pourraient être édictées par simple modification du protocole n°12, un texte annexe au traité de Lisbonne, explique Herman Van Rompuy dans un rapport confidentiel adressé mardi à tous les dirigeants européens.

Ces changements *«peuvent être introduits par décision unanime du Conseil (ou siègent les États), sur proposition de la Commission et après consultation du Parlement européen et de la BCE, précise le texte obtenu par Le Figaro. La décision n'exige pas de ratification au niveau national. Elle peut donc conduire à des changements rapides et significatifs.»*

Après avoir beaucoup consulté, le président Van Rompuy prie aussi les vingt-sept capitales de *«répondre vigoureusement par une action immédiate»* aux tensions qui fragilisent l'euro. Il insiste sur la nécessité de mettre en œuvre les décisions déjà prises, à commencer par le renforcement du fonds de sauvetage FESF et par la mise à niveau des ressources du FMI.

L'intégralité de ce texte figure en anglais dans la rubrique *politique*

Un article de liberation.fr du 8 décembre

Les leaders européens pas chauds pour la «Merkozy». (09.12)

La plupart des présidents et chefs d'Etat qui se sont exprimés jeudi à Marseille, au congrès du Parti Populaire Européen, ont manifesté de la défiance à l'égard du projet de révision des traités porté par le couple franco-allemand.

Comme dans un round d'observation, le congrès du Parti Populaire Européen (PPE) à Marseille a été l'occasion, pour les principaux leaders européens, de montrer dans quel état d'esprit ils étaient à quelques heures de l'ouverture d'un sommet que tout le monde s'accorde à considérer comme crucial. Or à la tonalité des différentes prises de parole, rien n'est à exclure. Et surtout pas le pire. L'Europe se présente très très divisée sur l'opportunité du projet de Merkel et Sarkozy de révisions des traités européens pour sauver la zone euro.

En tout début d'après midi, c'est Nicolas Sarkozy qui a ouvert le bal des allocutions. Il a choisi la dramatisation à outrance (voir vidéo), déclarant d'entrée de jeu : *«s'il y a un moment où on doit se parler franchement, c'est aujourd'hui. Jamais l'Europe n'a été autant nécessaire, et jamais elle n'a été autant en danger»*. Et de poser les conditions de l'ultimatum: *«chacun peut comprendre que si vendredi il n'y a pas d'accord, alors il n'y aura pas de seconde chance»*. Sarkozy a tenu à prendre les devants des critiques contre la «Merkozy»: *«sans accord de la France et de l'Allemagne, il n'y a pas d'accord possible chez nous (en Europe, ndlr)»*. Et à répondre à tous ceux qui pensent (et ils sont nombreux) que modifier les traités dans cette période de crise est un jeu politique beaucoup trop dangereux: *«si on dit qu'il faut repenser l'Europe, alors il faut changer les traités»* a déclaré en substance Sarkozy. Et si cela ne se fait pas dans l'Europe des 27, le chef d'Etat français a fait comprendre que cela se fera dans la zone euro. A prendre ou à laisser.

Craintes d'une Europe à deux vitesses

Dix minutes plus, José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, adresse le premier avertissement à Sarkozy : pourquoi pas une modification des traités, dit-il, mais uniquement si *«les Etats membres peuvent garantir qu'ils approuveront de telles modifications»*. Autant dire mission impossible, car cela supposerait d'anticiper le vote des Parlements nationaux. Puis ce fut au tour de Donald Tusk, le premier ministre polonais de prendre la parole. *«L'Europe c'est 27 Etats membres et pas 17 et plus»*, a-t-il lâché. En clair, pas question d'envisager une Europe à plusieurs vitesses, entre une zone euro plus intégrée et une périphérie. C'est-à-dire exactement le projet de Sarkozy. Puis ce fut autour du Président roumain d'en remettre une couche sur le même thème: *«La vie quotidienne des citoyens de Roumanie est considérablement affectée par ce qui se passe à l'intérieur de la zone euro»*. Et de conclure que son pays ne peut pas *«accepter une Union européenne avec deux catégories d'Etat»*. Jeudi après-midi, la seule petite note de consensus est venue d'Angela Merkel qui a tenté de corriger la charge va-t-en-guerre de Sarkozy en distribuant (en parole du moins) des gages à tout le monde. Et appelant surtout à *«avancer à 27»*. Pas sûr que cela suffise..

Un article de Reuters du 9 décembre

La zone euro se refonde avec un nouveau traité. (10.12)

Les pays de la zone euro ont entamé vendredi au petit matin une vaste refondation qui, après signature d'un nouveau traité auquel seule la Grande-Bretagne a décidé de ne pas s'associer, doit les porter rapidement vers une plus grande intégration économique et budgétaire.

Au terme de leur seizième sommet depuis le début de la crise de la dette fin 2009 et après plus de 10 heures d'intenses tractations, ils se sont entendus sur ce nouveau "pacte", qui repose notamment sur un contrôle plus strict des budgets nationaux, ainsi que sur une réforme limitée du futur mécanisme européen de stabilité, qui sera désormais épaulé par la BCE.

"C'est un sommet qui fera date", a déclaré Nicolas Sarkozy lors d'une conférence de presse qui a débuté peu après 5h00.

"Nous aurions préféré une réforme des traités à 27, cela n'a pas été possible compte tenu de la position de nos amis britanniques (...) Ce sera donc un traité intergouvernemental à 17, ouvert à ceux qui voudront le rejoindre", a-t-il ajouté.

La Grande-Bretagne a d'ores et déjà annoncé ne pas vouloir signer ce traité. Après quelques hésitations initiales, les neuf autres Etats membres de l'UE n'utilisant pas l'euro ont quant à eux décidé de s'y associer, même si certains d'entre eux doivent encore consulter leurs parlements.

Le Premier ministre britannique David Cameron a dit vendredi que Londres avait un intérêt objectif à rester dans l'UE, appartenance qui serait défendue tant que cet intérêt demeurerait.

Selon les conclusions du sommet, les institutions actuelles de l'Union européenne pourront être utilisées dans ce nouveau traité, qui sera rédigé d'ici mars mais ne devra pas obligatoirement faire l'objet d'un référendum dans les pays qui le signeront et sera intégré le plus rapidement possible au cadre communautaire.

Les modalités juridiques précises doivent désormais être discutées mais, sur le fond, ce nouveau traité s'inspirera très largement de la lettre franco-allemande transmise cette semaine à Herman Van Rompuy, ainsi que des propositions de ce dernier.

Les pays dont les déficits seront supérieurs à 3% de leur PIB seront visés par des sanctions automatiques qui ne pourront être bloquées que par une majorité qualifiée de pays.

Par ailleurs une "règle d'or" budgétaire permettant de maintenir ces déficits sous le seuil de 0,5% du PIB sur la durée du cycle économique devra être intégrée aux législations nationales, sous le contrôle de la Cour de justice européenne.

La chancelière Angela Merkel s'est elle aussi félicitée de l'issue du sommet.

"Je pense qu'après de longues négociations il s'agit d'un résultat très très important parce que nous avons appris des erreurs du passé et parce qu'à l'avenir nous aurons des décisions qui nous engageront, plus d'influence de la Commission européenne, plus de communauté et avec cela plus de cohérence", a-t-elle dit avant de quitter le bâtiment du Conseil européen. Elle a par ailleurs confirmé que la date d'entrée en fonction du futur mécanisme européen de stabilité (MES) serait avancée à juillet 2012.

Sur proposition du président de la Banque centrale européenne Mario Draghi, les membres de la zone euro ont décidé que la BCE deviendrait l'opérateur de ce mécanisme.

"La Banque centrale européenne gèrera le FESF et le MES. Il y a eu une proposition de M. Draghi proposant de mettre les compétences de la banque centrale au service du fonds européen. Nous avons considéré que c'était une très bonne idée (...) C'est un élément de plus qui renforcera la confiance dans ce fonds", a dit Nicolas Sarkozy.

Autre nouveauté, le mode de décision du MES inclura une procédure d'urgence selon laquelle la règle de l'unanimité sera substituée par une majorité surqualifiée de 85%.

En revanche, le MES ne sera pas doté d'une licence bancaire comme le demandaient une majorité de pays et sa capacité de prêt cumulée avec l'actuel Fonds européen de stabilité financière (FESF) restera de 500 milliards d'euros. Ce plafond pourra toutefois être revu en juillet 2012.

De manière complémentaire, l'ensemble des Etats membres de l'UE se sont entendus pour étudier dans les dix jours la possibilité de prêter 200 milliards d'euros au Fonds monétaire international pour en renforcer les ressources.

Selon Angela Merkel, la zone euro pourrait apporter à elle seule 150 de ces 200 milliards.

L'ensemble de ces résultats ont été jugés encourageants par Mario Draghi qui, avant le sommet, avait douché les espoirs des marchés d'une intervention rapide de l'institut de Francfort en soutien aux pays en difficulté.

"Cela va être la base d'un bon pacte budgétaire et de plus de discipline en matière de politique économique parmi les membres de la zone euro", a-t-il déclaré après la réunion, même s'il a dit vouloir maintenant voir rapidement des détails.

Une réunion des ministres des Finances de la zone euro et des neuf autres pays signataires du traité pourrait être organisée à Bruxelles dès la semaine prochaine, avant un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de ces 26 pays sans doute courant janvier.

Des sources au sein de la BCE ont par ailleurs confirmé vendredi que l'accord obtenu à Bruxelles était conforme aux attentes du conseil des gouverneurs de la BCE qui, à la lumière de ces résultats, ne prévoyait pas de prendre d'autres mesures en soutien aux pays en difficulté.

Un article de publicsenat.fr du 9 décembre

Henri Sterdyniak : « *L'accord européen est complètement catastrophique* ». (11.12)

Les européens sont parvenus à un accord pour renforcer la discipline budgétaire dans la zone euro mais sans l'ensemble des pays de l'Union pour cause de clash avec la Grande-Bretagne. Mais selon Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE, « *les pays se lient les mains en matière budgétaire* ». Entretien.

L'accord européen est-il un tournant dans la construction européenne en ouvrant une Europe à deux vitesses ?

L'Europe est pleine de tourments. Le fait qu'elle soit à plusieurs vitesses n'est pas vraiment nouveau. Le problème existe depuis la création de la zone euro. Il y a ceux qui y sont et les autres. On était déjà plus ou moins dans l'Europe à 2 ou 3 vitesses. Là apparaît plus clairement le fait que quelques pays refusent de céder au fédéralisme que proposent la France et l'Allemagne. De même on voit que la Grande-Bretagne refuse de laisser l'Europe réguler son système financier. Ce n'est pas une nouveauté. L'Irlande a toujours refusé l'harmonisation fiscale.

L'accord fait la part belle à une rigueur budgétaire accrue. Est-ce suffisant pour enrayer la crise ?

Il faut bien voir que l'accord est complètement catastrophique sur le plan économique. Les pays se lient les mains en matière budgétaire. Les pays de la zone euro n'auront plus aucune liberté en matière de politique économique. C'est très préoccupant. Comment réagiront-ils demain s'il y a de nouveau une crise ? Ce n'est pas prévu. Les pays soumettent entièrement la politique budgétaire à la commission. Est-ce la peine d'aller voter l'année prochaine ? Il est stupéfiant qu'on réforme la politique budgétaire alors que la crise ne provient pas d'excès de déficit public, mais initialement, en 2007-2008, de l'avidité aveugle des marchés financiers. Depuis 2 ans, la crise de la zone vient d'erreurs du Traité de Maastricht qui ne prévoit pas que la BCE finance automatiquement les Etats. La spéculation a pu se déchaîner. Or l'accord ne garantit pas nettement les dettes publiques. On a l'impression que c'est un prétexte pour l'Allemagne et la commission d'imposer leur vue. (l'erreur monsieur, c'est d'être incapable de concevoir que le Traité de Maastricht a été conçu tel quel pour justement permettre d'engraisser les banquiers, tandis que la dette des Etats exploserait. - note du site)

Donc cet accord ne va rien régler selon vous ?

Cet accord va mettre un certain temps à entrer en vigueur. Il ne répond pas aux défaillances qu'on constate depuis 4 ans. Peut-être que derrière cet accord, il existe un accord secret qui serait qu'en échange la BCE accepterait de garantir complètement les dettes publiques. Mais ce n'est pas annoncé. On voit mal comment les marchés pourraient être rassurés. Les pays vont simultanément mettre en œuvre une politique d'austérité. La chute de croissance qui en découlera n'est pas de nature à rassurer les marchés. Par ailleurs, l'accord ne prévoit aucune mesure pour relancer la croissance, favoriser le tournant écologique, la réindustrialisation des pays du Sud.

Vous dénoncez une perte de souveraineté ?

Oui, il y a un problème de perte de souveraineté. On nous avait vendu la zone euro en disant qu'avec la zone monétaire les pays n'auraient plus à se préoccuper de leur solde extérieur, que ça allait stabiliser leur économie. C'est tout à fait l'inverse, avec une paralysie complète des gouvernements. La crise a montré qu'on a besoin de politique budgétaire or on paraît l'oublier. C'est un paradoxe.

La perte du triple A serait-elle aussi désastreuse qu'annoncé ?

Qu'est ce qui est le plus tragique ? La perte du triple A ou la perte de toute autonomie budgétaire ? Pour éviter la menace des marchés on prend la mesure qui est peut-être pire que la perte du triple A. On risque d'avoir les deux. Les marchés ne feront pas confiance à la zone qui est en récession durable. On aura la défaite et le déshonneur, comme il avait été dit après les accords de Munich lors du retour de Daladier.

Pourquoi les responsables politiques ne vont-ils pas plus loin dans la régulation des marchés ?

C'est d'une part la peur de s'opposer complètement aux marchés anglo-saxons, la difficulté de réguler ce marché. Le fait que l'Allemagne, qui en principe est pour la régulation, compte sur les marchés pour imposer une discipline aux pays du Sud. Et c'est le manque de courage des classes dirigeantes en Europe qui refusent de voir que la globalisation financière ne marche pas. Il faut un tournant dans le système financier et bancaire, sinon on aura en permanence ce genre de crise de confiance : perte de confiance des banques, risque de restriction de crédit. Il y a un manque de volonté des classes dirigeantes et des hommes politiques qui refusent de tirer les leçons de la crise qui impose de changer l'Europe et la finance.

Un article du monde.fr du 10 décembre

"Le régime russe a des raisons de s'inquiéter". (11.12)

Après une semaine de manifestations en Russie contre le résultat des législatives du 4 décembre, remportées par le parti de Vladimir Poutine, des dizaines de milliers de personnes doivent se rassembler en fin de matinée, samedi, à Moscou et en province.

Marie Jégo, correspondante du "Monde" en Russie, a répondu vendredi à vos questions sur ce sujet : "*La contestation peut-elle ébranler le système Poutine en Russie ?*".

Michel75 : On voit beaucoup ici d'images de manifestations mais quelle est l'ambiance générale à Moscou ? Que pense l'homme de la rue ?

Marie Jégo : On observe quand même comme une sorte de tension, de nervosité. Il y a de l'inquiétude sur ce qui va se passer dans les jours qui viennent. Le thème de la manifestation et du mécontentement est beaucoup abordé par les radios, par exemple, qui posent des questions et les auditeurs appellent pour donner leur sentiment. Les opinions sont partagées. Certains disent qu'ils vont aller à la manifestation de l'opposition, samedi 10 décembre. D'autres disent que c'est dangereux et qu'ils craignent des provocations. Et donc, ils n'iront pas. Toutefois, 34 000 personnes ont déclaré leur intention de participer au rassemblement sur Facebook.

Le chef des services sanitaires russe, Guennadhi Onichtchenko, a dit à la population de ne pas aller à la manifestation parce que les rassemblements de masse dans les rues "*favorisent la diffusion rapide des virus et infections respiratoires*". Il est coutumier de ce genre de déclaration. Il y a quelques mois, il avait dit que "*le persil frisé était une drogue*". Semant le doute chez les propriétaires de datcha.

Atomic : Qui mène le mouvement de contestation ? Voit-on naître une véritable opposition ?

Marie Jégo : A l'heure qu'il est, l'opposition russe, non parlementaire, celle qui a appelé à manifester, est très marginalisée. Elle n'a jamais eu l'autorisation de s'enregistrer en tant que parti. Il y a plusieurs mouvements dans cette opposition et elle est assez divisée. Toutefois, il y aura à la manifestation de samedi de nombreux mouvements sociaux et associatifs, comme les "*seaux bleus*", qui sont les automobilistes qui protestent contre le girophare et les passe-droits accordés aux hauts fonctionnaires. Il y aura aussi tous les mouvements anti-corruption.

Bruxelles : Quelles sont les revendications des manifestants ?

Marie Jégo : Les manifestants veulent une enquête sur les élections législatives du 4 décembre. Ils demandent que soient jugés les présidents des commissions électorales qui ont pris part aux fraudes. Et la mise en cause de la Commission électorale centrale qui, selon les témoignages d'observateurs, a retouché les bordereaux de décompte des voix.

Ldn_44 : Peut-on envisager un soulèvement de type printemps arabe ou n'est-ce qu'une manifestation post-électorale qui s'essouffera avec le temps ?

Marie Jégo : Il est à craindre que ce mouvement s'essouffle, parce qu'il n'est pas organisé. Il faut voir que la société russe vient de sortir du totalitarisme. L'écroulement de l'URSS s'est produit il y a vingt ans, presque jour pour jour. Et la confiance politique des gens est très peu développée. Ce qui est intéressant dans la contestation à laquelle on assiste aujourd'hui, c'est que les jeunes qui sont dans la rue se disaient jusque-là apolitiques. Le sentiment du Russe ordinaire, et il y en avait aussi dans les manifestations des Russes d'en-bas, c'est qu'on l'a humilié parce qu'on lui a volé son vote. Mais à vrai dire, cette contestation pourrait très bien s'essouffler.

Une page a quand même été tournée. Car le mythe du dirigeant bien-aimé, du chef de la nation, s'est fissuré. Le point de départ de ce sentiment, c'est l'annonce, le 24 septembre 2011, que Vladimir Poutine allait revenir au Kremlin pour six ans. Le premier ministre est d'ailleurs allé à la Commission électorale centrale au lendemain des législatives pour poser sa candidature à la présidentielle du 4 mars 2012. Le fait

d'annoncer avant les élections qu'il revenait au Kremlin en prenant Dmitri Medvedev comme premier ministre avait tout l'air d'un arrangement conclu de longue date derrière les murailles du Kremlin, avant l'assentiment des électeurs. Le mythe de Poutine adulé s'est brisé lors d'un combat d'arts martiaux au stade Olympiiski, quand il a été hué par une bonne partie du public.

Michel Eltchaninoff : Y a-t-il un risque que les ultra-nationalistes s'allient avec les "nouveaux indignés" et l'opposition démocratique ?

Marie Jégo : Oui, c'est un risque. Par exemple, le blogueur anti-corruption, Alexeï Navalny, très populaire chez les internautes, ne cache pas ses sympathies pour les ultra-nationalistes. L'extrême-droite, qui est comme les mouvements de l'opposition non-parlementaire, marginalisée, ne manquera pas ce rendez-vous.

Cyril : Ces manifestations font-elles apparaître une scission générationnelle entre la population vieillissante et nostalgique des années URSS et la jeunesse "Internet/média" ?

Marie Jégo : Oui, on voit aujourd'hui l'émergence d'une jeunesse qui n'a pas connu l'URSS, qui voyage, est informée, mais apolitique. Sa caractéristique, c'est qu'elle n'a pas peur et qu'elle est tout de même un peu mieux organisée grâce aux réseaux sociaux. Samedi 10 décembre, des manifestations sont prévues à Saint-Pétersbourg et dans des villes de province. Mais le mouvement, bien sûr, est nourri avant tout par la jeunesse urbaine.

Yohann : Le régime russe se sent-il vraiment menacé par ces manifestations ? A-t-il des raisons de s'inquiéter ?

Marie Jégo : Oui, le régime russe a des raisons de s'inquiéter surtout quand on lit les commentaires abondants à propos des falsifications sur Internet. Il y a surtout une chose qui revient, c'est le sens de l'humour. Il y a énormément de blagues sur le tandem Vladimir Poutine et son protégé Dmitri Medvedev. Un dirigeant politique dont on se moque ne peut pas être un dictateur.

On a vu ces jours-ci les autorités inquiètes qui font pression sur les sites d'information, les sites des ONG, les journalistes de la télévision avec des propositions de limiter l'accès aux réseaux sociaux. Par ailleurs, le directeur du Facebook russe, Pavel Dourov, a confié subir d'importantes pressions du FSB (les services de sécurité) pour bloquer les interventions des opposants.

Harry : Quelles falsifications sur Internet ?

Marie Jégo : Sur Internet, les observateurs indépendants ont mis des vidéos, des documents. Par exemple, ils ont donné les bordereaux des résultats qu'ils avaient signés pour leurs bureaux de vote. Quand on compare avec les résultats officiels, publiés sur le site de la Commission électorale centrale, cela n'a plus rien à voir. Les experts, ici, soulignent que la falsification la plus importante, c'était la réécriture des bordereaux de décompte des voix. Il y a aussi beaucoup de témoignages de gens ordinaires qui font état de pression de leur hiérarchie pour voter pour le Parti Russie unie qui l'a emporté avec 49,5 % des votes. Selon l'ONG "*Le Citoyen observateur*", 20 % des votes auraient été falsifiés. Il y a eu aussi des votes multiples quand des électeurs sont amenés en bus dans plusieurs bureaux de vote. L'AFP cite le témoignage d'un jeune homme, à Saint-Pétersbourg, qui aurait voté dix fois contre une somme d'argent.

Yann : Qu'est ce qui pousse les Russes à descendre dans la rue ? Ce n'est pas la première fois qu'une élection est falsifiée en Russie...

Marie Jégo : Il y a toujours eu des falsifications, c'est vrai. Paradoxalement, les élections les plus propres étaient celles de 1989-1990. C'est-à-dire à l'époque de Gorbatchev. Cette fois-ci, quand même, les autorités y sont allées un peu fort. Par exemple, la Commission électorale centrale a donné, le soir du vote, des résultats par région, avec les pourcentages des votes pour chaque parti. Ces images ont été diffusées et commentées à la télévision. Le plus incroyable, c'est que lorsque l'on fait le total des votes par région, on obtient 147 % pour Rostov, 129 % pour Boronej et 115 % pour Sverdlovsk. Les gens se sentent humiliés par ces mensonges éhontés. Et par la propagande du pouvoir. De là, le sursaut citoyen.

Ces falsifications sont vécues comme une humiliation. De plus, le Kremlin a perdu la bataille sémantique. Partout, dans la blogosphère et dans la rue, les gens ne disent plus "*Russie unie*" mais "*le Parti des voleurs et des escrocs*".

Acala : Peut-on espérer une intervention d'ordre "*juridique*", de la part de l'Europe, concernant ces élections, une commission d'enquête ?

Marie Jégo : L'Europe se montre très prudente. Beaucoup plus prudente que les Etats-Unis, car elle ne veut pas froisser Moscou. Il y avait quand même des observateurs de l'OSCE et du Conseil de l'Europe. Leur rapport fait état de bourrages d'urnes et de fraude. Ce qui a suscité des critiques de la direction russe. L'Europe, engluée dans ses problèmes financiers, ne risque pas de mener la bataille pour des élections honnêtes en Russie. Et d'ailleurs, le mouvement de contestation, qui a surgi après les législatives à Moscou et à Saint-Pétersbourg, n'est en rien manipulé de l'extérieur, comme voudrait le faire croire Vladimir Poutine. Mais ces allégations rendent l'Europe encore plus timide car elle ne veut pas entrer en conflit avec la Russie. Il n'y a pas de vraie politique étrangère européenne à l'égard de la Russie. Et les autorités russes favorisent les relations bilatérales.

Harry : Poutine accuse les Etats-Unis d'influencer ce mouvement. A-t-on plus d'informations sur l'implication potentielle américaine ?

Marie Jégo : En disant cela, ce qui est à l'évidence une bêtise, Vladimir Poutine montre d'où il vient, c'est-à-dire du KGB soviétique dont la principale marotte consistait à voir partout des espions étrangers. A la veille du vote, un film a ainsi été montré à la télévision NTV pour salir l'ONG Golos, active dans la formation d'observateurs. Dans ce film, il était dit que cette ONG agissait pour le compte des Etats-Unis. Or, elle est financée, certes, par la Commission européenne et par les think-tanks américains, mais ce n'est pas pour autant qu'elle est en quoi que soit dans les falsifications. De plus, il y avait beaucoup d'autres observateurs, notamment de l'ONG russe Citoyen observateur.

Guest : Un nouveau suffrage est-il aujourd'hui envisageable ?

Marie Jégo : Des opposants aujourd'hui demandent l'organisation d'un nouveau scrutin là où les falsifications sont avérées. Toutefois, il y a peu de chance que cela ait lieu, ou très partiellement. Les autorités nient toute fraude à grande échelle. Elles ont donc intérêt à minimiser leur ampleur. Quand bien même il y aurait une Commission d'enquête, elle sera confiée, le président Medvedev l'a déjà dit, à la Commission électorale centrale, laquelle est soupçonnée les avoir orchestrées. Comme la Russie n'est pas un Etat de droit, les manifestants, même s'ils parviennent à faire entendre leurs voix, sont assurés d'échouer. Il n'y a pas de recours possible.

Pour la manifestation, même s'il s'agit d'un mouvement d'ampleur, par rapport à ce que l'on voyait ces dernières années, 34 000 personnes c'est peu pour une grosse ville comme Moscou qui compte 12 millions d'habitants. A Kiev, en 2004, il y avait 1 million de personnes sur Maydan, la place centrale. A l'échelle de Moscou, il en faudrait 2 millions. Mais même si le mouvement de protestation est limité aux villes, on peut dire qu'il y a un sentiment de ras-le-bol, largement partagé, même en province où la population ne ménage pas ses critiques envers Russie unie, le parti de Poutine.

Xavier : Pensez-vous qu'une escalade violente des manifestations est à craindre ? Le déploiement massif des forces de sécurité russe est-il suivi d'une répression brutale ou s'agit-il "*simplement*" d'éviter les débordements ?

Marie Jégo : La manifestation de samedi 10 décembre est autorisée. Il ne devrait donc pas y avoir de débordement dès lors que les manifestants restent dans le périmètre autorisé. D'importantes forces de l'ordre seront déployées, comme toujours, pour empêcher justement les débordements. Ici, à Moscou, nombreuses sont les personnes qui disent craindre une provocation. On ne peut malheureusement rien exclure. Mais mon sentiment, c'est que l'opposition et le Kremlin n'ont pas intérêt à jeter de l'huile sur le feu.

Il y a une incertitude. La manifestation était au départ prévue place de la Révolution pour 300 personnes, car en Russie, les autorités et les organisateurs doivent s'entendre sur le nombre de participants avant la manifestation. Comme la place de la Révolution est petite, lorsque 34 000 personnes ont répondu présent, la municipalité de Moscou a proposé un autre lieu, la place du Marécage, plus vaste. Des opposants

obstinés, comme Edouard Limonov, chef du Parti "L'Autre Russie", a appelé ses militants à aller place de la Révolution et à marcher dans Moscou vers l'autre lieu de rassemblement. Si cela se passe, il y aura probablement des échauffourées.

Un article du monde.fr du 10 décembre

"Poutine et Russie unie sont allés trop loin". (11.12)

C'est le point d'orgue d'une semaine de manifestations en Russie. Mobilisés contre le résultat des législatives du 4 décembre, remportées par le parti "Russie unie" mais entachées de fraudes, des dizaines de milliers d'opposants au premier ministre Vladimir Poutine se sont rassemblés, samedi 10 décembre, à Moscou et en province.

Malgré les intimidations du gouvernement (les débordements seront réprimés "par tous les moyens légitimes" a prévenu jeudi Vladimir Poutine), des dizaines de milliers de personnes se sont réunis à Moscou, pour dénoncer les résultats du scrutin. La police, citée par l'agence de presse Ria Novosti, a évalué le nombre des manifestants à 25 000. L'opposition, elle, avance des chiffres allant de 50 000 à 80 000 personnes. L'estimation semble plausible : la place Bolotnaïa, dans le centre de Moscou, où pouvaient se rassembler 30 000 personnes selon les autorités, était pleine au point la foule débordait largement sur les ponts enjambant la Moskova, les quais et les esplanades adjacents.

D'après Alexandre Billette, un des correspondants du Monde sur place, nombreux, parmi les protestataires, descendaient dans la rue pour la première fois. C'était le cas d'Igor Stepouchkine, un juriste de trente ans, venu manifester "pour que le Kremlin laisse l'opposition exister". "Pas question d'appeler à la révolution, a-t-il expliqué, mais Poutine et 'Russie Unie' sont allés trop loin dans la fraude et le monopole du pouvoir."

"Rendons au pays les élections !", "Exigeons un nouveau comptage des voix !", "La Russie sans Poutine !", pouvait-on lire sur les banderoles. A la tribune, se sont succédé des représentants de l'opposition, un mélange disparate allant de l'extrême gauche aux libéraux en passant par le mouvement nationaliste "Les Russes". "Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev ont fait une découverte très désagréable pour eux aujourd'hui. La Russie a un peuple", a déclaré Sergueï Mitrokhine, chef du parti libéral d'opposition labloko. "Nous sommes le peuple !", lui a répondu la foule.

Une lettre du blogueur Alexeï Navalny, condamné à quinze jours de prison après avoir manifesté le 5 décembre, a été également lu par les organisateurs du mouvement.

Dans la foule, des milliers de jeunes alertés via Facebook et vKontakte (réseau social très populaire en Russie) côtoyaient des personnes plus âgées. Du jamais vu depuis la manifestation de 2001 contre le rachat par Gazprom de la chaîne de télévision privée NTV, symbole de la liberté d'expression des années 1990. A l'époque, 20 000 personnes s'étaient rassemblées place Pouchkine.

Le centre de la capitale était quadrillée par une concentration sans précédent de forces de l'ordre, avec des centaines de camions de policiers anti-émeutes et de fourgons cellulaires, de part et d'autre du Kremlin, aux accès de la Place Rouge, près du siège du FSB (ex-KGB) sur la place de la Loubianka, jusqu'à la Place Pouchkine et sur un pont franchissant la Moskova. Un hélicoptère survolait également le centre-ville à basse altitude.

Manifestants et forces de l'ordre se sont néanmoins fait face pacifiquement. "L'événement 'Pour des élections justes' s'est déroulé sans excès", notait pour sa part le site de la chaîne officielle d'information en continu Rossia 24, qui a ouvert l'édition de 19 heures de son journal sur le mouvement de protestation. Les jours précédent, l'antenne s'était abstenue d'évoquer les rassemblements de l'opposition.

À Saint-Pétersbourg, la police a évalué à 10 000 le nombre des protestataires, rassemblés en début d'après-midi, sur la place Pionnierskaïa dans le centre de l'ex-capitale impériale. Plus tôt dans la journée, des manifestations s'étaient également tenues dans les villes de l'Extrême-Orient du pays. "Annulez les résultats

des élections!" et "*Les falsificateurs en prison !*", réclamaient environ 500 manifestants à Vladivostok, le port russe de la côte Pacifique, à sept fuseaux horaires de Moscou.

A Khabarovsk, une autre ville importante de la région, 400 personnes ont manifesté et environ 50 personnes ont été interpellées, selon un responsable du parti communiste. Des défilés, rassemblant entre des centaines et des milliers de personnes, ont également été signalées notamment à Blagovechtchensk, Tchita, Tomsk, Barnaoul, Orenboret, Kemerovo et Oulan-Oudé (villes de Sibérie), de même qu'à Tcheliabinsk dans l'Oural.

Pendant ce temps, le Journal officiel russe publiait, samedi, les résultats officiels des élections, confirmant la victoire du parti au pouvoir Russie unie avec 49,32 % des voix et une majorité absolue de 238 mandats sur 450 à la Douma (chambre basse).

Un article du monde.fr du 11 décembre

Le coût social des réformes outre-Rhin. (12.12)

Alors que tant de ministres rêvent de passer à la postérité grâce à une loi qui porterait leur nom, Peter Hartz, qui n'a jamais été ministre, a l'insigne honneur de voir quatre lois porter le sien. Et cela l'horripile.

L'ancien directeur des ressources humaines de Volkswagen, membre du Parti social-démocrate (SPD), a été l'un des principaux inspirateurs des lois de l'"*Agenda 2010*" mis en place en 2003 par Gerhard Schröder. Par voie de conséquence, quatre lois réformant le marché du travail portent son nom.

Fils de ferronnier, pur produit de la promotion sociale allemande des années 1970 et 1980, Peter Hartz incarne à son corps défendant les réformes les plus libérales du SPD. Il incarne aussi l'abus d'un système : il a été condamné par la justice en 2007 pour divers délits commis dans le cadre de ses fonctions chez Volkswagen, notamment des faveurs sonnantes et rébuchantes accordées au dirigeant syndical de VW.

La première loi Hartz oblige les chômeurs à accepter un emploi moins rémunéré que leur allocation de chômage. S'ils sont célibataires et sans enfant, l'emploi peut leur être proposé partout en Allemagne.

La deuxième favorise les "*mini-jobs*" avec l'exonération des charges salariales pour les emplois payés moins de 400 euros mensuels. Une mesure qui touche plusieurs millions de personnes.

La troisième loi rend plus difficile l'accès à l'allocation de chômage (il faut avoir travaillé un an au cours des deux dernières années) et la durée de cette allocation est réduite à un an.

La quatrième a prévu de fusionner les indemnités sociales et les indemnités de chômage de longue durée, l'équivalent allemand des RMistes que sont les "*Hartz IV*".

Outre les lois Hartz, l'"*Agenda 2010*" comportait trois grandes mesures. Sur les retraites, les cotisations ont été augmentées ; l'âge minimal de liquidation des droits pour les chômeurs a été progressivement relevé ; l'âge de la retraite a été reculé à 65 ans puis, en 2007, il a été encore repoussé, à 67 ans progressivement à partir de 2012.

L'avantage fiscal dont bénéficiaient les retraités est peu à peu supprimé, des plans de retraite par capitalisation aidés par l'Etat pour les plus modestes sont mis en place.

Dans le domaine de la santé, un forfait trimestriel de 10 euros lors des consultations médicales est à la charge de patients, les remboursements sont recentrés sur les pathologies lourdes, les soins dentaires sont sortis des domaines pris en charge. Les retraités sont mis à contribution pour l'assurance-maladie.

Enfin, sur la TVA, le seuil a été relevé à 19 % (au lieu de 16 %) avec, en compensation, une baisse des cotisations de chômage pour les employeurs comme pour les salariés. Mais cette baisse a été en partie effacée par une augmentation des cotisations de retraite et des cotisations de santé des employeurs.

Commentaire

D'un côté, précarité généralisée pour les couches les plus faibles, jeunes, chômeurs et retraités, sans trop toucher aux avantages de l'aristocratie ouvrière liée aux syndicats corrompus histoire de garantir la paix sociale, de l'autre, cadeaux en tous genres aux patrons. La misère sociale orchestrée sur fond de collaboration de classes grâce à des syndicats et des partis dits ouvriers pourris jusqu'à l'os depuis des lustres.

Quand il était possible de combattre pour construire d'autres syndicats, on nous a expliqué que ce serait une folie avec force arguments à la clé, et maintenant les mêmes vont nous dire que ce serait trop tard, que ce n'est pas à l'ordre du jour, que ce serait impossible... Bref, vous aurez compris que ce soit possible ou impossible n'est pas la question, puisqu'ils ont décrété une fois pour toute que quoi qu'il arrive, cela ne devrait pas se produire. C'est valable pour tous les pays en Europe notamment.

Le résultat ? Voyez la Grèce et ce qu'on peut réaliser avec des syndicats corrompus, alors que les travailleurs sont confrontés à la pire régression sociale depuis 70 ans et seraient prêts à se soulever pour renverser le capitalisme pour peu que les syndicats orienteraient leur combat dans cette direction.

En Grèce aussi les syndicats sont contrôlés par le PASOK (social-libéral) et le KKE (stalinien), comme dans tous les pays, chaque syndicat est sous la tutelle d'un parti inféodé au capital, syndicats déclarés indépendants des partis, c'est le POI qui ose l'affirmer en France, sans rire car c'est dramatique camarades, par contre vous avez le droit de juger criminelle ce soutien larvé aux appareils, donc à l'ordre établi pour lesquels ces appareils réalisent minutieusement un boulot sur mesure.

Nos dirigeants ont estimé au lendemain de la seconde guerre mondiale, que pour ne pas se couper de la classe ouvrière ils ne devaient pas se couper des appareils, qui tels des idiots utiles oeuvreraient sans cesse jusqu'à nos à leur renforcement, et lorsque le moment tant attendu fut venu de mettre à l'épreuve ces appareils, on s'aperçut qu'il était quasiment impossible de les faire marcher dans la bonne direction ou de les submerger, exactement comme 70 ans plus tôt, autrement dit, 70 ans de lutte de classe gâchés, perdus, à inscrire littéralement au bilan des pertes et profits, les pertes pour les travailleurs et le mouvement ouvrier, les profits pour les appareils liés au capitalisme et au régime en place.

S'il est exagéré de les caractériser par leur incurie politique devenue légendaire, dites-moi comment faut-il caractériser leur bilan catastrophique. On peut toujours nier qu'ils auraient une grande part de responsabilité dans la situation actuelle, on peut tout nier en bloc, pourquoi pas, sauf que rien ni personne ne pourra effacer ce simple constat et empêcher les militants de chercher à comprendre comment on a pu en arriver là.

Un article de mondialisation.ca du 9 décembre

Le testament d'Auguste (1). (12.12)

2001-2011: La décennie qui a signé la fin de cinq siècles d'hégémonie absolue occidentale sur le reste de la planète.

« *Il ne faut pas franchir l'Euphrate. Au delà de l'Euphrate, c'est le domaine des aventuriers et des bandits.* »
Testament d'Auguste (1)

Que n'a-t-on révisé nos classiques? Décideurs, intellectuels médiatiques évolutifs, tous ces transfuges qui ont franchi l'Euphrate par leur bellicisme effréné, reniant leur conviction de jeunesse par vanité sociale, cupidité matérielle ou assujettissement communautariste.

La prophétie d'Auguste semble se réaliser. L'Afghanistan et l'Irak, les deux points noirs du XXI^e siècle naissant auront été le cauchemar de l'Occident. L'Afghanistan, le Vietnam de l'Empire soviétique, est devenu à son tour le nouveau Vietnam américain, solidement quadrillé par des puissances nucléaires, la Chine, l'Inde et le Pakistan, désormais interlocuteurs majeurs de la scène internationale, alors que l'Irak, victime collatérale d'un jeu de billard pipé par George Bush Jr, relayait l'Afghanistan dans sa fonction de point de fixation des abcès du Moyen orient, le dérivatif au conflit palestinien.

1- Une stratégie cathartique

Que n'a-t-on révisé nos classiques? Particulièrement Rudyard Kipling (2), son «*Fardeau de l'Homme blanc*», lointaine préfiguration de la mission civilisatrice de l'Occident, et son «*Grand jeu*» afghan, lointain précurseur du «*Grand Moyen Orient*». A deux siècles de distance, en dépit des avatars, sous des vocables variés, la même permanence, un même objectif, pour une même fixation, qui mutera vers un abcès de fixation.

La stratégie cathartique initiée entre les anciens partenaires essentiels de l'époque de la guerre froide soviéto-américaine, -les islamistes de la mouvance saoudienne antisoviétique et leur parrain américain- a surtout démontré la corrosivité de l'instrumentalisation abusive de la religion comme arme du combat politique et mis à nu la cécité politique américaine. Elle a révélé la vulnérabilité de l'espace national des Etats-Unis, en même temps que l'impéritie des dirigeants arabes, la vacuité intellectuelle de leurs élites et l'inanité d'un ravalement de façade d'édifices lézardés du système politique arabe tel qu'il a fonctionné depuis l'indépendance des pays arabes au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945). Première illustration à l'échelle planétaire des guerres asymétriques de l'ère postcommunisme (3), visant la déstructuration de l'adversaire à défaut de sa destruction, le «*Mardi Noir*» américain- l'implosion de bombes humaines volantes contre les symboles économiques et militaires de la puissance américaine, le Pentagone à Washington et les tours jumelles du World Trade Center de New York- a constitué la première irruption brutale en temps de paix sur le territoire d'un état occidental de crimes de masses indifférents à la qualité sociopolitique des victimes. S'il a modifié radicalement les formes du combat politico-militaire, il a tout autant constitué un acte de rupture avec l'ordre arabe ancien.

2- L'Irak huit ans après, l'hécatombe des «*faiseurs de guerre*».

Huit ans après, alors que la nouvelle administration démocrate de Barack Obama annonçait la fin des missions de combat de l'armée américaine en Irak, le 21 août 2010, trente cinq des principaux protagonistes occidentaux de l'intervention anglo-américaine étaient déjà passés à la trappe de l'histoire depuis la chute de Bagdad, le 8 avril 2003. L'hécatombe des «*faiseurs de guerre*» comporte les cinq proconsuls américains en Irak (Général Jay Garner, Paul Bremer, John Negroponte, Zalmay Khalil Zadeh, Ray Crocker) et les trois commandants en chef, (Tommy Franks, Ricardo Sanchez et John Abizaid), record mondial absolu de rotation, sans compter les dommages collatéraux.

A chaque mois, sa victime expiatoire, avec une régularité de métronome.

Le premier dans l'ordre des disparus a été le général Jay Garner, premier gouverneur militaire américain de l'Irak, relevé de son poste en mai 2003 pour avoir manqué de diplomatie, suivi trois mois plus tard, en juillet 2003, par le Général Tommy Franks, le commandant en chef du CENTCOM, le commandement central de

la zone intermédiaire entre l'Europe et l'Asie, qui englobe les théâtres d'opération d'Afghanistan et d'Irak. L'homme, couvert de gloires pour avoir mené à bien ses deux guerres, a demandé sa mise à la retraite anticipée, dépité d'avoir échoué dans la stabilisation de l'Irak de l'après guerre. Deux autres généraux ont payé le prix du scandale des tortures à la prison d'Abou Ghraïeb, à Bagdad: le général Janis Kirkpatrick, une femme, responsable en chef des prisons, qui a supervisé les tortures, ainsi que le général Ricardo Sanchez, commandant opérationnel pour l'Irak, qui a demandé sa mutation vers l'Allemagne, de crainte de servir de fusible pour les bavures américaines. Sanchez a quitté son poste en Août 2004, un mois après le départ anticipé de Paul Bremer. Le 3^{me} commandant en chef, le libano américain John Abizaid, a cédé la Place à l'Amiral William Fattouh, début 2007, victime du rapport Baker Hamilton, critique sur les revers militaires américains en Irak.

Le spectacle affligeant de l'évacuation de Paul Bremer a d'ailleurs gommé dans la mémoire la destitution de la statue de Saddam Hussein et renvoie aux pires images de la débandade du Vietnam. Le départ précipité du pro consul américain, s'engouffrant à bord d'un hélicoptère les moteurs allumés, rotors en action, a propulsé dans l'opinion l'image d'un homme pressé de se décharger de ses responsabilités. Pour un homme réputé pour sa fermeté dans la lutte anti-terroriste, l'image contraire a prévalu. Celle d'un homme qui bat en retraite, l'image d'un sauve qui peut, d'une Amérique encore assommée par la virulence de l'opposition populaire irakienne à sa présence. Une image qui a renvoyé aux pires images de la Guerre du Vietnam, surtout à la plus célèbre d'entre elles, celle de l'hélicoptère s'élançant du toit de l'ambassade américaine avec le personnel de la mission diplomatique à bord, le jour de la chute de Saïgon, le 30 avril 1975.

L'Amérique a raté sa sortie symbolique d'Irak, tout comme elle avait auparavant perdu sa guerre psychologique dans la bataille de l'opinion, tout comme elle patauge militairement dans sa guerre contre le terrorisme. La photo du proconsul américain conversant, dans une sorte de comédie imposée, avec des affidés bedonnants et sans âme, avachis sur un fauteuil, tel premier ministre Iyad Allaoui, l'agent patenté de la CIA, promu par le fait du prince, premier ministre fantoche d'un pays fantôme, va gommer dans la mémoire collective celle de la destitution de la statue de Saddam Hussein sur la Place Fardous, à Bagdad, le 8 avril 2003, jour de l'entrée des troupes américaines dans la capitale irakienne. Autant la mise en scène de la destitution de la statue présidentielle était une mystification, autant le transit du pouvoir du 28 juin a été une réalité. Cruelle. A la mesure des déboires des Etats-Unis en Irak. Son successeur John Negroponte, l'homme de la déstabilisation du Nicaragua sandiniste et du blocus du port de Managua, tiendra lui aussi un an avant de réfugier dans le confort douillé des Nations unies en tant qu'ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'organisation internationale.

2004 a également vu la démission de David Key, le chef du corps des inspecteurs américains, qui a voulu renoncer à ses responsabilités en signe de protestation contre les défaillances de son service dans la recherche des armes de destruction massive. Le corps des inspecteurs américains comptait 1.400 membres. Key a estimé que son service et l'ensemble de l'administration républicaine avaient failli dans sa mission. Il en a tiré les conséquences, les autres dirigeants américains ont été conduits à assumer leurs responsabilités ou servir de fusible pour masquer les défaillances de l'administration Bush ou ses mensonges. Il en a été ainsi de Georges Tenet, ancien chef de la CIA (service de renseignements américains) qui se targuait de fournir des preuves en béton, sur les armes de destruction massive (ADM) a été relevé de son poste en juin 2004, ainsi que son adjoint pour les opérations spéciales clandestines, James Javitt.

Beaucoup d'ailleurs au sein de la haute administration républicaine sont passés à la trappe: Colin Powell, premier secrétaire d'Etat afro américain, s'est désolidarisé de l'équipe néoconservatrice, inconsolable d'avoir été piégé par l'éprouvette de farine qu'il avait brandie en guise de preuves quant à l'existence de produits nucléaires en Irak, une prestation qui demeurera, de son propre aveu, une «tâche» dans son parcours auparavant exemplaire.

Ronald Rumsfeld, un des deux architectes de cette guerre avec le vice-président Dick Cheney, a été évincé de son poste de secrétaire à la Défense après la déroute électorale républicaine de novembre 2006, de même que l'ultra faucon John Bolton de son poste d'ambassadeur aux Nations unies, ainsi que Scott Libby, du cabinet du vice président, coupable d'avoir cherché à discréditer et de déstabiliser un diplomate américain John Watson, qui avait conclu à l'absence de transaction atomique entre le Niger et l'Irak, en révélant l'identité professionnelle de son épouse (un ancien de la CIA), crime fédéral par excellence.

L'Affaire «*Valérie Palme*» du nom de l'épouse de l'ambassadeur à l'activité dévoilée, a valu à Scott Libby une condamnation à trente mois de prison, en juin dernier 2007. Larry Franklin, un des collaborateurs des ultra faucons, le tandem Paul Wolfowitz et Douglas Faith, respectivement N° deux et trois du ministère de la

défense, soupçonné d'espionnage pour le compte du lobby juif américain et d'Israël dans la préparation de la guerre, a été sanctionné, avant que Karl Rove, ancien secrétaire général adjoint de la Maison Blanche, ne quitte son poste en septembre 2007.

Parmi les autres protagonistes de l'invasion américaine, l'ONU paiera, la première, son lourd tribut de sang avec l'attentat aussi spectaculaire que meurtrier contre le brésilien Sergio Vieira de Mello, Haut Commissaire aux Droits de l'Homme des Nations unies, le 20 Août 2003, qui a ravagé le siège de l'organisation internationale dans la capitale irakienne faisant 22 morts, dont 16 fonctionnaires internationaux. Au niveau de la coalition, un des fleurons de la coalition, José Maria Aznar (Espagne) a été désavoué par le corps électoral. L'Espagnol a été éliminé de la vie politique pour cause de mensonge pour avoir mis en cause l'ETA, l'organisation séparatiste basque dans les attentats de Madrid, qui avaient fait, le 14 mars 2004, 1.400 victimes, et non les islamistes, afin de détourner l'attention sur sa responsabilité dans l'implication de son pays dans la guerre d'Irak. Victime du syndrome irakien, le chef d'état major interarmes américain, le Général Peter Pace, un homme proche de Donald Rumsfeld et qui a participé activement aux guerres d'Afghanistan et d'Irak, cessera ses fonctions en septembre, «par crainte d'une nouvelle controverse sur l'Irak», à la reprise des travaux du congrès américain pour la dernière année du mandat du président.

3- Tony Blair «*Lord Balfour du XXI me siècle*»

Le dégageant quasi-simultané de la scène internationale de deux artisans majeurs de l'invasion de l'Irak, le premier ministre britannique Tony Blair et le président de la Banque Mondiale, Paul Wolfowitz, fin juin 2007, a signé symptomatiquement l'échec de l'aventure américaine en Mésopotamie. Au terme de dix ans de pouvoir (1997-2007), l'ancien jeune premier de la politique britannique a quitté la scène publique affligé du quolibet accablant de «*caniche anglais du président américain*» et d'un jugement peu flatteur sur son action, le plus mauvais bilan travailliste depuis Neville Chamberlain, en 1938, (responsable des accords défaitistes de Munich face à l'Allemagne hitlérienne), et Anthony Eden, maître d'œuvre du fiasco de Suez, l'agression anglo-franco-israélienne contre l'Égypte nassérienne, en 1956» (4), selon l'expression du journaliste anglais Richard Gott. Sa nomination comme émissaire du Quartet pour le Moyen-Orient est apparue comme un lot de consolation de la part du fidèle allié américain, mais l'activisme belliciste qu'il a déployé tout au long de son mandat (Guerre du Kosovo, Guerre d'Afghanistan, Guerre d'Irak) et sa nouvelle implication dans le conflit israélo-arabe, lui a valu de la part de l'opinion arabe le sobriquet du «*nouveau Lord Balfour du XXI me siècle*», par référence au rôle joué par son prédécesseur anglais dans le surgissement du problème palestinien. Partenaire privilégié de l'aventure américaine en Irak, le Royaume Uni en a lui aussi payé le prix fort.

Outre l'attentat de Londres et le suicide du scientifique David Kerry, Alistair Campbell, le «*spin doctor*» par excellence, le plus en vogue des manipulateurs de l'opinion, ancien conseiller du premier ministre britannique Tony Blair, a été sacrifié par son mentor, en 2004, avant que le premier ministre lui-même ne cède la place à son rival travailliste Gordon Brown, en juillet 2007. En Irak, le sort d'Ahmad Chalabi illustre le statut singulier des supplétifs des forces d'occupation et mérite à ce titre réflexion.

Opposant notoire au régime baasiste, partisan farouche de la guerre, protégé de l'ultra faucon, Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la défense, premier responsable de l'autorité transitoire, Chalabi, le propagateur des thèses américaines sur la présence d'armes de destruction massive en Irak, sera sacrifié sur l'autel de la raison d'état en vue de donner satisfaction à la Jordanie, un des piliers de l'Amérique dans la zone, qui lui vouait une hostilité absolue.

L'homme lige des Américains a été dépouillé de ses attributs de pouvoir d'une manière humiliante, avec, en prime, l'imputation de tous les revers de ses alliés anglo-américains. Le sort des supplétifs n'est jamais enviable. Dans le camp adverse, la famille de Saddam Hussein a été littéralement décapitée, lui-même et son frère Barzane, pendus dans des conditions hideuses, alors que ses deux fils Ouddai et Qossaï et son petit fils, Moustapha, étaient auparavant tués lors d'un raid dans le nord de l'Irak, en 2003, de même que, quoique sur un autre registre, Abou Moushab Al Zarkaoui, chef opérationnel d'Al Qaida en Irak, en juin 2006.

Dans la configuration régionale de l'époque, le parrain idéologique du président américain, le premier ministre israélien Ariel Sharon, l'artisan de l'invasion du Liban, en 1982, le plus ferme partisan de l'invasion américaine de l'Irak, le tortionnaire de Yasser Arafat, le maître d'œuvre de la colonisation rampante de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, l'homme des assassinats extrajudiciaires contre les dirigeants islamistes Cheikh Ahmad Yassine et Abdel Aziz Rantissi, sombrait dans le coma, en janvier 2006, illustration

symbolique de l'échec d'une politique de force. Son successeur, Ehud Olmert, plongera son pays dans une impasse par suite de deux déboires militaires le Liban (2006) et Gaza (2008) qui ont considérablement modifié la donne régionale et le climat psychologique de sa population.

(à suivre)

Références

1- Premier empereur romain, Auguste d'abord appelé Octave puis Octavien est le petit-neveu et fils adoptif de César. Il parvient à laisser à la postérité l'image du restaurateur de la paix et de la prospérité. Sous règne, l'armée réformée définitivement une armée de métier. La charte militaire (condito militiae) lui donne son statut légal. Les effectifs sont fixés à 28 légions, soit 300 000 hommes auxquels viennent s'ajouter 50 000 hommes des contingents des alliés.

2- Joseph Rudyard Kipling: Bombay (Inde britannique) le 30 décembre 1865 – Londres 18 Janvier 1936, premier anglais à obtenir le Prix Nobel de Littérature (1907), est un auteur à succès de romans notamment du «*Livre de la Jungle*», «*l'homme qui voulait être roi*» et surtout de «*Kim*» dans lequel il forge la notion du «*grand jeu*» à propos de la rivalité des puissances coloniales en Afghanistan. George Orwell le qualifiera de «*prophète de l'impérialisme britannique*» et l'américain Henri James «*L'homme de génie le plus complet que je n'ai jamais connu*».

3- Laurent Bonelli, chercheur en science politique à l'Université Paris X (Nanterre), in le Monde diplomatique N° Avril 2005 «*Quand les services de renseignement construisent un nouvel ennemi*».

4 – «*Départ sans gloire pour M. Anthony Blair*», par Richard Gott, cf. «*Le Monde diplomatique*» juin 2007

René Naba : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —«*Liban: chroniques d'un pays en sursis* » (Éditions du Cygne); «*Aux origines de la tragédie arabe*»- Editions Bachari 2006.; "*Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français*"- Harmattan 2002. «*Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre* » (Harmattan 2000); «*Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen* » (Harmattan 1998); "*De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde*", Editions l'Harmattan Mai 2009.

Cet article est disponible dans la rubrique *Document politique*, plus haut dans cette page.

Un article de lexpress.fr du 13 décembre

Pourquoi le taux de suicide est-il si haut en France? (14.12)

Une enquête réalisée par le Baromètre santé 2010, révèle que 5,5% des 15-85 ans ont déjà fait une tentative de suicide. Ce taux est parmi les plus élevés d'Europe. Décryptage.

Un taux de suicide parmi les plus élevés d'Europe

Un très mauvais bilan. Malgré une légère baisse, la France possède l'un des taux de suicide les plus élevés d'Europe, révèle l'enquête réalisée par le Baromètre santé 2010, publiée ce mardi. Seuls la Finlande, les pays Baltes, la Hongrie et la Slovénie ont de plus lourds bilans. Près d'un décès sur 50 est un suicide dans l'hexagone. 5,5% des 15-85 ans déclarent avoir déjà fait une tentative au cours de leur vie. Et selon le centre d'épidémiologie sur les causes médicales de décès, le constat pourrait être encore plus sévère. Ils estiment, en effet, qu'il existe un doute sur les causes réelles de décès dans 9,4% des cas.

Les régions les plus touchées sont l'ouest et le nord de la France (Bretagne, Poitou-Charentes, Picardie, Basse-Normandie et Pays-de-la-Loire).

Les hommes représentent 75% des décès par suicide

Les hommes représentent les trois quarts des décès par suicide (7739 décès masculins contre 2725 décès féminins en 2010). Mais paradoxalement, les tentatives et les pensées suicidaires sont davantage le fait des femmes. Elles sont plus nombreuses à avoir déjà fait une tentative au cours de leur vie (7,6% contre 3,2%).

Ces chiffres, loin d'être en contradiction, s'expliquent selon François Beck, l'un des responsables scientifiques de l'enquête "*par les méthodes mises en oeuvre, plus meurtrières et irréversibles chez les hommes (pendaison, arme à feu...), même si la mort par pendaison est souvent utilisée chez les femmes à partir d'un certain âge*".

L'absorption de médicaments demeure toutefois le mode opératoire le plus fréquent pour tous, avec une prédominance féminine.

Plus d'idées suicidaires entre 45 et 54 ans

Le taux de suicide ne dépend pas seulement du sexe. "*L'âge est un facteur important même si le suicide touche tout le monde. On remarque ainsi, que le nombre de suicide est élevé chez les jeunes de moins de 25 ans, avant de se stabiliser. Il faut ensuite atteindre 45 ans pour voir un nouveau pic du taux de suicide*", assure François Berck à L'EXPRESS.fr. C'est dans cette tranche d'âge - 45 à 54 ans - que le taux de suicide est le plus élevé (5%).

Concernant les hospitalisations, un "*pic*" est observé chez les adolescentes, "*reflet de l'importance du phénomène suicidaire dans cette population particulièrement exposée*" explique le rapport.

Violences, chômage...Les raisons sont nombreuses

La principale cause de passage à l'acte provient, selon l'étude, du fait d'avoir subi des violences (sexuelles ou non). Suivent la solitude, le chômage, un faible niveau de revenu ou la consommation de tabac. Chez les femmes une autre raison s'ajoute à la liste: la consommation régulière d'alcool.

Les conditions de travail peuvent aussi expliquer ce geste, à l'instar de la vague de suicides chez France Télécom. L'enquête montre ainsi que le risque de suicide est lié à la catégorie socio-professionnelle. La prévalence du risque suicidaire est peu élevée - de 3,2% pour les hommes à 6% pour les femmes - lorsque la personne est cadre d'une entreprise. En revanche, ce taux grimpe autour de 12% - hommes et femmes confondus - pour des employés de la fonction publique ou des ouvriers non qualifiés.

Principaux touchés, les salariés de la santé et de l'action sociale. Les hommes travaillant dans le domaine des "*transports et communications*" (8,7%) et du "*commerce*" (8,3%) sont également touchés. Des résultats qui s'expliquent notamment par le stress lié à la fonction exercée.

Un article de liberation.fr du 13 décembre

«Les malades ne s'autorisent plus à s'absenter». (14.12)

Les Français rechignent à demander des arrêts maladie. Selon un sondage Obea/Infraforces paru le 8 décembre, ils sont même 60% à en avoir refusé contre l'avis de leur médecin. Jacques Battistoni est secrétaire général du syndicat des médecins généralistes MG France et officie dans le Calvados. Il y voit un signe de la souffrance au travail.

Un Français sur six dit avoir déjà refusé de prendre un arrêt de travail, comment l'expliquer ?

La prescription d'un arrêt de travail tourne souvent à la négociation. Le patient veut remettre son congé à plus tard et préfère continuer à travailler sous médicaments. On entend en permanence «*Ce n'est pas le bon moment*» ou «*Je reviendrai la semaine prochaine*».

J'ai 25 années de pratique derrière moi et les gens hésitent beaucoup plus à s'arrêter aujourd'hui. Cela tient à la pression du marché du travail mais aussi à la représentation sociale de l'arrêt maladie : il a cette image d' «*abus*». D'ailleurs, si le collègue s'arrête, on le soupçonnera lui aussi de «*frauder*». (1)

Certains évitent-ils l'arrêt maladie plus que d'autres ?

Non, toutes les catégories socioprofessionnelles sont concernées. Il y a d'abord les salariés précaires qui n'ont pas de statut dans l'entreprise, sous contrat court ou en période d'essai. Ils pensent que l'arrêt maladie est mal vu, qu'il peut leur coûter leur poste ou empêcher un renouvellement.

Il y a ensuite la pression de certains postes. Le malade a peur qu'une fois absent, un autre fasse son travail à sa place ou qu'il ne puisse pas défendre son point de vue dans l'entreprise. Pour d'autres, l'absence va entraîner un retard difficile à rattraper au retour.

On voit ces cas de souffrance au travail toutes les semaines. Certains ne s'autorisent plus à s'absenter, c'est leur manière de composer avec la pression.

La pression financière joue-t-elle aussi un rôle ?

C'est même l'un des premiers motifs, et pas seulement pour les arrêts longue durée. On a tendance à penser que 3 jours de carence n'est pas un problème financier. Mais l'arrêt maladie n'est pas toujours pris en charge dès le premier jour, surtout dans les petites entreprises. Pour beaucoup de salariés, ces trois jours sont la seule marge de manœuvre à la fin du mois. Ils ne les prendront pas pour une «*simple angine*». Ils préfèrent «*voir si ça s'améliore*» pour finalement risquer des complications.

La politique actuelle, qui met l'accent sur la lutte contre les fraudes, participe à cette culpabilisation des malades. En réalité, ils se limitent déjà par eux-mêmes.

(1) Selon le même sondage, 40% des Français pensent que tous les arrêts sont injustifiés et 75% voudraient davantage de contrôles.

Un article du point.fr du 13 décembre

Les mercenaires se plaisent en Suisse. (14.12)

Le 23 novembre dernier, Jean-Marc Gadoullet est blessé à l'épaule près de Gao, au Mali, par des militaires locaux. Il aurait tenté de forcer un barrage, pensant avoir affaire à des bandits. Cet ancien officier de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) mène depuis plus d'un an des négociations pour essayer de faire libérer les Français otages d'al-Qaida au Maghreb islamique (Aqmi). Jean-Marc Gadoullet, 49 ans, est également gérant depuis le 15 septembre de la société Opérations et organisations spéciales (Opos), installée à Genève, en Suisse.

Cette blessure a fait sursauter le Département fédéral (ministère) de justice et police, à Berne. Un pays neutre peut-il tolérer que des entreprises de sécurité privées et des sociétés de mercenaires choisissent de s'installer en Suisse, brouillant l'image du pays à l'étranger ? Bâle accueille notamment, depuis mars 2010, Aegis Defense Services, l'une des plus importantes sociétés militaires privées, active en Afghanistan et en Irak.

Genève, paradis des espions

Des anciens des services secrets, et des intermédiaires français, à commencer par Alexandre Djouhri, sont nombreux à apprécier les bords du lac Léman. À la fiscalité douce du pays s'ajoutent le fameux secret bancaire et, surtout, le manque de curiosité des services de renseignements helvétiques.

Dans un rapport daté du 30 décembre 2010, l'Office fédéral de justice reconnaît qu'"il n'existe pas en Suisse une obligation générale de s'annoncer auprès des autorités pour exercer de telles activités". À savoir des activités de sécurité privée "opérant depuis la Suisse dans des zones de crise ou de conflit"... Il y a peu, la profession de vendeur d'armes, pour ne pas dire de trafiquant d'armes, n'était pas non plus réglementée dans la Confédération.

Recrutement de barbouzes

La Suisse compterait 438 entreprises de sécurité (dont 57 à Genève et 92 à Zurich). Si la plupart se contentent de protéger des immeubles ou des parkings, une bonne vingtaine, en revanche, sont actives dans les zones de crise. Cela va de la sécurité maritime et de la protection de l'extraction de ressources naturelles à de l'espionnage économique et au recrutement de barbouzes. "Sans oublier le cyber-mercénariat, ces sociétés qui vendent du matériel sophistiqué pour espionner, traquer les opposants", ajoute Stéphane Koch, d'Intelligentzia, actif dans la sécurité de l'information.

Résultat, le Département fédéral de justice et police vient de mettre en consultation jusqu'au 31 janvier 2012 une loi prévoyant d'"interdire la participation directe à des hostilités dans le cadre d'un conflit armé à l'étranger. Il sera également interdit de recruter, de former et de mettre à disposition (...) du personnel de sécurité pour une participation directe aux hostilités".

Tout ce brouhaha inquiète quelque peu la toute nouvelle société Opérations et organisations spéciales (Opos) de Jean-Marc Gadoullet, installée rue du Conseil-Général à Genève. "Toutefois, nous ne sommes pas concernés par cette future loi. Opos ne recrute personne. Elle se contente de donner des conseils liés à la sécurité", assure un proche de l'ancien officier de la DGSE.

Commentaire.

La Suisse un pays si tranquille, si pacifique, en réalité un paradis fiscal au cœur de l'Europe spécialisé depuis des lustres dans le blanchiment de l'argent des mafieux et escrocs en tous genres, chefs d'Etats, partis politiques et actionnaires ou cols blancs de multinationales en tête, mais aussi paradis des barbouzes, bref un Etat voyou.

Un article du figaro.fr du 14 décembre

Les dissonances européennes inquiètent les marchés. (15.12)

L'espoir franco-allemand d'un traité ressoudant l'euro est mis à mal.

L'élan s'essouffle six jours après le sommet décisif. L'espoir franco-allemand d'un traité qui ressouderait rapidement l'euro est entamé par une nouvelle poussée de cacophonie européenne, tandis que les marchés parient une fois de plus que le fonds de sauvetage européen, le FMI voire la BCE ne seront pas au rendez-vous.

Sur le front politique, les fissures proviennent d'abord des pays qui, sans avoir l'euro, se sont ralliés vendredi au «*pacte de stabilité budgétaire*». Au moins quatre d'entre eux semblent avoir des doutes, liés à un vote de ratification devant leur Parlement; la Suède, le Danemark, la Hongrie et la République tchèque. «*Il ne sert à rien de se prononcer définitivement sur un texte tant que la page est encore blanche*», dit le premier ministre tchèque Petr Necas. Coucher les premiers éléments sur le papier sera précisément l'enjeu d'une première réunion de juristes à vingt-six, jeudi à Bruxelles. Pour les neuf hors zone euro, la question centrale est de savoir s'ils devaient ou non consentir aux abandons de souveraineté budgétaire esquissés au sommet. Stockholm et Budapest s'inquiètent aussi de l'ambition de Nicolas Sarkozy d'étendre l'intégration européenne à un domaine jusqu'ici tabou: les impôts. Des réponses obtenues dépendra l'ampleur de la dissidence ouverte par le Royaume-Uni.

Scénario du référendum

D'autres dissonances se font entendre à l'intérieur de la zone euro. La plus surprenante est venue mercredi d'un Européen convaincu et président de l'eurogroupe de surcroît: le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker. L'inscription dans la loi fondamentale de la «*règle d'or*» européenne sur le retour à l'équilibre budgétaire serait contraire à la philosophie constitutionnelle du Grand-Duché, a-t-il expliqué.

Une loi spéciale devrait suffire.

Aux Pays-Bas comme en Finlande, c'est un gouvernement à la majorité fragile qui pourrait être contraint de lâcher du lest face aux «*euroseptiques*». L'Irlande, qui fit sa fortune grâce à une taxation minimale des bénéficiaires, redoute de se faire dicter une conduite fiscale par Paris et Berlin. Dissuasif, le scénario d'une ratification par référendum est à nouveau agité.

À Bruxelles enfin, pour tout compliquer, chacun tire la couverture à soi. Les États entendent naturellement dicter le contenu du futur traité «*intergouvernemental*». Mais les institutions, Commission et Parlement, cherchent à tout prix à préserver le pré carré communautaire. Le président du Conseil Herman Van Rompuy, lui, veut obtenir une première version avant Noël et finaliser le texte en mars, pour le sommet de l'UE. L'ambition est de réduire le changement au minimum -règle d'or et vote de sanctions à la majorité- dans l'espoir de limiter à la fois le débat européen et la casse devant les Parlements nationaux.

«*Ce n'est pas ça qui va sauver l'euro*»

Aux yeux des investisseurs, la survie immédiate de l'euro passe par une autre urgence: les ressources mobilisées sur les marchés par trois institutions, le FESF, le FMI et la BCE. Pour les deux premières, les promesses du sommet tardent à se concrétiser. La dernière, considérée comme le prêteur en dernier ressort, déçoit les marchés faute d'engagement concret depuis lundi. «*Mettre en place le pacte budgétaire d'ici mars est souhaitable, mais ce n'est pas ça qui va sauver l'euro*», disait mercredi à Paris Lucinda Creighton, ministre irlandaise des Affaires européennes. La poussière du sommet est retombée, mais les marchés n'y voient pas beaucoup plus clair.

Commentaire rapide.

Pas de bol pour *Le Figaro* qui ne peut retenir ses larmes !

Ils ont fondé tous les espoirs sur une feuille encore "*blanche*", c'est dire qu'ils sont aux abois ! Tout cela est de la gesticulation, si la politique est subordonnée à l'économie, c'est de ce côté-là qu'il faut jeter un oeil. Question que ne pose pas Le Figaro et pour cause : mais où vont-ils trouver le fric pour financer le FESF ou le MSE, sans augmenter leur dette ?

En additionnant la dette de l'Etat, des banques, des entreprises et des particuliers (www.wikistrike.com) :

- France : 341 %
- Allemagne : 284 %
- Grande-Bretagne : 497 %
- Espagne : 366 %
- Italie : 313 %
- Japon : 492 %
- Etats-Unis : 289 %
- Canada : 274 %
- Corée du Sud : 306 %

Un article du figaro.fr du 14 décembre

Fiat durcit les conditions de travail de ses salariés italiens. (15.12)

Un accord historique a été signé par la majorité des syndicats du constructeur italien. Pour sauver leurs emplois, les salariés ont dû accepter une réforme en profondeur de leurs conditions de travail.

«*Un tournant historique*». Le patron de Fiat, Sergio Marchionne, s'est félicité ce mercredi, lors de la présentation de la nouvelle Panda sur le site de Pomigliano (dans le Sud de l'Italie), de l'accord signé la veille par la majeure partie des syndicats, à l'exception de la Fiom, la branche métallurgie du premier syndicat du pays, la CGIL. «*Pomigliano est le symbole de l'Italie qui travaille, de l'Italie qui me plaît*», a-t-il déclaré à la presse. Cet accord permet à Fiat d'établir de nouveaux contrats de travail plus flexibles pour l'ensemble de ses 86.000 salariés italiens. Une première en Italie, où les conventions collectives se négocient généralement secteur par secteur, non pas entreprise par entreprise, et encore moins usine par usine.

Dès le 1er janvier, le groupe pourra donc faire appliquer son propre contrat de travail en substitution de celui arrivant à échéance à la fin de l'année. L'accord conclu avec les syndicats prévoit notamment un plus grand nombre de rotations de nuit, une réduction des temps de pause, des sanctions pour absentéisme, et une augmentation des heures supplémentaires obligatoires. Les salariés devraient en échange bénéficier d'une prime exceptionnelle de 600 euros en 2012. «*Avec ce nouveau contrat, nous disposons d'un outil moderne conforme aux standards internationaux, qui rendra notre activité plus efficace tout en créant les conditions essentielles pour que nous continuions à investir en Italie*», a déclaré Sergio Marchionne mardi.

Investissement contre flexibilité du travail

En saluant le «*courage*» des syndicats qui ont signé l'accord, le patron de Fiat a admis que les négociations avaient été «*difficiles*». «*Mais tout le monde avait le même objectif: (...) garantir la compétitivité de Fiat.*» Depuis son arrivée au volant du constructeur automobile en 2004, Sergio Marchionne a fait de la flexibilité du travail son cheval de bataille, et une condition sine qua non pour continuer à investir en Italie. Malgré la crise, Fiat a confirmé début 2011 sa volonté d'investir 20 milliards d'euros dans le pays d'ici à 2014 et d'augmenter sa production de 650.000 à 1,4 million de voitures par an.

Avec la crise, Sergio Marchionne a accéléré son projet de réforme des conditions de travail. En juin 2010, Fiat avait conclu un accord au forceps avec les quelque 5000 salariés du site de Pomigliano en échange du rapatriement de la production de la Panda, jusque-là assemblée en Pologne. Un rapatriement qui a coûté 800 millions d'euros au groupe. Quelques mois plus tard, en janvier 2011, ce sont les 5500 salariés de l'usine historique de Mirafiori à Turin qui ont dû s'exprimer par referendum sur un durcissement de leurs conditions de travail. A la clé, le sauvetage de leur usine, que Fiat menaçait de fermer faute de nouveaux modèles. En échange de leur «oui», le groupe promettait d'investir plus d'un milliard d'euros avec son partenaire américain Chrysler pour produire à Mirafiori jusqu'à 280.000 Jeep et Alfa Romeo par an.

Divorce entre Fiat et le patronat

Afin d'étendre librement ces accords à l'ensemble de ses sites italiens, Fiat a annoncé en octobre qu'il quitterait la Confindustria, le Medef italien, le 1er janvier 2012. Le groupe avait alors dénoncé «*l'incertitude des règles sociales en Italie*». Les syndicats, de leur côté, ont crié au «*chantage*». La Fiom a appelé à une grève de huit heures dans les usines italiennes de Fiat le 21 octobre dernier. «*Nous ne sommes pas résignés à la loi Fiat*», avait martelé son secrétaire national, Giorgio Airaud. Cette détermination a fait long feu, face à la crise et aux craintes des salariés de Fiat pour leurs emplois.

Un article du monde.fr du 14 décembre

Laurence Parisot et François Chérèque débattent de la compétitivité. (15.12)

L'exercice relevait du grand écart. En début d'après-midi, François Chérèque manifestait à Paris place de la Concorde, dans le cadre de la (très discrète) journée d'action organisée contre l'austérité par l'intersyndicale CGT-CFDT-UNSA-FSU-Solidaires. En début de soirée, le secrétaire général de la CFDT participait à un débat très policé au Medef, devant environ 300 chefs d'entreprise et une centaine de syndicalistes sur le thème : "*Compétitivité : agir ensemble maintenant*".

Pendant plus de deux heures, Laurence Parisot, la présidente du Medef, Frédéric Grivot, vice-président de la CGPME, Jean Lardin, président de l'Union professionnelle artisanale (UPA), Bernard Van Craeynest, président de la CFE-CGC, Joseph Touvenel, vice-président de la CFTC, et le leader cédétiste ont échangé sur la compétitivité, parlant de "*culture de coopération*" ou de rupture de "*barrages idéologiques*".

"Je suis impressionnée par le nombre de points communs que nous avons, a lancé Mme Parisot. Il ne faut pas que l'Etat se mêle de tout." A cinq mois de la présidentielle, elle a défendu l'autonomie du social face au politique, ce "*semeur de zizanie qui arrive*" quand "*on commence à avancer*".

La zizanie était d'autant moins à l'ordre du jour que ce débat faisait suite à une "*délibération*" commune entre les partenaires sociaux qui a abouti, le 6 juin, après un an de travaux, à une déclaration commune entre la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, la CGPME, le Medef et l'UPA sur la compétitivité. La CGT est restée à l'écart et FO n'a pas signé.

"La compétitivité n'est pas une fin en soi, affirme le texte, mais une condition de la croissance, de l'emploi et de la cohésion sociale. Accroître la compétitivité et l'attractivité du territoire, c'est créer davantage de richesses, améliorer les conditions de travail des salariés, faire progresser le niveau et la qualité de vie des Français."

Les signataires ont mis en avant six priorités : "*savoir innover*"; "*valoriser notre capital humain*"; "*tirer le meilleur parti de notre situation dans une Europe ouverte*"; "*dégager tous les moyens nécessaires au financement de la croissance*"; "*dynamiser et densifier le tissu d'entreprises*"; "*repenser l'assiette du financement de la protection sociale*".

Les six intervenants se sont employés à ne pas faire de la réforme de la protection sociale – qu'*"il ne s'agit évidemment pas de remettre en cause"*, proclame la déclaration – un sujet qui fâche. Mme Parisot s'est défendue de vouloir "*baisser les ressources allouées à la protection sociale*". Elle a préconisé une baisse des cotisations patronales et salariales, compensée par une augmentation de la TVA et de la CSG.

M. Chérèque s'est déclaré ouvert à une réforme qui ferait financer les allocations familiales par l'impôt au lieu des cotisations patronales. Mais il a récusé une "*TVA sociale qui serait anti-redistributive et pas juste*". M. Lardin n'a pas caché son hostilité à une hausse de la TVA qui ne peut que "*renchérir le contenu de nos prestations et le coût de la main-d'œuvre*".

Après une courtoise passe d'armes sur le partage de la valeur ajoutée, Mme Parisot et M. Chérèque se sont retrouvés sur l'Allemagne. "*Il ne faut pas être complexé*", a dit la première. Le second a mis en cause la comparaison des coûts salariaux avec "*un pays qui n'a pas de smic et où la grande pauvreté augmente*".

Un article de lexpansion.com du 14 décembre

Les grands patrons français ont gagné 190 fois le Smic en 2009. (17.12)

Les patrons du CAC ont touché 3,06 millions d'euros en moyenne en 2009. Pour la deuxième année consécutive ces rémunérations sont en baisse, selon une étude Proxinvest.

Les patrons des 40 plus grandes entreprises françaises ont touché 3,06 millions d'euros en moyenne en 2009, soit 190 fois le Smic, une rémunération en baisse de 14% par rapport à 2008 en raison de la crise, selon la société de conseil aux investisseurs Proxinvest.

Les cinq présidents exécutifs les mieux payés du CAC 40 sont Carlos Ghosn de Renault avec 9,2 millions d'euros par an, Christopher Viehbacher de Sanofi-Aventis avec 8,2 millions, Bernard Arnault de LVMH avec 7,6 millions, Franck Riboud de Danone avec 5,9 millions, et Henri de Castries d'Axa avec 5,6 millions.

La rémunération totale des présidents exécutifs du CAC 40 s'est élevée l'an dernier à 3,06 millions d'euros en moyenne, stock-options et actions gratuites comprises.

En 2008, ces patrons avaient touché 3,57 millions d'euros en moyenne. C'est la 2e année consécutive que la rémunération moyenne des grands patrons français baisse.

Ce phénomène est dû à *"la crise et à la pression des actionnaires. On a affaire à des gens qui ne fonctionnent qu'au rapport de force"*, a estimé Pierre-Henri Leroy, président de Proxinvest. Proxinvest note un *"problème de transparence"* concernant la rémunération de Carlos Ghosn chez Nissan (environ 8 millions d'euros) *"qui était totalement cachée aux actionnaires de Renault et n'apparaît jamais dans le document de référence"* du groupe automobile. Cette rémunération avait été annoncée par M. Ghosn devant les actionnaires de Nissan, au Japon, le 23 juin.

Concernant Bernard Arnault, la société de conseil note que son bonus *"élevé"* de 2,2 millions d'euros est resté *"inchangé"* en 2009 alors que deux des trois critères financiers servant à son calcul ont baissé. *"La moitié du bonus repose sur des critères qualitatifs non transparents"*, conclut Proxinvest.

Quant aux présidents non exécutifs des groupes du CAC 40, ils ont perçu en moyenne 928.048 euros en 2009, *"les plus hauts niveaux européens"*, alors que leur rémunération n'est *"pas soumise au vote des actionnaires"*, critique la société de conseil.

Environ 2,3 millions de salariés étaient payés au Smic début 2010, soit 1.343,77 euros bruts par mois (1.056 euros net) pour un temps complet.

Commentaire d'un internaute

- *"C'est curieux de voir des rémunérations aussi élevées alors que par ailleurs, on ne souhaite pas donner de coup de pouce au SMIC pour "ne pas grever la compétitivité des entreprises françaises" ! Nos patrons et hommes politiques ne sont pas raisonnables qu'ils soient de gauche, du centre ou de droite. Tout s'achète aujourd'hui, même la "Raison".*

C'est méconnaître la raison d'être du capitalisme...

Un article du monde.fr du 16 décembre

Chine. Manifestation de villageois à Wukan. (17.12)

(titre du monde.fr : *Les braves gens de Wukan sont en colère*)

Le village entier s'est rassemblé, le poing levé : on aperçoit des écolières en uniforme qui éclatent en sanglots. De vieilles dames en pull-over. Un vieux monsieur coiffé d'un chapeau droit. Des enfants ravis de tant d'animation, et des mères de famille au visage déterminé. Sur les banderoles tendues par les villageois, on lit : "*Les dettes de sang seront remboursées par le sang.*"

Ce genre de confrontation comme celle qui oppose depuis plusieurs jours des milliers d'habitants de Wukan, un gros village côtier de l'est du Guangdong, dans la préfecture de Shanwei, aux forces de police qui en font le siège, est l'occasion de débats passionnés et d'une circulation quasi instantanée de l'information, et notamment les photos, via les réseaux sociaux.

A cause de la quasi-absence de couverture médiatique en Chine consacrée à ces événements, et des contrôles de plus en plus drastiques du contenu des microblogs, les commentaires se font de plus en plus acerbes, défiants, politiques : "*Aujourd'hui, nous sommes à genoux et nous parlons avec la plume. Demain, nous serons debout, et c'est avec des balles que nous nous exprimerons*", lisait-on, le 15 décembre, sur Weibo. Quand les autorités du Guangdong ont prévenu, il y a quelques jours, que les villageois risquaient d'être manipulés par des "*forces étrangères*", cette bonne vieille théorie du complot a déclenché un torrent de sarcasmes : "*Mais de quelle intervention étrangère est-ce qu'ils parlent ? La démocratie est une tendance ! (...) Rendez la Chine à son peuple, et foutez dehors la seule vraie puissance étrangère qui soit : les communistes !*"

Habituées à gérer les conflits sociaux loin des regards critiques, selon le sacro-saint principe du maintien de la stabilité et des méthodes qui lui sont associées, les autorités chinoises, à tous les échelons, n'ont toujours pas complètement pris la mesure de ce que signifiait le témoignage citoyen, ce weiguan (l'expression signifie "*regard vigilant*") à l'échelle d'une nation, que les internautes chinois s'efforcent désormais de déployer avec une efficacité redoutable chaque fois qu'ils en ont l'occasion - et donc assez souvent. La crise de confiance, ou de crédibilité, de tout ce et ceux qui représentent l'autorité publique a atteint un paroxysme. Quoi que dise un porte-parole ou un médiateur officiel, plus personne n'en croit un mot.

Le déroulé de ce qu'on sait des incidents de Wukan est révélateur de cette dérive de la gouvernance - en particulier dans le contexte des communautés rurales, bien plus mal lotis que les résidents urbains en termes de droits et de représentation. Comme dans bien d'autres cas similaires à travers la Chine, il s'agit, à Wukan, de terres collectives vendues à vil prix, de pollution, d'argent détourné et d'autorité usurpée par des responsables du comité du parti indéboullonnables depuis plusieurs décennies. En septembre, après plusieurs années de pétition, les habitants de Wukan avaient tenté une nouvelle fois d'obtenir justice. La police avait arrêté et frappé des participants à une manifestation. En réponse, la foule, exaspérée, avait mis à sac le comité du village et brûlé des voitures de police.

Puis, en novembre, une nouvelle manifestation avait eu lieu : cette fois, plusieurs milliers de villageois s'étaient rendus jusqu'à la mairie de la ville voisine de Lufeng, qui a autorité sur le village. Les organisateurs de la manifestation avaient déposé une demande d'autorisation et créé leur propre service d'ordre. Si on pouvait lire sur les banderoles "*A bas la dictature !*", "*Sus à la corruption !*" et "*Rendez-nous nos droits*", cette marche disciplinée avait fait espérer à de nombreux commentateurs en Chine une nouvelle tolérance dans l'expression collective des doléances. Les manifestants organisèrent un sit-in devant la mairie. Le maire de Lufeng promit, une heure plus tard, qu'il enquêterait au sujet des prédatations de terres et de la pollution maritime provoquée par une entreprise chargée du développement du port.

Treize représentants des villageois furent ensuite désignés pour traiter avec les autorités. Mais, il y a une semaine, la police est venue les arrêter. De la pire manière possible : en arrivant à l'aube, en civil, sans procédure. Tout se passe comme si les officines secrètes chargées de la stabilité avaient repris la main sur les fonctionnaires, qui ont d'abord fait mine d'écouter les villageois en colère. Lundi, les habitants apprenaient la mort en détention de l'un de leurs représentants, Xue Jinbo, 43 ans. Le corps portait, selon les témoignages des membres de la famille qui ont été autorisés à le voir - mais pas à le photographier -, des marques de strangulation, des hématomes. Les ongles étaient enfoncés.

De quoi soupçonner des violences - les morts en détention sont un sujet d'indignation récurrent en Chine. Le village s'est déclaré en deuil général. Et la population s'est rassemblée, le poing levé, pour tenir tête aux forces de l'ordre. Après la mort de Xue Jinbo, officiellement d'un arrêt cardiaque, les autorités ont prestement organisé des visites au centre de détention des autres délégués par les membres de leurs familles. Celles-ci ont été filmées et diffusées sur ordre du gouvernement. Les prisonniers expliquent qu'ils sont bien traités et enjoignent à leurs proches d'écouter le gouvernement. Cette stratégie cousue de fil blanc n'a pas eu l'effet escompté : les bonnes gens de Wukan sont désormais persuadés que les leurs ont été torturés. Et qu'il faut continuer la lutte coûte que coûte...

Un article de mondialisation.ca du 16 décembre

Le testament d'Auguste 2/2. (19.12)

Le commandant Massoud, Rafic Hariri, Benazir Bhutto, Hosni Moubarak, Zine el Abidine Ben Ali: La décapitation des principaux pivots de l'influence occidentale en terre d'Islam.

Dix ans après son lancement à grand fracas, «la stratégie du choc et de l'effroi» (Shock and Awe) (1) débouche sur un paysage dévasté, tant pour les pays cibles que pour les assaillants. Le bilan des pertes occidentales en Afghanistan et en Irak s'élevait, au 22 août 2011, selon « *une estimation extrêmement prudente à 225 000 morts et environ 365 000 blessés* ».

Selon cette étude, menée par les professeurs Neta Crawford et Catherine Lutz, au printemps 2011, pour le compte de l'université Brown, le nombre de soldats tués se chiffre à 31 741, dont environ 6000 Américains, 1200 soldats alliés, 9900 Irakiens, 8800 Afghans, 3500 soldats pakistanais ainsi que 2300 membres de sociétés militaires privées, faisant de cette guerre la plus meurtrière pour les États-Unis depuis la guerre du Vietnam et sans doute la plus coûteuse depuis la seconde guerre mondiale (2).

Le coût total des guerres menées par les Etats-Unis en Afghanistan, en Irak et au Pakistan aurait coûté la somme astronomique de 3700 milliards de dollars. L'Irak, à lui seul, aura coûté au budget des Etats-Unis la somme de mille milliards de dollars. Ce chiffre ne tient pas compte du coût de l'entretien des 90.000 soldats américains maintenus sur place durant la période de transition. Ni la Corée ni le Vietnam n'avaient coûté autant, alors que la guerre du Vietnam (1960-1975) avait duré quinze ans et que le corps expéditionnaire américain s'élevait à cinq cent mille soldats (3).

Les guerres américaines depuis le 11 septembre 2011 ont coûté davantage que la Seconde Guerre mondiale (1940-1945), la plus chère à ce jour (2.000 milliards de dollars en dollars constants/1.500 milliards d'euros). Avec en superposition des dommages collatéraux substantiels de 200.00 civils irakiens tués, près d'un million de blessés et trois millions de déplacés.

L'hypotonie du monde arabe face à la géostratégie tectonique impulsée par les attentats anti-américains du 11 septembre 2001 et la collusion frontale qui s'est ensuivie en Afghanistan et en Irak contre les deux plus importants foyers de percussion de la stratégie régionale de l'axe saoudo américain dans la sphère arabo musulmane a bouleversé le leadership traditionnel arabe. Elle a propulsé au firmament de l'iconographie internationale Oussama Ben Laden, chef d'Al Qaida, l'organisation clandestine transnationale, l'étincelle de ce bouleversement, de même que son compère le Mollah Omar, jamais à court de carburant, le plus célèbre motard de l'histoire de l'humanité en dépit de son handicap oculaire, ainsi que le dignitaire chiite libanais Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, son émule irakien Moqtada Sadr, seul dirigeant irakien frappé d'un triple sceau de légitimité -spirituelle, nationaliste et populaire-, seul dirigeant irakien d'envergure nationale à n'avoir jamais transigé sur ces principes, encore moins pactisé avec ce qu'il considère être ses «ennemis», contrairement aux autres factions irakiennes.

Au vu de cette hécatombe, ce qui devrait hanter l'Amérique désormais, ce n'est pas tant le spectre du Vietnam mais plutôt un sort identique à l'empire d'Alexandre le Grand, dont la Mésopotamie en fut le fossoyeur. A la veille de l'intervention américaine en Irak, George Bush Jr, renouant avec les vieilles habitudes des cow-boys américains, avait édité un jeu de cartes de 52 cartes consignait les 52 dirigeants irakiens les plus recherchés par ses services. Ivre de sa victoire et fier de leur capture, Bush n'avait pas prêté attention au fait que ce jeu de cartes se jouait désormais à contresens et qu'il portait désormais sur les protagonistes américains de la guerre.

La guerre anglo-américaine contre l'Irak a provoqué la destruction d'un des rares états laïcs du monde arabe, l'Irak, et le duo diplomatique franco-américain sur le Liban, la vacance du pouvoir présidentiel du seul pays arabe dirigé par un Président chrétien. Un précédent lourd de conséquences pour l'avenir.

Le grand ordonnateur de ce «chaos constructeur», George Bush, fait déjà précocement l'objet d'un enseignement dans les académies diplomatiques et militaires comme le parfait contre-exemple de gouvernement, assuré de décrocher le titre peu envieux de «pire président de l'histoire américaine», pourchassé dans l'imaginaire du monde par le journaliste irakien Mountazar al Zayédi, le plus célèbre lanceur de chaussures de l'histoire de l'humanité, le Spartacus des temps modernes.

Jacques Chirac, l'opposant à la guerre d'Irak mais rallié à l'aventure américaine du Liban, jouit désormais, pour sa part, d'une retraite confortable mais non paisible dans la résidence précaire de son bienfaiteur libanais. L'ancien président français qui menaçait des foudres de la Justice Internationale les assassins de son milliardaire ami, est, à son tour, en délicatesse avec la justice de son propre pays pour des affaires ayant trait à l'argent illicite dans des responsabilités fictives pour d'emplois fictifs financés pourtant par l'argent bien réel du contribuable français.

Le « *grand jeu* » afghan pour un « *Grand Moyen orient* » s'est révélé calamiteux pour ses initiateurs, éradiquant les principaux pivots de l'influence occidentale en terre d'Islam: le commandant Massoud Shah, le Lion du Panshir, en Afghanistan, les deux anciens premiers ministres, Rafic Hariri et Benazir Bhutto, le sunnite libanais en 2005 et la chiite pakistanaise en 2007, deux personnalités situées aux extrémités de l'axe devant servir de levier à l'avènement du « *Grand Moyen Orient* », tous les deux identiquement carbonisés dans un attentat, victimes majeures du discours disjonctif occidental. Pis, au Liban même, zone de dégagement de la pression américaine sur l'Irak, la disparition de Rafic Hariri a été suivie de la décapitation de ses principaux supports médiatiques sur la scène occidentale, le directeur du journal An Nahar, Gébrane Tuéni, et le journaliste Samir Kassir. Un massacre à la tronçonneuse que n'aurait pu produire le plus méthodique des tueurs en série. Un résultat proprement ahurissant.

Sous tend cet épilogue, le problème majeur du décalage dans la perception que se fait l'Occident de la réalité orientale, particulièrement la vision que se font les intellectuels occidentaux de Benazir Bhutto, tout comme du commandant Massoud Shah ou de Rafic Hariri, qui relève à proprement parler de la psychanalyse. Benazir constitue, pour eux, cliniquement, un fantasme exotique absolu: La belle sultane dévoilée, l'anti burka, le chef du Harem, politiquement parlant. Les intellectuels occidentaux développaient à son égard une sorte de « *discours sur la servitude volontaire* ».

Héritière d'une dynastie politique dont le destin tragique est sans doute unique au monde, avec quatre personnalités assassinées dont deux anciens premiers ministres, record mondial absolu de tous les temps, cette femme glamour d'une grande « modernité », plutôt que d'impulser une dynamique de changement démocratique de son pays, se donnant en exemple pour la combat de libération de la femme dans le tiers monde arabo-musulman, a versé dans le conformisme d'une gestion bureaucratique empruntant aux sociétés patriarcales leurs méthodes les plus éculées, usant et abusant de son pouvoir au mépris des principes les plus élémentaires de la sagesse politique.

Un décalage identique s'est produit à propos du Commandant Massoud Chah, tué dans un attentat à la veille des attentats anti-américains du 11 septembre 2001. Massoud, apprécié des seuls Français, dont des intellectuels de renom en faisaient un titre de gloire de l'avoir rencontré, quand bien même la rencontre a été virtuelle, uniquement dans l'imaginaire du narrateur du récit de la rencontre. Elève du lycée français de Kaboul, Massoud passe pour avoir fait bénéficier de ses lumières les services français dans le labyrinthe afghan. Hors la France, il a été longtemps quasi inconnu. A sa mort il a été érigé en martyr de la Liberté, de la même manière que Rafic Hariri au Liban, pourtant l'un des principaux bailleurs de fonds des guerres interfactionnelles libanaises.

Le tropisme occidental à l'égard de l'Islam aboutit à ce que chaque notabilité intellectuelle dispose de sa « minorité protégée »: Le philosophe André Glucksmann, les Tchétchènes, quand bien même son nouvel ami le président Nicolas Sarkozy, est devenu le meilleur ami occidental du président russe Vladimir Poutine, Bernard Henry Lévy, le Darfour, quand bien même son entreprise familiale est mentionnée dans la déforestation de la forêt africaine, et Bernard Kouchner, des Kurdes, les supplétifs des Américains dans l'invasion américaine d'Irak. Comme si ces notabilités cherchaient à compenser leur hostilité aux revendications arabes notamment palestiniennes par un soutien à l'Islam périphérique.

Victime d'un dommage subséquent résultant du retournement proaméricain de son ami français, l'élimination de Rafic Hariri (février 2005) (4) est survenue l'année même du décès de son protecteur, le Roi Fahd d'Arabie, mort six mois plus tard en Août 2005, le mois même où Mohamad Ahmadi-Nijad, le représentant de l'aile dure du régime islamique était élu à la présidence de la République iranienne. L'annonce de la fin de la mission de combat de l'armée américaine en Irak, le 21 août 2010, est intervenue le jour de la mise en route de la centrale nucléaire iranienne de Boucher. Il est des coïncidences fâcheuses qui retentissent comme des victoires pour leurs bénéficiaires.

Bouquet final, le Monde arabe, une des principales victimes collatérales de l'instrumentalisation de l'islam comme arme du combat politique contre le bloc soviétique, un des principaux contributeurs à la libération de l'Europe du joug nazi et néanmoins le principal perdant de son pari perdu sur l'Amérique, en un mot, le principal dindon de la farce, opérera un sursaut libérateur : , dégageant, en 2011, à l'occasion du 10 me anniversaire du 11 septembre, il dégagera les figures emblématiques de la soumission à l'ordre israélo-américain, l'égyptien Hosni Moubarak, le tunisien Zine el Abidine Ben Ali, alors que la contestation gagnait une dizaine de pays arabes notamment la Syrie, la Libye, le Yémen, le Bahreïn, épargnant curieusement l'Arabie saoudite, pourtant un des principaux responsables de ce chaos.

Certes, Oussama Ben Laden, au terme de dix ans de traque, a été tué dans un spectaculaire raid américain le 2 mai 2011 au Pakistan, de même que son successeur au Yémen, Anouar Al Awlaki, alors que les Etats-Unis s'emparaient durablement du pétrole irakien délogeant leur allié français de la place. Mais les lieutenants du chef d'Al Qaïda sont disséminés sur le pourtour de l'Arc de l'Islam, en Irak, au Yémen, les deux anciennes balises stratégiques de l'Arabie Saoudite, en Somalie, au Sahel, pourchassés avec plus ou moins de succès, par le corps de commandos solo américains, déployés dans près de 120 pays, avec les coûts financiers inhérents.

Doté d'un budget de 9.8 milliards de dollars, le SOCOM, (Special Operations Command), compte un effectif de 65. 000 membres, dont 85 pour cent déployés dans les vingt pays du CentCom, couvrant le «Grand Moyen Orient», de l'Afghanistan au Maroc: Afghanistan, Arabie Saoudite, Bahreïn, Egypte, Emirats Arabes Unis, Iran, Iraq, Jordanie, Kazakhstan, Koweït, Kirghizistan, Liban, Oman, Pakistan, Qatar, Syrie, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan et Yémen. Le reste des effectifs est déployé en Amérique latine et dans le sud est asiatique.

En superposition, la perte de 25 mille milliards de capitalisation boursière lors de la crise bancaire de 2008 du fait des fonds spéculatifs gérés par des êtres sans scrupules à l'image de Robert Madoff, pourtant un notable de l'establishment américain, conjuguée à la crise de l'endettement européen et à la dégradation de la notation économique des Etats-Unis, fait unique dans les annales de l'économie, trois ans plus tard, en 2011, en favorisant la montée en puissances des fonds souverains du sud, notamment la Chine en rôle d'arbitre, ont considérablement fragilisé les économies occidentales, plaçant les pays occidentaux sur une position d'autant plus défensive que la Chine, maniant la stratégie du yuan en vue d'instaurer une nouvelle monnaie de référence internationale autre que le dollar, a réussi à contourner l'Europe par l'Afrique, la supplantant, sans coup férir, dans son ancienne chasse gardée (5).

Certes, quarante deux ans de coopération stratégique avec les Etats-Unis ont débouché sur la judaïsation quasi complète de Jérusalem, la colonisation quasi-totale de la Palestine, l'implosion de l'Irak et la perte du pouvoir sunnite à Bagdad, le démembrement du Soudan par l'aménagement d'une enclave pro israélienne sur le parcours du Nil, l'implosion de la Libye, sans pour autant que l'Arabie saoudite ne remette en question sa collaboration avec le Grand protecteur d'Israël, la caution de tous ses passes droits.

Et le meilleur allié des pays occidentaux contre le nationalisme arabe et son partenaire essentiel dans l'implosion de l'Union soviétique, via la guerre d'Afghanistan, est, paradoxalement, le plus stigmatisé en la personne du petit fils d'un des fondateurs de la confrérie de Frères Musulmans, Tareq Ramadan, par les intellectuels les plus pro américains de la scène européenne, comme en témoignent les imprécations quasi quotidiennes de Sainte Catherine Fourest contre «Frère Tariq».

Mais l'hiver 2011 a bourgeonné en un doux «printemps arabe» et produit un été meurtrier pour le camp occidental.

Première contreperformance majeure de l'alliance atlantique dans une opération dirigée contre un pays de l'ensemble arabo africain, l'enlèvement de l'Otan en Libye, se superposant au dévoiement le soulèvement libyen en un régime crypto islamiste, à la tuerie xénophobe d'Oslo, juillet 2011, à la répression policière des émeutes du Royaume uni, août 2011, à la crise de l'endettement européen, sanctionnée par le dégageant de trois premiers ministres de la zone euro, Georges Papandréou (Grèce) et Silvio Berlusconi (Italie) et Jose Luis Zapatero (Espagne), a frappé de caducité le rôle de prescripteur moral des pays occidentaux dans la dénonciation des contestations populaires à Damas, Téhéran, Pékin et ailleurs.

La contre offensive menée par les pétromonarchies du Golfe contre le flux contestataire arabe, de même que l'instrumentalisation du Tribunal spécial sur le Liban à propos de l'assassinat de Rafic Hariri, ont permis

la déstabilisation de la Syrie, maillon essentiel du dispositif régional antioccidental, dans une guerre de substitution contre l'Iran. Elles n'ont pas empêché pour autant la République islamique, sous embargo depuis trente ans, d'accéder au rang de «puissance du seuil nucléaire», ni l'Amérique d'être contrainte à ordonner son retrait d'Irak.

Le veto brandi par les Etats-Unis à propos de l'admission de la Palestine à l'ONU, la démission des Etats-Unis face à Israël à propos du gel de la colonisation rampante de la Palestine, se superposant avec l'effet cumulatif et corrosif de l'alliance contre nature entre Israël et l'extrême droite européenne, matérialisée symptomatiquement par la tuerie d'Oslo, a scellé l'imposture morale de l'alliance des descendants des victimes du génocide hitlérien avec les héritiers spirituels de leurs anciens bourreaux, et signé du même coup la faillite morale de l'Occident, en même temps que cinq siècles d'hégémonie absolue occidentale sur le reste de la planète.

Un ancien alcoolique reconverti dans le messianisme évangélique, «*born again*» jouant à l'ange purificateur, au risque de fourvoyer son pays et de mettre en jeu son statut de première puissance planétaire de tous les temps, un militaire impétueux ivre de bruit et du fureur, «*border line*» pantagruélique, transformé en état de «*légumes*», un président d'un pays prescripteur d'un ordre moral transformé en squatter de luxe, pensionnaire posthume de son ami assassiné (6).....

Sauf à désespérer son propre camp on aurait rêvé meilleure tripléte pour le rayonnement de la démocratie, la défense du monde dit «*libre*» et la survie de ses propres poulains à travers le Monde.

Bis repetita placent : Que n'a-t-on révisé nos classiques? «*Il ne faut pas franchir l'Euphrate. Au delà de l'Euphrate, c'est le domaine des aventuriers et des bandits*». Testament d'Auguste.

Références

1 – Doctrine de la guerre post soviétique formulée par Harlan Ullman, et James Wade, en 1996 pour le compte de la Défense nationale des Etats-Unis, «*Choc et effroi*» est une doctrine militaire basée sur l'utilisation de la puissance écrasante et des manifestations spectaculaires de la force pour paralyser l'adversaire de la perception d'un champ de bataille et de détruire sa volonté de se battre.

2- Les civils paient le plus lourd tribut: 172 000 morts (125 000 Irakiens, 35 000 Pakistanais et 12 000 Afghans). Les chercheurs n'évaluent en revanche qu'entre 20 000 et 51 000 le nombre total d'insurgés éliminés. Quelque 168 journalistes et 266 travailleurs humanitaires ont par ailleurs été tués depuis que les Etats-Unis se sont engagés dans ces pays dans la « *guerre contre le terrorisme* ».

Ces conflits ont engendré un flot massif de réfugiés et de personnes déplacées de plus de 7,8 millions de personnes, surtout en Irak et en Afghanistan. Selon le site Internet indépendant icasualties.org, ainsi que antiwar.org, le bilan des pertes en Irak et Afghanistan s'élevait au 16 Août 2011, à 7.453 morts, dont 74 soldats français en Afghanistan. A cela s'ajoute le chiffre des 430 suicides au sein des militaires en activité, selon le «Département of Vétéran Affaires».

3- «*The Price of Liberty: Paying for America's Wars*» («*Le Prix de la liberté : le coût des guerres de l'Amérique*») par Robert Hormats, haut responsable de la banque d'affaires Goldman Sachs.

4- la stratégie chinoise du yan ruine les finances occidentales
http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/08/08/la-strategie-chinoise-du-yuan-ruine-les-finances-en-occident_1557315_3232.html

5- Sur la stratégie financière de la Chine, voir à ce propos <http://www.renenaba.com/geo-economie-mondiale-un-basculement-strategique/>

6- Pour une étude documentée sur cette période, Lire «*Hariri de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres*» René Naba Harmattan 2001 Sur le revirement de la politique française à l'égard des Etats-Unis après le différend sur l'Irak, Lire Richard Labévière «*Le Grand retournement Bagdad Beyrouth*» Editions Seuil octobre 2006.

René Naba : Ancien responsable du monde arabo-musulman au service diplomatique de l'Agence France Presse, ancien conseiller du Directeur Général de RMC/Moyen orient, chargé de l'information, est l'auteur notamment des ouvrages suivants : —« *Liban: chroniques d'un pays en sursis* » (Éditions du Cygne); « *Aux origines de la tragédie arabe* »- Editions Bachari 2006.; "*Du bougnoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français*"- Harmattan 2002. « *Rafic Hariri, un homme d'affaires, premier ministre* » (Harmattan 2000); « *Guerre des ondes, guerre de religion, la bataille hertzienne dans le ciel méditerranéen* » (Harmattan 1998); "*De notre envoyé spécial, un correspondant sur le théâtre du monde*", Editions l'Harmattan Mai 2009.

Egalement disponible dans la rubrique politique de cette page (format pdf) : Le testament d'Auguste 1/2

2001-2011: La décennie qui a signé la fin de cinq siècles d'hégémonie absolue occidentale sur le reste de la planète

Un article de liesidotorg.wordpress.com du 16 décembre

Les agences de notation et le Nouvel ordre mondial. (19.12)

(titre de Liesi : *Les agences de notation ne sont qu'un instrument du cartel bancaire pour obtenir la "bonne crise majeure"*)

« *La présente fenêtre d'opportunité, durant laquelle un ordre mondial pacifique et interdépendant peut-être construit, ne sera pas ouverte pour très longtemps. Nous sommes à l'orée d'une transformation globale. Tout ce dont nous avons besoin est une crise majeure appropriée, et les nations accepteront le Nouvel Ordre Mondial.* » David Rockefeller, 23 septembre 1994.

Cette "transformation globale" et "la crise appropriée" ont bien un rapport avec le scénario joué actuellement par des banquiers internationaux, agissant derrière des organismes et des politiciens véreux.

« *Une agence de notation est un organisme indépendant qui fournit à ses clients (les investisseurs, les analystes, les marchés, etc.) une évaluation d'une entreprise, d'une institution financière, d'un pays. Cette évaluation porte sur les risques qu'un investisseur pourrait courir en investissant dans l'entreprise, l'institution financière ou le pays concerné.*

La première organisation centrée sur l'évaluation sociale des entreprises est l'Investor Responsibility Research Center fondé aux Etats-Unis en 1972... IRCC était financée par des fondations comme Ford, Rockefeller et Carnegie. Ses premiers clients étaient les fonds d'investissement de grandes universités américaines ». (Extrait de l'ouvrage *L'émergence des risques : au travail*, par Jean-Marie Mur.)

« *Quelques-uns croient même que nous (la famille Rockefeller) faisons partie d'une cabale secrète travaillant contre les meilleurs intérêts des Etats-Unis, caractérisant ma famille et moi en tant d'internationalistes et conspirant avec d'autres autour de la Terre pour construire une politique globale plus intégrée ainsi qu'une structure économique – un seul monde si vous voulez. Si cela est l'accusation, je suis coupable et fier de l'être.* » David Rockefeller, Mémoires, éd. Random House, 1st Trade Ed edition (ISBN 978-0679405887), 15 octobre 2002, p. 405.

Qu'ont fait les agences de notation dans le passé ? Elles ont très bien noté des organismes, des entreprises et des banques, sans oublier la Grèce, juste avant le clash. On se souviendra de Permalat, Lehman, le fonds LTCM, etc., très bine noté avant leur crash. Les agences de notation n'avaient rien vu. Scénario identique pour les subprimes. Personne n'a rien vu et dès 2004, une source de LIESI fréquentant le cercle de relations de Greenspan (président de la Banque centrale américaine), nous confiait un scénario dont nous avons parlé dans LIESI ou autres publications.

Nous affirmons bien : les agences de notation sont un instrument du cartel bancaire pour imposer un scénario de rupture, annoncé par exemple, et comme chacun sait, par un David Rockefeller en septembre 1994. Trader Noé (un internaute sur le site LIESI - ndlr) a raison d'affirmer que la crise n'a pas encore commencé, même si les médias en parlent de plus en plus. Nous sommes à l'étape du conditionnement des foules. Il suffit de se promener devant les kiosques depuis quelques mois. On voit des titres qui, hier, étaient taxés de "complotistes".

Complicités entre agences de notation et équipes gouvernementales

Mais revenons à un parallèle intéressant entre les agences de notation et les gouvernements. Tant les conseillers économiques des équipes gouvernementales que les employés des agences de notation sortent des mêmes écoles. Les uns faisaient de la dette tandis que les autres, dans le même temps, ne voyaient aucun danger. Aujourd'hui, les premiers sortent des plans d'austérité qui vont tuer la consommation et les recettes fiscales ; les autres enfoncent et dégradent afin d'amplifier le désastre. Entendez-bien : ils sortent des mêmes écoles et leurs actions vont précisément dans le sens voulu de ceux qui rêvent d'un gouvernement mondial. Ces mêmes financiers à l'origine de la révolution bolchevique. (que condamnent évidemment les auteurs du site LIESI et les internautes qui interviennent dessus, j'ai envie de préciser, ce qui rend d'autant plus intéressant leurs témoignages ou analyses quand ils nous expliquent comment l'impérialisme américain s'y prend pour imposer une dictature bureaucratique mondiale - note de ndlr)

L'équipe de Denissto prépare une démonstration convaincante sur le sujet. Nous leur laissons le temps de préparer une petite vidéo très intéressante. Le synopsis est savoureux. En fait, les familles qui tiennent, via différents paravents, ces maisons "prestigieuses" (agences de notation), se retrouvent parfois même à l'origine de la création du mouvement fabien, dont on a déjà eu l'occasion de parler et que d'aucuns, parmi d'excellents commentaires, ont apporté moult éléments très formateurs sur le sujet.

Hier, ces mêmes agences de notation se plantaient lamentablement dans leurs analyses et aujourd'hui, elles en font trop, elles brillent sur leurs anticipations. Un peu trop facile. Hier, il fallait laisser le piège s'entrouvrir au maximum et maintenant, il s'agit d'enfoncer le pauvre citoyen bien profondément dans la misère. Car c'est bien cela leur plan. La ruine du plus grand nombre et la préparation d'une société sans classe moyenne, c'est-à-dire le modèle rouge. (vous confondez communisme et stalinisme, le modèle conçu par l'aristocratie financière serait plutôt brun ou noir, celui du fascisme. - ndlr)

Pour revenir aux propos de M. Six, il dit des choses qui, en français, sont assez claires. Il annonce une prochaine tempête bancaire contre l'Allemagne, via quelques banques "peu solides". Christian de Boissieu, président du Conseil d'Analyse Economique, est plus délicat, mais il dit aussi que les Allemands doivent plier aux exigences qu'impose le déroulement de la crise dans la zone euro.

Voici quelques extraits de son intervention sur BFM, il y a quelques jours :

« Moi je suis persuadé que l'on va en 2012 vers un rôle accru de la BCE. Simplement l'Allemagne n'était pas prête à l'accepter vendredi.

C'est la contrepartie de ce qu'elle a obtenu sur le plan budgétaire et ce sera obtenu dans la durée je pense en 2012.

Et je pense aussi que le débat sur les eurobonds (mutualisation, moi je dis partielle, des dettes en Europe) qui donne l'impression d'avoir été clos vendredi est un débat qui se rouvrira. Ce n'est pas fini. Moi je pense que la position allemande n'est pas figée.

[...] Et je répète que tout cela c'est l'absolu et le relatif : quand on regarde la situation d'un certain nombre de banques en Europe. Regardez ce qu'on dit sur Commerzbank en Allemagne. Moi je ne veux que du bien à l'Allemagne. Mais quand on dit que Commerzbank va être nationalisée. Je n'en sais rien. Mais arrêtons de faire une fixette sur les banques françaises parce que toutes les banques vont faire un ajustement plus ou moins petit ou plus ou moins grand pour arriver à 9 % de fonds propres durs en juin 2012 ».

De la suite dans les idées

Quand les CDS des pays notés AAA vont s'envoler, on incriminera les agences de notation. Peu importe, elles auront fait leur boulot. Après, c'est-à-dire dans quelques mois, quand les marchés auront sérieusement descendu quelques marches, on incriminera la bourse et le conditionnement se fera pour légitimer sa fermeture dans certains pays européens. (Pas à Wall Street !) Quand cela arrivera, actions papier et immobilier ne seront pas à la fête. Ce sera un pur hasard.

Un hasard qui rappellera le programme annoncé par James Paul Warburg (1896-1969), dans un discours prononcé au Sénat des États-Unis, le 7 février 1950. « *Nous aurons un gouvernement mondial, que nous le voulions ou non. La seule question est à savoir si le Gouvernement Mondial sera instauré par l'adhésion, ou par la conquête.* »

James Paul Warburg a été officier de l'OSS et membre du CFR (dont sont issus quasiment tous les secrétaires d'Etat occupant le poste équivalent de ministre des Affaires étrangères).

Un article du monde.fr du 17 décembre

Les députés veulent mettre fin à la vie au camping. (19.12)

La proposition de loi est passée sans anicroche. Adopté à l'unanimité en première lecture à l'Assemblée nationale, le 16 novembre, le texte relatif "*aux habitats légers de loisirs et à l'hébergement de plein air et portant diverses dispositions relatives au tourisme*" suscite pourtant l'inquiétude du monde associatif.

Il prévoit notamment d'obliger les exploitants des terrains de camping à déclarer chaque année en mairie le nombre d'emplacements concernés par cette pratique. Il renforce aussi les pouvoirs du maire, qui pourra inspecter même inopinément les terrains en vue de vérifier l'exactitude des déclarations. La commune aura en outre la possibilité de moduler la taxe de séjour applicable à la clientèle des terrains de camping, en vue de différencier la clientèle de passage de la clientèle résidentielle.

Enfin, les personnes qui louent un emplacement de mobil-home pour une durée supérieure à trois mois devront produire un justificatif de leur résidence principale. Les exploitants pourront donc s'assurer que cette clientèle n'élit pas de facto domicile dans leur camping.

Présenté par les députés UMP Jean-Louis Léonard (Charente-Maritime), Daniel Fasquelle (Pas-de-Calais), Marc Francina (Haute-Savoie) et Etienne Mourrut (Gard), ce texte, qui n'a pas été encore examiné par le Sénat, vise à assurer un contrôle de la pratique "résidentielle" au sein des campings.

Réunies au sein du collectif Alerte-Uniopss, trente-cinq fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion et l'Association nationale des gens du voyage catholiques dénoncent une proposition qui, selon eux, "*risque de jeter à la rue les milliers de familles contraintes de vivre à l'année sur un terrain de camping*".

Pour les associations sont clairement visées les quelque 70 000 à 120 000 personnes qui, parfois par choix, mais le plus souvent par contrainte, vivent à l'année sur ces zones théoriquement réservées au loisir. Caravanes, mobil-homes ou camping-cars servent alors d'habitat pour tous ceux qui, en situation de précarité ou face à la cherté des loyers, n'arrivent pas à trouver un logement classique. "*Cette population comprend l'étudiant qui a trouvé un petit job de serveur sur le littoral l'été, le chômeur de longue durée, en passant par le travailleur pauvre ou la femme seule avec enfants*", explique France Poulain, architecte et urbaniste, spécialiste du sujet.

Aujourd'hui, vivre à l'année dans un camping est illégal. Mais la pratique est tolérée par certains gestionnaires de camping qui ont pour seule obligation de déclarer le nombre de nuitées qu'ils ont facturées. Il n'est donc pas possible de différencier et de contrôler s'il s'agit de plusieurs personnes la même nuit ou de la même personne plusieurs nuits de suite.

"*Ces nouvelles dispositions vont augmenter la pression sur les gérants*", analyse Béatrice Messini, sociologue au CNRS. "*Jusqu'à présent, il y avait une souplesse. Si, demain, l'accès de ces terrains légaux est plus difficile, où iront toutes ces personnes ?*", s'interroge cette spécialiste de l'habitat hors norme.

Pour Christophe Robert, délégué général adjoint de la Fondation Abbé-Pierre, "*ce renforcement de la législation est inquiétant car cet habitat alternatif, qui est loin d'être idéal, est néanmoins un des amortisseurs de la crise du logement. Cette proposition de loi est un arsenal supplémentaire qui permettra aux pouvoirs publics d'intervenir plus vite et par exemple accélérer des procédures d'expulsion*".

Actuellement, les maires ne peuvent agir sur les campings de leur commune qu'en cas de trouble majeur à l'ordre public. L'Etat, qui est censé être l'autorité de contrôle, n'intervient souvent que lors de l'agrément du terrain.

Pour le député Jean-Louis Léonard, un des initiateurs de la loi, le texte permettrait de "*prévenir d'éventuelles dérives liées à la sédentarisation*". "*Il ne s'agit pas de chasser les pauvres, mais d'éviter le développement de campings qui n'en sont plus, se défend le député. Nous avons vu des cas de campings qui tournent pratiquement aux bidonvilles, et sur lesquels les maires n'ont aucune prise. Cette loi, qui a fait l'objet d'un consensus, est une protection*".

Il existe effectivement des campings qui, selon les mots de France Poulain, sont des "points noirs". *"Environ 2 % du parc sont des terrains non gérés, soit parce que le gérant est peu scrupuleux, soit parce qu'il n'arrive pas à vendre son terrain lorsqu'il décide de partir à la retraite. Dans ces lieux, les conditions d'hygiène et de sécurité ne sont pas respectées, et il est légitime de vouloir mettre fin à ces abus."*

Près de 20 % des terrains seraient de qualité médiocre, notamment en raison d'une forte présence de campeurs sédentarisés. Pour autant, la chercheuse est assez sceptique sur l'efficacité des futures dispositions. *"L'obligation de domiciliation pourra être facilement contournée, en se faisant domicilier par exemple par une association."*

Par ailleurs, le renforcement de la législation pourrait accélérer un phénomène de sédentarisation, sur des parcelles privées ou dans la nature, de précaires pour qui la location d'un emplacement dans un camping est devenue impossible.

Complément, source et date id.

L'habitation, aussi, est spartiate, totalisant 15 m2 décomposés comme suit : chambrette, mini-salon, salle de bains - pour l'heure hors service. *"C'est petit, convient Mickaël (le prénom a été modifié à sa demande), 27 ans. Mais quand je vois des appartements de 25 m2, avec des fenêtres minuscules, je me dis que je suis mieux ici. L'été, je peux mettre une grande table dehors et faire un barbecue. Et tout autour, il y a la nature."*

Le jeune menuisier a élu domicile depuis plus d'un an au camping deux étoiles La Pindière, à Héric (Loire-Atlantique), commune de 5 000 habitants située à une vingtaine de kilomètres au nord de Nantes. Il a un CDI décroché il y a trois ans et demi, et un salaire mensuel net de 1 450 euros. *"Un temps, j'ai vécu dans un appartement. Mais, en tant que célibataire, ce n'est pas facile. On se retrouve avec un loyer frôlant les 500 euros, sans compter les mauvaises surprises des factures."*

Une expérience de colocation n'a pas été concluante : *"La personne avec qui je partageais le logement était rarement présente. Alors je payais le gros des charges."* Il a opté "pour l'indépendance et la tranquillité". Ses proches respectent son choix. *"Ma famille préfère me savoir là plutôt que sous un pont"*, relève-t-il. Son employeur et ses collègues n'ont pas tiqué non plus, "à peine quelques remarques du genre : "Ah, tu habites en camping !"

Sa caravane, achetée d'occasion sur Internet, lui a coûté 2 000 euros. *"Neuve, elle aurait valu 40 000 euros."* Son seul luxe, c'est l'achat d'un second frigo de 220 litres, installé dans sa chambre "pour avoir de quoi tenir question provisions". L'espace cuisine se cantonne à trois brûleurs à gaz et un micro-ondes.

A domicile, les soirées entre amis se limitent à quatre personnes. *"Pour une petite amie, c'est sûr, ici, c'est moins engageant qu'un loft douillet. Mais bon, on peut aussi trouver à ce mode de vie un petit goût d'aventure."* La location de l'emplacement caravane, toutes taxes comprises, ne dépasse pas 320 euros. *"Pas de paperasse, pas d'impôts locaux, souligne-t-il, satisfait. Les très bons mois", il parvient à économiser jusqu'à 600 euros.*

La loi du 16 novembre, qui menace de déloger les personnes vivant durablement en camping si elles ne peuvent justifier d'un domicile principal, ne l'effraie pas outre mesure. *"Je risque d'avoir des difficultés pour obtenir un passeport, un document administratif si je donne l'adresse du camping. Mais on pourra toujours tricher, prendre une adresse fictive grâce à un proche. Et puis, le gouvernement a quand même des choses plus importantes à faire que la chasse aux campeurs, non ?"*

Le texte le plus contraignant, à ses yeux, est adopté depuis plusieurs mois : il vise à bannir de tout terrain privé les habitations alternatives type yourtes, caravanes, mobil-homes... Il répète à l'envi qu'il n'est pas malheureux. *"En semaine, j'ai des copains qui passent. Le week-end, je sors."*

Aux beaux jours, dans les allées de La Pindière, il a vu défiler les familles en villégiature et les colonies. *"Ça courait partout, c'était sympa."* En ce mois de décembre, les résidents sont surtout des ouvriers étrangers venus travailler sur des chantiers de construction. *"La cohabitation est paisible. Parfois, il y a des fiestas."*

En routard aguerri – l'été dernier, au volant de sa Renault 5, il a avalé 7 000 kilomètres et sillonné l'Albanie et la Serbie –, il remarque : *"C'est en faisant la vaisselle que j'ai rencontré le plus de monde. La conversation s'engage tout de suite avec des personnes avec lesquelles on n'aurait même pas échangé un mot si on s'était croisés dans la rue."* Il rêve d'acquérir *"un bout de terrain avec une ruine à retaper"*. *"Je poserai ma caravane dessus le temps des travaux"*, explique-t-il. Il épluche les annonces immobilières et note, joyeusement : *"Si je n'étais pas célibataire, je ne serais peut-être pas en caravane. Une femme, ça fait changer..."*

Un article d'Atlantico.fr du 19 décembre

A qui appartiennent les 200 000 milliards de dollars de la richesse mondiale ? (20.12)

Une étude du McKinsey Global Institute s'est penchée sur la répartition de la richesse globale détenue dans le monde, notamment par pays et par acteurs économiques : les ménages détiennent de loin la part la plus importante, devant les banques et autres institutions financières.

200 000 milliards de dollars. Précisément, 198 100 milliards de dollars. Difficile de se représenter une somme aussi énorme. Et pour cause, c'est l'ensemble de la fortune détenue dans le monde, selon une étude du McKinsey Global Institute, que relate The Atlantic. A titre de comparaison, le Produit intérieur brut (PIB) de la France, c'est-à-dire l'ensemble de la richesse produite, en 2010, était de 2 555 milliards de dollars, celui de la Chine de 5 745 milliards de dollars, celui des Etats-Unis de 14 624 milliards de dollars.

Mais l'étude de McKinsey Global Institute ne consiste pas en une addition de PIB. Elle montre comment et entre qui est répartie, dans le monde, cette somme. Et quelques enseignements intéressants sont à en tirer.

Les ménages détiennent près de la moitié (43%) de cette somme, pour un total de 85 200 milliards de dollars. Ce qui est essentiellement le fait des ménages des Etats-Unis et d'Europe, qui possèdent respectivement 27 000 et 23 000 milliards de dollars, un quart de la richesse totale, et environ 59% de la part des ménages dans celle-ci. Les ménages japonais pèsent pour un peu plus de 5% de la richesse totale. Ceux de Chine un peu plus de 2,5% : c'est plus à eux seuls que le reste de l'Asie, ce qu'explique le boom économique mais aussi l'immense population du pays, qui dépasse 1,3 milliard d'habitants.

Dans des pays développés, les ménages qui investissent détiennent des portefeuilles très diversifiés, avec des parts significatives en actions, souligne McKinsey. Les États-Unis en sont particulièrement friands : les ménages ont ainsi 42% de leurs actifs financiers non retirés placés en action, une part similaire aux ménages hong-kongais. Mais supérieure aux ménages européens, qui placent 26% de leurs actifs financiers en actions. Avec 25%, la France est d'ailleurs dans la moyenne. Crise oblige, cette tendance est à la baisse sur le vieux continent. Une baisse qu'a connu également le Japon : les ménages japonais se démarquent par des investissements aujourd'hui assez limités en action, qui représentent un peu moins de 10% de leurs actifs financiers. Alors que cette proportion était de 30% avant le krach boursier de 1989-90.

Un total un peu inférieur à celui des ménages (52 800 milliards de dollars) est aux mains de ce que McKinsey regroupe sous le terme "*d'investisseurs institutionnels*", déclinés en trois entités : les caisses de retraites (28 300 milliards de dollars), les assurances (23 000 milliards de dollars), et les fondations et autres organismes de dons (1 500 milliards de dollars). Là encore, les États-Unis concentrent la richesse plus que n'importe quel autre pays, quel que soit l'acteur concerné. Les retraites, pour lesquelles McKinsey additionne l'épargne par cotisation sociale automatique et les épargnes privées individuelles, y sont notamment 2,8 fois plus importantes qu'en Europe, et près de cinq fois plus qu'au Japon. Le phénomène est notable, étant donné que la population européenne (737 millions) est nettement supérieure à celle des États-Unis (300 millions). A l'inverse, les Européens ont placé plus en assurance (9 600 milliards de dollars) que les Américains (6 600 milliards de dollars). Significativement, la Chine a très peu placé en retraites et en assurances, le signe de systèmes assez peu développés et pas forcément encore entrés dans les mœurs.

Le sens commun, notamment dans une période de crise, pourrait amener à penser le contraire, mais l'étude de McKinsey montre que les banques sont loin de détenir une part aussi conséquente de la richesse mondiale que les ménages : 30 700 milliards de dollars. Dont un tiers est concentré par les banques européennes, quand un autre tiers est réparti entre les banques japonaises (6700 milliards de dollars) et américaines (4 000 milliards de dollars). Un chiffre qui peut se comprendre par le fait qu'aux États-Unis, les activités de gestion d'actifs (fonds d'actions, obligations, trésorerie) sont faites par des sociétés externes aux banques, alors qu'en Europe, les banques l'intègrent à leur activité. Ceci explique aussi le niveau de pension plus élevé aux États-Unis que sur le vieux continent.

Enfin, McKinsey, révèle que les banques centrales du monde détiennent assez peu de la richesse totale, et que les sommes qu'elles concentrent ne varient pas tant selon les pays : 2300 milliards aux États-Unis contre 1 700 milliards en Europe, ou 1000 milliards au Japon, 2500 milliards en Chine, 1 900 milliards dans les autres pays d'Asie.

Cet état des lieux révèle en tout cas la place encore très marginale prise par les économies émergentes dans l'économie mondiale. Globalement, tous les postes de richesses détenues recensés par McKinsey sont dominés par les Etats-unis, l'Europe et le Japon, qui peuvent se prévaloir d'une avance confortable. Ces trois acteurs détiennent 139 400 milliards de dollars, soit plus de 70% de la richesse totale du monde.

Note du site : le tableau qui figurait à la suite de cet article a été reproduit dans l'article au format pdf dans la rubrique économie.

Un article du monde.fr du 20 décembre

Inde. L'enfer des grandes villes. (21.12)

(titre du monde.fr : *A New Delhi, 146 millions d'infractions au code de la route chaque jour*)

A Delhi, les voitures sont à peine plus rapides que les piétons. Depuis le décollage économique du pays en 1991, elles encombrant les routes et les trottoirs au point que les automobilistes roulent de plus en plus lentement, à 18 km/h en moyenne. KS Mehra, le préfet de New Delhi, a donc proposé, le 7 décembre, de mettre en place un péage urbain, comme à Londres ou à Singapour, pour décongestionner la capitale, à ceci près que Delhi n'a pas de centre-ville...

Même si la municipalité s'y est finalement opposée, au moins pour cette année, c'est la première fois que les autorités s'attaquent au problème de la circulation automobile, autrement qu'en construisant des routes et des ponts. La mesure prévoyait que les conducteurs paient entre 1 et 3 euros par jour, en fonction de la taille de leur véhicule, pour circuler dans les zones les plus congestionnées. "*Le péage urbain réduira le trafic et encouragera les habitants à utiliser les transports publics*", explique M. Mehra.

Il y a vingt ans, le problème des embouteillages ne se posait pas en Inde : il fallait attendre en moyenne sept ans pour obtenir livraison d'un des trois modèles de voiture disponibles dans le pays. Aujourd'hui, plus d'un million de véhicules se vendent chaque année et près de 800 sont mis en circulation chaque jour dans la capitale. Les embouteillages ont bouleversé la vie des 15 millions d'habitants. Pendant les Jeux du Commonwealth, en 2010, des couloirs ont dû être réservés pour transporter les athlètes afin qu'ils arrivent à temps à leur épreuve sportive.

Les trajets en voiture peuvent être si longs qu'une entreprise a eu l'idée de proposer aux automobilistes de transformer l'arrière de leurs véhicules en petits salons, avec téléviseur à écran plat, armoire à whisky et bureau pliable, pour patienter dans les embouteillages. Delhi est pourtant une ville faite pour la circulation automobile, avec les grandes artères qui composent la partie nouvelle de la capitale, aménagée par les Britanniques au début du XXe siècle. Mais, depuis l'augmentation du trafic, les avenues sont devenues aussi dangereuses à traverser qu'une autoroute : près de 1 000 piétons meurent chaque année.

CHAMEAUX ET ÉLÉPHANTS

Il n'y a pas que la hausse du nombre de véhicules qui provoque des embouteillages. Delhi ne compte que 80 voitures pour 1 000 habitants (700 à Rome ou 400 à Stockholm). "*Les conducteurs roulent en toute impunité. Il y a 4 500 policiers pour 30 000 kilomètres de route et la plupart d'entre eux ne font que gérer le trafic*", se désole Rohit Baluja, le président de l'Institut pour la prévention routière en Inde (IPRI). Certains automobilistes n'hésitent pas à faire marche arrière ou à rouler à contresens pour emprunter un raccourci. D'après les calculs de l'IPRI, il y aurait 146 millions d'infractions au code de la route chaque jour à Delhi. La diversité des modes de transport ne facilite pas non plus la fluidité du trafic. Les grosses berlines doivent se faufiler entre les tricycles à moteur ou à pédales, tout en évitant les chameaux et les éléphants, nombreux pendant la saison des mariages. La municipalité recense plus d'une trentaine de types de véhicule, y compris ceux qu'elle range dans la catégorie "*inconnus*".

L'augmentation des embouteillages a aggravé la pollution atmosphérique, même si les véhicules n'y contribuent qu'à hauteur de 7 %, d'après une étude publiée en janvier par le ministère indien de l'environnement. Enfin, comme il est d'usage en Inde de klaxonner, avant de doubler un véhicule par exemple, la pollution sonore inquiète les autorités au point que ces dernières prévoient la construction de barrières acoustiques autour des hôpitaux et des écoles.

Un péage urbain dissuadera-t-il les Delhiites d'utiliser leur voiture ? "*Cette mesure ne fonctionnera pas, car le réseau de transports publics n'est pas suffisamment développé*", estime M. Baluja, qui déplore également les lacunes en matière de gestion du trafic. La capitale indienne est l'une des rares villes au monde à ne pas être dotée de centre de gestion du trafic en temps réel. D'autres mesures sont à l'étude comme des horaires de bureau décalés, la création de parkings ou encore l'interdiction des voitures dans les zones commerçantes.

Commentaire.

Ce matin je dois aller en ville, à Pondichéry, l'équivalent de Toulouse et sa banlieue, peut-être davantage. Je suis face à l'écran et je surveille l'heure, car avant c'est trop et après c'est trop tard, je pense aux embouteillages monstres dans le centre ville, à la foule dense, compacte dans les allées du marché ou sur les trottoirs environnant, impossible de garer la moto à moins de cent mètres à pied, trop tôt parce que les Indiens se ruent sur les magasins ou les bureaux de l'administration ou des entreprises privées dès leur l'ouverture, sur les coups de 10h c'est le rush, quitte à faire la queue pendant une heure ou plus, de se faire piétiner, bousculer, les insultes pleuvent, à côté les quais du métro parisien aux heures de pointes seraient presque supportables.

Apparemment ils adorent cela, puisque les mêmes scènes se renouvellent perpétuellement, il faut préciser que les gens qui se précipitent ainsi ne travaillent pas ou peuvent choisir à quel moment de la journée elles vont faire leurs courses ou elles se rendent à un bureau, quand je dois aller quelque part avec un de mes beaux-frères, systématiquement il me propose d'y aller à 10h, toute la population se donne rendez-vous aux mêmes endroits à la même heure, délirant, non ? Tu peux arriver à 10h, tu feras quand même la queue pendant au moins une heure parce qu'il y en a qui étaient là depuis 9h pour être sûr d'être les premiers, ils auront quand même perdu une heure entre en 9 et 10, peu importe, la logique n'est pas leur point fort. Et puis, chacun se prend pour dieu, ils n'ont que l'embarras du choix, ils veulent tous être servis en premier, ils sont tous plus importants les uns que les autres...

Du coup pour sortir en ville, il vaut mieux ne pas se louper, il faut bien réfléchir avant, organiser méthodiquement sa tournée pour éviter d'être sur les nerfs et de passer un moment épouvantable, surtout l'été sous 40°C à l'ombre. Dorénavant je sors vers 11h30, jamais avant, ou entre 14 et 15h30 maximum, le soir passé 18h : jamais !

Quant à la conduite, c'est l'enfer, la loi de la jungle, il n'y a pas de code de la route, la police est complètement corrompue, on respecte uniquement les feux rouges... uniquement pour ne pas se faire écraser ! Les autorités indiennes sont d'une débilité inimaginable. A chaque place où figurent des feux tricolores, il y a des compteurs qui indiquent pendant combien de temps vous allez devoir patienter avant que le signal passe au vert. Donc quand le feu est au rouge, vous vous arrêtez et vous jetez un oeil de l'autre côté de la place pour voir combien de secondes vous allez poireauter (ou poirotter) là. Dès qu'il ne reste plus que 10 secondes au compteur, on entend les moteurs qui redémarrent, les coups d'accélérateurs, on est tellement serrés les uns contre les autres qu'on se frole, on s'accroche, on se pousse même, les premières lignes commencent à avancer et à empiéter sur la place prêtes à bondir, 9, 8, 7, 6, 5, 4 c'est parti, pas le temps d'attendre plus longtemps, c'est stressant au possible, si vous ne suivez pas le rythme on vous klaxonne, c'est complètement dingue en vérité, et ce n'est pas une question de culture ou je ne sais quelles autres conneries, les Indiens sont pressés, ils ne respectent rien ni personne, ils n'existent qu'eux au monde, peut-être parce qu'en réalité ils n'existent pas, la société est ainsi faite, elle les néglige, les méprise, voilà le modèle (anglo-saxon) qui vous attend demain en France...

Bon, il est 11h13, il est l'heure que j'aille me préparer pour sortir, je n'ai pas terminé mon boulot, on verra cela en revenant... De retour devant mon écran après avoir mangé sur le pouce, pas vraiment envie de me préparer un déjeuner, je suis d'une humeur massacrate comme d'habitude, il est 13h48, je n'ai pas encore réussi à retrouver mon calme mais cela ne va pas tarder en me replongeant dans un autre monde, celui de la lutte des classes...

Un article du monde.fr du 20 décembre

Haro sur la psychiatrie hospitalière !(21.12)

(titre du monde.fr : *Plus que d'une pénurie de lits, la psychiatrie souffre d'une mauvaise organisation* ou quand *Le Monde* se fait le relais de la politique antisociale du gouvernement, normal.)

De bonnes idées de départ mais des progrès très insuffisants et une organisation psychiatrique encore défailante en France. Dans un rapport rendu public mardi 20 décembre, la Cour des comptes dresse un bilan mitigé des effets du plan "*Psychiatrie et santé mentale*" (2005-2010). "*La prise en charge doit se centrer sur les besoins du patient, mais elle est encore et toujours calée sur l'offre de soins existante*", explique-t-on à la juridiction financière.

Le plan "*Psychiatrie et santé mentale*" a été lancé début 2005 par l'ancien ministre de la santé Philippe Douste-Blazy à la suite de l'émotion soulevée par le meurtre, en 2004, d'une infirmière et d'une aide-soignante par un patient schizophrène de l'hôpital de Pau, alors en rupture de soins. Le plan avait pour objectif premier de décloisonner la prise en charge en psychiatrie, en évitant, dans la mesure du possible, l'hospitalisation à temps complet pour privilégier la prise en charge en extra-hospitalier. "*Or, le recours à l'hospitalisation est demeuré excessif, notamment faute de solutions d'aval, mais aussi de possibilités suffisamment développées de prises en charge alternatives en amont*", note la Cour des comptes.

Dans leur rapport, les magistrats financiers déplorent ainsi un usage disproportionné des hospitalisations à temps complet en rappelant qu'ils entraînent "*une forte coupure du patient avec son milieu social et familial*". Les structures extra-hospitalières alternatives à l'hospitalisation existent – appartements thérapeutiques avec présence intensive de soignants, atelier ergothérapeutique avec activités ludiques et sportives, prises en charge alternatives à la gravité de la pathologie du patient – mais "*restent insuffisamment nombreuses au regard des besoins*".

Selon la Cour des comptes et contrairement aux idées reçues, la France ne souffre pas d'une pénurie de lits en psychiatrie. La Cour relève en revanche que les capacités d'hospitalisation complète sont fréquemment saturées. Les quelque 57 408 lits en psychiatrie ont permis de réaliser 18,8 millions de journées d'hospitalisation en 2010, soit 89,5 %, un taux global d'occupation très important.

Pour la Cour, cette saturation est liée en partie à une durée de séjour moyenne de l'ordre de 30 jours (six fois plus importante qu'en hôpital général) et à des séjours trop répétitifs. Elle s'explique, notamment, par une absence d'alternatives en séjour d'aval. Or, cette situation de "*suroccupation continue provoque des effets pervers*": "*l'absence de place en cas d'urgence conduit parfois à recourir à l'hospitalisation sans consentement*" afin de parvenir à hospitaliser des patients qui pourtant n'en relèvent pas; les moyens et les personnels soignants sont focalisés sur les hôpitaux au détriment des prises en charge extra-hospitalières.

La Cour qualifie ainsi d'"*inadéquates*" nombre d'hospitalisations longues réalisées en psychiatrie: en 2009, la part des séjours de plus de six mois était de 5,6 % et celle des séjours de plus d'un an, 3,3 %. Beaucoup de ces patients, dont certains très handicapés mentalement, pourraient être réorientés, soit dans des structures de soins alternatives, soit en structures médico-sociales, une fois leur handicap psychique reconnu.

La Cour donne l'exemple de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) où 971 patients en séjour prolongé (plus de dix mois) résidaient dans les hôpitaux en 2007. Seuls 282 (29 %) ne pouvaient pas être réorientés dans d'autres structures. Les autres l'étaient potentiellement, notamment dans le secteur médico-social: parmi eux, 15,5% étaient hospitalisés depuis plus de quinze ans, dont 5,8 % depuis plus de vingt-six ans.

Cette occupation de lits inadéquate réduit fortement la disponibilité de l'hôpital: un patient qui occupe une place pendant un an empêche quelque 12 autres hospitalisations de trente jours. Ce système inadapté génère des coûts importants: une hospitalisation complète coûte 450 euros par jour, soit plusieurs fois le coût complet, intervenants sociaux inclus, d'une prise en charge ambulatoire ou à temps partiel. Pour la Cour des comptes, l'enjeu réside donc dans une meilleure organisation du secteur: "*Le redéploiement des moyens par l'hospitalisation de patients réorientables devrait permettre de dégager de nouvelles ressources pour des prises en charge alternatives.*"

Commentaire très bref : Quel torchon ce journal !

Un article du monde.fr du 20 décembre

Russie. Poutine, état d'âme du Premier ministre d'un Etat mafieux. (21.12)

(titre du monde.fr : *Vladimir Poutine reconnaît l'existence de la corruption dans le secteur énergétique russe*)

A l'occasion d'une visite de travail en Sibérie, lundi 19 décembre, le premier ministre russe, Vladimir Poutine, s'est dit "*très déçu*" par la corruption dans le secteur de l'énergie. Selon les résultats d'une enquête du ministère de l'énergie, la quasi-totalité du secteur de l'électricité est aux mains de "*clans familiaux*", liés aux hauts fonctionnaires qui ont été nommés à la tête des principales sociétés publiques. Selon M. Poutine, "*sur 352 dirigeants de compagnies électriques, 162 responsables – c'est-à-dire environ un sur deux – sont affiliés à 385 organisations commerciales*".

Ces clans dominent le secteur, caractérisé par des tarifs élevés en raison de l'absence de concurrence. Pire encore, les bénéfices réalisés sont souvent sortis du pays par le biais de structures offshore, mises en place par les clans. La pratique du offshore est sans doute pour quelque chose dans la fuite record des capitaux privés observée en 2011. Depuis janvier, 74 milliards de dollars ont quitté le pays, soit plus du double qu'en 2010. "*Les investissements réalisés avec des compagnies étrangères se font presque toujours au moyen d'offshore, pas tant pour échapper aux impôts que pour une question d'environnement juridique*", la Russie n'étant pas un Etat de droit, rappelle le quotidien Vedomosti (édition du 20 décembre).

En "*libéralisant*", en 2008, le monopole public RAO EES, chargé du réseau de distribution d'électricité, le gouvernement a donc favorisé la création de 352 monopoles au lieu d'un. Le numéro un russe vient seulement de s'en rendre compte. Peut-être a-t-il lu le livre sur le blogueur Alexeï Navalny qui vient tout juste de sortir ? – Alexeï Navalny, la terreur des voleurs et des escrocs, de Konstantin Voronkov, 219 pages en russe, éditions Eksmo. Dans un style vivant, le blogueur y raconte les réunions d'actionnaires des entreprises phares du secteur énergétique (Gazprom, Transneft, Sourgoutneftegaz), fustigeant l'opacité et les combines des hauts fonctionnaires. En octobre 2010, il avait accusé le groupe public Transneft, qui a le monopole des oléoducs, d'avoir détourné 2,9 milliards d'euros lors de la construction du tracé Sibérie-Pacifique. Lorsqu'il s'adressa au parquet pour demander une enquête, en tant qu'actionnaire minoritaire de Transneft, on lui expliqua que la police n'avait pas été autorisée à pénétrer dans le bâtiment de la compagnie. "*Formellement ces sociétés sont soumises aux lois du marché mais personne ne les considère comme privées parce que selon la loi, elles peuvent faire ce qu'elles veulent, l'Etat ne les contrôle pas*", écrit le blogueur trublion.

300 MILLIARDS DE DOLLARS

On se demande comment le gouvernement va s'y prendre pour effectuer les "*vérifications*" ordonnées par Vladimir Poutine auprès des mastodontes publics (Gazprom, Transneft, RJD, soit la SNCF locale, Sovcomflot, Rosatom) et des principales banques (Vnechekonombank, Vnechekonombank, Sberbank).

Cette soudaine prise de conscience intervient alors que le premier ministre, en campagne pour la présidentielle du 4 mars, est confronté à une contestation sans précédent. La corruption, démesurée (300 milliards de dollars, soit un tiers du budget de l'Etat), est le casse-tête de nombreux Russes, contraints de payer pour inscrire leur enfant à la crèche ou à l'université, pour le raccordement au gaz, à l'électricité, pour les pompiers... "*La population en a tellement marre qu'elle m'a engagé comme procureur*", assure Alexeï Navalny.

Un article d'atlantico.fr du 20 décembre

La BCE lâche (subrepticement) 5 000 milliards d'euros pour sauver l'euro. (21.12)

Mario Draghi a annoncé que la BCE qu'il préside allait prêter beaucoup d'argent aux banques européennes lors des 3 prochaines années, en leur octroyant une grande latitude dans l'utilisation des fonds. Un virage à 180 degrés qui ressemble furieusement à ce que Bloomberg a révélé récemment du scandale du plan de sauvetage des banques américaines en 2008...

C'est donc au Financial Times que Mario Draghi a réservé la primeur de l'annonce de ce qui ressemble à une capitulation (sans beaucoup de conditions) de la Banque centrale européenne : s'il fallait une seule preuve que l'Europe des banquiers cherche à ne pas se couper de la City et de la Grande-Bretagne ce serait celle-là !

Quoi qu'il en soit, Draghi admet enfin le principe dit de l'assouplissement quantitatif, en novlangue financière : la planche à billets. En vertu de cette nouvelle politique et pour une durée annoncée de trois ans, la BCE va prêter aux établissements bancaires de quoi se refinancer et ces dernières feront de ces liquidités « *ce qu'elles voudront : elles prêteront aux PME ou achèteront des bons du Trésor* » nous dit ce Père de la Non-Rigueur. Curieuse latitude d'action alors qu'on imagine mal que, dans la plupart des pays au bord de l'asphyxie financière, le secteur bancaire puisse refuser aux autorités nationales d'utiliser cet argent frais pour acheter de la dette publique !

Ce n'est pas du financement direct des déficits étatiques mais du financement indirect. Mais cela revient à peu près à la même chose. Et à quel prix ? A priori, celui réduit à quasi-rien par la dernière baisse des taux directeurs de la BCE. La boucle de la rotative est bouclée, les billets peuvent arriver ...

Ce virage à 180 degrés ressemble à s'y méprendre à ce que vient de révéler la presse américaine. Au moment où, en 2008, le Trésor, avec la loi Tarp (Troubled Asset relief program), mettait en place un dispositif pour prêter 700 milliards de dollars aux banques, la Fed en avançait dix fois plus sous forme de prêts à taux zéro qui ont permis, depuis deux ans, aux établissements financiers américains de se refaire une santé et au secteur privé de se désendetter. Si l'on additionne ce qu'il faudra prodiguer aux économies européennes dans les trois ans qui viennent pour leur maintenir la tête hors de la dette, on est proche du même montant : pas loin de 5 000 milliards d'euros !

Quels sont les inconvénients de ce laxisme soudain ? L'inflation n'est pas vraiment un danger si on la définit par la hausse des prix : les capacités de production sont tellement sous-employées en Europe que des tensions sur les prix ne pourront être observées à court et moyen termes que sur les marchés où l'offre est peu élastique, l'immobilier notamment.

La croissance de la masse monétaire risque certes de provoquer une baisse de l'euro mais, vu sa surévaluation, ce serait une bonne chose.

L'Allemagne risque bien sûr de tousser car on ne voit pas bien, en l'état du nouveau discours de la BCE, où et comment elle s'assure que cet assouplissement ne servira pas aux Etats mal gérés et affligés de dettes astronomiques à poursuivre dans la voie des mauvaises habitudes. Mais il est douteux que Draghi ait agi seul. Il faut s'attendre à pas mal d'hypocrisie et de non-dit sur le sujet.

Bref, on peut soupçonner la Banque centrale d'avoir choisi d'accompagner les gouvernements européens aux abois dans leur fuite en avant pour leur permettre de gagner du temps, deux ou trois ans, en espérant qu'une meilleure conjoncture mondiale et une baisse de l'euro les sauveront. Cette politique ne règle bien sûr que superficiellement le problème de la perte de compétitivité des économies européennes.

Le pari est risqué mais le choix était inexistant. En espérant, bien sûr, qu'un facteur inconnu, une crise de confiance par exemple, ne conduisent pas les marchés à se raidir et à refuser d'avaliser ce qu'ils ont admis de la part des Américains, des Anglais ou des Japonais, convertis de longue date à ce type d'assouplissements qui confine à des contorsions.

Terminons par une question. Au fond, un peu de laxisme monétaire n'est-il pas l'accompagnement nécessaire de la mondialisation, dès lors qu'aucun gouvernement planétaire n'assure, par la redistribution fiscale, la résorption des tensions nées de la redistribution des activités productives ?

Complément du Figaro du 20 décembre

Mais dans cet échange de bons procédés, le FMI va voir son rôle de surveillance notablement renforcé: il sera désormais le seul à gérer les programmes d'assainissement des finances publiques qui pourraient s'avérer nécessaires. Exit la «*troïka*» - FMI, BCE, Commission européenne - qui a piloté cahin-caha les aides à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal.

«Nous saluons le soutien des ministres des Finances de l'UE pour une augmentation substantielle des ressources du FMI et nous travaillons pour renforcer nos responsabilités systémiques de l'ensemble de nos membres», a commenté sobrement un porte-parole à Washington.

Un changement de gouvernance dans la crise européenne est en train de s'opérer au bénéfice du FMI.

Un article d'atlantico.fr du 21 décembre

L'Inde sera-t-elle le maillon faible des pays émergents ?(22.12)

Malgré une croissance toujours forte, l'Inde a fait face en 2011 à de sérieuses difficultés économiques. Le pays enregistre une poussée continue de l'inflation, et doit affronter la fuite des capitaux étrangers, alors que le gouvernement ne convainc pas sur sa capacité à réguler la situation.

Quand le géant en devenir se découvre des pieds d'argile. En 2011, la situation économique de l'Inde s'est détériorée, lui faisant perdre du terrain dans la course à la puissance économique du futur qu'elle se livre avec la Chine, le Brésil ou l'Afrique du Sud. Un phénomène pourtant peu relayé, tant la crise des dettes des pays de la zone euro apparaît, depuis plusieurs mois, comme la préoccupation principale des marchés et des analystes.

Pourtant, les chiffres de l'économie indienne témoignent, en cette fin d'année, d'un exercice 2011 difficile. Le BSE 30, l'indice phare de la bourse de Bombay affiche ainsi une chute de 18,06% sur l'année, un des pires résultats du monde, en dessous de ceux des autres BRIC (Brésil, Russie et Inde). Reflet de cette chute, la croissance indienne : sur le troisième trimestre 2011, elle s'est limitée à 6,9%, contre une prévision de 9%, du jamais vu depuis deux ans. Sur l'année, elle devrait atteindre environ 7,5%, un chiffre à faire pâlir d'envie n'importe quelle économie occidentale... mais inférieur aux 9% initialement envisagés.

Croissance en baisse et inflation galopante

Mais plus que la prévision de croissance, l'inflation révèle le malaise de l'économie indienne. Autour des 9% depuis décembre dernier, elle a été particulièrement forte dans le secteur de l'énergie, notamment pour l'essence, ainsi que pour les biens manufacturés. Elle n'a pas vraiment été régulée, malgré les efforts de la Banque Centrale indienne, qui a augmenté ses taux d'intérêt dans ce but à treize reprises depuis mars 2010. En vain : en octobre, elle était encore de 9,73%. Le ministre des Finances a estimé que, "l'Inde ne peut pas se permettre d'avoir une inflation supérieure à 5 ou 6%". a-t-il déclaré mercredi... au moment même où il enterrait une loi censée aider à la maîtriser.

Or, la hausse des taux d'intérêt a contribué à baisser la croissance du pays, et a par ailleurs limité les liquidités disponibles sur le marché indien. La Banque centrale s'est du coup engagée à réinjecter des liquidités, via le rachat d'obligations de la dette du pays. Une situation qui a incité l'agence de notation Moody's à faire passer la perspective du secteur bancaire indien de stable à négative.

Conséquence de cette inflation, les investisseurs étrangers s'inquiètent. Ils ont donc voulu limiter la prise de risque et ont retiré massivement leurs capitaux du pays. Les chiffres sont éloquentes : ils ne détiennent ainsi plus que 530 millions de dollars en actions indiennes en 2011, alors que cette somme s'élevait à presque 29 milliards de dollars l'an dernier. Un fossé. Par ailleurs, les investisseurs étrangers n'ont pas été rassurés par les scandales de corruption qui frappent à répétition le gouvernement indien.

Le soutien des multinationales étrangères pas toujours bienvenu

Les difficultés économiques du pays se mesurent également dans l'importance du déficit commercial, que les entreprises indiennes auraient creusé de 30 milliards de dollars. Conséquence : cette somme coûtera 5,4 milliards de dollars supplémentaires pour être remboursée, en raison de la faiblesse de la roupie. C'est d'ailleurs un autre signe de l'affaiblissement de l'économie indienne : mi-novembre, la roupie est tombée à son nouveau le plus bas depuis trois ans, un dollar s'échangeant contre 52 unités de la monnaie du sous-continent.

Autant d'indicateurs qui révèlent la passe difficile que traverse l'économie indienne. Une situation qui ne sera pas favorisée par le refus du parlement, mercredi, d'autoriser des multinationales étrangères à prendre des participations à hauteur de 51% dans la grande distribution en Inde. La société indienne est très réfractaire à l'idée de voir les grandes marques de la distribution comme Carrefour ou Wal-Mart s'implanter sur son territoire. Ce qu'ont vivement regretté les investisseurs. Pour relancer l'économie, le gouvernement compte en tout cas stimuler la demande intérieure. Mais sans doute également devra-t-il montrer plus d'efficacité dans la régulation des difficultés de son économie.

Commentaire.

Quand du jour au lendemain les prix de certains produits augmentent de 30 à 50% sans raison apparente, dans tous les autres cas sur un an, et que ce mouvement s'accélère, vous voyez votre niveau de vie diminuer à vue d'oeil, vous reportez ou annulez certains achats, vous faites davantage attention à votre budget, vous ne pouvez plus économiser comme avant, vous ne comprenez pas ce qui se passe, ce n'est pas encore la panique mais vous lever le pied sur toutes vos dépenses...

Un article du figaro.fr du 21 décembre

Pourquoi les banques ont emprunté 489 milliards à la BCE. (22.12)

Les trois motifs qui ont poussé les banques à se ruier ce mercredi matin sur l'opération inédite de prêts à 3 ans que leur proposait la Banque centrale européenne.

La BCE a eu un succès inespéré ce mercredi matin. Pour soulager les tensions aiguës auxquelles les banques de la zone euro sont confrontées avec la crise des dettes souveraines, la Banque centrale européenne avait décidé le 8 décembre dernier de leur offrir -pour la première fois de son histoire- des lignes de crédits sur trois ans, en quantité illimitée et au taux de 1%. De l'argent quasi gratuit sur lequel 523 banques se sont précipitées puisqu'elles ont sollicité quelque 489 milliards d'euros auprès de l'institut de Francfort. Cet engouement tient essentiellement à trois facteurs.

1- Les échéances financières des banques

Pour financer leurs activités, les banques ont besoin d'emprunter sur les marchés. Mais la crise de la zone euro a rendu frileux les grands investisseurs internationaux. Résultat, en 2011, les établissements de petite ou moyenne taille de la zone euro n'ont couvert que 69% de leurs besoins avec leurs appels au marché. Pour 2012, la situation s'annonçait critique: le secteur doit faire face à 230 milliards d'euros de remboursements d'obligations au seul premier trimestre.

En empruntant massivement à la BCE, les banques se prémunissent donc contre une éventuelle crise de liquidité en s'assurant que leurs besoins sont d'ores et déjà couverts. Pour celles qui auraient tout de même raté le coche de l'opération de ce matin, une seconde session aura lieu fin février.

2- De gros profits à la clef

Emprunter à 1% auprès de la BCE peut être une opération extrêmement profitable si cet argent est réinvesti en emprunts d'État espagnols ou italiens par exemple, qui affichent des taux d'intérêts de 5%, voire 7%. Ce «carry trade» potentiellement lucratif est cependant aussi très risqué. Il repose sur le pari que les États concernés ne feront pas défaut. Il suppose aussi de s'exposer à la défiance du marché qui exige des banques qu'elles s'allègent de leurs portefeuilles de dettes souveraines, et non qu'elles les renforcent.

3- Des besoins d'actifs

La crise de la zone euro est en train de provoquer un gel, silencieux mais potentiellement très grave, des bilans des banques. La BCE a reconnu la semaine dernière que le secteur commençait à souffrir d'une «pénurie de collatéral». De quoi s'agit-il? Dans des marchés excessivement nerveux, les banques qui veulent emprunter doivent de plus en plus fournir des gages à leurs créanciers, sous forme d'actifs appelés «collatéraux». Il est quasiment devenu impossible d'émettre de la dette non sécurisée. Les emprunts, quelle que soit leur forme, auprès de la BCE doivent aussi être gagés. Mais ce stock d'actifs disponible fond comme neige au soleil, parce que sa valeur de marché a diminué ou que les prêteurs ou intermédiaires lui applique des décotes beaucoup plus fortes que par le passé.

Certaines banques doivent donc reconstituer d'urgence leurs stocks de collatéraux. Celles-là auront donc emprunté massivement à la BCE pour acheter des titres d'État qui seront toujours acceptés au guichet de Francfort. Dès ce mercredi matin, on soupçonne donc les banques d'Europe du Sud de s'être ruées sur l'opération proposée par la BCE. Un signe non pas d'appétit, mais de faiblesse. Ce qui explique peut-être que sur les marchés obligataires, les tensions demeurent comme le prouve l'augmentation de l'écart de rendement entre les titres espagnols et italiens par rapport à l'Allemagne.

Complément de Reuters

Pour certaines banques, cela implique que leur refinancement pourrait être inférieur de plus de trois points à ce qui est pratiqué sur le marché. Elles pourront refinancer à trois ans des fonds empruntés il y a peu à la BCE et rembourser après tout juste une année si elles le souhaitent.

Outre des conditions très avantageuses, le fait que le secteur bancaire soit plus que jamais dépendant des financements de la BCE explique que la demande ait été aussi forte. La BCE s'inquiétait d'ailleurs de cette dépendance dans son rapport sur la Stabilité financière publié lundi.

Les banques françaises ont quasiment quadruplé leurs refinancements auprès de la BCE depuis juin, à 150 milliards d'euros, tandis que les banques italiennes et espagnoles ont pris chacune plus de 100 milliards d'euros.

Le président de la BCE n'a eu de cesse d'exhorter les banques à recourir à ce financement ultra-long depuis son annonce au début du mois. Il a estimé lundi qu'il existait un risque de "credit crunch" et jugé que les pressions sur le marché obligataire de la zone euro pourraient atteindre un niveau sans précédent au début 2012.

Les banques s'étaient préparées pour réserver le meilleur accueil à l'opération la plus longue de la BCE. Elles ont refinancé 45,7 milliards d'euros de prêts à un an de la BCE. Elles ont également ramené de 140 milliards d'euros à 30 milliards d'euros leurs refinancement à trois mois et réduit de près de moitié la prise de fonds à une semaine cette semaine.

Commentaire : La fuite en avant, des "*lignes de crédit en quantité illimitée et au taux de 1%*", un crédit quasiment "*gratuit*" qui va leur rapporter entre 5 et 7%, 15 ou 20% à court terme avec les particuliers

Un article du figaro.fr du 23 décembre

Le Canada supprime l'âge légal de départ à la retraite. (24.12)

«C'est une victoire en matière de droits de la personne. Nous ne venons pas au monde avec une date estampillée sur le corps qui correspondrait à la disparition de nos aptitudes au travail le jour de notre 65e anniversaire.» David Langtry, président de la Commission des droits de la personne, n'a pas caché sa joie à l'annonce par le gouvernement de la suppression de l'âge de départ obligatoire à la retraite. Les Canadiens ont toujours été réticents aux normes fixées par le législateur pour choisir le moment de prendre leur retraite. «La discrimination fondée sur l'âge est une forme de discrimination pure et simple», explique David Langtry. Toutes les provinces canadiennes, à l'exception de quelques milliers de salariés du secteur public du Nouveau-Brunswick, ont donc aboli le départ obligatoire à la retraite.

Désormais, les fonctionnaires et les employés des entreprises sous compétence fédérale pourront partir en retraite à 70 ans ou plus tard, s'ils le souhaitent. À la pointe du mouvement, les pilotes d'Air Canada se sont opposés pendant des années à l'obligation de partir à 60 ans. «Ceux qui souhaitent demeurer sur le marché du travail doivent pouvoir le faire aussi longtemps qu'ils le veulent», a annoncé le gouvernement conservateur pour justifier une décision plutôt bien acceptée par la population.

Déficit de 26 milliards

En effet, le Canada fait face à une pénurie de main-d'œuvre et garder les plus âgés au travail est une solution pour pallier ce manque. Ottawa a aussi mis en place des incitations pour que les seniors prennent leur retraite plus tard. Les travailleurs qui s'arrêteront à 70 ans au lieu de 65 ans toucheront 42 % de plus de la part du Canadian Pension Plan, la retraite publique.

Comme ces allocations de retraite versées par l'État sont très faibles, cotiser à un fonds de pension est la seule alternative raisonnable, mais elle n'est pas la panacée. La majorité des Canadiens n'épargnent pas suffisamment, soit par négligence ou parce qu'ils ne le peuvent pas. La décision d'Ottawa de supprimer l'âge de la retraite obligatoire intervient d'ailleurs au moment où les fonds de pension sont de plus en plus déficitaires. Au seul Québec, le déficit global de ces régimes privés est de 26 milliards de dollars quand certains sont même parfois en faillite. Un machiniste québécois, Jean-Jacques Piché, dont le fonds de pension a été liquidé après la faillite de son ex-entreprise, s'est récemment indigné dans une longue lettre ouverte publiée par les médias québécois: «J'ai pris ma retraite en 2003. En 2010, les revenus de ma pension ont été réduits de 40 %.»

Pour que les retraités ne pâtissent plus des erreurs de gestion, la Cour suprême du Canada étudie la possibilité qu'ils deviennent des créanciers prioritaires pour leurs régimes de retraites, lors de la faillite d'une société. Une bonne nouvelle puisque, jusqu'ici, les retraités ont souvent été servis après les actionnaires.

Quant à la suppression de la retraite obligatoire, la plupart des experts estiment que cela n'amènera pas les Canadiens à demeurer actifs plus longtemps. Ces derniers s'arrêtent de travailler en moyenne à 61,5 ans et à 60 ans au Québec, une province où il n'existe plus de retraite obligatoire depuis... 1982 !

Un article du figaro.fr du 22 décembre

Travail, emploi : comment l'Allemagne s'adapte à la crise. (24.12)

Des conventions collectives de branche ou d'entreprise fixent des conditions plus favorables aux salariés quant à la durée légale du travail fixée au maximum à 48 heures par semaine.

En Allemagne, la durée légale du travail est fixée au maximum à 48 heures par semaine. Mais des conventions collectives de branche ou d'entreprise fixent des conditions plus favorables aux salariés. Ainsi, dans le secteur des métaux et de l'électronique, où les syndicats sont puissants, le temps de travail est de 35 heures dans l'ancienne Allemagne de l'Ouest et de 38 heures dans l'ex-RDA. Le géant de l'automobile Volkswagen dispose, lui, d'un système flexible avec une semaine de travail de 25 à 34 heures selon la situation économique. Les fonctionnaires travaillent, eux, entre 40 et 42 heures selon les régions ou administrations.

Après une diminution du temps de travail jusque dans les années 1990, les salariés du secteur privé ont accepté ces dernières années de rallonger leurs horaires sans compensation financière en échange d'une garantie contre les licenciements dans un contexte de détérioration de la conjoncture. En moyenne, les Allemands travaillent 41 heures par semaine, selon une étude de l'institut IAQ dépendant de l'université d'Essen-Duisburg parue en septembre.

En cas de coup dur, les entreprises peuvent, avec l'assentiment des représentants du personnel, demander à bénéficier du système de chômage partiel si au moins un tiers des salariés sont menacés par une baisse de salaire de plus de 10 %. À la différence de la France, l'Allemagne dispose à cet effet d'un guichet unique auprès de l'Agence fédérale pour l'emploi.

Chômage partiel porté à deux ans

Pendant six mois au maximum, les salariés touchent de 60 ou 67% de leur rémunération habituelle, versés par l'assurance-chômage, selon leur situation de famille. L'employeur doit s'acquitter des cotisations patronales sur 80% des salaires versés d'ordinaire.

En février 2009 - pendant la crise financière -, le gouvernement avait étendu ce dispositif afin d'éviter des licenciements massifs. La durée maximale de chômage partiel a été portée à deux ans et les employeurs ont pu bénéficier d'allègements de charges de 50% et même de 100% au-delà de six mois.

Jusqu'à 1,5 million de salariés ont été concernés par ces mesures, notamment dans de grands groupes industriels comme Siemens ou MAN. Selon les dernières données disponibles, environ 57.000 salariés étaient encore visés en septembre.

«*En raison de la bonne situation économique*», le gouvernement allemand a décidé de revenir prématurément à l'ancien système à partir du 1er janvier. Normalement, la mesure devait prendre fin au 31 mars 2012 et la fédération des syndicats DGB plaide pour une prolongation en regard des prévisions moroses de croissance pour l'année à venir.

S'il sauve des postes, le dispositif a un coût. Pour 2009 et 2010, la BA a dépensé 7,6 milliards d'euros sur ce poste. Saluant une mesure «*qui a permis de sauver de nombreux emplois*», le patronat allemand souhaite néanmoins une mise en place plus rapide du dispositif en cas de nouvelle crise. «*Il ferait sens que le gouvernement puisse en décider sans passer par une fastidieuse procédure parlementaire*», souligne un porte-parole de la fédération des patrons allemands BDA.

Un article de liberation.fr du 23 décembre

Relevons le défi de l'emploi avec les patrons qui s'engagent par F. Chérèque. (24.12)

Neuf dirigeants de multinationales françaises viennent de prendre un engagement public à agir dans leurs entreprises pour le développement économique et social de la France (le Monde du 7 décembre). Dans la période actuelle, qui conduit au repli et à une certaine résignation, cette initiative n'est pas banale.

Nous affrontons une crise particulièrement grave dont la conséquence la plus alarmante sur le plan social est l'accroissement du chômage et, plus préoccupant encore, la difficulté des jeunes d'accéder à l'emploi. Ce gâchis social et économique pousse des milliers de jeunes à s'indigner face à l'avenir qu'on ne leur propose pas. Cette crise met à mal nos protections sociales ; elle précarise les plus précaires, appauvrit les plus pauvres.

Quand on examine la situation des entreprises du CAC 40, ce qui saute aux yeux c'est la bonne santé financière et économique de la plupart d'entre elles, même si ce n'est pas le cas dans quelques secteurs en mutation profonde. Cette bonne santé tient de plus en plus à leur activité dans les pays émergents et au développement économique de ceux-ci. Cette activité internationale qui est, en soi, une bonne chose dans une économie ouverte doit être un moyen de consolider l'emploi en France. Les entreprises du CAC 40 se caractérisent aussi par un ensemble de conditions sociales de leurs salariés assez largement au-dessus de la moyenne, ce qui n'est pas le cas de beaucoup de leurs fournisseurs et sous-traitants pourtant indispensables à leur activité.

Dans ce contexte difficile, la CFDT ne peut que se réjouir de voir les patrons de ces entreprises considérer que l'avenir du pays fait partie de leur responsabilité et de vouloir l'assumer en choisissant les bons thèmes pour leurs engagements. Favoriser l'emploi des jeunes en privilégiant ceux qui sont le plus en difficulté, en développant l'alternance au-delà des besoins stricts de l'entreprise est vital si l'on refuse d'accepter qu'une génération soit sacrifiée. Développer l'employabilité de tous les salariés favorise leur parcours professionnel et permet les mobilités positives qui vont être au cœur des mutations économiques et industrielles futures. Promouvoir des politiques de coopération entre grands groupes et PME est nécessaire à la croissance de ces dernières et à l'organisation de filières, ce qui est une des clés du développement industriel, comme en atteste la réussite allemande. C'est aussi une condition pour tourner le dos aux pratiques trop fréquentes où le sous-traitant est tenu de répondre aux exigences de coût et de délai, au prix de conditions de travail et d'emploi dégradées pour les salariés.

Après avoir salué la démarche, reste la question principale : s'agit-il là d'un coup de pub destiné à redorer le blason des grandes entreprises ou d'un engagement déterminé à changer les choses ? La première hypothèse serait catastrophique et, si elle se vérifiait, reviendrait en boomerang interpellé les initiateurs. Il n'y a selon nous qu'une manière d'assurer qu'il s'agit bien de la seconde : que, dans chacune des neuf entreprises, les directions entament avec les organisations syndicales un dialogue débouchant sur la mise en œuvre concrète de ces engagements. Dans ce cas, la CFDT saura répondre présent et sera force de proposition, exigeante sur les modalités et l'évaluation de ces engagements.

Neuf entreprises qui s'engagent, c'est positif, cela doit en appeler d'autres à le faire. On ne relèvera les défis économiques et sociaux auxquels notre pays est confronté que si chaque entreprise assume ses responsabilités. Alors que la dégradation de la situation économique risque de s'accompagner d'une nouvelle dégradation de l'emploi, faire de la dimension sociale un enjeu pour la pérennité de l'entreprise et le développement du pays est vital. Cela devrait être la ligne directrice de la stratégie des entreprises. Cela suppose aussi que les organisations patronales fassent preuve d'audace et d'engagement. Nous devons, partenaires sociaux, organisations syndicales et patronales, démontrer que ces défis sont les nôtres et que nous nous y attelons.

Commentaire : Parole de patron ! On croirait entendre le Maréchal ! A vomir.

Un article du figaro.fr du 23 décembre

Le dîner catholique de Nicolas Sarkozy. (24.12)

Le chef de l'État a reçu une dizaine de jeunes prêtres à l'Élysée jeudi soir. Ils ont parlé de leurs vocations respectives.

Le dîner, sous les ors de l'Élysée, a d'abord été un peu guindé. Mais ça n'a pas duré. *«Allez-y, parlez-moi franchement!»* a invité le président. Deux jours avant Noël, Nicolas Sarkozy a reçu jeudi soir à sa table une dizaine de jeunes prêtres, dans le salon des ambassadeurs: un aumônier de prison, un aumônier militaire, des curés de campagne ou de banlieue. L'aumônier de l'Assemblée nationale, le P. Rougé, ainsi que le fondateur du cercle Léon XIII (qui organise des rencontres avec des responsables politiques ou économiques), le P. Pierre-Hervé Grosjean, étaient également présents. *«Au nom de quoi faudrait-il ignorer ce que vous représentez?, a commencé le chef de l'État pour justifier ces inhabituelles agapes. Vous offrez une espérance. Les gens ont besoin d'espérance.»*

C'est Camille Pascal, conseiller et *«plume»* du président, qui était l'organisateur de la rencontre. Cet agrégé d'histoire, catholique pratiquant, aime confronter le président aux univers les plus éloignés du sien. Historiens, géographes, anthropologues ou sociologues ont défilé à l'Élysée depuis la rentrée. *«Des moments de respiration pour le président»*, note un proche. Camille Pascal est l'artisan d'un autre rendez-vous, plus inhabituel encore: à l'issue d'un discours prononcé au Puy-en-Velay, en mars dernier, Sarkozy s'était discrètement échappé avec l'évêque du lieu, Mgr Brincard, pour aller déjeuner avec des religieuses, les sœurs de Saint-Jean. La halte devait durer trois quarts d'heure. Le président est resté plus de deux heures et n'a jamais soufflé un mot à quiconque de ce déjeuner secret.

Jeudi soir, le chef de l'État et les prêtres ont échangé pendant près de deux heures sur la jeunesse, l'éducation, la finalité de l'art, ou encore les souffrances des chrétiens d'Orient. Le président a redit son attachement aux *«racines chrétiennes de la France»*. Lui qui déplore la disparition des *«grandes voix catholiques»* a enjoint les prêtres à *«sortir des catacombes»*. *«Dites ce que vous avez à dire à la société, pas seulement à vos fidèles. À l'heure où l'on écoute ces experts en tout, pourquoi ceux qui défendent une religion n'auraient-ils pas le droit à la parole?»*

Les convives ont entraîné aussi le président sur un terrain plus personnel, l'interrogeant sur la *«vocation»*: *«La politique a sa part de sacrifice, a répondu Sarkozy. Il faut accepter le regard des autres. Assumer une différence, des choix. Vous faites le sacrifice d'une vie de famille, d'un confort de vie. Avez-vous du mérite? Moi, ai-je du mérite à faire ce à quoi je me suis senti appelé? Je ne crois pas. La politique s'est emparée de moi, pas l'inverse.»*

À la veille de Noël

Contrairement à François Mitterrand qui était obsédé par les questions de la mort et de la finalité, Nicolas Sarkozy n'est pas un familier de ces sujets. Mais depuis son livre (La République, les religions, l'espérance, Cerf), publié en 2006, il n'a eu de cesse de rompre avec la réserve des politiques qui relèguent la religion à la sphère privée. *«C'est d'abord un homme d'action, observe un convive. Mais il est travaillé par la question de ce qui donne le goût et la force d'agir.»*

Ce geste, à la veille de Noël, n'est pas anodin, alors que Christine Boutin - qui peine à recueillir ses 500 parrainages pour 2012 - multiplie les critiques à l'encontre du président. Sarkozy sait qu'il a déçu un certain nombre de catholiques. À l'été 2010, juste après le discours de Grenoble, on avait noté un décrochage entre Sarkozy et l'électorat catholique. *«Il veut reparler à un électorat traditionnel qu'il avait parfois désarçonné ou bousculé»*, décrypte un conseiller.

Le président a pris congé de ses invités, tard dans la soirée, en expliquant qu'il devait se lever tôt pour se rendre à Prague pour les obsèques de Vaclav Havel. L'un des prêtres s'est esclaffé: *«Deux heures de messe en tchèque, bon courage monsieur le Président!»*

Un article de slate.fr du 23 décembre

Sarkozy n'a pas de leçon à donner à la Turquie.(24.12)

(article du 7 octobre 2011 mis à jour le 23 décembre 2011)

A l'aube du 50ème anniversaire de l'indépendance algérienne, la France ne semble pas la mieux placée pour donner des leçons d'histoire.

Mise à jour du 23 décembre: le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a accusé aujourd'hui la France d'avoir commis un «génocide» en Algérie, en réaction au vote la veille des députés français d'une proposition de loi réprimant la négation des génocides, dont celui du génocide arménien de 1915, qu'Ankara réfute. «*On estime que 15% de la population algérienne a été massacrée par les Français à partir de 1945. Il s'agit d'un génocide*», a déclaré M. Erdogan lors d'une conférence. Hier, la Turquie a rappelé son ambassadeur en poste à Paris.

Et le passé colonial de la France alors? C'est la question que des millions d'Africains, et notamment d'Algériens, vont très certainement poser en apprenant que le président français Nicolas Sarkozy vient de demander à la Turquie, d'aucuns diront qu'il vient de la sommer, de reconnaître le génocide arménien de 1915-1916.

«*La Turquie, qui est un grand pays, s'honorerait à revisiter son histoire comme d'autres grands pays dans le monde l'ont fait, l'Allemagne, la France. On est toujours plus fort quand on regarde son histoire et le négationnisme n'est pas acceptable*», a ainsi déclaré le locataire du Palais de l'Elysée après avoir rendu hommage, avec son homologue arménien Serge Sarkissian, aux victimes du massacre perpétré par les troupes ottomanes.

Les Algériens grincent des dents

En Algérie, où l'on n'a toujours pas digéré la fameuse loi sur le rôle positif de la colonisation de 2005 (abrogée depuis), cette sortie électoraliste du président français à l'approche du scrutin présidentiel de 2012 (la communauté arménienne compte près de 500.000 membres) fait d'ores et déjà grincer des dents. «*De quoi se mêle-t-il? Il se croit le roi du monde? Peut-être que c'est sa "victoire" en Libye qui lui a fait prendre la grosse tête*» ironise un éditorialiste algérois interrogé par SlateAfrique. Ce dernier rappelle que rien n'est encore réglé entre la France et l'Algérie à propos de la question mémorielle. Pour un diplomate algérien longtemps en poste à Paris, «*Sarkozy a opposé une fin de non-recevoir aux demandes algériennes de voir officiellement condamnée la période coloniale. Et voilà qu'il va faire la leçon aux Turcs. Pourquoi ne la fait-il pas à son ami David Cameron puisque la Grande-Bretagne refuse toujours d'employer le terme de génocide?*»

L'hommage (pourtant très prudent) rendu récemment par Nicolas Sarkozy aux harkis de France mais aussi la multiplication d'initiatives plus ou moins autonomes de l'UMP (le parti de Sarkozy) pour rendre hommage aux anciens membres de l'Armée organisation secrète (OAS), ont beaucoup irrité les autorités algériennes.

«*Il y avait un accord tacite. L'Algérie devait remiser ses exigences d'excuses officielles voire de réparation financière tandis que la France devait cesser de nous provoquer en glorifiant une période terrible pour le peuple algérien. Quand Sarkozy se mêle d'une question qui concerne d'abord la Turquie et l'Arménie, il prend le risque de réveiller la colère des Algériens*», poursuit le diplomate.

Dans un contexte électoral français tendu, la perspective des célébrations du cinquantième anniversaire de l'indépendance algérienne en juillet prochain pourrait donc aviver les tensions bilatérales et provoquer de nouvelles polémiques mémorielles.

On ne touche pas au héros Erdogan

«*J'attends avec impatience la réaction turque*» s'esclaffe de son côté un homme d'affaires franco-algérien. C'est que, dans l'affaire, l'Algérie se retrouve presque de force au centre du bras de fer récurrent entre Paris et Ankara au sujet du génocide arménien. En effet, à chaque initiative française concernant les massacres de 1915-1916, une grande partie de la classe politique turque ressort le thème de l'Algérie coloniale. Ainsi, en octobre 2006, un projet de loi français, rédigé par des parlementaires socialistes, entendait criminaliser la négation du génocide arménien. Cette initiative, reprise à son compte par le candidat Sarkozy en 2007, a alors provoqué la fureur du parlement turc lequel a répliqué en élaborant un projet de loi qualifiant les massacres subis par les Algériens pendant toute la période coloniale de «génocide» qui seront assorties de mesures de prison pour ceux qui en nieraient la réalité. Notons au passage qu'aucun des deux textes n'a été adopté pour le moment mais la presse algérienne a largement salué l'initiative turque et exigé du président Bouteflika qu'il soutienne officiellement la position turque sur la question arménienne.

Par ailleurs, la mise en cause régulière de la Turquie par Nicolas Sarkozy, adversaire déclaré de l'entrée de ce pays dans l'Union européenne, risque de peser dans les relations entre la France et une bonne partie du monde arabe. Comme l'explique encore le diplomate algérien,

«*La France a peut-être fait tomber le régime de Kadhafi mais au Maghreb comme dans nombre de pays du Proche-Orient, Egypte comprise, le véritable héros s'appelle Erdogan*».

En clair, en provoquant les Turcs, sans être sûr d'en retirer un avantage électoral décisif comme le montre la réaction mitigée des associations arméniennes de France, Nicolas Sarkozy risque de s'aliéner une bonne partie des opinions publiques arabes désormais fascinées par le «*modèle turc*».

Akram Belkaïd (Le Quotidien d'Oran)

Commentaire d'internautes.

1- "*Plus de 60000 camerounais ont été massacrés par les français au cameroun, entre 1948 et 1971. Ceci dans le seul but d'asseoir leur hégémonie sur le territoire camerounais.*

Une histoire de genocide bien connue, que le grand donneur de leçon Français devrait revisiter. Les camerounais eux, ne l'oublieront jamais.

2- "*Je profite de ce mot pour revenir sur quelque chose qui me semble importante et qui n'est mentionnée ni par les fins connaisseurs, ni par la multitude de journalistes qui n'y connaissent pas grand-chose : à longueur de journée, les massacres de 1915 sont attribués à "la Turquie". Ceci n'est pas seulement inexact, mais c'est un contre-sens.*

En 1915-1916, la Turquie n'existait pas. Les massacres sont le fait d'un Ancien Régime, empire dynastique et cosmopolite créé au XIVe siècle, décadent depuis plusieurs centaines d'années et aux abois lors de la Première Guerre Mondiale. La Turquie a été créé après la chute de cet Ancien régime, et lui a tourné radicalement le dos. Il y a plus de points communs entre la France de Napoléon et celle d'aujourd'hui qu'entre l'empire Ottoman et la république turque, laïque, démocratique (les femmes turques ont eu le droit de vote bien avant les Françaises). Que dirions-nous si par exemple les Norvégiens conditionnaient leur adhésion à l'UE à la reconnaissance par la France des exactions commises par les armées napoléoniennes en Espagne ?"

Un article du monde.fr du 26 décembre

Les manifestations en Russie vues par la presse russe. (27.12)

(titre du monde.fr : "*Russie : une manifestation spontanée et sans leader*")

"29 000" ? Bon nombre de titres de la presse russe s'interrogeaient sur les chiffres officiels de la participation, divulgués par les autorités moscovites, au sortir de la manifestation de l'opposition sur l'avenue Sakharov à Moscou samedi 24 décembre. Des chiffres contestés par l'ensemble des médias, pour qui le nombre de protestataires était nettement plus étoffé.

Certains médias avaient déployé des "*observateurs-compteurs*" sur place et obtiennent une fourchette allant de 70 000 personnes à plus de 100 000. Le quotidien Kommersant note (lien abonnés) au passage que malgré le succès de la manifestation de Moscou, les rassemblements en province ont été en général moins suivis que lors de la journée de manifestations précédente, le 10 décembre dernier.

UN DISCOURS PLUS RADICAL

Le quotidien Vedomosti se réjouit de l'émergence en Russie d'une "*démocratie de la rue, civilisée et efficace*". Et s'il faut féliciter les nouvelles têtes d'affiche de l'opposition pour être parvenus à canaliser pacifiquement des dizaines de milliers de personnes, il ne faut pas oublier les précurseurs qui ont permis la naissance de cette société civile, comme Lioudmila Alexeïeva, ou encore l'association Memorial, pour laquelle travaillait Natalia Estemirova, assassinée en Tchétchénie en raison de ses activités.

Nombre de journaux retiennent par ailleurs que la manifestation de samedi a été nettement plus sévère à l'égard de Vladimir Poutine, directement interpellé, tandis que la précédente édition était davantage axée sur la dénonciation des fraudes lors des élections législatives en début de mois.

Le discours des orateurs s'est également radicalisé, note la presse qui évoque notamment le discours très suivi du blogueur Alexeï Navalny : "*Nous sommes suffisamment nombreux aujourd'hui pour prendre la Maison Blanche (siège du gouvernement) ! Nous ne le ferons pas cette fois-ci, car nous sommes des pacifistes. Mais la prochaine fois, nous serons un million dans la rue !*"

UNE OPPOSITION EN DEMI-TEINTE

"*Et maintenant ?*", interroge le tabloïd Moskovskii Komsomolets, qui déplore l'absence de volonté de la part des organisateurs de l'opposition de descendre sur le terrain politique et de concocter un programme, préférant plutôt miser sur le caractère citoyen du mouvement.

Pour le quotidien Kommersant, la présence samedi sur la tribune de Alexeï Koudrine, jusqu'à tout récemment ministre des finances de Vladimir Poutine, pourrait donner un début de réponse. Koudrine pourrait-il jouer un rôle d'intermédiaire entre les opposants et le régime ? L'ancien ministre, que Vladimir Poutine présentait encore tout récemment comme "*un ami*", a exhorté samedi sur scène le pouvoir à réformer le système électoral avant le scrutin présidentiel pour ne pas "*perdre la chance d'un changement pacifique*".

Le rôle de Koudrine est également évoqué par l'expert Alexeï Makarkine, à qui le quotidien Nezavissimaïa Gazeta donne la parole. Selon lui, la solution idéale serait une table-ronde entre le pouvoir et l'opposition, avec l'ancien ministre comme modérateur entre les deux parties – un scénario qui semble pour l'heure loin d'être réalisable. Quant à un "*serrage de vis*" de la part du pouvoir, l'expert n'y croit que peu : Vladimir Poutine n'en a pas les moyens, le régime n'y est pas prêt, pas plus que la société russe ne pourrait l'accepter.

LE PAYS EST QUASIMENT À L'ARRÊT JUSQU'AU 7 JANVIER

Mais avant toute éventuelle suite de ce mouvement de protestation spontané, ce premier chapitre s'arrêtera forcément d'ici quelques jours, à l'occasion des grandes fêtes du Noël orthodoxe, le 7 janvier. Du 1er au 11

janvier, le pays est quasiment à l'arrêt, les journaux ne paraissent plus, les transports sont au ralenti et les Russes, à la datcha ou en vacances au soleil à l'étranger.

Les organisateurs ont d'ailleurs donné rendez-vous fin janvier ou début février pour de nouvelles manifestations. Juste à temps pour la nouvelle campagne électorale, présidentielle celle-là, qui devrait marquer le 4 mars prochain le retour de l'actuel premier ministre Vladimir Poutine au Kremlin.

Un article du figaro.fr du 26 décembre

L'internationalisation du yuan à marche forcée. (27.12)

La Chine et le Japon ont décidé d'utiliser le yuan pour leurs échanges commerciaux. Une première mondiale pour cette monnaie qui n'est pas convertible et dont Hongkong veut être la plaque tournante.

Le distributeur de billets, gris, trône à côté de la porte d'entrée de la gare du train express pour l'aéroport. Le sigle du yuan, la monnaie chinoise, un «Y» barré de deux traits horizontaux, y est peint en gros caractère, au-dessus de celui du dollar de Hongkong. Le renminbi - la «*monnaie du peuple*», nom officiel du yuan - n'est toujours pas convertible. C'est la Banque centrale de Pékin qui en fixe chaque jour le taux de référence dans la limite d'une variation qui ne dépasse pas 0,5%. Mais à Hongkong on retire tout aussi facilement des billets chinois que des billets hongkongais. Et les cartes de crédit chinoises sont acceptées dans pratiquement tous les magasins.

Des contrats libellés en yuans

C'est en janvier 2004, soit six ans et demi après la rétrocession de Hongkong à la Chine, que les transactions en yuan ont été autorisées sur le territoire pour faciliter le tourisme avec le continent. En juillet 2007, les premières émissions d'obligations ont vu le jour. Mais ce n'est qu'en juillet 2009 qu'un véritable accord légalisant les opérations commerciales en yuan a pu être passé entre Pékin et Hongkong.

Résultat, alors que la valeur des dépôts dans les banques de Hongkong ne dépassait pas 12,1 milliards de yuans (1,47 milliard d'euros) fin 2004, elle avait explosé à 609 milliards de yuans en août 2010. «*Le yuan arrive désormais en troisième position derrière le dollar américain et le dollar de Hongkong*», assure Dickson Ho, chef économiste adjoint au Hongkong Trade and Development Council. Et la valeur globale des contrats libellés en monnaie chinoise à Hongkong atteint aujourd'hui 1500 milliards de yuans (181,3 milliards d'euros).

L'an dernier, pour la première fois, des sociétés étrangères (McDonald's, Caterpillar, Air liquide, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement) ont émis leurs premières obligations en yuan. Et dimanche, nouvelle grande première, la Chine et le Japon sont convenus de multiplier les échanges commerciaux dans leurs monnaies respectives, le yuan et le yen, à la place du dollar. Tokyo va également acheter dès 2012 des obligations libellées en yuan.

Le centre de gravité glisse vers l'Asie

Hongkong, qui s'affirme plus que jamais comme le terrain d'essai de l'internationalisation de la monnaie chinoise, compte bien en profiter. Ces obligations «*Dim Sum*», comme on les appelle, en référence à la cuisine cantonaise, sont une aubaine pour le territoire. Toujours d'après Dickson Ho, leurs émissions ont été multipliées par cinq entre 2009 et les neuf premiers mois de 2011, à 85 milliards de yuans.

Depuis une dizaine d'années, et plus encore avec les crises aux États-Unis et en Europe, le centre de gravité de l'économie glisse vers l'Asie. Sa part dans le produit intérieur brut (PIB) mondial est passée de 20,6% en 2000 à 23,7% en 2009 -et de 3,7% à 7% pour la Chine-, quand il a reculé de 33,7% à 30,6% pour l'Europe et de 28,3% à 26,7% pour les États-Unis. En 2000, explique Simon Galpin, directeur général d'Invest Hongkong, pas plus de 15% des sociétés installées dans la Région administrative spéciale, le nom officiel de Hongkong, étaient chinoises. Dix ans plus tard, elles étaient 42% «*et leur valorisation est passée de 27 à 57% de la capitalisation boursière totale de Hongkong*».

À la Bourse, les nouvelles introductions effectuées en 2011, pour 175 milliards de dollars, l'ont été pour 29% d'entre elles par des sociétés du continent. «*La formule "un pays, deux systèmes" qui régit nos relations avec Pékin a permis de construire les passerelles pour faciliter la libre circulation de la monnaie chinoise*», résume Edmond Lau, directeur exécutif du département des autorités monétaires. Et c'est ce qui a permis à la Chine de multiplier les accords avec Macao, l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est), la Russie, l'Australie, le Canada, et bientôt Singapour.

Un mouvement irréversible

Li Si Min, la vice-présidente de la Banque populaire de Chine à Canton, filiale de la Banque centrale, pousse les entrepreneurs chinois à utiliser le yuan à l'étranger, et pas seulement les grands. «*Nous voulons travailler avec les petites et moyennes entreprises*», affirme-t-elle. C'est aussi ce que souhaite son homologue de la Banque de Chine à Hongkong, banque privée cette fois-ci, Hattie Wang Haixia, pour qui le territoire est «*un très bon marché pour investir*».

Paul Yang, directeur exécutif de BNP Paribas à Hongkong, reconnaît volontiers que le mouvement est irréversible et qu'aujourd'hui une «société qui veut financer des opérations en Chine a intérêt à avoir des yuans». Le phénomène est identique pour les groupes chinois qui investissent à l'étranger.

«*Toutes ces opérations rendent progressivement l'environnement de la monnaie chinoise plus mature et plus opérationnel*», poursuit-il, bien qu'il pense que la pleine convertibilité du yuan prendra encore dix ans.

Un article du monde.fr du 28 décembre

En Chine, des milliers d'ouvriers se mettent en grève dans une usine. (28.12)

Des milliers d'employés d'une usine détenue par un groupe sud-coréen ont entamé une grève lundi 26 décembre à Nanjing, dans l'est de la Chine, a annoncé l'ONG China Labour Watch. Le pays enregistre depuis quelques semaines plusieurs mouvements de mécontentement des travailleurs.

Quelque 8 000 employés de cette usine, détenue par le conglomérat sud-coréen LG Group, à Nanjing, ont cessé le travail, affirmant que les salariés sud-coréens du site avaient reçu des primes de fin d'année supérieures aux leurs, a rapporté l'organisation China Labour Watch, située à New York.

FAIBLES SALAIRES ET MAUVAISES CONDITIONS DE TRAVAIL

Des dizaines de milliers d'ouvriers chinois ont observé des mouvements de grève depuis novembre pour protester contre le faible niveau des salaires, voire les diminutions de salaire, et les mauvaises conditions de travail, causées par les réductions de dépenses des entreprises en raison du ralentissement économique dans le monde.

Le mouvement à l'usine LG a démarré lundi et est pour le moment pacifique, a indiqué l'ONG dans un communiqué. Des employés ont cependant renversé des meubles dans la cantine de l'usine. Une vidéo, postée sur Internet par un des ouvriers et mentionnée dans le communiqué de China Labour Watch, montre des travailleurs qualifiant d'"inutile" le syndicat, lors d'une réunion avec un médiateur mandaté par les autorités.

Le Parti communiste chinois redoute la formation de syndicats indépendants, qui pourraient menacer son emprise, et n'autorise donc qu'un seul syndicat, lié au gouvernement et doté de représentations locales.

CONFLITS DANS LE GUANGDONG ET À SHANGAÏ

Les grèves de ces dernières semaines se sont déroulées majoritairement dans la province du Guangdong (sud), un des centres manufacturiers de la Chine. C'est aussi dans cette province qu'ont éclaté plusieurs conflits sociaux, dont une manifestation contre une centrale thermique polluante qui a mal tourné à Haimen, et une "révolte" ouverte des villageois de Wukan.

Mais la grande ville des affaires, Shanghai, a également connu plusieurs mouvements de mécontentement. Des centaines d'employés d'une usine à Shanghai, détenue par le groupe électronique de Singapour Hi-P International, ont cessé le travail à la fin de novembre pour protester contre les modalités de délocalisation de leur site.

Les activistes soulignent que les autorités chinoises sont en général plus enclines à écouter les doléances des employés d'usines détenues par des groupes étrangers que celles émanant d'ouvriers de sites aux mains de groupes chinois.

Un article de liberation.fr du 27 décembre

Chine. «Les ouvriers s'organisent de mieux en mieux». (28.12)

Interview. Geoffrey Crothall, porte-parole de l'ONG China Labour Bulletin, analyse le mouvement social en cours.

Plus de 10 000 ouvriers se sont mis en grève depuis la fin novembre dans le Guangdong, où sont basées la majorité des usines travaillant pour l'export. «*Les mouvements sociaux vont augmenter car un nombre croissant d'ouvriers en usines, et dans d'autres secteurs comme les transports, n'arrivent plus à joindre les deux bouts*», estime Geoffrey Crothall, porte-parole de China Labour Bulletin, une ONG basée à Hongkong, qui défend les droits des travailleurs chinois.

Quel est l'impact du ralentissement de l'économie chinoise ?

Pendant la crise de 2008, vingt millions d'ouvriers migrants sont rentrés chez eux faute de travail, mais il serait surprenant, cette fois-ci, que les choses aillent aussi mal. Certaines entreprises ferment, mais d'autres continuent d'embaucher. La différence est que, naguère, les ouvriers se laissaient faire. Là, ce n'est plus le cas. Leur pouvoir de négociation s'est accru en raison d'une pénurie de main-d'œuvre qui sévit dans un nombre croissant de secteurs. De plus, ils n'hésitent plus à réclamer leurs droits et s'organisent de mieux en mieux.

D'où proviennent ces pénuries de main-d'œuvre ?

La principale raison est démographique. Il y a de moins en moins de jeunes sur le marché du travail, or les entreprises n'embauchent que les moins de 30 ans.

Combien y a-t-il de grèves en Chine ?

On recense environ 30 000 grèves et arrêts de travail par an, mais on en attend davantage, car les entreprises en difficulté suppriment les heures supplémentaires, sans lesquelles les ouvriers ne gagnent pas assez pour vivre. D'autres protestent contre le transfert de leur usine dans des régions meilleur marché, car les patrons en profitent pour leur faire signer des contrats moins avantageux.

Combien gagnent les ouvriers ?

Au cœur de la zone industrielle chinoise, dans le Guangdong, un ouvrier gagne entre 1 200 et 1 400 yuans mensuels (140 à 165 euros) et 2 000 yuans (235 euros) avec les heures supplémentaires - soit dix heures par jour et six jours par semaine.

Comment les ouvriers s'organisent-ils puisque les syndicats libres sont interdits ?

Avec les microblogs et les téléphones mobiles, souvent en très peu de temps. Quelques volontaires suffisent à lancer un mouvement de milliers d'employés, car tous font face aux mêmes problèmes.

Comment se terminent les grèves ?

Généralement par un accord a minima entre la direction et les délégués des grévistes. Bien qu'ils ne soient pas officiellement reconnus, ces derniers s'asseyent souvent à la table des négociations. Mais ces délégués sont parfois harcelés ou contraints à la démission. Il arrive aussi que le gouvernement local agisse en médiateur. Cet été, nombre d'ouvriers ont remporté de grandes victoires, avec des augmentations de salaire de 50 %, mais ce genre de concessions n'est plus envisageable en raison du ralentissement économique.

Existe-t-il des fédérations syndicales clandestines ?

Tant que la mobilisation ouvrière se fait usine par usine, les autorités ne s'en inquiètent pas trop. Mais si des fédérations clandestines se constituaient, elles seraient immédiatement réprimées. Pourtant, désormais, les autorités répriment rarement les grèves...

Elles emprisonnent quand des violences éclatent. Sinon, c'est rare, car il y a trop de grèves, et les prisons seraient pleines. En revanche, elles imposent un black-out médiatique.

Pékin vient d'annoncer un renforcement de sa «*gestion sociale*». A quoi peut-on s'attendre ?

Le gouvernement chinois va sans doute accroître la surveillance afin de mieux prévenir les grèves et les conflits sociaux. La police a jusqu'alors échoué de ce point de vue, et il n'y a pas de raison de penser qu'elle réussira cette fois. Les autorités n'ont pas encore compris que pour réduire les conflits du travail, il est nécessaire d'établir un système de communication entre les employés et la direction des entreprises, et cela n'est possible qu'au travers de syndicats représentatifs qui défendent réellement les intérêts des ouvriers. Tant qu'un tel mécanisme n'existe pas, il y aura de plus en plus de conflits du travail.

Un article des Echos du 28 décembre

Désindustrialisation : près de 900 usines françaises ont été fermées en trois ans. (28.12)

La crise de 2008-2009 a violemment accéléré la désindustrialisation de la France. Près de 900 sites industriels ont fermé leurs portes en trois ans, selon les chiffres de Trendeo pour « Les Echos ». Et le nombre d'emplois supprimés remonte nettement depuis quelques mois.

Dans l'Aude, c'était le projet industriel phare. Georges Frêche, l'ancien président de la région Languedoc-Roussillon, s'était battu pendant des années pour que l'investissement se concrétise. En mars encore, l'affaire semblait en passe d'aboutir. Mais la raffinerie d'huile de palme envisagée à Port-la-Nouvelle, près de Narbonne, est aujourd'hui dans les limbes. Sime Darby, le producteur malaisien qui devait injecter 200 millions d'euros, a tout gelé pour au moins un an. Il l'a annoncé aux responsables régionaux peu avant Noël. Il faut dire que l'huile de palme est un produit de plus en plus contesté à cause de la déforestation qu'entraîne son essor et certains grands clients de l'agroalimentaire s'en détournent. Sur place, les écologistes étaient montés au créneau. Tant pis pour les 50 à 200 emplois qui auraient pu être créés...

L'histoire de cette raffinerie fantôme offre un saisissant résumé de la situation de l'industrie en France. Elle n'a pas disparu. Il y a toujours des projets, et nombre d'entre eux se concrétisent, heureusement. Mais ils sont de plus en plus rares, incertains. Et ils ne compensent pas, loin de là, les fermetures d'usines et les réductions d'effectifs dans les sites existants. C'est ce que montrent les données collectées par l'observatoire de l'investissement Trendeo pour « Les Echos ».

Le délitement du tissu industriel français a commencé il y a longtemps. « *L'industrie manufacturière française a commencé à détruire des emplois dès le premier choc pétrolier de 1973* », rappellent Patrick Artus et Marie-Paule Virard dans « *La France sans ses usines* » (Fayard, 2011). Mais la crise de 2008-2009 a violemment accéléré le mouvement. Depuis trois ans, quelque 880 annonces portant sur la fermeture d'un site industriel ont été enregistrées par Trendeo, dont environ 400 en 2009, l'« *année terrible* » et encore près de 200 en 2011. Au-delà de quelques grands chocs très médiatisés, comme chez ArcelorMittal à Gandrange ou chez Molex à Villemur-sur-Tarn, il y a surtout eu une nuée d'affaires bien plus discrètes. A l'image de l'arrêt de l'usine de boîtes de conserve Crown Emballage de Brive-la-Gaillarde (Corrèze), qui vient d'être annoncé pour 2012 aux 40 salariés concernés.

Pendant ces trois mêmes années, seules 494 créations de sites ont été recensées. Bilan : la France compte environ 385 usines de moins aujourd'hui qu'au début de 2009. La mutation du dispositif industriel ne se lit pas seulement dans les ouvertures et fermetures d'usines. En trois ans, Trendeo a aussi repéré 870 décisions d'extensions de sites industriels tricolores. Mais, là encore, ces bonnes nouvelles ne contrebalancent pas les 1.170 annonces de réduction des effectifs enregistrées dans le même temps. Saignée dans l'automobile

Au final, entre les postes créés et ceux supprimés, près de 100.000 emplois industriels ont été perdus en France ces trois dernières années, indique Trendeo. Un décrochage qui rappelle la période de 1978 à 1985 et ses cataclysmes industriels comme Creusot-Loire ou Manufrance. « *Alors que, dès 2010, l'économie française prise globalement a recommencé à créer des emplois, l'industrie continue d'en supprimer* », souligne David Cousquer, le gérant de l'observatoire. Le secteur aéronautique, entraîné par Airbus, l'agroalimentaire et le luxe sont certes restés créateurs nets d'emplois. Mais cela n'a pas suffi du tout à compenser les saignées qui ont frappé l'automobile (près de 30.000 postes rayés de la carte en trois ans), la pharmacie, la high-tech, la chimie ou encore la métallurgie. En cause, notamment : des coûts salariaux trop élevés, des produits milieu de gamme qui peinent à s'exporter et une innovation insuffisante. Malgré des coûts équivalents, l'industrie allemande s'en sort bien mieux.

L'année 2012 s'annonce difficile. La reprise des projets, des embauches, etc., constatée à partir de l'été 2010 s'est interrompue depuis plusieurs mois déjà. Légèrement créatrice d'emplois pendant deux trimestres, l'industrie a recommencé à en détruire depuis cet été et la crise des dettes publiques. Le phénomène s'amplifie actuellement, « *du fait à la fois d'une baisse du nombre d'emplois créés et d'une légère reprise des suppressions d'emplois* », note Trendeo. Le plan présenté par PSA pour réduire son effectif de plusieurs milliers de personnes en annonce sans doute d'autres.

Un article du figaro.fr du 28 décembre

Les élus du Congrès américain de plus en plus riches. (29.12)

Près de la moitié des représentants du peuple américain sont millionnaires, et leurs profits augmentent tandis que le pays connaît une crise économique sans précédent depuis 2008.

Alors que les Américains s'appauvrissent constamment depuis 2004, la tendance est inverse au Capitole(1) où les élus sont de plus en plus riches. C'est ce que révèle une enquête publiée par le New York Times, basée sur des données du Centre pour une politique réactive (Center for Responsive Politics), et qui montre que 250 des 535 membres du Congrès américains sont millionnaires. Si l'endroit a toujours été peuplé par des personnes plutôt aisées, l'écart avec le reste du peuple n'a en revanche jamais été aussi marqué.

Le revenu net médian des représentants et sénateurs culmine à 913.000 de \$ (705.000 €) et ne cesse d'augmenter, quand celui des Américains dans son ensemble, continuellement en baisse, avoisine aujourd'hui les 100.000 \$ (77.000 €). Plus surprenant, le revenu du Congrès a augmenté de 15% en sept ans, période durant laquelle celui des Américains les plus fortunés a pour sa part stagné. Pour tous les autres, le revenu médian a baissé de 8% pour cette même période. Si cet écart de richesse aurait pu passer inaperçu en temps normal, en pleine crise économique, il choque.

Des fortunes qui dépassent les 100 millions de \$

Parmi ces représentants américains millionnaires, dix d'entre eux ont même une fortune évaluée à plus de 100 millions de \$. Il y a Darrel Issa, un représentant républicain de Californie, qui possède près de 300 millions de dollars, d'après un article de CBSNews. Il est talonné de près par John Kerry, le candidat démocrate à la présidentielle de 2004 défait par George Bush. Son porte monnaie pèse près de 240 millions de \$.

Car si certains gagnent plus que bien leurs vies, d'autres, à l'instar de Pete Stark, représentant démocrate élu en Californie, qui doit 11 millions de \$, ont des dettes à combler. C'est une des raisons qui a poussé plusieurs démocrates membres du Congrès à s'opposer violemment à la proposition de Nancy Pelosi, leur chef de file chez les représentants: elle-même à la tête de 196 millions de \$, elle voulait imposer un gel des revenus pour les membres du Congrès.

La politique réservée aux riches

Pour tenter d'expliquer comment les parlementaires font pour continuer de s'enrichir en ces temps de morosité économique, plusieurs pistes sont évoquées. Certains analystes, cités par le New York Times, estiment que c'est tout simplement parce que la politique s'adresse avant tout aux personnes aisées. Lors des élections de 2010, le coût d'une campagne victorieuse pour le Sénat s'élevait en moyenne à 10 millions de \$ et à 1,4 million pour une place au sein de la Chambre des représentants. De facto, seules des personnes avec déjà des moyens conséquents sont à même de se lancer en politique.

Une fois entré au Congrès, le parlementaire touche un salaire annuel de base de 174.000 \$ (qui a augmenté de 10% depuis 2004, soit un peu moins que l'inflation). À ce salaire s'ajoutent plusieurs avantages auquel le citoyen lambda n'a pas accès: des primes d'ancienneté, des pensions de retraite et une sécurité sociale en or.

Un réseau et de multiples avantages

Le Washington Post explique aussi qu'une fois en place, les sénateurs et les représentants jouissent d'un réseau et de nouveaux moyens qui leurs permettent d'augmenter leurs pécules. Les données récoltées par le Center for Responsive Politics montrent que les parlementaires feraient d'excellents résultats sur les marchés boursiers. D'après des chercheurs de l'université de Géorgie, qui ont étudié la question, ces performances seraient le fruit d'un «important avantage d'informations» dû à leurs positions.

Alors que Barack Obama vient de promulguer une loi prolongeant jusqu'à fin février les allègements fiscaux pour 160 millions de salariés et les allocations chômage, le fossé qui sépare les membres du Congrès et le

reste de la population n'a jamais été aussi profond. Selon plusieurs récents sondages, environ 13% seulement des Américains sont satisfaits du travail mené par le Congrès. Ils sont 83% à le désapprouver.

(1) Aux États-Unis, le Capitole, qui se trouve à Washington D.C., abrite le Congrès américain. Ce dernier est le nom du Parlement, qui est divisé en deux parties: le Sénat, chambre haute, comporte 100 membres qui sont élus pour six ans. Il est renouvelé d'un tiers tous les 2 ans. La chambre des représentants, chambre basse, comporte pour sa part 435 membres, élus au suffrage universel direct, tous les deux ans, le premier mardi de novembre. Le congrès américain en cours est le 112e. Il est entré en fonction le 3 janvier 2011, après le vote de novembre 2010.

Un article du point.fr du 28 décembre

Quand les milliards de la BCE reviennent directement... à la BCE. (29.12)

Que font les banques européennes des 489 milliards d'euros que la Banque centrale européenne leur a prêtés sur trois ans le 21 décembre ? Elles les mettent en réserve chez leur banquier, c'est-à-dire la BCE ! Les dépôts qu'elles font chaque jour au guichet de Mario Draghi ont explosé mardi pour atteindre 441 milliards d'euros, et même 452 milliards mercredi, du jamais-vu dans la zone euro. Le précédent record datait de juin 2010, lorsque les banques étaient allées parquer 384 milliards d'euros à la Banque centrale européenne.

C'est comme si les injections massives de liquidité de la BCE n'avaient servi à rien. L'argent coule à flots, mais reste bloqué dans les tuyaux, alors que la Banque centrale européenne espérait justement éviter un effondrement du crédit dans les mois à venir, et réinsuffler de la confiance dans le système financier européen.

Trop tôt pour conclure

Pourquoi les 523 banques européennes, qui ont emprunté de l'argent sur trois ans à 1 % auprès de leur banquier, le ramènent-elles illico sur leur compte rémunéré à seulement 0,25 % ? Tout simplement parce qu'elles ont encore peur de se prêter entre elles. Quand tout va bien, les établissements privés s'échangent des liquidités à différentes échéances, moyennant un taux d'intérêt. Mais l'incertitude sur leur solidité est actuellement telle que les banques préfèrent conserver leur argent à la BCE plutôt que de se prêter, une opération pourtant bien plus rémunératrice, surtout en ce moment... Les banques européennes restent aussi prudentes, car elles doivent rembourser, en 2012, 600 milliards de dette, dont 230 milliards rien qu'au premier trimestre...

Mais tout n'est pas encore perdu. Car il ne s'agit que de dépôts au jour le jour (24 heures). Pour Michael Schubert, économiste de Commerzbank, cité par l'Agence France-Presse, il s'agit d'une sorte de "*solution d'attente*" pour les banques. Il est donc sans doute encore trop tôt pour juger du succès de l'opération exceptionnelle de la BCE qui n'a pas l'habitude de prêter aux institutions financières privées à une si longue échéance et à un taux d'intérêt si bas.

Test jeudi

L'institution de Francfort espère encore que son geste pour restaurer la confiance dans le système bancaire européen va porter ses fruits, notamment en permettant aux établissements privés de racheter de nouveau de la dette d'État délaissée par les investisseurs, ce qu'elle se refuse à faire elle-même de peur de favoriser l'inflation et le laxisme budgétaire des États. D'autant que les traités lui interdisent de le faire directement. Pour l'heure, les banques craignent encore que la faillite d'un État n'entraîne leurs concurrentes dans l'abîme.

Le succès d'une émission de dette à six mois par l'Italie, qui a vu les taux d'intérêt réclamés par les investisseurs fortement baisser, suggère toutefois que la situation peut s'améliorer. Certaines banques pourraient avoir recommencé à investir sur les titres italiens, fortement rémunérateurs, malgré le risque qu'ils présentent. Une nouvelle émission italienne jeudi, à 9 et 10 ans, devrait permettre d'y voir plus clair.

Commentaire.

Ce n'est qu'une partie de l'explication, en effet les banquiers attendent sans doute le prochain coup tordu des agences de notation qui fera remonter les taux d'intérêt des obligations d'Etat pour en acheter.

Un article de liberation.fr du 28 décembre

Le président du CAC 40. (29.12)

(titre de Libération : *Les têtes à CAC du Président*)

Sarkozy a placé des proches dans les grandes entreprises.

Avant son accession à l'Élysée, Nicolas Sarkozy avait déjà beaucoup d'amis parmi les patrons du CAC 40. Un quinquennat plus tard, la sarkozie a gagné tellement de terrain que c'est à se demander si le chef de l'État n'est pas à tu et à toi avec la quasi-totalité des grands patrons français. Depuis 2007, plusieurs fidèles du chef de l'État ont rejoint les bancs de grandes entreprises.

En mars 2009, l'ancien secrétaire général de l'Élysée François Pérol prend la direction de la banque BPCE. Se payant de luxe, au passage, de contourner la Commission de déontologie. En septembre de la même année, c'est au tour de Stéphane Richard, ancien directeur de cabinet de Christine Lagarde au ministère de l'Économie, de débarquer à France Télécom. Cette année, Alexandre de Juniac, fidèle du président de la République qui a remplacé Stéphane Richard au cabinet de Lagarde, arrive à la tête d'Air France.

Entre-temps, l'Élysée a nommé le nouveau patron de Thales, Luc Vigneron, puis celui d'EDF. Ancien président de Veolia, Henri Proglio, proche de Claude Guéant et de Jean-Louis Borloo, prend la tête de l'électricien public avec la polémique de sa double rémunération. Nicolas Sarkozy sera obligé de défendre son protégé à la télévision, louant les qualités « *d'un grand industriel* ». Avant de devoir le lâcher. Enfin, cette année, l'Élysée a réussi à se débarrasser d'Anne Lauvergeon (1), la patronne d'Areva, entrée en guerre avec Guéant et Proglio. Elle est remplacée par son numéro 2, Luc Oursel, pas franchement un sarkozyste historique. Mais maintenant acquis à la cause de son actionnaire de référence.

Reste maintenant sur le bureau du chef de l'État un épineux dossier. Celui de la très probable (pour ne pas dire acquise) nomination de Xavier Musca, le secrétaire général à l'Élysée, à la tête de la Caisse des dépôts et consignation (CDC). Le mandat de l'actuel patron, le chiraquien Augustin de Romanet, doit prendre fin en mars. Nicolas Sarkozy va-t-il prendre le risque de nommer Musca à un mois du premier tour de la présidentielle ? Outre le fait que cela sera interprété comme un passage en force, il n'est pas sûr que Sarkozy veuille voir son principal collaborateur pour les affaires économiques quitter le navire en pleine crise. Reste une autre option : le désigner après la présidentielle ou laisser à son successeur le soin de le nommer.

Ce genre de pratique est assez courante en cas d'alternance. Or, même si Musca est respecté à gauche et compte quelques soutiens, il n'en demeure pas moins que cette nomination ne sera pas anodine. « *Musca a un profil tout à fait respectable. Mais le nommer à la tête de la CDC est une décision lourde, relève un proche de François Hollande. Et puis comme le numéro 2 de la Caisse est l'ancien directeur de cabinet adjoint de Fillon [Antoine Gosset-Grainville, ndlr], ça fait beaucoup de gens de droite pour une entreprise aussi stratégique.* »

(1) Présidente du conseil de surveillance de « *Libération* ».